ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS371/R
15 novembre 2010

(10-5924)

Original: anglais

THAÏLANDE – MESURES DOUANIÈRES ET FISCALES VISANT LES CIGARETTES EN PROVENANCE DES PHILIPPINES

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

I. INTRODUCTION 1
A. PLAINTE DES PHILIPPINES 1
B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL 1
C. TRAVAUX DU GROUPE SPÉCIAL 2
II. ASPECTS FACTUELS 2
A. LES MESURES EN CAUSE 2
B. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE 5
1. Procédures additionnelles pour la protection des renseignements commerciaux confidentiels (procédures régissant les "RCC") 5
2. Mémoires d'*amici curiae* 5
3. Requête adressée par les Philippines au Groupe spécial pour qu'il demande certains documents à la Thaïlande conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord 6
III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES 6
A. PHILIPPINES 6
B. THAÏLANDE 8
IV. ARGUMENTS DES PARTIES 9
A. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES PHILIPPINES 9
1. Introduction 9
2. La Thaïlande viole l'article X:3 a) du GATT de 1994 en n'appliquant pas ses règles douanières et ses règles relatives aux taxes intérieures d'une manière "raisonnable" et "impartiale" 9
a) Le double rôle joué par les dirigeants du TTM en tant que hauts fonctionnaires du gouvernement thaïlandais est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 9
b) La Thaïlande viole l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994 du fait des retards injustifiés dans la prise de décisions administratives par la BoA 10
c) La Thaïlande ne respecte pas l'article X:3 b) parce qu'il n'existe pas de mécanisme dans la législation thaïlandaise pour la révision des valeurs de garantie 11
3. La Thaïlande viole de nombreuses dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane 11
a) La Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane en rejetant indûment les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand pour un certain nombre d'importations 11
i) La Thaïlande a violé l'article 1:1 en rejetant indûment les valeurs transactionnelles de PM Thailand comme base des valeurs en douane 11
ii) La Thaïlande a violé l'article 1:2 a) parce qu'elle n'a pas informé PM Thailand des motifs qu'elle avait de considérer que les liens entre les Philippines et PM Thailand avaient influencé le prix 12
iii) La Thaïlande a violé l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane en ne fournissant pas une explication adéquate de sa détermination de la valeur en douane pour les importations en cause 13

iv) *Les douanes thaïlandaises ont violé l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane en refusant d'utiliser une méthode d'évaluation déductive sans raison adéquate* *13*

v) *La Thaïlande a violé l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane en n'appliquant pas des "moyens raisonnables" pour évaluer les cigarettes de PM Thailand et en s'appuyant au lieu de cela sur des "valeurs arbitraires ou fictives"* *14*

vi) *La Thaïlande a violé l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane en divulguant dans les médias thaïlandais des renseignements confidentiels concernant l'évaluation en douane communiqués par PM Thailand* *14*

4. Allégations relatives à la TVA 14

a) La Thaïlande viole l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas la méthode utilisée pour déterminer la base d'imposition de la TVA, à savoir les MRSP déterminés par le gouvernement 14

b) La Thaïlande impose une TVA plus élevée sur les produits importés que sur les produits nationaux, violant ainsi l'article III:2 du GATT de 1994 15

c) L'exemption *de jure* de la TVA prévue par la Thaïlande pour les revendeurs de cigarettes nationales viole l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994, parce que la même exemption n'est pas accordée aux revendeurs de cigarettes importées 15

d) Pour une série de MRSP applicables aux cigarettes importées, la Thaïlande applique le système de TVA d'une manière qui n'est pas uniforme, raisonnable et impartiale, comme l'exige l'article X:3 a) du GATT de 1994 16

5. Allégations relatives aux droits d'accise, à la taxe sanitaire et à la redevance télévision 17

a) La Thaïlande viole l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas les règles relatives à la détermination du prix sortie usine 17

b) La Thaïlande viole l'article X:1 en ne publiant par les lois et règlements régissant la libération des garanties concernant le montant potentiellement exigible pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision 17

c) La Thaïlande viole l'article X:3 a) du GATT de 1994 en appliquant ses droits d'accise, sa taxe sanitaire et sa redevance télévision d'une manière non uniforme, déraisonnable et partiale 17

6. Demande adressée au Groupe spécial pour qu'il demande des documents spécifiques à la Thaïlande en application de l'article 13 du Mémorandum d'accord 18

B. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE LA THAÏLANDE 18

1. Introduction 18

2. Arguments juridiques 19

a) Allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane 19

i) *Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane* *19*

Les douanes thaïlandaises avaient un "doute quant à l'acceptabilité du prix" 19

PM Thailand n'a pas établi que les liens n'avaient pas influencé le prix 19

Étant donné que PM Thailand n'a pas établi que les liens n'avaient pas influencé le prix, les douanes thaïlandaises ont refusé à juste titre d'utiliser la valeur transactionnelle comme valeur en douane 20

Les douanes thaïlandaises ont dûment informé PM Thailand des motifs pour lesquels elles n'ont pas utilisé le prix de cession de PM Thailand comme valeur en douane 20

ii) *Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane* *20*

iii) *Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec les articles 5 et 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane en utilisant la méthode déductive pour déterminer la valeur en douane des importations de PM Thailand* *21*
b) Allégations au titre de l'article III du GATT de 1994 22
i) *La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article III:2 en utilisant le MRSP comme base d'imposition de la TVA* *22*
Les Philippines n'ont pas établi que toutes les cigarettes importées et toutes les cigarettes nationales étaient des "produits similaires" 22
Les Philippines n'ont pas établi que la Thaïlande pratiquait une discrimination à l'égard des cigarettes importées 23
ii) *La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article III:2 du* GATT de 1994 *en ce qui concerne l'imposition des reventes de cigarettes* *24*
iii) *La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 en ce qui concerne les prescriptions administratives relatives à son système de TVA* *24*
c) Allégations au titre de l'article X du GATT de 1994 26
i) *La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 a) en ce qui concerne sa participation au TTM* *26*
ii) *La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 a) et X:3 b) en ce qui concerne "les tribunaux administratifs aux fins de la révision dans les moindres délais"* *27*
iii) *La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 b) en ce qui concerne les appels formés contre l'imposition de garanties* *27*
iv) *La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 a) dans son application du système de TVA* *28*
v) *La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:1 en ce qui concerne les règles relatives à la TVA et aux prix sortie usine* *29*
vi) *La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:1 en ce qui concerne les règles relatives aux garanties* *29*
vii) *La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 dans son application des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision* *30*
3. Conclusion 30
C. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES PHILIPPINES À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL 31
1. Les rôles antagoniques des administrateurs du TTM violent l'article X:3 a) 31
2. Les retards concernant les appels violent l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994 31
3. Violations de l'Accord sur l'évaluation en douane pour cause de rejet de valeurs transactionnelles déclarées 31
4. Violations par la Thaïlande des articles 5 et 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane 32
5. Violation par la Thaïlande de l'article X:3 b) du GATT de 1994 32
6. Allégations au titre de l'article X:1 relatives à la TVA 33
7. La Thaïlande viole l'article III:2 du GATT de 1994 33
8. La Thaïlande viole l'article III:4 du GATT de 1994 33
9. Le système de TVA thaïlandais viole l'article X:3 a) du GATT de 1994 34
10. La non-publication de la base du prix sortie usine est une violation de l'article X:1 34

11. Demande d'établissement des faits au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord 35
D. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DE LA THAÏLANDE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL 35
1. Introduction 35
2. Allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane 35
3. Allégations au titre de l'article III du GATT de 1994 36
4. Allégations au titre de l'article X du GATT de 1994 36
a) Allégation au titre de l'article X:3 concernant le Conseil d'administration du TTM 36
b) Allégation au titre de l'article X:3 concernant les appels 36
c) Allégations au titre de l'article X:3 concernant l'application uniforme des lois régissant la TVA, les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision 37
d) Allégations au titre de l'article X:1 38
5. Allégations relatives à des actes achevés et des mesures venues à expiration 38
6. Allégation au titre de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane 39
7. Demande de documents 40
E. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES PHILIPPINES 40
1. Violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en raison du double rôle joué par les administrateurs du TTM 40
2. Allégations relatives à l'évaluation en douane 41
a) Critère d'examen s'agissant des décisions en matière d'évaluation en douane 41
b) Violation de l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane du fait du maintien et de l'application d'une règle générale prévoyant le rejet de la valeur transactionnelle 41
c) Violation de l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane du fait du rejet indû des valeurs transactionnelles déclarées par PM Thailand pour [[xx.xxx.xx]] transactions 42
d) Violation de l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane du fait de la non-communication des "motifs" avant le rejet de la valeur transactionnelle 43
e) Violation de l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane du fait de l'absence d'une explication appropriée de la manière dont la valeur en douane a été déterminée 43
f) Violation de l'article 5 et/ou de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane du fait de l'évaluation incorrecte de la valeur déductive de [[xx.xxx.xx]] transactions de PM Thailand 44
g) Violation de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane du fait de la divulgation de données commerciales confidentielles 45
3. Violation de l'article X:3 b) du GATT de 1994 du fait que la Thaïlande ne ménage pas le droit de contester les garanties 45
4. Allégations relatives à la TVA 46
a) Violation de l'article X:1 du GATT de 1994 en raison de la non-publication de la méthode et des données utilisées pour déterminer et réviser les MRSP 46
b) Violation de l'article III:2 du GATT de 1994 du fait de l'imposition sur les cigarettes importées d'une taxe supérieure à celle qui frappe les marchandises nationales similaires en raison des niveaux des MRSP 47
c) Violation de l'article III:2 du GATT de 1994 du fait que les reventes de cigarettes nationales sont exemptées de la TVA 48

d) Violation de l'article III:4 du GATT de 1994 du fait de l'imposition de prescriptions administratives relatives à la TVA plus contraignantes sur les reventes de cigarettes importées 48
e) Le moyen de défense invoqué par la Thaïlande au titre de l'article XX d) du GATT de 1994 n'a pas abouti 49
f) Violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce que la Thaïlande n'applique pas le régime de la TVA d'une manière uniforme, raisonnable et impartiale 49
5. Allégations relatives aux droits d'accise, à la taxe sanitaire et à la redevance télévision 50
a) Violation de l'article X:1 du GATT de 1994 parce que la Thaïlande n'a pas publié la méthode ni les données utilisées pour déterminer le prix sortie usine 50
b) Violation de l'article X:1 du GATT de 1994 parce que la Thaïlande n'a pas publié de règles concernant la libération des garanties pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision 50
c) Violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce que la Thaïlande n'a pas appliqué les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision d'une manière uniforme, raisonnable et impartiale 50
6. Violation de l'article X:3 b) et X:3 a) du GATT de 1994 en raison de retards injustifiés dans la prise de décisions de la BoA 51
F. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE LA THAÏLANDE 51
1. Introduction 51
2. Argument juridique 52
a) Critère d'examen 52
b) Allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane 52
i) Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec l'article 1:1 et 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane en rejetant la valeur transactionnelle pour les [[xx.xxx.xx]] marchandises importées en cause 52
L'obligation prévue à l'article 1:1 d'utiliser la valeur transactionnelle est subordonnée à l'établissement du fait que les liens entre l'acheteur le vendeur n'ont pas influencé le prix 52
Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec l'article 1:2 a) pour ce qui est de leur "doute" quant à la fiabilité de la valeur transactionnelle 52
Le critère juridique régissant les "doutes" 52
PM Thailand n'a fourni aucun élément de preuve pour dissiper les doutes des douanes thaïlandaises 53
Les douanes thaïlandaises se sont acquittées de l'obligation énoncée à l'article 1:2 a) selon laquelle "les circonstances propres à la vente seront examinées" 53
Nature de l'obligation d'examiner les circonstances propres à la vente 53
Comment les douanes thaïlandaises ont examiné les circonstances propres aux ventes en cause 53
Les douanes thaïlandaises ont dûment communiqué les "motifs de considérer que les liens [avaient] influencé le prix" 54
Il n'a pas été établi que "les liens n'[avaient] pas influencé le prix" 55
ii) Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec les articles 5 et 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane 55
iii) Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec l'article 16 en fournissant une explication de la manière dont la valeur en douane avait été déterminée 55
iv) Libération des garanties pour les [[xx.xxx.xx]] marchandises importées 55

c) Allégations au titre de l'article III du GATT de 1994 56
i) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article III:2 du GATT de 1994 en utilisant les MRSP comme base d'imposition pour son système de TVA 56
Questions relatives au produit similaire 56
L'utilisation des MRSP comme base d'imposition pour les cigarettes n'a pas pour résultat que les cigarettes importées sont frappées d'une taxe "supérieure" à celle qui frappe les cigarettes nationales 56
ii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article III:2 du GATT de 1994 en ce qui concerne l'imposition des reventes de cigarettes 57
iii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 en ce qui concerne les prescriptions administratives relatives à son système de TVA 57
d) Allégations au titre de l'article X du GATT de 1994 58
i) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 en ce qui concerne la composition du Conseil d'administration du TTM 58
Les Philippines n'ont pas montré l'existence d'actes déraisonnables ou partiaux 59
Les Philippines n'ont pas démontré qu'il y avait des sauvegardes insuffisantes 59
Les Philippines n'ont pas démontré que la présence de fonctionnaires gouvernementaux au Conseil d'administration du TTM n'était pas pertinente 59
ii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 a) et X:3 b) en ce qui concerne la conduite des appels concernant des déterminations de la valeur en douane 60
La conduite de ces appels par la Thaïlande est "raisonnable" au sens de l'article X:3 a) 60
L'article X:3 b) n'impose pas d'obligations en ce qui concerne l'achèvement d'appels particuliers 60
iii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 b) en ce qui concerne les appels formés contre l'imposition de garanties 61
iv) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 a) dans son application du système de TVA et des droits d'accise, de la redevance télévision et de la taxe sanitaire 61
Critères généralement applicables pour calculer les MRSP 61
Utilisation des données relatives aux valeurs de garantie pour calculer les MRSP pour *Marlboro* et *L&M* 61
Bases d'imposition utilisées pour fixer les droits d'accise, la redevance télévision et la taxe sanitaire 62
v) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:1 en ce qui concerne la publication des règles et données relatives à la TVA, aux prix sortie usine et à la libération des garanties 62
Méthode globale de calcul des MRSP et données utilisées pour calculer les MRSP 62
Méthode de calcul des prix sortie usine et données utilisées pour calculer les prix sortie usine pour les marques TTM 63
Règles relatives à la libération des garanties 63
e) Questions relatives au mandat du Groupe spécial 63
i) Allégation des Philippines au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane concernant une "règle ou méthodologie générale" 63
ii) Allégations des Philippines concernant des mesures venues à expiration et des actes achevés 63

iii) *Allégations des Philippines au titre de l'article X:3 a) concernant l'application par la Thaïlande de son système de TVA et des droits d'accise, de la redevance télévision et de la taxe sanitaire* *63*
G. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES PHILIPPINES À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL 64
1. Allégation au titre de l'article X:3 a) relative au rôle des administrateurs du TTM 64
2. La Thaïlande a violé l'Accord sur l'évaluation en douane en rejetant les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand et en déterminant des valeurs déductives plus élevées 64
a) Article 1:1 et 1:2: règle générale exigeant le rejet de la valeur transactionnelle 64
b) Article 1:1 et 1:2: rejet indu des valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand pour [[xx.xxx.xx]] importations 65
c) Article 1:2 a): communication des "motifs" avant de rejeter la valeur transactionnelle 66
d) Article 16: explication appropriée de la manière dont la valeur en douane a été déterminée 66
e) Articles 5 et/ou 7: estimation incorrecte de la valeur déductive des [[xx.xxx.xx]] transactions de PM Thailand 66
f) Article 10: divulgation de données commerciales confidentielles 66
3. La Thaïlande viole l'article X:3 b) du GATT de 1994 en ne prévoyant pas le droit de contester les garanties 66
4. Allégations au titre du GATT de 1994 concernant la TVA 67
a) Article X:1: publication de la méthode et des données utilisées pour déterminer les MRSP 67
b) Première phrase de l'article III:2,: imposition supérieure des cigarettes importées en raison du MRSP 67
c) Première phrase de l'article III:2: exemption *de jure* des reventes de cigarettes nationales de la TVA 68
d) Article III:4: charges administratives relatives à la TVA plus contraignantes sur les reventes de cigarettes importées 68
e) Article X:3 a): application du régime de TVA 69
5. Allégations relatives aux droits d'accise, à la taxe sanitaire et à la redevance télévision 69
a) Article X:1: publication de la méthode et des données utilisées pour déterminer le prix sortie usine 69
b) Article X:1: publication des règles concernant la libération des garanties pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision 69
c) Article X:3 a): application des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision 70
d) Article X:3 b) et X:3 a): retards injustifiés dans la prise de décisions de la BoA 70
H. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DE LA THAÏLANDE À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL 70
1. Allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane 70
2. Allégations au titre de l'article III du GATT de 1994 73
a) Allégation au titre de l'article III:2 concernant la fixation des MRSP 73
b) Allégation au titre de l'article III:2 relative à la TVA appliquée aux revendeurs 73

c) Allégation au titre de l'article III:4 relative aux formulaires de TVA 74
3. Allégations au titre de l'article X du GATT de 1994 74
a) Allégation au titre de l'article X:3 relative au Conseil d'administration du TTM. 74
b) Allégations au titre de l'article X:3 concernant le traitement par la BoA des appels interjetés au sujet des cigarettes *Marlboro* débarquées en 2002 75
c) Allégation relative aux appels visant l'imposition de garanties 75
d) Application du système de la TVA et des droits d'accise, de la redevance télévision et de la taxe sanitaire 76
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 76
A. DÉCLARATION ORALE DE L'AUSTRALIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL 76
1. Introduction 76
2. Questions relatives à la transparence dans l'évaluation en douane 77
3. Pratique de l'Australie en cas de doutes sur les valeurs transactionnelles déclarées 77
4. Allégations des Philippines au titre de l'article III:2 du GATT de 1994 78
5. Conclusion 79
B. COMMUNICATION DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 79
C. COMMUNICATION DE L'UNION EUROPÉENNE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 79
1. Introduction 79
2. Allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane 79
3. Allégations au titre de l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994 82
4. Allégations au titre de l'article X du GATT de 1994 83
5. Demande présentée conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord 84
D. COMMUNICATION DE L'INDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 84
E. DÉCLARATION ORALE DU TAIPEI CHINOIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL 85
1. Introduction 85
2. Critère juridique dans le cadre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994 85
a) Structure et limites de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994 85
b) Produits similaires 86
c) "Supérieures à celles qui frappent" 86
3. Examen du fonctionnement du régime thaïlandais de TVA au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994 86
a) Question de savoir si les cigarettes importées et les cigarettes nationales sont des produits similaires 86
b) Question de savoir si les cigarettes importées sont frappées d'une taxe supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales dans le cadre du régime thaïlandais de TVA 87
4. Conclusion 88
F. DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL 88
1. Introduction 88
2. Article 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane 89

3. Article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane 90
4. Article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane 91
5. Lettre du Secrétariat de l'OMD 91
6. Article X du GATT de 1994 91
7. Mandat 92
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE 93
A. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL 93
1. Paragraphe 8.8 du rapport intérimaire du Groupe spécial – observations des Philippines 93
2. Déterminations de la valeur en douane en tant qu'"actes achevés" (paragraphes 7.40 à 7.51) – observations de la Thaïlande 101
B. ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE 105
1. Analyse par le Groupe spécial des "aspects fondamentaux" de l'application par les douanes thaïlandaises de la méthode de la valeur déductive (paragraphes 7.332 à 7.382) – observations de la Thaïlande 105
a) Critère d'examen pour l'évaluation par le Groupe spécial de l'allégation des Philippines au titre de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane 105
b) Autres questions concernant l'analyse par le Groupe spécial de l'allégation des Philippines au titre de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane 106
2. Aspects de l'analyse par le Groupe spécial de l'allégation des Philippines au titre de l'article 1:1 et 1:2 (paragraphe 7.194) – observations de la Thaïlande 108
3. Observations des Philippines 109
a) Note de bas de page 272, paragraphe 7.91 109
b) Paragraphe 7.91 110
c) Paragraphe 7.158 110
d) Note de bas de page 390, paragraphe 7.184 111
e) Paragraphe 7.193 111
f) Paragraphe 7.265 111
g) Paragraphe 7.267 111
h) Paragraphe 7.298 112
i) Paragraphe 7.314 112
j) Paragraphe 7.406 113
C. PREMIÈRE PHRASE DE L'ARTICLE III:2 DU GATT DE 1994 113
1. Les MRSP – observations des Philippines 113
a) Paragraphe 7.413 113
b) Avis relatif aux MRSP de mai 2009 115
2. Exemption de la TVA pour les reventes de cigarettes (paragraphes 7.629 à 7.634) – observations de la Thaïlande 116
D. PREMIÈRE PHRASE DE L'ARTICLE III:4 DU GATT DE 1994 – OBSERVATIONS DE LA THAÏLANDE 123
1. Prescriptions du formulaire Por.Por.30 en matière de déclaration 123
a) Utilisation par le Groupe spécial du témoignage d'expert figurant dans la pièce PHL-289 aux fins de la conclusion énoncée au paragraphe 7.698 du rapport intérimaire du Groupe spécial 123

b) Évaluation par le Groupe spécial de tous les éléments de preuve présentés par la Thaïlande aux fins de son analyse et de sa conclusion figurant aux paragraphes 7.694 à 7.698 du rapport intérimaire du Groupe spécial 125
c) Analyse par le Groupe spécial de certains éléments de preuve communiqués par la Thaïlande aux fins des paragraphes 7.694 à 7.698 du rapport intérimaire du Groupe spécial 126
d) Soupesage par le Groupe spécial des éléments de preuve relatifs à l'interprétation de la législation intérieure de la Thaïlande pour arriver à la conclusion énoncée au paragraphe 7.698 132
2. Prescriptions en matière de tenue des registres – paragraphes 7.702 à 7.715 du rapport intérimaire du Groupe spécial 133
E. ARTICLE X:3 B) DU GATT DE 1994: DÉTERMINATIONS DE LA VALEUR EN DOUANE – OBSERVATIONS DE LA THAÏLANDE 136
1. Aspects factuels 136
2. Aspects juridiques 137
F. AUTRES DEMANDES CONCERNANT LE RÉEXAMEN 138
1. Paragraphe 7.39 – observations de la Thaïlande 138
2. [[xx.xxx.xx]] marchandises importées en tant que renseignements commerciaux confidentiels – observations de la Thaïlande 139
3. Paragraphe 7.436 – Observations des Philippines 140
4. Paragraphe 7.467 – Observations des Philippines 140
5. Erreurs typographiques et observations d'ordre matériel 140
VII. CONSTATATIONS 141
A. APERÇU DES QUESTIONS DONT EST SAISI LE GROUPE SPECIAL 141
B. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES 142
1. Mandat 142
a) Allégation des Philippines au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne l'application par la Thaïlande de son système de TVA 142
i) Principaux arguments des parties 142
ii) Analyse du Groupe spécial 144
b) Allégation des Philippines au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne l'application par la Thaïlande des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision 150
i) Principaux arguments des parties 150
ii) Analyse du Groupe spécial 151
c) Déterminations de la valeur établies par les douanes thaïlandaises pour les cigarettes en cause qui ont été dédouanées entre le 11 août 2006 et le 13 septembre 2007 152
i) Principaux arguments des parties 152
ii) Analyse du Groupe spécial 154
d) Les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006 et de mars 2007 rendus par le Département des droits d'accise thaïlandais pour PM Thailand 158
i) Principaux arguments des parties 158
ii) Analyse du Groupe spécial 160
2. Critère d'examen 163
C. ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE 164

1. Aperçu de l'Accord sur l'évaluation en douane 164
2. Produits en cause 165
3. Mesures en cause 166
4. Aperçu des faits entourant le rejet des valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand pour les [[xx.xxx.xx]] importations en cause 167
5. Article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douanes 170
a) Introduction 170
b) Critère d'examen pour les allégations au titre de l'article 1:1 et 1:2 a) 170
i) Principaux arguments des parties 170
ii) Analyse du Groupe spécial 172
c) Question de savoir si la Thaïlande a maintenu et appliqué une règle générale exigeant le rejet des valeurs transactionnelles et l'utilisation de la méthode d'évaluation déductive, en violation de l'article 1:1 et 1:2 175
i) Principaux arguments des parties 175
ii) Analyse du Groupe spécial 176
d) Question de savoir si la Thaïlande a indûment rejeté les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand pour les cigarettes importées en cause, d'une manière incompatible avec l'article 1:1 et 1:2 184
i) Obligations au titre de l'article 1:2 a) 184
Principaux arguments des parties 184
Analyse du Groupe spécial 187
ii) Examen par les douanes thaïlandaises des circonstances de la transaction entre PM Thailand et PM Philippines 197
Principaux arguments des parties 197
Analyse du Groupe spécial 198
iii) Raisons pour lesquelles les douanes thaïlandaises ont rejeté les valeurs transactionnelles des cigarettes de PM Thailand 208
Principal argument des parties 208
Analyse du Groupe spécial 208
e) Question de savoir si la Thaïlande a manqué à l'obligation de communiquer à PM Thailand les motifs du rejet des valeurs transactionnelles déclarées, d'une manière incompatible avec l'article 1:2 209
i) Principaux arguments des parties 209
ii) Analyse du Groupe spécial 211
6. Article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane 216
a) Obligations au titre de l'article 16 216
i) Principaux arguments des parties 216
ii) Analyse du Groupe spécial 217
b) Question de savoir si la Thaïlande a manqué à son obligation de donner une explication pour sa détermination de la valeur en douane des cigarettes importées en cause, d'une manière incompatible avec l'article 16 221
i) Principaux arguments des parties 221
ii) Analyse du Groupe spécial 223
7. Articles 5 et 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane 228
a) Allégations des Philippines au titre des articles 5 et 7 228

i) *Évolution des arguments des Philippines en ce qui concerne les allégations de celles-ci au titre des articles 5 et 7* *228*
ii) *Portée des allégations des Philippines* *230*
b) Disposition au regard de laquelle évaluer la méthode d'évaluation utilisée par les douanes thaïlandaises pour déterminer la valeur en douane des [[xx.xxx.xx]] importations en cause 233
i) *Principaux arguments des parties* *233*
ii) *Analyse du Groupe spécial* *234*
c) Question de savoir si les douanes thaïlandaises ont déterminé la valeur en douane des cigarettes importées en cause d'une manière incompatible avec les obligations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane 237
i) *Allégation des Philippines au titre de l'article 5* *237*
ii) *Allégation des Philippines au titre de l'article 7:1* *238*
iii) *Question de savoir si les douanes thaïlandaises ont appliqué la méthode d'évaluation déductive d'une manière incompatible avec l'article 7:1* *239*
Introduction 239
Contexte factuel 241
Application de la méthode d'évaluation déductive par les douanes thaïlandaises – critère d'examen 242
Principaux arguments des parties 242
Analyse du Groupe spécial 242
Application de la méthode d'évaluation déductive par les douanes thaïlandaises – aspect procédural 243
Principaux arguments des parties 243
Analyse du Groupe spécial 246
Application de la méthode d'évaluation déductive par les douanes thaïlandaises – aspect fondamental 249
Introduction 249
Déductibilité des rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport 249
La décision des douanes thaïlandaises de ne pas déduire les rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport 256
d) Question de savoir si les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière incompatible avec l'article 7:3 262
i) *Principaux arguments des parties* *262*
ii) *Analyse du Groupe spécial* *263*
8. Article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane 265
a) Principaux arguments des parties 265
b) Analyse du Groupe spécial 266
D. PREMIÈRE PHRASE DE L'ARTICLE III:2 DU GATT DE 1994 – TVA VISANT LES CIGARETTES 268
1. Introduction 268
2. Mesures en cause 269
3. Analyse du produit similaire 271
a) Question de savoir si l'analyse du produit similaire au titre de la première phrase de l'article III:2 exige une comparaison entre "tous" les produits importés et "tous" les produits nationaux 271

i) *Principaux arguments des parties* *271*
ii) *Analyse du Groupe spécial* *271*
b) Question de savoir si les cigarettes importées et les cigarettes nationales comprises dans des segments de prix particuliers sont "similaires" au sens de la première phrase de l'article III:2 273
i) *Principaux arguments des parties* *273*
ii) *Analyse du Groupe spécial* *274*
4. Analyse de l'imposition d'une taxe supérieure 279
a) Système de TVA thaïlandais 280
i) *Introduction* *280*
ii) *Taux d'imposition* *281*
iii) *Base d'imposition – MRSP* *281*
Généralités 281
Établissement des MRSP 282
b) Question de savoir si les cigarettes importées sont frappées d'une taxe supérieure – application aux cigarettes importées d'un niveau absolu de MRSP supérieur à celui visant les cigarettes nationales 285
i) *Principaux arguments des parties* *285*
ii) *Analyse du Groupe spécial* *286*
c) Question de savoir si les cigarettes importées sont frappées d'une taxe supérieure – différence alléguée dans la détermination des MRSP des cigarettes importées et des cigarettes nationales 288
i) *Critère juridique* *288*
Principaux arguments des parties 288
Analyse du Groupe spécial 290
ii) *Établissement de l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP* *292*
iii) *Établissement du MRSP pour les marques TTM* *294*
Principaux arguments des parties 294
Analyse du Groupe spécial 294
iv) *Établissement du MRSP du 7 décembre 2005 pour Marlboro et L&M* *297*
Principaux arguments des parties 297
Marlboro 297
L&M 300
Analyse du Groupe spécial 302
Généralités 302
Marlboro 303
L&M 306
v) *Établissement des MRSP de 2006-2007 pour Marlboro et L&M* *308*
Principaux arguments des parties 308
Analyse du Groupe spécial 310
5. Conclusion 311
E. ARTICLE III:2 DU GATT DE 1994 – EXEMPTION DE LA TVA POUR LES REVENDEURS DE CIGARETTES NATIONALES 311
1. Introduction 311
2. Mesures en cause 312

3. Description du système de TVA thaïlandais – application de la TVA à la revente de cigarettes 312
a) Dispositions générales 313
b) Dispositions relatives à l'imposition et à l'exemption de la TVA 313
i) Imposition de la TVA sur la revente de cigarettes 313
ii) Exemption de la TVA pour la revente de cigarettes nationales 315
c) Fonctionnement du système de TVA thaïlandais en ce qui concerne la revente de cigarettes 315
d) Autres dispositions pertinentes 317
4. Analyse du produit similaire 318
a) Principaux arguments des parties 318
b) Analyse du Groupe spécial 318
5. Analyse de l'imposition d'une taxe supérieure 318
a) Question de savoir si la portée de la première phrase de l'article III:2 est limitée au montant de la TVA appliquée aux cigarettes au niveau du consommateur final 319
i) Principaux arguments des parties 319
ii) Analyse du Groupe spécial 321
b) Question de savoir si, du fait de l'exemption de la TVA accordée par la Thaïlande pour la revente de cigarettes nationales, les cigarettes importées sont frappées d'une TVA supérieure, en violation de la première phrase de l'article III:2 323
i) Principaux arguments des parties 323
ii) Analyse du Groupe spécial 325
c) Question de savoir si l'exemption de la TVA pour les revendeurs de cigarettes nationales est autrement justifiée 330
i) Principaux arguments des parties 330
ii) Analyse du Groupe spécial 331
d) Conclusion 331
F. ARTICLE III:4 DU GATT DE 1994 – EXEMPTION DE LA TVA POUR LES REVENDEURS DE CIGARETTES NATIONALES 331
1. Introduction 331
2. Mesures en cause 332
3. Description des mesures en cause 332
4. Analyse du produit similaire 334
a) Principaux arguments des parties 334
b) Analyse du Groupe spécial 335
5. "Affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation des cigarettes importées" 335
a) Principaux arguments des parties 335
b) Analyse du Groupe spécial 335
6. "Traitement moins favorable" 336
a) Question de savoir si une charge administrative additionnelle est imposée aux revendeurs de cigarettes importées 336
i) Principaux arguments des parties 336
Formulaire de TVA Por.Por.30 337

Factures fiscales et autres prescriptions en matière de tenue de registres 338
Déclarations de revenu, relevés des entrées/sorties, relevés des marchandises et des matières premières, autres relevés ainsi que livres et registres tenus à des fins comptables 339
Préparation et conservation des documents à des fins de vérification 340
Conséquences du non-respect des prescriptions administratives 340
ii) Analyse du Groupe spécial 341
Formulaire de TVA Por.Por.30 341
Factures fiscales et autres prescriptions en matière de tenue de registres 347
Tenue de divers documents 347
Établissement et tenue de documents à des fins de vérification 349
Pénalités et autres sanctions 350
Appréciation globale 350
b) Question de savoir si les cigarettes importées sont soumises à un traitement moins favorable que les cigarettes nationales au sens de l'article III:4 352
i) Principaux arguments des parties 352
ii) Analyse du Groupe spécial 353
c) Question de savoir si une charge administrative additionnelle peut néanmoins être justifiée au regard de l'article III:4 356
i) Principaux arguments des parties 356
ii) Analyse du Groupe spécial 357
d) Question de savoir si une charge administrative additionnelle peut être justifiée au regard de l'article XX d) du GATT de 1994 359
i) Principaux arguments des parties 359
ii) Analyse du Groupe spécial 360
G. ALLÉGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE X DU GATT DE 1994 361
1. Allégations au titre de l'article X:1 du GATT de 1994 361
a) Introduction 361
b) Obligations au titre de l'article X:1 du GATT de 1994 362
c) Méthode de détermination des MRSP 362
i) Introduction 362
ii) Méthode de détermination des MRSP 363
Question de savoir si la méthode de détermination des MRSP relève des "lois, règlements ou décisions administratives d'application générale" au titre de l'article X:1 363
Principaux arguments des parties 363
Analyse du Groupe spécial 365
Question de savoir si la Thaïlande "a publié" la méthode générale de détermination des MRSP de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance 367
Principaux arguments des parties 367
Analyse du Groupe spécial 369
iii) Données utilisées pour calculer les MRSP pour différentes marques de cigarettes 370
Question de savoir si les données utilisées pour déterminer les MRSP pour différentes marques de cigarettes relèvent des "lois, règlements ou décisions administratives d'application générale" au titre de l'article X:1 370
Principaux arguments des parties 370
Analyse du Groupe spécial 373

Question de savoir si la publication des donnés utilisées pour calculer les MRSP pour différentes marques de cigarettes reviendrait à divulguer des "renseignements confidentiels" au sens de l'article X:1 374
Principaux arguments des parties 374
Analyse du Groupe spécial 376
d) Méthode et données permettant de déterminer les prix sortie usine 376
i) Introduction 376
ii) Prix sortie usine – Question de savoir si la détermination des prix sortie usine est une décision administrative d'application générale au sens de l'article X:1 377
Principaux arguments des parties 377
Analyse du Groupe spécial 378
e) Règles relatives à la libération des garanties déposées pour la taxe sanitaire, les droits d'accise et la redevance télévision 379
i) Introduction 379
ii) Question de savoir si la Thaïlande maintient des règles d'application générale relatives à la libération des garanties 379
Principaux arguments des parties 379
Analyse du Groupe spécial 381
iii) Question de savoir si les règles concernant la libération des garanties ont été publiées au sens de l'article X:1 384
Principaux arguments des parties 384
Analyse du Groupe spécial 386
H. ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994 387
1. Aperçu des allégations des Philippines au titre de l'article X:3 a) 387
2. Nature et portée des obligations au titre de l'article X:3 a) 387
3. Nomination de certains fonctionnaires des douanes et des impôts du gouvernement thaïlandais en tant qu'administrateurs du TTM 390
a) Introduction 390
b) Question de savoir si la nomination de certains fonctionnaires des douanes et des impôts en tant qu'administrateurs du TTM est un acte d'"application" au titre de l'article X:3 a) 391
i) Principaux arguments des parties 391
ii) Analyse du Groupe spécial 391
c) Question de savoir si la Thaïlande applique les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1 d'une manière "partiale et déraisonnable" en nommant des fonctionnaires ayant une double fonction 395
i) Application "impartiale" 395
Principaux arguments des parties 395
Analyse du Groupe spécial 398
ii) Application "raisonnable" 402
Principaux arguments des parties 402
Analyse du Groupe spécial 404
4. Retards dans la prise des décisions de la BoA concernant les appels interjetés par PM Thailand contre les déterminations des douanes thaïlandaises 407
a) Introduction 407

b) Question de savoir si la révision des déterminations de la valeur en douane par la BoA constitue une "application" au sens de l'article X:3 a) 408
c) Question de savoir si la Thaïlande a appliqué sa législation douanière d'une manière "déraisonnable" compte tenu des délais causés dans le processus de révision de la BoA 408
i) Principaux arguments des parties 408
ii) Analyse du Groupe spécial 412
5. Détermination des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision 418
a) Introduction 418
b) Principaux arguments des parties 419
c) Analyse du Groupe spécial 422
I. ARTICLE X:3 B) DU GATT DE 1994 424
1. Appels concernant les déterminations de la valeur en douane 424
a) Introduction 424
b) Nature des obligations découlant de l'article X:3 b) 425
c) Question de savoir si la BoA est un tribunal indépendant au sens de l'article X:3 b) 426
i) Principaux arguments des parties 426
ii) Analyse du Groupe spécial 427
d) Question de savoir si un tribunal ou une procédure indépendant maintenu par la Thaïlande au sens de l'article X:3 b) assure la révision *dans les moindres délais* des déterminations de la valeur en douane 429
i) Principaux arguments des parties 429
ii) Analyse du Groupe spécial 430
2. Appels concernant les décisions relatives aux garanties 432
a) Introduction 432
b) Question de savoir si l'imposition d'une garantie relève des "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" visées à l'article X:3 b) 433
i) Principaux arguments des parties 433
ii) Analyse du Groupe spécial 435
c) Question de savoir si la Thaïlande maintient des tribunaux ou des procédures afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les décisions concernant les garanties 444
i) Principaux arguments des parties 444
ii) Analyse du Groupe spécial 448
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION 453

ANNEXE A Procédures de travail et procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels 457

AFFAIRES DANS LE CADRE DE L'OMC CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures de sauvegarde à l'importation de chaussures*, WT/DS121/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
Argentine – Chaussures, textiles et vêtements	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, WT/DS56/R, adopté le 22 avril 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS56/AB/R
Argentine – Peaux et cuirs	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures visant l'exportation de peaux de bovins et l'importation de cuirs finis*, WT/DS155/R et Corr.1, adopté le 16 février 2001
Brésil – Pneumatiques rechapés	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant l'importation de pneumatiques rechapés*, WT/DS332/AB/R, adopté le 17 décembre 2007
Canada – Exportations de blé et importations de grains	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276/R, adopté le 27 septembre 2004, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS276/AB/R
Canada – Périodiques	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Certaines mesures concernant les périodiques*, WT/DS31/AB/R, adopté le 30 juillet 1997
Canada – Périodiques	Rapport du Groupe spécial *Canada – Certaines mesures concernant les périodiques*, WT/DS31/R, adopté le 30 juillet 1997, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS31/AB/R
CE – Amiante	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001
CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II) / CE – Bananes III (article 21:5 – États-Unis)	Rapports de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Deuxième recours de l'Équateur à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS27/AB/RW2/ECU, adopté le 11 décembre 2008, et Corr.1 / *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS27/AB/RW/USA et Corr.1, adopté le 22 décembre 2008
CE – Certaines questions douanières	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Certaines questions douanières,* WT/DS315/AB/R, adopté le 11 décembre 2006
CE – Certaines questions douanières	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Certaines questions douanières*, WT/DS315/R, adopté le 11 décembre 2006, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS315/AB/R
CE – Volailles	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles*, WT/DS69/AB/R, adopté le 23 juillet 1998
CE – Volailles	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'importation de certains produits provenant de volailles*, WT/DS69/R, adopté le 23 juillet 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS69/AB/R

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/R, adopté le 23 octobre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS207/AB/R
Colombie – Bureaux d'entrée	Rapport du Groupe spécial *Colombie – Prix indicatifs et restrictions relatives aux bureaux d'entrée*, WT/DS366/R et Corr.1, adopté le 20 mai 2009
Corée – Boissons alcooliques	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS75/AB/R, WT/DS84/AB/R, adopté le 17 février 1999
Corée – Certains papiers	Rapport du Groupe spécial *Corée – Droits antidumping sur les importations de certains papiers en provenance d'Indonésie*, WT/DS312/R, adopté le 28 novembre 2005
Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesures affectant les importations de viande de bœuf fraîche, réfrigérée et congelée*, WT/DS161/AB/R, WT/DS169/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
Corée – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
États-Unis – Acier inoxydable (Corée)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping visant les tôles d'acier inoxydable en rouleaux et les feuilles et bandes d'acier inoxydable en provenance de Corée*, WT/DS179/R, adopté le 1er février 2001
États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping finales visant l'acier inoxydable en provenance du Mexique*, WT/DS344/R, adopté le 20 mai 2008, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS344/AB/R
États-Unis – Acier laminé à chaud	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon*, WT/DS184/R, adopté le 23 août 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS184/AB/R
États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits*, WT/DS176/AB/R, adopté le 1er février 2002
États-Unis – Article 337 de la Loi douanière	Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – L'article 337 de la Loi douanière de 1930*, L/6439, adopté le 7 novembre 1989, IBDD, S36/386
États-Unis – Certains produits en provenance des CE	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland – Recours du Brésil à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS267/AB/RW, adopté le 20 juin 2008
États-Unis – Crevettes	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Crevettes	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/R et Corr.1, adopté le 6 novembre 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS58/AB/R
États-Unis – Crevettes (Thaïlande)/ États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures visant les crevettes en provenance de Thaïlande / États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane pour les marchandises assujetties à des droits antidumping/compensateurs*, WT/DS343/AB/R, WT/DS345/AB/R, adopté le 1er août 2008
États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les semi-conducteurs pour mémoires RAM dynamiques (DRAM) en provenance de Corée*, WT/DS296/AB/R, adopté le 20 juillet 2005
États-Unis – Fils de coton	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan*, WT/DS192/AB/R, adopté le 5 novembre 2001
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000
États-Unis – Gluten de froment	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de gluten de froment en provenance des Communautés européennes*, WT/DS166/AB/R, adopté le 19 janvier 2001
États-Unis – Mesures antidumping concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping visant les produits tubulaires pour champs pétrolifères en provenance du Mexique*, WT/DS282/AB/R, adopté le 28 novembre 2005
États-Unis – Réduction à zéro (CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro")*, WT/DS294/AB/R, adopté le 9 mai 2006, et Corr.1
États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Lois, réglementations et méthode de calcul des marges de dumping ("réduction à zéro") – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS294/AB/RW et Corr.1, adopté le 11 juin 2009
États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier	Rapports du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier*, WT/DS248/R / WT/DS249/R / WT/DS251/R / WT/DS252/R / WT/DS253/R / WT/DS254/R / WT/DS258/R / WT/DS259/R, adoptés le 10 décembre 2003, modifiés par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS248/AB/R, WT/DS249/AB/R, WT/DS251/AB/R, WT/DS252/AB/R, WT/DS253/AB/R, WT/DS254/AB/R, WT/DS258/AB/R, WT/DS259/AB/R
États-Unis – Tabac	Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Mesures affectant l'importation, la vente et l'utilisation de tabac sur le marché intérieur*, DS44/R, adopté le 4 octobre 1994, IBDD, S41/145
États-Unis – Vêtements de dessous	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Restrictions à l'importation de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles*, WT/DS24/AB/R, adopté le 25 février 1997

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Viande d'agneau	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001
Inde – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Inde – Mesures concernant le secteur automobile*, WT/DS146/R, WT/DS175/R et Corr.1, adopté le 5 avril 2002
Indonésie – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS54/R, WT/DS55/R, WT/DS59/R, WT/DS64/R, adopté le 23 juillet 1998
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport du Groupe spécial *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/R, WT/DS10/R, WT/DS11/R, adopté le 1er novembre 1996, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R
Japon – Pellicules	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures affectant les pellicules et papiers photographiques destinés aux consommateurs*, WT/DS44/R, adopté le 22 avril 1998
République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/AB/R, adopté le 19 mai 2005
République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/R, adopté le 19 mai 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS302/AB/R
Turquie – Riz	Rapport du Groupe spécial *Turquie – Mesures affectant l'importation de riz*, WT/DS334/R, adopté le 22 octobre 2007

TABLEAU DES ABRÉVIATIONS

Abréviation	Désignation
ACC	Comité d'examen des recours, actuellement Commission des recours
AFTA	Accord de libre-échange de l'ANASE
Accord antidumping	Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BoA	Commission thaïlandaise des recours relevant du Ministère des finances
B-FG	bénéfices et frais généraux
CEPT	Tarif préférentiel effectif commun
c.a.f.	coût, assurance et fret
Accord sur l'évaluation en douane	Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
Décision concernant l'évaluation en douane	Décision sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée
DGA	Directeur général adjoint
DG	Directeur général
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
DG des douanes	Directeur général des douanes
DG des droits d'accise	Directeur général des droits d'accise
DG des impôts	Directeur général des impôts
DG du Trésor	Directeur général du Trésor
DSI	Département des enquêtes spéciales
prix c.a.f droits acquittés	prix c.a.f. du tabac coupé ou du tabac plus les droits d'importation
principes GAAP	principes de comptabilité généralement admis
GATT de 1994	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994
NPF	Nation la plus favorisée

Abréviation	Désignation
MRSP	prix de vente au détail maximum
OFAC	Bureau du contrôle des avoirs étrangers des États-Unis
ORD	Organe de règlement des différends
PM Philippines	Philip Morris Philippines Manufacturing Inc.
PM Thailand	succursale thaïlandaise de Philip Morris (Thailand) Limited
PMTL	succursale thaïlandaise de Philip Morris (Thailand) Limited
PMI	Philip Morris International Inc.
PWC	PricewaterhouseCoopers
Accord SMC	Accord sur les subventions et les mesures compensatoires
RRSP	prix de vente au détail recommandé
RSP	prix de vente au détail
douanes thaïlandaises	Département des douanes du Royaume de Thaïlande
étude de marché de TNS	étude de marché de Taylor Nelson Sofres
TTM	Monopole thaïlandais des tabacs
TVA	taxe sur la valeur ajoutée
Convention de Vienne	Convention de Vienne sur le droit des traités
OMD	Organisation mondiale des douanes
Accord sur l'OMC	Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce

I. INTRODUCTION

A. PLAINTE DES PHILIPPINES

1.1 Le 7 février 2008, les Philippines ont demandé l'ouverture de consultations avec la Thaïlande conformément aux articles 1er et 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémorandum d'accord"), à l'article XXII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994") et à l'article 19 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'"Accord sur l'évaluation en douane") en ce qui concerne les mesures et allégations exposées ci-après.[1]

1.2 Des consultations ont eu lieu les 23 avril et 9 septembre 2008, mais n'ont pas permis d'arriver à une solution mutuellement convenue.

B. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL

1.3 Le 29 septembre 2008, les Philippines ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À sa réunion du 17 novembre 2008, l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") a établi un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord (WT/DSB/M/259), doté du mandat type, pour qu'il examine la question portée devant l'ORD par les Philippines dans le document WT/DS371/3.

1.4 Le mandat du Groupe spécial est le suivant:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les parties au différend, la question portée devant l'ORD par les Philippines dans le document WT/DS371/3; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.5 Le 16 février 2009, les parties sont convenues que le Groupe spécial aurait la composition suivante[2]:

Président: M. Roberto Carvalho de Azevedo

Membres: M. Richard Gottlieb
M. Alvaro Hansen

1.6 L'Australie, la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Taipei chinois et l'Union européenne[3] ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

---

[1] WT/DS371/1 du 12 février 2008.

[2] WT/DS371/4 du 17 février 2009.

[3] Le 1er décembre 2009, le Traité de Lisbonne modifiant le Traité sur l'Union européenne et le Traité instituant la Communauté européenne (fait à Lisbonne le 13 décembre 2007) est entré en vigueur. Le 29 novembre 2009, l'OMC a reçu une note verbale (WT/L/779) du Conseil de l'Union européenne et de la Commission des Communautés européennes indiquant que, en vertu du Traité de Lisbonne, à compter du 1er décembre 2009, l'Union européenne se substitue et succède à la Communauté européenne. Dans la présente affaire, la communication en tant que tierce partie datée du 18 mai 2009 et la déclaration à la séance avec les tierces parties du 11 juin 2009 ont été faites par la délégation des Communautés européennes. Le 8 janvier 2010, l'Union européenne a demandé que le Groupe spécial remplace dans son rapport l'expression

C. TRAVAUX DU GROUPE SPÉCIAL

1.7 Le Groupe spécial a tenu la première réunion de fond avec les parties les 10 et 12 juin 2009. La séance avec les tierces parties a eu lieu le 11 juin 2009. La deuxième réunion de fond avec les parties a eu lieu du 4 au 6 novembre 2009.

1.8 Le 16 décembre 2009, le Groupe spécial a remis la partie descriptive de son rapport. Il a remis aux parties son rapport intérimaire le 30 juin 2010 et son rapport final le 4 août 2010.

II. ASPECTS FACTUELS

A. LES MESURES EN CAUSE

2.1 Le présent différend concerne des mesures douanières et fiscales appliquées par la Thaïlande aux cigarettes importées des Philippines.

2.2 Les Philippines ont identifié les mesures ci-après comme étant les mesures en cause dans le présent différend:

a) Mesures relatives à l'évaluation en douane:

- la règle et/ou méthodologie générale prévoyant le rejet systématique de la valeur transactionnelle et l'utilisation systématique d'une méthode d'évaluation déductive;
- les différentes déterminations faites par les douanes thaïlandaises pour les cigarettes importées en provenance des Philippines et déclarées en douane entre le 4 août 2006 et le 19 mars 2008, y compris:
  - les avis d'estimation concernant les marchandises importées répertoriées à l'annexe I de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines; et
  - l'estimation de la valeur aux fins de la fixation de la garantie ou du dépôt en espèces au moment de la déclaration en douane pour les marchandises importées répertoriées à l'annexe II de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines;
- la Loi douanière, B.E. 2469[4] (1926), y compris toutes modifications;
- le Règlement ministériel n° 132 B.E. 2543 (1990) pris en vertu de la Loi douanière B.E. 2469 (1926) et le Règlement ministériel n° 145 B.E. 2547 (2004) et le Règlement ministériel n° 146 B.E. 2550 (2007), qui le modifient;
- la Notification n° 23/2549 (2006) des douanes thaïlandaises, contenant des directives relatives à l'évaluation en douane;

"Communautés européennes" par "Union européenne" et l'abréviation "CE" par "UE", sauf pour les titres et les citations se rapportant à des affaires antérieures.

[4] Le nombre indiquant l'année "B.E." désigne l'année du calendrier bouddhiste. Le nombre entre parenthèses désigne l'année correspondante du calendrier grégorien.

- le Règlement douanier n° 2/2550 (2007): Modification du Recueil de formalités et directives douanières B.E. 2544 (2001): Formalités douanières visant à empêcher toute évasion fiscale concernant les droits applicables à la valeur en douane, et modification du Règlement n° 14/2549 (2006) du Département des douanes: Directive pour la détermination de la valeur en douane;

- le Règlement douanier n° 14/2549 (2006): Directive pour la détermination de la valeur en douane, modifiée par le Règlement douanier n° 2/2550 (2007);

- la Notification douanière n° 29/2549 (2006): Procédure pour solliciter la fixation des droits; et

- toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures connexes.

b) Mesures relatives au régime de la Thaïlande applicable à la taxe sur la valeur ajoutée ("TVA"):

- les articles 79/5, 81, 82/7, 88, 88/2, 88/5, 88/6, 89(4), et 89/1 du Code des impôts de la Thaïlande;

- l'article 23 de la Loi sur le tabac B.E. 2509 (1966);

- le Décret royal, pris en vertu du Code des impôts, régissant la réduction des taux de la taxe sur la valeur ajoutée (n° 479), B.E. 2551 (2008);

- le Décret royal pris en vertu du Code des impôts régissant l'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée (n° 239) B.E. 2534 (1991);

- l'Ordonnance du Département des impôts n° Por 85/2542 (1999);

- la Notification du Directeur général du Département des impôts concernant la TVA (n° 10);

- les Avis relatifs aux MRSP rendus par le Directeur général des droits d'accise. Les MRSP actuellement applicables figurent dans l'Avis B.E. 2550 (2007) du 29 août 2007 (pour les produits nationaux) et dans l'Avis B.E. 2551 (2008) du 19 août 2008 (pour les produits importés); et

- toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures connexes.

c) Prescriptions liées à la TVA appliquées par la Thaïlande aux grossistes et aux détaillants en cigarettes qui figurent dans les mesures suivantes:

- les articles 81 et 82/7 du Code des impôts;

- le Décret royal pris en vertu du Code des impôts régissant l'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée (n° 239) B.E. 2534 (1991);

- l'Ordonnance du Département des impôts n° Por 85/2542; et

- toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures connexes.

d) Mesures relatives à d'autres mesures fiscales appliquées par la Thaïlande:

- Le régime d'accise thaïlandais administré par les mesures suivantes:
  - la Loi sur le tabac B.E. 2509 (1966), article 5, 5*ter* et 5*quinquies*;
  - les Avis du Directeur général des droits d'accise, fixant les prix sortie usine. Les prix sortie usine actuellement applicables figurent dans l'Avis B.E. 2550 (2007) du 29 août 2007; et
  - toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures connexes.
- Le régime thaïlandais applicable à la taxe sanitaire administré par les mesures suivantes:
  - la Loi pour la promotion et l'établissement des bases de la santé, B.E. 2544 (2001), en particulier les articles 11, 12 et 13; et
  - toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures connexes.
- Le régime thaïlandais applicable à la redevance télévision administré par les mesures suivantes:
  - la Loi sur le service de radiodiffusion publique, B.E. 2551 (2008), en particulier les articles 12, 13 et 14; et
  - toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures connexes.

e) L'administration par la Thaïlande des mesures douanières et fiscales qui sont énumérées aux points a) à d) ci-dessus.

f) L'administration par la Thaïlande de ses dispositions juridiques relatives aux garanties, y compris les dispositions suivantes:

- les dispositions de la Loi douanière B.E. 2469 (1926) (modifiée) relatives aux garanties (en particulier, les articles 112, 112*bis*, 112*ter* et 112*quater*);
- le Règlement douanier n° 2/2550 (2007): Directive pour la détermination de la valeur en douane; et
- toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures.

g) Une enquête menée par le Département des enquêtes spéciales de la Thaïlande ("DSI") sur la succursale thaïlandaise de Philip Morris (Thailand) ("PM Thailand") en relation avec la valeur déclarée en douane des importations en provenance des Philippines.

h) Retards injustifiés dans la prise de décisions administratives par la Thaïlande:

- retards dans la prise de décisions de la Commission des recours ("BoA"), qui exerce ses activités conformément à l'article 112*sexies* à 112*undevicies* de la Loi douanière; et

- non-respect du délai de 90 jours fixé dans la législation thaïlandaise, à l'article 45 de la Loi sur les procédures administratives, B.E. 2539 (1996), pour les décisions administratives dans les appels concernant les prix de vente au détail maximums ("MRSP") fixés par le Département des droits d'accise.

i) Fait de ne pas prévoir de révision judiciaire ou administrative des décisions prises par les autorités douanières concernant l'imposition et le recouvrement des garanties, dans l'attente de l'établissement d'un avis d'estimation, en ce qui concerne les droits de douane et les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision qui peuvent devenir exigibles.

B. HISTORIQUE DE LA PROCÉDURE

1. Procédures additionnelles pour la protection des renseignements commerciaux confidentiels (procédures régissant les "RCC")

2.3 Le 19 février 2009, les Philippines ont adressé une lettre au Groupe spécial pour lui demander d'établir des procédures spéciales pour protéger les RCC. Dans l'annexe de cette lettre, elles présentaient un projet des procédures suggérées pour régir les BCI. Suite à l'échange de vues sur les questions relatives aux procédures régissant les BCI qui a eu lieu lors de la réunion organisationnelle du 25 février 2009, les parties ont présenté leurs observations par écrit le 27 février 2009. La Thaïlande a aussi communiqué au Groupe spécial son propre projet de procédures suggérées pour régir les BCI le même jour. Les Philippines ont communiqué le 2 mars 2009 leurs observations sur les observations écrites présentées par la Thaïlande le 27 février 2009. En réponse, la Thaïlande a communiqué des observations additionnelles sur les observations des Philippines le 3 mars 2009. Le même jour, les Philippines ont formulé des observations complémentaires sur les observations de la Thaïlande du 3 mars 2009. Après avoir examiné, entre autres choses, les projets de procédures régissant les RCC communiqués par les parties, les observations formulées par chaque partie au sujet du projet de procédures de l'autre partie et les procédures régissant les RCC adoptées dans des différends antérieurs, le Groupe spécial a adopté des procédures de travail additionnelles régissant les RCC le 11 mars 2009. Ces procédures sont exposées dans l'annexe A-1.

2.4 Conformément au paragraphe 2 des procédures régissant les RCC, le 16 mars 2009, chaque partie a communiqué au Groupe spécial et à l'autre partie une liste de personnes habilitées. En l'absence de l'opposition d'une partie à la désignation en tant que personne habilitée d'une personne mentionnée dans la liste communiquée par l'autre partie, le Groupe spécial a indiqué que ces personnes étaient des personnes habilitées le 18 mars 2009.

2. Mémoires d'*amici curiae*

2.5 Le 27 mars 2009, le Groupe spécial a reçu une demande d'une entité privée qui souhaitait lui communiquer des renseignements en rapport avec le présent différend. Le 17 avril 2009, le Groupe spécial a répondu en demandant que de tels mémoires d'*amici curiae* soient envoyés directement aux parties et aux tierces parties au différend. Après avoir reçu ces mémoires, les parties et les tierces parties décideraient si et comment elles utiliseraient ces mémoires et/ou tout renseignement y figurant dans les communications et arguments qu'elles présenteraient au Groupe spécial au cours de la procédure.

3. Requête adressée par les Philippines au Groupe spécial pour qu'il demande certains documents à la Thaïlande conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord

2.6 Dans leur première communication écrite[5], les Philippines ont demandé que, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial demande à la Thaïlande certains documents pour l'aider à procéder à une évaluation objective des allégations, des arguments et des éléments de preuve qui lui étaient présentés. Le Groupe spécial a informé les parties le 1er avril 2009 qu'il ferait part de sa décision sur ce point après avoir pu examiner la première communication écrite de la Thaïlande. La Thaïlande a noté, à la première réunion de fond avec le Groupe spécial, que certains des documents figurant sur la liste de documents des Philippines avaient déjà été communiqués par les parties dans le cadre de leurs premières communications écrites. La Thaïlande a aussi fourni au Groupe spécial plusieurs autres documents figurant sur la liste des Philippines au moment de sa première déclaration orale. Par ailleurs, la Thaïlande a formulé des observations sur la pertinence de plusieurs autres documents figurant sur la liste des Philippines. Pendant la première réunion de fond, le Groupe spécial a demandé aux Philippines d'indiquer précisément les documents restants de sa liste et tout autre document additionnel qu'il était à leur avis nécessaire que le Groupe spécial demande à la Thaïlande. Les Philippines ont communiqué une liste actualisée de documents le 15 juin 2009.

2.7 Le Groupe spécial a examiné les vues des parties sur les documents/renseignements demandés par les Philippines eu égard aux questions soulevées dans le présent différend. En vertu du pouvoir conféré aux groupes spéciaux au titre de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial a envoyé le 24 août 2009 une lettre pour demander aux parties de fournir certains documents/renseignements qui étaient indiqués dans l'annexe de la lettre. Les parties ont communiqué les documents/renseignements demandés le 4 septembre 2009. À la suite de ces communications, des observations ont été reçues des Philippines le 16 septembre 2009 et de la Thaïlande le 25 septembre 2009.

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES

A. PHILIPPINES

3.1 Les Philippines demandent que le Groupe spécial constate que:

a) s'agissant de l'application des règles douanières et fiscales, la Thaïlande viole:

- l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce que les personnes chargées de l'application des règles douanières et fiscales de la Thaïlande sont des agents du Monopole thaïlandais des tabacs ("TTM");
- l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994 en raison de retards dans la prise de décisions administratives, en particulier de retards injustifiés dans la prise de décisions de la BoA; et
- l'article X:3 b) du GATT de 1994 parce que la Thaïlande ne prévoit absolument aucun mécanisme juridique pour la révision judiciaire ou administrative des décisions prises par les douanes thaïlandaises en vue du recouvrement de garanties pour les droits de douane et les taxes intérieures potentiellement exigibles sur la valeur en douane finalement estimée.

[5] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 685 à 713.

b) s'agissant des questions relatives à l'évaluation en douane, la Thaïlande viole:

- l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane en maintenant et en appliquant une règle générale prévoyant le rejet de la valeur transactionnelle;
- l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane en rejetant indûment les valeurs transactionnelles déclarées par PM Thailand pour [[xx.xxx.xx]] marchandises importées;
- l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane en ne communiquant pas ses "motifs" avant de rejeter la valeur transactionnelle;
- l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane en ne donnant pas une explication appropriée de la manière dont la valeur en douane a été déterminée;
- si le Groupe spécial constate que la Thaïlande a évalué les marchandises de PM Thailand par application de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane:
    - la Thaïlande a indûment appliqué l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane en refusant de recourir à cette disposition pour des raisons inadmissibles;
    - la Thaïlande a violé l'article 7:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane en évaluant indûment et incorrectement la valeur déductive des transactions de PM Thailand, et précisément en ne déduisant pas trois éléments comme cela lui a été demandé et en déduisant des montants incorrects pour la TVA et les droits d'accise dans le cas de certaines transactions; et
    - la Thaïlande a violé l'article 7:3 de l'Accord sur l'évaluation en douane en n'informant pas PM Thailand par écrit de la valeur en douane déterminée par application de l'article 7 et de la méthode utilisée pour la déterminer;
- si le Groupe spécial constate que la Thaïlande a évalué les marchandises de PM Thailand par application de l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane, la Thaïlande a violé l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane en évaluant indûment et incorrectement la valeur déductive des transactions de PM Thailand; et
- l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane en divulguant aux médias thaïlandais des renseignements confidentiels sur l'évaluation en douane fournis par PM Thailand aux douanes thaïlandaises.

c) s'agissant de la TVA, la Thaïlande viole:

- l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas la méthode ni les données qu'elle utilise pour déterminer la base d'imposition de la TVA, c'est-à-dire le MRSP fixé par le gouvernement;

- l'article III:2 du GATT de 1994 en imposant une TVA plus élevée sur les produits importés que sur les produits nationaux similaires en raison du niveau des MRSP;

- l'article III:2 du GATT de 1994 en exemptant de la TVA les reventes de cigarettes nationales;

- l'article III:4 du GATT de 1994 en imposant des prescriptions administratives plus contraignantes pour la TVA en ce qui concerne la revente de cigarettes importées; et

- l'article X:3 a) du GATT de 1994 en n'administrant pas le régime de la TVA d'une manière uniforme, raisonnable et impartiale.

d) s'agissant des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision, la Thaïlande viole:

- l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas la méthode ni les données qu'elle utilise pour déterminer la base d'imposition des droits d'accise pour les cigarettes nationales, c'est-à-dire le prix sortie usine fixé par le gouvernement;

- l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas les lois et règlements régissant la libération des garanties pour le montant potentiellement exigible pour la taxe sanitaire, les droits d'accise et la redevance télévision; et

- l'article X:3 a) du GATT de 1994 en n'administrant pas les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision d'une manière uniforme, raisonnable et impartiale.

3.2 Les Philippines demandent que le Groupe spécial recommande à la Thaïlande de mettre ses mesures jugées incompatibles avec les règles de l'OMC en conformité avec ses obligations dans le cadre de l'OMC.

B. THAÏLANDE

3.3 La Thaïlande demande au Groupe spécial de constater qu'en ce qui concerne les mesures relevant du mandat du Groupe spécial, les Philippines n'ont pas établi qu'elle avait agi d'une manière incompatible avec les obligations qui lui incombent au titre d'une des dispositions quelconque des accords visés cités par les Philippines.

3.4 La Thaïlande note que le présent différend est singulier en ce sens que les Philippines se plaignent de différents actes qui sont terminés (dont, entre autres choses, l'évaluation des [[xx.xxx.xx]] marchandises importées énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, l'infraction alléguée à l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane et l'utilisation de valeurs de garantie pour déterminer les MRSP supprimés d'après les allégations, en violation de l'article X:3 a)), et non de mesures qui produisent encore un effet à la date d'établissement du Groupe spécial.[6] Dans l'éventualité où le Groupe spécial formulerait des constatations indiquant que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec ses obligations dans le cadre de l'OMC en ce qui concerne l'un quelconque de ces actes terminés, il devrait, conformément aux indications données par

[6] Pièce THA-36.

les groupes spéciaux antérieurs et par l'Organe d'appel[7], s'abstenir de formuler des recommandations au sujet de ces actes terminés.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments avancés par les parties dans leurs communications écrites et leurs déclarations orales sont exposés ci-après.[8]

A. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES PHILIPPINES

1. Introduction

4.2 Le présent différend concerne une série de mesures douanières et de mesures relatives à des taxes intérieures interdépendantes prises par la Thaïlande au sujet des cigarettes importées en Thaïlande à partir des Philippines par PM Thailand. Ces mesures douanières et fiscales ont été à la fois établies et appliquées par la Thaïlande selon des modalités qui servent à protéger les intérêts du monopole d'État producteur de cigarettes, le TTM. Outre qu'elles protègent les cigarettes nationales du TTM, ces mesures sont caractérisées par un manque de transparence qui prive l'importateur de la plupart des renseignements essentiels relatifs au traitement appliqué à ses marchandises dans la réglementation, et aussi par des retards chroniques dans la prise de décisions.

4.3 Les Philippines ne mettent nullement en question la prérogative appartenant à la Thaïlande de réglementer son marché intérieur des cigarettes, y compris au moyen de mesures sanitaires et de restrictions en matière d'étiquetage et de publicité. De telles réglementations ou politiques ne sont pas en cause dans le présent différend.

2. La Thaïlande viole l'article X:3 a) du GATT de 1994 en n'appliquant pas ses règles douanières et ses règles relatives aux taxes intérieures d'une manière "raisonnable" et "impartiale"

a) Le double rôle joué par les dirigeants du TTM en tant que hauts fonctionnaires du gouvernement thaïlandais est incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994

4.4 La Thaïlande viole l'article X:3 a) du fait des nombreux liens institutionnels et personnels entre le gouvernement thaïlandais et le TTM, qui est une "entreprise d'État" au regard de la législation thaïlandaise. Depuis au moins 1995, les personnes chargées de la gestion des activités commerciales du TTM en qualité de membres du Conseil d'administration du TTM occupent aussi des postes de hauts fonctionnaires gouvernementaux au Ministère des finances en qualité de Directeur général ("DG") des douanes, DG des droits d'accise et DG des impôts.

4.5 Ces personnes ont été responsables de l'application des règles douanières et fiscales auxquelles sont soumises les cigarettes importées et les propres cigarettes du TTM. À la faveur de leurs fonctions gouvernementales, elles ont: indûment rejeté les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand; imposé des valeurs de garantie non révisables; remplacé les valeurs transactionnelles de PM Thailand par des valeurs en douane estimées qui étaient supérieures; soumis les cigarettes importées à un traitement discriminatoire en matière de TVA; perçu des droits d'accise, une taxe sanitaire et une redevance télévision sur une base qui était incompatible avec la base d'imposition

[7] Par exemple, rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphes 7.363, 7.393 et 7.419; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphes 81 et 129.

[8] Les résumés des arguments des parties sont fondés sur les résumés analytiques communiqués par les parties au Groupe spécial. Les notes de bas de page de la présente section sont celles des parties.

prescrite et qui n'a pas de fondement dans la législation thaïlandaise; manqué systématiquement aux prescriptions fondamentales en matière de transparence en ne publiant pas les règles régissant la prise de décisions et les explications relatives aux décisions liées aux mesures douanières et fiscales; et retardé systématiquement la prise de décisions.

4.6 Même dans le contexte d'un monopole public, cette situation entraîne un conflit d'intérêts inacceptable. Par définition, les prérogatives de puissance publique des dirigeants du TTM influencent profondément la situation concurrentielle relative des cigarettes nationales et des cigarettes importées. Or, comme ils font partie de l'équipe de direction du producteur national, les dirigeants en question sont incités, y compris par des incitations financières personnelles, à promouvoir les intérêts du producteur national, maximisant sa part de marché, ses recettes et ses bénéfices – et, de surcroît, la législation thaïlandaise les y *oblige*. En outre, le Ministre des finances lui-même a déclaré publiquement qu'il faudrait protéger le TTM pour empêcher que les importations de cigarettes n'affaiblissent la position du TTM sur le marché et il a dit craindre que les marques de PM Thailand ne "s'emparent de toute la part du TTM si le volume des importations n'[était] pas réduit".[9]

4.7 Le double rôle des hauts fonctionnaires gouvernementaux en tant que cadres supérieurs du TTM constitue une application "déraisonnable" et "partiale" des lois douanières et fiscales de la Thaïlande au titre de l'article X:3 a). *Premièrement*, il n'est pas "raisonnable" – "approprié" ou "indiqué" – ou "impartial" d'investir des fonctionnaires gouvernementaux qui sont administrateurs du TTM d'un pouvoir décisionnel en ce qui concerne les cigarettes importées et les cigarettes nationales, ainsi que les producteurs nationaux et les importateurs de ces marchandises. Ce faisant, on crée un "danger intrinsèque"[10] car les administrateurs du TTM pourraient utiliser leurs prérogatives de puissance publique d'une manière qui confère un avantage concurrentiel à leur propre société, le TTM, et à ses produits. Quel que soit le critère appliqué, une telle application n'est ni "raisonnable" ni "impartiale", comme cela a été confirmé par le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*.

4.8 *Deuxièmement*, l'application par la Thaïlande de ses lois douanières et fiscales est déraisonnable et partiale parce qu'en leur qualité de fonctionnaires gouvernementaux, les administrateurs du TTM ont accès aux RCC fournis par PM Thailand à l'occasion de l'importation de cigarettes. Portant une "casquette" gouvernementale, les dirigeants du TTM sont investis du pouvoir de demander et, de fait, ils demandent de façon habituelle, des RCC sensibles à leurs concurrents. Cette situation crée le risque inacceptable – le "danger intrinsèque"[11] – que le TTM puisse retirer un avantage déloyal de renseignements qui ne devraient pas se trouver entre ses mains. La situation dans le présent différend est, là encore, semblable à la situation dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*.

b) La Thaïlande viole l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994 du fait des retards injustifiés dans la prise de décisions administratives par la BoA

4.9 La Thaïlande n'a pas fait en sorte que les recours administratifs formés contre les décisions en matière d'évaluation en douane soient réglés dans les moindres délais, comme cela était exigé par l'article X:3 a) et X:3b) du GATT de 1994. Les recours administratifs déposés par PM Thailand auprès de la BoA entre mars 2002 et mars 2003 n'ont toujours pas été réglés, plus de sept ans plus tard. Il n'est pas "raisonnable" au sens de l'article X:3 a) de ne pas statuer sur les appels en matière d'évaluation en douane dans un laps de temps de six à sept ans, laissant de ce fait les importateurs sans mesure corrective rapide à l'encontre des décisions prises par les autorités douanières. Ces retards sont particulièrement déraisonnables eu égard au fait que la BoA ne s'est pas réunie depuis plus

[9] "*Thanong presses to raise tax on imported cigarettes*", Khao Hun, 31 août 2006. Pièce PHL-1.
[10] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.100.
[11] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.100.

d'un an pour examiner les appels de PM Thailand. De plus, lesdits retards sont incompatibles avec l'article X:3 b), qui exige d'un Membre de l'OMC qu'il maintienne "des tribunaux ou des procédures" afin "*de réviser et de rectifier dans les moindres délais*" les mesures administratives se rapportant aux questions douanières" (pas d'italique dans l'original). Quel que soit le critère appliqué, un processus dans le cadre duquel *la première mesure administrative* en vue "de réviser et de rectifier" les décisions en matière d'évaluation dure plus de six ans ne se déroule pas "dans les moindres délais".

c) La Thaïlande ne respecte pas l'article X:3 b) parce qu'il n'existe pas de mécanisme dans la législation thaïlandaise pour la révision des valeurs de garantie

4.10 La Thaïlande ne respecte pas l'article X:3 b) du GATT de 1994 parce qu'elle ne prévoit strictement aucun mécanisme juridique en vue de la révision administrative ou judiciaire des décisions prises par les douanes thaïlandaises aux fins de recouvrer des garanties pour les droits de douane et les taxes intérieures potentiellement exigibles sur la valeur en douane finalement estimée. L'article X:3 b) exige d'un Membre de l'OMC qu'il maintienne des "tribunaux ou des procédures" afin de "réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières". Dans le cadre de la législation thaïlandaise, un importateur n'est pas en mesure de demander une *quelconque* "révision et rectification" de l'imposition des valeurs de garantie, *a fortiori* une "révision et rectification" dans les moindres délais. Par conséquent, la Thaïlande viole l'article X:3 b) du GATT de 1994.

3. La Thaïlande viole de nombreuses dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane

a) La Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane en rejetant indûment les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand pour un certain nombre d'importations

i) La Thaïlande a violé l'article 1:1 en rejetant indûment les valeurs transactionnelles de PM Thailand comme base des valeurs en douane

4.11 La Thaïlande a reconnu que les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand étaient le "prix payé ou à payer".[12] Toutefois, elle a rejeté la valeur transactionnelle déclarée de PM Thailand pour deux raisons, à savoir: 1) que l'importateur et l'exportateur étaient liés; et 2) qu'un autre importateur, non spécifié, importait "le même type de marchandises" à "trois à quatre fois" la valeur transactionnelle déclarée par PM Thailand.

4.12 L'article premier de l'Accord sur l'évaluation en douane dispose que la valeur en douane est, en principe, la valeur transactionnelle déclarée par l'importateur. Les autorités peuvent ne pas tenir compte de la valeur transactionnelle et appliquer d'autres méthodes d'évaluation au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane seulement s'il y a une raison valable de le faire. Aucune des deux raisons invoquées par la Thaïlande ne constitue une telle raison valable.

4.13 La première raison invoquée par la Thaïlande – à savoir que l'importateur et l'exportateur sont liés – est expressément exclue à l'article 1:2 a) comme seule et unique raison du rejet d'une valeur transactionnelle. Par conséquent, l'existence de liens entre l'acheteur (PM Thailand) et le vendeur (Philip Morris Philippines Manufacturing Inc. ["PM Philippines"]) ne constitue pas en soi un motif légitime pour rejeter les valeurs transactionnelles déclarées. En outre, ces liens étaient connus des

[12] Compte rendu de la réunion "Re Prescription of Import Prices of Cigarettes for Solving the Problem regarding Prescription of Cigarette Prices According to the Policy of the Ministry of Finance", en date du 14 mars 2007 – Annexe 8 de la Communication du gouvernement thaïlandais dans l'affaire Tribunal fiscal central thaïlandais. Pièce PHL-74.

autorités thaïlandaises depuis un certain nombre d'années avant que la Thaïlande ne se mette à rejeter les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand.

4.14 La deuxième raison invoquée par la Thaïlande – à savoir qu'un autre importateur, non spécifié, importe "le même type de marchandises" à des prix "trois ou quatre fois" plus élevés – est également viciée. Le prix déclaré par un importateur ne peut pas, en lui-même, constituer un motif pour rejeter la valeur transactionnelle déclarée d'un autre importateur. L'utilisation de ce point de repère par la Thaïlande est aussi incohérente sur le plan de la logique, parce que la Thaïlande a utilisé les prix de l'autre opérateur pour rejeter la valeur transactionnelle déclarée de PM Thailand, mais ensuite a estimé la valeur en douane de PM Thailand à un niveau bien moindre que les prix dudit opérateur.

4.15 Les Philippines pensent que "[l']autre importateur" non spécifié est un opérateur bénéficiant d'une franchise de droits. Toutefois, les prix d'achat de l'opérateur en question ne sont pas un point de repère admissible, parce que cet opérateur: n'importe pas de marchandises sur le territoire douanier de la Thaïlande; est exonéré des taxes intérieures, ce qui influence le prix de vente de l'opérateur bénéficiant de la franchise de droits; et occupe une position dans la chaîne de valeurs très différente de celle de PM Thailand. Chose importante, un Avis de l'Organisation mondiale des douanes demandé par la Thaïlande elle-même juste avant qu'elle ne se mette à rejeter les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand en août 2006 confirme que les valeurs déclarées par un importateur qui acquitte des droits et un opérateur au bénéfice d'une franchise de droits ne sont pas comparables sans que soient opérés de nombreux ajustements. La Thaïlande n'a pas opéré de tels ajustements.

ii) La Thaïlande a violé l'article 1:2 a) parce qu'elle n'a pas informé PM Thailand des motifs qu'elle avait de considérer que les liens entre les Philippines et PM Thailand avaient influencé le prix

4.16 La Thaïlande ne s'est pas conformée à l'obligation qu'elle avait, au titre de l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane, de communiquer les "motifs" qu'elle avait de considérer que les liens avaient influencé le prix. Premièrement, elle n'a pas communiqué de motifs adéquats. Ainsi qu'il a été précédemment expliqué, les motifs indiqués de son rejet des valeurs transactionnelles déclarées sont incompatibles avec l'article 1:1. La communication de motifs incompatibles avec les règles de l'OMC pour mettre en doute des valeurs transactionnelles ne peut pas satisfaire à la prescription énoncée à l'article 1:2 a).

4.17 Deuxièmement, lorsque la Thaïlande a communiqué à PM Thailand, en décembre 2006, une déclaration indiquant la raison pour laquelle elle mettait en doute la valeur transactionnelle déclarée, elle n'a pas indiqué que les prix de PM Thailand étaient trois à quatre fois plus bas que les prix déclarés d'un autre importateur. Il y a des éléments de preuve montrant qu'elle s'est appuyée sur les prix de l'autre opérateur pour mettre en doute les valeurs transactionnelles de PM Thailand avant décembre 2006. Néanmoins, la Thaïlande n'a informé PM Thailand de ce motif que cinq mois plus tard, en avril 2007.

4.18 Troisièmement, la Thaïlande n'a pas informé PM Thailand de ses doutes en temps utile. Les douanes thaïlandaises ont commencé à rejeter les valeurs transactionnelles le 4 août 2006, et PM Thailand a demandé un exposé des motifs le 8 août 2006. La Thaïlande n'a pas répondu à cette demande avant le 19 décembre 2006, c'est-à-dire quatre mois et demi plus tard. Durant cette longue période, PM Thailand a été tenue de fournir des garanties bancaires et des garanties en espèces élevées, et n'a pas eu la possibilité de défendre sa valeur transactionnelle déclarée. Par conséquent, durant près des deux tiers du temps qu'il a fallu à la Thaïlande pour estimer les valeurs en douane de PM Thailand, PM Thailand n'a pas reçu d'explication lui indiquant pourquoi ses valeurs

transactionnelles déclarées étaient rejetées. Pendant ce temps, elle a été privée de toute possibilité de répondre efficacement aux préoccupations des autorités et d'éclairer son processus décisionnel.

iii) La Thaïlande a violé l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane en ne fournissant pas une explication adéquate de sa détermination de la valeur en douane pour les importations en cause

4.19 La lettre de la Thaïlande datée du 12 avril 2007 a aussi violé l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Premièrement, la Thaïlande n'a pas expliqué de manière adéquate pourquoi elle rejetait les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand. Le motif indiqué était que PM Thailand et PM Philippines étaient liées, mais cela n'expliquait pas en quoi ces liens, d'après les allégations, avaient influencé le prix entre les parties. En outre, la seule phrase de la Thaïlande faisant référence à des importations d'un autre importateur "avec des prix trois à quatre fois plus élevés" est vague et peu claire et elle n'explique pas: qui est cet "importateur"; d'où il importe ses marchandises; pourquoi ses prix servent d'indicateur de ce que devraient être les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand; et quels ajustements, le cas échéant, ont été opérés pour cette comparaison.

4.20 En outre, il apparaît que l'autre "importateur" est un opérateur qui bénéficie d'une franchise de droits. PM Thailand a informé la Thaïlande en août 2006 qu'une comparaison de ses prix avec ceux d'un opérateur bénéficiant d'une franchise n'était pas pertinente ou appropriée. Dans sa communication d'avril 2007, la Thaïlande n'a pas expliqué, compte tenu de cette observation, pourquoi elle avait néanmoins considéré que les prix d'un opérateur bénéficiant d'une franchise de droits étaient pertinents. Elle n'a pas non plus expliqué pourquoi les valeurs "trois ou quatre fois" plus élevées de l'autre opérateur avaient servi de point de repère pour rejeter les valeurs transactionnelles de PM Thailand, mais pas pour estimer les valeurs en douane.

4.21 Deuxièmement, la simple référence à l'utilisation d'une méthode d'évaluation "de dernier recours" fondée sur une méthode déductive, dans la communication, n'a pas expliqué avec précision comment et sur quelle base les douanes thaïlandaises avaient calculé les valeurs estimées. Troisièmement, la Thaïlande n'a pas non plus expliqué pourquoi les valeurs estimées étaient incohérentes sur le plan interne. Elle a déterminé des valeurs différentes pour des envois importés au même moment, parfois le même jour, et dans les mêmes circonstances. Ce processus de prise de décisions imprévisible et arbitraire démontre l'importance cruciale d'explications adéquates.

iv) Les douanes thaïlandaises ont violé l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane en refusant d'utiliser une méthode d'évaluation déductive sans raison adéquate

4.22 À supposer que la Thaïlande ait été en droit de rejeter les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand au titre de l'article premier de l'Accord sur l'évaluation en douane (ce qui n'est pas le cas), elle a violé l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane parce qu'elle n'avait pas de raisons valables de refuser d'utiliser la méthode d'évaluation déductive prévue dans cette disposition. La raison qu'elle a invoquée était que PM Thailand n'avait pas pu communiquer d'états financiers vérifiés pour 2006. Toutefois, l'article 5 ne prescrit pas que "les bénéfices et frais généraux" soient fondés sur l'état financier vérifié pour l'année d'importation. De fait, dans un document interne des pouvoirs publics, les douanes thaïlandaises ont indiqué le 6 mars 2007 que l'état financier vérifié de PM Thailand pour 2005 – qui était mis à leur disposition – fournissait un état fiable des B-FG et pouvait être utilisé aux fins d'évaluation. En conséquence, la Thaïlande a violé l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane en n'évaluant pas les marchandises de PM Thailand au moyen de la méthode déductive prévue dans le cadre de cette disposition.

v) La Thaïlande a violé l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane en n'appliquant pas des "moyens raisonnables" pour évaluer les cigarettes de PM Thailand et en s'appuyant au lieu de cela sur des "valeurs arbitraires ou fictives"

4.23 La Thaïlande a évalué les importations de PM Thailand au moyen de la méthode "de dernier recours" prévue à l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane, même si elle n'a pas divulgué la méthode spécifique utilisée. Au titre de l'article 7, la valeur en douane doit être déterminée par des "moyens raisonnables", ce qui exige l'utilisation de critères objectifs qui produisent des résultats transparents, cohérents et prévisibles. La Thaïlande n'a pas utilisé des "moyens raisonnables" dans son évaluation des importations de PM Thailand, comme en témoignent ses décisions incohérentes et imprévisibles pour ce qui est des importations de PM Thailand. Bien que ces importations aient été réalisées dans les mêmes circonstances, elle les a évaluées différemment, y compris celles qui étaient dédouanées le même jour.

4.24 En outre, le processus de prise de décisions incohérent et imprévisible de la Thaïlande démontre que cette dernière a violé l'article 7:2 g) en utilisant "des valeurs arbitraires ou fictives". Par exemple, dans une situation où deux lots de marchandises étaient dédouanés le même jour, la Thaïlande a accepté la valeur transactionnelle pour l'un mais l'a rejetée pour l'autre et a ensuite estimé une valeur qui était supérieure aux valeurs transactionnelles.

4.25 La Thaïlande a aussi violé l'article 7:3 en ne fournissant pas une explication adéquate de la méthode d'évaluation utilisée. Bien qu'elle ait indiqué qu'elle avait utilisé une méthode déductive, elle n'a pas indiqué: le point de départ des calculs déductifs, la nature ou le montant des déductions effectuées, les sources des données utilisées, ni en quoi cette méthode déductive différait de l'évaluation déductive prévue à l'article 5.

vi) La Thaïlande a violé l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane en divulguant dans les médias thaïlandais des renseignements confidentiels concernant l'évaluation en douane communiqués par PM Thailand

4.26 Durant le mois d'août 2006 et pendant encore quelques semaines après, les fonctionnaires du gouvernement thaïlandais ont divulgué à plusieurs reprises dans la presse thaïlandaise les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand. Ces divulgations répétées de renseignements très confidentiels ont violé l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane, qui prescrit que *tous* les renseignements qui seraient de nature confidentielle, ou qui seraient fournis à titre confidentiel aux fins de l'évaluation en douane [soient] traités comme "strictement confidentiels". Les autorités ne "divulgueront pas [ces renseignements] sans l'autorisation expresse de la personne" qui les aura fournis. PM Thailand n'a jamais autorisé la divulgation de ces renseignements.

4. Allégations relatives à la TVA

a) La Thaïlande viole l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas la méthode utilisée pour déterminer la base d'imposition de la TVA, à savoir les MRSP déterminés par le gouvernement

4.27 En vertu de la législation thaïlandaise, la base d'imposition de la TVA est un MRSP fixé par le gouvernement et déterminé pour chaque marque nationale et chaque marque importée. Pour se conformer à l'article X:1 du GATT de 1994, et conformément à l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, la Thaïlande doit publier "les renseignements essentiels" concernant: a) la méthode globale utilisée pour déterminer les MRSP pour chaque marque; b) la méthode utilisée pour obtenir les données, y compris des enquêtes sur les prix en Thaïlande et dans d'autres pays; et c) les données utilisées par le DG des droits d'accise pour arrêter ses règlements ou décisions, y compris les résultats de toutes enquêtes. La Thaïlande n'a pas publié de loi ni de

règlement traitant de l'un quelconque de ces renseignements, ce qui est contraire à l'article X:1 du GATT de 1994.

b) La Thaïlande impose une TVA plus élevée sur les produits importés que sur les produits nationaux, violant ainsi l'article III:2 du GATT de 1994

4.28 La Thaïlande viole l'article III:2 du GATT de 1994 parce qu'elle impose une TVA sur les cigarettes importées "supérieure" à celle qui frappe les cigarettes nationales "similaires". Les cigarettes importées et les cigarettes nationales sont des "produits similaires" au sens de l'article III:2 pour les raisons suivantes. Elles présentent les mêmes caractéristiques physiques fondamentales consistant en un tube de papier, un mélange de tabac et d'additifs, et un filtre. Elles ont les mêmes "utilisations finales", et les consommateurs thaïlandais traitent et perçoivent les marques importées et les marques nationales comme des produits substituables répondant à la même demande. Il y a aussi des éléments de preuve fondés sur le marché qui démontrent que pour les consommateurs, les marques nationales et les marques importées sont interchangeables. Les cigarettes relèvent également de la même ligne tarifaire, et la Thaïlande n'établit pas de distinction réglementaire entre les différents types de cigarettes fabriquées.

4.29 Les cigarettes importées sont frappées d'une taxe "supérieure" à celle qui frappe les cigarettes nationales parce que les MRSP sont plus élevés pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales. Si l'on considère la totalité du marché thaïlandais des cigarettes, plus de 90 pour cent des cigarettes importées ont un MRSP plus élevé que 95 pour cent des cigarettes nationales. La taxe supérieure appliquée aux cigarettes importées découle également du fait que la Thaïlande a établi les MRSP des cigarettes nationales au niveau du prix de vente au détail ("RSP"), alors que les MRSP applicables aux cigarettes importées dépassent habituellement le RSP. En raison de cet "écart" entre le MRSP et le RSP, la charge relative de la TVA est plus lourde pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales.

4.30 La Thaïlande n'a pas publié les règles générales utilisées pour calculer les MRSP. Néanmoins, la méthode utilisée pour calculer les MRSP de septembre 2006 et de mars 2007 a été divulguée et elle entraîne une discrimination à l'égard des marques importées. La méthode prévoyait l'addition d'une marge brute, qui était de 250 fois plus élevée pour les marques importées (*Marlboro* et *L&M*) que pour les marques nationales. Pour ces importations, la Thaïlande a refusé d'utiliser la marge brute effective de l'importateur, alors même que les douanes thaïlandaises avaient expressément constaté que cette marge était "fiable" et, au lieu de cela, elle a construit une marge fondée sur des enquêtes sur des prix allégués et non divulgués. En revanche, pour les marques nationales, elle a utilisé la marge brute effective du TTM.

c) L'exemption *de jure* de la TVA prévue par la Thaïlande pour les revendeurs de cigarettes nationales viole l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994, parce que la même exemption n'est pas accordée aux revendeurs de cigarettes importées

4.31 La Thaïlande viole aussi l'article III:2 du GATT de 1994 en exemptant les revendeurs de cigarettes nationales de l'obligation d'acquitter la TVA mais en n'exemptant pas de la même façon les revendeurs de cigarettes importées. Par conséquent, la revente des produits importés est soumise à la TVA, alors que celle des produits nationaux ne l'est pas. Cela constitue un traitement moins favorable et une imposition supérieure des produits importés qui sont "similaires" aux produits nationaux.

4.32 L'exemption de la TVA prévue par la Thaïlande pour les cigarettes nationales aboutit aussi à une violation de l'article III:4 du GATT de 1994. Cette violation comporte deux éléments. Premièrement, comme les revendeurs de cigarettes importées sont tenus d'acquitter la TVA, ils sont également assujettis à des prescriptions administratives liées à la TVA dont sont dispensés les revendeurs de cigarettes nationales. Ces prescriptions administratives incluent l'obligation d'établir et

de délivrer une facture fiscale; de tenir des registres de TVA; et d'accepter des vérifications fiscales. Elles constituent un traitement moins favorable pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales.

4.33 Deuxièmement, si un revendeur de cigarettes importées veut éliminer la TVA dont il est redevable sur les reventes, il doit demander un crédit d'impôt pour la TVA acquittée par l'entité à laquelle il a acheté des cigarettes. Pour obtenir ce crédit d'impôt, il doit se plier à une procédure administrative. Les revendeurs de cigarettes nationales ne sont pas assujettis à la TVA, et ne sont donc pas visés par cette procédure. Cela constitue aussi un traitement moins favorable pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales.

d) Pour une série de MRSP applicables aux cigarettes importées, la Thaïlande applique le système de TVA d'une manière qui n'est pas uniforme, raisonnable et impartiale, comme l'exige l'article X:3 a) du GATT de 1994

4.34 La Thaïlande n'applique pas son système de TVA d'une manière qui est uniforme, raisonnable et impartiale comme l'exige l'article X:3 a) du GATT de 1994. L'allégation des Philippines est centrée sur la base d'imposition de la TVA, à savoir les MRSP. L'application par la Thaïlande du système de TVA n'a pas été "uniforme", parce que la base d'imposition des MRSP applicables aux cigarettes importées a été appliquée à partir de critères différents et de données de calcul différentes. Parfois, les calculs ont été des montants théoriques, jamais effectivement acquittés, fondés sur une valeur de garantie. À d'autres moments, les calculs ont été des montants effectifs fondés sur la valeur en douane estimée. La valeur de garantie et la valeur en douane estimée sont juridiquement différentes et répondent à des objectifs différents. L'utilisation par la Thaïlande de ces approches différentes a eu une incidence sur le niveau de la base d'imposition et, partant, de la charge fiscale. Du fait que le MRSP est au cœur du système de TVA thaïlandais, le calcul de MRSP au moyen de critères différents signifie qu'une composante essentielle du système de TVA thaïlandais n'est pas appliquée d'une manière uniforme.

4.35 L'application par la Thaïlande du système de la TVA n'est pas non plus "raisonnable" et "impartiale". En particulier, les MRSP de septembre 2006 témoignent d'une application déraisonnable et partiale parce que la Thaïlande a utilisé une valeur de garantie comme point de départ pour le calcul des MRSP. Cette valeur de garantie a été décrite par la Thaïlande comme le "taux [de droit de douane] le plus élevé auquel les produits seraient soumis". Il n'est pas "raisonnable" au sens de l'article X:3 a) d'utiliser une estimation de la valeur en douane "la plus élevée" possible pour calculer une taxe définitive. De fait, même dans la législation thaïlandaise, la valeur de garantie n'est pas traitée comme ayant un caractère définitif et, au lieu de cela, elle n'est utilisée que dans le but de recouvrer des garanties pour les droits de douane, ainsi que pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision qui pourraient être exigibles à l'issue de la détermination de la valeur en douane.

4.36 L'application faite par la Thaïlande n'est pas non plus "raisonnable" parce que les montants ajoutés dans le calcul des MRSP sont purement théoriques et que les montants effectifs acquittés en fin de compte sur la base de la valeur en douane estimée ne le sont pas. Dans la mesure où la législation intérieure exige que la base d'imposition soit établie par addition des montants correspondants aux droits de douane et aux taxes intérieures, une application raisonnable au titre de l'article X:3 a) interdit l'addition de montants d'ordre conjectural et théorique. En outre, la Thaïlande fait aussi une application "partiale", parce que le point de départ pour le calcul des MRSP applicables aux cigarettes nationales n'est pas fondé sur la valeur estimée "la plus élevée" mais correspond, au lieu de cela, aux prix sortie usine effectifs publiés dans les Avis relatifs aux MRSP.

4.37 Enfin, l'application par la Thaïlande de son système de TVA n'est pas "raisonnable" parce que la Thaïlande n'établit pas et n'applique pas des critères généralement applicables pour déterminer les

MRSP. L'application raisonnable d'une taxe exige que des règles d'application générale soient établies pour réglementer la façon dont la base d'imposition est déterminée en ce qui concerne les produits visés. De telles règles sont particulièrement nécessaires dans le cas de taxes parce que celles-ci imposent une charge pécuniaire directe aux personnes et aux marchandises visées.

5. Allégations relatives aux droits d'accise, à la taxe sanitaire et à la redevance télévision

a) La Thaïlande viole l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas les règles relatives à la détermination du prix sortie usine

4.38 Dans la législation thaïlandaise, le prix sortie usine déterminé par le gouvernement constitue la base des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision appliqués aux cigarettes nationales. La détermination des prix sortie usine relève de l'article X:1, parce qu'il s'agit d'un "règlement" ou d'une "décision administrative" qui vise des "taxes et autres impositions". La Thaïlande publie seulement le montant du prix sortie usine, sans fournir d'autres renseignements sur la façon dont ce prix est déterminé. Toutefois, comme le Groupe spécial l'a constaté dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, l'article X:1 oblige la Thaïlande à publier les méthodes, formules et données utilisées pour déterminer les prix sortie usine. Étant donné qu'elle ne l'a pas fait, elle viole l'article X:1.

b) La Thaïlande viole l'article X:1 en ne publiant par les lois et règlements régissant la libération des garanties concernant le montant potentiellement exigible pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision

4.39 Lorsque la Thaïlande retarde l'estimation de la valeur en douane, un importateur peut retirer ses cigarettes de la douane s'il fournit des garanties concernant le montant potentiellement exigible pour les droits de douane et pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision. Les garanties sont établies sur la base d'une valeur de garantie déterminée par les douanes thaïlandaises. Si la valeur en douane estimée ultérieurement est moindre que la valeur de garantie, le montant des droits de douane, des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision que doit acquitter l'importateur est plus faible que le montant garanti. Dans ce cas, comme cela s'est produit en juillet 2008, la Thaïlande libère les garanties dans la mesure où elles dépassent les droits de douane et les taxes à payer sur la valeur en douane. Toutefois, la Thaïlande n'a pas publié de loi ni de règlement régissant la libération de ces garanties. Cela est contraire à l'article X:1 parce que les règles régissant la libération des garanties sont des "[l]ois" ou "règlements" "qui visent … l'évaluation de produits à des fins douanières", au sens de cette disposition.

c) La Thaïlande viole l'article X:3 a) du GATT de 1994 en appliquant ses droits d'accise, sa taxe sanitaire et sa redevance télévision d'une manière non uniforme, déraisonnable et partiale

4.40 L'application par la Thaïlande de ses droits d'accise, de sa taxe sanitaire et de sa redevance télévision n'est pas uniforme, raisonnable et impartiale, ce qui est contraire aux prescriptions de l'article X:3 a) du GATT de 1994. Dans le cadre de la législation thaïlandaise, pour les cigarettes importées, la base d'imposition de ces taxes est la somme de la valeur en douane estimée et des droits de douane applicables ("prix c.a.f. droits acquittés"). Dans certaines circonstances toutefois, la Thaïlande applique les taxes en utilisant une base d'imposition qui n'a pas de fondement dans la législation thaïlandaise.

4.41 En particulier, dans les cas où: 1) les douanes thaïlandaises rejettent la valeur en douane déclarée et estiment une valeur supérieure et où, par la suite, 2) cette estimation est annulée et réduite à l'issue d'une décision administrative ou judiciaire, la Thaïlande ne recouvre pas les droits d'accise, la taxe sanitaire et la taxe télévision sur la base du prix c.a.f. droits acquittés. Au lieu de cela, elle utilise une base d'imposition illégale pour recouvrer les droits d'accise, parce qu'elle recouvre les droits sur la

base d'une décision initiale incorrecte des douanes thaïlandaises concernant la valeur en douane qui est ensuite révisée à la baisse en appel. Par définition, après une annulation administrative ou judiciaire, la décision incorrecte des autorités concernant la valeur en douane n'a pas de fondement dans la législation thaïlandaise et n'est pas justifiée par les faits.

4.42 L'application faite par la Thaïlande n'est pas uniforme au sens de l'article X:3 a), parce que les droits d'accise sont parfois appliqués sur la base de la valeur en douane estimée (lorsque cette estimation est effectuée correctement par les douanes thaïlandaises) et parfois sur la base d'une autre valeur qui n'est pas la valeur en douane estimée correctement (lorsqu'il a été constaté que les douanes thaïlandaises avaient estimé la valeur en douane d'une manière incorrecte). L'application faite par la Thaïlande n'est pas non plus raisonnable. Comme l'a constaté le Groupe spécial chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, il n'est pas raisonnable, au titre de l'article X:3 a), d'appliquer un impôt sur la consommation en utilisant une base d'imposition qui n'a pas de fondement dans la législation nationale.

4.43 Enfin, l'application par la Thaïlande des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision aux cigarettes importées n'est pas impartiale, parce qu'elle manque d'équité. En particulier, alors que les cigarettes importées sont parfois imposées en dépassement de la base d'imposition légale, les cigarettes nationales sont imposées sur la base du prix sortie usine et ne sont jamais frappées d'une taxe supérieure à ce prix.

6. Demande adressée au Groupe spécial pour qu'il demande des documents spécifiques à la Thaïlande en application de l'article 13 du Mémorandum d'accord

4.44 Les Philippines demandent au Groupe spécial d'exercer son pouvoir de demander à la Thaïlande 21 documents (ou catégories de documents) spécifiquement identifiés, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord. L'accès à ces documents facilitera l'évaluation objective par le Groupe spécial des arguments et des éléments de preuve présentés par les Philippines.

B. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE LA THAÏLANDE

1. Introduction

4.45 Le présent résumé analytique de la première communication écrite de la Thaïlande datée du 11 mai 2009 répond aux allégations énoncées dans la première communication écrite des Philippines datée du 23 mars 2009.

4.46 Les Philippines font longuement valoir que la Thaïlande structure indûment le fonctionnement de ses pouvoirs publics, y compris l'entreprise d'État, le TTM, et, en conséquence, agit d'une manière incompatible avec ses obligations dans le cadre des Accords de l'OMC, y compris l'Accord sur l'évaluation en douane et l'article III du GATT de 1994. La véritable question dont est saisi le présent Groupe spécial est toutefois de savoir si les Philippines ont prouvé que la Thaïlande avait appliqué indûment sa législation douanière et sa législation fiscale intérieure aux cigarettes en provenance des Philippines. Cette question doit être traitée en se référant aux obligations que la Thaïlande a contractées dans le cadre de l'OMC en ce qui concerne l'évaluation en douane, au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane, et en ce qui concerne le traitement national, au titre de l'article III du GATT de 1994.

2. Arguments juridiques

a) Allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane

i) Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane

Les douanes thaïlandaises avaient un "doute quant à l'acceptabilité du prix"

4.47 L'Accord sur l'évaluation en douane n'explique ni ne qualifie le type de renseignements qui constituent le "doute" quant à l'acceptabilité du prix. Les douanes thaïlandaises avaient un doute légitime quant à l'acceptabilité du prix de cession entre PM Thailand et PM Philippines comme valeur en douane. Ce doute était fondé sur les renseignements selon lesquels un autre importateur importait les mêmes cigarettes de marque Philip Morris à des prix c.a.f. qui étaient à peu près le triple du prix de cession de PM Thailand. Les douanes thaïlandaises ont fait part de ce doute à PM Thailand en août 2006, date à laquelle elles ont cessé pour la première fois d'accepter automatiquement la valeur transactionnelle et se sont mises à exiger des garanties sur les importations de PM Thailand.

PM Thailand n'a pas établi que les liens n'avaient pas influencé le prix

4.48 Les Philippines font valoir que "le rejet de la valeur en douane est fondé sur les conjectures selon lesquelles les liens *pourraient* avoir influencé le prix, et que le contraire n'a pas été prouvé".[13] Toutefois, c'est l'importateur, et non l'administration des douanes, qui a la charge d'établir que les liens entre l'acheteur et le vendeur n'ont pas influencé le prix. Ainsi que l'OMD en a informé les douanes thaïlandaises, "puisque l'acceptation de la valeur transactionnelle est subordonnée *prima facie* à la condition que l'acheteur et le vendeur ne soient pas liés, *il est généralement considéré que c'est l'importateur qui a la charge de démontrer que la valeur transactionnelle est par ailleurs acceptable malgré le fait que l'acheteur et le vendeur sont liés*".[14] De plus, en réponse à la question "l'importateur est-il chargé de s'assurer que le prix n'a pas été influencé par les liens ...?", le Comité technique de l'OMC a répondu "[o]ui. Lorsqu'il déclare la valeur en douane suivant la méthode de la valeur transactionnelle, l'importateur a l'obligation de s'assurer dans toute la mesure du possible que le prix n'est pas influencé".[15]

4.49 Dès lors que les douanes thaïlandaises avaient fait part de leur doute au sujet du prix de cession à PM Thailand, PM Thailand avait la charge d'établir que les liens n'avaient pas influencé le prix. Toutefois, pendant la période allant du 4 août 2006, date à laquelle les douanes thaïlandaises ont informée PM Thailand de leur doute quant à l'acceptabilité du prix de cession, au 6 mars 2007, date à laquelle elles ont rencontré des représentants de PM Thailand pour régler en bloc les questions en suspens concernant la valeur en douane des importations de cette société, celle-ci n'a pas présenté d'éléments de preuve et n'a pas pris d'autres mesures pour s'acquitter de la charge qui lui incombait de prouver que les liens n'avaient pas influencé le prix. De plus, même après la réunion du 6 mars 2007, PM Thailand n'a pas établi que les liens n'avaient pas influencé le prix. Par exemple, dans une lettre aux douanes thaïlandaises datée du 14 mars 2007, elle a affirmé qu'elle "négoci[ait] avec l'exportateur du pays étranger dans des conditions de pleine concurrence et d'une manière compatible avec la pratique normalement suivie dans l'industrie des cigarettes ...".[16] Cependant, elle n'a offert absolument aucun élément de preuve à l'appui de cette affirmation. Dans ces circonstances, les douanes thaïlandaises n'ont pas pu utiliser la valeur transactionnelle comme base de la valeur en douane pour les [[xx.xxx.xx]] marchandises importées énumérées dans la demande d'établissement

[13] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 227.
[14] Pièce THA-9, page 2 (pas d'italique dans l'original).
[15] Comité technique, commentaire 14.1, paragraphe 16, pièce THA-26.
[16] Pièce THA-28.

d'un groupe spécial présentée par les Philippines, parce que l'importateur n'avait pas levé le doute quant à l'acceptabilité du prix.

> Étant donné que PM Thailand n'a pas établi que les liens n'avaient pas influencé le prix, les douanes thaïlandaises ont refusé à juste titre d'utiliser la valeur transactionnelle comme valeur en douane

4.50 PM Thailand n'a pas établi que ses liens avec PM Philippines n'avaient pas influencé le prix. Conformément à l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les douanes thaïlandaises n'ont pas utilisé la valeur transactionnelle comme valeur en douane pour les [[xx.xxx.xx]] importations énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines. Au lieu de cela, elles ont utilisé la méthode déductive pour déterminer la valeur en douane. Par conséquent, les motifs pour lesquels elles n'ont pas utilisé la valeur transactionnelle comme valeur en douane étaient que PM Thailand n'a pas établi que les liens n'avaient pas influencé le prix de cession. Contrairement à ce que les Philippines avancent, les douanes thaïlandaises ne se sont pas appuyées sur une comparaison entre les prix c.a.f. de PM Thailand et les prix c.a.f. des marchandises importées en franchise de droits pour motiver le rejet de la valeur transactionnelle. Les prix c.a.f. des marchandises importées en franchise de droits étaient la raison pour laquelle les douanes thaïlandaises avaient un *doute* quant à l'acceptabilité du prix et non les motifs essentiels pour lesquels elles n'avaient pas utilisé la valeur transactionnelle comme valeur en douane. En conséquence, les douanes thaïlandaises n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 1:1 ou 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane en n'utilisant pas le prix de cession de PM Thailand comme valeur en douane.

> Les douanes thaïlandaises ont dûment informé PM Thailand des motifs pour lesquels elles n'ont pas utilisé le prix de cession de PM Thailand comme valeur en douane

4.51 Par lettres en date du 19 décembre 2006 et du 12 avril 2009, les douanes thaïlandaises ont expliqué clairement par écrit à PM Thailand que les valeurs transactionnelles n'étaient pas utilisées comme base pour la valeur en douane "parce que l'importateur [devait] *encore* établir si lesdits liens influen[çaient] ou non la détermination de la valeur en douane" et qu'"il n'[était] pas possible d'établir si les liens [avaient] ou non une influence sur la détermination de la valeur en douane".[17] Il ressort clairement aussi du compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 que les douanes thaïlandaises ont agi parce que l'importateur "ne pouvait pas prouver" que les liens n'avaient pas d'effets sur les prix.[18] En outre, ainsi qu'il est indiqué dans l'avis d'estimation présenté dans la pièce THA-15, les douanes thaïlandaises ont informé PM Thailand que la marchandise importée en question était évaluée suivant la "valeur déductive prévue par la méthode d'estimation des prix n° 6, conformément au compte rendu de la réunion du 6 mars". Par conséquent, la Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane en informant PM Thailand des motifs.

ii) Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane

4.52 Les Philippines ont allégué que les douanes thaïlandaises avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane en ne donnant pas une explication adéquate de la détermination de la valeur en douane des [[xx.xxx.xx]] importations en cause.[19] Comme il est indiqué ci-dessus en ce qui concerne l'allégation des Philippines au titre de

[17] Voir les pièces PHL-66 et PHL-70.
[18] Pièce PHL-74, page 4.
[19] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 287 à 324 et paragraphe 715, troisième point.

l'article 1:2, les douanes thaïlandaises ont pleinement informé PM Thailand des motifs pour lesquels elles avaient agi.

4.53 En outre, les douanes thaïlandaises ont pleinement informé PM Thailand de la façon dont la valeur en douane était effectivement déterminée. Dans la lettre du 12 avril 2007, elles ont expliqué ce qui suit: "dans la détermination des valeurs en douane, la méthode n° 6, qui est la méthode de dernier recours faisant appel à la méthode déductive, a été utilisée (conformément au Règlement ministériel n° 132/2545, Clause 3) en application de l'article VII du GATT de 1994 ... Veuillez noter ces renseignements". En outre, il a été donné à PM Thailand, représentée par ses comptables[20], une explication détaillée des raisons pour lesquelles la valeur déductive avait été utilisée et de la façon dont les calculs avaient été effectués à la réunion du 6 mars 2007.

iii) Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec les articles 5 et 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane en utilisant la méthode déductive pour déterminer la valeur en douane des importations de PM Thailand

4.54 La Thaïlande a utilisé la "méthode déductive" en application de l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane pour déterminer la valeur en douane des importations de PM Thailand. Elle l'a expliqué clairement à PM Thailand à la réunion du 6 mars 2007 et dans sa lettre du 12 avril 2007.[21] Dans le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007, les douanes thaïlandaises ont indiqué qu'elles utilisaient la méthode de la valeur déductive conformément à la méthode n° 6 de leurs règlements douaniers, qui correspondait à la méthode de dernier recours de l'article 7, et non pas conformément à la méthode n° 4 de leurs règlements[22], qui correspondrait à l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane.[23]

4.55 Les douanes thaïlandaises ont estimé que leurs propres règlements les empêchaient d'utiliser la valeur déductive prévue à l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane lorsque les renseignements financiers sur la situation en cours n'étaient pas disponibles, mais qu'ils leur permettaient d'utiliser la valeur déductive de la méthode n° 6 en utilisant les renseignements financiers disponibles les plus récents. Il n'est vraiment pas pertinent de savoir comment cette méthode a été décrite dans la législation nationale[24]: la question est de savoir si la méthode de la valeur déductive effectivement utilisée par les douanes thaïlandaises était compatible avec l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Les Philippines font valoir que l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane n'exige *pas* que l'administration des douanes utilise les données de la société se rapportant à l'année d'importation lorsqu'elles déterminent la valeur déductive.[25] Cela signifie que la détermination par les douanes thaïlandaises de la valeur déductive au moyen des renseignements financiers disponibles les plus récents était compatible avec l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

4.56 Puisque c'est la seule raison pour laquelle les Philippines contestent la détermination de la valeur en douane établie par les douanes thaïlandaises comme étant incompatible avec l'article 5, le Groupe spécial devrait rejeter l'allégation des Philippines au titre de cet article.[26] Étant donné que les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec l'article 5 en utilisant la méthode déductive, l'allégation des Philippines au titre de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane est sans fondement.

---

[20] Pièce PHL-74, liste des participants.

[21] Voir les pièces PHL-70 et PHL-74.

[22] La Thaïlande note qu'en raison d'une erreur typographique, la méthode n° 4 a été mentionnée par inadvertance comme étant la méthode n° 5 aux paragraphes 184 à 186 de sa première communication écrite.

[23] Pièce PHL-74, page 5.

[24] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.267.

[25] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 342 à 353.

[26] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 359.

b) Allégations au titre de l'article III du GATT de 1994

4.57 Le système de TVA thaïlandais applicable aux cigarettes a été conçu de façon à permettre à la Thaïlande d'assurer le recouvrement des taxes frappant toutes les ventes de toutes les cigarettes, tant nationales qu'importées, et ainsi à favoriser la réalisation des objectifs du pays en matière de fiscalité et de santé publique en ce qui concerne la vente des cigarettes sur le marché thaïlandais. C'est pourquoi la Thaïlande a décidé d'utiliser un prix fixe pour chaque marque de cigarettes comme base d'imposition aux fins de la TVA. Ce prix fixe est le MRSP, qui est déterminé et utilisé de la même manière à la fois pour les marques nationales et les marques importées.

4.58 Le mandat du Groupe spécial en ce qui concerne l'utilisation des MRSP comme base d'imposition pour la TVA est limité aux Avis relatifs aux MRSP en vigueur au moment de l'établissement du Groupe spécial qui sont énumérés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines. Les avis antérieurs relatifs aux MRSP (y compris ceux qui visent les cigarettes importées en 2006 et 2007) qui avaient été remplacés et avaient cessé d'avoir des effets juridiques à la date de l'établissement du Groupe spécial et qui ne figuraient pas dans la demande ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.

i) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article III:2 en utilisant le MRSP comme base d'imposition de la TVA

Les Philippines n'ont pas établi que toutes les cigarettes importées et toutes les cigarettes nationales étaient des "produits similaires"

4.59 Les Philippines font valoir que *toutes* les cigarettes importées et *toutes* les cigarettes nationales sont des "produits similaires" au sens de la première phrase de l'article III:2.[27] Elles ne formulent pas l'allégation selon laquelle les cigarettes importées et les cigarettes nationales sont "directement substituables ou directement concurrentes" au titre de la deuxième phrase de l'article III:2. La notion de "produits similaires" au sens de la première phrase de l'article III:2 doit être distinguée de celle de produits qui sont simplement "directement substituables ou directement concurrents." L'Organe d'appel a précisé qu'il fallait donner un sens étroit à la notion de "produits similaires" figurant dans la première phrase de l'article III:2[28]; et que seuls les "*produits parfaitement substituables* rel[evaient] de la première phrase de l'article III:2".[29]

4.60 Il y a au total de 19 marques nationales[30] et 86 marques importées[31] sur le marché thaïlandais. Toutefois, les éléments de preuve fournis par les Philippines au sujet des préférences des consommateurs se rapportent seulement à trois marques nationales et à deux marques importées. À ce jour, les Philippines n'ont pas fourni les éléments de preuve relatifs aux préférences des consommateurs pour la totalité des marques qui seraient nécessaires pour qu'elles s'acquittent de la charge de la preuve qui leur incombe.

4.61 Les éléments de preuve des Philippines concernant les cinq "principales marques de cigarettes" comprennent essentiellement des données sur ce que l'on pourrait appeler des ratios d'"adoption" et d'"abandon"[32], qui sont de piètres indicateurs de la perception des consommateurs en matière de substituabilité. Il apparaît aussi que les ratios d'adoption et d'abandon qui comparent la marque *Marlboro* et les marques nationales sont relativement faibles. Ces éléments de preuve

[27] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 464 à 486.
[28] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 20.
[29] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Boissons alcooliques*, paragraphe 118.
[30] Voir la pièce PHL-105.
[31] Voir la pièce PHL-77.
[32] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 477.

n'étayent pas la constatation selon laquelle les cinq "principales marques de cigarettes" sont des "produits similaires" "parfaitement substituables" au sens de la première phrase de l'article III:2. Par ailleurs, le fait qu'il y ait des différences de prix notables entre les marques de cigarettes indique que toutes ces marques ne peuvent pas être réputées être des produits "similaires".[33] Par conséquent, les Philippines ne se sont pas acquittées de la charge qui leur incombait de prouver que toutes les cigarettes importées et toutes les cigarettes nationales étaient des produits "parfaitement substituables" et donc des "produits similaires".

Les Philippines n'ont pas établi que la Thaïlande pratiquait une discrimination à l'égard des cigarettes importées

4.62 Les Philippines allèguent que les cigarettes importées sont frappées d'une taxe "supérieure" à celle qui frappe les cigarettes nationales parce que les MRSP applicables à pratiquement toutes les cigarettes importées sont plus élevés que les MRSP applicables à pratiquement toutes les cigarettes nationales. Toutefois, il importe peu que les MRSP applicables aux cigarettes importées soient plus élevés que les MRSP applicables aux cigarettes nationales. La détermination du point de savoir si une taxe intérieure établit une discrimination à l'égard des marchandises importées au sens de l'article III:2 est subordonnée au point de savoir si la base d'imposition applicable aux cigarettes importées et aux cigarettes nationales est établie et est appliquée d'une manière qui confère une protection aux cigarettes nationales. Le fait que la base d'imposition applicable à certaines cigarettes puisse être plus importante que la base d'imposition applicable à d'autres cigarettes ne donne aucune indication sur le point de savoir si la base d'imposition est discriminatoire au sens de l'article III:2.

4.63 Les Philippines font valoir aussi que les cigarettes importées sont frappées d'une taxe "supérieure" à celle qui frappe les cigarettes nationales, parce que le MRSP applicable aux marques importées est plus élevé que le prix de détail effectif, alors qu'"il n'y a *jamais* eu de tels écarts pour les cigarettes nationales".[34] En réalité, les éléments de preuve des Philippines n'étayent pas cette affirmation en ce qui concerne les cigarettes nationales. Même s'ils le faisaient, cela n'établirait pas que les MRSP sont établis d'une manière discriminatoire. Premièrement, l'article III:2 ne prescrit pas un système particulier d'imposition intérieure et il n'est pas incompatible avec l'article III:2 d'utiliser un prix fixe comme base d'imposition de la TVA. Une comparaison entre la base d'imposition choisie par un Membre (par exemple les MRSP) et une base d'imposition qui n'a *pas* été choisie par le Membre (par exemple le prix de détail) ne peut pas en elle-même établir que la base d'imposition du Membre est appliquée d'une manière incompatible avec l'article III:2. Les taxes *ad valorem* comme les taxes spécifiques (et un mélange de ces deux taxes) sont admissibles au titre de l'article III:2. Par conséquent, l'argument des Philippines tente simplement de montrer qu'il y a une différence entre le MRSP et le prix de détail pour une marque importée et non pour les marques nationales. Ce n'est pas un élément preuve indiquant l'existence d'une discrimination. Enfin, les cigarettes *Marlboro* sont vendues à un prix inférieur au MRSP parce que PM Thailand a pris la décision commerciale d'agir ainsi.[35] Les décisions commerciales des sociétés privées ne peuvent pas donner lieu à des violations par les Membres des obligations qui leur incombent au titre du GATT. L'article III:2 n'exige pas de la Thaïlande qu'elle modifie sa base d'imposition simplement parce que PM Thailand choisit de diminuer ses prix.

4.64 Enfin, les Philippines font valoir que les cigarettes importées sont frappées d'une taxe "supérieure" à celle qui frappe les cigarettes nationales parce qu'il y a des différences dans les

[33] À titre d'exemple, le prix de vente au détail recommandé pour les cigarettes importées commercialisées sous la marque *Marlboro* dépasse de [[xx.xxx.xx]] pour cent celui de la marque nationale *Wonder* et de [[xx.xxx.xx]] pour cent celui des marques nationales *Krongthip* et *Falling Rain*. Voir la première communication écrite des Philippines, paragraphe 498, tableau 4.

[34] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 499 (italique dans l'original).

[35] Voir la première communication écrite des Philippines, paragraphe 498, note 385.

méthodes utilisées pour déterminer les MRSP de 2006 et 2007. Comme il a été indiqué, les MRSP pour 2006 et 2007 (applicables aux cigarettes importées) ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Pour ces raisons, les Philippines n'ont pas établi *prima facie* que, dans le cadre du système de TVA thaïlandais, les cigarettes importées étaient frappées d'une taxe "supérieure" à celle qui frappait les cigarettes nationales au sens de l'article III:2 du GATT de 1994, et le Groupe spécial devrait rejeter leurs allégations.

4.65 En tout état de cause, les MRSP sont calculés de la même manière pour les marques importées et les marques nationales. Les points de départ pour les marques importées (le prix c.a.f. droits acquittés) et les marques nationales (le prix sortie usine) sont équivalents car chacun est le prix auquel les cigarettes sont introduites pour la première fois sur le marché thaïlandais. Le MRSP est fondé initialement sur le MRSP proposé par le fabricant et il est actualisé à chaque fois que les taux d'imposition applicables sont modifiés, ou pour tenir compte des modifications du prix c.a.f. ou du prix sortie usine du fabricant, ou lorsque le fabricant propose une modification compte tenu de la situation du marché.[36]

4.66 Les Philippines font valoir qu'en raison de l'ajustement périodique des MRSP, la charge de la TVA est parfois augmentée pour les cigarettes importées mais laissée inchangée pour les cigarettes nationales. Cela est dû au fait que les MRSP peuvent être ajustés en réponse à une demande du fabricant (de marques nationales ou de marques importées) et n'est pas un élément de preuve indiquant l'existence d'une discrimination dans la fixation des MRSP. Dans ces circonstances, il n'y a rien dans l'utilisation des MRSP comme base d'imposition dans le système de TVA choisi par la Thaïlande qui constitue une discrimination entre les cigarettes importées et les cigarettes nationales et, partant, une violation de l'article III:2.

ii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article III:2 du GATT de 1994 *en ce qui concerne l'imposition des reventes de cigarettes*

4.67 Les Philippines allèguent qu'en imposant [d'après les allégations] la revente des cigarettes importées mais pas la revente de cigarettes nationales, la Thaïlande agit d'une manière incompatible avec l'article III:2.[37] Toutefois, elles n'ont pas fourni d'éléments *prima facie*. Comme il ressort de la pièce THA-20, la charge fiscale pesant sur les cigarettes importées et sur les cigarettes nationales est exactement la même. Les explications des Philippines concernant le système de TVA thaïlandais aboutissent aussi à la même conclusion, à savoir que le montant de la TVA acquitté est exactement le même pour les cigarettes importées et pour les cigarettes nationales.[38] De plus, dans la pratique, les grossistes et les détaillants ne sont pas tenus d'acquitter une TVA nette sur les reventes de cigarettes, *que ce soit* des cigarettes importées ou des cigarettes nationales.[39] Par conséquent, le Groupe spécial devrait rejeter cette allégation.

iii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 en ce qui concerne les prescriptions administratives relatives à son système de TVA

4.68 Les Philippines allèguent que la Thaïlande agit d'une manière incompatible avec l'article III:4 parce qu'un revendeur de cigarettes importées est soumis à des prescriptions administratives qui ne sont pas imposées aux revendeurs de cigarettes nationales.[40] Toutefois, elles n'ont pas établi que des différences entre les prescriptions en matière de déclaration modifiaient les conditions de concurrence

[36] Les exemples fournis dans la pièce THA-19 illustrent ce mécanisme et comportent des exemples basés tant sur les marques nationales que sur des marques importées.
[37] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 517 et 546.
[38] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 529 à 537.
[39] Voir la pièce THA-20.
[40] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 553.

en faveur des cigarettes nationales ou avaient pour effet de soumettre les cigarettes importées à un traitement "moins favorable". Tout d'abord, les différences sont minimes: les grossistes et les détaillants sont tenus de faire figurer les ventes de cigarettes importées (ainsi que tous autres produits nationaux et importés soumis à la TVA) dans leur déclaration mensuelle de TVA et d'établir des factures fiscales et un relevé des entrées/sorties en ce qui concerne les ventes *soumises* à la TVA, tandis que ceux qui font exclusivement le commerce des cigarettes nationales exemptées de TVA ne sont pas tenus de présenter et de tenir à jour ces documents. Ils doivent toutefois tenir un relevé des recettes/dépenses équivalent en ce qui concerne les ventes de cigarettes nationales. En outre, grossistes et détaillants achètent et vendent généralement à la fois des cigarettes nationales et des cigarettes importées. Étant donné qu'il n'y a pas de chaînes de distribution différentes avec des grossistes et des détaillants vendant exclusivement soit des cigarettes nationales soit des cigarettes importées, tous les grossistes et les détaillants sont soumis aux mêmes prescriptions administratives.

4.69 La raison de cette légère différence de traitement tient au fait que comme le TTM est juridiquement responsable de *toutes* les taxes frappant les cigarettes vendues et comme il ne présente pas, en tant qu'entité gouvernementale soumise au contrôle et à la vérification des pouvoirs publics, de risque de paiement insuffisant des taxes, il n'est pas nécessaire de soumettre les revendeurs aux mécanismes normaux de déclaration, recouvrement et application de la TVA. Étant donné que les importateurs comme PM Thailand ne sont *pas* juridiquement responsables pour toutes les taxes frappant leurs cigarettes, il y a dans le cas des revendeurs de ces cigarettes le même risque de paiement insuffisant que dans toute autre vente d'un produit – national ou importé – soumis à la TVA. La revente des cigarettes importées est donc soumise aux mêmes mécanismes normaux de déclaration, recouvrement et application de la TVA que les autres produits soumis à la TVA. Les Philippines n'ont pas expliqué en quoi cette différence "modifi[ait] les conditions de concurrence sur le marché pertinent au détriment des produits importés".[41]

4.70 Si le Groupe spécial estime que les légères différences dans les prescriptions en matière de déclaration applicables aux ventes de cigarettes importées et de cigarettes nationales modifient les conditions de concurrence au détriment des produits importés, la Thaïlande fait observer que ces différences sont justifiables au titre du paragraphe d) et du texte introductif de l'article XX du GATT de 1994. Les cigarettes importées sont soumises aux mécanismes fondamentaux de déclaration, de recouvrement et d'application prévus dans la législation de la Thaïlande en matière de TVA. Ces mesures sont nécessaires pour assurer le respect de la législation en matière de TVA en ce sens qu'on voit difficilement comment la Thaïlande pourrait appliquer son système de TVA *sans* exiger des assujettis à la TVA la tenue et la présentation des documents demandés. Étant donné que ces mesures sont appliquées à tous les produits, importés ou nationaux, soumis à la TVA, elles ne sont pas appliquées de façon à constituer soit une discrimination arbitraire ou injustifiable soit une restriction déguisée au commerce international. Les prescriptions de la Thaïlande en matière de déclaration de TVA représentent un niveau de bureaucratie minimal pour *tout* système d'imposition et relèvent donc bel et bien de l'article XX d) et du texte introductif de l'article XX.

[41] Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 93.

c) Allégations au titre de l'article X du GATT de 1994

i) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 a) en ce qui concerne sa participation au TTM

4.71 Les Philippines affirment que la Thaïlande agit d'une manière incompatible avec l'article X:3 a) parce que les fonctionnaires gouvernementaux qui sont administrateurs du TTM ont aussi un pouvoir décisionnel en ce qui concerne les cigarettes importées et les cigarettes nationales.[42] Elles font valoir que cela crée un danger intrinsèque car ces fonctionnaires "*pourraient* utiliser leurs prérogatives de pouvoirs publics d'une manière qui confère un avantage concurrentiel à leur propre société, le TTM, et à ses produits".[43] Toutefois, l'article X:3 a) doit être interprété pour examiner uniquement la manière dont les Membres appliquent effectivement leurs lois, et non pour examiner les perceptions ou les risques liés à la manière dont les Membres *pourraient* appliquer leurs lois.

4.72 L'allégation des Philippines ne fait pas référence à la manière dont la Thaïlande applique effectivement ses "lois, règlements, décisions judiciaires et administratives". Elle porte exclusivement sur la façon dont la Thaïlande pourrait appliquer ses lois et règlements douaniers, et non sur la façon dont la Thaïlande le fait effectivement. En outre, les seuls éléments de preuve fournis par les Philippines sont deux déclarations du Ministre des finances thaïlandais parues dans la presse. Ces déclarations ne sont pas des éléments de preuve suffisants pour étayer une allégation selon laquelle la Thaïlande n'a pas appliqué sa législation douanière et fiscale d'une manière raisonnable et impartiale au titre de l'article X:3 a).

4.73 L'interprétation de l'article X:3 a) proposée par les Philippines qui consiste à examiner les "risques" liés à la façon dont les Membres "pourraient" appliquer leurs lois élargirait la portée de cette disposition pour imposer des obligations additionnelles auxquelles les Membres, y compris les Philippines, ne pourraient absolument pas satisfaire. L'article X:3 a) avait pour but de traiter les situations dans lesquelles le risque lié à une mesure inappropriée des pouvoirs publics deviendrait réalité, et non pas de supprimer entièrement la possibilité d'un tel risque.

4.74 Au titre de l'article XVII du GATT de 1994, la Thaïlande a le droit de maintenir et d'exploiter des entreprises d'État telles que le TTM. L'article X:3 a) ne règlemente pas la manière dont les Membres exercent leurs droits souverains quant à la structure de leurs entreprises d'État ou, de fait, de leurs Départements des douanes et des droits d'accise. En ce sens, l'allégation des Philippines est, en fait, une attaque contre le droit souverain du gouvernement thaïlandais de maintenir et d'exploiter une entreprise d'État. Le Groupe spécial ne devrait pas donner de cette disposition une lecture qui inclut des obligations additionnelles limitant les droits des Membres de maintenir des entreprises d'État et de décider pour eux-mêmes de la façon dont ils exerceront le contrôle sur ces entreprises.

4.75 Le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs* n'étaye pas la position des Philippines. Cette affaire mettait en jeu la présence d'acteurs du secteur privé dans le processus de dédouanement à l'exportation. Comme le Groupe spécial l'a noté, toutefois, le gouvernement a un intérêt juridique pertinent dans la transaction. De plus, cette affaire concernait l'accès *effectif* aux renseignements, et non pas le *risque* d'accès. Enfin, il existe plusieurs contrôles obligeant les fonctionnaires du gouvernement thaïlandais à agir d'une manière compatible avec la loi dans l'exercice de leurs fonctions.

[42] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 69 à 87 et paragraphe 714, premier point.

[43] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 79 (pas d'italique dans l'original).

ii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 a) et X:3 b) en ce qui concerne "les tribunaux administratifs aux fins de la révision dans les moindres délais"

4.76 Les Philippines allèguent que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994 "parce qu'elle n'a pas veillé à ce que les recours administratifs formés à l'encontre des décisions en matière d'évaluation en douane soient réglés dans les moindres délais".[44] Toutefois, les Philippines n'expliquent pas en quoi le texte de l'article X:3 a) impose un délai spécifique pour l'achèvement des procédures administratives. L'article X:3 a) n'avait pas pour objet d'imposer aux Membres des délais absolus dans lesquels ils devraient achever ces procédures administratives. En l'absence d'un tel délai à l'article X:3 a), le Groupe spécial ne devrait pas interpréter le terme "raisonnable" comme imposant des délais spécifiques pour les procédures administratives des Membres lorsque le texte n'en prescrit aucune.

4.77 Même si l'article X:3 a) pouvait être interprété comme comportant des normes régissant l'achèvement des procédures administratives, les Philippines n'ont pas établi que des retards dans la procédure administrative de la Thaïlande étaient "déraisonnables" compte tenu du temps mis par d'autres Membres de l'OMC dans des situations semblables pour achever des procédures semblables ou compte tenu de l'accumulation des appels dont la Thaïlande a été saisie après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'évaluation en douane. En outre, les Philippines n'ont pas fourni d'indications quant à la façon dont le Groupe spécial devrait déterminer quels délais seraient incompatibles avec l'article X:3 sur la base de l'une quelconque des méthodes d'interprétation prévues dans les articles 31 et 32 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Par conséquent, les Philippines n'ont pas établi que le traitement par la BoA des appels formés par PM Thailand était un comportement "déraisonnable" au sens de l'article X:3 a).

4.78 Les Philippines font valoir aussi que le temps mis pour traiter ces appels constitue une violation de l'article X:3 b). Toutefois, l'article X:3 b) s'applique seulement aux tribunaux ou procédures "indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives".[45] L'article X:3 b) ne s'applique pas à la BoA car elle n'est pas "indépendante" des douanes thaïlandaises.

iii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 b) en ce qui concerne les appels formés contre l'imposition de garanties

4.79 Les Philippines font valoir que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article X:3 b) du GATT de 1994 en ne prévoyant pas de possibilité d'appel contre l'imposition de garanties en attendant l'estimation finale des droits.[46] Toutefois, elles ne présentent absolument aucun élément de preuve à l'appui de leur allégation, qui doit donc être rejetée. En fait, l'article 42 de la Loi thaïlandaise sur l'établissement d'un Tribunal administratif et des procédures applicables devant les tribunaux administratifs, B.E. 2542 (1999), prévoit un droit de contester toutes les mesures administratives des pouvoirs publics thaïlandais (telles qu'elles sont décrites à l'article 9), y compris les ordonnances imposant des garanties. Par conséquent, contrairement à ce que les Philippines affirment, la législation thaïlandaise fournit aux importateurs les moyens de contester les garanties.

4.80 En tout état de cause, l'article X:3 b) du GATT de 1994, lu à la lumière des dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane, ne confère pas un droit d'appel concernant les montants des garanties exigées en attendant l'estimation finale des droits de douane visant les importations. Alors que l'article 11:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane prévoit un droit d'appel concernant toute

[44] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 94 à 100 et paragraphe 714, deuxième point.

[45] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, note de bas de page 894.

[46] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 101 à 113 et paragraphe 714, troisième point.

"détermination de la valeur en douane", l'article 13 ne comporte aucune disposition en vue d'un appel concernant les garanties semblable à celui qui est prévu à l'article 11.

iv) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 a) dans son application du système de TVA

4.81 Les Philippines allèguent que la Thaïlande n'applique pas son système de TVA d'une manière compatible avec l'article X:3 a).[47] Selon elles, cela est incompatible avec l'article X:3 a), parce que l'utilisation de points de départ différents pour déterminer les MRSP à des périodes différentes ne constitue pas une application uniforme, raisonnable et impartiale de la loi. Cette allégation ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elle n'est pas formulée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines. Rien dans ladite demande ne donne à penser que les Philippines ont eu l'intention de formuler une allégation au titre de l'article X:3 concernant la façon dont la Thaïlande calculait les MRSP. Les Philippines n'ont pas "établi[] explicitement un lien" entre l'utilisation de valeurs de garantie pour calculer les MRSP et les obligations découlant de l'article X:3 a) du GATT de 1994 d'une manière qui "énonce clairement le problème".[48] De surcroît, la base factuelle de cette allégation est avant tout constituée des Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006 et de mars 2007, qui ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. Par conséquent, le Groupe spécial devrait constater qu'il ne peut pas traiter cette allégation parce qu'elle ne relève pas de son mandat. Toutefois, s'il devait examiner cette allégation, il devrait constater qu'elle n'est pas juridiquement fondée.

4.82 Les Philippines allèguent que la Thaïlande était obligée au titre de l'article X:3 a) d'utiliser la valeur transactionnelle comme base du MRSP, même lorsque les douanes thaïlandaises avaient un doute quant à la valeur transactionnelle et exigeaient donc des garanties de PM Thailand en attendant la détermination finale de la valeur en douane.

4.83 L'article X:3 a) n'a pas pour but de limiter le pouvoir discrétionnaire qu'ont les organismes administratifs d'appliquer leurs règles au cas par cas lorsque des entités différentes se trouvent dans des situations de fait différentes. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué, "[d]es résultats différents dans l'application d'une loi ou d'une disposition ne sont pas nécessairement révélateurs d'une application non uniforme de la loi elle-même, mais peuvent aussi bien découler de l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire dans l'application de la loi ou des circonstances propres à l'affaire".[49] L'Organe d'appel a aussi noté que "l'article X:3 a) du GATT de 1994 n'exige[ait] pas l'uniformité des processus administratifs".[50] Par conséquent, si le Groupe spécial examinait cette allégation, il devrait constater que les Philippines n'ont établi ni en fait ni en droit que la Thaïlande avait agi d'une manière incompatible avec l'article X:3 a) en ce qui concerne l'application de son système de TVA.

[47] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 562 à 611 et paragraphe 716, quatrième point.

[48] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162.

[49] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 216.

[50] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 227.

v) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:1 en ce qui concerne les règles relatives à la TVA et aux prix sortie usine

4.84 Les Philippines allèguent que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas la méthode permettant de déterminer les MRSP[51] ni les règles relatives à la détermination du prix sortie usine (qui sont utilisées dans la détermination des MRSP).[52] Toutefois, l'Organe d'appel a dit que "[l]'article X:1 du *GATT de 199*4 précis[ait] que l'article X ne vis[ait] pas des transactions spécifiques, mais plutôt des règles "d'application générale".[53] Pour cette raison, "le traitement particulier accordé à chaque expédition ne peut cependant pas être considéré comme une mesure "d'application générale" au sens de l'article X".[54]

4.85 Les Philippines font valoir que la Thaïlande doit publier à la fois la "méthode globale" utilisée et les "données utilisées" dans la détermination des MRSP et du prix sortie usine qui a été utilisé comme base pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision applicables aux cigarettes nationales. En ce qui concerne la "méthode globale" utilisée pour déterminer les MRSP, elle est indiquée au début de chaque avis publié concernant les MRSP. S'agissant de la "méthode globale" utilisée pour déterminer le prix sortie usine, la Thaïlande a publié les articles 5*ter* et 5*quater* de la Loi sur le tabac B.E. 2509 et l'*Avis sur le prix sortie usine du tabac et du tabac à chiquer*, qui indiquent comment doit être calculé le prix sortie usine. Par conséquent, l'allégation des Philippines selon laquelle la Thaïlande n'a pas publié la "méthode globale" utilisée pour déterminer les MRSP et les prix sortie usine doit être rejetée.

4.86 De plus, les Philippines allèguent que "les règles et les *données* publiées doivent permettre aux commerçants de comprendre comment un prix sortie usine particulier a été établi et de vérifier les calculs sur lesquels repose ce prix"[55] et que la Thaïlande doit publier les "*méthodes, formules et données* utilisées pour déterminer les MRSP".[56] Toutefois, l'article X:1 n'exige pas la publication par société ou par transaction des déterminations telles que la détermination d'un prix sortie usine particulier ou le calcul des MRSP par marque. L'allégation des Philippines concernant la publication d'éléments détaillés, spécifiques à une société ou confidentiels de ces calculs doit être rejetée.

vi) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:1 en ce qui concerne les règles relatives aux garanties

4.87 Les Philippines allèguent que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas les lois ou règlements régissant la libération des garanties pour le montant potentiellement exigible pour la taxe sanitaire, les droits d'accise et la redevance télévision.[57] La libération des garanties est régie par les dispositions de la Loi douanière régissant l'estimation finale des droits de douane (à savoir les articles 112*bis* et 112*quad* de la Loi douanière). Étant donné que la libération des garanties a lieu dans le contexte de l'estimation finale, il n'y a pas besoin d'une disposition législative autre que les dispositions régissant l'estimation finale pour traiter séparément la libération des garanties. Comme les Philippines le reconnaissent en fait, c'est ce qui se passe dans la pratique douanière thaïlandaise.

---

[51] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 446 à 457 et paragraphe 716, premier point.

[52] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 639 à 648 et paragraphe 717, premier point.

[53] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 111, *citant* le rapport du Groupe spécial *CE – Volailles*, paragraphe 269.

[54] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 113.

[55] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 646 (pas d'italique dans l'original) et 448.

[56] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 448 (italique dans l'original).

[57] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 649 à 653, 717, deuxième point.

4.88 L'article X régit la publication et l'application des règles, non la teneur substantielle des règles elles-mêmes.[58] Les Philippines n'indiquent pas de règle d'application générale existante de la législation thaïlandaise que la Thaïlande n'a pas publiée. Au lieu de cela, elles font valoir que la Thaïlande *devrait* avoir une règle d'application générale concernant la libération des garanties et devrait la publier. Le Groupe spécial ne devrait pas leur permettre de convertir l'obligation de publication énoncée à l'article X:1 en une obligation d'avoir des dispositions de fond particulières. En conséquence, il devrait rejeter l'allégation des Philippines.

vii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 dans son application des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision

4.89 Les Philippines allèguent que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article X:3 a) du GATT de 1994 dans son application des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision[59], faisant valoir que dans les affaires dans lesquelles les douanes thaïlandaises rejettent la valeur en douane déclarée et fixent des droits sur la base d'une valeur c.a.f. plus élevée et où, par la suite, la valeur en douane est réduite à l'issue d'un appel administratif ou judiciaire, la base sur laquelle les taxes ont été estimées initialement devient, d'après les allégations, "illégale".[60] Si les Philippines font valoir que la Thaïlande applique ses lois d'une manière incompatible avec l'article X:3 a) simplement parce que la valeur c.a.f. est parfois révisée, il ne peut y avoir violation d'une obligation dans le cadre de l'OMC. En tout état de cause, les exportateurs peuvent demander le remboursement chaque fois que la valeur c.a.f. utilisée comme base pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision est révisée à la baisse. Les Philippines font aussi valoir que l'application de ces lois n'est pas "impartiale" au titre de l'article X:3 a) parce que si la base d'imposition applicable aux cigarettes importées peut être révisée dans le cadre du processus douanier, la base d'imposition applicable aux cigarettes importées appliquée aux cigarettes nationales ne peut pas être révisée de la même manière. Toutefois, elles ne présentent pas d'éléments de preuve à l'appui de cette allégation.

3. Conclusion

4.90 La Thaïlande demande au Groupe spécial de constater que les Philippines n'ont pas établi que la Thaïlande avait agi d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'une quelconque des dispositions des accords visés cités par les Philippines. Le présent différend est singulier parce que les Philippines se plaignent de différents actes qui sont achevés (dont, entre autres choses, l'évaluation de [[xx.xxx.xx]] marchandises importées énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et l'infraction alléguée à l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane), et non de mesures qui produisent encore des effets à la date de l'établissement du Groupe spécial. Dans l'éventualité où le Groupe spécial constaterait que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec ses obligations dans le cadre de l'OMC en ce qui concerne l'un quelconque de ces actes achevés, il devrait, conformément aux indications données par des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel[61], s'abstenir de formuler des recommandations au sujet de ces actes achevés.

[58] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 115. Voir aussi le rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.400.

[59] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 654 à 684 et paragraphe 717, troisième point.

[60] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 659 et 660.

[61] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphes 7.363, 7.393, 7.419; le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphes 81 et 129.

C. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES PHILIPPINES À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

1. Les rôles antagoniques des administrateurs du TTM violent l'article X:3 a)

4.91 La Thaïlande viole l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce que les hauts fonctionnaires du gouvernement thaïlandais appliquant les règles douanières et fiscales aux cigarettes sont simultanément administrateurs du TTM. Dans le cadre de ces fonctions, ces personnes doivent promouvoir les intérêts commerciaux du TTM en concurrence avec les cigarettes étrangères et elles reçoivent un bonus financier personnel établi sur la base des résultats du TTM. Le Directeur général des droits d'accise et Président du TTM, M. Tamwatin, a affirmé publiquement, entre autres choses, qu'il faudrait exercer les prérogatives de puissance publique afin de protéger le TTM en interdisant les cigarettes importées, à moins que les prix ne soient augmentés au niveau des nouveaux MRSP annoncés par son Département. En outre, M. Tamwatin a divulgué publiquement, en violation de l'article X:3 a) et de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les valeurs transactionnelles déclarées confidentielles par PM Thailand.

4.92 Ce mode d'application n'est ni "raisonnable" ni "impartial" et pourrait avoir un effet négatif sur la situation concurrentielle des cigarettes importées du fait des droits de douane et taxes plus élevés. L'article X:3 a) exige que les décideurs n'aient pas d'intérêts commerciaux ou financiers personnels dans les décisions qu'ils prennent. Contrairement à ce que la Thaïlande fait valoir, la manière de structurer et d'organiser les pouvoirs publics est l'essence même de l'"application" au titre de l'article X:3 a), comme l'a constaté le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs.* La Thaïlande allègue aussi à tort que l'article X:3 a) exige de vérifier l'existence d'un dommage commercial; de fait, cet article exige "de savoir s'il y a eu *une incidence éventuelle sur la situation concurrentielle* [des importations] en raison d'une application des règles … douani[ères] dont il est allégué qu'elle serait partiale, déraisonnable et non uniforme".

2. Les retards concernant les appels violent l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994

4.93 La Thaïlande viole aussi l'article X:3 a) et X:3 b) en ne maintenant pas de tribunaux indépendants qui révisent les décisions douanières dans les moindres délais. Elle a différé d'une manière déraisonnable le règlement d'un grand nombre d'appels formés devant la BoA entre mars 2002 et mars 2003. En fait, la dernière réunion de la BoA au sujet de ces appels a eu lieu en septembre 2005. Ces longs délais de six à sept ans établissent *prima facie* que la Thaïlande n'a pas satisfait à l'obligation qu'elle avait de maintenir des procédures permettant d'atteindre l'objectif d'un "examen dans les moindres délais" requis à l'article X:3 b), conformément au rapport du Groupe spécial *Colombie – Bureaux d'entrée*. Même si la BoA n'est *pas* un tribunal indépendant au sens de l'article X:3 b), l'allégation au titre de l'article X:3 b) tient toujours en raison du délai pour permettre la révision indépendante d'une *décision initiale*. Dans cette affaire, ces délais de six à sept ans qui courent encore pour arriver à une décision initiale concernant l'évaluation, qui soit susceptible de faire l'objet d'un appel devant un tribunal indépendant sont aussi tout à fait déraisonnables au titre de l'article X:3 a).

3. Violations de l'Accord sur l'évaluation en douane pour cause de rejet de valeurs transactionnelles déclarées

4.94 La Thaïlande a rejeté les valeurs transactionnelles valablement déclarées d'un grand nombre d'importations sans respecter les conditions énoncées aux articles 1:1, 1:2, 1:2 a) et 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Elle n'a pas fourni de "motif suffisant" au titre de l'article 1:2 a) pour rejeter ces valeurs déclarées lorsqu'elle s'est appuyée sur le fait allégué que PM Thailand ne s'était pas acquittée de la "charge" qui lui incombait de prouver que ses liens avec PM Philippines n'avaient pas influencé le prix de ses cigarettes. En outre, le nouvel argument de la Thaïlande selon lequel

"PM Thailand *n'a pas présenté d'éléments de preuve* et *n'a pas pris d'autres mesures* pour s'acquitter de la charge qui lui incombait de prouver que les liens n'avaient pas influencé le prix" est contredit par les éléments de preuve considérables que lui a fournis PM Thailand à l'appui de ses valeurs transactionnelles déclarées. À supposer même que les douanes thaïlandaises aient eu un "doute" légitime quant aux valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand en août 2006, plusieurs facteurs montrent qu'elles n'ont pas examiné les circonstances de la vente, en violation de l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane, ce qui comprend le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007; une analyse de l'application de critères déductifs par les douanes thaïlandaises; et l'acceptation par les douanes thaïlandaises de la valeur transactionnelle pour [[xx.xxx.xx]] marchandises importées au moment ou à peu près au même moment que les marchandises dont la valeur transactionnelle a été rejetée.

4.95 Les éléments de preuve montrent aussi qu'*avant* de prendre une décision finale, la Thaïlande n'a pas informé PM Thailand des "motifs [qu'elle avait] de considérer que les liens [avaient] influencé le prix", comme le prescrivait l'article 1:2 a). Contrairement à ce que la Thaïlande fait valoir, ni la lettre du 12 avril 2007 ni le compte rendu (qui n'a jamais été remis par écrit) ne correspondaient à la communication requise des motifs qui devait donner à PM Thailand la possibilité de répondre. La constatation des autorités selon laquelle il n'avait pas été satisfait à l'obligation de s'acquitter de la charge de la preuve ne constitue pas un "motif" au titre de l'article 1:2 a). De fait, les "motifs" doivent concerner les faits et les éléments de preuve spécifiques dont disposent les autorités et indiquer les insuffisances constatées par les autorités dans les éléments de preuve. En outre, les Philippines contestent l'affirmation de la Thaïlande selon laquelle PM Thailand était représentée à la réunion du 6 mars 2007. Enfin, les éléments de preuve montrent qu'après avoir pris une décision finale, la Thaïlande n'a pas remis à PM Thailand une "explication écrite de la manière dont la valeur en douane des marchandises importées par [elle] [avait] été déterminée", ni fourni une explication suffisamment détaillée et motivée de sa décision finale pour permettre à l'importateur de comprendre comment et pourquoi les autorités avaient déterminé les valeurs en douane estimées, comme l'exigeait l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

4. Violations par la Thaïlande des articles 5 et 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane

4.96 Ayant rejeté les valeurs transactionnelles, la Thaïlande a violé les articles 5 et/ou 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Même si elle fait valoir qu'elle a utilisé l'article 5 pour évaluer les marchandises de PM Thailand, les éléments de preuve donnent à penser qu'elle a utilisé l'article 7. Si la Thaïlande a utilisé l'article 5, elle a violé cette disposition en ne déduisant pas: les rabais sur ventes, les coûts du transport intérieur, les montants versés au titre de la taxe provinciale. Si elle a utilisé l'article 7, elle a violé l'article 5 en n'utilisant pas cette disposition alors qu'elle aurait dû le faire, et aussi l'article 7:1 parce qu'elle n'a pas déterminé la valeur en douane par des "moyens raisonnables".

5. Violation par la Thaïlande de l'article X:3 b) du GATT de 1994

4.97 La Thaïlande viole l'article X:3 b) du GATT de 1994 parce que la législation thaïlandaise ne ménage pas à un importateur le droit de faire appel d'une décision des douanes thaïlandaises imposant une "valeur de garantie" sur des marchandises importées. L'ordonnance imposant une garantie est une mesure finale et complète concernant des questions douanières, et elle a une incidence immédiate sur la situation concurrentielle et l'accès au marché pour les importations. Les décisions judiciaires thaïlandaises, les avis juridiques des experts en droit thaïlandais et les écrits doctrinaux établissent qu'un importateur n'a pas un droit indépendant de demander la révision *des ordonnances imposant une valeur de garantie*.

6. Allégations au titre de l'article X:1 relatives à la TVA

4.98 La Thaïlande viole l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas la méthode de calcul ni les données utilisées pour calculer les MRSP, qui constituent la base d'imposition. Les Philippines contestent les éléments de preuve communiqués par la Thaïlande au sujet du calcul des MRSP.

4.99 Les Avis relatifs aux MRSP sont des décisions administratives d'application générale au sens de l'article X:1 parce qu'ils établissent des règles prospectives régissant le prix maximum et la TVA acquittée sur les ventes futures de cigarettes. La protection des données confidentielles au titre de l'article X:1 n'est pas une excuse pour ne pas publier les données *non confidentielles* qui constituent un "élément essentiel" d'une décision administrative.

7. La Thaïlande viole l'article III:2 du GATT de 1994

4.100 Les éléments de preuve montrent qu'en Thaïlande, *toutes* les cigarettes nationales et importées en Thaïlande sont des produits "similaires" sur la base des caractéristiques physiques; des utilisations finales; des goûts et préférences des consommateurs; et du classement tarifaire. Par ailleurs, toutes les cigarettes font l'objet d'un traitement réglementaire identique. Les éléments de preuve montrant que les consommateurs passent d'une marque de cigarettes à une autre ayant un prix différent, essentiellement en réponse à des variations des prix, indiquent que les produits sont substituables. Les éléments de preuve montrent aussi qu'il y a une forte corrélation entre les variations de la demande des consommateurs concernant les marques nationales et les marques importées, et les variations des prix de ces marques. Cela confirme que toutes les cigarettes sont "similaires".

4.101 Il existe une discrimination au sens de l'article III:2 parce que les cigarettes importées supportent une charge fiscale plus élevée que les cigarettes nationales similaires en raison de la décision des pouvoirs publics thaïlandais de fixer pour les importations une base d'*imposition* plus élevée, assortie du *même* taux d'imposition. De surcroît, les pouvoirs publics thaïlandais évaluent systématiquement les importations au-dessus du niveau du marché, alors qu'ils évaluent systématiquement les produits nationaux au niveau du marché. La méthode de calcul du MRSP établit une discrimination en faveur des produits nationaux parce qu'un montant plus élevé est systématiquement ajouté pour les coûts de commercialisation des produits importés.

4.102 De plus, la législation thaïlandaise exempte de la TVA les revendeurs de cigarettes nationales mais pas les revendeurs de cigarettes importées. Cette discrimination *de jure* à l'égard des importations n'est pas une "*caractéristique fondamentale* de tout système de TVA", comme la Thaïlande le fait valoir, mais plutôt un cas typique de discrimination au titre de la première phrase de l'article III:2.

8. La Thaïlande viole l'article III:4 du GATT de 1994

4.103 La Thaïlande impose des prescriptions administratives plus lourdes sur les reventes de cigarettes importées que sur les reventes de cigarettes nationales. La raison en est que les reventes de cigarettes importées sont soumises à la TVA, alors que les reventes de cigarettes nationales ne le sont pas. Un avis juridique d'expert confirme l'existence de prescriptions plus lourdes pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales, qui, s'il n'y est pas satisfait, entraînent le refus des crédits d'impôt pour la TVA acquittée sur les cigarettes importées et des sanctions. Enfin, la Thaïlande n'a pas présenté de justification valable au regard de l'article XX d) en ce qui concerne cette exemption discriminatoire de la TVA ou les prescriptions en matière de déclaration moins lourdes qui sont appliquées aux cigarettes nationales.

9. Le système de TVA thaïlandais viole l'article X:3 a) du GATT de 1994

4.104 Rien ne justifie l'allégation procédurale formulée par la Thaïlande au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord en ce qui concerne la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines. Rien n'obligeait les Philippines à expliquer pourquoi diverses mesures concernant la TVA étaient appliquées d'une manière contraire à l'article X:3 a). Conformément à la jurisprudence de l'Organe d'appel, une telle déclaration n'est pas requise par l'article 6:2 car il s'agit d'un argument, et non d'une mesure ou d'une allégation.

4.105 La Thaïlande n'applique pas la TVA d'une manière uniforme, raisonnable et impartiale. Le fait qu'elle utilise alternativement la valeur en douane estimée et une valeur de garantie comme base de calcul du MRSP aboutit à une application non uniforme. L'utilisation par la Thaïlande d'une valeur de garantie, qui est une estimation provisoire du montant des droits de douane potentiellement exigible, n'est pas une base "raisonnable" pour calculer une base d'imposition *définitive* fondée sur le MRSP. Suivant cette approche, une valeur de garantie est traitée comme ayant un caractère définitif, ce qui est incompatible avec son statut juridique provisoire. Par ailleurs, le fait que la Thaïlande ne calcule pas les MRSP en utilisant les critères généralement applicables énoncés dans la législation nationale est également déraisonnable. Enfin, le calcul du MRSP au moyen de valeurs de garantie, ainsi que de droits de douane et de taxes intérieures théoriques, entraîne une application partiale. Les éléments de preuve démontrent que seules les cigarettes importées sont soumises à un MRSP dont la base de calcul est une valeur *provisoire*.

10. La non-publication de la base du prix sortie usine est une violation de l'article X:1

4.106 La Thaïlande a violé l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas la méthode ni les données utilisées pour calculer le prix sortie usine, qui est la base d'imposition pour les cigarettes nationales aux fins des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision. Les déterminations remarquablement constantes des prix sortie usine faites par le TTM au cours des huit dernières années soulignent qu'il est nécessaire que la Thaïlande publie les règles et mettent en lumière l'incidence de cette non-publication.

4.107 La Thaïlande viole aussi l'article X:1 en ne publiant pas les règles régissant la libération des garanties recouvrées au titre des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision. Le témoignage des experts confirme qu'en droit thaïlandais, les dispositions de la Loi douanière mentionnées par la Thaïlande n'incluent pas les règles et procédures relatives à la libération des garanties. Par conséquent, bien que la Thaïlande fasse valoir que "les garanties doivent être remboursées", elle n'a pas publié les règles traitant les questions procédurales de base relatives au remboursement.

4.108 La Thaïlande viole l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce que, dans les cas où la valeur en douane initialement estimée par les douanes thaïlandaises est réduite en appel, elle procède a) à une application non uniforme en utilisant *deux* bases d'imposition *différentes* pour les *mêmes marchandises*: parfois le prix c.a.f. droits acquittés *correct* et parfois un montant basé sur une *estimation de la valeur en douane incorrecte*; b) à une application déraisonnable en recouvrant des taxes en utilisant comme base d'imposition une valeur en douane incorrecte, ce qui n'a pas de fondement dans la législation thaïlandaise; et c) à une application partiale en appliquant les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision aux cigarettes importées sur une base majorée qui n'a pas de fondement dans la législation thaïlandaise, alors que les cigarettes nationales ne sont jamais imposées sur une base supérieure au prix sortie usine.

4.109 Dans leurs avis juridiques, les experts expliquent que les dispositions juridiques citées par la Thaïlande ne donnent pas aux importateurs le droit d'obtenir le remboursement des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision lorsque la base d'imposition est réduite, comme l'allègue

la Thaïlande. Ils notent que la Loi sur le tabac, qui impose les droits d'accise, ne prévoit pas non plus un tel droit. En outre, aucune règle publiée n'énonce de procédures régissant le remboursement des droits d'accise. Le droit à un remboursement de la taxe sanitaire et de la redevance télévision prévu par la loi est subordonné au remboursement des droits d'accise, et il n'y a pas non plus de procédures pour le remboursement de ces taxes. Le moyen de défense invoqué par la Thaïlande n'est donc pas étayé par les faits.

11. Demande d'établissement des faits au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord

4.110 Les Philippines demande à nouveau au Groupe spécial de demander les renseignements énumérés au paragraphe 712 de leur première communication écrite, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord.

D. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DE LA THAÏLANDE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

1. Introduction

4.111 La Thaïlande se demande dans quelle mesure les procédures de règlement des différends peuvent être utiles pour traiter de questions qui, dans les faits, ont déjà été résolues. S'agissant des préoccupations que les Philippines avaient au sujet d'actions prises dans le passé par la Thaïlande, ces préoccupations avaient été dissipées au moment où les Philippines ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. Par exemple, les douanes thaïlandaises ont utilisé les valeurs déclarées par PM Thailand comme valeurs en douane dès septembre 2007, bien plus d'une année avant le dépôt de la demande d'établissement d'un groupe spécial. De même, s'agissant des allégations des Philippines concernant les MRSP qui sont fondés sur les MRSP de 2006 et 2007, ces MRSP ont été révisés et remplacés avant le dépôt de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

2. Allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane

4.112 Pour trancher les allégations présentées au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane, le Groupe spécial devra examiner la question de savoir quelle partie, l'importateur (dans la présente affaire, une grande société multinationale) ou l'administration des douanes, a la charge d'établir la fiabilité d'un prix de transfert comme base de détermination de la valeur en douane. Le texte de l'Accord sur l'évaluation en douane et, de fait, des sources supplémentaires comme le Comité technique de l'évaluation en douane de l'OMC, indiquent clairement que lorsqu'il y a des doutes, cette charge incombe à l'importateur. Comme la Thaïlande l'a expliqué dans sa première communication, dans la présente affaire, l'importateur ne s'est pas acquitté de cette charge.

4.113 Le fait que l'importateur ne s'est pas acquitté de la charge qui lui incombait signifie que l'administration des douanes n'est plus tenue de considérer la valeur transactionnelle comme étant la valeur en douane. En outre, le fait que l'importateur ne s'est pas acquitté de cette charge peut affecter le type de renseignement qui est présenté à l'administration des douanes et peut être utilisé pour déterminer la valeur en douane suivant les autres méthodes prévues par l'Accord sur l'évaluation en douane. En examinant comment une administration des douanes doit procéder lorsqu'une société multinationale ne s'acquitte pas de la charge qui lui incombe d'établir que la valeur transactionnelle est fiable, le Groupe spécial devrait s'assurer qu'il n'adopte pas d'interprétations qui limiteraient le droit des administrations des douanes des Membres de demander et d'obtenir des renseignements auprès des importateurs ou qui inciteraient les importateurs à ne pas coopérer avec les administrations des douanes pour lever les doutes quant à la fiabilité d'un prix de transfert pour déterminer la valeur en douane.

3. Allégations au titre de l'article III du GATT de 1994

4.114 La Thaïlande utilise la même méthode pour établir la base d'imposition de la TVA que ce soit pour les cigarettes nationales ou pour les cigarettes importées. Comme aucune discrimination à l'égard des importations ne découle de cette méthode, il ne peut pas être constaté que la Thaïlande agit d'une manière incompatible avec l'article III:2 tant que la méthode est appliquée de façon impartiale aux produits nationaux et aux produits importés. De plus, les Philippines ont la charge de prouver que cette méthode est appliquée non pas de façon impartiale mais d'une manière telle qu'elle établit une discrimination à l'égard des importations. Dans leur première communication, les Philippines ne se sont pas acquittées de la charge qui leur incombait. Leur principal argument était que les MRSP étaient discriminatoires parce que le MRSP pour les cigarettes *Marlboro* était supérieur au prix de vente au détail effectif de ces cigarettes. Cela ne démontre pas que la méthode de détermination des MRSP est appliquée d'une manière discriminatoire. La Thaïlande n'est pas tenue au titre de l'article III:2 d'utiliser le prix de vente effectif des cigarettes comme base d'imposition. Elle n'est pas non plus tenue de *diminuer* la base d'imposition simplement parce que PM Thailand – ou même un grossiste ou un détaillant – prend la décision commerciale de vendre des cigarettes PM à des prix inférieurs au MRSP.

4.115 Les MRSP des cigarettes nationales comme des cigarettes importées sont fondés au départ sur le propre prix de vente recommandé par le fabricant pour chaque marque. En conséquence, la détermination du MRSP est forcément une détermination par société et de fait par marque. Les MRSP sont actualisés pour tenir compte des modifications de tout taux d'imposition applicable aux cigarettes, des variations du prix c.a.f. ou sortie usine, ou d'autres demandes de modifications présentées par le fabricant. Ce système n'est en aucune façon discriminatoire. Le simple fait que la société PM Thailand voudrait diminuer le montant de la taxe qu'elle doit acquitter et n'est pas en mesure de le faire ne constitue pas une discrimination à l'égard des produits importés ni une violation *prima facie* de l'article III:2.

4. Allégations au titre de l'article X du GATT de 1994

a) Allégation au titre de l'article X:3 concernant le Conseil d'administration du TTM

4.116 L'article X:3 ne régit pas la manière dont les Membres exercent leurs droits souverains en ce qui concerne la structure de leurs entreprises d'État. De plus, il apparaît que l'allégation des Philippines est fondée entièrement sur le *risque* lié à la manière dont la Thaïlande pourrait appliquer ses lois, et non sur l'application effective qui est envisagée à l'article X:3 a). Même si l'on suppose que la portée de l'article X:3 devrait être élargie pour couvrir le *risque* lié à une application indue, la base factuelle de l'allégation des Philippines reste vague et non étayée. Par exemple, les Philippines allèguent un conflit d'intérêts parce que deux fonctionnaires du Département des impôts et du Département des droits d'accise siègent actuellement au Conseil d'administration du TTM, mais elles ne montrent pas que l'un ou l'autre de ces fonctionnaires s'occupe dans le cadre de ses fonctions au Département des impôts ou au Département des droits d'accise de déterminer les bases d'imposition ou les valeurs en douane pour les cigarettes importées. En fait, ni Mme Sirisaengtaksin, qui travaille au Département des impôts et est actuellement détachée au Bureau du Secrétaire permanent du Ministère des finances, ni M. Keesiri, qui travaille au Département des droits d'accise, ne s'occupent directement de la politique fiscale visant les cigarettes importées.

b) Allégation au titre de l'article X:3 concernant les appels

4.117 Les Philippine allèguent que la Thaïlande agit d'une manière incompatible avec l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994 parce que [[xx.xxx.xx]] appels déposés par PM Thailand auprès de la BoA n'ont pas été tranchés dans les moindres délais. En acceptant l'article X:3, les Membres de l'OMC ne prévoyaient certainement pas que l'article X:3 a) et X:3 b) serait interprété

comme exigeant d'eux qu'ils achèvent les procédures administratives internes "dans les moindres délais" et donc qu'ils redéploient des ressources qui étaient affectées à d'autres questions prioritaires pour respecter des délais découlant de l'article X:3. Quoi qu'il en soit, ces appels n'ont pas été tranchés en partie parce que PM Thailand a présenté des données révisées concernant ces appels, données dont l'exactitude et le caractère suffisant doivent être vérifiés.

c) Allégations au titre de l'article X:3 concernant l'application uniforme des lois régissant la TVA, les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision

4.118 Les deux allégations des Philippines au titre de l'article X:3 a) concernant l'application non uniforme des lois de la Thaïlande relatives à la TVA[62], ainsi que des droits d'accise, de la redevance télévision et de la taxe sanitaire[63], ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines ne dit nulle part que des lois et règlements n'ont pas été appliqués "d'une manière uniforme". En outre, ces deux allégations partent du principe impraticable que les Membres de l'OMC ne peuvent *jamais* modifier leurs politiques administratives. Ce principe pourrait être interprété comme signifiant que pour parvenir à une application "uniforme", la Thaïlande devrait s'en tenir à l'approche qu'elle a suivie entre septembre 2006 et mars 2007 constituant à utiliser des valeurs de garantie pour calculer les MRSP.

4.119 Les Philippines allèguent aussi qu'en utilisant des valeurs de garantie pour calculer les MRSP de septembre 2006, la Thaïlande n'a pas appliqué ses lois d'une manière raisonnable et impartiale au sens de l'article X:3 a).[64] Là encore, l'interprétation des Philippines est impraticable. Ceux qui sont chargés de l'application n'agissent pas dans des situations parfaitement et complètement documentées et doivent donc être en mesure d'utiliser des estimations raisonnables ou des données indirectes lorsqu'ils ont des motifs valables de douter de la fiabilité des renseignements sur lesquels ils se fonderaient en temps normal. L'article X:3 a) ne devrait pas être interprété comme empêchant les Membres de prendre des décisions raisonnables de cette manière.

4.120 Les Philippines font valoir que la Thaïlande doit appliquer ses lois au moyen de "critères transparents, objectifs et généralement applicables"[65], qu'elle doit établir des "règles généralement applicables"[66] et que, "en l'absence de telles règles, l'application de la taxe ne peut être justifiée au regard de la règle de droit".[67] La Thaïlande a expliqué que les MRSP étaient déterminés en fonction de critères généralement applicables. En conséquence, l'allégation des Philippines ne repose pas sur la base factuelle requise. De plus, l'article X:3 ne vise pas à empêcher les gouvernement à donner un certain pouvoir discrétionnaire aux fonctionnaires compétents pour appliquer les lois. De nombreux Membres de l'OMC choisissent de mettre en œuvre leurs lois et politiques en donnant un pouvoir discrétionnaire aux organismes et agents administratifs plutôt qu'en adoptant des règles explicites qui tentent de traiter tous les cas de figure possibles. L'article X:3 a) ne devrait pas être interprété de façon à rendre cette méthode incompatible avec les règles du GATT.

4.121 Les Philippines allèguent aussi que la Thaïlande viole l'article X:3 a) parce que, dans l'éventualité où la valeur c.a.f. initialement évaluée serait ultérieurement révisée en appel, la base d'imposition pour les droits d'accise, la redevance télévision et la taxe sanitaire deviendrait rétroactivement incorrecte.[68] Les Philippines n'ont fourni aucun élément de preuve indiquant que dans les circonstances auxquelles elles font référence au paragraphe 659 de leur première communication

[62] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 580 à 594.
[63] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 663 à 671.
[64] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 605 à 610.
[65] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 605.
[66] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 608.
[67] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 609.
[68] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 672 à 683.

écrite, les fonctionnaires thaïlandais *ont* ou *auraient effectivement* recouvré les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision en utilisant une base d'imposition qui est "illégale"[69] et "n'a pas de fondement"[70] en droit interne thaïlandais. S'agissant de la plainte des Philippines au sujet de ce qui pourrait arriver dans l'éventualité où les estimations des droits seraient révisées ultérieurement, l'allégation des Philippines n'est pas prête et ne peut pas être examinée par le Groupe spécial. Même si les bases factuelles de cette allégation étaient claires, elles ne seraient pas suffisantes pour établir une infraction au droit de l'OMC. L'article X:3 a) ne devrait pas être interprété de façon à transformer chaque manquement au droit interne en une infraction au droit de l'OMC.[71]

4.122 De plus, dans les faits, la législation thaïlandaise prévoit le remboursement de l'excédent des droits d'accise, redevance télévision et taxe sanitaires payés, mais il apparaît que PM Thailand n'a jamais demandé de tels remboursements au Département des droits d'accise. Les Philippines n'ont pas expliqué en quoi l'article X:3 a) oblige les Membres de l'OMC à mettre en place des mécanismes de remboursement pour les impôts indirects. Plusieurs Membres refusent d'accorder des remboursements d'impôts indirects qui confèreraient des avantages inattendus aux producteurs et aux vendeurs qui ont déjà recouvré la plus grande partie de la taxe auprès de leurs consommateurs et n'ont donc subi aucune perte. L'article X:3 ne devrait pas être interprété comme imposant aux Membres l'obligation d'accorder ces bénéfices inattendus.

d) Allégations au titre de l'article X:1

4.123 La Thaïlande estime que les méthodes générales pour déterminer les MRSP ont été publiées. Elle note aussi que la dernière phrase de l'article X:1 indique clairement qu'il n'existe aucune obligation imposant de révéler des renseignements confidentiels. Les données utilisées pour déterminer les MRSP et les prix sortie usine sont de toute évidence confidentielles. Les lois et règlements régissant la libération des garanties recouvrées par les douanes ont aussi été publiés et les Philippines n'ont pas précisé quels étaient les lois et règlements existants dans ce domaine qui n'étaient toujours pas publiés.

5. Allégations relatives à des actes achevés et des mesures venues à expiration

4.124 Un grand nombre d'allégations des Philippines portent sur des actes achevés et des mesures qui ont cessé d'exister.[72] Cela pose la question de savoir si le Groupe spécial peut faire des recommandations au sujet de ces allégations. Ces mesures venues à expiration et ces actes passés comprennent l'évaluation et la fixation des droits dans le cas des [[xx.xxx.xx]] marchandises importées répertoriées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, la fixation des MRSP pour 2006 et la violation alléguée de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Une liste des allégations pertinentes figure dans la pièce THA-36.

4.125 En vertu de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, dans les cas où un groupe spécial conclura qu'une mesure "est" incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord. Le Groupe spécial ne peut pas formuler de recommandations au titre de l'article 19:1 visant à ce que la Thaïlande rende des mesures venues à expiration ou des actes achevés conformes aux accords visés. Comme l'Organe d'appel l'a clairement indiqué, c'est une erreur de droit pour un groupe spécial que de formuler une recommandation au titre

[69] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 659.
[70] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 660.
[71] Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Corée)*, paragraphe 6.50.
[72] Voir la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 335.

de l'article 19:1 s'agissant de mesures qui ont cessé d'exister.[73] Suivant les indications données par l'Organe d'appel, de nombreux groupes spéciaux se sont abstenus de formuler des recommandations au titre de l'article 19:1 au sujet de mesures qui n'étaient plus en vigueur.[74] Cette règle s'applique avec autant de force aux "mesures" qui étaient des actes gouvernementaux achevés particuliers.

4.126 En adoptant les articles 19:1 et 21:3 du Mémorandum d'accord, les Membres de l'OMC ont accepté de ne pas revenir sur des actions passées suite à une constatation de violation des accords visés et ils sont uniquement tenus de mettre fin à la conduite incompatible avec les règles de l'OMC dans un délai raisonnable. Pour cette raison, les mesures correctives pris au titre du Mémorandum d'accord sont généralement décrites comme ayant un caractère "prospectif" et non rétrospectif.[75] Il ne servirait à rien de permettre à un Membre de l'OMC d'obtenir des recommandations de groupes spéciaux au sujet d'actions passées et consommées.

4.127 Étant donné que la conduite sur laquelle sont fondées les allégations pertinentes des Philippines, qui sont énumérées dans la pièce THA-36, a entièrement eu lieu dans le passé et a cessé ou est achevée, si le Groupe spécial devait constater des violations en ce qui concerne ces allégations, la Thaïlande ne pourrait rien faire de plus pour s'acquitter de ses obligations dans le cadre de l'OMC. Le Groupe spécial ne devrait pas formuler de recommandations au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord visant à ce que la Thaïlande se "conforme" à ses obligations dans le cadre de l'OMC s'agissant de l'une quelconque des allégations énumérées dans la pièce THA-36.

4.128 En outre, étant donné que le Groupe spécial ne peut pas formuler de recommandations au sujet des allégations énumérées dans la pièce THA-36, on ne voit pas très bien à quoi pourrait servir de formuler des *constatations* au sujet de ces allégations. Il appartient aux groupes spéciaux d'empêcher que les procédures de règlement des différends de l'OMC ne soient utilisées pour obtenir des jugements purement déclaratoires ou pour examiner des questions qui ne présentent plus aucun intérêt au moment où le groupe spécial est établi. Le Groupe spécial devrait s'abstenir de formuler des constatations concernant les allégations énumérées dans la pièce THA-36 qui n'auraient aucune utilité précise et ne contribueraient pas au règlement d'un différend concret en cours entre les Philippines et la Thaïlande au sujet de ces questions.

6. Allégation au titre de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane

4.129 S'agissant de l'allégation des Philippines au titre de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane, la Thaïlande procède encore à l'examen de cette allégation et se réserve le droit de fournir d'autres renseignements à une date ultérieure. Cette allégation est l'une des allégations concernant des actes passés achevés dont il est question ci-dessus et qui sont énumérées dans la pièce THA-36. Le Groupe spécial ne devrait pas formuler de recommandations concernant cette allégation et, compte tenu des circonstances en l'espèce, la Thaïlande se demande quelle utilité pourrait avoir la formulation de constatations quelconques au sujet de cette allégation.

---

[73] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 81; rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II)/CE – Bananes III (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 479.

[74] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 8.3; le rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 8.3; le rapport du Groupe spécial *Turquie – Riz*, paragraphe 8.4; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, paragraphe 8.3.

[75] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)*, note de bas de page 494. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 299.

7. Demande de documents

4.130 Au paragraphe 712 de sa première communication écrite, les Philippines ont demandé au Groupe spécial de demander certains documents ou catégories de documents. La première communication écrite de la Thaïlande contenait la plupart des documents et catégories de documents mentionnés par les Philippines. Deux des documents demandés par les Philippines ont en fait été fournis par ce pays lui-même dans sa première communication. Il s'agissait du document cité au point 6, le Mémorandum 0519/1605, daté du 14 mars 2007, qui était la note d'accompagnement du compte rendu de la réunion du 6 mars 2007, et du document cité au point 9, le compte rendu de cette réunion. Ces deux documents ont été joints en tant que pièce PHL-74 à la première communication écrite des Philippines. La Thaïlande note que ce compte rendu a été révisé et redistribué une semaine plus tard, le 21 mars 2007. Le compte rendu révisé, que la Thaïlande présente maintenant en tant que pièce THA-37, indique clairement que la valeur en douane pour les [[xx.xxx.xx]] marchandises répertoriées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines était déterminée suivant la méthode déductive conformément à l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

4.131 La Thaïlande a examiné la liste des Philippines pour voir s'il y avait encore des documents qui y figuraient qui pourraient aider le Groupe spécial. En conséquence, la Thaïlande présente en tant que pièce THA-38 les documents cités aux points 1 et 8 de la liste des Philippines. Le document correspondant au point 1 contient des instructions destinées aux agents des douanes les incitant à agir avec circonspection lorsqu'ils déterminent des valeurs en douane et le document correspondant au point 8 porte sur l'approbation des montants des garanties utilisés pour les importations de PM Thailand. Plusieurs autres documents figurant sur la liste des Philippines, y compris ceux qui sont cités dans les points 2 à 5, concernent d'autres produits que les cigarettes et n'ont aucune pertinence pour la présente affaire. La Thaïlande fournira bien évidemment tout autre renseignement qui sera jugé nécessaire par le Groupe spécial.

E. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES PHILIPPINES

1. Violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en raison du double rôle joué par les administrateurs du TTM

4.132 La Thaïlande viole l'article X:3 a) en dotant des personnes qui agissent simultanément à titre d'administrateurs du TTM et à titre de hauts fonctionnaires auprès du DG des droits d'accise, du DG des douanes et du DG des impôts, de la prérogative de puissance publique consistant à appliquer les règles douanières et fiscales thaïlandaises en ce qui concerne les cigarettes nationales et les cigarettes importées. Ce mode d'application est un acte qui, en lui-même et à lui seul, crée un conflit d'intérêts inhérent et constitue une application partiale et déraisonnable, ce qui est contraire à l'article X:3 a).

4.133 Lorsqu'ils appliquent les règles douanières et fiscales thaïlandaises, ces fonctionnaires gouvernementaux thaïlandais sont chargés, entre autres choses, d'estimer la valeur en douane des cigarettes importées et de fixer la base d'imposition de la TVA, des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision. En fait, les administrateurs du TTM sont intervenus directement dans l'application de mesures douanières et fiscales thaïlandaises aux cigarettes, notamment en signant les ordonnances imposant les décisions ainsi qu'en participant au processus décisionnel et en le supervisant. Par conséquent, leurs décisions ont une influence considérable sur la charge fiscale frappant les cigarettes importées et les cigarettes nationales et, donc, sur la situation concurrentielle relative de ces cigarettes. Les administrateurs du TTM ont aussi accès aux RCC concernant les cigarettes importées.

4.134 Dans l'exercice de leur fonction d'administrateurs du TTM, ces mêmes fonctionnaires gouvernementaux thaïlandais sont incités financièrement à maximiser l'avantage concurrentiel du

TTM et à "prendre les décisions les plus avantageuses possible pour" le TTM, et ils ont l'obligation de le faire. Lorsqu'ils prennent de telles décisions, ils peuvent se fonder sur les RCC concernant des concurrents du TTM, auxquels ils ont accès de par leur fonction au sein des pouvoirs publics thaïlandais.

4.135 La manière de structurer et d'organiser les pouvoirs publics est l'essence même de l'"application" au titre de l'article X:3 a), comme l'a constaté le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*. Dans le présent différend, les Philippines ont produit des éléments de preuve quantitatifs et qualitatifs de l'existence d'un mode d'application déraisonnable et partial, ainsi que d'actes accomplis par des personnes agissant à la fois en tant qu'administrateurs du TTM et en tant que fonctionnaires de l'État thaïlandais qui ont donné lieu à une application déraisonnable et partiale. La Thaïlande interprète mal la décision rendue dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* lorsqu'elle allègue que le caractère partial et déraisonnable de l'application doit être mis en balance avec les sauvegardes qui ont été adoptées pour éviter les abus. En réalité, les sauvegardes invoquées par la Thaïlande ne règlent pas le conflit d'intérêts qui existe pour les fonctionnaires de l'État thaïlandais qui siègent simultanément au conseil du TTM, ni ne préviennent les abus tels la transmission inappropriée de RCC concernant les importateurs à la branche de production nationale.

2. Allégations relatives à l'évaluation en douane

a) Critère d'examen s'agissant des décisions en matière d'évaluation en douane

4.136 Lorsqu'il examine une série de décisions prises par la Thaïlande en matière d'évaluation en douane au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane, le Groupe spécial doit procéder à une évaluation objective des faits et appliquer le critère d'examen approprié. Le critère d'examen approprié n'est ni l'examen *de novo* ni la déférence totale. En fait, les groupes spéciaux sont tenus de faire un examen critique de la détermination établie par les autorités nationales pour voir si celle-ci a expliqué de quelle manière les faits étayaient sa décision. En examinant la décision des autorités de rejeter une valeur transactionnelle, un groupe spécial ne peut pas simplement accepter la conclusion des autorités selon laquelle l'importateur n'a pas démontré que les liens entre l'acheteur et le vendeur n'avaient pas affecté le prix, et il ne peut pas non plus décider lui-même, sur une base *de novo*, si la valeur transactionnelle devrait être acceptée. Au lieu de cela, un groupe spécial doit examiner si les autorités ont fourni une explication objective et cohérente de la manière dont elles se sont conformées à leurs obligations dans le cadre de l'OMC et de la manière dont les faits sous-jacents étayent leur décision.

b) Violation de l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane du fait du maintien et de l'application d'une règle générale prévoyant le rejet de la valeur transactionnelle

4.137 La Thaïlande viole l'article 1:1 et 1:2 parce qu'elle a maintenu et appliqué, du 4 août 2006 au 19 mars 2008, une règle générale concernant le rejet de la valeur transactionnelle, qui consistait 1) à refuser systématiquement, au moment de l'importation, d'accepter la valeur transactionnelle en ce qui concerne les cigarettes importées tout en imposant le recouvrement des garanties comme condition pour permettre le dédouanement; et 2) à évaluer systématiquement les cigarettes importées en utilisant une méthode d'évaluation déductive, plutôt que la valeur transactionnelle, au moment de l'estimation finale.

4.138 En maintenant une telle règle générale, la Thaïlande a violé l'obligation d'utiliser la "valeur transactionnelle" comme "base première pour la détermination de la valeur en douane", énoncée à l'article 1:1 et au paragraphe 1 de l'introduction générale de l'Accord sur l'évaluation en douane. Un Membre de l'OMC peut déroger à sa principale obligation en matière d'évaluation uniquement dans les circonstances énoncées aux paragraphes a) à d) de l'article 1:1. Suivant l'article 1:1 d), lorsque l'acheteur et le vendeur sont liés, la valeur en douane "sera" la valeur transactionnelle, "pour autant"

que la valeur transactionnelle est acceptable au titre de l'article 1:2. L'article 1:2 a) dispose que le "fait" que les parties sont liées ne constitue pas un "motif" suffisant pour rejeter la valeur transactionnelle. Dans un tel cas, les autorités douanières doivent examiner les circonstances de la vente pour établir si d'autres "faits", mis à par les liens, démontrent que les liens ont influencé le prix. La règle générale de la Thaïlande viole l'article 1:1 et 1:2 en prévoyant le rejet systématique de la valeur transactionnelle sans examen des circonstances des ventes.

c) Violation de l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane du fait du rejet indu des valeurs transactionnelles déclarées par PM Thailand pour [[xx.xxx.xx]] transactions

4.139 La Thaïlande viole l'article 1:1 et 1:2 en rejetant les valeurs transactionnelles déclarées par PM Thailand pour [[xx.xxx.xx]] marchandises importées: 1) sans examiner les circonstances de la vente; et 2) sans indiquer de motifs adéquats, mis à par les liens, qui justifient le rejet de la valeur transactionnelle.

4.140 L'allégation des Philippines selon laquelle la Thaïlande n'a pas examiné les circonstances des ventes est étayée: 1) par le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007; 2) par le fait que la Thaïlande n'a pas examiné les éléments de preuve présentés par PM Thailand, notamment des déclarations annuelles comportant des calculs déductifs montrant que les valeurs transactionnelles déclarées lui permettaient de percevoir un montant suffisant pour couvrir ses coûts et bénéfices habituels, ainsi qu'un montant pour ses coûts et bénéfices semblable au montant perçu par des distributeurs se trouvant dans une situation semblable au cours de transactions avec des fournisseurs non liés; 3) par le fait que la Thaïlande n'a pas cherché à obtenir des renseignements sur les coûts et bénéfices de PM Philippines – renseignements dont PM Thailand avaient indiqué qu'ils étaient pertinents si les douanes thaïlandaises devaient appliquer une méthode de vérification du coût majoré au titre de l'article 1:2 a); 4) par l'utilisation par la Thaïlande d'une méthode déductive incohérente et arbitraire afin de vérifier les valeurs transactionnelles déclarées pour toutes les transactions effectuées par PM Thailand au cours de 2006 et de 2007; et 5) par l'acceptation par les douanes thaïlandaises des valeurs transactionnelles pour [[xx.xxx.xx]] marchandises importées en mars et en septembre 2007, ce qui met en lumière le caractère arbitraire du rejet des valeurs transactionnelles pour d'autres importations qui ont été effectuées au même moment.

4.141 La Thaïlande présente certains contre-arguments. En ce qui concerne le point 1), argument de la Thaïlande selon lequel le compte rendu porte sur des ventes effectuées en 2003 est contredit par les termes exprès du compte rendu, qui indiquent que les douanes thaïlandaises n'ont pas examiné les circonstances de la vente des marchandises importées "depuis le 1er août 2006". S'agissant du point 2), l'argument *a posteriori* de la Thaïlande est que les calculs de PM Thailand n'étaient pas indiqués d'une manière appropriée et n'étaient pas étayés par d'autres éléments de preuve. Or, les douanes thaïlandaises n'ont jamais informé PM Thailand de ces problèmes et ne lui ont jamais donné la possibilité d'y répondre, ce qui est contraire à l'article 1:2 a). En tout état de cause, les calculs étaient indiqués d'une manière appropriée, et PM Thailand aurait pu fournir d'autres éléments justificatifs sur demande. Pour ce qui est du point 5), les Philippines présentent des éléments de preuve documentaires pour contrer l'argument de la Thaïlande selon lequel [[xx.xxx.xx]] importations n'ont jamais eu lieu; et elles démontrent que la date de dédouanement déclarée par la Thaïlande pour les autres [[xx.xxx.xx]] importations ne précédait que de trois jours une importation pour laquelle la Thaïlande avait rejeté la valeur transactionnelle.

4.142 La Thaïlande a aussi violé l'article 1:1 et 1:2 en rejetant les valeurs transactionnelles déclarées par PM Thailand sans raisons valables, comme le prouve la lettre des douanes thaïlandaises datée du 12 avril 2007, qui informait PM Thailand de leur décision de rejeter la valeur transactionnelle. La lettre contient deux motifs de rejet non valables et met en lumière le fait que les douanes thaïlandaises n'ont pas examiné d'une manière critique tous les éléments de preuve pertinents. Premièrement, le "fait" qu'un "autre importateur" achète des cigarettes à un prix plus élevé que PM Thailand ne

constitue pas un motif valable pour considérer que les liens entre PM Thailand et PM Philippines ont influencé le prix, puisque les prix de l'autre partie ne sont pas comparables pour diverses raisons. Dans le cadre de la présente procédure de groupe spécial, la Thaïlande a admis que ce premier "motif" du rejet de la valeur transactionnelle était erroné et n'était pas invoqué par les douanes thaïlandaises.

4.143 Deuxièmement, la déclaration des douanes thaïlandaises selon laquelle PM Thailand n'a pas prouvé que les liens avaient influencé le prix ne constitue pas un "motif" pour rejeter la valeur transactionnelle parce que: 1) l'Accord sur l'évaluation en douane ne prévoit pas de présomption de droit ni de charge de la preuve à l'encontre de la valeur transactionnelle; 2) même si des doutes pouvaient entraîner une présomption et une charge de la preuve à l'encontre de la valeur transactionnelle, ils devraient être raisonnables au moment où la charge de la preuve alléguée est invoquée comme motif pour rejeter la valeur transactionnelle, ce qui n'était pas le cas en l'espèce; et 3) même si l'attribution de la charge de la preuve à l'importateur s'appliquait, les autorités douanières devraient expliquer leur décision de rejeter la valeur transactionnelle et les raisons pour lesquelles les éléments de preuve présentés étaient insuffisants pour permettre à l'importateur de s'acquitter de la charge de la preuve, ce que les douanes thaïlandaises n'ont pas fait.

d) Violation de l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane du fait de la non-communication des "motifs" avant le rejet de la valeur transactionnelle

4.144 La Thaïlande a violé l'article 1:2 a) en n'informant pas PM Thailand de ses "motifs de considérer que les liens [avaient] influencé le prix" avant la décision finale des douanes thaïlandaises de rejeter la valeur transactionnelle. PM Thailand a présenté des éléments de preuve qui ont permis aux douanes thaïlandaises d'établir que les valeurs transactionnelles permettaient à PM Thailand: 1) de gagner un montant suffisant pour couvrir ses coûts et bénéfices habituels; 2) de gagner un montant pour ses coûts et bénéfices semblable au montant obtenu par des distributeurs non liés.

4.145 Au titre de l'article 1:2 a), la Thaïlande était obligée de communiquer les faits objectifs qui étayaient les conclusions établies par les douanes thaïlandaises en ce qui concerne la charge de la preuve à la lumière de ces éléments de preuve. Une telle communication aurait donné à PM Thailand "une possibilité raisonnable de répondre" aux insatisfactions des autorités douanières à propos de la preuve. En l'absence d'explication, PM Thailand est privée d'une possibilité raisonnable de remédier aux insuffisances quelles qu'elles soient perçues par les autorités dans les éléments de preuve.

4.146 Contrairement à ce que la Thaïlande affirme, la lettre des douanes thaïlandaises datée du 19 décembre 2006 n'informait pas PM Thailand des motifs de considérer que les liens avaient influencé le prix. Une déclaration non expliquée, non motivée et non étayée selon laquelle PM Thailand ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait ne satisfait pas à l'obligation de communiquer les "motifs". Avant que le Groupe spécial ne l'enjoigne de le faire, la Thaïlande n'a jamais communiqué les raisons pour lesquelles elle n'avait pas tenu compte des éléments de preuve présentés par PM Thailand.

e) Violation de l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane du fait de l'absence d'une explication appropriée de la manière dont la valeur en douane a été déterminée

4.147 La Thaïlande a violé l'article 16 en ne donnant pas à PM Thailand une "explication écrite de la manière dont la valeur en douane des marchandises importées par [le pays d'importation] [a] été déterminée" dans sa décision finale en matière d'estimation. En vertu de l'article 16, la Thaïlande est tenue d'expliquer pourquoi elle a rejeté la valeur transactionnelle déclarée et de donner une explication suffisamment détaillée et motivée pour permettre à l'importateur de comprendre comment et pourquoi les autorités ont déterminé la valeur en douane qui a été estimée.

4.148 La Thaïlande n'a pas expliqué le fondement objectif du rejet de la valeur transactionnelle ni la manière dont elle avait procédé pour évaluer les marchandises de PM Thailand. En l'absence d'une explication sur la manière dont les autorités sont arrivées à leur décision, les importateurs et les gouvernements étrangers ne sont pas en mesure d'exercer leurs droits respectifs prévus aux articles 11 et 19 de l'Accord sur l'évaluation en douane, et les tribunaux nationaux ainsi que les groupes spéciaux de l'OMC sont privés d'une base pour examiner les décisions des autorités.

4.149 Contrairement à ce que la Thaïlande affirme, la lettre du 12 avril 2007 n'explique pas suffisamment le fondement du rejet par les douanes thaïlandaises des valeurs transactionnelles déclarées parce qu'elle contient une déclaration dépourvue d'explications selon laquelle il n'a pas été satisfait à la charge de la preuve. De plus, cette lettre n'explique pas la manière dont les douanes thaïlandaises ont déterminé les valeurs en douane estimées. Par exemple, elle n'indique pas le point de départ du calcul déductif que les douanes thaïlandaises ont, d'après les allégations, utilisé ni les éléments précis et les montants déduits; les sources des données utilisées; et d'autres calculs qui étayent les valeurs estimées. Le compte rendu de la réunion du 6 mars ne satisfait pas non plus à l'obligation prévue à l'article 16 parce qu'il n'est pas suffisamment détaillé.

f) Violation de l'article 5 et/ou de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane du fait de l'évaluation incorrecte de la valeur déductive de [[xx.xxx.xx]] transactions de PM Thailand

4.150 La principale allégation des Philippines est que, si le Groupe spécial constate que la Thaïlande a utilisé l'article 7 pour évaluer les marchandises de PM Thailand, alors ce pays a refusé indûment de recourir à l'article 5 pour des raisons inadmissibles, c'est-à-dire un manque de renseignements financiers pour la période considérée, et a appliqué indûment l'article 7:1 parce que les douanes thaïlandaises n'ont pas effectué de déductions pour les rabais sur ventes, les coûts du transport intérieur et les taxes provinciales. La Thaïlande admet que PM Thailand a demandé des déductions pour les rabais sur ventes et les taxes provinciales, mais elle conteste que les renseignements dont les douanes thaïlandaises disposaient justifiaient une déduction pour l'un ou l'autre des montants. En ce qui concerne la déduction pour les coûts du transport intérieur, la Thaïlande conteste que PM Thailand a réclamé une telle déduction et soutient aussi que les éléments de preuve disponibles n'étayaient pas l'application de la déduction. Une déduction appropriée de ces trois éléments aurait donné lieu à des valeurs en douane beaucoup plus basses que celles que les douanes thaïlandaises ont appliquées.

4.151 PM Thailand a présenté tous les renseignements nécessaires pour effectuer les déductions demandées. Les douanes thaïlandaises ont demandé des renseignements additionnels sur certaines questions, mais pas en ce qui concerne les rabais sur ventes et la taxe provinciale, ce qui laisse entendre qu'elles estimaient avoir en main tous les renseignements justificatifs disponibles qui étaient nécessaires pour effectuer ces déductions.

4.152 La Thaïlande présente maintenant au Groupe spécial certains arguments *a posteriori* concernant le caractère suffisant des renseignements fournis par PM Thailand. Si les douanes thaïlandaises avaient soulevé ces préoccupations au moment de leur évaluation, PM Thailand aurait pu y répondre facilement. Les critiques sont axées sur des renseignements concernant les rabais sur ventes et la taxe provinciale qui ont été fournis avec la lettre de PM Thailand datée du 7 mars 2007. Or, les renseignements fournis avec cette lettre répondaient à des demandes concernant le prix des ventes de marchandises totalisant la quantité la plus élevée ("QPE"), et non les rabais sur ventes et la taxe provinciale. Encore une fois, si les douanes thaïlandaises avaient demandé des renseignements additionnels sur les rabais sur ventes et la taxe provinciale, PM Thailand les auraient fournis. D'ailleurs, le 12 mars 2007, PM Thailand a fourni à la BoA des renseignements sur les taxes provinciales acquittées en 2002.

4.153 S'agissant des coûts du transport intérieur, la Thaïlande fait valoir à tort que PM Thailand n'a pas réclamé de déduction pour ces coûts, ce qui ne tient pas compte du fait que chacune des

déclarations annuelles de PM Thailand pour les exercices 2003, 2004, 2005 et 2006 comprenait une déduction soit pour le fret terrestre soit pour le transport intérieur. Même si la lettre de PM Thailand datée du 21 février 2007 ne mentionnait pas de coûts du transport, les douanes thaïlandaises avaient été averties que des déductions pour ces éléments étaient requises et, en cas de doute, elles auraient pu demander des renseignements additionnels dans leur lettre du 27 février 2007.

4.154 La Thaïlande fait valoir que PM Thailand aurait dû fournir des renseignements pour démontrer que les déductions réclamées étaient effectuées en ce qui concerne les ventes sur lesquelles était fondé le prix QPE. Or, l'article 5 permet une déduction pour les montants "généralement" encourus sur les ventes globales, en particulier parce que la transaction évaluée n'est pas la vente QPE. C'est aussi l'approche adoptée par la BoA dans les décisions qu'elle a rendues au sujet des appels interjetés de 2000 à 2002. En tout état de cause, si les douanes thaïlandaises tenaient absolument à obtenir des renseignements indiquant les déductions devant être effectuées pour les ventes sur lesquelles était fondé le prix QPE, elles devaient les demander.

4.155 En ce qui concerne l'importance alléguée de la lettre de PM Thailand du 7 mars 2007, les arguments de la Thaïlande concernant la réunion du 6 mars 2007 démontrent qu'au 6 mars, les douanes thaïlandaises avaient déjà finalisé leur calcul déductif. Ainsi, avant que la lettre du 7 mars ne lui parvienne, la Thaïlande avait déjà décidé de ne pas déduire les rabais sur ventes, les coûts du transport intérieur et la taxe provinciale. Par conséquent, le caractère suffisant des renseignements fournis par PM Thailand dans sa lettre du 7 mars ne constituait pas le facteur déterminant de la décision des douanes thaïlandaises.

4.156 Si le Groupe spécial constate que la Thaïlande a eu recours à l'article 7 pour évaluer les marchandises de PM Thailand, alors ce pays a agi d'une manière contraire à l'article 7:3 en n'informant pas PM Thailand par écrit "de la valeur en douane déterminée par application des dispositions du[dit] article et de la méthode utilisée pour la déterminer".

4.157 À titre subsidiaire, si le Groupe spécial constate que la Thaïlande a eu recours à l'article 5 pour évaluer les marchandises de PM Thailand, alors ce pays a violé cet article parce qu'il n'a pas effectué les déductions requises pour les rabais sur ventes, les frais de transport intérieur et les taxes provinciales. Les arguments à l'appui de l'allégation subsidiaire des Philippines sont les mêmes que ceux qu'elles ont présentés à l'appui de leur allégation principale au titre de l'article 7, parce que la méthode et les éléments dans un calcul déductif au titre des articles 5 et 7 ne diffèrent en principe pas.

g) Violation de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane du fait de la divulgation de données commerciales confidentielles

4.158 La Thaïlande a violé l'article 10 parce que des fonctionnaires de l'État thaïlandais ont divulgué des données commerciales confidentielles de PM Thailand, notamment la valeur transactionnelle et les volumes d'importation que cette société a déclarés. PM Thailand n'a jamais donné au gouvernement thaïlandais l'"autorisation expresse" de faire une telle divulgation, et elle s'est opposée à plusieurs reprises aux divulgations. Par conséquent, les Philippines ont établi *prima facie* qu'il y avait violation de l'article 10.

3. Violation de l'article X:3 b) du GATT de 1994 du fait que la Thaïlande ne ménage pas le droit de contester les garanties

4.159 La Thaïlande viole l'article X:3 b) en ne ménageant pas le droit de demander la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives prises par les douanes thaïlandaises visant à imposer des garanties pour les marchandises importées. Aux termes de l'article X:3 b), la Thaïlande est obligée de pourvoir, notamment, à la révision et à la rectification dans les moindres délais par un tribunal indépendant des ordonnances prévoyant des garanties, qui sont des mesures

administratives se rapportant aux questions douanières. Une ordonnance imposant une garantie est un acte juridique complet et final qui est conceptuellement distinct de l'estimation finale de la valeur en douane. Elle impose une garantie finale, et cette imposition est le point culminant d'un processus administratif visant à établir le niveau approprié de la garantie et, en tant que tel, elle est "la manifestation ultime de l'application de la loi dans un cas donné".

4.160 L'obligation de fournir une garantie est liée – bien que distincte sur le plan du concept – à l'obligation d'acquitter des droits. Une garantie établit une obligation juridique immédiate de fournir des espèces ou un cautionnement, et impose ainsi une charge financière immédiate aux importateurs, ce qui a aussi des répercussions immédiates sur l'accès aux marchés et les possibilités de concurrence. Permettre la contestation d'une valeur en douane qui a été estimée ne peut pas réparer le préjudice causé dans l'intervalle par la garantie et compromettre les possibilités de concurrence. L'ampleur de la garantie peut même exclure complètement du marché des marchandises importées ou retarder leur dédouanement, ce qui souligne la nécessité de ménager un droit indépendant de contestation des garanties. Si l'on suivait l'interprétation de la Thaïlande, l'imposition de la garantie causerait la perte définitive de l'accès aux marchés, parce que l'ordonnance imposant la garantie ne pourrait être contestée que dans le cadre d'une contestation de la valeur en douane finale estimée. En l'absence d'estimation finale de la valeur en douane, l'importateur serait privé de toute possibilité de contester la garantie.

4.161 Les Philippines font aussi observer que la Thaïlande fait erreur dans son interprétation de la relation entre l'article X:3 b), d'une part, et l'*Accord antidumping* et l'Accord sur l'évaluation en douane, d'autre part. Premièrement, les garanties recouvrées dans le cadre d'affaires antidumping pourraient être contestées au titre de l'article X:3 b), et la procédure engagée devant l'OMC par la Thaïlande dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (Thaïlande)* confirme qu'un Membre de l'OMC peut contester une ordonnance imposant une garantie devant l'OMC. La législation nationale des Membres de l'OMC devrait aussi prévoir un droit de contester les garanties. Deuxièmement, l'article 11 de l'Accord sur l'évaluation en douane, qui prévoit un droit d'appel contre "toute détermination de la valeur en douane", et l'article X:3 b) du GATT de 1994 peuvent être appliqués conjointement d'une manière harmonieuse, ce qui est compatible avec la note interprétative relative à l'Annexe 1A et le droit de l'OMC établi.

4.162 De plus, obliger les Membres de l'OMC à ménager un droit d'appel contre une ordonnance imposant une garantie ne porterait pas atteinte au droit d'un Membre de recouvrer une garantie en attendant l'estimation de la valeur en douane ni à la fonction des autorités douanières consistant à déterminer la valeur en douane.

4. Allégations relatives à la TVA

a) Violation de l'article X:1 du GATT de 1994 en raison de la non-publication de la méthode et des données utilisées pour déterminer et réviser les MRSP

4.163 La Thaïlande viole l'article X:1 en ne publiant pas la méthode ni les données utilisées pour déterminer les MRSP, qui constituent la base de la TVA. Les Philippines ont démontré qu'aucune des principales caractéristiques de la méthode de détermination du MRSP, qui ont été décrites par la Thaïlande, n'a été publiée. Il s'agit des éléments suivants: 1) "la source première pour la détermination des MRSP est le prix de vente recommandé par le fabricant" ("RRSP"); 2) le DG des droits d'accise examine le MRSP/RRSP proposé et décide s'il l'accepte comme MRSP; 3) le DG des droits d'accise révise "normalement" les MRSP lorsque des modifications fiscales ont une incidence sur ces prix; 4) lors de la révision des MRSP, le DG des droits d'accise calcule un nouveau MRSP en ajoutant: a) le prix sortie usine/c.a.f.; b) les derniers montants des taxes; et c) les coûts de commercialisation, qui sont "obtenus à partir des renseignements fournis par les fabricants eux-mêmes".

4.164 La Thaïlande viole aussi l'article X:1 en ne publiant pas les données qui constituent un élément faisant partie intégrante ou un élément essentiel de la détermination de MRSP donnés. Comme l'a déclaré le Groupe spécial chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, l'article X a pour objectif d'assurer la régularité de la procédure, et les "éléments essentiels" ou les "parties essentielles" d'une décision administrative doivent être publiés. Cette interprétation est compatible avec le texte de l'article X:1, qui prescrit la publication "de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance", et elle donne effet aux obligations de transparence prévues à l'article X:1. Dans le présent différend, la Thaïlande aurait dû publier les enquêtes sur les prix sur lesquelles elle s'est appuyée pour déterminer les coûts de commercialisation en 2006 et en 2007 des marques importées. Elle aurait aussi pu publier des données indexées pour protéger le caractère confidentiel de certains renseignements.

b) Violation de l'article III:2 du GATT de 1994 du fait de l'imposition sur les cigarettes importées d'une taxe supérieure à celle qui frappe les marchandises nationales similaires en raison des niveaux des MRSP

4.165 La Thaïlande viole l'article III:2 en imposant sur les cigarettes importées une TVA "supérieure" à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires.

4.166 Les Philippines ont démontré que les cigarettes nationales et les cigarettes importées étaient toutes similaires. Les éléments de preuve se rapportent aux caractéristiques physiques, aux utilisations finales, aux goûts et préférences des consommateurs, ou classement tarifaire et au traitement réglementaire identique. Jusqu'ici, la Thaïlande n'a pas présenté d'argument ou d'élément de preuve pour contester l'appréciation générale des Philippines, fondée sur l'ensemble des éléments de preuve.

4.167 La Thaïlande demande de façon incorrecte au Groupe spécial d'effectuer 1 634 comparaisons distinctes entre chaque marque nationale et chaque marque importée pour établir la similarité marque par marque. Cette approche n'est pas étayée par le texte de l'article III:2 ni par la jurisprudence. La Thaïlande interprète mal aussi le rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Périodiques*. Dans ce rapport, l'Organe d'appel n'a pas établi que la substituabilité parfaite était le critère juridique déterminant au titre de la première phrase de l'article III:2, comme la Thaïlande l'allègue. En fait, il a seulement expliqué que les produits parfaitement substituables relevaient des dispositions de la première phrase de l'article III:2.

4.168 Même si le Groupe spécial devait constater que les cigarettes importées et les cigarettes nationales ne sont pas toutes similaires, les Philippines soutiennent que celles qui sont comprises dans un segment de prix donné le sont. Bien que le prix ne soit pas un critère déterminant pour établir la similarité, les Philippines ont démontré qu'il y avait similarité à l'intérieur des segments de prix.

4.169 La Thaïlande impose sur les cigarettes importées une TVA supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires parce que 1) les MRSP applicables aux cigarettes importées sont plus élevés que ceux qui s'appliquent aux cigarettes nationales similaires et 2) les MRSP des cigarettes importées sont systématiquement plus élevés que les RRSP des cigarettes importées, alors que les MRSP des cigarettes nationales similaires correspondent systématiquement aux RRSP. Par conséquent, la charge fiscale qui pèse sur les importations est plus lourde dans l'absolu et aussi par rapport au prix de détail.

4.170 La Thaïlande a tenté d'expliquer les raisons pour lesquelles la charge fiscale pesant sur les cigarettes importées était plus élevée. Dans son explication, elle dit en substance que le DG des droits d'accise n'est pas responsable du niveau du MRSP, parce que celui-ci est fixé en fonction des renseignements fournis par l'importateur. Or, cette explication est contredite par les faits. Les éléments de preuve montrent entre autres choses que les MRSP pour les cigarettes *Marlboro* et *L&M*

ont systématiquement été plus élevés qu'ils ne l'auraient été s'ils avaient été fixés en fonction des renseignements fournis par PM Thailand.

4.171 La Thaïlande fait aussi erreur lorsqu'elle allègue que la principale question dont le Groupe spécial est saisi consiste à savoir si la conception, la structure et les principes de base de la mesure établissent une discrimination à l'égard des cigarettes importées. L'allégation des Philippines dans le cadre du présent différend est présentée au titre des dispositions de la première phrase de l'article III:2. Suivant les termes de cette phrase, la question est de savoir si les produits importés sont assujettis à une imposition "supérieure" à celle qui frappe les produits nationaux similaires.

c) Violation de l'article III:2 du GATT de 1994 du fait que les reventes de cigarettes nationales sont exemptées de la TVA

4.172 La Thaïlande viole l'article III:2 parce qu'elle exempte de la TVA les reventes de cigarettes nationales, mais n'accorde pas cette exemption aux reventes de cigarettes importées similaires. La Thaïlande ne conteste pas qu'elle applique ce traitement fiscal différent, mais répond que les revendeurs de cigarettes importées peuvent compenser la TVA additionnelle à laquelle ils sont assujettis par un crédit d'impôt, ce qui ramène à zéro le montant "net" exigible.

4.173 Le moyen de défense présenté par la Thaïlande est défaillant. Premièrement, la conformité de la Thaïlande avec l'article III:2 ne peut pas dépendre de mesures prises par des parties privées. Le fait qu'un revendeur de cigarettes importées a la possibilité d'atténuer l'incidence d'une taxe discriminatoire au moyen d'un crédit d'impôt ne remédie pas au caractère discriminatoire du régime de la Thaïlande applicable à la TVA. Deuxièmement, le crédit d'impôt accordé aux revendeurs de cigarettes importées ne correspondra pas toujours exactement au montant de la taxe exigible. Un revendeur pourrait être assujetti à une taxe "nette" supérieure à zéro si le volume des cigarettes vendues durant un mois donné était supérieur au volume des cigarettes achetées pendant ce mois. Même si certains mois, le crédit d'impôt pourrait être supérieur au montant exigible, il est bien établi dans la jurisprudence qu'un traitement plus favorable des produits importés dans certains cas ne justifie pas un traitement mois favorable dans d'autres cas. Troisièmement, le crédit d'impôt n'est pas accordé automatiquement, mais est subordonné à des conditions juridiques liées aux prescriptions administratives relatives à la TVA. L'octroi d'un crédit d'impôt non automatique ne peut pas assurer une égalité de traitement lorsque les cigarettes nationales ne sont automatiquement assujetties à aucune taxe. Cela est d'autant plus vrai que les revendeurs sont passibles de sanctions s'ils ne se conforment pas aux prescriptions administratives touchant les reventes de cigarettes importées.

d) Violation de l'article III:4 du GATT de 1994 du fait de l'imposition de prescriptions administratives relatives à la TVA plus contraignantes sur les reventes de cigarettes importées

4.174 La Thaïlande viole l'article III:4 en assujettissant les reventes de cigarettes importées à des prescriptions administratives relatives à la TVA, énoncées au chapitre IV du Code des impôts de la Thaïlande, qui sont plus contraignantes que celles qui sont imposées en ce qui concerne les reventes de cigarettes nationales similaires. Les éléments de preuve détaillés montrant la similarité des cigarettes importées et des cigarettes nationales au sens de la première phrase de l'article III:2 donnent aussi à penser que les produits sont similaires aux fins de l'article III:4.

4.175 En vertu de la législation thaïlandaise, les personnes inscrites au registre de la TVA sont assujetties à des obligations différentes selon les marchandises ou les services particuliers qu'ils fournissent. Le chapitre IV prévoit les obligations d'établir et de conserver des factures fiscales détaillées, des relevés des entrées/sorties pour la TVA, des relevés des marchandises et des matières premières et d'autres relevés; de produire le formulaire de TVA Por.Por.30; et d'accepter d'être assujetti à un processus d'audit et à des sanctions en cas de non-respect. Aucune de ces exigences ne s'applique aux reventes de cigarettes nationales parce que celles-ci sont exonérées de la TVA aux

termes de l'article 3(1) du Décret royal n° 239. Par conséquent, suivant l'article 81/2 du Code des impôts, les grossistes et les détaillants sont exemptés des prescriptions administratives prévues au chapitre IV en ce qui concerne les reventes de cigarettes nationales.

4.176 Les prescriptions administratives relatives à la TVA plus contraignantes qui sont imposées en ce qui concerne les reventes de cigarettes importées "affectent" la vente et la distribution de cigarettes au sens de l'article III:4, parce qu'elles imposent des charges d'ordre réglementaire à tous les vendeurs faisant partie de la chaîne de distribution.

4.177 La Thaïlande ne "garantit pas l'égalité des conditions de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux" – ce qui est l'idée générale du principe énoncé à l'article III:4. Le dédale de procédures, de prescriptions et de sanctions administratives qui existe en Thaïlande modifie les conditions de concurrence en imposant des obstacles supplémentaires en ce qui concerne les reventes de cigarettes importées. Les coûts et risques additionnels qui en résultent doivent être pris en compte par les opérateurs commerciaux lorsqu'ils décident les cigarettes qu'ils fourniront et dont ils feront la promotion. Compte tenu de l'environnement réglementaire, les détaillants qui vendent uniquement des cigarettes nationales – au nombre de 68 000 environ – sont dissuadés de se lancer dans la fourniture de cigarettes importées, parce qu'ils auraient alors des coûts et des risques additionnels. Les Philippines ajoutent que, dans le cadre d'une analyse au titre de l'article III:4, le Groupe spécial n'est pas tenu de déterminer les effets réels sur le commerce et la concurrence des charges administratives relatives à la TVA plus contraignantes.

e) Le moyen de défense invoqué par la Thaïlande au titre de l'article XX d) du GATT de 1994 n'a pas abouti

4.178 La Thaïlande n'a pas justifié, au regard de l'article XX d), le fait qu'elle exempte les reventes de cigarettes nationales des prescriptions administratives relatives à la TVA prévues au chapitre IV. Elle n'a pas démontré que l'exemption *de jure* des reventes de cigarettes nationales des prescriptions administratives relatives à la TVA était "nécessaire" pour assurer le respect de toutes lois et règlements nationaux, compatibles avec les règles de l'OMC ou non.

f) Violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce que la Thaïlande n'applique pas le régime de la TVA d'une manière uniforme, raisonnable et impartiale

4.179 La Thaïlande viole l'article X:3 a) en n'appliquant pas le régime de la TVA d'une manière uniforme, raisonnable et impartiale.

4.180 Premièrement, la Thaïlande n'applique pas son régime de la TVA sur la base de critères généralement applicables énoncés dans la législation thaïlandaise, notamment la détermination des MRSP. Il est déraisonnable d'appliquer des taxes sur une base *ad hoc*, au cas par cas, sans que les critères soient établis dans la législation. À titre d'exemple, en 2006 et en 2007, le DG des droits d'accise a décidé de calculer des coûts de commercialisation (discriminatoires) pour les cigarettes importées en tenant compte d'une enquête internationale sur les prix et en utilisant des valeurs de garantie comme point de départ de ses calculs des MRSP applicables aux cigarettes importées. Ces décisions n'étaient pas fondées sur la législation thaïlandaise, mais résultaient simplement de l'exercice du pouvoir discrétionnaire du DG des droits d'accise.

4.181 Deuxièmement, l'utilisation par la Thaïlande d'une valeur de garantie, et non d'une valeur en douane, comme point de départ du calcul des MRSP donne lieu à une application non uniforme et déraisonnable. La pratique consistant à appliquer la TVA en utilisant deux points de départ différents manque d'uniformité, parce que parfois des montants de taxe effectifs sont ajoutés en fonction des valeurs en douane droits acquittés effectives, et parfois des montants théoriques déterminés en fonction des valeurs de garantie sont ajoutés. Cette manière de procéder donne lieu à une application

déraisonnable parce que les montants théoriques qui sont ajoutés pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision sont "les plus élevés" possible et sont fondés sur une estimation provisoire du montant de droits de douane potentiellement exigible. De plus, il s'agit d'une application partiale parce que ces montants théoriques sont ajoutés uniquement aux MRSP applicables aux cigarettes importées, étant donné que seules ces cigarettes sont assujetties à des valeurs de garantie provisoires. En revanche, le prix sortie usine est le point de départ du calcul des MRSP applicables aux cigarettes nationales. Comme des garanties provisoires peuvent être recouvrées pour préserver la capacité de recouvrer les taxes, la transformation d'une garantie provisoire en base d'imposition définitive n'est pas justifiée.

5. Allégations relatives aux droits d'accise, à la taxe sanitaire et à la redevance télévision

a) Violation de l'article X:1 du GATT de 1994 parce que la Thaïlande n'a pas publié la méthode ni les données utilisées pour déterminer le prix sortie usine

4.182 La Thaïlande viole l'article X:1 en ne publiant pas la méthode ni les données qui sont utilisées pour calculer le prix sortie usine, qui est la base d'imposition des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision frappant les cigarettes nationales ainsi que le point de départ du calcul du MRSP. La méthode doit indiquer la manière dont les coûts sont calculés pour déterminer le prix sortie usine, notamment les coûts qui sont inclus et la manière dont ils sont répartis, entre autres choses, entre les différentes marques et activités commerciales. Les préoccupations concernant la confidentialité des données peuvent être dissipées en publiant des données indexées.

b) Violation de l'article X:1 du GATT de 1994 parce que la Thaïlande n'a pas publié de règles concernant la libération des garanties pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision

4.183 La Thaïlande viole l'article X:1 en ne publiant pas de règles concernant la libération des garanties recouvrées pour couvrir le montant potentiellement exigible pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision. La Thaïlande a affirmé que les garanties sont généralement libérées. Cependant, elle n'a pas publié de règles traitant des questions procédurales de base relatives à la libération d'une garantie, comme: les autorités auprès desquelles l'importateur peut demander la libération d'une garantie et le délai pour ce faire; les documents requis pour obtenir une telle libération; comment et quand les autorités communiquent leur décision; la manière dont les garanties sont libérées; le point de savoir si des intérêts sont exigibles sur les garanties en espèces; et les tribunaux thaïlandais ayant compétence pour entendre les appels concernant la libération des garanties.

c) Violation de l'article X:3 a) du GATT de 1994 parce que la Thaïlande n'a pas appliqué les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision d'une manière uniforme, raisonnable et impartiale

4.184 La Thaïlande viole l'article X:3 a) en n'utilisant pas, dans certaines circonstances, pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision une base d'imposition ayant un fondement dans la législation thaïlandaise. Suivant la législation thaïlandaise, le prix c.a.f. droits acquittés constitue la base d'imposition pour les droits d'accise frappant les cigarettes importées; la taxe sanitaire et la redevance télévision sont un pourcentage des droits d'accise exigibles. La Thaïlande n'utilise pas cette base d'imposition pour les cigarettes importées si la valeur en douane estimée par les douanes thaïlandaises est réduite en appel. Dans ce cas, la valeur en douane qui a été estimée d'une manière incorrecte sert de base d'imposition.

4.185 Une telle application n'est pas uniforme parce qu'il y a deux bases d'imposition différentes pour les mêmes marchandises: parfois la valeur en douane exacte et parfois une valeur en douane inexacte. Une telle application est aussi déraisonnable parce qu'elle n'a pas de fondement dans la législation thaïlandaise. Enfin, elle est partiale parce que la Thaïlande recouvre les taxes en utilisant une valeur en douane inexacte uniquement dans le cas des cigarettes importées et pas dans celui des cigarettes nationales.

4.186 L'existence alléguée du droit de demander un remboursement ne rend pas compatible avec les règles de l'OMC l'application incompatible avec ces règles de la Thaïlande, parce qu'il n'est pas raisonnable d'assujettir les importateurs à une procédure additionnelle pour l'obtention du remboursement d'une taxe qui a été imposée suivant une base ayant déjà été jugée inappropriée. En tout état de cause, la Thaïlande allègue seulement qu'un remboursement peut être accordé. Elle n'a pas présenté d'éléments de preuve établissant le fondement juridique de ce droit dans la législation thaïlandaise. Les avis de deux juristes thaïlandais confirment l'absence d'un tel droit dans la législation thaïlandaise.

6. Violation de l'article X:3 b) et X:3 a) du GATT de 1994 en raison de retards injustifiés dans la prise de décisions de la BoA

4.187 La Thaïlande viole l'article X:3 b) en ne maintenant pas de procédures aux fins de la révision et de la rectification dans les moindres délais des décisions douanières par la BoA. Jusqu'à présent, il a fallu plus de sept ans à la BoA pour régler [[xx.xxx.xx]] appels interjetés par PM Thailand concernant des importations effectuées en 2002. Les retards considérables sont dus à la lenteur avec laquelle la BoA traite les appels, et non à PM Thailand, qui a toujours répondu rapidement aux demandes de renseignements de la BoA.

4.188 Même si la BoA n'est pas un tribunal indépendant au sens de l'article X:3 b), comme l'allègue la Thaïlande, l'allégation au titre de cet article tient parce que, en introduisant entre la décision des douanes thaïlandaises et celle du tribunal indépendant un processus de révision très lent mené par un organisme non indépendant, la Thaïlande empêche la révision et la rectification dans les moindres délais de la décision des douanes thaïlandaises par un tribunal indépendant.

4.189 La Thaïlande viole aussi l'article X:3 a) parce que les délais de plus de sept ans pour la prise de décisions par la BoA donnent lieu à une application déraisonnable. La durée du processus entraîne une application qui n'est pas appropriée ni adaptée aux circonstances. Les Philippines rejettent le point de vue selon lequel le mot "raisonnable" utilisé à l'article X:3 a) n'impose aucune obligation quelle qu'elle soit quant à la durée du processus administratif. La Thaïlande n'a pas expliqué pourquoi les rédacteurs accorderaient de l'importance à la "révision dans les moindres délais" des décisions administratives à l'article X:3 b), mais n'imposeraient aucune discipline en ce qui concerne le délai nécessaire pour rendre la décision initiale.

F. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE LA THAÏLANDE

1. Introduction

4.190 Le présent résumé analytique de la communication du 20 juillet 2009 présentée par la Thaïlande à titre de réfutation répond aux arguments avancés par les Philippines dans leur première communication écrite du 23 mars 2009, dans leur déclaration liminaire à la première réunion du Groupe spécial avec les parties le 10 juin 2009, et dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial communiquées le 1er juillet 2009.

2. Argument juridique

a) Critère d'examen

4.191 Le critère d'examen approprié exige que les déterminations des douanes thaïlandaises soient examinées seulement à la lumière des éléments de preuve présentés par PM Thailand au moment où les douanes thaïlandaises ont établi les déterminations en cause dans le présent examen.

b) Allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane

4.192 Les allégations des Philippines au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane peuvent être résumées en deux propositions simples: premièrement, les douanes thaïlandaises n'auraient pas dû enquêter sur les valeurs transactionnelles de PM Thailand et, deuxièmement, lorsqu'elles l'ont fait, elles auraient dû accepter les valeurs transactionnelles. Sur la base des éléments de preuve et des arguments dont le Groupe spécial dispose, aucune de ces propositions ne peut être retenue.

i) Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec l'article 1:1 et 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane en rejetant la valeur transactionnelle pour les [[xx.xxx.xx]] marchandises importées en cause

L'obligation prévue à l'article 1:1 d'utiliser la valeur transactionnelle est subordonnée à l'établissement du fait que les liens entre l'acheteur le vendeur n'ont pas influencé le prix

4.193 L'utilisation de la valeur transactionnelle est juridiquement subordonnée au respect des conditions énoncées à l'article 1:1 d) et à la deuxième phrase de l'article 1:2 a). Par conséquent, la valeur transactionnelle sera *uniquement* acceptée "pour autant que [l]es liens [entre l'acheteur et le vendeur] n'ont pas influencé le prix".

Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec l'article 1:2 a) pour ce qui est de leur "doute" quant à la fiabilité de la valeur transactionnelle

4.194 Le paragraphe 2 de la note interprétative relative à l'article 1:2 a) dispose qu'un examen des circonstances de la vente et de la fiabilité du prix de cession "ne sera exigé que lorsqu'il y aura doute quant à l'acceptabilité du prix".

Le critère juridique régissant les "doutes"

4.195 L'Accord sur l'évaluation en douane ne définit ni ne limite la qualité ou la quantité des "doutes" que l'administration des douanes doit avoir pour engager un examen de la fiabilité du prix de cession. Le terme "doute" utilisé à l'article 1:2 a) et dans la note interprétative y relative n'est pas restreint par un critère tel que "raisonnable" parce que le but du "doute" est d'abord, simplement, d'engager un examen de la question de savoir si les liens entre l'acheteur et le vendeur ont influencé le prix, comme cela s'est produit en l'espèce.

4.196 Aux termes de la *Décision sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée* (la "Décision"), l'administration des douanes doit avoir des doutes "raisonnables" seulement lorsque, comme il est prévu dans la deuxième phrase du paragraphe 1 de la Décision: "[s]i, après avoir reçu [d]es justificatifs complémentaires, ou faute de réponse, l'administration des douanes a encore des doutes raisonnables au sujet de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée, [elle peut rejeter la valeur transactionnelle]". Par conséquent, aux termes de la Décision, les doutes doivent être "raisonnables" seulement au moment de la décision finale de rejeter la valeur transactionnelle.

PM Thailand n'a fourni aucun élément de preuve pour dissiper les doutes des douanes thaïlandaises

4.197 PM Thailand n'a fourni aucun élément de preuve pour dissiper les doutes engendrés par la différence de plus de 300 pour cent entre les prix c.a.f. des importations de PM Thailand et des importations d'un autre importateur.

4.198 Le fait est qu'un autre importateur importait des cigarettes *Marlboro* en Thaïlande aux prix c.a.f. de Bangkok qui étaient plus de trois supérieurs aux prix c.a.f. de PM Thailand. Ce fait fondé objectivement (pièce THA-7) jette manifestement un doute quant à savoir si les prix c.a.f. de PM Thailand étaient affectés par les liens entre l'acheteur et le vendeur.

4.199 Souligner simplement qu'il y a, pour deux ventes différentes, certaines différences dans les circonstances de vente qui affectent la comparabilité des prix entre les deux transactions n'établit pas que les doutes fondés sur une différence de prix de plus de 300 pour cent sont "sans fondement". Les différences dans les circonstances de vente auraient pu représenter seulement, par exemple, la moitié de la différence de prix entre PM Thailand et l'autre importateur, ce qui laisserait encore subsister des doutes légitimes quant au point de savoir si le prix de PM Thailand reflétait des conditions de pleine concurrence. Or PM Thailand n'a pas fourni de renseignements ou de preuves à cet égard et, par conséquent, n'a pas dissipé les doutes engendrés ni satisfait d'une autre manière à la condition énoncée à l'article 1:2 a).

Les douanes thaïlandaises se sont acquittées de l'obligation énoncée à l'article 1:2 a) selon laquelle "les circonstances propres à la vente seront examinées"

Nature de l'obligation d'examiner les circonstances propres à la vente

4.200 L'examen des circonstances de la vente par l'administration des douanes doit être fondé sur une *plainte* et des *allégations* de l'importateur. Il appartient à l'importateur, et non à l'administration des douanes, de décider des moyens par lesquels il souhaite établir que les liens n'ont pas influencé le prix. La raison en est que c'est l'importateur, et non l'administration des douanes, qui possède les renseignements et les éléments de preuve nécessaires pour lui permettre de choisir la méthode qu'il préfère pour établir que les liens n'ont pas influencé le prix. Dès que l'importateur formule la plainte, il assume la charge de la preuve en ce qui concerne les éléments de preuve liés à cette plainte.

4.201 S'il lui incombait d'établir que les liens ont influencé le prix, l'administration des douanes devrait collecter des éléments de preuve concernant *toutes* les méthodes envisagées à l'article 1:2 a) et dans les notes interprétatives. Ce serait lui imposer une charge complètement irréalisable et cela aurait des répercussions pour les pratiques des Membres, qui iraient bien au-delà de la présente affaire.

Comment les douanes thaïlandaises ont examiné les circonstances propres aux ventes en cause

4.202 Dans les circonstances résumées ci-après, les douanes thaïlandaises se sont pleinement conformées à leurs obligations au titre de l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane en engageant un examen des circonstances de la vente, en procédant à cet examen et, finalement, en rejetant la valeur transactionnelle pour les [[xx.xxx.xx]] marchandises importées en cause en l'espèce:

- Les douanes thaïlandaises avaient un doute quant à la fiabilité de ces valeurs transactionnelles et ont informé PM Thailand que des renseignements additionnels étaient requis.

- Entre août 2006 et la mi-février 2007, PM Thailand n'a pas fourni de renseignements nouveaux ou additionnels pour établir que les liens n'avaient pas influencé le prix, ne s'appuyant que sur ses déclarations [[xx.xxx.xx]] antérieures.

- Les déclarations [[xx.xxx.xx]] ne contenaient pas de calcul de la valeur déductive et ne fournissaient aucun élément de preuve à l'appui du prix QPE et d'autres ajustements visés dans ces documents.

- Dans la mesure où les déclarations [[xx.xxx.xx]] suivaient une approche du "coût majoré", elles ne contenaient pas de renseignements concernant les coûts plus les bénéfices du "*vendeur*" (à savoir PM Philippines).

- Les renseignements concernant les bénéfices de l'*importateur* sur la revente n'établissent pas la fiabilité du prix de cession entre l'exportateur et l'importateur auquel celui-ci est lié (même s'ils peuvent être un élément dans le calcul de la valeur déductive).

- Lorsque les douanes thaïlandaises ont écrit à PM Thailand, le 19 décembre 2006, elles ne disposaient pas d'éléments de preuve pour établir la fiabilité du prix de cession.

- Après que PM Thailand a indiqué dans sa lettre du 5 février 2007 qu'elle souhaitait une évaluation accélérée, les douanes thaïlandaises ont poursuivi leur examen des circonstances propres à ces ventes.

- Les douanes thaïlandaises ont demandé à PM Thailand des renseignements qui lui ont été fournis via une correspondance abondante et un grand nombre d'appels téléphoniques et de réunions entre le 16 février et le 6 mars 2007.

- Ces renseignements ont servi à déterminer, s'agissant des importations en cause, les valeurs déductives qui ont été finalement utilisées pour arrêter la valeur en douane de ces marchandises.

Les douanes thaïlandaises ont dûment communiqué les "motifs de considérer que les liens [avaient] influencé le prix"

4.203 L'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane signifie que l'administration des douanes doit donner à l'importateur un avis préliminaire si elle considère que la condition énoncée dans la deuxième phrase de l'article 1:2 a) n'est pas remplie. Cet avis doit être communiqué par écrit et une possibilité de répondre doit être ménagée avant que l'estimation finale n'ait lieu. Les douanes thaïlandaises ont communiqué cet avis par écrit lorsqu'elles ont informé PM Thailand, le 19 décembre 2006, qu'elle "[devait] *encore* prouver" que les liens n'avaient pas influencé le prix.

4.204 La Thaïlande n'est pas d'accord avec l'interprétation des Philippines selon laquelle le terme "motifs" est limité à la base factuelle sur laquelle l'administration des douanes fonde son action. Cela n'aurait aucun sens si l'administration des douanes n'était pas tenue d'informer l'importateur de la façon dont cette base factuelle fournissait un fondement juridique suffisant pour qu'elle agisse. En outre, contrairement à ce que les Philippines font valoir, l'absence d'éléments de preuve constitue aussi une base *factuelle* sur laquelle l'administration des douanes peut fonder son action. Une notification indiquant que le dossier factuel ne contient pas d'éléments de preuve suffisants fournit à l'évidence des renseignements en ce qui concerne les "renseignements ou autres éléments" sur la base desquels l'administration des douanes envisage de rejeter la valeur transactionnelle.

4.205 Il ressort clairement de la réponse donnée le 5 février 2007 par PM Thailand à la notification des douanes thaïlandaises du 19 décembre 2006 que l'importateur était pleinement informé et que les prescriptions en matière de régularité de la procédure ont été pleinement respectées à son égard.

Il n'a pas été établi que "les liens n'[avaient] pas influencé le prix"

4.206 PM Thailand ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait d'établir que les liens entre elle-même et PM Philippines n'avaient pas influencé le prix de cession entre les deux sociétés. Dans ces circonstances, les douanes thaïlandaises ont conclu à bon droit que la condition énoncée dans la deuxième phrase de l'article 1:2 a) n'était pas remplie et que PM Thailand n'avait pas établi que ses liens avec PM Philippines n'avaient pas influencé le prix. En conséquence, la décision des douanes thaïlandaises de rejeter la valeur transactionnelle était parfaitement compatible avec les obligations énoncées à l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

ii) Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec les articles 5 et 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane

4.207 Pour les raisons exposées aux paragraphes 75 à 86 des réponses de la Thaïlande aux questions du Groupe spécial, le calcul de la valeur déductive par la Thaïlande était pleinement compatible avec l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane. En tant que calcul de la valeur déductive, sa compatibilité avec les règles de l'OMC devrait être déterminée par référence à l'article 5, et non à l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

iii) Les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière compatible avec l'article 16 en fournissant une explication de la manière dont la valeur en douane avait été déterminée

4.208 Comme la Thaïlande l'a expliqué aux paragraphes 172 à 178 de sa première communication, les douanes thaïlandaises ont fourni une explication écrite dans leur lettre du 12 avril 2007 indiquant que la valeur en douane avait été déterminée "au moyen de la méthode déductive". De plus, la Thaïlande a expliqué qu'une explication détaillée avait été fournie à PM Thailand indiquant pourquoi et comment la valeur déductive avait été utilisée à la réunion du 6 mars 2007 (voir les pièces THA-64 et THA-65).

4.209 Les enquêtes antidumping/enquêtes en matière de droits compensateurs sont beaucoup plus complexes qu'une détermination de la valeur en douane et il faut s'attendre à ce que les critères pour expliquer les déterminations dans ces domaines soient beaucoup plus rigoureux que les critères régissant les explications des déterminations de la valeur en douane.

iv) Libération des garanties pour les [[xx.xxx.xx]] marchandises importées

4.210 Étant donné que les Philippines n'ont pas formulé d'allégation au sujet de la libération de ces garanties et que PM Thailand n'a jamais abordé cette question avec les douanes thaïlandaises pour essayer de faire concorder les chiffres en question, il n'y a aucune raison que le Groupe spécial consacre du temps à l'examen de cette question. Dès que PM Thailand sera sûre de ses chiffres, les douanes thaïlandaises se feront un plaisir d'examiner avec elle toutes ses questions en suspens concernant la libération des garanties.

c) Allégations au titre de l'article III du GATT de 1994

i) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article III:2 du GATT de 1994 en utilisant les MRSP comme base d'imposition pour son système de TVA

Questions relatives au produit similaire

4.211 Les Philippines doivent établir que, dans chaque paire possible de marques de cigarettes importées et de cigarettes nationales, les éléments sont "parfaitement substituables". Elles n'ont pas fourni d'éléments de preuve établissant que dans *toutes* ces paires, les consommateurs percevaient les marques comme étant des "substituts parfaits". Les éléments de preuve figurant dans l'étude communiquée en tant que pièce PHL-111a, qui concernent le comportement des consommateurs consistant à passer d'une marque à l'autre ne couvrent pas toutes les marques et ont une valeur limitée. En outre, les différences notables de prix entre des paires particulières composées d'une marque importée et d'une marque nationale infirment toute conclusion selon laquelle ces paires sont constituées de substituts parfaits. Les éléments de preuve communiqués dans les pièces PHL-148 et PHL-149 ont une valeur limitée parce qu'ils n'établissent pas l'élasticité de la demande et l'élasticité de substitution pertinentes pour des marques particulières de cigarettes importées et de cigarettes nationales.

4.212 En tout état de cause, la question essentielle en l'espèce n'est pas de savoir si des cigarettes particulières sont pleinement substituables, mais si le système utilisé par la Thaïlande pour déterminer la base d'imposition de la TVA est appliqué d'une manière qui établit une discrimination à l'égard des cigarettes importées au sens de l'article III:2.

L'utilisation des MRSP comme base d'imposition pour les cigarettes n'a pas pour résultat que les cigarettes importées sont frappées d'une taxe "supérieure" à celle qui frappe les cigarettes nationales

4.213 L'article III:2 ne prescrit pas que toutes les cigarettes importées doivent être frappées du même montant absolu de taxes que toutes les cigarettes nationales. Cela impliquerait que les régimes fiscaux fondés sur les prix comme les régimes *ad valorem* sont, en soi, incompatibles avec l'article III:2 du GATT de 1994. Au contraire, les Membres sont libres d'utiliser des systèmes d'imposition intérieure fondés sur des prix fixés et des systèmes *ad valorem*. En outre, en vertu de l'article III:2, une comparaison entre le prix fixé et le prix de détail effectif ne peut pas être utilisée pour établir qu'il y a discrimination. Si une différence entre le prix fixé et le prix de détail était suffisante pour établir qu'il y a discrimination, les Membres seraient en effet forcés d'utiliser le prix de détail effectif comme base d'imposition.

4.214 Le critère approprié pour savoir si l'utilisation par la Thaïlande des MRSP comme base d'imposition pour son système de TVA est incompatible avec l'article III:2, consiste à examiner si le Département des droits d'accise détermine les MRSP de la même façon pour les cigarettes nationales et pour les cigarettes importées. Comme la Thaïlande l'a déjà expliqué, la même méthode est utilisée pour établir les MRSP des cigarettes nationales et des cigarettes importées. Les Philippines doivent encore fournir des éléments *prima facie* montrant que le Département des droits d'accise thaïlandais établit les MRSP de manière différente pour les cigarettes importées et pour les cigarettes nationales, ou qu'il applique la méthode décrite ci-dessus d'une manière qui protège les cigarettes nationales.

4.215 Les éléments de preuve présentés au Groupe spécial montrent que le point de départ de la détermination du MRSP est le prix de détail recommandé du fabricant et que le Département des droits d'accise thaïlandais ne détermine pas de manière indépendante l'élément "coût de commercialisation" du MRSP. Ils montrent aussi que c'est exactement la même méthode qui est utilisée pour les cigarettes nationales pour les cigarettes importées. En outre, le fait que PM Thailand

et les autres importateurs ont pu demander et obtenir une modification des MRSP pour leurs marques montre que rien ne permet aux Philippines de faire valoir que "l'importateur n'a jamais eu un moyen transparent de fournir des renseignements pour le processus décisionnel des autorités" ou que PM Thailand n'était pas "encouragée … à apporter sa contribution au processus de détermination des MRSP". La Thaïlande note que la méthode utilisée pour arriver aux MRSP dans les avis de 2006-2007 était très différente de celle qui a été utilisée avant et après cette période et sur laquelle le Groupe spécial doit se prononcer. En conséquence, la Thaïlande demande instamment au Groupe spécial de bien veiller à ce que les décisions qu'il rend au sujet de la méthode de détermination des MRSP dont il est saisi soient fondées sur des éléments de preuve se rapportant à la méthode appliquée au moment de l'établissement du Groupe spécial, et non sur des éléments de preuve se rapportant à une méthode de détermination des MRSP différente qui ne relève pas de son mandat.

ii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article III:2 du GATT de 1994 en ce qui concerne l'imposition des reventes de cigarettes

4.216 Comme la Thaïlande l'a expliqué aux paragraphes 241 à 244 de sa première communication, le montant de la TVA acquittée par le consommateur final sur un paquet de cigarettes importées et sur un paquet de cigarettes nationales est exactement le même et n'est pas affecté par une quelconque différence dans les prescriptions en matière de déclaration de TVA applicables aux cigarettes importées et aux cigarettes nationales.

4.217 Les Philippines font à présent valoir que la question est de savoir si la charge fiscale "imposée sur les produits importés similaires est supérieure à celle qui est imposée sur les produits nationaux similaires *à n'importe quel point de la chaîne de distribution*". Rien dans le texte de l'article III:2 n'étaye cette interprétation. L'article III:2 est axé sur les taxes frappant le produit et ne fait aucune référence à des points différents de la chaîne de distribution. Le contexte fourni par l'article III:2 a) et la note additionnelle relative à l'article III du GATT de 1994 étaye aussi cette lecture de l'article III:2. De plus, dans la pratique, l'argument des Philippines signifierait que tous les systèmes de TVA sont incompatibles avec les règles de l'OMC, parce qu'il est inévitable, dans un système de TVA, que la charge fiscale varie à différents points de la chaîne de distribution, de sorte qu'à un point donné, le produit importé pourra être plus lourdement taxé que le produit national (ou vice versa).

iii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 en ce qui concerne les prescriptions administratives relatives à son système de TVA

4.218 Lorsque les Philippines font valoir que les prescriptions administratives différentes applicables aux reventes de cigarettes importées ont imposé sur ces ventes des charges réglementaires additionnelles qui ne sont pas imposées sur les reventes de cigarettes nationales, elles font abstraction du fait i) que les grossistes et les détaillants de cigarettes nationales qui sont inscrits au registre de la TVA sont soumis aux mêmes prescriptions réglementaires exactement que les grossistes et détaillants de cigarettes importées inscrits au registre de la TVA; ii) que les grossistes et détaillants de cigarettes importées qui ne sont *pas* inscrits au registre de la TVA sont assujettis aux mêmes charges réglementaires que les grossistes et détaillants de cigarettes nationales qui ne sont *pas* inscrits au registre de la TVA; et iii) qu'à chaque charge réglementaire imposée aux grossistes et détaillants de cigarettes importées inscrits au registre de la TVA correspond une charge équivalente imposée aux grossistes et détaillants de cigarettes nationales qui ne sont pas inscrits au registre de la TVA.

4.219 Le Groupe spécial ne dispose pas d'éléments de preuve déterminants indiquant que ces prescriptions administratives différentes créent d'importantes incitations qui encouragent les détaillants ou les grossistes à vendre uniquement des cigarettes nationales. Les seuls éléments de preuve communiqués par les Philippines sont l'avis d'un fiscaliste, M. Veraphong, selon lequel les prescriptions en matière de déclaration et de tenue de registres visant les revendeurs de cigarettes

importées sont "plus contraignantes"[76] que celles qui sont imposées aux revendeurs de cigarettes nationales. Cette analyse équivaut dans une large mesure à une reformulation des différences dans les prescriptions en matière de déclaration imposées aux personnes inscrites au registre de la TVA et aux personnes non inscrites au registre de la TVA et ne donne aucune autre explication sur la façon dont ces différences aboutissent à des incitations à ne pas vendre de cigarettes importées. En outre, l'analyse repose sur des différences alléguées dans les sanctions encourues en cas de non-respect des prescriptions applicables en matière de déclaration.[77] La Thaïlande ne considère pas que l'analyse des sanctions faite par M. Veraphong est complète ou exacte. Chose plus importante, elle ne pense pas que les Philippines aient présenté une allégation selon laquelle des différences dans les sanctions applicables aux grossistes et détaillants qui sont inscrits au registre de la TVA dans le cadre de la législation thaïlandaise, lorsqu'on les compare à celles qui sont applicables aux grossistes et détaillants qui ne sont pas inscrits au registre de la TVA, donneraient lieu à une violation de l'article III:4 du GATT de 1994.

4.220 De plus, la Thaïlande soutient que même si les prescriptions réglementaires applicables aux cigarettes importées constituent un traitement moins favorable, ces prescriptions sont justifiées au titre de l'article XX d) du GATT de 1994. Comme elle l'a expliqué plus en détail dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, son système de TVA, y compris le système de déclaration mensuelle de la taxe en aval/en amont, est semblable à celui qu'utilisent beaucoup d'autres Membres de l'OMC.[78] Par conséquent, ces prescriptions en matière de déclaration sont nécessaires – selon l'interprétation de ce terme donné par l'Organe d'Organe appel dans l'affaire *Brésil – Pneumatiques rechapés* – à l'application du système de TVA de la Thaïlande.

d) Allégations au titre de l'article X du GATT de 1994

i) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 en ce qui concerne la composition du Conseil d'administration du TTM

4.221 La question dont est saisi le présent Groupe spécial est de savoir si le double rôle des fonctionnaires gouvernementaux qui crée des conflits d'intérêt potentiels constitue, *en lui-même et à lui seul*, une application "déraisonnable" ou "partiale" au sens de l'article X:3 a) du GATT de 1994.

4.222 Comme la Thaïlande l'a expliqué[79], les situations de double rôle et de conflits d'intérêts potentiels *ne sont pas*, *en elles-mêmes et à elles seules*, suffisantes pour démontrer une incompatibilité avec l'article X:3 a). La jurisprudence confirme qu'un plaignant doit démontrer l'existence d'un certain nombre d'éléments *additionnels* pour qu'il y ait violation de l'article X:3 a), y compris: i) des éléments de preuve qualitatifs de l'existence d'actes particulièrement déraisonnables ou partiaux de la part des fonctionnaires publics en question[80]; ii) des éléments de preuve montrant qu'il y a des sauvegardes insuffisantes pour éviter une application déraisonnable ou partiale de la part de ces fonctionnaires[81]; et iii) des éléments de preuve montrant que le double rôle des fonctionnaires gouvernementaux n'est pas pertinent pour l'application de la législation en question.[82] Il existe de solides raisons politiques pour exiger ces éléments additionnels. Interdire toutes les mesures administratives *potentielles* prises par des fonctionnaires dans de telles circonstances renverserait la présomption d'application de bonne foi du pouvoir discrétionnaire conféré à l'exécutif lorsqu'il s'acquitte des obligations contractées dans le cadre de l'OMC. En outre, si le simple fait que des

[76] Voir la déclaration sous serment de M. Veraphong, pièce PHL-182, paragraphes 15.1 et 15.2.
[77] Voir la déclaration sous serment de M. Veraphong, pièce PHL-182, paragraphe 15.2, points 1, 2 et 5.
[78] Réponses de la Thaïlande aux questions du Groupe spécial, paragraphes 146 à 153.
[79] Réponses de la Thaïlande aux questions du Groupe spécial, paragraphes 202 à 207.
[80] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 219.
[81] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphes 11.99 et 11.86.
[82] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.86.

fonctionnaires publics ont un double rôle ou un pouvoir de contrôle sur des intérêts concurrents était suffisant pour établir l'existence d'une violation de l'article X:3 a), la capacité de réglementation des gouvernements serait fortement réduite.

4.223 Dans la présente affaire, les Philippines ne se sont pas acquittées de la charge qui leur incombait de prouver l'existence de ces trois éléments additionnels. En fait, elles n'ont fourni aucun élément de preuve solide démontrant un comportement constant des administrateurs du TTM, lesquels établiraient simultanément des déterminations en matière douanière ou fiscale en ce qui concerne les cigarettes importées.

Les Philippines n'ont pas montré l'existence d'actes déraisonnables ou partiaux

4.224 Les Philippines reconnaissent qu'elles ne peuvent pas fournir d'éléments de preuve montrant que "des décisions particulières prises par les administrateurs du TTM en leur qualité de fonctionnaires gouvernementaux ont été effectivement motivées par la partialité".[83] Elles ont simplement communiqué une nouvelle fois leurs éléments de preuve indiquant que certains administrateurs du TTM avaient été simultanément employés au Ministère des finances.[84] Ces éléments de preuve ne satisfont pas à la prescription imposant la présentation d'éléments de preuve qualitatifs de l'existence d'actes déraisonnables ou partiaux particuliers pris par les fonctionnaires en question.

Les Philippines n'ont pas démontré qu'il y avait des sauvegardes insuffisantes

4.225 La Thaïlande estime que tout risque d'application partiale des législations douanière et fiscale par les fonctionnaires gouvernementaux est atténué par les importantes sauvegardes prévues par la loi qui régissent la conduite des fonctionnaires thaïlandais (par exemple, la Loi sur la fonction publique thaïlandaise et le Code pénal thaïlandais). Les fonctionnaires gouvernementaux qui ont exercé leurs fonctions d'une manière illicite, malhonnête ou inappropriée sont passibles d'un emprisonnement (allant d'un à dix ans) et/ou d'amendes (allant de 2 000 à 20 000 bahts).[85] Les Philippines font valoir que le paragraphe 2.6.2 du *Guide éthique et moral à l'usage des cadres et employés du Monopole thaïlandais des tabacs* aurait la priorité sur ces obligations et sanctions civiles et pénales prévues par la loi.[86] La Thaïlande conteste cette interprétation du guide qui a été publié par le Département des ressources humaines du TTM et n'a pas de statut juridique.

Les Philippines n'ont pas démontré que la présence de fonctionnaires gouvernementaux au Conseil d'administration du TTM n'était pas pertinente

4.226 La participation de fonctionnaires gouvernementaux à l'application de la législation sur l'évaluation en douane et de la législation fiscale est *pertinente*. Il y a aussi des raisons légitimes qui expliquent que des personnes travaillant dans ces départements puissent être nommées au Conseil d'administration du TTM afin d'assurer que le *TTM lui-même* se conforme efficacement à la législation fiscale et douanière thaïlandaise.

[83] Réponses des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphes 460, 462 et 463.
[84] Réponses des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphe 460.
[85] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 274.
[86] Réponses des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphes 437 à 439.

ii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 a) et X:3 b) en ce qui concerne la conduite des appels concernant des déterminations de la valeur en douane

La conduite de ces appels par la Thaïlande est "raisonnable" au sens de l'article X:3 a)

4.227 Les parties conviennent que la détermination de ce qui est "raisonnable" exige une analyse de toutes les circonstances pertinentes entourant l'application en cause, y compris "le point de savoir si les appels non tranchés peuvent être distingués des appels déjà tranchés".[87]

4.228 La Thaïlande considère qu'il y a plusieurs facteurs qui distinguent les appels tranchés des appels non tranchés. Premièrement, les [[xx.xxx.xx]] appels qui restent à l'examen se rapportent à l'importation de cigarettes *Marlboro* débarquées pendant l'année 2002. Par conséquent, les [[xx.xxx.xx]] appels se rapportant à des marchandises débarquées en 2000 et en 2001 ont tous été traités. Deuxièmement, PM Thailand a demandé, dans une lettre datée du 15 décembre 2005, que les déterminations de la BoA concernant les [[xx.xxx.xx]] appels en cours soient établies sur la base des données révisées pour les bénéfices et frais généraux, ce qui a entraîné un échange de renseignements entre la BoA et PM Thailand jusqu'au milieu de l'année 2007. Troisièmement, PM Thailand a demandé ensuite, en juillet 2007, que les appels qu'elle avait interjetés en 2006 et 2007 soient traités en priorité par rapport aux [[xx.xxx.xx]] appels en cours.[88] Ces circonstances atténuantes expliquent pourquoi ces appels ne sont pas encore terminés.

L'article X:3 b) n'impose pas d'obligations en ce qui concerne l'achèvement d'appels particuliers

4.229 Les parties ne sont pas d'accord sur la portée de l'obligation juridique énoncée à l'article X:3 b). La Thaïlande estime que l'article X:3 b), à la différence de l'article X:3 a), n'énonce *pas* de critères régissant les cas individuels de réexamen de décisions administratives. En revanche, l'article X:3 b) contient seulement l'obligation de créer un cadre institutionnel ou procédural. Dans ce contexte, la Thaïlande note que les Philippines n'ont présenté aucun élément de preuve de retards dans le traitement des appels, hormis les [[xx.xxx.xx]] appels (qui sont pendants en raison de circonstances atténuantes). En fait, la BoA a tranché [[xx.xxx.xx]] des [[xx.xxx.xx]] appels interjetés par PM Thailand entre 2000 et 2002.

4.230 En outre, les [[xx.xxx.xx]] appels en cours n'entrent pas dans le champ d'application de l'article X:3 b) car la BoA n'est pas un tribunal ni une procédure "*indépendant* des organismes chargés de l'application des mesures administratives". L'article 112*sexies* et 112*septies* de la Loi douanière confirme que la BoA comprend des représentants et emploie du personnel de l'organisme administratif – les douanes thaïlandaises – dont les décisions font l'objet du réexamen.

4.231 Même si l'article X:3 b) s'appliquait à la BoA, pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées plus haut s'agissant de l'allégation des Philippines au titre de l'article X:3 a), dans les circonstances particulières de l'affaire, le traitement par la BoA des [[xx.xxx.xx]] appels interjetés par PM Thailand en ce qui concerne des marchandises débarquées en 2002 n'est pas incompatible avec l'article X:3 b).

[87] Communication écrite des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 62.

[88] La Thaïlande a fourni une explication détaillée des éléments de preuve relatifs à ces circonstances atténuantes dans ses réponses aux questions du Groupe spécial, paragraphes 221 à 225.

iii) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 b) en ce qui concerne les appels formés contre l'imposition de garanties

4.232 La Thaïlande n'a pas l'obligation de prévoir des appels contre l'imposition de valeurs de garantie parce que la décision prise par un agent des douanes d'exiger une garantie n'est pas une "mesure[] administrative[] se rapportant aux questions douanières" au sens de l'article X:3 b) du GATT de 1994. La raison en est que les garanties ont seulement un "statut juridique provisoire" et que le fait d'exiger une garantie ne constitue pas une mesure administrative distincte affectant les droits et obligations des importateurs.

4.233 Même à supposer que la Thaïlande doive pourvoir au réexamen des décisions imposant des garanties, l'article X:3 b) ne prescrit que cet examen soit instantané et n'interdit pas qu'il soit subordonné à l'épuisement des procédures internes. Contrairement à ce que les Philippines font valoir, l'article X:3 b) ne comporte aucun libellé exigeant des Membres de l'OMC qu'ils confèrent des droits "indépendants et immédiats" de contester toutes les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Il apparaît que les Philippines admettent que, dans le cadre de la législation thaïlandaise, les importateurs *peuvent* demander une révision judiciaire indépendante des ordonnances imposant des garanties au tribunal fiscal *après* épuisement des procédures internes. Par conséquent, la Thaïlande respecte les prescriptions de l'article X:3 b).

iv) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:3 a) dans son application du système de TVA et des droits d'accise, de la redevance télévision et de la taxe sanitaire

Critères généralement applicables pour calculer les MRSP

4.234 Contrairement à ce qu'affirment les Philippines, l'article X:3 a) ne prescrit pas que les Membres doivent adopter des règles généralement applicables qui tentent de traiter tous les cas de figure possibles à l'avance; ils sont libres au contraire d'user d'un pouvoir discrétionnaire pour appliquer leurs lois et règlements. Il est parfaitement "raisonnable" pour les Membres d'appliquer leurs lois en attribuant un pouvoir discrétionnaire aux organismes administratifs.

4.235 En tout état de cause, même à supposer que l'article X:3 a) comporte une prescription imposant d'appliquer les lois et règlements au moyen "de critères généralement applicables", la Thaïlande s'est conformée à cette prescription. Les MRSP sont déterminés conformément à des critères généralement applicables.

Utilisation des données relatives aux valeurs de garantie pour calculer les MRSP pour *Marlboro* et *L&M*

4.236 La Thaïlande répond aux trois allégations présentées par les Philippines, comme suit:

4.237 L'utilisation de sources de données différentes pour calculer la composante prix c.a.f. des MRSP n'équivaut pas à une application *non uniforme* parce que la différence peut être expliquée par référence aux différences dans les circonstances de l'affaire. En septembre 2006, les douanes avaient eu des doutes légitimes concernant la fiabilité des valeurs déclarées par PM Thailand et le Département des droits d'accise thaïlandais avait dû recourir à des estimations; en août 2008, les douanes étaient convaincues que les valeurs déclarées par PM Thailand étaient fiables et, à ce moment-là, le Département des droits d'accise a utilisé les valeurs déclarées/estimées.

4.238 L'utilisation des valeurs de garantie en septembre 2006 était *raisonnable*, compte tenu des doutes légitimes exprimés par les douanes thaïlandaises en ce qui concerne la fiabilité des valeurs déclarées de PM Thailand et de l'absence de toute autre solution crédible. Le fait que les valeurs de garantie étaient fondées sur une décision de la BoA et n'étaient guère plus élevées que les valeurs

déclarées ou finalement estimées indique aussi que les mesures des douanes thaïlandaises n'étaient pas déraisonnables.

4.239 L'utilisation des estimations était impartiale, parce que les Philippines n'ont pas établi que le Département des droits d'accise thaïlandais n'utiliserait pas d'estimations pour calculer la composante prix sortie usine des MRSP pour les marques nationales s'il y avait un doute quelconque quant à la fiabilité des chiffres fournis par le TTM.

Bases d'imposition utilisées pour fixer les droits d'accise, la redevance télévision et la taxe sanitaire

4.240 La Thaïlande conteste les affirmations factuelles des Philippines selon lesquelles les droits d'accise, la redevance télévision et la taxe sanitaire ont été ou seront recouvrées par les fonctionnaires thaïlandais en violation des lois thaïlandaises existantes. Les Philippines n'ont fourni aucun élément de preuve à l'appui de leurs affirmations selon lesquelles le Département des droits d'accise thaïlandaise avait utilisé des bases d'imposition "illicites" pour fixer les droits d'accise, la redevance télévision et la taxe sanitaire. La charge de la preuve concernant cette question leur incombe et elles ne s'en sont pas acquittées. En conséquence, les allégations des Philippines doivent être rejetées.

4.241 En outre, même à supposer que les fonctionnaires thaïlandais agissent, d'une façon ou d'une autre, d'une manière incompatible avec la législation thaïlandaise lorsqu'ils perçoivent les droits d'accise, la redevance télévision et la taxe sanitaire, il ne s'ensuit pas que cela donne lieu à une infraction à l'article X:3 a) du GATT de 1994. L'article X:3 a) ne peut pas être utilisé pour transformer chaque manquement des autorités nationales aux lois nationales en une infraction au droit international. L'article X:3 a) n'impose pas aux Membres de l'OMC l'obligation générale de veiller à ce que leurs mesures administratives demeurent fondées sur les lois nationales applicables.

v) La Thaïlande a agi d'une manière compatible avec l'article X:1 en ce qui concerne la publication des règles et données relatives à la TVA, aux prix sortie usine et à la libération des garanties

Méthode globale de calcul des MRSP et données utilisées pour calculer les MRSP

4.242 À compter d'août 2007, la Thaïlande a publié la méthode globale de calcul des MRSP dans le préambule de tous les Avis relatifs aux MRSP émanant du Département des droits d'accise. Cette description permet aux gouvernements et aux commerçants de prendre connaissance de la méthode utilisée par le Département des droits d'accise thaïlandais. Contrairement à ce qu'affirment les Philippines, cette description indique la façon dont le montant de la TVA et la marge commerciale sont calculés de manière appropriée – du moins suffisamment clairement pour que PM Thailand et les autres importateurs puissent régulièrement demander des modifications de leurs MRSP.

4.243 La Thaïlande n'est pas tenue de publier les données utilisées pour calculer les MRSP parce qu'il ne s'agit pas de lois, règlements, décisions judiciaires ou administratives d'application générale au sens de l'article X:1 du GATT de 1994 ou, à titre subsidiaire, il ne s'agit pas d'un "élément essentiel" d'une loi, d'un règlement, d'une décision judiciaire ou administrative d'application générale pertinente. S'agissant des données utilisées pour les calculs des MRSP pour les *cigarettes importées*, elles ne peuvent pas être publiées par la Thaïlande parce que leur publication entraînerait la divulgation de renseignements confidentiels.

Méthode de calcul des prix sortie usine et données utilisées pour calculer les prix sortie usine pour les marques TTM

4.244 Les déterminations des prix sortie usine ne sont *pas* "des décisions administratives d'application générale". La détermination du prix sortie usine pertinent s'applique à une entité *unique* – le TTM – et elle est utilisée pour établir les bases d'imposition des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision acquittés par cette entité *unique*. Par conséquent, la méthode de calcul des prix sortie usine n'est pas une mesure d'application générale. Dans l'éventualité où le Groupe spécial admettrait que les prix sortie usine sont d'application générale, la publication des données utilisées pour arriver à ces prix ne serait pas exigée parce que i) ces données ne relèvent pas de l'article X:1 du GATT de 1994, et que ii) la publication de ces données entraînerait la divulgation de renseignements confidentiels.

Règles relatives à la libération des garanties

4.245 Le point de départ de l'analyse au titre de l'article X:1 doit être l'identification par le plaignant d'une règle d'application générale existante que le défendeur n'a pas publiée. Dans la présente affaire, les Philippines n'ont indiqué aucun instrument ou ensemble d'instruments existant relatif à la libération des garanties rendu exécutoire par la Thaïlande que la Thaïlande n'a pas publié.

e) Questions relatives au mandat du Groupe spécial

i) Allégation des Philippines au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane concernant une "règle ou méthodologie générale"

4.246 Dans leur réponse à la question n° 1 du Groupe spécial, les Philippines tentent de réactiver leur allégation selon laquelle les douanes thaïlandaises avaient une "règle et/ou méthodologie générale" prévoyant le rejet des valeurs transactionnelles pour les importations de PM Thailand. Le Groupe spécial ne devrait pas se prononcer sur cette allégation parce que: i) les Philippines n'ont pas établi qu'il existait une "règle et/ou méthodologie générale" telle que cette expression est interprétée dans la jurisprudence de l'OMC; ii) quand bien même la règle générale alléguée par les Philippines aurait jamais existé, il est clair qu'elle était venue à expiration, au plus tard en septembre 2007 – longtemps avant l'établissement du Groupe spécial; et iii) le Groupe spécial n'a pas besoin de se prononcer sur cette allégation pour résoudre le différend dont il est saisi.

ii) Allégations des Philippines concernant des mesures venues à expiration et des actes achevés

4.247 La Thaïlande demande instamment au Groupe spécial d'examiner soigneusement: i) si chacune des allégations des Philippines identifiées dans la pièce THA-36 relève dûment de son mandat, de sorte qu'il peut se prononcer sur ces allégations; ii) si et dans quelle mesure il est approprié ou utile qu'il se prononce sur des allégations qui se rapportent soit à des mesures venues à expiration, soit à des actes achevés; et iii) s'il lui est permis au titre de l'article 19:1du Mémorandum d'accord de formuler des recommandations en ce qui concerne de telles allégations.

iii) Allégations des Philippines au titre de l'article X:3 a) concernant l'application par la Thaïlande de son système de TVA et des droits d'accise, de la redevance télévision et de la taxe sanitaire

4.248 Les Philippines formulent deux demandes de constatations distinctes et sept allégations au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne la manière dont la Thaïlande applique son système de TVA et ses droits d'accise, sa redevance télévision et sa taxe sanitaire. Aucune de ces allégations n'est exposée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines d'une manière suffisante pour énoncer clairement les problèmes pertinents parce que i) les

Philippines n'"établi[ssent] [pas] explicitement un lien" entre l'absence de critères d'application générale pour calculer les MRSP, l'utilisation des valeurs de garantie pour calculer les MRSP ou l'utilisation de bases d'imposition illicites pour fixer les droits d'accise, la redevance télévision et la taxe sanitaire et les obligations contractées par la Thaïlande au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, et que ii) la demande d'établissement d'un groupe spécial ne contient aucune référence à des allégations selon lesquelles la Thaïlande applique les mesures relatives à la TVA et les mesures relatives aux droits d'accise, à la redevance télévision et à la taxe sanitaire d'une manière *non uniforme*.

G. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DES PHILIPPINES À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

1. Allégation au titre de l'article X:3 a) relative au rôle des administrateurs du TTM

4.249 La Thaïlande viole l'article X:3 a) en confiant le pouvoir gouvernemental d'appliquer les mesures douanières et fiscales thaïlandaises concernant les cigarettes nationales et les cigarettes importées à des fonctionnaires qui exercent simultanément les fonctions d'administrateurs du TTM, ce qui aboutit à une application partiale et déraisonnable de ces mesures. En tant que fonctionnaires de l'État, ces personnes sont chargées d'appliquer les mesures douanières et fiscales thaïlandaises concernant les cigarettes nationales et les cigarettes importées. En tant qu'administrateurs du TTM, elles ont le devoir et la motivation financière – sous forme de primes considérables de promouvoir les intérêts concurrentiels du TTM. L'action de confier le pouvoir d'appliquer les mesures douanières et fiscales thaïlandaises de cette manière est un acte d'application, distinct d'actes additionnels tels que l'adoption de MRSP discriminatoires. Les administrateurs du TTM ne sont pas visés par une sauvegarde effective, expressément prévue dans le Code de la fonction publique thaïlandaise, qui interdit aux fonctionnaires État d'être administrateur ou directeur général d'une société. Les autres sauvegardes de la Thaïlande se sont révélées inefficaces en pratique et n'ont empêché ni la divulgation aux administrateurs du TTM de RCC extrêmement sensibles ni des actes d'application partiale et déraisonnable.

2. La Thaïlande a violé l'Accord sur l'évaluation en douane en rejetant les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand et en déterminant des valeurs déductives plus élevées

a) Article 1:1 et 1:2: règle générale exigeant le rejet de la valeur transactionnelle

4.250 La Thaïlande n'a pas réfuté l'allégation *prima facie* des Philippines concernant l'existence d'une règle générale exigeant le rejet de la valeur transactionnelle. Outre les cinq éléments de preuve déjà communiqués, les Philippines peuvent à présent s'appuyer aussi sur une série de mémorandums communiqués par la Thaïlande en réponse à la demande formulée par le Groupe spécial au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord, qui confirment qu'en août 2006, la Thaïlande a adopté une règle générale prévoyant le rejet de la valeur transactionnelle sans examen des circonstances de la vente, et l'utilisation d'une valeur déductive comme prix minimal ou prix de référence, indépendamment des circonstances particulières. Cette règle générale s'appliquait aux importateurs de cigarettes et de boissons alcooliques et n'était pas appliquée par société. Même si la règle est appliquée par société, un groupe spécial est compétent pour examiner, d'un point de vue général et prospectif, une règle ou norme prescrivant qu'une société particulière sera assujettie à un traitement réglementaire spécifique.

4.251 La règle générale relève du mandat du Groupe spécial et peut faire l'objet de constatations et de recommandations. Elle n'est pas venue à expiration et continue de produire des effets à travers les [[xx.xxx.xx]] décisions d'évaluation, adoptées en application de cette règle, qui sont en instance devant la BoA. Même si le Groupe spécial devait constater que la règle générale est totalement venue à expiration, il pourrait formuler des constatations concernant des mesures venues à expiration.

b) Article 1:1 et 1:2: rejet indu des valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand pour [[xx.xxx.xx]] importations

4.252 La Thaïlande a violé l'article 1:1 et 1:2 en rejetant les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand dans [[xx.xxx.xx]] transactions, 1) sans examiner les circonstances de la vente, et 2) sans motif valable, hormis les liens entre l'acheteur et le vendeur.

4.253 Les Philippines ont présenté cinq éléments de preuve montrant qu'il n'y avait pas eu d'examen des circonstances de la vente et que la Thaïlande n'avait pas examiné les éléments de preuve pertinents, tels que les calculs déductifs communiqués par PM Thailand. La Thaïlande a répondu en donnant des justifications *a posteriori* contradictoires pour expliquer pourquoi les éléments de preuve de PM Thailand étaient inadéquats; il lui reste à fournir des éléments de preuve montrant que les douanes thaïlandaises n'ont jamais examiné les éléments de preuve de PM Thailand. En fait, le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 indique expressément que les douanes thaïlandaises n'ont pas examiné les circonstances de la vente. L'explication que les douanes thaïlandaises ont donnée de leur détermination dans la lettre du 12 avril 2007 n'est pas non plus révélatrice d'un examen des éléments de preuve de PM Thailand. La Thaïlande fait valoir maintenant, *a posteriori*, qu'elle n'a pas utilisé de critères déductifs pendant la période pertinente. Toutefois, les éléments de preuve portés devant le Groupe spécial montrent que les douanes thaïlandaises ont utilisé des valeurs déductives comme prix minimal servant de critères pour les marchandises importées en 2006 et 2007 qui sont en cause; lorsque la valeur transactionnelle était inférieure à la valeur déductive servant de critère, elle a été rejetée sans qu'il y ait un examen approprié des circonstances de la vente. Les douanes thaïlandaises n'ont pas non plus examiné les éléments de preuve concernant la marge brute de PM Thailand. Ces éléments de preuve leur auraient permis de comparer les marges brutes dégagées par PM Thailand avec les marges brutes des distributeurs occupant des situations similaires dans des transactions avec des fournisseurs non liés. La Thaïlande a donné des raisons contradictoires pour expliquer qu'elle n'avait pas examiné ces éléments de preuve. À l'époque en question, toutefois, les douanes thaïlandaises n'ont jamais indiqué que leurs raisons de douter de la valeur transactionnelle incluaient des préoccupations au sujet des données relatives à la marge brute des distributeurs non liés. La Thaïlande fait valoir aussi, *a posteriori*, qu'à cette époque, les douanes thaïlandaises étaient seulement tenues d'examiner les "nouveaux" éléments de preuve, et non pas d'autres éléments de preuve comme les éléments concernant la marge brute que PM Thailand avait déjà communiqués une fois puis une nouvelle fois après le 4 août 2006. Or, les autorités doivent examiner tous les éléments de preuve, à moins de les avoir précédemment rejetés. En outre, des conversations téléphoniques et réunions alléguées et non précisées, dont il n'y a pas de preuve documentaire, sont insuffisantes, au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane, pour établir que les circonstances de la vente ont été examinées.

4.254 La Thaïlande a violé aussi l'article 1:1 et 1:2 en ne fournissant pas de motifs valables pour rejeter la valeur transactionnelle. S'agissant du premier fait mentionné dans la lettre du 12 avril 2007, la Thaïlande a expressément indiqué dans la présente procédure que les douanes thaïlandaises ne s'étaient pas s'appuyées sur une comparaison entre les prix de [[xx.xxx.xx]] (ci-après "importateur A")et les prix de PM Thailand.[89] À l'époque en question, PM Thailand a expliqué pourquoi ces prix n'étaient pas comparables et les douanes thaïlandaises ne lui ont pas demandé de justifier davantage les différences entre ces prix non comparables. S'agissant du deuxième fait, également mentionné dans la lettre du 12 avril, les Philippines estiment qu'un Membre de l'OMC ne peut pas se soustraire à son obligation première en matière d'évaluation simplement en déclarant qu'il n'ait pas été satisfait à la charge de la preuve, sans expliquer aussi pourquoi les éléments de preuve communiqués étaient lacunaires.

[89] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 165.

c) Article 1:2 a): communication des "motifs" avant de rejeter la valeur transactionnelle

4.255 La Thaïlande a violé l'article 1:2 a) en ne communiquant pas les motifs qu'elle avait de considérer que les liens avaient influencé le prix avant de rejeter la valeur transactionnelle. La communication de la seule conclusion juridique selon laquelle PM Thailand "[devait] encore établir" que les[] liens n'avaient pas influencé le prix" est insuffisante pour communiquer les "motifs" factuels sous-tendant la conclusion des autorités, et prive l'importateur d'une "possibilité raisonnable de répondre" à ces "motifs".

d) Article 16: explication appropriée de la manière dont la valeur en douane a été déterminée

4.256 Thaïlande a violé l'article 16 en ne donnant pas à PM Thailand une explication écrite et suffisamment motivée qui aurait permis à l'importateur de comprendre comment et pourquoi les autorités avaient rejeté la valeur transactionnelle et déterminé la valeur en douane estimée. Ni la lettre du 12 avril ni le compte rendu de la réunion du 6 mars ne fournissent une explication appropriée de la détermination des douanes thaïlandaises, parce qu'ils s'appuient sur une comparaison inappropriée avec les prix de l'importateur A (sur lesquels, d'après les allégations de la Thaïlande, les douanes thaïlandaises ne se sont pas appuyées) et sur une simple déclaration non étayée selon laquelle il n'a pas été satisfait à la charge de la preuve.

e) Articles 5 et/ou 7: estimation incorrecte de la valeur déductive des [[xx.xxx.xx]] transactions de PM Thailand

4.257 La Thaïlande a violé l'article 5 en déterminant, pour des raisons inadmissibles, qu'elle ne pouvait pas évaluer les marchandises de PM Thailand au moyen de cette disposition, et/ou l'article 7 en estimant d'une manière incorrecte la valeur déductive des [[xx.xxx.xx]] marchandises importées de PM Thailand. Elle admet maintenant qu'elle a déduit des montants incorrects pour les droits d'accise, ce qui a majoré la valeur en douane, et pour la TVA sur certaines marchandises importées. Le fait que PM Thailand ait pu bénéficier de la déduction d'un montant de TVA incorrect ne rend pas les mesures de la Thaïlande compatibles avec les règles de l'OMC.

f) Article 10: divulgation de données commerciales confidentielles

4.258 La Thaïlande a violé l'article 10 en divulguant des RCC. Elle reconnaît que les prix c.a.f. des cigarettes importées sont des RCC et que leur divulgation porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes des importateurs de cigarettes.

3. La Thaïlande viole l'article X:3 b) du GATT de 1994 en ne prévoyant pas le droit de contester les garanties

4.259 La Thaïlande viole l'article X:3 b) en ne prévoyant pas un droit inconditionnel de faire appel d'une ordonnance imposant une garantie, indépendamment de l'avis d'estimation finale. Une ordonnance imposant une garantie est un acte achevé et final qui est distinct de l'estimation finale, et constitue une mesure administrative au sens de l'article X:3 b). Subordonner la révision d'une garantie à l'existence d'une estimation finale de la valeur en douane risque de priver les importateurs de toute révision d'une garantie, ce qui leur fait subir un dommage financier immédiat. Un droit inconditionnel à la révision d'une garantie est également nécessaire lorsque la garantie exclut entièrement l'accès aux marchés, auquel cas il n'y a pas de valeur en douane estimée.

4. Allégations au titre du GATT de 1994 concernant la TVA

a) Article X:1: publication de la méthode et des données utilisées pour déterminer les MRSP

4.260 La Thaïlande viole l'article X:1 en ne publiant pas la méthode globale utilisée pour établir et réviser les MRSP. Contrairement à ce que la Thaïlande fait valoir, les avis individuels relatifs aux MRSP ne constituent pas une publication appropriée de la méthode de détermination des MRSP, et ils n'expliquent pas non plus la méthode que la Thaïlande a décrite devant le présent Groupe spécial. PM Thailand s'est plainte de cette absence de transparence dans les appels internes en instance qu'elle a formés contre trois Avis relatifs aux MRSP. S'agissant du MRSP de décembre 2005, la Thaïlande fait à présent valoir que les "frais de commercialisation", l'un des éléments du calcul, ne sont pas "calculés" mais au lieu de cela "tirés" des derniers MRSP proposés par l'importateur. Les éléments de preuve disponibles et les calculs relatifs aux frais de commercialisation de décembre 2005, qui ont été appliqués de nouveau dans les MRSP de 2008 et 2009, contredisent l'explication de la Thaïlande. En fait, les explications contradictoires de la Thaïlande en ce qui concerne les MRSP de décembre 2005 ont pour effet de souligner le besoin pressant de règles publiées.

4.261 La Thaïlande viole aussi l'article X:1 en ne publiant pas les données, s'il y a lieu sous forme indexée, utilisées pour calculer les MRSP. La publication en temps utile des données essentielles sous-tendant les MRSP empêcherait que des erreurs n'affectent la base d'imposition, permettrait aux commerçants et aux gouvernements étrangers d'examiner les calculs de MRSP et garantirait que les différends concernant les calculs puissent être traités immédiatement au niveau national. Les erreurs répétées figurant dans les calculs communiqués au Groupe spécial par la Thaïlande démontrent qu'il est nécessaire de publier les données sous-tendant les MRSP.

b) Première phrase de l'article III:2: imposition supérieure des cigarettes importées en raison du MRSP

4.262 Les Avis relatifs aux MRSP des 7 décembre 2005, 18 septembre 2006, 30 mars 2007, 29 août 2007 et 19 août 2008 relèvent du mandat du Groupe spécial parce qu'ils ont été indiqués dans la demande d'établissement d'un groupe spécial en tant qu'"Avis [au pluriel] relatifs aux MRSP rendus par le Directeur général des droits d'accise" et que les Philippines ont indiqué que le différend se rapportait aux Avis relatifs aux MRSP des "deux années et demi" précédentes. Les Avis antérieurs relatifs aux MRSP n'ont pas cessé de produire leurs effets; cependant, en tout état de cause, une mesure venue à expiration et remplacée est visée par l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, ainsi qu'il a été montré dans les affaires *CE – Bananes III (article 21:5)* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5)*.

4.263 Les Philippines ont déjà démontré que toutes les cigarettes nationales et les cigarettes importées étaient similaires, au moyen d'éléments de preuve concernant les caractéristiques physiques, les utilisations finales, les goûts et préférences des consommateurs, le classement tarifaire et le traitement réglementaire. La Thaïlande n'a communiqué ni arguments ni éléments de preuve contestant l'évaluation faite par les Philippines. L'argument de la Thaïlande selon lequel le Groupe spécial doit effectuer 1634 comparaisons entre différentes marques de cigarettes importées et de cigarettes nationales n'est pas étayé par le texte de l'article III:2 ni par la jurisprudence.

4.264 Les objections opposées par la Thaïlande aux éléments de preuve des Philippines mesurant les changements de comportement qui font suite à des variations relatives des prix sont dénuées de fondement. Premièrement, les enquêtes d'opinion auprès des consommateurs fournissent des éléments de preuve utiles sur les goûts et préférences des consommateurs et elles ont été utilisées antérieurement par le Groupe spécial chargé de l'affaire *Japon – Boissons alcooliques*. Deuxièmement, le fait que les éléments de preuve ne montrent pas les calculs concernant les

élasticités de substitution et les élasticités-prix croisées de la demande compensées par le revenu dans 1 634 cas distincts n'est pas pertinent.

4.265 La Thaïlande impose sur les cigarettes importées une TVA supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales parce que 1) les MRSP pour les cigarettes importées sont systématiquement plus élevés que les MRSP pour les cigarettes nationales similaires; et que 2) les MRSP pour les cigarettes importées sont systématiquement plus élevés que les prix de vente au détail recommandés (RRSP) des cigarettes importées, alors que les MRSP des cigarettes nationales similaires sont systématiquement égaux aux RRSP. Un tableau relatif à chacun des trois appels internes de PM Thailand contre les MRSP de 2006 – 2007 montre 1) que les MRSP des 13 grandes marques importées étaient tous plus élevés que les MRSP des trois grandes marques nationales, et 2) qu'il existe un écart considérable entre le MRSP et le RRSP uniquement dans le cas des marques importées. Les éléments de preuve communiqués au Groupe spécial indiquent que, depuis décembre 2005, les MRSP ont toujours été plus élevés qu'ils ne l'auraient été s'ils avaient été fondés sur les renseignements communiqués par PM Thailand et qu'ils ont toujours été plus élevés pour les marques importées que pour les marques nationales similaires, ce qui a entraîné un écart entre le prix de détail et le MRSP pour les marques importées mais pas pour les marques nationales.

c) Première phrase de l'article III:2: exemption *de jure* des reventes de cigarettes nationales de la TVA

4.266 La Thaïlande viole aussi la première phrase de l'article III:2 en exemptant *de jure* de la TVA les reventes de cigarettes nationales, alors qu'elle assujettit les reventes de cigarettes importées à la TVA assortie d'un crédit d'impôt non automatique et conditionnel. Elle applique des systèmes de TVA différents aux cigarettes nationales et aux cigarettes importées. Elle applique pour les cigarettes nationales un système de TVA à une seule étape, qui prévoit une exemption *de jure* des reventes de cigarettes nationales de la TVA. Dans le cadre de ce système, seul le TTM est assujetti à la TVA, et la TVA est exigible sur les ventes à un seul stade de la chaîne de distribution. En revanche, un système de TVA en plusieurs étapes s'applique aux reventes de cigarettes importées, dans le cadre duquel la TVA est exigible à chacun des différents stades de la chaîne de distribution des cigarettes importées.

4.267 Même si la Thaïlande fait valoir que le montant additionnel exigible au titre de la TVA peut être compensé par un crédit d'impôt, un Membre ne peut pas s'appuyer sur l'action d'une partie privée pour atténuer les effets d'une taxe discriminatoire. Par ailleurs, le crédit d'impôt est soumis à des conditions, et non pas accordé automatiquement comme la Thaïlande l'allègue.

d) Article III:4: charges administratives relatives à la TVA plus contraignantes sur les reventes de cigarettes importées

4.268 La Thaïlande viole l'article III:4 en assujettissant les reventes de cigarettes importées aux prescriptions administratives relatives à la TVA qui sont énoncées au chapitre IV du Code des impôts de la Thaïlande, alors qu'elle exempte les reventes de cigarettes nationales de ces prescriptions. Les Philippines ont communiqué des déclarations d'experts à l'appui de leur allégation. L'argument de la Thaïlande selon lequel les reventes de cigarettes nationales sont, néanmoins, soumises à des prescriptions administratives en matière d'impôt sur le revenu qui sont, d'après leurs allégations, "exactement les mêmes" que les prescriptions administratives en matière de TVA tombe, parce que la législation thaïlandaise exempte aussi *de jure* les recettes des revendeurs de cigarettes du TTM de l'impôt sur le revenu.

e) Article X:3 a): application du régime de TVA

4.269 Le Groupe spécial est compétent pour examiner l'allégation des Philippines au titre de l'article X:3 a) parce que les mesures appliquées et la disposition juridique pertinente ont été identifiées et reliées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

4.270 La Thaïlande viole l'article X:3 a) en utilisant une valeur de garantie comme point de départ du calcul des MRSP. Elle transforme en fait une garantie provisoire en une base d'imposition définitive, ce qui n'est pas une application raisonnable ni uniforme. Une telle application est aussi partiale, parce que la législation thaïlandaise n'autorise pas le DG des droits d'accise à publier un prix sortie usine provisoire, alors que la faculté expresse de publier une valeur de garantie provisoire existe. Les Philippines contestent en outre une taxe définitive qui est fondée sur la valeur de garantie estimée la plus élevée.

4.271 La Thaïlande applique aussi son système de TVA d'une façon déraisonnable en ne fondant pas ses calculs de MRSP sur les critères généralement applicables énoncés dans la législation nationale. Les Philippines ont montré, et la Thaïlande a admis, que les MRSP étaient calculés au cas par cas, sans qu'il y ait de critères énoncés dans la loi, ce qui avait permis au DG des droits d'accise d'ajouter, depuis décembre 2005, des frais de commercialisation qui n'avaient pas été établis sur la base des renseignements communiqués par l'importateur. Cela est contraire aux objectifs sous-tendant l'article X:3 a). En outre, la méthode utilisée par la Thaïlande pour calculer les frais de commercialisation de 2006, qui donnait un poids arbitraire et différent à divers prix de détail dans divers pays, est également déraisonnable – en particulier eu égard au fait que les MRSP calculés pour les marques nationales pendant la même période étaient fondés sur les renseignements du TTM.

5. Allégations relatives aux droits d'accise, à la taxe sanitaire et à la redevance télévision

a) Article X:1: publication de la méthode et des données utilisées pour déterminer le prix sortie usine

4.272 La Thaïlande viole l'article X:1 en ne publiant pas la méthode ni les données, indexées si nécessaire, qui sont utilisées pour déterminer les prix sortie usine. Cette méthode est une décision qui établit "le principe ou les critères applicables dans des cas futurs", et qui affecte un nombre non identifié d'opérateurs économiques. Premièrement, le prix sortie usine constitue la base d'imposition des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision et, par conséquent, affecte les taxes et les prix payés par tous les acheteurs de cigarettes nationales. Deuxièmement, le prix sortie usine est le point de départ du calcul des MRSP pour les marques nationales et, par conséquent, il s'applique d'une manière générale à toutes les ventes du TTM assujetties à la TVA.

b) Article X:1: publication des règles concernant la libération des garanties pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision

4.273 La Thaïlande viole l'article X:1 en ne publiant pas les règles concernant la libération des garanties recouvrées pour couvrir le montant potentiellement exigible pour les droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision. Ni la Loi douanière ni les lois imposant ces taxes ne prévoient de règles au sujet de la libération des garanties concernant ces taxes intérieures. L'affirmation de la Thaïlande selon laquelle elle n'a pas adopté de règles générales concernant la libération des garanties est contredite par la description qu'elle a faite devant le présent Groupe spécial d'une "pratique départementale" régissant la libération des garanties, appliquée "habituellement" et "dans l'écrasante majorité des cas ... sans incident". Les Philippines demandent instamment au Groupe spécial d'examiner les circonstances entourant la date de libération tardive des garanties relatives à la taxe sanitaire pour [[xx.xxx.xx]] importations, entre le 18 août 2006 et

le 16 février 2007, en évaluant objectivement leur allégation selon laquelle des règles publiées sont nécessaires pour protéger les importateurs.

c) Article X:3 a): application des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision

4.274 Le Groupe spécial est compétent, pour les mêmes motifs que ceux qui ont été exposés au paragraphe 21 s'agissant de l'allégation au titre de l'article X:3 a) relative à la TVA, pour examiner l'allégation des Philippines selon laquelle la Thaïlande viole l'article X:3 a) en n'appliquant pas les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision d'une manière uniforme, raisonnable et impartiale. Si la valeur en douane estimée est réduite, à la suite d'un appel ayant abouti contre l'évaluation faite par les douanes thaïlandaises, la Thaïlande rembourse l'excédent des droits de douane recouvrés mais elle ne rembourse pas l'excédent des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision recouvrés, qui sont fondés sur la valeur en douane estimée initiale majorée des droits de douane. Il n'est pas raisonnable d'appliquer ces trois taxes sur la base d'une valeur en douane dont, comme c'est le cas en l'espèce, un tribunal national a constaté qu'elle était incorrecte, et qui ne correspond pas à la base d'imposition légale. Enfin, c'est également une application partiale que d'imposer une taxe sur la base d'une valeur en douane incorrecte, parce que cette application affecte les cigarettes importées mais non les cigarettes nationales.

d) Article X:3 b) et X:3 a): retards injustifiés dans la prise de décisions de la BoA

4.275 La Thaïlande viole l'article X:3 b) et X:3 a) en ne réglant pas, après plus de sept ans, les [[xx.xxx.xx]] appels interjetés par PM Thailand. Ce retard n'est pas justifié par la demande de PM Thailand visant à ce que la BoA utilise un ratio B-FG révisé en ce qui concerne ces [[xx.xxx.xx]] appels. La question de savoir s'il convenait d'ajuster le ratio B-FG révisé pour tenir compte de la valeur en douane plus élevée estimée par les douanes thaïlandaises a été tranchée dans chacune des quatre décisions antérieures de la BoA en ce qui concerne des centaines de marchandises importées de 2000 à 2002: la BoA a décidé d'ajuster le ratio B-FG pour l'ensemble de la société en traitant comme des recettes les droits de douane et taxes supplémentaires acquittés sur la valeur en douane majorée. Comme le montre la pièce PHL-251, pour toutes les marchandises importées d'avril 2000 à décembre 2002, la BoA a utilisé d'une manière uniforme un ratio B-FG unique et ajusté, pour l'ensemble de la société, de [[xx.xxx.xx]] pour cent. Dans ces circonstances, la demande de PM Thailand datée de juin 2004 en vue d'un ajustement du montant vérifié des B-FG supposait que la BoA suive une approche cohérente, sans exiger qu'elle recommence son analyse. Au contraire, c'est la BoA qui a indiqué, à une réunion du 28 septembre 2005, qu'elle s'écarterait de ses décisions précédentes; tout retard causé par cette décision est exclusivement imputable à la BoA.

H. RÉSUMÉ ANALYTIQUE DE LA DÉCLARATION ORALE DE LA THAÏLANDE À LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

1. Allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane

4.276 Le Groupe spécial ne doit *pas* procéder à un examen *de novo*: il "ne peut pas faire une nouvelle enquête sur les faits pour décider lui-même à quelles conclusions il serait parvenu; il ne peut pas non plus substituer son propre jugement à celui des autorités nationales. ... Dans un différend de l'OMC en matière d'évaluation en douane, le rôle d'un groupe spécial n'est donc *pas* de procéder à un nouvel examen des faits ni de décider par lui-même de la valeur appropriée des marchandises."[90] L'Organe d'appel a dit qu'un groupe spécial "[devait] se mettre à la place de [l'administration des douanes] au moment où [celle]-ci établissait sa détermination".[91] Les Philippines n'ont pas montré

[90] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 58 (italique dans l'original).
[91] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 78.

que *l'un quelconque* des arguments présentés par la Thaïlande au Groupe spécial était *a posteriori* en ce sens qu'il différait des motifs sur lesquels les douanes thaïlandaises s'étaient fondées pour agir. Les Philippines cherchent à utiliser la notion de justification *a posteriori* – qui ne figure pas dans le Mémorandum d'accord – pour donner de l'Accord sur l'évaluation en douane une lecture qui inclut des obligations procédurales semblables à celles qui sont énoncées dans les accords portant sur les mesures correctives commerciales, alors même qu'il y a des différences notables entre le processus quotidien de l'évaluation en douane et les mesures correctives extraordinaires que sont les mesures antidumping.[92] Même si le Groupe spécial convenait que certains des arguments de la Thaïlande sont des arguments *a posteriori*, il ne pourrait pas établir que la détermination était incompatible quant au fond avec l'Accord sur l'évaluation en douane. Il pourrait seulement établir que les douanes thaïlandaises n'avaient pas fourni une explication motivée de leurs mesures.

4.277 Les douanes thaïlandaises avaient un "doute", au sens de l'article 1:2 a) et des notes interprétatives y relatives.[93] Rien ne prescrit à l'administration des douanes soit de justifier leur doute soit même d'informer l'importateur de la nature dudit doute.[94] Rien ne prescrit que l'examen ultérieur des circonstances de la vente doive porter sur la nature du doute initial. En l'espèce, PM Thailand n'a pas "dissipé" le doute.[95]

4.278 Les éléments de preuve présentés par PM Thailand n'ont pas établi que les liens entre PM Philippines et PM Thailand n'avaient pas influencé le prix entre les deux sociétés. La charge de la preuve sur ce point incombe à l'importateur.[96] Les éléments de preuve [[xx.xxx.xx]] traitent seulement des liens entre PM Thailand et ses revendeurs en Thaïlande et ne disent rien des liens entre PM Thailand et son fournisseur affilié, PM Philippines. Le montant du bénéfice réalisé par l'importateur sur la revente n'établit pas que le prix auquel l'importateur a acheté la marchandise à l'exportateur lié correspondait à des conditions de pleine concurrence.[97] Le fait que le ratio de bénéfices se situe dans certaines fourchettes n'établit pas non plus que le prix acquitté correspondait à des conditions de pleine concurrence. Par ailleurs, la source et la valeur probante des fourchettes de bénéfices utilisées par PM Thailand sont trop vagues pour être fiables. En mars 2007, PM Thailand a expressément demandé aux douanes thaïlandaises d'utiliser une "méthode déductive" "pour vérifier l'acceptabilité de la valeur importée".[98] Il était donc raisonnable de la part des douanes thaïlandaises d'utiliser la méthode déductive, proposée par PM Thailand et "apparentée" à la méthode exposée dans les [[xx.xxx.xx]].

4.279 Dans leur lettre du 19 décembre 2006, les douanes thaïlandaises ont fourni la notification nécessaire des motifs qu'elles avaient de considérer que les liens existants entre PM Philippines et PM Thailand avaient influencé le prix.[99] Il ressort également de la correspondance ultérieure que

---

[92] Voir la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 116 à 118; les réponses de la Thaïlande aux questions du Groupe spécial, paragraphes 14 à 16.

[93] Voir la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 130 à 134; la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 23 à 35.

[94] Voir la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 134; la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 26 à 30.

[95] Voir la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 31 à 35.

[96] Voir la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 135 à 139; les réponses de la Thaïlande aux questions du Groupe spécial, paragraphes 4 à 8; la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 39 à 47.

[97] Voir la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 63; les réponses de la Thaïlande aux questions du Groupe spécial, paragraphe 44.

[98] Lettre de PM Thailand aux douanes thaïlandaises, 6 mars 2007, pièce THA-92, page 1.

[99] Voir la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 93 à 107; la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 167 et suivants.

PM Thailand était pleinement informée de la base sur laquelle les douanes thaïlandaises agissaient et des possibilités qu'elle avait de fournir des renseignements additionnels.[100]

4.280 L'examen par les douanes thaïlandaises des circonstances de ces ventes était également compatible avec les prescriptions de l'Accord sur l'évaluation en douane. Cet examen était un "processus de consultation" incluant les éléments suivants: i) communication orale du 15 février 2007[101]; ii) lettre du 16 février de PM Thailand aux douanes thaïlandaises[102]; iii) demande de renseignements précédant la lettre du 21 février 2007[103]; iv) lettre du 21 février 2007 de PM Thailand aux douanes thaïlandaises[104]; v) lettre du 26 février 2007 des douanes thaïlandaises aux comptables de PM Thailand[105]; vi) lettre du 27 février 2007 des douanes thaïlandaises à PM Thailand[106]; vii) lettre du 2 mars 2007 des douanes thaïlandaises à PM Thailand[107]; viii) lettre du 2 mars 2007 des douanes thaïlandaises aux comptables de PM Thailand[108]; ix) réunion des douanes thaïlandaises avec les comptables de PM Thailand, 2 mars 2007; x) réunion du 6 mars 2007; xi) lettre du 6 mars 2007[109]; et xii) lettre du 7 mars 2007.[110]

4.281 La réunion du 6 mars 2007 faisait *partie* de l'examen de ces ventes, demandé par l'importateur, et faisait *partie* du processus de consultation. Lorsque le Groupe spécial "se [sera mis] à la place de[s] [douanes thaïlandaises] au moment où [celles]-ci établissai[ent leur] détermination"[111], il devrait conclure que les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière raisonnable quand elles ont évalué les importations de PM Thailand en suivant précisément l'approche demandée par la société dans sa lettre du 5 février 2007. L'article 6 de l'Accord sur l'évaluation en douane dispose que les Membres ne peuvent pas obliger les personnes résidant dans d'autres pays à communiquer des renseignements aux fins de la détermination de la valeur en douane par application de ses dispositions, ce qui donne à penser que l'administration des douanes n'est pas *tenue* de demander des renseignements à des sources étrangères pour déterminer la valeur en douane même par d'autres méthodes. En outre, lorsque les douanes thaïlandaises ont demandé à PM Thailand des renseignements concernant les coûts supportés par PM Philippines, PM Thailand leur a dit expressément d'utiliser plutôt la méthode déductive.[112]

4.282 Les douanes thaïlandaises ont pleinement examiné les circonstances de la vente, compte tenu des éléments de preuve présentés par PM Thailand, et ont constaté ce qui suit: i) *aucun* élément de preuve n'avait été fourni sur les circonstances de la vente, par exemple sur la façon dont PM Thailand et PM Philippines avaient négocié leurs prix; ii) la méthode [[xx.xxx.xx]] ne donnait *pas* à l'administration des douanes une base quelconque lui permettant de conclure que le prix pratiqué entre PM Philippines et PM Thailand correspondait à des conditions de pleine concurrence, et iii) même si on les considère comme "apparentés" à une valeur déductive, les éléments de preuve n'ont *pas* établi que le prix de cession afférent à la vente reflétait des conditions de pleine concurrence. Par conséquent, le Groupe spécial devrait constater que les douanes thaïlandaises ont raisonnablement déterminé que la valeur transactionnelle n'était pas acceptable pour les raisons indiquées à l'article 1:1 d) et 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane.

---

[100] Voir, par exemple, la lettre de PM Thailand datée du 21 février 2007, pièce THA-39B.
[101] Pièce PHL-137B ("nous souhaitons confirmer l'avis que nous avons donné hier ...").
[102] Pièce PHL-137B.
[103] Pièce THA-39B ("notre société a été informée ...").
[104] Pièce THA-39.
[105] Pièce THA-10.
[106] Pièce THA-11.
[107] Pièce THA-12 (Réf. 0519/540).
[108] Pièce THA-12 (Réf. 0519/539).
[109] Pièce THA-92.
[110] Pièce PHL-169.
[111] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 78.
[112] Lettre de PM Thailand aux douanes thaïlandaises, 6 mars 2007, pièce THA-92, page 2.

4.283 S'agissant du calcul de la valeur déductive, les rabais, remises et ajustements de prix similaires ne sont pas des dépenses mais font bien partie du prix lui-même. Les alinéas i) à iii) de l'article 5:1 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane n'exigent pas que les rabais soient déduits sur la base des montants "habituels". Des déductions sont exigées uniquement pour les rabais qui sont liés au prix unitaire particulier correspondant à la vente QPE. Les taxes provinciales sont déductibles "*si elles sont incluses dans le prix de revente sur lequel la [valeur déductive] est fondée*".[113] PM Thailand n'a pas sollicité de déduction pour les frais de transport. Par conséquent, les douanes thaïlandaises ont correctement calculé la valeur déductive.

4.284 L'administration des douanes n'est pas tenue de faire des demandes répétées de renseignements dans le cadre de son examen des circonstances de la vente. Même au titre de l'Accord antidumping, le défendeur n'a pas droit à des possibilités illimitées de présenter des données additionnelles.[114]

4.285 Les douanes thaïlandaises ont fourni une explication écrite de la manière dont la valeur en douane était déterminée dans leur lettre du 12 avril 2007 et dans le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007, qui a été communiqué à PM Thailand et mentionné dans au moins un des avis d'estimation concernant ces marchandises importées.[115] Elles ont agi d'une manière raisonnable et conforme à l'Accord sur l'évaluation en douane en rejetant la valeur déclarée et en utilisant la méthode déductive pour évaluer ces marchandises importées, conformément à l'article 1:1 d) et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

2. Allégations au titre de l'article III du GATT de 1994

a) Allégation au titre de l'article III:2 concernant la fixation des MRSP

4.286 La question clé est de savoir si la base d'imposition – les MRSP – est établie de la même manière pour les cigarettes importées et les cigarettes nationales.[116] Les MRSP de 2006 et 2007 n'étaient pas inclus dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines et ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial.[117] Le présent différend se rapporte aux Avis relatifs aux MRSP de 2008 et 2009 et aucun élément de preuve ne montre que ces MRSP ont été fixés d'une manière qui établit une discrimination à l'égard des cigarettes importées. De fait, les éléments de preuve montrent clairement que les MRSP de 2008 et de 2009 ont été fixés suivant la même méthode pour les cigarettes nationales et pour les cigarettes importées et que les importateurs qui ont effectivement formulé des demandes par société en vue d'une modification de leurs MRSP relatifs à ces avis ont été traités de la même manière que les producteurs nationaux.

b) Allégation au titre de l'article III:2 relative à la TVA appliquée aux revendeurs

4.287 La TVA est une taxe supportée par les consommateurs, qui paient exactement la même taxe pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales.[118] L'important c'est que la taxe totale qui frappe le produit importé et le produit national soit la même, et non pas de savoir si la taxe est recouvrée d'une manière uniforme auprès des différents commerçants à chaque stade du processus de distribution.

---

[113] Pièce PHL-206, page 223, paragraphe 743.

[114] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.85.

[115] Voir la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 172 à 178; la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 113 à 119.

[116] Voir la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 134 et 135.

[117] Voir la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 194 à 203; les réponses de la Thaïlande aux questions du Groupe spécial, paragraphes 243 à 245; la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 144 et 145.

[118] Voir la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 156 à 161; pièce THA-61.

4.288 L'allégation des Philippines est aussi dénuée de fondement pour les raisons suivantes: i) un revendeur n'acquitte jamais une TVA plus élevée sur les cigarettes importées que sur les cigarettes nationales; ii) un revendeur obtient toujours un crédit pour la taxe en amont grevant ses achats de cigarettes avant de devoir verser la taxe en aval facturée sur ses ventes de cigarettes; et iii) les revendeurs peuvent utiliser la TVA acquittée sur leurs achats de services et de biens d'équipement pour accroître le montant de la compensation par rapport à la TVA en aval exigible sur les ventes de cigarettes importées.[119] Si l'argument des Philippines était accepté, les Membres ne pourraient pas utiliser les systèmes de TVA fondés sur des compensations de la taxe en amont/en aval, parce que ces systèmes aboutissent inévitablement au recouvrement de taxes différentes à des points différents du processus de distribution.[120]

c) Allégation au titre de l'article III:4 relative aux formulaires de TVA

4.289 La prescription imposant le dépôt d'un formulaire Por.Por.30 est subordonnée aux ventes totales de l'entité, et non au point de savoir si l'entité vend des cigarettes importées ou des cigarettes nationales. La Thaïlande joint en tant que pièce THA-89 des exemples de formulaires Por.Por.30 communiqués par le TTM et par un magasin de proximité qui montrent les montants de ventes soumises à TVA et exemptées de TVA. En outre, il ressort clairement de l'Instruction n° Paw.86/2542 du Département des impôts publiée en 1999, concernant les types de documents requis en matière de TVA, que les récépissés des ventes peuvent servir aussi de factures fiscales, ce qui évite le doublonnage des prescriptions découlant des lois comptables et du Code des impôts (pièce THA-90, clause 6). Conformément à cette instruction, de nombreuses sociétés produisent un document unique qui sert de récépissé et de facture fiscale.

3. Allégations au titre de l'article X du GATT de 1994

a) Allégation au titre de l'article X:3 relative au Conseil d'administration du TTM.

4.290 Un plaignant doit montrer qu'il y a des *actes effectifs* d'application partiale ou déraisonnable pour prouver l'existence d'une violation de l'article X:3 a). Les Philippines reconnaissent qu'elles ne peuvent pas fournir d'éléments de preuve montrant que "des décisions particulières prises par les administrateurs du TTM en leur qualité de fonctionnaires gouvernementaux ont été effectivement motivées par la partialité".[121] Des articles de presse relatant les soi-disant "déclarations de personnes qui ont un conflit d'intérêts indiquant leur intention de protéger le producteur national"[122] ne constituent pas des actes d'application déraisonnable ou partiale. Une allégation au titre de l'article X:3 a) requiert généralement des éléments de preuve de "l'existence d'un mode de prise de décisions".[123] En l'espèce, *l'unique acte allégué*, la divulgation dans la presse thaïlandaise en 2006 de valeurs déclarées confidentielles[124], n'a pas eu une incidence notable sur l'application globale du Code des douanes thaïlandais. Des sauvegardes légales spécifiques empêchent un tel résultat.[125]

4.291 Même si l'article X:3 a) devait être lu comme réglementant la façon dont les gouvernements structurent leur processus administratif, et non la façon dont ils appliquent effectivement leurs lois et règlements, les allégations des Philippines doivent être jugées sans fondement. Une "structure administrative" dans le cadre de laquelle des fonctionnaires gouvernementaux siègent simultanément

[119] Voir les réponses de la Thaïlande aux questions du Groupe spécial, paragraphes 159 et 160.
[120] Voir la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 150 à 155.
[121] Voir les réponses des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphes 460, 462 et 463. Aussi, deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 25.
[122] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 28.
[123] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, WT/DS184/R, paragraphe 7.268.
[124] Réponses des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphes 469 et 470.
[125] Pièce THA-85.

au Conseil d'administration du TTM ne "compromet [pas] toute" ou n'"entache [pas] l'entière" application par le gouvernement dans des cas individuels.[126]

4.292 De fait, la législation thaïlandaise comporte des sauvegardes réglementaires strictes, qui ont la priorité sur le Guide du TTM et qui empêchent l'application inappropriée du droit thaïlandais par les fonctionnaires État siégeant au Conseil d'administration du TTM.[127] Les incitations financières données aux administrateurs du TTM sont modestes, fondées autant sur la présence à des réunions que sur les bénéfices[128], et déterminées de manière à assurer que les administrateurs agissent conformément à ces contrôles réglementaires. La présente affaire est donc différente de l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, dans laquelle il n'y avait pas de contrôle sur le traitement des renseignements confidentiels mis à la disposition des représentants de la branche de production privée qui assistaient aux inspections à l'exportation.[129]

b) Allégations au titre de l'article X:3 concernant le traitement par la BoA des appels interjetés au sujet des cigarettes *Marlboro* débarquées en 2002

4.293 Il y a trois circonstances qui indiquent que le traitement par la BoA des appels en instance est "raisonnable": i) le pic des appels dus à la mise en œuvre par la Thaïlande des nouvelles disciplines de l'Accord sur l'évaluation en douane en 2000; ii) PM Thailand *elle-même* a demandé que la BoA utilise de nouveaux renseignements en ce qui concerne les ratios B-FG pris en compte dans ces appels (lettres datées des 15 décembre 2005 et 12 mars 2007); et iii) PM Thailand a demandé que les appels ultérieurs soit traités en priorité par rapport aux appels en instance. La Thaïlande communique, en plus de la lettre du 19 juillet 2007, une déclaration confirmant que "les représentants de la société PM Thailand sont également venus rencontrer nos fonctionnaires et leur ont dit, oralement, qu'ils préféreraient que les douanes thaïlandaises traitent en priorité les appels concernant les [[xx.xxx.xx]] marchandises débarquées en 2006 et en 2007, avant les appels concernant les [[xx.xxx.xx]] marchandises débarquées en 2002".[130] Depuis cette lettre du 19 juillet 2007, PM Thailand "n'a présenté aucune communication additionnelle aux douanes thaïlandaises" au sujet de retards dans le cadre des appels concernant les marchandises débarquées en 2002.[131]

4.294 L'article X:3 b) ne s'applique pas à la BoA car elle n'est pas "indépendante". Le contexte de l'article X:3 c) confirme que les procédures visées à l'article X:3 b) doivent être "pleinement et formellement indépendantes" de l'organisme faisant l'objet de l'examen. Ce n'est pas le cas de la BoA. La BoA est dirigée par le Directeur général des douanes et a pour secrétaire un fonctionnaire des douanes. Elle s'appuie sur une "équipe d'agents [du Département des douanes] qui en forment le secrétariat".[132] Le Sous-Comité de l'évaluation en douane de la BoA, qui est investie "du pouvoir et de la responsabilité ... d'examiner l'appel" et de présenter une "conclusion" à la BoA, est entièrement composée de fonctionnaires du Département des douanes.[133]

c) Allégation relative aux appels visant l'imposition de garanties

4.295 Une décision administrative exigeant d'un importateur qu'il fournisse une garantie n'est pas une "mesure administrative se rapportant aux questions douanières" au sens de l'article X:3 b). En droit thaïlandais, les importateurs ont le droit inconditionnel de faire appel des décisions imposant des

[126] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 23 et 26.
[127] Loi sur la fonction publique et Code pénal thaïlandais.
[128] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, note de bas de page 171; voir aussi la pièce THA-3, pages 44 et 45; et les pièces PHL-6 et PHL-7.
[129] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.101.
[130] Pièce THA-87, paragraphe 7.
[131] Pièce THA-87, paragraphe 8.
[132] Pièce THA-87, paragraphe 1.
[133] Pièce THA-88, paragraphes 2 et 3 (Ordonnance du Comité des appels n° 1/2552).

garanties *directement* auprès du tribunal fiscal thaïlandais.[134] L'article X:3 b) du GATT de 1994 ne dispose *pas* que les Membres de l'OMC doivent accorder un droit d'appel "immédiat et indépendant" aux importateurs affectés.[135] En revanche, il est permis aux Membres de l'OMC d'avoir des prescriptions imposant d'attendre l'achèvement des procédures internes et l'épuisement des autres voies de recours avant de pouvoir exercer le droit d'appel.

d) Application du système de la TVA et des droits d'accise, de la redevance télévision et de la taxe sanitaire

4.296 Les Philippines font valoir que le fait de ne pas recouvrer des garanties remboursables pour le montant de la TVA exigible des vendeurs de cigarettes constitue une violation de l'article X:3 a).[136] L'article X:3 a) exige seulement que la manière dont les Membres appliquent leurs lois soit "raisonnable". Il n'est pas pertinent que les Philippines puissent envisager une façon différente de faire les choses. La question pertinente est de savoir si les autorités thaïlandaises ont appliqué les lois et règlements de la Thaïlande en matière de TVA d'une manière *irrationnelle* en utilisant les données des valeurs de garantie pour calculer les MRSP. Eu égard au doute concernant la fiabilité de la valeur en douane déclarée, il n'était pas irrationnel d'utiliser les valeurs de garantie. Par ailleurs, la TVA est une taxe à la consommation acquittée en bout de chaîne par les consommateurs.[137] Tout remboursement serait dû aux consommateurs, et non aux importateurs ni aux fabricants nationaux.

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

A. DÉCLARATION ORALE DE L'AUSTRALIE À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

5.1 L'Australie n'a pas déposé de communication écrite en tant que tierce partie dans le différend *Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines* (DS371). Toutefois, elle a présenté une déclaration orale à la séance avec les tierces parties de la première réunion de fond du Groupe spécial.

1. Introduction

5.2 Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, Mesdames et Messieurs les représentant(e)s des parties et des tierces parties, l'Australie se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter sa déclaration orale aujourd'hui. À titre de remarque générale, l'Australie estime que, lorsque des droits de douane sont appliqués par les Membres de l'OMC, la sécurité et la prévisibilité du système commercial multilatéral sont subordonnées à l'application correcte de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC. L'importance de la transparence lors de la détermination de la méthode d'évaluation en douane utilisée par les autorités douanières des Membres de l'OMC est une question centrale dans l'Accord sur l'évaluation en douane.

5.3 Dans sa déclaration, l'Australie examinera les questions suivantes:

- l'obligation d'assurer la transparence lors de la détermination de la méthode utilisée pour obtenir une valeur douanière;
- la pratique de l'Australie en cas de doutes sur les valeurs en douane déclarées; et

[134] Pièce THA-91, lettre du bureau du Procureur général, et pièce PHL-183, réponse à la question n° 4.1.
[135] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 233 à 236.
[136] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 507 et 508.
[137] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 156 à 159.

- les allégations des Philippines au titre de l'article III:2 du GATT de 1994.

2. Questions relatives à la transparence dans l'évaluation en douane

5.4 Il est clair que dans la présente affaire, le *plaignant* et le défendeur ont des vues divergentes sur l'obligation qu'ont les importateurs et les autorités douanières de communiquer entre eux, qui est prévue dans l'Accord sur l'évaluation en douane. Cela est particulièrement évident dans leurs positions respectives lorsqu'il existe des motifs de douter de la valeur déclarée alléguée par un importateur, dans les cas où l'acheteur et le vendeur sont "liés" aux fins de l'article 1 d) de l'Accord sur l'évaluation en douane. L'Australie rappelle qu'il n'est pas contesté que PM Thailand et PM Philippines sont "liées" au sens de l'Accord sur l'évaluation en douane.[138]

5.5 L'Australie estime qu'une transparence totale devrait être prévue dans de tels cas, afin de prouver que les liens entre l'importateur et le vendeur n'ont pas influencé le prix. De l'avis de l'Australie, l'importateur peut essayer efficacement de prouver que ses liens avec le vendeur n'ont pas influencé le prix uniquement *si* les autorités douanières lui communiquent tous ses doutes par écrit. Ce n'est qu'à cette condition que l'importateur peut "répondre" valablement à ces doutes, comme il est prévu à l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane. Cette réponse devrait aussi être communiquée par écrit. L'Australie estime, comme l'Union européenne dans sa communication écrite, que c'est seulement après avoir examiné les "aspects pertinents de la transaction … afin de déterminer si les liens ont influencé le prix" que les autorités douanières peuvent à juste titre rejeter la valeur déclarée et considérer d'autres méthodes d'évaluation en douane.[139] Afin d'assurer une transparence complète, si l'importateur demande par écrit les motifs du rejet de la valeur en douane, les autorités douanières devraient les communiquer même si l'Accord sur l'évaluation en douane ne prescrit pas de le faire.

5.6 L'Australie estime donc que l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane établit clairement l'obligation, pour les autorités douanières, de communiquer ses motifs de considérer que les liens entre l'importateur et le vendeur ont influencé le prix. En outre, si un importateur demande par écrit les motifs pour lesquels il est considéré que les liens ont influencé le prix, le fait de ne pas communiquer ces motifs par écrit serait incompatible avec cet article.

5.7 L'article 16 est une autre disposition de l'Accord sur l'évaluation en douane relative à la transparence et à la communication. Cet article oblige les autorités douanières du pays importateur à donner une explication écrite de la manière dont les marchandises importées par lui ont été évaluées chaque fois que l'importateur le lui demande par écrit. Cette obligation s'applique indépendamment de la méthode d'évaluation utilisée.

3. Pratique de l'Australie en cas de doutes sur les valeurs transactionnelles déclarées

5.8 Compte tenu de ce que je viens de dire, cela aidera peut-être le Groupe spécial si je prends un moment pour exposer la pratique suivie par l'Australie pour appliquer sa législation donnant effet à l'Accord sur l'évaluation en douane dans les cas où la valeur transactionnelle a pu être influencée par les liens entre l'acheteur et le vendeur. Premièrement, un avis écrit est envoyé à l'acheteur pour exposer les préoccupations des douanes australiennes. Cet avis mentionne que les liens ont pu affecter le prix et empêcher les douanes australiennes d'utiliser la méthode de la valeur transactionnelle. L'acheteur est ensuite invité à répondre et à fournir des éléments de preuve

[138] L'Australie croit comprendre que PM Thailand et PM Philippines sont "liées" conformément à l'article 15:4 f) de l'*Accord sur l'évaluation en douane*. Voir la note de bas de page 86 de la première communication écrite des Philippines.

[139] Communication écrite des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 36.

suffisants pour convaincre les douanes australiennes que les liens n'ont pas affecté le prix. Il dispose d'un délai d'au moins 28 jours pour le faire.

5.9 Si les douanes australiennes sont convaincues que les renseignements fournis ont établi que les liens n'ont pas affecté le prix, la valeur transactionnelle déclarée est retenue. Toutefois, si elles ne sont pas satisfaites par l'explication ou ne reçoivent aucune réponse, la méthode de la valeur transactionnelle est considérée comme inapplicable et une autre méthode est utilisée, selon l'ordre d'application prescrit dans l'Accord sur l'évaluation en douane.[140] Les douanes australiennes transmettent ensuite cette détermination par écrit à l'importateur, puis, lorsqu'une nouvelle méthode d'évaluation en douane a été déterminée, elle est aussi communiquée par écrit à l'importateur.

4. Allégations des Philippines au titre de l'article III:2 du GATT de 1994

5.10 L'Australie passe maintenant à l'examen des allégations des Philippines au titre de l'article III:2 du GATT de 1994. Pour établir que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article III:2, les Philippines doivent démontrer que la Thaïlande a frappé les cigarettes importées d'une taxe "supérieure" à celle qui frappe les "produits nationaux similaires". Dans la présente affaire, il apparaît probable que les cigarettes nationales et les cigarettes importées sont des "produits similaires" au sens de l'article III:2. Par ailleurs, l'Australie note que la Thaïlande reconnaît que cela "*peut*" être le cas.[141] Toutefois, l'Australie reconnaît que le Groupe spécial doit analyser ce point de manière approfondie.

5.11 Comme il a été établi par l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*[142], le Groupe spécial doit ensuite déterminer si une imposition différente a été appliquée de manière à protéger les produits nationaux. Il peut le faire en analysant "[la] conception, [les] principes de base et [la] structure révélatrice [d'une mesure]".[143]

5.12 L'Australie croit comprendre que la Thaïlande applique une TVA proportionnelle au prix de vente au détail des marchandises. La TVA doit normalement être acquittée sur le prix de vente au détail effectif des marchandises, mais, pour les cigarettes nationales et les cigarettes importées, la base d'imposition de la TVA est le MRSP qui est fixé par le gouvernement thaïlandais.[144] La valeur de cette TVA fondée sur le MRSP est donc fixe et doit être acquittée indépendamment du prix de vente effectif. La Thaïlande indique que "la charge résultant de la TVA est la même pour les *produits* nationaux et importés" (italique dans l'original).[145]

5.13 Comme la valeur absolue de la TVA fondée sur le MRSP est fixe, le taux de TVA effectif ou marginal augmente en pourcentage lorsque les cigarettes importées ou nationales sont vendues à des prix inférieurs au MRSP. La question factuelle dont le Groupe spécial est saisi est donc de savoir si la conception, les principes de base ou la structure de la mesure fiscale sont tels qu'ils protègent les

---

[140] Comme l'a indiqué dans son rapport le Groupe spécial *Colombie – Bureaux d'entrée*, aux paragraphes 7.136 à 7.142, lorsque la valeur en douane ne peut pas être déterminée par application des dispositions de l'article premier de l'Accord sur l'évaluation en douane, ledit accord prévoit un ensemble de procédures à appliquer pour déterminer cette valeur. En vertu de l'Accord sur l'évaluation en douane, les autorités douanières doivent appliquer successivement les articles 1er à 7 afin de déterminer une méthode d'évaluation en douane.

[141] L'Australie rappelle la déclaration de la Thaïlande selon laquelle celle-ci "ne conteste pas que certaines paires de cigarettes importées et de cigarettes nationales *peuvent* être des produits similaires …"; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 221.

[142] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 33, cité dans la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 206 et 207.

[143] *Ibid*.

[144] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 97 à 101.

[145] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 100.

produits nationaux, et donc de savoir si les éléments de preuve montrent que la charge fiscale sur les cigarettes importées est plus élevée parce que ces cigarettes sont plus souvent vendues à un prix inférieur au MRSP.

5.14 Alors que l'Australie croit comprendre que les cigarettes importées sont généralement vendues à un prix inférieur au MRSP[146], les Philippines allèguent que le prix de vente au détail des cigarettes nationales n'a "*jamais*" été inférieur au MRSP au cours des trois années qui ont précédé le présent différend.[147] Si le Groupe spécial constate que cette situation factuelle est réelle, le taux de TVA marginal peut, occasionnellement, être plus élevé pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales et peut donc constituer une taxe intérieure "supérieure[] à celle[] qui frappe[] … les produits nationaux similaires".[148] L'Australie note que la Thaïlande allègue, dans sa première communication écrite, que la pièce PHL-127 indique des exceptions relatives à cette assertion.[149] De l'avis de l'Australie, cela n'invalide pas, en soi, les allégations des Philippines.

5.15 En dernier lieu, l'Australie rappelle qu'il n'existe aucune interdiction empêchant la Thaïlande de réglementer le prix de vente de certains produits. Toutefois, lorsqu'un Membre choisit de fixer un prix de vente, il doit s'assurer qu'il n'applique pas des mesures aux produits importés ou nationaux de manière à protéger la production nationale, ce qui serait contraire à l'article III du GATT de 1994.

5. Conclusion

5.16 L'Australie tient à remercier le Groupe spécial pour l'occasion qui lui a été donnée d'exposer ses vues dans le présent différend. Cette affaire a fait ressortir l'importance de la transparence dans l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane qui, lorsqu'il est appliqué correctement, fait partie intégrante du maintien de la sécurité et de la prévisibilité du système commercial multilatéral.

B. COMMUNICATION DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

5.17 La Chine n'a pas déposé de communication écrite en tant que tierce partie dans le différend *Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines* (DS371). Elle a réservé son droit mais n'a pas fait de déclaration à l'audience avec les tierces parties ni déposé de réponses aux questions posées par le Groupe spécial après cette audience.

C. COMMUNICATION DE L'UNION EUROPÉENNE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Introduction

5.18 Bien que l'Union européenne n'a pas de position définitive sur les faits spécifiques de la cause en l'espèce, elle exposera ses vues sur les allégations juridiques présentées par les parties au différend.

2. Allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane

5.19 L'Union européenne croit comprendre que, dans leur première communication écrite, les Philippines présentent une série d'allégations de fond et de procédure au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane concernant l'évaluation de la valeur en douane par les douanes thaïlandaises pour un certain nombre d'importations de cigarettes *Marlboro* et *L&M* en provenance des Philippines qui ont été dédouanées entre le 11 août 2006 et le 13 septembre 2007. À cet égard, même si les Philippines ne demandent pas expressément l'établissement d'une constatation à l'encontre de la

[146] Première communication écrite des Philippines, voir le paragraphe 459 et les paragraphes 493 à 498.
[147] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 499.
[148] Article III:2 du GATT de 1994.
[149] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 227.

pratique générale ou de la méthode de la Thaïlande prévoyant le rejet systémique des valeurs transactionnelles et l'imposition de valeurs prédéterminées plus élevées "en tant que tels", l'Union européenne estime qu'une constatation selon laquelle la Thaïlande ne s'est pas conformée à l'Accord sur l'évaluation en douane en ce qui concerne l'évaluation de la valeur en douane des importations concernées (allégations "tel qu'appliqué") couvrirait aussi une constatation concernant la règle générale ou la méthode utilisée par la Thaïlande pour ne pas tenir compte des valeurs transactionnelles déclarées dans des circonstances similaires.

5.20 L'Accord sur l'évaluation en douane est l'un des Accords multilatéraux sur le commerce des marchandises figurant à l'Annexe 1A de l'Accord sur l'OMC. En conséquence, l'Accord sur l'évaluation en douane, qui est un accord visé, doit être interprété à la lumière des règles coutumières d'interprétation du droit international public, comme il est prescrit à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord. L'Union européenne fait observer que, selon ces principes d'interprétation, l'Accord sur l'évaluation en douane dispose essentiellement que la base de l'évaluation en douane des marchandises importées est la valeur transactionnelle des marchandises à évaluer.

5.21 Plus important encore, l'Accord sur l'évaluation en douane établit aussi un ordre d'application pour les autres méthodes d'évaluation en douane. Le texte, le contexte et le but de l'Accord sur l'évaluation en douane confirment qu'il existe une hiérarchie que les Membres de l'OMC doivent respecter lorsqu'ils appliquent des méthodes d'évaluation en douane aux importations des autres Membres. La valeur transactionnelle est la première méthode d'évaluation en douane que les Membres de l'OMC doivent appliquer. Chaque fois que les conditions sont telles que la valeur en douane ne peut pas être déterminée en utilisant la méthode de la valeur transactionnelle, les articles 2 à 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane énoncent les autres méthodes d'évaluation en douane qui peuvent être appliquées, mais toujours en respectant l'ordre d'application qu'ils prévoient.

5.22 Dans le cas d'importateurs liés, l'article 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane énonce des critères pour évaluer les valeurs en douane et prévoit différents moyens d'établir l'acceptabilité des valeurs transactionnelles déclarées (à savoir le critère de l'influence et le critère des valeurs mentionnées). C'est seulement en utilisant ces critères et ces moyens que les autorités douanières peuvent accepter ou rejeter les valeurs transactionnelles déclarées. En fait, tant la pertinence des valeurs transactionnelles comme méthode d'évaluation en douane privilégiée que l'ordre d'application des autres méthodes d'évaluation en douane prévu dans l'Accord sur l'évaluation en douane montrent que, avant de passer à la méthode suivante, la première méthode devrait être étudiée de façon approfondie. De l'avis de l'Union européenne, il est donc nécessaire d'interpréter de façon rigoureuse les conditions énoncées à l'article premier de l'Accord sur l'évaluation en douane avant de recourir à d'autres méthodes d'évaluation en douane.

5.23 La question principale, lorsque l'on examine la valeur transactionnelle déclarée des importateurs liés, est de savoir si les liens entre le vendeur et l'acheteur lié ont influencé le prix de transaction (critère de l'influence), et non d'établir l'exactitude ou la réalité du prix déclaré. C'est le point essentiel sur lequel les autorités douanières devraient se concentrer, et la base sur laquelle elles se fondent pour rejeter le prix de transaction déclaré des importateurs liés. Les autorités douanières n'ont pas besoin d'examiner les caractéristiques de toutes les transactions. Toutefois, lorsque l'administration des douanes n'est pas en mesure d'accepter la valeur transactionnelle sans complément d'enquête, elle devrait donner à l'importateur la possibilité de fournir tous les autres renseignements détaillés qui pourraient être nécessaires pour lui permettre d'examiner les circonstances de la vente. Par conséquent, l'Union européenne estime que les autorités douanières ont le droit de demander des renseignements supplémentaires à l'importateur afin d'examiner les circonstances propres à la vente. Cela peut faire partie du processus normal de dédouanement ou de toute autre procédure de l'administration des douanes.

5.24 Si, compte tenu des renseignements fournis par l'importateur après l'enquête initiale ou "obtenus d'autres sources", l'administration des douanes a des "motifs" de considérer que les liens ont influencé le prix de transaction, ces renseignements ou ces "motifs" doivent être communiqués à l'importateur lié, auquel il faudrait donner une possibilité raisonnable de répondre et de démontrer que ces liens n'ont pas affecté le prix de transaction. De l'avis de l'Union européenne, l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane ne limite pas les sources ou le type de renseignements qui peuvent inciter les autorités douanières à mener une autre enquête sur la question de savoir si les liens entre le vendeur et l'importateur lié ont influencé le prix de transaction. L'expression "obtenus d'autres sources" suffit en général pour étayer la conclusion selon laquelle les autorités douanières peuvent procéder à un complément d'enquête dans les cas où des valeurs transactionnelles plus élevées sont déclarées par des importateurs non liés pour le même produit en provenance du même vendeur.

5.25 Les échanges entre les autorités douanières et l'importateur lié, dans le contexte de cette enquête, visent à examiner les circonstances propres à la vente et à clarifier si le prix de transaction a été ou non influencé par les liens avec le vendeur. Dans ce processus, les autorités douanières communiquent leurs raisons de considérer que les liens ont influencé le prix de transaction, tandis que l'importateur lié est tenu de montrer que ces liens n'ont pas affecté le prix de transaction. Ce n'est que s'il ressort d'une enquête sur les circonstances propres à la vente que les liens entre le vendeur et l'importateur lié ont influencé le prix de transaction, que les autorités douanières peuvent rejeter la valeur déclarée et passer à d'autres méthodes d'évaluation en douane. Toutefois, s'il pouvait être prouvé que l'acheteur et le vendeur, bien que liés au sens de l'article 15 de l'Accord sur l'évaluation en douane, achètent et vendent l'un à l'autre comme s'ils n'étaient pas liés, il serait ainsi démontré que les liens n'ont pas influencé le prix.

5.26 Au lieu d'examiner la question de savoir si les liens entre le vendeur et l'acheteur lié ont influencé le prix de transaction déclaré, l'article 1:2 b) de l'Accord sur l'évaluation en douane dispose que l'importateur lié peut montrer que la valeur transactionnelle déclarée est acceptable si elle "est très proche" des autres valeurs mentionnées au même moment ou à peu près au même moment. En comparant la valeur transactionnelle déclarée avec les autres valeurs, il sera dûment tenu compte des différences démontrées entre les niveaux commerciaux, les quantités et les éléments énumérés à l'article 8. Si la valeur transactionnelle déclarée est très proche de ces valeurs, le prix de transaction déclaré doit être considéré comme acceptable, et le critère d'influence ne peut pas servir de fondement pour rejeter la valeur transactionnelle déclarée.

5.27 En conséquence, sans examiner les faits de la cause en l'espèce, l'Union européenne convient avec les Philippines que le rejet, par les autorités douanières d'un Membre de l'OMC, des valeurs transactionnelles déclarées des importateurs liés doit respecter les conditions qui le justifient, comme il est prescrit à l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

5.28 Enfin, l'Union européenne estime que l'importance des valeurs transactionnelles en tant que méthode préférée d'évaluation en douane et l'ordre d'application des autres méthodes d'évaluation en douane prévu dans l'Accord sur l'évaluation en douane impliquent une fois de plus que, lorsque les autorités douanières rejettent la valeur transactionnelle et déterminent la valeur en douane sur une autre base, leurs explications devraient inclure: les raisons du rejet de la valeur transactionnelle; les raisons pour recourir à une méthode d'évaluation particulière; la manière dont la valeur est calculée conformément à cette méthode; et les raisons pour ne pas utiliser une autre méthode d'évaluation avant celle qui serait effectivement utilisée suivant l'ordre d'application prévu aux articles 2 à 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

3. Allégations au titre de l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994

5.29 S'agissant des allégations formulées au titre de l'article III du GATT de 1994, la Thaïlande soulève une question préliminaire portant sur le fait que les Philippines se réfèrent aux Avis relatifs aux MRSP pour les cigarettes importées en 2006 et 2007 afin d'étayer leur allégation concernant la méthode de calcul des MRSP. Sur ce point, l'Union européenne fait observer que la demande d'établissement d'un groupe spécial fait mention de "toutes modifications (…) ou autres mesures concernant les [Avis relatifs aux MRSP qui y sont expressément mentionnés]" en rapport avec les années 2007 et 2008. Par conséquent, la large portée de la demande d'établissement d'un groupe spécial donnerait à penser que les Philippines voulaient englober d'autres avis et qu'elles les ont utilisés, au moins, en tant qu'éléments de preuve de la méthode utilisée en l'espèce. En outre, comme l'Organe d'appel l'a constaté dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, des mesures qui sont venues à expiration avant la demande d'établissement d'un groupe spécial peuvent aussi être des mesures en cause au sens de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et, par conséquent, font partie du mandat d'un groupe spécial. À cet égard, il ne devrait pas être exclu qu'une mesure venue à expiration puisse faire l'objet d'une recommandation ou d'une suggestion libellée de façon appropriée.

5.30 S'agissant du fond des allégations relatives à l'article III:2 du GATT de 1994, l'Union européenne croit comprendre que le point essentiel des allégations formulées par les Philippines au titre de cet article concerne le calcul du MRSP en vertu de l'article 23 de la Loi thaïlandaise sur le tabac. Ce calcul est aussi l'une des questions soulevées dans les allégations des Philippines au titre de l'article X:1 du GATT de 1994 concernant le fait allégué que les règlements commerciaux d'application générale n'ont pas été publiés dans les moindres délais. Faute d'avoir la base précise publiée pour le calcul des MRSP, au moins pour les importations visées en l'espèce, les Philippines ont essayé de fournir des éléments de preuve montrant que la base de calcul était discriminatoire, au moins pour les importations de PM Thailand et au moins durant une période donnée. Toutefois, l'Union européenne fait remarquer que l'examen par le Groupe spécial des allégations formulées au titre de l'article X:1 du GATT de 1994 peut révéler des faits susceptibles d'être pertinents pour son analyse des allégations formulées au titre de l'article III:2. Par conséquent, le Groupe spécial peut estimer qu'il convient d'examiner les allégations au titre de l'article X:1 avant celles qui sont formulées au titre de l'article III:2 du GATT de 1994.

5.31 En l'espèce, il semblerait que les cigarettes importées peuvent, de façon générale, être considérées comme des produits similaires aux cigarettes thaïlandaises au sens de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Sous réserve qu'il en soit ainsi, la question essentielle est de déterminer si les taxes appliquées aux cigarettes importées sont "supérieures" à celles qui frappent les cigarettes nationales. Il apparaît à l'Union européenne que les Philippines ont limité les allégations qu'elles ont présentées au titre de l'article III:2 du GATT de 1994 à certaines importations spécifiques effectuées par PM Thailand. En fait, la situation semblerait analogue à celle qu'a examinée le Groupe spécial chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, dans laquelle, après examen des éléments de preuve détaillés, il a été conclu qu'il y avait des éléments de preuve indiquant que, durant une période donnée, les cigarettes importées et les cigarettes nationales n'avaient pas été imposées sur la même base, si bien que certaines cigarettes importées avaient été frappées de taux supérieurs à ceux qui frappaient les cigarettes nationales. Pour déterminer dans quelle mesure il en a été ainsi dans la présente affaire, le Groupe spécial doit procéder à une analyse approfondie en tenant compte de l'ensemble des faits et des éléments de preuve présentés.

5.32 En outre, les Philippines allèguent que la Thaïlande a violé l'article III:2 et III:4 du GATT de 1994 en exemptant les revendeurs de cigarettes nationales de l'assujettissement à la TVA, alors que les revendeurs de cigarettes importées continuent d'être assujettis à la TVA et à des obligations administratives connexes. En revanche, la Thaïlande maintient que, dans la pratique, les cigarettes importées sont traitées exactement de la même façon, car les grossistes et les détaillants ne doivent pas acquitter de TVA sur les ventes de cigarettes importées. Sans examiner les faits de la cause en

l'espèce, l'Union européenne estime que l'octroi exclusif d'une exemption de la TVA aux revendeurs et à la revente de cigarettes nationales impliquerait que les cigarettes nationales sont "frappé[es] … de taxes … intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent … les produits nationaux similaires", ce qui serait contraire à la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Sur ce point, notre analyse ne s'étend pas à l'article III:4 du GATT de 1994 parce que, de l'avis de l'Union européenne, ce dernier est uniquement un corollaire de la violation alléguée de l'article III:2.

5.33 Enfin, l'Union européenne souhaiterait aussi appeler l'attention du Groupe spécial sur le récent rapport du Groupe spécial *Colombie – Bureaux d'entrée*. Sur la base de l'analyse faite par le Groupe spécial chargé de cette affaire, l'Union européenne estime que, dans la mesure où les MRSP servant à imposer la TVA, les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision sont calculés sur la base de valeurs en douane déterminées de façon contraire aux dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane, la base d'imposition des produits importés n'est pas compatible avec les obligations découlant pour la Thaïlande de l'article III:2 du GATT de 1994, étant donné qu'elle serait plus élevée que la valeur transactionnelle déclarée.

5.34 Enfin, s'agissant de l'allégation de la Thaïlande selon laquelle toutes les différences dans le traitement des cigarettes importées et des cigarettes nationales peuvent être justifiées au titre de l'article XX d) du GATT de 1994, l'Union européenne attire l'attention du Groupe spécial sur l'analyse de la "nécessité" de la mesure qui a été effectuée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Pneumatiques rechapés*, et elle invite le Groupe spécial à appliquer cette analyse aux faits de la cause en l'espèce afin d'examiner si la mesure adoptée par la Thaïlande est justifiée au regard de l'article XX d) du GATT de 1994.

4. Allégations au titre de l'article X du GATT de 1994

5.35 S'agissant des allégations relatives à la publication des règlements commerciaux au titre de l'article X:1 du GATT de 1994, sans examiner les faits spécifiques de la cause, l'Union européenne souligne l'importance des obligations énoncées à l'article X:1 du GATT de 1994. À son avis, l'analyse faite par le Groupe spécial devrait être axée sur la question de savoir si les règles pertinentes en question sont en fait des "lois, règlements, décisions judiciaires et décisions administratives d'application générale". Si tel est le cas, et si la Thaïlande n'a pas publiées ces règles dans les moindres délais, il y a nécessairement une violation de l'article X:1 du GATT de 1994.

5.36 En ce qui concerne les allégations des Philippines au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994, les Communautés européennes notent que le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* a fait observer que les trois prescriptions de l'article X:3 a) – à savoir l'"uniformité", le "caractère raisonnable" et l'"impartialité"– sont juridiquement indépendantes en ce sens que "les lois, règles et règlements douaniers doivent satisfaire à chacune d'entre elles". L'Union européenne souscrit à cette interprétation. Par conséquent, une allégation au titre de l'article X:3 a) et son évaluation juridique par un groupe spécial doivent identifier celle des trois prescriptions qui est en jeu en ce qui concerne les faits présentés en tant qu'éléments de preuve d'une infraction à ces prescriptions. Il se peut très bien que, dans une situation donnée, les mêmes faits ou des faits liés entre eux soient pertinents dans le cas d'une ou plusieurs de ces trois prescriptions. À cet égard, l'Union européenne tient à rappeler la jurisprudence établie selon laquelle les accords visés qui se rapportent plus spécifiquement à la question dont le Groupe spécial est saisi devraient être considérés en premier. De l'avis de l'Union européenne, la même logique s'applique aux prescriptions juridiquement indépendantes énoncées dans la même disposition du même accord visé. L'Union européenne invite le Groupe spécial à bien faire la distinction entre les prescriptions et leur analyse en fonction des faits de la cause.

5.37 En ce qui concerne les allégations des Philippines relatives à l'article X:3 b) du GATT de 1994 concernant la révision et la rectification dans les moindres délais des mesures administratives,

l'Union européenne convient avec les Philippines que la durée d'un appel dans une affaire donnée est un facteur important dont il faut tenir compte pour examiner cet appel à la lumière de l'expression "dans les moindres délais" figurant à l'article X:3 b) du GATT de 1994. Bien que l'Union européenne mette en garde le Groupe spécial contre l'imposition d'une limite numérique clairement définie pour ce qui pourrait être considéré comme une "révis[ion] et [une] rectifi[cation] dans les moindres délais" en vertu de la disposition, il apparaîtrait qu'un appel en première instance qui n'a pas encore été tranché six ou sept ans après son interjection ne pourrait pas satisfaire aux prescriptions de l'article X:3 b) s'il n'y a pas de très bonnes raisons pour justifier ce délai. Toutefois, outre le temps qu'il faut simplement pour un appel, l'Union européenne fait observer que, dans la version anglaise de cet article, les termes "*prompt review*" (de réviser ... dans les moindres délais) sont suivis des termes "*and correction*" (et de rectifier). À son avis, il apparaît ainsi que l'intensité du processus de révision et de rectification peut aussi être prise en compte. Autrement dit, dans les cas où les faits et les éléments de preuve montrent qu'un appel donné est examiné activement, la simple durée globale de l'appel ne devrait pas représenter tout ce qui est visé par la prescription imposant "de réviser et de rectifier dans les moindres délais" énoncée à l'article X:3 b) du GATT de 1994.

5.38 En outre, l'Union européenne convient avec les Philippines que les décisions relatives à l'imposition de valeurs de garantie relèvent de la notion de "mesures administratives se rapportant aux questions douanières".

5. Demande présentée conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord

5.39 L'Union européenne notent que les Philippines ont demandé au Groupe spécial d'obtenir certains documents en la possession de la Thaïlande conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord. Pour chaque document, les Philippines ont expliqué de façon détaillée en quoi il était pertinent pour le Groupe spécial d'obtenir ces documents afin d'examiner correctement toutes les allégations. À cet égard, l'Union européenne souhaiterait présenter les observations suivantes.

5.40 Le pouvoir discrétionnaire accordé aux groupes spéciaux en vertu de l'article 13 du Mémorandum d'accord est modulé par l'obligation de procéder à "une évaluation objective de la question" conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord. Par conséquent, le Groupe spécial devrait demander les renseignements qu'il estime nécessaires pour examiner de manière approfondie la question dont il est saisi. De l'avis de l'Union européenne, dans les cas où il y a refus de répondre à une demande de renseignements présentée par le groupe spécial, celui-ci peut tirer des déductions de cette attitude. Plus généralement, dans les cas où les assertions d'une partie plaignante pourraient être confirmées ou réfutées par la partie défenderesse si elle fournissait les renseignements dont elle dispose, mais où cette partie défenderesse refuse de les fournir, un groupe spécial peut légitimement supposer que ces assertions sont vraies. En d'autres termes, une invitation à faire de telles inférences peut faire partie de l'établissement d'éléments *prima facie* par une partie plaignante.

D. COMMUNICATION DE L'INDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

5.41 L'Inde n'a pas déposé de communication écrite en tant que tierce partie dans le différend *Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines* (DS371). Elle a réservé son droit mais n'a pas présenté de déclaration à l'audience avec les tierces parties ni déposé de réponses aux questions posées par le Groupe spécial après cette audience.

E. DÉCLARATION ORALE DU TAIPEI CHINOIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

5.42 Le Taipei chinois n'a pas déposé de communication écrite en tant que tierce partie dans le différend *Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines* (DS371). Toutefois, il a présenté une déclaration orale à la séance avec les tierces parties de la première réunion de fond du Groupe spécial.

1. Introduction

5.43 Le Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu (ci-après dénommé "Taipei chinois"), en tant que tierce partie dans la présente procédure, souhaiterait remercier le Groupe spécial de l'occasion qui lui est donnée d'exposer ses vues dans le présent différend. Le Taipei chinois présente cette déclaration orale en raison de ses intérêts systémiques dans l'interprétation des dispositions pertinentes du GATT de 1994, en particulier de l'article III:2.

5.44 Même s'il ne prend pas de position définitive sur les questions factuelles spécifiques dans le présent différend, le Taipei chinois souhaiterait présenter ses vues sur la question de savoir si l'application d'une taxe intérieure à des produits importés supérieure aux taxes frappant des produits nationaux similaires calculées à partir de certaines bases d'imposition fait l'objet d'une interprétation au sens de l'article III:2 du GATT de 1994. Le Taipei chinois espère que la présente communication contribuera à déterminer si, dans le présent différend, le droit intérieur, ou les impositions intérieures, sont supérieurs à ceux qui frappent les produits nationaux similaires.

2. Critère juridique dans le cadre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994

a) Structure et limites de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994

5.45 La première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994 dispose ce qui suit: "[l]es produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas frappés, directement ou indirectement, de taxes ou autres impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent, directement ou indirectement, les produits nationaux similaires". Pour examiner si une mesure contestée est compatible avec cette prescription, il est nécessaire, en vertu de la jurisprudence bien établie de l'OMC, d'appliquer un critère en deux étapes.

5.46 Dans la première étape, il faut examiner si les produits importés et les produits nationaux en cause sont des produits similaires. Dans la deuxième étape, il faut déterminer si les produits importés sont frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les produits nationaux similaires. Si, et seulement si, les réponses à ces deux questions sont affirmatives, il y a violation des dispositions de la première phrase de l'article III:2.[150] Par rapport à la seconde phrase de l'article III:2, il est possible de satisfaire aux dispositions de la première phrase dudit article en appliquant le critère en deux étapes susmentionné. En tant que tel, ce passage n'exige pas du requérant qu'il démontre que les mesures en cause visent à protéger la production nationale.[151]

[150] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, page 22; *voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 20 et 21.

[151] La Thaïlande affirme que les Philippines devront démontrer que les mesures concernées protègent les branches de production nationales; *voir* la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 205.

b) Produits similaires

5.47 Dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II*, l'Organe d'appel a dit que les critères pour déterminer la "similarité" entre un produit importé et un produit national peuvent inclure l'utilisation finale du produit, les goûts et les habitudes des consommateurs (qui varient d'un pays à l'autre), les propriétés, la nature et la qualité du produit (y compris son prix effectif) et la classification tarifaire.[152] Les critères appropriés sont choisis cas par cas, et ils permettent finalement de déterminer si la mesure en cause constitue une violation.[153]

c) "Supérieures à celles qui frappent"

5.48 Dans le même différend, l'Organe d'appel a aussi déterminé que même le plus petit dépassement était de trop. Il a établi spécifiquement que "[l]'interdiction des taxes discriminatoires énoncée à la première phrase de l'article III:2 n'[était] pas subordonnée à l'existence d'effets sur le commerce, pas plus qu'elle n'[était] justifiée par une clause relative à des quantités minimes".[154]

5.49 En outre, pour décider si d'autres taxes ou impositions intérieures sont supérieures à celles qui frappent les produits nationaux similaires, la première phrase de l'article III:2 exige une comparaison des charges fiscales effectives plutôt que des simples charges nominales. Même quand les produits importés et les produits nationaux similaires sont assujettis à des taux d'imposition identiques, il est possible que les charges fiscales effectives soient plus lourdes pour les produits importés.[155]

3. Examen du fonctionnement du régime thaïlandais de TVA au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994

a) Question de savoir si les cigarettes importées et les cigarettes nationales sont des produits similaires

5.50 Dans le présent différend, toutes les cigarettes importées et les cigarettes nationales comprennent un tube en papier contenant un mélange de tabacs et d'additifs, ainsi qu'un filtre: il existe une similarité physique. En outre, depuis l'ouverture du marché du tabac thaïlandais en 1991, la part de marché des cigarettes importées a progressivement augmenté. La part des cigarettes thaïlandaises produites dans le pays a diminué simultanément. Le fait qu'il y a eu transfert de marché d'un produit à l'autre montre le caractère interchangeable ou la "similarité" des produits en ce qui concerne les goûts et les habitudes des consommateurs.[156] Il s'ensuit également que toutes les cigarettes importées et les cigarettes nationales ont des utilisations finales identiques sur le marché thaïlandais. En outre, les cigarettes importées et les cigarettes nationales relèvent de la même position dans le tarif douanier thaïlandais.[157] Par conséquent, dans le présent différend, les cigarettes importées et les cigarettes nationales sont des produits similaires lorsqu'ils sont interprétés au regard de la première phrase de l'article III: 2 du GATT de 1994.

[152] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 23.
[153] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 23.
[154] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 26.
[155] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphes 11.182 et 11.183.
[156] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 472.
[157] Position n° 2402.20.90, voir le Tarif douanier harmonisé de la Thaïlande, chapitre 24.

b) Question de savoir si les cigarettes importées sont frappées d'une taxe supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales dans le cadre du régime thaïlandais de TVA

5.51 Nous passons maintenant à l'examen de la question de savoir si le gouvernement thaïlandais applique aux cigarettes importées une taxe supérieure à celle qui frappe les produits nationaux similaires. Pour commencer, une taxe intérieure a deux composantes principales: un taux d'imposition et une base d'imposition. Pour déterminer si les produits importés sont assujettis à des taxes supérieures à celles qui frappent les produits nationaux similaires, il est nécessaire d'examiner à la fois le taux d'imposition et la base d'imposition.

5.52 Deuxièmement, le Taipei chinois est d'avis que l'objet et le but premiers de l'article III:2 sont de prohiber la discrimination à l'égard des produits importés. Une enquête en matière de discrimination exige d'abord une comparaison des charges fiscales effectives. Même quand les produits importés et les produits nationaux similaires sont assujettis à des taux d'imposition identiques, les charges fiscales effectives sur les produits importés peuvent malgré tout être plus lourdes si une méthode différente est utilisée pour calculer la base d'imposition.

5.53 Dans le présent différend, il faut déterminer si la TVA imposée par la Thaïlande sur les cigarettes importées est supérieure à la taxe qui frappe les cigarettes nationales. Même si le MRSP sert de critère pour déterminer la base d'imposition de la TVA thaïlandaise, il est nécessaire d'aller plus loin et d'examiner la manière dont la Thaïlande détermine les MRSP pour les différentes marques.

5.54 En l'espèce, la Thaïlande n'a pas publié les méthodes, formules, études de prix ou données utilisées pour calculer les MRSP des cigarettes nationales et des cigarettes importées. Comme les MRSP servent à calculer la base d'imposition de la TVA, on peut supposer que la Thaïlande utilise les mêmes méthodes pour calculer les MRSP des cigarettes importées et des cigarettes nationales. Sinon, la Thaïlande devrait justifier leur conformité avec la première phrase de l'article III:2.

5.55 Cela étant dit, nous tenons à noter que la première phrase de l'article III:2 ne prescrit pas la manière dont les Membres doivent imposer les taxes intérieures sur les produits, tant que l'application de ces taxes ne soumet pas les cigarettes importées à un traitement moins favorable. Les Membres sont libres de prescrire les types de taxes, d'éléments et de paramètres utilisés pour calculer la base d'imposition, ainsi que les méthodes, de quelque nature qu'elles soient, employées pour déterminer les taux d'imposition et de percevoir les taxes, tant que ces méthodes d'imposition différenciées n'entraînent pas une imposition discriminatoire incompatible avec les règles pertinentes de l'OMC.

5.56 Il est difficile de prouver l'existence d'une discrimination à l'égard des cigarettes importées en comparant simplement les bases d'imposition des cigarettes importées et celles des cigarettes nationales, car les bases d'imposition ne sont pas toujours les mêmes.

5.57 Par exemple, les MRSP utilisés par la Thaïlande pour les cigarettes importées sont basés sur la valeur en douane (y compris les frais de transport maritime), les droits de douane, les taxes sanitaires, les droits d'accise, les redevances télévision et les frais de commercialisation (y compris les frais de ventes et les bénéfices). Les MRSP utilisés par la Thaïlande pour les cigarettes nationales, en revanche, ne tiennent compte ni des frais de transport maritime ni des droits de douane. Les MRSP nationaux ne prennent en compte que le prix sortie usine avant le calcul des frais de commercialisation et des autres taxes. Par conséquent, les MRSP pour les cigarettes importées et les cigarettes nationales ont des paramètres différents.

5.58 Étant donné que les MRSP utilisés par la Thaïlande sont déterminés d'une manière unilatérale et artificielle par le gouvernement thaïlandais, il semble raisonnable que la Thaïlande ait la charge de prouver que son régime de TVA n'impose pas une charge fiscale intérieure plus lourde sur les

cigarettes importées que celle qui est imposée sur les cigarettes nationales similaires. La Thaïlande doit expliquer l'écart de valeur entre les MRSP et les prix au détail des cigarettes importées, et prouver que cet écart ne résulte pas d'une application discriminatoire des MRSP. En particulier, la Thaïlande doit clarifier la manière dont elle détermine les frais de commercialisation, y compris les frais de ventes et les bénéfices, qui sont inclus dans les MRSP.

4. Conclusion

5.59 En conclusion, le Taipei chinois tient à souligner les aspects pertinents de la portée et de certaines limites de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Comme une taxe intérieure est établie à partir de deux composantes, à savoir un taux d'imposition et une base d'imposition, il s'ensuit que la comparaison des bases d'imposition relève des dispositions de la première phrase de l'article III:2. En outre, l'article III:2 se limite à interdire aux Membres de soumettre les produits importés à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires. Il ne vise pas à intervenir dans leurs affaires fiscales intérieures. Les Membres sont libres de mener leur propre politique nationale et en appliquant des taxes ou des impositions intérieures tant qu'ils ne le font pas d'une manière incompatible avec les dispositions pertinentes des accords visés de l'OMC, en particulier la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.

5.60 Monsieur le Président, Messieurs les membres du Groupe spécial, nous vous remercions encore de nous avoir donné la possibilité de présenter nos vues dans le présent différend.

F. DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS À LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND DU GROUPE SPÉCIAL

5.61 Les États-Unis n'ont pas déposé de communication écrite en tant que tierce partie dans le différend *Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines* (DS371). Toutefois, ils ont présenté une déclaration orale à la séance avec les tierces parties de la première réunion de fond du Groupe spécial.

1. Introduction

5.62 Les États-Unis se félicitent de l'occasion qui leur est donnée de présenter cette déclaration orale en tant que tierce partie dans la présente procédure. Nous reconnaissons que plusieurs questions soulevées dans le présent différend sont de nature factuelle, et les États-Unis ne prennent pas position sur les mesures en cause. Toutefois, ils ont un intérêt substantiel dans l'interprétation des dispositions des accords visés invoquées dans le présent différend, et souhaiteraient présenter notamment des observations sur certaines questions relatives à l'Accord sur l'évaluation en douane et à l'article X du GATT de 1994.

5.63 Les États-Unis voudraient d'abord examiner quatre questions spécifiques concernant l'Accord sur l'évaluation en douane: 1) l'approche adoptée pour les transactions entre des parties liées au titre de l'article 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane; 2) l'application de la méthode de la valeur déductive en application de l'article 5; 3) l'importance des obligations visant à protéger les renseignements confidentiels énoncées à l'article 10; et 4) les références faites par les parties à une lettre du Secrétariat de l'Organisation mondiale des douanes. Les États-Unis souhaiteraient ensuite examiner la question de savoir si l'article X:3 b) du GATT de 1994 exige d'un Membre qu'il maintienne des tribunaux ou des procédures afin de réviser et de rectifier les garanties. Enfin, les États-Unis tiennent à formuler brièvement des observations sur la portée du mandat du Groupe spécial dans le présent différend.

2. Article 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane

5.64 Les États-Unis sont préoccupés par certaines déclarations figurant dans la première communication écrite de la Thaïlande, au sujet des responsabilités qui incombent aux autorités douanières qui examinent une transaction entre des parties liées. À titre de rappel, les États-Unis notent que la détermination de la valeur en douane est un processus se rapportant à une transaction particulière.

5.65 L'Accord sur l'évaluation en douane énonce un ordre d'application spécifique des méthodes d'évaluation, que les autorités douanières doivent suivre. Il établit clairement que la valeur transactionnelle est la base première pour l'évaluation en douane. L'article premier dispose que "[l]a valeur en douane des marchandises importées *sera* la valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer …" (pas d'italique dans l'original), sauf dans certaines circonstances spécifiées.

5.66 L'article premier dispose en outre que, même dans le cas où l'acheteur et le vendeur sont liés, la valeur en douane sera la valeur transactionnelle, pour autant que la valeur transactionnelle soit acceptable au titre de l'article 1:2. L'article 1:2 a) indique explicitement que "le fait que l'acheteur et le vendeur sont liés … ne constituera pas en soi un motif suffisant pour considérer la valeur transactionnelle comme inacceptable. Dans un tel cas, les circonstances propres à la vente seront examinées, et la valeur transactionnelle admise pour autant que ces liens n'ont pas influencé le prix."

5.67 L'article 1:2 a) doit être "lu[] et appliqué[] conjointement avec"[158] les notes interprétatives relatives à l'article premier. Ces notes indiquent clairement que les autorités douanières n'ont pas besoin d'examiner les liens entre l'acheteur et le vendeur dans chaque cas.[159] Le processus d'évaluation en douane commence généralement lorsque l'importateur présente une déclaration. Dans la plupart des cas, les autorités douanières acceptent la valeur indiquée dans la déclaration. Dans les autres cas, lorsque l'acheteur et le vendeur sont liés et que les autorités douanières ont des "doutes" quant à l'acceptabilité du prix, elles peuvent procéder à un examen des liens entre l'acheteur et le vendeur.[160]

5.68 Lorsque l'acheteur et le vendeur sont liés et que les autorités douanières estiment qu'un complément d'enquête est nécessaire, comme il vient d'être noté, l'article 1:2 a) prévoit que les autorités douanières examineront les circonstances de la vente. Il dispose en outre que si les autorités douanières "[ont] des motifs de considérer que les liens ont influencé le prix, elle[s] communiquer[ont] [leurs] motifs à l'importateur et lui donner[ont] une possibilité raisonnable de répondre". Ces "motifs" doivent être communiqués par écrit si l'importateur le demande.

5.69 Compte tenu de ce contexte, les États-Unis conviennent de façon générale avec la Thaïlande[161] que les "doutes" qui donnent lieu à un complément d'enquête par les autorités douanières, et les "motifs" sur lesquels les autorités douanières se fondent pour conclure que les liens entre l'acheteur et le vendeur ont influencé le prix, sont des concepts distincts. Toutefois, les États-Unis sont préoccupés par certaines déclarations figurant dans la première communication écrite de la Thaïlande – par exemple "l'importateur [doit] *établir* que les liens n'ont *pas* influencé le prix"[162] – et dans la réponse donnée le 12 avril 2007 par les autorités douanières thaïlandaises à l'importateur, selon laquelle "il ne peut pas être prouvé que les liens ont, ou non, une influence sur la détermination

[158] Accord sur l'évaluation en douane, article 14.
[159] Accord sur l'évaluation en douane, Annexe I, note relative à l'article premier, paragraphe 2.
[160] Accord sur l'évaluation en douane, Annexe I, note relative à l'article premier, paragraphe 2.
[161] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 146, 165.
[162] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 142 (pas d'italique dans l'original).

de la valeur en douane".[163] Les États-Unis souhaitent souligner que la question pertinente pour le Groupe spécial au titre de l'article 1:2 a) est de savoir si "l'administration des douanes [avait] des motifs de considérer que les liens ont influencé le prix".

5.70 Étant donné que l'article 1:2 a) dispose que "la valeur transactionnelle [sera] admise pour autant que ces liens n'ont pas influencé le prix" et que "le fait que l'acheteur et le vendeur sont liés … ne constituera pas en soi un motif suffisant pour considérer la valeur transactionnelle comme inacceptable", les autorités douanières sont obligées d'accepter la valeur transactionnelle à moins qu'elles n'aient des "motifs" – en d'autres termes, une raison ou des raisons suffisante(s)[164] – de conclure que les liens ont influencé le prix. Bien que les États-Unis ne prennent pas position sur la question de savoir si tous les faits portés à la connaissance des autorités douanières thaïlandaises constituaient des "motifs" pour rejeter la valeur transactionnelle, ils notent que le libellé de la réponse des autorités douanières en date du 12 avril 2007[165] jette un doute sur le point de savoir si les autorités ont indiqué des motifs permettant d'aboutir à leur conclusion ou si elles ont en fait appliqué le critère approprié. Le fait qu'un importateur ne prouve pas une proposition négative, spécifiquement que les liens n'ont pas influencé le prix, ne dispense pas les autorités douanières de leur obligation d'accepter la valeur transactionnelle, à moins qu'elles n'aient des motifs de considérer que les liens ont influencé le prix. Comme il est indiqué à l'article 1:2 a), après avoir examiné les renseignements fournis par l'importateur ou obtenus d'autres sources, les autorités douanières sont tenues d'avoir des motifs pour ne pas accepter la valeur transactionnelle, et de communiquer ces motifs à l'importateur.

3. Article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane

5.71 Si, après avoir effectué toutes les étapes nécessaires, les autorités douanières déterminent que la valeur transactionnelle n'est pas acceptable, elles doivent suivre l'ordre d'application des méthodes d'évaluation indiqué dans l'Accord sur l'évaluation en douane pour déterminer la valeur en douane finale.

5.72 Dans les cas où l'évaluation n'est pas possible par application des articles 2 ou 3, l'Accord sur l'évaluation en douane prescrit que les autorités douanières doivent ensuite utiliser la méthode de la valeur déductive indiquée à l'article 5 (à moins que l'importateur ne demande que la méthode d'évaluation prévue à l'article 6 soit appliquée). L'article 5 dispose que la valeur des marchandises importées se fondera sur le prix unitaire des marchandises identiques ou similaires importées vendues dans le pays d'importation en l'état où elles sont importées correspondant aux ventes totalisant la quantité la plus élevée, ou sur le prix unitaire correspondant aux ventes de marchandises importées totalisant la quantité la plus élevée, faites après ouvraison ou transformation ultérieure dans le pays d'importation, sous réserve de certaines déductions spécifiées, dont les "marges généralement pratiquées pour B-FG relatifs aux ventes".

5.73 Si l'évaluation n'est pas possible par application de l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les autorités douanières doivent appliquer la méthode de la valeur calculée énoncée à l'article 6 (à moins que l'importateur n'ait demandé que l'ordre des articles 5 et 6 soit inversé). Si l'évaluation n'est pas possible par application de l'article 6, les autorités douanières peuvent utiliser la dernière méthode d'évaluation selon l'ordre prévu dans l'Accord sur l'évaluation en douane, qui figure à l'article 7.

---

[163] Pièce PHL 70-B; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 168 et 169.

[164] *Voir The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (éd.) (Clarendon Press, 1993, 4ème édition), vol. 1, page 1150, sens 6b; (pièce US-1).

[165] Pièce PHL 70-B; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 168 et 169.

5.74 Il est indiqué, aux paragraphes 184 à 187 de la première communication écrite de la Thaïlande, que les autorités douanières thaïlandaises ont appliqué la méthode de la valeur déductive prévue dans sa législation nationale qui correspond à l'article 7, et non à l'article 5, parce que l'importateur n'avait pas fourni des états financiers vérifiés pour l'année d'importation. Toutefois, les États-Unis partagent le point de vue des Philippines (indiqué au paragraphe 338 de la première communication écrite des Philippines) selon lequel l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane ne permet pas à un Membre de l'OMC de subordonner l'utilisation de la méthode prévue dans cet article à la communication des états financiers vérifiés de l'année d'importation.

4. Article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane

5.75 S'agissant des allégations formulées par les Philippines au titre de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les États-Unis n'expriment aucune opinion sur la question de savoir si les fonctionnaires thaïlandais ont fourni de fait des renseignements à la presse qui étaient de nature confidentielle, ou s'ils les ont fournis à titre confidentiel. Toutefois, les États-Unis estiment que les obligations énoncées à l'article 10 sont un élément important pour soutenir l'ensemble du système d'évaluation en douane, car l'absence de protection des renseignements confidentiels peut empêcher les autorités douanières d'obtenir des renseignements exclusifs qui sont essentiels pour rendre leur décision en matière d'évaluation, notamment dans les transactions entre des parties liées.

5. Lettre du Secrétariat de l'OMD

5.76 Les États-Unis notent que tant les Philippines que la Thaïlande ont cité une lettre du Secrétariat de l'Organisation mondiale des douanes lorsqu'elles ont présenté leurs positions respectives. Plus précisément, les Philippines font valoir que cette lettre contredisait ce qu'elles considèrent comme l'une des justifications avancées par la Thaïlande pour rejeter la valeur transactionnelle.[166] La Thaïlande explique, en revanche, que ses autorités douanières ont déterminé qu'il serait approprié d'examiner plus avant les liens entre l'acheteur et le vendeur "à la lumière de" la lettre du Secrétariat de l'OMD.[167] Les États-Unis se félicitent des travaux de l'OMD, y compris sa coopération avec l'OMC. Toutefois, ils estiment que la question pertinente dans le présent différend est de savoir si la Thaïlande s'est conformée aux obligations énoncées dans l'Accord sur l'évaluation en douane, et non dans quelle mesure elle a agi d'une manière compatible avec une lettre du Secrétariat de l'OMD.

6. Article X du GATT de 1994

5.77 Les États-Unis voudraient maintenant passer à une question concernant le GATT de 1994. En particulier, nous tenons à formuler des observations sur la question de savoir si l'article X:3 b) du GATT de 1994 prescrit à un Membre de maintenir des tribunaux ou des procédures afin de réviser et de rectifier les garanties imposées conformément à l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

5.78 En vertu de l'article X:3 b), chaque partie contractante est tenue de maintenir "des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin, notamment, de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières".

5.79 Les États-Unis savent que les parties contestent, d'un point de vue factuel, la question de savoir si la Thaïlande prévoit en fait un appel pour les valeurs des garanties et, une fois de plus, ils ne prennent pas position quant aux faits contestés. Toutefois, la suggestion de la Thaïlande[168] selon laquelle l'absence de toute référence à un appel dans l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane

[166] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 247 à 251.
[167] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 39.
[168] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 299 et 300.

en ce qui concerne les garanties signifie que les Membres n'ont pas l'obligation de prévoir un tel appel mérite quelques commentaires.

5.80 Les États-Unis ne sont pas d'accord pour dire que l'absence de référence à un appel dans l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane règle la question de savoir si l'article X:3 b) du GATT de 1994 prescrit de tels appels. La question pertinente qui se pose au titre de l'article X:3 b) est de savoir si la détermination du montant de la garantie entre dans le champ d'application de l'expression "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" et, dans l'affirmative, si un Membre a prévu des tribunaux ou des procédures afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais cette mesure.

5.81 À l'appui de son argument selon lequel l'article X:3 b) du GATT de 1994 ne s'applique pas à la détermination des valeurs des garanties, la Thaïlande met l'absence de toute référence à un appel à l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane en contraste avec l'obligation explicite énoncée à l'article 11 de prévoir un appel pour la "détermination de la valeur en douane".[169] Il est vrai que la seule décision pour laquelle l'Accord sur l'évaluation en douane prescrit explicitement aux Membres de prévoir un droit d'appel est la détermination de la valeur en douane. Toutefois, le libellé de l'article X:3 b) du GATT de 1994 n'est pas aussi limité. Le sens de l'expression "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" ne devrait pas être assimilé à celui d'"une détermination de la valeur en douane".

7. Mandat

5.82 Enfin, les États-Unis notent que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines dans le présent différend indique que l'une des mesures en cause est "la règle et/ou méthodologie générale prévoyant le rejet systématique de la valeur transactionnelle et l'imposition d'une valeur prédéterminée plus élevée, y compris toute méthode de calcul à la base de la valeur prédéterminée, applicable au moment de la déclaration en douane ainsi qu'au moment de l'estimation finale".[170] Les États-Unis notent que, quand elle formule une contestation à l'encontre d'une mesure non écrite, une partie plaignante doit établir clairement, au moyen d'arguments et d'éléments de preuve à l'appui, à la fois l'existence de la mesure alléguée et sa teneur précise.[171] Les États-Unis n'expriment pas de point de vue sur la question de savoir si, dans leur première communication écrite ou leur première déclaration orale au Groupe spécial (que les États-Unis n'ont bien sûr pas vue), les Philippines ont procédé ainsi. Toutefois, il semblerait qu'une telle méthode relève du mandat du Groupe spécial.

5.83 Monsieur le Président, messieurs les membres du Groupe spécial, ces considérations concluent la déclaration orale des États-Unis. Nous vous remercions de votre attention et espérons que les observations présentées par les États-Unis pourront être utiles au Groupe spécial.

[169] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 299 et 300.
[170] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines, WT/DS371/3, paragraphe 13.
[171] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 196 à 198.

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Le 30 juin 2010, le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties. Le 14 juillet 2010, les Philippines et la Thaïlande ont demandé par écrit le réexamen d'aspects précis de ce rapport. Les Philippines ont demandé, le même jour, dans le cadre du réexamen intérimaire, la tenue d'une réunion avec le Groupe spécial au sujet de sa décision de ne pas faire de recommandation concernant les MRSP de septembre 2006 et les Avis relatifs aux MRSP d'août 2007. Leurs observations écrites datées du 14 juillet 2010 incluaient aussi leurs vues spécifiques concernant la décision du Groupe spécial à cet égard. Le Groupe spécial a fait droit à leur demande en vue de la tenue d'une réunion dans le cadre du réexamen intérimaire et a ménagé à la Thaïlande la possibilité de présenter des observations par écrit sur cette question spécifique avant la réunion consacrée au réexamen intérimaire. Le 19 juillet 2010, la Thaïlande a présenté ses observations écrites concernant la décision du Groupe spécial de ne pas faire de recommandation au sujet des Avis relatifs aux MRSP en question. Le Groupe spécial a tenu le 20 juillet 2010 une réunion consacrée au réexamen intérimaire afin de traiter exclusivement la question de savoir s'il devrait faire une recommandation au sujet de ces Avis. Le 21 juillet 2010, les Philippines et la Thaïlande ont présenté par écrit des observations sur leurs demandes respectives pour le réexamen intérimaire en ce qui concerne les questions autres que la question traitée à la réunion consacrée au réexamen intérimaire.

6.2 Conformément à l'article 15:3 du Mémorandum d'accord, la réponse du Groupe spécial aux arguments avancés durant la phase de réexamen intérimaire figure dans la présente section du rapport du Groupe spécial et fournit des explications lorsque c'est nécessaire. Le Groupe spécial a modifié certains aspects de son rapport à la lumière des observations des parties lorsqu'il l'a jugé approprié, comme cela est expliqué ci-dessous. Il a également apporté un certain nombre de corrections d'ordre technique et rédactionnel au rapport intérimaire par souci de clarté et de précision. Sauf indication contraire, les sections, numéros de paragraphes et notes de bas de page auxquels il est fait référence dans la présente section sont ceux du rapport intérimaire.

A. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL

1. Paragraphe 8.8 du rapport intérimaire du Groupe spécial – observations des Philippines

6.3 En ce qui concerne les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006, de mars 2007 et d'août 2007, même si les **Philippines** souscrivent à la constatation du Groupe spécial selon laquelle ces avis ont été remplacés par des avis ultérieurs, elles ne sont pas d'accord avec sa conclusion selon laquelle ces mesures, par conséquent, sont venues à expiration et ont cessé d'exister aux fins de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.[172] Elles contestent aussi avoir admis cette interprétation pendant la procédure.[173] Au contraire, elles font valoir que ces MRSP continuent d'exister et demandent donc au Groupe spécial de recommander à la Thaïlande de les rendre conformes.[174]

6.4 Les Philippines soutiennent qu'"aux fins de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, la jurisprudence montre qu'une mesure qui n'est plus en vigueur, par exemple parce qu'elle a été remplacée ou supprimée, peut continuer d'"exister" ... si le Membre défendeur poursuit l'action relative à la mesure ou si la mesure continue autrement de produire des effets dans le droit interne".[175] Elles font référence aux décisions des Groupes spéciaux *CE – Navires de commerce* et *Inde –*

[172] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 94 à 97.
[173] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 96.
[174] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 98.
[175] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 99.

Automobiles pour souligner leur position selon laquelle lorsque des mesures ont "cessé d'avoir un effet", il n'y a aucune obligation de les rendre conformes.[176]

6.5 Tout d'abord, les Philippines font valoir que les trois Avis relatifs aux MRSP existent toujours parce qu'ils sont contestés dans le cadre de procédures juridiques internes. Pour expliquer leur position, elles font référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5 – Japon)*, qui concernait des "réexamens administratifs dont chacun remplaçait le précédent d'une manière analogue à ce que font les Avis relatifs aux MRSP" et qui avaient été "contestés dans le cadre de procédures internes, ce qui en prolongeait effectivement l'existence".[177] Dans cette affaire, l'Organe d'appel a précisé que toute action incompatible avec les règles de l'OMC menée en ce qui concerne une mesure jugée incompatible avec les règles de l'OMC "[devait] cesser à la fin du délai raisonnable".[178] Les Philippines expliquent ensuite que, premièrement, l'Avis relatif aux MRSP d'août 2007 continue d'exister par les procédures administratives thaïlandaises dans lesquelles le DG de l'accise "n'a pas encore mené une action pour décider s'il y a lieu d'exiger l'application de l'avis discriminatoire ou de corriger la discrimination" et que, deuxièmement, l'Avis continue aussi d'exister parce que les tribunaux thaïlandais peuvent également être appelés à mener une action concernant la mesure".[179] En outre, les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006 et mars 2007 continuent d'exister par les procédures judiciaires thaïlandaises dans lesquelles "le pouvoir judiciaire de la Thaïlande doit se prononcer sur le point de savoir si les mesures incompatibles avec les règles de l'OMC doivent être appliquées, étant donné qu'elles impliquent, entre autres choses, une discrimination illicite à l'encontre des cigarettes importées en provenance des Philippines".[180]

6.6 Dès lors, selon les Philippines, puisque la Thaïlande n'a toujours pas décidé de la base d'imposition définitive des mesures incompatibles avec les règles de l'OMC, "*la base d'imposition continue de produire des effets sur la charge financière devant être imposée* [et] [t]ant que la base d'imposition définitive n'a pas été arrêtée, la mesure existe toujours". Par conséquent, les Philippines veulent que le Groupe spécial fasse une recommandation en ce qui concerne les trois Avis relatifs aux MRSP, puisqu'une recommandation permettrait d'assurer que "si la base d'imposition définitive est arrêtée après la fin du [délai raisonnable], [la Thaïlande] ne pourra pas continuer de violer le droit de l'OMC en donnant un *effet persistant* à une *base d'imposition* incompatible avec les règles de l'OMC".[181]

6.7 Deuxièmement, les Philippines soutiennent que le Groupe spécial devrait faire une recommandation concernant les trois Avis relatifs aux MRSP, parce que ces avis sont des "mesures de remplacement": ils sont remplacés par une mesure ultérieure qui a "des caractéristiques fondamentales très semblables". Selon des groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans certaines des affaires de réduction à zéro, il a été indiqué que de telles mesures de remplacement pouvaient être considérées comme faisant partie du même différend.[182] En outre, dans leur déclaration liminaire à la

[176] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 100 et 101.
[177] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 102 à 104.
[178] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 103, faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 160.
[179] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 106.
[180] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 106 et 109 et annexe C.
[181] Déclaration liminaire des Philippines à la réunion consacrée au réexamen intérimaire, paragraphe 5; observations sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 107 et 110; réponse à la question n° 9 du Groupe spécial à la réunion consacrée au réexamen intérimaire; remarques finales à la réunion consacrée au réexamen intérimaire.
[182] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 114 et 115, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 160; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)*,

réunion consacrée au réexamen intérimaire, les Philippines ont expliqué que les Avis relatifs aux MRSP formaient une "chaîne de mesure liées entre elles" qui faisaient partie d'un unique différend et que, par conséquent, les obligations de mise en œuvre assumées en ce qui concerne une mesure dans la chaîne imposaient des obligations semblables en ce qui concerne des mesures ultérieures.[183]

6.8 Par conséquent, les Philippines demandent au Groupe spécial de faire une recommandation en ce qui concerne les trois Avis relatifs aux MRSP afin d'assurer que si, après le délai raisonnable, la Thaïlande n'a pas mis fin aux mesures incompatibles avec les règles de l'OMC, elles pourront recourir aux procédures de mise en conformité au titre des articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord.[184]

6.9 La **Thaïlande** fait valoir que les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006, de mars 2007 et d'août 2007 ont été remplacés et ne sont plus utilisés pour estimer ou recouvrer une TVA sur les ventes de cigarettes importées et que, partant, ils ont cessé d'exister.[185] Par conséquent, au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial ne peut pas faire des recommandations concernant des mesures qui n'existent plus.[186] Le droit de faire des recommandations au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord ne devrait pas être utilisé pour créer une mesure corrective rétrospective qui n'est pas disponible par ailleurs dans le cadre du Mémorandum d'accord.[187]

6.10 S'agissant des procédures administratives/judiciaires internes, la Thaïlande indique tout d'abord que ces procédures ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial et, par conséquent, ne peuvent pas elles-mêmes faire l'objet des recommandations du Groupe spécial.[188] Ensuite, elle allègue que les Philippines interprètent mal la jurisprudence de la réduction à zéro, et elle explique que la principale question dans ces affaires était de savoir si l'obligation de mise en œuvre s'appliquait aussi aux importations qui avaient été déclarées en douane aux États-Unis avant la fin du délai raisonnable mais pour lesquelles il n'y avait pas eu de droits fixés à titre final ("liquidés") à la fin du délai raisonnable. Les États-Unis alléguaient que les contestations des droits engagées dans le cadre de procédures internes retardaient la liquidation desdits droits et ne devraient donc pas être prises en compte pour vérifier s'il avait été satisfait à l'obligation de mise en œuvre. L'Organe d'appel a constaté que l'obligation de mise en œuvre s'appliquait aux importations pour lesquelles la liquidation avait eu lieu après la fin du délai raisonnable, indépendamment du moment auquel le calcul de la marge de dumping avait eu lieu. Selon la Thaïlande, par conséquent, "il a été constaté dans cette affaire qu'il y avait "des effets persistants" parce que "*la liquidation des importations à des taux incompatibles avec les règles de l'OMC se poursuivait après la fin du délai raisonnable, et non parce que la mesure avait été contestée dans le cadre de procédures internes*" (italique dans l'original). Une

---

paragraphes 7.148, 7.149 et 7.154; rapport du Groupe spécial *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 7.28, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel, paragraphe 236.

[183] Déclaration liminaire des Philippines à la réunion consacrée au réexamen intérimaire, paragraphe 13; réponses aux questions n° 3 et 4 du Groupe spécial à la réunion consacrée au réexamen intérimaire.

[184] Réponses des Philippines aux questions n° 1, 4 et 9 du Groupe spécial à la réunion consacrée au réexamen intérimaire; remarques finales à la réunion consacrée au réexamen intérimaire.

[185] Observations de la Thaïlande sur les questions concernant la réunion consacrée au réexamen intérimaire, paragraphe 8.

[186] Observations de la Thaïlande sur les questions concernant la réunion consacrée au réexamen intérimaire, paragraphe 6.

[187] Observations de la Thaïlande sur les questions concernant la réunion consacrée au réexamen intérimaire, paragraphe 25.

[188] Observations de la Thaïlande sur les questions concernant la réunion consacrée au réexamen intérimaire, paragraphe 8.

comparaison peut être établie avec la présente affaire dans laquelle les trois MRSP ne seront jamais plus utilisés pour recouvrer la TVA et dans laquelle, partant, un tel effet persistant n'existe pas.[189]

6.11 En outre, la Thaïlande explique que le champ d'application de la procédure administrative concernant l'Avis relatif aux MRSP d'août 2007 était limité à une demande adressée par PM Thailand au DG de l'accise en vue d'obtenir la modification des MRSP d'août 2007 et les détails de leur calcul. Depuis que l'Avis relatif aux MRSP de 2007 a été remplacé par l'Avis relatif aux MRSP de 2008, la mesure corrective demandée par PM Thailand a été accordée et il n'y a pas d'action restante que doive mener la Thaïlande à cet égard. La simple possibilité que des importateurs puissent avoir recours à des procédures judiciaires internes "à un moment indéterminé dans l'avenir" ne peut pas modifier les obligations de mise en œuvre de la Thaïlande en ce qui concerne cet Avis relatif aux MRSP.[190] S'agissant des Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006 et de mars 2007, la Thaïlande indique que les Philippines n'ont pas montré que l'existence de ces procédures judiciaires internes donnaient lieu à "quoi que ce soit qui évoque la situation dans les affaires de réduction à zéro". Au contraire, les mesures correctives demandées par ces appels étaient initialement limitées à une demande d'abrogation des avis. Les éléments de preuve des Philippines, nouveaux et non présentés dans les délais prévus[191], concernant l'appel de ces procédures devant le Tribunal suprême de la Thaïlande n'expliquent pas en quoi lesdites procédures pourraient servir à retarder l'application des avis relatifs aux MRSP jusqu'à la décision du Groupe spécial ou la fin du délai raisonnable en l'espèce. En outre, si le Tribunal suprême décidait que ces avis relatifs aux MRSP doivent effectivement être abrogés, PM Thailand devrait engager une procédure différente devant le DG des impôts afin de chercher à obtenir un remboursement. La Thaïlande pense qu'il est peu probable que PM Thailand puisse obtenir ce remboursement.[192]

6.12 En ce qui concerne l'argument des Philippines selon lequel les Avis relatifs aux MRSP forment une chaîne de mesures liées entre elles, la Thaïlande avance que dans les affaires de réduction à zéro, il y avait une seule et unique ordonnance antidumping au titre de laquelle avaient eu lieu plusieurs réexamens administratifs qui étaient, de ce fait, liés entre eux, alors qu'en l'espèce il n'y a, d'un avis relatif aux MRSP à l'autre, aucun lien entre le recouvrement de la TVA sur des ventes particulières: ces avis ne font pas partie de la même procédure, ils ne font pas l'objet d'un réexamen collectif et ils ne se situent pas dans le même *continuum* d'événements. Si le raisonnement des Philippines était suivi, toutes les décisions en matière de TVA et de classification formeraient une chaîne.[193]

---

[189] Observations de la Thaïlande sur les questions concernant la réunion consacrée au réexamen intérimaire, paragraphes 9 à 11.

[190] Observations de la Thaïlande sur les questions concernant la réunion consacrée au réexamen intérimaire, paragraphes 36 à 39.

[191] Aux paragraphes 48 à 51 de ses observations écrites du 19 juillet 2010, la Thaïlande fait référence au paragraphe 15 des procédures de travail du Groupe spécial où il est indiqué que tous les éléments de preuve autres que les éléments de preuve présentés à titre de réfutation doivent être fournis au Groupe spécial "au plus tard à la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve factuels nécessaires aux fins des réfutations, des réponses aux questions ou des observations sur les questions communiqués par chacun". Par la suite, la Thaïlande explique que l'annexe C des observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial contient de nouveaux éléments de preuve, dont le Groupe spécial ne devrait donc pas tenir compte à ce stade de la procédure.

[192] Observations de la Thaïlande sur les questions concernant la réunion consacrée au réexamen intérimaire, paragraphe 46; réponse à la question n° 6 du Groupe spécial à la réunion consacrée au réexamen intérimaire.

[193] Observations de la Thaïlande sur les questions concernant la réunion consacrée au réexamen intérimaire, paragraphe 17; réponse à la question n° 4 du Groupe spécial à la réunion consacrée au réexamen intérimaire.

6.13 Comme il est indiqué au paragraphe 7.563 de son rapport intérimaire, le **Groupe spécial** a constaté que les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006, de mars 2007 et d'août 2007 étaient incompatibles avec les obligations de la Thaïlande au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Nous avons décidé cependant de ne pas faire de recommandation en ce qui concerne ces avis puisqu'ils avaient déjà cessé d'exister au moment de l'établissement du Groupe spécial. Cette décision est énoncée au paragraphe 8.8 du rapport intérimaire du Groupe spécial.[194]

6.14 Dans leurs observations qu'elles ont formulées dans le cadre du réexamen intérimaire, les Philippines demandent au Groupe spécial, conformément à l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, de recommander que ces avis soient rendus conformes aux obligations au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Pour formuler cette demande, elles font valoir qu'une mesure qui n'est plus en vigueur parce que, par exemple, elle a été remplacée peut toujours continuer d'exister aux fins de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord si le Membre défendeur mène par la suite une autre action à son égard ou qu'elle continue autrement de produire des effets dans le droit interne. Par ailleurs, la Thaïlande ne fait pas valoir, d'après ce que nous croyons comprendre, que le Groupe spécial ne devrait jamais faire de recommandation en ce qui concerne une mesure qui a été remplacée. Elle paraît convenir que, pour déterminer si un groupe spécial doit faire des recommandations en ce qui concerne une telle mesure, le critère juridique à appliquer est la question de savoir si la mesure continue d'exister après avoir été remplacée. Le désaccord des parties réside donc dans l'application de ce principe aux circonstances factuelles de l'espèce, c'est-à-dire le point de savoir si les MRSP en question doivent être considérés comme continuant d'exister aux fins de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

6.15 Aux paragraphes 7.42 et 7.43, 7.46 et 7.47, 7.62 à 7.66 du rapport intérimaire du Groupe spécial, nous avons traité les questions relatives à l'*examen* par les groupes spéciaux des mesures qui avaient été achevées avant l'établissement du groupe spécial ou qui étaient venues à expiration à cette date. Même si les parties ne soulèvent pas de controverse sur la conclusion du Groupe spécial selon laquelle lesdites mesures venues à expiration et/ou achevées peuvent toujours faire l'objet de l'examen et des décisions des groupes spéciaux suivant les circonstances factuelles propres à chaque affaire, leurs vues divergent sur le point de savoir si des groupes spéciaux doivent aussi faire une recommandation au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord pour ce qui concerne ces mesures venues à expiration. Même s'il peut normalement être considéré qu'une mesure a cessé d'exister si elle a été remplacée par une mesure ultérieure ou qu'elle cesse de produire des effets, nous considérons que l'expiration de la mesure dans de telles circonstances ne la ferait pas, en soi, échapper automatiquement au champ d'application de l'obligation qu'ont les groupes spéciaux de faire une recommandation au titre de l'article 19:1. Comme les Philippines le font observer, il peut y avoir des situations dans lesquelles, bien qu'elle soit venue à expiration, une mesure doit encore être rendue conforme dans la mesure où elle continue d'exister parce qu'elle fait l'objet d'une autre action du Membre défendeur ou qu'elle continue d'avoir des effets sur les marchandises importées en question.

6.16 Avant de passer à la situation factuelle spécifique de l'espèce sur la base de notre compréhension de la nature de l'obligation que l'article 19:1 fait aux groupes spéciaux telle qu'elle est énoncée au paragraphe précédent, nous traiterons d'abord le principe sur lequel les Philippines font reposer leur position. Il apparaît que la demande des Philippines aux fins d'une recommandation du Groupe spécial en ce qui concerne les trois Avis relatifs aux MRSP jugés incompatibles avec l'article III:2 du GATT de 1994 repose sur le principe selon lequel les Philippines *ont besoin* de recommandations pour engager, si cela est nécessaire, une procédure de mise en conformité, entre autres choses, au titre des articles 21:5 et 22:6 du Mémorandum d'accord puisque, en l'absence d'une recommandation au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, le droit des Philippines d'engager une procédure de mise en conformité au titre des articles 21:5 et 22 serait compromis. Les Philippines

[194] Les Philippines ne contestent pas que l'Avis relatif aux MRSP de décembre 2005 est venu à expiration et a cessé d'exister aux fins de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

affirment que seules des recommandations formulées par l'ORD imposeraient des obligations positives en ce qui concerne les mesures visées.[195]

6.17 Nous ne trouvons cependant pas, dans les dispositions pertinentes des articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord, de libellé indiquant que l'obligation de mise en conformité incombant au Membre mettant en œuvre découle uniquement des *recommandations* des groupes spéciaux. En fait, la plupart des dispositions relatives aux obligations de mise en conformité énoncées aux articles 21 et 22 du Mémorandum d'accord font référence à la fois aux recommandations et aux *décisions*.[196] Par exemple, l'article 21:1 dispose que "[p]our que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres, il est indispensable de donner suite dans les moindres délais aux *recommandations ou décisions* de l'ORD". À notre avis, la prescription en matière de mise en conformité énoncée dans ces dispositions a donc une portée plus large que simplement des "recommandations". En tout état de cause, il est difficile d'envisager une situation où il sera interdit *a priori* aux Philippines de recourir aux procédures de mise en conformité pour toute action future menée par la Thaïlande s'il peut être montré qu'une telle action est liée aux constatations du Groupe spécial concernant l'incompatibilité des Avis relatifs aux MRSP avec les obligations de la Thaïlande au titre de l'article III:2 du GATT de 1994. Comme il est indiqué aux paragraphes 7.42 et 7.43 du rapport intérimaire du Groupe spécial, des groupes spéciaux antérieurs ont considéré qu'il était nécessaire et important, dans certaines situations, de faire des recommandations même en ce qui concerne des mesures qui étaient venues à expiration au moment de formuler lesdites constatations. Il s'agit par exemple des situations dans lesquelles une mesure compromet encore des avantages revenant à un Membre plaignant ou des situations dans lesquelles la perspective d'une réintroduction de la mesure demeure et dans lesquelles, par conséquent, formuler des constatations en ce qui concerne les mesures venues à expiration contribuerait à résoudre un différend particulier. Si seules les recommandations devaient garantir le droit du Membre plaignant, tel qu'il est conféré par le Mémorandum d'accord, de demander une procédure de mise en conformité, cela n'aurait aucun sens de faire même des *constatations* pour des mesures venues à expiration, ce qui n'a pas été l'avis de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs.[197] Nous ne pensons pas non plus qu'une telle interprétation servirait l'esprit et le but du mécanisme de règlement des différends de l'OMC.

6.18 Spécifiquement, dans le contexte factuel du présent différend, la position des Philippines selon laquelle ces MRSP continuent d'exister même s'ils ont été remplacés par les Avis relatifs aux MRSP ultérieurs repose sur deux séries d'arguments: premièrement, les Avis relatifs aux MRSP font tous l'objet de procédures internes en cours dans le cadre desquelles les autorités exécutives et judiciaires thaïlandaises mèneront des actions à leur égard; et, deuxièmement, dans la mesure où les MRSP existants continuent d'être remplacés, conformément à la législation thaïlandaise, par de nouveaux MRSP – qui constituent, selon les Philippines, une chaîne de mesures successives relatives aux MRSP étroitement liées entre elles –, l'obligation de la Thaïlande au titre de l'article III:2 du GATT de 1994, telle qu'elle a été clarifiée par le Groupe spécial pour les MRSP de septembre 2006 et ceux de mars et d'août 2007, devrait également être étendue à ces MRSP futurs par la recommandation du Groupe spécial.[198] Nous évaluerons tour à tour ces deux séries d'arguments.

6.19 Tout d'abord, nous examinons si les procédures internes dans le cadre desquelles les trois Avis relatifs aux MRSP sont examinés peuvent être considérées comme étant l'action du

[195] Réponse des Philippines à la réunion consacrée au réexamen intérimaire.
[196] Voir aussi les articles 21:3, 21:5, 21:6 et 22:2 du Mémorandum d'accord.
[197] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II)/CE – Bananes III (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 261 à 273; rapport du Groupe spécial *CE – Navires de commerce*, paragraphe 8.4; rapport du Groupe spécial *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphes 7.45 à 7.54.
[198] Observations des Philippines formulées dans le cadre du réexamen intérimaire du 14 juillet 2010, paragraphe 105; réponse à la question du Groupe spécial à la réunion consacrée au réexamen intérimaire.

gouvernement thaïlandais affectant ces avis.[199] L'aspect factuel de la procédure en cours, en instance à la fois devant le DG de l'accise et le Tribunal suprême thaïlandais, est décrit au paragraphe 6.5 ci-dessus. Les Philippines estiment que les Avis relatifs aux MRSP en question continuent d'exister parce qu'ils font l'objet de ces procédures internes en instance dans le cadre desquelles les autorités exécutives et judiciaires thaïlandaises *mèneront des actions* à leur égard.[200] Dans leur déclaration orale à la réunion consacrée au réexamen intérimaire, les Philippines ont expliqué que les types d'actions que devaient mener les différentes branches du gouvernement thaïlandais incluaient les actions suivantes: i) décider s'il y a lieu de continuer d'appliquer la base d'imposition discriminatoire et, éventuellement, ii) établir une nouvelle base d'imposition, et iii) accorder un remboursement.[201]

6.20 Nous ne considérons pas que la description par les Philippines de ce qu'elles appellent des actions futures devant encore être menées par le gouvernement thaïlandais, toutefois, reflète correctement la situation exacte des Avis relatifs aux MRSP en question. Par exemple, les Philippines indiquent que la Thaïlande doit toujours décider de la base d'imposition *finale*, dont nous croyons comprendre qu'elle fait référence aux MRSP en question, en raison des procédures internes dans lesquelles les MRSP en question sont contestés. Comme les Philippines l'ont confirmé à la réunion consacrée au réexamen intérimaire, cependant, le Département des droits d'accise thaïlandais avait mené à bien le recouvrement du montant de la TVA pour les cigarettes importées, calculé sur la base des MRSP en question, jusqu'à l'entrée en vigueur de nouveaux MRSP, en août 2008. Les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006 et de mars et d'août 2007 ne constituent donc plus la base d'imposition des cigarettes importées en cause. En outre, même s'il était constaté par les autorités nationales chargées du réexamen que ces MRSP étaient incompatibles, il n'est pas montré clairement, selon nous, que de telles constatations conduiraient nécessairement à l'abrogation des MRSP en question et/ou à un remboursement de toute TVA supérieure acquittée sur leur base. Dans ces circonstances, ne pouvons pas souscrire à la description des Philippines selon laquelle les MRSP en question ne sont pas encore appliqués et ne formaient pas la base d'imposition finale pour la TVA des cigarettes importées en cause.

6.21 À cet égard, les Philippines s'appuient beaucoup sur les déclarations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5 – Japon)* pour étayer leur position. Nous considérons toutefois que les circonstances factuelles de ce différend doivent être distinguées de celles du présent différend. Comme l'explique la Thaïlande, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5 – Japon),* la question était de savoir si l'obligation de mise en œuvre s'appliquait aussi aux importations qui avaient été déclarées en douane aux États-Unis avant la fin du délai raisonnable mais pour lesquelles des droits antidumping n'avaient pas été fixés à titre final ni recouvrés ("liquidés") à la fin du délai raisonnable en raison de l'injonction prononcée par le tribunal interne au moment de la liquidation des droits antidumping. L'Organe d'appel a constaté dans ce différend que l'obligation de mise en œuvre s'appliquait *effectivement* à ces importations parce que leur *liquidation* (*estimation finale*) avait eu lieu après la fin du délai raisonnable. La constatation de l'Organe d'appel dans cette affaire fournit donc des indications selon lesquelles un facteur important pour déterminer le moment où l'action des pouvoirs publics peut être considérée comme étant achevée est l'*estimation finale et le recouvrement* des droits antidumping, ce qui inclut la détermination initiale de la marge de dumping et les décisions prises par l'organisme national chargé du réexamen, si ce réexamen est

[199] En formulant la question dont nous sommes saisis comme ci-dessus, nous ne mettons pas en doute l'interprétation, telle qu'elle a été clarifiée par l'Organe d'appel, selon laquelle les actions du gouvernement couvrent aussi les actions des organes judiciaires nationaux. Notre question concerne le point de savoir si les actions du gouvernement visées, les procédures nationales administratives ainsi que judiciaires en l'espèce, constituent les mesures en cause qui continuent de produire des effets.

[200] Observations des Philippines formulées dans le cadre du réexamen intérimaire du 14 juillet 2010, paragraphes 105, 106 et 109.

[201] Déclaration orale des Philippines à la réunion consacrée au réexamen intérimaire, paragraphes 2 et 10.

justifié dans le cadre de la législation intérieure, en ce qui concerne le caractère approprié de la détermination initiale.

6.22 Par opposition à ces circonstances factuelles, dans le présent différend, le Département des droits d'accise avait achevé non seulement le calcul, mais aussi le *recouvrement* de la TVA sur la base des MRSP en cause. À ce titre, nous ne considérons pas que le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5 – Japon)*, tel qu'il a été utilisé par les Philippines, puisse être également appliqué à la situation en l'espèce.[202] En outre, comme nous l'avons noté plus tôt, on ne voit pas bien selon nous si les MRSP, une fois déterminés, peuvent être déterminés une nouvelle fois, dans le sens où les droits antidumping ou les déterminations de la valeur en douane peuvent l'être. Nous croyons comprendre qu'une fois les avis relatifs aux MRSP publiés, les importateurs de cigarettes et le TTM peuvent demander de nouveaux MRSP.[203] À notre avis, toutefois, une demande de nouveaux MRSP ne peut pas être assimilée à une procédure dans laquelle des droits ou des valeurs en douane sont contestés en vue d'une nouvelle détermination. C'est là que réside, à notre avis, la principale différence car, pour les droits antidumping et les valeurs en douane, le gouvernement Membre concerné doit mener une action, que ce soit une nouvelle détermination et/ou un remboursement, en ce qui concerne ces droits et valeurs en douane s'il a été constaté par les organismes nationaux chargés du réexamen qu'ils avaient été déterminés d'une manière incorrecte. Cette caractéristique est également liée à la nature des obligations énoncées dans les Accords de l'OMC pertinents tels que l'Accord antidumping et l'Accord sur l'évaluation en douane.[204] S'agissant des MRSP en cause, toutefois, il semble pour le moins difficile de dire avec certitude si un importateur pourrait obtenir une nouvelle détermination des MRSP venus à expiration et/ou un remboursement de toute taxe supérieure acquittée en raison d'une base d'imposition (MRSP) déterminée de manière incorrecte. La Thaïlande estime que, quand bien même le Tribunal suprême thaïlandais jugerait que ces avis relatifs aux MRSP doivent être abrogés, PM Thailand devra engager une procédure différente devant le DG des impôts pour chercher à obtenir un remboursement. En tout état de cause, elle estime qu'il est peu probable que PM Thailand puisse obtenir ce remboursement. Dans ces circonstances, nous ne sommes pas convaincus par l'argument des Philippines selon lequel les Avis relatifs aux MRSP en cause font l'objet d'autres actions de la part du gouvernement thaïlandais.

6.23 Les Philippines estiment en outre que les Avis relatifs aux MRSP forment une chaîne de mesures liées entre elles qui font partie d'un unique différend, dans le cadre duquel les obligations de mise en œuvre assumées en ce qui concerne une mesure dans la chaîne imposent des obligations semblables en ce qui concerne des mesures ultérieures. Comme nous l'avons expliqué aux paragraphes 7.459 à 7.468 de notre rapport intérimaire, le DG des droits d'accise détermine les MRSP sur la base de sa prétendue méthode générale, telle qu'elle est décrite par la Thaïlande dans la présente procédure. Nous croyons comprendre que les MRSP venus à expiration peuvent être considérés comme étant liés aux MRSP du moment et ultérieurs dans la mesure où la même méthode continue d'être appliquée à la détermination des MRSP pour les cigarettes importées en cause. Nous notons aussi l'argument des Philippines selon lequel les indications données par l'Organe d'appel dans les affaires de réduction à zéro voulant que les mesures de remplacement ayant des caractéristiques fondamentales semblables puissent être considérées comme faisant partie du différend peuvent également s'appliquer en l'espèce. De l'avis des Philippines, les Avis relatifs aux MRSP sont remplacés par des mesures ultérieures qui ont des "caractéristiques fondamentales très semblables".

[202] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 103, faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)*, paragraphe 160.

[203] Voir le paragraphe 7.469.

[204] Voir l'article 11.2 de l'Accord antidumping et l'article 11 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

6.24 Nous ne pensons pas cependant que les Avis relatifs aux MRSP soient nécessairement comparables aux ordonnances antidumping dans le contexte des affaires de réduction à zéro. Comme la Thaïlande le fait remarquer, la mesure visée était une seule et unique ordonnance antidumping concernant laquelle il y avait eu plusieurs réexamens administratifs liés entre eux. Dans le cas des déterminations des MRSP, le DG des droits d'accise remplace les MRSP existants par de nouveaux MRSP, soit lorsqu'il y a une modification de l'un des composants du MRSP (y compris les taux d'imposition), soit à la demande d'un importateur. Nous considérons donc que le lien entre les déterminations successives des MRSP n'est pas semblable au lien observé entre une série de droits antidumping qui procèdent d'une seule et unique ordonnance antidumping.

6.25 Cela étant dit, toutefois, nous sommes attentifs au caractère particulier de la méthode générale utilisée pour déterminer les MRSP. Spécifiquement, nous notons que, dans son calcul des nouveaux MRSP, le DG des droits d'accise renvoie généralement au montant des "coûts de commercialisation" compris dans le MRSP le plus récent ou le MRSP précédemment demandé par le fabricant national ou l'importateur.[205] Par conséquent, nous ne pouvons pas éliminer la possibilité que des aspects spécifiques des MRSP en cause en l'espèce, dont il a été constaté qu'ils rendaient ces MRSP incompatibles avec l'obligation de la Thaïlande au titre de l'article III:2, continuent de produire des effets sur les déterminations futures de MRSP pour les cigarettes importées. Nous relevons l'observation du Groupe spécial *CE – Navires de commerce* selon laquelle "[l]a notion de mesure qui a cessé d'"exister" n'est … pas toujours sans ambiguïté". Ce Groupe spécial a conclu ensuite que puisqu'il ne pouvait pas déterminer avec certitude si, et dans quelle mesure, il était possible que des subventions continuent d'être accordées conformément à des demandes présentées avant l'expiration de ces régimes, sa recommandation ne s'appliquait pas aux régimes de subvention qui étaient arrivés à expiration, sauf *dans la mesure* où ces régimes continuaient de s'appliquer. Suivant les indications données par le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Navires de commerce* et à la lumière des circonstances particulières du présent différend, nous avons modifié la conclusion figurant au paragraphe 8.8 afin de refléter nos considérations indiquées ci-dessus.

2. Déterminations de la valeur en douane en tant qu'"actes achevés" (paragraphes 7.40 à 7.51) – observations de la Thaïlande

6.26 La **Thaïlande** demande le réexamen de certains aspects des paragraphes 7.40 à 7.51 du rapport intérimaire du Groupe spécial parce que i) ils ne reflètent pas de manière exacte les arguments de la Thaïlande, et que ii) ils ne traitent pas complètement les arguments concernant la question de savoir si, ou dans quelles circonstances, le Groupe spécial devrait faire des recommandations au sujet des déterminations de la valeur en douane achevées.[206]

6.27 Pour ce qui est de la première raison, selon la Thaïlande, le Groupe spécial indique de manière incorrecte au paragraphe 7.41 que la Thaïlande a fait valoir qu'il ne devrait pas "se prononcer" sur les [[xx.xxx.xx]] marchandises importées répertoriées dans la demande des Philippines. La Thaïlande demande seulement au Groupe spécial de réviser la dernière phrase du paragraphe 7.41 comme suit: "la Thaïlande estime que le Groupe spécial ne devrait pas faire de recommandations au sujet des allégations relatives à ces marchandises importées".

6.28 Pour ce qui concerne la deuxième raison, la Thaïlande indique qu'aux paragraphes 7.40 à 7.51, le Groupe spécial se concentre sur la question de savoir s'il peut formuler des constatations au sujet des [[xx.xxx.xx]] importations en cause mais qu'il ne traite pas séparément la question de savoir s'il serait approprié de faire aussi des recommandations. Au paragraphe 7.51, toutefois, le Groupe spécial conclut, sans aucune autre explication, qu'il fera des recommandations au sujet de ces importations. Par conséquent, la Thaïlande demande au Groupe spécial de réviser ces paragraphes

[205] Rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 7.465 et 7.494 à 7.499.
[206] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 3.

afin d'expliquer si, et pour quelle raison, il juge approprié de faire des recommandations au sujet des déterminations de la valeur en douane (en général).[207]

6.29 S'agissant de la question de savoir si le Groupe spécial devrait ou non faire une recommandation, la Thaïlande avance un argument selon lequel il y a une différence entre des "actes achevés" qui donnent lieu à des "mesures" en vigueur au sens des articles 3:3 et 6:2 du Mémorandum d'accord (telles que les mesures en cause dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*) et des "actes achevés" qui ne donnent pas lieu à une mesure en cours, telles que l'évaluation et la fixation de droits de douane dans le cas présent. Les droits de douanes et autres taxes intérieures ont été fixés à titre final et acquittés pour les [[xx.xxx.xx]] importations en cause avant l'établissement du Groupe spécial. Partant, le Groupe spécial n'a pas spécifié de base factuelle permettant de considérer ces importations comme ayant des effets persistants qui peuvent être pertinents pour qu'il fasse des recommandations à leur sujet.[208]

6.30 Le fait que le Groupe spécial n'explique pas pourquoi il juge approprié de faire des recommandations pourrait être interprété comme signifiant qu'il considère que *toutes* les déterminations de la valeur en douane qui ont été achevées pourraient faire l'objet de recommandations dans les procédures de règlement des différends. En ce cas, les Membres pourraient être rétrospectivement tenus de réviser des déterminations pour lesquelles toutes les procédures juridiques internes auraient été achevées longtemps avant l'établissement d'un groupe spécial. Par conséquent, la Thaïlande demande au Groupe spécial d'expliquer pourquoi il a jugé approprié de faire des recommandations en ce qui concerne les déterminations de la valeur en douane des [[xx.xxx.xx]] importations en cause.[209]

6.31 Les **Philippines** signalent que cette question est liée à leur demande de révision de l'analyse par le Groupe spécial des constatations et recommandations concernant les Avis relatifs aux MRSP. Elles déclarent, comme le Groupe spécial l'a relevé au paragraphe 7.46 de son rapport intérimaire, que la question est de savoir non *pas* si un acte est "achevé", mais si une mesure dont il a été constaté qu'elle était incompatible continue d'exister.[210] Elles expliquent ensuite qu'une mesure pourra continuer à exister, par exemple, si elle fait l'objet de procédures juridiques internes. Elles fournissent par la suite la même explication que celle qu'elles ont donnée pour leurs arguments relatifs aux procédures internes en ce qui concerne les Avis relatifs aux MRSP.

6.32 En outre, les Philippines examinent l'affirmation de la Thaïlande selon laquelle celle-ci ferait l'objet d'une mesure corrective *rétrospective* si elle devait réviser des mesures appliquées à des transactions qui ont eu lieu avant la fin du délai raisonnable. Elles font référence aux déclarations de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Coton upland* et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon) (article 21:5 – Japon)* pour expliquer qu'après la fin du délai raisonnable, une conduite incompatible avec les règles de l'OMC doit cesser complètement.[211]

6.33 Les Philippines souscrivent à la demande formulée par la Thaïlande tendant à ce que le Groupe spécial clarifie les circonstances du moment qui étayent sa décision de faire une recommandation en ce qui concerne les [[xx.xxx.xx]] importations en cause. Toutefois, elles contestent aussi certains arguments avancés par la Thaïlande. Spécifiquement, elles ne sont pas d'accord avec l'idée que "toutes les procédures juridiques internes avaient été achevées longtemps

[207] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 3.
[208] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.
[209] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 8.
[210] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 3.
[211] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 11 à 15.

avant d'établissement d'un groupe spécial".[212] Elles soulignent qu'elles ont fait appel de la valeur transactionnelle des [[xx.xxx.xx]] importations et que ces appels sont toujours en instance devant la BoA, un fait qui a été reconnu par le Groupe spécial dans son rapport intérimaire.[213] La BoA réexamine l'estimation par les douanes thaïlandaises de la valeur en douane des [[xx.xxx.xx]] importations et peut réviser cette valeur. Si elle réduit la valeur estimée par les douanes thaïlandaises, le DG des douanes accorde un remboursement des droits de douane supérieurs acquittés et des paiements supérieurs acquittés pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision.[214]

6.34 Par voie de conséquence, les procédures juridiques internes concernant les [[xx.xxx.xx]] décisions en matière d'évaluation sont en cours et, dans ces procédures, la Thaïlande doit toujours mener une action pour déterminer la valeur en douane estimée à titre final et pour déterminer "*s'il y a lieu d'appliquer les mesures incompatibles avec les règles de l'OMC en cause*" (italique dans l'original). Les Philippines soutiennent que ces actions menées dans le cadre des procédures nationales détermineront les effets juridiques des mesures en cause, y compris les droits de douane et les taxes intérieures devant être acquittés au titre des mesures et que, dans ces circonstances, les [[xx.xxx.xx]] mesures en matière d'évaluation en douane n'ont pas cessé d'exister. Par conséquent, le Groupe spécial doit faire une recommandation au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord au sujet de ces mesures.[215]

6.35 Premièrement, compte tenu de la demande de la Thaïlande tendant à ce que ses arguments soient révisés parce qu'il n'en est pas correctement rendu compte au paragraphe 7.41, le **Groupe spécial** a légèrement modifié la dernière phrase du paragraphe 7.41 comme il le jugeait approprié.

6.36 Nous traitons maintenant la deuxième demande de la Thaïlande visant à ce que le Groupe spécial explique pourquoi il a jugé approprié de faire des recommandations, comme il est indiqué au paragraphe 7.51, en ce qui concerne les déterminations de la valeur en douane pour les [[xx.xxx.xx]] importations en cause.

6.37 Comme le notent les Philippines, nous estimons que cette question est étroitement liée à la question que nous avons traitée dans la section précédente, s'agissant de savoir si nous devions faire une recommandation pour certains Avis relatifs aux MRSP. Premièrement, nous convenons que pour déterminer si les groupes spéciaux devraient faire une recommandation visant des mesures venues à expiration, le critère juridique applicable devrait être le même, indépendamment de la mesure en cause. La nature et les caractéristiques de la mesure évaluée, toutefois, peuvent conduire les groupes spéciaux à une conclusion différente sur le point de savoir s'il y a lieu de faire une recommandation.

6.38 Nous rappelons notre examen ci-dessus selon lequel le critère juridique à cet égard devrait être de savoir si une mesure, malgré le fait qu'elle est venue à expiration, continue d'exister. Différentes circonstances peuvent en effet exister dans lesquelles il peut être constaté qu'une mesure

---

[212] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 19.

[213] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 19 et 20, faisant référence au paragraphe 7.92, note de bas de page 281 du rapport intérimaire du Groupe spécial.

[214] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 22 et 23. Dans leur explication, les Philippines signalent que dans [[xx.xxx.xx]] appels concernant les importations effectuées pendant la période 2000-2003, la BoA a réduit la valeur en douane et que, en conséquence, le DG des douanes a remboursé les droits de douane. Elles font aussi référence aux réponses de la Thaïlande à la question n° 145 du Groupe spécial et la question n° 3 des Philippines dans lesquelles la Thaïlande reconnaît que les droits de douane et les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision supérieurs seront remboursés après la détermination par la BoA d'une valeur en douane moins élevée.

[215] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 25 et 26.

venue à expiration a un effet persistant. Dans cette mesure, il ne nous appartient pas ici de dresser une liste exhaustive de ces circonstances. Toutefois, comme il est indiqué ci-dessus, nous convenons, et les parties ne paraissent pas contester, qu'une mesure venue à expiration peut être considérée comme ayant une existence persistante si cette mesure fait toujours l'objet d'une action du gouvernement et/ou si elle a toujours un effet (des effets) sur les marchandises importées ou sur les mesures en vigueur.

6.39 S'agissant des déterminations de la valeur par les douanes thaïlandaises pour les [[xx.xxx.xx]] importations en cause, la Thaïlande souligne que les droits de douane et autres taxes intérieures, calculés sur la base de ces déterminations de la valeur en douane, ont été fixés à titre final et acquittés avant l'établissement du Groupe spécial. À ce titre, selon la Thaïlande, ces déterminations constituent des actes achevés et ne donnent pas lieu à des mesures en cours, ce qui constitue un fait qui peut être distingué d'autres mesures comme celles qui étaient en cause dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*.

6.40 En ce qui concerne les arguments de la Thaïlande relatifs aux déterminations de la valeur en douane en question comme étant des "actes achevés", nous considérons que notre examen figurant au paragraphe 7.40 à 7.51 du rapport intérimaire du Groupe spécial est suffisant. Nous pensons comme la Thaïlande que le montant de ces déterminations de la valeur en douane a été fixé à titre final et recouvré par les douanes thaïlandaises. Dans cette mesure, et étant donné que le système de règlement des différends de l'OMC ne prévoit pas, d'une manière générale, de mesure corrective rétrospective, ce sont des actes achevés qui ne peuvent pas être mis en conformité dans la pratique.

6.41 Toutefois, les Philippines ont montré que les procédures internes de réexamen en instance pouvaient entraîner l'obligation pour le gouvernement thaïlandais de réviser les déterminations des valeurs en douane en question ou de procéder à de nouvelles déterminations. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 7.92 du rapport intérimaire du Groupe spécial, la législation thaïlandaise énonce le droit de faire appel des déterminations de la valeur en douane, tout d'abord devant la BoA et, ensuite, devant le tribunal fiscal thaïlandais. Par conséquent, ces déterminations doivent être distinguées des Avis relatifs aux MRSP visés par nos considérations ci-dessus. Comme pour les Avis relatifs aux MRSP, nous n'avons pas été saisis d'éléments de preuve établissant que le réexamen national d'une détermination relative à des MRSP donnée, que ce soit devant le DG de l'accise ou devant le Tribunal suprême thaïlandais, pourrait entraîner une révision ou une nouvelle détermination comme dans le cas des déterminations de la valeur en douane. Autrement dit, les déterminations de la valeur en douane contestées par un importateur feront l'objet d'actions spécifiques du gouvernement s'il est constaté par les autorités nationales chargées du réexamen qu'elles sont incorrectes. Nous trouvons également des éléments à l'appui de notre interprétation dans la nature des obligations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane, en particulier celles qui sont énoncées à l'article 11 de cet accord, qui prescrit que les gouvernements Membres prévoiront le droit de faire appel des déterminations de la valeur en douane. Partant, cet accord envisage spécifiquement les situations dans lesquelles le caractère approprié d'une détermination de la valeur en douane donnée est réexaminé par les autorités administratives et judiciaires du Membre. Nous sommes donc d'accord pour dire que les procédures internes en cours concernant les [[xx.xxx.xx]] déterminations de la valeur détermineront les effets juridiques des mesures en cause. À notre avis, cela fait que les déterminations de la valeur en douane en cause deviennent l'objet d'autres actions de la part du gouvernement thaïlandais et, en conséquence, continuent d'exister aux fins de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

6.42 Eu égard à nos considérations ci-dessus, nous avons décidé de maintenir notre conclusion et de faire des recommandations pour les déterminations de la valeur en douane par les douanes thaïlandaises concernant les [[xx.xxx.xx]] importations en cause. Nous avons modifié le texte du paragraphe 7.51 et ajouté une note de bas de page pour expliquer notre décision à cet égard.

B. ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

1. Analyse par le Groupe spécial des "aspects fondamentaux" de l'application par les douanes thaïlandaises de la méthode de la valeur déductive (paragraphes 7.332 à 7.382) – observations de la Thaïlande

a) Critère d'examen pour l'évaluation par le Groupe spécial de l'allégation des Philippines au titre de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane

6.43 La **Thaïlande** allègue que, dans cette section de son analyse, le Groupe spécial a procédé de manière incorrecte à un examen *de novo* de la détermination par les douanes thaïlandaises de la valeur déductive des [[xx.xxx.xx]] importations en cause. Faisant référence à plusieurs parties du rapport intérimaire, elle explique que le Groupe spécial a adopté le critère d'examen suivant lequel son réexamen était limité à la question de savoir si les douanes thaïlandaises avaient fourni une explication motivée et adéquate à l'appui de leur détermination.[216] Cependant, elle soutient que le Groupe spécial n'a pas constamment suivi ce critère dans son rapport intérimaire et qu'il aurait dû arrêter son analyse après sa conclusion énoncée au paragraphe 7.336 du rapport intérimaire selon laquelle la Thaïlande "n'[avait] pas appliqué la méthode d'évaluation déductive d'une manière compatible avec l'article 7:1". Au lieu de cela, le Groupe spécial a procédé ensuite, "par souci d'exhaustivité", à l'examen *de novo* des renseignements et des éléments de preuve versés au dossier afin de déterminer si ces déductions étaient justifiées. Par conséquent, la Thaïlande demande au Groupe spécial de supprimer du rapport cette analyse concernant l'"aspect fondamental" de la valeur déductive.[217]

6.44 Les **Philippines** ne partagent pas le point de vue de la Thaïlande. Au lieu de cela, elles font valoir que si le Groupe spécial avait examiné seulement l'aspect procédural de leur allégation sur cette question, il n'aurait pas résolu le différend.[218] En outre, elles ne donnent pas des déclarations du Groupe spécial une lecture impliquant que ce dernier a procédé à un examen *de novo*. De fait, selon les Philippines, le Groupe spécial a dit à juste titre que son rôle était limité à "la détermination du point de savoir s'il y avait une base documentaire justifiant la décision des douanes thaïlandaises – et non du Groupe spécial – de ne pas déduire certains éléments".[219] L'analyse avancée par le Groupe spécial est un *cadre d'interprétation* concernant les aspects fondamentaux de la déduction des rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport, qui ne fait intervenir aucun *réexamen* des décisions de la Thaïlande en matière d'évaluation.[220]

6.45 Toutefois, afin d'éviter toute confusion, le Groupe spécial pourrait envisager d'incorporer ce cadre d'interprétation dans une partie antérieure de son raisonnement. Aux paragraphes 7.332 à 7.336 de son rapport intérimaire, il présente une section d'introduction sur les allégations relatives aux déductions des trois éléments. Après avoir tiré une conclusion à la fin de la section introductive, il poursuit son analyse des aspects fondamentaux. Les Philippines notent qu'il est inhabituel qu'un groupe spécial arrive à une conclusion dans une introduction et que le déplacement de cette conclusion à la fin de la section permettra de faire disparaître l'objection de la Thaïlande concernant le critère d'examen. En outre, dans son analyse de la déduction des trois éléments, le Groupe spécial pourrait indiquer clairement qu'il examine la décision des autorités d'une manière compatible avec le

---

[216] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 19.

[217] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 15 à 25.

[218] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 33.

[219] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 35 à 38, faisant référence au paragraphe 7.313 du rapport intérimaire du Groupe spécial.

[220] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 40.

critère d'examen en ajoutant le membre de phrase "à la lumière de l'explication donnée par les autorités et des éléments de preuve dont celles-ci étaient saisies".[221]

6.46 Enfin, les Philippines notent que pour indiquer clairement qu'il a effectivement entendu et examiné les arguments de la Thaïlande, le Groupe spécial pourrait envisager d'examiner les explications fournies par la Thaïlande devant le Groupe spécial afin de montrer que celles-ci sont dénuées de fondement. Elles suggèrent que si tel est le but visé par le Groupe spécial dans son raisonnement énoncé après le paragraphe 7.336, cela soit indiqué expressément au début de la section et non pas à la fin.[222]

6.47 Le **Groupe spécial** note que la Thaïlande a raison de dire que son critère d'examen est limité au point de savoir si les douanes thaïlandaises ont fourni une explication motivée et adéquate à l'appui de leur détermination. Nous confirmons aussi qu'il n'a été procédé à aucun examen *de novo*. Comme cela est indiqué par les Philippines, notre analyse a consisté en une interprétation des aspects fondamentaux de la déduction des trois éléments en cause, et non pas en un réexamen des éléments de preuve visant à déterminer nous-mêmes si ces éléments auraient dû être déduits. Par conséquent, le Groupe spécial s'abstient de supprimer les paragraphes demandés par la Thaïlande. Cependant, comme les Philippines le suggèrent, nous avons modifié l'ordre des paragraphes en cause et ajouté des phrases pour clarifier le critère d'examen appliqué à notre analyse pertinente figurant aux paragraphes 7.332 à 7.382.

b) Autres questions concernant l'analyse par le Groupe spécial de l'allégation des Philippines au titre de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane

6.48 La **Thaïlande** fait valoir que si le Groupe spécial s'abstient de supprimer les paragraphes 7.332 à 7.382, il devrait procéder à plusieurs révisions desdits paragraphes.[223] S'agissant de l'analyse par le Groupe spécial de la déduction des rabais sur vente, elle indique qu'on ne voit pas bien ce que le Groupe spécial entend par la déclaration "nous ne disposons pas d'élément de preuve qui puisse nous apporter des indications sur la question de savoir si le montant des rabais sur vente réclamé pour une marque de cigarettes importées doit correspondre au montant des rabais sur vente fourni chaque mois à l'entreprise pertinente en cause" au paragraphe 7.370. La Thaïlande allègue que la suggestion du Groupe spécial selon laquelle les douanes thaïlandaises auraient dû pouvoir ajuster les montants illustre les dangers inhérents à sa tentative de procéder à un examen *de novo*. Deuxièmement, la Thaïlande ne comprend pas quelle allégation le Groupe spécial pense qu'elle présente lorsqu'il indique dans le même paragraphe: "la Thaïlande, en tant que partie qui présente cette allégation, a la charge de la prouver en l'étayant par des éléments de preuve".[224]

6.49 En ce qui concerne la déduction des taxes provinciales, la Thaïlande demande au Groupe spécial de préciser à quelle constatation il fait référence au paragraphe 7.376 de son rapport intérimaire. En outre, elle note qu'une "constatation selon laquelle les taxes provinciales *exigibles*, et non pas simplement *acquittées*", doivent être déduites ne résout pas les questions factuelles posées par la présente affaire. Elle explique que les éléments de preuve en l'espèce n'indiquaient pas si le prix QPE était fondé sur les ventes pour Bangkok, les ventes aux autres provinces ou une combinaison de ces deux éléments; ils n'indiquaient pas si les ventes à ce client incluaient habituellement des paiements au titre des taxes provinciales; et ils ne permettaient pas le calcul d'un ajustement précis pour les taxes provinciales dans le cas où le prix QPE était constitué d'une combinaison des ventes

[221] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 42 à 45.
[222] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 54 à 56.
[223] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 26.
[224] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 28 et 29.

pour lesquelles il y avait et il n'y avait pas des taxes provinciales exigibles ou habituellement acquittées.[225]

6.50 S'agissant des frais de transport, la Thaïlande soutient que les paragraphes 7.377 à 7.382 font "simplement double emploi" avec les paragraphes 7.329 à 7.331 du rapport intérimaire du Groupe spécial et devraient donc être supprimés.[226]

6.51 S'agissant de la déduction des rabais sur vente, les **Philippines** notent qu'au paragraphe 7.370 de son rapport intérimaire, le Groupe spécial indique expressément qu'il n'est "*pas en mesure d'examiner les éléments de preuve, parce qu'il n'y en a aucun*" (italique dans l'original) et qu'il est donc très difficile de voir comment il aurait pu procéder à un examen *de novo*. De fait, le Groupe spécial a conclu que la détermination des autorités était incompatible avec les règles de l'OMC parce qu'il n'y avait "*aucune base dans les éléments de preuve dont les autorités étaient saisies*" (italique dans l'original) justifiant un refus de déduire des rabais sur vente. Elles indiquent que le Groupe spécial voudra peut-être préciser que ses conclusions sont fondées sur une telle approche.[227]

6.52 En ce qui concerne la déduction des taxes provinciales, les Philippines indiquent que le Groupe spécial ne paraît pas présenter un examen des faits propres aux décisions des autorités. Dans ses observations, il apparaît que la Thaïlande fait valoir à nouveau son point de vue sur le fond du point d'interprétation. Les Philippines demandent instamment au Groupe spécial de maintenir sa position, malgré la répétition par la Thaïlande de ses arguments dénués de fondement.[228]

6.53 Les Philippines ne pensent pas comme la Thaïlande que les paragraphes 7.377 à 7.382 relatifs à la déduction des frais de transport constituent une duplication des paragraphes 7.329 à 7.331, puisqu'ils répondent à une question juridique différente.

6.54 En ce qui concerne la déduction des rabais sur vente, le **Groupe spécial** a apporté des modifications au paragraphe 7.370 afin de clarifier les questions présentées par la Thaïlande.

6.55 En ce qui concerne les taxes provinciales, nous avons modifié le paragraphe 7.376 pour clarifier davantage notre point de vue, eu égard aux observations de la Thaïlande.

6.56 Au paragraphe 31 de ses observations sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, la Thaïlande répète, sans formuler de demande spécifique, ses arguments selon lesquels, pour la déduction des taxes provinciales, les éléments de preuve disponibles ne fournissaient pas de renseignements clairs sur le point de savoir si le prix QPE était basé sur les ventes de Bangkok, qui sont exclues des taxes provinciales; ou sur les ventes aux provinces; ou une combinaison de ces deux éléments. Tout d'abord, nous faisons observer qu'il est rendu compte de ces arguments au paragraphe 7.351 de notre rapport intérimaire. Nous rappelons que dans notre analyse des aspects procéduraux de la méthode de la valeur déductive, nous avons conclu que les douanes thaïlandaises auraient dû demander d'autres renseignements sur les taxes provinciales si elles considéraient que les renseignements disponibles étaient insuffisants pour décider s'il y avait lieu de déduire les taxes provinciales (et les rabais sur vente).[229] De plus, dans notre analyse des aspects fondamentaux de la méthode de la valeur déductive, nous avons conclu que "les taxes provinciales à payer [devaient] être déduites si les renseignements [montraient] des paiements habituels effectués au titre des impôts locaux, même si ces paiements n['étaient] pas inclus dans le prix de vente sur la base duquel la

[225] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 30 et 31.
[226] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 32 et 33.
[227] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 48 et 49.
[228] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 50 et 51.
[229] Rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.328.

méthode d'évaluation déductive sera[it] appliquée conformément à l'article 5".[230] Nous confirmons par conséquent qu'il n'est pas nécessaire de déterminer si des taxes provinciales étaient incluses ou non dans le prix QPE.

6.57 Enfin, le Groupe spécial ne considère pas que les paragraphes 7.377 à 7.382 relatifs aux frais de transport fassent "simplement double emploi" avec les paragraphes 7.329 à 7.331, puisqu'ils répondent à des questions juridiques différentes, comme les Philippines l'ont fait remarquer. Les paragraphes 7.329 à 7.331 sont centrés sur les aspects procéduraux des déductions et répondent à la question de savoir si les douanes thaïlandaises ont dûment consulté l'importateur; alors que les paragraphes 7.377 à 7.382 traitent de l'aspect fondamental des déductions en relation avec les frais de transport. Par conséquent, le Groupe spécial s'abstient d'accéder à la demande de la Thaïlande visant à supprimer les paragraphes 7.377 à 7.382 mais il a apporté une légère modification au paragraphe 7.384 du rapport final pour clarifier ce point.

2. Aspects de l'analyse par le Groupe spécial de l'allégation des Philippines au titre de l'article 1:1 et 1:2 (paragraphe 7.194) – observations de la Thaïlande

6.58 La **Thaïlande** n'est pas d'accord avec l'analyse du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.194 de son rapport intérimaire et elle demande au Groupe spécial de réexaminer la teneur et les conclusions du paragraphe. Premièrement, elle indique que l'analyse du Groupe spécial est incorrecte dans la mesure où elle donne l'impression que les douanes thaïlandaises ont déterminé que la valeur transactionnelle n'était pas acceptable après avoir reçu la lettre du 5 février 2007. Au contraire, la Thaïlande a fait valoir que rejeter la valeur transactionnelle et utiliser à la place la valeur déductive faisait "partie d'un processus unique" qui incluait tous les contacts entre l'importateur et les douanes thaïlandaises entre la date de la lettre du 5 février et celle de la lettre et de la réunion du 6 mars.[231] À la fin de ce processus, les douanes thaïlandaises ont comparé la valeur transactionnelle à la valeur déductive servant de critère et c'est à ce point qu'elles ont rejeté la valeur transactionnelle, et non avant ce moment.

6.59 Deuxièmement, la Thaïlande soutient que la déclaration du Groupe spécial est libellée comme si PM Thailand n'avait jamais demandé aux douanes thaïlandaises d'utiliser la méthode des critères déductifs. Même si la lettre du 5 février ne demande pas explicitement l'utilisation de cette méthode, elle doit être lue dans le contexte des échanges qui ont suivi entre l'importateur et les douanes thaïlandaises. Spécifiquement, la lettre de PM Thailand datée du 6 mars 2007 devrait être prise en compte puisque, dans cette lettre, "PM Thailand demandait clairement et sans ambiguïté aux douanes thaïlandaises d'utiliser la méthode déductive".[232]

6.60 Les **Philippines** ne partagent pas le point de vue de la Thaïlande. Premièrement, elles indiquent que la déclaration du Groupe spécial au sujet de la lettre du 5 février est une citation littérale tirée de la réponse de la Thaïlande à la question n° 99 3) du Groupe spécial et elles ne voient donc aucune raison de réviser des passages qui ont été pris directement dans la réponse de la Thaïlande à une question spécifique.[233] Deuxièmement, elles ne sont pas d'accord avec la lecture donnée par la Thaïlande de la lettre du 6 mars 2007. Dans la lettre, PM Thailand indique qu'elle fournit des renseignements en réponse à une demande des douanes thaïlandaises visant à permettre aux autorités de déterminer "correctement" la valeur en douane, suivant l'"ordre hiérarchique" d'application des méthodes d'évaluation qui est énoncé dans la législation thaïlandaise et elle indique que le critère de la

[230] Rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.374.
[231] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 10 et 11.
[232] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 12; pièce THA-92.
[233] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 29.

valeur déductive peut être approprié dans certaines circonstances. Toutefois, PM Thailand ne "demande" nulle part que l'acceptabilité de la valeur transactionnelle soit vérifiée exclusivement suivant ce critère ou que la Thaïlande abandonne tout effort visant à procéder à un examen correct des circonstances de la vente.[234]

6.61 Premièrement, le **Groupe spécial** note que sa reproduction de la déclaration de la Thaïlande au sujet de la lettre du 5 février 2007 ne citait pas textuellement la réponse la Thaïlande à la question du Groupe spécial n° 99 3). Dans sa réponse à cette question, la Thaïlande a décrit un processus au terme duquel les douanes thaïlandaises avaient décidé de rejeter la valeur transactionnelle après l'avoir comparée à la valeur déductive servant de critère à la suite de la lettre et de la réunion du 6 mars 2007. Nous avons révisé le paragraphe 7.194 afin de rendre compte correctement de ses arguments à cet égard.

6.62 Deuxièmement, s'agissant de la teneur de la lettre du 6 mars, nous croyons comprendre que, dans cette lettre, PM Thailand soulignait que les douanes thaïlandaises lui demandaient de fournir des renseignements qui seraient utilisés pour calculer la valeur calculée alors que, d'après l'ordre hiérarchique du Règlement ministériel n° 132/2000 (et de l'Accord sur l'évaluation en douane), le calcul de la valeur déductive vient avant le calcul de la valeur calculée. Partant, nous ne considérons pas que cela revienne à une demande visant spécifiquement à utiliser la valeur déductive au lieu de la valeur transactionnelle. En fait, il s'agit d'une demande générale visant à suivre l'ordre hiérarchique suivant lequel la méthode d'évaluation à utiliser devrait être choisie. Bien que nous ne soyons pas d'accord avec l'interprétation de la lettre donnée par la Thaïlande, nous avons modifié le paragraphe 7.194 et avons procédé à des ajouts afin de donner une explication plus exacte/complète sur la question.

3. Observations des Philippines

a) Note de bas de page 272, paragraphe 7.91

6.63 Les **Philippines** demandent au Groupe spécial d'utiliser le nom [[xx.xxx.xx]] au lieu de "l'importateur A" dans la note de bas de page 272 de son rapport intérimaire afin de rendre compte des arguments des Philippines selon lesquels [[xx.xxx.xx]] n'est pas techniquement un importateur parce que ses marchandises transitent dans des zones franches et qu'elles n'ont pas été formellement déclarées en douane en Thaïlande ni dédouanées par les douanes thaïlandaises.[235] La **Thaïlande** est d'avis que le Groupe spécial devrait "faire référence à l'importateur qui importe en franchise de droits par son nom, la première fois où il l'utilise, suivi de la notation ("l'importateur A") et, ensuite, utiliser la désignation "l'importateur A" dans tous les cas suivants". Selon elle, cela faciliterait la lecture de la version non RCC.

6.64 Le **Groupe spécial** a modifié la note de bas de page 272 suivant les observations des Philippines parce que la référence figurant dans la note de bas de page à "l'importateur A" n'est pas entièrement correcte et il a inclus aussi les arguments des Philippines concernant [[xx.xxx.xx]] (l'importateur A) dans la note de bas de page. Nous avons modifié les autres références à [[xx.xxx.xx]] comme le suggérait la Thaïlande.

[234] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 30 et 31.

[235] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 7 à 10.

b) Paragraphe 7.91

6.65 Les **Philippines** demandent au Groupe spécial de modifier sa déclaration figurant au paragraphe 7.91 du rapport intérimaire, car cette déclaration est incorrecte sur le plan factuel. La déclaration clarifie le fait que, le 28 mars 2008, les douanes thaïlandaises se sont mises à accepter les valeurs transactionnelles comme étant les valeurs en douane pour toutes les nouvelles marchandises importées. S'agissant des [[xx.xxx.xx]] importations effectuées entre le 13 septembre 2007 et le 19 mars 2008, en revanche, les douanes thaïlandaises n'ont commencé à accepter les valeurs transactionnelles comme étant les valeurs en douane correctes qu'à partir du 14 juillet 2008. Pour ces importations, toutefois, les valeurs transactionnelles n'avaient pas été acceptées au moment du dédouanement et des garanties avaient été recouvrées pour les droits de douane et dettes fiscales potentiels. En ce qui concerne les trois importations dédouanées les 10 et 13 septembre 2007, les douanes thaïlandaises ont aussi accepté les valeurs transactionnelles comme étant les valeurs en douane correctes le 14 juillet 2008 ou après cette date.[236]

6.66 La **Thaïlande** propose que la déclaration du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.91 soit conservée et que les termes "sous réserve d'une garantie" soient ajoutés afin d'expliquer que, bien que les douanes thaïlandaises aient commencé à accepter les valeurs transactionnelles comme étant les valeurs en douane pour les importations en cause, des garanties avaient été déjà recouvrées en ce qui concerne ces importations.

6.67 Étant donné que les renseignements fournis par les Philippines dans leurs observations sur le rapport intérimaire du Groupe spécial sont exacts, le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe 7.91 de son rapport intérimaire en conséquence.

c) Paragraphe 7.158

6.68 Les **Philippines** ne sont pas d'accord avec la formulation du paragraphe 7.158 du rapport intérimaire du Groupe spécial dans lequel il est indiqué "[b]ien qu'elles ne contestent pas l'ordre d'application global des étapes procédurales décrites ci-dessus ...". Elles indiquent qu'elles sont d'accord avec l'ordre des étapes énoncé au paragraphe 7.156, mais qu'elles "ne pensent pas que les autorités douanières n'ont pas besoin de demander des renseignements à l'importateur si elles ne sont pas en mesure d'accepter la valeur transactionnelle sans complément d'enquête".[237] Elles demandent donc au Groupe spécial d'éviter de donner à entendre qu'elles sont d'accord avec les étapes procédurales décrites aux paragraphes 7.152 à 7.156 du rapport intérimaire.

6.69 La **Thaïlande** n'interprète pas les paragraphes 7.158 ou 7.152 comme suggérant que "les autorités douanières n'ont pas besoin de demander des renseignements à l'importateur si elles ne sont pas en mesure d'accepter la valeur transactionnelle sans complément d'enquête", et elle indique qu'aucune modification ne paraît justifiée.

6.70 Le **Groupe spécial** considère que, contrairement à ce que déclarent les Philippines, le paragraphe 7.152 du rapport n'indique pas que les autorités douanières n'ont pas besoin de demander des renseignements additionnels. En fait, ce paragraphe indique que les autorités douanières peuvent "choisir de demander à l'importateur de fournir [d]es renseignements". La troisième phrase du paragraphe 7.158 rend compte ensuite du point de vue des Philippines sur cette question en indiquant que "la position des Philippines est que les autorités douanières ont l'obligation de jouer un rôle actif dans l'enquête ...". Nous avons donc décidé de maintenir les paragraphes actuels en cause.

---

[236] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 11 à 16, faisant référence à leur première communication écrite, paragraphe 187.

[237] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 17, faisant référence au paragraphe 7.152 du rapport intérimaire du Groupe spécial.

d) Note de bas de page 390, paragraphe 7.184

6.71 Les **Philippines** demandent au Groupe spécial de réviser la note de bas de page 390 de son rapport intérimaire dans laquelle il a signalé une référence inexacte faite par les Philippines aux communications de la Thaïlande. Cherchant à montrer que les douanes thaïlandaises avaient reconnu une lettre de PM Thailand leur demandant de i) accepter les valeurs déclarées; ou ii) expliquer par écrit pourquoi elles ne dédouanaient pas les marchandises aux valeurs déclarées, les Philippines ont mentionné le paragraphe 24 de la deuxième communication écrite de la Thaïlande. La référence correcte était le paragraphe 24 de la deuxième déclaration liminaire de la Thaïlande. Étant donné que la **Thaïlande** n'a pas présenté d'objection relativement à cette demande, le **Groupe spécial** a modifié la note de bas de page 390 de son rapport intérimaire en conséquence.

e) Paragraphe 7.193

6.72 Les **Philippines** contestent l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.193, qui indique "[i]l peut … entre les mêmes parties sont les mêmes". Dans leur première déclaration orale, les Philippines ont noté que les circonstances entourant les transactions de la période 2002-2003 étaient très différentes de celles qui entouraient les transactions de la période 2006-2007. Elles demandent au Groupe spécial d'inclure une note de bas de page mentionnant cette affirmation. La **Thaïlande** n'a pas présenté d'observations sur cette question. Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe en cause et inclus une mention de la déclaration des Philippines.

f) Paragraphe 7.265

6.73 Les **Philippines** soutiennent qu'au paragraphe 7.265 de son rapport intérimaire, le Groupe spécial a mal interprété la note de bas de pages 80 relative au paragraphe 50 de leur deuxième déclaration orale. D'après cette note de bas de page, le Groupe spécial a cru comprendre que "le compte rendu révisé [avait] été communiqué au tribunal fiscal thaïlandais pour la première fois dans le contexte de l'appel interjeté devant le tribunal par PM Thailand en ce qui concerne les MRSP de septembre 2006". Les Philippines indiquent toutefois que, dans la note de bas de page en question, elles faisaient référence à la version originale du compte rendu et elles notent que le DG des douanes a adressé cette version du compte rendu à PWC ABAS. Selon elles, la Thaïlande n'a pas fourni d'éléments de preuve documentaires afin de montrer que la version révisée du compte rendu avait été fournie au tribunal fiscal thaïlandais. Par conséquent, les Philippines demandent au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.265 en conséquence.[238] La **Thaïlande** n'a pas présenté d'observations sur cette question.

6.74 Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe 7.265 de son rapport intérimaire afin de corriger sa déclaration erronée concernant la note de bas de page 80 relative au paragraphe 50 de la deuxième déclaration orale des Philippines, comme les Philippines l'avaient signalé.

g) Paragraphe 7.267

6.75 Les **Philippines** demandent au Groupe spécial de modifier la première phrase du paragraphe 7.267 afin de consigner que l'évolution de leurs arguments faisait suite au fait que la Thaïlande avait modifié la description de ses décisions en matière d'évaluation en douane dans le compte rendu révisé qui avait été communiqué à la première réunion de fond avec le Groupe spécial.[239]

[238] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 27 à 31.
[239] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 32 à 35.

6.76 La **Thaïlande** ne s'oppose pas à une modification de cette phrase. Elle relève néanmoins qu'avant même que le compte rendu révisé n'ait été communiqué au Groupe spécial, elle avait déjà fait valoir dans sa première communication écrite que, indépendamment de la disposition de la législation intérieure qui était citée, les douanes thaïlandaises avaient utilisé la méthode de la valeur déductive, au sens de l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

6.77 Le **Groupe spécial** convient que les Philippines ont modifié leurs arguments en raison d'une modification dans la description donnée par la Thaïlande de ses décisions en matière d'évaluation en douane, et il a modifié la première phrase du paragraphe 7.267 de son rapport intérimaire en conséquence.

h) Paragraphe 7.298

6.78 Les **Philippines** indiquent qu'en ce qui concerne l'article 7:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane, elles présentent deux allégations, dont l'une seulement a été examinée par le Groupe spécial. Par conséquent, elles demandent au Groupe spécial d'examiner aussi leur allégation selon laquelle la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article 7:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane "en déduisant des montants incorrects pour la TVA et les droits d'accise dans le cas de certaines transactions".[240]

6.79 La **Thaïlande** ne fait pas objection à cette demande mais elle n'est pas d'accord avec l'affirmation des Philippines selon laquelle "la Thaïlande "n'avait pas précédemment divulgué" les calculs de la valeur déductive pour les importations effectuées pendant la période du 1er janvier 2007 au 13 septembre 2007 avant sa communication du 4 septembre 2009".[241] Elle allègue qu'elle avait déjà présenté ces calculs dans la pièce THA-13.

6.80 Le **Groupe spécial** a ajouté un paragraphe dans la section VII.C.7 c) iii) du rapport pour clarifier la position des Philippines à cet égard. S'agissant de la déclaration de la Thaïlande selon laquelle elle avait déjà divulgué les calculs pour les importations effectuées pendant la période du 1er janvier 2007 au 13 septembre 2007 dans la pièce THA-13, le Groupe spécial note que cette pièce couvre les calculs pour l'année 2006 et que la pièce THA-71, qui a été communiquée le 4 septembre 2009, couvre les calculs pour le premier semestre de l'année 2007. Une description factuelle à cet effet a été ajoutée dans une note de bas de page relative au paragraphe 7.304 nouvellement ajouté.

i) Paragraphe 7.314

6.81 Les **Philippines** demandent au Groupe spécial d'ajouter au paragraphe l'argument selon lequel les douanes thaïlandaises savaient que PM Thailand avait inclus une déduction au titre des frais de transport intérieur dans leurs déclarations annuelles pour les années 2003 à 2005, ainsi qu'il l'a fait aussi au paragraphe 7.353 de son rapport intérimaire. En outre, les Philippines invitent le Groupe spécial à examiner s'il devrait mentionner ce facteur dans son raisonnement sur cette question au paragraphe 7.329. La **Thaïlande** ne présente pas d'observations sur cette question.

6.82 Le **Groupe spécial** a inclus cet argument, comme le demandaient les Philippines, aux paragraphes 7.314 et 7.329, et a procédé aux modifications nécessaires.

---

[240] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 36 à 42.

[241] Observations de la Thaïlande sur les observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 26, faisant référence au paragraphe 37 des observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial.

j) Paragraphe 7.406

6.83 Les **Philippines** notent que le Groupe spécial n'a pas inclus une conclusion exprimant ses constatations à la fin de ses constatations au titre de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane comme dans les autres sections. Elles demandent au Groupe spécial d'ajouter sa conclusion à cet égard. La **Thaïlande** n'a pas présenté d'observation sur cette question. Le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe en ajoutant sa conclusion.

C. PREMIÈRE PHRASE DE L'ARTICLE III:2 DU GATT DE 1994

1. Les MRSP – observations des Philippines

a) Paragraphe 7.413

6.84 Les **Philippines** estiment que, dans son analyse de l'avis d'août 2008, le Groupe spécial a fait deux erreurs. Premièrement, le Groupe spécial a mal interprété la déclaration des Philippines figurant dans leurs observations du 9 novembre 2009, dans laquelle elles indiquaient qu'en énumérant les avis relatifs aux MRSP qui font partie de la présente procédure, elles avaient omis d'inclure l'avis relatif aux MRSP d'août 2008. Comme le texte de leurs observations du 9 novembre permet aussi de le comprendre, les Philippines ont fait cette déclaration spécifiquement en relation avec leur déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial; partant, elles voulaient seulement corriger une erreur matérielle et ne faisaient pas référence à une omission générale de l'avis relatif aux MRSP dans leurs précédentes communications.[242]

6.85 Deuxièmement, les Philippines ne sont pas d'accord avec le Groupe spécial lorsqu'il dit qu'elles "n'ont jamais présenté une allégation, pour ne pas dire des arguments spécifiques, dans la présente procédure selon laquelle l'avis du 17 août 2008 lui-même viole l'article III:2 jusqu'à leurs observations du 9 novembre 2009".[243] Elles soutiennent que, pendant la procédure, elles ont avancé plusieurs arguments et éléments de preuve qui mettent en évidence leur allégation selon laquelle l'avis viole l'article III:2. Dans les annexes A et B jointe à leurs observations, elles ont inclus un aperçu de tous leurs arguments et éléments de preuve liés à l'Avis relatif aux MRSP d'août 2008 qui ont été communiqués pendant la procédure. Dans leurs observations, elles soulignent le fait que l'Avis était expressément indiqué dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial et, par la suite, elles présentent les cas où elles ont formulé des arguments à ce sujet pendant la procédure en faisant référence à leurs annexes A et B.[244]

6.86 Sur la base de ces renseignements, les Philippines demandent instamment au Groupe spécial de se prononcer sur l'Avis, comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord. En outre, elles demandent au Groupe spécial, s'il refuse de se prononcer à ce sujet, d'inclure une référence à tous les paragraphes de leurs communications et pièces traitant de l'Avis relatif aux MRSP d'août 2008 dans le cadre de leurs allégations au titre de l'article III:2 du GATT de 1994. Si le Groupe spécial décide effectivement de se prononcer sur l'avis, elles lui demandent de faire une recommandation pour les mêmes raisons qu'elles demandent une recommandation au sujet des Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006, de mars 2007 et d'août 2007.[245]

[242] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 49 à 55.
[243] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 57, faisant référence au paragraphe 7.413 du rapport intérimaire du Groupe spécial.
[244] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 57 à 74.
[245] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 75 à 79.

6.87 La **Thaïlande** ne répond pas à la première observation des Philippines selon laquelle le Groupe spécial a mal interprété leur déclaration du 9 novembre 2009. S'agissant de la deuxième déclaration des Philippines selon laquelle elles ont effectivement fourni des arguments et éléments de preuve concernant l'Avis relatif aux MRSP d'août 2008, elle fait valoir que, dans son rapport intérimaire, le Groupe spécial n'a pas indiqué que les Philippines ne faisaient pas référence à l'Avis relatif aux MRSP d'août 2008 et qu'en fait, il a conclu qu'elles n'avaient pas présenté d'argument ou d'allégation "spécifique" concernant cet avis.[246] Elle note que les exemples fournis par les Philippines paraissent être des exemples généraux indiquant comment la Thaïlande a calculé les MRSP, et non un argument spécifique concernant les MRSP de 2008; et deuxièmement, que tous les arguments mentionnés par les Philippines semblent se rapporter à la différence entre les MRSP et les RRSP pour cet avis.[247] Par conséquent, elle ne voit aucune raison pour que le Groupe spécial modifie ce paragraphe.

6.88 S'il décidait néanmoins d'examiner l'allégation et les arguments des Philippines relatifs à l'Avis, le Groupe spécial devrait constater que les Philippines n'ont pas établi que le Département des droits d'accise thaïlandais avait agi d'une manière incompatible avec l'article III:2 relativement à cet avis, à moins qu'il ne constate que les éléments de preuve établissent que "le DG des droits d'accise a déterminé l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP des cigarettes importées d'une manière différente de la méthode générale" pour ledit avis.[248] S'agissant de la demande des Philippines en vue d'une recommandation sur l'avis, la Thaïlande demande au Groupe spécial de refuser de faire des recommandations pour les mêmes raisons qu'elle lui a demandé de ne pas faire de recommandations au sujet des Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006, de mars 2007 et d'août 2007.[249]

6.89 En ce qui concerne la première observation des Philippines selon laquelle le Groupe spécial a mal interprété leur déclaration du 9 novembre 2009, le **Groupe spécial** convient que les Philippines ont fait cette déclaration spécifiquement en relation avec leur déclaration liminaire à la deuxième réunion du Groupe spécial, et non avec la procédure du Groupe spécial dans son ensemble. Le Groupe spécial a révisé la première phrase du paragraphe en conséquence.

6.90 Deuxièmement, le Groupe spécial n'est pas d'accord avec l'observation des Philippines selon laquelle elles ont effectivement présenté des arguments et des éléments de preuve en ce qui concerne l'Avis relatif aux MRSP d'août 2008. Le Groupe spécial pense comme la Thaïlande que les exemples fournis par les Philippines paraissent être des exemples généraux indiquant comment la Thaïlande a calculé les MRSP, et non un argument spécifique concernant les MRSP d'août 2008; et deuxièmement, que tous les arguments mentionnés par les Philippines semblent se rapporter à la différence entre les MRSP et les RRSP pour cet avis. En conséquence, le Groupe spécial refuse de se prononcer sur cet avis. Toutefois, le Groupe spécial a modifié la deuxième phrase du paragraphe 7.413 afin de clarifier la raison pour laquelle il juge que les références des Philippines à l'Avis relatif aux MRSP de 2008 sont insuffisantes pour se prononcer sur ce point. Les renseignements fournis par les Philippines dans les annexes A et B de leurs observations formulées dans le cadre du réexamen intérimaire ont été spécifiquement utilisés dans cette clarification.

[246] Observations de la Thaïlande sur les observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 12, faisant référence au paragraphe 7.413 du rapport intérimaire du Groupe spécial.
[247] Observations de la Thaïlande sur les observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 13.
[248] Observations de la Thaïlande sur les observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 13.
[249] Observations de la Thaïlande sur les observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 15 à 20.

b) Avis relatif aux MRSP de mai 2009

6.91 Les **Philippines** expliquent que, pendant la procédure, elles ont demandé au Groupe spécial de ne pas faire de recommandation concernant cette mesure "parce qu'elles ne souhaitaient pas contester une cible mobile" puisque, à ce stade, "on ne voyait pas bien combien d'avis de remplacement relatifs aux MRSP de plus la Thaïlande adopterait pendant le différend".[250] Elles indiquent que, pendant la procédure, elles ont affirmé expressément que cet avis violait l'article III:2. En outre, elles notent que le Groupe spécial a centré son analyse sur les situations dans lesquelles la Thaïlande n'avait pas pu fournir d'explication concernant l'écart entre les MRSP et les RRSP pour les cigarettes importées, que cet écart existe aussi en ce qui concerne les MRSP de mai 2009 pour *Marlboro*, et que la Thaïlande n'a pas pu l'expliquer.[251]

6.92 Dans son rapport, le Groupe spécial ne traite pas les arguments des parties concernant l'Avis relatif aux MRSP de mai 2009 et les Philippines lui demandent donc de traiter effectivement cet avis.[252] En outre, les Philippines demandent instamment au Groupe spécial de tenir compte du point de savoir si une décision concernant cette mesure est nécessaire pour résoudre le différend et permet à l'ORD de formuler des recommandations et décisions suffisamment précises. Elles indiquent que le différend n'a pas été résolu, parce que l'Avis relatif aux MRSP de mai 2009, qui est actuellement en vigueur, viole l'article III:2 du GATT de 1994. Si le Groupe spécial constate que cet avis est effectivement incompatible avec l'article III:2, elles lui demandent de faire une recommandation au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.[253]

6.93 La **Thaïlande** note que la demande des Philippines visant à ce que le Groupe spécial formule des constatations et recommandations concernant les MRSP de mai 2009 est une demande extraordinaire. Outre les parties de la deuxième communication écrite citées par les Philippines dans leurs observations, elle mentionne les parties dans lesquelles les Philippines indiquent qu'elles "*s'opposent* à une décision" au sujet de l'Avis relatif aux MRSP de mai 2009 et qu'"une décision au sujet des "nouveaux" Avis relatifs aux MRSP [de mai 2009] ne résoudrait pas le différend, qui relève à bon droit du mandat du Groupe spécial".[254] Elle souligne le fait que pendant la procédure, les Philippines n'ont pas modifié leur point de vue jusqu'à leurs observations sur le rapport intérimaire du Groupe spécial et, par conséquent, elle "ne voit aucune conception possible des prescriptions en matière de régularité de la procédure applicables à une procédure de groupe spécial qui permettrait au Groupe spécial, durant la phase de réexamen intérimaire, de se prononcer sur une mesure concernant laquelle le plaignant n'a jamais une fois, ..., demandé au Groupe spécial de se prononcer et, ... sur laquelle il s'est expressément opposé à ce que le Groupe spécial se prononce".[255] De plus, elle fait valoir qu'à ce point de la procédure, le Groupe spécial ne peut pas savoir quels arguments ou éléments de preuve auraient été présentés par l'une ou l'autre partie. Par conséquent, elle demande instamment au Groupe spécial de refuser de faire droit à la demande des Philippines visant à ce qu'il formule des constatations ou recommandations en ce qui concerne l'Avis relatif aux MRSP de mai 2009.[256]

6.94 En outre, la Thaïlande souhaite corriger l'affirmation des Philippines selon laquelle le Groupe spécial a centré son analyse sur "les situations dans lesquelles la Thaïlande n'avait pas pu fournir d'explication adéquate en ce qui concerne l'écart entre les MRSP et les RRSP pour les cigarettes

[250] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 80.
[251] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 81.
[252] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 82.
[253] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 83 et 84.
[254] Observations de la Thaïlande sur les observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 4.
[255] Observations de la Thaïlande sur les observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.
[256] Observations de la Thaïlande sur les observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 7 et 8.

importées". Au contraire, selon le Groupe spécial, "la simple existence" d'un tel écart n'était pas une preuve automatique d'incompatibilité avec l'obligation au titre de l'article III:2.[257]

6.95 Tout d'abord, le **Groupe spécial** note que l'Avis relatif aux MRSP de mai 2009 a été publié au cours de la présente procédure, donc après l'établissement du présent Groupe spécial. Comme les Philippines et la Thaïlande le notent, pendant la procédure, les Philippines ont spécifiquement demandé au Groupe spécial de ne *pas* se prononcer sur l'Avis, et elles n'ont pas modifié leur position jusqu'à leurs observations sur le rapport intérimaire du Groupe spécial.[258] Le Groupe spécial pense comme la Thaïlande que les droits de la Thaïlande à une procédure régulière ne seraient pas respectés s'il devait décider seulement à ce stade de se prononcer sur l'Avis relatif au MRSP de mai 2009, puisque les parties n'ont pas pu présenter d'arguments et/ou d'éléments de preuve quant au fond pour cet avis. En particulier, étant donné que l'Avis relatif aux MRSP de mai 2009 n'existait pas au moment de l'établissement du Groupe spécial et est apparu seulement au cours de la présente procédure, les Philippines auraient dû présenter des arguments solides si elles entendaient formuler une allégation concernant cet avis.

6.96 De surcroît, les Philippines font valoir que, dans son analyse, le Groupe spécial a axé son attention sur les situations dans lesquelles la Thaïlande n'avait pas pu fournir d'explication concernant l'écart entre les MRSP et les RRSP pour les cigarettes importées, que cet écart existe aussi en ce qui concerne les MRSP de mai 2009 pour *Marlboro* et que la Thaïlande n'a pas pu l'expliquer.[259] Comme la Thaïlande le fait remarquer, toutefois, l'interprétation que font les Philippines de l'analyse par le Groupe spécial de l'allégation des Philippines concernant les MRSP en question dans le présent différend n'est pas correcte. Comme il est indiqué aux paragraphes 7.488 et 7.489 du rapport intérimaire du Groupe spécial, nous avons en fait constaté que "la simple existence" d'un écart entre les MRSP et les RRSP n'était pas une preuve automatique d'incompatibilité avec l'obligation énoncée à l'article III:2.[260]

6.97 En conséquence, le Groupe spécial rejette la demande des Philippines visant à ce qu'il se prononce sur l'Avis relatif aux MRSP de mai 2009. Toutefois, nous convenons que notre décision de ne pas examiner l'Avis relatif aux MRSP de mai 2009 doit encore être expliquée. Nous avons ajouté le paragraphe 7.420 afin de rendre compte de notre décision à cet égard.

2. Exemption de la TVA pour les reventes de cigarettes (paragraphes 7.629 à 7.634) – observations de la Thaïlande

6.98 Aux paragraphes 7.629 à 7.634 de son rapport intérimaire, le Groupe spécial a examiné si "les crédits d'impôt en amont prévus par la réglementation thaïlandaise [étaient] octroyés automatiquement et accompagn[aient] de façon simultanée l'obligation d'acquitter la taxe en aval dans chaque cas de façon à ne pas créer un risque, ne serait-ce que potentiel, qu'une taxe supérieure frappe les cigarettes importées".[261] Il a conclu que le système d'imposition en amont/en aval sur lequel reposait la TVA appliquée par la Thaïlande pour la revente de cigarettes importées entraînait une "obligation potentielle d'acquitter la taxe [qui] n'exist[ait] pas pour les revendeurs de cigarettes nationales dans le cadre de la législation thaïlandaise [et] condui[sait] à une imposition supérieure pour les cigarettes importées et, par conséquent, à une violation *de jure* de la première phrase de l'article III:2".[262] La

[257] Observations de la Thaïlande sur les observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 9 et 10.
[258] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 431 et 434.
[259] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 81.
[260] Rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.488.
[261] Rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.629.
[262] Rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.634.

Thaïlande demande le réexamen de cette section du rapport intérimaire du Groupe spécial, pour les raisons indiquées ci-dessous.

6.99 Tout d'abord, la **Thaïlande** indique que, alors que le Groupe spécial note au paragraphe 7.631 que les revendeurs doivent présenter un formulaire Por.Por.30 pour recevoir un crédit d'impôt en amont[263], il ne signale pas que les revendeurs ne sont pas tenus d'acquitter la taxe en aval avant d'avoir déposé le même formulaire Por.Por.30. Par conséquent, il ne peut y avoir aucune obligation d'acquitter une taxe en aval avant le moment où l'importateur demande et obtient son crédit d'impôt en amont.[264] La Thaïlande demande au Groupe spécial de clarifier sa description du système afin de rendre correctement compte de ce point factuel.

6.100 Deuxièmement, la Thaïlande conteste l'affirmation selon laquelle le "risque potentiel d'imposition supérieure" identifié par le Groupe spécial peut entraîner une imposition supérieure sur la revente de cigarettes importées. Le Groupe spécial décrit ce risque potentiel comme procédant à la fois du fait que les revendeurs de cigarettes importées doivent déposer un formulaire pour demander un crédit de TVA et du fait qu'il y a des circonstances où ce crédit ne peut pas être octroyé. La Thaïlande fait valoir que, soit ce risque n'existe pas, soit, à titre subsidiaire, il ne peut pas entraîner une violation de l'article III:2.[265] Elle avance ensuite plusieurs arguments à l'appui de cette déclaration:

6.101 La Thaïlande affirme tout d'abord que, dès lors que les revendeurs présentent le formulaire Por.Por.30, ils ont "droit" à et sont "admis à bénéficier" d'un crédit d'impôt en amont.[266] En conséquence, elle fait valoir qu'il ne peut y avoir ni "risque" d'imposition supérieure, par rapport à la TVA imposée pour la revente de cigarettes nationales, ni violation corollaire de la première phrase de l'article III:2. En fait, il y a, tout au plus, une différence dans les prescriptions en matière de déclaration, qui devrait être traitée au titre de l'article III:4, et non au titre de la première phrase de l'article III:2.[267]

6.102 En outre, l'élément essentiel de la constatation du Groupe spécial relative au "risque d'imposition supérieure" paraît être la circonstance dans laquelle le revendeur ne reçoit pas le crédit d'impôt qu'il a réclamé dans le formulaire Por.Por.30. Dans son analyse, toutefois, le Groupe spécial omet d'inclure l'explication de la Thaïlande selon laquelle cela ne peut se produire que dans les situations où le revendeur ne peut pas démontrer que le crédit d'impôt en amont réclamé est lié à un achat effectif de cigarettes importées.[268] Partant, les éléments de preuve concernant la possibilité d'obtenir des crédits d'impôt en amont pour des achats légitimes et documentés de cigarettes importées n'étayent pas une constatation selon laquelle il y a un "risque" que des revendeurs ne puissent pas obtenir de crédit pour ces transactions et la Thaïlande demande au Groupe spécial de réviser son rapport intérimaire afin de rendre compte de ses arguments sur cette question.

6.103 La Thaïlande note en outre que le Groupe spécial semble donner à entendre que la prescription imposant de déposer un formulaire Por.Por.30 peut, en soi, entraîner une violation de la première phrase de l'article III:2.[269] Étant donné, comme cela est expliqué ci dessus, qu'il n'y a aucun

---

[263] Rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.631.

[264] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 38.

[265] Rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.629.

[266] Observations de la Thaïlande datées du 8 décembre 2009, paragraphe 75; rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.613.

[267] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 39.

[268] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 40, faisant référence à ses observations du 8 décembre 2009, paragraphes 77 à 83.

[269] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 42, faisant référence au paragraphe 7.633 du rapport intérimaire du Groupe spécial: "... Le fait de ne pas satisfaire à ces

risque effectif de perdre le crédit d'impôt, la Thaïlande ne voit aucun fondement permettant qu'une prescription imposant de déposer un relevé de TVA puisse, en soi, constituer une violation de la première phrase de l'article III:2. De fait, c'est une question qui doit être traitée au titre de l'article III:4.[270]

6.104 Dans ce contexte, la Thaïlande note que la prescription imposant une action privée sous la forme du dépôt de relevés de TVA en aval/en amont afin d'obtenir des crédits d'impôt en amont pour compenser le montant de la TVA exigible en aval est une caractéristique commune aux systèmes de TVA de nombreux Membres de l'OMC. Dans le cadre de ces systèmes, les importateurs courent le risque de perdre des crédits s'ils ne déposent pas leurs demandes de crédits d'impôt en amont. Dans son rapport final, le Groupe spécial voudra peut-être préciser si ces systèmes de TVA sont compatibles avec la première phrase de l'article III:2, au titre de sa décision.

6.105 Enfin, la Thaïlande note que, dès lors que le Groupe spécial aura constaté que les prescriptions en matière de déclaration sont incompatibles avec l'article III:4, il semble qu'il ne servira pas à grand-chose d'examiner ces prescriptions au titre de l'article III:2. Dans ces circonstances, il peut être approprié que le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle dans son rapport final en ce qui concerne l'allégation des Philippines au titre de la première phrase de l'article III:2.[271]

6.106 En réponse à la demande de la Thaïlande visant à ce que le Groupe spécial précise, au paragraphe 7.631, qu'il n'y a aucune obligation d'acquitter une TVA pour la revente de cigarettes importées avant que le formulaire Por.Por.30 ait été déposé, les **Philippines** présentent deux arguments. Premièrement elles soulignent que cette affirmation est contraire à la loi thaïlandaise qui indique que l'obligation fiscale pour la *vente* de marchandises résulte d'actes tels que: "la livraison des marchandises"; "la date d'exigibilité du paiement pour chaque période de paiement"; "la date à laquelle l'agent remet les marchandises à l'acheteur"; etc.[272] En outre, l'article 82/4, paragraphe 1, du Code des impôts de la Thaïlande dispose qu'une "personne inscrite au registre recouvre la taxe sur la valeur ajoutée auprès de l'acquéreur des marchandises ou du bénéficiaire des services au moment où naît l'obligation d'acquitter la taxe sur la valeur ajoutée".[273] Autrement dit, dans la législation thaïlandaise, l'obligation d'acquitter la TVA ne naît pas au moment du dépôt d'un formulaire mais à un point antérieur dans la transaction de vente (par exemple, au moment de la livraison, du paiement ou de la cession).[274] Deuxièmement, la Thaïlande paraît sous-entendre que le fait de ne pas déposer de formulaire Por.Por.30 permettrait au revendeur d'échapper complètement à l'imposition. Les Philippines notent cependant qu'une telle fraude constituerait une violation de l'article 83 du Code des impôts de la Thaïlande et serait, de ce fait, sanctionnée au titre de l'article 89 2) de ce code d'une "peine ... égale au double du montant de la taxe exigible ou déductible pour le mois d'imposition".[275] Toutefois, elles ne s'opposent pas à ce qu'une modification mineure soit apportée au libellé du

---

obligations, à son tour, privera les importateurs des crédits d'impôt nécessaires pour compenser le montant de leur TVA à acquitter ...".

[270] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 42.

[271] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 44.

[272] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 88, faisant référence à plusieurs articles du Code des impôts de la Thaïlande figurant dans la pièce PHL-94.

[273] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 88, faisant référence au Code des impôts de la Thaïlande, chapitre IV, division 2, article 82/4, paragraphe 1, pièce PHL-94.

[274] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 88.

[275] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 89, faisant référence à la pièce PHL-94.

paragraphe 7.631 afin de préciser que le formulaire Por.Por.30 est également utilisé pour demander un crédit d'impôt.

6.107 En outre, s'agissant de l'affirmation de la Thaïlande selon laquelle un risque potentiel d'imposition supérieure indiqué par le Groupe spécial n'existe pas ou ne peut pas entraîner une violation de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994[276], les Philippines soutiennent que le Groupe spécial s'est appuyé à juste titre sur des interprétations antérieures de l'Organe d'appel et du GATT selon lesquelles la simple possibilité ou le simple risque de traitement discriminatoire est suffisant pour qu'il y ait violation de la première phrase de l'article III:2.[277] Elles font valoir que le Groupe spécial peut trouver d'autres éléments à l'appui de ses constatations en citant le Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, qui a indiqué clairement que pour qu'il y ait violation de l'article III:2, il suffisait de montrer qu'il y aurait discrimination dans *certaines circonstances définies.*[278]

6.108 Par la suite, les Philippines font valoir qu'un risque potentiel d'imposition supérieure existe effectivement pour les cigarettes importées.[279] Pour réfuter l'argument de la Thaïlande selon lequel il n'y a aucune imposition supérieure parce que les revendeurs de cigarettes importées sont "admis à bénéficier"[280] d'un remboursement, elles font valoir que le Groupe spécial a examiné et rejeté à juste titre les arguments de la Thaïlande, jugeant qu'un revendeur serait assujetti à une imposition supérieure s'il ne déposait pas le formulaire ou ne prouvait pas ultérieurement que l'achat avait eu lieu.[281]

6.109 De même, selon les Philippines, le Groupe spécial a rejeté à juste titre l'argument de la Thaïlande selon lequel seul le fait que le revendeur – partie privée – ne s'assure pas un crédit d'impôt peut entraîner une imposition supérieure. Le Groupe spécial a expliqué en effet que les lois et règlements thaïlandais en cause, et non pas uniquement l'action de parties privées, entraînaient des obligations visant les seuls revendeurs de cigarettes importées. En particulier, les Philippines soutiennent que le Groupe spécial s'est appuyé à juste titre sur la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf* selon laquelle "le fait qu'un élément quelconque du domaine privé intervienne dans [un] choix ne permet pas à [un Membre de l'OMC] de se soustraire à sa responsabilité au regard du GATT de 1994 en ce qui concerne l'établissement de conditions de concurrence moins favorables pour le produit importé que pour le produit national, auquel a abouti [la] mesure [en cause]".[282] Dans le même ordre d'idée, les Philippines souscrivent à l'approche du Groupe spécial rejetant l'argument de la Thaïlande selon lequel le montant à acquitter au titre de la TVA imposée sur la revente des cigarettes importées peut

[276] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 74 à 76.

[277] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 75, faisant référence aux paragraphes 7.622 à 7.624 du rapport intérimaire du Groupe spécial citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tabac* et le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 337 de la Loi douanière.*

[278] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 76, faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.78.

[279] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 61.

[280] Rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.613.

[281] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 62, faisant référence au paragraphe 7.631 du rapport intérimaire du Groupe spécial.

[282] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 66 et 67, faisant référence au paragraphe 7.734 du présent rapport et citant le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 146.

être compensé par un crédit d'impôt, de façon à respecter la première phrase de l'article III:2.[283] De plus, elles indiquent que le Groupe spécial voudra peut-être envisager de modifier le texte des paragraphes 7.633 et 7.634 afin de clarifier encore davantage son point de vue.

6.110 En outre, les Philippines indiquent qu'au paragraphe 7.633, le Groupe spécial a également répondu au problème soulevé par la Thaïlande selon lequel c'est le système d'exemption de la TVA de la Thaïlande, et non pas la simple prescription imposant le dépôt du formulaire Por.Por.30, qui établit une obligation fiscale supplémentaire, ce qui est contraire à la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.[284]

6.111 Enfin, les Philippines indiquent que les systèmes de TVA d'autres Membres de l'OMC sont sans rapport avec l'incompatibilité avec les règles de l'OMC du traitement *de jure* discriminatoire appliqué par la Thaïlande pour la revente des cigarettes importées.

6.112 Premièrement, s'agissant de l'argument de la Thaïlande selon lequel le Groupe spécial n'a pas souligné que les revendeurs n'étaient pas tenus d'acquitter la taxe en aval avant d'avoir déposé (le même) formulaire Por.Por.30, le **Groupe spécial** note que sa description factuelle de l'imposition de la TVA visant les revendeurs de cigarettes en Thaïlande est exposée aux paragraphes 7.573 à 7.580 et 7.584 à 7.589 de son rapport intérimaire.[285] Dans le cadre du droit thaïlandais, spécifiquement de l'article 82/7 de la division 6 du Code des impôts de la Thaïlande, chaque revendeur de cigarettes inscrit au registre de la TVA est tenu de recouvrer la TVA auprès de l'acheteur à chaque étape de la vente. Par conséquent, tous les revendeurs de cigarettes de la chaîne de distribution sont tenus d'acquitter la TVA. En outre, lorsque l'on examine les dispositions applicables du Code des impôts de la Thaïlande[286], il apparaît que l'obligation d'acquitter la TVA intervient non pas au moment du dépôt d'un formulaire mais à un point antérieur dans la transaction de vente.

6.113 Nous avons aussi relevé la manière dont le montant final de la TVA exigible était déterminé sur la base de la différence entre la taxe en aval (vente à l'acheteur) et le crédit d'impôt en amont (achat au revendeur) dans les paragraphes susmentionnés. À notre avis, l'argument de la Thaïlande selon lequel les revendeurs ne sont pas tenus d'acquitter la taxe en aval avant d'avoir déposé le formulaire Por.Por.30 relève davantage des étapes administratives liées à l'imposition de la TVA pour les revendeurs de cigarettes importées que de l'obligation fiscale elle-même, qui naît au moment de la vente des cigarettes importées. Dans cette mesure, le Groupe spécial pense comme les Philippines que l'argument de la Thaïlande paraîtrait donner à entendre qu'aucune obligation fiscale n'intervient tant qu'un formulaire n'est pas déposé. Partant, le Groupe spécial ne constate pas que la législation thaïlandaise étaye la déclaration selon laquelle il n'y a aucune obligation d'acquitter la taxe recouvrée en aval avant le moment où l'importateur demande et obtient son crédit d'impôt en déposant un formulaire Por.Por.30. Toutefois, le Groupe spécial admet qu'avec le même formulaire Por.Por.30, l'importateur peut demander un crédit d'impôt. Le Groupe spécial a modifié le texte du paragraphe 7.631 pour clarifier ce point.

6.114 Deuxièmement, s'agissant de l'observation de Thaïlande selon laquelle soit le "risque potentiel d'imposition supérieure" identifié par le Groupe spécial n'existe pas, soit, à titre subsidiaire, il ne peut

---

[283] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 68.

[284] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 64 et 65, faisant référence au paragraphe 7.633 de ce rapport.

[285] Nous notons que ni l'une ni l'autre partie n'a présenté d'observations sur la description par le Groupe spécial du système de TVA thaïlandais, telle qu'elle est exposée dans ces paragraphes.

[286] Code des impôts de la Thaïlande, chapitre IV, division 2, article 78 et division 6, articles 82/4 et 82/7, pièce PHL-94. Par exemple, l'article 78 1) du Code des impôts indique que l'obligation d'acquitter une taxe sur la vente de marchandises naît au moment de la livraison des marchandises.

pas entraîner une violation de l'article III:2, le Groupe spécial est d'avis que ce risque potentiel existe effectivement et qu'un risque potentiel *peut* entraîner une violation de l'article III:2.

6.115 En relation avec les "risques potentiels", comme il est indiqué aux paragraphes 7.622 à 7.624 du rapport intérimaire du Groupe spécial, l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits,* et les groupes spéciaux du GATT *États-Unis – Tabac* et *États-Unis – Article 337 de la Loi douanière* ont expliqué que l'obligation en matière de traitement national assumée au titre de l'article III:4 s'appliquait aussi à la *simple possibilité de risque* de traitement discriminatoire des marchandises importées, et nous avons considéré que cette constatation était également pertinente pour l'obligation en matière de traitement national énoncée à l'article III:2. Nous confirmons donc notre avis selon lequel un risque potentiel d'imposition supérieure peut entraîner une imposition supérieure au titre de l'article III:2.[287]

6.116 S'agissant de l'existence d'un "risque" potentiel d'imposition supérieure, la Thaïlande fait valoir que les revendeurs ont "droit" à, ou sont "admis à bénéficier" d'un crédit d'impôt et que, par conséquent, ce "risque" n'existe pas. Le Groupe spécial confirme qu'il n'a pas traité cet aspect spécifique des arguments de la Thaïlande dans son rapport intérimaire. Premièrement, aux paragraphes 7.613, 7.621 et 7.627 de son rapport intérimaire, le Groupe spécial fait référence à l'argument de la Thaïlande selon lequel, lorsqu'il dépose un formulaire Por.Por.30, le revendeur est "admis à bénéficier" du remboursement de la taxe en amont; cependant, au paragraphe 7.631, il indique clairement que, d'après les renseignements disponibles, il conclut que le revendeur de cigarettes importées a effectivement le droit de recevoir un crédit d'impôt mais qu'il ne recevra pas ce crédit s'il ne présente pas le formulaire Por.Por.30 ou ne peut pas prouver que l'achat a eu lieu, malgré la présentation du formulaire. Par conséquent, même si un revendeur a le "droit" d'obtenir un remboursement de la taxe, à notre avis, il ne pourra pas l'obtenir sans entreprendre d'autres étapes procédurales.[288] Deuxièmement, la Thaïlande allègue que, pour examiner le fait que dans certaines circonstances le revendeur ne recevra pas de crédit d'impôt même s'il a communiqué le formulaire Por.Por.30, le Groupe spécial n'a pas traité l'explication de la Thaïlande selon laquelle cela ne se produit que dans les cas où le revendeur ne peut pas prouver que le crédit d'impôt allégué se rapporte à un achat effectif de cigarettes importées. Le Groupe spécial considère qu'il a traité spécifiquement l'explication de la Thaïlande aux paragraphes 7.633 et 7.634 de son rapport intérimaire. Toutefois, il a clarifié la teneur de ces paragraphes en en modifiant légèrement le texte.

6.117 La Thaïlande a noté aussi qu'au paragraphe 7.633, le Groupe spécial paraît indiquer que la prescription imposant de déposer le formulaire Por.Por.30 peut, en elle-même, entraîner une violation de la première phrase de l'article III:2, puisqu'il dit que "[l]e fait de ne pas satisfaire à ces obligations, à son tour, privera les importateurs des crédits d'impôt nécessaires pour compenser le montant de leur TVA à acquitter".[289] Nous ne sommes pas d'accord avec la lecture que la Thaïlande donne de ce paragraphe, car la phrase qui suit indique que cette obligation potentielle n'existe pas pour les revendeurs de cigarettes nationales et c'est cette différence qui établit l'obligation additionnelle pour les revendeurs de cigarettes importées. Partant, nous considérons que cette question a été

[287] En outre, nous pensons comme les Philippines que notre conclusion est également étayée par le raisonnement suivi par le Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation* selon lequel une mesure est incompatible avec les obligations au titre de l'OMC si elle "prescri[t] une action incompatible avec les règles de l'OMC dans des circonstances particulières, même si dans d'autres circonstances, l'action pouvait ne pas être incompatible avec les règles de l'OMC". Autrement dit, pour établir l'existence d'une violation de l'article III:2, il suffit que la discrimination apparaisse *dans des circonstances définies*. En l'espèce, la discrimination apparaît dans des circonstances définies, à savoir chaque fois qu'un revendeur de cigarettes importées ne peut pas s'assurer un crédit d'impôt pour compenser le montant de la taxe discriminatoire qu'il est tenu d'acquitter (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Restrictions à l'exportation*, paragraphe 8.78).

[288] Voir aussi le paragraphe 7.632 du rapport intérimaire du Groupe spécial.

[289] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 42, faisant référence au paragraphe 7.633 du rapport du Groupe spécial.

correctement traitée au titre de l'article III:2 mais, afin de clarifier notre point de vue, nous avons apporté les modifications nécessaires au paragraphe 7.633.

6.118 En outre, le Groupe spécial n'est pas d'accord avec la déclaration de la Thaïlande selon laquelle il doit clarifier le point de savoir si les systèmes de TVA d'autres Membres de l'OMC dans le cadre desquels les importateurs courent le risque de perdre des crédits s'ils ne déposent pas leurs demandes de crédits d'impôt en amont sont compatibles avec la première phrase de l'article III:2 au titre de sa décision. Premièrement, comme nous l'avons expliqué au paragraphe 7.604, nous ne disons pas que l'existence d'un système de crédit d'impôt est, en tant que telle, incompatible avec l'article III:2 du GATT mais, en fait, que ce qui "distingue les mesures liées à la TVA maintenues par la Thaïlande des autres mesures de TVA dites normales est *l'exemption de TVA octroyée uniquement pour la revente des cigarettes nationales*" (pas d'italique dans l'original). Deuxièmement, le Groupe spécial n'a pas besoin de clarifier le point de savoir si sa décision au sujet de l'article III:2 du GATT de 1994 dans le présent différend relatif au système de TVA *de jure* discriminatoire de la Thaïlande s'applique aux systèmes de TVA d'autres Membres de l'OMC pour deux raisons: premièrement, en droit, le mandat du Groupe spécial est limité aux mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et le rapport du Groupe spécial est contraignant uniquement pour les parties au présent différend. Deuxièmement, en fait, les exemples de systèmes de TVA des autres Membres de l'OMC sont sans rapport avec l'analyse par le Groupe spécial de l'exemption *de jure* de la taxe appliquée par la Thaïlande, parce qu'il n'y a aucun élément de preuve indiquant que ces Membres exemptent la revente de cigarettes nationales de la TVA sans accorder la même exemption pour la revente de cigarettes importées.[290]

6.119 Pour les raisons qui précèdent, nous considérons qu'il existe dans le système de TVA thaïlandais un risque potentiel d'imposition supérieure, ce qui peut entraîner une violation de la première phrase de l'article III:2.

6.120 Enfin, nous examinons la déclaration de la Thaïlande selon laquelle, si le Groupe spécial constate que les prescriptions en matière de déclaration sont incompatibles avec l'article III:4, il pourrait envisager d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation des Philippines au titre de la première phrase de l'article III:2. Nous notons à cet égard la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *Australie – Saumons* selon laquelle "[l]e principe d'économie jurisprudentielle doit être appliqué en gardant à l'esprit le but du système de règlement des différends. Ce but est de régler la question en cause et "d'arriver à une solution positive des différends". … Un Groupe spécial doit examiner les allégations au sujet desquelles il est nécessaire d'établir une constatation pour que l'ORD puisse faire des recommandations et prendre des décisions suffisamment précises, auxquelles le Membre pourra donner suite rapidement, pour que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres".[291] Eu égard aux indications données par l'Organe d'appel, nous devons examiner si des constatations distinctes relatives aux allégations des Philippines au titre de la première phrase de l'article III:2 et de l'article III:4 sont nécessaires pour que l'ORD fasse des recommandations et prenne des décisions suffisamment précises ou si des constatations au titre de l'article III:4 seulement suffiraient. Nous sommes d'avis que l'allégation des Philippines au titre de l'article III:2 traite une obligation qui est distincte de celle qui est énoncée à l'article III:4. Cette allégation concerne aussi des aspects des mesures thaïlandaises en cause qui sont différents. Par exemple, au titre de l'article III:2, ce qui est en cause est la question de savoir si l'exemption de la TVA pour la revente des cigarettes nationales conduit à l'*obligation d'acquitter un montant supérieur pour la TVA* imposée sur la revente des cigarettes importées; alors que l'allégation des Philippines au

[290] Cet argument a été avancé par les Philippines dans leurs observations sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 77 à 84, faisant référence au présent rapport, paragraphes 7.604 et 7.629 à 7.634, faisant aussi référence à l'article 81 1) v) du Code des impôts de la Thaïlande, pièce PHL-94.

[291] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 223.

titre de l'article III:4 concerne la question de savoir si les prescriptions administratives thaïlandaises conduisent à imposer une *charge administrative additionnelle* aux revendeurs de cigarettes importées et, en conséquence, à un traitement moins favorable pour les cigarettes importées. Par conséquent, nous nous abstenons d'accéder à la demande de la Thaïlande visant à ce que le Groupe spécial applique le principe d'économie jurisprudentielle pour l'allégation des Philippines au titre de la première phrase de l'article III:2.

D. PREMIÈRE PHRASE DE L'ARTICLE III:4 DU GATT DE 1994 – OBSERVATIONS DE LA THAÏLANDE

1. Prescriptions du formulaire Por.Por.30 en matière de déclaration

6.121 Au paragraphe 7.698 de son rapport intérimaire, le Groupe spécial a conclu que les revendeurs de cigarettes importées étaient soumis à une charge administrative plus lourde s'agissant de l'obligation de remplir et de présenter le formulaire Por.Por.30 parce qu'"un fournisseur qui [était] inscrit au registre de la TVA n'[avait] pas besoin d'inclure des renseignements sur ses ventes de cigarettes nationales lorsqu'il rempl[issait] le formulaire Por.Por.30". La Thaïlande a communiqué ses observations sur certains aspects de l'analyse du Groupe spécial et sa conclusion à cet égard. Nous traitons tour à tour ces observations.

a) Utilisation par le Groupe spécial du témoignage d'expert figurant dans la pièce PHL-289 aux fins de la conclusion énoncée au paragraphe 7.698 du rapport intérimaire du Groupe spécial

6.122 La **Thaïlande** estime que le Groupe spécial ne peut pas procéder à une évaluation objective et impartiale des faits au sens de l'article 11 du Mémorandum d'accord sur la base d'éléments de preuve qui n'ont été fournis par les Philippines qu'"à la dernière possibilité ménagée aux parties de présenter leur point de vue".[292] Elle demande donc au Groupe spécial de ne pas tenir compte de ces éléments de preuve. Le paragraphe 15 des procédures de travail du Groupe spécial indiquait que tous les éléments de preuve, à l'exception de ceux qui sont nécessaires aux fins des réfutations, devaient être présentés au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve factuels nécessaires aux fins des réfutations, les réponses aux questions ou les observations sur les réponses communiquées par chacune d'entre elles". La Thaïlande souligne l'interprétation du Groupe spécial selon laquelle le témoignage d'expert présenté par les Philippines est le seul élément de preuve relatif à la modification alléguée de la pratique du DG de l'accise en ce qui concerne l'inscription des ventes exemptées de TVA à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30. Étant donné aussi que les Philippines ont eu de nombreuses possibilités de présenter ce témoignage d'expert[293] auparavant dans la procédure, ce qui aurait permis à la Thaïlande de répondre en temps utile, la Thaïlande fait valoir qu'elle serait privée de ses droits à une procédure régulière si le Groupe spécial utilisait ces éléments de preuve pour sa détermination.[294]

6.123 Les **Philippines** ne nient pas qu'elles ont présenté leur avis d'expert figurant dans la pièce PHL-289 au stade le plus tardif de la procédure, de sorte que la Thaïlande n'a pas eu d'autre possibilité d'y répondre. Néanmoins, elles présentent un historique de la position de la Thaïlande concernant le formulaire Por.Por.30 tout au long de la procédure du Groupe spécial pour montrer deux choses: premièrement, la Thaïlande a changé sa position, puisqu'elle a d'abord considéré dans sa première communication écrite que "[les détaillants] qui [faisaient] exclusivement le commerce des cigarettes exemptées de TVA n['étaient] pas tenus de présenter et de tenir à jour [le formulaire Por.Por.30]"[295], alors que plus tard, elle a soutenu que "les ventes exemptées de TVA [étaient] déclarées à la ligne 3

[292] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 48.
[293] Pièce PHL-289.
[294] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 48, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 272.
[295] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 258.

[du formulaire Por.Por.30], y compris les ventes de cigarettes nationales"[296]; deuxièmement, les Philippines soutiennent que si elles ont présenté leur avis d'expert seulement au stade le plus tardif de la procédure, c'est afin de réfuter la décision du DG des impôts de 1995, que la Thaïlande n'avait communiquée que dans ses réponses écrites aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond. À cet égard, elles soulignent que la Thaïlande avait eu auparavant maintes possibilités de présenter ces éléments de preuve, ce qui leur aurait permis de présenter leurs éléments de preuve à titre de réfutation à un stade antérieur également. C'est donc la Thaïlande, et non les Philippines, qui est responsable de la communication tardive de l'avis de l'expert des Philippines. Cet élément de preuve peut donc être entièrement pris en compte par le Groupe spécial.[297]

6.124 Le **Groupe spécial** relève la position de la Thaïlande selon laquelle l'avis d'expert fourni par les Philippines en tant que pièce PHL-289 a été communiqué au stade le plus tardif de la procédure (à savoir les observations sur les réponses écrites respectives des parties aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond), ce qui a privé la Thaïlande de la possibilité de répondre. La Thaïlande est donc d'avis que cet élément de preuve est irrecevable et ne devrait pas être pris en compte par le Groupe spécial aux fins de son analyse et ses conclusions.

6.125 Toutefois, il n'y a aucune disposition dans le Mémorandum d'accord ou dans les procédures de travail du Groupe spécial qui interdise de manière inconditionnelle au Groupe spécial d'accepter des éléments de preuve communiqués par une partie au stade le plus tardif de la procédure. L'article 11 du Mémorandum d'accord dispose que le Groupe spécial doit procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause. Dans ce contexte, l'Organe d'appel a indiqué dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements* que "[l]'article 11 du Mémorandum d'accord ne fix[ait] pas de délai pour la présentation des éléments de preuve à un groupe spécial".[298] De plus, l'Organe d'appel a noté que "les procédures de travail sous leur forme actuelle n'impos[aient] pas aux groupes spéciaux de règle stricte en ce qui concerne les délais pour la présentation des éléments de preuve".[299]

6.126 Aux fins de la procédure du présent Groupe spécial, le paragraphe 15 des procédures de travail établit que tous les éléments de preuve devaient être présentés au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, *sauf* en ce qui concerne les éléments de preuve factuels nécessaires aux fins des réfutations, les réponses aux questions ou les observations sur les réponses communiquées par chacune d'entre elles". La Thaïlande a présenté un nouvel élément de preuve, à savoir la décision de 1995 du DG des impôts dans le cadre de sa réponse aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond. Chaque partie s'est vu ménager ensuite la possibilité de présenter des observations sur les réponses de l'autre, conformément au paragraphe 9 des procédures de travail du Groupe spécial. Pour tenter de réfuter l'argument de la Thaïlande relatif à la décision de 1995 du DG des impôts, les Philippines ont ensuite présenté l'avis d'expert en question.

6.127 Nous notons que la première phrase de cet avis est libellée comme suit: "[i]l m'a été demandé de formuler un avis en ce qui concerne [la décision de 1995 du DG des impôts]", ce qui donne à penser que le but recherché de cet élément de preuve était de réfuter les arguments de la Thaïlande relatifs à cette décision. Par conséquent, dans la mesure où les procédures de travail du Groupe spécial envisageaient la présentation d'éléments de preuve à un stade postérieur à la première réunion de fond où ces éléments de preuve pourraient être décrits comme des éléments de preuve présentés à titre de réfutation ou des observations sur les réponses présentées par les parties, nous estimons que l'avis d'expert en question présenté par les Philippines entre dans le champ de ces éléments de preuve.

---

[296] Réponse de la Thaïlande à la question n° 51 du Groupe spécial.

[297] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 93 à 95.

[298] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 79.

[299] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 80.

6.128 Eu égard à ce qui précède, et nonobstant le fait que nous préférions d'une manière générale recevoir des éléments de preuve à un stade précoce de la procédure de groupe spécial plutôt qu'à un stade plus tardif ou au dernier stade de la procédure, nous confirmons notre point de vue selon lequel l'acceptation des éléments de preuve présentés par les Philippines dans le cadre de leurs observations sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 142 du Groupe spécial était conforme au paragraphe 15 des procédures de travail. Le Groupe spécial s'abstient donc d'accéder à la demande de la Thaïlande.

b) Évaluation par le Groupe spécial de tous les éléments de preuve présentés par la Thaïlande aux fins de son analyse et de sa conclusion figurant aux paragraphes 7.694 à 7.698 du rapport intérimaire du Groupe spécial

6.129 La **Thaïlande** estime que le Groupe spécial a tort de donner à entendre qu'elle a présenté seulement deux éléments de preuve (à savoir le *Manuel relatif au Code des impôts*[300] et une décision de 1995 du DG des impôts[301]) pour étayer sa position selon laquelle les ventes exemptées doivent être déclarées à la ligne 3 ("ventes exemptées") du formulaire Por.Por.30. Outre ces deux éléments de preuve mentionnés par le Groupe spécial, la Thaïlande a fourni des instructions aux fins du formulaire Por.Por.30, d'où il ressort sans ambiguïté que, pour remplir la ligne 3 ("ventes exemptées") du formulaire, "un contribuable doit indiquer le montant des ventes exemptées qui [sont] déclarées dans [son] compte de produits". Ces instructions indiquent clairement que les montants correspondants à la vente de produits exemptés de la TVA doivent être déclarés à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30. Néanmoins, le Groupe spécial n'a pas fourni d'analyse pour son choix de ne pas interpréter ces instructions officielles comme signifiant ce qu'indique clairement leur libellé.[302] La Thaïlande estime aussi que les spécimens du formulaire Por.Por.30 qu'elle a fournis[303] – formulaires remplis par le TTM et par un magasin de proximité vendant à la fois des produits importés et des produits nationaux, ainsi que d'autres produits – indiquent que les ventes exemptées de TVA doivent être déclarées à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30, même si le formulaire ne requiert pas la ventilation de leurs montants.[304] Par conséquent, la Thaïlande demande au Groupe spécial de réviser les paragraphes 7.694 et suivants du rapport intérimaire afin de mentionner et de traiter ces éléments de preuve additionnels.

6.130 Les **Philippines** soutiennent que le Groupe spécial a dûment tenu compte de tous les éléments de preuve dont il était saisi relativement au formulaire Por.Por.30. En particulier, elles soulignent que le Groupe spécial a traité les instructions aux fins du formulaire Por.Por.30 au paragraphe 7.690 de son rapport intérimaire dans lequel il a constaté que "[l]a partie introductive des "instructions fournies pour remplir et déposer un Por.Por.30" qui sont jointes au formulaire Por.Por.30 confirme également [l']interprétation [selon laquelle] l'obligation de dépôt [de ce] formulaire … est subordonnée au statut de fournisseur inscrit au registre de la TVA, et non au type particulier de marchandises".[305] De la même façon, les Philippines indiquent que le Groupe spécial a tenu compte à juste titre du formulaire rempli par le TTM et par un magasin de proximité présenté en tant que pièce THA-89. En particulier, à la note de bas de page 1033 relative au paragraphe 7.694, le Groupe spécial a noté que des spécimens de formulaire Por.Por.30 avaient été présentés par la Thaïlande, y compris les spécimens figurant dans la pièce THA-89, mais que ces éléments ne lui disaient *pas quelles ventes exemptées* devaient être indiquées à la ligne 3 du formulaire.[306] Globalement par conséquent, le Groupe spécial a tenu compte de tous les éléments de preuve dont il était saisi pour décider que les revendeurs de

[300] Pièce THA-95.
[301] Pièce THA-96.
[302] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 49.
[303] Pièce THA-89.
[304] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 49 et 50.
[305] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 124.
[306] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 133.

cigarettes nationales et les revendeurs de cigarettes importées n'auraient pas à déclarer la vente de cigarettes nationales à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30, dont les Philippines avaient expliqué qu'elle était réservée aux montants qui n'entraient pas dans la base d'imposition de la TVA en vertu de l'article 79, troisième paragraphe, du Code des impôts[307] et de la notification n° 40.[308] Dans cet ordre d'idées, le Groupe spécial a examiné tous les éléments suivants: i) le texte du formulaire Por.Por.30, ii) le Code des impôts de la Thaïlande, iii) l'extrait du Manuel relatif au Code des impôts, iv) la décision du DG de 1995, v) la décision du DG de 2000 et vi) les déclarations d'experts au sujet du sens du membre de phrase "moins les ventes exemptées s'il y a lieu" à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30.[309] Les Philippines suggèrent que le Groupe spécial modifie légèrement le texte actuel des sections pertinentes à cet égard afin de préciser qu'il a examiné tous les éléments de preuve dont il était saisi.[310]

6.131 La Thaïlande estime que le Groupe spécial n'a pas examiné les spécimens du formulaire Por.Por.30 présentés par la Thaïlande en tant que pièce THA-89 et les instructions aux fins de remplir le formulaire Por.Por.30 présentées en tant que pièce THA-42. Le **Groupe spécial** a conclu cependant, en se fondant sur son examen de tous les éléments de preuve pertinents, que ceux-ci n'établissaient pas clairement que le montant correspondant à la vente au détail de cigarettes nationales devait être déclaré à la ligne 3 du formulaire.

6.132 Spécifiquement, en ce qui concerne les instructions aux fins de remplir le formulaire Por.Por.30, sur la base du texte des instructions et ayant examiné les arguments des parties, nous n'avons pas pu trouver d'indications claires montrant que la vente de cigarettes nationales relevait de la catégorie des ventes qui devaient être déclarées à la ligne 3 du formulaire. En outre, nous avons constaté que les deux spécimens du formulaire Por.Por.30 remplis par le TTM et par un magasin de proximité vendant des cigarettes nationales ainsi que d'autres marchandises ne précisaient pas si les ventes exemptées de TVA déclarées à la ligne 3 correspondaient spécifiquement à la vente de cigarettes nationales.

6.133 Eu égard aux considérations qui précèdent, le Groupe spécial a décidé de maintenir son analyse et ses conclusions actuelles. Nous avons néanmoins révisé les paragraphes pertinents afin de clarifier davantage notre raisonnement à cet égard.

c) Analyse par le Groupe spécial de certains éléments de preuve communiqués par la Thaïlande aux fins des paragraphes 7.694 à 7.698 du rapport intérimaire du Groupe spécial

6.134 La **Thaïlande** fait valoir que l'analyse par le Groupe spécial de certains éléments de preuve concernant la modification alléguée de la pratique en matière de déclaration ne reflète pas entièrement ou exactement la teneur de ces éléments de preuve. Spécifiquement, le Groupe spécial a interprété de manière erronée les éléments de preuve relatifs à la décision du DG des impôts de 2000 présentée par les Philippines[311] et n'a pas justifié son rejet des arguments fondés sur un extrait du Manuel présenté par la Thaïlande.[312]

6.135 Premièrement, la Thaïlande considère que le Groupe spécial n'a pas examiné d'une manière adéquate la décision du DG des impôts de 2000 présentée par les Philippines en tant que pièce

[307] Pièce PHL-94.
[308] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 128, faisant référence à la pièce PHL-283.
[309] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 130.
[310] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 132 et 135.
[311] Pièce PHL-253.
[312] Pièce THA-95.

PHL-253 parce qu'une analyse attentive de cet élément de preuve n'étaye pas les explications des Philippines.[313] Elle estime que la décision du DG des impôts de 2000 posait deux questions, à savoir: i) si les recettes provenant des services d'assistance juridique étaient exemptées de TVA au titre de l'article 81 1) i) du Code des impôts, et ii) si, "pour indiquer et acquitter la TVA, la société ne devait pas inclure les recettes provenant de l'assistance et la représentation lors de la défense devant les tribunaux en ce qui concerne le calcul aux fins d'acquitter la taxe sur la valeur ajoutée".[314] Ces questions ont trait uniquement au point de savoir si les recettes provenant des services juridiques étaient *exemptées* de TVA et par conséquent non incluses dans le *calcul* de la TVA. Malgré ce que déclare l'expert des Philippines, par conséquent, elles ne font pas référence à ce qui doit être déclaré aux lignes 1 et 3 du formulaire Por.Por.30 et la décision ne fait *aucune* référence directe à cette question.

6.136 La Thaïlande note aussi que le *calcul* de la TVA, auquel la décision de 2000 se rapporte effectivement, n'est pas modifié selon que les ventes exemptées sont indiquées aux lignes 1 et 3 du formulaire Por.Por.30. La raison en est, comme cela ressort clairement du résumé donné par le Groupe spécial du formulaire Por.Por.30 au paragraphe 7.693 de son rapport intérimaire, que le montant des ventes imposables est le montant, déclaré à la ligne 4, des ventes nettes, des ventes exemptées et des ventes au taux de zéro pour cent. Ce montant sera le même, indépendamment de la question de savoir si les ventes exemptées sont déclarées aux lignes 1 et 3.[315]

6.137 Le Groupe spécial a donc conclu à tort que ces éléments de preuve étayaient le point de vue selon lequel la vente de cigarettes exemptées de TVA n'avait pas besoin d'être déclarée à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30. En particulier, il a fondé sa conclusion selon laquelle "le DG des impôts a néanmoins par la suite modifié la règle ..."[316] concernant la déclaration des ventes exemptées de TVA par rapport à sa pratique antérieure, comme en témoigne la décision de 1995[317], à la fois sur la décision de 2000 et sur la déclaration de l'expert des Philippines selon laquelle les banques "n'ont jamais été tenues" d'inclure dans leur déclaration de TVA les recettes provenant d'activités non soumises à la TVA, telles que les recettes "provenant de services bancaires non soumis à la TVA". Étant donné que la décision de 2000 ne fait pas directement référence au formulaire Por.Por.30 et que, par contre, la décision de 1995, sur laquelle la Thaïlande s'est expressément appuyée, traitait la question de ce qui doit être déclaré aux lignes 1 et 3 de ce formulaire Por.Por.30 et indiquait expressément que "la société est tenue d'inclure les recettes provenant du transport des marchandises, activité exemptée de TVA, dans le chiffre d'affaires devant figurer au point 1 du formulaire Por.Por.30 et que ces recettes doivent être énumérées en tant que ventes exemptées au point 3 du formulaire Por.Por.30"[318], la Thaïlande demande au Groupe spécial de reconsidérer sa conclusion selon laquelle les montants des ventes de cigarettes exemptées de TVA ne doivent pas être indiqués aux lignes 1 et 3 du formulaire Por.Por.30.[319]

6.138 En outre, la Thaïlande fait valoir que le Groupe spécial et l'expert des Philippines paraissent l'un et l'autre confondre deux types de recettes dans leur lecture combinée des articles 77/2 et 79 du Code des impôts et de la décision de 2000 examinés ci-dessus. Le premier type de recettes correspond à celles qui ne relèvent pas du système de TVA thaïlandais parce qu'elles sont soumises à une autre taxe thaïlandaise, l'impôt spécifique sur les sociétés, et non à la TVA. Ces recettes ne sont soumises à aucun type de déclaration de TVA et il n'a donc *jamais* été exigé qu'elles soient déclarées

[313] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 51.
[314] Pièce PHL-253.
[315] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 53.
[316] Rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.696.
[317] Pièce THA-96.
[318] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 55.
[319] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 57.

sur le formulaire Por.Por.30. Cela ressort clairement de l'article 77/3 du Code des impôts.[320] Au contraire, les recettes qui relèvent du système de la TVA, y compris les ventes de cigarettes au titre de l'article 77/2 du Code des impôts, doivent être déclarées sur la ligne appropriée du formulaire Por.Por.30. Contrairement à ce que le Groupe spécial a indiqué et que l'expert des Philippines a déclaré, comme cela est expliqué ci-dessus, il n'y a rien dans la décision de 2000 qui ait modifié cette situation. En outre, le Groupe spécial et l'expert des Philippines mentionnent à tort "les recettes relevant de l'article 79" comme catégorie de recettes qui devraient être déclarées sur le formulaire Por.Por.30, parce que l'article 79 traite seulement de la base d'imposition de la TVA, et non des recettes exemptées de TVA.[321]

6.139 Par conséquent, la déclaration du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.696, selon laquelle i) les prétendues "recettes relevant de l'article 79 doivent être déclarées" et ii) cela représente une modification de la pratique concernant la déclaration des recettes qui relèvent du système de TVA mais sont "exemptées" aux lignes 1 et 3 du formulaire, est incorrecte à deux égards. La Thaïlande demande au Groupe spécial de reconsidérer sa conclusion selon laquelle les montants des ventes de cigarettes exemptées de TVA ne doivent pas être indiqués sur les lignes 1 et 3 du formulaire Por.Por.30.[322]

6.140 Deuxièmement, la Thaïlande indique que, même si le Groupe spécial s'est référé à l'extrait tiré du principal manuel relatif au Code des impôts de la Thaïlande, il n'en a pas examiné la teneur de manière adéquate.[323] Cet extrait étaye solidement la position de la Thaïlande puisqu'il montre clairement et sans équivoque qu'une "personne inscrite au registre de la TVA doit déclarer toutes les ventes effectuées dans le mois d'imposition sur le formulaire Por.Por.30, soit le chiffre brut des ventes ou services soumis au taux type, les ventes à taux zéro et les ventes exemptées de TVA".[324] Le Groupe spécial a choisi de ne pas s'appuyer sur l'extrait en faisant valoir que, bien que le manuel soit postérieur à la décision de 2000 communiquée par les Philippines, il ne mentionnait pas la modification de la pratique alléguée par l'expert des Philippines. Le Groupe spécial n'a pas fourni d'autre évaluation objective de la raison pour laquelle le manuel serait inexact. En particulier, il n'a pas envisagé que la modification alléguée par les Philippines pouvait n'avoir pas eu lieu, ce qui serait bien sûr une bonne raison pour qu'elle ne soit pas examinée dans le manuel en question.

6.141 Les **Philippines** croient comprendre que les observations de la Thaïlande comportent deux types d'arguments: i) des arguments anciens et nouveaux concernant l'interprétation des éléments de preuve relatifs à la décision du DG des impôts de 2000 et ii) des arguments nouveaux relatifs au type de recettes devant être déclarées sur le formulaire Por.Por.30.

6.142 En ce qui concerne la décision du DG des impôts de 2000, les Philippines répondent d'abord aux arguments anciens qu'elles ont précédemment réfutés dans la procédure.[325] La Thaïlande renvoie aux arguments qu'elle a fournis dans sa réponse à la question n° 142 2) du Groupe spécial selon laquelle la décision du DG des impôts de 2000 ne traite pas directement de la question de savoir si les ventes de cigarettes exemptées doivent être déclarées à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30. Les Philippines citent un extrait de la décision indiquant que l'"opérateur qui fournit un tel [service exempté de TVA] ne doit pas inclure les recettes provenant de la fourniture de ce service dans le *calcul* aux fins d'acquitter la taxe sur la valeur ajoutée".[326] Elles expliquent que le mot "calcul" doit

[320] Pièce PHL-94.
[321] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 60.
[322] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 57.
[323] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 56.
[324] Pièce THA-95.
[325] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 130.
[326] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 142 du Groupe spécial, paragraphes 277 et 288.

s'entendre comme signifiant que les montants exemptés de TVA n'ont pas à être déclarés à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30 pour les raisons suivantes: i) la décision du DG répondait à la question de savoir "s'il [était] ou non exact que, pour indiquer et acquitter la taxe sur la valeur ajoutée conformément à ce formulaire pour chaque mois d'imposition, la société n'[avait] pas à inclure les recettes provenant de [la vente du service exempté de TVA en question] dans le *calcul* aux fins d'acquitter la taxe sur la valeur ajoutée", ce qui montre que l'inclusion dans le calcul et la déclaration figurant à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30 étaient liées entre elles, et ii) le formulaire Por.Por.30 est intitulé "*Calcul* de la TVA" et indique le *calcul* effectué par la personne inscrite au registre pour le paiement de la TVA mensuelle.[327]

6.143 Les Philippines sont donc d'avis que le Groupe spécial devrait rejeter l'objection opposée par la Thaïlande à l'évaluation du Groupe spécial selon laquelle la décision du DG des impôts de 2000 montre que la vente des produits exemptés de TVA n'a pas à être déclarée à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30. Elles considèrent en outre que les termes de la décision du DG des impôts de 2000 sont suffisants en eux-mêmes, sans les éclaircissements fournis par l'avis d'expert figurant dans la pièce PHL-254, pour étayer les constatations du Groupe spécial. Toutefois, elles ne s'opposeraient pas à ce qu'un "examen approfondi du texte de cette décision" soit inclus, comme la Thaïlande l'a demandé.[328]

6.144 Les Philippines traitent aussi l'argument nouveau de la Thaïlande relatif à la décision du DG des impôts de 2000 selon laquelle, indépendamment de la question de savoir si les ventes exemptées sont déclarées dans le formulaire Por.Por.30, "le montant des ventes imposables ... sera le même".[329] Par cet argument, la Thaïlande semble donner à penser que la prescription administrative plus lourde imposant de déclarer la vente des cigarettes nationales serait acceptable parce qu'elle n'affecte pas la base d'imposition. La Thaïlande confond cependant les obligations au titre de l'article III:4 et les obligations au titre de l'article III:2.

6.145 Enfin, les Philippines répondent à l'argument nouveau de la Thaïlande selon lequel le Groupe spécial et les Philippines confondent deux types de recettes: les recettes provenant des services bancaires non soumis à la TVA (à savoir les services bancaires exemptés de TVA) et les recettes provenant de la vente des cigarettes nationales. La Thaïlande semble faire référence en particulier à la constatation du Groupe spécial selon laquelle "les personnes inscrites au registre de la TVA ne sont pas tenues d'indiquer les recettes provenant des ventes exemptées de TVA au titre de l'article 81 mais doivent indiquer, à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30, celles provenant des ventes soumises à la TVA qui n'entrent pas dans la base d'imposition au titre de l'article 79".[330] Les Philippines font valoir qu'en tout état de cause, les recettes provenant de "services bancaires non soumis à TVA" et les recettes provenant de la vente de cigarettes nationales sont les unes et les autres exemptées de TVA et, pour cette raison, n'ont pas besoin d'être déclarées aux lignes 1 et 3 du formulaire Por.Por.30. Elles soutiennent que le fait que les recettes provenant des "services bancaires non soumis à la TVA" sont soumises à un impôt spécifique sur les sociétés ne modifie pas le fait que *ce sont des recettes*

[327] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 140.
[328] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 143.
[329] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 144, faisant référence aux observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 53.
[330] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 147.

exemptées de TVA[331] et que, par conséquent, elles n'ont pas besoin d'être déclarées dans le formulaire Por.Por.30.[332]

6.146 S'agissant de la demande de la Thaïlande visant à ce que l'analyse et la conclusion du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.694 à 7.698 du rapport intérimaire du Groupe spécial soient modifiées parce que, à son avis, le Groupe spécial n'a pas examiné de façon adéquate tant les éléments de preuve relatifs à la décision du DG des impôts de 2000 communiquée par les Philippines que l'extrait d'un manuel relatif au Code des impôts communiqué par la Thaïlande, le **Groupe spécial** note, tout d'abord, que les éléments de preuve et les explications dont il est saisi donnent à penser que les ventes exemptées de TVA ne devraient pas toutes être déclarées sur le formulaire Por.Por.30.

6.147 Dans le rapport intérimaire, nous avons constaté qu'une décision du DG des impôts de 2000 donnait à penser que certains montants exemptés de TVA ne devaient pas être "inclus dans le calcul aux fins d'acquitter la taxe sur la valeur ajoutée", de sorte qu'ils ne devaient pas être déclarés sur le formulaire Por.Por.30.

6.148 Nous notons l'argument de la Thaïlande selon lequel la décision du DG des impôts de 2000 voulant que les montants exemptés de TVA ne doivent pas être inclus dans le *calcul* signifie seulement qu'ils ne devraient pas être ajoutés à la ligne 4 du formulaire mais qu'ils doivent par ailleurs être déclarés aux lignes 1 et 3. Le formulaire Por.Por.30 comporte la ligne 1 ("montant des ventes du mois") et la ligne 3 ("ventes exemptées"). Logiquement, un montant qui serait inscrit à la ligne 1 afin de calculer la TVA se verra soustraire un montant inscrit à la ligne 3. Autrement dit, lorsqu'un montant est ajouté et ensuite soustrait aux fins de calculer une TVA, il a été inclus dans le *calcul* mathématique du montant de la TVA exigible. *A contrario*, si un montant n'a pas besoin d'être inclus dans le calcul, en principe, il n'est ni ajouté ni soustrait aux fins du processus de calcul. Par conséquent, nous croyons comprendre qu'en exigeant que les transactions exemptées de TVA en vertu de l'article 81 1) i) du Code des impôts soient exclues du calcul de la TVA exigible, le DG des impôts indiquait qu'il n'était pas nécessaire d'ajouter les montants correspondant à ces transactions à la ligne 1, ce qui supprimait en conséquence la nécessité de les inscrire à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30. Nous croyons donc comprendre que la décision du DG des impôts de 2000 signifie que la vente de cigarettes nationales, qui est exemptée de TVA au titre de l'article 81 1) v) du Code des impôts[333], n'a besoin d'être indiquée ni à la ligne 1 ni à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30.

6.149 La Thaïlande fait valoir en outre que le Groupe spécial[334] et les Philippines[335] confondent deux types différents de recettes (à savoir les recettes exemptées en vertu de l'article 81 et les recettes exemptées en vertu de l'article 77/3) et qu'ils ont l'un et l'autre tort de considérer que les recettes exemptées de TVA au titre de l'article 79 du Code des impôts de la Thaïlande devraient être déclarées dans le formulaire Por.Por.30. Spécifiquement, elle fait remarquer que "les recettes relevant de l'article 79" sont une catégorie de recettes qui n'ont pas besoin d'être déclarées dans le formulaire Por.Por.30, parce que l'article 79 traite uniquement de la base d'imposition de la TVA, et non pas des recettes exemptées de TVA.

6.150 Sur la base de notre compréhension de la décision du DG des impôts de 2000 examinée ci-dessus, nous ne sommes pas convaincus par la position de la Thaïlande selon laquelle les opérations exemptées de TVA au titre de l'article 77/3 n'ont pas besoin d'être déclarées sur le

---

[331] Pièce PHL-94: Code des impôts de la Thaïlande, chapitre IV, division 1, article 77/3.

[332] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 148.

[333] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 534, faisant référence à la pièce PHL-95.

[334] Rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.696.

[335] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 142 du Groupe spécial.

formulaire Por.Por.30, alors que les opérations exemptées de TVA au titre de l'article 81 doivent l'être. En outre, nous sommes d'avis que, même si les arguments de la Thaïlande devaient être acceptés, ils ont trait à l'identification d'autres catégories de produits exemptés de TVA dont les ventes n'ont pas besoin d'être déclarées sur le formulaire Por.Por.30. Autrement dit, la question de savoir si cet autre type de recettes doit être déclaré ou non ne répond pas à la question de savoir si les recettes provenant des ventes de cigarettes nationales, qui sont exemptées de TVA en vertu de l'article 81 1) v) du Code des impôts, doivent être déclarées dans le formulaire Por.Por.30. Pour la même raison, nous ne considérons pas que les arguments de la Thaïlande relatifs à l'article 77/3 du Code des impôts de la Thaïlande sont pertinents pour la question dont nous sommes saisis.[336]

6.151 S'agissant des observations de la Thaïlande selon lesquelles le Groupe spécial se réfère à tort aux recettes "relevant de l'article 79", l'idée principale que développe le Groupe spécial dans son analyse figurant au paragraphe 7.696 est que la lecture qu'il fait d'un avis d'expert communiqué par les Philippines *étayait* la compréhension de la décision du DG des impôts de 2000 comme modifiant la pratique antérieure consistant à exiger que les recettes exemptées de TVA au titre de l'article 81 du Code des impôts soient déclarées dans le formulaire Por.Por.30.[337] Même si nous avons effectivement fait référence à l'avis d'expert selon lequel cette modification de la pratique a eu aussi pour conséquence d'exiger que toutes recettes n'entrant pas dans la base d'imposition au titre de l'article 79 soient déclarées [dans le formulaire Por.Por.30], nous considérons que les questions relatives à l'existence ou la non-existence d'une catégorie de recettes "relevant de l'article 79" ne sont pas pertinentes pour la question de savoir si les ventes de cigarettes nationales doivent être déclarées dans le formulaire Por.Por.30. Comme les Philippines le font observer, notre lecture de la décision du DG des impôts de 2000 communiquée par les Philippines montre suffisamment que les recettes exemptées en vertu de l'article 81 n'ont pas besoin d'être calculées aux fins de déterminer le montant de la TVA exigible et, en conséquence, n'ont donc pas besoin d'être déclarées dans le formulaire Por.Por.30.

6.152 Enfin, la Thaïlande tient que le Groupe spécial n'a pas procédé à une évaluation objective de l'extrait d'un manuel communiqué par la Thaïlande en tant que pièce THA-95. Cet extrait décrit l'obligation de déposer le formulaire Por.Por.30 comme une obligation de "déclarer toutes les ventes effectuées dans le mois d'imposition" et ensuite de "soustraire [...] les ventes exemptées de TVA." L'extrait explique aussi que "les ventes qui ne relèvent pas de la TVA" (par exemple la vente de marchandises ou la fourniture de services hors de Thaïlande) n'ont pas besoin d'être déclarées sur le formulaire Por.Por.30. Nous considérons que notre examen des arguments de la Thaïlande à cet égard figurant aux paragraphes 7.694 à 7.698 et dans la note de bas de page 1038 de notre rapport intérimaire est suffisant.

6.153 Pour les raisons qui précèdent, nous nous abstenons d'accéder à la demande de la Thaïlande. Nous avons cependant apporté des modifications aux paragraphes pertinents afin de clarifier le fondement de notre conclusion à cet égard.

---

[336] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 57 et 58. Selon un avis d'expert présenté par les Philippines (pièce PHL-254), les recettes provenant de services bancaires non soumis à la TVA n'ont pas à être déclarées sur le formulaire Por.Por.30, même lorsque l'opérateur exerce aussi des activités bancaires soumises à la TVA. L'expert établit ensuite une analogie entre les services bancaires non soumis à la TVA et la vente de cigarettes nationales et conclut que les montants correspondants à la vente de cigarettes nationales ne doivent jamais être déclarés sur le formulaire Por.Por.30, même lorsque l'opérateur exerce aussi des activités soumises à la TVA. La Thaïlande répond que ce raisonnement doit être jugé sans fondement parce que les services bancaires non soumis à la TVA sont exemptés des obligations en matière de déclaration de la TVA en vertu de l'article 77/3 du Code, et non de l'article 81.

[337] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 142 du Groupe spécial; déclarations de l'expert M. Piphob Veraphong, pièces PHL-207, PHL-254 et PHL-289, selon lequel "les recettes provenant des ventes soumises à la TVA qui n'entrent pas dans la base d'imposition au titre de l'article 79 doivent être déclarées [dans le formulaire Por.Por.30]".

d) Soupesage par le Groupe spécial des éléments de preuve relatifs à l'interprétation de la législation intérieure de la Thaïlande pour arriver à la conclusion énoncée au paragraphe 7.698

6.154 La **Thaïlande** allègue que le Groupe spécial a soupesé d'une manière incorrecte les éléments de preuve dont il était saisi en ce qui concerne les prescriptions imposant le dépôt du formulaire Por.Por.30. Elle souligne la déclaration du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.901 de son rapport intérimaire en ce qui concerne une allégation au titre de l'article X:3 a) selon laquelle "*en l'absence d'éléments de preuve convaincants* pour prouver que ladite loi s'applique aussi à une entreprise publique telle que le TTM, *nous n'avons pas le pouvoir d'interpréter la législation du gouvernement d'un Membre d'une manière contraire à l'explication donnée par la Thaïlande de sa propre législation*" (pas d'italique dans l'original). Étant donné ce critère, la Thaïlande demande au Groupe spécial de préciser la façon dont, dans le contexte de l'allégation des Philippines concernant les prescriptions imposant de remplir le formulaire Por.Por.30, le témoignage d'expert communiqué par les Philippines en tant que pièce PHL-283, qui n'est pas étayé par d'autres éléments de preuve, constitue "un élément de preuve convaincant" qui conférerait dans ce cas au Groupe spécial le pouvoir d'interpréter les prescriptions du formulaire Por.Por.30 en matière de déclaration d'une manière contraire à l'explication donnée par la Thaïlande de sa propre législation.[338]

6.155 Les **Philippines** s'appuient sur la décision formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* pour faire valoir que le sens donné à la législation intérieure doit être déterminé par les groupes spéciaux en tant que question de fait, en tenant compte non seulement des affirmations du pays qui impose la réglementation mais aussi, nécessairement, des éléments de preuve fournis comme motifs de ces affirmations (y compris généralement les décisions judiciaires, les avis des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus). Autrement dit, les affirmations du pays qui impose la réglementation ne bénéficient pas d'une présomption d'exactitude, à moins qu'elles ne soient étayées par des éléments de preuve convaincants.[339] Les Philippines soutiennent que les groupes spéciaux disposent donc, pour évaluer les éléments de preuve dont ils sont saisis, d'une marge discrétionnaire dont le Groupe spécial a fait usage à juste titre dans son analyse des prescriptions du formulaire Por.Por.30.

6.156 Les Philippines estiment par conséquent que la déclaration du Groupe spécial figurant au paragraphe 7.901 de son rapport intérimaire n'est peut-être pas entièrement conforme aux prescriptions de l'article 11 du Mémorandum d'accord, tel qu'il a été clarifié par la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*. Par ailleurs, elles font valoir que l'article 11 du Mémorandum d'accord n'énonce aucune raison de principe qui ferait qu'un groupe spécial doive nécessairement préférer le sens de la législation intérieure avancé par le pays qui impose la réglementation au sens avancé par un expert de la législation intérieure. En outre, un groupe spécial pourra préférer la déclaration d'un expert établie au sujet d'une question juridique spécifique dont il est saisi à des déclarations générales formulées dans un manuel.[340]

6.157 Le **Groupe spécial** rappelle que l'Organe d'appel a clarifié l'approche appropriée que les groupes spéciaux doivent adopter dans leur analyse de la législation intérieure. Les affaires citées au paragraphe 7.681 du rapport intérimaire du Groupe spécial et les déclarations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* confirment que, si l'interprétation que donne un Membre de ses propres lois peut être traitée avec beaucoup d'égards, cette interprétation doit être étayée par des éléments de preuve adéquats. Comme l'Organe d'appel l'a indiqué dans l'affaire *États-Unis – Acier au*

[338] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 62.

[339] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 117.

[340] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 116 à 119.

carbone, "[l]a nature et la portée des éléments de preuve exigés pour s'acquitter de la charge de la preuve varieront d'une affaire à l'autre".[341] Dans cette affaire, l'Organe d'appel a aussi reconnu la pertinence des avis d'experts en tant qu'éléments de preuve pour clarifier le sens de la législation intérieure.[342] Nous avons modifié en conséquence notre déclaration énoncée au paragraphe 7.901 afin de clarifier ce principe d'interprétation tel qu'il a été clarifié par l'Organe d'appel. Nous avons aussi formulé des déclarations additionnelles à la suite du paragraphe 7.697 de notre rapport intérimaire afin de préciser que nous avons soupesé entièrement et de façon appropriée les éléments de preuve dont nous étions saisis.[343]

2. Prescriptions en matière de tenue des registres – paragraphes 7.702 à 7.715 du rapport intérimaire du Groupe spécial

6.158 La **Thaïlande** fait valoir que le Groupe spécial a établi de manière erronée un lien entre l'exemption d'impôt pour les personnes revendant des cigarettes nationales et les prescriptions en matière de tenue des registres pour la TVA. Au paragraphe 7.702 de son rapport intérimaire, le Groupe spécial fait référence à l'argument des Philippines selon lequel les personnes qui revendent des cigarettes nationales sont exemptées de l'impôt sur le revenu en vertu de l'article 2 19) du Règlement ministériel n° 126, de l'article 17 1) du Code des impôts et de la Notification du Directeur général n° 161 relative à l'impôt sur le revenu. En conséquence, il conclut que ces personnes n'ont pas besoin d'établir et de tenir des relevés des recettes/dépenses, alors que les revendeurs de cigarettes importées, en revanche, doivent établir des relevés de la taxe en amont/en aval ainsi que des relevés des marchandises et des matières premières du fait qu'elles sont tenues d'acquitter la TVA. Toutefois, comme le Groupe spécial l'a relevé au paragraphe 7.703 de son rapport intérimaire, il n'y a aucun élément de preuve qui montre "le lien entre la législation relative à l'impôt sur le revenu et les mesures concernant la TVA en cause". À ce titre, les Philippines n'ont pas fourni d'éléments *prima facie* indiquant l'existence de ce lien. La Thaïlande fait valoir qu'elle n'a rien eu à réfuter.[344]

6.159 En tout état de cause, la Thaïlande considère que, contrairement à ce que le Groupe spécial a indiqué au paragraphe 7.703 de son rapport intérimaire, elle a produit des éléments de preuve suffisants pour réfuter l'avis de l'expert des Philippines montrant, d'après les allégations, que les revendeurs de cigarettes importées doivent établir des relevés additionnels.[345] Elle a expliqué que les revendeurs de cigarettes nationales devaient tenir des relevés des recettes/dépenses au titre de l'article 17 1) du Code des impôts[346], a fourni une copie du relevé de la taxe en amont du revendeur montrant que les ventes de cigarettes étaient déclarées[347] et a expliqué que les entreprises qui revendaient des cigarettes nationales avaient l'obligation de tenir un registre comptable des ventes conformément à la Loi sur la comptabilité (B.E. 2543). Elle note que le Groupe spécial n'a pas examiné ces registres de ventes dans le contexte de l'obligation de tenir des relevés des recettes/dépenses. Elle ne voit aucun élément de preuve à l'appui de la conclusion tirée par le Groupe spécial selon laquelle les personnes inscrites au registre de la TVA n'ont pas à tenir de relevés des recettes/dépenses.

---

[341] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157.

[342] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 157.

[343] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 110.

[344] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 65.

[345] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 67.

[346] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 67, faisant référence à la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 252.

[347] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 67, faisant référence à la pièce THA-30.

6.160 En outre, la Thaïlande demande au Groupe spécial d'apporter deux clarifications. Premièrement, elles demandent au Groupe spécial d'indiquer clairement que la raison pour laquelle les revendeurs de cigarettes nationales sont exemptés d'impôt est que le TTM a la charge des impôts dus sur les reventes de cigarettes nationales. Spécifiquement, elle suggère que le Groupe spécial modifie les paragraphes 7.703 à 7.705 de son rapport intérimaire en conséquence.[348] Deuxièmement, elle considère que les conclusions du Groupe spécial figurant aux paragraphes 7.702 à 7.715 concernant les prescriptions en matière de tenue des registres pour la TVA n'expliquent pas correctement que nombre de prescriptions en matière de déclaration s'appliquent à *toutes* les personnes inscrites au registre de la TVA et que seuls les revendeurs qui vendent *exclusivement* des cigarettes nationales et ne sont pas inscrits au registre de la TVA ne seraient pas visés par ces prescriptions.[349]

6.161 Les **Philippines** rappellent que c'est la Thaïlande, et non les Philippines, qui a essayé d'établir un lien entre la législation fiscale et les mesures relatives à la TVA en cause.[350] Étant donné que la Thaïlande a produit la première cet argument à l'appui de sa position, elles considèrent qu'il ne leur incombe pas de prouver le lien entre la législation fiscale et les mesures relatives à la TVA en cause. De ce fait, elles demandent au Groupe spécial de réviser le paragraphe 7.703 de son rapport intérimaire en conséquence. En outre, et en tout état de cause, elles estiment qu'elles ont suffisamment étayé le seul lien important existant entre la législation fiscale et les mesures relatives à la TVA en cause, à savoir que les revendeurs de cigarettes nationales sont exemptés de l'une et de l'autre et sont dispensés des efforts corollaires en ce qui concerne la tenue des registres, alors que les revendeurs de cigarettes importées sont assujettis à l'une et à l'autre et doivent donc se conformer aux prescriptions administratives connexes.[351]

6.162 En outre, les Philippines soutiennent que les arguments avancés par la Thaïlande pour montrer qu'elles ont effectivement produit des éléments de preuve suffisants pour réfuter le témoignage de l'expert des Philippines sont sans pertinence parce que, comme l'admet la Thaïlande[352], les Philippines ont établi que les revendeurs de cigarettes nationales n'étaient pas tenus d'acquitter l'impôt. En tout état de cause, elles ont souligné, dans leurs observations du 8 décembre 2009, que le problème était que seuls les revendeurs de cigarettes nationales étaient exemptés des prescriptions administratives liées à la TVA, une "discrimination [à laquelle] il ne peut pas être remédié et qui ne peut pas être compensée par le traitements réglementaire respectivement appliqué à chacune des deux catégories de marchandises dans d'autres secteurs".[353]

6.163 S'agissant des observations de la Thaïlande selon lequel le Groupe spécial a établi d'une manière erronée un lien entre l'exemption d'impôt pour les personnes revendant des cigarettes nationales et les prescriptions en matière de tenue de registres pour la TVA, le **Groupe spécial** note tout d'abord la clarification apportée par l'Organe d'appel selon laquelle une partie qui affirme un fait a

---

[348] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 66.

[349] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 69.

[350] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 152, faisant référence à la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 175, dans laquelle la Thaïlande a fait valoir que les revendeurs de cigarettes nationales étaient tenus de déposer des relevés des recettes/dépenses fiscales qui étaient "pratiquement identiques" aux relevés de la taxe en amont/en aval qui doivent être déposés en ce qui concerne les reventes de cigarettes importées.

[351] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 153.

[352] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 156, faisant référence aux observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 66.

[353] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 156, faisant référence aux observations des Philippines du 10 décembre 2009, paragraphe 297, troisième alinéa.

la charge d'en prouver l'existence.[354] Au cours de la procédure, la Thaïlande a d'abord fait valoir que, étant donné que les revendeurs de cigarettes nationales étaient assujettis à l'impôt, ils étaient soumis à des prescriptions administratives semblables à celles qui étaient imposées aux revendeurs de cigarettes importées.[355] En réponse, les Philippines se sont appuyées par la suite sur un avis d'experts afin d'établir que les revendeurs de cigarettes nationales étaient exemptés non seulement de la TVA, mais aussi de l'impôt et, partant, de toutes prescriptions administratives liées à l'impôt. Comme cela est indiqué au paragraphe 7.702 de notre rapport intérimaire, sur la base de notre examen des arguments et éléments de preuve pertinents des parties à cet égard, nous avons conclu que les revendeurs vendant *exclusivement* des cigarettes nationales étaient exemptés de l'impôt. Néanmoins, même si nous devions admettre que les revendeurs de cigarettes nationales sont assujettis à l'impôt, nous n'avons été saisis d'aucun élément de preuve établissant que les prescriptions administratives attachées à l'obligation d'acquitter l'impôt peuvent être assimilées aux prescriptions administratives relatives aux relevés concernant les marchandises et les matières premières et aux relevés liés à la TVA. Le Groupe spécial a modifié son analyse figurant au paragraphe 7.703 du rapport intérimaire afin de clarifier ce point.

6.164 La Thaïlande fait valoir par ailleurs, en tout état de cause, qu'elle a produit des éléments de preuve et des explications suffisants pour réfuter l'avis de l'expert des Philippines qui affirmait i) que les revendeurs de cigarettes nationales n'étaient pas assujettis à l'impôt et ii) que les revendeurs de cigarettes importées supportaient par conséquent une charge administrative additionnelle liée à leur obligation d'acquitter la TVA. La Thaïlande soutient tout d'abord que les revendeurs de cigarettes nationales doivent tenir des relevés des recettes/dépenses conformément à l'article 17 1) du Code des impôts.[356] Comme il est indiqué au paragraphe 7.708, nous avons considéré que les Philippines avaient réfuté l'argument de la Thaïlande en présentant un avis d'expert fourni dans la pièce PHL-254: "Je ... peux confirmer qu'une personne qui revend des cigarettes nationales est exemptée de l'impôt sur le revenu en vertu de l'article 2 19) du Règlement ministériel n° 126, [car il] ne s'agit pas d'un revenu imposable".[357]

6.165 Nous notons aussi l'argument de la Thaïlande selon lequel elle a fourni, dans la pièce THA-30, la copie d'un relevé de la taxe en aval qui montre que les revendeurs de cigarettes nationales doivent aussi remplir des relevés de la taxe en aval. Nous notons cependant que cet élément de preuve comporte trois colonnes: "cigarettes, autres produits, produits exemptés de TVA". Partant du fait qu'un nombre est indiqué dans la colonne "cigarettes" du relevé, nous pouvons supposer que ce relevé de la taxe en aval provient d'une entreprise qui revend au moins certaines cigarettes importées, parce que tout nombre correspondant à la vente de cigarettes nationales figurerait logiquement dans la catégorie "produits exemptés de TVA". Par conséquent, à notre avis, ces éléments de preuve n'établissent pas que les revendeurs qui vendent *exclusivement* des cigarettes nationales font face à la même charge administrative que les revendeurs qui vendent seulement des cigarettes importées ou ceux qui vendent à la fois des cigarettes nationales et des cigarettes importées. Nous avons fait une déclaration additionnelle au paragraphe 7.709 afin d'indiquer notre examen de cet élément de preuve présenté par la Thaïlande.

---

[354] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laines*, paragraphe 335: " [d]ivers tribunaux internationaux, y compris la Cour internationale de Justice, [ont] systématiquement accepté et appliqué la règle selon laquelle il appartient à la partie qui affirme un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve".

[355] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 175. C'est aussi la Thaïlande qui a souligné que c'était le fait d'être soumis à l'impôt qui entraînait l'obligation de remplir les relevés des recettes/dépenses (première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 252).

[356] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 251.

[357] Pièce PHL-254, paragraphe 11.

6.166 Enfin, la Thaïlande soutient que les sociétés qui revendent des cigarettes nationales ont l'obligation de tenir des registres comptables des ventes, conformément à la Loi sur la comptabilité (B.E. 2543).[358] Nous notons que les Philippines ne contestent pas que les sociétés qui revendent des cigarettes doivent tenir ces comptes.[359] Néanmoins, le Groupe spécial n'est pas en mesure de comparer les comptes qui doivent être tenus conformément à la Loi sur la comptabilité avec les prescriptions administratives liées à la TVA imposées aux revendeurs de cigarettes importées parce qu'aucun élément de preuve n'a été produit pour éclairer la teneur desdits comptes. Nous savons seulement d'après la pièce PHL-182 que la teneur des comptes devant être tenus au titre de la Loi sur comptabilité diffère de celle des relevés des entrées/sorties et des relevés concernant les marchandises et les matières premières que doivent remplir les revendeurs de cigarettes importées. Nous ne sommes donc pas en mesure d'accepter la position de la Thaïlande selon laquelle la charge administrative liée aux prescriptions en matière de tenue des registres pour la TVA peut être assimilée à celle qui est liée aux registres comptables des ventes. Nous avons ajouté une phrase au paragraphe 7.709 afin de refléter notre point de vue à cet égard.

6.167 Dans l'ensemble, nous ne sommes pas convaincus par les éléments de preuve produits par la Thaïlande pour montrer que les revendeurs qui vendent *exclusivement* des cigarettes nationales supportent une charge administrative et qui est semblable à celle qui est imposée aux revendeurs de cigarettes importées. Nous avons ajouté une déclaration finale à cet effet au paragraphe 7.715.

E. ARTICLE X:3 B) DU GATT DE 1994: DÉTERMINATIONS DE LA VALEUR EN DOUANE – OBSERVATIONS DE LA THAÏLANDE

1. Aspects factuels

6.168 La **Thaïlande** demande au Groupe spécial d'effacer l'italique, le soulignement et le préfixe "THA" dans le tableau figurant sous le paragraphe 7.946 du rapport intérimaire. Elle explique que l'utilisation de l'italique et du préfixe "THA" pour mettre en valeur les faits qu'elle allègue ne sont pas adéquats parce que ces faits ne sont pas controversés et qu'aucune mise en valeur semblable n'est utilisée en ce qui concerne les faits allégués par les Philippines. S'agissant du soulignement, la Thaïlande ne voit pas bien pourquoi le Groupe spécial l'a utilisé.[360]

6.169 Les **Philippines** trouvent utile l'utilisation de l'italique et du préfixe "THA" devant les faits allégués par la Thaïlande. Elles ne voient pas bien pourquoi le Groupe spécial a souligné certaines dates. Elles suggèrent qu'il inclue une légende ou une description expliquant les différentes caractéristiques du graphique.[361]

6.170 Le **Groupe spécial** pense comme la Thaïlande que l'absence d'italique, de soulignement et de préfixe rendrait le graphique figurant sous le paragraphe 7.946 de son rapport intérimaire plus clair et il a modifié le graphique en conséquence.

---

[358] Nous notons que les Philippines ne contestent pas que les revendeurs de cigarettes nationales peuvent avoir le statut de société. Dans leur deuxième communication écrite, à la note de bas de page 467 relative au paragraphe 494, les Philippines ont indiqué: "même si les revendeurs de cigarettes nationales ne peuvent pas utiliser comme taxe en amont certaines des facilités ou toutes les facilités liées à la TVA, ils peuvent néanmoins réclamer la TVA en tant que dépense déductible aux fins de l'impôt sur les sociétés".

[359] Pièce PHL-182, tableau sous le paragraphe 15.2, page 9.

[360] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 71 à 73.

[361] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 167.

2. Aspects juridiques

6.171 La **Thaïlande** demande au Groupe spécial de réexaminer sa conclusion selon laquelle le système thaïlandais aux fins de réviser les déterminations de la valeur en douane est contraire à l'article X:3 b) du GATT de 1994.

6.172 Tout d'abord, la Thaïlande note que le Groupe spécial a établi que, pour qu'il y ait violation de l'article X:3 b), il fallait que "le processus qu'un Membre maintient pour réviser les mesures administratives se rapportant aux questions douanières, considéré dans son ensemble, présente un défaut systémique qui empêche que ces mesures soient révisées sans tarder par un tribunal indépendant".[362] Elle estime que les Philippines n'ont pas produit d'éléments de preuve suffisants pour montrer l'existence d'un tel défaut systémique. En particulier, les Philippines ont seulement établi que les [[xx.xxx.xx]] appels interjetés par un unique importateur (PM Thailand) et posant des questions juridiques semblables avaient été retardés. Entre-temps, cependant, [[xx.xxx.xx]] des [[xx.xxx.xx]] appels interjetés par l'importateur entre 2000 et 2002 avaient été achevés dans les moindres délais.[363] La Thaïlande demande au Groupe spécial de préciser comment, dans ces circonstances, il peut être considéré que le processus de recours de la BoA présente "dans son ensemble, … un défaut systémique qui empêche que des mesures soient révisées dans les moindres délais par le tribunal fiscal".[364]

6.173 Spécifiquement, la Thaïlande demande au Groupe spécial de clarifier le sens de sa déclaration figurant au paragraphe 7.1009 selon laquelle "le processus intermédiaire menant à la révision par le tribunal fiscal thaïlandais a la capacité de faire obstacle à une révision dans les moindres délais des mesures administratives par un tribunal indépendant".[365] Elle fait valoir que toute procédure administrative a effectivement la capacité de retarder des cas individuels. Partant, la déclaration du Groupe spécial pourrait être lue comme signifiant que la simple existence d'une procédure de révision administrative constitue un "défaut systémique qui empêche que des mesures soient révisées". La Thaïlande demande donc au Groupe spécial d'indiquer i) qu'il ne suggère pas que la simple existence de révisions administratives comme étapes intermédiaires avant la révision judiciaire viole l'article X:3 b) et ii) si c'est la simple possibilité qu'il y ait des retards ou plutôt l'existence de retards effectifs qui crée un "défaut systémique" dans le système thaïlandais.[366]

6.174 Les **Philippines** ne s'opposent pas à de plus amples clarifications concernant le paragraphe 7.1005. Elles soutiennent que pour évaluer un manquement systémique à l'obligation de pourvoir aux appels dans les moindres délais au sens de l'article X:3 b), le Groupe spécial doit tenir compte à la fois de la nature et de l'étendue des retards. Ici, les éléments de preuve en cause ne concernent pas des appels isolés mais plusieurs centaines d'appels, les retards sont considérables puisqu'ils atteignent parfois sept ans et ils sont dus à une série de mesures de la BoA qui se sont avérées dilatoires, s'agissant à la fois de demander des renseignements et de tenir des réunions avec PM Thailand. Les Philippines considèrent que ces retards n'auraient pas été possibles dans le cadre d'un système de révision compatible avec l'article X:3 b) du GATT de 1994.[367]

6.175 S'agissant du paragraphe 7.1009, les Philippines ne souscrivent pas à la lecture donnée par la Thaïlande du rapport intérimaire du Groupe spécial et croient plutôt comprendre que ce sont les retards non maîtrisés dans les étapes intermédiaires, et non la simple existence de procédures de

[362] Rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.1005.
[363] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 219; pièce THA-97.
[364] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 77, citant le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 7.1005.
[365] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 78.
[366] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 79.
[367] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 162 à 164.

révision administrative comme étapes intermédiaires, qui constitue une violation de l'article X:3 b) du GATT de 1994.

6.176 Premièrement, le **Groupe spécial** ne considère pas que la simple existence d'une révision administrative intermédiaire des décisions concernant la valeur en douane puisse violer l'article X:3 b). Le Groupe spécial rappelle sa déclaration figurant au paragraphe 7.1009 de son rapport intérimaire selon laquelle:

> "les Membres peuvent avoir un système selon lequel un premier appel d'une mesure administrative doit être interjeté auprès d'une instance de l'organisme chargé de l'application avant tout recours devant un organe indépendant. Nous ne considérons donc pas que l'existence de mesures intermédiaires préalables à une révision indépendante est en soi un défaut systémique qui empêche la Thaïlande de maintenir des procédures afin de réviser *dans les moindres délais* les mesures administratives conformément à l'article X:3 b)."

6.177 À notre avis, cette déclaration reflète clairement notre considération selon laquelle l'existence d'étapes intermédiaires préalables à une révision indépendante n'est *pas* en soi un défaut systémique qui empêche la Thaïlande de maintenir des procédures afin de réviser *dans les moindres délais* les mesures administratives conformément à l'article X:3 b).

6.178 Deuxièmement, le Groupe spécial confirme son point de vue selon lequel il y a violation de l'article X:3 b) lorsqu'un défaut systémique dans les procédures et institutions établies et/ou maintenues aux fins de réviser les décisions administratives empêche leur révision *dans les moindres délais*. Dans les circonstances factuelles de l'espèce, nous avons considéré que le nombre d'appels soumis aux retards en question ([[xx.xxx.xx]] appels) et la durée de ces retards (jusqu'à un maximum de sept ans) justifiaient la conclusion selon laquelle le système maintenu par la Thaïlande pour la révision prévue à l'article X:3 b) était vicié. Par conséquent, notre constatation de l'existence d'une violation de l'article X:3 b) en ce qui concerne le processus de révision maintenu par la Thaïlande à cette fin repose sur le fait que l'étendue des retards causés dans le processus d'appel de la BoA était excessive et suffisamment importante pour indiquer l'existence d'un certain défaut *systémique* dans ce processus de révision même. Autrement dit, le simple fait que l'existence de retards effectifs a été constatée dans le processus d'appel n'a pas contribué à notre conclusion.

6.179 La Thaïlande soutient aussi que les [[xx.xxx.xx]] appels interjetés par le même importateur ont été dûment révisés. Toutefois, cela n'affecte pas notre conclusion parce que le fait que ces [[xx.xxx.xx]] appels ont été révisés dans les moindres délais ne permet pas de nier le fait que dans le cadre du même système, des retards excessifs ont été causés dans un nombre notable d'autres appels.

6.180 Eu égard aux considérations qui précèdent, nous avons modifié les paragraphes 7.1005 et 7.1009 du rapport intérimaire afin de clarifier davantage notre raisonnement comme le demandait la Thaïlande.

F. AUTRES DEMANDES CONCERNANT LE RÉEXAMEN

1. Paragraphe 7.39 – observations de la Thaïlande

6.181 La **Thaïlande** a demandé au Groupe spécial de corriger le paragraphe 7.39 du rapport intérimaire car ce paragraphe résume les arguments des Philippines relatifs au mandat du Groupe spécial en ce qui concerne les mesures relatives à des MRSP qui avaient été remplacées ou étaient venues à expiration au lieu des arguments concernant les Avis relatifs aux MRSP d'août 2006 à septembre 2007. Les **Philippines** estiment que le Groupe spécial ne devrait pas accéder à la demande de la Thaïlande en vue de cette modification.

6.182 Le **Groupe spécial** fait observer que le paragraphe 7.39 rend compte des communications des Philippines au sujet des Avis relatifs aux MRSP d'août 2006 à septembre 2007 et il n'a donc pas modifié ce paragraphe.

2. [[xx.xxx.xx]] marchandises importées en tant que renseignements commerciaux confidentiels – observations de la Thaïlande

6.183 La **Thaïlande** a demandé au Groupe spécial de ne pas traiter comme des renseignements commerciaux confidentiels le nombre de marchandises importées en cause, à savoir [[xx.xxx.xx]]. Elle ne voit aucune raison de traiter le nombre des importations, déjà divulgué publiquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial des Philippines, comme "renseignements sensibles du point de vue financier ou commercial" qui "ne sont pas autrement disponibles dans le domaine public", au sens du paragraphe 1 des procédures de travail additionnelles du groupe spécial concernant les RCC. Elle craint aussi que la suppression des références aux [[xx.xxx.xx]] importations dans la version non RCC du rapport final ne crée une confusion sur le point de savoir si le Groupe spécial se prononçait sur les mesures effectivement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial des Philippines.[368]

6.184 Les **Philippines** considèrent que le nombre spécifique d'importations qui ont été effectuées pendant un délai défini est un renseignement commercial confidentiel et elles indiquent que même si la demande d'établissement d'un groupe spécial énumère les [[xx.xxx.xx]] importations, elle ne spécifie pas le nombre précis d'importations qui ont été effectuées dans une période définie, parce que la demande n'exclut pas la possibilité que d'autres importations aient été effectuées pendant la période mentionnée.[369]

6.185 Le **Groupe spécial** considère que le paragraphe 1 des procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant les RCC indique ce qui suit: "Les RCC s'entendent des renseignements sensibles du point de vue financier ou commercial présentés au Groupe spécial au cours de la présente procédure, qui i) ne sont pas autrement disponibles dans le domaine public et ii) sont clairement désignés en tant que RCC par les Philippines ou la Thaïlande dans leurs communications au Groupe spécial". Premièrement, nous notons que dans toutes leurs communications, les Philippines ont traité les [[xx.xxx.xx]] importations comme étant des RCC. Deuxièmement, nous reconnaissons que, comme la Thaïlande le soutient, ce nombre d'importations a été divulgué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial des Philippines. Toutefois, nous notons que dans cette demande, les Philippines ont fait référence à ces importations, dans le texte anglais, comme étant "*included*" (incluses) dans "les différentes déterminations faites par les douanes thaïlandaises pour les cigarettes importées en provenance des Philippines ..." et que, de ce fait, la demande d'établissement d'un groupe spécial n'indique pas clairement s'il s'agissait de toutes les importations effectuées durant la période en cause ou s'il existait davantage d'importations. Partant, le Groupe spécial pense comme les Philippines que même si la demande d'établissement d'un groupe spécial énumérait les [[xx.xxx.xx]] importations, elle n'indiquait pas qu'il s'agissait des seules importations dans une période spécifique et, par conséquent, les renseignements ne sont pas disponibles dans le domaine public. S'agissant de la crainte de la Thaïlande que la suppression de la référence aux [[xx.xxx.xx]] importations dans la version non RCC du rapport final ne crée une confusion sur le point de savoir si le Groupe spécial se prononçait sur les mesures effectivement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial des Philippines, nous notons que dans notre rapport et dans nos constatations, nous faisons référence aux [[xx.xxx.xx]] importations *en cause* et que par conséquent, il est clair que nous traitons des importations énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial des Philippines, et non d'autres importations. Par conséquent, le Groupe spécial décide de ne pas apporter de

[368] Observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 90 et 91.
[369] Observations des Philippines sur les observations de la Thaïlande sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphe 167.

modifications à son rapport final et de traiter les [[xx.xxx.xx]] importations comme étant confidentielles.

3. Paragraphe 7.436 – Observations des Philippines

6.186 Les **Philippines** font valoir que, pour examiner l'étude de TNS qu'elles ont communiquée en tant que pièce PHL-111a, le Groupe spécial a mélangé les nombres correspondant aux taux d'adoption et d'abandon applicables à *Marlboro* et à *L&M*. Elles demandent au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.436 de son rapport intérimaire de façon à refléter le nombre correct respectivement applicable à chaque marque et d'ajouter la référence pertinente aux numéros de pages de l'étude.[370] En l'absence de toute observation de la part de la Thaïlande, le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe 7.436 de son rapport intérimaire en conséquence.

4. Paragraphe 7.467 – Observations des Philippines

6.187 Les **Philippines** contestent la déclaration figurant au paragraphe 7.467 du rapport intérimaire du Groupe spécial selon laquelle "[i]l n'apparaît pas que les Philippines remettent en cause la méthode à appliquer pour établir les MRSP". Elles soulignent que la Thaïlande n'avait pas publié de méthode à appliquer, qu'elle a seulement décrit une méthode globale mais que, comme elles l'ont montré, la Thaïlande s'est écartée de cette méthode pour déterminer les MRSP en cause dans le présent différend. En conséquence, elles ne connaissent pas la méthode globale devant être appliquée par la Thaïlande.[371] Elles demandent donc au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.467 de son rapport intérimaire et suggèrent un libellé à cet égard. En l'absence d'objection de la part de la Thaïlande, le **Groupe spécial** a modifié le paragraphe 7.467 en conséquence.

5. Erreurs typographiques et observations d'ordre matériel

6.188 Les **Philippines** ont demandé que des modifications soient apportées à la note de bas de page 428 relative au paragraphe 7.916, aux paragraphes 7.444, 7.445 et 7.446 du rapport intérimaire du Groupe spécial, et elles ont formulé quelques observations d'ordre matériel, dans une version indiquant les changements apportés au rapport intérimaire.

6.189 La **Thaïlande** ne s'est opposée à aucune de ces demandes et observations, même si elle a noté que certaines des observations des Philippines paraissaient faire intervenir des modifications stylistiques et non pas de simples modifications typographiques et elle a demandé au Groupe spécial de ne pas travailler à partir de la version des Philippines indiquant les changements.

6.190 La Thaïlande a par ailleurs demandé que des modifications soient apportées aux paragraphes 7.51, 7.60, 7.61, 7.999, 8.3 a) et au titre VII.E du rapport intérimaire du Groupe spécial et elle a formulé certaines observations d'ordre matériel.

6.191 Le **Groupe spécial** a travaillé à partir de la version originale de son rapport intérimaire, et non à partir de la version des Philippines indiquant les changements. En outre, comme cela est noté ci-dessus, le Groupe spécial a intégré toutes les autres observations des parties concernant les erreurs typographiques figurant dans le rapport intérimaire et il a modifié le rapport dans la mesure où il le jugeait nécessaire.

[370] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 85 à 87.
[371] Observations des Philippines sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, paragraphes 88 à 93.

VII. CONSTATATIONS

A. APERÇU DES QUESTIONS DONT EST SAISI LE GROUPE SPECIAL

7.1 En l'espèce, les Philippines formulent des allégations concernant certaines mesures douanières et fiscales thaïlandaises visant les cigarettes importées en provenance des Philippines. Elles allèguent que ces mesures sont contraires aux obligations de la Thaïlande au titre de diverses dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane et des articles III:2, III:4 et X du GATT de 1994.

7.2 S'agissant de l'Accord sur l'évaluation en douane, les Philippines estiment que les douanes thaïlandaises ont indûment rejeté les valeurs transactionnelles des cigarettes importées qui ont été dédouanées entre le 11 août 2006 et le 13 septembre 2007, en violation de l'article 1:1 et 1:2 a). Elles allèguent en outre que les douanes thaïlandaises ont appliqué la méthode d'évaluation déductive d'une manière incompatible avec les obligations au titre des articles 5 et 7 pour déterminer la valeur en douane des cigarettes en cause. Les Philippines considèrent également que la Thaïlande a manqué aux obligations procédurales énoncées tant à l'article 10 – ne pas divulguer les renseignements de nature confidentielle – qu'à l'article 16 – fournir une explication de la manière dont la valeur en douane finale a été déterminée.

7.3 Les Philippines contestent également un certain nombre de mesures visant les cigarettes importées dans le cadre du régime thaïlandais de TVA. Elles allèguent que la Thaïlande détermine la base d'imposition pour appliquer la TVA aux cigarettes importées d'une manière telle que les cigarettes importées sont soumises à une TVA supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires, et qu'elle enfreint ainsi la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Les Philippines allèguent en outre que les cigarettes importées sont également soumises à une TVA supérieure à celle qui est appliquée aux cigarettes nationales similaires, en violation de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994, du fait de l'exemption de TVA accordée uniquement aux revendeurs de cigarettes nationales. La taxe supérieure qui frappe les revendeurs de cigarettes importées va également de pair, d'après les allégations, avec des prescriptions administratives additionnelles imposées à ceux qui vendent des cigarettes importées. Il en résulte un traitement moins favorable des cigarettes importées, en violation de l'article III:4.

7.4 Enfin, les Philippines affirment que la Thaïlande manque à diverses obligations au titre de l'article X du GATT de 1994 en rapport avec ses mesures douanières et fiscales. Elles allèguent que la Thaïlande viole l'article X:1 en ne publiant pas les lois et règlements relatifs à la détermination d'une TVA pour les cigarettes et à la libération d'une garantie imposée par la procédure d'évaluation en douane. Les Philippines contestent également le système du gouvernement thaïlandais voulant que certains fonctionnaires siègent aussi au Conseil d'administration du TTM, un fabricant de cigarettes appartenant à l'État, un système qui, d'après les Philippines, est incompatible avec les obligations souscrites au titre de l'article X:3 a) d'appliquer les questions douanières d'une manière raisonnable et impartiale. Il est également allégué que la Thaïlande viole l'article X:3 a) du fait des retards déraisonnables allégués dans le processus de révision par la BoA des appels interjetés contre les déterminations de la valeur en douane. Les déterminations de la base d'imposition de la TVA établies par le Département des droits d'accise thaïlandais et le fait qu'il recourt à une valeur de garantie pour calculer les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision sont, d'après les allégations des Philippines, non uniformes, déraisonnables et partiales, et contreviennent donc à l'article X:3 a). Les Philippines allèguent en outre que la Thaïlande n'a pas maintenu de tribunal ou de procédure indépendants pour réviser dans les moindres délais les mesures administratives concernant les questions douanières, en particulier les décisions relatives à la valeur en douane et les décisions concernant les garanties, contrairement aux obligations au titre de l'article X:3 b).

B. QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

1. Mandat

a) Allégation des Philippines au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne l'application par la Thaïlande de son système de TVA

i) Principaux arguments des parties

7.5 La **Thaïlande** estime que l'allégation des Philippines selon laquelle elle n'applique pas son système de TVA conformément à l'article X:3 a) ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elle ne figure pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines.[372] Elle fait valoir que les allégations des Philippines au titre de l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994 sont formulées aux paragraphes 3 à 11 de la section II de leur demande d'établissement d'un groupe spécial[373], dans laquelle la seule référence au système de TVA thaïlandais se trouve au paragraphe 5. D'après la Thaïlande, cette section de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines se réfère cependant à une mesure différente du système de TVA, à savoir les "liens" entre le TTM et d'autres organismes gouvernementaux thaïlandais dont il est allégué qu'ils sont indus.[374] En d'autres termes, cette allégation n'a rien à voir avec la question de savoir si l'établissement par la Thaïlande de MRSP (système de TVA) est compatible avec l'article X:3 a).

7.6 Les Philippines formulent leurs allégations concernant le système de TVA de la Thaïlande aux paragraphes 25 à 30 de la section V de la demande d'établissement d'un groupe spécial, mais aucun de ces paragraphes ne fait référence à l'article X:3 a) du GATT de 1994. Ainsi, rien dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines ne donne à penser que ces dernières entendaient présenter une allégation au titre de l'article X:3 a) concernant la façon dont la Thaïlande calculait les MRSP. La Thaïlande estime que les Philippines n'ont pas "établi[ ] explicitement un lien" entre l'absence de critères d'application générale et l'utilisation de valeurs de garantie pour calculer les MRSP, d'une part, et les obligations découlant de l'article X:3 a) du GATT de 1994, de l'autre, d'une manière qui "énonce clairement le problème".[375] En particulier, la demande d'établissement d'un groupe spécial ne contient aucune référence aux allégations voulant que la Thaïlande applique les mesures concernant la TVA d'une manière *non uniforme*.[376] L'article X:3 a) énonce trois obligations distinctes et juridiquement indépendantes – appliquer les lois et les règlements d'une manière *uniforme*, *impartiale* et *raisonnable*[377], mais la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines n'indique pas que la Thaïlande a manqué à

---

[372] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 304 et 305.

[373] Voir le document WT/DS371/3, 6 octobre 2008, paragraphes 3 à 11.

[374] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 305.

[375] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 305; deuxième communication écrite, paragraphe 311. La Thaïlande se réfère à ce que dit l'Organe d'appel dans son rapport *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*:

> "Il s'ensuit par conséquent que, pour qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial "énonce clairement le problème", elle doit établir explicitement un lien entre la ou les mesure(s) contestée(s) et la ou les disposition(s) des accords visés dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes, afin que la partie défenderesse soit informée du fondement concernant l'annulation ou la réduction alléguée d'avantages de la partie plaignante. Ce n'est qu'avec un tel lien entre la ou les mesure(s) et la ou les disposition(s) pertinente(s) qu'un défendeur peut savoir à quelle argumentation [il] doit répondre et … commencer à préparer sa défense." (paragraphe 162)

[376] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 312.

[377] La Thaïlande fait référence au rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.383.

l'obligation qui lui incombait d'administrer les lois et les règlements d'une "manière non uniforme".[378] On ne pouvait pas s'attendre à ce que, à la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines, la Thaïlande comprenne que les Philippines présenteraient ces requêtes particulières.

7.7 La Thaïlande avance en outre que la base factuelle de cette allégation est entièrement constituée par les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006 et de mars 2007, qui ne relèvent *pas* du mandat du Groupe spécial parce qu'ils ne figurent pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines et qu'ils n'étaient pas en vigueur à la date d'établissement du Groupe spécial.[379]

7.8 Les **Philippines** affirment que leur demande d'établissement d'un groupe spécial est conforme à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dans la mesure où elle a explicitement établi un lien entre l'application des mesures concernant la TVA énumérées et l'article X:3 a), qui est "*une disposition d'un accord particulier qui a été identifiée*".[380] De l'avis des Philippines, l'article 6:2 établit deux prescriptions pour une demande d'établissement d'un groupe spécial: elle doit "indiquer les mesures spécifiques en cause" et "conte[nir] un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème". Les Philippines estiment que la Thaïlande ne fait pas valoir qu'elles n'ont pas "indiqué les *mesures [de TVA] spécifiques*". Ces mesures sont énumérées au paragraphe 26 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, auquel renvoie le paragraphe 5.

7.9 Les Philippines font valoir que la Thaïlande confond leur *allégation* au titre de l'article X:3 a) concernant le système de TVA thaïlandais avec les *arguments* avancés à l'appui de cette allégation et d'autres allégations.[381] Par conséquent, de l'avis des Philippines, la Thaïlande affirme à tort que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 parce que cette demande ne "donne [pas] à penser" que les Philippines "ont eu l'intention de formuler une allégation au titre de l'article X:3 a) concernant *la façon dont la Thaïlande calculait les MRSP*".[382] De l'avis des Philippines, une telle assertion n'est pas requise par l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dans la mesure où il s'agit d'un *argument* et non d'une *mesure* ou d'une *allégation*.[383] Faisant référence à une constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, les Philippines soutiennent que l'article 6:2 ne prescrit pas d'expliquer dans une demande d'établissement d'un groupe spécial *pourquoi* les instruments juridiques énumérés dans ladite demande sont appliqués d'une manière incompatible avec l'article X:3 a).

[378] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 312.

[379] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 306, qui cite les paragraphes 194 à 202 de la même communication.

[380] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 232 (italique dans l'original). Les Philippines se réfèrent également à l'assertion de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, d'après laquelle une demande d'établissement d'un groupe spécial doit établir explicitement un lien entre la ou les mesure(s) contestée(s) et la ou les disposition(s) des accords visés dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes.

[381] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 229.

[382] Première déclaration orale des Philippines, paragraphes 230 et 231.

[383] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 233, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 153.

ii) Analyse du Groupe spécial

7.10 Dans la présente procédure, les Philippines ont formulé quatre allégations au titre de l'article X:3 a), y compris une allégation selon laquelle la Thaïlande viole l'article X:3 a) en appliquant *le système de TVA* d'une manière non uniforme, déraisonnable et partiale.[384] La Thaïlande soutient que l'allégation des Philippines au titre de l'article X:3 a) concernant l'application par la Thaïlande du système de TVA ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce qu'elle est incompatible avec les obligations énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En particulier, la Thaïlande fait valoir que les Philippines n'ont pas explicitement établi un lien entre l'absence de critères d'application générale et l'utilisation de valeurs de garantie pour calculer les MRSP et les obligations découlant de l'article X:3 a) du GATT de 1994 d'une manière qui "énonce clairement le problème".[385] Les Philippines affirment que leur demande d'établissement d'un groupe spécial est conforme à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dans la mesure où elle établit explicitement un lien entre l'application des mesures relatives à la TVA énumérées et l'article X:3 a), qui est "une disposition d'un accord particulier qui a été identifiée".[386]

7.11 L'article 7:1 du Mémorandum d'accord définit le mandat des groupes spéciaux de la manière suivante:

> "Les groupes spéciaux auront le mandat ci-après, à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement dans un délai de 20 jours à compter de l'établissement du groupe spécial:
>
> > "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes de (nom de l'(des) accord(s) visé(s) cité(s) par les parties au différend), la question portée devant l'ORD par (nom de la partie) dans le document ...; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler des recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans ledit (lesdits) accord(s)."

7.12 Le document concernant le Groupe spécial établi à la demande des Philippines en l'espèce indique ce qui suit:

> "À sa réunion du 17 novembre 2008, l'Organe de règlement des différends (ORD) a établi un groupe spécial conformément à l'article 6 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (WT/DSB/M/259), doté du mandat type, pour qu'il examine la question portée devant l'ORD par les Philippines dans le document WT/DS371/3."[387]

---

[384] Première communication écrite des Philippines, rubrique V.C iv); première déclaration orale des Philippines, rubrique VII.D.2; deuxième communication écrite des Philippines, rubrique V.F; deuxième déclaration orale des Philippines, rubrique V.F. La section V de la première communication écrite des Philippines concerne leurs allégations relatives à l'Accord sur l'évaluation en douane. Les Philippines indiquent une section distincte (la section III) dans leur première communication écrite s'agissant de leurs allégations au titre de l'article X du GATT de 1994 concernant le double rôle que jouent les hauts fonctionnaires thaïlandais, les retards injustifiés de la procédure de la BoA et l'allégation selon laquelle la Thaïlande ne prévoit pas de recours en ce qui concerne l'imposition de garanties.

[385] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 305; deuxième communication écrite, paragraphe 311.

[386] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 232.

[387] WT/DS371/4 (distribué le 17 février 2009).

7.13 Par conséquent, le Groupe spécial chargé du présent différend est doté du mandat type, qui est régi par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines. Étant donné que l'article 6:2 du Mémorandum d'accord est la disposition qui régit les critères applicables à une demande d'établissement d'un groupe spécial, nous examinerons en premier lieu le texte dudit article.

7.14 L'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Dans le cas où la partie requérante demande l'établissement d'un groupe spécial dont le mandat diffère du mandat type, sa demande écrite contiendra le texte du mandat spécial proposé."

7.15 Dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, l'Organe d'appel a précisé que l'article 6:2 contenait quatre éléments distincts concernant la demande d'établissement d'un groupe spécial:

> "La demande doit: i) être présentée par écrit; ii) préciser si des consultations ont eu lieu; iii) indiquer les mesures spécifiques en cause; et iv) contenir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème."[388]

7.16 L'Organe d'appel a en outre précisé que, pour la quatrième prescription susmentionnée, seul était exigé un exposé – et celui-ci pouvait être bref – du fondement juridique de la plainte mais que l'exposé devait, en tout état de cause, être "suffisant pour énoncer clairement le problème".[389] Pour qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial "énonce clairement le problème", le plaignant doit *établir explicitement un lien* entre la ou les mesures contestée(s) et la ou les disposition(s) des accords visés dont il est allégué qu'elles ont été enfreintes, afin que la partie défenderesse soit informée du fondement concernant l'annulation ou la réduction alléguée d'avantages de la partie plaignante.[390]

7.17 Nous allons examiner la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines pour déterminer si leur allégation au titre de l'article X:3 a) concernant l'application du système de TVA thaïlandais est dûment formulée conformément au critère prévu à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Les Philippines formulent leurs allégations concernant le système de TVA thaïlandais dans la section V de leur demande d'établissement d'un groupe spécial de la manière suivante:

> "V. ALLÉGATIONS RELATIVES AU RÉGIME DE LA THAÏLANDE APPLICABLE À LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE ("TVA")
>
> 26. D'après ce que les Philippines croient comprendre, la Thaïlande administre le régime applicable à la TVA pour les cigarettes au moyen de mesures incluant:
>
> ...
>
> 27. Les MRSP applicables aux marques de cigarettes importées, y compris celles qui sont exportées par les Philippines, sont fixés à des niveaux nettement plus élevés

[388] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 120.
[389] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 120.
[390] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 162.

> que les MRSP applicables aux marques nationales similaires et/ou directement concurrentes ou directement substituables. En outre, les MRSP applicables aux cigarettes importées sont fixés à un niveau nettement supérieur au prix de vente au détail réel de ces cigarettes, tandis que les MRSP applicables aux cigarettes nationales sont fixés au niveau du prix de vente au détail réel de ces cigarettes. Les MRSP plus élevés applicables aux produits importés entraînent une charge fiscale plus élevée pour ces produits que pour les produits nationaux similaires et/ou directement concurrents ou directement substituables, et confèrent ainsi une protection aux produits nationaux. Par conséquent, les Philippines considèrent que la TVA imposée sur les produits importés du fait de ces mesures est incompatible avec l'article III:2, première et deuxième phrases, du GATT de 1994.
>
> 28. La Thaïlande n'a pas non plus publié les règlements relatifs à la détermination des MRSP, qui constituent l'assiette fiscale pour l'imposition de la TVA sur les cigarettes nationales et les cigarettes importées. Ce manquement constitue une violation de l'article X:1 du GATT de 1994. De plus, la Thaïlande n'a pas publié les règles régissant le remboursement de la TVA en cas de révision du MRSP ou d'un élément s'y rapportant, ce qui donne lieu à une autre violation de l'article X:1 du GATT de 1994. Enfin, le fait que la Thaïlande n'accorde pas, dans ces circonstances, le remboursement du trop-perçu au titre de la TVA est contraire à l'article III:2 du GATT de 1994."

7.18 Après avoir indiqué au paragraphe 26 de leur demande les mesures par le biais desquelles la Thaïlande administre le régime thaïlandais applicable à la TVA, les Philippines indiquent, aux paragraphes 27 et 28, que l'article X:1 et l'article III:2 du GATT de 1994 sont les dispositions juridiques dont elles allèguent qu'elles ont été enfreintes par la Thaïlande eu égard à divers aspects de son régime de TVA. L'article X:3 a) n'est donc pas répertorié dans la section V de leur demande d'établissement d'un groupe spécial, c'est-à-dire dans la section particulière dans laquelle la Thaïlande indique les mesures relatives à la TVA qui sont pertinentes.

7.19 Les Philippines font valoir qu'elles ont explicitement établi un lien entre l'application des mesures relatives à la TVA énumérées et l'article X:3 a).[391] Nous reconnaissons que les Philippines ont bien indiqué dans la section V de leur demande d'établissement d'un groupe spécial les mesures spécifiques en cause relatives à la TVA, comme cela a été mentionné plus haut. S'agissant du lien allégué entre ces mesures concernant la TVA et la disposition d'un accord particulier avec laquelle les Philippines font valoir que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible, à savoir l'article X:3 a) en l'occurrence, nous croyons comprendre que les Philippines se réfèrent à l'article X:3 a) tel que mentionné dans la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.20 La section II, telle qu'elle est citée au paragraphe 7.24 ci-après, précise toutefois que les allégations des Philippines au titre de l'article X:3 a) et X:3 b) concernent, entre autres choses, les trois actions suivantes du gouvernement thaïlandais: i) les nombreux liens institutionnels et personnels entre le TTM et le gouvernement thaïlandais; ii) des retards injustifiés dans la procédure de la BoA; et iii) le fait que la Thaïlande ne prévoit pas de recours en ce qui concerne l'imposition de garanties. Par conséquent, les objets des contestations des Philippines au titre de l'article X:3 a) et X:3 b) mentionnés dans la section II de la demande des Philippines n'incluent pas les mesures relatives à la TVA qui sont indiquées dans la section V de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines.

[391] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 232.

7.21 À cet égard, l'Organe d'appel, dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, a précisé plus avant les deux prescriptions distinctes de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, à savoir l'indication des *mesures spécifiques en cause* et la fourniture d'un *bref exposé du fondement juridique de la plainte* (soit les *allégations*). De l'avis de l'Organe d'appel, la mesure en cause est bien *ce qui* est contesté par le Membre plaignant mais, en revanche, le fondement juridique de la plainte, à savoir l'"allégation", concerne la disposition spécifique de l'accord visé qui énonce l'obligation dont il est allégué qu'elle a été violée. L'Organe d'appel a expliqué que le bref exposé du fondement juridique de la plainte exigé par l'article 6:2 du Mémorandum d'accord visait à expliquer succinctement *comment* ou *pourquoi* la mesure en cause était considérée par le Membre plaignant comme contraire à l'obligation en question dans le cadre de l'OMC et que ce bref exposé devait être suffisant pour énoncer clairement le problème.[392]

7.22 Au paragraphe 5 de la section II en particulier, les Philippines allèguent que les nombreux liens institutionnels et personnels entre le TTM et le gouvernement thaïlandais[393] *entraînent* des conflits d'intérêts et une application partiale et déraisonnable des mesures fiscales et douanières thaïlandaises. Elles affirment en outre dans le même paragraphe qu'"en particulier, la Thaïlande [applique] d'une manière partiale et déraisonnable … les mesures relatives à la taxe sur la valeur ajoutée ("TVA") visées au paragraphe 26". Quand on lit conjointement ces phrases, l'action du gouvernement thaïlandais que contestent les Philippines au paragraphe 5 de la section II de la demande d'établissement d'un groupe spécial, ce sont les liens institutionnels et personnels allégués entre le TTM et le gouvernement thaïlandais, dont il est allégué qu'ils entraînent une application partiale et déraisonnable des mesures relatives à la TVA indiquées au paragraphe 26. À notre avis, cette référence aux mesures relatives à la TVA est ce qui correspond à un bref exposé du fondement juridique de l'allégation des Philippines au titre de l'article X:3 a): les Philippines expliquent comment le lien en question entre le TTM et le gouvernement thaïlandais, lequel est l'objet de leur contestation, entraîne un manquement aux obligations de la Thaïlande au titre de l'article X:3 a). Par ailleurs, les mesures thaïlandaises relatives à la TVA, qui sont l'un des *objets* des contestations des Philippines en l'espèce, sont indiquées dans la section V de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.23 Dans ces conditions, nous ne considérons pas que les Philippines ont expliqué succinctement *comment* ou *pourquoi* il fallait considérer que la Thaïlande avait violé l'article X:3 a) par le biais de ses mesures relatives à la TVA, telles qu'indiquées dans une section différente de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Autrement dit, le problème posé par le système de TVA ou par l'application par la Thaïlande dudit système dans le contexte de l'article X:3 a) n'est pas énoncé clairement de façon à satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

7.24 Ce décalage entre l'indication de ce qui est contesté (le système de TVA thaïlandais) et la question de savoir *comment* ou *pourquoi* les Philippines considèrent que ces mesures spécifiques enfreignent l'article X:3 a) est d'autant plus évident quand nous comparons la manière dont les

---

[392] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphes 129 et 130.

[393] Nous rappelons ce qu'a dit l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*: "un plaignant est en droit d'inclure dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial une allégation d'incompatibilité avec un accord visé de toute mesure qui peut être soumise à une procédure de règlement des différends à l'OMC". Rappelant les indications données par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, à savoir qu'"[e]n principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC [pouvait] être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends", l'Organe d'appel a ajouté: "[d]ès lors qu'il est satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 relatives à la spécificité, nous ne voyons pas pourquoi un Membre ne pourrait pas indiquer dans une demande d'établissement d'un groupe spécial "tout acte ou omission" imputable à un autre Membre comme étant la mesure en cause" (rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 133, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81).

Philippines ont énoncé cette allégation avec la structure globale de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elles ont présentée et leur autre allégation au titre de l'article X:3 a) concernant d'autres taxes intérieures.[394] Par exemple, les Philippines ont scindé leur demande d'établissement d'un groupe spécial en cinq sections, en fonction principalement du type de mesures thaïlandaises qu'elles contestent en l'espèce.[395] Exception faite de la section introductive, la seule section qui s'écarte de cette structure est la section II, dans laquelle les Philippines présentent comme suit leurs allégations générales au titre de l'article X:3 a):

> "II. ALLÉGATIONS AU TITRE DES ARTICLES X:3 A) ET X:3 B) DU GATT DE 1994
>
> ...
>
> 5. Ces nombreux liens institutionnels et personnels entre le TTM et le gouvernement thaïlandais entraînent des conflits d'intérêts et une [application] partiale et déraisonnable des mesures fiscales et douanières thaïlandaises. En particulier, la Thaïlande administre d'une manière partiale et déraisonnable:
>
> - les mesures relatives à l'évaluation en douane visées au paragraphe 13;
> - les mesures relatives aux droits d'accise visées au paragraphe 19;
> - les mesures relatives à la taxe sanitaire visées au paragraphe 20;
> - les mesures relatives à la redevance télévision visées au paragraphe 21; et
> - les mesures relatives à la taxe sur la valeur ajoutée ("TVA") visées au paragraphe 26.[396]
>
> ...
>
> 8. De plus, la Thaïlande n'applique ni les mesures relatives à l'évaluation en douane ni les mesures liées à la TVA d'une manière raisonnable, du fait de retards injustifiés dans la prise de décisions administratives. Par exemple, la Commission des recours, un tribunal administratif relevant du Ministère des finances qui exerce ses activités conformément à l'article 112*sexies* et à l'article 112*undevicies* de la Loi

[394] Dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, l'Organe d'appel a confirmé ce qu'il avait clarifié auparavant, à savoir que "[p]our déterminer la portée des allégations qui [étaie]nt exposées dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, il fa[llai]t interpréter la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son intégralité" (rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 168, faisant référence aux rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE II)*, paragraphes 66 à 68, et *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127). L'Organe d'appel a par conséquent indiqué qu'il serait en mesure de conclure que la demande d'établissement d'un groupe spécial incluait une contestation du système d'administration des douanes des Communautés européennes dans son ensemble ou globalement uniquement s'il était convaincu que la demande d'établissement d'un groupe spécial, lue dans son intégralité, exposait cette allégation d'une manière "suffisant[e] pour énoncer clairement le problème".

[395] La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines (WT/DS371/3) est structurée de la manière suivante: section I (Introduction); section II (Allégations au titre de l'article X:3 a) et X:3 b) du GATT de 1994); section III (Allégations relatives à l'évaluation en douane); section IV (Allégations relatives au régime applicable aux droits d'accise, à la taxe sanitaire et à la redevance télévision); et section V (Allégations relatives au régime de la Thaïlande applicable à la taxe sur la valeur ajoutée ("TVA")).

[396] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines (WT/DS371/3), paragraphe 5.

douanière et devant lequel tout appel d'une décision en matière d'évaluation en douane est initialement interjeté, a un important arriéré d'appels interjetés par l'importateur qui remonte jusqu'à mars 2003. Ces retards excessifs enfreignent l'article X:3 a) et X:3 b), qui exige des Membres de l'OMC qu'ils maintiennent des tribunaux afin de "réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières".

...

10. Enfin, la Thaïlande ne prévoit pas de révision judiciaire ou de réexamen administratif des décisions prises par les autorités douanières concernant l'imposition et le recouvrement des garanties, dans l'attente de l'établissement d'un avis d'estimation, en ce qui concerne les droits de douane et les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision qui peuvent devenir exigibles. Étant donné qu'il a fallu à la Thaïlande 16 mois pour établir des avis d'estimation et que les garanties sont recouvrées soit en tant que garanties bancaires, soit en espèces pour le montant total des droits potentiellement exigibles, le fait de refuser le recours à une révision judiciaire ou à un réexamen administratif n'est pas une [application] raisonnable au titre de l'article X:3 a). De même, cela est contraire à l'obligation de "réviser dans les moindres délais" les mesures administratives se rapportant aux questions douanières."

7.25 Dans la section II de leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les Philippines ont par conséquent clairement énoncé leurs autres allégations au titre de l'article X:3 a) en l'espèce, en les reliant aux mesures particulières en cause dont elles allèguent qu'elles enfreignent les obligations découlant de cette disposition.

7.26 De surcroît, nous observons qu'à la différence de ce qu'elles ont fait pour le système de TVA en tant que mesure, les Philippines ont présenté une allégation au titre de l'article X:3 a) concernant les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision de la Thaïlande dans la section IV de leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Plus précisément, au paragraphe 23 de la demande d'établissement d'un groupe spécial, les Philippines affirment que "[l]e fait que la Thaïlande ne prévoit pas de telles procédures et qu'elle n'accorde par le remboursement du trop-perçu pour ces taxes ... constitue aussi une [application] partiale et déraisonnable des mesures visées aux paragraphes 19, 20 et 21, contrairement à l'article X:3 a) du GATT de 1994". Ainsi, lorsque les Philippines ont eu l'intention de formuler une allégation particulière concernant une certaine mesure, elles l'ont fait avec clarté dans la section pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial. S'agissant en revanche des mesures thaïlandaises relatives à la TVA, les Philippines n'ont pas clairement énoncé le problème que posent ces mesures au regard des obligations découlant de l'article X:3 a). Nous ne considérons pas que, sur la base de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines, la Thaïlande pouvait être au courant de l'allégation des Philippines au titre de l'article X:3 a) concernant les mesures thaïlandaises relatives à la TVA, en particulier s'agissant de savoir comment ou pourquoi les mesures thaïlandaises relatives à la TVA indiquées au paragraphe 26 devaient être considérées comme enfreignant l'article X:3 a).[397] Par conséquent, nous constatons que

[397] L'Organe d'appel a dit que "[l]a question fondamentale pour évaluer des allégations de préjudice [était] celle de savoir si une partie défenderesse a[vait] été informée des allégations présentées par la partie plaignante, d'une manière suffisante pour lui permettre de se défendre" (rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 95). Dans ce différend, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

"Pour évaluer les allégations de préjudice formulées par la Thaïlande, nous jugeons pertinent le fait que, même si la Thaïlande a demandé au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire sur le caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Pologne en ce qui concerne les articles 5 et 6 de l'*Accord antidumping* au moment où elle a déposé sa première communication écrite, elle n'en a alors pas fait autant pour les allégations formulées par la Pologne au titre des articles 2 et 3 de cet accord. Nous

l'allégation formulée par les Philippines au titre de l'article X:3 a) en ce qui concerne le système de TVA thaïlandais ne relève pas du mandat du Groupe spécial.

b) Allégation des Philippines au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 en ce qui concerne l'application par la Thaïlande des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision

i) Principaux arguments des parties

7.27 Dans sa deuxième communication écrite, la **Thaïlande** allègue que les Philippines n'ont pas "établi un lien explicite" entre l'utilisation de bases d'imposition illicites pour calculer les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision et les obligations de la Thaïlande au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994.[398] La Thaïlande fait valoir que ces questions ne sont même pas mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines. En omettant toute référence à ces questions, les Philippines n'ont pas décrit leurs allégations d'une manière suffisante pour énoncer clairement les problèmes pertinents. On ne pouvait s'attendre à ce que, à la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial, la Thaïlande sache que les Philippines formuleraient ces allégations spécifiques.

7.28 En particulier, la demande d'établissement d'un groupe spécial ne mentionne aucunement des allégations selon lesquelles la Thaïlande applique les mesures concernant les droits d'accise, la redevance télévision et la taxe sanitaire d'une manière *non uniforme*.[399] Si l'article X:3 a) énonce bien trois obligations distinctes et juridiquement indépendantes – appliquer les lois et les règlements d'une manière *uniforme*, *impartiale* et *raisonnable*[400], la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines ne précise pas que la Thaïlande a manqué à son obligation d'appliquer les lois et les règlements d'une manière "non uniforme".[401] La Thaïlande ne pouvait pas être à même de déduire de la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'elle devrait répondre à deux allégations concernant l'application "non uniforme" des droits d'accise, de la redevance télévision et de la taxe sanitaire. La Thaïlande affirme qu'en l'espèce la "simple mention" de l'article X:3 a) ne constitue pas une description du fondement juridique des allégations formulées par les Philippines d'une manière qui suffise à "énoncer clairement le problème" et ne permettait pas à la Thaïlande de savoir à quel argument elle devait répondre. La Thaïlande souligne que, dans des circonstances similaires, des groupes spéciaux antérieurs de l'OMC ont établi que la simple mention d'une disposition contenant de multiples obligations ne suffisait pas à satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[402]

---

devons donc en conclure que la Thaïlande n'estimait pas à ce moment-là qu'elle avait besoin de précisions additionnelles au sujet de ces allégations, d'autant que nous notons que la Pologne a encore précisé ses allégations dans sa première communication écrite. Cela nous donne fortement à penser que la Thaïlande n'a subi aucun préjudice du fait d'un manque de clarté de la demande d'établissement d'un groupe spécial."

[398] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 309 à 314.

[399] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 312.

[400] La Thaïlande fait référence au rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.383.

[401] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 312.

[402] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 312, faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures compensatoires sur certains produits en provenance des CE (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.50.

ii) Analyse du Groupe spécial

7.29 Pour les raisons expliquées au paragraphe 7.25 ci-dessus, nous sommes d'avis que les Philippines ont indiqué les mesures spécifiques se rapportant au régime d'accise thaïlandais, à la taxe sanitaire et à la redevance télévision et qu'elles ont explicitement établi le lien entre ces mesures et leur allégation au titre de l'article X:3 a), conformément au critère énoncé à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

7.30 La Thaïlande fait valoir en outre, toutefois, que l'allégation des Philippines au titre de l'article X:3 a) concernant le régime d'impositions intérieures thaïlandais ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce que, alors que l'article X:3 a) énonce trois obligations distinctes et juridiquement indépendantes – celles d'appliquer les lois et les règlements d'une manière *uniforme*, *impartiale* et *raisonnable* – la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines n'indique pas que la Thaïlande a manqué à l'obligation d'appliquer les lois et les règlements d'une manière "non uniforme".

7.31 Nous rappelons l'affirmation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* selon laquelle la simple mention d'un *article* peut, en elle-même et à elle seule, ne pas satisfaire au critère de clarté. Par contre, la question de savoir si la demande d'établissement d'un groupe spécial est suffisante du point de vue d'une allégation particulière doit être examinée au cas par cas, en se demandant si le fait que l'article a été uniquement mentionné "a porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre".[403] Nous ne sommes cependant pas convaincus que le critère énoncé par l'Organe d'appel au sujet d'une allégation soit également applicable aux éléments et/ou aux obligations spécifiques inhérents à un article d'un accord de l'OMC visé. L'uniformité, l'impartialité et le caractère raisonnable sont bien les trois obligations distinctes et juridiquement indépendantes énoncées à l'article X:3 a) mais, à notre avis, chacune de ces obligations ne constitue pas une allégation indépendante qui doit être indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour qu'il soit satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. S'il est souhaitable que le plaignant présente une allégation aussi précise et claire que possible, nous ne considérons pas que le fait qu'il ne spécifie pas une obligation particulière au titre de l'article X:3 a) rend la demande d'établissement d'un groupe spécial incompatible avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[404]

[403] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphes 124 et 127.

[404] Des groupes spéciaux antérieurs auxquels ont été soumis des allégations au titre de l'article X:3 a) paraissent avoir adopté une approche similaire. Par exemple, le Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes* a analysé le cadre de l'allégation au titre de l'article X:3 a) au regard des trois obligations, bien qu'une référence explicite aux obligations d'uniformité et d'impartialité ait été omise (rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphes 7.375 et 7.383). Dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, la demande d'établissement d'un groupe spécial mentionnait l'article X:3 a) et faisait référence aux obligations d'uniformité et d'impartialité. Pourtant, le plaignant et le Groupe spécial ont décidé d'examiner les trois obligations (rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.86).

c) Déterminations de la valeur établies par les douanes thaïlandaises pour les cigarettes en cause qui ont été dédouanées entre le 11 août 2006 et le 13 septembre 2007

i) Principaux arguments des parties

7.32 La **Thaïlande** allègue que nombre des allégations des Philippines ont trait à des mesures venues à expiration et à des actes achevés.[405] La Thaïlande est d'avis que, si les Philippines avaient eu des préoccupations concernant des actions passées de la Thaïlande, ces préoccupations avaient été dissipées au moment où les Philippines avaient demandé l'établissement d'un groupe spécial.[406] Par exemple, les douanes thaïlandaises utilisaient les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand comme valeur en douane depuis septembre 2007, soit bien plus d'un an avant la demande d'établissement d'un groupe spécial.

7.33 Dans ces circonstances, la Thaïlande se demande dans quelle mesure une procédure de règlement des différends peut être utile pour trancher des questions qui, de fait, ont déjà été réglées.[407] Elle fait valoir que, concrètement, si elle avait eu l'intention de protéger sa branche de production nationale de cigarettes de la compétition des importations, il existait – et il existe encore – des moyens parfaitement légitimes qui lui auraient permis de le faire, comme le relèvement du taux de droit appliqué aux cigarettes ou la renégociation de ses consolidations tarifaires. La Thaïlande ne l'a pas fait et, comme le montrent les éléments de preuve provenant des Philippines elles-mêmes, des cigarettes sont actuellement importées librement et en quantités croissantes en Thaïlande. La Thaïlande a donc des doutes quant à l'utilité de cette procédure.

7.34 La Thaïlande invite instamment le Groupe spécial à examiner soigneusement: i) la question de savoir si chacune des allégations des Philippines indiquées dans la pièce THA-36 relève bien de son mandat, pour qu'il puisse se prononcer à leur sujet; ii) si les allégations relèvent de son mandat, la question de savoir s'il est approprié ou utile, et dans quelle mesure, qu'il se prononce sur les allégations qui ont trait à des mesures venues à expiration ou à des actes achevés; et iii) la question de savoir s'il est en droit, au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, de formuler des recommandations au sujet de ces allégations.[408]

7.35 S'agissant en particulier des recommandations de groupes spéciaux au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord dans le cadre de procédures de règlement des différends de l'OMC, la Thaïlande fait observer qu'au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, dans les cas où un groupe spécial conclut qu'une mesure "est" incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord. La Thaïlande estime que le Groupe spécial ne peut pas formuler de recommandations au titre de l'article 19:1 demandant à la Thaïlande de rendre des mesures venues à expiration ou des actes achevés conformes aux accords visés parce que ce serait une erreur de droit pour un groupe spécial que de formuler une recommandation au titre de l'article 19:1 en ce qui concerne des mesures qui ont cessé d'exister.[409] La Thaïlande affirme que, suivant les

[405] Première déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 23; deuxième communication écrite, paragraphe 308. Dans sa première déclaration orale, la Thaïlande affirme que les mesures venues à expiration et les actes achevés comprennent l'évaluation et la fixation des droits pour [[xx.xxx.xx]] marchandises importées énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, la fixation des MRSP pour 2006 et la violation alléguée de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane. La Thaïlande fait référence également à une liste des allégations pertinentes figurant dans la pièce THA-36.

[406] Première déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 3.

[407] Première déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 4.

[408] Première déclaration orale de la Thaïlande, paragraphes 23 à 27; deuxième communication écrite, paragraphe 308.

[409] Première déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 24. La Thaïlande fait référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 81, et au rapport de l'Organe

indications données par l'Organe d'appel, de nombreux groupes spéciaux se sont abstenus de formuler des recommandations au titre de l'article 19:1 au sujet de mesures qui n'étaient plus en vigueur.[410] Cette règle s'applique avec autant de force aux "mesures" qui étaient des actes gouvernementaux particuliers achevés.

7.36 La Thaïlande fait valoir que cette règle a de bonnes raisons d'exister. En adoptant les articles 19:1 et 21:3 du Mémorandum d'accord, les Membres de l'OMC ont accepté de ne pas revenir sur des actions passées à la suite d'une constatation de violation des accords visés. En fait, les Membres sont uniquement tenus de mettre fin à la conduite incompatible avec les règles de l'OMC à l'expiration d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre. De l'avis de la Thaïlande, pour cette raison, les mesures correctives prises au titre du Mémorandum d'accord sont généralement décrites comme ayant un caractère "prospectif" et non rétrospectif.[411] Du fait de cette caractéristique du Mémorandum d'accord, il ne servirait à rien d'autoriser un Membre de l'OMC à obtenir des recommandations de groupes spéciaux concernant des actes passés et consommés.

7.37 Étant donné que la conduite sur laquelle sont fondées les allégations pertinentes des Philippines, qui sont énumérées dans la pièce THA-36, a entièrement eu lieu dans le passé et a cessé ou est achevée, la Thaïlande fait observer que, si le Groupe spécial devait constater des violations en ce qui concerne ces allégations, elle ne pourrait rien faire de plus pour s'acquitter de ses obligations dans le cadre de l'OMC. Dans de telles circonstances, le Groupe spécial ne devrait pas formuler de recommandations au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord visant à ce que la Thaïlande se "conforme" à ses obligations s'agissant de l'une quelconque des allégations énumérées dans la pièce THA-36.

7.38 En outre, de l'avis de la Thaïlande, étant donné que le Groupe spécial ne peut pas formuler de *recommandations* au sujet des allégations énumérées dans la pièce THA-36, on ne voit pas très bien à quoi pourrait servir de formuler des *constatations* au sujet de ces allégations. Même en supposant, pour les besoins de l'argumentation, que le Groupe spécial puisse formuler des constatations au sujet de mesures qui n'existent plus à la date à laquelle il est établi[412], il lui faudrait exercer son pouvoir discrétionnaire et s'abstenir de formuler de telles constatations. La Thaïlande estime que les groupes spéciaux ont la responsabilité d'empêcher que les procédures de règlement des différends de l'OMC ne soient utilisées pour obtenir des jugements purement déclaratoires ou pour examiner des questions qui ne présentent plus aucun intérêt au moment où le groupe spécial est établi. Dans de telles circonstances, la Thaïlande estime que le Groupe spécial devrait s'abstenir de formuler au sujet des allégations énumérées dans la pièce THA-36 des constatations qui n'auraient aucune utilité précise et ne contribueraient pas au règlement d'un différend concret en cours entre les Philippines et la Thaïlande concernant ces questions.

---

d'appel *CE – Bananes III (article 21:5 – Équateur II)/CE – Bananes III (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 479.

[410] La Thaïlande fait référence au rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 8.3; au rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 8.3; au rapport du Groupe spécial *Turquie – Riz*, paragraphe 8.4; et au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, paragraphe 8.3.

[411] La Thaïlande fait référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland (article 21:5 – Brésil)*, note de bas de page 494, et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 299.

[412] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 194 à 203; première déclaration orale, paragraphe 27.

7.39 Les **Philippines** font observer que, dans des affaires antérieures, l'Organe d'appel a accepté qu'une mesure venue à expiration puisse faire l'objet d'une procédure de règlement des différends[413], "en particulier dans les cas où existe un risque de résurgence".[414] De l'avis des Philippines, un tel risque de rétablissement de la mesure existe en l'espèce puisqu'il n'y a pas de règles publiées d'application générale sur la façon de calculer les MRSP et que la méthodologie peut être modifiée à tout moment du fait du pouvoir discrétionnaire du DG des droits d'accise.[415] De fait, la méthodologie a soudain changé en septembre 2006 et en mars 2007 sans raison apparente et sans préavis. À la lumière de ces faits, le Groupe spécial devrait, de l'avis des Philippines, se prononcer sur les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006 et de mars 2007.

ii) Analyse du Groupe spécial

7.40 En l'espèce, nous sommes saisis des allégations des Philippines concernant diverses mesures douanières et fiscales. Au nombre des mesures en cause figurent les déterminations thaïlandaises de la valeur en douane pour [[xx.xxx.xx]] lots de cigarettes importées ainsi que certains Avis relatifs aux MRSP pour les cigarettes importées, comme indiqué dans la pièce THA-36. La Thaïlande décrit ces mesures particulières comme étant "des actes achevés" et "des mesures venues à expiration" qui étaient des questions réglées au moment où les Philippines ont demandé l'établissement d'un groupe spécial. À la lumière de ces considérations, la Thaïlande demande instamment au Groupe spécial d'examiner: i) la question de savoir si chacune des allégations des Philippines indiquées dans la pièce THA-36 relève bien de son mandat, pour qu'il puisse se prononcer à leur sujet; ii) si les allégations relèvent de son mandat, la question de savoir s'il est approprié ou utile, et dans quelle mesure, qu'il se prononce sur les allégations qui ont trait à des mesures venues à expiration ou à des actes achevés; et iii) la question de savoir s'il est en droit, au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, de formuler des recommandations au sujet de ces allégations.[416]

7.41 Nous allons en premier lieu examiner l'affirmation de la Thaïlande concernant les différentes déterminations de la valeur établies par les douanes thaïlandaises pour les marchandises en cause. La Thaïlande ne conteste pas que ces déterminations soient spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et qu'elles relèvent donc du mandat du Groupe spécial.[417] La Thaïlande estime néanmoins que le Groupe spécial ne devrait pas et ne peut pas formuler des recommandations au sujet des déterminations de la valeur en douane en question. Par conséquent, selon la Thaïlande, puisque le Groupe spécial ne peut formuler aucune *recommandation* au sujet de ces allégations, on ne voit pas bien à quoi pourrait servir de formuler des *constatations* concernant ces allégations.

7.42 Dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, l'Organe d'appel a examiné la question de savoir si des mesures dont le fondement législatif était venu à expiration au moment de l'établissement d'un groupe spécial pouvaient néanmoins relever du mandat du groupe spécial au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. D'après le raisonnement de l'Organe d'appel, le texte de l'article 6:2,

---

[413] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 219, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 263 et 268 et suivants, et au rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 6.14; deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 76, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 267 à 269, et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5)*, paragraphes 182 et 194.

[414] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 219, faisant référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 6.14.

[415] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 219.

[416] Première déclaration orale de la Thaïlande, paragraphes 23 à 27; deuxième communication écrite, paragraphe 308.

[417] Ces mesures sont indiquées au paragraphe 13 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines (WT/DS371/3).

considéré à la lumière du contexte pertinent (à savoir les articles 3:3 et 4:2 du Mémorandum d'accord), n'empêchait pas un Membre d'adresser des représentations au sujet de mesures dont le fondement législatif était venu à expiration, si ce Membre considérait, à juste titre, que des avantages résultant pour lui des accords visés se trouvaient toujours compromis par ces mesures.[418] En outre, de l'avis de l'Organe d'appel, si le fait qu'une mesure était venue à expiration pouvait affecter la recommandation que formulerait un groupe spécial, il n'avait pas d'incidence sur la question préliminaire de savoir si un groupe spécial pouvait examiner les allégations concernant cette mesure. Pour parvenir à cette conclusion, l'Organe d'appel a rappelé que des groupes spéciaux du GATT et de l'OMC avaient dans le cadre de différends antérieurs fréquemment formulé des constatations au sujet de mesures qui avaient été retirées après l'établissement du groupe spécial. Il a donc fait observer que sa conclusion était conforme à l'approche suivie par ces groupes spéciaux en ce qui concerne des questions en rapport avec l'expiration de mesures "après l'engagement de procédures de règlement des différends, mais avant que ces procédures aient été achevées".[419] Il a souligné que, dans aucune de ces affaires, un groupe spécial ou lui-même n'avait fondé sa décision sur l'idée que, *a priori*, une mesure venue à expiration ne pouvait pas relever du mandat d'un groupe spécial.

7.43 Les indications ci-dessus données par l'Organe d'appel laissent donc entendre que le seul fait qu'une certaine mesure n'est plus en vigueur au moment de l'établissement d'un groupe spécial ne permettrait pas en soi d'exclure cette mesure du mandat du groupe spécial et, par conséquent, de la soustraire à l'examen effectué par ce dernier. Dans le même temps, nous sommes conscients de ce que la mesure venue à expiration en cause dans l'affaire *États-Unis – Coton upland* concernait des versements effectués au titre d'un programme de subventions. L'Organe d'appel a jugé qu'il était important de reconnaître les caractéristiques particulières des subventions et la nature des allégations du plaignant relatives aux versements particuliers effectués au titre des subventions en question. En particulier, à la lumière du texte de l'article 7.8 de l'Accord SMC, l'Organe d'appel a considéré qu'il pourrait y avoir un décalage entre le versement d'une subvention et les effets défavorables en découlant. Il a donc constaté que, si des mesures venues à expiration sur lesquelles étaient fondés des versements antérieurs ne pouvaient pas être contestées au cours de procédures de règlement des différends dans le cadre de l'OMC, il serait difficile de chercher à obtenir une mesure corrective en ce qui concerne de tels effets défavorables.

7.44 La procédure d'évaluation des douanes thaïlandaises ayant abouti à la publication des avis d'estimation pour les importations de cigarettes en cause s'est déroulée entre le 11 août 2006 et le 13 septembre 2007. Les derniers avis d'estimation pour les importations de cigarettes concernées ont été publiés le 10 octobre 2007, date antérieure au 17 novembre 2008, qui est celle de l'établissement du présent Groupe spécial. Compte tenu des indications données par l'Organe d'appel, nous ne considérons pas que le simple fait que ces déterminations de la valeur aient été achevées au moment de l'établissement du Groupe spécial les empêche, en soi, de relever de notre mandat. Nous allons donc aborder la question de savoir s'il est alors inapproprié pour d'autres raisons, quelles qu'elles soient, que nous examinions les allégations des Philippines au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane concernant les déterminations de la valeur établies par les douanes thaïlandaises.

7.45 Les déterminations de la valeur établies par les douanes thaïlandaises en cause sont, comme le décrit la Thaïlande, "des actes gouvernementaux particuliers achevés" dans la mesure où elles représentent les décisions définitives des douanes thaïlandaises sur les valeurs en douane des

[418] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 270.

[419] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, note de bas de page 214. Dans cette note, l'Organe d'appel cite: le rapport du Groupe spécial du GATT *CEE – Pommes I (Chili)*, paragraphes 2.4 et 4.1 et suivants; le rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.29; le rapport du Groupe spécial du GATT *CEE – Protéines pour l'alimentation des animaux*, paragraphe 2.4; le rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Thon canadien*, paragraphe 4.3; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, paragraphe 6.2; et le rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.9.

cigarettes importées concernées. Les déterminations en question ont par conséquent servi de base au calcul des droits de douane et des autres taxes diverses qui frappent les cigarettes importées. Les allégations des Philippines à cet égard portent sur des obligations tant de fond que de procédure imposées aux autorités douanières par l'Accord sur l'évaluation en douane. Le principal argument des Philippines est que les douanes thaïlandaises n'ont pas respecté certaines obligations procédurales énoncées dans l'Accord sur l'évaluation en douane, un manquement qui a abouti à des déterminations finales de la valeur qui sont également incompatibles avec les obligations contractées par la Thaïlande au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane.

7.46 L'Accord sur l'évaluation en douane énonce les principes que doivent respecter les Membres de l'OMC pour estimer la valeur en douane des marchandises importées ainsi que les prescriptions procédurales se rapportant à cette estimation. Compte tenu de la nature des obligations découlant de l'Accord sur l'évaluation en douane, nous considérons que, dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC, les allégations relevant de l'Accord sur l'évaluation en douane devraient immanquablement englober les déterminations particulières de la valeur et les procédures d'estimation, qui devraient normalement être *achevées* au moment où un groupe spécial de l'OMC est saisi de ces allégations. À ce titre, les déterminations de la valeur en douane peuvent être distinguées d'autres types de mesures, qu'il s'agisse de lois ou d'actes gouvernementaux spécifiques, qui peuvent être décrits comme *étant venus à expiration ou ayant cessé d'exister* au moment de l'établissement d'un groupe spécial ou durant ses travaux. Les déterminations de la valeur en douane, une fois achevées et définitives, seront appliquées à un lot de marchandises importées spécifique comme base pour appliquer les droits de douane ainsi que d'autres taxes intérieures dues par l'importateur. En ce sens, les déterminations de la valeur en douane ne peuvent être considérées comme étant venues à expiration ou ayant cessé d'exister pour la simple raison qu'elles sont achevées et définitives. Nous soulignons cette distinction parce qu'elle touche à la question de savoir s'il est approprié que le Groupe spécial se prononce sur des allégations se rapportant à des actes achevés.[420] Les obligations procédurales liées à la procédure relative aux déterminations pertinentes peuvent également affecter le fonctionnement de l'Accord sur l'évaluation en douane.

7.47 À cet égard, bien que la mesure concernée soit une mesure de sauvegarde provisoire, nous sommes d'accord avec le Groupe spécial chargé de l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix* quand il dit: "si un Membre ne peut pas examiner la conformité de déterminations de la valeur établies au titre de l'Accord su l'évaluation en douane [des mesures de sauvegarde provisoires dans cette affaire] pour la simple raison qu'elles ne sont plus en vigueur au moment de la demande d'établissement d'un groupe spécial, les déterminations de la valeur en douane échappent en général à leur examen puisqu'elles sont généralement supprimées avant que l'affaire n'atteigne le stade du groupe spécial".[421] Les groupes spéciaux de l'OMC ne seraient alors jamais autorisés à examiner la compatibilité de telles déterminations de la valeur en douane avec les règles de l'OMC. Nous partageons également l'avis du Groupe spécial chargé de l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*, d'après lequel les rédacteurs du Mémorandum d'accord ne peuvent pas avoir eu l'intention

[420] Le Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques (Australie)* a également relevé cette distinction entre les dispositions du règlement qui portent établissement des procédures, mais qui ne sont plus en vigueur, et les enregistrements individuels effectués à leur titre (rapport du Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques (Australie)*, paragraphe 7.14). Ce groupe spécial a considéré que, parce que les enregistrements individuels d'indications géographiques effectués au titre de versions antérieures du règlement restaient en vigueur, il n'y avait en principe aucune raison qu'il ne soit pas possible de les contester au titre de l'Accord sur les ADPIC. D'après ce groupe spécial, il s'agissait de mesures qui pouvaient affecter le fonctionnement de cet accord. L'analyse de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland* vient également étayer ce raisonnement: "Le contexte pertinent pour l'article 6:2 à cet égard comprend les articles 3:3 et 4:2 du Mémorandum d'accord … ces dispositions n'empêchent pas un Membre d'adresser des représentations au sujet de mesures dont le fondement législatif est venu à expiration, si ce Membre considère, à juste titre, que des avantages résultant pour lui des accords visés se trouvent toujours compromis par ces mesures."

[421] Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 7.114.

d'exclure ainsi de son champ d'application les déterminations des douanes. L'absence d'une telle intention est par exemple manifeste à l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane, une disposition qui exige des autorités douanières qu'elles fournissent une explication de leurs déterminations de la valeur en douane. Comme les deux parties l'ont reconnu dans le contexte des allégations des Philippines au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane, les obligations imposées par l'article 16 sont le respect des principes de transparence et de régularité de la procédure, y compris la nécessité de fournir une base pour permettre à un tribunal national et/ou à un groupe spécial de l'OMC d'examiner la détermination faite par les autorités douanières. Comme nous le verrons en détail dans la section VII.C.6 ci-après, une demande d'explications au titre de l'article 16 ne peut être présentée que lorsque la procédure d'évaluation est achevée. Cela signifie que les déterminations de la valeur en douane seront par définition des actes définitifs et achevés au moment où elles feront l'objet du processus de révision.

7.48 Nous notons que les États-Unis, qui participent en qualité de tierce partie à cette procédure, partagent également cet avis. Dans leur réponse à une question du Groupe spécial, ils affirment ce qui suit:

> "[I]l semblerait qu'un "acte" soit, de par sa nature, limité dans le temps. L'argument selon lequel un groupe spécial n'est pas en mesure de formuler une recommandation au sujet d'un "acte achevé" soulèverait donc des questions importantes. En particulier, il est difficile de voir comment un "acte" qui relève du mandat d'un groupe spécial ne serait pas "achevé" avant la fin des travaux du groupe spécial. Par conséquent, l'argument selon lequel un groupe spécial n'est pas en mesure de formuler une recommandation au sujet d'un "acte achevé" semblerait signifier qu'aucun groupe spécial ne pourrait jamais formuler une recommandation au sujet d'un "acte". Rien dans le Mémorandum d'accord ou dans les accords visés ne vient étayer une telle approche."[422]

7.49 En outre, nous observons que le droit des Membres de l'OMC de se prévaloir de la procédure de règlement des différends de l'OMC en ce qui concerne les questions douanières est énoncé à l'article 19 de l'Accord sur l'évaluation en douane. L'article 19.2 prévoit en particulier ce qui suit:

> "Dans le cas où un Membre considérera qu'un avantage résultant pour lui directement ou indirectement du présent accord se trouve annulé ou compromis, ou que la réalisation de l'un des objectifs dudit accord est entravée, *du fait des actions d'un autre ou d'autres Membres*, il pourra, en vue d'arriver à une solution mutuellement satisfaisante de la question, demander à tenir des consultations avec le ou les Membres en question. ..." (pas d'italique dans l'original)[423]

7.50 En l'espèce, les Philippines considèrent que les déterminations des douanes thaïlandaises et la procédure d'évaluation aboutissant à ces déterminations ont entraîné pour elles une annulation ou une réduction d'avantages. Elles affirment également que les actes concernés des douanes thaïlandaises entravent la réalisation des objectifs de l'Accord sur l'évaluation en douane, en particulier l'objectif consistant à respecter la valeur transactionnelle comme base fondamentale de la valeur en douane. L'article 3:8 du Mémorandum d'accord constitue une base contextuelle supplémentaire pour comprendre que "dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage".

---

[422] Réponse des États-Unis à la question n° 1 adressée par le Groupe spécial à toutes les parties.
[423] Il s'agit là d'une disposition équivalente à celle de l'article XXIII du GATT de 1994.

7.51 À la lumière des considérations ci-dessus, nous constatons qu'il est nécessaire en l'espèce d'examiner les différentes déterminations de la valeur et les processus ayant abouti à ces déterminations.[424]

d) Les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006 et de mars 2007 rendus par le Département des droits d'accise thaïlandais pour PM Thailand

i) Principaux arguments des parties

7.52 La **Thaïlande** allègue que les Avis relatifs aux MRSP de 2006 et de 2007 pour les cigarettes importées ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial parce qu'ils n'étaient pas répertoriés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et qu'ils n'existaient pas à la date d'établissement du Groupe spécial.[425]

7.53 La Thaïlande fait valoir que le mandat du Groupe spécial se limite aux Avis relatifs aux MRSP effectivement répertoriés au paragraphe 26 de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines[426] et que les Avis relatifs aux MRSP de 2006 et de 2007 pour les cigarettes importées ne figurent *pas* dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et ne relèvent donc pas du mandat du Groupe spécial.[427]

7.54 En outre, la Thaïlande affirme que les Avis relatifs aux MRSP de 2006 et de 2007 ont été remplacés et ont cessé d'avoir des effets juridiques quand le Département des droits d'accise thaïlandais a publié l'Avis relatif aux MRSP de 2008 pour les produits importés qui figurait dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines, à savoir l'"Avis B.E. 2551 (2008) du 19 août 2008".[428] Ainsi, les Avis de 2006 et de 2007 n'existaient pas à la date de l'établissement du Groupe spécial. De l'avis de la Thaïlande, il est bien établi que, de manière générale, les groupes spéciaux ne peuvent pas examiner des mesures qui ont cessé d'exister à la date de leur établissement. La Thaïlande estime que, si ce Groupe spécial autorisait les Philippines à présenter de telles allégations, la sécurité et la prévisibilité du système de règlement des différends se verraient grandement compromises.[429]

7.55 Pour étayer sa position, la Thaïlande se réfère à l'affirmation de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières* d'après laquelle "[l]'expression "mesures spécifiques en cause" figurant à l'article 6:2 donne à penser qu'en règle générale, les mesures incluses dans le mandat d'un

[424] Pour la décision du Groupe spécial de formuler une recommandation concernant les déterminations de la valeur en douane en question, voir la section VI.A.2 et le paragraphe 8.7 du présent rapport où figurent son raisonnement et sa conclusion. À la différence de ce que nous avons décidé au sujet des Avis relatifs au MRSP en cause, dans le rapport intérimaire du Groupe spécial (paragraphes 8.2 et 8.8 pris conjointement), nous avons décidé de formuler une recommandation concernant ces déterminations de la valeur en douane même s'il s'agissait de décisions définitives qui avaient été achevées avant l'établissement du Groupe spécial. Après avoir examiné, au stade du réexamen intérimaire, les arguments des parties sur la question de savoir si le Groupe spécial devait formuler une recommandation concernant ces déterminations, nous avons décidé de maintenir notre décision à ce sujet. Nous avons expliqué le raisonnement sous-tendant la décision de formuler une recommandation concernant ces déterminations de la valeur en douane, comme indiqué dans la section VI.A.2 et au paragraphe 8.7 du présent rapport.

[425] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 202 et 203.

[426] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 197.

[427] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 197; pièces PHL-61 et PHL-100.

[428] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 198 à 203.

[429] La Thaïlande cite le rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.1652 (pour déterminer s'il y a lieu de formuler des constatations sur une mesure qui n'existait plus à la date d'établissement d'un groupe spécial, les groupes spéciaux devraient notamment tenir compte de l'objet et du but du système de règlement des différends "afin d'arriver à une solution positive des différends", comme le prévoit l'article 3:7 du Mémorandum d'accord).

groupe spécial doivent être des mesures qui existent au moment de l'établissement du groupe spécial".[430] L'Organe d'appel a poursuivi en indiquant deux exceptions à cette règle générale: i) les modifications promulguées après l'établissement du groupe spécial qui ne modifiaient pas l'essence des mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial; et ii) une mesure dont le fondement législatif était venu à expiration mais dont les effets continuaient de compromettre les avantages résultant pour le plaignant des accords visés. La Thaïlande fait valoir que les Avis relatifs aux MRSP de 2006 et de 2007 sont antérieurs à la date d'établissement du Groupe spécial (à savoir le 17 novembre 2008) et ne relèvent donc pas des deux exceptions indiquées par l'Organe d'appel. Elle renvoie à la décision dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, dans laquelle le Groupe spécial a refusé d'examiner une mesure au motif que "la mesure de l'Argentine à l'examen a[vait] été révoquée avant que le groupe spécial ne soit établi et que son mandat ne soit défini, c'est-à-dire avant qu'il n'entreprenne son processus d'arbitrage", bien que la mesure ait été indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[431]

7.56 La Thaïlande ne conteste cependant pas l'utilisation des Avis relatifs aux MRSP comme éléments de preuve parce que le recours à des éléments de preuve ne pose pas de problème de limite dans le temps, contrairement aux mesures en cause.[432] La Thaïlande fait néanmoins valoir que, même si le Groupe spécial considérait lesdits avis comme des éléments de preuve concernant la compatibilité avec les règles de l'OMC des Avis relatifs aux MRSP qui relèvent de son mandat, ces avis auraient une valeur probante très limitée parce que la méthodologie utilisée pour parvenir aux MRSP des avis de 2006 et de 2007 était très différente de la méthodologie utilisée avant et après cette période et sur laquelle le Groupe spécial doit se prononcer.[433] La Thaïlande demande donc instamment au Groupe spécial de bien veiller à ce que ses décisions relatives à la méthode de détermination des MRSP dont il est saisi ne soient pas fondées sur des éléments de preuve se rapportant à une méthode de détermination des MRSP différente qui ne relève pas de son mandat.

7.57 Les **Philippines** font valoir que les mesures indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial sont les "Avis relatifs aux MRSP rendus par le Directeur général des [droits d'accise]".[434] En outre, le paragraphe 26 de la demande d'établissement d'un groupe spécial précise les mesures en cause en mentionnant les MRSP d'août 2007 et d'août 2008 et en indiquant séparément l'inclusion de "toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures liées aux mesures répertoriées dans le présent paragraphe".

7.58 En réponse à l'argument de la Thaïlande selon lequel les Avis relatifs aux MRSP de 2006 et 2007 ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial parce qu'ils étaient venus à expiration au moment de l'établissement du Groupe spécial, les Philippines font valoir que, dans des affaires antérieures, l'Organe d'appel avait admis que des mesures venues à expiration puissent faire l'objet de procédures de règlement des différends[435], "en particulier quand il exist[ait] un risque de résurgence".[436] De l'avis

[430] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 199, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 184.

[431] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 199, faisant référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 6.13. La Thaïlande fait aussi référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Essence* (paragraphe 6.19), qui indique que "[les groupes spéciaux] n'avaient généralement pas eu pour pratique de se prononcer sur des mesures qui, au moment où leur mandat avait été défini, n'étaient pas [en vigueur] et n'allaient pas le devenir".

[432] Réponse de la Thaïlande à la question n° 90 du Groupe spécial.

[433] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 144 et 145.

[434] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines, paragraphe 26; première déclaration orale des Philippines, paragraphe 218.

[435] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 219, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 263 et 268, et rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 6.14; deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 76,

des Philippines, un tel risque existe en l'espèce car il n'existe pas de règle publiée d'application générale sur la manière de calculer les MRSP et que la méthode peut changer à tout moment si le DG des droits d'accise le juge utile.[437] De fait, la méthode a soudain changé en septembre 2006 et en mars 2007 sans raison apparente et sans préavis. À la lumière de ces faits, le Groupe spécial devrait, de l'avis des Philippines, se prononcer sur les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006 et de mars 2007. Les Philippines estiment que, en tout état de cause, les éléments de preuve étayent le point de vue selon lequel le système des MRSP est discriminatoire.

ii) Analyse du Groupe spécial

7.59 La Thaïlande allègue que les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006 et de mars 2007 pour les cigarettes importées ne relèvent pas du mandat du groupe spécial pour deux raisons: premièrement, ils n'étaient pas indiqués dans la demande d'établissement d'un groupe spécial; et, deuxièmement, ils étaient venus à expiration à la date d'établissement du Groupe spécial.[438] Nous allons examiner ces arguments l'un après l'autre.

7.60 Comme nous l'avons expliqué plus haut, pour être en conformité avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, il est nécessaire que la partie plaignante indique les mesures spécifiques en cause. S'il peut suffire d'indiquer une mesure par le titre, le numéro, la date et le lieu de promulgation d'une loi ou d'un règlement, d'autres moyens peuvent également satisfaire à l'obligation d'indication énoncée à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[439] Une mesure peut par exemple être indiquée par sa substance[440], en donnant une description narrative de la nature de la mesure pour que ce qui est soumis au processus juridictionnel d'un groupe spécial puisse être déterminé d'après la demande d'établissement d'un groupe spécial.[441] Nous notons également les éclaircissements apportés par l'Organe d'appel à cet égard:

> "Pour respecter les termes de l'article 6:2, il semble clair qu'une "mesure" qui n'est pas expressément mentionnée dans une demande d'établissement de groupe spécial doit avoir un rapport évident avec une "mesure" qui y est expressément mentionnée, afin que l'on puisse dire qu'elle est "incluse" dans la "mesure" spécifiée. À notre avis, les prescriptions de l'article 6:2 seraient respectées dans le cas d'une "mesure" qui est annexe à une "mesure" expressément indiquée ou qui lui est si étroitement liée que l'on peut raisonnablement constater que la partie défenderesse a été suffisamment informée de la portée des allégations formulées par la partie plaignante. Les deux éléments essentiels – le lien étroit et l'information – sont interdépendants: ce n'est que si une

---

faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphes 267 à 269, et au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (article 21:5)*, paragraphes 182 et 194.

[436] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 219, faisant référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 6.14.

[437] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 219.

[438] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 202 et 203. Nous notons que la Thaïlande n'a pas inclus l'Avis relatif aux MRSP de décembre 2005 ni celui d'août 2007 dans ses allégations concernant le mandat du Groupe spécial. Les MRSP de décembre 2005 n'étaient pas non plus en vigueur au moment de l'établissement du Groupe spécial, mais l'analyse concernant les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006 et de mars 2007 que nous présentons dans cette section s'appliquera aussi aux Avis relatifs aux MRSP de décembre 2005 et d'août 2007.

[439] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.10, point 36.

[440] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 8.40; rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphe 7.47.

[441] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 168.

> "mesure" est annexe ou étroitement liée à une "mesure" expressément indiquée que l'information sera suffisante."[442]

7.61 S'agissant de l'application du système de TVA, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines prévoit ce qui suit:

> "25. Au cours des deux dernières années et demie, les MRSP applicables aux cigarettes importées ont été modifiés plus fréquemment que ceux applicables aux cigarettes nationales.
>
> 26. D'après ce que les Philippines croient comprendre, la Thaïlande administre le régime applicable à la TVA pour les cigarettes au moyen de mesures incluant:
>
> ...
>
> - les Avis relatifs aux MRSP rendus par le Directeur général des [droits d'accise]. Les MRSP actuellement applicables figurent dans l'Avis B.E. 2550 (2007) du 29 août 2007 (pour les produits nationaux) et dans l'Avis B.E. 2551 (2008) du 19 août 2008 (pour les produits importés); et
>
> - toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures liées aux mesures répertoriées dans le présent paragraphe."

À notre avis, le membre de phrase "les Avis relatifs aux MRSP rendus par le Directeur général des [droits d'accise]", considéré conjointement avec "[au] cours des deux dernières années et demie", est suffisamment large pour englober les Avis relatifs aux MRSP de 2006 et de 2007 dans la portée de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines. Nous ne constatons pas l'existence d'une quelconque circonstance factuelle qui nous permettrait de contester qu'il n'était pas raisonnablement possible de constater que la Thaïlande, en tant que partie défenderesse en l'espèce, avait été dûment avisée de la portée des allégations formulées par les Philippines à cet égard.

7.62 En outre, nous ne sommes pas convaincus par l'argument de la Thaïlande suivant lequel les Avis relatifs aux MRSP de septembre 2006 et de mars 2007 ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial parce qu'ils étaient venus à expiration au moment de son établissement. Nous rappelons que, pour examiner la question de savoir si une mesure venue à expiration peut être une "mesure en cause" au sens de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, a rejeté l'argument des États-Unis selon lequel, parce qu'une mesure venue à expiration n'est pas susceptible de faire l'objet d'une recommandation au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, elle ne peut être une mesure en cause au titre de l'article 6:2.[443] L'Organe d'appel a estimé

---

[442] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pellicules*, paragraphe 10.8.

[443] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 271 et 272. De plus, s'appuyant sur le raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, l'Organe d'appel a affirmé ce qui suit dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*:

> "... Dans l'affaire *États-Unis – Coton upland* ... l'Organe d'appel devait examiner la question de savoir si une mesure venue à expiration pouvait être une "mesure en cause" au sens de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. L'Organe d'appel a rejeté l'argument des États-Unis selon lequel, puisqu'une mesure venue à expiration n'était pas susceptible de faire l'objet d'une recommandation au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, elle ne pouvait pas être une "mesure en cause" au sens de l'article 6:2. Pour l'Organe d'appel, la question de savoir si un groupe spécial peut examiner des allégations concernant une mesure venue à expiration est à distinguer de la question de savoir si cette mesure est susceptible de faire l'objet d'une recommandation au titre de l'article 19:1. ... le raisonnement fait par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Coton upland* étaye notre position selon laquelle l'article 19:1 du

que le texte de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, considéré dans son contexte pertinent (les articles 3:3 et 4:2 du Mémorandum d'accord), ne donn[ait] pas à penser que les mesures dont le fondement législatif était venu à expiration ne pouvaient pas faire l'objet d'une demande d'établissement d'un groupe spécial en tant que "mesures spécifiques en cause".[444] De ce fait, l'Organe d'appel a établi dans ce différend que le fait qu'une mesure était venue à expiration n'était pas déterminant pour la question préliminaire de savoir si un groupe spécial pouvait examiner des allégations au sujet de cette mesure, bien qu'il puisse influer sur la recommandation que pouvait formuler un groupe spécial.

7.63 Comme l'a indiqué l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, des groupes spéciaux du GATT et de l'OMC ont souvent formulé des constatations au sujet de mesures qui avaient été retirées après l'établissement du groupe spécial. Il a dit ce qui suit:

> "Nous trouvons des éléments contextuels à l'appui de cette interprétation dans l'article 3:3 du Mémorandum d'accord, qui souligne l'importance du "règlement rapide" de certaines situations qui, en l'absence de règlement, pourraient compromettre le bon fonctionnement de l'OMC et l'existence d'un juste équilibre entre les droits et les obligations des Membres. Nous notons, tout d'abord, que l'article 3:3 est centré non pas sur des mesures "existantes", ou des mesures qui sont "actuellement en vigueur", mais sur des "mesures prises" par un Membre, ce qui inclut des mesures prises par le passé. Nous faisons également observer que l'article 3:3 envisage que des différends surgissent lorsqu'un Membre "considère" que des avantages lui revenant se trouvent compromis par des mesures prises par un autre Membre. Du fait de l'utilisation du mot "considère", l'article 3:3 est centré sur ce que perçoit ou comprend un Membre lésé. Cela n'exclut pas la possibilité qu'un Membre demandant des consultations ait des raisons de croire qu'une mesure compromet toujours des avantages même si son fondement législatif est venu à expiration."[445]

7.64 Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements* fait remarquer qu'il est possible de trouver des facteurs communs entre les affaires pour lesquelles les groupes spéciaux ont formulé des constatations au sujet de mesures qui n'étaient plus en vigueur.[446] Ces facteurs étaient notamment les suivants: i) le fait que ni l'une ni l'autre des parties ne s'était opposée à ce que le groupe spécial examine la mesure qui était arrivée à expiration; ii) s'il y avait eu opposition, le point de savoir qu'il restait une possibilité de réintroduction de la mesure; et iii) le point de savoir si le fait de formuler des constatations au sujet de mesures venues à expiration contribuerait à régler un différend donné.

7.65 Dans l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, l'Argentine s'est opposée à l'examen par le Groupe spécial de la mesure – des droits spécifiques appliqués aux chaussures – qu'elle appliquait aux chaussures et qui avait été abrogée avant que le Groupe spécial ne soit établi.[447] En dépit de l'argument des États-Unis selon lequel il existait un sérieux risque de résurgence de la mesure, le Groupe spécial a décidé que, en l'absence d'éléments de preuve clairs montrant que

---

Mémorandum d'accord n'établit pas de restrictions quant au type de mesure qui peut être indiqué dans une demande d'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord." (paragraphes 134 et 135)

[444] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 270.

[445] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 264.

[446] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphe 6.12.

[447] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphes 6.13 à 6.15.

l'Argentine rétablirait des droits spécifiques, il n'examinerait pas la compatibilité des droits avec les règles de l'OMC.[448]

7.66 Les circonstances factuelles présentées en l'espèce doivent être distinguées de celles de l'affaire *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*. Nous reconnaissons que les Avis relatifs aux MRSP en cause avaient été *remplacés* par l'Avis relatif aux MRSP d'août 2008 et n'étaient donc plus en vigueur au moment de l'établissement du Groupe spécial. Bien que les Avis relatifs aux MRSP concernés soient venus à expiration, nous considérons qu'il serait utile que nous les examinions. D'une part, comme le soulignent les Philippines, la Thaïlande ne maintient pas sous forme écrite la méthodologie générale qu'elle allègue utiliser habituellement pour déterminer les MRSP. Dans la mesure où il pourrait en résulter un certain degré d'incertitude pour les importateurs en ce qui concerne la manière dont est déterminée la base d'imposition pour l'application de la TVA à leurs produits, nous jugeons qu'il est important d'examiner si les Avis relatifs aux MRSP en cause et la méthodologie qu'a utilisé, d'après les allégations, le Département des droits d'accise thaïlandais pour déterminer ces MRSP sont conformes aux obligations contractées par la Thaïlande au titre du GATT de 1994.

7.67 Nous estimons en outre que notre décision concernant la nécessité d'examiner ces Avis est aussi étayée par l'explication donnée par la Thaïlande, à savoir que, lors de la révision des MRSP existants, suivant la méthodologie générale, le Département des droits d'accise thaïlandais pouvait choisir de s'en remettre au même élément "coût de commercialisation" que celui qui était utilisé pour les MRSP du moment.[449] Par conséquent, l'estimation des coûts de commercialisation qui entrent dans les MRSP du moment peut se répercuter sur l'élément "coût de commercialisation" qui doit être utilisé pour déterminer les nouveaux MRSP.[450]

2. Critère d'examen

7.68 Comme l'a fait observer l'Organe d'appel, le critère d'examen des groupes spéciaux comporte deux aspects: la *formulation* du critère juridique qui doit être utilisé pour examiner les allégations de fait et de droit des parties, et l'*application* par les groupes spéciaux du critère d'examen formulé.[451] En ce qui concerne la formulation du critère approprié pour l'examen par le Groupe spécial de la question dont il est saisi, nous rappelons la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *Argentine – Chaussures (CE)*, selon laquelle "pour tous les accords visés sauf un [l'Accord antidumping],

[448] Le Groupe spécial a dit qu'il devait prendre pour hypothèse que les Membres de l'OMC s'acquitteraient de leurs obligations de bonne foi, comme ils étaient tenus de le faire par l'Accord sur l'OMC et le droit international aux termes de l'article 3:10 du Mémorandum d'accord et de l'article 26 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (*Pacta Sunt Servanda*) (rapport du Groupe spécial *Argentine – Chaussures, textiles et vêtements*, paragraphes 6.14).

[449] Nous notons également que, bien que de tels cas ne soient pas aussi courants que les mesures retirées après l'établissement d'un groupe spécial, des groupes spéciaux ont également formulé des constatations au sujet de mesures qui étaient venues à expiration avant l'établissement du groupe spécial (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Coton upland*, paragraphes 7.128, 7.529 et 8.1, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 272; rapport du Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques*, paragraphes 7.12 à 7.17).

[450] Dans le rapport intérimaire du Groupe spécial (paragraphe 8.8), nous avons décidé de ne pas formuler de recommandation au sujet de ces avis puisqu'ils avaient cessé d'exister au moment de l'établissement du Groupe spécial. Après avoir examiné, au stade du réexamen intérimaire, les arguments des parties sur la question de savoir si le Groupe spécial devait formuler une recommandation concernant ces Avis relatifs aux MRSP, nous avons modifié notre décision à ce sujet de façon à formuler une recommandation établissant que les Avis relatifs aux MRSP concernés continueront d'avoir des effets sur les Avis relatifs aux MRSP ultérieurs qui sont actuellement en vigueur. Voir la section VI.A.1 et le paragraphe 8.8 du présent rapport pour le raisonnement détaillé et notre conclusion à cet égard.

[451] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 99.

l'article 11 du Mémorandum d'accord énonce le critère d'examen approprié pour les groupes spéciaux".[452]

7.69 L'article 11 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "*Fonction des groupes spéciaux*
>
> La fonction des groupes spéciaux est d'aider l'ORD à s'acquitter de ses responsabilités au titre du présent mémorandum d'accord et des accords visés. En conséquence, un groupe spécial devrait procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents et de la conformité des faits avec ces dispositions, et formuler d'autres constatations propres à aider l'ORD à faire des recommandations ou à statuer ainsi qu'il est prévu dans les accords visés ...

7.70 Les allégations des Philippines en l'espèce concernent certaines obligations découlant de l'Accord sur l'évaluation en douane et du GATT de 1994. L'article 11 du Mémorandum d'accord énonce par conséquent le critère d'examen à retenir pour le présent Groupe spécial, à savoir "procéder à une évaluation objective de la question dont il est saisi, y compris une évaluation objective des faits de la cause, de l'applicabilité des dispositions des accords visés pertinents". De l'avis de l'Organe d'appel, cela signifie "ni l'examen *de novo* proprement dit, ni "la déférence totale""".[453]

7.71 À cet égard, nous rappelons également la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*:

> "une "évaluation objective", au sens de l'article 11 du Mémorandum d'accord, doit se comprendre à la lumière des obligations énoncées dans l'accord visé invoqué dans chaque affaire pour permettre d'en déduire les contours plus spécifiques du critère d'examen approprié."[454]

7.72 Suivant ces indications, nous procéderons à une évaluation objective de la question dont nous sommes saisis au regard des obligations pertinentes de l'Accord sur l'évaluation en douane et du GATT de 1994.

C. ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

1. Aperçu de l'Accord sur l'évaluation en douane

7.73 L'*Accord sur l'évaluation en douane* se présente comme suit: "Introduction générale"; Partie I (règles d'évaluation en douane (articles 1er à 17)); Partie II (administration de l'Accord, consultations et règlement des différends (articles 18 et 19)); Partie III (traitement spécial et différencié (article 20)); Partie IV (dispositions finales (articles 21 à 24)); Annexe I (notes interprétatives [relatives à certaines dispositions de la Partie I]); Annexe II (Comité technique de l'évaluation en douane); et Annexe III.

---

[452] Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Chaussures (CE)*, paragraphe 118.

[453] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 117; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 1.

[454] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 184. L'Organe d'appel affirme que le critère d'examen énoncé dans le cadre de l'Accord sur les sauvegardes était instructif pour les différends relevant de l'Accord SMC.

7.74 La section Introduction générale établit les principes généraux de l'évaluation en douane des marchandises. Le paragraphe 1 indique, entre autres choses, que "la base première pour la détermination de la valeur en douane dans le cadre [de l'Accord sur l'évaluation en douane] est la "valeur transactionnelle" telle qu'elle est définie à l'article premier" et que "les articles 2 à 7 énoncent les méthodes à utiliser pour déterminer la valeur en douane si cette détermination ne peut se faire par application des dispositions de l'article premier". Les méthodes d'évaluation visées aux articles 1er à 7 sont énoncées dans l'ordre où elles sont applicables. Les principes généraux qui sous-tendent l'Accord sur l'évaluation en douane sont développés dans les considérants qui suivent.[455]

7.75 Nous notons aussi que l'Annexe I de l'Accord sur l'évaluation en douane contient les notes interprétatives relatives à certaines dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane. À cet égard, l'article 14 de l'Accord sur l'évaluation en douane est libellé comme suit:

> "Les notes figurant à l'Annexe I du présent accord font partie intégrante de cet accord, et les articles de l'*Accord* doivent être lus et appliqués conjointement avec les notes qui s'y rapportent. Les Annexes II et III font également partie intégrante du présent accord."

7.76 Par conséquent, pour examiner les allégations formulées par le plaignant au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane, nous allons clarifier les obligations résultant des dispositions pertinentes, lues conjointement avec les notes interprétatives correspondant à ces dispositions.

2. Produits en cause

7.77 Les Philippines allèguent que les produits en cause aux fins de leurs allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane sont les cigarettes *Marlboro* et *L&M* fabriquées aux Philippines par PM Philippines et importées en Thaïlande par PM Thailand[456] dans [[xx.xxx.xx]] déclarations en douane distinctes (les "importations visées") qui ont été dédouanées[457] entre le 11 août 2006 et le 13 septembre 2007. Ces cigarettes peuvent être classées dans la nomenclature tarifaire thaïlandaise, le "Tarif douanier de la Thaïlande", sous la position 2402.20.90 "[c]igares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac ... cigarettes contenant du tabac ... autres".[458] Les douanes thaïlandaises ont déterminé la valeur en douane finale de ces marchandises entre le 15 mars 2007 et le 10 octobre 2007.[459]

---

[455] Les Membres de l'OMC reconnaissent, entre autres choses, "l'importance des dispositions de l'article VII du GATT de 1994" et désirent "élaborer des règles pour leur application en vue d'assurer plus d'uniformité et de certitude dans leur mise en œuvre". Les Membres reconnaissent aussi que "la base de l'évaluation en douane des marchandises devrait, dans toute la mesure du possible, être la valeur transactionnelle des marchandises à évaluer".

[456] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 128. PM Thailand est la succursale thaïlandaise de Philip Morris (Thailand) Ltd., société établie en vertu des lois de l'État du Delaware (États-Unis). Elle a été créée en [[xx.xxx.xx]] et a commencé à distribuer des cigarettes en Thaïlande en [[xx.xxx.xx]].

[457] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, Vol. I, page 423 (2002). Le terme "*clear*" (s'acquitter de, dédouaner) est défini comme "*9. Settle, discharge (a debt, a bill, etc.) ... 14. Pass through the formalities of (a customs office etc.)*" (9. Régler, acquitter (une dette, une note, etc.) … 14. S'acquitter des formalités requises (au bureau de douane, etc.)).

[458] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 130, note de bas de page 87; pièce PHL-29 (Tarif douanier harmonisé de la Thaïlande, chapitre 24). Les Philippines expliquent que le taux de droit consolidé pour les cigarettes en cause est de 80 baht/kilogramme (volume) ou 60 pour cent *ad valorem*; autrement dit, la Thaïlande applique un droit NPF de 80 baht/kilogramme, à condition que cela ne soit pas inférieur à 60 pour cent de la valeur des cigarettes (première communication écrite des Philippines, note de bas de page 88). Toutefois, dans le cadre de l'Accord de libre-échange de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), auquel la Thaïlande et les Philippines sont toutes deux parties, les importations relevant de la

7.78 Les Philippines expliquent que PM Thailand comme PM Philippines sont des filiales à 100 pour cent de Philip Morris International Inc. ("PM International"), société établie en vertu des lois de l'État de Virginie (États-Unis). Les Philippines admettent que PM Thailand et PM Philippines sont liées aux fins de l'Accord sur l'évaluation en douane.[460]

3. Mesures en cause

7.79 Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les Philippines ont indiqué les mesures suivantes comme étant les mesures relatives à l'évaluation en douane:

"• la règle et/ou méthodologie générale prévoyant le rejet systématique de la valeur transactionnelle et l'utilisation systématique d'une méthode d'évaluation déductive;

- les différentes déterminations faites par les douanes thaïlandaises pour les cigarettes importées en provenance des Philippines et déclarées en douane entre le 4 août 2006 et le 19 mars 2008, y compris:
  - ○ les avis d'estimation concernant les marchandises importées répertoriées à l'annexe I de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines; et
  - ○ l'estimation de la valeur aux fins de la fixation de la garantie ou du dépôt en espèces au moment de la déclaration en douane pour les marchandises importées répertoriées à l'annexe II de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines;
- la Loi douanière, B.E. 2469[461] (1926), y compris toutes modifications;
- le Règlement ministériel n° 132 B.E. 2543 (1990) pris en vertu de la Loi douanière B.E. 2469 (1926) et le Règlement ministériel n° 145 B.E. 2547 (2004) et le Règlement ministériel n° 146 B.E. 2550 (2007), qui le modifient;
- la Notification n° 23/2549 (2006) des douanes thaïlandaises, contenant des directives relatives à l'évaluation en douane;
- le Règlement douanier n° 2/2550 (2007): Modification du Recueil de formalités et directives douanières B.E. 2544 (2001): Formalités douanières visant à empêcher toute évasion fiscale concernant les droits applicables à la valeur en douane, et modification du Règlement n° 14/2549 (2006) du Département des douanes: Directive pour la détermination de la valeur en douane;

---

sous-position 2402.20.90 peuvent bénéficier du taux préférentiel de 5 pour cent *ad valorem* (première communication écrite des Philippines, paragraphe 130).

[459] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 128 et 167. Voir aussi le tableau 2 (*History of Values*) (historique des valeurs) (première communication écrite des Philippines, page 61). Les Philippines expliquent que "[d]ans le cadre du droit thaïlandais, les avis d'évaluation constituent la détermination finale de la valeur en douane pour un envoi particulier, sous réserve de recours administratif ou judiciaire". (Première communication écrite des Philippines, note de bas de page 146)

[460] Les Philippines conviennent que PM Thailand et PM Philippines sont liées au sens de l'article 15:4 f) de l'Accord sur l'évaluation en douane, parce que ces deux sociétés sont contrôlées à la fois directement et indirectement par un tiers, PM International (première communication écrite des Philippines, paragraphe 129, note de bas de page 86). Voir la section VII.C.5.

[461] Le nombre indiquant l'année "B.E." désigne l'année du calendrier bouddhiste. Le nombre entre parenthèses désigne l'année correspondante du calendrier grégorien.

- le Règlement douanier n° 14/2549 (2006): Directive pour la détermination de la valeur en douane, modifiée par le Règlement douanier n° 2/2550 (2007);

- la Notification douanière n° 29/2549 (2006): Procédure pour solliciter la fixation des droits; et

- toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures connexes".

7.80 Au cours de la procédure du Groupe spécial, les Philippines ont allégué que l'évaluation en douane par la Thaïlande des cigarettes *Marlboro* et *L&M*, importées en provenance des Philippines par PM Thailand dans le cadre des déclarations en douane visées et dédouanées entre le 11 août 2006 et le 13 septembre 2007, était incompatible avec les obligations au titre des articles 1:1, 1:2 a), 5, 7, 10 et 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane.[462] Elles allèguent aussi que la Thaïlande agit d'une manière incompatible avec les obligations au titre de l'article 1:1 et 1:2 a) en maintenant une règle générale non publiée exigeant le rejet de la valeur transactionnelle et l'utilisation de la méthode d'évaluation déductive.[463]

7.81 À la lumière des allégations présentées par les Philippines dans la procédure du Groupe spécial, les mesures en cause en ce qui concerne les allégations des Philippines au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane sont les déterminations de la valeur en douane par les douanes thaïlandaises pour les déclarations en douane visées de cigarettes importées par PM Thailand et une règle générale alléguée prévoyant le rejet de la valeur transactionnelle et l'utilisation de la méthode d'évaluation déductive. Nous croyons donc comprendre que les Philippines ne contestent pas les lois et réglementations douanières de la Thaïlande en tant que telles.

4. Aperçu des faits entourant le rejet des valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand pour les [[xx.xxx.xx]] importations en cause

7.82 Les Philippines indiquent que, le 4 août 2006, les douanes thaïlandaises ont refusé de dédouaner les cigarettes en cause aux valeurs transactionnelles déclarées de ([[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *Marlboro* et [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *L&M*).[464] Les parties paraissent convenir que, avant cette date, les douanes thaïlandaises acceptaient les valeurs transactionnelles déclarées sans autre enquête.[465] PM Thailand a été informée oralement le 4 août 2006 que, conformément au mémorandum des douanes thaïlandaises daté du 3 août 2006[466], les valeurs transactionnelles acceptables seraient de [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *Marlboro* et de [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *L&M*.[467]

[462] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 167.
[463] Réponse des Philippines à la question n° 16 du Groupe spécial.
[464] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 143.
[465] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 131 à 136; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 32. Selon les Philippines, la Thaïlande s'est appuyée sur des prix "indicatifs" pour l'évaluation en douane des cigarettes importées entre janvier 2000 et mars 2003. Les Philippines expliquent que, en mars 2003, la Thaïlande s'est mise à accepter les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand et a abandonné l'utilisation de prix indicatifs/minimaux pour les cigarettes (pièce PHL-33). La Thaïlande estime que, entre 2003 et 2006, les douanes thaïlandaises acceptaient régulièrement les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand comme base pour la valeur en douane.
[466] Pièce PHL-38. Voir aussi le paragraphe 7.183 pour la chronologie des événements à cet égard.
[467] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 143 à 150. Nous notons que les Philippines font référence à ces chiffres comme étant à la fois les nouvelles valeurs en douane et les garanties.

7.83 Le 7 août 2006, les douanes thaïlandaises ont conseillé oralement à PM Thailand de communiquer d'autres renseignements confirmant les valeurs transactionnelles déclarées des cigarettes en cause.[468]

7.84 Le 11 août 2006, les douanes thaïlandaises ont informé par écrit PM Thailand que les valeurs de garantie[469] pour les cigarettes *Marlboro* et les cigarettes *L&M* étaient fixées respectivement à [[xx.xxx.xx]] baht/paquet et [[xx.xxx.xx]] baht/paquet.[470] À réception de cette lettre, PM Thailand a commencé à dédouaner les cigarettes en question à ces valeurs de garantie. Pour les cigarettes importées par la suite dans le cadre de nouveaux envois, elle a continué de déclarer les valeurs transactionnelles de [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *Marlboro* et [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *L&M*, qui n'étaient pas acceptées par les douanes thaïlandaises.[471] Pour dédouaner les cigarettes en cause, PM Thailand a acquitté les taxes pertinentes sur les valeurs transactionnelles déclarées et a versé pour lesdites taxes une garantie bancaire ou en espèces correspondant à la différence entre les valeurs transactionnelles déclarées et les valeurs de garantie fixées par les douanes thaïlandaises, en attendant la détermination finale de la valeur en douane.[472]

7.85 Entre-temps, PM Thailand a adressé aux douanes thaïlandaises des lettres leur demandant de fournir par écrit les raisons qu'elles avaient de douter de l'acceptabilité des valeurs transactionnelles déclarées.[473] Le 9 décembre 2006, les douanes thaïlandaises lui ont adressé une lettre communiquant les raisons qu'elles avaient d'estimer que l'acceptabilité des valeurs transactionnelles déclarées était contestable.[474]

7.86 Le 16 février 2007, les douanes thaïlandaises ont ramené les valeurs de garantie à [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *Marlboro* et à [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *L&M*.[475] PM Thailand a continué à dédouaner les cigarettes de PM Philippines en acquittant les taxes pertinentes sur les valeurs transactionnelles déclarées et en versant des garanties bancaires ou en espèces.

---

[468] Pièce PHL-56, page 1.

[469] Pour une définition du terme garantie, voir la section VII.I.2, paragraphe 7.1039.

[470] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 151 et 152; pièce PHL-59. La Thaïlande estime que "ces valeurs [de garantie] ont été obtenues à partir des valeurs déductives de certaines importations de PM Thailand visées par la décision de la Commission des recours de juin 2006". Pièce PHL-36.

[471] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 154.

[472] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 155, notes de bas de page 131 et 132. Nous notons que PM Thailand était également tenue de verser pour les taxes intérieures pertinentes calculées sur la base du prix au débarquement droits acquittés des produits importés une garantie bancaire ou en espèces correspondant à la différence entre les valeurs transactionnelles déclarées et la garantie, en attendant la détermination finale de la valeur en douane. Les taxes intérieures pertinentes sont les droits de douane, les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision.

[473] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 157, note de bas de page 134 (pièces PHL-56, PHL-60, PHL-268 et PHL-65). La Thaïlande ne conteste pas non plus cela.

[474] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 161; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 49; pièce PHL-66. Les parties ne paraissent pas contester le fait que les doutes des douanes thaïlandaises au sujet de l'acceptabilité des valeurs transactionnelles déclarées étaient liés aux prix c.a.f. de Bangkok des cigarettes Philip Morris importées par "l'importateur A" (importations destinées aux boutiques hors taxes), qui dépassaient de plus de 300 pour cent les valeurs c.a.f. de Bangkok déclarées par PM Thailand (première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 33 à 39; pièce THA-7). Les Philippines ne contestent pas non plus le fait que PM Thailand connaissait la nature des doutes des douanes thaïlandaises. Il convient cependant de noter que les Philippines sont d'avis que l'importateur A n'est pas techniquement un importateur parce que ses marchandises transitent dans des zones franches et qu'elles n'ont pas été formellement déclarées en douane en Thaïlande ni dédouanées par les douanes thaïlandaises (première communication écrite des Philippines, paragraphes 234 et 235).

[475] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 164.

7.87 Le 16 mars 2007, les douanes thaïlandaises ont encore réduit les valeurs de garantie qui ont été ramenées à [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *Marlboro* et à [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *L&M*.[476]

7.88 Entre le 16 mars 2007 et le 10 octobre 2007, les douanes thaïlandaises ont publié des avis d'estimation concernant les [[xx.xxx.xx]] importations de cigarettes en cause de PM Thailand. Les douanes thaïlandaises ont estimé les [[xx.xxx.xx]] importations dédouanées entre le 11 août 2006 et le 22 septembre 2006 à [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *Marlboro* et à [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *L&M*.[477] Pour le reste des [[xx.xxx.xx]] importations dédouanées entre le 27 septembre 2006 et le 13 septembre 2007, les valeurs en douane finales estimées ont été de [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *Marlboro* et de [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *L&M*.

7.89 Le 5 avril 2007, PM Thailand a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre leur demandant de fournir, entre autres choses, la raison du rejet des valeurs transactionnelles déclarées, la méthode utilisée pour déterminer la valeur en douane et la façon dont les valeurs en douane finales avaient été obtenues.[478] Les douanes thaïlandaises ont répondu à cette demande dans une lettre datée du 12 avril 2007.[479]

7.90 Le 28 mars 2008, les douanes thaïlandaises se sont mises à accepter les valeurs transactionnelles déclarées par PM Thailand comme étant la valeur en douane pour les importations effectuées à cette date ou après cette date.[480] Partant, pour ces nouvelles importations, aucune garantie n'a été recouvrée et les valeurs transactionnelles ont été acceptées au moment du dédouanement. À partir du 14 juillet 2008, la Thaïlande a estimé la valeur en douane de [[xx.xxx.xx]] importations dédouanées entre le 13 septembre 2007 et le 19 mars 2008, en acceptant les valeurs transactionnelles.[481] Pour ces marchandises importées, les valeurs transactionnelles n'avaient pas été acceptées au moment du dédouanement et des garanties avaient été recouvrées pour les droits de douane et dettes fiscales potentiels. Ces [[xx.xxx.xx]] importations incluent une importation dédouanée le 13 septembre 2007 et qui a été estimée le 14 juillet 2008 ou après cette date.[482] À partir du 14 juillet 2008, la Thaïlande a aussi estimé la valeur en douane de [[xx.xxx.xx]] importations dédouanées, respectivement, les 28 mars 2007 ([[xx.xxx.xx]] importation) et 10 septembre 2007 ([[xx.xxx.xx]] importations), en acceptant les valeurs transactionnelles.[483] Pour ces importations, les valeurs transactionnelles n'avaient pas été acceptées au moment du dédouanement, et des garanties avaient été recouvrées pour les droits de douane et dettes fiscales potentiels. Enfin, le 10 octobre 2007 ou avant cette date, la Thaïlande a estimé la valeur en douane de [[xx.xxx.xx]] importations qui avaient été dédouanées entre le 11 août 2006 et le 13 septembre 2007, en rejetant les

[476] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 166.

[477] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 168; pièces PHL-27 et PHL-129. Les Philippines font observer que quatre importations des cigarettes de PM Thailand en cause dédouanées pendant la même période (à savoir 11 août 2006-13 septembre 2007) que les [[xx.xxx.xx]] importations en cause avaient été évaluées par les douanes thaïlandaises les 16 juillet 2008 et 3 octobre 2008, c'est-à-dire à des dates postérieures aux estimations concernant les [[xx.xxx.xx]] marchandises importées. En outre, les douanes thaïlandaises ont accepté les valeurs transactionnelles déclarées pour ces quatre importations, à savoir [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *Marlboro* et [[xx.xxx.xx]] baht/paquet pour les cigarettes *L&M*.

[478] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 182; pièce PHL-69.

[479] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 183; pièce PHL-70.

[480] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 187.

[481] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 195, tableau 2; deuxième communication écrite, paragraphes 120 à 137.

[482] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 195, tableau 2, colonne 4; deuxième communication écrite, paragraphes 120 à 137.

[483] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 195, tableau 2, colonne 4; deuxième communication écrite, paragraphes 120 à 137.

valeurs transactionnelles.[484] Pour ces importations également, les valeurs transactionnelles n'avaient pas été acceptées au moment du dédouanement et des garanties avaient été recouvrées pour les droits de douane et dettes fiscales potentiels. Ces [[xx.xxx.xx]] importations comprennent [[xx.xxx.xx]] importations qui avaient été dédouanées, respectivement, les 28 mars 2007 ([[xx.xxx.xx]] importation) et 13 septembre 2007 ([[xx.xxx.xx]] importation), et qui avaient été estimées le 10 octobre 2007 ou avant cette date.[485]

7.91 Un importateur peut faire appel contre des droits de douane finals devant la Commission thaïlandaise des recours ("BoA") en application de l'article 112*sexies* de la Loi douanière.[486] Il peut ensuite faire appel de la décision de la BoA devant le tribunal fiscal thaïlandais en application de l'article 7 1) de la Loi sur le tribunal fiscal.[487]

5. Article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douanes

a) Introduction

7.92 En ce qui concerne l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les Philippines allèguent que la Thaïlande viole: i) l'article 1:1 et 1:2 en maintenant et en appliquant une règle générale prévoyant le rejet de la valeur transactionnelle et l'application de la méthode d'évaluation déductive; ii) l'article 1:1 et 1:2 en rejetant indûment les valeurs transactionnelles déclarées par PM Thailand pour les [[xx.xxx.xx]] marchandises importées; et iii) l'article 1:2 a) en ne communiquant pas ses "motifs" avant de rejeter les valeurs transactionnelles pour ces importations.

7.93 Avant d'examiner tour à tour les allégations des Philippines, nous précisons d'abord le critère approprié pour notre examen des allégations au titre de l'article 1:1 et 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane.

b) Critère d'examen pour les allégations au titre de l'article 1:1 et 1:2 a)

i) Principaux arguments des parties

7.94 Les **Philippines** estiment que, suivant le critère d'examen de l'OMC, un groupe spécial doit "évaluer objectivement" conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord si l'explication donnée par les autorités démontre que celles-ci se sont conformées à l'obligation qui leur incombait d'examiner les circonstances de la vente en examinant d'une manière critique les éléments de preuve.[488] Comme pour les autres accords visés, l'explication doit montrer, entre autres choses, comment les autorités ont traité les éléments de preuve et en quoi les éléments de preuve étayaient leur conclusion. Le Groupe spécial ne peut pas évaluer la compatibilité avec les règles de l'OMC de la décision des douanes thaïlandaises sur la base des raisons développées par la Thaïlande au cours de

[484] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 195, tableau 2, colonnes 1 à 4.

[485] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 195, tableau 2, colonne 4; deuxième communication écrite, paragraphes 120 à 137.

[486] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 74. Entre 2000 et 2003, PM Thailand a fait appel de [[xx.xxx.xx]] décisions en matière d'évaluation en douane rendues par les douanes thaïlandaises, dont [[xx.xxx.xx]] sont toujours en cours. En outre, entre août 2006 et septembre 2007, les douanes thaïlandaises ont rejeté la valeur transactionnelle de [[xx.xxx.xx]] importations de cigarettes en provenance des Philippines effectuées par PM Thailand. PM Thailand a fait appel de ces décisions de rejet devant la BoA et ces appels sont toujours en cours également (première communication écrite des Philippines, paragraphes 90 et 91; réponse des Philippines à la question n° 80 du Groupe spécial; réponse de la Thaïlande à la question n° 82 du Groupe spécial).

[487] Réponse de la Thaïlande à la question n° 145 du Groupe spécial citant la pièce THA-88; pièce PHL-281.

[488] Réponse des Philippines aux questions n° 4 et 6 du Groupe spécial.

la présente procédure, qui peuvent refléter ou ne pas refléter le point de vue des douanes thaïlandaises à l'époque.[489]

7.95 En outre, pour se prononcer sur le point de savoir si les autorités ont dûment examiné les circonstances de la vente, un groupe spécial doit aussi évaluer objectivement les autres éléments de preuve pertinents qui traitent de la légitimité de la conclusion à laquelle les autorités sont arrivées, en particulier lorsque cette conclusion n'explique pas les motifs factuels par lesquels elle est étayée. Étant donné que les douanes thaïlandaises n'ont jamais mentionné les éléments de preuve au moment de leurs décisions de rejet, la Thaïlande n'a pas démontré qu'elle était en droit de rejeter les valeurs transactionnelles au titre de l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane.[490]

7.96 La **Thaïlande** pense d'une manière générale comme les Philippines que le critère approprié pour les allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane est de savoir si la décision en matière d'évaluation prise par les douanes thaïlandaises était raisonnable, eu égard aux faits et aux éléments de preuve dont celles-ci étaient saisies au moment où elles ont formulé leur détermination.[491] La Thaïlande souscrit aussi au point de vue selon lequel le Groupe spécial ne doit *pas* procéder à un examen *de novo*.[492]

7.97 La Thaïlande n'est, toutefois, pas d'accord avec les Philippines sur la façon d'appliquer ce critère au présent différend. Elle fait valoir que les Philippines n'ont pas montré que *l'un quelconque* des arguments de la Thaïlande présentés au Groupe spécial était un argument *a posteriori* en ce sens qu'il différait des motifs pour lesquels les douanes thaïlandaises avaient agi. De l'avis de la Thaïlande, bien que les explications données au Groupe spécial soient beaucoup plus détaillées que celles qui avaient été fournies à PM Thailand à l'époque de la détermination, elles sont compatibles avec les motifs pour lesquels les douanes thaïlandaises ont agi et les explications fournies à PM Thailand à l'époque.[493]

7.98 En outre, la Thaïlande ne pense pas que la théorie des justifications *a posteriori* puisse être appliquée au présent différend qui traite des mesures d'évaluation en douane, puisque cette théorie découle en grande partie de différends concernant des mesures commerciales correctives.[494] À la différence de l'Accord antidumping ou de l'Accord SMC, l'Accord sur l'évaluation en douane n'exige pas de l'administration des douanes qu'elle divulgue "toutes les questions de droit et de fait jugées importantes" au moment où elle détermine la valeur en douane. Il n'exige pas d'elle non plus qu'elle informe toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituent le fondement de la décision, comme le font l'article 6.9 de l'Accord antidumping et l'article 12.8 de l'Accord SMC. La Thaïlande fait valoir que, dans ces circonstances, aucune base logique ou juridique ne permet à un groupe spécial chargé d'une affaire de refuser d'examiner les arguments présentés par un Membre défendeur au motif qu'ils ne faisaient pas partie des "questions de fait et de droit" ou des "faits essentiels" divulgués à l'époque de l'évaluation en douane. Selon la Thaïlande, s'il devait refuser d'examiner les arguments présentés par la Thaïlande dans le présent différend pour des motifs *a posteriori*, le Groupe spécial donnerait de fait de l'Accord sur l'évaluation en douane une lecture qui inclut les dispositions de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC relatives à la divulgation, ce qui accroîtrait ou diminuerait indûment les droits et obligations énoncés dans les accords visés.[495]

---

[489] Réponse des Philippines à la question n° 108 du Groupe spécial.

[490] Réponse des Philippines à la question n° 16 du Groupe spécial.

[491] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 15; deuxième déclaration orale, paragraphes 3 à 8.

[492] Réponse combinée de la Thaïlande aux questions n° 4 et 6 du Groupe spécial.

[493] Réponse de la Thaïlande à la question n° 93 1) du Groupe spécial.

[494] Réponse de la Thaïlande à la question n° 93 2) du Groupe spécial.

[495] La Thaïlande note en outre que la pratique consistant à refuser d'examiner des arguments ou éléments de preuve pour des motifs *a posteriori* n'est pas aussi clairement définie que les Philippines pourraient

ii) Analyse du Groupe spécial

7.99 Nous rappelons ce que nous avons dit dans la section VII.B.2, à savoir que l'article 11 du Mémorandum d'accord, le critère d'examen approprié pour le présent Groupe spécial, doit être interprété à la lumière des obligations pertinentes de l'accord de fond en question, l'Accord sur l'évaluation en douane. À cet égard, dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit:

> "Contrairement à certains autres cas relevant des Accords de l'OMC, un groupe spécial qui effectue une analyse au titre de l'article 6.3 c) de l'Accord SMC est le premier juge des faits, plutôt que celui qui examine des déterminations factuelles établies par les autorités nationales chargées de l'enquête. Cela étant, nous tenons à souligner qu'il incombe aux groupes spéciaux de recueillir et d'analyser des données factuelles et renseignements pertinents pour évaluer les allégations formulées au titre de l'article 6.3 c) afin de parvenir à des conclusions motivées."[496]

7.100 Cette déclaration donne à penser que le critère précis applicable à l'examen d'une allégation par un groupe spécial et, en particulier, aux aspects factuels de l'allégation, dépend du point de savoir si le groupe spécial doit procéder à une analyse des faits en tant que premier juge des faits ou en tant que celui qui examine des déterminations factuelles établies par les autorités nationales. Nous croyons comprendre que cette distinction repose sur la nature des obligations spécifiques contractées au titre de la disposition particulière d'un accord visé particulier de l'OMC. Nous sommes aussi attentifs au point de vue de l'Organe d'appel selon lequel les principes concernant le critère d'examen fondé sur l'article 11 du Mémorandum d'accord pour ce qui est d'un accord visé de l'OMC peuvent également être appliqués aux autres accords visés de l'OMC.[497] Nous serons donc guidés par l'éclaircissement apporté par l'Organe d'appel dans des différends antérieurs sur le critère d'examen au titre d'autres accords visés de l'OMC.

7.101 L'allégation formulée par les Philippines au titre de l'article 1:1 et 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane selon laquelle les douanes thaïlandaises ont indûment rejeté les valeurs transactionnelles déclarées pour les importations de cigarettes visées exige que nous fassions une évaluation objective du point de savoir si les douanes thaïlandaises ont examiné les circonstances de la vente effectuée entre PM Thailand et PM Philippines au sens de l'article 1:2 a). Comme il est résumé dans la section VII.C.5 d) ci-après, les arguments des parties à cet égard sont centrés sur la question de savoir si les douanes thaïlandaises ont examiné les éléments de preuve communiqués par PM Thailand au moment de la détermination et si la détermination des douanes thaïlandaises de ne pas accepter la valeur transactionnelle des cigarettes en cause peut être justifiée par ces éléments de preuve. Pour l'examen des allégations au titre de l'article 1:1 et 1:2 a), notre mandat consiste donc à

---

le laisser entendre, même dans des différends relevant de l'Accord antidumping (réponse de la Thaïlande à la question n° 93 2) du Groupe spécial). Elle cite le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphes 162 et 164. L'Organe d'appel a dit au paragraphe 162: "[l]e Groupe spécial lui-même n'a pas expliqué comment il comprenait l'interdiction de "justification *a posteriori*", ni sur quelle base une telle interdiction limiterait le droit d'un Membre de produire des *éléments de preuve* – par opposition à un raisonnement – dans une procédure de règlement d'un différend" et, au paragraphe 164, "nous sommes d'avis que l'article 22.5 ne prescrit pas que l'administration cite ou analyse, dans la détermination finale, *chaque* élément de preuve pour chaque fait".

[496] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 458.

[497] Spécifiquement, l'Organe d'appel a dit que les principes concernant le critère d'examen pour ce qui est de l'Accord sur les sauvegardes "s'appliqu[aient] de la même façon [ ] à l'examen par un groupe spécial de la détermination d'un Membre au titre de l'article 6 de l'ATV" (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 75) et étaient "instructif[s] pour les affaires relevant de l'Accord SMC qui comport[aient] aussi des déterminations faites par des administrations" (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 184).

évaluer si la détermination faite par les douanes thaïlandaises au titre de l'article 1:2 a) est étayée par les éléments de preuve factuels dont celles-ci étaient saisies, mais *non* à déterminer en tant que premier juge des faits si les liens entre PM Thailand et PM Philippines ont influencé le prix sur la base des renseignements communiqués par PM Thailand au moment de la détermination de la valeur.

7.102 L'obligation de fond énoncée dans l'Accord sur l'évaluation en douane qui est pertinente pour la formulation du critère d'examen applicable aux allégations formulées par les Philippines au titre de l'article 1:1 et 1:2 a) est l'obligation imposée à une administration des douanes au titre de l'article 1:2 a) de communiquer les motifs pour lesquels elle considère, compte tenu des renseignements fournis par l'importateur, que les liens ont influencé le prix. En outre, conformément à l'article 16, à la demande de l'importateur, l'administration des douanes doit fournir une explication écrite indiquant comment la valeur en douane a été déterminée, comme cela est examiné dans la section VII.C.6 ci-après.

7.103 En conséquence, une évaluation objective du point de savoir si les douanes thaïlandaises ont dûment rejeté la valeur transactionnelle en examinant les circonstances de la vente au sens de l'article 1:2 a) doit être fondée sur les motifs ainsi que sur l'explication fournie par les douanes thaïlandaises au titre, respectivement, des articles 1:2 a) et 16.[498] Nous trouvons des éléments à l'appui de notre point de vue dans la déclaration suivante faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*:

> "Il s'ensuit que la nature précise de l'examen auquel doit procéder un groupe spécial, lorsqu'il examine une allégation formulée au titre de l'article 4:2 de l'*Accord sur les sauvegardes*, découle en partie de l'obligation qui lui est faite de procéder à une "évaluation objective de la question", conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, et, en partie, des obligations qui lui sont imposées par l'article 4:2, dans la mesure où ces obligations font partie de l'allégation. Ainsi, comme pour ce qui est de n'importe quelle allégation formulée au titre des dispositions d'un accord visé, les groupes spéciaux sont tenus d'examiner, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord, la question de savoir si le Membre s'est acquitté des obligations qui lui sont imposées par les dispositions particulières mentionnées dans l'allégation. En examinant la question de savoir si l'explication donnée par les autorités compétentes dans le rapport qu'elles ont publié est motivée et adéquate, les groupes spéciaux peuvent déterminer si ces autorités ont agi conformément aux obligations qui leur sont imposées par l'article 4:2 de l'*Accord sur les sauvegardes*."[499]

---

[498] Nous reconnaissons qu'il peut exister une situation dans laquelle l'importateur ne demande pas une explication écrite au titre de l'article 16. Nous ne jugeons pas nécessaire aux fins de résoudre le présent différend de déterminer le critère d'examen approprié dans une telle situation.

[499] Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 105; *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, paragraphe 184. Dans l'affaire *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, l'Organe d'appel indique en outre ce qui suit:

> "[U]n groupe spécial ne doit pas avoir à *se demander* pourquoi une mesure de sauvegarde a été appliquée. ... Comme nous l'avons dit précédemment, un groupe spécial ne peut pas procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve ni substituer son jugement à celui des autorités compétentes. Par conséquent, les "conclusions motivées" et l'"analyse détaillée" ainsi qu'"une justification du caractère pertinent des facteurs examinés" qui figurent dans le rapport des autorités compétentes constituent les seules bases sur lesquelles un groupe spécial peut s'appuyer pour examiner la question de savoir si les autorités compétentes se sont conformées à leurs obligations au titre de l'*Accord sur les sauvegardes* et de l'article XIX:1 a) du GATT de 1994. Pour toutes ces raisons, il est d'autant plus nécessaire qu'elles soient exposées explicitement par les autorités compétentes. (paragraphes 298 et 299)

7.104 L'Organe d'appel a souligné aussi qu'un groupe spécial devait examiner l'explication donnée par les autorités nationales "en profondeur, *de manière critique*, à la lumière des faits dont il dispos[ait]".[500] Même si la disposition visée dans ce différend (l'article 4:2 a)) relevait de l'Accord sur les sauvegardes, qui énonce une obligation plus détaillée de fournir une explication "motivée et adéquate", nous ne voyons pas pourquoi le même principe ne s'appliquerait pas à un groupe spécial chargé d'examiner les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane, qui contient des obligations de nature semblable.[501]

7.105 À cet égard, nous rappelons en outre le raisonnement de l'Organe d'appel selon lequel les groupes spéciaux ne doivent pas nécessairement limiter leur examen de la détermination établie par les autorités nationales à un examen de cette détermination du point de vue des arguments factuels et juridiques communiqués par les parties intéressées au cours de l'enquête nationale.[502] Dans l'affaire *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, l'Organe d'appel a indiqué aussi ce qui suit: "Il ne s'agit pas de dire qu'un groupe spécial n'est pas en droit d'examiner si l'administration a donné une explication motivée et adéquate de sa détermination, en particulier en examinant les autres inférences qui pourraient raisonnablement être faites à partir des éléments de preuve versés au dossier – et les explications qui pourraient raisonnablement être fournies concernant ces éléments de preuve. De fait, un groupe spécial doit entreprendre une telle enquête."[503]

7.106 Nous concluons donc que, compte tenu de la nature des obligations énoncées aux articles 1:2 a) et 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane, le critère approprié pour notre examen des allégations formulées par les Philippines au titre de l'article 1:1 et 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane consiste à évaluer, sur la base des motifs ainsi que de l'explication fournis par les douanes thaïlandaises, si la décision des douanes thaïlandaises de rejeter la valeur transactionnelle des cigarettes importées en cause était compatible avec l'Accord sur l'évaluation en douane.

7.107 Nous commencerons notre examen des allégations formulées par les parties au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane en appliquant le critère d'examen énoncé ci-dessus.

... Toutefois, lorsque celles-ci n'ont pas fourni une explication motivée et adéquate à l'appui de leur détermination, le groupe spécial n'est pas en mesure de conclure que la prescription pertinente pour pouvoir appliquer une mesure de sauvegarde a été remplie par ces mêmes autorités. Ainsi, en pareille situation, le groupe spécial n'a d'autre choix que de constater que les autorités compétentes n'ont pas effectué l'analyse correctement ..." (paragraphe 303).

[500] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 106.

[501] L'Organe d'appel a dit en outre ce qui suit: "Les groupes spéciaux doivent donc examiner la question de savoir si l'explication fournie par les autorités compétentes tient pleinement compte de la nature et, notamment, de la complexité des données et si elle tient compte d'autres interprétations plausibles de ces données. En particulier, un groupe spécial doit constater qu'une explication n'est pas motivée ou qu'elle n'est pas adéquate si une *autre explication* des faits est plausible et que l'explication donnée par les autorités compétentes ne lui semble pas adéquate au vu de cette autre explication. ..." (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 106).

[502] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphes 110 à 116, faisant référence à son rapport *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 94.

[503] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Enquête en matière de droits compensateurs sur les DRAM*, note de bas de page 278.

c) Question de savoir si la Thaïlande a maintenu et appliqué une règle générale exigeant le rejet des valeurs transactionnelles et l'utilisation de la méthode d'évaluation déductive, en violation de l'article 1:1 et 1:2

i) Principaux arguments des parties

7.108 Les **Philippines** font valoir qu'"[u]n Membre de l'OMC est en droit de formuler des allégations concernant toute règle générale appliquée de manière prospective imputable à un autre Membre de l'OMC, que la règle soit formellement publiée ou non".[504] Elles indiquent que la règle générale de la Thaïlande, appliquée du 4 août 2006 jusqu'au 19 mars 2008, incluait les deux éléments suivants: i) refuser systématiquement, au moment de l'importation, d'accepter les valeurs transactionnelles pour toutes les cigarettes importées tout en imposant le recouvrement des garanties comme condition pour permettre le dédouanement[505]; et ii) évaluer systématiquement les cigarettes importées en utilisant une méthode d'évaluation déductive, plutôt que la valeur transactionnelle, au moment de l'estimation finale.[506] Toutes les importations qui ont été estimées après le 19 mars 2008 ont été évaluées au moyen de la valeur transactionnelle, même si la date de leur déclaration en douane se situait pendant la même période que les [[xx.xxx.xx]] importations pour lesquelles les valeurs transactionnelles ont été rejetées.

7.109 Les Philippines demandent au Groupe spécial de constater que la règle générale de la Thaïlande est incompatible avec l'article 1:1 et 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane parce qu'elle entraîne le rejet systématique de la valeur transactionnelle dans les ventes entre parties liées à la fois au moment de l'importation et au moment de la détermination, sans examen des circonstances de la vente.[507] Elles affirment que différents documents émanant du gouvernement thaïlandais démontrent l'*existence* ou l'*établissement* de la règle générale[508], alors que le rejet de la valeur transactionnelle par la Thaïlande et l'évaluation au moyen de la méthode déductive en ce qui concerne les [[xx.xxx.xx]] importations en cause sont des éléments de preuve indiquant l'*application* de la règle générale.[509] Même si la Thaïlande n'applique pas sa règle générale aujourd'hui, les Philippines ne voient pas bien si la règle a été entièrement abrogée ou si la Thaïlande a simplement décidé de ne pas l'appliquer pour l'instant. Par conséquent, elles demandent au Groupe spécial de recommander que, dans la mesure où la règle continue d'exister, la Thaïlande mette celle-ci en conformité avec ses obligations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane.[510]

---

[504] Réponse des Philippines à la question n° 1 du Groupe spécial, citant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 198.

[505] Les Philippines estiment que "s'agissant du premier élément de la règle générale (refuser systématiquement la valeur transactionnelle), la Thaïlande a refusé d'accepter la valeur transactionnelle au moment de l'importation et a recouvré des garanties pour *la totalité des [[xx.xxx.xx]] importations qui ont été effectuées* depuis le 4 août 2006 jusqu'au 19 mars 2008, sans exception" (réponse des Philippines à la question n° 1 du Groupe spécial) (pas d'italique dans l'original).

[506] Réponse des Philippines aux questions n° 1 et 96 1) du Groupe spécial. Les Philippines estiment que "s'agissant du deuxième élément de la règle générale (utiliser systématiquement une méthode d'évaluation déductive), la Thaïlande a évalué des cigarettes importées en utilisant la méthode d'évaluation déductive au lieu de la valeur transactionnelle *pour la totalité des [[xx.xxx.xx]] importations* pour lesquelles elle a publié *un avis d'estimation* entre le 11 août 2006 et le 19 mars 2008, là encore sans exception" (pas d'italique dans l'original). Ces [[xx.xxx.xx]] importations constituent un sous-ensemble des [[xx.xxx.xx]] importations, *dédouanées* entre le 11 août 2006 et le 19 mars 2008.

[507] Réponse des Philippines à la question n° 1 du Groupe spécial.

[508] Réponse des Philippines à la question n° 96 1) du Groupe spécial (pas d'italique dans l'original).

[509] Réponse des Philippines à la question n° 96 1) du Groupe spécial.

[510] Les Philippines font référence au rapport du Groupe spécial *CE – Approbation et commercialisation des produits biotechnologiques*, paragraphes 8.16 et 8.36.

7.110 La **Thaïlande** fait valoir que les Philippines n'ont pas établi qu'il existait une "règle et/ou méthodologie générale", tels que ces termes s'entendent dans la jurisprudence de l'OMC, en particulier selon le critère, défini par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, auquel il doit être satisfait pour établir une règle générale. Elle conteste la classification des déterminations de la valeur en douane par les douanes thaïlandaises en cause comme étant une règle/méthodologie générale parce que les déterminations contestées n'ont pas un caractère général et prospectif: elles ne s'appliquent qu'à une société spécifique (à savoir PM Thailand), et les Philippines elles-mêmes ont indiqué que de tels calculs avaient effectivement un caractère aléatoire et imprévisible dans le cadre de différentes plaintes. La Thaïlande estime donc qu'elle ne suit aucune pratique consistant à rejeter systématiquement la valeur transactionnelle pour les cigarettes.[511]

7.111 La Thaïlande fait valoir en outre qu'il n'est pas nécessaire que le Groupe spécial se prononce sur cette allégation pour résoudre le différend dont il est saisi. La raison en est que les allégations des Philippines en ce qui concerne les [[xx.xxx.xx]] importations énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines relèvent du mandat. Dès lors que les importations énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial formulée par les Philippines constituent les mesures en cause, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner la règle générale parce qu'il ne servirait à rien de se prononcer aussi sur l'allégation révisée relative à une méthodologie générale.[512] Enfin, la Thaïlande affirme que les Philippines interprètent d'une manière erronée le mémorandum des douanes thaïlandaises daté du 3 août 2006 pour prouver l'existence de la règle générale. Ce mémorandum, dont les Philippines allèguent qu'il édicte des règles générales concernant le recouvrement des garanties, explique clairement que les garanties qui doivent être recouvrées sur les importations de PM Thailand seront établies sur la base de la méthode d'évaluation déductive utilisée dans la décision de la Commission des recours de juin 2006, d'où ont été tirées les valeurs de garantie.[513] Ce mémorandum se rapporte donc directement à un cas spécifique et ne montre pas l'existence d'une règle générale.[514]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.112 Les Philippines allèguent que la Thaïlande maintient une règle ou norme générale consistant à rejeter systématiquement les valeurs transactionnelles pour certaines marchandises importées et à utiliser la méthode d'évaluation déductive pour l'évaluation en douane, d'une manière incompatible avec l'article 1:1 et 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane. Nous commencerons notre analyse de l'allégation des Philippines en rappelant l'examen effectué par l'Organe d'appel dans des différends antérieurs du point de savoir si des "règles générales" peuvent constituer une "mesure" aux fins d'une procédure de règlement des différends de l'OMC.

7.113 L'Organe d'appel a dit que les mesures qui pouvaient faire l'objet d'une procédure de règlement des différends à l'OMC incluaient des actes appliquant une règle écrite dans un contexte

[511] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 126.

[512] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 305.

[513] La pièce THA-38 inclut un mémorandum des douanes thaïlandaises daté du 9 août 2006, dans lequel celles-ci indiquent que l'évaluation en douane des cigarettes "doit être effectuée suivant la méthode n° 4" et que PM Thailand se trouve "confrontée à la question de savoir quel montant de garantie devrait être imposé en ce qui concerne ces produits". Le mémorandum explique ensuite que l'"évaluation en douane maximale" est le "prix déductif", conformément à la "Décision n° Gor.Or. 19/2549" de la BoA. Cette désignation fait référence à la décision de la BoA de juin 2006, communiquée en tant que pièce PHL-36, d'où ont été tirées les valeurs utilisées comme constituant les garanties requises en ce qui concerne les importations de PM Thailand à partir d'août 2006. Par conséquent, il est clair que ce mémorandum fait référence à la question de l'établissement des valeurs de garantie, qui étaient fondées sur une valeur déductive antérieure et étaient exigées à la date du mémorandum, et non pas à l'estimation finale des [[xx.xxx.xx]] importations en cause, qui n'a eu lieu qu'en mars 2007, après de nouveaux échanges approfondis entre PM Thailand et les douanes thaïlandaises.

[514] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 306.

spécifique et "des actes établissant des règles ou des normes censées être appliquées de manière générale et prospective".[515] S'agissant du point de savoir si des règles ou normes *non écrites* peuvent aussi constituer une mesure, l'Organe d'appel a précisé dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* qu'il n'y avait "rien qui permette de conclure que des "règles ou normes" p[ouvaient] être contestées, en tant que telles, *uniquement* si elles [étaient] énoncées sous la forme d'un instrument écrit".[516]

7.114 À cet égard, l'Organe d'appel a noté qu'"un groupe spécial ne d[evait] pas présumer à la légère l'existence d'une "règle ou norme" constituant une mesure appliquée de manière générale et prospective, surtout lorsqu'elle n'[était] pas énoncée sous la forme d'un document écrit. Si un groupe spécial le faisait, il agirait d'une manière incompatible avec ses obligations au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord, à savoir "procéder à une évaluation objective de la question" dont il est saisi."[517] L'Organe d'appel a donc souligné la nécessité de faire clairement la distinction "entre la question de l'évaluation de l'*existence* de la mesure contestée, qui est particulièrement importante lorsqu'il s'agit de mesures non écrites, et l'examen distinct de la *compatibilité* de la mesure avec les dispositions pertinentes des accords visés".[518]

7.115 En particulier, l'Organe d'appel dit ce qui suit:

> "Lorsqu'une contestation "en tant que tel" est formulée à l'encontre d'une "règle ou norme" qui est énoncée sous la forme d'un document écrit – telle qu'une loi ou une réglementation – il n'y aurait, dans la plupart des cas, aucune incertitude quant à l'existence ou à la teneur de la mesure qui a été contestée. La situation est différente, cependant, lorsqu'une contestation est formulée à l'encontre d'une "règle ou norme" qui n'est *pas* énoncée sous la forme d'un document écrit. En pareil cas, l'existence même de la "règle ou norme" contestée peut être incertaine."[519]

7.116 L'Organe d'appel a indiqué que, pour étayer une constatation indiquant l'*existence* d'une règle ou norme *non écrite*, une partie plaignante devait donc montrer: i) la possibilité d'imputer la "règle ou norme" alléguée au Membre défendeur; ii) sa teneur précise; et iii) le fait qu'elle [était] appliquée de manière générale et prospective.[520] En outre, pour déterminer si la partie plaignante a prouvé l'existence d'une règle ou norme non écrite, un groupe spécial doit examiner les *facteurs concrets* qui prouvent l'existence de la règle ou norme présumée afin de conclure qu'une telle règle ou norme peut être contestée en tant que telle.[521] Ces éléments de preuve peuvent comprendre la preuve d'une *application systématique* de la règle ou norme contestée.[522]

---

[515] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 187.

[516] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 193.

[517] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 196.

[518] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 203.

[519] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 197.

[520] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 198.

[521] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 197 et 198.

[522] En outre, dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, l'Organe d'appel a reconnu que les facteurs suivants étaient pertinents pour déterminer l'existence d'une règle/norme non écrite: i) les États-Unis (la partie défenderesse) ne contestaient pas qu'un certain instrument prouvait l'application de la règle visée pendant une longue période; ii) les États-Unis n'avaient pu indiquer aucun cas dans lequel la règle n'avait pas été appliquée; et iii) les États-Unis n'avaient pas contesté que, dans cette procédure, la règle reflétait une politique délibérée. L'Organe d'appel a noté que, sur la base de son évaluation de ces éléments de preuve, le Groupe spécial avait conclu que "la méthode de réduction à zéro concrétisée dans les "procédures types de réduction à zéro" [facteur concret] représent[ait] une norme bien établie et bien définie suivie par l'USDOC et qu'il [était] possible, sur la base de cet élément de preuve, d'identifier avec précision la teneur spécifique de cette norme et

7.117 Étant donné que la règle générale dont il est allégué qu'elle est maintenue par la Thaïlande n'existe pas sous la forme d'un document écrit[523], notre analyse de l'allégation des Philippines sera guidée par les critères susmentionnés énoncés par l'Organe d'appel qui doivent être appliqués pour examiner une contestation en tant que tel formulée à l'encontre d'une règle ou norme non écrite comme constituant une mesure. Nous examinerons donc d'abord si les Philippines ont établi l'*existence* de la règle ou norme non écrite, à savoir le rejet systématique de la valeur transactionnelle et l'utilisation systématique d'une méthode d'évaluation déductive. Ce n'est que si nous constatons, sur la base des éléments de preuve qui nous ont été présentés, que les Philippines ont établi l'existence de la règle ou norme non écrite que nous passerons à l'examen de la *compatibilité* d'une telle règle ou norme non écrite.

7.118 Les Philippines allèguent que l'existence ou l'établissement de la règle générale alléguée est démontrée par les huit catégories d'éléments de preuve ci-après[524]:

- un mémorandum des douanes thaïlandaises daté du 3 août 2006, un jour avant que les douanes thaïlandaises ne commencent à mettre en doute les valeurs transactionnelles déclarées des cigarettes importées, qui indique que le Premier Ministre, M. Thaksin, a donné pour instruction aux douanes thaïlandaises de prendre des mesures en ce qui concerne les "valeurs déclarées extrêmement basses" pour certaines catégories de marchandises importées, y compris les cigarettes[525];

- un mémorandum des douanes thaïlandaises daté du 9 août 2006, qui donne pour instruction aux agents des douanes thaïlandaises d'évaluer *toutes* les cigarettes importées en utilisant la méthode d'évaluation déductive[526], ce qui, d'après les allégations, montre que la Thaïlande a adopté une politique consistant à rejeter systématiquement la valeur transactionnelle et à utiliser la méthode d'évaluation déductive pour évaluer les cigarettes importées;

- le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 indiquant que la Thaïlande n'a pas examiné les circonstances de la vente, ce qui est compatible avec le fait que la Thaïlande a adopté une règle générale entraînant le rejet systématique de la valeur transactionnelle, indépendamment des circonstances de la vente[527];

- une analyse du critère déductif des douanes thaïlandaises, qui indique que les décisions des douanes thaïlandaises n'étaient pas motivées par l'écart entre les valeurs

---

le comportement futur qu'elle entraînera[it]". (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 199 et 200, citant le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.103 et 7.104) L'Organe d'appel a fait observer en outre que les éléments de preuve présentés au Groupe spécial étaient constitués des éléments suivants: i) les déterminations de l'USDOC dans les affaires "tel qu'appliqué" contestées par les Communautés européennes; ii) les programmes types utilisés par l'USDOC pour calculer les marges de dumping; iii) les avis d'experts concernant l'utilisation et la teneur de la règle; iv) l'indication par les États-Unis à l'audience de l'Organe d'appel qu'ils annonceraient bientôt publiquement qu'ils ne recourraient plus à la règle en question dans certaines circonstances; et v) le Manuel antidumping comme élément de preuve indiquant le caractère d'instrument type de la règle.

[523] Réponse des Philippines à la question n° 96 2) iii) et 96 2) iv) du Groupe spécial.

[524] Réponse des Philippines aux questions n° 1, 4, 6 et 96 1) du Groupe spécial.

[525] Pièce THA-38. Les Philippines indiquent que ce mémorandum était à l'origine des faits survenus dans le gouvernement thaïlandais qui ont donné lieu au présent différend (réponse des Philippines à la question n° 1 du Groupe spécial).

[526] Voir *supra* la note de bas de page 513.

[527] Pièce PHL-74.

transactionnelles et les valeurs déductives servant de critère[528] et, partant, suggère l'existence d'une règle générale entraînant le rejet systématique de la valeur transactionnelle, indépendamment des circonstances de la vente;

- l'acceptation par la Thaïlande des valeurs transactionnelles pour quatre importations qui avaient été dédouanées au même moment ou à peu près au même moment que les [[xx.xxx.xx]] importations en cause (à savoir les 11 août 2006 et 13 septembre 2007) mais évaluées *après* le 19 mars 2008, ce qui montre que le fondement de l'acceptation ou du rejet de la valeur transactionnelle était non les circonstances de la vente, mais la politique du gouvernement thaïlandais qui existait au moment de l'estimation[529];

- un mémorandum des douanes thaïlandaises daté du 23 août 2006, intitulé "Guide price consideration of liquor and beer products" (Guide pour l'examen des prix des alcools et des bières)[530];

- un mémorandum des douanes thaïlandaises daté du 27 septembre 2006, intitulé "Guideline on the Customs Valuation of Alcoholic Beverages and Beer" (Directive concernant l'évaluation en douane des boissons alcooliques et des bières)[531]; et

- un rapport de la réunion des douanes thaïlandaises du 24 octobre 2006 concernant l'évaluation en douane des "cigarettes, alcools, bières et produits vitivinicoles".[532]

7.119 Pour examiner l'allégation des Philippines, nous déterminons si ces pièces, individuellement et/ou dans leur ensemble, démontrent l'existence de la règle ou norme générale alléguée.

7.120 Le premier élément qui doit être établi pour prouver l'existence d'une règle ou norme non publiée est que la règle ou norme alléguée est *imputable* au Membre défendeur. Le refus systématique allégué par les douanes thaïlandaises de la valeur transactionnelle et l'utilisation de la méthode d'évaluation déductive en cause sont imputables à la Thaïlande, car les douanes thaïlandaises et le Département des droits d'accise thaïlandais sont constitués l'un et l'autre de fonctionnaires de l'État désignés qui sont responsables devant le gouvernement thaïlandais. Les Membres de l'OMC sont responsables des actions de leurs fonctionnaires lorsque ces actions sont incompatibles avec les accords visés de l'OMC.[533]

7.121 Ensuite, s'agissant de la teneur précise de la règle générale alléguée, les Philippines estiment que les documents internes du gouvernement thaïlandais énumérés ci-dessus montrent l'applicabilité de la règle aux cigarettes, alcools, bières et vins importés.[534] Nous croyons comprendre également d'après l'allégation des Philippines que la règle générale inclut deux éléments: premièrement, le rejet systématique de la valeur transactionnelle déclarée des importateurs sans un examen approprié des circonstances de la vente dans les transactions entre des parties liées; et, deuxièmement, l'utilisation

[528] Les Philippines indiquent que cet argument est fondé sur leur analyse selon laquelle "lorsque l'écart était à son maximum, la Thaïlande a accepté les valeurs transactionnelles déclarées; et lorsque l'écart était le plus faible, elle les a rejetées" (réponse combinée des Philippines aux questions n° 4 et 6 du Groupe spécial).

[529] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 126 à 129; pièces PHL-200, PHL-201, PHL-202, PHL-203 et PHL-219.

[530] Pièce THA-69.

[531] Pièce THA-70.

[532] Pièce THA-72.

[533] Article 4 1) des articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite, annexés à la Résolution n° 56/83 de l'Assemblée générale des Nations Unies (12 décembre 2001); rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 28.

[534] Réponse des Philippines à la question n° 96 2) i) du Groupe spécial.

systématique de la méthode d'évaluation déductive pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées.

7.122 S'agissant du point de savoir si la règle ou norme alléguée est appliquée de manière *générale* et *prospective*, les Philippines font référence aux documents du gouvernement thaïlandais suivants: i) quatre mémorandums des douanes thaïlandaises concernant l'évaluation en douane des cigarettes et boissons alcooliques; ii) le rapport de la réunion du 24 octobre 2006; et iii) le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007.

7.123 Le mémorandum des douanes thaïlandaises daté du 3 août 2006 donne pour instruction aux douanes thaïlandaises, conformément aux ordres du Premier Ministre, "d'agir avec circonspection lorsqu'ils procèdent à l'évaluation en douane de produits importés" ayant "des valeurs déclarées extrêmement basses", y compris le vin et les cigarettes.[535] Il apparaît cependant que le libellé et la teneur du mémorandum sont trop généraux et trop vagues pour être considérés comme constituant une règle ou norme consistant à systématiquement rejeter les valeurs transactionnelles déclarées ou utiliser la méthode d'évaluation déductive.

7.124 En outre, le mémorandum des douanes thaïlandaises daté du 9 août 2006 donne pour instruction aux agents des douanes thaïlandaises d'évaluer les importations de cigarettes *Marlboro* et *L&M* effectuées par PM Thailand en utilisant la méthode d'évaluation déductive.[536] Cela ne montre pas qu'il existe une règle ou norme exigeant d'utiliser *systématiquement* la méthode d'évaluation déductive parce qu'il apparaît que les instructions figurant dans ledit mémorandum ont été formulées en raison des doutes quant à l'acceptabilité des valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand qu'avait généré le prix d'achat de l'importateur A, et non en raison de la norme ou règle existante. Autrement dit, la teneur du mémorandum montre que la Thaïlande faisait suite à un ensemble particulier de circonstances dans lesquelles la valeur transactionnelle déclarée d'un importateur suscitait des doutes quant à son acceptabilité, et non que la Thaïlande appliquait systématiquement une norme ou règle. Nous ne disposons d'aucun élément de preuve qui nous fasse penser différemment. De même, le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 concerne aussi des questions d'évaluation en douane relatives aux importations de cigarettes effectuées par PM Thailand uniquement, et non pas aux cigarettes en général.

7.125 Enfin, la Thaïlande a fondé la valeur en douane des marchandises importées par PM Thailand pendant la période août 2006-mars 2007 sur la méthode d'évaluation déductive et a utilisé ces valeurs comme "valeurs critères" pour déterminer si les valeurs transactionnelles seraient acceptées pour des importations futures. Elle indique qu'elle a utilisé ces valeurs critère parce qu'il y avait un écart entre les valeurs transactionnelles déclarées et les valeurs déductives calculées.[537] Les Philippines font valoir que les résultats de cette vérification montrent que la prise de décisions de la Thaïlande était arbitraire et non pas basée sur les circonstances entourant les importations de PM Thailand puisque, lorsque l'écart entre la valeur transactionnelle déclarée et la valeur critère était à son maximum, la Thaïlande a accepté la valeur déclarée et que, lorsqu'il était à son minimum, elle a rejeté la valeur déclarée.[538]

7.126 Nous notons que les mémorandums susmentionnés, la réunion du 6 mars 2007 et le critère déductif de la Thaïlande concernent tous des questions d'évaluation relatives uniquement à PM Thailand. La question est donc de savoir si ces documents gouvernementaux qui concernent

[535] Pièce THA-38.
[536] Pièce THA-38.
[537] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 62 et 63.
[538] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 4 et 6 du Groupe spécial, faisant référence à leur réponse à la question n° 1 du Groupe spécial.

spécifiquement PM Thailand peuvent être considérés comme indiquant que la règle ou norme générale alléguée a été appliquée de manière générale et prospective.

7.127 À cet égard, dans des différends antérieurs où des allégations au titre de l'article X:1 du GATT de 1994 étaient en cause, les groupes spéciaux ont eu l'occasion d'examiner le sens de l'expression lois, règlements et décisions "d'application *générale*". En substance, il n'a pas été considéré qu'une détermination ou décision émanant d'un organisme national et concernant uniquement un importateur particulier était, en soi, déterminante pour se prononcer sur le point de savoir si une telle détermination ou décision devait être considérée comme constituant une règle ou norme appliquée de manière générale et prospective. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Japon – Pellicules*, par exemple, a constaté que "puisque la prescription énoncée à l'article X:1 s'appliqu[ait] à toutes les décisions administratives d'application générale, elle devrait aussi s'appliquer aux décisions administratives dans les cas particuliers où celles-ci établiss[aient] de nouveaux critères ou modifi[aient] les critères applicables à l'avenir".[539] Le Groupe spécial a considéré qu'en pareil cas c'était au plaignant qu'il incombait de démontrer clairement l'existence de telles décisions administratives non publiées dans les cas particuliers où celles-ci établissaient de nouveaux critères ou modifiaient les critères applicables à l'avenir. Sur la base du texte des mémorandums officiels considérés et du compte rendu de la réunion en question en l'espèce, nous n'estimons pas que la teneur desdits documents doive être appliquée de manière générale et prospective lorsque des questions semblables se poseront à l'avenir.

7.128 Les Philippines estiment en outre que l'évaluation par les douanes thaïlandaises des [[xx.xxx.xx]] importations en cause constitue un élément de preuve indiquant l'existence de la règle générale. La Thaïlande fait valoir que "la notion de "règle générale" applicable à toutes les déterminations ne peut pas être étendue aux déterminations visant une société particulière telles que les décisions en matière d'évaluation relevant de l'Accord sur l'évaluation en douane en cause en l'espèce, même lorsque ces déterminations couvrent des importations multiples".[540] Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe précédent, nous considérons que les décisions administratives dans des cas particuliers pourraient constituer des décisions d'application générale lorsqu'elles établissent de nouveaux critères ou modifient les critères applicables à l'avenir. Nous considérons en outre que montrer qu'une règle ou norme non écrite a été systématiquement appliquée pendant une longue période pourrait aussi démontrer l'existence de la règle générale. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* a constaté que les éléments de preuve qui lui avaient été présentés montraient que la pratique considérée (la réduction à zéro) avait été effectuée *invariablement* par le gouvernement des États-Unis "pendant une longue période", comme cela a été également reconnu par l'Organe d'appel.[541] Dans un autre différend concernant la réduction à zéro, l'Organe d'appel a constaté que la pratique de la réduction à zéro était appliquée depuis environ 20 ans.[542] Dans le présent différend, les déterminations en matière d'évaluation en question ont été faites pour [[xx.xxx.xx]] importations estimées entre le 16 mars 2007 et le 10 octobre 2007 et dédouanées entre le 11 août 2006 et le 13 septembre 2007. Les parties ne contestent pas le fait que les douanes thaïlandaises ne rejettent plus les valeurs transactionnelles déclarées des cigarettes de PM Thailand.[543]

---

[539] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pellicules*, paragraphe 10.388. Auparavant, le Groupe spécial *États-Unis – Vêtements de dessous* avait considéré qu'une ordonnance administrative visant un pays particulier n'excluait pas la possibilité que ce soit une mesure d'application générale, tandis que la même mesure (application générale de la date initiale de calcul pour une mesure de sauvegarde, s'agissant du silence de l'ATV interprété comme l'interdiction d'une pratique) n'aurait pas rempli les conditions d'une mesure d'application générale si elle [avait] vis[é] une société précise ou s'[était] appliqu[ée] à une expédition précise (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Vêtements de dessous*, paragraphe 7.65).

[540] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 302.

[541] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 191.

[542] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 7.51 et 7.52.

[543] En se fondant sur le fait que les douanes thaïlandaises ont cessé de rejeter les valeurs transactionnelles déclarées, les Communautés européennes, participant tiers, font observer aussi qu'"il apparaît

Nous notons que cette situation contraste, par exemple, avec les circonstances factuelles de l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* dans laquelle les États-Unis n'avaient pas pu citer un seul cas où la pratique visée n'avait *pas* été utilisée. Par ailleurs, les Philippines ne savent pas avec certitude si la règle générale alléguée pourra être appliquée aux importations à l'avenir.[544]

7.129 Les Philippines n'ont pas non plus été en mesure de citer un cas spécifique dans lequel la règle générale alléguée était en fait appliquée à des produits importés autres que les cigarettes importées par PM Thailand. De l'avis des Philippines, puisque la règle générale concernée est contestée en tant que telle, "indépendamment de l'application" de la règle dans un cas donné, des éléments de preuve indiquant l'application effective d'une règle générale ne sont pas requis.[545] Nous ne sommes pas d'accord avec les Philippines. Ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, une allégation selon laquelle une règle ou norme *non écrite* est contraire aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC exige de la partie plaignante qu'elle montre d'abord l'*existence* d'une telle règle ou norme pour la raison même que la règle ou norme concernée est *non écrite*. Dans ces circonstances, l'application effective d'une règle générale non écrite pourra à l'évidence être considérée comme un élément de preuve indiquant l'existence d'une telle règle.

7.130 Les Philippines font référence au rapport de la réunion du 24 octobre 2006 qui, selon elles, montre que la règle générale a été appliquée aux cigarettes de deux autres importateurs parce que la réunion portait sur la façon de calculer, pour les importations de ces deux sociétés, une valeur déductive qui serait utilisée comme valeur critère.[546] Le rapport de la réunion indique que la discussion concernait l'évaluation des importations de cigarettes, alcools, bières et vins ainsi que des taux de bénéfices et frais généraux pour ces produits. Il présente ensuite des examens de cas spécifiques: premièrement, les garanties en cours utilisées pour les importations de cigarettes *Marlboro* et *L&M*; et, deuxièmement, les instructions conformément auxquelles les taux de bénéfices et frais généraux appropriés sont appliqués dans le calcul des valeurs déductives afin de *vérifier* les valeurs transactionnelles déclarées d'autres importateurs de cigarettes tels que la société [[xx.xxx.xx]] et la société [[xx.xxx.xx]]. Nous ne trouvons pas dans le rapport de la réunion, cependant, de règle ou politique gouvernementale donnant pour instruction aux agents des douanes thaïlandaises de rejeter systématiquement les valeurs transactionnelles déclarées pour ces importations ou d'utiliser la méthode d'évaluation déductive pour *déterminer* – et non pour *vérifier* – la valeur en douane des importations de cigarettes. Nous ne considérons pas que ce rapport de réunion montre l'application de la règle ou norme générale alléguée à d'autres importations de cigarettes comme l'affirment les Philippines.

7.131 Les Philippines font valoir également que les déclarations de la Scotch Whisky Association et de la European Spirits Association démontrent que la règle générale a été appliquée à des produits autres que les cigarettes.[547] Ces déclarations sont des communiqués de presse publiés par les deux

---

que l'existence d'une règle générale avec effet *prospectif* n'est pas en cause dans le présent différend" (pas d'italique dans l'original) (déclaration orale des Communautés européennes en tant que tierce partie, paragraphe 3).

[544] Réponse des Philippines à la question n° 96 iv) du Groupe spécial.

[545] Les Philippines font référence à la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Loi de 1916* aux paragraphes 60 et 61 (réponse des Philippines à la question n° 96 2) i) du Groupe spécial, note de bas de page 63). Toutefois, à la différence du cas d'espèce, la mesure visée dans ce différend était une "législation", et non pas une règle ou norme non écrite.

[546] Réponse des Philippines à la question n° 96 2) ii) du Groupe spécial, faisant référence à la pièce THA-72, pages 2 et 3. Nous croyons comprendre sur la base de cette pièce que les douanes thaïlandaises procèdent à un calcul de la valeur déductive dont le résultat est appelé "valeur critère". Si la valeur critère est approximativement la même que la valeur déclarée, les douanes thaïlandaises acceptent alors la valeur transactionnelle déclarée.

[547] Pièces PHL-267 (Communiqué de presse de la Scotch Whisky Association intitulé "WTO talks on Thai customs rules welcomed", 28 janvier 2008), PHL-269 (Communiqué de presse de la European Spirits

associations ci-dessus. Dans ces communiqués de presse, utilisant des termes presque identiques, les deux associations se félicitent de la décision prise par l'Union européenne en janvier 2008 de demander des consultations avec la Thaïlande dans le contexte du règlement des différends de l'OMC en ce qui concerne le système d'évaluation en douane de la Thaïlande.[548] Les associations indiquent que la Thaïlande a rejeté systématiquement les valeurs des produits déclarées par les importateurs depuis septembre 2006 et a calculé, au lieu de cela, la valeur des importations suivant une marge type arbitraire, en violation de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC. Nous convenons que certaines déclarations figurant dans les communiqués de presse signalés par les Philippines font écho à la position des Philippines dans le présent différend en ce qui concerne les déterminations en matière d'évaluation des douanes thaïlandaises durant la période considérée. Ces déclarations indiquent aussi que certaines importations de boissons alcooliques se sont heurtées en Thaïlande à des problèmes d'évaluation en douane semblables à ceux des cigarettes visées dans le présent différend. Bien que nous ne considérions pas que ces déclarations, à elles seules, sont suffisantes pour prouver l'existence d'une règle ou norme générale *non écrite*, compte tenu, en particulier, du fait qu'elles ont le caractère de source secondaire d'éléments de preuve, nous n'excluons pas la possibilité qu'elles puissent, considérées conjointement avec d'autres éléments de preuve, montrer l'existence d'une telle règle.[549]

7.132 En outre, il n'y a pas non plus d'élément de preuve montrant l'existence d'une politique délibérée de la part du gouvernement thaïlandais de maintenir une règle générale. L'acceptation par la Thaïlande des valeurs transactionnelles pour quatre importations qui avaient été dédouanées au même moment ou à peu près au même moment que les [[xx.xxx.xx]] importations en cause (c'est-à-dire les 11 août 2006 et 13 septembre 2007), mais évaluées après le 19 mars 2008, ne serait pas suffisante pour prouver l'existence d'une *politique délibérée*, de la part du gouvernement thaïlandais, appliquée de manière générale et prospective, même s'il pouvait s'agir d'une pratique en vigueur au moment de l'évaluation. Au contraire, cette acceptation illustre les cas dans lesquels la règle générale n'a pas été appliquée, ce qui va à l'encontre de la position même des Philippines selon laquelle la Thaïlande a maintenu une règle ou norme générale au moyen de la pratique en matière d'évaluation visée.

7.133 Nous sommes attentifs au fait que la charge de prouver l'existence d'une norme ou règle *non écrite*, comme l'a précisé l'Organe d'appel, est assez contraignante, en particulier en raison du fait même que cette norme ou règle n'existe pas sous la forme de document écrit. En l'espèce, nous ne considérons pas que les Philippines se sont acquittées de la charge qui leur incombait de prouver que la Thaïlande maintient une règle *non écrite* suivant laquelle les douanes thaïlandaises sont tenues de rejeter les valeurs transactionnelles déclarées et d'utiliser la méthode d'évaluation déductive. Vu le critère contraignant requis pour prouver l'existence d'une telle règle générale non écrite, nous ne pouvons pas reconnaître le bien-fondé de l'allégation des Philippines puisque celles-ci n'ont même pas pu mentionner un cas dans lequel la règle alléguée était appliquée à d'autres importations visées ou à d'autres marques de cigarettes. Les Philippines ne savaient pas non plus elles-mêmes si la règle générale alléguée s'appliquerait à l'avenir. Dans ces conditions, le fait qu'elles mentionnent une source d'éléments de preuve secondaire comme les communiqués de presse publiés par d'autres associations industrielles, même s'il suscite certains doutes quant aux circonstances entourant la

---

Organization (CEPS) intitulé "EU spirits producers welcome decision to file WTO talks on Thai customs rules", 27 janvier 2008).

[548] *Thaïlande – Évaluation en douane de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS370, demande de consultations, 30 janvier 2008.

[549] Les Philippines indiquent que "les déclarations des deux associations démontrent que la règle générale a été appliquée à des produits autres que les cigarettes" (réponse des Philippines à la question n° 96 2) ii) du Groupe spécial). Nous sommes d'avis que ces déclarations peuvent plutôt être mentionnées pour évaluer l'existence de la règle générale alléguée, et non l'inverse. S'il était constaté que la règle générale existe, nous ne verrions aucune nécessité particulière de confirmer que la règle générale s'appliquait à des produits autres que les cigarettes.

décision concernant la valeur en douane en Thaïlande durant la période considérée, n'est pas suffisante en soi pour prouver l'existence de la règle générale non écrite alléguée.

d) Question de savoir si la Thaïlande a indûment rejeté les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand pour les cigarettes importées en cause, d'une manière incompatible avec l'article 1:1 et 1:2

7.134 Les Philippines allèguent que les douanes thaïlandaises ont rejeté les valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand pour les [[xx.xxx.xx]] importations en cause, d'une manière incompatible avec l'article 1:1 et 1:2 a), parce qu'elles i) n'ont pas "examiné" les circonstances de la transaction entre PM Thailand et PM Philippines au sens de l'article 1:2 a) et ii) ont rejeté les valeurs transactionnelles en se fondant sur des "raisons non valables". La Thaïlande conteste l'allégation des Philippines. Elle affirme que l'importateur, PM Thailand en l'espèce, n'a pas établi à la satisfaction des autorités douanières thaïlandaises que les liens entre l'importateur et l'exportateur n'avaient pas influencé le prix des transactions.

7.135 Nous commencerons notre analyse en précisant la nature des obligations imposées aux autorités douanières au titre de l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane.

i) Obligations au titre de l'article 1:2 a)

Principaux arguments des parties

7.136 Les **Philippines** font valoir que, dans les cas où les parties sont liées et où l'administration des douanes a des doutes quant à l'acceptabilité de la valeur transactionnelle, l'article 1:2 a) impose aux autorités douanières l'obligation d'examiner si les liens ont eu un effet sur le prix.[550] Conformément à l'article 1:2 a) et à la note interprétative relative à l'article 1:2, paragraphe 3, dans une transaction entre parties liées, les autorités ne peuvent pas rejeter la valeur transactionnelle proposée si elles restent les bras croisés et ne prennent pas des mesures concrètes pour établir que les liens ont effectivement influencé le prix.

7.137 S'agissant spécifiquement du sens de l'expression "seront examinées" qui figure à l'article 1:2 a), les Philippines font valoir que l'obligation imposée aux autorités douanières d'examiner les circonstances de la vente comprend deux éléments: i) l'obligation de rechercher et recueillir des renseignements pertinents auprès de l'importateur et, si nécessaire, des autres Membres de l'OMC; et ii) l'obligation d'analyser de manière critique les renseignements recueillis et, sur demande, d'expliquer en quoi les faits, autres que les liens, justifient le rejet de la valeur transactionnelle.[551] De l'avis des Philippines, l'obligation de rechercher et recueillir des renseignements pertinents auprès de l'importateur inclut l'obligation de demander des renseignements à l'importateur. Pour satisfaire à cette obligation, les autorités douanières, conformément à l'article 1:2 a), doivent communiquer à l'importateur les "motifs", qui devraient être fondés sur des faits et des éléments de preuve et non pas sur des conclusions juridiques, qu'elles ont de considérer que les liens ont influencé le prix et lui donner une possibilité raisonnable de répondre.

7.138 La **Thaïlande** adopte la position selon laquelle, une fois que l'administration des douanes a décidé d'examiner le prix de cession entre l'importateur et le vendeur qui sont liés, il incombe à l'importateur, et non à l'administration des douanes, d'établir que les liens n'ont *pas* influencé le prix.[552] Elle estime que la charge de la preuve est importante pour comprendre la responsabilité qui

[550] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 207.
[551] Réponse des Philippines aux questions n° 4 et 6 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 76.
[552] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 135, 149 et 151.

incombe à l'administration des douanes.[553] Elle fait valoir que, dans tous les cas où un individu ou une entreprise respecte les prescriptions en matière de divulgation imposées par les autorités fiscales et douanières d'un Membre de l'OMC, c'est au déclarant qu'incombe la charge de prouver l'exactitude ou la fiabilité des renseignements qu'il fournit aux autorités.[554] Elle considère que cette règle et la notion de charge de la preuve s'appliquent de la même façon à la situation visée à l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane. Imposer la charge de la preuve à l'importateur est compatible avec la règle voulant que la charge de la preuve incombe à la partie qui se trouve en possession des faits. Par conséquent, lorsque des problèmes se posent quant au point de savoir si la négociation de prix entre des acheteurs et vendeurs liés s'est effectuée dans des conditions de pleine concurrence, ce sont à l'évidence l'importateur et le vendeur liés qui se trouvent en possession des faits et c'est donc à eux qu'il incombe de prouver que les liens n'ont pas influencé le prix. À l'appui de sa position, la Thaïlande mentionne la *Décision sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée* (la "Décision"), l'article 1:2 b) de l'Accord sur l'évaluation en douane, le commentaire du Comité technique de l'OMC, ainsi qu'une lettre du Secrétariat de l'OMD.[555]

7.139 Étant donné qu'il incombe à l'importateur d'établir que les liens entre l'acheteur et le vendeur n'ont pas influencé le prix, la nature de l'examen devant être effectué par l'administration des douanes est nécessairement affectée par la façon dont l'importateur choisit de s'acquitter de la charge qui lui incombe et par les éléments de preuve qu'il communique.[556] En conséquence, les autorités douanières satisfont à l'obligation d'effectuer un "examen" au titre de l'article 1:2 a): i) en informant l'importateur qu'elles ont déterminé à titre préliminaire qu'il y a des motifs de considérer que les liens ont influencé le prix et que des renseignements additionnels sont requis; et ii) en examinant ces renseignements additionnels lorsqu'ils sont fournis.[557] La Thaïlande est d'avis que sa position est étayée par l'étude de cas n° 10.1 du Comité technique de l'évaluation en douane de l'OMC concernant l'application de l'article 1:2[558] et par les documents émanant des autorités douanières des États-Unis et du Canada.[559]

7.140 En outre, la Thaïlande fait remarquer que l'article 1:2 a) envisage un type d'examen par l'administration des douanes très différent de l'examen par l'autorité antidumping envisagé dans le cadre de l'Accord antidumping parce que, à la différence de l'Accord sur l'évaluation en douane, l'Accord antidumping impose des obligations procédurales considérables aux autorités chargées de l'enquête.[560] Par exemple, l'article 6.1 de l'Accord antidumping précise que les parties à une enquête antidumping seront avisées des renseignements que les autorités *exigent* alors que, au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane, l'administration des douanes devrait donner à l'importateur la possibilité de fournir les renseignements additionnels qui pourraient être nécessaires. Conformément à l'Accord sur l'évaluation en douane, l'*importateur* a le droit de choisir le type de renseignements et la méthode utilisée. La Thaïlande estime que le Groupe spécial ne devrait pas interpréter l'Accord sur l'évaluation en douane comme contenant, s'agissant de l'examen des déclarations de l'importateur et de la détermination des valeurs en douane, des obligations de fond ou de procédure que les rédacteurs n'ont

[553] Réponse de la Thaïlande à la question n° 6 du Groupe spécial.
[554] Réponse de la Thaïlande à la question n° 5 3) du Groupe spécial.
[555] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 127 à 136; réponse à la question n° 5 du Groupe spécial. La partie pertinente de la Décision dispose qu'en pareils cas, "l'administration des douanes peut demander à l'importateur de communiquer des justificatifs complémentaires, y compris des documents ou d'autres éléments de preuve, attestant que la valeur déclarée correspond au montant total effectivement payé ...".
[556] Réponse de la Thaïlande à la question n° 6 du Groupe spécial.
[557] Réponse de la Thaïlande à la question n° 4 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 37 à 47. À cet égard, la Thaïlande considère que le fait de communiquer des doutes ne constitue pas, en soi, la totalité des responsabilités incombant à l'administration des douanes (réponse de la Thaïlande à la question n° 6 du Groupe spécial).
[558] Réponse de la Thaïlande à la question n° 6 du Groupe spécial; pièce THA-41.
[559] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 138; pièces THA-27 et THA-62.
[560] Réponse de la Thaïlande à la question n° 6 du Groupe spécial.

pas incluses dans cet accord et qui rendraient le respect dudit accord impossible pour tous les Membres de l'OMC, à l'exception de ceux qui disposent des ressources les plus importantes.[561]

7.141 Les **Philippines** considèrent qu'il est inutile en l'espèce que le Groupe spécial se prononce sur le point de savoir si l'Accord sur l'évaluation en douane impose une charge de la preuve dans les situations de parties liées.[562] Si le Groupe spécial devait juger nécessaire de se prononcer sur cette question, les Philippines mettent en doute l'applicabilité de la notion de "charge de la preuve" dans le contexte de l'évaluation, compte tenu en particulier du fait que l'Accord sur l'évaluation en douane n'utilise pas l'expression "charge de la preuve" ni ne contient de dispositions conventionnelles expresses relatives à la présomption de droit pour décrire les obligations imposées aux importateurs en matière d'éléments de preuve. Spécifiquement, l'Accord sur l'évaluation en douane n'établit aucune présomption de droit selon laquelle la valeur transactionnelle est influencée par les liens dans une transaction entre des parties liées, à moins que l'importateur ne prouve le contraire. L'Accord sur l'évaluation en douane dispose que le fait que les parties sont liées n'est pas une raison suffisante pour rejeter la valeur transactionnelle, ce qui veut dire qu'il n'y a aucune présomption de droit à l'encontre du prix de vente dans une transaction entre des parties liées. Un "examen" neutre au titre de l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane peut donc être effectué sans aucune présomption de droit.[563] Les Philippines sont d'avis que, même s'il n'y a aucune obligation en matière de charge de la preuve, le rôle de l'importateur et les éléments de preuve que celui-ci fournit sont extrêmement importants et peuvent même être décisifs.

7.142 La **Thaïlande** note qu'il y a une différence entre la responsabilité incombant à l'administration des douanes d'examiner les faits, d'une part, et la charge incombant à l'importateur de produire des éléments de preuve qui sont suffisants pour démontrer que les liens n'ont pas influencé le prix, d'autre part. Elle est d'avis que placer la charge de la preuve sur l'importateur n'est pas la même chose qu'établir une "présomption de droit" à l'encontre de la valeur transactionnelle. Exiger de l'importateur qu'il joue son propre rôle en veillant à ce qu'il soit satisfait à la disposition figurant dans la deuxième phrase de l'article 1:2 a) est pleinement compatible avec le sens ordinaire ainsi que l'objet et le but de l'article 1:1 et 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane et ne revient pas à créer une inadmissible "présomption de droit" à l'encontre de la valeur transactionnelle. La Thaïlande note que cela est aussi compatible avec la deuxième phrase du paragraphe 1 de la Décision, qui dispose qu'en cas de doutes au sujet de la véracité ou de l'exactitude des valeurs déclarées, "si, après avoir reçu ces justificatifs complémentaires, *ou faute de réponse*, l'administration des douanes a encore des doutes raisonnables", elle pourra rejeter la valeur transactionnelle (italique ajouté par la Thaïlande). La Thaïlande estime qu'il ressort clairement de la mention "faute de réponse" que la charge de la preuve incombe à l'importateur. L'analogie textuelle avec l'article 1:2 a) concerne la référence faite dans cette disposition aux "renseignements fournis par l'importateur *ou obtenus d'autres sources*", parce que la référence à "d'autres sources" englobe nécessairement le fait, pour l'importateur, de ne pas fournir de renseignements.

[561] La Thaïlande note aussi que l'Accord sur l'évaluation en douane ne contient pas de dispositions équivalentes aux articles 6.9 et 12.2 de l'Accord antidumping, qui énoncent des critères de fond et procéduraux détaillés qu'une détermination antidumping finale doit respecter.

[562] Réponse des Philippines à la question n° 5 du Groupe spécial.

[563] Réponse des Philippines à la question n° 5 du Groupe spécial. Les Philippines mentionnent des exemples de dispositions figurant dans les Accords visés de l'OMC qui établissent des présomptions de droit, ayant un libellé explicite – l'article 10:3 de l'Accord sur l'agriculture, l'article 6.2 de l'Accord SMC, l'article 3:2 de l'Accord SPS, l'article 2.5 de l'Accord OTC.

Analyse du Groupe spécial

7.143 Dans la présente section, nous traitons les arguments des parties concernant la nature des obligations imposées aux autorités douanières au titre de l'article 1:1 et 1:2 a), en particulier l'obligation d'examiner les circonstances de la vente dans une transaction entre parties liées. À cet égard, nous rappelons que les notes interprétatives figurant dans l'Annexe I de l'Accord sur l'évaluation en douane font aussi partie intégrante de l'Accord sur l'évaluation en douane. En conséquence, nous ferons aussi référence aux notes interprétatives pour interpréter les dispositions considérées de l'Accord sur l'évaluation en douane en ce qui concerne les allégations et arguments des parties.

7.144 L'article 1:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane est libellé comme suit:

"**PARTIE I**
RÈGLES D'ÉVALUATION EN DOUANE

Article premier

1. La valeur en douane des marchandises importées sera la valeur transactionnelle, c'est-à-dire le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises lorsqu'elles sont vendues pour l'exportation à destination du pays d'importation, après ajustement conformément aux dispositions de l'article 8, pour autant:

...

d) que l'acheteur et le vendeur ne sont pas liés ou, s'ils le sont, que la valeur transactionnelle est acceptable à des fins douanières en vertu des dispositions du paragraphe 2."

7.145 L'article premier énonce le principe établi par l'Accord sur l'évaluation en douane selon lequel la valeur en douane des marchandises importées doit être la valeur transactionnelle, pour autant que les conditions énoncées dans les alinéas a) à d) sont remplies.[564]

7.146 L'alinéa d) de l'article premier dispose, en tant qu'une des conditions pour l'acceptation de la valeur transactionnelle, que l'acheteur et le vendeur ne devraient *pas* être liés.[565] Dans une situation où l'acheteur et le vendeur sont liés au sens de l'article 15, la valeur en douane des marchandises concernées sera la valeur transactionnelle si cette valeur transactionnelle est acceptable à des fins douanières en vertu de l'article 1:2. Par conséquent, l'obligation imposée par l'article 1:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane d'utiliser la valeur transactionnelle comme valeur en douane pour les

[564] Le principe général établi par l'Accord sur l'évaluation en douane selon lequel la base première pour la détermination de la valeur en douane est la "valeur transactionnelle", comme il est indiqué au paragraphe 1 de l'*Introduction générale*, est réaffirmé dans les considérants de cet accord: "[*r*]*econnaissant* que la base de l'évaluation en douane des marchandises devrait, dans toute la mesure du possible, être la valeur transactionnelle des marchandises à évaluer". Le préambule de la décision ministérielle intitulée "Décision sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée" indique aussi que les Ministres ont réaffirmé que "la valeur transactionnelle [était], dans le cadre de l'[Accord sur l'évaluation en douane], la base première pour la détermination de la valeur".

[565] Les alinéas a) à c) de l'article 1:1 ne sont pas en cause dans le présent différend.

marchandises importées est liée à l'article 1:2 a) dans une situation où l'acheteur et le vendeur sont liés.[566]

7.147 L'article 1:2 a) dispose ce qui suit:

> "2. a) Pour déterminer si la valeur transactionnelle est acceptable aux fins d'application du paragraphe 1, le fait que l'acheteur et le vendeur sont liés au sens de l'article 15 ne constituera pas en soi un motif suffisant pour considérer la valeur transactionnelle comme inacceptable. Dans un tel cas, les circonstances propres à la vente seront examinées, et la valeur transactionnelle admise pour autant que ces liens n'ont pas influencé le prix. Si, compte tenu des renseignements fournis par l'importateur ou obtenus d'autres sources, l'administration des douanes a des motifs de considérer que les liens ont influencé le prix, elle communiquera ses motifs à l'importateur et lui donnera une possibilité raisonnable de répondre. Si l'importateur le demande, les motifs lui seront communiqués par écrit.
>
> ..."[567]

7.148 L'article 1:2 a) précise dans les deux premières phrases que, dans une situation de parties liées, le fait que les parties sont liées n'est pas une base suffisante pour que les autorités douanières rejettent la valeur transactionnelle. Dans une telle situation, l'article 1:2 a) impose aux autorités douanières l'obligation d'"examiner" les circonstances de la vente. En se fondant sur les résultats de l'examen, les autorités douanières doivent alors accepter la valeur transactionnelle pour autant que les liens n'ont pas influencé le prix. Nous examinons d'abord les étapes *procédurales* que comporte

---

[566] L'Union européenne, participant tiers dans le présent différend, a relevé dans sa communication en tant que tierce partie que la demande formulée par les Philippines dans leur première communication écrite en vue d'une constatation du Groupe spécial faisait référence seulement à l'article 1:1, et non à l'article 1:2 a), s'agissant du rejet par les douanes thaïlandaises des valeurs transactionnelles déclarées pour les [[xx.xxx.xx]] importations en cause. L'Union européenne était d'avis que le Groupe spécial devait formuler une constatation en vertu à la fois de l'article 1:1 et l'article 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane (communication écrite des Communautés européennes en tant que tierce partie, note de bas de page 22). Les Philippines partagent l'avis de l'Union européenne et font remarquer que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines comprenait des allégations formulées au titre à la fois de l'article 1:1 et de l'article 1:2 à cet égard et que les arguments formulés dans leur première communication écrite font référence à la fois à l'article 1:1 et à l'article 1:2, qui sont des dispositions interdépendantes (réponse des Philippines à la question n° 18 du Groupe spécial).

[567] L'article 15 donne les définitions des termes utilisés dans l'Accord sur l'évaluation en douane. En particulier, l'article 15:4 dispose ce qui suit:

> "4. Aux fins du présent accord, des personnes ne seront réputées être liées que
> a) si l'une fait partie de la direction ou du conseil d'administration de l'entreprise de l'autre, et réciproquement,
> b) si elles ont juridiquement la qualité d'associés,
> c) si l'une est l'employeur de l'autre,
> d) si une personne quelconque possède, contrôle ou détient directement ou indirectement 5 pour cent ou plus des actions ou parts émises avec droit de vote, de l'une et de l'autre,
> e) si l'une d'elles contrôle l'autre directement ou indirectement,
> f) si toutes deux sont directement ou indirectement contrôlées par une tierce personne,
> g) si, ensemble, elles contrôlent directement ou indirectement une tierce personne, ou
> h) si elles sont membres de la même famille.
> 5. Les personnes qui sont associées en affaires entre elles du fait que l'une est l'agent, le distributeur ou le concessionnaire exclusif de l'autre, quelle que soit la désignation employée, seront réputées être liées aux fins du présent accord si elles répondent à l'un des critères énoncés au paragraphe 4."

l'examen qui doit être effectué par les autorités douanières en application de l'article 1:2 a) et, ensuite, la nature de l'"examen" que doivent effectuer les autorités douanières pour s'acquitter des obligations énoncées à l'article 1:2 a).

7.149 La partie pertinente de la note interprétative relative à l'article 1:2 dispose ce qui suit:

> "1. Les paragraphes 2 a) et 2 b) prévoient différents moyens d'établir l'acceptabilité d'une valeur transactionnelle.
>
> 2. Le paragraphe 2 a) prévoit que, lorsque l'acheteur et le vendeur sont liés, les circonstances propres à la vente seront examinées et la valeur transactionnelle admise comme valeur en douane pour autant que ces liens n'ont pas influencé le prix. Il ne faut pas entendre par là que les circonstances de la vente devraient être examinées chaque fois que l'acheteur et le vendeur sont liés. Cet examen ne sera exigé que lorsqu'il y aura doute quant à l'acceptabilité du prix. Lorsque l'administration des douanes n'a aucun doute quant à l'acceptabilité du prix, celui-ci devrait être accepté sans que l'importateur soit tenu de fournir des renseignements complémentaires. Par exemple, l'administration des douanes peut avoir examiné précédemment la question des liens, ou être déjà en possession de renseignements détaillés concernant l'acheteur et le vendeur, et être déjà convaincue, sur la base de cet examen ou de ces renseignements, que les liens n'ont pas influencé le prix."

7.150 Par conséquent, le paragraphe 2 établit que, dans une situation de parties liées, l'examen des circonstances propres à la vente n'est pas requis dans tous les cas mais seulement lorsqu'il y a *doute* quant à l'acceptabilité du prix. L'article 1:2 a), considéré conjointement avec le paragraphe 2 de la note interprétative relative à l'article 1:2, indique que c'est seulement lorsque les autorités douanières ont un doute quant à la valeur transactionnelle dans une transaction entre des parties liées qu'elles doivent enquêter sur l'acceptabilité de la valeur transactionnelle.[568]

7.151 Le paragraphe 3 de la note interprétative relative à l'article 1:2 a) dispose ensuite que "lorsque l'administration des douanes n'est pas en mesure d'accepter la valeur transactionnelle sans complément d'enquête, elle devrait donner à l'importateur la possibilité de fournir tous les autres renseignements détaillés *qui pourraient être nécessaires* pour [ ] permettre [à l'administration des douanes] d'examiner les circonstances de la vente". Pour examiner les circonstances de la vente, par conséquent, l'administration des douanes peut, si cela est nécessaire et dans la mesure où cela est nécessaire, choisir de demander à l'importateur de fournir les renseignements pertinents pour l'examen à effectuer par les autorités douanières. Le paragraphe 3 de la note interprétative relative à l'article 1:2 a) donne des exemples spécifiques des aspects des transactions que l'administration des douanes devrait être prête à examiner.[569]

---

[568] Nous croyons comprendre, et les parties ne contestent pas, que les "doutes" des autorités douanières au sujet de l'acceptabilité de la valeur transactionnelle déclarée n'ont pas besoin d'être communiqués à l'importateur (première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 134; deuxième communication écrite, paragraphe 27. Les Philippines ne contestent pas cela dans leurs communications.).

[569] Les exemples énumérés au paragraphe 3 de la note interprétative relative à l'article 1:2 a) sont les suivants:

- la façon dont l'acheteur et le vendeur organisent leurs rapports commerciaux;
- la façon dont le prix en question a été arrêté, afin de déterminer si les liens ont influencé le prix;
- s'il pouvait être prouvé que l'acheteur et le vendeur, ..., achètent et vendent l'un à l'autre comme s'ils n'étaient pas liés, il serait ainsi démontré que les liens n'ont pas influencé le prix. Par exemple:

7.152 L'article 1:2 a) prescrit en outre que, si l'administration des douanes a des motifs de considérer que les liens ont influencé le prix, "compte tenu des renseignements fournis par l'importateur ou obtenus d'autres sources", elle communiquera ses motifs à l'importateur de façon à lui "donner une possibilité raisonnable de répondre". Le membre de phrase "compte tenu des renseignements fournis par l'importateur *ou obtenus d'autres sources*" indique que l'article 1:2 a) n'impose pas à l'administration des douanes l'obligation de demander des renseignements ou des éclaircissements à l'importateur lorsqu'elle décide d'examiner en détail les circonstances de la vente. En particulier, les termes "*ou obtenus d'autres sources*" figurant dans le membre de phrase en question et l'absence, à l'article 1:2 a), d'obligation de demander des renseignements à l'importateur confirment que l'administration des douanes peut arriver à une décision sur le point de savoir si elle a des motifs de considérer à titre préliminaire que les liens ont influencé le prix sans informer l'importateur concerné de la nécessité de compléter l'enquête ou de lui demander des renseignements.[570] Autrement dit, bien que l'administration des douanes puisse choisir d'informer l'importateur de sa décision d'examiner les circonstances de la vente, elle n'est *pas tenue* de le faire, vu l'absence de libellé à cet effet à l'article 1:2 a). Cela contraste avec le membre de phrase figurant à l'article 1:2 a) – "[l'administration des douanes] *communiquera* ses motifs à l'importateur" – qui fait explicitement obligation à l'administration des douanes de communiquer à l'importateur les motifs concernant son examen.

7.153 Malgré l'absence d'obligation explicite d'informer l'importateur de sa décision d'examiner les circonstances de la vente, toutefois, nous tenons à souligner qu'il peut toujours être extrêmement souhaitable pour l'administration des douanes de le faire pour faciliter le processus d'évaluation en respectant le principe de transparence sous-tendant le processus. Nous observons un tel exemple dans les procédures de dédouanement des douanes thaïlandaises suivant lesquelles, si les douanes thaïlandaises ont des motifs de douter de l'acceptabilité de la valeur transactionnelle sur la base des éclaircissements initiaux fournis par l'importateur, une autre possibilité de fournir des éclaircissements additionnels est donnée à l'importateur.[571]

7.154 Bien que l'article 1:2 a) ne précise pas les procédures spécifiques qui suivent la communication des motifs par l'administration des douanes, il est logique de considérer que le champ de l'article 1:2 a) couvre la communication par l'importateur de renseignements additionnels en réponse à la communication par les autorités douanières des motifs de leur examen et à la détermination ultérieure des autorités douanières d'accepter ou de rejeter la valeur transactionnelle déclarée. Si les autorités douanières décident de rejeter la valeur transactionnelle, une autre méthode d'évaluation doit être utilisée suivant l'ordre d'application des méthodes indiquées aux articles 2, 3, 5, 6 et 7.

- si le prix avait été arrêté de manière compatible avec les pratiques normales de fixation des prix dans la branche de production en question, ou avec la façon dont le vendeur arrête ses prix pour les ventes à des acheteurs qui ne lui sont pas liés; ou
- lorsqu'il serait prouvé que le prix est suffisant pour couvrir tous les coûts et assurer un bénéfice représentatif du bénéfice global réalisé par l'entreprise sur une période représentative (par exemple sur une base annuelle) pour des ventes de marchandises de la même nature ou de la même espèce.

[570] Il apparaît que l'Union européenne partage ce point de vue. Elle indique dans sa communication en tant que tierce partie que "l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane ne limite pas les sources ou le type de renseignements qui peuvent inciter les autorités douanières à mener une autre enquête sur la question de savoir si les liens entre le vendeur et l'importateur lié ont influencé le prix de transaction. L'expression "obtenus d'autres sources" suffit en général pour étayer la conclusion selon laquelle les autorités douanières peuvent procéder à un complément d'enquête dans les cas où des valeurs transactionnelles plus élevées sont déclarées par des importateurs non liés pour le même produit en provenance du même vendeur." (communication de l'Union européenne en tant que tierce partie, paragraphe 33).

[571] Pièce THA-4.

7.155 Globalement, par conséquent, la détermination du point de savoir s'il faut accepter la valeur transactionnelle comme valeur en douane dans une situation de parties liées au titre de l'article 1:2 a) comporte les étapes procédurales suivantes[572]:

- l'importateur déclare une valeur transactionnelle pour les marchandises importées;
- les autorités douanières sont tenues d'examiner les circonstances de la vente seulement si elles ont des doutes quant à la validité de la valeur transactionnelle des marchandises importées, parce que le fait que l'acheteur et le vendeur sont liés ne devrait pas en soi être un motif pour considérer la valeur transactionnelle comme inacceptable[573];
- les autorités douanières examineront les circonstances de la vente, compte tenu des renseignements fournis par l'importateur ou obtenus d'autres sources, et communiqueront à l'importateur les motifs qu'elles ont de considérer à titre préliminaire que les liens ont influencé le prix;
- les autorités douanières donnent à l'importateur une possibilité raisonnable de répondre. Lorsque la possibilité lui en est donnée, l'importateur communique d'autres renseignements; et
- les autorités douanières prennent une décision finale sur le point de savoir si elles doivent accepter la valeur transactionnelle.

7.156 Sur la base des étapes procédurales indiquées ci-dessus qui sont requises pour l'examen par les autorités douanières des circonstances de la vente, nous pouvons inférer que la portée temporelle d'un examen au titre de l'article 1:2 a) commence lorsque les doutes des autorités douanières quant à la validité de la valeur transactionnelle rendent nécessaire un examen de l'acceptabilité de la valeur transactionnelle et prend fin lorsque les autorités douanières prennent une décision finale au sujet de l'acceptabilité de cette valeur transactionnelle. Une fois que cette détermination est faite, la valeur transactionnelle sera acceptée telle qu'elle a été déclarée par l'importateur au titre de l'article 1:1 ou une autre méthode sera utilisée suivant l'ordre d'application des méthodes d'évaluation pour déterminer la valeur des marchandises importées. Les articles 2, 3, 5, 6 et 7 énoncent la méthode à utiliser, respectivement, au titre de chaque disposition et décrivent la façon d'appliquer cette méthode.

7.157 Nous examinons maintenant la *substance* de l'examen effectué par les autorités douanières au titre de l'article 1:2 a). Bien qu'elles ne contestent pas l'ordre d'application global des étapes procédurales décrites ci-dessus, les parties ne sont pas d'accord sur la nature de l'examen des

---

[572] D'une manière générale, les parties sont aussi d'accord sur les étapes procédurales prescrites par l'article 1:2 a). Réponses des parties aux questions n° 2 et 103 du Groupe spécial; pièce THA-4 ("Flowchart of Thai Customs' Procedures for Entry and Valuation" (diagramme des procédures des douanes thaïlandaises pour la déclaration et l'évaluation en douane). Il apparaît que les parties s'accordent à penser que, dès lors que les importateurs ont fourni les renseignements *initiaux* en ce qui concerne l'acceptabilité de la valeur transactionnelle, les autorités douanières doivent communiquer les motifs fondés sur ces renseignements initiaux, qui se distinguent des renseignements que les importateurs peuvent fournir *par la suite* en réponse aux motifs des autorités douanières (réponses des parties à la question n° 103 du Groupe spécial) (pas d'italique dans l'original).

[573] Il apparaît que les parties s'accordent à penser que les autorités douanières ne sont pas tenues, au titre de l'article 1:2 a), de notifier à l'importateur la nature de leurs doutes quant à l'acceptabilité de la valeur transactionnelle. (Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 134; deuxième communication écrite, paragraphe 27. Les Philippines ne contestent pas cela dans leurs communications.) Cette interprétation est fondée sur le texte de l'article 1:2 a) lu conjointement avec le paragraphe 2 de la note interprétative relative à l'article 1:2.

circonstances de la vente que l'administration des douanes doit effectuer au titre de l'article 1:2 a). En substance, la position des Philippines est que les autorités douanières ont l'obligation de jouer un rôle actif dans l'enquête en demandant et en recueillant des renseignements auprès de l'importateur et des autres Membres de l'OMC et en analysant les renseignements relatifs aux circonstances de la transaction en question. Par ailleurs, la Thaïlande souligne que l'obligation imposée aux autorités douanières d'examiner les circonstances de la vente au titre de l'article 1:2 a) doit être considérée eu égard au fait que c'est à l'importateur qu'il incombe de prouver que les liens n'ont pas influencé le prix. À ce titre, la Thaïlande est d'avis qu'il sera satisfait à l'obligation imposée aux autorités douanières dès lors que celles-ci auront notifié leur détermination préliminaire à l'importateur et auront examiné les renseignements fournis par celui-ci avant d'arriver à une conclusion finale au sujet de l'acceptabilité de la valeur transactionnelle.

7.158 S'agissant tout d'abord du sens ordinaire, le terme "*examine*" (examiner) peut être défini comme "*2 verb trans. Investigate the nature, condition, or qualities of (something) by close inspection or tests; inspect closely or critically ...; scrutinize; ... 3 verb trans. Inquire into, investigate, (a subject); consider or discuss critically; try to ascertain (whether, how, etc.)*" (2 verbe trans. Enquêter sur la nature, l'état ou les qualités de (quelque chose) par une inspection ou des tests attentifs; inspecter de près ou de manière critique ...; passer au crible; ... 3 verbe trans. S'enquérir de, enquêter sur (une question); considérer ou discuter de manière critique; essayer d'établir (*si, comment, etc*.)).[574] La définition que donne le dictionnaire du terme "examiner" indique donc qu'examiner une question donnée signifie "s'enquérir de, enquêter sur ou considérer de manière critique" cette question. Le sens que donne le dictionnaire du terme "examiner" suggère également son lien avec le terme "*investigate*" (enquêter), qui est à son tour défini comme "***1. verb trans.*** *Search or inquire into; examine (a matter) systematically or in detail; make an (official) inquiry into*" (1. Verbe trans. Chercher ou s'enquérir de; examiner (une question) systématiquement ou en détail; faire une enquête (officielle) sur).[575]

7.159 D'après le sens ordinaire du terme "examiner", les autorités douanières doivent *minutieusement considérer* les renseignements fournis par les importateurs en ce qui concerne les circonstances de la transaction, *enquêter* sur ces renseignements et s'en *enquérir*. Nous considérons aussi que le principe établi par l'Accord sur l'évaluation en douane selon lequel la base première pour la détermination de la valeur en douane est la valeur transactionnelle éclaire la nature de l'examen qui doit être effectué en ce qui concerne les circonstances de la vente dans une situation de parties liées. Étant donné que la valeur transactionnelle devrait normalement être à la base de l'évaluation, toute situation faisant naître une raison (ou des raisons) de mettre en doute la valeur transactionnelle exigerait naturellement de la part des autorités douanières qu'elles considèrent la situation de manière critique, qu'elles s'en enquièrent et enquêtent sur cette situation.

7.160 Dans le même temps, nous croyons comprendre que c'est à l'importateur qu'incombe la responsabilité principale de fournir les renseignements pertinents qui peuvent montrer l'acceptabilité de la valeur transactionnelle, conformément à la méthode prévue à l'article 1:2 a) ou 1:2 b). Cela tient au fait que l'importateur et, dans certaines situations, le vendeur auquel il est lié dans un pays exportateur, sont en possession des faits pertinents pour la question portée devant les autorités douanières et, donc, chargés de fournir à celles-ci des renseignements suffisants pour leur permettre d'évaluer l'acceptabilité de la valeur transactionnelle. Spécifiquement, par exemple, l'article 1:2 a) contient le membre de phrase "compte tenu des renseignements fournis par l'importateur". La note interprétative relative à l'article 1:2 a) précise aussi, au paragraphe 3, que l'administration des douanes devrait "donner à l'importateur la possibilité de fournir tous les autres renseignements détaillés qui

[574] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, 2002, Vol. I, page 878 (2002).
[575] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition) ,Oxford University Press, 2002, Vol. I, page 1417 (2002).

pourraient être nécessaires pour lui permettre d'examiner les circonstances de la vente". Il ressort donc clairement du texte du paragraphe 3 de la note interprétative relative à l'article 1:2 a) que la responsabilité imposée aux importateurs de fournir des renseignements suffisants est directement liée à l'objectif consistant à *permettre* aux autorités douanières d'examiner les circonstances de la vente.[576]

7.161 À cet égard, dans l'affaire *États-Unis – Gluten de froment*, différend concernant certaines obligations contractées au titre de l'Accord sur les sauvegardes, l'Organe d'appel a précisé la nature de l'enquête devant être effectuée par les autorités compétentes: "[l]es étapes de l'enquête mentionnées à l'article 3:1 visent essentiellement les "parties intéressées" qui doivent être informées de l'enquête et se voir ménager la possibilité de présenter des "éléments de preuve" ainsi que leurs "vues" aux autorités compétentes. … L'Accord sur les sauvegardes envisage donc que les parties intéressées [importateurs, exportateurs et autres parties intéressées] jouent un rôle central dans l'enquête et qu'elles constituent une source essentielle de renseignements pour les autorités compétentes."[577] Dans la mesure où c'est aussi aux importateurs qu'il incombe de fournir des renseignements aux autorités douanières en application de l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane, nous considérons que l'observation ci-dessus formulée par l'Organe d'appel dans le contexte de l'Accord sur les sauvegardes peut nous aider à clarifier la nature de l'examen qui doit être effectué par les autorités douanières en application de l'article 1:2 a). À notre avis, par conséquent, comme dans le processus d'enquête nécessaire pour l'imposition de mesures de sauvegarde, les importateurs "jouent un rôle central" dans l'examen par les autorités douanières des circonstances de la vente dans les transactions entre parties liées car les importateurs sont aussi une source essentielle de renseignements pour les autorités douanières.

7.162 Dans le même différend, l'Organe d'appel a aussi précisé "la portée de l'obligation faite aux autorités compétentes de mener une enquête". En substance, l'Organe d'appel a souligné que "les autorités compétentes [avaient] en matière d'enquête un devoir *indépendant* et qu'elles ne [pouvaient] "rester passives face à d'éventuelles carences des *éléments de preuve* présentés et des *vues* exprimées par les *parties intéressées*"".[578] Spécifiquement, dans la partie pertinente, l'Organe d'appel indique ce qui suit:

> "[L]e sens ordinaire du mot "enquête" donne à penser que les autorités compétentes devraient procéder à un "examen systématique" ou à une "étude minutieuse" de la question dont elles sont saisies.[579] Ce mot sous-entend donc un degré d'activité approprié de la part des autorités compétentes parce que les autorités chargées d'effectuer un examen ou une étude – une "enquête", selon les termes du traité – doivent rechercher activement des renseignements pertinents.
>
> ...
>
> [L]es autorités compétentes doivent, dans chaque cas, procéder à une enquête complète pour pouvoir effectuer une évaluation appropriée de tous les facteurs pertinents expressément mentionnés à l'article 4:2 a) ... En outre, l'article 4:2 a) exige que les autorités compétentes – et *non les parties intéressées* – évaluent pleinement la

[576] L'historique de la négociation de l'Accord sur l'évaluation en douane indique aussi que certains Membres en développement de l'OMC ont estimé que, compte tenu des ressources limitées de leurs bureaux des douanes, la responsabilité principale d'établir l'acceptabilité de la valeur transactionnelle dans une situation de parties liées devrait être placée sur les importateurs. (T.P. Stewart, *The GATT Uruguay Round: A Negotiating History* (Kluwer Law International, 1999), pages 1128 et 1129)

[577] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 54.

[578] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 114 (italique dans l'original), faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 55.

[579] *(note de bas de page de l'original) The New Shorter Oxford English Dictionary*, *supra*, note de bas de page 43, Vol. I, page 1410.

> pertinence, éventuelle, d'"autres facteurs". Si les autorités compétentes considèrent qu'un "autre facteur" particulier peut être pertinent pour la situation de la branche de production nationale, au sens de l'article 4:2 a), leurs devoirs en matière d'enquête et d'évaluation les empêchent de rester passives face à d'éventuelles carences des éléments de preuve présentés et des vues exprimées par les parties intéressées. ... En conséquence, les autorités compétentes doivent ajouter des étapes à l'enquête, lorsque les circonstances l'exigent, afin de s'acquitter de leur obligation d'évaluer tous les facteurs pertinents."[580]

7.163 Même si la déclaration de l'Organe d'appel ne porte pas directement sur l'obligation incombant aux autorités douanières d'effectuer un "examen" au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane, nous jugeons sa clarification ci-dessus concernant l'obligation d'"enquêter" pertinente pour notre analyse de la nature de l'"examen". Tout d'abord, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, les termes "examiner" et "enquêter" se renvoient l'un à l'autre suivant le sens donné par le dictionnaire, qui indique une similitude fondamentale, si ce n'est une identité, de leur sens ordinaire. En outre, l'obligation d'*examiner* la validité de la valeur transactionnelle au titre de l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane et l'obligation d'effectuer une *enquête* complète pour procéder à une évaluation correcte de tous les facteurs pertinents au titre de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes sont l'une et l'autre imposées aux "autorités nationales".

7.164 Comme l'Organe d'appel l'a inféré à partir du terme "enquêter", nous considérons donc que le mot "examiner" sous-entend aussi "un degré d'activité approprié de la part des [autorités douanières] parce que les autorités chargées d'effectuer un examen ou une étude … doivent rechercher activement des renseignements pertinents". Ainsi, pour examiner de manière appropriée les circonstances d'une transaction donnée, les autorités douanières doivent indiquer clairement à l'importateur comment elles évaluent les renseignements qu'il a présentés, y compris l'insuffisance de ces renseignements et, si cela est nécessaire et réalisable, tout autre type de renseignements particuliers qui pourraient les aider à évaluer la validité de la valeur transactionnelle. Cela doit être effectué, à notre avis, au stade de la *communication des motifs* (l'étape prescrite par l'article 1:2 a) mentionné au paragraphe 7.102 ci-dessus) dans lequel les autorités douanières doivent expliquer les motifs qu'elles ont de considérer à titre préliminaire que les liens ont influencé le prix, de façon à donner à l'importateur une possibilité raisonnable de répondre.

7.165 Nous notons la position de la Thaïlande selon laquelle il n'y a aucune obligation dans l'Accord sur l'évaluation en douane imposant à l'administration des douanes de communiquer avec l'importateur au sujet des lacunes dans les renseignements fournis par celui-ci.[581] Toutefois, comme cela est expliqué dans la section VII.C.5 e) ci-dessous, même si cela n'est pas énoncé explicitement dans le texte de l'article 1:2 a), nous estimons que l'obligation imposant aux autorités douanières de communiquer, dans le cadre de leurs "motifs", leur évaluation des éléments de preuve présentés découle nécessairement du sens et du contexte du terme "examiner". Sinon, l'importateur ne serait pas en mesure de "permettre" effectivement à l'administration des douanes d'examiner les circonstances de la vente.[582]

---

[580] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphes 53 à 55.

[581] Réponse de la Thaïlande à la question n° 100 du Groupe spécial.

[582] Par ailleurs, nous notons l'argument des Philippines selon lequel, dans leur *examen* de la valeur en douane, les autorités douanières ont l'obligation de demander des renseignements aux autres Membres lorsque l'importateur ne peut pas en fournir. La Décision sur laquelle s'appuient les Philippines, toutefois, ne donne pas à penser que les autorités douanières *doivent* demander des renseignements au-delà de ce que l'importateur peut fournir. Elle dispose que lorsqu'il y a doute sur l'exactitude de la valeur transactionnelle,

> "l'administration des douanes peut demander à l'*importateur* de communiquer des justificatifs complémentaires, y compris des documents ou d'autres éléments de preuve, … Si, après avoir reçu ces justificatifs complémentaires, ou faute de réponse, l'administration des douanes a encore des doutes

7.166 Nous soulignons à cet égard que l'obligation imposée aux autorités douanières d'examiner les circonstances de la vente au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane doit, en même temps, être considérée compte tenu du libellé succinct de l'article 1:2 a) dudit accord. En particulier, pour cette raison, nous sommes attentifs au fait que l'étendue et la portée des obligations imposées aux autorités douanières d'effectuer un "examen" au titre de l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane ne peuvent pas être les mêmes que l'étendue et la portée des obligations qui sont imposées aux autorités nationales chargées de l'enquête dans le cadre des Accords de l'OMC concernant les mesures commerciales correctives.

7.167 Comme l'affirme la Thaïlande, les obligations de procédure imposées aux autorités chargées de l'enquête au titre de l'Accord antidumping, de l'Accord SMC et de l'Accord sur les sauvegardes sont beaucoup plus détaillées et précises que celles qui sont imposées aux autorités douanières au titre de l'article 1:2 a) ou l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Par exemple, l'article 6.1 de l'Accord antidumping dispose que les parties à une enquête antidumping "seront avisées des renseignements que les autorités *exigent*" et "se verront ménager d'*amples* possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugeront pertinents". L'article 6.9 fait obligation aux autorités, avant d'établir une détermination finale, d'informer[ ] toutes les parties intéressées des faits *essentiels* examinés qui constitueront le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures définitives, alors que de telles prescriptions ne figurent pas dans le texte de l'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane. En outre, l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes exige des autorités compétentes qu'elles publi[ent] un rapport exposant les constatations et les conclusions *motivées* auxquelles elles seront arrivées *sur tous les points de fait et de droit pertinents* après l'achèvement de leur enquête.

7.168 L'article 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane, par contre, utilise un libellé moins strict en prescrivant que l'administration des douanes donne à l'importateur une "possibilité *raisonnable* de répondre" aux considérations des autorités douanières. Le paragraphe 2 de la note interprétative relative à l'article 1:2 a) contient un libellé semblable indiquant que "[l'administration des douanes] devrait donner à l'importateur la possibilité de fournir tous les autres renseignements détaillés qui pourraient être nécessaires pour lui permettre d'examiner les circonstances de la vente".

7.169 La nature particulière de l'examen qui doit être effectué par les autorités douanières peut, en outre, être inférée de l'étude de cas n° 10.1 relative à l'application de l'article 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane par le Comité technique de l'évaluation en douane de l'OMC:

> "Au titre de l'article 1:2 de l'Accord, la charge de démontrer que les liens [entre l'acheteur et le vendeur] n'ont pas influencé le prix repose sur l'importateur. Alors que l'Accord prescrit que l'administration des douanes donne à l'importateur une possibilité raisonnable de fournir des renseignements qui indiqueraient que les prix ne sont pas influencés par les liens, il ne prescrit pas qu'elle effectue une enquête exhaustive aux fins de justifier la différence de prix. Par conséquent, toute décision à cet égard doit, à un degré significatif, être fondée sur les renseignements fournis par l'importateur."

7.170 L'observation formulée par le Comité technique de l'OMC étaye l'interprétation selon laquelle, s'il incombe aux autorités douanières de donner à l'importateur une "possibilité raisonnable" de fournir des renseignements, une fois cette possibilité donnée, celui-ci est en principe tenu de fournir auxdites autorités douanières des renseignements qui indiqueraient que les liens n'ont pas influencé le prix.

> raisonnables au sujet de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée, il pourra être considéré … que la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée conformément aux dispositions de l'article premier [de l'Accord sur l'évaluation en douane]."

7.171 En résumé, nous considérons que les autorités douanières et les importateurs ont des responsabilités distinctes au titre de l'article 1:2 a). Les autorités douanières doivent veiller à ce que les importateurs se voient ménager une possibilité raisonnable de fournir des renseignements qui indiqueraient que les liens n'ont pas influencé le prix. Les importateurs sont chargés de fournir des renseignements qui permettraient aux autorités douanières d'examiner et d'évaluer les circonstances de la vente de façon à déterminer l'acceptabilité de la valeur transactionnelle. Une fois que ces renseignements leur ont été communiqués, les autorités douanières doivent effectuer un "examen" des circonstances de la vente, ce qui exige un examen actif, critique, et une prise en compte des renseignements qui leur ont été présentés.

7.172 Nous constatons que l'interprétation ci-dessus de la nature des obligations imposées, respectivement, aux autorités douanières et aux importateurs au titre de l'article 1:2 a) est compatible avec l'objectif de l'Accord sur l'évaluation en douane, promouvoir "un système équitable, uniforme et neutre d'évaluation en douane des marchandises". Comme il est indiqué dans la décision ministérielle intitulée "Décision sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée", l'Accord sur l'évaluation en douane vise à établir un équilibre entre le respect de la nécessité pour les autorités douanières de s'occuper de cas où elle a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude des renseignements ou des documents fournis par les commerçants à l'appui de la valeur déclarée et la protection des intérêts commerciaux légitimes des commerçants. Le processus d'examen des circonstances de la vente au titre de l'article 1:2 a) ressemble donc à un processus de consultations car l'importateur et l'administration des douanes, respectivement, doivent s'efforcer de bonne foi, d'une part, de fournir des renseignements pertinents et, d'autre part, de donner à l'importateur une possibilité raisonnable de présenter des renseignements et d'examiner les renseignements fournis pour arriver à une détermination finale.

7.173 À titre d'observation finale, nous notons que, au cours du présent différend, les parties ont contesté l'applicabilité du principe de la charge de la preuve à l'Accord sur l'évaluation en douane, en particulier pour ce qui est de l'examen des circonstances de la vente dans une transaction entre parties liées. Comme le montre notre analyse ci-dessus, la nature des obligations énoncées à l'article 1:2 a) peut être clarifiée sur la base du texte l'article 1:2 a) examiné dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord sur l'évaluation en douane. Par conséquent, dans ces conditions, nous ne jugeons pas nécessaire de traiter l'applicabilité de la notion de charge de la preuve dans le contexte de l'Accord sur l'évaluation en douane pour résoudre le présent différend.[583]

[583] En résumé, la Thaïlande a affirmé devant le Groupe spécial que la charge de la preuve était importante pour comprendre la responsabilité de l'administration des douanes et qu'il incombait aux importateurs de prouver que les liens n'avaient *pas* influencé le prix. Les Philippines doutent que la notion de charge de la preuve soit applicable dans le cadre de l'évaluation et, quand bien même elle le serait, elles font valoir que c'est aux autorités douanières qu'il incombe d'établir que les liens ont influencé le prix avant de rejeter la valeur transactionnelle.

Nous observons la mention par la Thaïlande d'une lettre adressée par le Secrétariat de l'OMD au gouvernement thaïlandais [bureau du conseiller en douane de l'ambassade thaïlandaise à Bruxelles] qui mentionne expressément la charge de la preuve. Dans sa partie pertinente, cette lettre indique ce qui suit: "étant donné que l'acceptation de la valeur transactionnelle repose *prima facie* sur la condition que l'acheteur et le vendeur ne soient pas liés, il est généralement considéré qu'il incombe à l'importateur de démontrer que la valeur transactionnelle est, par ailleurs, acceptable malgré le fait que l'acheteur et le vendeur sont liés". (Pièce THA-9, page 2; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 136) Laissant de côté le statut juridique de la lettre aux fins de l'interprétation des obligations au titre de l'article 1:2 a), nous ne considérons pas que la mention par le Secrétariat de l'OMD de l'expression "charge de la preuve" soit déterminante pour la question de savoir si la charge de la preuve est applicable à l'Accord sur l'évaluation en douane. Il apparaît que la mention de cette expression dans la lettre a été faite davantage dans un sens général plutôt qu'en tant que notion juridique comme il est indiqué ci-dessus.

ii) Examen par les douanes thaïlandaises des circonstances de la transaction entre PM Thailand et PM Philippines

Principaux arguments des parties

7.174 Les **Philippines** font valoir que les arguments et éléments de preuve présentés au Groupe spécial montrent que la Thaïlande n'a pas effectué un examen des circonstances de la vente au sens de l'article 1:2 a). Pour étayer leur allégation, elles s'appuient sur les cinq facteurs suivants: i) le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007, qui indique que la Thaïlande n'a pas examiné les circonstances de la vente; ii) le fait que la Thaïlande n'a pas examiné les éléments de preuve fournis par PM Thailand en ce qui concerne ses coûts et bénéfices (par exemple "faisant référence" aux déclarations annuelles pour les exercices 2003-2005, à d'autres données concernant les prix QPE, à une copie des états financiers de 2005 ...); iii) le fait que la Thaïlande n'a pas demandé de renseignements concernant les coûts à PM Philippines; iv) une analyse du critère déductif de la Thaïlande montrant que ce critère est incohérent; et v) l'évaluation par la Thaïlande de quatre importations effectuées en mars et septembre 2007, confirmant que les décisions de la Thaïlande en matière d'évaluation étaient arbitraires.

7.175 Les Philippines font valoir qu'il est faux, de la part de la Thaïlande, d'affirmer que PM Thailand n'a fait absolument aucun effort et n'a présenté aucun élément de preuve pour établir que les liens n'avaient pas influencé le prix.[584] PM Thailand a tenté à maintes reprises de convaincre les douanes thaïlandaises de ce fait.[585]

7.176 Les Philippines admettent aussi que, pour évaluer le respect par la Thaïlande de ses obligations de fond, le Groupe spécial peut examiner l'explication donnée dans le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007, en tant que déclaration contemporaine de la détermination.[586] Elles font remarquer que l'explication donnée dans le compte rendu adressé à PWC ABAS pour le rejet de la valeur transactionnelle est fondamentalement la même que l'explication donnée dans la lettre du 12 avril, à savoir: i) les prix de PM Thailand sont plus bas que les prix de l'importateur A; et ii) PM Thailand et PM Philippines sont liées. Selon les Philippines, le compte rendu ajoute un point par rapport à la lettre du 12 avril parce que, dans le compte rendu, les douanes thaïlandaises indiquent qu'elles n'ont pas examiné les circonstances de la vente.[587]

7.177 La **Thaïlande** estime que, une fois informée par les douanes thaïlandaises que celles-ci avaient un doute quant au prix de cession, PM Thailand n'a pris *aucune* mesure et n'a fourni aucun élément de preuve pour établir que les liens n'avaient pas influencé le prix.[588] Selon la Thaïlande, les motifs pour lesquels les douanes thaïlandaises n'ont pas utilisé la valeur transactionnelle comme valeur en douane étaient que PM Thailand n'avait pas établi que les liens n'influençaient pas le prix de cession.[589]

---

[584] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 47, citant les déclarations faites par la Thaïlande dans sa première communication écrite, paragraphes 54 (voir aussi les paragraphes 48, 69 et 70) et 158.

[585] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 47.

[586] Réponse des Philippines à la question n° 108 du Groupe spécial.

[587] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 49; réponse à la question n° 108 du Groupe spécial.

[588] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 153 à 160.

[589] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 162. Les douanes thaïlandaises n'ont pas utilisé une comparaison entre les prix c.a.f. de PM Thailand et les prix c.a.f. des achats en franchise de droits comme motif de rejet de la valeur transactionnelle.

7.178 La position de la Thaïlande selon laquelle les douanes thaïlandaises ont bien "examiné" les circonstances de la vente entre PM Philippines et PM Thailand au sens de l'article 1:2 a) repose sur les trois points suivants: i) les douanes thaïlandaises ont informé PM Thailand que d'autres renseignements étaient nécessaires; ii) PM Thailand n'a pas fourni les renseignements/éléments de preuve nouveaux ou additionnels (autres que ses déclarations [[xx.xxx.xx]] antérieures qui étaient nécessaires pour établir que les liens entre PM Philippines et PM Thailand n'avaient *pas* influencé le prix, suivant l'une des méthodes prévues dans l'Accord sur l'évaluation en douane – de plus, aucun des éléments de preuve fournis par PM Thailand au cours de l'examen par les douanes thaïlandaises des circonstances propres à la vente en question n'était suffisant; et iii) les douanes thaïlandaises ont continué d'examiner les circonstances, même après s'être acquittées de leurs obligations au titre de l'article 1:2 a), y compris en envoyant la lettre du 19 décembre 2006, de l'obligation de communiquer les motifs pour lesquels elles considéraient que les liens avaient influencé le prix, et après avoir reçu de PM Thailand la lettre datée du 5 février 2007 indiquant que la société souhaitait une évaluation accélérée.

7.179 La Thaïlande fait valoir que, même après sa lettre du 19 décembre 2006 et en l'absence d'autres allégations ou éléments de preuve concernant les circonstances de la vente effectuée par PM Thailand, les douanes thaïlandaises ont continué d'examiner les ventes en ayant régulièrement des échanges avec PM Thailand et en lui demandant des renseignements.[590] À cet égard, elle mentionne les communications orales, la correspondance et les réunions avec PM Thailand et ses représentants (PWC) qui ont eu lieu pendant la période février-mars 2007, y compris les contacts des douanes thaïlandaises avec PWC.[591] Même si aucune pièce n'a été versée au dossier en ce qui concerne la teneur de certaines des conversations téléphoniques et réunions entre les douanes thaïlandaises et PM Thailand, il ne paraît pas contesté que ces contacts approfondis entre les douanes thaïlandaises et l'importateur ont eu lieu. Par conséquent, à moins que les Philippines ne prouvent que ces contacts n'étaient *pas* un examen des circonstances propres à ces ventes au sens de l'article 1:2 a), il doit être présumé que les douanes thaïlandaises ont agi conformément à leurs obligations au titre de cette disposition.

7.180 S'agissant du fait que les douanes thaïlandaises acceptent maintenant les valeurs déclarées de PM Thailand en utilisant les valeurs déductives auxquelles les [[xx.xxx.xx]] marchandises importées avaient été évaluées comme valeurs "critères", la Thaïlande rejette entièrement l'idée que la décision des douanes thaïlandaises d'accepter les valeurs transactionnelles serait en quelque façon que ce soit un élément de preuve indiquant que la non-acceptation antérieure était incompatible avec les obligations de la Thaïlande dans le cadre de l'OMC.[592]

Analyse du Groupe spécial

7.181 Sur la base de la nature de l'obligation imposée aux autorités douanières d'"examiner" les circonstances de la vente au titre de l'article 1:2 a) telle qu'elle a été clarifiée dans la section précédente, nous allons maintenant évaluer l'allégation des Philippines selon laquelle les douanes thaïlandaises n'ont pas examiné les circonstances de la transaction entre PM Thailand et PM Philippines au sens de l'article 1:2 a).

[590] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 77 à 84.

[591] La Thaïlande a communiqué un nouvel élément de preuve à cet égard – la déclaration de Mme Natina Santiyanont (pièces THA-64 et THA-65) concernant les circonstances des échanges entre les douanes thaïlandaises et PWC et la participation de PWC à la réunion du 6 mars 2007 au nom de PM Thailand. Elle fait valoir que ces éléments de preuve prouvent que le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 avait été envoyé à PWC au nom de PM Thailand (deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 79, note de bas de page 57).

[592] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 92.

7.182 À cet égard, nous rappelons notre analyse figurant dans la section VII.B.2 ci-dessus selon laquelle le critère approprié pour notre examen des allégations des Philippines au titre de l'article 1:1 et 1:2 a) est une évaluation objective de la question dont nous sommes saisis au regard des obligations de fond prévues à l'article 1:1 et 1:2 a). Nous avons précisé ensuite que les autorités douanières étaient tenues au titre de l'article 1:2 a) de communiquer les motifs de leur examen avant de prendre une décision finale sur le point de savoir s'il fallait rejeter la valeur transactionnelle et, au titre de l'article 16, d'expliquer leur détermination finale de la valeur en douane une fois le processus d'évaluation achevé.[593] Compte tenu de ces obligations, qui font aussi partie des allégations des Philippines dans le présent différend, notre évaluation objective du point de savoir si les douanes thaïlandaises ont dûment examiné les circonstances de la vente doit être fondée sur les *motifs* et les *explications* fournis par les douanes thaïlandaises. Autrement dit, nous devons évaluer, en nous fondant sur les motifs et explications qu'elles ont communiqués, si les douanes thaïlandaises ont dûment examiné les circonstances de la vente entre PM Thailand et PM Philippines, compte tenu des renseignements dont elles disposaient au moment de la détermination. S'il est constaté que les douanes thaïlandaises ont effectué un examen approprié au titre de l'article 1:2 a), il sera aussi considéré que la détermination par laquelle elles ont rejeté les valeurs transactionnelles des marchandises importées en cause est compatible avec leurs obligations au titre de l'article 1:1 et 1:2 a).

7.183 Nous commencerons notre analyse par une description des principaux échanges entre les douanes thaïlandaises et PM Thailand pour la période août 2006-avril 2007. Ce faisant, nous garderons à l'esprit les étapes procédurales qui doivent être suivies au titre de l'article 1:2 a), comme il est indiqué dans la section précédente.

CORRESPONDANCE RELATIVE À L'ÉVALUATION DES IMPORTATIONS EN CAUSE
(août 2006-avril 2007)

DATE	PM THAILAND	LES DOUANES THAÏLANDAISES
4 août 2006	a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre en réponse au doute exprimé par celles-ci le même jour quant à la valeur transactionnelle, faisant référence aux déclarations des données annuelles de la société pour les exercices 2003, 2004 et 2005 et au [[xx.xxx.xx]].[594]	ont commencé à mettre en doute l'acceptabilité de la valeur transactionnelle des cigarettes en cause
7 août 2006	a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre les informant qu'elles pouvaient examiner la structure des coûts de PM Thailand au moyen des documents justificatifs pour le formulaire D.[595]	ont informé oralement PM Thailand que d'autres renseignements étaient requis.

[593] On trouvera au paragraphe 7.213 une analyse de la différence entre les obligations résultant, respectivement, de l'article 1:2 a) et de l'article 16.
[594] Pièce PHL-55.
[595] Pièces PHL-57 et PHL-76.

DATE	PM THAILAND	LES DOUANES THAÏLANDAISES
8 août 2006	a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre - faisant référence au [[xx.xxx.xx]] - leur demandant i) d'accepter les valeurs déclarées; *ou* ii) d'expliquer par écrit pourquoi elles ne dédouanaient pas les marchandises aux valeurs déclarées[596]; - fournissant une copie de la déclaration la plus récente de PM Thailand aux douanes thaïlandaises (exercice 2005), qui montrait des B-FG de [[xx.xxx.xx]] et le calcul de la valeur déductive.[597]	
11 août 2006		ont adressé à PM Thailand un "avis écrit" indiquant les montants de garantie.[598]
15 septembre 2006		le *Bureau des audits* des douanes thaïlandaises a adressé à PM Thailand une lettre demandant des renseignements financiers additionnels.[599]
25 octobre 2006	a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre - demandant une "confirmation écrite" des raisons pour lesquelles elles rejetaient les prix facturés déclarés par PM Thailand[600]; - affirmant que leur méthode des critères déductifs démontrait l'acceptabilité de la valeur transactionnelle déclarée par la société; - faisant référence aux déclarations annuelles.	
8 novembre 2006	a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre - demandant d'accepter les valeurs transactionnelles déclarées; - dans la négative, demandant de notifier la valeur estimée et d'indiquer clairement la façon dont les valeurs étaient estimées.[601]	

[596] Les Philippines estiment que, par cette lettre, elles adressaient une première demande aux douanes thaïlandaises en vue d'obtenir les "motifs" de leurs considérations au titre de l'article 1:2 a) (réponse des Philippines à la question n° 114 du Groupe spécial; pièce PHL-56). Elles font aussi référence à la deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 24.

[597] Pièce PHL-56.

[598] Pièce PHL-59.

[599] Pièces PHL-19 et PHL-138.

[600] Pièce PHL-60. Les Philippines estiment que c'était la deuxième demande en vue d'obtenir les motifs des douanes thaïlandaises au titre de l'article 1:2 a).

[601] Pièce PHL-268. Les Philippines estiment que c'était la première demande d'explication au titre de l'article 16 (réponse des Philippines à la question n° 114 du Groupe spécial).

DATE	PM THAILAND	LES DOUANES THAÏLANDAISES
20 novembre 2006	a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre - en se plaignant des garanties exigées pour dédouaner ses marchandises; - demandant une "explication" pour le rejet des valeurs transactionnelles déclarées[602]; - demandant de notifier la valeur estimée et d'indiquer clairement la façon dont les valeurs étaient estimées.	
19 décembre 2006		ont envoyé une lettre "communiquant leurs motifs" au titre de l'article 16 selon lesquels "l'importateur [devait] encore établir si lesdits liens influen[çaient] ou non la détermination de la valeur en douane".[603]
5 février 2007	a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre leur demandant d'accélérer leur examen et leur évaluation des marchandises importées en cause et d'utiliser une méthode de vérification.[604]	
15 février 2007		ont dit oralement à PM Thailand de fournir ses états financiers pour 2006 afin d'aider au processus d'évaluation.[605]
16 février 2007	a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre[606] - confirmant que les états de 2006 n'étaient pas encore prêts et indiquant qu'elle avait le plaisir de présenter à la place ceux de 2005; - présentant les états financiers pour l'exercice 2005 et les B-FG.	
21 février 2007	a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre avec de nouveaux renseignements concernant le prix de sa vente QPE et certains ajustements, qui avaient été utilisés à la fin dans le calcul des valeurs déductives pour les cigarettes en cause.[607]	
26 février 2007		ont adressé à PWC (ABAS) une invitation pour les réunions des 2 et 6 mars.[608]

[602] Pièce PHL-65. Les Philippines estiment que c'était la deuxième demande d'explication au titre de l'article 16.

[603] Pièce PHL-66.

[604] Pièce PHL-68.

[605] Réponse de la Thaïlande à la question n° 10 du Groupe spécial; première déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 31. La Thaïlande estime que le membre de phrase "nous souhaitons confirmer notre avis donné hier" figurant dans la lettre de PM Thailand datée du 16 février (pièce PHL-137) confirme le fait que, le 15 février, des communications ont eu lieu oralement, ce que les Philippines ne réfutent pas.

[606] Pièce PHL-137.

[607] Pièce THA-39.

[608] Pièce THA-10.

DATE	PM THAILAND	LES DOUANES THAÏLANDAISES
27 février 2007		ont adressé au directeur général de PM Thailand une lettre demandant des renseignements pertinents pour la détermination de la valeur en douane des importations de la société.[609]
2 mars 2007		ont adressé à PWC (ABAS) une lettre demandant des renseignements additionnels[610]; et ont tenu une réunion avec deux entités de PWC.
6 mars 2007	a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre demandant l'utilisation d'une "méthode déductive".[611]	ont tenu une réunion et ont invité PWC (ABAS) à examiner les données financières qui avaient été fournies *et* les calculs des valeurs déductives effectués ensuite par les douanes thaïlandaises.
7 mars 2007	*Suite à la demande de celles-ci*, a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre fournissant d'autres renseignements à l'appui des renseignements fournis dans la lettre du 21 février 2007.[612]	
14 mars 2007	*En réponse à une nouvelle demande de la part de celles-ci*, a adressé aux douanes thaïlandaises une lettre fournissant d'autres renseignements, y compris des renseignements relatifs aux paiements effectués par PM Thailand à PM Philippines.[613]	
15 mars 2007		ont commencé à publier les avis d'estimation pour les marchandises importées en cause.
5 avril 2007	a adressé une lettre aux douanes thaïlandaises.[614]	
12 avril 2007		ont adressé à PM Thailand une lettre – fournissant une explication quant à la façon dont la valeur en douane avait été déterminée.[615]

7.184 En ce qui concerne la suite d'événements ci-dessus, les Philippines ne paraissent pas soulever une controverse sur le point de savoir si les douanes thaïlandaises avaient suivi formellement l'ensemble des étapes procédurales envisagées par l'article 1:2 a).[616] Autrement dit, les Philippines ne

[609] Pièce THA-11.
[610] Pièce THA-12.
[611] Pièce THA-92.
[612] Réponse des Philippines à la question n° 29 du Groupe spécial; pièce PHL-169.
[613] Réponse des Philippines à la question n° 29 du Groupe spécial; pièce PHL-170.
[614] Pièce PHL-69. Les Philippines estiment que c'était une autre demande d'explication au titre de l'article 16 et une demande d'explication au titre de l'article 7:3 (réponse des Philippines à la question n° 114 du Groupe spécial).
[615] Pièce PHL-70.
[616] Nous notons l'argument de la Thaïlande selon lequel les douanes thaïlandaises ont dûment examiné les circonstances de la transaction en cause en informant l'importateur des motifs pour lesquels elles

contestent pas le fait que les douanes thaïlandaises ont adressé à PM Thailand les lettres des 19 décembre 2006 et 12 avril 2007, qui constituent respectivement la communication des motifs et l'explication de leur détermination au sens formel. De fait, les allégations des Philippines sont centrées sur l'aspect fondamental des prescriptions au titre de l'article 1:2 a). En particulier, les Philippines allèguent que les douanes thaïlandaises n'ont pas "examiné" les circonstances de la vente au sens de l'article 1:2 b) parce qu'elles n'ont pas tenu compte des éléments de preuve présentés par PM Thailand au moment de la détermination. Selon les Philippines, les explications données par les douanes thaïlandaises dans leur lettre du 12 avril 2007 et les comptes rendus du 6 mars 2007, dont il est allégué qu'elles sont non valables et insuffisantes, dénotent un examen inadéquat des circonstances de la vente.

7.185 La Thaïlande fait valoir que les douanes thaïlandaises ont dûment examiné les circonstances de la vente. Contrairement à ce que font valoir les Philippines, une fois informée par les douanes thaïlandaises que celles-ci avaient un doute quant au prix de cession, PM Thailand n'a pris aucune mesure et n'a offert aucun élément de preuve pour établir que les liens n'avaient pas influencé le prix.[617] Selon la Thaïlande, les motifs pour lesquels les douanes thaïlandaises n'ont pas utilisé la valeur transactionnelle comme valeur en douane étaient que PM Thailand n'avait pas établi que les liens n'influençaient pas le prix de cession.[618]

7.186 Tout d'abord, il n'est pas contesté que PM Thailand a présenté aux douanes thaïlandaises des renseignements qui, de l'avis des Philippines, étaient suffisants pour établir que ses liens avec PM Philippines n'avaient pas influencé le prix. Le tableau ci-dessus montre que PM Thailand a communiqué aux douanes thaïlandaises un certain nombre de lettres accompagnées de données financières et de renseignements pendant la période en question. En résumé, il apparaît que les Philippines se sont appuyées en grande partie sur les documents et données financières relatifs à la méthode des critères déductifs de la Thaïlande qui étaient consignés dans le [[xx.xxx.xx]].[619] Spécifiquement, les renseignements fournis par PM Thailand jusqu'au 19 décembre 2009, date à laquelle les douanes thaïlandaises ont communiqué leurs motifs, incluent les éléments suivants: i) déclaration des données annuelles pour les exercices 2003, 2004 et 2005; ii) déclarations annuelles aux douanes thaïlandaises pour l'exercice 2005, où figurent les B-FG [la marge brute] de [[xx.xxx.xx]] de la société[620] et un calcul déductif montrant les prix des ventes au premier acheteur indépendant dans le prix QPE[621] ainsi que certaines déductions à faire sur ce prix (y compris les rabais sur vente,

---

considéraient que les liens avaient influencé le prix et de la nécessité de renseignements additionnels, et en examinant les renseignements additionnels fournis par PM Thailand. Toutefois, ce qui est contesté par les Philippines est la question de savoir si les douanes thaïlandaises ont examiné tous les éléments de preuve pertinents fournis par PM Thailand au moment de la détermination.

[617] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 153 à 160, faisant référence à la pièce THA-28.

[618] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 162. Les douanes thaïlandaises n'ont pas utilisé une comparaison entre les prix c.a.f. de PM Thailand et les prix c.a.f. des achats en franchise de droits comme motif de rejet de la valeur transactionnelle.

[619] Réponse des Philippines à la question n° 16 du Groupe spécial, faisant aussi référence à leur première déclaration orale (paragraphes 36 à 56). Pièce PHL-39. S'agissant du [[xx.xxx.xx]], les Philippines indiquent que [[xx.xxx.xx]] (pièce PHL-34, point 5) et que [[xx.xxx.xx]]. La Thaïlande conteste cela et indique que le [[xx.xxx.xx]] n'a pas de statut formel et que les douanes thaïlandaises n'ont jamais accepté ni ne sont convenues d'être liées par le [[xx.xxx.xx]]. En outre, la Thaïlande soutient que les douanes thaïlandaises n'ont jamais utilisé la méthode dont il est allégué qu'elle était contenue dans le [[xx.xxx.xx]] comme base de la valeur en douane, que ce soit pour l'une quelconque des importations de PM Thailand ou même comme valeurs critères pour les importations de PM Thailand pendant la période 2003-2006. (Réponse des Philippines aux questions n° 8, 11 et 17 du Groupe spécial; réponse de la Thaïlande à la question n° 11 du Groupe spécial).

[620] Il apparaît que les parties utilisent ces deux expressions de manière interchangeable. Pièce PHL-42.

[621] L'article 5:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane fait référence au "prix unitaire correspondant aux ventes ... totalisant la quantité la plus élevée", le prix QPE. Dans la note relative à cet article, il est expliqué que ce prix QPE s'entend "du prix auquel le plus grand nombre d'unités est vendu, lors de ventes à des personnes qui

les coûts du transport en Thaïlande et la taxe provinciale); iii) une copie du [[xx.xxx.xx]] accompagnée de renseignements concernant les calculs des marges brutes qui avaient déjà été présentés aux douanes thaïlandaises le 17 juillet 2006[622]; iv) éléments de preuve indiquant que la société avait passé des commandes et effectué des paiements conformes aux prix figurant sur la facture sans aucun paiement additionnel, que ce soit directement ou indirectement (titre d'importation pour les trois envois les plus récents, mandat à l'étranger pour ces mêmes envois)[623]; v) tableau comparant le prix à l'importation déclaré (valeur c.a.f. figurant sur la facture) au nouveau prix à l'importation (nouvelle valeur c.a.f. de référence imposée par les douanes) indiqué oralement à PM Thailand (pas de confirmation écrite).[624] Dans la mesure où PM Thailand a fourni de bonne foi les éléments de preuve susmentionnés afin d'établir que les liens n'avaient pas influencé le prix, nous considérons que PM Thailand s'est effectivement acquittée de la charge qui lui incombait au titre de l'article 1:2 a) de fournir des renseignements à l'administration des douanes.

7.187 Le point de savoir si les renseignements effectivement présentés par PM Thailand concernaient l'acceptabilité de la valeur transactionnelle et, dans l'affirmative, s'ils étaient suffisants pour établir l'acceptabilité est, bien sûr, une autre question. La Thaïlande a affirmé devant le présent Groupe spécial que les renseignements susmentionnés communiqués par PM Thailand ne prouvaient pas que les liens n'avaient pas influencé le prix parce que les renseignements montrant l'exactitude de la valeur déclarée n'étaient ni en cause à ce moment-là ni probants pour le point de savoir si ce prix avait été établi dans des conditions de pleine concurrence. Elle fait valoir que l'article 1:2 a) et 1:2 b) et les notes interprétatives décrivent plusieurs méthodes permettant à l'importateur d'établir que les liens avec le vendeur étranger n'ont pas influencé le prix pratiqué entre eux deux au sens de l'article 1:2 a).[625] Selon la Thaïlande, toutefois, PM Thailand n'a pas fourni, en ce qui concerne l'une quelconque de ces méthodes ou une autre méthode, des éléments de preuve suffisants pour établir que les liens entre PM Philippines et PM Thailand n'avaient pas influencé le prix au sens de l'article 1:2 a).[626] Selon la Thaïlande, les données financières et renseignements du type de ceux qui ont été présentés par PM Thailand n'établissent pas l'approche des "coûts majorés" répertoriée au paragraphe 3 de la note interprétative relative à l'article 1:2 a). Les renseignements ne sont pas non plus appropriés pour effectuer un calcul de la valeur déductive au sens des articles 1:2 b) et 5.

7.188 Compte tenu de la nature de l'obligation d'"examiner" qui est énoncée à l'article 1:2 a), telle qu'elle a été clarifiée aux paragraphes 7.158 et 7.159 ci-dessus, à réception des renseignements et données de PM Thailand les douanes thaïlandaises étaient tenues de s'enquérir de, enquêter sur ou considérer de manière critique ces renseignements et données, de communiquer leurs motifs et d'expliquer la détermination finale. À cet égard, nous tenons à souligner que cette question devrait être distinguée de la question de savoir si la teneur des renseignements fournis par PM Thailand n'a pas permis d'établir la validité de la valeur transactionnelle, comme l'a expliqué la Thaïlande [devant le Groupe spécial]. Traiter cette dernière question reviendrait à agir en dehors du cadre de notre mandat, qui consiste à procéder à une évaluation objective de la question considérée.[627]

---

ne sont pas liées aux personnes auxquelles elles achètent les marchandises en question, au premier niveau commercial suivant l'importation auquel s'effectuent ces ventes".

[622] Réponse des Philippines à la question n° 16 du Groupe spécial, faisant aussi référence à leur première déclaration orale (paragraphes 36 à 56).

[623] Pièce PHL-57.

[624] Pièce PHL-58.

[625] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 49.

[626] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 50 et 51. La Thaïlande fait référence aux éléments de preuve communiqués par PM Thailand qui ont été résumés par les Philippines au paragraphe 45 de leur première déclaration orale et dans leur réponse à la question n° 16 du Groupe spécial.

[627] Voir la section VII.B.2.

7.189 Revenant à la question dont nous sommes saisis, nous reconnaissons qu'il se peut bien que les douanes thaïlandaises aient examiné de manière critique les renseignements et données présentés sur la base des raisons qu'elles ont fournies au Groupe spécial dans la présente procédure. Toutefois, nous ne serions pas en mesure de constater que les douanes thaïlandaises ont effectivement examiné ces renseignements à moins que ces raisons ne figurent dans leur communication des motifs et leurs explications à l'importateur, conformément aux obligations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Dans l'explication qu'elles donnent dans la lettre du 12 avril 2007, les douanes thaïlandaises n'indiquant pas la raison pour laquelle elles sont arrivées à la conclusion que les liens influençaient le prix des marchandises importées en cause. Nous ne disposons donc pas des éléments de preuve confirmant que les douanes thaïlandaises ont effectivement examiné les circonstances de la vente en examinant de manière critique tous les renseignements et données dont elles disposaient au moment de la détermination, comme elles le soutiennent dans la présente procédure.[628] Nous ne trouvons pas d'autre explication dans la lettre en question si ce n'est que l'importateur et l'exportateur sont liés et que l'importateur ne s'est pas acquitté de la charge de la preuve. Comme cela est expressément indiqué à l'article 1:2 a), toutefois, le simple fait qu'un importateur est lié à un exportateur n'est pas en soi suffisant pour que l'administration des douanes rejette la valeur transactionnelle. L'article 1:2 a) exige que l'administration des douanes examine les circonstances de la vente dans une transaction entre parties liées. Il s'ensuit que les douanes thaïlandaises avaient l'obligation d'expliquer pourquoi elles avaient décidé de rejeter la valeur transactionnelle, y compris la base qui leur permettait, après avoir examiné les circonstances de la vente, de considérer que les liens avaient influencé le prix.

7.190 La Thaïlande estime en outre que les motifs pour lesquels les douanes thaïlandaises n'ont pas utilisé la valeur transactionnelle comme valeur en douane avaient été communiqués dans la lettre desdites douanes datée du 19 décembre 2006, à savoir que PM Thailand n'avait pas établi que les liens n'avaient pas influencé le prix de cession.[629] En dehors de cette déclaration, la lettre en question n'inclut aucune des autres explications fournies par la Thaïlande dans la présente procédure, comme il est indiqué au paragraphe précédent. Sans être informé de la base qui permettait aux douanes thaïlandaises de considérer que les renseignements fournis à ce stade de la procédure n'établissaient pas la validité de la valeur transactionnelle, l'importateur n'aurait pas pu répondre de manière effective, pour autant qu'il puisse répondre, aux considérations des autorités. Cela nuirait encore à la capacité des autorités douanières d'examiner dûment les circonstances de la vente au titre de l'article 1:2 a).

7.191 En outre, l'explication fournie par les douanes thaïlandaises pour la détermination finale de la valeur en douane des marchandises importées en cause figure dans leur lettre datée du 12 avril 2007 et dans le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007. Nous traitons la compatibilité des explications données par les douanes thaïlandaises dans ces instruments avec l'obligation au titre de l'article 16 dans la section VII.C.6 ci-dessous. Dans la lettre, les douanes thaïlandaises indiquent, comme étant la raison de leur décision de rejeter la valeur transactionnelle, ce qui suit: "la société et le vendeur étranger sont des parties liées et il ne peut pas être prouvé si les liens ont ou non une influence sur la

---

[628] Nous rappelons la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*:

> "[C]omme nous l'avons dit plus haut, étant donné qu'un groupe spécial ne peut procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve dont disposaient les autorités compétentes, c'est l'*explication* que les autorités compétentes donnent de leur détermination qui, à elle seule, permet aux groupes spéciaux de déterminer s'il y a conformité avec les prescriptions de l'article XIX du GATT de 1994 et des articles 2 et 4 de l'Accord sur les sauvegardes. Il se peut bien, comme le font valoir les États-Unis, que les autorités compétentes aient effectué correctement l'analyse appropriée. Toutefois, lorsque celles-ci n'ont pas fourni une explication motivée et adéquate à l'appui de leur détermination, le groupe spécial n'est pas en mesure de conclure que la prescription pertinente pour pouvoir appliquer une mesure de sauvegarde a été remplie par ces mêmes autorités ..." (paragraphe 303).

[629] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 162.

détermination des valeurs en douane". Toutefois, aucune des explications fournies par la Thaïlande dans la procédure du présent Groupe spécial ne figure dans la lettre des douanes thaïlandaises datée du 12 avril 2007. En réponse à la question du Groupe spécial sur le point de savoir si les douanes thaïlandaises ont jamais communiqué à PM Thailand, au cours de la procédure interne, les mêmes explications que celles qui ont été données dans la procédure du présent Groupe spécial, la Thaïlande affirme que, même si les explications qu'elle a fournies au Groupe spécial sont beaucoup plus détaillées, elles sont pleinement compatibles avec les motifs pour lesquels les douanes thaïlandaises ont agi et les explications qui ont été données à PM Thailand à l'époque.[630] Comme cela a déjà été dit ci-dessus, toutefois, eu égard à la nature de l'obligation d'"examiner" les circonstances de la vente, considérée sous l'angle de l'objectif de régularité de la procédure au titre de l'article 1:2 a) ainsi que de l'Accord sur l'évaluation en douane dans son intégralité, l'absence de toute explication quant aux raisons pour lesquelles les renseignements fournis ont été jugés insuffisants et, en conséquence, ont amené les douanes thaïlandaises à rejeter la valeur transactionnelle rend l'examen effectué par les douanes thaïlandaises incompatible avec l'article 1:2 a).

7.192 Nous examinons maintenant le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007. Ce compte rendu inclut la description de l'examen par les douanes thaïlandaises des circonstances de la vente; la détermination par laquelle elles ont rejeté la valeur transactionnelle; et les autres méthodes d'évaluation qu'il était envisagé d'utiliser pour l'évaluation des cigarettes en cause.[631] Aux fins de notre analyse, nous examinerons si le compte rendu explique le fondement de la détermination par laquelle les douanes thaïlandaises ont rejeté la valeur transactionnelle, compte tenu des renseignements et éléments de preuve fournis par PM Thailand. Dans la partie pertinente, le compte rendu indique ce qui suit: "S'agissant des liens, il est constaté que la société a des liens avec le vendeur étranger ([i]l est constaté que les liens ont eu un effet sur les prix en 2003) ... C'est une affaire dans laquelle le Département des douanes a déjà obtenu les renseignements et il n'est pas nécessaire d'examiner d'autres circonstances ...". Cela montre donc que les douanes thaïlandaises considéraient qu'il n'était pas nécessaire d'examiner les circonstances de la vente en ce qui concerne les cigarettes en cause importées, en août 2006, sur la base de leur examen et de la détermination qui en a résulté en 2003 selon laquelle, à cette époque, les liens entre PM Thailand et PM Philippines influençaient le prix des cigarettes importées. Comme les Philippines le font remarquer, nous ne considérons pas qu'il puisse être satisfait à l'obligation d'examiner les circonstances de la vente au titre de l'article 1:2 a) en renvoyant simplement à l'examen effectué et à la détermination établie en ce qui concerne la transaction qui avait eu lieu trois ans avant la transaction actuelle en cause. Il peut en effet exister une situation dans laquelle, en dépit du décalage dans le temps, il s'avère que les circonstances de deux transactions entre les mêmes parties sont les mêmes.[632] À notre avis, toutefois, même en pareil cas les autorités douanières sont tenues au titre de l'article 1:2 a) d'expliquer la base permettant de constater que la transaction actuelle est la même que la transaction antérieure qui avait déjà été examinée.

7.193 Enfin, nous notons l'argument de la Thaïlande selon lequel elle a continué d'examiner les circonstances de la vente même après avoir envoyé la lettre du 19 décembre 2006 dans laquelle elle communiquait ses motifs. Spécifiquement, la Thaïlande fait référence aux communications orales, à la correspondance et aux réunions avec PM Thailand et ses représentants (PWC) qui ont eu lieu

[630] Réponse de la Thaïlande à la question n° 93 1) du Groupe spécial.
[631] Pièces THA-37 (compte rendu révisé), PHL-74 (compte rendu original) et PHL-173.
[632] Nous notons que, dans leur première déclaration orale, les Philippines ont indiqué que dans l'affaire en cause "les conclusions de la BoA relatives aux ventes de 2000-2002 ne fourniss[aient] aucune base pour les conclusions relatives aux ventes de 2006. Les circonstances propres aux ventes de la période 2000-2002 étaient très différentes, parce que les marchandises provenaient de Malaisie et faisaient intervenir un vendeur différent. Par conséquent, les liens étaient des liens entre parties différentes. En outre, pour certaines des marchandises importées en 2000-2002, la BoA [avait] constaté que le prix n'était *pas* influencé par les liens" (première déclaration orale des Philippines, paragraphe 82).

pendant la période février-mars 2007, y compris les contacts des douanes thaïlandaises avec PWC.[633] Les éléments de preuve relatifs à la correspondance entre les douanes thaïlandaises et PM Thailand, tels qu'ils sont résumés dans le tableau ci-dessus, indiquent que, après le 19 décembre 2009, les douanes thaïlandaises se sont concentrées sur l'examen d'une autre méthode d'évaluation à utiliser pour les marchandises importées en cause, au lieu de continuer d'examiner les circonstances de la vente pour déterminer si les liens influençaient ou non le prix. En réponse à notre question concernant le point du processus d'examen où les douanes thaïlandaises ont déterminé que la valeur transactionnelle n'était pas acceptable, la Thaïlande a indiqué que c'était un processus qui avait commencé avec la demande formulée par les Philippines dans leur lettre du 5 février 2007 visant à ce qu'une méthode de vérification soit utilisée pour déterminer si la valeur transactionnelle était affectée par les liens entre PM Philippines et PM Thailand. Après des consultations entre les parties, ce processus a pris fin lorsque les douanes thaïlandaises, utilisant la méthode des critères déductifs comme le demandait PM Thailand dans sa lettre du 6 mars 2007, ont constaté que la valeur transactionnelle était plus faible que la valeur déductive servant de critère.

7.194 Contrairement à la position de la Thaïlande, toutefois, notre examen de la lettre de PM Thailand datée du 5 février 2007 ne révèle pas que PM Thailand demandait expressément aux douanes thaïlandaises d'utiliser une méthode de vérification pour déterminer si la valeur transactionnelle était affectée par les liens, tandis qu'elle signalait que les douanes thaïlandaises avaient rejeté la valeur transactionnelle sans qu'il y ait eu un examen approprié des circonstances de la vente.[634] PM Thailand termine la lettre avec quatre demandes spécifiques: i) l'abrogation des garanties notifiées par la lettre du 11 août 2006; ii) une procédure d'évaluation accélérée et la publication d'un avis d'estimation; iii) l'établissement d'une communauté de vues pour l'avenir; et iv) la création d'une commission interministérielle composée de représentants des différents services gouvernementaux. S'agissant de l'établissement d'une communauté de vues pour l'avenir, PM Thailand indiquait qu'elle "souhait[ait] aussi explorer la possibilité d'un accord avec les douanes en vue d'une procédure correcte, non ambiguë et définitive et d'une méthode pour vérifier et ajuster la valeur des importations de marchandises pour les transactions futures". Nous n'interprétons pas cette phrase comme étant une demande visant à ce que les douanes thaïlandaises se prononcent sur la méthode de vérification à utiliser sans autres consultations avec les Philippines. En outre, nous n'interprétons pas non plus la lettre du 6 mars 2007 comme étant une demande, de la part de PM Thailand, visant à utiliser la méthode de la valeur déductive comme méthode de vérification. En fait, le Groupe spécial croit comprendre que, dans cette lettre, PM Thailand soulignait que les douanes thaïlandaises lui demandaient de fournir des renseignements qui seraient utilisés pour calculer la valeur calculée alors que, d'après l'ordre hiérarchique du Règlement ministériel n° 132/2000 (et de l'Accord sur l'évaluation en douane), le calcul de la valeur déductive vient avant le calcul de la valeur calculée.

7.195 En conclusion, nous constatons que les douanes thaïlandaises n'ont pas examiné les circonstances de la vente en ce qui concerne les marchandises importées en cause au sens de l'article 1:2 a). Par conséquent, la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article 1:1 et 1:2 a) en rejetant la valeur transactionnelle des importations visées.

---

[633] La Thaïlande a communiqué un nouvel élément de preuve à cet égard – la déclaration de Mme Natina Santiyanont (pièces THA-64 et THA-65) concernant les circonstances des échanges entre les douanes thaïlandaises et PWC et la participation de PWC à la réunion du 6 mars 2007 au nom de PM Thailand. Elle fait valoir que cet élément prouve que le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 avait été envoyé à PWC au nom de PM Thailand (deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 79, note de bas de page 57).

[634] Pièce PHL-68.

iii) Raisons pour lesquelles les douanes thaïlandaises ont rejeté les valeurs transactionnelles des cigarettes de PM Thailand

Principal argument des parties

7.196 Les **Philippines** font valoir que le rejet indu des valeurs transactionnelles des cigarettes importées en cause par la Thaïlande est prouvé aussi par la raison non valable qui est donnée pour ce rejet dans la lettre des douanes thaïlandaises datée du 12 avril 2007.[635] Elles font valoir que la déclaration "il ne peut pas être prouvé si les liens ont ou non une influence sur la détermination des valeurs en douane" ne peut pas constituer un motif de rejet valable au titre de l'article 1:2 a) pour les raisons suivantes: i) l'Accord sur l'évaluation en douane n'établit pas de présomption de droit en ce qui concerne la valeur transactionnelle et n'impose pas de charge de la preuve au titre de l'article 1:2 a); ii) si les "doutes" créent une présomption, les autorités doivent s'assurer que les "doutes" sont "toujours raisonnables" lorsque la valeur transactionnelle est rejetée; et iii) même s'il existait une charge de la preuve, les motifs pour lesquels les autorités rejettent la valeur transactionnelle ne peuvent pas être une déclaration selon laquelle il n'a pas été satisfait à l'obligation de s'acquitter de ladite charge.[636] Du point de vue de l'article 1:1 et 1:2 a), cette déclaration figurant dans la lettre du 12 avril ne démontre pas que les autorités avaient été saisies de faits, autres que les liens entre les parties, qui étayaient la conclusion selon laquelle la valeur transactionnelle était inacceptable.[637] Au titre de l'article 1:1 et 1:2 a), les autorités ne peuvent pas rejeter la valeur en douane en l'absence d'un tel fait additionnel.

7.197 La **Thaïlande** n'a pas répondu directement à cet aspect de l'argument des Philippines au titre de l'article 1:1 et 1:2 a), même si elle a avancé des contre-arguments en relation avec l'allégation des Philippines au titre de l'article 16 afin de fournir une explication écrite de la manière dont la valeur en douane des marchandises de l'importateur avait été déterminée. Sa position est que l'explication qui avait été donnée par les douanes thaïlandaises dans leur lettre du 12 avril 2007 et le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 était suffisante pour satisfaire à l'obligation énoncée à l'article 16.

Analyse du Groupe spécial

7.198 Les Philippines font valoir que le rejet indu par les douanes thaïlandaises des valeurs transactionnelles des cigarettes importées en cause est prouvé aussi par les raisons *non valables* et *insuffisantes* du rejet. Ces raisons sont indiquées dans la lettre des douanes thaïlandaises datée du 12 avril 2007.

7.199 Pour mémoire, à l'appui de leur allégation concernant le rejet par les douanes thaïlandaises des valeurs transactionnelles des marchandises importées en cause, les Philippines ont avancé deux arguments: premièrement, les douanes thaïlandaises n'ont pas examiné les circonstances de la vente au sens de l'article 1:2 a) et, deuxièmement, le rejet par les douanes thaïlandaises était fondé sur des raisons *non valables.* Nous avons traité dans la section précédente le premier argument des Philippines et avons constaté que le rejet des douanes thaïlandaises était incompatible avec l'article 1:1 et 1:2 a) parce que celles-ci n'avaient pas examiné les circonstances de la vente au titre de l'article 1:2 a). Dans la mesure où nous sommes déjà arrivés à notre constatation au sujet de

[635] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 184, 225 à 230 et 234 à 253; deuxième communication écrite, paragraphe 139. Les Philippines ont aussi indiqué qu'un deuxième argument avancé par les douanes thaïlandaises, à savoir une comparaison entre la valeur transactionnelle des cigarettes PM et le prix des cigarettes de l'importateur A, était dénué de pertinence et non valable (première communication écrite des Philippines, paragraphes 231 à 253; première déclaration liminaire, paragraphes 55 et 72). La Thaïlande a confirmé que cette comparaison n'avait pas constitué un motif de rejet des valeurs transactionnelles visées (première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 162).

[636] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 143 à 156.

[637] Réponse des Philippines à la question n° 108 du Groupe spécial.

l'allégation des Philippines en ce qui concerne le rejet par les douanes thaïlandaises des valeurs transactionnelles des [[xx.xxx.xx]] marchandises importées en cause, nous n'avons pas besoin de poursuivre l'examen de la deuxième série d'arguments présentés par les Philippines.

7.200 En tout état de cause, toutefois, dans le contexte de notre analyse du premier argument des Philippines qui est lié, à notre avis, à leur argument fondé sur la raison fournie dont il est allégué qu'elle était non valable et insuffisante, nous avons traité le caractère approprié quant au fond des raisons fournies dans la lettre du 12 avril 2007 pour le rejet par les douanes thaïlandaises des valeurs transactionnelles des cigarettes en cause. Nous avons constaté que ces raisons étaient insuffisantes quant au fond pour justifier la détermination des douanes thaïlandaises concernant les marchandises importées en cause. À cet égard, nous notons que la nature de la raison donnée par les douanes thaïlandaises – l'importateur n'a pas établi l'acceptabilité de la valeur transactionnelle – ne peut pas nécessairement être considérée comme *non valable* en soi si c'est la conclusion à laquelle sont parvenues les autorités douanières en se fondant solidement sur l'examen des éléments de preuve dont elles étaient saisies. Laissant de côté la question de l'étendue et de la portée précises des explications qui doivent être données au titre de l'article 16, une telle conclusion doit néanmoins être étayée par des raisons de fond qui sont liées aux éléments de preuve fournis par l'importateur ou obtenus d'autres sources.

e) Question de savoir si la Thaïlande a manqué à l'obligation de communiquer à PM Thailand les motifs du rejet des valeurs transactionnelles déclarées, d'une manière incompatible avec l'article 1:2

i) Principaux arguments des parties

7.201 Les **Philippines** allèguent que, *avant* de prendre la décision de rejeter la valeur transactionnelle, la Thaïlande n'a pas informé PM Thailand des "motifs qu'elle [avait] de considérer que les liens [avaient] influencé le prix", comme l'exige l'article 1:2 a).[638] Selon les Philippines, cette partie du différend se résume à un désaccord sur le sens ordinaire du terme "motifs", lu dans le contexte et à la lumière de l'objet et du but de la disposition: la Thaïlande allègue que la déclaration "il ne peut pas être prouvé que les liens ont ou non une influence sur la détermination des valeurs en douane" communique les "motifs", alors que les Philippines considèrent que le mot "motifs" exige la communication de faits objectifs ou de renseignements qui étayent les propres conclusions des autorités en ce qui concerne la charge de la preuve et l'acceptabilité de la valeur transactionnelle.[639]

7.202 Les Philippines soutiennent que le texte, le contexte ainsi que l'objet et le but confirment que le mot "motifs" figurant à l'article 1:2 a) fait référence au fondement objectif des faits ou renseignements dont les autorités sont saisies, qui vient étayer les conclusions desdites autorités; les "motifs" ne sont pas les propres conclusions juridiques finales ou intermédiaires des autorités, telles qu'une conclusion établissant qu'il n'a pas été satisfait à la charge de la preuve. Pour ce qui est du contexte immédiat, les Philippines font référence aux première et deuxième phrases de l'article 1:2 a) dans lesquelles, selon leurs allégations, les rédacteurs ont assimilé le mot "faits" au mot "motifs" et ont indiqué que les "motifs" devaient être fondés sur les "renseignements" communiqués aux autorités. Elles appellent aussi l'attention sur la dernière phrase de la Décision qui, selon leurs allégations, établit explicitement une distinction entre la "décision" des autorités et les "motifs la justifiant".

[638] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 163 à 186.

[639] Les Philippines notent aussi que plusieurs tierces parties partagent cet avis, à savoir que le mot "motifs" à l'article 1:2 a) fait référence aux considérations de fond (raisons) figurant dans le dossier dont les autorités ont été saisies, qui sont à la base de la conclusion desdites autorités.

7.203 Les Philippines sont d'avis qu'une considération cruciale pour interpréter le mot "motifs" est l'objectif déclaré de la disposition en matière de régularité de la procédure: la communication des "motifs" par les autorités doit "donner[] à l'importateur une *possibilité raisonnable de répondre*" (italique dans l'original). L'objectif de régularité de la procédure de l'article 1:2 a) serait compromis si le Groupe spécial devait accepter le point de vue de la Thaïlande selon lequel une déclaration indiquant qu'il n'a pas été satisfait à la charge de la preuve constitue une communication suffisante des "motifs". La raison en est que si les autorités ne traitent pas les éléments de preuve dont elles sont saisies, l'importateur n'est absolument pas mis au courant des raisons pour lesquelles il n'a pas été satisfait à la charge de la preuve. L'importateur ne peut pas expliquer la pertinence des éléments de preuve qu'il a présentés, par exemple les sources et la solidité des données et calculs figurant dans ces éléments de preuve. Il est, en somme, privé de la possibilité de traiter les éventuels défauts spécifiques que les autorités perçoivent dans les éléments de preuve. Les Philippines estiment aussi que les études de cas du Comité technique de l'OMD sont instructives à cet égard.[640]

7.204 Les Philippines considèrent que cette interprétation du terme "motifs" empêche que l'évaluation en douane ne devienne un processus secret, en assurant que les autorités sont tenues de communiquer leurs vues en ce qui concerne les éléments de preuve dans le cadre du processus décisionnel et en donnant à l'importateur une possibilité raisonnable de présenter des observations sur ces vues d'une manière informée.

7.205 La **Thaïlande** estime que l'obligation pour les autorités douanières de communiquer leurs motifs à l'importateur au titre de l'article 1:2 a) signifie qu'elles doivent donner à l'importateur un avis préliminaire concernant le fait qu'elles considèrent qu'il n'a pas été établi que le lien entre le vendeur et l'acheteur n'avait pas influencé le prix.[641] Cet avis doit être communiqué par écrit et une possibilité de répondre doit être donnée avant que l'estimation finale ait lieu. Le *seul* motif au titre de l'article 1:2 a) qui permet de rejeter la valeur transactionnelle est une constatation selon laquelle il n'est pas établi que "les liens [entre le vendeur et l'acheteur] n'ont pas influencé le prix".[642] Si l'importateur ne s'acquitte pas de la charge d'établir que le prix n'est pas influencé par les liens, l'"administration des douanes a des motifs de considérer que les liens ont influencé le prix ... compte tenu des renseignements fournis par l'importateur ou obtenus d'autres sources au sens de l'article 1:2 a)".[643]

7.206 La Thaïlande conteste l'interprétation du terme "motifs" donnée par les Philippines telle qu'elle est décrite ci-dessus. Elle croit comprendre que l'argument des Philippines est le suivant: i) le terme "motifs" fait référence uniquement à la base factuelle sur laquelle repose l'action de l'administration des douanes, et non pas au fondement juridique; et ii) l'absence d'éléments de preuve factuels établissant que les liens n'ont pas influencé le prix constitue un fondement juridique, et non une base factuelle, pour agir. La Thaïlande ne pense pas que le terme "motifs" est limité à la base factuelle, mais plutôt qu'il incorpore les deux éléments.[644] En outre, contrairement à ce qu'avancent les Philippines, l'absence d'éléments de preuve constitue aussi une base factuelle qui permet à l'administration des douanes d'agir.[645] La Thaïlande fait valoir que les Philippines n'expliquent pas en

[640] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 158, faisant référence à la pièce THA-41. Les Philippines estiment que, dans l'étude de cas, "l'importateur et l'exportateur se sont vu ménager "une possibilité raisonnable" d'expliquer les "différences de prix" spécifiques qui étaient à la base des doutes des autorités mais qu'ils n'ont pas été en mesure de le faire. ... Les autorités chargées de l'affaire ont rassemblé et analysé les renseignements; elles se sont appuyées sur des faits objectifs, outre les liens, pour rejeter la valeur transactionnelle; et l'importateur a eu la possibilité d'expliquer ces faits spécifiques mais il n'a pas pu le faire. Les autorités ne se sont pas appuyées sur des motifs fallacieux et infondés, mais sur des faits objectifs".

[641] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 93 et 94.

[642] Réponse de la Thaïlande à la question n° 20 du Groupe spécial.

[643] Réponse de la Thaïlande à la question n° 20 du Groupe spécial.

[644] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 96 à 99.

[645] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 100.

quoi les "motifs" ne sont pas "fondés sur les renseignements dont les autorités sont saisies", quand le fait est que les autorités n'ont pas assez d'éléments de preuve à leur disposition. Elle ne voit aucune raison logique pour que la présence de certains renseignements constitue une base factuelle appropriée permettant à l'administration des douanes d'agir mais que l'absence de ces renseignements ne constitue pas une telle base. L'interprétation que les Philippines font des motifs ferait qu'il serait juridiquement impossible pour l'administration des douanes de communiquer les motifs factuels d'une façon appropriée dans les cas où l'importateur n'aurait fourni aucun élément de preuve. Même en acceptant l'argument des Philippines concernant les motifs, une notification indiquant que les éléments factuels versés au dossier ne contiennent pas suffisamment d'éléments de preuve pour établir que les liens n'ont pas influencé le prix communique des renseignements concernant les "renseignements ou autres sources" à partir desquels l'administration des douanes envisage de rejeter la valeur transactionnelle.[646]

7.207 La Thaïlande estime en outre que l'article 1:2 a) ne contient pas de libellé indiquant le niveau de détail avec lequel les motifs doivent être expliqués. Elle oppose cela à l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane, qui exige une "explication" de la détermination de la valeur en douane, et aux dispositions de l'Accord antidumping, qui précisent le niveau de détail avec lequel les déterminations antidumping doivent être communiquées aux parties intéressées.[647] En l'absence de telles prescriptions dans le texte de l'article 1:2 a), le Groupe spécial devrait prendre soin de ne pas imposer des obligations dont les Membres ne sont pas convenus.

7.208 S'agissant de l'argument des Philippines selon lequel, pour que l'importateur puisse avoir une possibilité raisonnable de répondre, la notification doit traiter des éléments de preuve présentés à l'administration des douanes, la Thaïlande fait valoir à nouveau que, lorsque les éléments de preuve dont dispose l'administration sont insuffisants, communiquer ce fait satisfait à l'obligation de notification. Cela est lié au fait que l'importateur choisit la méthode et les éléments de preuve pour établir que les liens n'ont pas influencé le prix. Lorsque l'administration des douanes informe l'importateur de l'insuffisance des renseignements, celui-ci n'a aucun doute quant aux motifs pour lesquels elle agit.

ii) Analyse du Groupe spécial

7.209 Les Philippines allèguent que la communication par la Thaïlande des motifs pour lesquels elle considérait que les liens entre PM Thailand et PM Philippines avaient influencé le prix était incompatible avec les obligations au titre de l'article 1:2 a). La partie pertinente de l'article 1:2 a) dispose ce qui suit:

> "[S]i, compte tenu des renseignements fournis par l'importateur ou obtenus d'autres sources, l'administration des douanes a des motifs de considérer que les liens ont influencé le prix, elle communiquera ses motifs à l'importateur et lui donnera une possibilité raisonnable de répondre. Si l'importateur le demande, les motifs lui seront communiqués par écrit."

7.210 S'agissant de l'évaluation des marchandises en cause par les douanes thaïlandaises, les parties ne contestent pas que, du 4 août 2006 au 19 décembre 2006, les douanes thaïlandaises ont continué de mettre en doute l'acceptabilité de la valeur transactionnelle de ces marchandises sur la base des liens entre PM Thailand et PM Philippines. Il n'est pas contesté non plus que PM Thailand a demandé aux douanes thaïlandaises, dans une lettre datée du 20 novembre 2006, de fournir par écrit les motifs de leurs considérations.[648] Les douanes thaïlandaises ont répondu à la demande de PM Thailand dans

[646] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 101.
[647] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 102.
[648] Pièce PHL-65.

une lettre datée du 19 décembre 2006. Les parties conviennent que cette lettre constitue la communication écrite des motifs fournis par les douanes thaïlandaises conformément à l'article 1:2 a).

7.211 Les Philippines allèguent, toutefois, que la lettre des douanes thaïlandaises datée du 19 décembre 2006 ne satisfait pas l'obligation de communiquer leurs "motifs" au sens de l'article 1:2 a). Les parties contestent à la fois la nature des "motifs" au sens de l'article 1:2 a) et la compatibilité avec l'obligation au titre de l'article 1:2 a) des motifs dont il est allégué qu'ils ont été communiqués par les douanes thaïlandaises dans leur lettre du 19 décembre 2006. Nous examinerons d'abord la nature de l'obligation imposée aux autorités douanières de communiquer leurs "motifs" au titre de l'article 1:2 a).

7.212 Le terme "*ground[s]*" (motif(s)) peut être défini comme suit "*noun. ... 6 The basis of an opinion or argument, the reason or motive for an action, (now freq. in pl.). In pl. also, sufficient reason or reasons for, that. ME*" (*nom.* … 6 Fondement d'une opinion ou d'un argument, raison ou motif d'une action (fréq. au *pl.*). Au *pl*. aussi, raison(s) suffisante(s) *pour, que*. Moyen angl.).[649] Lorsqu'il est utilisé au pluriel comme dans l'article 1:2 a), le terme "motifs" signifie donc "raison(s) suffisante(s)" pour une opinion ou une action. Au titre de l'article 1:2 a), les motifs qui doivent être fournis à l'importateur sont les raisons pour lesquelles les autorités douanières considèrent, compte tenu des renseignements fournis par l'importateur ou obtenus d'autres sources, que les liens ont influencé le prix. À cet égard, nous rappelons notre examen ci-dessus concernant les étapes procédurales devant être suivies par les autorités douanières et les importateurs au titre de l'article 1:2 a). Il incombe à l'importateur de fournir des renseignements pertinents pour l'acceptabilité de la valeur transactionnelle une fois qu'il a été informé par les autorités douanières de la nécessité d'examiner les circonstances de la vente dans une situation de parties liées. Par la suite, les autorités douanières doivent évaluer les renseignements fournis initialement par l'importateur et lui communiquer les motifs pour lesquels elles considèrent, compte tenu des renseignements fournis, que les liens ont influencé le prix sur la base des éléments de preuve fournis, si telle est la conclusion préliminaire à laquelle elles sont arrivées à ce stade du processus.

7.213 Dans ce contexte, l'obligation de communiquer les motifs au titre de l'article 1:2 a) peut être temporairement distinguée de l'obligation de fournir une explication au titre de l'article 16 pour ce qui est de la façon dont la valeur en douane finale des marchandises de l'importateur a été déterminée. Comme les parties l'ont également clarifié, l'obligation de fournir les "motifs" au titre de l'article 1:2 a) apparaît *pendant* le processus d'évaluation. L'obligation d'"expliquer" la détermination de la valeur en douane, par contre, n'apparaît qu'une fois que les autorités douanières ont établi une estimation finale de la valeur en douane des marchandises visées. Cette différence temporelle dans le processus, à notre avis, affecte donc la nature fondamentale de la teneur des "motifs" au titre de l'article 1:2 a) et de l'"explication" au titre de l'article 16. Étant donné que, au titre de l'article 1:2 a), une possibilité raisonnable doit être donnée à l'importateur de répondre en détail aux "motifs" pour lesquels les autorités douanières considèrent que les liens ont influencé le prix, l'"explication" qui doit être donnée une fois le processus d'évaluation achevé doit donc inclure l'évaluation de tous les renseignements pertinents, y compris ceux qui auront été fournis par l'importateur en réponse à la communication par les autorités douanières des motifs de leurs considérations.

7.214 En outre, nous considérons que le droit de l'importateur d'avoir une possibilité raisonnable de répondre aux motifs des considérations des autorités douanières au titre de l'article 1:2 a) constitue un fondement contextuel pour le terme "motifs". Comme l'indiquent les Philippines, pour que l'importateur ait une possibilité raisonnable de répondre aux considérations des autorités douanières, en particulier si ces autorités douanières considèrent que les renseignements sont insuffisants, il ne doit pas avoir à deviner les raisons de ces considérations. Le droit pour l'importateur d'avoir une

[649] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, Vol. I, page 1158 (2002).

"possibilité raisonnable de répondre" qui est énoncé à l'article 1:2 a) perdrait son sens, à moins que l'importateur ne soit informé au moins de la raison (des raisons) pour laquelle (lesquelles) les autorités douanières continuent de mettre en doute l'acceptabilité de la valeur transactionnelle, en dépit des éléments de preuve et des renseignements présentés ou obtenus d'autres sources dont les autorités douanières disposent à ce stade. À cet égard, nous ne jugeons pas nécessaire ni utile de définir l'étendue et la portée exactes des "motifs" devant être fournis au titre de l'article 1:2 a) car elles peuvent dépendre des circonstances factuelles de chaque cas. Nous pensons toutefois comme les Philippines que, s'il ne connaît pas les raisons des considérations des autorités relatives aux éléments de preuve spécifiques dont elles sont saisies, l'importateur ne serait pas en mesure de "répondre" effectivement, par exemple en donnant des précisions sur la pertinence des éléments de preuve qu'il a déjà fournis et en présentant des renseignements additionnels. Il serait souhaitable que les autorités douanières puissent, dans la mesure du possible, informer l'importateur du type de renseignements factuels additionnels dont elles considèrent qu'ils pourraient s'avérer utiles pour examiner en détail l'acceptabilité de la valeur transactionnelle. Il est difficile de concevoir une autre manière de permettre à l'importateur d'avoir une possibilité raisonnable de répondre aux considérations des autorités douanières selon lesquelles les liens ont influencé le prix.

7.215 Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue dans l'observation formulée dans le commentaire 14.1 par le Comité technique de l'évaluation en douane de l'OMC.[650] En réponse à la question de savoir si les autorités douanières doivent informer l'importateur des raisons pour lesquelles elles croient que dans une transaction le prix des marchandises a été influencé par les liens, le Comité technique de l'OMC indique ce qui suit:

> "Oui. Le paragraphe 2 a) de l'article premier prévoit que, dans les cas où les douanes auront des motifs de considérer que la valeur transactionnelle est inacceptable parce que les liens ont influencé le prix et que l'article premier ne s'applique donc pas à la transaction, elles communiqueront leurs motifs à l'importateur. En outre, une possibilité raisonnable de répondre doit être donnée à l'importateur et celui-ci a le droit d'être informé par écrit des motifs des convictions des douanes."

7.216 Nous passons maintenant à la situation factuelle du présent différend. Dans leur lettre du 19 décembre 2006, les douanes thaïlandaises ont communiqué les motifs pour lesquels elles considéraient que les liens entre PM Thailand et PM Philippines influençaient le prix comme suit:

> "S'agissant de la lettre indiquée en référence, PMTL souhaite être informée des motifs et de la méthode de détermination de la valeur en douane.

[650] Pièce THA-26. Le Groupe spécial note que le commentaire du Comité technique de l'OMC n'est pas juridiquement contraignant pour les parties; il est d'avis toutefois que ce commentaire est instructif et peut fournir des indications au sujet de l'interprétation de l'Accord sur l'évaluation en douane, en particulier parce que ce sont les Membres de l'OMC qui constituent le Comité technique. À cet égard, nous faisons aussi référence à la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Matériels informatiques*, dans laquelle était examiné le statut juridique des décisions non contraignantes du Comité du SH de l'OMD et qui indiquait que, pour interpréter les concessions tarifaires, les décisions en question pouvaient être pertinentes et devaient donc être examinées par le Groupe spécial (rapport de l'Organe d'appel *CE – Matériels informatiques*, paragraphe 90). À la suite de cette déclaration de l'Organe d'appel, les Groupes spéciaux *CE – Morceaux de poulet* et *Chine – Pièces automobiles* ont considéré que les décisions du Comité du SH, même si elles n'étaient pas contraignantes, "pouvaient bien être une source de renseignements très utiles sur la pratique ultérieurement suivie par des Membres de l'OMC, dont une grande partie sont signataires de la Convention sur le SH et, par conséquent, sont membres du Comité du SH" (rapport du Groupe spécial *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 7.298; rapport du Groupe spécial *Chine – Pièces automobiles*, paragraphe 7.423).

> Le Département des douanes souhaite vous informer des motifs et de la méthode de détermination de la valeur en douane comme suit:
>
> 1. Le Département des douanes a rejeté le prix déclaré par PMTL parce que PMTL et le vendeur dans le pays étranger sont des parties liées, conformément à l'article 4 du Règlement ministériel n° 132 (B.E. 2543), et que l'importateur doit encore établir si ces liens influencent ou non la détermination de la valeur en douane.
>
> 2. Une fois que PMTL aura déposé une garantie pour mettre les marchandises en libre pratique, la déclaration d'importation sera retournée à l'agent chargé de l'évaluation qui a demandé le dépôt d'une garantie. L'agent chargé de l'évaluation a le droit de publier une lettre demandant à l'importateur de fournir d'autres éclaircissements ainsi que des éléments de preuve à l'appui en vue d'un examen plus approfondi. Une fois les renseignements complets fournis, l'agent chargé de l'évaluation déterminera la valeur en douane suivant l'ordre d'application prévu par le GATT et publiera ensuite un avis d'estimation (formulaire KorSorKor 114), conformément à la Notification douanière n° 23/2549 datée du 31 mars 2006.
>
> 3. Une fois que PMTL aura reçu l'avis d'estimation mentionné au paragraphe 2 et achevé la procédure prévue dans l'avis d'estimation, dans le cas où un droit additionnel sera exigé ou que la garantie ne couvrira pas le montant du droit d'importation, PMTL pourra déposer un recours dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de l'estimation auprès de la Division des recours de l'évaluation en douane, SCPVD, suivant les instructions prévues dans la Notification douanière n° 29/2549 datée du 2 mai 2006." (non souligné dans l'original)

7.217 Les motifs des douanes thaïlandaises figurant dans la lettre ci-dessus sont que "PMTL et le vendeur dans un pays étranger sont des parties liées ... et [que] l'importateur doit encore établir si ces liens influencent ou non la détermination de la valeur en douane".

7.218 D'après le sens donné par le dictionnaire du terme "motifs", nous avons considéré ci-dessus que les motifs des autorités douanières au titre de l'article 1:2 a) étaient les *raisons pour lesquelles les autorités douanières considéraient*, compte tenu des renseignements fournis par l'importateur ou obtenus d'autres sources, que les liens influençaient le prix. Par conséquent, nous ne considérons pas que les liens entre l'acheteur et le vendeur dans un pays étranger peuvent en soi constituer les "motifs" au sens de l'article 1:2 a). En outre, la première phrase de l'article 1:2 a) indique que le fait que l'acheteur et le vendeur sont liés ne constituera pas en soi un motif suffisant pour considérer la valeur transactionnelle comme inacceptable. Nous croyons comprendre que les parties ne contestent pas cela non plus.

7.219 La Thaïlande affirme, toutefois, que la lettre du 19 décembre 2006 satisfait à l'obligation de communiquer les "motifs" parce qu'elle indique que "l'importateur doit encore établir si ces liens influencent ou non la détermination de la valeur en douane". Cette déclaration signifie que PM Thailand, en l'espèce l'importateur, n'a pas prouvé à ce stade du processus que ses liens avec PM Philippines n'influençaient pas la valeur transactionnelle déclarée. Les douanes thaïlandaises, toutefois, ne lient pas cette déclaration aux éléments de preuve que PM Thailand avait fournis jusqu'alors ni à un quelconque autre élément de preuve dont elles étaient saisies. Nous pensons comme la Thaïlande que si l'importateur, dans un cas donné, ne fournissait *aucun* élément de preuve, il serait impossible aux autorités douanières de communiquer des motifs spécifiques en dehors du fait que l'importateur n'a pas démontré l'acceptabilité de la valeur transactionnelle. Telle n'est cependant pas la situation en l'espèce.

7.220 Les faits dont nous sommes saisis montrent que PM Thailand a effectivement fourni aux douanes thaïlandaises certains renseignements et données pour établir l'acceptabilité de la valeur transactionnelle.[651] Dans la mesure où certains éléments de preuve ont été présentés aux douanes thaïlandaises, les motifs pour lesquels celles-ci ont considéré que les liens entre l'acheteur et le vendeur influençaient le prix doivent être liés à ces éléments de preuve de manière à aider l'importateur à comprendre ces considérations.[652] Par conséquent, la déclaration en question figurant dans la lettre des douanes thaïlandaises datée du [19 décembre 2006] ne satisfait pas à l'obligation de "communiquer [leurs] motifs" au sens de l'article 1:2 a).

7.221 Nous relevons aussi l'argument de la Thaïlande selon lequel la lettre de PM Thailand aux douanes thaïlandaises datée du 5 février 2007 précise que PM Thailand avait été pleinement informée par la lettre des douanes thaïlandaises datée du 19 décembre 2006 de la base sur laquelle celles-ci fondaient leur action.[653] La Thaïlande est donc d'avis que les droits de PM Thailand à une procédure régulière au titre de l'article 1:2 a) ont été pleinement respectés. La partie pertinente de la lettre de PM Thailand datée du 5 février 2007 indique ce qui suit: "Jusqu'à la lettre indiquée en référence (2) [la lettre du 19 décembre 2006], reçue environ quatre mois après que les douanes ont refusé pour la première fois de dédouaner les marchandises de la société aux prix déclarés figurant sur la facture, la société n'a jamais été informée par quelque moyen ou voie que ce soit du fait que les agents des douanes avaient des raisons de penser que les liens entre elle et le vendeur étranger pouvaient influencer le prix".

7.222 Nous ne considérons pas que la lettre en question montre que PM Thailand reconnaissait être suffisamment informée des *motifs* concernant les considérations des douanes thaïlandaises. Une simple lecture de la déclaration susmentionnée figurant dans la lettre du 5 février 2007 indique que PM Thailand souligne simplement le fait que la lettre du 19 décembre 2006 était la première communication des douanes thaïlandaises concernant leur examen de la transaction entre parties liées en cause depuis qu'elles avaient commencé à mettre en doute la valeur transactionnelle déclarée des cigarettes en cause, le 4 août 2006. Chose plus importante, lue conjointement avec la déclaration additionnelle de PM Thailand qui y figure et selon laquelle la lettre des douanes thaïlandaises datée du 19 décembre 2006 "ne fournit pas une explication suffisante des raisons pour lesquelles le prix a été rejeté par les douanes et est incompatible avec les obligations au titre de [l'Accord sur l'évaluation en douane]", la lettre de PM Thailand datée du 5 février 2007 n'indique pas que PM Thailand était suffisamment informée des "motifs" des douanes thaïlandaises au sens de l'article 1:2 a).

7.223 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons par conséquent que les douanes thaïlandaises n'ont pas communiqué les motifs pour lesquels elles considéraient que les liens entre PM Thailand et PM Philippines avaient influencé le prix au sens de l'article 1:2 a).

---

[651] Par exemple, PM Thailand a fourni aux douanes thaïlandaises des renseignements et données pour établir l'acceptabilité de la valeur transactionnelle dans ses lettres datées des 4, 7 et 8 août 2006. Dans la lettre du 4 août, PM Thailand faisait référence à ses déclarations annuelles de 2003, 2004 et 2005 (pièce PHL-55); dans la lettre du 7 août, elle informait les douanes thaïlandaises de la façon dont celles-ci pourraient examiner la structure de ses coûts (pièces PHL-57 et PHL-76); et dans la lettre du 8 août, entre autres, elle fournissait une copie de la déclaration annuelle de 2005, des B-FG et du calcul déductif (pièce PHL-56).

[652] Dans l'étude de cas 10.1, le Comité technique de l'OMC a indiqué ce qui suit: "toute décision [sur le point de savoir si les liens entre les deux entités ont influencé le prix] doit, à un degré significatif, être fondée sur les renseignements fournis par l'importateur" (pièce THA-41).

Les États-Unis ont indiqué ce qui suit dans leur déclaration orale à la séance du Groupe spécial avec les tierces parties: "Le fait qu'un importateur ne prouve pas une proposition négative, spécifiquement que les liens n'ont pas influencé le prix, ne dispense pas l'autorité douanière de son obligation d'accepter la valeur transactionnelle, à moins qu'elle n'ait des motifs de considérer que les liens ont influencé le prix." (déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 9).

[653] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 105 à 107; pièce PHL-68.

6. Article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane

a) Obligations au titre de l'article 16

i) Principaux arguments des parties

7.224 Les **Philippines** soutiennent que l'article 16 fait obligation aux autorités d'expliquer d'une manière appropriée i) pourquoi la détermination de l'évaluation en douane n'était pas fondée sur la valeur transactionnelle et ii) quelle était la base des autres déterminations de la valeur.

7.225 S'agissant du fondement juridique de sa position voulant que l'explication exigée par l'article 16 inclut une explication du fondement du rejet, par les autorités douanières, de la valeur transactionnelle de l'importateur, les Philippines s'appuient sur les trois points suivants pour étayer leur position: i) le sens des expressions "de la manière dont" et "expliquer" implique une explication "faisant ressortir clairement la cause" et la "raison" de la valeur en douane; ii) compte tenu de l'obligation en matière d'ordre d'application établie par l'Accord sur l'évaluation en douane, les autorités doivent expliquer de quelle manière elles ont satisfait aux conditions juridiques préalables leur permettant d'utiliser la méthode d'évaluation choisie, y compris la non-utilisation de l'article premier; et iii) la Décision ministérielle fournit des éléments contextuels à l'appui de l'interprétation de l'article 16 faite par les Philippines en disposant que, lorsque la valeur transactionnelle est rejetée, les autorités doivent "communiquer par écrit à l'importateur leur décision [finale], ainsi que les raisons qui l'ont motivée". Par conséquent, une explication donnant le "motif" objectif doit être fournie, afin de justifier le rejet de la valeur transactionnelle au titre de l'article premier de l'Accord sur l'évaluation en douane.[654]

7.226 En outre, les Philippines estiment que les autorités doivent aussi fournir un exposé suffisant de la méthode d'évaluation particulière, ou des "moyens", utilisée pour évaluer les marchandises importées. Pour expliquer de quelle manière elles ont déterminé la valeur en douane, les autorités doivent aussi indiquer comment elles ont déduit la valeur des renseignements dont elles disposaient, en produisant tous les calculs effectués. Dans le cas d'un calcul de la valeur déductive, les autorités doivent mentionner les éléments indiqués à l'article 5:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane qui ont été déduits et ceux qui ne l'ont pas été et en donner les raisons.[655]

7.227 Les Philippines expliquent que l'article 16 vise à s'assurer que les importateurs et les gouvernements étrangers, ainsi que les tribunaux de révision, les cours et les groupes spéciaux comprennent de quelle façon les autorités ont abouti à leur conclusion, permettant ainsi à ces parties d'exercer leurs droits respectifs au titre des articles 11 et 19 de l'Accord sur l'évaluation en douane pour déterminer si la méthode ou les moyens d'évaluation étaient compatibles avec les obligations du Membre importateur dans le cadre de l'OMC. Cette interprétation dote les tribunaux nationaux et les groupes spéciaux d'un fondement pour la révision des décisions des autorités. Si le Membre importateur n'était pas obligé d'expliquer pourquoi il n'a pas utilisé les méthodes d'évaluation autres que celle qu'il a utilisée, les moyens par lesquels les marchandises importées ont effectivement été évaluées et les moyens par lesquels le Membre importateur a satisfait à ses obligations en matière d'ordre d'application au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane ne seraient jamais expliqués. Une telle interprétation irait à l'encontre des principes et de régularité de la procédure et de transparence défendus par l'article 16.

[654] Réponse des Philippines à la question n° 24 1) du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 188 à 192.

[655] Réponse des Philippines à la question n° 24 1) du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 193 et 194.

7.228 La **Thaïlande** renvoie à sa position selon laquelle les obligations/critères établis par l'Accord sur l'évaluation en douane diffèrent de ceux qui ont été établis par l'Accord antidumping. L'article 16 et l'Accord sur l'évaluation en douane dans son ensemble n'établissent pas de règles détaillées relatives à la nature des explications à fournir au titre de l'article 16.[656] Plus particulièrement, en réponse à l'affirmation des Philippines selon laquelle l'administration des douanes devrait fournir, au titre de l'article 16, une explication des "éléments de preuve sur lesquels les autorités se sont fondées", ainsi que des "motifs pour lesquelles elle n'a pas tenu compte de certains éléments de preuve ou donné une moindre valeur probante à des éléments de preuve en contradiction avec son estimation de la valeur en douane", la Thaïlande fait valoir que cela décrit les règles de fond et de procédure avec lesquelles une détermination antidumping finale doit être en conformité en vertu des articles 6.9 et 12.2 de l'Accord antidumping, pas une détermination de la valeur en douane. L'Accord sur l'évaluation en douane ne contient aucune disposition équivalente et le Groupe spécial ne devrait pas donner de l'Accord sur l'évaluation en douane une lecture qui inclut une telle interprétation. La Thaïlande souligne que les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs étant beaucoup plus complexes qu'une détermination de la valeur en douane, les critères pour expliquer les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs sont beaucoup plus rigoureux que les critères régissant les explications des déterminations de la valeur en douane.[657]

7.229 En tout état de cause, la Thaïlande soutient que, même si l'article 16 inclut une obligation d'information quant au motif du rejet de la valeur transactionnelle, les douanes thaïlandaises ont respecté cette obligation dans leur lettre datée du 12 avril 2007.[658] En ce qui concerne la position des Philippines selon laquelle le but de l'article 16 est d'assurer que les importateurs et les gouvernements étrangers comprennent la manière dont les autorités ont abouti à leur conclusion et de permettre, entre autres choses, aux importateurs de faire appel des décisions au niveau national ou aux gouvernements étrangers de décider s'il y a lieu d'engager une procédure devant l'OMC, la Thaïlande affirme que, selon ces critères, l'explication des douanes thaïlandaises était manifestement suffisante pour permettre à PM Thailand de contester les déterminations au niveau national et aux Philippines de les contester à l'OMC.[659]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.230 L'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane dispose ce qui suit:

> "Sur demande présentée par écrit, l'importateur aura le droit de se faire remettre par l'administration des douanes du pays d'importation une explication écrite de la manière dont la valeur en douane des marchandises importées par lui aura été déterminée."

---

[656] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 116.

[657] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 116 et 117. La Thaïlande met en avant d'importantes raisons politiques pour lesquelles les rédacteurs n'auraient pas voulu appliquer les mêmes règles détaillées à l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane: i) une détermination de la valeur en douane pourrait concerner une seule importation ou une série d'importations faisant intervenir un seul importateur, contrairement à une détermination en matière de droits antidumping ou compensateurs qui peut faire intervenir plusieurs exportateurs et importateurs et des transactions effectuées sur une période pouvant aller jusqu'à trois ans; et ii) les enquêtes en matière de droits antidumping et compensateurs sont menées par des autorités chargées de l'enquête centralisées, disposant de moyens importants, alors que les déterminations de la valeur en douane peuvent être effectuées par des services portuaires ou des bureaux régionaux des douanes, dont les moyens ne correspondent pas à ceux des autorités chargées des enquêtes antidumping.

[658] Réponse de la Thaïlande à la question n° 24 2) du Groupe spécial, faisant aussi référence à sa réponse à la question n° 8 du Groupe spécial et aux paragraphes 294 à 296 de sa première communication écrite.

[659] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 118.

7.231 L'article 16 comprend deux éléments: i) une demande écrite de l'importateur sollicitant une explication écrite; et ii) l'obligation pour les autorités douanières de fournir par écrit à l'importateur une explication de la manière dont la valeur en douane des marchandises de ce dernier a été déterminée. S'agissant des allégations des Philippines au titre de l'article 16, la question qui nous est soumise concerne le second élément, c'est-à-dire la nature de l'explication à fournir sur la manière dont la valeur en douane des marchandises importées a été déterminée.[660] Plus précisément, les parties sont en désaccord sur la portée et sur l'étendue de l'explication à fournir au titre de l'article 16.

7.232 Pour comprendre la nature de l'explication visée à l'article 16, nous examinons d'abord le texte de la disposition. Le terme "*explanation*" (explication) peut être ainsi défini: "*noun. 1. The action or act of explaining. 2. A statement, circumstance, etc., which makes clear or accounts for something. ...*" (*nom commun*. 1. Action ou acte d'expliquer. 2. déclaration, circonstance, etc., qui établit clairement ou explique quelque chose. …).[661] Le mot "*explain*" (expliquer) peut à son tour être défini comme suit: "*1. verb trans. & intrans. Make clear or intelligible (a meaning, difficulty, etc.); clear of obscurity or difficulty; give details of (a matter, how, etc) ... 6. verb trans. account for; make clear the cause or origin of*" (1. *verbe transitif et intransitif.* Établir clairement ou rendre intelligible (un sens, une difficulté, etc.); faire ressortir clairement ce qui est obscur ou difficile, indiquer en détail (une question, *la manière dont*, etc.) […] 6. *verbe transitif.* Justifier, expliquer la cause ou l'origine de).[662] Le mot "*how*" (la manière dont) signifie "*adverb 1. In what way or manner; by what means; in whatever way; by whatever means ...*" (*adverbe* 1. De quelle façon ou de quelle manière, par quel moyen, de quelque façon que ce soit, par quelque moyen que ce soit …).[663] Le sens donné par le dictionnaire du terme "explication" associé aux mots "la manière dont" indique, par conséquent, que l'explication à fournir au titre de l'article 16 impose aux autorités douanières d'"établir clairement" et d'"indiquer en détail" la manière et les moyens par lesquels les autorités douanières ont déterminé la valeur en douane des marchandises importées.

7.233 En outre, considérée dans son contexte, comme cela est indiqué ci-dessus, l'explication à fournir au titre de l'article 16 se distingue, quant au moment et quant au fond, de la communication par les autorités des motifs de sa considération au titre de l'article 1:2 a), puisque l'explication prévue à l'article 16 doit être fournie après l'estimation finale de la valeur en douane et doit, par conséquent, être fondée sur les renseignements complets qui étaient à la base de la décision des autorités douanières. Cela peut être mis en opposition avec les "motifs" visés à l'article 1:2 a) qui sont fondés sur les renseignements initialement fournis par l'importateur ou autrement.

7.234 Nous sommes aussi attentifs à l'objectif de transparence et de régularité de la procédure poursuivi par l'article 16. Comme le soutiennent les Philippines, une explication au titre de l'article 16 permet aux importateurs et aux gouvernements étrangers d'exercer effectivement leurs droits respectifs au titre des articles 11 et 19 de l'Accord sur l'évaluation en douane en demandant aux tribunaux de révision nationaux, aux cours et aux groupes spéciaux de l'OMC de déterminer si la méthode ou les moyens d'évaluation utilisés par les autorités douanières étaient compatibles avec les obligations du Membre importateur dans le cadre de l'OMC. Cela donne une idée de la façon dont les tribunaux nationaux et les groupes spéciaux de l'OMC examinent et interprètent la détermination de l'évaluation de la valeur effectuée par les autorités douanières. Comme indiqué dans la

[660] PM Thailand a adressé une demande écrite aux douanes thaïlandaises afin d'obtenir une explication écrite, par lettre datée du 5 février 2007. Les douanes thaïlandaises on répondu à cette demande par lettre datée du 12 avril 2007 (pièce PHL-69). Voir aussi le résumé factuel de la correspondance entre PM Thailand et les douanes thaïlandaises, paragraphe 7.183.

[661] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, Vol. I, page 895 (2002).

[662] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, Vol. I, page 895 (2002).

[663] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, Vol. I, page 1219 (2002).

section VII.C.5 ci-dessus, l'évaluation objective des allégations des Philippines au titre de l'article 1:1 et 1:2 a) nous a obligés à fonder notre évaluation de l'examen par les douanes thaïlandaises des circonstances de la vente sur, entre autres choses, l'explication qu'elles ont fournie au titre de l'article 16.

7.235 S'agissant de la portée de l'explication à fournir au titre de l'article 16, les Philippines estiment que l'article 16 impose aux autorités douanières de fournir i) la raison du rejet de la valeur transactionnelle et ii) la base utilisée pour l'autre détermination de la valeur. Bien qu'elle n'approuve pas expressément ce point de vue, la Thaïlande ne paraît pas la contester. Dans l'explication qu'elles ont fournie à PM Thailand par lettre datée du 12 avril 2007, les douanes thaïlandaises indiquent en fait qu'elles informent PM Thailand de *la raison* et de la méthode utilisée pour déterminer les valeurs en douane, en réponse à la demande par PM Thailand de *l'explication du rejet* des prix à l'importation déclarés et de la méthode d'évaluation utilisée.[664] Cela donne à penser que, dans la pratique, la Thaïlande elle-même considère aussi la base de son rejet de la valeur transactionnelle déclarée par l'importateur comme faisant partie de l'explication fournie à l'importateur au titre de l'article 16.

7.236 Les Philippines font aussi référence à l'obligation en matière d'ordre d'application imposée par l'Accord sur l'évaluation en douane pour étayer leur point de vue selon lequel l'explication visée à l'article 16 comprend la raison pour laquelle la valeur transactionnelle a été rejetée et précise pourquoi et de quelle manière la méthode appliquée pour la détermination de la valeur en douane a été utilisée. D'après elles, étant donné que les autorités douanières sont tenues de respecter l'obligation en matière d'ordre d'application imposant d'appliquer les six méthodes d'évaluation différentes, le rejet par les autorités de la valeur transactionnelle visée à l'article premier est un élément nécessaire qui fait partie intégrante de leur détermination de la valeur en douane suivant une méthode d'évaluation différente. Dans ce contexte, pour rendre "intelligible" la "cause" ou la "raison" d'une évaluation au titre d'une disposition différente de l'article premier, les autorités doivent expliquer de quelle manière elles ont satisfait aux conditions juridiques préalables leur permettant d'utiliser la méthode d'évaluation choisie, y compris la non-utilisation de l'article premier.

7.237 Nous partageons le point de vue des Philippines. Comme nous l'avons noté ci-dessus, la base première pour l'évaluation en douane dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane est la valeur transactionnelle. Chaque fois que la valeur en douane ne peut pas être déterminée sur la base de la valeur transactionnelle conformément à l'article premier pour les raisons autorisées au titre des mêmes dispositions, les méthodes visées aux articles 2 à 7 doivent être utilisées suivant l'ordre d'application. Par conséquent, il semble logique pour les autorités douanières d'expliquer le fondement de leur rejet de la valeur transactionnelle dans les cas où elles s'appuient sur une méthode d'évaluation autre que la valeur transactionnelle visée à l'article premier. Une interprétation différente, selon nous, mettrait en échec l'objectif procédural de l'article 16, préserver les droits à la régularité de la procédure et la transparence dans le contexte de la détermination de la valeur en douane. Cela est particulièrement vrai en l'espèce car, en l'absence d'explication au titre de l'article 16, l'importateur serait privé de la possibilité de comprendre la détermination par les autorités douanières de la valeur en douane finale des marchandises concernées.[665] Par conséquent, nous considérons que l'explication visée à l'article 16 doit être interprétée comme incluant dans son champ la raison du rejet de la valeur transactionnelle, ainsi que la base de la méthode d'évaluation utilisée.

---

[664] Pièce PHL-70.

[665] Réponse des Philippines à la question n° 24 1) du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 188 à 192. Les Philippines font aussi référence à la Décision ministérielle qui fournit, d'après les allégations, un élément contextuel à l'appui de leur interprétation de l'article 16. La Décision dispose que, lorsque la valeur transactionnelle est rejetée, les autorités doivent "[faire] connaître par écrit à l'importateur sa décision [finale], ainsi que les raisons qui l'ont motivée". Ainsi, une explication doit être donnée de la "raison" objective justifiant le rejet de la valeur transactionnelle visée à l'article premier de l'Accord sur l'évaluation en douane.

7.238 Nous examinons maintenant ce que doit couvrir l'explication à fournir au titre de l'article 16, c'est-à-dire quels doivent être sa portée et son degré de détail pour qu'il soit satisfait aux obligations de l'article 16. Le sens ordinaire du mot "explication", considéré dans le contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'article 16, comme nous l'avons vu ci-dessus, donne à penser que l'explication des autorités douanières doit inclure, au minimum, le fondement du rejet de la valeur transactionnelle compte tenu des renseignements fournis par l'importateur, l'identification de la méthode utilisée et l'illustration de la manière dont la méthode a été appliquée pour arriver à la valeur en douane finale.

7.239 À cet égard, nous observons que la portée de l'explication à fournir au titre de l'article 16 n'est pas la même que celle qu'imposent les dispositions équivalentes figurant dans les Accords de l'OMC relatifs aux mesures correctives commerciales. L'obligation imposée aux autorités nationales d'expliquer les déterminations dans le contexte des règles régissant les mesures correctives commerciales sont beaucoup plus détaillées et précises. Par exemple, l'article 12.2 de l'Accord antidumping fait référence à "des explications *suffisamment détaillées*" et à "une explication *complète*". L'article 4:2 c) de l'Accord sur les sauvegardes prescrit une analyse *détaillée* de l'affaire faisant l'objet de l'enquête ainsi qu'une justification du caractère pertinent des facteurs examinés. Contrairement à ces dispositions, l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane contient un libellé succinct prévoyant que l'importateur aura le droit à "une explication … de la manière dont la valeur en douane des marchandises importées par lui aura été déterminée". L'absence de tout mot modificatif tel que "détaillée" ou "complète" après le mot "explication", à l'article 16, devrait être prise en compte pour clarifier la portée de l'explication visée à l'article 16. De surcroît, l'obligation de fournir "une explication écrite" énoncée à l'article 16 ne s'applique que s'il y a une demande écrite émanant de l'importateur.[666] Cela montre également que le critère pour l'explication requise au titre de l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane est moins rigoureux que le critère prévu par l'Accord antidumping, l'Accord SMC ou l'Accord sur les sauvegardes.

7.240 Les considérations qui précèdent nous amènent à conclure que, bien que moins étendue et détaillée que les explications exigées au titre des Accords de l'OMC sur les mesures correctives commerciales, l'explication à fournir au titre de l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane doit être suffisante pour établir clairement et indiquer en détail la manière dont la valeur en douane des marchandises importées a été déterminée, y compris le fondement du rejet de la valeur transactionnelle et les autres méthodes d'évaluation qui précèdent, suivant l'ordre d'application, la méthode effectivement appliquée par les autorités douanières.[667]

7.241 Par ailleurs, nous rappelons que nous avons étudié la teneur fondamentale de l'explication fournie par les douanes thaïlandaises concernant leur détermination dans le contexte de l'examen des allégations des Philippines relatives aux obligations de la Thaïlande au titre de l'article 1:1 et 1:2 a).

---

[666] Nous notons à cet égard que la Décision ministérielle dispose ce qui suit: "Lorsqu'une décision finale aura été prise, l'administration des douanes la fera connaître par écrit à l'importateur, ainsi que les raisons qui l'ont motivée." Par conséquent, à la différence de ce que prévoit l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane, en vertu de la Décision ministérielle, l'obligation pour l'administration des douanes de faire connaître *par écrit* sa décision ainsi que les raisons ayant motivé sa décision finale en matière d'évaluation ne dépend pas de la demande de l'importateur.

[667] L'Union européenne partage aussi ce point de vue. Dans la troisième partie de sa communication, elle indique: "L'Union européenne estime que l'importance des valeurs transactionnelles en tant que méthode préférée d'évaluation en douane et l'ordre d'application des autres méthodes d'évaluation en douane prévue dans l'Accord sur l'évaluation en douane impliquent une fois de plus que, lorsque les autorités douanières rejettent la valeur transactionnelle et déterminent la valeur en douane sur une autre base, leur explication devrait inclure: les raisons du rejet de la valeur transactionnelle; les raisons du recours à une méthode d'évaluation particulière; la manière dont la valeur est calculée suivant cette méthode; et les raisons de la non-utilisation d'une autre méthode d'évaluation avant celle qui serait effectivement utilisée, suivant l'ordre d'application prévu aux articles 2 à 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane" (communication écrite de l'Union européenne en tant que tierce partie, paragraphe 41).

Notre examen de l'explication dans ce contexte devrait être distingué de notre évaluation du point de savoir si l'explication satisfait aux prescriptions de l'article 16. Comme les Philippines l'ont indiqué dans leur réponse à une question du Groupe spécial, dans l'hypothèse où les autorités détermineraient la valeur en douane de façon aléatoire, elles seraient réputées avoir respecté leurs obligations au titre de l'article 16 si elles concluaient que la valeur transactionnelle n'était pas acceptable et si elles fournissaient une explication appropriée de la manière dont l'approche aléatoire a été suivie. Il en serait ainsi, même si les raisons exposées étaient insuffisantes pour prouver le respect de l'article 1:1 et 1:2 a) lors du rejet de la valeur transactionnelle. Toutefois, si aucune raison (ou une raison insuffisante), notamment sur la manière dont l'approche aléatoire a été suivie dans un cas spécifique, n'était exposée dans l'explication, les autorités violeraient à la fois l'article 1:1 et 1:2 a) et l'article 16. Dans ces conditions, notre appréciation de l'allégation fondée sur l'article 16 devrait être axée sur la question de savoir si une explication est suffisante *d'un point de vue formel* pour établir clairement et indiquer en détail la décision de rejeter la valeur transactionnelle et la manière dont a été appliquée la méthode d'évaluation pour déterminer la valeur en douane.

b) Question de savoir si la Thaïlande a manqué à son obligation de donner une explication pour sa détermination de la valeur en douane des cigarettes importées en cause, d'une manière incompatible avec l'article 16

i) Principaux arguments des parties

7.242 Les **Philippines** soutiennent que la Thaïlande a violé l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane en ne donnant pas une explication appropriée de sa détermination de la valeur en douane pour les marchandises importées en cause.[668] Les Philippines font valoir que la Thaïlande n'a pas expliqué de manière appropriée i) pourquoi la détermination de la valeur en douane n'était pas fondée sur la valeur transactionnelle et ii) quelle était la base des autres déterminations de la valeur effectuées.[669]

7.243 La déclaration figurant dans la lettre du 12 avril selon laquelle PM Thailand ne s'est pas acquittée de la charge de la preuve lui incombant, sans aucune explication sur la manière dont les éléments de preuve présentés aux autorités étayent cette conclusion juridique, ne suffit pas à expliquer comment et pourquoi les autorités étaient en droit de rejeter la valeur transactionnelle, pour déterminer la valeur en douane des marchandises de l'importateur.[670] En particulier, les autorités n'ont pas fourni d'explication concernant leur décision de ne pas tenir compte des éléments de preuve présentés par PM Thailand.[671]

7.244 En outre, s'agissant de l'obligation de fournir une explication suffisamment détaillée et motivée pour permettre à l'importateur de comprendre de quelle manière et pour quelle raison les autorités ont déterminé les valeurs en douane estimées, l'explication fournie dans la lettre du 12 avril 2007 – à savoir "la méthode n° 6, qui est la méthode "de dernier recours", faisant appel à la méthode d'évaluation déductive, a été utilisée", est inappropriée.[672] Elle ne révèle ni le point de départ du calcul de la valeur déductive, ni les éléments et montants spécifiques déduits, ni les sources des

[668] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 287.
[669] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 297 à 323.
[670] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 200.
[671] Les Philippines renvoient à leurs arguments au titre de l'article 1:1 et 1:2 a) concernant les "motifs" de leur rejet de la valeur transactionnelle déclarée. Au titre de l'article 1:1 et 1:2 a), les Philippines ont fait valoir qu'"il ne suffit pas pour les autorités de communiquer une détermination juridique, car l'importateur n'a pas de "possibilité raisonnable" de remédier aux insuffisances perçues dans les éléments de preuve. Les autorités doivent informer l'importateur des carences spécifiques des éléments de preuve ou de l'absence d'éléments de preuve." (deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 116 renvoyant aux paragraphes 104 à 109).
[672] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 201 à 203.

données utilisées. Elle n'explique pas pourquoi certaines déductions n'ont pas été faites et ne fournit aucun calcul à l'appui des valeurs estimées. La teneur restreinte de la lettre du 12 avril 2007 peut être mise en opposition avec les calculs figurant dans la pièce THA-13 pour les [[xx.xxx.xx]] transactions ayant eu lieu entre le 11 août et le 31 décembre 2006.

7.245 **La Thaïlande** fait observer que la question est de savoir si l'explication fournie par les douanes thaïlandaises dans la lettre du 12 avril 2007 et dans le compte rendu de la réunion du 6 mars était suffisamment détaillée pour satisfaire aux prescriptions de l'article 16.[673]

7.246 La Thaïlande soutient qu'elle a satisfait aux prescriptions de l'article 16. Premièrement, en ce qui concerne l'obligation alléguée d'expliquer dûment pourquoi la détermination de la valeur en douane n'était pas fondée sur la valeur transactionnelle, la Thaïlande est d'avis que la réponse qu'elle a donnée pour l'allégation au titre de l'article 1:2 a) s'applique aussi ici; autrement dit, la Thaïlande s'est clairement expliquée par écrit, par lettres datées du 19 décembre 2006 et du 12 avril 2007.

7.247 S'agissant de la base pour les autres déterminations de la valeur effectuées, la Thaïlande fait observer que, dans la lettre du 12 avril 2007, les douanes thaïlandaises ont expliqué que "dans la détermination des valeurs en douane, la méthode n° 6, qui est la méthode "de dernier recours" faisant appel à la méthode d'évaluation déductive, a été utilisée en application de l'article VII du GATT ... Veuillez noter ces renseignements".[674] Par conséquent, PM Thailand a été clairement informée par la lettre du 12 avril 2007 que la méthode d'évaluation déductive avait été utilisée pour évaluer les importations en question. Si cette explication devait être considérée comme insuffisante, la Thaïlande fait observer que le Groupe spécial devrait aussi tenir compte des circonstances dans lesquelles elle a été fournie, ainsi que l'explication plus détaillée qui avait été fournie au cours de la réunion du 6 mars 2007.[675] Avant la réunion du 6 mars 2007, PM Thailand et ses comptables, PWC, étaient en correspondance permanente avec les douanes thaïlandaises. La Thaïlande fait aussi référence au compte rendu de la réunion dont, selon la Thaïlande, il ressort clairement que PM Thailand était informée en détail de la manière dont la valeur déductive avait été utilisée conformément à l'article 5 ou à l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane.[676] Selon la Thaïlande, le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007, qui est mentionné dans l'avis d'estimation[677], constitue un avis écrit de la manière dont la valeur en douane a été déterminée.[678]

7.248 Les **Philippines** soutiennent que le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 ne peut pas être considéré comme un complément de l'explication donnée pour la lettre du 12 avril 2007.[679]

---

[673] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 115.

[674] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 175.

[675] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 178; réponse à la question n° 23 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 114; pièces THA-64 et THA-65.

[676] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 178.

[677] Pièce THA-15.

[678] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 114; réponse à la question n° 23 du Groupe spécial.

[679] Les raisons sur lesquelles repose l'argument initial des Philippines sont les suivantes: i) les douanes thaïlandaises n'ont jamais fourni le compte rendu à PM Thailand, *par écrit,* comme explication de leur évaluation. Le compte rendu a été présenté par le DG des droits d'accise au Tribunal fiscal central, le 25 août 2008, dans le contexte des procédures judiciaires de septembre 2006 et mars 2007 relatives aux MRSP ayant servi de base à la TVA (pièce PHL-108). Une explication orale – même si elle est donnée à l'importateur – ne peut pas satisfaire à la prescription de l'article 16 voulant qu'une explication écrite soit fournie; ii) le compte rendu n'explique pas les éléments fondamentaux du calcul, tels que les prix de vente au premier acheteur indépendant au prix QPE à utiliser comme point de départ du calcul, ainsi que la nature et le montant des déductions spécifiques qui auraient dû, ou n'auraient pas dû, être opérées; iii) l'explication aurait dû être fournie à l'importateur, c'est-à-dire PM Thailand (PWC ABAS pour le compte de PM Thailand), mais PM Thailand n'était pas présente à la réunion. Quant aux auditeurs de PWC, ils ont été invités par les douanes thaïlandaises, par une lettre qui leur était adressée, aux réunions des 2 et 6 mars, afin de discuter uniquement des questions

Toutefois, dans leur réponse aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, les Philippines font observer qu'elles acceptent que, pour évaluer si la Thaïlande a satisfait à ses obligations de fond, le Groupe spécial peut examiner l'explication fournie dans le compte rendu, comme déclaration concomitante de la détermination.[680] Les Philippines sont d'avis que l'explication fournie dans le compte rendu est en substance identique à celle qui figure dans la lettre du 12 avril 2007 et que, sur un point, le compte rendu ajoute quelque chose à la lettre du 12 avril 2007, car les douanes thaïlandaises y déclarent qu'elles n'ont pas examiné les circonstances de la vente.[681]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.249 En réponse à une demande écrite faite par PM Thailand le 5 avril 2007, les douanes thaïlandaises ont fourni, conformément à l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane, une explication de la manière dont la valeur en douane des cigarettes en cause a été déterminée, par lettre envoyée le 12 avril 2007. Les Philippines allèguent que les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière incompatible avec l'article 16 parce que la lettre du 12 avril 2007 ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 16. La Thaïlande soutient que l'explication fournie par les douanes thaïlandaises dans leur lettre du 12 avril 2007, considérée conjointement avec le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007, était suffisamment détaillée pour satisfaire aux prescriptions de l'article 16.

7.250 Les arguments des parties soulèvent deux questions: premièrement, la question de savoir si la lettre des douanes thaïlandaises du 12 avril 2007 satisfait aux obligations énoncées à l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane; et, deuxièmement, la question de savoir si l'explication fournie au cours de la réunion du 6 mars 2007 et dans le compte rendu y relatif devrait être considérée comme constituant l'explication fournie conformément à l'article 16 et, dans l'affirmative, si le compte rendu considéré conjointement avec la lettre du 12 avril 2007, satisfait aux obligations énoncées à l'article 16. Nous allons examiner ces deux questions l'une après l'autre.

7.251 La lettre du 12 avril 2007 dispose ce qui suit:

> "Conformément à la lettre de la société [datée du 5 avril 2007], demandant une explication du rejet des prix à l'importation déclarés par elle, y compris la méthode utilisée pour la détermination des valeurs en douane:
>
> la Division I des Services d'entrepôt sous douane, Bureau des incitations fiscales, Département des douanes, informe par la présente la société du fondement et de la méthode qui ont été utilisés pour déterminer les valeurs en douane, avec les précisions suivantes:
>
> 1. Le rejet des prix à l'importation résulte des faits suivants:
>
> 1.1 Il existe un autre importateur qui importe le même type de marchandises, avec des prix trois à quatre fois plus élevés.

---

techniques d'ordre comptable relatives à l'état financier vérifié pour 2005 (pièce THA-10; deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 204 à 212).

[680] Réponse des Philippines à la question n° 108 du Groupe spécial.

[681] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 49; réponse à la question n° 108 du Groupe spécial.

Les Philippines font aussi observer que la lettre du 19 décembre 2006 n'a rien à voir avec l'article 16 puisque – comme la Thaïlande l'admet elle-même – il ressort clairement de la lettre du 19 décembre 2006 que l'évaluation en douane n'était pas encore finale, et que cette lettre ne peut donc pas expliquer la base d'une évaluation pas "encore" effectuée (deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 198, note de bas de page 162).

> 1.2 La société et le vendeur étranger sont des parties liées et il ne peut pas être établi si ces liens ont ou non une influence sur la détermination des valeurs en douane (conformément au Règlement ministériel n° 132/2545, chapitre 2, clause 14).
>
> 2. Pour la détermination des valeurs en douane, la méthode n° 6, qui est la méthode "de dernier recours" faisant appel à la méthode d'évaluation déductive, a été utilisée (conformément au Règlement ministériel n °132/2545, clause 3), en application de l'article VII du GATT.
>
> ... "[682]

7.252 Les parties ne contestent pas que la lettre du 12 avril 2007 est l'explication fournie par les douanes thaïlandaises conformément à l'article 16. La question est de savoir si la teneur de la lettre satisfait à l'obligation de fournir une 'explication' au titre de l'article 16.

7.253 Nous avons indiqué ci-dessus que l'explication visée à l'article 16 comprend la raison pour laquelle la valeur transactionnelle a été rejetée et précise pourquoi et de quelle manière la méthode appliquée pour la détermination de la valeur en douane a été utilisée. La lettre du 12 avril 2007 expose à la fois la raison du rejet de la valeur transactionnelle et la méthode d'évaluation (méthode de dernier recours) utilisée pour déterminer la valeur en douane des cigarettes en cause. En particulier, elle indique que le rejet des prix à l'importation résulte du fait que PM Thailand et PM Philippines sont des parties liées et qu'il ne peut pas être établi si ces liens ont ou non une influence sur la détermination des valeurs en douane. En outre, pour ce qui est de la détermination des valeurs en douane, la lettre indique que la méthode n° 6, qui est la méthode "de dernier recours" faisant appel à la méthode d'évaluation déductive, a été utilisée.[683]

7.254 La question pertinente est donc de savoir si l'explication est suffisante quant au fond pour établir clairement et indiquer en détail la manière dont la valeur en douane des cigarettes en cause a été déterminée. Nous avons considéré ci-dessus qu'une explication suffisante pouvait inclure, par exemple, le fondement du rejet de la valeur transactionnelle, le type de méthode utilisée et une illustration des raisons du choix de la méthode sélectionnée et de la manière dont elle a été appliquée pour calculer la valeur en douane finale.

7.255 Premièrement, le fondement du rejet de la valeur transactionnelle tel qu'il est indiqué dans la lettre du 12 avril 2007 est le même que les motifs communiqués par les douanes thaïlandaises dans leur lettre du 19 décembre 2006, à savoir qu'"il ne peut pas être établi si ces liens ont ou non une influence sur la détermination des valeurs en douane". Nous considérons que cette déclaration figurant dans la lettre des douanes thaïlandaises datée du 12 avril 2007 est inappropriée pour expliquer la raison du rejet de la valeur transactionnelle visée à l'article premier. Si les douanes thaïlandaises considéraient qu'il ne pouvait pas être établi si ces liens avaient une influence sur les valeurs en douane déclarées par PM Thailand, elles auraient dû spécifier le fondement précis de cette considération pour satisfaire à l'obligation "d'expliquer" leur détermination finale de la valeur en douane. Par exemple, comme il est indiqué ci-dessus, PM Thailand a fourni aux douanes thaïlandaises certains renseignements et certaines données pour établir l'acceptabilité de la valeur transactionnelle déclarée. Dans la lettre en question, cependant, les douanes thaïlandaises ne font référence ni à de tels éléments de preuve ni à aucun autre renseignement qui aurait pu constituer le fondement de leur décision finale de rejeter la valeur transactionnelle. Une simple déclaration selon

[682] Pièce PHL-70.

[683] La lettre fait référence à l'article VII du GATT en ce qui concerne la méthode d'évaluation déductive utilisée comme méthode de dernier recours (méthode n° 6 en vertu du droit interne thaïlandais). Nous croyons comprendre que, par article VII du GATT, les douanes thaïlandaises voulaient dire article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

laquelle l'importateur ne pouvait pas établir que ses liens avec l'exportateur n'avaient pas influencé le prix ne satisfait à notre avis pas à l'obligation pour les autorités douanières d'expliquer la raison du rejet de la valeur transactionnelle.

7.256 S'agissant de l'autre méthode d'évaluation utilisée, la lettre indique la méthode n° 6 (méthode de dernier recours) prévue par la législation thaïlandaise, méthode équivalente à celle qui est visée à l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane, comme étant la méthode utilisée. Toutefois, elle ne précise pas pourquoi cette méthode a été choisie ni de quelle manière la méthode choisie a été appliquée pour calculer la valeur en douane finale. Une déclaration qui ne fait que mentionner la méthode d'évaluation utilisée sans donner d'autres précisions ne peut pas, à notre avis, constituer une "explication" au sens de l'article 16 puisqu'elle n'établit pas clairement ni n'indique en détail la manière dont la valeur en douane des cigarettes en cause a été déterminée. La Thaïlande relève que PM Thailand était informée de l'utilisation de la méthode d'évaluation déductive pour les cigarettes en cause. Cependant, l'obligation qui incombe aux autorités douanières au titre de l'article 16 est de fournir une explication de "la manière dont" la détermination de la valeur en douane des marchandises importées a été effectuée, et pas simplement d'informer l'importateur de la méthode utilisée.

7.257 Néanmoins, la Thaïlande soutient que, pour évaluer l'allégation des allégations des Philippines au titre de l'article 16, les circonstances dans lesquelles la lettre du 12 avril 2007 a été fournie doivent aussi être prises en compte si le Groupe spécial devait considérer que les renseignements figurant dans cette lettre sont insuffisants. Les circonstances de la lettre incluent la réunion du 6 mars 2007 au cours de laquelle une explication plus détaillée de la détermination de l'évaluation a, d'après les allégations, été fournie, ainsi que le compte rendu de la réunion.

7.258 L'argument de la Thaïlande pose la question de savoir si une réunion et/ou un compte rendu de réunion ne faisant *pas* formellement partie de l'explication écrite fournie par les autorités douanières conformément à l'article 16 peuvent néanmoins être considérés comme constituant l'explication. Dans le contexte de l'Accord sur les sauvegardes, nous trouvons des indications pour cette question dans le raisonnement du Groupe spécial *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, qui traite de la forme et de la date du rapport devant être publié par les autorités chargées de l'enquête au titre de l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes. S'agissant de la forme du rapport, le Groupe spécial chargé de cette affaire a indiqué ce qui suit:

> "[R]ien dans la prescription imposant de publier un rapport ne prescrit la forme que ce rapport doit prendre, à condition qu'il soit conforme à toutes les autres obligations énoncées dans l'Accord sur les sauvegardes et l'article XIX du GATT de 1994. En fin de compte, c'est aux Membres qu'il appartient de déterminer la forme du rapport, y compris de décider s'il est publié en plusieurs parties, pour autant qu'il contienne tous les éléments nécessaires, y compris les constatations et les conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents. Ensemble, ces parties peuvent constituer le rapport de l'autorité compétente.
>
> Le Groupe spécial estime que le rapport d'une autorité compétente peut être publié en différentes parties, mais qu'un tel rapport en plusieurs parties ou en plusieurs tranches doit toujours fournir une explication cohérente et globale prouvant qu'il a été satisfait aux prescriptions de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes, … [D]éterminer au cas par cas si un rapport rédigé en plusieurs parties ou un rapport en plusieurs tranches constitue "le rapport de l'autorité compétente" … dépendra de la structure globale, de la logique et de la cohérence entre les différentes tranches ou les différentes parties du rapport. … La publication d'un rapport en

> plusieurs tranches peut rendre plus difficile pour les autorités compétentes d'exposer des constatations cohérentes d'une façon motivée et adéquate."[684]

7.259 Comme dans le cas de l'obligation de publier un rapport visée à l'article 3:1 de l'Accord sur les sauvegardes, l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane ne dicte pas la manière dont une explication écrite doit être fournie. De ce fait, nous convenons que la question de savoir si un certain instrument peut constituer une explication au titre de l'article 16 devra être déterminée au cas par cas. Nous convenons aussi que, si une explication devait être fournie en plusieurs parties, des facteurs tels que 'la structure globale, ... la logique et … la cohérence entre ces différentes parties doivent être pris en considération afin de déterminer si l'explication donnée pour la détermination de la valeur en douane des marchandises importées est appropriée. En outre, si les explications sont fournies en plusieurs parties, il faut aussi voir si ce fait nuit à l'objectif de transparence et de régularité de la procédure énoncé à l'article 16.

7.260 Avant de déterminer si le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 devrait être considéré comme constituant l'explication au sens de l'article 16, nous commencerons par expliquer brièvement les circonstances entourant la réunion du 6 mars 2007, ainsi que la publication du compte rendu.

7.261 Par lettre datée du 26 février 2007, les douanes thaïlandaises ont invité un auditeur juridique, M. Prasit Yeungsrikal (PWC ABAS), à assister pour le compte de PM Thailand aux réunions des 2 et 6 mars avec des fonctionnaires des douanes thaïlandaises.[685] Bien que l'invitation fasse référence aux réunions des 2 et 6 mars, nous croyons comprendre que la réunion pertinente aux fins du présent différend est celle du 6 mars puisque c'est au cours de cette réunion que les douanes thaïlandaises auraient fourni l'explication de la détermination des valeurs en douane. La lettre indique que l'objet de la réunion du 6 mars 2007 est de répondre aux questions concernant les données relatives aux frais de commercialisation et d'administration figurant dans les états financiers de PM Thailand pour 2005, qui avaient été remis en même temps que la lettre de PM Thailand adressée aux douanes thaïlandaises le 5 février 2007.[686] Cependant, la lettre n'explique pas le contexte dans lequel les questions concernant ces renseignements sont posées. À cet égard, la Thaïlande a communiqué la déclaration

---

[684] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphes 10.49 et 10.50. En ce qui concerne la date de la publication du rapport, le Groupe spécial indique:

> "Étant donné que la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances est une condition préalable à l'application d'une mesure de sauvegarde, elle ne peut avoir lieu après la date à laquelle la mesure de sauvegarde est appliquée. Cela a été confirmé par l'Organe d'appel, qui a noté, dans l'affaire *États-Unis – Viande d'agneau*, que bien que l'article XIX ne donne aucune indication explicite concernant l'endroit et le moment où la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances devait être faite, il s'agissait néanmoins d'une condition préalable et qu'"il s'ensui[vait] que cette démonstration [devait] être faite *avant* que la mesure de sauvegarde ne soit appliquée. Sinon, le fondement juridique de la mesure serait vicié." (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau,* paragraphe 72 (italique dans l'original); voir aussi le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Tubes et tuyaux de canalisation*, paragraphe 7.296.) Toute démonstration faite après le début de l'application d'une mesure de sauvegarde doit être automatiquement ignorée car elle ne peut donner une justification juridique de cette mesure.
>
> … Puisque la démonstration de l'évolution imprévue des circonstances doit être incluse dans le rapport publié par les autorités compétentes, il est nécessaire de chercher cette démonstration dans le "rapport de l'autorité compétente", achevé et publié avant l'application des mesures de sauvegarde." (Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphes 10.52 et 10.53)

[685] Pièce THA-10.

[686] Dans la lettre de PM Thailand datée du 5 février 2007, à laquelle fait référence la lettre d'invitation des douanes thaïlandaises du 26 février 2007, PM Thailand demande aux douanes thaïlandaises d'accélérer l'examen et l'évaluation des marchandises importées en cause et d'utiliser une méthode de vérification pour l'évaluation (pièce PHL-68).

d'une fonctionnaire des douanes thaïlandaises (Mme Natina Santiyanont), indiquant que l'invitation avait pour but d'examiner l'évaluation en douane des importations de PM Thailand et que les douanes thaïlandaises avaient demandé des renseignements directement à PM Thailand et à PWC, afin d'évaluer cette détermination. Une déclaration de PWC ABAS, communiquée par les Philippines, montre que des représentants tant de PWC ABAS que de PWC WMS ont assisté à la réunion du 2 mars 2007. Comme pour la présence des représentants de PWC à la réunion du 6 mars 2007, les parties conviennent que le même auditeur juridique de PWC ABAS était présent lors de la réunion tenue dans la matinée. Les parties présentent, en revanche, des déclarations contradictoires sur la question de savoir si un représentant de PWC WMS était autorisé à assister à la réunion du matin. Le compte rendu de la réunion a été envoyé à PWC ABAS le 15 mars 2007. Le compte rendu révisé porte la date d'envoi du 21 mars 2007.

7.262 Nous allons examiner en premier lieu si la *réunion* du 6 mars 2007 elle-même, peut constituer l'explication fournie par les douanes thaïlandaises au titre de l'article 16. L'article 16 fait spécifiquement obligation de fournir une explication écrite. À la lumière de ce qui précède, nous ne considérons pas que la discussion qui a eu lieu au cours de la réunion du 6 mars 2007 fait partie de l'explication écrite fournie conformément à l'article 16. En outre, la réunion en question a eu lieu *avant* l'estimation finale de la valeur en douane des marchandises importées en cause, alors que l'obligation de fournir une explication de la détermination de la valeur en douane s'applique lorsque l'estimation finale a eu lieu.[687] Pour rappel, les douanes thaïlandaises ont commencé à publier les avis d'estimation pour les marchandises importées le 16 mars 2007. En fait, les éléments de preuve montrent que des renseignements additionnels ont été fournis aux douanes thaïlandaises entre la réunion du 6 mars 2007 et le 16 mars 2007.[688] Nous sommes aussi conscients du fait qu'il ne ressort pas clairement des éléments de preuve dont nous disposons que PM Thailand était bien représentée à cette réunion, du point de vue aussi bien de la capacité de ses représentants, en particulier les auditeurs de PWC ABAS qui y ont participé, que de la nature de leur participation à la réunion. Les considérations ci-dessus, prises ensemble, donnent à penser que, bien que les discussions qui ont eu lieu au cours de la réunion du 6 mars 2007 puissent être considérées comme faisant partie du processus de détermination de la valeur en douane des marchandises en cause, la réunion elle-même ne constitue pas une explication écrite de la détermination finale de la valeur en douane. Nous considérons qu'accepter l'idée que des discussions qui ont eu lieu avant même que l'estimation finale de la valeur en douane constitue une explication ne serait pas conforme au but de l'article 16, maintenir la transparence et la régularité de la procédure dans le processus d'évaluation en douane.[689]

7.263 Nous allons maintenant examiner si le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 devrait être considéré comme constituant l'explication au titre de l'article 16.[690] Nous considérons que cet examen doit porter aussi bien sur la forme que sur le fond de l'explication.

---

[687] Comme l'a fait observer le Groupe spécial *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier,* conformément à l'Accord sur les sauvegardes, un rapport doit être publié *avant* l'imposition d'une mesure de sauvegarde ("une étape nécessaire dans le déroulement d'une enquête"), alors que dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane, une explication doit être fournie *après* l'estimation finale de la valeur en douane.

[688] Pièces PHL-169 et PHL-170.

[689] Nous rappelons qu'après la réunion du 6 mars 2007, PM Thailand a fourni aux douanes thaïlandaises, à la demande de celles-ci, par lettres datées des 7 et 14 mars 2007, des renseignements additionnels montrant que les valeurs transactionnelles correspondaient aux prix effectivement payés; les prix QPE; et ses états financiers pour 2003-2005 (réponse des Philippines à la question n° 29 du Groupe spécial; pièces PHL-169 et PHL-170).

[690] Les Philippines soutiennent que le compte rendu ne peut pas être utilisé pour compléter l'explication fournie dans la lettre du 12 avril 2007. Les Philippines acceptent cependant que le Groupe spécial examine l'explication fournie dans le compte rendu comme déclaration concomitante de la détermination lors de l'examen des obligations *de fond* incombant à la Thaïlande.

7.264 Nous examinons d'abord l'aspect formel du compte rendu. L'original du compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 a été envoyé à PWC ABAS, tandis que l'explication fournie dans la lettre du 12 avril 2007 était adressée à PM Thailand. Toutes les autres correspondances écrites entre les douanes thaïlandaises et PM Thailand au cours de la procédure d'évaluation étaient aussi adressées à PM Thailand. Nous notons également qu'il n'est pas fait mention du compte rendu dans l'explication officielle fournie dans la lettre du 12 avril 2007. Nous rappelons ce que nous avons dit plus haut, à savoir que, bien que la manière dont l'explication est fournie soit laissée à la discrétion de chaque Membre, une explication fournie en plusieurs parties ou au moyen de différents instruments doit dénoter une cohérence structurelle et logique afin de ne pas nuire à l'objectif de transparence et de régularité de la procédure énoncé à l'article 16. Considérant en outre que les parties ne s'accordent pas sur la question de savoir si PM Thailand est officiellement représentée par PWC ABAS pour les questions douanières, nous ne pensons pas qu'un instrument envoyé à un auditeur juridique pour le compte de l'importateur plutôt qu'à l'importateur lui-même, et dont il n'est pas fait mention dans la lettre fournissant une explication conformément à l'article 16, puisse faire partie de l'explication écrite.

7.265 S'agissant de l'aspect fondamental du compte rendu, celui-ci traite du rejet de la valeur transactionnelle, des autres méthodes d'évaluation et de la méthode d'évaluation déductive utilisée. L'explication figurant dans le compte rendu est aussi beaucoup plus détaillée que celle qui est fournie dans la lettre du 12 avril 2007. Cependant, comme il est mentionné ci-dessus, le compte rendu révisé identifie l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane comme étant l'article utilisé, alors que l'original du compte rendu, qui est la version envoyée à PWC ABAS, fait référence à l'article 7. Cela est confirmé par les éléments de preuve montrant que l'original du compte rendu est daté du 14 mars 2007 et qu'il a été envoyé à PWC ABAS le 15 mars 2007[691], alors que la version révisée porte la date du 21 mars 2007. Dans ces circonstances, nous ne pouvons considérer que le compte rendu en question fait partie de l'explication écrite au sens de l'article 16, même s'il donne des explications suffisantes pour satisfaire aux prescriptions procédurales de cet article, en raison de l'existence d'un original et d'une version révisée du compte rendu, qui mentionnent des méthodes différentes sans explication appropriée, associée à l'absence d'éléments de preuve confirmant que le compte rendu révisé a été envoyé à PM Thailand.

7.266 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que les douanes thaïlandaises n'ont pas fourni d'explication sur la manière dont la valeur en douane des marchandises de l'importateur a été déterminée, ce qui est incompatible avec les obligations de la Thaïlande au titre de l'article 16.

7. Articles 5 et 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane

a) Allégations des Philippines au titre des articles 5 et 7

i) Évolution des arguments des Philippines en ce qui concerne les allégations de celles-ci au titre des articles 5 et 7

7.267 Les arguments des Philippines concernant les allégations que celles-ci ont formulées au titre des articles 5 et 7 ont évolué tout au long des travaux du présent Groupe spécial. Les Philippines expliquent que cette évolution est due au fait que, dans sa première communication écrite et sa déclaration orale, la Thaïlande a nié avoir invoqué l'article 7 pour évaluer les cigarettes de PM Thailand et a affirmé avoir invoqué l'article 5.[692] Dans leur première communication écrite, elles ont essentiellement fait valoir que: i) la Thaïlande avait violé l'article 5 parce qu'elle n'avait pas

[691] Pièces PHL-74 et THA-64. La Thaïlande a présenté une copie du courrier recommandé adressé à PWC ABAS pour prouver que le compte rendu de la réunion du 6 mars avait été envoyé à PWC. La copie porte la date du 15 mars 2007.

[692] Réponse des Philippines à la question n° 26 du Groupe spécial.

évalué les importations en cause en utilisant la méthode d'évaluation déductive prévue par cette disposition; et ii) la Thaïlande avait violé l'article 7, en particulier l'article 7:1, parce que, en prenant des décisions incohérentes en matière d'évaluation en ce qui concerne une série d'importations réalisées dans les mêmes circonstances, elle n'avait pas utilisé des "moyens raisonnables" pour déterminer les valeurs en douane.[693]

7.268 Dans leurs communications écrites ultérieures, les Philippines font observer qu'"[elles] formulent des *allégations subsidiaires* au titre des articles 5 et 7 en ce qui concerne l'évaluation par la Thaïlande des [[xx.xxx.xx]] importations en cause, et que la subsidiarité qui s'applique dépend de la question de savoir si le Groupe spécial constate que la Thaïlande a évalué ces importations en utilisant l'article 5 ou l'article 7".[694] En substance, les allégations subsidiaires des Philippines sont les suivantes:

> "En fonction de la disposition qui, selon la constatation du Groupe spécial, a été utilisée pour évaluer les marchandises de PM Thailand, les Philippines formulent les allégations subsidiaires suivantes:
>
> 1) Si le Groupe spécial constate que la Thaïlande a invoqué l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane pour évaluer les cigarettes de PM Thailand (allégation principale des Philippines), les Philippines allèguent que la Thaïlande a appliqué indûment:
>
> a) l'article 5 en refusant de recourir à cette disposition pour des raisons inadmissibles, c'est-à-dire un manque de renseignements financiers pour la période considérée; et (souligné dans l'original)
>
> b) l'article 7 de l'*Accord sur l'évaluation en douane* parce qu'elle n'a pas effectué de déductions pour trois éléments qu'elle était tenue de déduire: rabais sur ventes, transport intérieur et taxes provinciales.
>
> 2) À titre subsidiaire, si le Groupe spécial constate que la Thaïlande a invoqué l'article 5 de l'*Accord sur l'évaluation en douane* pour évaluer les cigarettes de PM Thailand (allégation secondaire des Philippines), les Philippines allèguent que la Thaïlande a violé cet article parce qu'elle n'a pas effectué de déductions pour trois éléments qu'elle était tenue de déduire: rabais sur ventes, transport intérieur et taxes provinciales. Dans ce cas, aucune allégation n'est formulée au titre de l'article 7, parce que celui-ci est inapplicable."[695]

7.269 Les Philippines expliquent que leurs arguments selon lesquels la Thaïlande n'a pas effectué certaines déductions qu'elle était tenue d'effectuer sont fondés sur les calculs que la Thaïlande a présentés dans la pièce THA-13, que cette dernière a divulguée pour la première fois à la faveur de la présente procédure de groupe spécial. Les Philippines font observer qu'elles ont révisé leurs arguments en ce qui concerne les aspects du calcul déductif incompatibles avec les règles de l'OMC (c'est-à-dire le manquement à l'obligation de déduire certains éléments) sur la base de ce nouvel élément de preuve.[696]

---

[693] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 361 et 376.
[694] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 214.
[695] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 217; réponse à la question n° 26 du Groupe spécial.
[696] Réponse des Philippines à la question n° 26 du Groupe spécial, faisant aussi référence à la première déclaration orale des Philippines, paragraphes 132 à 144 et 146.

ii) Portée des allégations des Philippines

7.270 Compte tenu des éclaircissements apportés ci-dessus aux arguments subsidiaires des Philippines concernant les allégations de celles-ci au titre des articles 5 et 7, nous croyons comprendre que les allégations des Philippines sont formulées à la fois au titre de l'article 5 et de l'article 7 si le Groupe spécial décide que la méthode d'évaluation utilisée par les douanes thaïlandaises était l'article 7. Si le Groupe spécial constate que la méthode utilisée était l'article 5, l'allégation des Philippines se limite à l'article 5.

7.271 Dans leur réponse à la deuxième série de questions du Groupe spécial, les Philippines estiment en outre que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec les articles 4 et 7:1 en ne respectant pas les obligations en matière d'ordre d'application découlant de ces dispositions. Étant donné que l'allégation des Philippines à cet égard n'a été formulée qu'au dernier stade de la procédure, nous souhaitons examiner la question de savoir si les allégations des Philippines au titre des articles 4 et 7:1 sont présentées correctement. Nous décrirons tout d'abord la position des Philippines en ce qui concerne l'article 4 et l'obligation en matière d'ordre d'application découlant de l'Accord sur l'évaluation en douane.

7.272 Bien qu'il soit clair que l'article 4 de l'Accord sur l'évaluation en douane est indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines, celles-ci n'ont pas formulé, au cours de la procédure de groupe spécial, d'allégation au titre de l'article 4 en ce qui concerne l'ordre d'application. La question de savoir si les Philippines ont formulé une allégation spécifique à cet égard reste donc posée.

7.273 Dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, les Communautés européennes n'ont pas demandé de constatations au titre de l'article 23:2 a) du Mémorandum d'accord ni présenté d'arguments en faveur de telles constatations. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a estimé que, bien que l'allégation d'incompatibilité avec une disposition donnée puisse relever du mandat d'un groupe spécial, les Communautés européennes n'avaient dans les faits pas formulé une telle allégation. Il a décidé que, en l'absence d'allégation spécifique d'incompatibilité présentée par le plaignant, celui-ci ne se serait pas acquitté de la charge d'établir *prima facie* l'existence d'une violation:

> "[É]tant donné que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes comprenait une allégation d'incompatibilité avec l'article 23, une allégation d'incompatibilité avec l'article 23:2 a) relève du mandat du Groupe spécial.
>
> Toutefois, le fait qu'une allégation d'incompatibilité avec l'article 23:2 a) du Mémorandum d'accord peut être considérée comme relevant du mandat du Groupe spécial ne signifie pas que les Communautés européennes ont effectivement formulé une telle allégation. Une analyse du dossier du Groupe spécial montre que, sauf à deux reprises au cours des travaux du Groupe spécial, les Communautés européennes n'ont pas mentionné expressément l'article 23:2 a) du Mémorandum d'accord. En outre, en réponse à une demande des États-Unis qui souhaitaient qu'elles précisent la portée de leur allégation au titre de l'article 23, les Communautés européennes ont formulé uniquement des allégations de violation de l'article 23:1 et 23:2 c) du Mémorandum d'accord; elles n'ont pas fait mention de l'article 23:2 a). La lecture que nous faisons du dossier du Groupe spécial nous montre que, tout au long des travaux du Groupe spécial dans la présente affaire, les Communautés européennes ont présenté des arguments concernant uniquement leurs allégations selon lesquelles les États-Unis avaient agi de manière incompatible avec l'article 23:1 et l'article 23:2 c) du Mémorandum d'accord.

…

> Étant donné que les Communautés européennes n'ont pas formulé une allégation spécifique d'incompatibilité avec l'article 23:2 a), elles n'ont présenté aucun élément de preuve ou argument pour démontrer que les États-Unis avaient "[déterminé] qu'il y [avait] eu violation" de manière contraire à l'article 23:2 a) du Mémorandum d'accord. Et, étant donné que les Communautés européennes n'ont présenté aucun élément de preuve ou argument à l'appui d'une allégation de violation de l'article 23:2 a) du Mémorandum d'accord, elles n'auraient pas pu établir, et n'ont pas établi, *prima facie* qu'il y avait violation de l'article 23:2 a) du Mémorandum d'accord.[697]"[698]

7.274 De même, en l'espèce, bien que l'article 4 de l'Accord sur l'évaluation en douane soit mentionné explicitement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial relative aux importations faisant l'objet du différend[699], les Philippines n'ont pas fait spécifiquement référence à une violation de l'article 4 de l'Accord sur l'évaluation en douane, ni fourni d'éléments de preuve ou d'arguments spécifiques pour démontrer une violation de cette disposition, à l'exception de la déclaration sommaire qu'elles ont faite en réponse à une question du Groupe spécial.[700] Au contraire, elles ont maintenu leur position selon laquelle l'article 4 n'est *pas* pertinent pour l'allégation qu'elles ont formulée au titre des articles 5 et 7 en ce qui concerne les méthodes d'évaluation. Dans leur première communication écrite, les Philippines ont dit ce qui suit:

> "*Il ne s'agit pas d'une allégation concernant l'ordre d'application*, mais d'une allégation selon laquelle l'article 5 a été appliqué indûment pour décider que la valeur en douane ne pouvait pas être déterminée conformément à cette disposition. Cependant, du fait qu'elle s'est abstenue indûment de recourir à l'article 5, la Thaïlande n'a en outre pas respecté l'ordre correct d'application des méthodes d'évaluation indiqué dans l'*Accord sur l'évaluation en douane*."[701] (pas d'italique dans l'original)

7.275 En outre, en réponse à une question que le Groupe spécial leur a posée pour savoir si leur allégation selon laquelle la Thaïlande n'avait pas respecté l'ordre d'application des méthodes d'évaluation serait une question à examiner au regard de l'article 4 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les Philippines ont dit explicitement qu'à leur avis l'article 4 n'établissait pas de relation d'ordre entre les articles 5 et 7. En particulier, elles ont répondu ce qui suit:

> "En outre, les Philippines considèrent que l'article 4, correctement interprété, n'établit pas de relation d'ordre entre les articles 5 et 7. L'article 4 établit plutôt que la question de savoir si le Membre importateur devrait évaluer les marchandises

---

[697] *(note de bas de page de l'original)* "Nous rappelons que dans notre rapport *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)* ("*Communautés européennes – Hormones*"), nous avons dit ce qui suit:

> … un commencement de preuve, en l'absence de réfutation effective par la partie défenderesse, fait obligation au groupe spécial, en droit, de statuer en faveur de la partie plaignante fournissant le commencement de preuve." (WT/DS26/AB/R, WT/DS44/AB/R, rapport adopté le 13 février 1998, paragraphe 104)

[698] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphes 111, 112 et 114.

[699] Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines, paragraphe 14.

[700] Réponse des Philippines à la question n° 115 du Groupe spécial. On ne trouve aucune référence à l'article 4 dans la liste d'allégations que les Philippines ont incluse dans leurs première et deuxième communications écrites (première communication écrite des Philippines, paragraphe 25; deuxième communication écrite, paragraphe 604).

[701] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 125.

> conformément à l'article 5 avant de le faire conformément à l'article 6, ou l'inverse, est laissée au choix des importateurs. Cette obligation en matière d'ordre d'application est exprimée aux paragraphes 1 à 4 de l'*Introduction générale* de l'*Accord sur l'évaluation en douane*. [E]n tout état de cause, si le Groupe spécial devait considérer que l'obligation en matière d'ordre d'application est inscrite à l'article 4, les Philippines font observer qu'elles ont formulé une allégation au titre de cet article au paragraphe 14 de leur demande d'établissement d'un groupe spécial."[702]

7.276 Il apparaît que la position des Philippines a changé, toutefois, quand elles ont fourni des réponses écrites à une deuxième série de questions que le Groupe spécial a posées après la deuxième réunion de fond. En réponse à la question que le Groupe spécial leur a posée pour qu'elles précisent leur allégation au titre des articles 5 et 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les Philippines, pour la première fois au cours de la procédure du Groupe spécial, ont fait explicitement référence à des violations de l'article 4:

> "La Thaïlande a manqué aux obligations en matière d'ordre d'application prévues aux articles 7:1 et 4 en refusant, pour des raisons inadmissibles, de recourir à l'article 5 pour évaluer les [[xx.xxx.xx]] importations.
>
> …
>
> La décision de la Thaïlande de ne pas recourir à l'article 5 entraîne en outre des violations des articles 7:1 et 4. Ces dispositions établissent des obligations en matière d'ordre d'application, en prescrivant aux Membres d'évaluer les marchandises conformément à l'article 5 avant de le faire conformément à l'article 7. En n'évaluant pas les marchandises conformément à l'article 5, alors que cela était possible, la Thaïlande a manqué à ces obligations en matière d'ordre d'application."[703]

7.277 Compte tenu de l'absence de référence à l'article 4 de l'Accord sur l'évaluation en douane ou d'arguments concernant cet article jusqu'au dernier stade de la procédure du Groupe spécial et étant donné les opinions contradictoires qu'elles ont exprimées sur la pertinence de l'article 4 au cours de la procédure, il n'apparaît pas au Groupe spécial que les Philippines aient correctement établi et présentent véritablement une allégation au titre de l'article 4 de l'Accord sur l'évaluation en douane en ce qui concerne l'ordre d'application. Un changement dans la position des Philippines, exprimé pour la première fois en l'espèce en réponse à une question du Groupe spécial, n'est pas non plus assez spécifique pour expliquer l'obligation en matière d'ordre d'application découlant de l'article 4. En outre, dans une note de bas de page relative à leur réponse, les Philippines continuent de douter que l'article 4 puisse être considéré comme énonçant une obligation en matière d'ordre d'application.

7.278 Globalement, nous sommes d'avis que l'allégation des Philippines concernant l'article 4 n'a pas été présentée dans des délais suffisants et n'était pas assez spécifique pour pouvoir être incluse dans la demande de constatations et de recommandations que les Philippines ont formulée en ce qui concerne leurs allégations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Notre opinion tient compte en outre de l'élément d'appréciation qui veut que le droit de la Thaïlande à une procédure régulière ne soit pas compromis par l'inclusion de l'allégation en question par les Philippines au dernier stade seulement de la procédure.

---

[702] Réponse des Philippines à la question n° 27 du Groupe spécial.
[703] Réponse des Philippines à la question n° 115 du Groupe spécial.

7.279 Nous examinons maintenant l'allégation des Philippines au titre de l'article 7:1 en ce qui concerne le manquement allégué de la Thaïlande à l'obligation en matière d'ordre d'application.[704] Le texte de l'article 7:1 dispose que le recours à cet article pour l'évaluation en douane dépend de l'existence d'une situation dans laquelle "la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application des dispositions des articles premier à 6". En conséquence, l'article 7 ne peut s'appliquer que si la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application des dispositions des articles premier à 6. Nous croyons comprendre que l'allégation formulée au titre de l'article 7:1 par les Philippines en ce qui concerne l'ordre d'application repose sur cette partie de l'article en question. À notre avis, cette phrase de l'article 7:1 énonce une condition à remplir ou une prescription à observer avant que les autorités douanières puissent appliquer les principes d'évaluation définis à l'article 7:1. En conséquence, nous ne considérons pas que l'article 7:1 puisse constituer la base d'une allégation indépendante concernant l'ordre d'application, formulée au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Nous considérons que l'allégation des Philippines relative à cette partie de l'article 7:1 s'inscrit plutôt dans le cadre de l'allégation de ces dernières selon laquelle la Thaïlande a appliqué indûment la méthode d'évaluation déductive prévue à l'article 7:1, qui est examinée dans la section VII.C.7 c) ii) ci-dessous.

7.280 En résumé, en ce qui concerne l'évaluation par les douanes thaïlandaises des [[xx.xxx.xx]] importations en cause, les Philippines formulent des allégations subsidiaires au titre des articles 5 et 7, selon la disposition en application de laquelle, ainsi que l'aura constaté le Groupe spécial, les douanes thaïlandaises ont évalué les importations en cause. Pour les raisons expliquées ci-dessus, cependant, nous ne jugeons pas que les Philippines ont formulé correctement leurs allégations au titre des articles 4 et 7:1 en ce qui concerne l'ordre d'application.

b) Disposition au regard de laquelle évaluer la méthode d'évaluation utilisée par les douanes thaïlandaises pour déterminer la valeur en douane des [[xx.xxx.xx]] importations en cause

i) Principaux arguments des parties

7.281 Les **Philippines** sont d'avis que le Groupe spécial doit d'abord décider si la Thaïlande a évalué les cigarettes importées en cause en recourant à l'article 5 ou à l'article 7; selon l'allégation principale des Philippines, la Thaïlande a évalué les importations en cause en recourant à l'article 7.[705] Les Philippines étayent leur position à l'aide des éléments de preuve suivants: i) la version originale du compte rendu de la réunion du 6 mars[706]; ii) la lettre adressée le 12 avril 2007 par les douanes thaïlandaises à PM Thailand indiquant que les importations ont été évaluées à l'aide de [la méthode prévue à l'article 7][707]; et iii) une déclaration écrite fournie par les douanes thaïlandaises au sujet de [[xx.xxx.xx]] des [[xx.xxx.xx]] avis d'évaluation, selon laquelle les importations ont été évaluées à l'aide de [la méthode prévue à l'article 7].[708] Les Philippines estiment que l'argument de la Thaïlande selon lequel les douanes thaïlandaises ont recouru à l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane pour évaluer les cigarettes importées est fondé sur une version révisée du compte rendu de la réunion du 6 mars.[709]

7.282 La **Thaïlande** fait valoir qu'il est clair que les douanes thaïlandaises ont utilisé une méthode d'évaluation déductive au sens de l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane (méthode n° 4

[704] Nous considérons aussi que, comme dans le cas de leur allégation au titre de l'article 4 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les Philippines n'ont pas présenté leur allégation au titre de l'article 7:1 dans les délais.

[705] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 213; réponse à la question n° 26 du Groupe spécial.

[706] Réponse des Philippines à la question n° 26 du Groupe spécial; pièce PHL-74.

[707] Réponse des Philippines à la question n° 26 du Groupe spécial; pièce PHL-70.

[708] Réponse des Philippines à la question n° 26 du Groupe spécial; pièce PHL-179.

[709] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 216.

selon la législation thaïlandaise) et que, pour cette raison, la compatibilité avec les règles de l'OMC devrait être déterminée par référence à l'article 5, qui régit les calculs de la valeur déductive.[710] Il y a eu confusion sur la méthode employée en vertu de la législation thaïlandaise pour évaluer les importations en cause. En particulier, la Thaïlande explique que les douanes thaïlandaises ont considéré que leurs propres règlements les empêchaient d'utiliser la valeur déductive conformément à la méthode n° 5 lorsque les renseignements financiers sur la situation en cours (états financiers pour 2006 en l'occurrence) n'étaient pas disponibles, mais qu'ils leur permettaient d'utiliser la valeur déductive conformément à la méthode n° 6 en se servant des renseignements financiers disponibles les plus récents.[711] La Thaïlande ne conteste pas, aux fins du présent différend, que l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane n'exige pas que l'administration des douanes utilise les données de la société se rapportant à l'année d'importation (états financiers pour 2006 en l'occurrence) pour déterminer la valeur déductive.[712] Les éléments de preuve montrent clairement, toutefois, que les douanes thaïlandaises ont utilisé une méthode d'évaluation déductive.[713]

7.283 La Thaïlande estime que le seul fondement des allégations des Philippines est apparemment le rejet par les douanes thaïlandaises des ajustements pour rabais sur ventes, taxes provinciales et transport intérieur. À cet égard, elle a montré que les douanes thaïlandaises avaient refusé à juste titre de faire chacun de ces ajustements sur la base des éléments de preuve qui leur avaient été communiqués.[714] En ce qui concerne la relation entre les articles 5 et 7, la Thaïlande est d'avis que selon les motifs pour lesquels il pourra constater que les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière incompatible avec l'article 5, le Groupe spécial pourra néanmoins avoir encore besoin d'examiner la détermination établie par les douanes thaïlandaises au titre de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane.[715]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.284 En ce qui concerne l'allégation des Philippines concernant l'évaluation par les douanes thaïlandaises des [[xx.xxx.xx]] importations en cause, les parties ne contestent pas que la teneur substantielle de la méthode utilisée par les douanes thaïlandaises est celle d'une méthode d'évaluation déductive.[716] Parce que les méthodes d'évaluation à employer au titre de l'article 7 comprennent une méthode d'évaluation déductive, les articles 5 et 7 portent en principe tous deux sur les mêmes disciplines applicables à l'utilisation d'une méthode d'évaluation déductive.[717]

---

[710] Réponse de la Thaïlande à la question n° 28 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 112, faisant aussi référence à la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 175, 177 et 183 à 185.

[711] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 185 et 186.

[712] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 188.

[713] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 112, faisant aussi référence à sa première communication écrite, paragraphes 175, 177 et 183 à 185.

[714] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 110.

[715] Réponse de la Thaïlande à la question n° 33 du Groupe spécial, renvoyant à sa réponse à la question n° 28 du Groupe spécial.

[716] Réponses des parties à la question n° 28 du Groupe spécial; réponse des Philippines à la question n° 30 du Groupe spécial. La réponse de la Thaïlande à cet égard est un peu plus nuancée: selon cette réponse, "l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane fixe les règles régissant la méthode déductive d'évaluation en douane. En général, par conséquent, la compatibilité de la détermination de la valeur déductive avec les règles de l'OMC doit être déterminée par référence à l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Ceci dit, il peut y avoir des circonstances dans lesquelles la compatibilité d'une méthode d'évaluation déductive avec les règles de l'OMC peut aussi devoir être évaluée au regard de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane …". Voir aussi la réponse de la Thaïlande à la question n° 33 du Groupe spécial.

[717] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 282. Les Philippines se contentent donc de renvoyer à leurs arguments au titre de l'article 7:1 (manquement de la Thaïlande à l'obligation de déduire trois éléments) pour leur allégation subsidiaire au titre de l'article 5, dans l'éventualité où le Groupe

7.285 Cependant, comme le font observer les Philippines, parce qu'une méthode d'évaluation déductive donnée ne peut être soumise simultanément à la fois aux articles 5 et 7, nous devons examiner la question de savoir les douanes thaïlandaises ont utilisé la méthode d'évaluation déductive en application de l'article 5 ou de l'article 7. Nous estimons qu'il est important de déterminer la disposition spécifique en application de laquelle les douanes thaïlandaises ont utilisé la méthode d'évaluation déductive en particulier à cause de l'obligation en matière d'ordre d'application prévue dans l'Accord sur l'évaluation en douane. Comme nous l'avons mentionné dans la section VII.C.1 ci-dessus, la valeur transactionnelle est la base première pour la détermination de la valeur en douane au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Si la valeur transactionnelle est jugée inapplicable au titre de l'article premier, l'administration des douanes est alors tenue d'utiliser une autre méthode d'évaluation dans l'ordre d'application spécifié dans l'Accord, à savoir les méthodes d'évaluation indiquées respectivement aux articles 2, 3, 5, 6 et 7. Tandis que chacun des articles premier, 2, 3, 5 et 6 décrit une méthode spécifique d'évaluation, l'article 7 est d'une nature légèrement différente de celle des autres dispositions, puisqu'il autorise le recours aux méthodes d'évaluation exposées aux articles premier à 6 avec une souplesse raisonnable.

7.286 À cet égard, la Thaïlande a fait valoir que, si le Groupe spécial devait constater qu'un Membre a effectivement utilisé une méthode d'évaluation *déductive*, l'utilisation de cette méthode devrait alors être examinée au regard de l'article 5 parce que "l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane fixe les règles régissant la méthode déductive d'évaluation en douane. En général, par conséquent, la compatibilité de la détermination de la valeur déductive avec les règles de l'OMC doit être déterminée par référence à l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane".[718] Nous pouvons convenir avec la Thaïlande qu'il est indispensable de se référer aux dispositions de l'article 5 pour examiner si les règles régissant la méthode d'évaluation déductive ont été correctement appliquées dans un cas donné. Cependant, nous ne souscrivons *pas* à la thèse de la Thaïlande selon laquelle l'utilisation d'une méthode d'évaluation déductive doit être examinée au regard de l'article 5 indépendamment de la disposition en application de laquelle, en réalité, l'administration des douanes a utilisé cette méthode. En outre, si nous devions suivre le raisonnement de la Thaïlande, les obligations découlant des dispositions de l'article 7 ne seraient pas dûment respectées, les parties pouvant toujours insister sur le fait que la disposition de l'Accord sur l'évaluation en douane au regard de laquelle un groupe spécial doit légitimement examiner une méthode d'évaluation donnée est la disposition qui énonce les éléments substantiels de cette méthode particulière, à savoir les articles premier à 6, mais non l'article 7 qui, comme on l'a expliqué ci-dessus, renvoie aux méthodes décrites aux articles premier à 6. Par conséquent, nous allons maintenant procéder à la détermination de la disposition en application de laquelle les douanes thaïlandaises ont évalué les importations en cause.

7.287 Les Philippines estiment que les éléments de preuve ci-après démontrent la décision prise par les douanes thaïlandaises, selon leurs propres termes, de recourir à la méthode d'évaluation déductive prévue à l'article 7: i) la version originale du compte rendu de la réunion du 6 mars[719]; ii) la lettre adressée le 12 avril 2007 par les douanes thaïlandaises à PM Thailand indiquant que les importations

---

spécial constaterait que la Thaïlande, comme elle le fait valoir, a appliqué l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

[718] Réponse de la Thaïlande à la question n° 28 du Groupe spécial. Dans sa première communication écrite, la Thaïlande dit que "[l]a question dont le Groupe spécial est saisi est de savoir si la méthode de la valeur déductive effectivement utilisée par les douanes thaïlandaises était compatible avec l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Il n'est vraiment pas pertinent de savoir comment cette méthode a été décrite dans la législation nationale." (paragraphe 187). À ce sujet, la Thaïlande fait référence à la déclaration du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud* selon laquelle "[à] notre avis, il n'appartient pas véritablement à un groupe spécial d'examiner si un Membre a agi d'une manière compatible avec sa législation intérieure." (rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.267) (première communication écrite de la Thaïlande, note de bas de page 180).

[719] Réponse des Philippines à la question n° 26 du Groupe spécial; pièce PHL-74.

ont été évaluées à l'aide de [la méthode prévue à l'article 7][720]; et iii) une déclaration écrite fournie par les douanes thaïlandaises au sujet de [[xx.xxx.xx]] des [[xx.xxx.xx]] avis d'évaluation, selon laquelle les importations ont été évaluées à l'aide de [la méthode prévue à l'article 7].[721] Les éléments de preuve auxquels les Philippines font référence révèlent effectivement que les douanes thaïlandaises ont utilisé la méthode d'évaluation déductive prévue à l'article 7 parce que les documents mentionnés décrivent tous spécifiquement l'article 7 comme étant la disposition en vertu de laquelle la méthode d'évaluation déductive a été utilisée pour déterminer la valeur douanière des cigarettes en cause. En particulier, dans le compte rendu de la réunion du 6 mars, les douanes thaïlandaises ont dit que "la détermination des valeurs douanières réalisée pour la société résulte d'un calcul selon la méthode n° 6, c'est-à-dire la méthode de dernier recours (… sous réserve des dispositions de l'article VII du GATT)"[722]; dans la lettre du 12 avril, il est dit que "[p]our déterminer les valeurs douanières, la méthode n° 6, méthode qui est dite de "dernier recours" et qui fait appel à la méthode déductive, a été utilisée … en application de l'article VII du GATT"[723]; et la déclaration écrite des douanes thaïlandaises mentionne que pour [[xx.xxx.xx]] des [[xx.xxx.xx]] avis d'évaluation, la "méthode déductive de dernier recours n° 6 …" a été utilisée.[724] Par conséquent, sur la base des éléments de preuve qui nous ont été présentés, nous pouvons déterminer à titre préliminaire que la Thaïlande a utilisé la méthode d'évaluation déductive conformément à l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

7.288 À cet égard, le seul élément de preuve qui fait référence à la méthode d'évaluation déductive prévue à l'article 5 est le compte rendu révisé de la réunion du 6 mars 2007.[725] Cependant, nous notons que la Thaïlande se réfère aussi au compte rendu *original*, et non au compte rendu révisé, dans sa première communication écrite, qui dispose que "[d]ans le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007, les douanes thaïlandaises ont indiqué qu'elles utilisaient la méthode d'évaluation déductive conformément à la méthode n° 6 de leurs règlements douaniers, qui correspond à la méthode de "dernier recours" de l'article 7, et non pas conformément à la méthode n° 5 de leurs règlements, qui correspondrait à l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Par conséquent, bien que la valeur déductive ait été utilisée, les dispositions de la législation nationale qui ont été invoquées étaient celles qui se rapportaient à la méthode de dernier recours, et non pas les dispositions relatives à la méthode d'évaluation déductive en tant que telle." Après quoi la Thaïlande continue d'expliquer qu'il y a eu confusion sur la méthode employée en vertu de la législation thaïlandaise pour évaluer les importations en cause. Ces circonstances montrent que, en dépit de la référence à la méthode d'évaluation déductive prévue à l'article 5 dans le compte rendu révisé de la réunion du 6 mars 2007 et indépendamment de l'interprétation erronée que les douanes thaïlandaises ont faite de la nature des prescriptions énoncées à l'article 5, la Thaïlande elle-même reconnaît que les douanes thaïlandaises ont utilisé la méthode d'évaluation déductive conformément à l'article 7, et non à l'article 5.

7.289 Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que les douanes thaïlandaises ont utilisé la méthode d'évaluation déductive conformément à l'article 7. En conséquence, la disposition précise au regard de laquelle nous devons légitimement examiner l'évaluation des importations en cause faite par les douanes thaïlandaises est l'article 7.

---

[720] Réponse des Philippines à la question n° 26 du Groupe spécial; pièce PHL-70.
[721] Réponse des Philippines à la question n° 26 du Groupe spécial; pièce PHL-179.
[722] Pièce PHL-74, page 5.
[723] Pièce PHL-70.
[724] Pièce PHL-179. La méthode déductive de dernier recours n° 6 est la méthode utilisée en application de l'article VII du GATT.
[725] Pièce THA-37, pages 7 et 8.

c) Question de savoir si les douanes thaïlandaises ont déterminé la valeur en douane des cigarettes importées en cause d'une manière incompatible avec les obligations au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane

7.290 Ayant constaté que la décision en matière d'évaluation des douanes thaïlandaises devait être évaluée au regard de l'article 7, nous examinons maintenant l'allégation des Philippines selon laquelle la Thaïlande a indûment appliqué les dispositions suivantes: *premièrement*, l'article 5 en refusant de recourir à cette disposition pour des raisons inadmissibles, c'est-à-dire un manque de renseignements financiers pour la période considérée; *et* (souligné dans l'original) *deuxièmement*, l'article 7 parce qu'elle n'a pas opéré de déductions pour trois éléments qu'elle était tenue de déduire: rabais sur ventes, transport intérieur et taxes provinciales.

i) Allégation des Philippines au titre de l'article 5

7.291 Les Philippines allèguent que le Groupe spécial, s'il conclut que les douanes thaïlandaises ont utilisé la méthode d'évaluation déductive conformément à l'article 7, devrait constater que la Thaïlande a violé l'article 5 en refusant de recourir à cette disposition pour des raisons inadmissibles, à savoir un manque de renseignements financiers pour la période considérée. L'article 5:1 a) dispose ce qui suit:

"Article 5

1. a) Si les marchandises importées, ou des marchandises identiques ou similaires importées, sont vendues dans le pays d'importation en l'état où elles sont importées, la valeur en douane des marchandises importées, déterminée par application des dispositions du présent article, se fondera sur le prix unitaire correspondant aux ventes des marchandises importées ou de marchandises identiques ou similaires importées totalisant la quantité la plus élevée, ainsi faites à des personnes non liées aux vendeurs, au moment ou à peu près au moment de l'importation des marchandises à évaluer, sous réserve de déductions se rapportant aux éléments ci-après:

i) commissions généralement payées ou convenues, ou marges généralement pratiquées pour bénéfices et frais généraux relatifs aux ventes, dans ce pays, de marchandises importées de la même espèce ou de la même nature;

ii) frais habituels de transport et d'assurance, ainsi que frais connexes encourus dans le pays d'importation:

iii) le cas échéant, coûts et frais visés au paragraphe 2 de l'article 8; et

iv) droits de douane et autres taxes nationales à payer dans le pays d'importation en raison de l'importation ou de la vente des marchandises.

..."

7.292 Nous ne trouvons dans le texte de l'article 5 aucune obligation spécifique en vertu de laquelle les Membres devraient utiliser la méthode prévue dans cette disposition plutôt que les méthodes d'évaluation qui suivent. Autrement dit, les dispositions de l'article 5 ne prévoient pas les critères à

appliquer pour déterminer si la décision de ne pas recourir à la méthode d'évaluation énoncée à l'article 5 est compatible ou non avec les obligations découlant de cet article. Au lieu de cela, l'article 5 prescrit les principes à appliquer pour utiliser la méthode d'évaluation déductive une fois que les autorités douanières ont décidé d'utiliser cette méthode conformément à cet article. À notre avis, refuser de recourir à l'article 5 pour des raisons inadmissibles, à savoir un manque de renseignements financiers pour la période considérée, entraînerait, par exemple, une constatation selon laquelle la condition d'un recours à une méthode prévue à l'article 7:1 n'est pas remplie compte tenu du texte des dispositions de l'article 7:1. Nous examinons cette question dans la section suivante. Nous constatons par conséquent que les Philippines n'ont pas établi *prima facie* le bien-fondé de leur allégation au titre de l'article 5.

ii) Allégation des Philippines au titre de l'article 7:1

7.293 Les Philippines allèguent que les douanes thaïlandaises ont évalué les importations en cause d'une manière incompatible avec l'article 7:1 parce qu'elles n'ont pas opéré de déductions pour les rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport intérieur. La Thaïlande fait valoir que PM Thailand n'a pas fourni d'éléments de preuve suffisants aux douanes thaïlandaises, au moment où celles-ci ont établi leur détermination, pour justifier les déductions demandées.

7.294 Nous commençons notre analyse par l'examen du texte de l'article 7:1.

7.295 L'article 7:1 est libellé comme suit:

> "Si la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application des dispositions des articles premier à 6, elle sera déterminée par des moyens raisonnables compatibles avec les principes et les dispositions générales du présent accord et de l'article VII du GATT de 1994 et sur la base des données disponibles dans le pays d'importation."

7.296 Le paragraphe 2 de la note interprétative relative à l'article 7 est, quant à lui, libellé comme suit:

> "Les méthodes d'évaluation à employer en vertu de l'article 7 devraient être celles que définissent les articles premier à 6 inclus, mais une souplesse raisonnable dans l'application de ces méthodes serait conforme aux objectifs et aux dispositions de l'article 7."

7.297 Comme on l'a noté ci-dessus, l'article 7:1 dispose que la valeur en douane sera déterminée à l'aide d'une méthode d'évaluation relevant de l'article 7 *si* la valeur en douane des marchandises importées ne peut pas être déterminée par application des dispositions des articles premier à 6 de l'Accord sur l'évaluation en douane.[726] Il n'apparaît pas que cette condition ait été remplie dans les circonstances factuelles de la présente affaire, parce que les douanes thaïlandaises disposaient des données financières nécessaires (état financier pour l'exercice 2005) sur la base desquelles elles auraient pu déterminer la valeur en douane des marchandises importées conformément aux dispositions de l'article 5. Comme la Thaïlande le reconnaît, les douanes thaïlandaises ont néanmoins décidé d'utiliser plutôt une méthode d'évaluation déductive en application de l'article 7 parce qu'elles ont pensé à tort que seules les données financières les plus récentes, et non pas celles des années précédentes, pouvaient être utilisées dans le cadre de l'article 5. À notre avis, cela aurait pu servir de

[726] Nous rappelons notre constatation, au paragraphe 7.279 ci-dessus, selon laquelle l'allégation des Philippines au titre de l'article 7:1 en ce qui concerne le manquement allégué de la Thaïlande à l'obligation en matière d'ordre d'application doit avoir été formulée au titre de l'allégation des Philippines selon laquelle les douanes thaïlandaises ont appliqué indûment la méthode d'évaluation déductive prévue à l'article 7:1.

base à une constatation selon laquelle l'utilisation d'une méthode d'évaluation déductive par les douanes thaïlandaises n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 7:1. Cependant, étant donné que l'allégation des Philippines n'est pas fondée sur cet aspect particulier de l'article 7:1[727], nous poursuivrons notre examen de la question de savoir si les douanes thaïlandaises ont respecté par ailleurs les prescriptions de l'article 7:1 qui leur imposait, pour appliquer la méthode d'évaluation déductive afin de déterminer la valeur en douane des cigarettes en cause, d'employer des moyens raisonnables d'une manière compatible avec les principes et les dispositions générales de l'Accord et de l'article VII du GATT de 1994 et sur la base des données disponibles dans le pays d'importation.

iii) Question de savoir si les douanes thaïlandaises ont appliqué la méthode d'évaluation déductive d'une manière incompatible avec l'article 7:1

Introduction

7.298 Le texte de l'article 7:1, lu conjointement avec le paragraphe 2 de la note interprétative relative à l'article 7, dispose que lorsqu'elles emploient une méthode d'évaluation déductive en vertu de l'article 7:1 les autorités douanières sont tenues d'appliquer les mêmes principes que ceux qui seraient appliqués en vertu de l'article 5, compte tenu d'une souplesse raisonnable quand l'article 5 ne peut être appliqué strictement. Les arguments des parties concernant l'évaluation des importations en cause par les douanes thaïlandaises sont donc fondés sur les principes spécifiques à appliquer pour employer la méthode d'évaluation déductive prescrite à l'article 5.

7.299 Les parties ne contestent pas que les douanes thaïlandaises n'ont *pas* déduit trois éléments – rabais sur ventes[728], taxes provinciales et frais de transport. Les Philippines allèguent que la décision de la Thaïlande est incompatible avec les obligations découlant de l'article 5. La Thaïlande soutient que les douanes thaïlandaises n'ont pas pu déduire les trois éléments en cause parce que les données fournies par PM Thailand pour les déductions n'étaient pas suffisantes. En réponse, les Philippines avancent des arguments concernant à la fois les aspects procéduraux et fondamentaux de l'application de la méthode d'évaluation déductive par les douanes thaïlandaises aux importations en cause.

7.300 En particulier, les Philippines estiment que, parce que la Thaïlande n'a pas expliqué pourquoi elle avait décidé de ne pas déduire les éléments demandés au moment de la détermination conformément à l'article 16, le critère applicable à l'examen de l'allégation des Philippines au titre de l'article 7:1 par le présent Groupe spécial empêche celui-ci de fonder sa décision sur les explications fournies *a posteriori* par la Thaïlande.[729]

7.301 Les Philippines soulignent en outre le vice de *procédure* allégué entachant la détermination des douanes thaïlandaises: celles-ci n'ont pas donné à l'importateur la possibilité d'expliquer les renseignements fournis et/ou de leur présenter les renseignements et données supplémentaires qu'elles jugeaient nécessaires pour opérer les déductions demandées.[730]

7.302 Les Philippines allèguent en outre que la décision des douanes thaïlandaises de ne pas déduire trois éléments est *fondamentalement* incompatible avec les principes de la méthode d'évaluation déductive prévue à l'article 5. En substance, les parties ne sont pas d'accord sur la manière dont l'article 5:1 a) devrait être interprété en ce qui concerne la déductibilité des trois éléments en cause, ni

[727] Comme cela est examiné en détail dans les sections qui suivent, les Philippines allèguent que la Thaïlande a violé l'article 7:1 parce qu'elle n'a pas opéré de déductions pour rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport intérieur.

[728] Nous notons que dans leurs communications, les parties font référence indifféremment à des "rabais sur ventes" et des "remises sur ventes"; dans le présent rapport, nous nous référerons uniquement à des "rabais sur ventes".

[729] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 232 à 279.

[730] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 264 à 267.

sur la question de savoir si la décision des douanes thaïlandaises de ne pas déduire les éléments en question est compatible avec l'article 5:1 a).

7.303 Nous commençons notre analyse par la description de la procédure d'évaluation suivie par les douanes thaïlandaises pour estimer la valeur en douane des importations en cause.

7.304 Avant de passer à l'analyse, nous notons que les Philippines font valoir qu'elles ont formulé une autre allégation au titre de l'article 7:1, à savoir que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article 7:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane *en déduisant des montants incorrects pour la TVA et les droits d'accise dans le cas de certaines transactions*.[731] Selon les Philippines, il s'agit d'une allégation additionnelle à l'allégation selon laquelle les douanes thaïlandaises ont violé l'article 7:1 en ne déduisant pas certains éléments, d'une manière incompatible avec les principes énoncés à l'article 7:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane. À notre avis, bien qu'elle puisse constituer un *argument* additionnel à l'allégation des Philippines concernant l'application par les douanes thaïlandaises de la méthode d'évaluation déductive prévue à l'article 7:1, la déduction alléguée de montants incorrects pour la TVA et les droits d'accise ne constitue *pas* une *allégation* distincte ainsi que le font valoir les Philippines.[732] Dans la partie descriptive du rapport, les Philippines demandent au Groupe spécial de constater que "la Thaïlande a violé l'article 7:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane en évaluant incorrectement la valeur déductive des transactions de PM Thailand, et précisément en ne déduisant pas trois éléments comme cela lui a été demandé et en déduisant des montants incorrects pour la TVA et les droits d'accise dans le cas de certaines transactions".[733] À notre avis, cette déclaration indique que les Philippines ont formulé une seule allégation au titre de l'article 7:1 sur la base de deux séries d'arguments. Ayant ainsi examiné la question et dans la mesure où, dans les sections qui suivent, nous examinons l'allégation des Philippines au titre de l'article 7:1 et formulons une constatation au sujet de cette allégation sur la base de la décision des douanes thaïlandaises de ne pas déduire les trois éléments en cause, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner la même allégation sur la base d'une autre série d'arguments.[734]

---

[731] Observations des Philippines sur le rapport de réexamen intérimaire, paragraphes 36 à 42 (paragraphe 6.78 de la section du présent rapport consacrée au réexamen intérimaire).

[732] L'Organe d'appel a fait à cet égard la déclaration suivante:

> "Par "*allégation*", nous entendons une allégation selon laquelle la partie défenderesse a violé une disposition d'un accord particulier qui a été identifiée, ou a annulé ou compromis les avantages découlant de cette disposition. Une telle *allégation de violation* doit, comme nous l'avons déjà noté, être distinguée des *arguments* invoqués par une partie plaignante pour démontrer que la mesure prise par la partie défenderesse enfreint effectivement la disposition du traité ainsi identifiée. Les arguments étayant une allégation sont exposés et progressivement précisés dans les premières communications écrites, dans les communications présentées à titre de réfutation et lors des première et deuxième réunions du groupe spécial avec les parties" (rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 139 (note de bas de page de l'original omise)).

[733] Voir le paragraphe 3.1 du présent rapport.

[734] Même si nous devions l'examiner en tant qu'allégation distincte, nous sommes d'avis que les Philippines n'ont pas présenté ni étayé leur allégation dans un délai suffisant et de manière suffisante pour justifier son inclusion dans notre examen et nos constatations. En outre, la même considération s'applique même si nous décidions de procéder à l'examen de cette série d'arguments supplémentaire.

Contexte factuel

7.305 À la suite d'une communication avec les douanes thaïlandaises le 15 février 2007[735], PM Thailand a soumis le 16 février 2007 son état financier pour 2005 aux douanes thaïlandaises afin que celles-ci l'utilisent pour calculer la valeur déductive.[736] Dans sa lettre du 21 février 2007, PM Thailand a ensuite fait une demande de déduction pour rabais sur ventes et taxes provinciales.[737] La Thaïlande ne conteste pas non plus ce point. La même lettre indique en outre le prix QPE et les montants à déduire au titre de la TVA et des bénéfices et frais généraux (c'est-à-dire la marge brute). Cette lettre ne contient pas de demande de déduction des frais de transport.

7.306 Le 27 février 2007, les douanes thaïlandaises ont envoyé à PM Thailand une lettre dans laquelle elles demandaient des renseignements concernant le prix unitaire à l'importation, le prix de vente de premier rang le plus élevé (c'est-à-dire le prix QPE), le prix de détail entre le 1er janvier et le 31 décembre 2006 et la marge brute de PM Thailand pour 2006, avec un état des profits et pertes certifié par l'expert-comptable et des copies du PND 50 pour 2006.[738] Selon les Philippines, les douanes thaïlandaises, dans leur lettre du 27 février, demandaient par conséquent des renseignements supplémentaires au sujet des deux éléments mentionnés par PM Thailand dans sa lettre du 21 février, à savoir le prix QPE et la marge brute. PM Thailand a répondu par une lettre datée du 7 mars 2007 à la demande de renseignements supplémentaires des douanes thaïlandaises concernant les prix QPE.[739]

7.307 Nous notons en outre que, le 2 mars 2007, les douanes thaïlandaises ont envoyé respectivement à PWC ABAS (les auditeurs de PM Thailand) et à PM Thailand deux lettres distinctes pour leur demander de fournir des renseignements spécifiques afin d'apporter des éclaircissements sur la lettre de PM Thailand du 5 février 2007.[740] PM Thailand a répondu par une lettre datée du 6 mars 2007 dans laquelle elle présentait la balance de vérification de l'année 2005 et prévoyait celle de l'année 2006.[741] En ce qui concerne la demande de renseignements sur la valeur calculée, PM Thailand disait dans la lettre qu'elle n'avait pas de données de production, comme le prix des matières, le coût de production, le bénéfice et les frais généraux du fabricant étranger, la société étant l'importateur et le distributeur de cigarettes en Thaïlande. Dans cette lettre, PM Thailand exprime en outre son opinion, à savoir que, étant donné l'obligation en matière d'ordre d'application découlant de l'Accord sur l'évaluation en douane et vu qu'il n'y a pas de marchandises identiques ou similaires, la méthode d'évaluation déductive est la méthode suivante utilisée pour vérifier l'acceptation de la valeur à l'importation.

[735] La teneur de cette communication ne figure pas dans le dossier présenté au Groupe spécial (réponse de la Thaïlande à la question n° 10 du Groupe spécial; première déclaration orale (paragraphe 31)). La Thaïlande estime que la phrase "nous souhaitons confirmer l'information que nous avons donnée hier" qui figure dans la lettre de PM Thailand du 16 février (pièce PHL-137) confirme le fait que le 15 février 2007, des communications orales ont eu lieu. Les Philippines ne contestent pas non plus ce point.

[736] Pièce PHL-137.

[737] Pièce THA-39.

[738] Pièces THA-11 et PHL-18. Nous notons que ces deux pièces font référence à la même lettre. Le "PND 50" est le formulaire de déclaration de revenus imposables à l'usage des sociétés ou des personnes morales (deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 234, note de bas de page 197).

[739] Pièce PHL-169.

[740] Pièce THA-12. Les douanes thaïlandaises ont cherché à confirmer avec PWC ABAS si le "droit de timbre sur les tabacs de qualité supérieure" d'un certain montant figurant dans l'état financier de 2005 était calculé selon la norme comptable. Elles ont demandé à PM Thailand des renseignements sur la balance de vérification de 2005 et 2006 et la valeur calculée de certains postes (par exemple les coûts des matières et de la main-d'œuvre dans l'emballage des marchandises).

[741] Pièce THA-92.

Application de la méthode d'évaluation déductive par les douanes thaïlandaises – critère d'examen

Principaux arguments des parties

7.308 Les **Philippines** estiment que le Groupe spécial ne peut pas procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve qui ont été présentés aux autorités douanières.[742] En revanche, si PM Thailand a réclamé une déduction pour un élément particulier, le Groupe spécial devrait établir si les autorités ont expliqué de façon adéquate la manière dont les éléments de preuve ont étayé leur décision de rejeter la déduction réclamée. Les Philippines notent que des autorités douanières ne peuvent tout simplement pas *ignorer* une déduction demandée, sans expliquer, lorsque la demande leur en est faite, pourquoi les éléments de preuve n'étayent pas cette déduction.[743] Elles considèrent que les Accords visés de l'OMC, et l'Accord sur l'évaluation en douane en particulier, ne sont pas formulés de telle sorte qu'un importateur doive trouver une voie en ayant recours au mécanisme de règlement des différends de l'OMC pour obtenir une explication au sujet des raisons pour lesquelles les autorités douanières nationales ont refusé une déduction réclamée.

7.309 Les Philippines font valoir que la Thaïlande soulève des objections *a posteriori* quant au caractère suffisant des renseignements que PM Thailand a fournis aux douanes thaïlandaises à l'appui de certaines demandes de déduction. Elles soutiennent que les arguments que la Thaïlande a présentés au Groupe spécial sur la déductibilité des articles qui faisaient l'objet de la réclamation de PM Thailand sont des explications entièrement *a posteriori* que les douanes thaïlandaises n'ont pas fournies à PM Thailand au moment de la détermination.[744] Si les douanes thaïlandaises avaient soulevé ces questions, lorsqu'elles se sont posées, PM Thailand aurait pu produire des éléments de preuve à l'appui des chiffres. Selon les Philippines, l'instance appropriée pour une première détermination portant sur le caractère suffisant des éléments de preuve concernant des éléments dont il est réclamé qu'ils soient déduits des valeurs en douane n'est pas l'OMC, et cela d'autant moins si les arguments sont fondés sur des explications *a posteriori* que les autorités n'ont pas fournies.[745] Le fait que les douanes thaïlandaises n'ont pas exprimé leurs préoccupations au sujet des éléments de preuve de PM Thailand limite l'examen du raisonnement et du processus de prise de décisions des douanes thaïlandaises. Pour résumer les choses en peu de mots, il n'y a pas de détermination ni d'explication des douanes thaïlandaises que le Groupe spécial puisse examiner.[746] Pour que le Groupe spécial décide maintenant que les éléments de preuve étaient, ou n'étaient pas, suffisants pour justifier une déduction, il faudrait procéder à un examen *de novo* des éléments de preuve sur la base des explications *a posteriori* de la Thaïlande, ce qui n'est pas la tâche d'un groupe spécial de l'OMC.

7.310 La **Thaïlande** n'a présenté aucun contre-argument spécifique à cet égard. Nous croyons comprendre, cependant, que sa position sur le critère applicable à l'examen des allégations des Philippines au titre de l'article 1:1 et 1:2 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane par le Groupe spécial resterait valable en ce qui concerne l'allégation au titre de l'article 7:1.

Analyse du Groupe spécial

7.311 Notre mandat concernant l'examen de l'allégation des Philippines au titre de l'article 7:1 consiste à faire une évaluation objective de la question de savoir si les douanes thaïlandaises ont dûment appliqué la méthode d'évaluation déductive pour déterminer les valeurs en douane des cigarettes en cause conformément aux disciplines découlant de l'article 7:1 et aux principes de la

[742] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 225 à 229.
[743] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 226 (italique dans l'original).
[744] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 228, 247 et 272.
[745] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 255, 272, 273 et 278.
[746] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 228 et 272.

méthode d'évaluation déductive prescrite à l'article 5. Nous avons estimé ci-dessus que, pour évaluer objectivement les aspects factuels des déterminations de l'administration des douanes, nous ne pouvions pas procéder à un examen *de novo* ni nous en remettre entièrement à la détermination de l'administration.

7.312 Lors de l'examen de l'allégation des Philippines au titre de l'article 1:1 et 1:2 a) en ce qui concerne le rejet de la valeur transactionnelle par les douanes thaïlandaises, nous avons précisé que notre évaluation objective des allégations devrait s'appuyer sur les motifs et les explications fournis par les douanes thaïlandaises au moment de la détermination, conformément aux articles 1:2 a) et 16. En vertu de l'article 16, en particulier, les autorités douanières sont tenues d'établir clairement et d'indiquer en détail non seulement le fondement du rejet de la valeur transactionnelle, mais aussi la manière dont la méthode d'évaluation déductive choisie a été appliquée pour calculer la valeur en douane finale.

7.313 Lorsqu'elles appliquent une méthode d'évaluation relevant de l'article 7, les autorités douanières sont tenues, en vertu de l'article 7:3, d'*informer* par écrit l'importateur, si celui-ci en fait la demande, de la valeur en douane déterminée par application de l'article 7 et de la méthode utilisée pour déterminer cette valeur. En l'espèce, les Philippines ont formulé une allégation au titre de l'article 7:3, que nous examinons dans la section VII.C.7 d) ci-dessous. Pour établir le critère applicable à notre examen de l'allégation des Philippines au titre de l'article 7:1, nous considérons que l'obligation imposée aux autorités douanières au titre de l'article 7:3 est également pertinente. La raison en est que notre évaluation objective du respect par la Thaïlande de ses obligations au titre de l'article 7:1 exige que nous fondions notre examen des déterminations factuelles que les douanes thaïlandaises ont faites quand elles ont appliqué la méthode d'évaluation prévue à l'article 7:1 sur les explications et les renseignements que ces dernières ont donnés au moment de la détermination.

7.314 En conséquence, nous devons évaluer si l'application de la méthode d'évaluation déductive par les douanes thaïlandaises était compatible avec les articles 7:1 et 5. En particulier, pour décider si la décision des douanes thaïlandaises de ne pas déduire certains éléments était étayée par les éléments de preuve factuels qui leur avaient été présentés au moment de la détermination, nous fonderons notre évaluation sur les explications fournies par les douanes thaïlandaises conformément à l'article 16 et sur les renseignements donnés à l'importateur conformément à l'article 7:3.

Application de la méthode d'évaluation déductive par les douanes thaïlandaises – aspect procédural

Principaux arguments des parties

7.315 Les **Philippines** font observer que, le 21 février 2007, PM Thailand a envoyé aux douanes thaïlandaises une lettre indiquant le prix QPE et les montants à déduire au titre des rabais sur ventes, de la TVA, de la taxe provinciale et des bénéfices et frais généraux.[747] Selon les Philippines, la lettre du 21 février 2007, par erreur, ne mentionnait pas la déduction des frais de transport[748], or les douanes thaïlandaises savaient que PM Thailand avait inclus une déduction au titre des frais de transport intérieur dans les déclarations annuelles portant sur la période de trois ans allant de 2003 à 2005, soit pour le "fret terrestre", soit pour le "transport intérieur".[749]

7.316 En réponse à cela, les douanes thaïlandaises ont envoyé une lettre le 27 février 2007 à PM Thailand pour demander à celle-ci de leur donner avant le 7 mars 2007 des renseignements

[747] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 233; pièce THA-39. Dans leur communication, les Philippines font référence par erreur à la pièce PHL-68.
[748] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 277.
[749] Pièces PHL-40, PHL-41, PHL-42 et PHL-43.

complémentaires sur le prix unitaire à l'importation, le prix de vente de premier rang le plus élevé (c'est-à-dire le prix QPE), le prix de détail entre le 1er janvier et le 31 décembre 2006 et la marge brute de PM Thailand pour 2006, avec un état des profits et pertes certifié par l'expert-comptable et des copies du PND 50 pour 2006.[750] Les Philippines font observer que, dans cette lettre du 27 février 2007, les douanes thaïlandaises n'ont pas demandé de renseignements supplémentaires sur les déductions pour rabais sur ventes et taxes provinciales telles que PM Thailand les avaient présentées dans sa lettre du 21 février.[751]

7.317 À cet égard, les Philippines soulignent que les autorités douanières et l'importateur doivent coopérer en vue de déterminer la base correcte pour l'évaluation en douane. Cela est particulièrement important au titre de l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane parce que l'importateur détient généralement les renseignements pertinents pour un calcul déductif, tandis que les autorités douanières savent de quels renseignements spécifiques elles ont besoin pour faire certaines déductions.[752] En conséquence, les Philippines font valoir que, si les douanes thaïlandaises avaient des questions à poser concernant les déductions réclamées par PM Thailand, elles auraient dû engager une "consultation" avec cette dernière. Le fait que les douanes thaïlandaises n'ont pas indiqué clairement les éléments de preuve dont elles avaient besoin et n'ont pas demandé de renseignements supplémentaires met la Thaïlande dans l'impossibilité de s'appuyer maintenant sur le fait que PM Thailand n'a pas fourni les renseignements complémentaires requis. Si les douanes thaïlandaises considéraient, à ce moment, que des renseignements supplémentaires étaient nécessaires à l'appui des déductions réclamées le 21 février au titre des rabais sur ventes et de la taxe provinciale, il lui fallait inclure ces éléments dans sa demande de renseignements supplémentaires du 27 février.[753]

7.318 Le 7 mars 2007, PM Thailand a envoyé une lettre aux douanes thaïlandaises en réponse à la demande de renseignements du 27 février. Dans cette lettre, PM Thailand présentait les renseignements supplémentaires demandés par les douanes thaïlandaises et incluait une feuille de calcul indiquant le prix QPE et des renseignements additionnels dont la société pensait qu'ils pourraient être pertinents relativement à ce prix, y compris les volumes absolus et relatifs, ainsi que les créances totales et créances nettes sur ventes, avec les déductions justifiant la différence entre les deux ("Moins la TVA", "Moins la remise", "Moins les autres rabais sur ventes" et "Moins la taxe p.").[754] Selon les Philippines, sur la base des données figurant dans cette feuille de calcul, les douanes thaïlandaises ont accepté le prix QPE qu'indiquait ladite feuille de calcul.[755]

7.319 Les Philippines font valoir en outre que la pièce THA-13 présente un calcul déductif appliqué aux importations en cause et que l'intitulé de cette pièce montre que le calcul a été effectué par les douanes thaïlandaises "pour la réunion du 6 mars".[756] De l'avis des Philippines, ce calcul montre que les douanes thaïlandaises ont déduit les droits de douane, toutes les taxes intérieures et un montant correspondant aux bénéfices et frais généraux. Selon les Philippines, par conséquent, tous les éléments à déduire dans le calcul avaient été arrêtés le 6 mars 2007, avant même que la réponse

[750] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 234; pièce PHL-18. Le "PND 50" est le formulaire de déclaration de revenus imposables à l'usage des sociétés ou des personnes morales (deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 234, note de bas de page 197).

[751] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 235.

[752] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 230.

[753] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 254 et 257.

[754] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 242; pièce PHL-169.

[755] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 242.

[756] Les Philippines font référence à la réunion tenue le 6 mars 2007 entre plusieurs départements du gouvernement thaïlandais et deux experts-comptables de PricewaterhouseCoopers au sujet de la prescription en matière de prix à l'importation des cigarettes (la "réunion du 6 mars") (première communication écrite des Philippines, paragraphe 336). Il est à noter cependant que les parties ne sont pas d'accord sur la question de savoir si les deux experts-comptables de PricewaterhouseCoopers représentaient PM Thailand pendant cette réunion; voir le paragraphe 7.261 ci -dessus.

demandée à PM Thailand ait été reçue le 7 mars. Les Philippines affirment que le 6 mars par conséquent la Thaïlande avait déjà décidé de ne pas déduire les rabais sur ventes ni les taxes provinciales.[757]

7.320 La **Thaïlande** estime que les objections des Philippines concernant la décision des douanes thaïlandaises de ne pas déduire les rabais pour ventes, taxes provinciales et frais de transport sont largement fondées sur des motifs procéduraux, et non pas fondamentaux.[758] S'agissant de la position des Philippines selon laquelle les douanes thaïlandaises auraient dû continuer de recueillir des renseignements supplémentaires concernant ces déductions, elle souligne que PM Thailand elle-même a demandé à deux reprises aux douanes thaïlandaises d'accélérer les évaluations et d'utiliser la méthode d'évaluation déductive.[759] En conséquence, de l'avis de la Thaïlande, le Groupe spécial devrait, conformément au critère d'examen proposé par les Philippines, laisser les douanes thaïlandaises exercer leur pouvoir discrétionnaire afin d'accélérer les évaluations de la manière demandée alors par l'importateur.

7.321 La Thaïlande fait observer que, en réponse à la lettre de PM Thailand du 5 février 2007[760], les douanes thaïlandaises ont accéléré leur examen et commencé de délivrer des avis d'évaluation pour les importations en cause dans les semaines qui ont suivi. Elle fait valoir que plusieurs événements attestés ont eu lieu dans le cadre d'une "consultation" entre les douanes thaïlandaises et PM Thailand au sujet des importations en cause.[761] Selon elle, la lettre de PM Thailand du 5 février 2007 a tout d'abord été suivie d'une réunion entre les douanes thaïlandaises et PM Thailand le 15 février 2007.[762] En réponse aux demandes de renseignements supplémentaires présentées par les douanes thaïlandaises entre le 16 et le 20 février 2007, PM Thailand a fourni ensuite les renseignements demandés dans sa lettre du 21 février 2007.[763] La Thaïlande souligne que cette lettre ne fait pas référence à la déduction des frais de transport.[764]

7.322 En réponse à la lettre de PM Thailand du 21 février 2007, la Thaïlande a envoyé une demande de renseignements supplémentaires le 27 février 2007.[765] Elle reconnaît que PM Thailand a répondu à cette demande le 7 mars 2007 par une lettre comprenant une feuille de calcul sur le prix QPE. Cependant, elle affirme que les ajustements de prix demandés par PM Thailand n'étaient pas étayés par les renseignements fournis par celle-ci dans la feuille de calcul.[766] En outre, la feuille de calcul ne contient aucune demande de déduction des frais de transport.

---

[757] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 238 et 239.

[758] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 45.

[759] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphes 46 et 47, faisant référence aux pièces PHL-69 et THA-92.

[760] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 50; deuxième communication écrite, paragraphe 51; pièce PHL-68. Dans sa première communication écrite, la Thaïlande fait référence par erreur à la pièce PHL-69. Dans la lettre du 5 février, PM Thailand mettait en avant ses préoccupations concernant les valeurs de garantie demandées par les douanes thaïlandaises, le rejet de ses prix à l'importation et le fait que la raison donnée par les douanes thaïlandaises était que le vendeur et l'acheteur étaient liés. En outre, PM Thailand disait vouloir parvenir à une communauté de vues afin d'aller de l'avant et vouloir accélérer le processus d'évaluation et la délivrance d'un avis d'évaluation.

[761] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 157; deuxième déclaration orale, paragraphe 31.

[762] Réponse de la Thaïlande à la question n° 10 du Groupe spécial; deuxième déclaration orale, paragraphe 31; pièce PHL-137. La Thaïlande dit que les Philippines ont aussi fait référence à cette réunion du 15 février 2007 dans leur lettre du 16 février 2007.

[763] Réponse de la Thaïlande à la question n° 10 du Groupe spécial; pièce THA-39.

[764] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.

[765] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 52; pièce THA-11.

[766] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial; pièce PHL-169.

7.323 La Thaïlande fait valoir qu'en réponse à la lettre de PM Thailand du 5 février 2007 les douanes thaïlandaises ont aussi envoyé une lettre à celle-ci le 2 mars 2007 pour demander des renseignements additionnels sur la balance de vérification et la valeur calculée.[767] Dans une lettre datée du 6 mars 2007, PM Thailand a fourni les renseignements demandés sur la balance de vérification et a expliqué qu'elle ne pouvait pas fournir les renseignements sur la valeur calculée.[768] La Thaïlande fait observer qu'à une réunion tenue le 6 mars 2007 la méthode de calcul de la valeur déductive a été examinée avec les experts-comptables de PWC ABAS (auditeurs de PM Thailand).[769]

7.324 Contrairement à l'argument des Philippines selon lequel les douanes thaïlandaises n'auraient pas pu, à la lumière des calculs de la valeur déductive disponibles à la réunion du 6 mars (pièce THA-13), tenir compte des renseignements présentés par PM Thailand le 7 mars 2007, la Thaïlande affirme que les douanes thaïlandaises n'ont pas fait d'ajustements parce que les renseignements du 7 mars 2007 ne justifiaient pas de telles modifications. Si PM Thailand, après cette réunion, avait présenté un quelconque renseignement qui ait justifié une révision de ces calculs, les douanes thaïlandaises auraient pu effectuer et auraient effectué les révisions appropriées.[770] La Thaïlande convient avec les Philippines qu'à partir du 16 mars 2007 les douanes thaïlandaises ont commencé à délivrer des avis d'évaluation pour les importations effectuées par PM Thailand depuis août 2006, dans lesquels elles rejetaient les valeurs transactionnelles déclarées par PM Thailand. Elle confirme en outre que PM Thailand a écrit une lettre le 5 avril 2007 pour demander des éclaircissements.[771] Les douanes thaïlandaises ont répondu par lettre le 12 avril 2007, expliquant que la méthode d'évaluation déductive était utilisée.[772]

Analyse du Groupe spécial

7.325 Les parties ne contestent pas que PM Thailand a formulé une demande de déduction des rabais sur ventes et des taxes provinciales dans sa lettre datée du 21 février 2007.[773] La Thaïlande affirme, cependant, que ces éléments ne pouvaient pas être déduits parce que les renseignements et les données joints à cette lettre n'étaient pas suffisants pour que les douanes thaïlandaises effectuent les déductions demandées. Les Philippines font valoir que, si les douanes thaïlandaises jugeaient insuffisants les renseignements et les données présentés le 21 février 2007, elles auraient dû donner à PM Thailand la possibilité d'expliquer plus amplement les données présentées et de fournir les renseignements complémentaires qu'elles jugeaient nécessaires pour effectuer les déductions demandées.

7.326 Le paragraphe 2 de l'introduction générale de l'Accord sur l'évaluation en douane dispose ce qui suit:

> "Lorsque la valeur en douane ne peut pas être déterminée par application des dispositions de l'article premier, l'administration des douanes et l'importateur devraient normalement *se concerter* pour dégager la base de la valeur par application des dispositions de l'article 2 ou de l'article 3. … *Une consultation* entre les deux parties permettra d'échanger des renseignements, tout en respectant les obligations

[767] Réponse de la Thaïlande à la question n° 10 du Groupe spécial; pièce THA-12.
[768] Pièce THA-92.
[769] Réponse de la Thaïlande à la question n° 10 du Groupe spécial.
[770] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 45.
[771] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 61 et 70; pièce PHL-69.
[772] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 64; pièce PHL-70.
[773] En ce qui concerne les frais de transport, les Philippines ne contestent pas que PM Thailand n'a pas inclus cet élément dans la lettre du 21 février 2007. Nous examinons dans la section VII.C.7 c) iii) la question de savoir si un importateur doit faire une demande spécifique de déduction des frais de transport pour que les autorités douanières effectuent une telle déduction.

relatives au secret commercial, en vue de déterminer la base correcte pour l'évaluation en douane."

7.327 Bien que la première phrase du paragraphe 2 fasse référence à la "valeur par application des dispositions de l'article 2 ou de l'article 3", nous considérons que l'esprit de l'Accord sur l'évaluation en douane que traduit ce paragraphe, à savoir la détermination de la valeur en douane par voie de *consultation* entre l'administration des douanes et l'importateur, s'applique tout autant aux autres méthodes d'évaluation. Le membre de phrase "par des moyens raisonnables compatibles avec les principes et les dispositions générales du présent accord" qui figure à l'article 7:1 étaye également ce point de vue. Comme le font observer les Philippines, si l'importateur est la partie qui détient généralement les renseignements pertinents pour un calcul déductif, ce sont les autorités douanières qui savent quels sont les renseignements spécifiques nécessaires pour accepter les déductions demandées. Ainsi, il est difficile de concevoir que les rédacteurs de l'Accord auraient eu l'intention de limiter la consultation entre l'administration des douanes et l'importateur au seul processus d'évaluation au titre de l'article 2 ou de l'article 3. La Thaïlande ne paraît pas non plus contester que le processus de détermination d'une valeur en douane en application des principes de l'article 5 devrait consister en une "consultation". Plutôt, elle fait valoir qu'il y *a eu* en fait une consultation entre les douanes thaïlandaises et PM Thailand au sujet des importations en cause.[774]

7.328 Suite à la lettre de PM Thailand du 21 février 2007, les douanes thaïlandaises ont demandé à celle-ci, dans leur lettre du 27 février 2007, de fournir des renseignements supplémentaires sur le prix unitaire à l'importation, le prix de vente de premier rang le plus élevé (c'est-à-dire le prix QPE), le prix de détail entre le 1er janvier et le 31 décembre 2006 et la marge brute de PM Thailand pour 2006, avec un état des profits et pertes certifié par l'expert-comptable et des copies du PND 50 pour 2006.[775] Cependant, elles n'ont *pas* demandé de renseignements complémentaires concernant les rabais sur ventes et les taxes provinciales. Nous croyons comprendre en outre que, lors d'une réunion tenue ultérieurement le 6 mars 2007, les douanes thaïlandaises ont abordé des questions relatives à la méthode de calcul de la valeur déductive, bien que la question de savoir si les représentants de PWC ABAS ont participé à la discussion et, dans l'affirmative, dans quelle mesure ils l'ont fait soit peu claire. Le calcul déductif présenté dans la pièce THA-13 confirme que les douanes thaïlandaises avaient envisagé avant la réunion du 6 mars 2007 la méthode d'évaluation à appliquer pour déterminer une valeur en douane des importations en cause.[776] Le calcul qui figure dans la pièce THA-13 ne fait toutefois pas apparaître les déductions demandées par PM Thailand dans sa lettre du 21 février 2007. Pourtant, le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 indique qu'au moment de cette réunion les douanes thaïlandaises étaient au fait des questions relatives à la déductibilité de certains éléments.[777]

7.329 Compte tenu de ces circonstances, nous ne voyons pas très bien pourquoi les douanes thaïlandaises n'ont posé aucune question ni demandé d'informations ou de données supplémentaires à PM Thailand au sujet des rabais sur ventes et des taxes provinciales. Et cela en particulier du fait que les douanes thaïlandaises ont bel et bien fait une demande de renseignements supplémentaires sur d'autres éléments dans la lettre qu'elles ont adressée le 27 février 2007 à PM Thailand. À notre avis, si après avoir reçu la demande spécifique de déduction des rabais sur ventes et des taxes provinciales, les douanes thaïlandaises avaient des doutes au sujet de la déductibilité de ces éléments, comme elles

[774] Voir le paragraphe 7.321.

[775] Pièce THA-11.

[776] La pièce THA-13 a été révisée par la pièce THA-71, mais les seules modifications incorporées dans la version révisée sont les dates auxquelles les calculs présentés dans la pièce s'appliquaient, aussi ces changements n'ont-ils aucune incidence sur l'examen rapporté dans la présente section.

[777] Le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 mentionne en outre que "certaines questions relatives à la détermination des valeurs en douane présentaient un point faible, à savoir que des éclaircissements étaient à apporter au sujet des méthodes de calcul et de la signification des termes "commission normale et frais généraux", "frais d'assurance" et "autres taxes provenant de la vente d'objets"" (compte rendu original, pièce PHL-74, page 8).

l'ont expliqué au Groupe spécial au cours de la présente procédure, elles auraient pu et auraient dû en faire part à l'importateur pendant le processus d'évaluation.[778]

7.330 S'agissant de la déduction des frais de transport, nous notons que bien que PM Thailand ait omis (par erreur) de demander la déduction de ces frais, la Thaïlande aurait dû se demander si une telle déduction était nécessaire. Premièrement, la déduction des "frais habituels de transport" est mentionnée spécifiquement à l'article 5:1 a) ii) et il s'agit par conséquent d'un élément courant à déduire. Deuxièmement, le compte rendu de la réunion du 6 mars montre que la Thaïlande n'ignorait pas que, dans le calcul de la valeur déductive, les frais de transport devaient être déduits. Troisièmement, les douanes thaïlandaises n'ignoraient pas que PM Thailand avait inclus une déduction au titre des frais de transport intérieur dans les déclarations annuelles portant sur la période de trois ans allant de 2003 à 2005, soit pour le "fret terrestre", soit pour le "transport intérieur".[779] Nous pensons donc que bien que PM Thailand n'ait pas demandé spécifiquement la déduction des frais de transport, la Thaïlande aurait dû déduire ces frais sur la base des renseignements présentés par PM Thailand ou, si elle avait jugé ces renseignements insuffisants, aurait pu et aurait dû là encore faire part de ce point de vue à l'importateur pendant le processus d'évaluation.

7.331 Nous notons que, en réponse à l'affirmation des Philippines selon laquelle les douanes thaïlandaises auraient dû continuer de recueillir des renseignements supplémentaires au sujet des déductions si les renseignements fournis étaient insuffisants, la Thaïlande souligne que les douanes thaïlandaises ont exercé leur pouvoir discrétionnaire afin d'accélérer les évaluations, PM Thailand leur ayant demandé elle-même à deux reprises d'effectuer rapidement ces évaluations et d'utiliser la méthode d'évaluation déductive.[780] Nous sommes d'avis que la demande d'un importateur visant à ce que soit accélérée l'évaluation en douane des marchandises importées ne peut justifier le manquement de l'administration des douanes à l'obligation de respecter le principe de la régularité de la procédure inhérent à une consultation entre l'administration et l'importateur. Dans les circonstances factuelles de la présente affaire en particulier, le Groupe spécial a pris note de l'argument selon lequel les douanes thaïlandaises ne pouvaient pas réclamer de renseignements supplémentaires parce que PM Thailand leur avait demandé d'accélérer le processus. Cependant, il note aussi que, dans leur lettre du 27 février 2007, les douanes thaïlandaises ont bel et bien demandé à l'importateur de fournir des renseignements supplémentaires sur les *autres* éléments qui leur avaient été soumis en même temps que les renseignements relatifs aux rabais sur ventes et aux taxes provinciales. Par conséquent, nous ne sommes pas convaincus par l'argument de la Thaïlande selon lequel la demande de PM Thailand visant à ce que soient accélérées les évaluations a empêché les douanes thaïlandaises de chercher à obtenir des renseignements supplémentaires concernant les rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport.

7.332 Compte tenu de ce qui précède, nous concluons que le fait que les douanes thaïlandaises n'ont pas dûment consulté l'importateur au sujet des renseignements nécessaires pour effectuer les déductions demandées rend incompatible avec l'article 7:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane leur décision de ne pas déduire les rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport lors de la détermination de la valeur en douane des importations en cause.

---

[778] Nous notons un manque général de règles claires et précises sur le type des éléments déductibles au titre de l'article, ainsi que le genre et la nature des éléments de preuve requis pour effectuer la déduction nécessaire. Cela, à notre avis, donne aux autorités douanières une raison supplémentaire d'engager avec l'importateur le processus de consultation lors de l'utilisation de la méthode d'évaluation déductive.

[779] Pièces PHL-40, PHL-41, PHL-42 et PHL-43.

[780] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphes 46 et 47, faisant référence aux pièces PHL-69 et THA-92.

Application de la méthode d'évaluation déductive par les douanes thaïlandaises – aspect fondamental

Introduction

7.333 S'agissant des déductions pour rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport, les parties ne contestent pas que ces éléments sont, en principe, déductibles au titre de l'article 5:1 a). Il apparaît en outre qu'elles conviennent que les déductions au titre de l'article 5:1 a) ne sont pas automatiques, mais doivent reposer sur des informations et des données pertinentes. Les parties, toutefois, ne sont pas d'accord sur le type d'éléments de preuve que l'importateur est tenu de fournir pour que ces éléments soient déduits, à savoir, premièrement, le point de savoir si, en règle générale, l'importateur est tenu de prouver que ces dépenses sont réellement liées aux ventes QPE sur la base desquelles le prix unitaire a été fixé[781] et, deuxièmement, le point de savoir si les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière incompatible avec les principes énoncés à l'article 5:1 a) en ne déduisant pas ces éléments compte tenu des renseignements et des données qui leur avaient été présentés au moment de la détermination.

7.334 En particulier, la Thaïlande est d'avis que ces trois éléments ne doivent être déduits que dans la mesure où ils correspondent à des dépenses attestées qui sont réellement incluses dans le prix QPE. Pour étayer son point de vue, elle a présenté au cours de la présente procédure de nombreux arguments expliquant pourquoi les informations et données soumises par PM Thailand aux douanes thaïlandaises n'étaient pas suffisantes pour effectuer les déductions pertinentes. Les Philippines font valoir qu'il n'y a dans l'article 5 aucune prescription voulant que les déductions opérées sur le prix QPE soient liées spécifiquement à la vente QPE. Par ailleurs, les Philippines estiment que le Groupe spécial ne devrait pas tenir compte des explications données en l'espèce par la Thaïlande au sujet de la décision des douanes thaïlandaises concernant la déductibilité des éléments qui ont fait l'objet d'une demande parce qu'il s'agit d'explications *a posteriori* qui n'ont jamais été fournies à l'importateur au moment de la détermination.

7.335 Pour évaluer les allégations et les arguments des parties en ce qui concerne la méthode d'évaluation déductive, nous examinerons tout d'abord si l'importateur est généralement tenu de prouver que les dépenses qu'il lui est demandé de déduire sont effectivement liées aux ventes QPE sur la base desquelles le prix unitaire a été fixé.

Déductibilité des rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport

Principaux arguments des parties

Généralités

7.336 Les **Philippines** allèguent que les calculs *a posteriori* de la Thaïlande démontrent qu'il y a violation de l'article 7:1 parce que la Thaïlande n'a pas déduit les rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport alors qu'elle était obligée de le faire parce que PM Thailand avait évoqué ces éléments.[782] Les Philippines estiment qu'une autorité douanière est tenue d'appliquer les mêmes principes pour effectuer des calculs déductifs au titre de l'article 7 que ceux qui seraient appliqués au titre de l'article 5, compte tenu d'une "souplesse raisonnable" lorsque l'article 5 ne peut être appliqué

[781] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.
[782] Réponse des Philippines à la question n° 29 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 222.

strictement.[783] En conséquence, la Thaïlande aurait dû déduire ces trois éléments, ce qui aurait entraîné une importante diminution des valeurs en douane.[784]

7.337 En ce qui concerne le calcul spécifique ayant servi à appliquer la méthode d'évaluation déductive, les Philippines font valoir que le prix QPE fait référence au prix unitaire de revente, par l'importateur, de la plus grande quantité vendue à des parties non liées dans le pays d'importation[785] et que les éléments i) à iv) mentionnés à l'article 5 doivent être déduits de ce prix QPE.[786] Il n'est pas prescrit à l'article 5 que les déductions opérées sur le prix QPE soient liées spécifiquement à la vente QPE.[787] Plusieurs dispositions de l'article 5 sont libellées de façon à montrer que les déductions devraient être des montants moyens non liés à une vente spécifique (par exemple l'article 5:1 a) i) – déduction des "commissions généralement payées" et des "marges généralement pratiquées pour bénéfices et frais généraux"; l'article 5:1 a) ii) – déduction des "frais habituels de transport et d'assurance, ainsi que frais connexes ..."). [788] Pour étayer encore leur position, les Philippines se réfèrent à une déclaration qui figure dans un traité, selon laquelle "les déductions [au titre de l'article 5] ne se rapporteront pas en règle générale à la même (aux mêmes) revente(s) que celle(s) dont vient juste de dériver le prix".[789] Elles font valoir qu'il n'y a pas de raison logique d'exiger que les déductions soient liées à la vente QPE particulière, parce que les autorités ne déterminent pas la valeur en douane de cette vente. En revanche, les autorités déterminent la valeur en douane d'une importation particulière et le prix QPE est inféré d'une revente effectuée parmi les marchandises totalisant la quantité la plus élevée dans les 90 jours suivant l'importation. Par conséquent, il n'est pas nécessaire que cette revente concerne des marchandises importées dans le cadre de l'importation qui fait l'objet de l'évaluation. Parce que plusieurs paramètres relatifs aux importations sont inconnus au moment de l'évaluation, une méthode consistant à utiliser une moyenne est, à tout le moins, compatible avec l'article 5.[790]

7.338 La **Thaïlande** allègue que les Philippines n'ont pas établi *prima facie* que la détermination de la valeur déductive que les douanes thaïlandaises ont effectuée sur la base des éléments de preuve qui leur avaient été présentés alors était de quelque manière incompatible avec l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Elle ne conteste pas que les trois éléments en cause sont en principe déductibles du prix QPE, que ce soit au titre de l'article 5 ou de l'article 7.[791] Cependant, selon la Thaïlande, les déductions ne doivent être effectuées sur les prix QPE que dans la mesure où elles correspondent à des dépenses attestées qui transparaissent effectivement dans le prix QPE compte tenu des éléments de preuve dont dispose l'administration des douanes quand elle fait sa détermination.[792] La Thaïlande fait valoir que les éléments de preuve fournis en l'espèce par PM Thailand aux autorités thaïlandaises ne justifiaient de déduire aucun des trois éléments.

---

[783] Réponse des Philippines à la question n° 28 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 223.

[784] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 143; deuxième communication écrite, paragraphe 223.

[785] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 133.

[786] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 133.

[787] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 263.

[788] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 258.

[789] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 264; pièce PHL-206, paragraphe 695.

[790] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 265 à 267. À titre d'exemple de ces paramètres, les Philippines font référence à "un très grand volume de marchandises qui sera fractionné ultérieurement en des ensembles plus petits, vendus à différents clients, sur une zone géographique étendue et à des moments différents, stockés à divers points de la chaîne de distribution pendant des périodes différentes et soumis lors de leur vente à des taxes régionales et locales potentiellement divergentes".

[791] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.

[792] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.

Rabais sur ventes

7.339 La **Thaïlande** estime que, en ce qui concerne les rabais sur ventes, il n'y aurait aucune raison d'ajuster le prix QPE si celui-ci était fondé sur une vente à un client qui ne bénéficie *pas* d'une remise.[793] Elle fait valoir que le point de départ du calcul de la valeur déductive au titre de l'article 5:1 a) est le prix correspondant à une vente particulière des marchandises importées effectuée au moment ou à peu près au moment de l'importation des marchandises à évaluer.[794] Les remises, ristournes et ajustements de prix similaires ne sont pas des dépenses, mais font plutôt partie du prix lui-même.[795] Selon la Thaïlande, l'article 5:1 a) i) à iii) ne mentionne pas les remises comme étant des déductions à faire sur la base de montants habituels tels que les commissions ou les bénéfices.[796] Par conséquent, des éléments tels que les remises ne peuvent être déduits que lorsqu'ils sont liés au prix unitaire particulier correspondant à la vente QPE qui sert dans le calcul de la valeur déductive.[797]

7.340 Les **Philippines** estiment que, quand l'importateur consent un rabais ou une remise sur le prix QPE, ce rabais réduit le "prix unitaire" auquel les marchandises "sont vendues" et doit par conséquent être déduit au titre de l'article 5 afin de donner au calcul déductif un point de départ approprié.[798] Le fait de ne pas déduire les rabais sur ventes signifie que la valeur en douane estimée a été gonflée par des remises qui n'ont jamais fait partie du "prix unitaire" auquel les marchandises "[ont été] vendues" par l'importateur.[799]

Taxes provinciales

7.341 S'agissant des taxes provinciales, les **Philippines** font observer que l'article 5:1 a) iv) fait obligation de déduire les taxes nationales *à payer*, et non les taxes *payées* sur la vente QPE, comme le fait valoir la Thaïlande.[800] Le montant des taxes "à payer" peut être déterminé sur la base d'une moyenne.[801]

7.342 La **Thaïlande** est d'avis que les taxes provinciales sont différentes des taxes nationales mentionnées à l'article 5:1 a) iv) et ne sont déductibles que si elles sont incluses dans le prix de revente sur lequel repose la [valeur déductive].[802] Elle fait observer qu'apparemment les Philippines ne font pas valoir dans leur deuxième communication écrite que les éléments de preuve présentés aux douanes thaïlandaises établissaient que les taxes provinciales étaient incluses dans le prix QPE sur lequel reposait la valeur déductive.[803]

Frais de transport

7.343 Les **Philippines** estiment que l'article 5:1 a) ii) impose de déduire les frais *habituels* de transport, ce qui signifie les frais usuellement encourus, ou frais moyens, et *non* les frais liés aux ventes sur lesquelles le prix QPE a été basé.[804]

---

[793] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.
[794] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 42.
[795] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 42.
[796] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 42.
[797] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 42.
[798] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 134.
[799] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 137.
[800] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 265.
[801] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 265 à 267.
[802] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 43; pièce PHL-206, paragraphe 743.
[803] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 43.
[804] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 276.

7.344 La **Thaïlande** fait valoir que le traité mentionné par les Philippines dispose que les frais "habituels" de transport devraient être, autant que possible dans la pratique, la moyenne des frais réels encourus dans le pays lors de la revente des marchandises importées dont le prix est la première étape du calcul.[805]

Analyse du Groupe spécial

Généralités

7.345 Nous examinerons tout d'abord les principes généraux énoncés à l'article 5:1 a). Cet article dispose ce qui suit:

> "Si les marchandises importées, ou des marchandises identiques ou similaires importées, sont vendues dans le pays d'importation en l'état où elles sont importées, la valeur en douane des marchandises importées, déterminée par application des dispositions du présent article, se fondera sur le prix unitaire correspondant aux ventes des marchandises importées ou de marchandises identiques ou similaires importées totalisant la quantité la plus élevée, ainsi faites à des personnes non liées aux vendeurs, au moment ou à peu près au moment de l'importation des marchandises à évaluer, sous réserve de déductions se rapportant aux éléments ci-après:
>
> i) commissions généralement payées ou convenues, ou marges généralement pratiquées pour bénéfices et frais généraux relatifs aux ventes, dans ce pays, de marchandises importées de la même espèce ou de la même nature;
>
> ii) frais habituels de transport et d'assurance, ainsi que frais connexes encourus dans le pays d'importation;
>
> iii) le cas échéant, coûts et frais visés au paragraphe 2 de l'article 8; et
>
> iv) droits de douane et autres taxes nationales à payer dans le pays d'importation en raison de l'importation ou de la vente des marchandises."

7.346 La note interprétative relative à l'article 5 définit au paragraphe 1 l'expression "prix unitaire correspondant aux ventes … totalisant la quantité la plus élevée" comme étant le "prix auquel le plus grand nombre d'unités est vendu, lors de ventes à des personnes qui ne sont pas liées aux personnes auxquelles elles achètent les marchandises en question, au premier niveau commercial suivant l'importation auquel s'effectuent ces ventes".

7.347 À cet égard, nous notons qu'on trouve les termes "généralement" et "habituels" à l'article 5:1 a) i) et ii), qui mentionne, par exemple, les "commissions *généralement* payées ou convenues", les "marges *généralement* pratiquées pour bénéfices et frais généraux" et les "frais *habituels* de transport et d'assurance, ainsi que frais connexes". Une simple lecture de ces membres de phrase porte à croire par conséquent que les déductions des commissions ou marges ou des frais de transport mentionnées à l'article 5:1 a) i) et ii) ne doivent pas nécessairement être liées au prix unitaire particulier correspondant à la vente QPE qui sert pour le calcul de la valeur déductive.

7.348 Un traité mentionné par les parties étaye également ce point de vue: "Il convient de signaler d'emblée que les déductions ne se rapporteront pas en règle générale à la même (aux mêmes)

[805] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 43.

revente(s) que celle(s) dont vient juste de dériver le prix".[806] Cela étant, nous notons l'expression "en règle générale" figurant dans cette déclaration, qui implique apparemment qu'il peut y avoir des situations exceptionnelles. Nous notons en outre le commentaire du Comité technique sur l'article 5:1, selon lequel "en règle générale, l'application de la méthode de la valeur déductive aux termes de l'article 5 de l'Accord diffère en fonction des diverses circonstances qui peuvent se présenter. En conséquence, l'application pratique de l'article 5 nécessite une certaine souplesse, compte tenu des circonstances propres à chaque cas d'espèce".

7.349 Dans l'ensemble, par conséquent, nous ne discernons pas de prescription *générale* au titre de l'article 5:1, qui soit applicable à chaque situation et selon laquelle des déductions ne doivent être faites que dans la mesure où elles correspondent à des dépenses attestées qui sont effectivement liées à la vente QPE. En particulier, il n'apparaît pas que les éléments qui appartiennent aux catégories des alinéas i), ii) et iv) de l'article 5:1 a) nécessitent une telle prescription compte tenu des termes employés dans le texte des dispositions, comme "habituels" et "à payer"[807], et dans les déclarations figurant dans les sources de référence. En outre, comme les Philippines le font observer, nous ne voyons pas de raison logique d'exiger que les déductions soient liées à la vente QPE particulière, parce que la valeur en douane à déterminer par la méthode d'évaluation déductive prévue à l'article 5 n'est *pas* la valeur en douane correspondant à cette vente QPE spécifique.[808] Il s'agit plutôt de la valeur en douane d'une importation particulière faisant l'objet d'une évaluation en douane.

7.350 Gardant présent à l'esprit ce qui précède, nous procéderons à l'examen des arguments des parties sur la déductibilité des trois éléments, à savoir les rabais sur ventes, les taxes provinciales et les frais de transport, au titre de l'article 5.

Rabais sur ventes

7.351 S'agissant des rabais sur ventes, les arguments des parties soulèvent la question de savoir si les déductions des rabais sur ventes ne peuvent être faites que si des renseignements et des données montrent que ces rabais sont liés à un prix unitaire particulier correspondant à la vente QPE qui sert pour le calcul de la valeur déductive.

7.352 La Thaïlande fait valoir que des éléments tels que les remises, ristournes et rabais sur ventes ne sont pas des dépenses, mais font plutôt partie du prix lui-même. Étant donné que le prix unitaire correspondant à une vente particulière, qui est le point de départ du calcul de la valeur déductive, est le revenu net obtenu par l'importateur après déduction d'ajustements tels que les remises et les rabais sur ventes, il est raisonnable que l'administration des douanes n'accepte de déduire ces éléments que dans le cas des remises qui sont liées au prix unitaire particulier correspondant à la vente QPE qui sert pour le calcul de la valeur déductive. La Thaïlande fait valoir que cela est compatible avec le fait que l'article 5:1 a) i) à iii) ne mentionne pas les remises comme étant des déductions qui doivent être faites sur la base de montants *habituels*, comme les commissions ou les bénéfices.

7.353 Les Philippines estiment que, quand l'importateur consent un rabais ou une remise sur le prix QPE, ce rabais réduit le "prix unitaire" auquel les marchandises "sont vendues" et doit par conséquent être déduit au titre de l'article 5 afin de donner au calcul déductif un point de départ approprié.

7.354 Nous notons que les rabais sur ventes, remises et ristournes ne font pas parties des éléments énumérés à l'article 5:1 a) i) à iv). Les notes interprétatives relatives à l'article 5 ne donnent pas non plus d'indication quant à la déductibilité de ces dépenses au titre de l'article 5:1 a). Nous notons en

[806] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 264, faisant référence à la pièce PHL-206, paragraphe 695.
[807] Pour l'examen du terme "à payer" qui figure à l'article 5:1 a) iv), voir le paragraphe 7.358.
[808] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 263.

outre une déclaration qui figure dans le traité susmentionné, auquel les parties ont fait référence, selon laquelle "[le prix] s'entend de tout paiement net direct et indirect … à l'exclusion de toute ristourne, remise ou réduction similaire sur le prix à payer".[809] Nous pouvons inférer de cette déclaration que les rabais sur ventes sont un élément qui doit être déduit du prix de vente pour arriver au prix unitaire (prix QPE) au sens de l'article 5. Par conséquent, dans la mesure où ils sont inclus dans le prix de vente, les rabais sur ventes doivent être exclus de ce prix de vente avant que soient déduits les éléments appartenant aux catégories visées à l'article 5. Nous ne considérons pas que les Philippines avancent nécessairement un point de vue différent à ce sujet. Comme le montre leur déclaration citée ci-dessus au paragraphe 7.340, les Philippines estiment que, étant donné que les rabais sur ventes réduisent le prix unitaire auquel les marchandises sont vendues, ces rabais doivent être déduits au titre de l'article 5:1 a), sans spécifier une catégorie précise visée à cet article, afin de donner au calcul déductif un point de départ approprié.

7.355 Nous convenons par conséquent avec la Thaïlande qu'il est raisonnable pour l'administration des douanes de n'accepter des déductions que pour les rabais sur ventes qui sont liés au prix unitaire particulier correspondant à la vente QPE qui sert pour le calcul de la valeur déductive. Bien que les Philippines affirment que l'octroi de rabais sur ventes, et leur montant, sont fonction de facteurs comprenant les événements qui surviennent sur le marché, l'évolution de la stratégie économique et commerciale et des considérations relatives aux clients particuliers (par exemple les volumes des ventes), nous ne voyons pas comment cette affirmation peut réfuter la position de la Thaïlande selon laquelle les déductions des rabais sur ventes (remises, ristournes et rabais sur ventes, par exemple) doivent être liées à un prix unitaire particulier correspondant à la vente QPE qui sert pour le calcul de la valeur déductive.[810]

Taxes provinciales

7.356 La Thaïlande fait valoir que, à la différence des taxes nationales, qui sont déductibles si elles sont *à payer* au titre de l'article 5:1 a) iv), les taxes provinciales sont déductibles si elles sont incluses dans le prix unitaire sur lequel repose la valeur déductive. Les Philippines affirment que l'article 5:1 iv) fait obligation de déduire les taxes nationales *à payer*, et non les taxes *payées* sur les ventes QPE.

7.357 L'article 5:1 a) iv) fait référence aux "droits de douane et autres taxes nationales à payer dans le pays d'importation en raison de l'importation ou de la vente des marchandises", mais non aux taxes provinciales. Les "impôts locaux" sont néanmoins mentionnés dans la note interprétative relative à l'article 5, au paragraphe 8, qui dispose que "les impôts locaux à payer en raison de la vente des marchandises et qui ne donnent pas lieu à déduction en vertu des dispositions du paragraphe 1 a) iv) de l'article 5 devront être déduits conformément aux dispositions du paragraphe 1 a) i) de l'article 5". Le membre de phrase "impôts locaux à payer en raison de la vente des marchandises" qui figure dans la note interprétative relative à l'article 5 est analogue au membre de phrase qui figure au paragraphe 1 a) iv).

7.358 Le terme "*payable*" (à payer) peut être défini comme suit: "*adj. (Of a sum of money or a negotiable instrument) that is to be paid. An amount may be payable without being due. Debts are commonly payable long before they fall due*" (*Adj*. (d'une somme d'argent ou d'un instrument

[809] Pièce PHL-206, paragraphe 692. Nous notons qu'il y a apparemment un nombre très limité de traités ou de documents de référence concernant les questions d'évaluation en douane. On trouvera *infra*, au paragraphe 7.358, la définition de l'expression "à payer".

[810] Les calculs des marges brutes présentés par PM Thailand, entre autres choses, pour l'exercice 2003-2005 montrent que des éléments tels que la TVA, la taxe provinciale et les rabais sur ventes sont déduits du montant du revenu (QPE) afin d'obtenir un montant QPE net. Ensuite, les frais de transport intérieur et d'entreposage sont déduits du montant QPE net (voir, par exemple, les pièces PHL-40, PHL-41 et PHL-42).

négociable) qui doit être payé. Un montant peut être à payer sans être dû. Les dettes sont généralement à payer longtemps avant d'arriver à échéance).[811] Il peut aussi être défini comme suit: "*adjective. 1. Of a sum of money, a bill, etc.: that is to be paid; falling due (usu. at or on a specified date or to a specified person). 2. Able to be paid*" (*Adj.* 1. d'une somme d'argent, une facture, etc.: qui doit être payé; qui arrive à échéance (généralement à une date précise ou à une personne précise). 2. Pouvant être payé).[812] Par conséquent, le sens ordinaire de l'expression "à payer" fait référence à la fois à "une somme d'argent qui doit être payée sans être due" et "dont le paiement est dû". Cela donne à penser qu'il n'est pas nécessaire que les taxes nationales et les taxes provinciales faisant l'objet d'une déduction au titre de l'article 5 soient liées à la vente QPE. Le membre de phrase "en raison de l'importation ou de la vente des marchandises" étaye en outre le point de vue selon lequel ces taxes font référence aux taxes qui sont généralement à payer à l'importation et à la vente sur le marché.

7.359 Par ailleurs, le paragraphe 8 de la note interprétative relative à l'article 5 dispose que "les impôts locaux à payer … qui ne donnent pas lieu à déduction en vertu des dispositions du paragraphe 1 a) iv) de l'article 5 devront être déduits conformément aux dispositions du paragraphe 1 a) i) de l'article 5". L'article 5:1 a) i) fait référence aux "commissions *généralement* payées ou convenues, ou marges *généralement* pratiquées pour bénéfices et frais généraux …". Par conséquent, nous considérons que les taxes provinciales *à payer* doivent être déduites si les renseignements montrent des paiements *habituels* effectués au titre des impôts locaux même si ces paiements ne sont pas inclus dans le prix de vente sur la base duquel la méthode d'évaluation déductive sera appliquée conformément à l'article 5.

7.360 En outre, nous notons la déclaration qui figure dans le traité susmentionné, selon laquelle, comme la Thaïlande le fait observer, "les impôts nationaux et locaux … sont déductibles s'ils sont inclus dans le prix de revente sur lequel repose la [valeur déductive]". Cette déclaration, à notre avis, étaye notre point de vue puisqu'il y est dit que, bien que les impôts nationaux et locaux soient *déductibles* s'ils sont inclus dans le prix de revente, cela n'implique pas nécessairement que c'est la seule situation dans laquelle ces impôts peuvent être déduits.

Frais de transport

7.361 Enfin, les parties s'opposent sur le point de savoir s'il aurait fallu, pour déterminer la valeur en douane des cigarettes en cause, déduire les frais de transport, qui n'étaient pas inclus dans la demande faite par PM Thailand dans sa lettre datée du 21 février 2007. La Thaïlande fait valoir que PM Thailand n'a jamais réclamé de déduction pour frais de transport et que, en tout état de cause, les éléments de preuve disponibles n'établissaient pas que PM Thailand elle-même avait encouru des frais de transport relativement aux ventes sur lesquelles le prix QPE a été basé. Les Philippines estiment que, bien que la lettre du 21 février 2007 ait omis par erreur les frais de transport, les douanes thaïlandaises auraient dû déduire ces frais sur la base des renseignements figurant dans les déclarations annuelles de PM Thailand pour 2003-2005.

7.362 L'article 5:1 a) ii) fait référence aux "frais *habituels* de transport et d'assurance, ainsi que frais connexes encourus dans le pays d'importation". Comme cela est noté au paragraphe 7.347 ci-dessus, nous considérons que le terme *habituels* qui figure dans cette disposition indique que les frais à déduire peuvent ne pas être spécifiquement liés à la vente QPE en cause. La Thaïlande fait référence à une déclaration d'un traité selon laquelle les frais habituels de transport devraient être, autant que possible dans la pratique, la moyenne des frais réels encourus dans le pays lors de la revente des marchandises importées. Cette déclaration ne peut cependant être considérée comme exigeant que les frais de transport soient spécifiquement liés à la vente QPE en cause. En outre, la question de savoir

[811] *Black's Law Dictionary*, 7ème édition, B.A. Garner (éd.) (West Group, 1999), page 1150.
[812] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, Vol. II, page 2127 (2002).

s'il était "possible" dans la pratique, dans la situation en cause en l'espèce, d'utiliser la moyenne des frais réels encourus dans le pays lors de la revente des marchandises importées est peu claire. D'autant plus, en particulier, que les douanes thaïlandaises n'ont demandé aucun renseignement supplémentaire à PM Thailand à cet égard. Nous ne souscrivons donc pas à l'argument de la Thaïlande selon lequel les frais de transport doivent être spécifiquement liés à la vente QPE pour qu'une déduction soit faite au titre de l'article 5.

La décision des douanes thaïlandaises de ne pas déduire les rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport

Critère d'examen du Groupe spécial

7.363 Nous avons précisé ci-dessus que le critère approprié pour notre examen des allégations des Philippines au titre de l'article 7:1 supposait une évaluation, sur la base des explications fournies par les douanes thaïlandaises conformément à l'article 16 ainsi que des renseignements donnés par l'importateur en application de l'article 7:3, de la question de savoir si l'application de la méthode d'évaluation déductive par les douanes thaïlandaises était compatible avec l'article 7:1 et l'article 5.[813]

7.364 En ce qui concerne les explications et les informations fournies par la Thaïlande conformément aux articles 16 et 7:3, les parties se réfèrent à la même lettre du 12 avril 2007 des douanes thaïlandaises.[814] Comme il a été noté précédemment, cependant, les explications qui figurent dans la lettre du 12 avril 2007 ne sont pas très détaillées puisqu'elles indiquent simplement la méthode d'évaluation utilisée, à savoir la méthode n° 6 (article 7) sans autre précision. Dans le contexte de l'examen du respect par la Thaïlande des obligations fondamentales découlant de l'Accord sur l'évaluation en douane, nous avons considéré que le compte rendu de la réunion du 6 mars 2007 pouvait aussi être examiné. Ce compte rendu donne relativement plus de détails sur l'application de la méthode d'évaluation déductive qu'il a été choisi d'utiliser pour déterminer la valeur en douane des cigarettes importées en cause.

7.365 Cependant, ni la lettre du 12 avril 2007 ni le compte rendu n'expliquent pourquoi les douanes thaïlandaises ont décidé de ne pas déduire les rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport.[815] Nous notons que les douanes thaïlandaises n'ont pas indiqué le fondement de leur décision finale de ne pas déduire ces éléments au moment où elles ont pris cette décision. Compte tenu du critère formulé pour notre examen de l'allégation des Philippines au titre de l'article 7:1, par conséquent, nous pouvons conclure sur la base de l'absence d'une telle explication que les douanes thaïlandaises n'ont pas appliqué la méthode d'évaluation déductive d'une manière conforme à l'article 7:1. Néanmoins, au cours de la procédure, les deux parties ont solidement étayé leurs arguments relatifs à la déductibilité des trois éléments en cause. En particulier, la Thaïlande a expliqué en détail la raison pour laquelle les douanes thaïlandaises, au moment de la procédure interne, ont décidé de ne pas déduire ces trois éléments. Dans ces circonstances, nous considérons que faire une évaluation de la décision des douanes thaïlandaises de ne pas déduire ces trois éléments, comme cela est expliqué dans la présente procédure, sur la base des éléments de preuve qui leur

[813] Voir *supra* les paragraphes 7.311 à 7.314.

[814] Comme il est noté dans la section VII.C.7 d) ii) ci-dessous, si l'importateur sait que les autorités douanières ont utilisé une méthode d'évaluation visée à l'article 7 lorsqu'il demande des explications conformément à l'article 16 ainsi qu'à l'article 7:3, nous croyons comprendre que la même demande peut être utilisée à l'un et l'autre effet. L'autorité douanière pourrait ensuite fournir les explications et les informations demandées au moyen d'un même instrument.

[815] Comme il est décrit ci-dessus au paragraphe 7.330, PM Thailand a omis par erreur les frais de transport dans sa lettre du 21 février 2007.

avaient été présentés au moment de la détermination, aide à résoudre le différend entre les parties au sujet de la déductibilité des éléments concernés.[816]

Principaux arguments des parties

Rabais sur ventes

7.366 S'agissant de la feuille de calcul jointe à la lettre des Philippines du 7 mars 2007[817], la **Thaïlande** fait observer que, pendant un grand nombre des mois pour lesquels des données ont été fournies, aucune remise n'a été accordée à [[xx.xxx.xx]], client sur lequel le prix QPE a été basé. En outre, ce document indique une remise négative pendant deux mois. En septembre, mois pendant lequel la quantité unique la plus élevée a été vendue à ce client, le montant de la remise a représenté environ un cinquième du montant de la remise réclamée par PM Thailand pour *Marlboro* et environ la moitié de la remise réclamée pour *L&M*. PM Thailand n'a présenté aucune méthode ni aucune ventilation des données qui permette de déterminer si la remise a été réellement payée sur les ventes *Marlboro* ou *L&M* ou, si elle a été payée sur les deux, dans quelle proportion. Par exemple, PM Thailand n'a fourni aucune facture montrant que ces remises ont été réellement payées.[818] La Thaïlande signale en outre les différences entre les prix QPE indiqués dans la lettre de juillet 2006 et dans les lettres du 21 février 2007 et du 7 mars 2007, sur lesquels le prix déductif était réellement basé.[819]

7.367 Au sujet des copies des déclarations annuelles soumises par PM Thailand, en particulier la déclaration faite pour l'exercice 2005 dans la lettre de juillet 2006, y compris une note explicative incluse dans le document [[xx.xxx.xx]] de PM Thailand de juillet 2006[820], la Thaïlande fait valoir que la note explicative consiste simplement en une affirmation selon laquelle "les rabais sur ventes sont des remises sur ventes pour [nom de la société]". Les renseignements concernant les remises effectuées sur un prix différent indiqué en juillet 2006 n'établissent pas l'existence ni le montant des remises qui auraient pu être payées sur le prix indiqué dans la lettre du 21 février 2007, qui a effectivement servi à établir la valeur déductive.[821]

7.368 S'agissant des renseignements fournis dans la feuille de calcul jointe à leur lettre du 7 mars 2007, les **Philippines** font observer que l'octroi de rabais sur ventes, et leur montant, sont fonction de facteurs comprenant les événements qui surviennent sur le marché, l'évolution de la stratégie économique et commerciale et des considérations relatives aux clients particuliers (par exemple les volumes des ventes). Par conséquent, les rabais sur ventes ne sont pas accordés automatiquement lors de chaque vente, ou chaque mois, et les rabais ne dépendent pas simplement des

[816] Dans de précédents différends, les groupes spéciaux ont examiné une question similaire. Dans les affaires *Argentine – Carreaux en céramique* et *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, par exemple, les groupes spéciaux ont considéré qu'ils ne devaient pas tenir compte, dans leur analyse, des explications fournies *a posteriori* par l'Argentine dans le cadre de la procédure de groupe spécial (rapport du Groupe spécial *Argentine – Carreaux en céramique*, paragraphe 6.27; rapport du Groupe spécial *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, paragraphe 7.178). Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Carreaux en céramique* se réfère en outre à l'analyse du Groupe spécial chargé de l'affaire *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.245. Nous notons par ailleurs que les Groupes spéciaux chargés des affaires *Argentine – Carreaux en céramique* et *Guatemala – Ciment II* n'en ont pas moins continué à examiner les allégations des parties sur la base des explications *a posteriori*. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Droits antidumping sur la viande de volaille*, cependant, n'a pas procédé à l'examen des explications *a posteriori*.

[817] Pièce PHL-169.

[818] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.

[819] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.

[820] Pièce PHL-42.

[821] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.

volumes des ventes.[822] Les rabais négatifs représentent des rabais sur ventes qui ont été accordés relativement à des marchandises renvoyées par la suite. Le rabais accordé initialement a donc été annulé et apparaît sous forme d'un chiffre négatif.[823] En ce qui concerne l'absence de répartition des rabais sur ventes entre *Marlboro* et *L&M*, un rabais sur ventes global a été indiqué parce qu'il n'a pas été demandé à PM Thailand de fournir des renseignements supplémentaires sur les rabais sur ventes.[824] Celle-ci ne savait pas qu'il lui était demandé d'inclure dans sa réponse du 7 mars les montants des rabais sur ventes par marque et les justificatifs correspondants. En tout état de cause, les montants par marque ont été communiqués dans la lettre du 21 février 2007.[825]

7.369 En réponse à la déclaration de la Thaïlande selon laquelle il n'y a pas de facture montrant que ces remises ont été effectivement payées, les Philippines sont d'avis que l'explication *a posteriori* de la Thaïlande donne à penser que les douanes thaïlandaises n'ont pas traité de façon égale les éléments de preuve fournis dans la lettre du 7 mars. Les douanes thaïlandaises ont accepté le prix QPE indiqué dans la feuille de calcul, sans renseignements tels que des "factures" pour confirmer les prix QPE indiqués dans cette feuille de calcul. Or, la Thaïlande affirme maintenant que les douanes thaïlandaises ne pouvaient pas accepter d'autres renseignements, indiqués dans la même feuille de calcul, concernant les rabais sur ventes, parce qu'il n'y avait pas de "factures" à l'appui de ces renseignements. Les différences entre les prix QPE indiqués dans les lettres de PM Thailand du 17 juillet 2006, du 21 février 2007 et du 7 mars 2007 s'expliquent par le fait que la lettre de juillet 2006 concernait la quantité la plus élevée pour l'exercice 2005, tandis que les autres lettres concernaient la quantité la plus élevée pour l'exercice 2006. Les différences n'ont pas d'incidence sur les rabais sur ventes.[826]

7.370 En outre, les Philippines font valoir que les déclarations annuelles, en particulier la déclaration pour l'exercice 2005 faite en juillet 2006, présentaient explicitement une ventilation des valeurs déductives correspondant aux rabais sur ventes, à la taxe provinciale et au transport intérieur (la déclaration la plus récente présentée à la Thaïlande faisant remonter les évaluations à mars 2007).[827] Ces renseignements ont été soumis à nouveau par lettre en date du 8 août 2006 et mentionnés dans une lettre distincte en date du 25 octobre 2006.[828]

Taxes provinciales

7.371 Les **Philippines** allèguent que la feuille de calcul jointe à leur lettre du 7 mars 2007 donnait des renseignements relatifs au prix QPE, y compris les créances totales sur ventes ("Créances clients") et les créances nettes sur ventes ("Vente nette à PM"), avec les déductions justifiant la différence entre les deux ("Moins la TVA", "Moins la remise", "Moins les autres rabais sur ventes" et "Moins la taxe p."). Ce dernier élément est la taxe provinciale.[829]

7.372 Les Philippines font valoir en outre que les accords de distribution de PM Thailand disposent que la taxe provinciale est à payer par PM Thailand, qui la répercute sur ses clients par une augmentation de prix.[830] Ce montant est inclus dans le prix QPE. PM Thailand a déduit la taxe provinciale dans chacune des déclarations faites pour les exercices 2003, 2004, 2005 et 2006. La déclaration pour l'exercice 2005 a été soumise le 6 juillet 2006, soumise à nouveau le 8 août 2006 et mentionnée dans une lettre datée du 25 octobre 2006. Les taxes provinciales ont aussi été

[822] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 248.
[823] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 249.
[824] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 250.
[825] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 251; pièce THA-39.
[826] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 252.
[827] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 135; pièces PHL-40, PHL-41 et PHL-42.
[828] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 136; pièces PHL-56 et PHL-60.
[829] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 258.
[830] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 141.

mentionnées dans une lettre du 28 juin 2007. Les douanes thaïlandaises n'ont demandé aucun renseignement supplémentaire sur ce point et, comme le montre la pièce THA-13, n'ont pas déduit la taxe provinciale.[831] Étant donné que les douanes thaïlandaises n'ont pas demandé de renseignements supplémentaires au sujet de ces éléments dans leur demande du 27 février 2007, la Thaïlande ne peut s'appuyer maintenant sur le fait que PM Thailand n'a pas fourni les renseignements complémentaires requis.[832]

7.373 La **Thaïlande** fait valoir que les taxes provinciales ne sont à payer que sur les ventes effectuées dans les provinces extérieures à la région de Bangkok.[833] En ce qui concerne en particulier les ventes de cigarettes de PM Thailand, elle estime que la moitié de l'ensemble des ventes de cigarettes, y compris les ventes de cigarettes importées, sont effectuées en dehors de Bangkok.[834] Sur la base des chiffres nationaux, il serait impossible de supposer que PM Thailand a payé des taxes provinciales sur les ventes sur lesquelles le prix QPE était effectivement basé. En ce qui concerne les renseignements présentés dans la feuille de calcul jointe à la lettre du 7 mars 2007, la Thaïlande fait observer que la version imprimée des registres des ventes de PM Thailand indique le total des taxes provinciales payées chaque mois (dans la colonne intitulée "Moins la taxe p."), mais n'indique pas la valeur des taxes provinciales pour les ventes à des clients individuels, y compris, en particulier, les ventes au client sur lequel est basé le prix QPE. Dans ces circonstances, les éléments de preuve présentés aux douanes thaïlandaises, lorsque celles-ci ont fait leurs déterminations de la valeur de ces importations, n'allaient pas dans le sens d'un ajustement.[835]

7.374 Au sujet de l'argument des Philippines concernant les accords de distribution, la Thaïlande fait valoir que, pour étayer leur argument selon lequel un ajustement aurait dû être effectué, les Philippines s'appuient sur des éléments de preuve qui n'avaient apparemment pas été communiqués aux douanes thaïlandaises au moment où celles-ci ont fait leurs déterminations de la valeur.[836] Ces éléments de preuve comprennent un formulaire type de déclaration de versement des taxes provinciales rempli par PM Thailand[837] et un modèle d'accord de distribution incluant une clause qui prévoit que PM Thailand paierait les taxes provinciales.[838] La Thaïlande souligne que le Groupe spécial devrait s'assurer que son examen de la détermination des douanes thaïlandaises tient uniquement compte des éléments de preuve présentés en temps voulu à ces dernières, et non pas des éléments de preuve soumis *a posteriori* au Groupe spécial.[839] Cependant, même s'ils avaient été présentés aux douanes thaïlandaises au moment où celles-ci ont fait leurs déterminations, ces éléments de preuve n'établissent pas que PM Thailand a payé des taxes provinciales sur les ventes sur lesquelles les prix QPE ont été basés. La déclaration de versement des taxes provinciales n'a apparemment aucun rapport avec le destinataire des ventes QPE et il n'y avait pas d'éléments de preuve établissant que PM Thailand avait conclu avec ce client un accord de distribution lui imposant de payer les taxes provinciales.[840]

Frais de transport

7.375 En ce qui concerne les frais de transport, les **Philippines** font observer que, bien que la lettre du 21 février 2007 ait omis par erreur les frais de transport, les douanes thaïlandaises savaient que PM Thailand avait inclus une déduction au titre des frais de transport intérieur dans les déclarations

[831] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 141.
[832] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 248 à 253.
[833] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.
[834] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.
[835] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.
[836] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.
[837] Pièce PHL-144.
[838] Pièce PHL-146.
[839] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.
[840] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.

annuelles portant sur la période de trois ans allant de 2003 à 2005, soit pour le "fret terrestre", soit pour le "transport intérieur".[841] En particulier, la déclaration pour l'exercice 2005, qui fait apparaître une telle déduction, est la déclaration la plus récente avant l'année au cours de laquelle la valeur en douane des importations en cause a été évaluée; elle a été soumise le 7 juillet et le 8 août 2006 et est mentionnée en outre dans une lettre du 25 octobre 2006.[842] Par conséquent, si elles avaient des questions à poser au sujet des faits se rapportant à cette déduction, les douanes thaïlandaises auraient dû faire la lumière sur le point de savoir si PM Thailand cherchait à obtenir une telle déduction ou demander des précisions supplémentaires.[843]

7.376 Les Philippines font observer en outre que PM Thailand a demandé une déduction pour frais de transport dans sa lettre du 28 juin 2007.[844] Bien que la Thaïlande fasse valoir que les douanes thaïlandaises n'étaient *pas* informées de cette lettre quand elles ont pris leurs décisions en matière d'évaluation, ladite lettre a été présentée avant que les douanes thaïlandaises aient estimé la valeur en douane de [[xx.xxx.xx]] des [[xx.xxx.xx]] importations en cause.[845]

7.377 La **Thaïlande** fait observer que PM Thailand n'a jamais réclamé de déduction. En particulier, ni la lettre de PM Thailand du 21 février 2007, ni la feuille de calcul jointe à la lettre du 7 mars 2007, ni aucune autre correspondance provenant de PM Thailand et se rapportant à la valeur déductive de ces importations ne mentionne une demande de déduction au titre des frais de transport intérieur.[846]

7.378 La Thaïlande soutient en outre que, en tout état de cause, les documents présentés par les Philippines au cours des années précédentes n'établissent pas que PM Thailand elle-même a encouru des frais de transport relativement aux ventes sur lesquelles le prix QPE a été basé. Par ailleurs, bien que les Philippines fassent aussi référence aux documents présentés dans le contexte des appels concernant ces importations devant le BoA, ces documents n'avaient pas été présentés aux douanes thaïlandaises au moment de la décision en matière d'évaluation et ne peuvent donc pas servir en l'espèce. De surcroît, la Thaïlande affirme que rien dans la lettre du 28 juin 2007 mentionnée par les Philippines ne constitue un élément de preuve établissant que PM Thailand a encouru des frais de transport intérieur.[847]

Analyse du Groupe spécial

Rabais sur ventes

7.379 S'agissant des données réelles qui ont été présentées, la Thaïlande se réfère à la feuille de calcul jointe à la lettre des Philippines du 7 mars 2007. Elle fait valoir que ces éléments de preuve ne prouvent pas que les rabais sur ventes dont la déduction est réclamée ont été accordés à la société sur laquelle le prix QPE a été basé. La Thaïlande met en avant les éléments suivants à l'appui de sa position: pendant un grand nombre des mois pour lesquels des données ont été fournies, aucune remise n'a été accordée à cette société; en septembre, mois pendant lequel la quantité unique la plus élevée a été vendue à ce client, le montant de la remise n'était pas égal, mais en fait inférieur à celui des remises réclamées respectivement pour *Marlboro* et *L&M*; et PM Thailand n'a présenté aucune méthode ni aucune ventilation des données qui permette de déterminer si la remise a été effectivement payée sur les ventes *Marlboro* ou *L&M* ou, si elle a été payée sur les deux, dans quelle proportion.

---

[841] Pièces PHL-40, PHL-41, PHL-42 et PHL-43.
[842] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 274; pièces PHL-55, PHL-57 et PHL-60.
[843] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 277.
[844] Pièce PHL-142.
[845] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 275; pièce PHL-198.
[846] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial.
[847] Réponse de la Thaïlande à la question n° 29 du Groupe spécial; pièce PHL-142, page 13.

7.380 Les Philippines ne contestent pas que la feuille de calcul qui fait l'objet de la pièce THA-39 montre que le montant réel des rabais sur ventes accordés à la société sur laquelle le prix QPE a été basé était inférieur aux déductions réelles réclamées pour *Marlboro* et *L&M*. Elles affirment cependant que les rabais sur ventes ne sont pas accordés automatiquement lors de chaque vente, ou chaque mois, que les rabais ne dépendent pas simplement des volumes des ventes et que les rabais négatifs représentent les rabais sur ventes qui avaient été accordés relativement à des marchandises renvoyées par la suite.

7.381 Pour évaluer les arguments des parties au sujet de la déduction des rabais sur ventes, nous ne disposons d'aucun élément de preuve qui précise si le montant des rabais sur ventes qu'une société déclare aux autorités douanières pour qu'ils soient déduits doit correspondre exactement aux montants des rabais sur ventes accordés effectivement par la société pendant la période sur laquelle porte l'évaluation. Il incombait à la Thaïlande, en tant que partie qui allègue que les rabais sur ventes ne peuvent être déduits que lorsqu'ils sont liés au prix unitaire particulier correspondant à la vente QPE, d'apporter des éléments de preuve pour établir le bien-fondé de sa position. Or, la Thaïlande ne l'a pas fait. Par ailleurs, elle ne conteste pas le fait que des rabais sur ventes ont été accordés à la société sur laquelle le prix QPE a été basé aux fins de l'évaluation des cigarettes importées en cause. Ce que conteste la Thaïlande, c'est que les montants des rabais sur ventes que fait apparaître la feuille de calcul fournie par PM Thailand soient *inférieurs* aux montants dont la déduction est demandée pour *Marlboro* et *L&M*. Compte tenu de ces circonstances, nous ne voyons pas comment la décision des douanes thaïlandaises de ne *pas* déduire du tout les rabais sur ventes, plutôt que d'ajuster le montant déductible au titre des rabais sur les ventes des cigarettes importées en cause, peut être justifiée. Même si la position de la Thaïlande concernant la détermination du montant déductible des rabais sur ventes était correcte, cela ne rendrait pas la décision des douanes thaïlandaises de ne pas déduire les rabais sur ventes compatible avec l'article 5:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

Taxes provinciales

7.382 Compte tenu de la constatation que nous avons formulée ci-dessus au paragraphe 7.360, selon laquelle les taxes provinciales à payer doivent être déduites si les renseignements montrent des paiements habituels effectués au titre des impôts locaux même si ces paiements ne sont pas inclus dans le prix de vente, nous ne jugeons pas nécessaire de poursuivre notre examen des arguments des parties concernant le point de savoir si les éléments de preuve présentés par PM Thailand aux douanes thaïlandaises montrent l'inclusion des taxes provinciales requises dans le prix QPE utilisé pour le calcul déductif.

Frais de transport

7.383 La question suivante soulevée par les parties au sujet des frais de transport est celle de savoir si la décision des douanes thaïlandaises de ne pas déduire cet élément parce que PM Thailand n'a pas fait de demande spécifique à cet effet n'était pas incompatible avec les principes de l'article 5. En ce qui concerne les frais de transport en cause en l'espèce, comme le reconnaissent les Philippines, PM Thailand a omis ces frais par erreur dans sa lettre du 21 février 2007. La Thaïlande fait valoir que, comme PM Thailand n'a pas réclamé de déduction pour frais de transport, elle n'avait pas à déduire ces frais mais que, même si cette déduction avait été réclamée, les documents présentés par PM Thailand n'établissent pas que celui-ci a encouru des frais de transport relativement aux ventes sur lesquelles le prix QPE a été basé. Néanmoins, nous relevons dans le compte rendu original de la réunion du 6 mars 2007 la déclaration suivante des douanes thaïlandaises concernant la méthode d'évaluation déductive:

> "Pour prescrire les prix en douane au moyen de la valeur déductive, il faut inclure dans celle-ci ce qui suit: le prix de vente unitaire de l'objet importé lors de la première vente dans le pays du volume le plus important à une personne non liée,

> moins la commission ou le bénéfice normal et les frais généraux, moins les frais d'assurance et les *frais de transport dans le pays* et moins les droits d'importation et autres taxes à l'importation et à la vente de tels objets."[848]

7.384 Cela montre que les douanes thaïlandaises ont compris, à la réunion du 6 mars 2007, au cours de laquelle elles en ont débattu, que les frais de transport encourus dans le pays d'importation devaient, en tant qu'un des éléments donnant lieu à des déductions au titre de l'article 5, être déduits lors du calcul de la valeur en douane des cigarettes en cause. Comme nous l'avons expliqué ci-dessus, un processus d'évaluation doit être une consultation entre un importateur et une administration des douanes. Dans la mesure où les frais de transport sont généralement encourus lors de la revente des marchandises dans le pays d'importation, les douanes thaïlandaises devaient s'appuyer sur les éléments de preuve disponibles ou, à défaut, consulter PM Thailand à ce sujet si elles avaient des questions à poser sur les éléments de preuve disponibles.

7.385 Par conséquent, nous n'avons pas besoin d'examiner l'argumentation des parties concernant le point de savoir si les douanes thaïlandaises avaient des informations et des données suffisantes pour effectuer la déduction pour frais de transport.

Conclusion

7.386 Comme il est noté ci-dessus au paragraphe 7.365, nous avons décidé d'examiner les arguments des parties concernant la décision des douanes thaïlandaises de ne pas déduire les rabais sur ventes, taxes provinciales et frais de transport en dépit de notre précédente conclusion, fondée sur l'absence d'explication adéquate dans le dossier, selon laquelle les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 7:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Le but était d'aider à résoudre le différend entre les parties au sujet de la déductibilité de ces éléments. Notre examen des arguments et des éléments de preuve nous amène à conclure que, même si nous *devions* fonder nos constatations concernant l'allégation des Philippines au titre de l'article 7:1 sur les explications de la Thaïlande telles qu'elles ont été données en l'espèce, la décision des douanes thaïlandaises de ne pas déduire les trois éléments en cause n'est pas étayée par les éléments de preuve dont ces dernières disposaient au moment de la détermination.

d) Question de savoir si les douanes thaïlandaises ont agi d'une manière incompatible avec l'article 7:3

i) Principaux arguments des parties

7.387 Les **Philippines** allèguent que, contrairement aux obligations énoncées à l'article 7:3 et malgré la demande de PM Thailand, la Thaïlande n'a pas informé cette dernière par écrit de la valeur en douane déterminée par application des dispositions de cet article ni de la méthode utilisée pour déterminer cette valeur. L'article 7:3 fait obligation aux autorités douanières d'expliquer à l'importateur, sur demande, "la méthode utilisée pour … déterminer [la valeur en douane]". Le terme "méthode" est défini, entre autres choses, comme "une façon de faire quelque chose, en particulier selon un plan défini et suivi; une façon de procéder dans toute activité, entreprise, etc.".[849] Les Philippines font valoir par conséquent que l'article 7:3 impose aux autorités douanières d'informer l'importateur de la "façon de procéder" qu'elles ont "définie" – autrement dit des étapes procédurales particulières à suivre pour estimer la valeur en douane au titre de l'article 7. Les douanes thaïlandaises ne l'ont pas fait au moment de l'évaluation en cause ici.

---

[848] Pièce PHL-74, page 6 (pas d'italique dans l'original). Cette déclaration ne figure pas dans le compte rendu révisé (pièce THA-37).

[849] Pièce PHL-87. *Oxford English Dictionary*, J.A. Simpson et E.S.C. Weiner (éd.) (Clarendon Press, 1989, 2ème édition), page 690.

7.388 PM Thailand a demandé des renseignements sur la méthode utilisée pour estimer la valeur en douane de ses marchandises par lettre en date du 5 avril 2007.[850] Les Philippines reconnaissent que les douanes thaïlandaises ont répondu à leur demande par la lettre du 12 avril 2007, dans laquelle ces dernières indiquent qu'elles ont appliqué "la méthode n° 6, qui est la méthode déductive de "dernier recours"". Cependant, compte tenu de la nature de l'obligation énoncée à l'article 7:3, les Philippines sont d'avis que PM Thailand n'a pas été informée de la "méthode utilisée" au sens de l'article 7:3, parce qu'une simple indication de la méthode utilisée n'est pas une information adéquate concernant les étapes procédurales comprises dans la méthode d'évaluation déductive utilisée. En particulier, elles allèguent que la Thaïlande a omis d'indiquer le point de départ du calcul de la valeur déductive; les sources des données utilisées pour déterminer le point de départ; quels composants ont été déduits; comment les montants à déduire en ce qui concerne ces composants ont été calculés; et en quoi cette "valeur déductive" conformément à la méthode de "dernier recours" différait de la méthode d'évaluation déductive prévue à l'article 5, que la Thaïlande a rejetée.[851] Les Philippines indiquent que, avec l'omission de "renseignements [aussi] fondamentaux, elles ne peuvent pas comprendre comment la Thaïlande a évalué les importations de PM Thailand ou comment elle est arrivée à ses résultats incohérents et arbitraires en matière d'évaluation". Par conséquent, la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article 7:3 de l'Accord sur l'évaluation en douane.[852]

7.389 En réponse à une question du Groupe spécial, cependant, les Philippines font observer qu'une explication a une portée plus limitée dans le cadre de l'article 7:3 que dans celui de l'article 16 parce qu'elle se rapporte uniquement au processus d'évaluation au titre de l'article 7. À l'article 7:3, il n'y a pas d'obligation, comme à l'article 16, d'expliquer *comment* la détermination dans son ensemble a été faite. Par conséquent, les Philippines expliquent qu'il n'est aucunement prescrit, dans le cadre de l'article 7:3, d'expliquer comment les faits plaident en faveur du rejet des précédentes méthodes d'évaluation au titre des articles 1er, 2, 3, 5 et 6.[853]

7.390 La **Thaïlande** n'a opposé aucun contre-argument à cette allégation.[854]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.391 L'article 7:3 dispose ce qui suit:

> "S'il en fait la demande, l'importateur sera informé par écrit de la valeur en douane déterminée par application des dispositions du présent article et de la méthode utilisée pour la déterminer."

7.392 Conformément à l'article 7:3, par conséquent, lorsqu'il y a une demande de la part d'un importateur, les autorités douanières doivent informer celui-ci de la valeur en douane déterminée et de la méthode utilisée pour déterminer cette valeur.

7.393 Nous observons que l'obligation de faire connaître la valeur en douane déterminée par application des dispositions de l'article 7:3 et la méthode utilisée pour déterminer cette valeur peut être comparée à l'obligation, au titre de l'article 16, de fournir une explication de la manière dont la valeur en douane a été déterminée. Nous avons précisé ci-dessus que l'explication à fournir au titre de l'article 16 devait être suffisante pour établir clairement et indiquer en détail la manière dont la valeur en douane des marchandises de l'importateur a été déterminée, y compris le fondement du rejet de la

[850] Lettre de PM Thailand aux douanes thaïlandaises du 5 avril; pièce PHL-69. *Voir aussi* la première communication écrite des Philippines, paragraphe 182; la réponse à la question n° 112 du Groupe spécial.
[851] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 384.
[852] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 385.
[853] Réponse des Philippines à la question n° 112 du Groupe spécial.
[854] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 280.

valeur transactionnelle, l'indication de la méthode utilisée et l'illustration de la manière dont cette méthode a été appliquée pour obtenir la valeur en douane finale. Les informations à fournir au titre de l'article 7:3 peuvent d'autre part être différentes de l'explication à donner au titre de l'article 16, entre autres choses en ce qui concerne leur portée, comme le font observer les Philippines. Autrement dit, étant donné que l'article 7 est une disposition portant sur la manière de déterminer la valeur en douane quand celle-ci ne peut être déterminée par application des dispositions des articles 1er à 6, les informations à communiquer à l'importateur au titre de l'article 7:3 peuvent être limitées à la méthode spécifique d'évaluation utilisée au sens de l'article 7 et ne pas inclure, par exemple, le fondement du rejet de la valeur transactionnelle.

7.394 Nous considérons en outre que la demande d'informations au titre de l'article 7:3 ne deviendrait possible que si l'importateur savait déjà, au moment de cette demande, que les autorités douanières se sont appuyées sur une méthode d'évaluation visée à l'article 7. Étant donné la nature particulière de l'article 7, à savoir que cet article habilite les autorités douanières à utiliser l'une quelconque des méthodes d'évaluation relevant des articles 2 à 6 avec une souplesse raisonnable, nous pouvons envisager une situation dans laquelle l'importateur souhaite déterminer clairement la méthode exacte utilisée au titre de l'article 7 une fois connu le fait que les autorités douanières ont utilisé l'une des méthodes relevant de cet article.

7.395 Dans la mesure où les informations à fournir au titre de l'article 7:3 sont liées à une méthode particulière utilisée en application de l'article 7, le contenu de ces informations, à notre avis, doit être spécifique et expliquer la méthode choisie, ainsi que l'application de cette méthode pour obtenir la valeur en douane finale. Le terme "*method*" (méthode) employé à l'article 7:3 est défini comme suit: "*noun. I. Procedure for attaining an object. 2. A mode of procedure; a (defined or systematic) way of doing a thing, esp. (with specifying word or words) in accordance with a particular theory or as associated with a particular person*" (*subst.* I. Procédure suivie pour atteindre un objectif. II. Façon de procéder; façon (définie ou systématique) de faire une chose, en particulier (avec un ou plusieurs déterminants) selon une théorie déterminée ou par association avec une personne déterminée).[855] Le sens ordinaire du mot "méthode" indique par conséquent qu'il faut fournir plus qu'une simple indication du type de méthode d'évaluation employé, y compris la manière dont une méthode donnée a été appliquée pour calculer la valeur en douane des marchandises importées concernées.

7.396 Les Philippines se réfèrent à la lettre du 5 avril 2007 pour évoquer la demande faite par PM Thailand aux douanes thaïlandaises conformément à l'article 7:3 en ce qui concerne la valeur en douane et la méthode. Il s'agit de la même lettre dans laquelle PM Thailand a demandé une explication conformément à l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane.[856] Nous notons à cet égard que la Thaïlande ne conteste pas la qualification de demande d'informations soumise par écrit aux douanes thaïlandaises en vertu de l'article 7:3 donnée par les Philippines à cette lettre. Les Philippines font observer en outre que les douanes thaïlandaises ont répondu à cette demande dans la lettre du 12 avril 2007, qui est la lettre même dans laquelle, les parties en conviennent, les douanes thaïlandaises ont fourni une explication conformément à l'article 16 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

7.397 Nous avons noté ci-dessus que la lettre du 12 avril 2007 ne satisfaisait pas aux prescriptions concernant l'explication à fournir en application de l'article 16. Comme nous l'avons vu en détail dans la section VII.C.6 ci-dessus, nous ne considérons pas que la simple indication d'une méthode d'évaluation utilisée par les autorités douanières, comme ce que les douanes thaïlandaises ont fait dans

[855] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, Vol. I, page 1762 (2002).

[856] Si un importateur sait déjà que les autorités douanières ont utilisé une méthode prévue à l'article 7, il n'est pas inconcevable qu'il puisse demander par un même canal à la fois les informations visées à l'article 7:3 et l'explication visée à l'article 16.

la lettre du 12 avril 2007 (c'est-à-dire indiquer la méthode de dernier recours), sans description de l'application réelle de la méthode considérée pour obtenir la valeur en douane, est suffisante aux fins de l'article 7:3.

7.398 En conséquence, nous constatons que les Philippines ont établi *prima facie* que les douanes thaïlandaises avaient agi d'une manière incompatible avec les obligations découlant de l'article 7:3 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

8. Article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane

a) Principaux arguments des parties

7.399 Les **Philippines** allèguent que la Thaïlande a enfreint l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane en révélant à plusieurs reprises à la presse le prix c.a.f., les valeurs transactionnelles et les volumes d'importation de 2005 de PM Thailand.[857]

7.400 Les Philippines font valoir que les prix à l'importation et le volume d'importation sont des renseignements "de nature" confidentielle au sens de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Elles font observer que la Thaïlande a admis qu'"il n'y [avait] pas de différend au sujet du fait que les prix c.a.f. des cigarettes importées [étaient] des renseignements confidentiels et que la divulgation de ces renseignements porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes des importateurs de cigarettes".[858] Par conséquent, l'article 10 interdit la divulgation de ces renseignements par les autorités douanières, à moins que la société n'accepte que les informations qu'elle détient soient rendues publiques. Les Philippines font valoir que PM Thailand a estimé que ces renseignements étaient confidentiels: elles ont exhorté à plusieurs reprises le gouvernement thaïlandais à arrêter de diffuser de tels renseignements, par exemple par les demandes en date du 27 septembre 2006[859] et du 27 avril 2007.[860] Les Philippines estiment que, bien que les quantités globales de cigarettes importées soient couramment rendues publiques, aucune information spécifique à la société ne devrait être divulguée par les autorités thaïlandaises.

7.401 Les Philippines allèguent que le 9 août 2006[861], le 29 août 2006[862], le 31 août 2006[863] et à nouveau le 27 septembre 2006[864], des fonctionnaires du gouvernement thaïlandais ont divulgué le prix c.a.f. de PM Thailand à la presse. En outre, elles font valoir que, le 10 août 2006, "des sources anonymes provenant du service des douanes" ont déclaré au *Post Today* que "le prix à l'importation des *Marlboro* [était] de [[xx.xxx.xx]] baht et le prix de vente au détail de 65 baht tandis que le prix à l'importation des *L&M* [était] de [[xx.xxx.xx]] baht par paquet et le prix de vente au détail de 47 baht par paquet. En 2005, [[xx.xxx.xx]] paquets de *Marlboro* et [[xx.xxx.xx]] paquets de *L&M* ont été

[857] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 386 à 409.

[858] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 55, citant la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 286.

[859] Pièce PHL-180, paragraphe 6. PM Thailand a demandé au gouvernement thaïlandais de "s'abstenir de divulguer aux médias aucune des informations sur la société qui soit confidentielle et sensible sur le plan des prix".

[860] Pièce PHL-112, page 10.

[861] "*Thailand Considers Pulling Wine, Cigarettes out of AFTA as Loopholes Exploited*", Bangkok Post, 9 août 2006. Pièce PHL-54. "*Customs Agreed to Adjust Prices of Cigarettes – Wine*", Daily News, 9 août 2006. Pièce PHL-64.

[862] "*A proposal will be made to the Cabinet to fix tax evasion by foreign cigarette importers*", Matichon, 29 août 2006. Pièce PHL-85.

[863] "*Thanong presses to raise tax on imported cigarettes*", Khao Hun, 31 août 2006. Pièce PHL-1.

[864] "*Excise Plans to Ban Importation of Cigarettes*", Krungthep Turakij, 27 septembre 2006. Pièce PHL-86.

importés en Thaïlande pour la vente sur le marché intérieur".[865] Ainsi, tant le prix c.a.f. que le volume d'importation de PM Thailand ont été rendus publics.

7.402 Les Philippines soutiennent qu'une autre infraction à la confidentialité a eu lieu le 1er juin 2009[866], quand des fonctionnaires thaïlandais ont révélé des valeurs transactionnelles de PM Thailand à la presse.[867] Cela contredit l'argument de la Thaïlande selon lequel ces allégations concernent des actes passés au sujet desquels le Groupe spécial n'a pas à formuler de recommandations ni de constatations.

7.403 La **Thaïlande** considère que l'allégation des Philippines au titre de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane se rapporte à des actes achevés passés. Le Groupe spécial ne devrait donc formuler aucune constatation à ce sujet.[868]

7.404 En ce qui concerne les volumes d'importation et la valeur transactionnelle déclarée, la Thaïlande allègue que les statistiques d'importation ne sont généralement pas confidentielles et que par conséquent, dans une situation où un importateur a été le seul à importer une marchandise donnée et où cet importateur décide de révéler cette information, ses volumes d'importation ne constitueraient pas des statistiques confidentielles.[869] Plus généralement, la Thaïlande allègue que les Philippines ne se sont pas acquittées de la charge qui leur incombe d'établir que les informations en cause étaient de nature confidentielle au moment où elles ont été divulguées.[870]

b) Analyse du Groupe spécial

7.405 Les Philippines allèguent que la Thaïlande a enfreint l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane quand des fonctionnaires du gouvernement thaïlandais ont divulgué à la presse le prix c.a.f., les valeurs transactionnelles pour l'année 2006 et les volumes d'importation pour l'année 2005 de PM Thailand.[871] Elles font valoir que ces renseignements sont de nature confidentielle au sens de l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane.[872]

7.406 L'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane dispose ce qui suit:

> "Tous les renseignements qui seraient de nature confidentielle, ou qui seraient fournis à titre confidentiel aux fins de l'évaluation en douane, seront traités comme strictement confidentiels par les autorités concernées qui ne les divulgueront pas sans l'autorisation expresse de la personne ou du gouvernement qui les aura fournis, sauf dans la mesure où elles pourraient être tenues de le faire dans le cadre de procédures judiciaires."

7.407 Nous croyons comprendre par conséquent que l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane interdit aux autorités douanières de divulguer des renseignements qui sont par essence confidentiels quand un importateur les a fournis aux fins de l'évaluation en douane.

---

[865] "*Customs put pressure on 'Marlboro'*", Post Today, 10 août 2006. Pièce PHL-48.
[866] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 20. "*Authorities Plan to Plug Loopholes*", Bangkok Post, 1er juin 2009. Pièce PHL-159.
[867] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 20.
[868] Première déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 30.
[869] Réponse de la Thaïlande à la question n° 35.
[870] Réponse de la Thaïlande à la question n° 35.
[871] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 386.
[872] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 407.

7.408 L'Accord sur l'évaluation en douane ne définit pas les renseignements confidentiels ni ne donne une liste spécifique des renseignements qu'il qualifie de renseignements confidentiels. Nous trouvons une indication utile dans les débats menés par le Groupe de travail de la mise en œuvre au sein du Comité des pratiques antidumping. Le compte rendu des débats indique que des renseignements peuvent être considérés comme confidentiels s'ils ne sont pas du domaine public et si leur divulgation risque, entre autres choses: "d'avantager de façon notable un concurrent …, d'avoir un effet défavorable notable pour la partie qui a fourni les renseignements …, de porter préjudice à la position commerciale d'une personne qui aurait fourni les renseignements ou que les renseignements concerneraient …".[873]

7.409 Les deux parties conviennent que le prix c.a.f., les valeurs transactionnelles et le volume des importations de PM Thailand ont été révélés à la presse par des fonctionnaires thaïlandais. Les éléments de preuve qui nous ont été présentés montrent que des fonctionnaires du gouvernement thaïlandais ont joué un rôle dans la divulgation de ces renseignements aux journaux thaïlandais, tant en août et septembre 2006 qu'en juin 2009.[874] Par exemple, "des sources anonymes provenant du service des douanes" ont déclaré le 10 août 2006 au *Post Today* que "le prix à l'importation des *Marlboro* [était] de [[xx.xxx.xx]] baht et le prix de vente au détail de 65 baht tandis que le prix à l'importation des *L&M* [était] de [[xx.xxx.xx]] baht par paquet et le prix de vente au détail de 47 baht par paquet. En 2005, [[xx.xxx.xx]] paquets de *Marlboro* et [[xx.xxx.xx]] paquets de *L&M* ont été importés en Thaïlande pour la vente sur le marché intérieur".[875] Mme Kanyanuch Sorthip, Directrice générale adjointe du Département thaïlandais des enquêtes spéciales, a révélé le 29 août 2006 qu'"en ce qui concerne les cigarettes *L&M* importées, le prix c.a.f. [était] de [[xx.xxx.xx]] baht, le prix unitaire de vente au détail de 47 baht. Le prix usine des Royal Deluxe et des Krongthip Deluxe [était] de 7,946 baht, le prix de vente au détail de 53 baht. Le prix des *Marlboro* [était] de [[xx.xxx.xx]] baht, le prix de vente au détail de 65 baht".[876]

7.410 La Thaïlande ne conteste pas que le prix c.a.f. de PM Thailand est classé parmi les renseignements confidentiels.[877] Elle admet aussi que la valeur en douane de PM Thailand est un renseignement confidentiel.[878] En ce qui concerne les volumes d'importation, cependant, la Thaïlande estime que bien qu'ils *puissent* être des renseignements confidentiels, ces volumes ne seraient pas de nature confidentielle quand une société est le seul importateur d'une marchandise donnée ou quand cette société a accepté que ces renseignements soient portés à la connaissance du public.[879] À cet égard, nous notons que PM Thailand n'est pas le seul importateur de cigarettes en Thaïlande.[880] En outre, PM Thailand n'a accepté à aucun moment de mettre ses renseignements confidentiels à la disposition du public. Au contraire, elle a insisté en de nombreuses occasions sur le fait que ces renseignements devaient rester confidentiels.[881] Par ailleurs, nous convenons que la divulgation même de renseignements sur le prix c.a.f., les valeurs transactionnelles et le volume des importations de PM Thailand pourraient causer des dommages commerciaux à celle-ci en donnant à ses concurrents accès aux informations commerciales sensibles qu'elle détient. Par exemple, la nature de telles informations donnerait aux concurrents des indications utiles sur la stratégie commerciale de PM Thailand, y compris les marges bénéficiaires. La Thaïlande n'a pas répondu spécifiquement à cet

[873] G/ADP/AHG/W/65.
[874] Pièces PHL-1, PHL-48, PHL-54, PHL-64, PHL-85, PHL-86, PHL-112, PHL-159 et PHL-180.
[875] "*Customs put pressure on 'Marlboro'*", Post Today, 10 août 2006. Pièce PHL-48.
[876] Pièce PHL-85, page 2.
[877] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 286 ("il n'y a pas de différend au sujet du fait que les prix c.a.f. des cigarettes importées sont des renseignements confidentiels et que la divulgation de ces renseignements serait préjudiciable aux intérêts commerciaux légitimes des importateurs de cigarettes").
[878] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 197 ("En ce qui concerne les cigarettes importées, la valeur en douane est confidentielle et ne peut pas être publiée").
[879] Réponse de la Thaïlande à la question n° 35 du Groupe spécial.
[880] Pièce PHL-77.
[881] Pièces PHL-159 et PHL-112, page 10.

argument. En revanche, elle a reconnu que "la divulgation de … renseignements [sur le prix c.a.f.] porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes des importateurs de cigarettes".[882]

7.411 Par conséquent, le Groupe spécial conclut que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane en divulguant dans les médias thaïlandais les renseignements confidentiels en matière d'évaluation en douane fournis par PM Thailand aux douanes thaïlandaises.

D. PREMIÈRE PHRASE DE L'ARTICLE III:2 DU GATT DE 1994 – TVA VISANT LES CIGARETTES

1. Introduction

7.412 Les Philippines allèguent que la Thaïlande agit d'une manière incompatible avec la première phrase de l'article III:2 parce qu'elle impose sur les cigarettes importées une TVA "supérieure" à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires en établissant une base d'imposition discriminatoire pour la TVA imposée sur les cigarettes importées.[883] La Thaïlande fait valoir que la base d'imposition de la TVA est établie de la même manière pour les cigarettes importées et pour les cigarettes nationales et que les Philippines n'ont pas établi *prima facie* que les cigarettes importées étaient frappées d'une taxe "supérieure" à celle qui frappait les cigarettes nationales.

7.413 L'article III:2 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "*Article III*
>
> *Traitement national en matière d'impositions et de réglementation intérieures*
>
> 2. Les produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas frappés, directement ou indirectement, de taxes ou autres impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent, directement ou indirectement, les produits nationaux similaires. En outre, aucune partie contractante n'appliquera, d'autre façon, de taxes ou autres impositions intérieures aux produits importés ou nationaux d'une manière contraire aux principes énoncés au paragraphe premier."

7.414 Comme l'a précisé l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Périodiques*, la question de savoir si une mesure est compatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994 nécessite une analyse en deux étapes: premièrement, analyse de la question de savoir si les produits importés et les produits nationaux sont similaires et, deuxièmement, analyse de la question de savoir si les produits importés sont frappés d'une taxe intérieure supérieure à celle qui frappe les produits nationaux. Si les réponses aux deux questions sont affirmatives, il y a violation de la première phrase de l'article III:2.[884]

7.415 Nous commencerons notre analyse en identifiant la ou les mesures spécifiques liées à la TVA dont les Philippines allèguent qu'elles constituent une violation de la première phrase de l'article III:2.

---

[882] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 197 ("En ce qui concerne les cigarettes importées, la valeur en douane est confidentielle et ne peut pas être publiée").

[883] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 458 et 459 et 493 à 516; première déclaration orale, paragraphes 208 à 220; deuxième communication écrite, paragraphes 369 à 427; observations du 16 septembre 2009, paragraphe 19; deuxième déclaration orale, paragraphe 74.

[884] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, pages 22 et 23. Dans cette affaire, le Groupe spécial a énoncé le critère des deux étapes, qui a été mentionné et confirmé par l'Organe d'appel (rapport du Groupe spécial *Canada – Périodiques*, paragraphe 5.21).

2. Mesures en cause

7.416 Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les Philippines indiquent les mesures suivantes comme étant les mesures par le biais desquelles le système de TVA thaïlandais fonctionne:

- les articles 79/5, 81, 82/7, 88, 88/2, 88/5, 88/6, 89(4), et 89/1 du Code des impôts de la Thaïlande;
- l'article 23 de la Loi sur le tabac B.E. 2509 (1966);
- le Décret royal, pris en vertu du Code des impôts, régissant la réduction des taux de la taxe sur la valeur ajoutée (n° 479), B.E. 2551 (2008);
- le Décret royal pris en vertu du Code des impôts régissant l'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée (n° 239) B.E. 2534 (1991);
- l'Ordonnance du Département des impôts n° Por 85/2542 (1999);
- la Notification du Directeur général du Département des impôts concernant la TVA (n° 10);
- les Avis relatifs aux MRSP rendus par le Directeur général des droits d'accise. Les MRSP actuellement applicables figurent dans l'Avis B.E. 2550 (2007) du 29 août 2007 (pour les produits nationaux) et dans l'Avis B.E. 2551 (2008) du 19 août 2008 (pour les produits importés); et
- toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures connexes.

7.417 Les Philippines demandent que le Groupe spécial constate que la Thaïlande viole la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994 en imposant sur les cigarettes importées une TVA "supérieure" à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires par le biais des MRSP (à savoir la base d'imposition de la TVA). En particulier, les Philippines allèguent que les Avis relatifs aux MRSP rendus pour *Marlboro* et *L&M* les 7 décembre 2005, 18 septembre 2006, 30 mars 2007 et 29 août 2007 sont contraires à l'article III:2 du GATT de 1994.[885]

7.418 Le Groupe spécial note que les Philippines ont soutenu dans leurs observations du 9 novembre 2009 sur la deuxième déclaration orale de la Thaïlande que, par erreur, elles avaient omis d'inclure dans leur deuxième déclaration orale l'Avis relatif aux MRSP du 19 août 2008 dans le cadre des Avis relatifs aux MRSP faisant partie de la présente procédure.[886] Le Groupe spécial observe que, bien que cet Avis spécifique soit indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines et soit mentionné comme étant un exemple du calcul du MRSP pour la Thaïlande dans certaines parties des communications écrites des Philippines, les Philippines n'ont jamais présenté une allégation, pour ne pas dire des arguments spécifiques, dans la présente procédure selon laquelle l'Avis du 19 août 2008 lui-même était contraire à l'article III:2 jusqu'à leurs observations du 9 novembre 2009. Dans leurs observations sur le rapport intérimaire du Groupe spécial, les Philippines ont présenté un tableau qui passe en revue toutes leurs communications en rapport avec l'Avis relatif à ces MRSP; nous considérons que les communications en question

[885] Observations des Philippines du 16 septembre 2009, paragraphe 19; deuxième déclaration orale, paragraphe 75; réponse à la question n° 128 du Groupe spécial. Dans la section VII.B.1 c) ci-dessus, nous avons expliqué que ces avis relevaient de notre mandat.

[886] Observations des Philippines concernant la deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 16.

peuvent être réparties en trois types: i) les communications faisant référence au calcul des coûts de commercialisation pour l'Avis relatif aux MRSP du 18 août 2008; ii) les communications concernant la différence absolue entre les MRSP applicables aux cigarettes nationales et aux cigarettes importées; et iii) les communications faisant référence à d'autres aspects de l'Avis relatif aux MRSP du 18 août 2008.

7.419 Nous considérons que les communications des types ii) et iii) sont trop générales pour pouvoir être considérées comme des "arguments" ou des "éléments de preuve" spécifiquement avancés en relation avec l'allégation des Philippines au titre de la première phrase de l'article III:2, puisque dans ces communications l'Avis relatif aux MRSP de 2008 est simplement utilisé comme exemple pour soutenir une allégation différente.[887] Nous convenons que les communications du type i), en revanche, concernent le calcul des coûts de commercialisation et ont un caractère plus fondamental. Dans ces communications, les Philippines soutiennent que l'Avis relatif aux MRSP de décembre 2005 est incompatible avec l'article III:2 du GATT de 1994 parce que les coûts de commercialisation pour cet Avis ont été calculés de façon incorrecte et, puisque ces coûts ont aussi été utilisés pour le calcul des MRSP de 2008 (et de 2009), le MRSP de 2008 est également contraire à l'article III:2. Toutefois, malgré le fait que les Philippines font référence à plusieurs reprises à l'Avis relatif aux MRSP d'août 2008 et donnent aussi des renseignements sur l'Avis dans plusieurs pièces[888], nous ne considérons pas que ces renseignements constituent des allégations ou arguments concernant l'Avis et, en conséquence, nous ne sommes pas en mesure de formuler une constatation sur la compatibilité de l'Avis du 19 août 2008 avec les obligations découlant de la première phrase de l'article III:2.

7.420 Au cours de la procédure du Groupe spécial, en mai 2009, un nouvel Avis relatif aux MRSP a été rendu. Durant la procédure, les Philippines ont spécifiquement demandé au Groupe spécial de ne *pas* se prononcer sur cet Avis relatif aux MRSP; elles ont indiqué ce qui suit: "le Groupe spécial ne devrait pas fonder ses constatations sur les Avis relatifs aux MRSP de mai 2009. Le système de règlement des différends de l'OMC ne devrait pas faire intervenir une cible mobile qui change sous l'effet de mesures révisées adoptées au cours d'une procédure de groupe spécial, éventuellement à la suite d'arguments et d'éléments de preuve présentés à un groupe spécial."[889] La Thaïlande n'a pas non plus contesté ce point. Étant donné que l'Avis relatifs aux MRSP a été rendu après l'établissement du Groupe spécial, et que les parties ne voulaient pas que le Groupe spécial examine ce nouvel avis dans son analyse, le Groupe spécial a décidé de ne pas l'inclure.

7.421 Ainsi qu'il est expliqué dans la section VII.B.4 a) iii) ci-dessous, la méthode spécifique et les étapes procédurales que le Département des droits d'accise thaïlandais suit pour déterminer les MRSP ne sont pas énoncées dans la législation ou la réglementation thaïlandaise bien que les éléments permettant le calcul des MRSP soient indiqués dans les Avis relatifs aux MRSP rendus à partir d'août 2007. Au cours du présent différend, la Thaïlande a présenté au Groupe spécial la méthode que le Département des droits d'accise thaïlandais utilisait pour établir les MRSP. D'après ce que nous savons, les Philippines n'ont pas contesté cette méthode générale qui serait utilisée par le Département des droits d'accise thaïlandais pour déterminer les MRSP en soi. Les Philippines disent, par exemple, que "le différend concerne les MRSP établis les 7 décembre 2005, 18 septembre 2006, 30 mars 2007

[887] Première communication des Philippines, paragraphes 493 à 502, y compris le tableau 4 figurant au paragraphe 498, le paragraphe 708, point 19, et le paragraphe 712; première déclaration orale, paragraphes 208, 210 et 212 à 216; demande du 15 juin 2009, paragraphe 6 et tableau des documents, point 19; réponse à la question n° 79 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 414 à 424, y compris les graphiques 1 à 4; observations sur les réponses de la Thaïlande aux questions du Groupe spécial (deuxième réunion), paragraphes 90, 117 à 121 et 126 à 130.

[888] Pièces PHL-77, PHL-127, PHL-155, PHL-171, PHL-172, PHL-204, PHL-208, PHL-210, PHL-211, PHL-212, PHL-213, PHL-238, PHL-270 et PHL-208.

[889] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 431.

et 29 août 2007".[890] Par conséquent, l'allégation des Philippines au titre de la première phrase de l'article III:2 se limite aux Avis relatifs aux MRSP en question.

3. Analyse du produit similaire

a) Question de savoir si l'analyse du produit similaire au titre de la première phrase de l'article III:2 exige une comparaison entre "tous" les produits importés et "tous" les produits nationaux

i) Principaux arguments des parties

7.422 Les **Philippines** soutiennent que leur principale allégation au titre de la première phrase de l'article III:2 vise *toutes* les cigarettes importées et *toutes* les cigarettes nationales, dans *tous* les segments de prix.[891] À titre subsidiaire, elles font valoir que toutes les cigarettes nationales et toutes les cigarettes importées comprises dans chaque segment de prix sont des "produits similaires".[892]

7.423 Les Philippines sont cependant d'avis qu'une constatation de violation au titre de la première phrase de l'article III:2 n'exige pas une constatation établissant que toutes les cigarettes importées et toutes les cigarettes nationales sont similaires.[893] La Thaïlande viole l'article III:2 chaque fois qu'une marque de cigarettes importée donnée est "similaire" à une marque nationale donnée, et que la première marque est frappée d'une taxe supérieure à celle qui frappe la deuxième. Les Philippines relèvent que la Thaïlande a admis dans sa première communication écrite que les cigarettes comprises dans la même fourchette de prix étaient des produits "similaires".

7.424 La **Thaïlande** croit comprendre que la question de savoir quelles catégories de produits importés et de produits nationaux doivent être comparées aux fins de l'analyse de la similarité dans le cadre de l'allégation au titre de l'article III:2 dépend de celle de savoir comment le plaignant structure ses allégations.[894] Dans la mesure où l'allégation des Philippines est que *toutes* les cigarettes importées sont similaires à *toutes* les cigarettes nationales et que toute différence d'imposition entre les deux constitue une violation de l'article III:2, le Groupe spécial ne peut pas conclure que la Thaïlande viole l'article III:2 à moins de constater que *toutes* les cigarettes importées sont similaires à *toutes* les cigarettes nationales. Néanmoins, la Thaïlande ne conteste pas le fait que des paires particulières de cigarettes importées et de cigarettes nationales peuvent être des produits similaires.[895]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.425 La principale allégation des Philippines concernant les "produits similaires" est que "toutes" les cigarettes importées sont similaires à "toutes" les cigarettes nationales. La Thaïlande estime donc que le Groupe spécial ne peut pas conclure qu'elle viole la première phrase de l'article III:2 à moins de constater que toutes les cigarettes importées sont similaires à toutes les cigarettes nationales, dans la mesure où l'allégation des Philippines est structurée de cette manière. L'allégation des Philippines

---

[890] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 75. Les Philippines disent aussi ce qui suit: "les Philippines ont indiqué que le différend concern[ait] les Avis relatifs aux MRSP des "deux années et demie" passées, y compris les Avis relatifs aux MRSP de décembre 2005, en vigueur au début de cette période, et les Avis relatifs aux MRSP de 2006 et 2007, qui étaient déjà contestés dans la procédure visant la Thaïlande lors de l'élaboration de la demande d'établissement d'un groupe spécial". Les Philippines font également référence à leur demande d'établissement d'un groupe spécial, paragraphe 25.

[891] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 464 à 486; première déclaration orale, 369; réponse à la question n° 39 du Groupe spécial.

[892] Réponse des Philippines à la question n° 39 du Groupe spécial.

[893] Réponse des Philippines à la question n° 48 du Groupe spécial.

[894] Réponse de la Thaïlande à la question n° 48 2) du Groupe spécial.

[895] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 221.

concernant la similarité entre les cigarettes importées et les cigarettes nationales ne se limite toutefois pas à leur principale allégation. Les Philippines allèguent aussi que les cigarettes nationales et les cigarettes importées *comprises dans chaque segment de prix* sont des produits similaires.[896] Elles estiment que la Thaïlande viole l'article III:2 chaque fois qu'une marque de cigarettes importée donnée est "similaire" à une marque nationale donnée, et que la première marque est frappée d'une taxe supérieure à celle qui frappe la deuxième.[897]

7.426 Au vu des arguments ci-dessus, le Groupe spécial identifiera d'abord le champ des produits importés et des produits nationaux qui doivent être comparés dans le présent différend aux fins de l'analyse du produit similaire au titre de la première phrase de l'article III:2.

7.427 La première phrase de l'article III:2 dit que "les produits … importés … ne seront pas frappés … de taxes ou autres impositions intérieures … supérieures à celles qui frappent … les produits nationaux similaires". Par conséquent, le libellé de la première phrase de l'article III:2 n'indique pas qu'il faudrait constater que "tous" les produits importés sont similaires à "tous" les produits nationaux. Dans des différends antérieurs comportant une analyse de la similarité au titre de la première phrase de l'article III:2, les groupes spéciaux ont constaté que les produits importés visés étaient des produits nationaux "similaires" au sens de cette disposition, dès lors que le ou les produits importés en cause dans un différend donné étaient considérés comme étant "similaires" à *au moins certains* produits nationaux.[898]

7.428 Compte tenu de ce qui précède, nous n'estimons pas qu'une comparaison entre "toutes" les cigarettes importées et "toutes" les cigarettes nationales soit nécessaire aux fins de l'analyse de la similarité au titre de la première phrase de l'article III:2. Bien que le fait de présenter des éléments de preuve montrant la similarité entre toutes les cigarettes importées et toutes les cigarettes nationales permet certainement de satisfaire au critère de similarité énoncé dans la première phrase de l'article III:2, nous ne jugeons pas nécessaire de procéder à une telle analyse aux fins du présent différend. Par conséquent, nous passons à l'examen de la question de savoir si les Philippines ont établi, avec des éléments de preuve à l'appui, que les cigarettes importées en cause étaient similaires au moins à certaines cigarettes nationales au sens de la première phrase de l'article III:2.

---

[896] Nous notons la déclaration du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes* selon laquelle "les cigarettes importées peuvent en général être considérées comme des produits similaires aux cigarettes nationales de la République dominicaine au sens de la première phrase de l'article III:2 du GATT". Compte tenu des précisions supplémentaires données par le Groupe spécial au sujet de son analyse du produit similaire, nous croyons comprendre, cependant, que la déclaration ci-dessus a été faite en tant que remarque générale plutôt qu'en tant que constatation concernant la similarité entre les cigarettes importées et les cigarettes nationales en cause dans ce différend (rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.330). En l'occurrence, le Groupe spécial a dit ce qui suit dans le paragraphe suivant:

> "Toutefois, aux fins de l'analyse dans le cadre de la première phrase de l'article III:2 du GATT, une interprétation au sens étroit de la prescription relative à la similarité exigerait que le Groupe spécial prenne en considération en outre le fait que, dans le cadre de la désignation générale du produit, les cigarettes sont présentées aux consommateurs avec des marques distinctives. Telles qu'elles sont identifiées par ces marques, les cigarettes se font mutuellement concurrence à l'intérieur de segments de prix spécifiques. La distinction entre différents segments de prix peut être particulièrement importante pour l'analyse au titre de l'article III:2 du GATT, puisque l'impôt sélectif sur la consommation était appliqué sur une base *ad valorem*, c'est-à-dire était lié au prix du produit." (Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.331)

[897] Réponse des Philippines à la question n° 48 du Groupe spécial.

[898] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.110.

b) Question de savoir si les cigarettes importées et les cigarettes nationales comprises dans des segments de prix particuliers sont "similaires" au sens de la première phrase de l'article III:2

i) Principaux arguments des parties

7.429 Les **Philippines** observent que, si le Groupe spécial ne formule pas de constatation concernant toutes les cigarettes, elles soutiennent que toutes les cigarettes *comprises dans des segments de prix particuliers* sont similaires.[899] Le Groupe spécial doit donc évaluer quelles marques nationales sont similaires aux cigarettes *L&M* importées et quelles marques nationales sont similaires aux cigarettes *Marlboro* importées. Les Philippines notent aussi que la Thaïlande admet que les marques de cigarettes nationales et importées comprises dans un segment de prix sont des produits "similaires".[900] En tout état de cause, les Philippines ont fourni les éléments de preuve nécessaires pour montrer que *toutes* les cigarettes importées et nationales sont des produits similaires.[901] En l'espèce, les Philippines s'appuient sur trois éléments de preuve – i) une étude de marché de TNS concernant les taux de passage d'une marque de cigarettes à une autre ainsi que l'élasticité-prix croisée de la demande[902]; ii) des recherches sur l'élasticité de la substitution entre les marques de cigarettes[903]; et iii) une déclaration d'expert relative à l'élasticité-prix croisée compensée par le revenu de la demande[904] – pour démontrer que toutes les cigarettes importées et toutes les cigarettes nationales sont similaires. Les Philippines font valoir que ces mêmes éléments de preuve corroborent également leur position selon laquelle les cigarettes importées et les cigarettes nationales comprises dans les mêmes segments de prix sont similaires.[905]

7.430 Selon les Philippines, les cigarettes *L&M* ont des prix similaires à ceux de *Krongthip, Gold City FF 90, Falling Rain, Krongthip FF 90, Royal Standard FF Regular, Samit FF 90* et *Krongthip Lights*; et les cigarettes *Marlboro* ont des prix similaires à ceux de *Krongthip FF Deluxe* et *Royal Standard FF Deluxe*.[906]

7.431 La **Thaïlande** ne conteste pas que des paires particulières de cigarettes importées et de cigarettes nationales *peuvent* être des produits similaires.[907] De plus, elle n'a pas répondu à l'argument des Philippines selon lequel les cigarettes *L&M* et *Marlboro* sont similaires aux cigarettes nationales comprises dans leurs segments de prix spécifiques. Dans la mesure où les Philippines allèguent que toutes les cigarettes importées et toutes les cigarettes nationales sont des produits similaires, la Thaïlande est d'avis que les Philippines doivent établir que les éléments de chaque paire possible de marques de cigarettes importées et de cigarettes nationales sont "parfaitement substituables".[908] La Thaïlande fait valoir qu'il incombe aux Philippines d'établir que des marques importées et des

[899] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 388; réponse aux questions n° 39 et 48 du Groupe spécial.

[900] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 388; réponse à la question n° 48 du Groupe spécial, faisant référence à la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 221.

[901] Réponse des Philippines à la question n° 48 du Groupe spécial.

[902] Pièces PHL-111 a) et PHL-111 b).

[903] Pièce PHL-148.

[904] Pièce PHL-149.

[905] Réponse des Philippines aux questions n° 39 et 48 du Groupe spécial.

[906] Réponse des Philippines à la question n° 48 du Groupe spécial, faisant référence aux pièces THA-19 et PHL-148; deuxième communication écrite, paragraphe 390, tableau 2.

[907] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 221.

[908] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 126. La Thaïlande fait valoir que, compte tenu du fait qu'il y avait 19 marques nationales et 86 marques importées présentes sur le marché thaïlandais au moment de l'établissement du Groupe spécial, il y a 1 634 appariements possibles de marques importées et de marques nationales dont les Philippines doivent démontrer qu'elles sont "parfaitement substituables".

marques nationales particulières sont "parfaitement substituables" et, de ce fait, des "produits similaires".

ii) Analyse du Groupe spécial

7.432 Aux fins de l'analyse de la similarité au titre de la première phrase de l'article III:2, nous avons décidé de comparer la similarité entre les marques de cigarettes importées en cause (à savoir *Marlboro* et *L&M*) et les marques de cigarettes nationales qui sont comprises dans les mêmes segments de prix. Les Philippines estiment que les cigarettes *Marlboro* de qualité supérieure ont des prix similaires à ceux de deux marques de cigarettes nationales, *Krongthip FF Deluxe* et *Royal Standard FF Deluxe*, et que les cigarettes *L&M* de prix moyen ont des prix similaires à ceux de *Krongthip, Gold City FF 90, Falling Rain, Krongthip FF 90, Royal Standard FF Regular, Samit FF 90* et *Krongthip Lights*. La Thaïlande ne fait pas objection à ce classement de la part des Philippines.[909] Comme il est dit plus haut, la Thaïlande reconnaît que des paires particulières de cigarettes importées et de cigarettes nationales *peuvent* être des produits similaires. Nous examinerons donc dans la présente section la question de savoir si les Philippines ont établi que les cigarettes *Marlboro* étaient "similaires" aux cigarettes *Krongthip FF Deluxe* et *Royal Standard FF Deluxe* et que les cigarettes *L&M* étaient similaires aux cigarettes *Krongthip, Gold City FF 90, Falling Rain, Krongthip FF 90, Royal Standard FF Regular, Samit FF 90* et *Krongthip Lights*.

7.433 Nous commençons notre analyse en rappelant les lignes directrices données par l'Organe d'appel au sujet de l'analyse du produit similaire au titre de la première phrase de l'article III:2. L'Organe d'appel a estimé que le critère approprié pour une détermination de l'existence de produits similaires aux fins des dispositions de la première phrase de l'article III:2 devait être établie de façon étroite, au cas par cas, en examinant les éléments pertinents, y compris les suivants: i) les utilisations finales du produit sur un marché donné; ii) les goûts et habitudes des consommateurs; iii) les propriétés, la nature et la qualité du produit; et iv) la classification tarifaire.[910] Nous avons également à l'esprit l'observation de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Amiante* selon laquelle "comme il avait adopté une approche fondée sur les quatre critères énoncés dans l'affaire *Ajustements fiscaux à la frontière*, le Groupe spécial aurait dû examiner les éléments de preuve relatifs à *chacun* de ces quatre critères, puis peser *tous* ces éléments de preuve, ainsi que tout autre élément de preuve pertinent, dans sa détermination *générale* sur le point de savoir si les produits en cause pouvaient être qualifiés de "similaires"".[911] Nous examinerons donc les éléments de preuve relatifs à la similarité des cigarettes importées et des cigarettes nationales en cause en fonction de chacun des quatre critères ci-dessus, ainsi que de tout autre élément de preuve pertinent, et nous évaluerons tous les éléments de preuve dans leur intégralité avant d'établir une conclusion finale.

7.434 À ce sujet, nous notons l'argument de la Thaïlande selon lequel seuls "les produits parfaitement substituables" relèvent de la définition des "produits similaires" figurant dans la première phrase de l'article III:2. La Thaïlande justifie son point de vue en se référant à l'explication donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Boissons alcooliques*. L'Organe d'appel a dit ce qui suit:

> "Les produits "similaires" sont un sous-ensemble des produits directement concurrents ou directement substituables: tous sont par définition directement

[909] Les Philippines estiment que la seule différence entre l'argument et les éléments de preuve relatifs à la similarité à l'intérieur des catégories de prix et l'argument et les éléments de preuve relatifs à la similarité entre les catégories concerne le prix de détail. Elles soutiennent que, pour tous les autres critères de similarité, leur argument et leurs éléments de preuve sont identiques. (Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 389) La Thaïlande n'a pas fait objection à cette description de l'argument et des éléments de preuve des Philippines.

[910] Rapports de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 21 et 22; *Canada – Périodiques*, page 24.

[911] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 109.

> concurrents ou directement substituables alors que les produits "directement concurrents ou directement substituables" ne sont pas tous "similaires". Il faut donner un sens étroit à la notion de produits similaires mais la catégorie des produits directement concurrents ou directement substituables est plus vaste. *Alors que les produits parfaitement substituables relèvent de la première phrase de l'article III.2*, des produits imparfaitement substituables peuvent faire l'objet d'une évaluation au titre de la deuxième phrase de l'article III:2."[912] (pas d'italique dans l'original)

7.435 Il apparaît que la Thaïlande s'appuie sur la dernière phrase du paragraphe cité ci-dessus pour faire valoir que seuls les produits parfaitement substituables rempliront le critère relatif aux produits similaires au titre de la première phrase de l'article III:2.

7.436 Nous constatons que l'interprétation donnée par la Thaïlande de la déclaration de l'Organe d'appel susmentionnée est inutilement restrictive. Bien que nous convenions que des produits parfaitement substituables seront manifestement des "produits similaires" au sens de la première phrase de l'article III:2, nous ne pensons pas que l'Organe d'appel voulait limiter le champ des produits similaires aux produits *identiques*. Certes, cette interprétation peut être compatible avec la définition économique de l'expression "parfaitement substituables", mais elle rendrait quasiment impossible une constatation de similarité au titre de la première phrase de l'article III:2.

7.437 Comme il est dit plus haut, une détermination de l'existence de produits similaires doit être établie au cas par cas, compte tenu, entre autres choses, des quatre critères cités dans l'affaire *Ajustements fiscaux à la frontière* ainsi que tout autre critère également susceptible d'être pertinent dans une affaire donnée.[913] Notre point de vue est également corroboré par les déclarations ci-après de l'Organe d'appel:

> "[n]ous estimons avec le Groupe spécial que la première phrase de l'article III:2 ne doit pas être interprétée de façon étroite afin de ne pas condamner ...
>
> Étroite jusqu'à quel point, c'est là une question à régler séparément pour chaque mesure fiscale dans chaque cas. Nous souscrivons à la pratique suivie dans le cadre du GATT de 1947 pour déterminer cas par cas si les produits importés et des produits nationaux sont "similaires" ..."[914]
>
> "Les groupes spéciaux ne peuvent qu'agir au mieux de leur jugement pour déterminer si, en fait, les produits sont "similaires", ce qui impliquera toujours inévitablement un élément de jugement personnel, discrétionnaire ... il faut prendre une décision discrétionnaire pour examiner les diverses caractéristiques des produits dans chaque cas."[915]

7.438 Par conséquent, si l'étendue de la similarité entre les produits importés et les produits nationaux doit être interprétée de façon très étroite, nous croyons comprendre que, comme l'Organe d'appel l'a indiqué, le critère approprié pour la détermination par un groupe spécial de l'existence de produits similaires aux fins de la première phrase de l'article III:2 impose une analyse au cas par cas prenant en compte les circonstances factuelles de chaque cas et la décision discrétionnaire des groupes spéciaux.

---

[912] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Boissons alcooliques*, paragraphe 118.
[913] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 21 et 22.
[914] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 23.
[915] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 24.

7.439 Compte tenu de ce qui précède, nous examinerons si les Philippines ont établi que les cigarettes importées en cause étaient similaires aux cigarettes nationales comprises dans les mêmes segments de prix. Nous notons que les parties conviennent généralement que toutes les cigarettes importées et toutes les cigarettes nationales sont similaires au moins pour ce qui est de leurs caractéristiques physiques, de leurs utilisations finales et de leur classification dans le Système harmonisé. Dans les paragraphes ci-après, nous évaluerons donc en premier lieu la similarité des cigarettes importées et des cigarettes nationales concernées sur la base de ces trois critères. Nous analyserons ensuite la similarité sur la base des habitudes et préférences des consommateurs.

7.440 Premièrement, s'agissant des propriétés et caractéristiques physiques des cigarettes, les Philippines observent que les cigarettes importées et les cigarettes nationales présentent les mêmes caractéristiques physiques fondamentales: elles sont toutes composées d'un tube de papier, d'un mélange de tabac et d'additifs qui remplit le tube ("produit de remplissage"), d'un filtre à travers lequel la fumée est inhalée[916], et elles sont présentées et conditionnées d'une manière virtuellement identique à tous les égards pertinents (à savoir le nombre de cigarettes contenues dans chaque paquet et chaque carton, et la taille des paquets).[917] Nous constatons qu'une déclaration d'expert fondée sur une analyse effectuée en laboratoire concernant la nature et la composition des cigarettes présentée par les Philippines corrobore le point de vue selon lequel les caractéristiques physiques des cigarettes importées et des cigarettes nationales en cause sont fondamentalement les mêmes.[918] La Thaïlande n'a pas fourni d'avis contraire à ce sujet. Bien que notant que, de fait, différentes marques de cigarettes présentent différentes propriétés et qualités physiques[919], la Thaïlande n'explique pas ou ne corrobore pas son observation par un élément de preuve quelconque. En revanche, elle fait valoir que les différences physiques dues aux variétés de tabac et aux aromatisants utilisés dans les marques de cigarettes influent sur les préférences des consommateurs et la variation des prix appliqués pour différentes marques de cigarettes. Compte tenu de ce qui précède, il apparaît que la position de la Thaïlande est que toutes les différences en matière de qualités ou de caractéristiques physiques qui existent entre les cigarettes importées et les cigarettes nationales seront des éléments pertinents pour les habitudes et préférences des consommateurs.

7.441 Les caractéristiques physiques très similaires de toutes les cigarettes nationales et de toutes les cigarettes importées confirment donc, selon les Philippines, que les cigarettes sont destinées aux mêmes utilisations finales, à savoir fumer.[920] Par ailleurs, les cigarettes importées et les cigarettes nationales sont classées sous la même position tarifaire du Tarif douanier de la Thaïlande, à savoir la position 2402.20.90 "[c]igares (y compris ceux à bouts coupés, cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac ... cigarettes contenant du tabac ... autres".[921] Les Philippines signalent également que les cigarettes importées et les cigarettes nationales en cause dans le présent différend sont toutes assujetties non seulement aux mêmes types de taxes (à savoir les droits d'accise, la TVA, la taxe sanitaire et la redevance télévision), appliqués au même taux nominal, mais aussi aux mêmes règlements intérieurs concernant la publicité, la commercialisation, la distribution, ainsi que l'étiquetage, et aux mêmes règlements sanitaires.[922] Nous n'avons aucune raison de remettre en cause le fait que les cigarettes *Marlboro* et *L&M* et les marques de cigarettes nationales correspondantes

[916] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 465.
[917] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 469.
[918] Pièce PHL-199. L'annexe de la pièce indique les marques qui ont été analysées pour comparaison. Le Groupe spécial note que toutes les marques de cigarettes nationales ne sont pas couvertes, mais qu'une partie substantielle est couverte (six marques et dix types sont inclus) et, de ce fait, il est d'avis que la comparaison mentionnée dans la pièce est représentative du marché thaïlandais des cigarettes dans son ensemble.
[919] Réponse de la Thaïlande à la question n° 38 du Groupe spécial.
[920] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 470; deuxième communication écrite, paragraphe 379.
[921] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 483, faisant référence au Tarif douanier harmonisé de la Thaïlande, chapitre 24 (pièce PHL-29).
[922] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 484.

sont destinées aux mêmes utilisations finales, sont classées sous la même position tarifaire et sont assujetties aux mêmes types de taxes et de règlements intérieurs.

7.442 Nous constatons, sur la base de l'analyse ci-dessus, que les cigarettes importées et les cigarettes nationales en cause sont similaires en ce qui concerne i) les caractéristiques et qualités physiques; ii) les utilisations finales; iii) la classification tarifaire; et iv) les taxes et règlements intérieurs thaïlandais. Comme ces quatre éléments ne sont pas les seuls critères qui sont susceptibles d'être examinés dans la détermination de la similarité entre les cigarettes importées et les cigarettes nationales en cause et puisque les parties ont également présenté des arguments concernant le comportement des consommateurs, nous étudions maintenant la question de savoir si les Philippines se sont acquittées de la charge qui leur incombait de prouver que les marques de cigarettes *Marlboro* et *L&M* peuvent être considérées comme étant similaires aux marques de cigarettes nationales équivalentes s'agissant des habitudes et préférences des consommateurs.[923] Les Philippines ont présenté trois éléments de preuve – un élément de preuve concernant le passage d'une marque à une autre et l'élasticité-prix[924] et deux études économiques sur l'élasticité de la substitution et l'élasticité-prix croisée de la demande[925] – à l'appui de leur point de vue selon lequel les cigarettes importées et les cigarettes nationales sont de proches substituts, ce qui à son tour établit que, selon les habitudes et préférences des consommateurs, les cigarettes importées et les cigarettes nationales en cause sont similaires.[926]

7.443 Les Philippines font d'abord référence à une étude réalisée par Taylor Nelson Sofres ("TNS").[927] Selon elles, l'étude montre: i) un degré élevé d'interchangeabilité entre toutes les principales marques de cigarettes compte tenu des ratios d'adoption et d'abandon de marques de cigarettes comme *Marlboro* [[xx.xxx.xx]], *L&M* [[xx.xxx.xx]] et certaines marques de cigarettes nationales [[xx.xxx.xx]][928]; ii) un degré élevé de passage de marques de cigarettes importées à des marques de cigarettes nationales et vice versa d'après les ratios de passage des cigarettes importées aux cigarettes nationales et vice versa (par exemple les ratios de passage des cigarettes *L&M* aux cigarettes du TTM et vice versa à l'intérieur des mêmes segments de prix)[929]; iii) une étroite substituabilité entre les cigarettes importées et les cigarettes nationales: lorsque le prix d'une marque importée augmente de 10 pour cent, les achats de cette marque diminuent de 27,6 pour cent, alors que lorsque les prix des deux marques nationales augmentent également de 8,7 pour cent en même temps, les achats de la même marque importée diminuent de 19,5 pour cent. Cette réaction modérée dans la demande de la marque importée donne à penser que le prix des cigarettes nationales influe sur la demande de cigarettes importées et, de ce fait, les cigarettes nationales et les cigarettes importées sont de proches substituts.

---

[923] Nous notons que, compte tenu de notre approche concernant le champ des cigarettes importées et des cigarettes nationales qui sont comparées aux fins de l'analyse des produits similaires (c'est-à-dire la comparaison entre les cigarettes comprises dans les mêmes segments de prix), il ne serait pas nécessaire de traiter l'argument de la Thaïlande selon lequel les différences notables de prix entre les marques de cigarettes indiquent que toutes ces marques ne peuvent pas être considérées comme étant des produits similaires (première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 220).

[924] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 474 à 481; première déclaration orale, paragraphes 201 à 205; deuxième communication écrite, paragraphe 380.

[925] Première déclaration orale des Philippines, paragraphes 206 et 207.

[926] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 380 et 381.

[927] Pièces PHL-111a; PHL-111b; réponse des Philippines à la question n° 48 du Groupe spécial.

[928] Pièce PHL-111a. Le taux d'*abandon* pour la marque de cigarettes A pendant une certaine période représente le pourcentage de consommateurs qui fumaient régulièrement la marque A, mais qui se sont mis à fumer régulièrement une autre marque pendant cette période. Le taux d'*adoption* pour la marque de cigarettes A pendant une certaine période représente le pourcentage de consommateurs qui fumaient régulièrement une autre marque, mais qui se sont mis à fumer régulièrement la marque A pendant cette période (première communication écrite des Philippines, paragraphe 475).

[929] Pièce 111b, page 6.

7.444 La Thaïlande critique l'interprétation de cette étude faite par les Philippines pour les raisons suivantes: i) les ratios d'adoption et d'abandon sont faibles, ce qui permet difficilement de conclure que les cinq principales marques de cigarettes sont parfaitement substituables; ii) les différences notables de prix entre les marques de cigarettes permettent difficilement de les considérer comme étant des "produits similaires"; iii) les données concernant les changements intervenus dans la demande d'une marque de cigarettes particulière à la suite de hausses de prix sont d'une valeur limitée parce qu'elles montrent simplement la perception des consommateurs quant à la question de savoir s'ils achèteraient la marque *L&M* dans les cas de figure susmentionnés et ne comportent pas de mesures des changements réellement intervenus dans la demande à des prix donnés.[930]

7.445 Une autre étude présentée par les Philippines montrerait l'élasticité de la substitution entre les cigarettes nationales et les cigarettes importées: si les prix des cigarettes importées augmentaient, les achats de cigarettes nationales augmenteraient également.[931] La Thaïlande remet en cause la pertinence de cet élément de preuve pour l'analyse du produit similaire en ce qui concerne toutes les marques de cigarettes nationales et de cigarettes importées au motif que toutes les cigarettes sont traitées comme une seule unité.[932]

7.446 Enfin, les Philippines s'appuient sur une étude économique menée par un professeur d'économie, Jamie de Melo, concernant l'élasticité-prix croisée entre les cigarettes importées et les cigarettes nationales en Thaïlande entre 2007 et 2009.[933] L'étude conclut que "l'augmentation estimative de la part de marché détenue par les cigarettes nationales en raison d'une augmentation du prix de vente au détail relatif des cigarettes importées donne fortement à penser que les deux produits sont de proches substituts aux yeux des consommateurs thaïlandais".[934] La Thaïlande est d'avis que cet élément de preuve est d'une valeur limitée parce qu'elle traite toutes les marques de cigarettes nationales et de cigarettes importées respectivement comme une seule unité et qu'un indice des prix composite y est utilisé pour les calculs.[935]

7.447 Nous évaluerons tour à tour les éléments de preuve ci-dessus.[936] Comme il a été dit précédemment, les études économétriques présentées par les Philippines sont censées prouver la substituabilité de toutes les cigarettes importées et de toutes les cigarettes nationales. Plus les éléments de preuve montrent de façon convaincante la substituabilité des marques de cigarettes concernées, plus il est probable que les cigarettes importées et les cigarettes nationales sont similaires au sens de l'article III:2, du fait qu'elles montrent les habitudes et préférences des consommateurs qui les traitent de façon similaire.

7.448 Premièrement, l'étude de marché réalisée par TNS, qui témoignerait d'un comportement des consommateurs consistant à passer d'une marque de cigarettes à une autre, bien que fournissant des éléments de preuve compatibles avec les produits substituables, ne peut pas en soi être considérée

---

[930] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 128.
[931] Pièce PHL-148; réponse des Philippines à la question n° 48 du Groupe spécial.
[932] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 128.
[933] Pièce PHL-149.
[934] Pièce PHL-149, page 9.
[935] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 128.
[936] L'Organe d'appel a précisé que, dans le contexte d'une analyse de la première phrase de l'article III:2, "qui dit substitution dit interchangeabilité" des produits. L'article III:2 impose une substituabilité *directe* des produits. (Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, page 29) L'Organe d'appel a précisé que "le mot "substituables" indiqu[ait] que le rapport requis [*pouvait*] exister entre des produits qui [n'étaient] pas à un moment donné considérés par les consommateurs comme des substituts mais qui n'en étaient pas moins susceptibles d'être substitués l'un à l'autre" (rapport de l'Organe d'appel *Corée – Boissons alcooliques*, paragraphe 114). Dans ce contexte, les groupes spéciaux ont reconnu que les études quantitatives de l'élasticité-prix croisée étaient pertinentes, mais pas exclusives ni même déterminantes (rapport du Groupe spécial *Corée – Boissons alcooliques*, paragraphe 10.44).

comme une preuve suffisante du fait que les consommateurs considèrent ces produits comme étant interchangeables. Les ratios de passage d'une marque à une autre calculés dans l'étude auraient pu également être obtenus à la suite, par exemple, de changements intervenus dans les niveaux de revenu des consommateurs ou dans les conditions de distribution d'une marque donnée.

7.449 Des préoccupations similaires peuvent être exprimées en ce qui concerne l'étude de l'élasticité de la substitution entre les cigarettes nationales et les cigarettes importées. Le lien démontré entre les chiffres de l'étude peut être fallacieux car ces chiffres sont calculés sans divers facteurs de vérification qui peuvent aussi avoir influé sur ce lien.

7.450 L'étude sur l'élasticité-prix croisée traite de certaines des limites des deux autres études en prenant en compte le revenu, par exemple. En particulier, puisque l'on calcule l'indice global des prix en pondérant chaque prix par la part de marché, nous estimons que les résultats de l'étude peuvent être déterminés par la paire de marques de cigarettes détenant la part de marché la plus élevée. Autrement dit, à supposer que les estimations effectuées dans l'étude aient été faites correctement, l'étude peut être interprétée comme montrant l'existence d'une substituabilité pour au moins une paire de marques de cigarettes importées et de cigarettes nationales.

7.451 En résumé, nous sommes d'avis que l'étude de marché de TNS et l'étude relative à l'élasticité de la substitution ne sont pas concluantes lorsqu'il s'agit de montrer la substituabilité des cigarettes importées et des cigarettes nationales à cause de la vérification incomplète de toutes les variables pertinentes. L'étude économique concernant l'élasticité-prix croisée, bien qu'insuffisante pour montrer la similarité entre *toutes* les cigarettes importées et *toutes* les cigarettes nationales, comme les Philippines voulaient le montrer, indique qu'au moins les cigarettes *Marlboro* et *L&M* sont substituables aux cigarettes nationales similaires comprises dans les mêmes segments de prix. Compte tenu également de notre conclusion ci-dessus concernant la similarité entre les cigarettes importées et les cigarettes nationales en cause liée à leurs caractéristiques physiques, à leurs utilisations finales et à leur classification tarifaire, les Philippines ont établi *prima facie* que les cigarettes *Marlboro* et *L&M* étaient au moins similaires aux cigarettes nationales comprises dans les mêmes segments de prix. Par conséquent, comme la Thaïlande n'a pas prouvé le contraire, nous concluons que les cigarettes *Marlboro* sont "similaires" aux cigarettes *Krongthip FF Deluxe* et *Royal Standard FF Deluxe* et que les cigarettes *L&M* sont similaires aux cigarettes *Krongthip, Gold City FF 90, Falling Rain, Krongthip FF 90, Royal Standard FF Regular, Samit FF 90* et *Krongthip Lights* au sens de la première phrase de l'article III:2.

4. Analyse de l'imposition d'une taxe supérieure

7.452 Les Philippines font valoir que la Thaïlande impose sur les cigarettes importées une TVA supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires parce que: i) la base d'imposition (le MRSP) des cigarettes importées est, dans l'absolu, plus élevée que celle des cigarettes nationales similaires[937]; et ii) la base d'imposition (le MRSP) des cigarettes importées est systématiquement plus élevée que le prix de vente au détail effectif (le RRSP/RSP) des cigarettes importées, alors que la base d'imposition (le MRSP) des cigarettes nationales est systématiquement égale au prix de vente au détail effectif (le RSP).[938]

[937] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 493 à 496; première déclaration orale, paragraphes 208, 209 et 212 à 220; deuxième communication écrite, paragraphes 392, 393 et 397 à 424; deuxième déclaration orale, paragraphes 83 et 84, et 87.

[938] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 497 à 502 et paragraphe 498, tableau 4; première déclaration orale, paragraphes 210 et 211; deuxième communication écrite, paragraphes 394 à 396; deuxième déclaration orale, paragraphes 83, 84 et 87. Le Groupe spécial note que les Philippines ont initialement indiqué trois raisons à cet égard. La troisième raison était que, pour calculer le MRSP, la Thaïlande

7.453 Nous commencerons notre analyse en examinant le système de TVA thaïlandais tel qu'il est appliqué aux cigarettes. Nous examinerons ensuite tour à tour les deux arguments avancés par les Philippines.

a) Système de TVA thaïlandais

i) Introduction

7.454 Une taxe sur la valeur ajoutée peut être définie comme étant "une taxe imposée à chaque étape de la production d'un produit, sur la base de la valeur ajoutée à chaque étape par la différence entre le coût de production du produit et son prix de vente. Une taxe sur la valeur ajoutée … représente effectivement une taxe sur les ventes visant le consommateur final".[939] L'OCDE l'a définie de la manière suivante: "La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est une taxe à la consommation. Elle présente trois caractéristiques particulières: elle a une vaste base d'imposition (par opposition aux droits d'accise qui visent des produits spécifiques); le système de recouvrement est organisé en étapes où chaque agent peut déduire la taxe en amont sur les achats et doit prendre en compte la taxe en aval sur les ventes et où, en fin de compte, la charge est supportée par les consommateurs qui, en tant qu'utilisateurs finals, ne peuvent pas effectuer des opérations de déduction immédiates. Dans la pratique, trois mécanismes de recouvrement de la taxe sont principalement utilisés: a) dans un système d'inscription à un registre, le vendeur s'inscrit auprès des autorités fiscales et il est responsable du paiement/du recouvrement de la taxe; b) la taxe peut, à défaut, être recouvrée directement par les autorités douanières à la frontière; c) dans le cadre de la taxe au preneur/de l'auto-imposition, le client acquitte directement la taxe auprès des autorités fiscales".[940]

7.455 Les règles relatives à l'imposition et au fonctionnement du système de TVA thaïlandais sont énoncées dans le titre II (Taxes et droits sur les recettes), chapitre IV (Taxe sur la valeur ajoutée) du Code des impôts de la Thaïlande B.E. 2481 (1938) (le "Code des impôts").[941] Le chapitre IV comporte donc 14 divisions selon la question relative au système de TVA.

7.456 L'article 77, division 1 (Dispositions générales) du chapitre IV dispose que "la taxe sur la valeur ajoutée est une taxe et un droit fondés sur l'évaluation". Selon l'article 77/2, la TVA au titre des dispositions du chapitre IV est imposée sur la vente de marchandises ou la prestation d'un service par un fournisseur et l'importation de marchandises par un importateur en Thaïlande.[942]

---

a appliqué une méthode de calcul discriminatoire (première déclaration écrite des Philippines, paragraphes 503 à 513; première déclaration orale, paragraphe 212).

[939] *Black's Law Dictionary*, 7ème édition, B.A. Garner (éd.) (West Group, 1999), page 1472.

[940] Organisation de coopération et de développement économiques, *International VAT/GST Guidelines*, février 2006, page 7.

[941] Pièce PHL-94. Le chapitre IV (Taxe sur la valeur ajoutée) du titre II (Taxes et droits sur les recettes) du Code des impôts se compose de 14 divisions: Dispositions générales (division 1 (article 77-77/5)); Obligations fiscales (division 2 (article 78-78/2)); Base d'imposition (division 3 (article 79-79/7)); Taux d'imposition (division 4 (article 80-80/2)); Exemption de la taxe sur la valeur ajoutée (division 5 (article 81-81/3)); Personnes assujetties à la taxe et calcul de la taxe (division 6 (article 82-82/18)); Dépôt des déclarations et acquittement de la taxe (division 7 (article 83-83/10)); Crédit d'impôt et remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée (division 8 (article 84-84/4)); Enregistrement de la taxe sur la valeur ajoutée (division 9 (article 85-85/19)); Facture fiscale, note de débit, note de crédit (division 10 (article 86-86/14)); Préparation des relevés et conservation des attestations et des documents (division 11 (article 87-87/3)); Pouvoirs du fonctionnaire chargé de fixer la taxe (division 12 (article 88-88/6)); Sanctions et surtaxes (division 13 (article 89-89/2)); et Peines (division 14 (article 90-90/5)).

[942] La Thaïlande explique que la TVA est administrée par le Département des impôts. Dans le cas des importations, cependant, la TVA est recouvrée par les douanes thaïlandaises pour le compte du Département des impôts (réponse de la Thaïlande à la question n° 41 du Groupe spécial, citant l'adresse: http://www.rd.go.th et http://www.customs.go.th/). Le système de TVA thaïlandais applicable aux cigarettes diffère du système

ii) Taux d'imposition

7.457 Le taux d'imposition de la TVA est indiqué à l'article 80 du Code des impôts, qui, quant à lui, fait référence au "Décret royal, pris en vertu du Code des impôts, régissant la réduction des taux de la taxe sur la valeur ajoutée (n° 440) B.E. 2548 (2005)" ("Décret royal n° 440") pour les nouveaux taux.[943] Le Décret royal prescrit deux taux de TVA – 7 pour cent [6,3 pour cent][944] pour la période comprise entre le 1er octobre 2005 et le 30 septembre 2007 et 9,0 pour cent pour la période commençant le 1er octobre 2007. Les parties ne contestent pas que le taux de TVA pertinent visant les cigarettes est de 7 pour cent *ad valorem*[945], soit le taux appliqué pour calculer la TVA sur la vente de marchandises, la prestation de services et les importations, y compris les importations de cigarettes et les ventes des cigarettes importées et des cigarettes nationales, sur le marché thaïlandais.

iii) Base d'imposition – MRSP

Généralités

7.458 La division 3 du chapitre IV du Code des impôts énonce des dispositions relatives à la base d'imposition utilisée pour le calcul de la TVA. Elle comprend des articles distincts concernant la base d'imposition applicable en général et la base d'imposition applicable aux cigarettes en particulier. L'article 79 définit la base d'imposition applicable en général: "la base d'imposition applicable à la vente de marchandises ou à la prestation de services s'entend de la valeur totale reçue ou à recevoir par un fournisseur grâce aux ventes ou prestations en question …". Comme les Philippines l'expliquent, la valeur totale reçue ou à recevoir utilisée en tant que base d'imposition pour la grande majorité des produits est le prix de vente choisi du détaillant.[946]

7.459 La base d'imposition des *cigarettes* est indiquée à l'article 79/5 du Code des impôts:

> "La base d'imposition applicable aux ventes sera la valeur du tabac établie après déduction du montant de la taxe sur la valeur ajoutée du montant total de son prix de détail, le montant de la taxe en question étant calculé au taux de la taxe sur la valeur ajoutée lorsque celle-ci a été incluse dans le montant total du prix de détail."

---

appliqué aux autres produits en ce sens que, pour les cigarettes, chaque revendeur recouvre la TVA auprès de l'acheteur en ce qui concerne chaque étape de la vente. Ultérieurement, le fournisseur déduit ce qu'il est convenu d'appeler la "taxe en amont" déjà versée au vendeur précédent de la "taxe en aval" recouvrée auprès du prochain acheteur des marchandises durant chaque mois fiscal. Le fournisseur inscrit au registre de la TVA acquitte ainsi une TVA égale à la taxe en aval déduite de la taxe en amont. Cela étant, ce système s'applique uniquement aux (re)ventes de cigarettes importées, puisque, pour les cigarettes nationales, le TTM verse directement l'intégralité de la taxe sur la valeur ajoutée due au gouvernement thaïlandais et les revendeurs sont exemptés de la TVA. Voir les paragraphes 7.579 à 7.592 ci-après.

[943] Pièce PHL-93.

[944] L'article 5 du Décret royal n° 440 indique un taux de TVA de 6,3 pour cent pour la période comprise entre le 1er octobre 2005 et le 30 septembre 2007 (pièce PHL-93). Dans une note à l'intention des cotisants, cependant, le Décret royal n° 440 explique que le taux d'imposition réel est de 7 pour cent:

> "*Note à l'intention des cotisants: l'article 80 du Code des impôts fixe la taxe sur la valeur ajoutée à 10,0 pour cent, chiffre qui n'inclut pas la taxe municipale de 1/9 de ce taux. Ainsi, lorsque la taxe sur la valeur ajoutée est ramenée à 6,3 pour cent, il faut lui ajouter la taxe municipale de 1,9 pour cent de ce taux lorsqu'il est recouvré. Par conséquent, le taux applicable est (6,3 + (6,3 x 1,9) = 0,7) = 7,00 pour cent.*"

[945] Les parties mentionnent un taux de TVA de 7 pour cent dans les communications ci-après: première communication écrite des Philippines, paragraphe 415; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 76; réponse de la Thaïlande à la question n° 41 du Groupe spécial.

[946] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 415.

7.460 Les parties expliquent que la base d'imposition de la TVA appliquée aux cigarettes est le MRSP à appliquer, à savoir un prix de référence fixé par le gouvernement thaïlandais.[947] Pour être exact, comme l'indique l'article 79/5, on dira que la base d'imposition de la TVA est le MRSP, déduction faite de la TVA, car le MRSP comprend la TVA. L'équation ci-après l'explique:

$$TVA = 7\% * (MRSP - TVA) \textit{ ou}$$

$$7/107 * MRSP$$

7.461 Pour plus de commodité, dans la présente section, nous ferons généralement référence au MRSP en tant que base d'imposition de la TVA, qui correspond de fait au MRSP, déduction faite de la TVA.

7.462 Bien que le terme exact "MRSP" ne figure pas à l'article 79/5 du Code des impôts, nous croyons comprendre que l'expression "le montant total de son prix de détail" mentionnée dans la disposition désigne le MRSP. La notion de MRSP est prévue à l'article 23 de la Loi sur le tabac B.E. 2509 (1966) (la "Loi sur le tabac").[948] L'article 23 dispose ce qui suit:

> "Le Directeur général sera habilité à faire des annonces pour fixer le prix du tabac. Il est interdit de vendre du tabac à des prix supérieurs à ceux qui sont fixés dans l'annonce du Directeur général."

7.463 Le texte de l'article 23 indique donc que le Directeur général du Département des droits d'accise ("DG des droits d'accise") détermine les prix maximums (à savoir le MRSP définitif, qui est en l'espèce un prix incluant le montant de la TVA) auxquels une marque particulière de cigarettes peut être vendue sur le marché thaïlandais.[949] Cela suppose que, bien qu'une marque de cigarettes ne puisse pas être vendue à des prix supérieurs au MRSP, elle peut être vendue à des prix qui lui sont inférieurs.

Établissement des MRSP

7.464 Étant donné que le MRSP est la base d'imposition de la TVA, il doit être établi en premier lieu pour calculer le montant de la TVA pour une marque particulière de cigarettes.

---

[947] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 416; réponse de la Thaïlande à la question n° 41 du Groupe spécial; pièce PHL-93. La différence entre la TVA sur les cigarettes et la TVA sur d'autres produits réside donc dans le fait que, pour les cigarettes, la TVA est fondée sur le MRSP, qui est fixé par le gouvernement thaïlandais, alors que, pour d'autres produits, la TVA est fondée sur le prix de vente effectif du produit.

[948] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 419; pièce PHL-119.

[949] L'article 4 de la Loi sur le tabac dispose que l'expression "Directeur général" désigne le Directeur général du Département des droits d'accise. Première communication écrite des Philippines, paragraphe 420; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 83; réponse à la question n° 41 du Groupe spécial. La Thaïlande dit que "le Département des droits d'accise est responsable de la détermination et de la publication des MRSP pour toutes les marques de cigarettes, tant nationales qu'importées" et que "les MRSP sont déterminés par le Département des droits d'accise thaïlandais". La Thaïlande soutient également que le Département des droits d'accise thaïlandais a le pouvoir discrétionnaire d'administrer les MRSP, au titre de l'article 23 de la Loi sur le tabac, d'accepter, à la fois de la part du TTM et des importateurs, des suggestions sur les révisions à apporter aux MRSP (première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 89).

7.465 Le texte de l'article 23 de la Loi sur le tabac n'indique pas la manière particulière dont le MRSP est déterminé. Les éléments constituant le MRSP sont expliqués dans les préambules des Avis relatifs aux MRSP rendus après août 2007.[950] Les préambules sont ainsi libellés:

> "Le Département des droits d'accise fixe par conséquent le [MRSP] … en effectuant un calcul fondé sur le prix c.a.f., le droit de douane, le droit de timbre sur le tabac (c'est-à-dire le droit d'accise), la taxe sur la valeur ajoutée, les contributions au fonds pour la promotion de la santé, les contributions à la Fondation thaïlandaise pour la radiodiffusion publique de sons et d'images, les contributions au développement de l'organisation des administrations provinciales, et le total des marges de commercialisation."

7.466 En résumé, le MRSP comprend les huit variables suivantes:

MRSP = prix c.a.f. *ou* sortie usine

+ [droits de douane (prix c.a.f. * 5%)][951]

+ droit d'accise ((prix c.a.f. + droits de douane) * 400%)

+ taxe sanitaire (droit d'accise * 2%)

+ redevance télévision (droit d'accise * 1,5%)

+ taxe locale (actuellement 1,86 baht par paquet)

+ TVA

+ coûts de commercialisation[952]

7.467 Selon la Thaïlande, de nouveaux MRSP sont établis et les MRSP existants sont révisés[953] de la manière suivante[954]:

7.468 La principale source pour le calcul du MRSP est le MRSP/RRSP proposé par l'importateur ou le fabricant national. Les importateurs et le fabricant national informent le Département des droits

---

[950] Pièces PHL-77, PHL-104, PHL-105, PHL-106 et PHL-118.

[951] Les droits de douane sont ajoutés pour le calcul du MRSP des cigarettes importées uniquement.

[952] Par ailleurs, la Thaïlande a présenté un calcul par échantillonnage de la façon dont le montant d'un MRSP était calculé dans la pièce THA-47. Comme le montre la feuille de calcul figurant dans la pièce THA-47, à l'exception des coûts de commercialisation, toutes les autres variables constituant le MRSP (à savoir les droits de douane, le droit d'accise, la taxe sanitaire, la redevance télévision) peuvent être calculées sur la base du prix c.a.f. ou sortie usine. Le prix c.a.f./sortie usine constitue donc les points de départ du calcul des MRSP des cigarettes nationales et des cigarettes importées (première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 85; pièce THA-48).

[953] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 324 et 326. Les Philippines font valoir, dans le contexte de leur allégation au titre de l'article X:1 concernant le fait allégué que la Thaïlande n'a pas publié de règle pour déterminer les MRSP, que la méthode utilisée pour *réviser* un MRSP est plus importante que la méthode initialement utilisée pour établir un MRSP, parce que les MRSP sont périodiquement révisés, généralement au moins une fois par an. Elles disent en outre que, pour *Marlboro* et *L&M*, le MRSP initial a été déterminé, respectivement, il y a environ 20 et dix ans, et que la méthode de révision des MRSP détermine les MRSP depuis lors. Les Philippines soutiennent cependant que des MRSP n'ont pas été révisés selon la méthode que la Thaïlande a présentée au Groupe spécial.

[954] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 83 à 96; deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 135.

d'accise thaïlandais du MRSP/RRSP proposé lorsqu'ils veulent introduire une nouvelle marque ou réviser un MRSP existant.[955]

7.469 Les importateurs et les fabricants nationaux peuvent demander des modifications des MRSP à tout moment pour tenir compte des modifications de leurs prix c.a.f. ou sortie usine, des prix de détail souhaités ou d'autres facteurs tels qu'une modification des conditions du marché. Sous réserve de l'examen de la question de savoir si le MRSP/RRSP proposé est compatible avec le double objectif du Département des droits d'accise thaïlandais consistant à protéger les consommateurs de la fixation de prix excessifs et à éviter toute évasion fiscale de la part du fabricant/de l'importateur au cas où il sous-estimerait le prix de détail proposé, le Département des droits d'accise acceptera ou rejettera le MRSP/RRSP proposé. S'il l'accepte, il publie le prix en tant que MRSP concernant la marque considérée. Le Département des droits d'accise peut refuser les modifications proposées ou apporter d'autres ajustements[956] conformément à la double fonction du MRSP en tant que prix maximum visant à protéger les consommateurs et en tant que base d'imposition de la TVA.

7.470 Le Département des droits d'accise peut aussi calculer un nouveau MRSP si l'un quelconque des taux d'imposition applicables change, ce qui nécessite une révision du MRSP, et il le fait normalement. En pareil cas, le Département des droits d'accise calcule le nouveau MRSP en modifiant les prix c.a.f. ou sortie usine pertinents, en actualisant les montants des taxes qui sont fondés sur ces chiffres et en maintenant constant ce qu'il est convenu d'appeler les "coûts de commercialisation". Le Département des droits d'accise utilise généralement le même montant de "coûts de commercialisation" inclus dans le dernier MRSP ou dans le MRSP précédemment demandé par le fabricant national ou l'importateur, que l'on calcule en soustrayant tous les autres éléments (à savoir le prix c.a.f./sortie usine majoré de toutes les taxes applicables) du MRSP.[957]

7.471 Lorsqu'un nouveau MRSP a été déterminé, le Département des droits d'accise publie un avis indiquant le nouveau MRSP.[958]

7.472 Il n'apparaît pas que les Philippines remettent en cause la méthode générale à appliquer pour établir les MRSP des cigarettes décrite par la Thaïlande ci-dessus. Dans cette mesure et en l'absence de toute règle écrite spécifique dans la législation thaïlandaise indiquant comment le MRSP est établi, nous procéderons à notre analyse des allégations et des arguments des parties dans la présente section étant entendu que la méthode énoncée ci-dessus est la méthode générale appliquée pour déterminer le MRSP d'une marque particulière de cigarettes.[959]

7.473 Nous notons à cet égard que les parties contestent la façon dont l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP est *déterminé*. La Thaïlande définit les "coûts de commercialisation" comme étant les frais de vente et bénéfices totaux liés à la vente des cigarettes au consommateur final sur le marché thaïlandais.[960] Ce montant représente les frais de vente et les bénéfices non seulement du fabricant ou de l'importateur (par exemple le TTM ou PM Thailand), mais aussi de tous les grossistes et détaillants de la chaîne de distribution jusqu'à ce que les cigarettes soient vendues au

[955] Pièces THA-18, THA-31 et THA-100.
[956] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 89.
[957] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 85, 86 et 88; réponse à la question n° 41 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 245; observations du 25 septembre 2009, paragraphes 42 et 45.
[958] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 83 et 87; pièces THA-59 et THA-63. Le MRSP est publié séparément pour chaque marque, tant pour les cigarettes nationales que pour les cigarettes importées, comme le montre par exemple la pièce THA-19, dans laquelle la Thaïlande indique les déterminations des MRSP pour plusieurs marques étrangères et nationales.
[959] Voir la section VII.G.1 c) ii) ci-après.
[960] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 86 et 89.

consommateur final (qui acquitte en fin de compte la TVA).[961] Nous examinerons les arguments des parties concernant la détermination des coûts de commercialisation dans le cadre de notre analyse du point de savoir si les cigarettes importées sont frappées d'une taxe supérieure en raison de l'écart allégué existant entre le MRSP et le RRSP/RSP appliqué aux cigarettes importées.

b) Question de savoir si les cigarettes importées sont frappées d'une taxe supérieure – application aux cigarettes importées d'un niveau absolu de MRSP supérieur à celui visant les cigarettes nationales

i) Principaux arguments des parties

7.474 Les **Philippines** estiment que la Thaïlande applique une base d'imposition plus élevée aux cigarettes importées qu'aux cigarettes nationales similaires, tout en maintenant simultanément un taux d'imposition identique pour toutes les cigarettes, ce qui aboutit à l'imposition sur les cigarettes importées d'une taxe supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires.[962] Les données dont dispose le Groupe spécial indiquent que les MRSP absolus des marques de cigarettes importées (à savoir *Marlboro* et *L&M*) sont presque toujours plus élevés que les MRSP des marques de cigarettes nationales (à savoir le TTM).[963] Les Philippines font valoir que ces données montrent que les marques *Marlboro* et *L&M* sont frappées d'une taxe supérieure à celle qui frappe les marques nationales similaires respectives, dans l'absolu, du fait que la TVA appliquée aux cigarettes thaïlandaises est fondée sur la valeur du MRSP.[964] Par conséquent, les Philippines allèguent que cette charge fiscale, qui est dans l'absolu supérieure pour les cigarettes importées, constitue une violation de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994.[965]

7.475 La **Thaïlande** fait valoir que la première phrase de l'article III:2 ne prescrit pas que toutes les cigarettes importées doivent être frappées du même montant absolu de taxes que toutes les cigarettes nationales.[966] De plus, les Membres sont autorisés à utiliser des systèmes d'imposition intérieure fondés sur des prix fixés et des systèmes *ad valorem*.[967] La Thaïlande affirme que son système *ad valorem* explique le résultat naturel obtenu avec une base d'imposition différenciée (MRSP) pour les cigarettes nationales et les cigarettes importées.[968] La Thaïlande fait mention du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, qui a dit que le fait que les différentes marques de cigarettes avaient des prix différents pouvait être particulièrement important pour l'analyse au titre de l'article III:2 [du GATT de 1994].[969] De plus, si le critère des Philippines concernant l'imposition d'un montant de taxe absolu était accepté, les Membres de l'OMC seraient purement et simplement dans l'incapacité d'appliquer des taxes intérieures *ad valorem*.[970] La Thaïlande estime qu'un système d'imposition où des marques importées plus chères sont frappées d'une taxe plus élevée, dans l'absolu, que celles qui frappent les marques nationales moins chères peut être compatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC.[971]

---

[961] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 86.
[962] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 393.
[963] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 493 à 496; deuxième communication écrite, paragraphe 392.
[964] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 390; voir le tableau 2.
[965] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 393.
[966] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 131.
[967] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 210, faisant référence au système de TVA français indiqué dans la pièce THA-29; deuxième communication écrite, paragraphe 131.
[968] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 223 et 224.
[969] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 223, faisant référence au rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.331.
[970] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 224.
[971] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 132.

ii) Analyse du Groupe spécial

7.476 Les Philippines font valoir que du fait que la TVA est calculée sur la base du MRSP, un MRSP plus élevé se traduit par une TVA plus élevée. D'après les données qui montrent des MRSP absolus plus élevés pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales, les Philippines affirment que la Thaïlande impose une charge fiscale plus élevée sur les cigarettes importées en leur appliquant un MRSP plus élevé que celui qui est appliqué aux cigarettes nationales.[972]

7.477 De l'avis de la Thaïlande, les MRSP absolus sont dénués de pertinence pour l'analyse du Groupe spécial.[973] Cela est dû au fait que la détermination du point de savoir si une taxe intérieure établit une discrimination à l'égard de marchandises importées au sens de l'article III:2 dépend de la question de savoir si la base d'imposition des cigarettes importées est *établie et appliquée* de manière à protéger les cigarettes nationales, et non de la question de savoir si la base d'imposition en elle-même est plus élevée pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales. La Thaïlande relève en outre que, dans le cadre du système d'imposition *ad valorem*, les montants absolus recouvrés sur des produits similaires ayant des prix différents seront différents; des montants absolus plus élevés seront perçus sur des marchandises dont les prix sont plus élevés.[974]

7.478 La question dont nous sommes saisis est donc de savoir si les MRSP absolus plus élevés pour les cigarettes importées peuvent en eux-mêmes être considérés comme prouvant que la TVA imposée sur les cigarettes importées est plus élevée que celle qui frappe les cigarettes nationales au sens de la première phrase de l'article III:2.

7.479 Examinant les questions relatives à l'imposition d'une taxe supérieure aux produits importés au titre de la première phrase de l'article III:2, l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II* a dit que "[m]ême le plus petit dépassement [était] de trop. L'interdiction des taxes discriminatoires énoncée à la première phrase de l'article III:2 n'[était] pas subordonnée à l'existence d'effets sur le commerce, pas plus qu'elle n'[était] justifiée par une clause relative à des quantités minimes".[975] La déclaration de l'Organe d'appel précise donc qu'une taxe intérieure sera jugée discriminatoire à l'égard des produits importés au sens de la première phrase de l'article III:2 si la taxe imposée sur les produits importés est supérieure, même du plus petit montant, à la taxe qui frappe les produits nationaux.

7.480 S'agissant des circonstances factuelles du présent différend, les parties ne contestent pas que des MRSP plus élevés aboutissent à des montants de TVA plus élevés. Nous notons que les données qui nous sont présentées montrent effectivement que les MRSP, à savoir la base d'imposition applicable aux montants de la TVA, sont plus élevés pour les marques *Marlboro* et *L&M* que pour les marques de cigarettes nationales. Le tableau ci-après montre une comparaison entre les MRSP applicables aux marques *Marlboro* et *L&M* et ceux qui sont applicables aux cigarettes nationales comprises dans les mêmes segments de prix entre 2005 et 2007.

---

[972] Comme il est dit aux paragraphes 7.417 et 7.421ci-dessus, les Avis relatifs aux MRSP en cause sont ceux des 7 décembre 2005, 18 septembre 2006, 30 mars 2007 et 29 août 2007.

[973] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 223.

[974] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 223.

[975] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 26. L'Organe d'appel a également constaté que, étant donné l'absence de référence à l'article III:1 (disposition énonçant un principe général et éclairant le reste de l'article III) dans la première phrase de l'article III:2, "l'existence d'une application protectrice n'[avait] *pas* besoin d'être établie séparément des prescriptions spécifiques comprises dans la première phrase pour démontrer qu'une mesure fiscale [était] incompatible avec le principe général énoncé dans la première phrase". (Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 21) L'Organe d'appel précise en outre que "ceci ne signifie pas que ce principe général de l'article III:1 ne s'applique pas à cette phrase. Au contraire, … la première phrase de l'article III:2 constitue en fait une application de ce principe".

MRSP des marques nationales et des marques importées dans les segments de marché "qualité supérieure" et "prix moyens"

[[Le tableau supprimé contient des renseignements commerciaux confidentiels.[976,977]]]

7.481 En l'espèce, les MRSP des cigarettes *Marlboro* applicables en décembre 2005, septembre 2006, et mars et août 2007 étaient, respectivement, de [[xx.xxx.xx]], [[xx.xxx.xx]], [[xx.xxx.xx]] et [[xx.xxx.xx]] baht, tandis que les MRSP des cigarettes *Krongthip FF Deluxe* et *Royal Standard FF Deluxe* étaient de [[xx.xxx.xx]], [[xx.xxx.xx]], [[xx.xxx.xx]] et [[xx.xxx.xx]] baht pendant la même période. Quant aux cigarettes *L&M*, les MRSP s'élevaient à [[xx.xxx.xx]], [[xx.xxx.xx]], [[xx.xxx.xx]] et [[xx.xxx.xx]] baht, alors que ceux des cigarettes *Gold City FF 90, Falling Rain, Krongthip FF 90 et Royal Standard FF Regular, Samit FF 90 et Krongthip Lights* étaient de [[xx.xxx.xx]], [[xx.xxx.xx]], [[xx.xxx.xx]] et [[xx.xxx.xx]] baht. Comme il est dit plus haut, des MRSP plus élevés donneront des montants de TVA plus élevés du fait que la TVA est calculée sur la base du MRSP. La question à laquelle nous devons répondre est celle de savoir si des MRSP plus élevés dans l'absolu peuvent être interprétés comme constituant une taxe *supérieure* au sens de la première phrase de l'article III:2. Comme il est décrit plus haut, le MRSP est la base d'imposition de la TVA et on le calcule en ajoutant les prix c.a.f. ou sortie usine, les taxes intérieures et les coûts de commercialisation. Parmi ces éléments, les taxes intérieures sont établies à partir du prix c.a.f. majoré des droits de douane pour les cigarettes importées et du prix sortie usine pour les cigarettes nationales. Ces chiffres sont déterminés par l'importateur et le fabricant national, pas par le gouvernement thaïlandais.[978] Par conséquent, si le prix c.a.f. d'un importateur est plus élevé que le prix sortie usine d'un fabricant national, le prix c.a.f. plus élevé peut contribuer à l'établissement d'un MRSP plus élevé pour une marque de cigarettes importée par rapport au MRSP d'une marque de cigarettes nationale dans la mesure où l'élément coûts de commercialisation est maintenu au même niveau pour les cigarettes importées et pour les cigarettes nationales. Les éléments de preuve dont nous disposons montrent que les prix c.a.f. des cigarettes importées sont généralement plus élevés que les prix sortie usine des cigarettes nationales.[979] Par ailleurs, dans le cas du MRSP des cigarettes importées, les droits de douane, qui ne sont pas ajoutés pour les cigarettes nationales, sont également inclus dans le calcul du MRSP final et ajoutés au prix c.a.f. pour donner une base de calcul des taxes intérieures. Cela relèvera également le niveau absolu des MRSP des cigarettes importées.

7.482 À notre avis, une comparaison des MRSP absolus des cigarettes importées et des cigarettes nationales, sans tenir compte de la nature spécifique des MRSP, y compris de la façon dont ils sont établis et/ou révisés dans le cadre du système de TVA thaïlandais, n'est pas suffisante pour démontrer l'application aux cigarettes importées d'une TVA qui serait discriminatoire. De ce fait, nous ne considérons pas que, dans l'absolu, des MRSP plus élevés pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales établissent que les cigarettes importées sont frappées d'une taxe supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires au sens de la première phrase de l'article III:2.

[976] [[xx.xxx.xx]].
[977] [[xx.xxx.xx]].
[978] Voir le paragraphe 7.824.
[979] Pièces THA-76, THA-81 et THA-82.

c) Question de savoir si les cigarettes importées sont frappées d'une taxe supérieure – différence alléguée dans la détermination des MRSP des cigarettes importées et des cigarettes nationales

i) Critère juridique

Principaux arguments des parties

7.483 Les **Philippines** estiment que les MRSP des cigarettes importées sont généralement plus élevés que les RRSP/RSP, alors que les MRSP des cigarettes nationales sont toujours égaux aux RSP de ces dernières.[980] Cet écart entre les MRSP et les RRSP des cigarettes importées aboutit à l'imposition sur ces dernières d'une TVA qui est systématiquement supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires. Les Philippines mettent l'accent sur le fait que l'écart entre la base d'imposition (le MRSP) et le prix de vente au détail effectif (le RRSP/RSP) des produits importés entraînera une charge fiscale plus élevée pour les produits importés si l'écart ne découle pas d'une décision de l'importateur de vendre à un prix inférieur. Le MRSP sera supérieur au RRSP/RSP si le gouvernement thaïlandais utilise un point de départ majoré pour le calcul du MRSP des produits importés ou ajoute un montant majoré au titre des coûts de commercialisation des produits importés.[981]

7.484 En l'espèce, les Philippines soutiennent qu'il existe une différence notable dans les coûts de commercialisation utilisés pour le calcul du MRSP, puisque les coûts utilisés pour le calcul du MRSP des marques importées sont généralement plus élevés que ceux qui sont utilisés pour le calcul du MRSP des marques nationales similaires.[982] Dans la pratique, lorsque le DG des droits d'accise rejette le MRSP proposé pour les cigarettes *Marlboro* ou *L&M*, il crée sa propre valeur représentative pour les coûts de commercialisation effectifs établis à partir des renseignements donnés par l'importateur.[983] À supposer que le DG des droits d'accise détermine correctement les autres éléments du MRSP (à savoir le prix c.a.f., les droits de douane et les taxes intérieures), la différence entre le MRSP proposé (à savoir le RRSP) et le MRSP imposé est le montant supplémentaire que le DG des droits d'accise ajoute aux coûts de commercialisation effectifs. De plus, les Philippines soutiennent que la Thaïlande n'a pas offert en échange une explication légitime établissant que l'imposition d'une taxe supérieure peut s'expliquer par des facteurs objectifs relatifs à la méthode utilisée pour calculer les MRSP.[984]

7.485 La **Thaïlande** estime que l'allégation des Philippines n'établit pas *prima facie* que les cigarettes importées sont systématiquement frappées d'une taxe supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales.[985] Dans la mesure où les Membres de l'OMC sont libres d'utiliser des systèmes d'imposition intérieure fondés sur des prix fixés et des systèmes *ad valorem*, le fait qu'une marque importée peut être davantage imposée qu'une marque nationale ne peut pas constituer une

[980] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 394 à 396.
[981] Réponse des Philippines à la question n° 49 du Groupe spécial.
[982] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 498; première déclaration orale, paragraphe 185; deuxième communication écrite, paragraphe 395.
[983] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande aux questions n° 122 et 123 du Groupe spécial.
[984] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 498, tableau 4; deuxième communication écrite, paragraphe 397. Les Philippines soutiennent également qu'en 2006 et 2007, la Thaïlande a eu recours à des garanties qui étaient supérieures à la valeur en douane comme point de départ pour calculer les MRSP et que le pourcentage ajouté pour les coûts de commercialisation était plus élevé pour les cigarettes importées (première déclaration orale des Philippines, paragraphes 169 à 173 et 213 à 216; réponse aux questions n° 49 et 128 du Groupe spécial). Cependant, les Philippines n'ont effectivement pas maintenu cette argumentation en ce qui concerne leur allégation au titre de l'article III:2.
[985] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 222 à 233; deuxième communication écrite, paragraphe 130.

discrimination au sens de l'article III:2.[986] En revanche, la Thaïlande soutient que le critère approprié permettant de déterminer si son utilisation du MRSP comme base d'imposition de la TVA est incompatible avec la première phrase de l'article III:2 impose un examen des critères, de la structure et de l'application globale de la mesure pour déterminer si elle est appliquée d'une façon qui protège les produits nationaux.[987] La question fondamentale est donc de savoir si le Département des droits d'accise thaïlandais détermine le MRSP des cigarettes nationales et des cigarettes importées de la même façon.[988] La Thaïlande estime que la même méthode est utilisée pour établir le MRSP tant pour les cigarettes nationales que pour les cigarettes importées et que les Philippines n'ont pas fourni des éléments *prima facie* montrant que le Département des droits d'accise thaïlandais établissait les MRSP de manière différente pour les cigarettes importées et pour les cigarettes nationales, *ou* qu'il appliquait la méthode décrite ci-dessus d'une manière qui protégerait les cigarettes nationales.[989]

7.486 À cet égard, les **Philippines** ne sont pas d'avis que l'imposition des cigarettes par la Thaïlande peut être examinée sur la base du fait qu'il s'agit d'un système d'imposition *ad valorem* parce que le système de TVA thaïlandais n'est pas un système *ad valorem* type.[990] Le gouvernement thaïlandais fixe à la fois le taux d'imposition et la base d'imposition puisque la base d'imposition n'est pas le prix du vendeur ou le RRSP du fabricant, mais le MRSP, qui est un chiffre déterminé par le gouvernement selon une méthode non publiée.[991] Les Philippines ne contestent pas en soi le droit de la Thaïlande d'imposer la TVA sur la base d'un prix fixé par le gouvernement.[992] Cela étant, au titre de l'article III:2, les marchandises importées ne peuvent pas être frappées d'une taxe "supérieure" par le biais d'une base d'imposition fixée par le gouvernement plus élevée que la base d'imposition appliquée aux marchandises nationales similaires. Cependant, pour les cigarettes importées, la base d'imposition fixée par le gouvernement – le MRSP – est systématiquement plus élevée que le RRSP. En fixant le taux d'imposition et la base d'imposition selon ses propres critères, la Thaïlande impose effectivement une taxe spécifique qui est différenciée selon la marque, et non une taxe *ad valorem* fondée sur le prix de détail choisi par le vendeur/fabricant. Cette taxe spécifique effectivement imposée sur les cigarettes importées est plus élevée que la taxe spécifique imposée sur les cigarettes nationales à cause de la décision du gouvernement thaïlandais de fixer pour les importations une base d'imposition plus élevée couplée au même taux d'imposition.

7.487 La **Thaïlande** affirme cela parce que PM Thailand, et non le Département des droits d'accise thaïlandais, détermine initialement l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP, disant que les coûts de commercialisation en tant que pourcentage du MRSP ne constituent pas une mesure de la question de savoir si la méthode des MRSP est appliquée de manière à protéger la branche de production nationale.[993] La Thaïlande fait observer qu'une demande de PM Thailand visant la fixation de nouveaux MRSP pour certaines marques *L&M* en 2008 a été acceptée par le Département des droits d'accise et que les MRSP de ces marques ont ensuite été actualisés en 2009 sur la base de l'Avis de 2008.[994] Cet élément de preuve montre que le point de départ de la détermination du MRSP est le

[986] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 131 à 133.
[987] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 206, citant le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 31; deuxième communication écrite, paragraphe 134.
[988] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 135 et 136.
[989] Réponse de la Thaïlande à la question n° 41 du Groupe spécial.
[990] Réponse des Philippines à la question n° 49 du Groupe spécial; pièce PHL-188. Les Philippines font référence au système d'imposition français comme exemple de système d'imposition *ad valorem*. Selon elles, la France prescrit une base d'imposition pour les cigarettes, mais accepte *automatiquement* le prix de vente au détail recommandé par le fabricant/l'importateur comme prix prescrit. La Thaïlande réfute cette affirmation factuelle et allègue que le texte français, qui dit que le ministre compétent doit "homologuer le prix", exige de fait que le ministre enregistre le prix proposé *après examen*.
[991] Réponse des Philippines à la question n° 49 du Groupe spécial.
[992] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 85.
[993] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 138.
[994] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 139.

RRSP/RSP du fabricant et que le Département des droits d'accise ne détermine pas de manière indépendante l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP.[995] La même méthode est appliquée pour les cigarettes nationales comme le montrent les modifications des MRSP à la suite des demandes faites par le TTM.[996]

7.488 Par ailleurs, la Thaïlande relève que, contrairement à ce que les Philippines paraissent donner à entendre, dans un système d'imposition fondé sur des prix fixés le gouvernement n'est pas tenu d'accepter automatiquement la base d'imposition proposée par le fabricant. Pour éviter de la part de celui-ci une éventuelle évasion fiscale concernant la taxe qu'il doit acquitter, la Thaïlande a recours au prix *maximum* comme base d'imposition.[997] Cela signifie que les fabricants ne peuvent pas proposer un MRSP de faible niveau simplement pour minimiser les taxes sans non plus renoncer à des recettes de ventes considérables.

Analyse du Groupe spécial

7.489 Le deuxième motif donné par les Philippines pour étayer leur allégation au titre de la première phrase de l'article III:2, en ce qui concerne le système de TVA thaïlandais, peut être résumé de la manière suivante: les cigarettes importées en cause sont frappées d'une TVA supérieure par le biais d'une base d'imposition fixée par le gouvernement *plus élevée* que la base d'imposition appliquée aux cigarettes nationales similaires. La base d'imposition plus élevée des cigarettes importées est fixée moyennant l'établissement de coûts de commercialisation, un des éléments de la base d'imposition, d'une manière discriminatoire à l'égard des cigarettes importées. La position de la Thaïlande est que le Département des droits d'accise thaïlandais établit la base d'imposition de la TVA de la même manière pour les cigarettes nationales et pour les cigarettes importées, et que les importateurs et les fabricants, pas le gouvernement thaïlandais, déterminent initialement l'élément "coûts de commercialisation" de la base d'imposition. La Thaïlande allègue que les Philippines n'ont pas établi *prima facie* que le Département des droits d'accise établissait les MRSP d'une manière différente pour les cigarettes importées et pour les cigarettes nationales.

7.490 Pour étayer leur argument, les Philippines se concentrent sur le fait que les MRSP des cigarettes importées sont généralement plus élevés que les RRSP/RSP, tandis que les MRSP des cigarettes nationales sont toujours égaux aux RSP de ces dernières[998], et cet écart entre les MRSP et les RRSP des cigarettes importées aboutit à l'imposition sur ces dernières d'une TVA systématiquement supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires. Il n'est pas non plus contesté que, pour les Avis relatifs aux MRSP en cause, un écart existe entre les MRSP et les RRSP des cigarettes importées uniquement, mais pas pour les cigarettes nationales, comme le montre le tableau ci-après.

7.491 Nous observons que les parties ont utilisé de façon interchangeable les termes "RRSP" et "RSP" dans le présent différend. Nous croyons comprendre que, pour les cigarettes importées, les RRSP sont virtuellement les mêmes que les RSP puisque les détaillants acceptent normalement le prix de vente au détail proposé par PM Thailand (à savoir le RRSP (prix de vente au détail recommandé)) comme leur prix de vente au détail effectif (à savoir le RSP (prix de vente au détail)). Pour les cigarettes nationales, la Thaïlande a expliqué à la deuxième réunion de fond tenue avec le Groupe spécial que les cigarettes de la marque TTM ne sont visées que par un RSP, pas par un RRSP. Par

[995] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 83 à 87; réponse à la question n° 41 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 139.

[996] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 236 et 237; réponse à la question n° 41 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 140; pièces THA-19 et THA-51. Voir aussi la pièce THA-45 pour une liste de toutes les modifications des MRSP ayant eu un effet sur PM Thailand entre 2003 et 2006.

[997] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 137.

[998] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 394 à 396.

conséquent, sauf indication contraire, nos références dans le présent rapport au RRSP et au RSP se rapporteront au même chiffre.

MRSP et RRSP des marques nationales et importées dans les segments de marché "qualité supérieure" et "prix moyens"

[[Le tableau supprimé contient des renseignements commerciaux confidentiels.[999,1000]]]

7.492 La Thaïlande fait valoir que, étant donné que la base d'imposition de la TVA peut être un prix fixé, qui peut ne pas toujours être égal au prix de détail effectif, une différence dans les montants de la taxe causée par l'écart entre le prix de détail effectif et la base d'imposition fondée sur le prix fixé (par exemple le MRSP) ne peut pas, en elle-même, donner lieu à une violation de l'article III:2.[1001] Nous sommes aussi d'avis que la simple existence d'un écart entre cette base d'imposition fixée et le prix de détail effectif ne peut pas constituer une preuve automatique de l'existence d'une incompatibilité avec l'obligation découlant de l'article III:2. Cela tient au fait que la société détermine le RSP à partir de considérations commerciales, le RSP pouvant être inférieur au MRSP fixé par le gouvernement.

7.493 Pour autant, ce que les Philippines soutiennent dans le présent différend, c'est que le Département des droits d'accise thaïlandais établit le MRSP d'une manière qui est discriminatoire à l'égard des cigarettes importées en majorant l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP pour les cigarettes importées. De ce fait, la question qui nous est soumise va au-delà de la simple existence d'un écart entre la base d'imposition de la TVA fondée sur un prix fixé (MRSP) et le prix de détail effectif. L'allégation des Philippines soulève des questions relatives à la manière dont le Département des droits d'accise établit la base d'imposition fixée par le gouvernement, à savoir le MRSP, en particulier en ce qui concerne son élément "coûts de commercialisation", pour les cigarettes importées et pour les cigarettes nationales.

7.494 Les deux parties ne contestent pas qu'un gouvernement est libre de fixer une base d'imposition. Cela sera compatible avec les règles de l'OMC pour autant que le gouvernement détermine la base d'imposition de la même manière pour les marchandises importées et pour les marchandises nationales similaires concernées. En Thaïlande, le DG des droits d'accise est habilité à déterminer la base d'imposition (MRSP) de la TVA imposée sur les cigarettes. Pour analyser l'allégation des Philippines dans la présente section, nous devrons par conséquent examiner si le DG des droits d'accise a appliqué de la même façon la méthode générale décrite par la Thaïlande dans le présent différend pour déterminer les MRSP des cigarettes importées et des cigarettes nationales. En particulier, compte tenu des arguments des parties, nous évaluerons si le DG des droits d'accise détermine l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP des cigarettes importées d'une manière différente de la méthode générale, de sorte que les cigarettes importées sont frappées d'une TVA supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales.

7.495 Nous trouvons une justification de notre approche dans l'analyse du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*:

> "la première phrase de l'article III:2 exige une comparaison des charges fiscales effectives plutôt que des simples charges nominales. ... Ainsi, même quand les produits importés et les produits nationaux similaires sont assujettis à des taux de taxation identiques, la charge fiscale effective peut malgré tout être plus lourde pour les produits importés. Cela pourrait être le cas, par exemple, *quand des méthodes*

[999] [[xx.xxx.xx]].
[1000] [[xx.xxx.xx]].
[1001] Réponse de la Thaïlande à la question n° 124 du Groupe spécial.

> *différentes de calcul des bases d'imposition* entraînent une charge fiscale effective plus élevée pour les produits importés."[1002] (pas d'italique dans l'original)

7.496 Nous soulignons à ce propos que, à la lumière des obligations découlant de la première phrase de l'article III:2, un système de TVA dans lequel la base d'imposition est déterminée par le gouvernement est plus exposé à une violation potentielle de cette disposition qu'un système dans lequel la base d'imposition est déterminée uniquement par les chiffres fournis par une société.

7.497 En conséquence, pour déterminer si la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec la première phrase de l'article III:2 en frappant les cigarettes importées d'une TVA supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales, nous devons examiner les questions suivantes: i) question de savoir comment les coûts de commercialisation sont déterminés selon la méthode générale; ii) question de savoir si le DG des droits d'accise s'est écarté de la méthode générale en établissant les coûts de commercialisation pour les MRSP des cigarettes importées figurant dans les Avis relatifs aux MRSP en cause; et, dans l'affirmative, iii) question de savoir si le fait de s'écarter de la méthode générale de la part du DG des droits d'accise a eu pour effet de frapper les cigarettes importées d'une taxe supérieure par rapport aux cigarettes nationales similaires.

ii) Établissement de l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP

7.498 Nous rappelons que les "coûts de commercialisation" constituaient le seul élément du MRSP qui n'était pas fondé sur le prix c.a.f. ou sortie usine et/ou toute formule fixée. La taxe provinciale n'est pas non plus fondée sur le prix c.a.f./sortie usine, mais il s'agit d'un chiffre fixé qui est déterminé par le gouvernement. La Thaïlande a soutenu que les coûts de commercialisation représentaient la "différence résiduelle" absolue entre le MRSP proposé et d'autres éléments connus du MRSP, et que ces coûts étaient déterminés de la même manière pour les cigarettes importées et pour les cigarettes nationales.[1003]

7.499 Les nouvelles précisions données par la Thaïlande au sujet de la nature des coûts de commercialisation nous informent toutefois qu'il y a, dans la pratique, deux façons différentes d'établir les coûts de commercialisation: i) selon l'approche descendante, les coûts de commercialisation représentent la différence entre le MRSP ou le prix maximum d'une marque de cigarettes et la somme des éléments déjà connus du MRSP (explication initiale de la Thaïlande citée ci-dessus); et ii) selon l'approche ascendante, les coûts de commercialisation représentent les montants engagés pour mettre les cigarettes sur le marché de la consommation thaïlandais en sus du prix c.a.f./sortie usine et de toutes les taxes applicables.[1004] Autrement dit, les coûts de commercialisation représentent les frais de vente et les bénéfices de toutes les entités de la chaîne de distribution commerciale – y compris les importateurs/fabricants, les grossistes et les détaillants.[1005]

7.500 D'après l'explication de la Thaïlande, nous croyons comprendre que l'approche descendante suivie pour établir les coûts de commercialisation se rapporte aux situations dans lesquelles le Département des droits d'accise thaïlandais révise un MRSP pour une marque de cigarettes de sa propre initiative à cause d'une ou de plusieurs modifications du ou des taux d'imposition. En pareil cas, le Département des droits d'accise calcule le nouveau MRSP en modifiant les prix c.a.f. et sortie usine pertinents, en actualisant les montants des taxes qui sont fondés sur ces chiffres et en maintenant constant ce qui est convenu d'appeler les "coûts de commercialisation". Les mêmes coûts de commercialisation sont calculés d'après le dernier MRSP de la marque en question ou le MRSP

[1002] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Cuirs et peaux*, paragraphe 11.183, faisant référence au rapport du Groupe spécial du GATT *Japon – Boissons alcooliques I*, paragraphe 5.8.
[1003] Réponse de la Thaïlande à la question n° 41 du Groupe spécial.
[1004] Réponse de la Thaïlande du 4 septembre 2009, paragraphe 11.
[1005] Réponse de la Thaïlande à la question n° 122 du Groupe spécial.

précédemment demandé par les importateurs ou le fabricant national. On calcule l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP révisé en déduisant de celui-ci la somme de ses éléments déjà connus, méthode qui est conforme à l'approche dite descendante. Si le Département des droits d'accise thaïlandais accepte simplement pour une certaine marque de cigarettes un MRSP révisé qui est proposé par un importateur ou le fabricant national, il ne sera pas nécessaire de procéder à un calcul.

7.501 Par ailleurs, cependant, l'approche ascendante appliquée pour expliquer les coûts de commercialisation, dont il apparaît qu'elle comporte un examen de plusieurs éléments, peut devenir pertinente lorsque le Département des droits d'accise rejette un MRSP révisé proposé par un importateur ou le fabricant national. Le Département des droits d'accise peut rejeter les modifications proposées ou procéder à d'autres ajustements[1006] conformément à la double fonction du MRSP en tant que prix maximum visant à protéger les consommateurs et en tant que base d'imposition de la TVA. La Thaïlande explique que le Département des droits d'accise examine le MRSP proposé compte tenu des renseignements fournis par l'importateur ou le fabricant national pour faire en sorte que le MRSP proposé tienne compte du prix de vente maximum raisonnable des cigarettes compte tenu des conditions du marché et des renseignements fournis.[1007] Comme le soulignent les Philippines[1008], la Thaïlande n'a pas spécifiquement expliqué à quelles conditions du marché elle se référait et comment le Département des droits d'accise les évaluait.

7.502 La Thaïlande soutient que les demandes d'*augmentation* des MRSP sont généralement acceptées, alors que les demandes de *réduction* des MRSP ne sont pas automatiquement acceptées.[1009] Les demandes de réduction des MRSP sont examinées pour s'assurer qu'elles sont justifiées et que le MRSP réduit proposé ne conduira pas à une vente illicite des cigarettes à un prix supérieur au MRSP.[1010] En cas de demande de réduction du MRSP, les intérêts commerciaux en jeu ne sont pas seulement ceux de l'importateur ou du fabricant national car la capacité du revendeur à faire un bénéfice sur la vente des cigarettes peut également être affectée.[1011] La Thaïlande allègue que le Département des droits d'accise peut veiller à ne pas favoriser certains intérêts commerciaux par rapport à d'autres en s'assurant que les demandes de réduction des MRSP sont étayées par des renseignements concernant les modifications ou réductions des coûts, tels que les coûts c.a.f., les frais de vente ou les stratégies de commercialisation qui tiennent dûment compte du prix de vente maximum raisonnable des cigarettes. La Thaïlande estime que, parce que les frais et les bénéfices des grossistes et des détaillants ne sont pas connus, le Département des droits d'accise ne dispose que de deux sources d'information possibles pour les coûts de commercialisation – les importateurs/fabricants et le marché lui-même.[1012]

7.503 D'une manière générale, nous croyons comprendre, d'après l'explication ci-dessus donnée par la Thaïlande, que le Département des droits d'accise thaïlandais n'accepte pas automatiquement les MRSP proposés par les importateurs ou le fabricant national. Lorsque le Département des droits d'accise révise les MRSP existants de sa propre initiative pour tenir compte des modifications du prix c.a.f. ou sortie usine et/ou des taux d'imposition, il calcule le nouveau MRSP en modifiant les prix c.a.f. ou sortie usine pertinents, en actualisant les montants des taxes qui sont fondés sur ces chiffres et en maintenant constant ce qu'il est convenu d'appeler les "coûts de commercialisation". Toutefois, lorsqu'il rejette un MRSP proposé par un importateur ou le fabricant national, le Département des droits d'accise détermine l'élément "coûts de commercialisation" d'un nouveau MRSP en se servant,

[1006] Voir le paragraphe 7.464 ci-dessus.
[1007] Réponse de la Thaïlande à la question n° 123 1) du Groupe spécial.
[1008] Observations combinées des Philippines sur la réponse de la Thaïlande aux questions n° 122 et 123 du Groupe spécial.
[1009] Réponse de la Thaïlande à la question n° 123 1) du Groupe spécial.
[1010] Réponse de la Thaïlande à la question n° 123 1) du Groupe spécial.
[1011] Réponse de la Thaïlande à la question n° 123 1) du Groupe spécial.
[1012] Réponse de la Thaïlande à la question n° 122 du Groupe spécial.

comme point de départ, du MRSP/RRSP du moment; ou de celui qui a été précédemment proposé par un importateur ou par le fabricant national; ou des renseignements provenant du marché.

iii) Établissement du MRSP pour les marques TTM

Principaux arguments des parties

7.504 Les **Philippines** affirment que la méthode utilisée pour calculer les coûts de commercialisation du TTM est différente de la méthode générale dont la Thaïlande allègue qu'elle est utilisée pour calculer les coûts de commercialisation des marques de cigarettes importées et des marques de cigarettes nationales.[1013] La description du calcul des coûts de commercialisation appliqués aux marques TTM donnée par le DG des droits d'accise au tribunal fiscal thaïlandais démontre que la Thaïlande a calculé les coûts de commercialisation en tant que pourcentage (à savoir [[xx.xxx.xx]] pour cent) du "véritable revenu" du TTM pour les marques TTM.[1014] Les Philippines font valoir que cela est différent de la méthode expliquée par la Thaïlande dans la présente procédure selon laquelle les coûts de commercialisation représentent la "différence résiduelle" absolue entre le MRSP proposé et d'autres éléments connus du MRSP.[1015] Selon les Philippines, c'est un autre exemple du fait que la Thaïlande n'a pas fourni une explication cohérente et objective de sa détermination des MRSP qui pourrait expliquer de manière rationnelle la charge fiscale plus élevée appliquée aux cigarettes importées.[1016]

7.505 La **Thaïlande** fait valoir que la description qu'elle a donnée au Groupe spécial est correcte et que, de ce fait, les coûts de commercialisation des marques TTM sont calculés de la même façon que pour les marques importées.[1017] Cela est prouvé par le fait que le Département des droits d'accise thaïlandais a accepté les MRSP proposés par le TTM sans procéder à un ajustement afin de tenir compte d'un pourcentage des coûts de commercialisation.[1018] Les MRSP du TTM ont toujours été acceptés parce que le TTM a uniquement demandé des augmentations de ses MRSP.[1019] Il n'y a pas de cas où le TTM a demandé une réduction de ses MRSP. Le seul cas où les MRSP proposés par PM Thailand n'ont pas été acceptés, en décembre 2005, concernait une demande de réduction des MRSP. Cette demande n'a pas été acceptée parce que l'importateur n'a pas fourni de justification adéquate et que son désir d'"absorber" les taxes ne justifiait pas la réduction de ces taxes.[1020] L'explication donnée par le Département des droits d'accise au tribunal fiscal thaïlandais était que les coûts de commercialisation *pouvaient* être indiqués en tant que pourcentage du MRSP après le calcul de ce dernier. La Thaïlande n'interprète pas cette déclaration comme voulant dire que le Département des droits d'accise a, d'une manière indépendante, déterminé les coûts de commercialisation en tant que pourcentage du véritable revenu et les a utilisés de manière prospective pour établir les MRSP.[1021]

Analyse du Groupe spécial

7.506 Les Philippines font valoir que la description du calcul des coûts de commercialisation appliqués aux marques TTM donnée par le DG des droits d'accise au tribunal fiscal thaïlandais

[1013] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 408 à 413.
[1014] Pièce PHL-109.
[1015] Réponse de la Thaïlande à la question n° 41 du Groupe spécial.
[1016] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 413.
[1017] Réponse de la Thaïlande à la question n° 127 du Groupe spécial.
[1018] Réponse de la Thaïlande à la question n° 127 du Groupe spécial, faisant référence à la pièce THA-80 qui contient les lettres du TTM.
[1019] Réponse de la Thaïlande à la question n° 123 2) du Groupe spécial.
[1020] Réponse de la Thaïlande à la question n° 123 2) du Groupe spécial, faisant également référence aux observations de la Thaïlande du 25 septembre 2009, paragraphes 23 à 25 et 42 à 45.
[1021] Réponse de la Thaïlande à la question n° 127 du Groupe spécial, faisant référence à la pièce THA-49.

("description donnée par le DG des droits d'accise au tribunal fiscal thaïlandais") démontre que la méthode utilisée pour calculer les coûts de commercialisation du TTM (calcul des coûts de commercialisation en tant que pourcentage (à savoir [[xx.xxx.xx]] pour cent) du "véritable revenu" du TTM pour les marques TTM) est différente de la méthode générale appliquée aux cigarettes importées.[1022] Nous examinerons si la pièce concernée montre, comme les Philippines le font valoir, que le Département des droits d'accise thaïlandais n'a pas suivi la méthode générale pour déterminer les coûts de commercialisation du TTM.

7.507 Le document en cause était la communication adressée par le DG des droits d'accise au tribunal fiscal thaïlandais dans une procédure d'appel engagée par PM Thailand au sujet des Avis relatifs aux MRSP de 2006 et 2007. Les parties pertinentes de la description donnée par le DG des droits d'accise au tribunal fiscal thaïlandais sont les suivantes:

> "3. Faits
>
> 3.1 Cigarettes importées
> Principe et raison
> ...
> 4) Le pourcentage de marge minimum de 32,60 qui est utilisé pour calculer le prix de détail des cigarettes importées, conformément à la Notification du Département des droits d'accise …, datée du 18 septembre, tient compte de la situation de la concurrence, du coût et de la commercialisation des cigarettes importées. Cela donne lieu à une augmentation de la part de marché détenue par les cigarettes importées (pièce jointe 6).
>
> 3.2 Cigarettes nationales
> Principe et raison
> …
> 2) Le prix des cigarettes produites dans le pays dans les locaux du fabricant reste inchangé.
>
> 3) Le 7 décembre 2005, le Monopole thaïlandais des tabacs a augmenté la marge de commercialisation des cigarettes nationales. Par exemple, pour la marque Krongthip 90, le prix par paquet est passé de [[xx.xxx.xx]] bath à [[xx.xxx.xx]] bath (pièce jointe 7).
>
> 4) Pour déterminer le prix de détail maximum conformément à l'article 23, le Département des droits d'accise a contrôlé la marge de commercialisation des cigarettes nationales et a estimé que la marge de commercialisation qui avait été ajustée le 7 décembre 2005 était encore acceptable. Il y a deux méthodes de contrôle:
>
> 1ère méthode: Contrôle du prix de vente pendant chaque période de vente particulière: il est constaté que la Notification …, datée du 9 mars 2007, a été respectée.

[1022] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 408 à 413.

> 2ème méthode: Contrôle de la marge de commercialisation d'après l'état financier qui a été approuvé par le Bureau du Vérificateur général de la Thaïlande. À cet égard, il est constaté que le pourcentage de la marge de commercialisation par rapport au revenu, selon la structure du prix de détail, du Monopole thaïlandais des tabacs est équivalent à [[xx.xxx.xx]]. Ce montant est [[xx.xxx.xx]] que le pourcentage de la marge de commercialisation par rapport au revenu figurant dans l'état financier de 2006, qui est de [[xx.xxx.xx]]. À ce propos, si le prix de détail maximum a été calculé d'après le pourcentage de la marge de commercialisation par rapport au revenu figurant dans l'état financier, il sera inférieur au prix annoncé par le Département des droits d'accise.
>
> En outre, le pourcentage de la marge de commercialisation par rapport au revenu peut être modifié chaque année selon le volume de production. En tout état de cause, la modification ne devrait pas dépasser le pourcentage de la marge de commercialisation par rapport au véritable revenu du Monopole thaïlandais des tabacs. Par conséquent, il n'y a aucun motif d'ajuster la marge de commercialisation (pièce jointe 8)." (non souligné dans l'original)

7.508 Le texte de l'explication donnée par le DG des droits d'accise cité ci-dessus indique que le pourcentage des coûts de commercialisation[1023] par rapport au revenu du TTM a été utilisé comme une des deux *méthodes de contrôle* de l'acceptabilité de la marge de commercialisation en cause, *non comme la méthode de calcul* des coûts de commercialisation elle-même. Cette interprétation est également confirmée par une déclaration additionnelle relative à la deuxième méthode selon laquelle "*si* le prix de détail maximum a été calculé d'après le pourcentage de la marge de commercialisation par rapport au revenu figurant dans l'état financier, il sera inférieur au prix annoncé par le Département des droits d'accise". Cela montre que le calcul effectif des coûts de commercialisation n'était pas fondé sur le pourcentage des coûts de commercialisation par rapport au revenu du TTM. Compte tenu de ce qui précède, nous reconnaissons avec la Thaïlande que l'explication donnée par le DG des droits d'accise au tribunal fiscal thaïlandais devrait être interprétée comme signifiant que les coûts de commercialisation peuvent être indiqués en tant que pourcentage après la détermination d'un MRSP. Partant, nous ne sommes pas convaincus que l'explication donnée par le DG des droits d'accise au tribunal fiscal thaïlandais prouve que le Département des droits d'accise calcule les coûts de commercialisation des cigarettes nationales d'une manière différente de la méthode générale.[1024]

[1023] Nous croyons comprendre que l'expression "marge de commercialisation" utilisée dans la pièce PHL-109 désigne les "coûts de commercialisation".

[1024] En outre, nous notons d'après le document ci-dessus présenté par le DG des droits d'accise que le Département des droits d'accise thaïlandais s'est fondé sur le pourcentage de la marge de commercialisation par rapport au revenu du TTM pour examiner l'acceptabilité du niveau des coûts de commercialisation pour le MRSP concerné. Ce document dit qu'une telle méthode est approuvée par le Bureau du Vérificateur général de la Thaïlande. Par conséquent, bien que le Département des droits d'accise n'ait pas utilisé un pourcentage du véritable revenu en soi du TTM pour établir les coûts de commercialisation des cigarettes des marques TTM, les éléments de preuve indiquent qu'une telle méthode a été appliquée pour vérifier l'adéquation de l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP du TTM.

iv) Établissement du MRSP du 7 décembre 2005 pour Marlboro et L&M

Principaux arguments des parties

7.509 Les **Philippines** allèguent que les coûts de commercialisation du 7 décembre 2005 pour *Marlboro* et *L&M*, qui ont été appliqués à nouveau pour les MRSP de 2008 et 2009, n'ont pas été obtenus à partir des renseignements que PM Thailand a fournis au DG des droits d'accise et que la valeur des coûts de commercialisation a été fixée à un niveau quatre fois supérieur au niveau approprié demandé.[1025] Cela a entraîné l'établissement de MRSP plus élevés pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales, ce qui à son tour explique l'écart entre le MRSP et le RRSP des cigarettes importées.[1026] Les Philippines estiment que les MRSP de décembre 2005 montrent donc que la Thaïlande n'applique pas, dans la pratique, la méthode qu'elle a déclarée.

7.510 La **Thaïlande** observe que l'Avis relatif aux MRSP de décembre 2005, seul cas où les MRSP proposés par PM Thailand n'ont pas été acceptés, concernait une demande de réduction des MRSP.[1027] La demande n'a pas été acceptée parce que PM Thailand n'a pas fourni une justification adéquate et que le désir d'"absorber" les taxes ne justifiait pas la réduction de ces taxes.[1028] PM Thailand n'a demandé aucune modification de ses MRSP pour les marques *Marlboro* et *L&M* existantes depuis décembre 2005, bien qu'ayant demandé de nouveaux MRSP pour deux nouvelles marques *L&M* en août 2008.[1029]

7.511 Les arguments des parties ayant trait à la détermination des coûts de commercialisation pour l'Avis relatif aux MRSP du 7 décembre 2005 concernant les marques *Marlboro* et *L&M* sont résumés ci-après.

Marlboro

7.512 S'agissant du MRSP calculé pour *Marlboro* en décembre 2005, dans ses observations du 25 septembre 2009, la **Thaïlande** a expliqué que les coûts de commercialisation de *Marlboro* avaient été obtenus à partir du chiffre indiqué dans la lettre de PM Thailand du 19 juillet 2005, dans laquelle PM Thailand proposait un MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht pour les provinces n'appliquant pas la taxe provinciale.[1030] Après l'explication donnée par les Philippines selon laquelle la lettre de PM Thailand du 19 juillet 2005 proposait un MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht, taxe provinciale incluse, la Thaïlande a présenté une deuxième explication selon laquelle elle avait calculé les coûts de commercialisation à partir du RRSP/RSP *du moment* de *Marlboro* de [[xx.xxx.xx]] baht, qui n'était pas applicable dans les provinces imposant la taxe provinciale.[1031] Les coûts de commercialisation du moment de PM Thailand pour la marque *Marlboro* sont indiqués dans la colonne gauche de la page 2 de la lettre du 19 juillet 2005, qui montre l'application d'un prix de vente (le RSP) de PM Thailand de [[xx.xxx.xx]] baht dans les provinces n'imposant pas la taxe provinciale (par exemple Bangkok).[1032]

[1025] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 335 à 337 et 402 (*L&M*), paragraphes 346 à 350 et 403 et 404 (*Marlboro*); observations du 16 septembre 2009, paragraphes 17 à 23 et 45 à 49; deuxième déclaration orale, paragraphes 63 à 67.

[1026] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 402.

[1027] Réponse de la Thaïlande à la question n° 123 2) du Groupe spécial.

[1028] Réponse de la Thaïlande à la question n° 123 2) du Groupe spécial, faisant référence à ses observations du 25 septembre 2009, paragraphes 23 à 25 et 42 à 45. La Thaïlande met également en avant des exemples d'autres cas où les importateurs ont présenté des demandes dûment étayées et ont dûment obtenu une réduction de leurs MRSP (pièce THA-80).

[1029] Réponse de la Thaïlande à la question n° 123 2) du Groupe spécial, faisant référence à la pièce THA-66.

[1030] Observations de la Thaïlande du 25 septembre 2009, paragraphes 42 à 47; pièce THA-82.

[1031] Réponse de la Thaïlande à la question n° 130 du Groupe spécial.

[1032] Réponse de la Thaïlande à la question n° 130 du Groupe spécial; pièce THA-18, pages 6 et 7.

En l'absence de tout motif pour réduire les coûts de commercialisation des cigarettes *Marlboro*, le Département des droits d'accise thaïlandais a utilisé les coûts de commercialisation du moment ([[xx.xxx.xx]] baht) fondés sur les ventes du moment dans les régions n'appliquant pas la taxe provinciale, par exemple Bangkok, comme base des coûts de commercialisation concernant le MRSP unique appliqué à l'échelle nationale, en l'arrondissant par excès à [[xx.xxx.xx]] baht.[1033] En conséquence, le DG des droits d'accise a établi un MRSP de 65 baht. Il a ensuite rejeté la demande de PM Thailand du 13 décembre 2005 visant une réduction du MRSP à [[xx.xxx.xx]] baht.

7.513 Les **Philippines** font valoir qu'aucune de ces explications *a posteriori* n'est étayée par une explication concomitante du DG des droits d'accise. Elles mettent en avant trois éléments clés de la deuxième explication donnée par la Thaïlande au sujet des coûts de commercialisation de décembre 2005 appliqués à la marque *Marlboro*.[1034]

7.514 Premièrement, le DG des droits d'accise n'a pas suivi sa "pratique normale" en choisissant de ne pas fonder les coûts de commercialisation sur les derniers renseignements fournis par l'importateur. Selon la "pratique normale" du DG des droits d'accise, celui-ci aurait dû adopter l'une des deux méthodes suivantes pour déterminer le MRSP de décembre 2005: i) reporter les coûts de commercialisation obtenus à partir d'un MRSP pour les provinces appliquant la taxe provinciale qui était fondé sur une proposition de l'importateur; ou ii) se fonder sur les coûts de commercialisation obtenus à partir d'une proposition ultérieure de l'importateur. Le DG des droits d'accise n'a suivi aucune de ces méthodes. S'il avait suivi la première méthode, il aurait dû reporter [[xx.xxx.xx]] baht, c'est-à-dire les coûts de commercialisation effectifs utilisés pour le MRSP précédent de la marque *Marlboro* (à savoir le MRSP de décembre 2004), taxe provinciale de 1,86 baht incluse, pour les provinces appliquant la taxe provinciale. À défaut, le DG des droits d'accise aurait pu se fonder sur le MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht, taxe provinciale incluse, proposé par PM Thailand en juillet 2005, pour les provinces appliquant la taxe provinciale, ce qui aurait abouti à des coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht.[1035]

7.515 Au lieu de cela, le DG des droits d'accise a choisi de fonder le MRSP de décembre 2005 des cigarettes *Marlboro* sur leur RSP de juillet 2005, qui était de [[xx.xxx.xx]] baht.[1036] Bien que ce RSP soit égal au MRSP proposé en juillet 2005, la Thaïlande allègue l'existence d'une différence capitale entre les deux chiffres. Elle fait valoir que, bien que PM Thailand ait proposé un MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht pour les provinces appliquant la taxe provinciale en juillet 2005, son prix de détail effectif de [[xx.xxx.xx]] baht ne s'appliquait pas aux provinces imposant la taxe provinciale. Les Philippines estiment qu'on ne voit pas clairement pourquoi le DG des droits d'accise a décidé de fonder son calcul sur un prix de détail (RSP) qui, selon lui, s'appliquait exclusivement à l'unique région n'imposant pas la taxe provinciale, en particulier étant donné que, en décembre 2005, le DG des droits d'accise avait cherché à calculer pour *Marlboro* un MRSP unique qui incluait la taxe provinciale.

[1033] La Thaïlande explique qu'un coût de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht a été arrondi d'environ *un baht* à [[xx.xxx.xx]] baht, ce qui a donné un MRSP total préalablement arrondi de [[xx.xxx.xx]] baht. Pour arriver à un MRSP publié de 65 baht, un coût de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] a été ensuite arrondi par excès de [[xx.xxx.xx]] baht. Le coût de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] représente donc la somme du coût de commercialisation de [[xx.xxx.xx]].

[1034] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 130 du Groupe spécial.

[1035] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 130 du Groupe spécial; pièce PHL-282.

[1036] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 130 du Groupe spécial, faisant également référence à la pièce THA-18. Les Philippines expliquent que la lettre de PM Thailand du 19 juillet 2005 montrait un "prix de détail" de [[xx.xxx.xx]] baht pour les cigarettes *Marlboro*, sans qu'une distinction ne soit faite entre le RRSP et le RSP. Selon les Philippines, à l'époque, la différence entre les deux prix était minime.

7.516 En l'espèce, les Philippines soutiennent que la Thaïlande indique à tort que l'élément "coûts de commercialisation" d'un RSP de [[xx.xxx.xx]] baht ne s'appliquait pas aux provinces imposant la taxe provinciale et s'appliquait uniquement à Bangkok. Cette allégation n'est étayée par aucune référence à des éléments de preuve. La lettre de PM Thailand du 19 juillet 2005 indique un prix de détail unique appliqué à l'échelle nationale de [[xx.xxx.xx]] baht, et propose un MRSP unique appliqué à l'échelle nationale de [[xx.xxx.xx]] baht.[1037] Il n'y a aucune indication selon laquelle le prix de [[xx.xxx.xx]] baht s'appliquait uniquement à Bangkok et selon laquelle PM Thailand appliquait un deuxième prix de détail, non précisé, dans la totalité des 75 provinces en dehors de Bangkok. Les Philippines allèguent que PM Thailand a toujours maintenu un RRSP unique pour la Thaïlande dans son ensemble, afin de garantir des prix de détail uniformes dans tout le pays.[1038]

7.517 Les Philippines sont d'avis que l'argument de la Thaïlande a une conséquence pratique pour le calcul des coûts de commercialisation: si le RSP de [[xx.xxx.xx]] baht s'appliquait aux provinces imposant la taxe provinciale, cela aurait réduit les coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht à [[xx.xxx.xx]] baht parce que, en pareil cas, le DG des droits d'accise était tenu de déduire toutes les taxes intérieures, y compris la taxe provinciale de 1,86 baht, du MRSP (le RSP en l'espèce), pour obtenir les coûts de commercialisation. Par conséquent, en faisant abstraction des renseignements de l'importateur concernant les coûts de commercialisation effectifs dans les provinces appliquant la taxe provinciale, et en alléguant par contre que le RSP de [[xx.xxx.xx]] baht ne s'appliquait pas aux provinces imposant la taxe provinciale, la Thaïlande a majoré de 1,86 baht les coûts de commercialisation de décembre 2005 de la marque *Marlboro*.

7.518 En réponse au point de vue formulé par la Thaïlande selon lequel PM Thailand n'a pas fourni des renseignements suffisants pour justifier une réduction des coûts de commercialisation, les Philippines mettent en avant une incohérence alléguée dans les déclarations de la Thaïlande relatives au calcul des coûts de commercialisation.[1039] Selon les Philippines, cet argument *a posteriori* de la Thaïlande contredit ses déclarations antérieures, par exemple: "le Département des droits d'accise thaïlandais ne recueille pas auprès de PM Thailand ni d'aucun autre fabricant ou importateur des renseignements sur "les pourcentages de marge brute" ou tout autre bénéfice ou frais de commercialisation".[1040]

7.519 Par ailleurs, s'agissant du fait d'arrondir par excès les coûts de commercialisation de *Marlboro* de [[xx.xxx.xx]] baht à [[xx.xxx.xx]] baht, les Philippines ne considèrent pas que cela comporte un type quelconque d'arrondi. Le fait d'arrondir le chiffre en question l'aurait de fait réduit de [[xx.xxx.xx]] baht à [[xx.xxx.xx]] baht, et ne l'aurait pas porté à un nombre plus élevé comportant encore une fraction (à savoir [[xx.xxx.xx]] baht). Cet arrondi arbitraire a uniquement servi à majorer le MRSP et la charge fiscale imposée sur les cigarettes importées.

[1037] Pièce THA-18.

[1038] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 130 du Groupe spécial. Dans la note de bas de page 163, les Philippines se réfèrent à la pièce PHL-270, alléguant qu'elle montre un RSP unique de [[xx.xxx.xx]]baht en 2005 et montre aussi que le RSP mensuel des cigarettes *Marlboro* en 2005 n'était plus élevé que le RRSP de [[xx.xxx.xx]] baht que d'une fraction.

[1039] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 130 du Groupe spécial.

[1040] Réponse de la Thaïlande à la question n° 50 1) du Groupe spécial. Les Philippines citent également la déclaration de la Thaïlande selon laquelle "le Département des droits d'accise thaïlandais ne demande *jamais* à un fabricant ou à un importateur, de cigarettes nationales ou de cigarettes importées, de fournir des renseignements sur les coûts de commercialisation" (pas d'italique dans l'original) (réponse de la Thaïlande à la question n° 2 des Philippines).

L&M

7.520 Comme pour la marque *L&M*, ainsi que les Philippines le soulignent[1041], la **Thaïlande** a donné trois explications différentes: initialement, elle a présenté les coûts de commercialisation de décembre 2005 de la marque *L&M* comme étant fondés sur le montant de [[xx.xxx.xx]] baht, obtenu à partir de la propre proposition de PM Thailand d'octobre 2001, lesquels coûts ont ensuite été simplement ajoutés, *inchangés*, aux MRSP calculés en décembre 2005 et août 2008[1042]; deuxièmement, en réponse à la demande de renseignements formulée par le Groupe spécial au titre de l'article 13 du Mémorandum d'accord, la Thaïlande a expliqué que le MRSP de décembre 2005 des cigarettes *L&M* était fondé sur le MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht proposé par PM Thailand le 19 juillet 2005[1043]; et, enfin, compte tenu de l'argument des Philippines selon lequel, en juillet 2005, PM Thailand a proposé un MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht, pas de [[xx.xxx.xx]] baht, taxe provinciale incluse (ce qui donne des coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht, pas de [[xx.xxx.xx]] baht), la Thaïlande a soutenu alors que les coûts de commercialisation avaient été obtenus à partir des coûts de commercialisation du moment de PM Thailand pour la marque *L&M* figurant dans l'Avis relatif aux MRSP du 6 octobre 2005, et non à partir de la lettre de PM Thailand du 19 juillet 2005 ainsi qu'il avait été expliqué précédemment.[1044]

7.521 Selon la Thaïlande, l'Avis relatif aux MRSP du 6 octobre 2005 établissait un MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht pour les provinces n'appliquant pas la taxe provinciale. Une ventilation de ce MRSP indique des coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht, soit le même montant que celui qui a été précédemment expliqué dans les observations de la Thaïlande du 25 septembre 2009 et qui est ressorti de la ventilation indiquée dans la pièce THA-82. La Thaïlande a utilisé le montant de [[xx.xxx.xx]] baht, soit le MRSP appliqué aux provinces qui n'imposent pas la taxe provinciale, pour l'Avis relatif aux MRSP du 7 décembre 2005, afin de faire en sorte qu'aucune entité de la chaîne de distribution – importateur, grossiste ou détaillant – ne soit pénalisée par la charge que constitue le passage à un MRSP unique appliqué à l'échelle nationale ou ne doive supporter cette charge et afin d'éviter l'"instabilité du marché" mentionnée par les Philippines dans leur lettre du 19 juillet 2005. Les coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht ont ensuite été arrondis par excès pour établir les coûts de commercialisation utilisés dans les Avis relatifs aux MRSP de décembre 2005 (à savoir [[xx.xxx.xx]] baht).[1045]

7.522 Les **Philippines** sont d'avis qu'aucune de ces explications *a posteriori* n'est étayée par une explication concomitante du DG des droits d'accise. S'agissant de la dernière explication de la

---

[1041] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 129 du Groupe spécial.

[1042] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 129 du Groupe spécial, faisant référence à la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 93; pièce THA-18.

[1043] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 129 du Groupe spécial, faisant référence aux observations de la Thaïlande du 25 septembre 2009, paragraphes 42 à 47; pièce THA-82. La lettre de PM Thailand du 19 juillet 2005 figure dans la pièce THA-18.

[1044] Réponse de la Thaïlande à la question n° 129 du Groupe spécial; pièce THA-94.

[1045] Observations de la Thaïlande du 25 septembre 2009, paragraphe 44, faisant référence à la pièce THA-82. La Thaïlande explique que, pour veiller en conséquence à ce que les MRSP soient fixés à un niveau qui faciliterait le recouvrement par les provinces du montant total des taxes provinciales, le Département des droits d'accise thaïlandais a arrondi par excès le MRSP d'environ [[xx.xxx.xx]] baht pour toutes les principales marques sur le marché. Pour les cigarettes *L&M*, cela a entraîné un arrondi par excès de l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP, qui est passé de [[xx.xxx.xx]].

Si tous les éléments constituant le MRSP de décembre 2005 sont additionnés, y compris les coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht déterminés par le Département des droits d'accise thaïlandais, la somme totale s'élève à [[xx.xxx.xx]] baht. Nous croyons comprendre que le Département des droits d'accise thaïlandais a alors décidé d'arrondir par excès le MRSP d'environ [[xx.xxx.xx]] baht pour arriver au MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht. La différence de [[xx.xxx.xx]] baht entre [[xx.xxx.xx]] baht et [[xx.xxx.xx]] baht a été ajoutée à l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP.

Thaïlande, les Philippines rappellent que, en juillet 2005, PM Thailand a proposé un MRSP appliqué à l'échelle nationale de [[xx.xxx.xx]] baht pour les cigarettes *L&M*, taxe provinciale incluse.[1046] En octobre 2005, le DG des droits d'accise a accepté le MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht proposé pour les 75 provinces appliquant la taxe provinciale (et les coûts de commercialisation effectifs inclus dans cette proposition). Toutefois, de sa propre initiative, le DG des droits d'accise a également établi un MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht pour Bangkok, l'unique région n'imposant pas la taxe provinciale. Les Philippines font valoir que, en calculant le MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht en octobre 2005, le DG des droits d'accise n'a pas utilisé les coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht indiqués dans la proposition de PM Thailand de juillet 2005 comme il aurait dû le faire selon la "pratique normale", mais les a portés à [[xx.xxx.xx]] baht, montant qui a ensuite été arrondi par excès à [[xx.xxx.xx]] baht.[1047]

7.523 S'agissant de la raison donnée par la Thaïlande pour expliquer pourquoi elle a commencé par des coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht (calculés pour l'unique province n'appliquant pas la taxe provinciale – Bangkok), à savoir qu'elle devait faire en sorte qu'aucune entité de la chaîne de distribution ne soit pénalisée par la charge que constitue le passage à un MRSP unique appliqué à l'échelle nationale ou ne doive supporter cette charge, les Philippines font valoir qu'aucune entité, tant celles opérant dans les provinces appliquant la taxe provinciale que celles opérant à Bangkok, n'aurait pu être pénalisée par la décision du DG des droits d'accise.[1048] Comme pour les provinces imposant la taxe provinciale, les MRSP antérieurs avaient déjà été ajustés pour tenir compte de la taxe provinciale de 1,86 baht le paquet afin qu'il soit fait en sorte que les importateurs et les revendeurs opérant dans ces provinces ne soient pas pénalisés par le recouvrement de la taxe. Compte tenu de l'explication de la Thaïlande selon laquelle, lorsque les taux d'imposition changent, le MRSP est révisé pour qu'un montant actualisé soit ajouté à la taxe concernée, alors que d'autres éléments du calcul, y compris les coûts de commercialisation, restent inchangés, le DG des droits d'accise ne pouvait pas augmenter les coûts de commercialisation pour des raisons liées à la taxe provinciale lorsqu'il a calculé le MRSP de décembre 2005. Concernant Bangkok, la seule province n'appliquant pas la taxe provinciale, les Philippines observent que, du fait que le MRSP pour Bangkok était désormais calculé sur la base de l'hypothèse selon laquelle une taxe provinciale de 1,86 baht le paquet était acquittée, le montant additionnel ajouté au MRSP relevé a en conséquence entraîné une augmentation des coûts de commercialisation.

7.524 Les Philippines soulignent que l'élément décisif de la méthode appliquée par le Département des droits d'accise thaïlandais pour déterminer le MRSP de décembre 2005 pour les cigarettes *L&M* consistait à "arrondir" les chiffres car cela ajoutait un baht au MRSP, ce qui portait ce dernier à un niveau supérieur au RSP en vigueur à ce moment: PM Thailand a demandé le 13 décembre 2005 que le MRSP de décembre 2005 soit réduit de 47 baht à [[xx.xxx.xx]] baht. Pour ce qui est d'arrondir par excès les coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht à [[xx.xxx.xx]] baht (soit un montant additionnel de [[xx.xxx.xx]] baht), les Philippines notent que, si le DG des droits d'accise avait simplement ajouté des coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht le paquet aux autres éléments du MRSP de décembre 2005, le MRSP obtenu aurait été de [[xx.xxx.xx]] baht.[1049] De l'avis des Philippines, le DG des droits d'accise aurait dû arrondir ce montant global à un MRSP final de [[xx.xxx.xx]] baht, qui était égal au montant proposé par PM Thailand le 13 décembre 2005. Au lieu de cela, le DG des droits d'accise a arrondi par excès les coûts de commercialisation à [[xx.xxx.xx]] baht pour établir un MRSP final de 47 baht, qui dépassait le RRSP de [[xx.xxx.xx]] baht. Par conséquent, la décision du DG des droits d'accise d'"arrondir par excès" les coûts de

[1046] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 129 du Groupe spécial.
[1047] Pièce PHL-290.
[1048] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 129 du Groupe spécial.
[1049] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 129 du Groupe spécial, faisant référence à la pièce PHL-282.

commercialisation a été le facteur décisif qui a porté le MRSP des cigarettes *L&M* à un niveau supérieur à celui du RRSP.

Analyse du Groupe spécial

Généralités

7.525 Nous avons précisé précédemment que, pour déterminer si la Thaïlande avait manqué à ses obligations au titre de la première phrase de l'article III:2 en frappant les cigarettes importées d'une taxe excessive, nous devons examiner si le Département des droits d'accise thaïlandais s'est écarté de la méthode générale dont il avait expliqué qu'elle était normalement appliquée pour déterminer le MRSP des cigarettes importées et des cigarettes nationales.

7.526 Les Philippines ont fait valoir que le Département des droits d'accise thaïlandais avait établi le MRSP du 7 décembre 2005, en particulier son élément "coûts de commercialisation" pour les cigarettes *Marlboro* et *L&M*, de manière à établir un niveau de MRSP plus élevé que celui qui aurait été calculé si le Département des droits d'accise avait suivi la méthode "normale" qui s'appliquait aux cigarettes importées et aux cigarettes nationales. La Thaïlande soutient que les MRSP proposés par PM Thailand en décembre 2005 n'ont pas été acceptés parce qu'il s'agissait d'une demande de réduction des MRSP et que PM Thailand n'avait pas suffisamment justifié sa demande.

7.527 Nous commencerons notre analyse en rappelant tout d'abord la description faite par la Thaïlande de la façon dont l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP est obtenu selon la méthode dite normale et nous décrirons ensuite la nature des Avis relatifs aux MRSP du 5 décembre.

7.528 La Thaïlande a soutenu que, lorsqu'il révise les MRSP existants en raison de la modification des taux d'imposition, le Département des droits d'accise thaïlandais utilise généralement le même montant des "coûts de commercialisation" que celui qui est inclus soit i) dans le dernier MRSP soit ii) dans le MRSP précédemment demandé par le fabricant national/l'importateur.[1050] Toutefois, dans les situations où le Département des droits d'accise *rejetait* les MRSP proposés par l'importateur/le fabricant, la Thaïlande a expliqué que les coûts de commercialisation nécessaires pour déterminer le MRSP seraient calculés de manière à représenter les frais de vente et les bénéfices de toutes les entités de la chaîne de distribution commerciale. Pour ce calcul, la Thaïlande utilise les renseignements fournis par l'importateur/le fabricant et les renseignements provenant du marché lui-même.[1051] C'est, à notre avis, la méthode générale utilisée pour obtenir l'élément "coûts de commercialisation" des MRSP selon l'explication de la Thaïlande.

7.529 En ce qui concerne les MRSP de décembre 2005 du TTM, le TTM a demandé une augmentation des MRSP du moment à cause du relèvement du taux des droits d'accise et a proposé pour ses marques ses propres MRSP révisés, qui ont été acceptés par le Département des droits d'accise thaïlandais.[1052] En conséquence, il n'est pas contesté que le Département des droits d'accise a appliqué la méthode générale pour déterminer les nouveaux MRSP des cigarettes nationales en décembre 2005 en *acceptant* simplement les nouveaux MRSP/RRSP proposés par le TTM.

7.530 Comme pour les marques *Marlboro* et *L&M*, par contre, les éléments de preuve versés au dossier montrent que le Département des droits d'accise thaïlandais a publié les Avis relatifs aux MRSP révisés pour *Marlboro* et *L&M* le 7 décembre 2005.[1053] La raison de la révision des MRSP est indiquée comme étant une modification du taux des droits d'accise, qui est passé de 75 pour cent à

[1050] Voir les paragraphes 7.498 à 7.501 ci-dessus.
[1051] Voir le paragraphe 7.502 ci-dessus.
[1052] Réponse de la Thaïlande aux questions n° 123 2), 127 et 160 du Groupe spécial.
[1053] Pièces PHL-99 et THA-76.

79 pour cent. Par conséquent, il apparaît que le Département des droits d'accise thaïlandais a révisé, de sa propre initiative, les MRSP du moment des marques de cigarettes *Marlboro* et *L&M* pour tenir compte de la modification du taux des droits d'accise dans les MRSP des cigarettes importées.

7.531 Les douanes thaïlandaises ont cependant rejeté la demande ultérieure de PM Thailand visant une réduction du niveau des MRSP révisés par les douanes thaïlandaises. En l'espèce, le 13 décembre 2005, environ une semaine après la publication des Avis relatifs aux MRSP du 7 décembre 2005, PM Thailand a présenté une lettre au Département des droits d'accise thaïlandais demandant une modification des MRSP des cigarettes *Marlboro* et *L&M*[1054], faisant référence à l'Avis relatif aux MRSP du 6 octobre 2005 concernant la marque *L&M* et l'Avis du 7 décembre 2005 concernant la marque *Marlboro*.[1055] Dans la lettre, PM Thailand propose un MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht pour la marque *Marlboro* et de [[xx.xxx.xx]] baht pour la marque *L&M*. Pour justifier les propositions, PM Thailand dit ce qui suit: en ce qui concerne la marque *Marlboro*, "[l]a société a toujours été consciente du fait que les prix de détail de Marlboro sont déjà élevés sur le marché du moment d'après une étude de marché faite par une société de conseil indépendante. De ce fait, la société propose un prix de détail de [[xx.xxx.xx]] baht le paquet"; et concernant la marque *L&M* "[c]omme la charge que constituent les droits d'accise sur les cigarettes du groupe *L&M* est passée de [[xx.xxx.xx]] baht le paquet à [[xx.xxx.xx]] bahts le paquet]], la société propose donc un prix de détail de [[xx.xxx.xx]] baht le paquet".[1056]

7.532 Dans ce contexte factuel, nous passons maintenant aux arguments des parties concernant la détermination par la Thaïlande des coûts de commercialisation relatifs aux MRSP du 7 décembre 2005 des marques *Marlboro* et *L&M*.

Marlboro

7.533 La raison pour laquelle les MRSP du moment de la marque *Marlboro* ont été modifiés en décembre 2005 a été une augmentation du taux des droits d'accise. Pour tenir compte de cette modification, le Département des droits d'accise thaïlandais a révisé les MRSP de la marque *Marlboro*. Dans ces circonstances, la méthode générale utilisée pour déterminer les coûts de commercialisation décrite par la Thaïlande aurait exigé que le Département des droits d'accise fonde le montant des coûts de commercialisation pour le MRSP de la marque *Marlboro* du 7 décembre 2005 sur les coûts de commercialisation inclus dans soit i) l'Avis relatif aux MRSP du 27 décembre 2004 (le dernier MRSP de la marque *Marlboro* avant décembre 2005), soit ii) le MRSP précédemment demandé par PM Thailand, qui est le MRSP proposé dans la lettre de PM Thailand du 19 juillet 2005.

7.534 Il est évident, et la Thaïlande ne le conteste pas, que le Département des droits d'accise thaïlandais n'a pas utilisé l'élément "coûts de commercialisation" inclus dans le MRSP du 27 décembre 2004 (à savoir [[xx.xxx.xx]] baht).[1057] Il n'apparaît pas non plus que le Département des droits d'accise s'est référé au MRSP précédemment demandé par PM Thailand parce qu'il s'est fondé sur le *prix de détail effectif* des cigarettes *Marlboro* indiqué dans la lettre de PM Thailand du 7 juillet 2005. Dans la mesure où le Département des droits d'accise révisait les MRSP existants pour simplement tenir compte des modifications des taux d'imposition, nous ne voyons pas bien pourquoi le Département des droits d'accise n'a pas utilisé l'élément "coûts de commercialisation" inclus dans

[1054] Pièce THA-18.

[1055] PM Thailand a fait référence à ces avis, de sorte que les douanes thaïlandaises pouvaient recourir aux coûts de commercialisation qui y étaient utilisés. (Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 129 du Groupe spécial; pièce PHL-190)

[1056] Pièce PHL-221. La pièce montre une lettre datée du 23 décembre 2005, dans laquelle le DG des droits d'accise a rejeté la demande de PM Thailand du 13 décembre 2005.

[1057] Pièce THA-76.

les MRSP du moment ou les MRSP précédemment proposés, ce qui, d'après ce que nous savons, constitue la règle normale de révision des MRSP selon la méthode générale.

7.535 La Thaïlande estime que le Département des droits d'accise a rejeté les MRSP proposés par PM Thailand, qui, d'après ce que nous savons, correspondent à ceux qui figurent dans la lettre du 13 décembre 2005, car il s'agissait d'une demande de réduction des MRSP. À cet égard, nous rappelons que, si le Département des droits d'accise décide de rejeter les MRSP proposés, il détermine les coûts de commercialisation compte tenu des conditions du marché et des renseignements fournis par l'importateur/le fabricant.

7.536 La Thaïlande fait valoir que les coûts de commercialisation correspondant au MRSP du 7 décembre 2005 des cigarettes *Marlboro* étaient fondés sur les coûts de commercialisation *du moment* établis par PM Thailand pour la marque *Marlboro* indiqués dans la colonne de gauche, à la page 2 de la lettre de PM Thailand du 19 juillet 2005.[1058] Selon la Thaïlande, cela montre que le prix de vente de PM Thailand, qui, d'après ce que nous savons, correspond au RSP effectif, dans les régions n'appliquant pas la taxe provinciale, était de [[xx.xxx.xx]] baht.[1059] Une ventilation du MRSP – [[xx.xxx.xx]] baht – donne donc des coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht comme l'indique une feuille de calcul figurant dans la pièce THA-82.

7.537 Avant la publication de l'Avis relatif aux MRSP du 7 décembre 2005, PM Thailand a proposé un MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht pour la marque *Marlboro* dans sa lettre du 19 juillet 2005. Bien que les deux parties fassent référence à cette lettre comme base de calcul des coûts de commercialisation pour le MRSP de décembre 2005, elles avancent des points de vue différents concernant les MRSP indiqués dans la lettre.

7.538 Un tableau résumant les MRSP pertinents ayant abouti à l'établissement du MRSP du 7 décembre 2005 est reproduit ci-après.

[[Le tableau supprimé contient des renseignements commerciaux confidentiels.[1060,1061,1062,1063,1064,1065,1066]]]

7.539 Les Philippines ont exposé plusieurs points pour réfuter l'argument de la Thaïlande. Elles font valoir que l'affirmation de la Thaïlande selon laquelle l'élément "coûts de commercialisation" d'un RSP de [[xx.xxx.xx]] baht s'appliquait uniquement aux provinces n'imposant pas la taxe provinciale n'est pas étayée par la mention d'un élément de preuve quelconque. Elles allèguent que la lettre de PM Thailand du 19 juillet 2005 indique un prix de détail de [[xx.xxx.xx]] baht unique appliqué à l'échelle nationale et proposent un MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht unique appliqué à l'échelle nationale pour toutes les provinces, auquel cas les coûts de commercialisation seront de [[xx.xxx.xx]] baht (à savoir [[xx.xxx.xx]] - 1,86).

[1058] Réponse de la Thaïlande à la question n° 130 du Groupe spécial; pièce THA-18.
[1059] Comme le soulignent les Philippines, nous notons que la Thaïlande a initialement soutenu que les coûts de commercialisation de l'Avis du 7 décembre 2005 étaient fondés sur un MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht proposé par PM Thailand pour les provinces qui n'appliquaient pas de taxes provinciales dans sa lettre du 19 juillet 2005 (observations de la Thaïlande du 25 septembre 2009, paragraphe 45).
[1060] [[xx.xxx.xx]].
[1061] [[xx.xxx.xx]].
[1062] [[xx.xxx.xx]].
[1063] [[xx.xxx.xx]].
[1064] [[xx.xxx.xx]].
[1065] [[xx.xxx.xx]].
[1066] [[xx.xxx.xx]].

7.540 Le tableau figurant dans la lettre de PM Thailand du 19 juillet 2005 peut être résumé comme suit[1067]:

[[Le tableau supprimé contient des renseignements commerciaux confidentiels.]]

7.541 À la page 3 de la lettre, PM Thailand note que le tableau qui y figure indique "les prix de détail du moment des cigarettes, les prix de détail selon l'Avis relatif aux droits d'accise et des prix de détail accrus demandés par la société, respectivement". Nous croyons comprendre que les catégories indiquées par PM Thailand se rapportent aux trois principales colonnes du tableau reproduites ci-dessus.

7.542 Par conséquent, contrairement à l'argument de la Thaïlande, les titres des colonnes du tableau ainsi que l'explication figurant dans la lettre ne donnent pas à penser que le chiffre mentionné dans la colonne de gauche du tableau de la page 2 de la lettre, "Prix de détail du moment du détaillant de tabac agréé de type 3", a trait au prix de vente au détail effectif des cigarettes *Marlboro* qui était appliqué *uniquement à Bangkok* (la seule province thaïlandaise n'imposant *pas* la taxe provinciale). De fait, les éléments de preuve présentés par les Philippines (tableau récapitulant les MRSP, les RRSP et les RSP mensuels des marques *Marlboro* et *L&M* pour 2005-2009) confirment également qu'il y avait effectivement un RRSP/RSP ([[xx.xxx.xx]] baht) unique appliqué à l'échelle nationale en 2005.[1068]

7.543 Les Philippines soulignent que la position de la Thaïlande a une conséquence pratique pour le calcul des coûts de commercialisation, à savoir que, si le RSP de [[xx.xxx.xx]] baht s'appliquait aux provinces imposant la taxe provinciale, cela aurait réduit les coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht à [[xx.xxx.xx]] baht parce que, en pareil cas, le DG des droits d'accise était tenu de déduire toutes les taxes internes, y compris la taxe provinciale de 1,86 baht, du MRSP (le RSP en l'espèce), pour établir les coûts de commercialisation (à savoir [[xx.xxx.xx]] - 1,86 = [[xx.xxx.xx]], comparer les deuxième et troisième colonnes du tableau ci-dessus). Les Philippines soutiennent que, en faisant abstraction des renseignements fournis par l'importateur au sujet des coûts de commercialisation effectifs dans les provinces appliquant la taxe provinciale, et en alléguant par contre que le RSP de [[xx.xxx.xx]] baht ne s'appliquait pas aux provinces imposant la taxe provinciale, la Thaïlande a majoré de 1,86 baht les coûts de commercialisation de décembre 2005 de la marque *Marlboro*.

7.544 Nous estimons que le point de vue des Philippines donne une explication mathématique de l'écart concernant le montant de la taxe provinciale (à savoir 1,86 baht le paquet) entre les coûts de commercialisation obtenus à partir du RSP appliqué aux provinces n'imposant pas la taxe provinciale et ceux qui ont été obtenus à partir du RSP appliqué aux provinces imposant la taxe provinciale. Cependant, en l'absence de tout élément de preuve documentaire, nous ne sommes pas en mesure de conclure que la Thaïlande a utilisé le MRSP/RSP dont il était allégué qu'il était appliqué à la région n'imposant pas la taxe provinciale dans l'intention de majorer les coûts de commercialisation de la marque *Marlboro*.

7.545 Néanmoins, même si nous devions suivre l'explication de la Thaïlande fournie dans la présente procédure, nous ne voyons pas bien pour quelle raison les coûts de commercialisation concernant le MRSP du 7 décembre 2005 de la marque *Marlboro* ont été fondés sur le MRSP/RSP dont il était allégué qu'il était appliqué à Bangkok uniquement. Nous ne voyons aucun lien logique particulier entre la décision du DG des droits d'accise de calculer pour les cigarettes un prix national unique qui comprenait la taxe provinciale et sa décision de fonder le calcul des coûts de commercialisation de *Marlboro* sur le MRSP/RSP dont il était allégué qu'il était appliqué à la région

[1067] Pièce THA-18.
[1068] Pièce PHL-270.

n'imposant pas la taxe provinciale, et non aux provinces imposant la taxe provinciale. Il en est particulièrement ainsi du fait que la taxe provinciale de 1,86 baht est déjà incluse dans le calcul du MRSP pour le MRSP/RSP appliqué aux provinces imposant la taxe provinciale.[1069]

7.546 La Thaïlande explique également qu'elle a arrondi par excès les coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht, obtenus à partir du RSP du moment de la marque *Marlboro* appliqué à Bangkok, à [[xx.xxx.xx]] baht pour tenir compte de la décision du gouvernement thaïlandais d'appliquer un MRSP unique à l'échelle nationale en ajoutant un baht au MRSP. Nous notons d'abord que la différence entre [[xx.xxx.xx]] baht et [[xx.xxx.xx]] baht – [[xx.xxx.xx]] baht – est supérieure au montant de 1 baht qu'il était nécessaire d'ajouter selon les explications de la Thaïlande. De plus, la Thaïlande a dit que la décision était d'ajouter un baht au MRSP, pas aux coûts de commercialisation. Partant, nous ne comprenons pas pourquoi ce baht additionnel a été inclus dans les *coûts de commercialisation* pour le MRSP du 7 décembre 2005 de la marque *Marlboro*. C'est particulièrement difficile à comprendre puisque les coûts de commercialisation représentent un élément du MRSP qui peut être reporté pour l'établissement des MRSP ultérieurs lorsque ces derniers doivent être révisés. Autrement dit, une modification des coûts de commercialisation peut avoir une conséquence sur les MRSP ultérieurs. En outre, comme le tableau ci-dessus le montre, la taxe provinciale de 1,86 baht est déjà incluse dans le MRSP du 7 décembre 2005 de la marque *Marlboro*. Dans cette situation, la Thaïlande n'a pas suffisamment expliqué pourquoi un montant additionnel de un baht devait encore être ajouté.

7.547 Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que la Thaïlande n'a pas utilisé la méthode générale pour déterminer les coûts de commercialisation concernant le MRSP de décembre 2005 de la marque *Marlboro*. Cela a eu pour effet d'accroître les coûts de commercialisation et, par conséquent, le MRSP de la marque *Marlboro* de manière à frapper cette dernière d'une TVA supérieure à celle imposée sur les cigarettes nationales similaires.

L&M

7.548 S'agissant du MRSP du 7 décembre 2005 de la marque *L&M*, la Thaïlande soutient que les coûts de commercialisation ont été obtenus à partir des coûts de commercialisation du moment de PM Thailand figurant dans l'Avis relatif aux MRSP du 6 octobre 2005.[1070] Selon la Thaïlande, une ventilation du MRSP du 6 octobre 2005 – [[xx.xxx.xx]] baht pour les provinces n'appliquant pas la taxe provinciale – donne des coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht avec une taxe provinciale nulle.

7.549 Nous notons que les Avis relatifs aux MRSP du 6 octobre 2005 comprenaient deux MRSP distincts – l'un pour les provinces appliquant la taxe provinciale (à savoir [[xx.xxx.xx]] baht) et l'autre pour Bangkok qui n'imposait pas la taxe provinciale ([[xx.xxx.xx]] baht). Le premier MRSP – à

[1069] Par ailleurs, si le Département des droits d'accise thaïlandais a rejeté les MRSP proposés parce qu'il s'agissait d'une demande de réduction des MRSP du moment, la question se pose de savoir pourquoi le Département n'a pas simplement vérifié le pourcentage représenté par les coûts de commercialisation dans le véritable revenu de PM Thailand, méthode utilisée par le Département pour vérifier l'acceptabilité de l'élément "coûts de commercialisation" des MRSP proposés pour les cigarettes des marques TTM. Dans le contexte de l'établissement par le Département des droits d'accise des coûts de commercialisation concernant les marques TTM ci-dessus (section VII.D.4 c) iii)), nous avons constaté que l'explication donnée par le DG des droits d'accise au tribunal fiscal thaïlandais montrait que le Département des droits d'accise avait utilisé le pourcentage représenté par les coûts de commercialisation dans le véritable revenu du TTM sur la base de son état financier pour vérifier l'acceptabilité de la marge de commercialisation en cause. Cela montrerait également que le Département des droits d'accise thaïlandais n'a pas appliqué la même méthode pour établir les coûts de commercialisation des cigarettes importées au moins dans la situation où les coûts de commercialisation inclus dans les MRSP proposés par l'importateur/le fabricant étaient remis en question.

[1070] Réponse de la Thaïlande à la question n° 129 du Groupe spécial.

savoir [[xx.xxx.xx]] baht – est celui qui a été proposé par PM Thailand pour une application à l'échelle nationale. Le Département des droits d'accise a alors accepté ce chiffre comme MRSP pour les provinces appliquant la taxe provinciale tout en établissant, de sa propre initiative, un montant de [[xx.xxx.xx]] baht pour le MRSP appliqué à Bangkok. Les données relatives aux MRSP dont nous disposons donnent uniquement une ventilation du calcul du montant de [[xx.xxx.xx]] baht. Dans le cas du MRSP du 6 octobre 2005 pour *L&M*, l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht est par conséquent indiqué comme étant de [[xx.xxx.xx]] baht.[1071] Les Philippines font valoir que, pour calculer les coûts de commercialisation pour le MRSP du 5 décembre 2005 en se fondant sur le MRSP d'octobre 2005, le Département des droits d'accise thaïlandais aurait dû utiliser des coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht selon la "pratique normale" alléguée parce qu'il s'agit des coûts de commercialisation inclus dans le MRSP précédemment demandé par le fabricant national/l'importateur (à savoir un MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht appliqué à l'échelle nationale) par le biais de la lettre de PM Thailand de juillet 2005.

7.550 Un tableau résumant les MRSP pertinents ayant abouti à l'établissement du MRSP du 7 décembre 2005 est reproduit ci-après.

[[Le tableau supprimé contient des renseignements commerciaux confidentiels.[1072,1073,1074]]]

7.551 Bien que nous convenions que le montant de [[xx.xxx.xx]] baht aurait représenté les coûts de commercialisation si la Thaïlande s'était fondée sur les coûts de commercialisation inclus dans le MRSP précédemment demandé, à savoir [[xx.xxx.xx]] baht, nous rappelons l'explication de la Thaïlande selon laquelle il peut aussi être fait référence au dernier MRSP selon la méthode générale pour obtenir les coûts de commercialisation pour le MRSP à réviser. Le recours du Département des droits d'accise thaïlandais au MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht, le dernier MRSP établi par le Département pour Bangkok (la seule province n'appliquant pas la taxe provinciale), n'aurait pas par conséquent nécessairement constitué un écart par rapport à la méthode générale du Département en soi. Cela signifie que la décision du Département des droits d'accise d'utiliser le montant de [[xx.xxx.xx]] baht obtenu à partir du montant de [[xx.xxx.xx]] baht, comme le montre le tableau ci-dessus, en tant que valeur des coûts de commercialisation pour le MRSP de décembre 2005 peut être considérée comme étant compatible avec sa méthode générale.

7.552 Les Philippines soulignent toutefois que, pour arriver à un MRSP final de 47 baht en ce qui concerne le MRSP de décembre 2005 pour *L&M*, au lieu du montant de [[xx.xxx.xx]] baht, qui était le MRSP/RRSP proposé par PM Thailand, le Département des droits d'accise thaïlandais a inutilement arrondi par excès les coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht à [[xx.xxx.xx]] baht. Selon les Philippines, si le DG des droits d'accise avait simplement ajouté des coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht aux autres éléments du MRSP de décembre 2005, le MRSP obtenu aurait été de [[xx.xxx.xx]] baht[1075], montant qui aurait été arrondi à [[xx.xxx.xx]] baht. Au lieu de cela, la Thaïlande a arrondi par excès le montant de [[xx.xxx.xx]] baht à 47 baht. La différence de [[xx.xxx.xx]] baht (à savoir [[xx.xxx.xx]]) a ensuite été ajoutée aux coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht pour donner le montant de [[xx.xxx.xx]] baht.

[1071] Réponse de la Thaïlande à la question n° 129 du Groupe spécial, faisant référence à la pièce THA-82, donnant une ventilation du calcul du MRSP pour *L&M* en 2005. Le calcul apparaît comme étant une détermination du prix sortie usine (5,88), du droit de douane (0,29), du droit de timbre pour le tabac (18,52), de la TVA (2,55), de la taxe sanitaire (0,37), des coûts de commercialisation (11,38), ce qui donne un MRSP de 39 baht.

[1072] [[xx.xxx.xx]].

[1073] [[xx.xxx.xx]].

[1074] [[xx.xxx.xx]].

[1075] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 129 du Groupe spécial; pièce PHL-282.

7.553 Examinant l'observation des Philippines concernant l'arrondi par excès effectué par le Département des droits d'accise thaïlandais pour le MRSP et pour les coûts de commercialisation, nous rappelons l'explication de la Thaïlande selon laquelle, lorsqu'il révise un MRSP existant, le Département des droits d'accise thaïlandais ajoute tous les éléments constituant le MRSP (approche ascendante) pour obtenir la valeur du MRSP révisé, y compris l'élément "coûts de commercialisation" qui est calculé en déduisant tous les éléments autres que les coûts de commercialisation soit du MRSP du moment soit du MRSP précédemment demandé par les importateurs/le fabricant (approche descendante). Comme le relèvent les Philippines, la Thaïlande a également expliqué que l'élément "coûts de commercialisation" inclus dans le MRSP du moment ou dans le MRSP précédemment demandé par l'importateur/le fabricant resterait *constant*.[1076]

7.554 S'agissant de la justification de l'arrondi par excès des coûts de commercialisation et des MRSP, la Thaïlande affirme que tant les fabricants nationaux que les importateurs de cigarettes ont dit craindre que "l'application de différents prix de cigarettes dans diverses provinces" ne provoque une "instabilité du marché" et ont proposé qu'un prix national unique soit appliqué pour les cigarettes en augmentant les prix de 1 baht.[1077] Pour répondre à cette préoccupation, le Département des droits d'accise thaïlandais a mis fin à la pratique consistant à publier deux MRSP pour chaque marque – l'un pour les provinces qui recouvraient les taxes provinciales et l'autre pour les provinces qui ne le faisaient pas. La Thaïlande a donc décidé d'arrondir par excès le MRSP d'environ un baht pour toutes les principales marques sur le marché de sorte que le changement intervenu dans sa pratique a eu pour effet de fixer les MRSP à un niveau qui faciliterait le recouvrement par les provinces du montant total des taxes provinciales et découragerait les détaillants de vendre à des prix supérieurs au MRSP. Nous ne sommes cependant pas convaincus par l'explication de la Thaïlande s'agissant de la raison pour laquelle le MRSP doit être arrondi par excès de 1 baht pour répondre aux préoccupations susmentionnées lorsque l'élément "taxe provinciale/locale" est déjà inclus dans le calcul d'un MRSP national unique.

7.555 Compte tenu de ce qui précède, nous constatons que le Département des droits d'accise thaïlandais n'a pas dûment suivi la méthode générale pour établir les coûts de commercialisation concernant le MRSP de décembre 2005 pour *L&M* en l'arrondissant par excès. Cela a eu pour effet d'accroître les coûts de commercialisation et, par conséquent, le MRSP pour *L&M*, qui constitue la base d'imposition de la TVA finale appliquée à la marque *L&M*, ce qui à son tour a conduit à l'imposition sur les cigarettes *L&M* d'une taxe supérieure à celle qui frappait les cigarettes nationales similaires.

v) Établissement des MRSP de 2006-2007 pour Marlboro et L&M

Principaux arguments des parties

7.556 Les **Philippines** allèguent que, au titre de l'article III:2 du GATT de 1994, l'utilisation par la Thaïlande des coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] pour cent pour les MRSP de septembre 2006, de mars 2007 et d'août 2007 constitue un élément de preuve qui corrobore les allégations des Philippines, car il contribue à expliquer de quelle façon la discrimination a été établie à l'égard des marques de PM Thailand.[1078] Selon les Philippines, les MRSP en question démontrent que le DG des droits d'accise a déterminé des coûts de commercialisation arbitraires et majorés de

[1076] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 410, faisant référence à la réponse de la Thaïlande à la question n° 41 du Groupe spécial.

[1077] Observations de la Thaïlande du 25 septembre 2009, paragraphe 43, faisant référence aux pièces THA-18 (page 5) et THA-75 (pages 11 à 13) pour les préoccupations exprimées dans les lettres de PM Thailand et du TTM, respectivement.

[1078] Réponse des Philippines à la question n° 128 du Groupe spécial, faisant également référence à la pièce PHL-282.

[[xx.xxx.xx]] pour cent qui ont relevé les MRSP de PM Thailand. Les Philippines soulignent que, d'après les renseignements de décembre 2005 fournis par PM Thailand et proposant des MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht et de [[xx.xxx.xx]] baht, respectivement, les coûts de commercialisation de septembre 2006 – les RRSP restant inchangés – n'étaient que de [[xx.xxx.xx]] baht pour *Marlboro* et de [[xx.xxx.xx]] baht pour *L&M*, alors que le DG des droits d'accise avait ajouté des coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] baht et de [[xx.xxx.xx]] baht pour les cigarettes importées en cause, respectivement.

7.557 En revanche, les coûts de commercialisation utilisés pour le TTM étaient bien inférieurs ([[xx.xxx.xx]] pour cent).[1079] La Thaïlande a calculé les coûts de commercialisation pour *Marlboro* et *L&M* en septembre 2006, mars 2007 et août 2007 en se servant d'enquêtes sur les prix menées dans d'autres pays asiatiques au lieu de se fonder sur les chiffres relatifs aux coûts de commercialisation fournis par PM Thailand[1080], tout en calculant les coûts de commercialisation du TTM en tant que pourcentage de son véritable revenu.[1081] Par rapport aux coûts de commercialisation du moment de la marque TTM – à savoir [[xx.xxx.xx]] pour cent, les marques de PM Thailand importées ont été assorties d'un pourcentage discriminatoire de [[xx.xxx.xx]] pour cent, qui est de 61,2 pour cent plus élevé que les coûts de commercialisation du TTM.[1082]

7.558 Les Philippines croient comprendre que la Thaïlande a obtenu les coûts de commercialisation pour l'évaluations des trois MRSP en question de la manière suivante: la Thaïlande a pris les prix de détail des cigarettes *Marlboro* dans 12 pays, y compris la Thaïlande, et éventuellement aussi les prix de détail thaïlandais de marques importées autres que PM International. Elle a ensuite élaboré une méthode qui a effectivement attribué divers poids aux divers prix de détail dans différents pays, sur la base de quatre différents groupes de calcul de la moyenne. Pour établir le MRSP thaïlandais final de [[xx.xxx.xx]] baht le paquet, la Thaïlande a établi la moyenne des prix de détail moyens obtenus à partir des quatre différents groupes. Des coûts de commercialisation de [[xx.xxx.xx]] pour cent ont ensuite été calculés en utilisant le MRSP de [[xx.xxx.xx]] baht comme point de départ d'un calcul déductif.[1083] Ce pourcentage a ensuite été appliqué pour calculer le MRSP de septembre 2006 pour *L&M* et les MRSP de mars et août 2007 pour *Marlboro* et *L&M*.

7.559 Les Philippines font valoir ce qui suit: i) elles ne voient pas la pertinence du prix de détail de Marlboro dans onze pays autres que la Thaïlande pour la fixation des MRSP pour *Marlboro* et *L&M*; ii) on ne voit pas bien pourquoi trois groupes différents (à savoir "ASEAN", "ASEAN+3", "ASEAN+3+Thaïlande") ont été choisis puis combinés, ce qui semble aléatoire[1084]; iii) on ne voit pas bien pourquoi les MRSP pour *Marlboro* et *L&M* devraient être fondés, même en partie, sur les prix de détail de ces marques concurrentes autres que PM International; iv) on ne voit pas bien pourquoi le DG des droits d'accise a calculé un prix de détail thaïlandais moyen en se servant des marques importées autres que PM International et en excluant apparemment les marques nationales du TTM; et v) la Thaïlande n'a pas appliqué cette méthode pour calculer les MRSP pour les autres cigarettes importées ou les autres cigarettes thaïlandaises nationales.[1085]

7.560 La **Thaïlande** fait valoir que les MRSP de 2006-2007 ont peu de valeur probante, car la méthode utilisée pour déterminer ces MRSP différait notablement de la méthode utilisée pour les

[1079] Les Philippines font référence à l'explication donnée par le DG des droits d'accise au tribunal fiscal thaïlandais (pièce PHL-109).
[1080] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 405.
[1081] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 408; pièce PHL-109.
[1082] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 405; pièces PHL-74 et PHL-109.
[1083] Pièce THA-78.
[1084] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande relative à l'article 13 du Mémorandum d'accord, paragraphes 59 à 93; réponse de la Thaïlande relative à l'article 13 du Mémorandum d'accord, paragraphe 17; réponse à la question n° 50 du Groupe spécial; pièces THA-44 et THA-78.
[1085] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 407.

MRSP relevant du mandat du Groupe spécial.[1086] La Thaïlande n'a pas présenté d'arguments détaillés concernant l'allégation des Philippines relative aux particularités de la méthode concernée. Elle explique que la méthode avait pour but d'utiliser les renseignements relatifs aux prix de détail provenant d'autres pays de la région pour déterminer les "coûts de commercialisation" des cigarettes importées en Thaïlande dans les situations où le Département des droits d'accise thaïlandais avait déterminé, en s'écartant de sa méthode normale, que les valeurs c.a.f. (qui avaient été rejetées par les douanes thaïlandaises) et les "coûts de commercialisation" inclus dans les MRSP proposés par les importateurs, ne pouvaient pas être utilisés. Le Département des droits d'accise thaïlandais s'est servi à cet effet des prix de vente au détail des cigarettes *Marlboro* appliqués dans les autres pays parce que *Marlboro* était une marque bien connue qui était vendue dans toute la région.[1087]

Analyse du Groupe spécial

7.561 Nous examinerons maintenant si les MRSP de septembre 2006, de mars 2007 et d'août 2007 démontrent que le DG des droits d'accise a déterminé des coûts de commercialisation arbitraires et majorés de [[xx.xxx.xx]] pour cent qui ont relevé les MRSP de PM Thailand.

7.562 La position de base de la Thaïlande concernant l'allégation des Philippines est que les MRSP en question ne relèvent pas du mandat du Groupe spécial et ont donc peu de valeur probante lorsqu'il s'agit de décider si la Thaïlande a violé l'article III:2. Nous rappelons notre constatation ci-dessus selon laquelle les MRSP de septembre 2006, de mars 2007 et d'août 2007 entrent dans le cadre de notre mandat. Par conséquent, nous procéderons à l'examen de l'allégation des Philippines.

7.563 Nous notons que la Thaïlande ne conteste pas le fait que la méthode utilisée pour déterminer ces MRSP s'écartait notablement de la méthode générale. Il n'est pas non plus contesté que cette méthode a été utilisée pour déterminer les MRSP, en particulier leur élément "coûts de commercialisation", pour les cigarettes importées concernées uniquement, et non pour les cigarettes nationales. Les éléments de preuve montrent également que les MRSP obtenus étaient bien plus élevés que les RSP des cigarettes importées pendant la période de deux ans au cours de laquelle les MRSP en question étaient en vigueur (octobre 2006-août 2008). Nous notons aussi que, pendant cette période, les MRSP des cigarettes nationales correspondaient à leurs RSP. L'écart entre les MRSP et les RSP, qui n'existe que pour les cigarettes importées, se traduit par une TVA plus élevée pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales, parce que la TVA est fondée sur le MRSP et pas sur le RSP.[1088]

7.564 À notre avis, par conséquent, cela prouve que les cigarettes importées ont été frappées d'une taxe supérieure à celle qui frappait les cigarettes nationales pendant la période en question. Nous ne sommes pas convaincus par l'explication de la Thaïlande quant à la question de savoir pourquoi une méthode différente a été utilisée pour les MRSP des cigarettes importées pendant cette période. La Thaïlande fait valoir que, du fait que les valeurs c.a.f., qui ont été rejetées par les douanes thaïlandaises à l'époque, et les "coûts de commercialisation" intégrés dans les MRSP proposés par les importateurs ne pouvaient pas être utilisés, elle a eu recours aux renseignements sur les prix de détail provenant d'autres pays de la région pour déterminer les "coûts de commercialisation" des cigarettes importées en Thaïlande, s'écartant ainsi de sa méthode normale. Mis à part les valeurs c.a.f. qui ont été remises en cause par les douanes thaïlandaises à l'époque, nous ne voyons pas clairement quelle était la base permettant de considérer que l'élément "coûts de commercialisation" des MRSP proposés ne pouvait pas être utilisé.

[1086] Observations de la Thaïlande sur la réponse des Philippines relative à l'article 13 du Mémorandum d'accord, paragraphes 52 à 58.
[1087] Observations de la Thaïlande sur la réponse des Philippines relative à l'article 13 du Mémorandum d'accord, paragraphes 52 à 58.
[1088] Voir le paragraphe 7.460 ci-dessus.

7.565 Même s'il y avait une raison légitime de douter des coûts de commercialisation du moment, les coûts de commercialisation déterminés à partir de l'enquête sur les prix de détail ([[xx.xxx.xx]] baht pour la marque *Marlboro* et [[xx.xxx.xx]] baht pour la marque *L&M*) sont considérablement plus élevés que les coûts de commercialisation précédents. La Thaïlande explique que le Département des droits d'accise thaïlandais s'est servi à cet effet des prix de vente au détail des cigarettes *Marlboro* appliqués dans les autres pays parce que Marlboro était une marque bien connue qui était vendue dans toute la région. Compte tenu du fait que la Thaïlande a précédemment décrit les "coûts de commercialisation" comme étant "les frais de vente et les bénéfices totaux liés à la vente des cigarettes au consommateur final sur le marché thaïlandais", nous ne sommes pas convaincus que les prix de vente au détail de la marque *Marlboro* dans les autres pays auraient permis au Département des droits d'accise thaïlandais de connaître les coûts de commercialisation exacts des cigarettes *Marlboro* sur le marché thaïlandais, pour ne pas mentionner ceux de la marque *L&M* sur le marché thaïlandais.

7.566 Pour les raisons qui précèdent, nous concluons que le Département des droits d'accise thaïlandais s'est écarté de la méthode générale lorsqu'il a déterminé les MRSP de 2006 et de 2007 pour les cigarettes importées. Cela a à son tour entraîné l'imposition sur les cigarettes importées d'une TVA supérieure à celle qui frappait les cigarettes nationales similaires, ce qui est incompatible avec la première phrase de l'article III:2.

5. Conclusion

7.567 En conclusion, pour ce qui est des Avis relatifs aux MRSP des 7 décembre 2005, 18 septembre 2006, 30 mars et 29 août 2007 concernant les cigarettes importées, nous estimons que, lorsqu'il a fixé la base d'imposition de la TVA pour les cigarettes importées, le Département des droits d'accise thaïlandais n'a pas suivi sa méthode générale, ce qui a entraîné pour les cigarettes importées l'établissement de coûts de commercialisation plus élevés que ce qu'ils auraient été si la méthode générale avait été suivie. Cela, conjugué avec le fait qu'aucun écart similaire par rapport à la méthode n'a été constaté en ce qui concerne la détermination des coûts de commercialisation des cigarettes nationales similaires, nous amène à constater que les Philippines ont établi que les cigarettes importées étaient frappées d'une taxe supérieure à celle qui frappait les cigarettes nationales similaires, en violation de la première phrase de l'article III:2, s'agissant des Avis relatifs aux MRSP des 7 décembre 2005, 18 septembre 2006, 30 mars et 29 août 2007.

E. ARTICLE III:2 DU GATT DE 1994 – EXEMPTION DE LA TVA POUR LES REVENDEURS DE CIGARETTES NATIONALES

1. Introduction

7.568 Les Philippines allèguent que la Thaïlande agit de façon incompatible avec la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994 parce qu'elle impose sur les cigarettes importées une TVA supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires, en exemptant la revente de cigarettes nationales des obligations en matière de TVA. La Thaïlande fait valoir que les Philippines n'ont pas établi *prima facie* que les cigarettes importées étaient frappées d'une taxe "supérieure" à celle qui frappait les cigarettes nationales.

7.569 Comme il a été indiqué dans la section précédente, la question de savoir si une mesure est compatible avec la première phrase de l'article III:2 nécessite une analyse en deux étapes: i) le point de savoir si les produits importés et les produits nationaux sont similaires; et ii) le point de savoir si, du fait de la mesure, les produits importés sont frappés d'une taxe ou imposition intérieure supérieure

à celle qui frappe les produits nationaux. Si les réponses à ces questions sont affirmatives, il y a violation de la première phrase de l'article III:2.[1089]

2. Mesures en cause

7.570 Les Philippines, dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, indiquent les mesures ci-après comme étant les mesures par le biais desquelles les exemptions de la TVA thaïlandaise sont appliquées:

- articles 81 et 82/7 du Code des impôts de la Thaïlande;
- article 3 1) du Décret royal n° 239;
- Ordonnance du Département des impôts n° Por 85/2542; et
- toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures connexes.

7.571 Les Philippines soutiennent que l'exemption de la TVA prévue pour les cigarettes nationales dans les réglementations thaïlandaises susmentionnées constitue une violation *de jure* de l'article III:2. Outre ces dispositions, qui étaient énumérées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les Philippines, dans les communications écrites qu'elles ont adressées au Groupe spécial, ont aussi mentionné certaines autres dispositions des réglementations thaïlandaises qu'elles estimaient pertinentes pour leurs allégations.

3. Description du système de TVA thaïlandais – application de la TVA à la revente de cigarettes

7.572 Dans la présente section, nous allons décrire de quelle façon la TVA est *appliquée* à la revente de cigarettes dans le cadre du système de TVA thaïlandais.[1090] Comme il a été indiqué ci-dessus, les mesures thaïlandaises spécifiquement indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines sont les articles 81 et 82/7 du Code des impôts de la Thaïlande, l'article 3 1) du Décret royal n° 239 et l'Ordonnance du Département des impôts n° Por 85/2542.[1091] Cependant, au cours du différend, les parties ont aussi mentionné d'autres dispositions se rapportant à l'application et à l'exemption de l'obligation d'acquitter la TVA. Dans la mesure où cela s'avérera nécessaire pour comprendre pleinement la façon dont le système de TVA thaïlandais fonctionne en ce qui concerne la revente de cigarettes, nous décrirons aussi ces autres dispositions pertinentes.

7.573 Le Département des impôts de la Thaïlande administre la TVA conformément au chapitre IV (Taxe sur la valeur ajoutée) du Code des impôts de la Thaïlande.[1092] Nous allons d'abord décrire les dispositions générales régissant la TVA, puis nous procéderons à l'examen des dispositions relatives à l'application de la TVA aux revendeurs de cigarettes.

[1089] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, page 25.

[1090] Nous avons examiné l'allégation des Philippines au titre de la première phrase de l'article III:2, relative à la façon dont la TVA, spécifiquement la base d'imposition pour la TVA, est *calculée,* dans la section VII.D.4 a) iii) ci-dessus.

[1091] Pièces PHL-94, PHL-217 et PHL-95, respectivement.

[1092] Pièce PHL-94.

a) Dispositions générales

7.574 La Thaïlande impose une TVA, entre autres choses, sur la vente de marchandises. En vertu de la législation thaïlandaise, les fournisseurs de marchandises sont tenus d'acquitter effectivement la TVA.

7.575 L'article 77/2 de la division 1 (Dispositions générales) établit la règle générale relative à l'imposition de la TVA:

> "Conformément aux dispositions du présent chapitre, une taxe sur la valeur ajoutée sera imposée sur les transactions ci-après effectuées en Thaïlande:
>
> 1) *Vente de marchandises* ou fourniture d'un service par un fournisseur.
>
> 2) *Importation de marchandises* par un importateur."[1093] (pas d'italique dans l'original)

7.576 La division 6 du Code des impôts de la Thaïlande énonce ensuite les règles concernant les "Personnes tenues d'acquitter la taxe et [le] calcul de la taxe". L'article 82 dispose ce qui suit:

> "Les personnes ci-après seront tenues d'acquitter la taxe sur la valeur ajoutée au titre du présent chapitre:
>
> 1) les fournisseurs,
>
> 2) les importateurs."

b) Dispositions relatives à l'imposition et à l'exemption de la TVA

i) Imposition de la TVA sur la revente de cigarettes

7.577 S'agissant des cigarettes, l'article 82/7 de la division 6 du Code des impôts de la Thaïlande dispose ce qui suit:

> "Dans le cas de la vente de tabac … *chaque personne inscrite au registre* recouvrera la taxe sur la valeur ajoutée *auprès de l'acheteur* en se référant à la base d'imposition prévue à l'article 79/5 2) de la division 3 et aux taux d'imposition prévus dans la division 4, *à chaque étape de la vente*." (pas d'italique dans l'original)

7.578 Par conséquent, en règle générale, chaque revendeur de cigarettes faisant partie de la chaîne de distribution est tenu d'acquitter la TVA.

7.579 Conformément à l'article 82/3 du Code des impôts de la Thaïlande, chaque mois fiscal, tout fournisseur inscrit au registre de la TVA[1094] déduit ce que l'on appelle la "taxe en amont", déjà acquittée auprès du vendeur précédent, de la "taxe en aval" recouvrée auprès de l'acheteur suivant des

---

[1093] Pièce PHL-94 (notes de bas de page de l'original omises).

[1094] Pièce PHL-94. L'expression "personne inscrite au registre" est définie à l'article 77/1 de la division 1: ""Personne inscrite au registre" s'entend d'un fournisseur qui a fait l'objet d'une inscription aux fins de la taxe sur la valeur ajoutée, au titre de l'article 85 ou 85/1, ou d'une inscription temporaire aux fins de la taxe sur la valeur ajoutée, au titre de l'article 85/3". L'article 85 dispose ce qui suit:

> "Un fournisseur qui est sur le point de démarrer une activité de vente de marchandises ou de fourniture de services déposera une demande d'inscription au registre aux fins de la taxe sur la valeur ajoutée avant la date de début de l'activité ...".

marchandises. Le fournisseur inscrit au registre de la TVA acquitte ainsi une TVA égale à la taxe en aval diminuée de la taxe en amont. La division 1 (Dispositions générales) définit les expressions "taxe en aval" et "taxe en amont" comme suit:

> "17) "Taxe en aval" s'entend de la taxe sur la valeur ajoutée qu'une personne inscrite au registre recouvre ou est tenue de recouvrer auprès d'un acheteur de marchandises ou d'un bénéficiaire de services au titre des premiers paragraphes de l'article 82/4 …
>
> 18) "Taxe en amont" s'entend de la taxe sur la valeur ajoutée qu'une personne inscrite au registre est appelée à acquitter auprès d'une autre personne inscrite au registre au titre du quatrième paragraphe de l'article 82/4, et qui inclut:
>
> > a) la taxe sur la valeur ajoutée acquittée par une personne inscrite au registre au moment de l'importation; …"

7.580 Le montant de la TVA que les revendeurs de cigarettes importées faisant partie de la chaîne de distribution sont tenus d'acquitter peut donc être exprimé sous la forme de l'équation ci-après:

> TVA à acquitter = taxe en aval (vente à l'acheteur) – taxe en amont (achat auprès du revendeur)

7.581 L'article 82/3 du Code des impôts de la Thaïlande établit en outre que, si le montant de la taxe en aval, qui résulte de la vente de cigarettes au cours d'un mois donné, est supérieur à la taxe en amont, qui a déjà fait l'objet d'un crédit d'impôt au moment de l'achat des cigarettes, la taxe exigible sera égale à la différence entre les deux. Si la taxe en amont est supérieure à la taxe en aval, la différence sera traitée comme un crédit d'impôt et le fournisseur sera en droit de bénéficier d'un remboursement de la taxe ou d'appliquer le crédit lors du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée au titre de la division 8 (Crédit d'impôt et remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée).

7.582 S'agissant du recouvrement de la TVA, l'article 82/4 de la division 6 dispose ce qui suit:

> "[T]oute personne inscrite au registre recouvrera la taxe sur la valeur ajoutée auprès d'un acheteur de marchandises … au moment où l'obligation d'acquitter la taxe sur la valeur ajoutée intervient en se référant à la base d'imposition prévue dans la division 3 et aux taux d'imposition prévus dans la division 4 …
>
> La taxe sur la valeur ajoutée qu'une personne inscrite au registre [c'est-à-dire un revendeur de marchandises] recouvre auprès d'un acheteur de marchandises … constituera la taxe en aval pour cette personne inscrite au registre.
>
> La taxe sur la valeur ajoutée qui est recouvrée auprès d'une personne inscrite au registre par une autre personne inscrite au registre au titre de la présente section du fait de l'achat de marchandises … constituera la taxe en amont pour la première personne inscrite au registre mentionnée [c'est-à-dire l'acheteur des marchandises]." (non souligné dans l'original)

7.583 Spécifiquement, le crédit d'impôt et le remboursement de la TVA sont administrés conformément à la division 8 du Code des impôts de la Thaïlande comme il est indiqué ci-après.

> "Article 84. Toute personne inscrite au registre sera en droit de demander un crédit d'impôt du fait du calcul de la taxe au titre de l'article 82/3 pour chaque mois fiscal aux fins du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux règles,

> procédures ou conditions prescrites par un Décret royal [n° 242], ou de demander un remboursement au moment du dépôt d'une déclaration fiscale pour le mois fiscal au titre de l'article 83 ou 83/1, …
>
> Article 84/1. Une demande de remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée sur la vente de marchandises ou la fourniture de services peut être présentée dans les conditions suivantes:
>
> 1) Dans le cas où un remboursement de la taxe est exigible du fait de la vente de marchandises …, mais où la personne inscrite au registre ne demande pas de remboursement au titre de l'article 84, elle est autorisée à le faire dans les trois ans suivant l'expiration du délai prévu pour le dépôt d'une déclaration fiscale pour le mois fiscal considéré.
>
> 2) S'agissant de la vente de marchandises et de la fourniture de services dans les autres cas, une demande de remboursement de la taxe sera présentée dans les trois ans suivant la date du paiement de la taxe."

ii) Exemption de la TVA pour la revente de cigarettes nationales

7.584 L'article 81 1) v) de la division 5 (Exemption de la taxe sur la valeur ajoutée) prévoit des exemptions de la TVA pour les ventes de marchandises ou de services désignés par le Décret royal n° 239.

7.585 L'article 3 1) du Décret royal n° 239 prévoit des exemptions de la TVA pour la vente de cigarettes nationales. Il dispose ce qui suit[1095]:

> "Article 3. Il existera une exemption de la taxe sur la valeur ajoutée pour les activités ci-après:
>
> 1) Vente de cigarettes produites par un fabricant qui est un organisme public où le vendeur n'est pas le fabricant qui produit ces cigarettes, à condition que cela n'inclue pas un vendeur qui est une boutique hors taxes dans un entrepôt en douane."

Comme cela a été noté ci-dessus, le TTM est le seul fabricant de cigarettes en Thaïlande et c'est un organisme public thaïlandais. Par conséquent, les revendeurs de cigarettes de la marque TTM seront exemptés de la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux dispositions ci-dessus.

7.586 L'Ordonnance du Département des impôts n° Por. 85-2542 dispose, dans sa partie pertinente, qu'un opérateur inscrit au registre qui achète des cigarettes et reçoit une facture fiscale de la part de l'opérateur industriel des tabacs qui est un organisme d'État est *exempté* de la TVA au titre de l'article 81 1) v) du Code des impôts.[1096]

c) Fonctionnement du système de TVA thaïlandais en ce qui concerne la revente de cigarettes

7.587 Sur la base des dispositions ci-dessus de la législation thaïlandaise relatives à l'obligation d'acquitter la TVA, le processus de recouvrement et d'exemption de la TVA imposée sur la revente de cigarettes peut être expliqué comme il est indiqué ci-après.

[1095] Pièce PHL-217.
[1096] Pièce PHL-95, page 6, n° 7.

7.588 S'agissant des cigarettes nationales, lorsque le TTM vend des cigarettes à un grossiste, il est tenu d'acquitter une TVA égale à 7 pour cent du MRSP (hors TVA) auprès du gouvernement thaïlandais.[1097] Lors de la revente de cigarettes importées, l'importateur est aussi tenu d'acquitter une TVA égale à 7 pour cent du MRSP (hors TVA) auprès du gouvernement thaïlandais.

7.589 Étant donné qu'aussi bien le TTM que l'importateur sont tenus d'acquitter une TVA égale à 7 pour cent du MRSP lors de la vente de cigarettes aux grossistes et lors de l'importation, on peut supposer qu'ils voudront inclure le montant de la TVA considéré dans leur prix de vente au grossiste. Nous pouvons aussi supposer que le grossiste et les détaillants suivants, aussi bien de cigarettes nationales que de cigarettes importées, qui font partie de la chaîne de distribution, voudront répercuter la TVA sur le détaillant suivant en incluant celle-ci dans leur prix de détail. Cela est conforme au système de TVA en général, à savoir que, au bout du compte, le montant de la TVA à acquitter est répercuté sur les consommateurs. Il n'est pas inconcevable, cependant, que le TTM, un importateur, un grossiste ou un détaillant individuel faisant partie de la chaîne de distribution puisse aussi prendre la décision commerciale de ne pas inclure le montant de la TVA dans leur prix de détail.

7.590 Toutefois, comme cela a été noté ci-dessus, l'article 82/7 de la division 6 du Code des impôts de la Thaïlande *prescrit* que, dans le cas des cigarettes, chaque personne inscrite au registre recouvre la TVA auprès de l'acheteur à chaque étape de la vente. Par conséquent, en vertu de cette disposition, le TTM ainsi que tout importateur et tous les autres revendeurs de cigarettes faisant partie de la suite de la chaîne de distribution sont dans l'obligation de recouvrer la TVA auprès de leurs acheteurs, indépendamment du fait que la TVA est incluse ou non dans le prix de vente effectif, jusqu'à ce que la transaction arrive au niveau du consommateur.

7.591 En revanche, lorsqu'un grossiste vend des cigarettes *nationales* aux détaillants, et ainsi de suite à chaque étape ultérieure de la transaction, le grossiste et les revendeurs suivants ne sont *pas* tenus d'acquitter la TVA en raison de l'exemption prévue à l'article 81 1) v) du Code des impôts de la Thaïlande, de l'article 3 1) du Décret royal n° 239 et de l'Ordonnance du Département des impôts n° Por. 85-2542 mentionnés ci-dessus.[1098] Il n'existe aucune exemption de ce type pour les cigarettes importées. Ainsi, le grossiste, lorsqu'il revend ultérieurement les cigarettes importées au détaillant, par exemple, est tenu d'acquitter une TVA égale à 7 pour cent du MRSP. Cette obligation d'acquitter la TVA intervient à chaque étape ultérieure de la transaction jusqu'à ce que les consommateurs achètent les cigarettes importées. Chaque agent assujetti à la TVA qui fait partie de la chaîne de distribution des cigarettes importées peut demander un remboursement des montants excédentaires de TVA acquittés, sur la base du montant des crédits de TVA obtenus lors de l'achat de cigarettes auprès d'un vendeur précédent, en déposant le formulaire Por.Por.30 auprès des autorités thaïlandaises.[1099]

7.592 Le graphique ci-après explique le système de TVA thaïlandais applicable aux fabricants nationaux et aux importateurs, respectivement. Le graphique a été établi à partir d'exemples de calcul fournis par les deux parties.[1100] Toutefois, il convient de noter que nous utilisons ce graphique pour illustrer le système de TVA thaïlandais et que les chiffres qui y figurent ne sont pas basés sur des chiffres réels. Ainsi, afin d'expliquer la différence entre la TVA à acquitter lors de la revente de cigarettes importées et lors de la revente de cigarettes nationales prévue par la législation thaïlandaise, nous partons de l'hypothèse que le MRSP, TVA incluse, est de 107 baht/paquet et qu'il est égal au

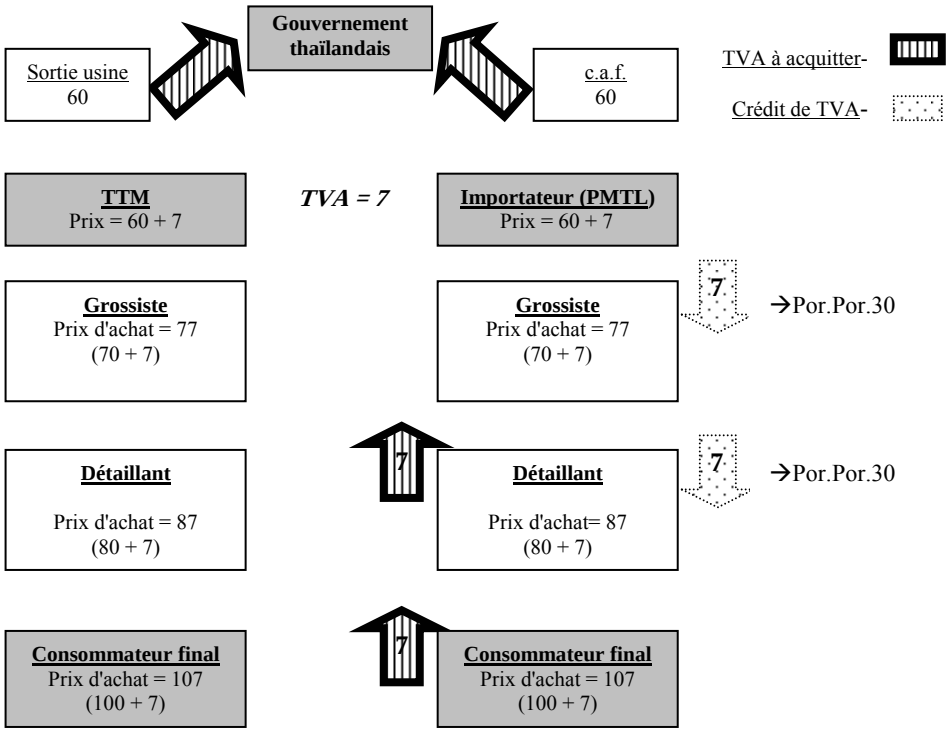
[1097] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 415; réponse de la Thaïlande à la question n° 41 du Groupe spécial; pièce PHL-93.

[1098] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 534 à 539; réponse à la question n° 138 du Groupe spécial; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 98; réponse à la question n° 41 du Groupe spécial; pièces PHL-217 et PHL-95.

[1099] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 529 à 533; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 99 et 100; réponse à la question n° 41 du Groupe spécial.

[1100] Réponse des Philippines à la question n° 138 du Groupe spécial; pièce THA-20.

RSP des cigarettes importées comme des cigarettes nationales.[1101] Il en résulte une TVA de 7 baht/paquet (107*(7/107)), ce qui signifie que le MRSP hors TVA est de 100 baht/paquet.[1102] La transaction figurant dans le graphique représente la vente d'un paquet de cigarettes: un paquet de cigarettes importées et un paquet de cigarettes nationales, dont les prix de transaction, TVA incluse, sont les mêmes pour les revendeurs faisant partie de la chaîne de distribution, à savoir 67, 77 et 87 baht/paquet.



d) Autres dispositions pertinentes

7.593 L'article 82/5 du Code des impôts indique six cas possibles dans lesquels un revendeur inscrit au registre de la TVA ne serait pas autorisé à déduire la taxe en aval acquittée auprès du vendeur précédent lors du calcul de la taxe au titre de l'article 82/3: i) il n'y a pas de facture fiscale ou elle ne peut être présentée pour prouver que la taxe en amont a été recouvrée, sauf s'il existe une raison valable conformément aux règles et conditions prescrites par le Directeur général; ii) une facture fiscale contient des renseignements qui sont incorrects ou inappropriés sur le fond conformément aux règles et conditions prescrites par le Directeur général; iii) la taxe en amont n'est pas directement liée

[1101] Le MRSP hors TVA est constitué du prix c.a.f./sortie usine, des droits de douane, des droits d'accise, de la taxe sanitaire, de la redevance télévision, de l'impôt local et des coûts de commercialisation (pièce THA-47), voir le paragraphe 7.466 ci-dessus. Le MRSP, TVA incluse, est le prix maximum qu'un détaillant peut faire payer à un consommateur. Le RSP est le prix qu'un détaillant choisit de demander à un consommateur, le prix de détail effectif; ce prix ne peut pas excéder le MRSP (réponse des parties à la question n° 119 du Groupe spécial). Ainsi, comme les Philippines le font observer, en réalité le détaillant peut choisir, pour différentes raisons, de fixer le RSP à un niveau inférieur au MRSP. La Thaïlande ne conteste pas cela. (Première communication écrite des Philippines, paragraphe 417; réponses aux questions n° 52 et 119 du Groupe spécial; première déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 11; réponse à la question n° 119 du Groupe spécial; pièce THA-48)

[1102] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 418; réponse à la question n° 138 du Groupe spécial; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 77; deuxième déclaration orale, paragraphe 61.

à l'activité menée par un fournisseur conformément aux règles et conditions prescrites par le Directeur général; iv) la taxe en amont découle de frais de représentation ou de frais de caractère similaire conformément aux règles et conditions prescrites par le Directeur général; v) la taxe en amont figure sur une facture fiscale délivrée par une personne qui n'est pas autorisée à le faire au titre de la division 10; ou vi) il s'agit d'une taxe en amont désignée par le Directeur général avec l'approbation du Ministre.

7.594 L'article 86/5 2) du Code des impôts de la Thaïlande, dans sa partie pertinente, dispose que le Directeur général peut modifier les renseignements devant figurer sur une facture fiscale délivrée pour des tabacs au titre de l'article 79/5.[1103] En outre, les articles 89 et 90 prévoient des sanctions, des surtaxes et des peines si les formulaires et les renseignements présentés aux autorités thaïlandaises sont incorrects, inappropriés ou frauduleux.[1104]

4. Analyse du produit similaire

a) Principaux arguments des parties

7.595 Les **Philippines** allèguent que les cigarettes importées et les cigarettes nationales sont des produits similaires, pour les mêmes raisons que celles qu'elles ont avancées en ce qui concerne leur autre allégation au titre de la première phrase de l'article III:2.[1105] En outre, les Philippines estiment que, en raison des distinctions établies entre les produits dans la législation thaïlandaise en cause, qui sont purement fondées sur l'origine nationale, il n'est pas nécessaire que, en leur qualité de plaignant, elles établissent de façon distincte la similarité entre les cigarettes importées et les cigarettes nationales.[1106] Spécifiquement, l'article 2 de l'Ordonnance du Département des impôts mentionne expressément le tabac et les cigarettes "importées de l'étranger". En revanche, les Philippines soulignent que l'article 7 de l'Ordonnance du Département des impôts mentionne les cigarettes "de l'opérateur industriel des tabacs qui est un organisme [] d'État", ce qui renvoie exclusivement aux cigarettes nationales.

7.596 La **Thaïlande** n'a pas spécifiquement apporté de réponse en ce qui concerne l'élément relatif à la similarité contenu dans la première phrase de l'article III:2, dans le contexte de l'allégation des Philippines relative à l'exemption de la TVA.

b) Analyse du Groupe spécial

7.597 Nous rappelons la constatation que nous avons formulée plus haut, selon laquelle les cigarettes *Marlboro* et *L&M* en cause étaient similaires aux cigarettes nationales se trouvant dans les mêmes segments de prix aux fins de la première phrase de l'article III:2 du GATT.[1107] Nous constatons que, en tant que telles, les cigarettes importées en cause, *Marlboro* et *L&M*, sont des cigarettes nationales "similaires" situées dans les mêmes segments de prix.

5. Analyse de l'imposition d'une taxe supérieure

7.598 Dans la présente section, nous examinons la question de savoir si, du fait de l'exemption de la TVA dont peuvent bénéficier uniquement les revendeurs de cigarettes nationales au titre des règlements de la Thaïlande, les cigarettes importées sont frappées d'une TVA supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales et si, par conséquent, il y a violation *de jure* de la première phrase de

[1103] Pièce PHL-94, page 93.
[1104] Pièce PHL-94, pages 101 à 103.
[1105] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 543 et 544; deuxième communication écrite, paragraphes 370 à 390.
[1106] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 543 et 544.
[1107] Voir la section VII.D.3 ci-dessus.

l'article III:2. À cet égard, les Philippines estiment que la TVA en cause au titre de la législation thaïlandaise est une imposition intérieure au sens de l'article III:2 du GATT de 1994.[1108] La Thaïlande n'a pas non plus contesté cela. Nous constatons aussi que les taxes sur la valeur ajoutée et, partant, la TVA en cause imposée sur les cigarettes en vertu de la législation thaïlandaise, constituent une imposition intérieure visée par l'article III:2. Nous allons commencer notre analyse par l'examen de la TVA en général et de la position de la Thaïlande selon laquelle la portée de la première phrase de l'article III:2 est limitée au montant de la TVA appliquée aux cigarettes au niveau du consommateur final.

a) Question de savoir si la portée de la première phrase de l'article III:2 est limitée au montant de la TVA appliquée aux cigarettes au niveau du consommateur final

i) Principaux arguments des parties

7.599 La **Thaïlande** fait valoir que le Groupe spécial devrait examiner uniquement le point de savoir si, au bout du compte, les cigarettes nationales et les cigarettes importées sont frappées de montants de taxes intérieures égaux au niveau du consommateur final.[1109] Elle fait valoir que rien ne permet de conclure que les cigarettes importées sont frappées d'une taxe supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales au sens de l'article III:2, parce que la TVA est une taxe supportée par les consommateurs, qui paient exactement la même taxe pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales.[1110] L'important c'est que la taxe totale qui frappe le produit importé et le produit national soit la même, et non pas de savoir si la taxe est recouvrée d'une manière uniforme auprès des différents commerçants à chaque stade du processus de distribution.[1111] La Thaïlande note que le texte de l'article III:2 a) et celui de la note additionnelle relative à l'article III du GATT de 1994 indiquent que les taxes intérieures peuvent être imposées sur les produits importés au moment de l'importation. Les taxes intérieures frappant les produits nationaux sont néanmoins recouvrées à un stade ultérieur de la chaîne de distribution. La Thaïlande conclut donc que l'article III:2 ne met pas l'accent sur le *moment* où les taxes sont recouvrées, mais plutôt sur *le montant* qui est recouvré. Le fait que la TVA frappant les cigarettes nationales est recouvrée au niveau du fabricant, tandis que la TVA frappant les cigarettes importées est répercutée le long de la chaîne de distribution jusqu'au consommateur, ne peut donc pas justifier une allégation de violation au titre de la première phrase de l'article III:2.[1112]

7.600 À cet égard, la Thaïlande fait valoir que l'OCDE a précisé que la TVA était une taxe à la consommation qui, au bout du compte, était acquittée par les consommateurs finals.[1113] Cela vise à assurer la neutralité de la fiscalité.[1114] Il est donc très improbable qu'un grand nombre de Membres aient interprété l'article III:2 du GATT de 1994 comme rendant les systèmes de TVA en plusieurs étapes incompatibles avec les règles de l'OMC. La Thaïlande est d'avis que le crédit de taxe en amont constitue une caractéristique fondamentale de tout système de TVA[1115], et que la pratique consistant à compenser le montant de la taxe à acquitter en aval par le crédit de taxe en amont est une caractéristique fondamentale des systèmes de TVA des Membres.[1116] La Thaïlande donne des

[1108] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 463 et 542.
[1109] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 149.
[1110] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 59, faisant référence à la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 156 à 161; pièce THA-61.
[1111] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 60.
[1112] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 149.
[1113] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 156, faisant référence à la pièce THA-61.
[1114] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 161.
[1115] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 242, note de bas de page 247; réponse à la question n° 54 du Groupe spécial.
[1116] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 160.

exemples de plusieurs Membres de l'OMC qui utilisent exactement le même système que son système de TVA (à savoir les Philippines, le Canada, la France, l'Irlande, le Pérou et l'Australie).[1117] Elle affirme que, si l'argument des Philippines concernant l'incompatibilité du système de TVA thaïlandais avec les règles de l'OMC était accepté, il serait également constaté que chaque système de TVA d'un Membre de l'OMC qui est fondé sur des compensations de la taxe en amont/en aval est incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC lorsque dans "certaines circonstances au moins" le revendeur d'un produit importé n'obtient pas le crédit.[1118]

7.601 Les **Philippines** allèguent que, contrairement à ce qu'affirme la Thaïlande, le consommateur final n'assume pas toujours la charge de la TVA finale.[1119] Dans la législation thaïlandaise, la TVA est imposée aussi bien sur les importateurs que sur le fabricant national de cigarettes. Mais, la TVA n'est automatiquement répercutée sur les grossistes, les détaillants et, au bout du compte, les consommateurs faisant partie de la chaîne commerciale que pour les produits *importés*. En revanche, la TVA ne peut être imposée sur les consommateurs de cigarettes *nationales* que si le TTM choisit de répercuter la charge de sa TVA sur le prix de détail du produit. Les Philippines font valoir que, d'un point de vue économique, et pour diverses raisons commerciales, il pourrait y avoir des cas où un importateur, un fabricant ou un revendeur décide d'absorber la charge de la TVA au lieu d'augmenter leur RSP.[1120] Par conséquent, il se peut que, au bout du compte, les consommateurs thaïlandais ne soient pas tenus d'acquitter la TVA.[1121]

7.602 Les Philippines font valoir que l'imposition des produits en cause devrait être évaluée tout au long de la chaîne de distribution, et pas seulement au niveau du consommateur.[1122] Les Philippines reconnaissent que le TTM et PM Thailand acquittent tous deux le même montant de TVA au moment de leur opération de vente initiale. Toutefois, les Philippines soulignent que le critère pertinent est le point de savoir si, le long de la chaîne de distribution, les cigarettes importées sont frappées de taxes supérieures à celles qui frappent les cigarettes nationales. Les Philippines font valoir que, à chaque étape ultérieure de la chaîne de distribution, seuls les revendeurs de cigarettes importées sont assujettis à une TVA en cascade. Par conséquent, la charge cumulative de la TVA sur les produits similaires importés et sur les cigarettes nationales n'est pas la "même", et les cigarettes importées sont frappées d'une taxe supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales.[1123]

[1117] Réponse de la Thaïlande à la question n° 54 du Groupe spécial; pièce THA-43.

[1118] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 242, note de bas de page 247; observations sur la réponse des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphe 71. En outre, la Thaïlande fait valoir que PM Thailand, lorsqu'elle détermine ses RRSP, ajoute le même montant de TVA que celui que le Département des droits d'accise utilise pour déterminer les MRSP. La Thaïlande cite l'exemple des RRSP pour *L&M* depuis 2005, qui sont les mêmes que les MRSP, sauf pour la période 2006-2007 (pièce PHL-270). Par conséquent, il n'y a pas de charge fiscale cumulative, étant donné que la pratique de PM Thailand est compatible avec le calcul de la TVA totale dans la chaîne de distribution effectué par la Thaïlande (observations de la Thaïlande sur la réponse des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphes 85 et 86).

[1119] Réponse des Philippines à la question n° 52 du Groupe spécial.

[1120] Réponse des Philippines à la question n° 52 du Groupe spécial. Les Philippines notent que la politique commerciale de PM Thailand consiste à répercuter les augmentations du taux d'imposition sur les consommateurs – augmentations qui ont affecté les cigarettes nationales et les cigarettes importées de la même manière – mais à ne pas répercuter les augmentations de la base d'imposition, qui, d'ordinaire, ont affecté seulement les cigarettes importées (paragraphe 335). Les Philippines citent deux exemples (septembre 2006 et août 2007) dans lesquels la Thaïlande a augmenté les MRSP de PM Thailand et, donc, le montant de la TVA dû, et où la société a choisi d'absorber l'augmentation de la TVA plutôt que de la répercuter sur le consommateur. Il en résulte que PM Thailand a accepté d'avoir une marge de profit plus faible et que, au bout du compte, l'augmentation de la charge fiscale n'a pas été supportée par le consommateur.

[1121] Réponse des Philippines à la question n° 52 du Groupe spécial.

[1122] Réponse des Philippines à la question n° 138 du Groupe spécial.

[1123] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 95.

7.603 Les Philippines allèguent qu'aucun des pays qui, selon la Thaïlande, ont un système similaire au sien compatible avec les règles de l'OMC ne prévoit d'exemptions pour les cigarettes nationales. La Thaïlande est le seul pays à appliquer des règles différentes pour le recouvrement de la TVA sur les cigarettes nationales et sur les cigarettes importées, respectivement: un système à une étape, où seul le fabricant doit acquitter la TVA, pour les cigarettes nationales, et un système en plusieurs étapes, où la TVA est répercutée sur tous les agents économiques faisant partie de la chaîne de revente, pour les cigarettes importées. Les Philippines soulignent que les systèmes de TVA en plusieurs étapes normaux sont fondés sur le principe de la neutralité fiscale, selon lequel, dans la même situation, toutes les marchandises sont traitées de la même façon et toute variation des charges fiscales est due à des variations factuelles entre les marchandises et non à des exemptions *de jure* accordées aux marchandises nationales.[1124] Les Philippines concluent tout d'abord que les règles mises en œuvre dans les pays mentionnés par la Thaïlande ne devraient pas avoir d'incidence sur l'analyse du système d'exemption de la Thaïlande par le Groupe spécial.[1125]

7.604 La **Thaïlande** estime que les affirmations des Philippines sont incorrectes parce que le TTM est aussi autorisé à bénéficier d'un crédit d'impôt pour la TVA acquittée sur ses achats de matières premières et autres intrants assujettis à la TVA, en sus de celui pour le paiement en aval pour ses ventes de cigarettes.[1126] Même si le traitement des cigarettes nationales dans le cadre du système de TVA thaïlandais est "à une seule étape", le système de TVA thaïlandais pour les cigarettes importées aussi bien que pour les cigarettes nationales est donc compatible avec les caractéristiques fondamentales communes de la TVA parce qu'un crédit d'impôt pour la taxe en amont acquittée reste le même pour les cigarettes importées et pour les cigarettes nationales.[1127]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.605 Le Groupe spécial note que, en général, la TVA est incluse dans le prix final du produit parce que la TVA est une taxe à la consommation qui, au bout du compte, est acquittée par les consommateurs finals. Comme la Thaïlande l'a mentionné, l'OCDE fait observer dans les "Principes directeurs internationaux pour l'application de la TVA/TPS (février 2006)", que, même s'il existe de nombreuses différences dans la manière dont les taxes sur la valeur ajoutée sont mises en œuvre dans le monde et dans les pays membres de l'OCDE, il existe un certain nombre de principes communs.[1128] Ce sont notamment les suivants:

7.606 "Les taxes sur la valeur ajoutée sont des impôts sur la consommation qui sont payés, en dernière instance, par les consommateurs finals. En principe, les entreprises ne doivent pas avoir à supporter la charge de la taxe elle-même, dans la mesure où il existe des mécanismes qui leur permettent de récupérer l'impôt qui grève les opérations intermédiaires entre elles. Le système est basé sur un paiement fractionné, dans lequel les assujettis sont autorisés à déduire la taxe en amont ayant grevé leurs achats de la taxe due sur leurs ventes. Chaque entreprise dans la chaîne des transactions participe au processus de contrôle et de perception de l'impôt … En général, les pays de l'OCDE qui possèdent une taxe sur la valeur ajoutée imposent la taxation à chaque étape de la chaîne

[1124] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 95; réponse à la question n° 140 1) du Groupe spécial. Les Philippines indiquent qu'"[elles] partagent l'avis de la Thaïlande selon lequel la non-incompatibilité avec les règles de l'OMC intervient dans un système de TVA en plusieurs étapes qui a les caractéristiques fondamentales ci-après: 1) les produits nationaux *et* les produits importés sont frappés d'une taxe "à chaque étape de la distribution"; 2) la base d'imposition est choisie par le vendeur ou le revendeur et, partant, est non discriminatoire; et 3) le taux d'imposition est le même pour toutes les marchandises". Les Philippines soulignent, toutefois, que cela ne correspond *pas* au système de TVA appliqué par la Thaïlande.

[1125] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 458.

[1126] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 164.

[1127] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 164, faisant référence à la pièce THA-61, page 1; réponse à la question n° 134 du Groupe spécial.

[1128] Pièce THA-61, paragraphes 1 et 2.

de production et ouvrent un droit à déduction immédiat de la taxe en amont pour tous les opérateurs, à l'exception du consommateur final."

7.607 En outre, il est indiqué que les principes susmentionnés confèrent aux taxes sur la valeur ajoutée leur principale caractéristique économique: la neutralité. Selon les principes directeurs, le droit à déduction intégral de la taxe en amont tout au long de la chaîne des transactions, à l'exception du consommateur final, assure la neutralité de la taxe quelle que soit la nature du produit, la structure du réseau de production ou de distribution ou les moyens mis en œuvre pour sa fourniture.

7.608 Il apparaît que le système thaïlandais, tel qu'il est appliqué aux cigarettes *importées*, correspond à la description générale des systèmes de TVA telle qu'elle figure dans les principes directeurs de l'OCDE. Toutefois, ce qui distingue les mesures liées à la TVA maintenues par la Thaïlande des autres mesures de TVA dites normales est l'exemption de la TVA accordée uniquement pour la revente des cigarettes nationales. Selon nous, cette caractéristique distinctive du système de TVA thaïlandais concernant la revente de cigarettes est directement liée à la question de savoir si la mesure considérée impose une imposition supérieure sur les cigarettes importées d'une manière incompatible avec la première phrase de l'article III:2.

7.609 L'Organe d'appel a établi un critère strict concernant l'expression "supérieures à" qui figure à la première phrase de l'article III:2, même le plus petit dépassement d'imposition étant considéré comme incompatible avec les obligations dans le cadre de l'OMC.[1129] Le but de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994 est de garantir l'égalité des conditions de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux similaires.[1130] L'obligation de respecter le plus fondamental des principes, consacrée par la première phrase de l'article III:2, est également bien illustrée par les différends traités dans le cadre du GATT. Par exemple, le Groupe spécial du GATT chargé de l'affaire *États-Unis – Tabac* a constaté qu'il y avait violation de l'article III:2 parce que la mesure considérée dans ce différend "faisait naître un *risque* de traitement discriminatoire des importations en ce qui concerne les taxes intérieures".[1131]

7.610 Par conséquent, nous ne considérons pas que la portée de l'examen visant à déterminer si une mesure donnée est compatible avec la première phrase de l'article III:2 peut simplement être limitée au point de savoir si le consommateur final acquitte, au bout du compte, la même TVA pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales. Selon nous, le fait que la TVA est en principe une taxe à la consommation, qui est normalement répercutée sur le consommateur final, n'élimine pas la possibilité que les cigarettes importées soient encore exposées à une imposition supérieure dans le cadre d'un système de TVA spécifique d'un Membre, selon la manière dont les revendeurs de cigarettes importées faisant partie de la chaîne de distribution sont tenus de s'acquitter de leurs obligations en matière de TVA. En outre, nous n'estimons pas que l'exemption de la TVA accordée seulement pour la revente de cigarettes nationales dans le cadre du système de TVA thaïlandais est une caractéristique générale de la TVA ni une pratique courante dans d'autres pays.[1132]

[1129] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 26 et 30; rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.243.

[1130] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, page 19.

[1131] Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Tabac*, paragraphe 97 (pas d'italique dans l'original). Dans le contexte de l'article III:4, le Groupe spécial du GATT chargé de l'affaire *CE – Oléagineux I* a aussi suivi un raisonnement selon lequel le fait qu'un produit importé donné risquait simplement de faire l'objet d'une discrimination dans des dispositions juridiques constituait, en soi, une forme de discrimination (paragraphe 141).

[1132] Par exemple, s'agissant des exemples fournis par la Thaïlande dans la pièce THA-43 concernant les systèmes de TVA aux Philippines, au Canada, en France, en Irlande, au Pérou et en Australie, nous constatons que, bien que ces pays aient des systèmes de TVA similaires au système de TVA thaïlandais, ils n'ont pas de système d'exemption concernant les cigarettes nationales tel que celui qui est utilisé par la Thaïlande.

7.611 Enfin, nous ne souscrivons pas au point de vue de la Thaïlande selon lequel les obligations découlant de la première phrase de l'article III:2 ne sont pas liées à la question de savoir si la taxe est recouvrée uniformément auprès des différents commerçants à chaque étape du processus de distribution. Nous souscrivons à l'idée que la question n'est pas de savoir si la taxe est recouvrée uniformément auprès des distributeurs à chaque étape de la chaîne des opérations commerciales. Toutefois, dans la mesure où la manière dont la taxe est recouvrée affecte le montant de la taxe à acquitter pour les marchandises importées, nous sommes d'avis qu'une mesure relève de la portée de la première phrase de l'article III:2. Nous trouvons aussi des éléments étayant notre point de vue dans la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *Canada – Périodiques*, selon laquelle "[t]oute mesure qui affecte indirectement les conditions de concurrence entre les produits importés et les produits nationaux similaires relèverait des dispositions de la première phrase de l'article III:2 ou, implicitement, des dispositions de la deuxième phrase dont le champ d'application est plus vaste".[1133]

7.612 Nous allons maintenant procéder à l'examen de la question de savoir si, du fait de l'exemption de la TVA accordée par la Thaïlande pour la revente de cigarettes nationales, les cigarettes importées sont frappées d'une TVA supérieure, en violation de la première phrase de l'article III:2.

b) Question de savoir si, du fait de l'exemption de la TVA accordée par la Thaïlande pour la revente de cigarettes nationales, les cigarettes importées sont frappées d'une TVA supérieure, en violation de la première phrase de l'article III:2

i) Principaux arguments des parties

7.613 Les **Philippines** allèguent que l'exemption de la TVA pour les revendeurs de cigarettes nationales prévue dans la législation thaïlandaise, qui ne s'applique pas aux revendeurs de cigarettes importées, constitue une violation *de jure* de la première phrase de l'article III:2, parce que le Code des impôts de la Thaïlande prévoit explicitement une imposition des cigarettes importées supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales.[1134] En outre, le fait que la législation thaïlandaise relative à la TVA offre un crédit d'impôt ne signifie pas que les revendeurs de cigarettes importées se retrouveront toujours – selon les termes de la Thaïlande – "automatiquement et simultanément" avec un montant "net" de la TVA à acquitter égal à zéro.[1135]

7.614 Les Philippines contestent l'idée que le crédit de la taxe en amont met à zéro le montant net de la TVA à acquitter au moment où l'obligation d'acquitter la taxe en aval intervient. Il pourrait y avoir des cas où le montant net de la TVA à acquitter serait supérieur à zéro après que la taxe en aval a été perçue sur la revente des cigarettes importées, ce qui constituerait une imposition supérieure.[1136] Les Philippines font valoir que, même s'il y a une correspondance parfaite entre le crédit de la taxe en amont et le montant de la taxe en aval à acquitter, il se pourrait que le crédit de taxe en amont ne soit pas accordé si les grossistes/les détaillants ne satisfont pas à leur obligation de présenter le formulaire Por.Por.30.[1137] Par conséquent, selon les Philippines, le mécanisme de crédit d'impôt est conditionnel, il n'est pas disponible automatiquement et simultanément pour compenser le montant de la TVA à acquitter aux revendeurs de cigarettes étrangères – montant qui n'est jamais appliqué pour la revente de cigarettes nationales.[1138] Les Philippines citent certaines situations dans lesquelles un crédit de

[1133] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, page 20.
[1134] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 528, 541 et 542; deuxième communication écrite, paragraphes 439 à 441; pièce PHL-94.
[1135] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 442.
[1136] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 448.
[1137] Réponse de la Thaïlande à la question n° 57 du Groupe spécial.
[1138] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 452.

taxe en amont ne sera pas autorisé[1139], et font observer que ces exemples sont suffisants pour montrer que, du fait des mesures concernant la TVA, une imposition supérieure est appliquée aux cigarettes importées.

7.615 En outre, les Philippines allèguent que le fait de ménager à une partie privée la possibilité de compenser un traitement moins favorable prescrit par la loi ne peut pas remédier au fait que le gouvernement n'a pas garanti l'égalité des conditions de concurrence. Le respect de l'obligation de traitement national par un Membre ne peut pas être subordonné simplement aux actions d'une partie privée.[1140]

7.616 La **Thaïlande** fait valoir que le TTM acquitte d'avance la totalité du montant de la TVA sur la revente et que, dans la pratique, les revendeurs de cigarettes importées sont tenus d'acquitter les mêmes montants de TVA que les revendeurs de cigarettes nationales.[1141] La Thaïlande soutient que les cigarettes importées ne sont pas soumises à une charge de TVA plus importante que les cigarettes nationales, étant donné que les grossistes et les détaillants n'acquittent aucune TVA nette auprès du gouvernement thaïlandais sur les ventes de cigarettes nationales ou importées.[1142] En outre, les grossistes et les détaillants achètent généralement aussi bien des cigarettes nationales que des cigarettes importées, qui sont toutes assujetties aux mêmes prescriptions administratives.[1143] La Thaïlande qualifie le système de TVA thaïlandais de simple prescription en matière de déclaration parce que les cigarettes importées et les cigarettes nationales sont frappées d'une taxe égale dans la pratique.[1144] La Thaïlande affirme que la TVA exigible est automatiquement neutralisée par un crédit d'impôt avant que l'obligation de l'acquitter n'intervienne.[1145]

7.617 La Thaïlande estime qu'une exemption de la TVA pour les revendeurs de cigarettes nationales est contrebalancée par un crédit d'impôt automatiquement disponible pour la revente de cigarettes importées. La comparaison entre les taxes imposées sur les cigarettes, en cause au titre de la première phrase de l'article III:2, devrait uniquement être établie à l'étape de la transaction où le consommateur final achète les cigarettes.[1146] La TVA est calculée de la façon suivante: 7 pour cent du MRSP (montant de la taxe en aval à acquitter) moins 7 pour cent du MRSP (crédit de la taxe en amont) = zéro (montant net de la TVA à acquitter) pour la revente de cigarettes importées, et simplement "zéro" pour la revente de cigarettes nationales.[1147] La Thaïlande note que l'expert des Philippines lui-même a

[1139] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande aux questions n° 137 et 138 du Groupe spécial; réponse des Philippines aux questions n° 133 et 138 du Groupe spécial, faisant référence à la pièce PHL-94, à l'article 82/5 et à la pièce PHL-271. Les situations visées sont les suivantes: i) une facture fiscale ne peut pas être présentée et il n'y a pas d'excuse raisonnable; ii) une facture fiscale contient des renseignements incorrects ou inappropriés; iii) la taxe en aval n'est pas directement liée à l'activité du fournisseur; iv) la taxe en amont découle de frais de représentation; v) la facture concernant la taxe en amont est délivrée par un opérateur qui n'est pas agréé; et vi) il s'agit d'une taxe en amont désignée par le Directeur général avec l'approbation du Ministre. Les Philippines notent aussi que, conformément à la Notification n° 42, à la clause 1 2) et à l'article 82/5 6) du Code des impôts de la Thaïlande, un revendeur de cigarettes importées qui choisit d'avoir recours au droit des commerces de détail de présenter une facture fiscale résumée, afin d'alléger la charge administrative, ne peut pas déduire la taxe en amont qui y est indiquée de la taxe en aval en ce qui concerne la revente de cigarettes importées; et que les factures fiscales ordinaires, au titre de l'article 86/4 du Code des impôts de la Thaïlande, ne contiennent pas l'expression "facture fiscale" (réponse des Philippines aux questions n° 133 et n° 138 du Groupe spécial, paragraphe 211, faisant référence aux pièces PHL-280 et PHL-271).

[1140] Réponse des Philippines à la question n° 52 du Groupe spécial.

[1141] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 99; pièce THA-20.

[1142] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 101.

[1143] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 102.

[1144] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 99, 101, 242 et 243; pièce THA-20.

[1145] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 103.

[1146] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 147; première communication écrite, paragraphes 241 à 244; pièce THA-20.

[1147] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 103.

indiqué que le calcul de la TVA était effectué en créditant la taxe en amont au regard du montant de la taxe en aval à acquitter[1148] et que les personnes inscrites au registre de la TVA étaient "admises à bénéficier" de crédits de taxe en amont puisque c'était un "droit" et que la charge cumulative de la TVA serait calculée eu égard à la fourniture d'un paquet de cigarettes importées.[1149] Le montant de la TVA à acquitter pour la revente de cigarettes importées serait donc égal au montant à acquitter pour les cigarettes nationales.[1150]

7.618 La Thaïlande fait valoir qu'une partie privée n'a pas besoin de faire de démarches additionnelles pour bénéficier du crédit d'impôt. Elle soutient que le droit de bénéficier d'un crédit pour la taxe en amont intervient au moment de l'achat des marchandises, au même moment que l'obligation d'acquitter une taxe en aval, voire avant; par conséquent, l'obligation d'acquitter une taxe en aval ne peut jamais être antérieure au droit de bénéficier d'un crédit de taxe en amont.[1151]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.619 Les Philippines allèguent que l'exemption de la TVA pour la revente de cigarettes nationales prévue dans la législation thaïlandaise constitue une violation *de jure* de la première phrase de l'article III:2. La Thaïlande affirme que les Philippines interprètent mal le système de TVA thaïlandais et qu'il n'y a pas d'imposition supérieure frappant les cigarettes importées parce que la TVA exigible auprès des revendeurs de cigarettes importées est automatiquement neutralisée par un crédit d'impôt avant qu'elle ne soit due.

7.620 Une incompatibilité *de jure* d'une mesure avec les obligations dans le cadre de l'OMC peut être démontrée si l'instrument juridique pertinent contient explicitement les termes qui entraînent une violation de certaines obligations.[1152] Aux fins de l'obligation découlant de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994, le Groupe spécial chargé de l'affaire *Indonésie – Automobiles* a reconnu que des distinctions fondées sur l'origine en ce qui concerne les taxes intérieures conduisant à une imposition supérieure pour les marchandises importées étaient en elles-mêmes incompatibles avec l'article III:2 du GATT de 1994:

> "[U]ne telle distinction fondée sur l'origine en ce qui concerne les taxes intérieures est en soi suffisante pour qu'il y ait violation de l'article III:2, sans qu'il soit nécessaire de démontrer que des produits similaires ont effectivement fait l'objet d'échanges

[1148] Observations de la Thaïlande sur la réponse des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphe 86.
[1149] Observations de la Thaïlande sur la réponse des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphe 86, faisant référence à la réponse des Philippines aux questions n° 133 et 138 du Groupe spécial.
[1150] Observations de la Thaïlande sur la réponse des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphe 86, faisant référence à la réponse des Philippines aux questions n° 133 et 138 du Groupe spécial.
[1151] Observations de la Thaïlande sur la réponse des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphe 72; réponse à la question n° 132 3) du Groupe spécial.
[1152] Dans le contexte d'une subvention à l'exportation au titre de l'Accord sur les subventions, l'Organe d'appel, dans l'affaire *Canada – Aéronefs*, a indiqué ce qui suit au sujet de la subordination *de jure* aux exportations: "… Il y a une différence, toutefois, en ce qui concerne les éléments de preuve pouvant être utilisés pour établir qu'une subvention est subordonnée aux exportations. L'existence d'une subordination *de jure* aux exportations est démontrée sur la base du libellé de la législation, de la réglementation ou d'un autre instrument juridique pertinent ..." (non souligné dans l'original) (rapport de l'Organe d'appel *Canada – Aéronefs*, paragraphe 167).

> commerciaux. Cela est parfaitement en accord avec l'objectif fondamental de l'article III:2 décrit par l'Organe d'appel."[1153]

7.621 S'agissant des faits de la cause en l'espèce, il n'est pas contesté que les revendeurs de cigarettes importées sont tenus d'acquitter la TVA au titre de l'article 82/7 du Code des impôts de la Thaïlande et qu'une exemption à cette TVA est prévue uniquement pour la revente de cigarettes nationales en vertu de l'article 3 1) du Décret royal n° 239 et de l'Ordonnance du Département des impôts n° Por. 85-2542. Pour mémoire, l'article 3 1) du Décret royal n° 239 est libellé comme suit:

> "Article 3. Il existera une exemption de la taxe sur la valeur ajoutée pour les activités ci-après:
>
> 1) Vente de cigarettes produites par un fabricant qui est un organisme public où le vendeur n'est pas le fabricant qui produit ces cigarettes, à condition que cela n'inclue pas un vendeur qui est une boutique hors taxes dans un entrepôt en douane."[1154]

7.622 L'Ordonnance du Département des impôts n° Por. 85-2542 dispose aussi, dans sa partie pertinente, qu'un opérateur inscrit au registre qui achète des cigarettes et reçoit une facture fiscale de la part de l'opérateur industriel des tabacs qui est un organisme d'État est exempté de la TVA au titre de l'article 81 1) v) du Code des impôts.[1155]

7.623 Le texte des mesures ci-dessus relatives à l'exemption de la TVA fait donc spécifiquement référence aux cigarettes produites par un fabricant qui est un organisme public, à savoir le TTM – le seul fabricant de cigarettes nationales en Thaïlande. Par conséquent, si l'obligation d'acquitter la TVA intervient seulement lors de la revente de cigarettes importées en raison de l'exemption accordée pour la revente de cigarettes nationales au titre des dispositions pertinentes, les mesures thaïlandaises en cause, telles qu'elles sont libellées, conduisent à l'application aux cigarettes importées d'une TVA *supérieure* à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires.

7.624 Toutefois, la Thaïlande fait valoir que les revendeurs de cigarettes importées ne sont *pas* assujettis à une imposition supérieure parce que le crédit d'impôt est disponible automatiquement et simultanément au moment de la présentation du formulaire requis (formulaire Por.Por.30): le revendeur inscrit au registre de la TVA est automatiquement autorisé à déduire la TVA acquittée sur les achats lors du calcul du montant de la TVA à acquitter pour le mois.[1156] Les Philippines soutiennent qu'on ne peut pas remédier à une exemption *de jure* de la TVA pour les revendeurs de cigarettes nationales par la mise à disposition d'un crédit d'impôt qui est subordonné à une action de la part d'une partie privée et qui ne compense pas nécessairement le montant de la taxe à acquitter pour une période fiscale donnée.

7.625 Nous rappelons notre analyse antérieure selon laquelle l'obligation de faire en sorte que les produits importés ne soient pas frappés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les produits nationaux similaires, qui découle de la première phrase de l'article III:2, interdit même le plus petit dépassement d'imposition sur les produits importés. Nous rappelons en outre la déclaration faite par le Groupe spécial du GATT chargé de l'affaire *États-Unis – Tabac*:

[1153] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.113, *notant* le rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, pages 23 et 24; voir aussi le rapport du Groupe spécial *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphe 7.182.

[1154] Pièce PHL-217.

[1155] Pièce PHL-95, page 6, n° 7.

[1156] Réponse de la Thaïlande à la question n° 137 du Groupe spécial.

> "Le Groupe spécial a donc estimé que la méthode de calcul proprement dite du BDA pour le tabac importé, et pas simplement la manière dont celui-ci était actuellement appliqué, était incompatible avec l'article III:2, parce qu'elle faisait naître *un risque de traitement discriminatoire des importations* en ce qui concerne les taxes intérieures."[1157] (pas d'italique dans l'original)

7.626 L'obligation de ne pas frapper les produits importés d'une taxe supérieure à celle qui frappe les produits nationaux similaires, qui découle de la première phrase de l'article III:2, s'étend donc à un risque potentiel d'imposition supérieure. Par définition, l'existence d'une simple éventualité ou d'un risque potentiel d'imposition supérieure au titre d'une mesure donnée ne peut pas être assimilée à un risque réel. La constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits* fournit des indications à cet égard. Notant d'abord que la jurisprudence relative à l'article III:4 du GATT de 1994 [en particulier, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 337 de la Loi douanière*] pouvait être utile pour interpréter l'obligation de traitement national énoncée dans l'Accord sur les ADPIC, l'Organe d'appel a souscrit au point de vue d'un groupe spécial antérieur selon lequel l'obligation de traitement national devait être interprétée de façon stricte:

> "Enfin, ce Groupe spécial [Groupe spécial *États-Unis – Article 337 de la Loi douanière*] est arrivé à la conclusion, importante aux fins de notre analyse, que:
>
> > … si les chances d'avoir à défendre des produits importés dans deux instances sont faibles, il demeure que *cette éventualité* est en soi moins favorable que d'avoir à se défendre devant une seule de ces instances.
>
> …
>
> > en reprenant encore les propos de ce groupe spécial, même l'*éventualité* que des ayants cause non américains soient confrontés aux deux obstacles est *en soi moins favorable* que le fait incontesté que les ayants cause américains sont confrontés à un seul obstacle."[1158]

7.627 Nous sommes d'avis que le critère établi pour l'obligation de traitement national dans le contexte de l'article III:4 et de l'Accord sur les ADPIC pourrait donc être tout aussi pertinent pour l'obligation de traitement national découlant de l'article III:2. En vertu de l'article III:4, l'existence d'un manquement à l'obligation de ne pas traiter les produits importés d'une manière moins favorable que les produits nationaux similaires sera constatée si la mesure considérée a un effet défavorable sur les conditions de concurrence pour les produits importés sur le marché du Membre importateur. Étant donné que la simple éventualité d'un traitement moins favorable a été considérée comme suffisante pour constater l'existence d'une violation de l'article III:4, le simple risque qu'il y ait un traitement discriminatoire des produits importés en ce qui concerne les "taxes intérieures" serait suffisant pour constater l'existence d'un manquement à l'obligation de traitement national découlant de la première phrase de l'article III:2. En gardant ce principe à l'esprit, nous allons examiner les crédits de TVA octroyés aux revendeurs de cigarettes importées dans le cadre de la législation thaïlandaise.

7.628 Le Code des impôts de la Thaïlande autorise les revendeurs de cigarettes importées à compenser le montant de la TVA à acquitter qui découle de la revente de cigarettes importées par le

---

[1157] Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Tabac*, paragraphe 97.

[1158] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphes 261 à 265, faisant référence au rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Article 337 de la Loi douanière*, paragraphe 5.19.

montant de la TVA en amont, déjà acquittée auprès d'un revendeur précédent. Comme il a été expliqué plus haut, cela peut s'exprimer sous la forme de l'équation ci-après:

> Montant de la TVA à acquitter = taxe en aval (vente à un acheteur suivant) – taxe en amont (achat auprès d'un revendeur précédent)

7.629 Les montants de la taxe sont calculés en multipliant le montant de la TVA (c'est-à-dire 7 pour cent*(MRSP-TVA)) par le nombre de paquets de cigarettes vendus. L'article 82/3 du Code des impôts de la Thaïlande dispose alors que, si la taxe en aval est supérieure à la taxe en amont, la taxe exigible sera égale à la différence entre les deux. Si la taxe en amont est supérieure à la taxe en aval, la différence sera traitée comme un crédit d'impôt et le fournisseur est en droit de bénéficier d'un remboursement d'impôt ou d'appliquer le crédit afin d'acquitter la taxe sur la valeur ajoutée ultérieurement.

7.630 La Thaïlande fait valoir que le droit à déduction d'une taxe en amont au titre du Code des impôts de la Thaïlande est automatique et accompagne de façon simultanée l'obligation d'acquitter la taxe en aval, qui intervient au moment de la présentation d'un formulaire de remboursement de la TVA, un formulaire Por.Por.30. La Thaïlande affirme qu'aucune démarche additionnelle de la part d'un revendeur n'est nécessaire dans ce processus pour que le crédit d'impôt soit accordé au revendeur. Sur cette base, la Thaïlande soutient que le montant net de la TVA à acquitter est le même – à savoir "zéro" – aussi bien pour les revendeurs de cigarettes nationales que pour les revendeurs de cigarettes importées. Par conséquent, selon la Thaïlande, les revendeurs de cigarettes importées ne sont jamais tenus d'acquitter un montant net sur la revente d'un paquet de cigarettes particulier pour l'année en cours, ni sur la quantité totale de cigarettes vendues, parce que le crédit de taxe en amont exigible lors de l'achat d'un paquet de cigarettes interviendra toujours avant que l'obligation d'acquitter la taxe en aval sur la vente du paquet n'intervienne.[1159]

7.631 Toutefois, les Philippines mentionnent des cas dans lesquels la TVA nette à acquitter sera supérieure à zéro pour les revendeurs de cigarettes importées, ce qui équivaut à une taxe supérieure frappant les cigarettes importées.[1160] Spécifiquement, la position des Philippines est que les crédits de taxe en amont ne sont pas automatiquement disponibles et que, ainsi, un revendeur de cigarettes importées sera assujetti à une imposition supérieure dans certaines circonstances, y compris lorsqu'il n'est pas satisfait à l'une quelconque des prescriptions administratives liées au mécanisme de TVA en amont et en aval pour la revente de cigarettes importées.

7.632 Dans ces circonstances, nous devons voir si les crédits de taxe en amont prévus par la réglementation thaïlandaise sont accordés automatiquement et accompagnent de façon simultanée l'obligation d'acquitter la taxe en aval dans chaque cas de façon à ne pas créer un risque, ne serait-ce que potentiel, qu'une taxe supérieure frappe les cigarettes importées.

7.633 Nous notons l'explication de la Thaïlande selon laquelle le revendeur de cigarettes importées n'est jamais tenu d'acquitter une taxe nette sur la revente d'un paquet de cigarettes particulier: le crédit de taxe en amont précède toujours la taxe à acquitter parce que le crédit est accordé au moment de l'achat des cigarettes importées. Bien que le texte des dispositions pertinentes du Code des impôts de la Thaïlande ne dispose pas explicitement que le crédit de taxe en amont "précède toujours" la taxe à acquitter il est logique de comprendre que l'achat, qui entraîne un crédit de taxe en amont, intervient avant la vente des cigarettes importées, qui donne lieu à une taxe à acquitter en aval. Toutefois, selon nous, cela ne signifie pas qu'un revendeur de cigarettes importées n'est jamais tenu d'acquitter une taxe nette sur la revente d'un paquet de cigarettes particulier pour les raisons ci-après.

[1159] Réponse de la Thaïlande à la question n° 123 3) du Groupe spécial.
[1160] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphes 92 et 96.

7.634 Comme on le verra plus en détail dans la section suivante relative à l'allégation des Philippines au titre de l'article III:4, certaines prescriptions administratives sont imposées aux revendeurs de cigarettes importées en vue de l'obtention des crédits d'impôt pour la taxe à acquitter pour les ventes de cigarettes importées. Par exemple, les revendeurs de cigarettes importées doivent présenter un formulaire de remboursement de la TVA, le Por.Por.30; c'est aussi le formulaire par lequel ils peuvent demander un crédit d'impôt.[1161] Comme les Philippines l'ont fait observer, et comme la Thaïlande le reconnaît, le revendeur de cigarettes importées ne bénéficiera pas du crédit d'impôt auquel il a droit s'il ne dépose pas le formulaire ou s'il dépose le formulaire mais ne peut pas, par la suite, prouver que l'achat a eu lieu, par exemple, s'il perd la facture d'achat.[1162] Ces revendeurs sont aussi tenus de compléter et de tenir à jour des factures fiscales, des relevés des recettes/dépenses, et des registres des marchandises et des matières premières aux fins de la TVA.[1163] Un crédit d'impôt ne pourra pas non plus être obtenu si un revendeur n'est pas en mesure de présenter une facture comme preuve d'achat ou si ses factures sont incomplètes ou inappropriées.[1164] En outre, comme cela est expliqué au paragraphe 7.593 ci-dessus, l'article 82/5 du Code des impôts de la Thaïlande prévoit six situations spécifiques dans lesquelles un revendeur de cigarettes importées ne serait pas autorisé à déduire la taxe en aval acquittée auprès de son vendeur précédent lors du calcul de la taxe au titre de l'article 82/3.

7.635 Par conséquent, nous ne sommes pas convaincus par l'argument de la Thaïlande selon lequel le crédit d'impôt accordé aux revendeurs de cigarettes importées est automatiquement accordé en vertu de la législation thaïlandaise, sans qu'il soit nécessaire que les revendeurs suivent des étapes procédurales quelles qu'elles soient.

7.636 La Thaïlande fait valoir que, étant donné que les seuls cas dans lesquels on pourrait alléguer qu'il existe une imposition supérieure – cas sur lesquels les Philippines se sont appuyés – ne dépendent pas de la législation, mais tiennent plutôt au fait que le revendeur lui-même n'a pas exercé son droit de demander un crédit d'impôt, cela ne peut pas entraîner une violation de l'article III:2. Nous ne jugeons pas l'argument de la Thaïlande convaincant. Ce sont les lois et règlements thaïlandais en cause que le Groupe spécial décrit au paragraphe 7.634 ci-dessus et dans la section VII.F du rapport qui créent certaines obligations pour les revendeurs de cigarettes importées. S'ils ne satisfont pas à ces obligations, les importateurs seront privés des crédits d'impôt nécessaires pour compenser le montant de leur TVA à acquitter; cependant, cette obligation éventuelle d'acquitter la TVA n'existe pas pour les revendeurs de cigarettes nationales au titre des mesures en cause, en raison de l'exemption fiscale décrite au paragraphe 7.623.

7.637 Comme l'Organe d'appel l'a souligné dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, ce qui est pertinent pour évaluer la compatibilité d'une mesure avec les obligations dans le cadre de l'OMC, c'est le point de savoir si la mesure considérée elle-même dicte la "nécessité légale" d'une certaine action de la part de parties privées.[1165] Dans cette affaire, l'Organe d'appel a souligné que, compte tenu du caractère restrictif du choix donné aux détaillants, "le fait qu'un élément quelconque du domaine privé intervienne dans ce choix ne permet pas à la Corée de se soustraire à sa responsabilité au regard du GATT de 1994 en ce qui concerne l'établissement de conditions de concurrence moins favorables pour le produit importé que pour le produit national, auquel a abouti

[1161] Pièce THA-42. Notification du Directeur général n° 65 concernant la prescription relative au formulaire de TVA, datée du 22 novembre, B.E. 2538 (1995), exigeant l'utilisation du formulaire Por.Por.30, conformément au paragraphe 1 de l'article 83 du Code des impôts de la Thaïlande.

[1162] Réponse de la Thaïlande à la question n° 138 du Groupe spécial; réponse des Philippines aux questions n° 133 et 138 du Groupe spécial.

[1163] Voir les paragraphes 7.669 à 7.776.

[1164] Réponse de la Thaïlande à la question n° 137 du Groupe spécial, faisant référence à l'article 82/5 1) et 2) du Code des impôts de la Thaïlande (pièce PHL-94).

[1165] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 146.

cette mesure".[1166] En Thaïlande, la législation impose une TVA aux revendeurs de cigarettes importées pour la vente de cigarettes importées. Ce montant à acquitter n'est pas compensé automatiquement et les revendeurs sont tenus de satisfaire à certaines prescriptions administratives. S'il ne satisfait pas à ces prescriptions, le revendeur de cigarettes importées reste assujetti à la TVA. Selon nous, le fait que cette obligation potentielle d'acquitter la taxe n'existe pas pour les revendeurs de cigarettes nationales dans le cadre de la législation thaïlandaise, en vertu d'une exemption *de jure* pour la revente de cigarettes nationales, conduit à une imposition supérieure pour les cigarettes importées et, par conséquent, à une violation *de jure* de la première phrase de l'article III:2.

c) Question de savoir si l'exemption de la TVA pour les revendeurs de cigarettes nationales est autrement justifiée

i) Principaux arguments des parties

7.638 La **Thaïlande** fait valoir que la différence de traitement règlementaire en ce qui concerne la revente de cigarettes importées et de cigarettes nationales joue un rôle important pour assurer le recouvrement de la taxe et empêcher la fraude, notamment les ventes sur le marché noir, la contrebande et la contrefaçon sur le marché thaïlandais des cigarettes.[1167]

7.639 La Thaïlande soutient qu'il n'y a aucun risque de moins-perçu fiscal pour la revente de cigarettes nationales puisque le TTM est une entité publique en charge de toutes les taxes frappant les cigarettes qu'il vend. Dans la pratique, un fabricant de cigarettes détenu par l'État acquittera toujours ses taxes, puisque ses recettes apparaissent en fin de compte dans les comptes de l'État.[1168]

7.640 En outre, la contrebande de cigarettes est un problème important en Thaïlande; certaines estimations montrent que la consommation de cigarettes de contrebande importées est trois fois plus importante que celle de cigarettes importées légalement.[1169] Puisque les marques importées peuvent entrer sur le marché illégalement, il se peut qu'un montant de TVA moindre soit acquitté globalement sur la revente de ces cigarettes importées.[1170] Il n'y a pas de risque équivalent de trafic de cigarettes nationales en franchise de TVA parce que la TVA frappant les cigarettes nationales est acquittée par le seul fabricant national.[1171] En outre, le TTM suit les objectifs de la Thaïlande en matière de santé publique, mais il n'a aucune influence sur ces objectifs dans les pays exportateurs.[1172]

7.641 Les **Philippines** font valoir que, d'après les règles de l'OMC, toute raison invoquée par un Membre pour soumettre des marchandises importées à une imposition discriminatoire doit être évaluée au regard des exceptions spécifiques énumérées à l'article XX du GATT de 1994.[1173] Il incombe au défendeur, en l'espèce la Thaïlande, de prouver que ses mesures sont justifiées au regard de l'une de ces exceptions. Toutefois, la Thaïlande a choisi de ne pas avancer d'arguments au titre de l'article XX.

[1166] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 146.
[1167] Réponse de la Thaïlande à la question n° 135 du Groupe spécial.
[1168] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 21 à 30; réponse à la question n° 61 du Groupe spécial.
[1169] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 29; pièce THA-1, page 26.
[1170] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 21 à 30, 254 et 255; réponse à la question n° 61 du Groupe spécial.
[1171] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 24.
[1172] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 21, 25, 27 et 30; réponse à la question n° 61 du Groupe spécial.
[1173] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 135 du Groupe spécial et à la question n° 1 des Philippines.

ii) Analyse du Groupe spécial

7.642 Nous notons que l'applicabilité de la première phrase de l'article III:2 n'est pas subordonnée à l'objectif général visé par les mesures fiscales en cause.[1174] L'article XX du GATT de 1994 existe pour couvrir certaines exceptions liées à la politique publique, y compris les mesures nécessaires pour assurer le respect de la législation nationale. Toutefois, la Thaïlande n'a pas invoqué l'article XX dans le présent différend; cela nous aurait permis d'évaluer les objectifs de politique qui seraient satisfaits grâce à l'exemption de la TVA prévue dans la législation thaïlandaise.

7.643 Par conséquent, selon nous, les raisons invoquées par la Thaïlande, en ce qui concerne l'exemption de la TVA *de jure* qu'elle accorde aux revendeurs de cigarettes nationales, telles qu'elles sont citées ci-dessus, n'influent pas sur la décision du Groupe spécial établissant qu'une exemption de ce type a pour effet d'imposer sur les cigarettes importées une TVA supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales, en violation de la première phrase de l'article III:2.

d) Conclusion

7.644 Pour les raisons qui précèdent, nous concluons que, du fait des mesures en cause, les cigarettes importées sont frappées d'une imposition supérieure à celle qui frappe les cigarettes nationales similaires, en violation de la première phrase de l'article III:2 du GATT de 1994. Dans le cadre des dispositions pertinentes des lois et règlements de la Thaïlande, les revendeurs de cigarettes nationales sont exemptés *de jure* de TVA, tandis que la même exemption n'est pas accordée aux revendeurs de cigarettes importées, étant donné que les crédits d'impôt ne compensent pas automatiquement et irrévocablement dans chaque cas les montants de la taxe que les détaillants de cigarettes importées sont tenus d'acquitter.

F. ARTICLE III:4 DU GATT DE 1994 – EXEMPTION DE LA TVA POUR LES REVENDEURS DE CIGARETTES NATIONALES

1. Introduction

7.645 Les Philippines allèguent que la Thaïlande viole l'article III:4 du GATT de 1994 parce que son système de TVA accorde un traitement moins favorable aux cigarettes importées en imposant des prescriptions administratives plus contraignantes aux revendeurs de cigarettes importées qu'aux revendeurs de cigarettes nationales. La Thaïlande fait valoir que les revendeurs de cigarettes, tant importées que nationales, sont soumis au même traitement réglementaire et que la différence mineure qui existe en ce qui concerne les prescriptions relatives à la déclaration de la TVA ne modifie pas les conditions de concurrence pour les cigarettes importées sur le marché thaïlandais.

7.646 L'article III:4 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Les produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur. ..."

[1174] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Fonds spécial pour l'environnement*, paragraphe 5.2.4, rapport du Groupe spécial *CEE – Pièces détachées et composants*, paragraphe 5.6; rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphes 11.143 et 11.144.

7.647 L'Organe d'appel a précisé qu'il fallait satisfaire à trois critères pour établir l'existence d'une violation de l'article III:4: i) les produits importés et les produits nationaux en cause sont des "produits similaires"; ii) la mesure en cause est "une loi, un règlement ou une prescription affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur"; et iii) les produits importés sont soumis à un traitement "moins favorable" que celui qui est accordé aux produits nationaux similaires.[1175]

7.648 Nous allons examiner l'allégation des Philippines au titre de l'article III:4 en nous fondant sur les trois éléments indiqués ci-dessus.

2. Mesures en cause

7.649 Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial, les Philippines ont indiqué les mesures ci-après comme étant les mesures pertinentes en rapport avec les prescriptions administratives liées à la TVA appliquées par la Thaïlande aux grossistes et aux détaillants en cigarettes:

- les articles 81 et 82/7 du Code des impôts de la Thaïlande;
- le Décret royal pris en vertu du Code des impôts régissant l'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée (n° 239) B.E. 2534 (1991);
- l'Ordonnance du Département des impôts Por 85/2542; et
- toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures connexes.

7.650 Les Philippines allèguent que ces règlements thaïlandais sont, en tant que tels, contraires à l'article III:4.[1176]

3. Description des mesures en cause

7.651 Le chapitre IV (Taxe sur la valeur ajoutée) du Code des impôts de la Thaïlande énonce les prescriptions administratives auxquelles doivent se conformer les entreprises assujetties à la TVA. En particulier, les divisions 7 à 14 du chapitre IV incluent des dispositions concernant le dépôt des déclarations de TVA et des factures fiscales s'y rapportant et décrivent les procédures relatives à la vérification et aux sanctions en cas de non-respect des prescriptions. Les obligations spécifiques énoncées au chapitre IV sont les suivantes:

7.652 Les personnes inscrites au registre de la TVA[1177] doivent obtenir, remplir et déposer un formulaire de TVA (le formulaire de TVA Por.Por.30). L'article 83 de la division 7 du Code des impôts de la Thaïlande indique que le formulaire doit être envoyé tous les mois "que des marchandises ou des services aient été vendus/fournis ou non au cours du mois fiscal", et qu'il doit être déposé localement pour chaque site d'activité sauf si le Directeur général a autorisé un dépôt

[1175] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande bœuf*, paragraphe 133.
[1176] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 553.
[1177] Pièce PHL-94; l'article 77/1 de la division 1 du chapitre IV définit "personne inscrite au registre" comme étant "un fournisseur qui a fait l'objet d'une inscription aux fins de la taxe sur la valeur ajoutée au titre de l'article 85 ou 85/1 ou d'une inscription temporaire aux fins de la taxe sur la valeur ajoutée au titre de l'article 85/3". Le même article définit "fournisseur" comme étant "une personne qui vend des marchandises ou fournit un service commercial et qui, ce faisant, en tire un avantage ou une rémunération". L'article 85 et 85/1 explique que les personnes qui démarrent ou qui poursuivent une activité commerciale de vente de marchandises ou de fourniture d'un service commercial en Thaïlande sont tenues de s'inscrire aux fins de la TVA. Pièce PHL-94 ("Code des impôts de la Thaïlande, B.E. 2481 (1938)").

conjoint auprès de l'administration centrale[1178]; ce même formulaire sert également à obtenir un crédit de TVA[1179], sous réserve qu'il soit demandé au moment du dépôt du formulaire de TVA. S'il ne l'a pas été, un formulaire supplémentaire (Kor.10) devra être déposé pour demander un crédit d'impôt.[1180]

7.653 Les personnes inscrites au registre de la TVA doivent établir pour chaque revente une facture fiscale détaillée[1181], qui doit être remise à l'acheteur de la marchandise. Une copie doit en être conservée durant une période de cinq ans au moins à compter de la date de dépôt des déclarations ou d'établissement des relevés.[1182]

7.654 Les personnes inscrites au registre de la TVA doivent établir des relevés fiscaux[1183]: un relevé de la taxe en amont (qui indique les montants versés au titre de la TVA par une personne inscrite au registre quand elle achète des marchandises ou qu'elle acquiert des services dans le cadre de son activité) et un relevé de la taxe en aval (qui indique les montants qu'une personne inscrite au registre recouvre/est tenue de recouvrer au titre de la TVA auprès d'un acheteur de marchandises ou d'un bénéficiaire de services); un relevé des marchandises et des matières premières (qui n'est exigé que pour la personne inscrite au registre de la TVA qui vend des marchandises). De plus, l'article 87/1 de la division 11 du Code des impôts de la Thaïlande précise que le Directeur général peut exiger qu'une "personne inscrite au registre établisse des relevés autres que les, ou différents des," documents indiqués plus haut, si cela est nécessaire ou approprié. Ces relevés doivent être conservés durant une période d'au moins cinq ans à compter de la date de dépôt.[1184]

7.655 Les personnes inscrites au registre de la TVA peuvent être soumises à des procédures de vérification. Le fonctionnaire des impôts a le pouvoir à la fois de demander à l'administré de "faire

---

[1178] Pièce PHL-94, chapitre IV, division 7, article 83.

[1179] Pièce PHL-94, à la division 8 du chapitre IV, l'article 84 à 84/4 énonce les prescriptions relatives à la demande de crédit d'impôt et de remboursement de TVA:

> "Toute personne inscrite au registre sera en droit de demander un crédit d'impôt du fait du calcul de la taxe au titre de l'article 82/3 pour chaque mois fiscal aux fins du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée conformément aux règles, procédures ou conditions prescrites par un Décret royal, ou de demander un remboursement au moment du dépôt d'une déclaration fiscale pour le mois fiscal au titre de l'article 83 ou 83/1, sauf dans les cas où une déclaration fiscale supplémentaire sera déposée pour déclaration incomplète ou inexacte au titre de l'article 83/4, un remboursement pourra être demandé au moment du dépôt de ladite déclaration fiscale supplémentaire."

[1180] Pièce THA-89.

[1181] Pièce PHL-94, chapitre IV, division 10, article 86/4:

> "Sous réserve de l'article 86/5 et 86/6, une facture fiscale contiendra au moins les détails ci-après:
> 1) les termes "facture fiscale", bien en vue,
> 2) le nom, l'adresse et le numéro d'identification du contribuable, le numéro d'inscription au registre de la personne établissant une facture fiscale, ...
> 3) le nom, l'adresse de l'acheteur des marchandises et du bénéficiaire des services,
> 4) le numéro de la facture fiscale et du carnet de factures, s'il y a lieu,
> 5) le nom, le type, la catégorie, la quantité et la valeur des marchandises et des services, cette dernière devant apparaître de manière bien séparée,
> 7) la date d'émission de la facture fiscale,
> 8) tout autre renseignement spécifié par le Directeur général."

La division 10 du Code des impôts de la Thaïlande indique, à l'article 86/5, que le Directeur général peut "modifier les renseignements à fournir en ce qui concerne [les factures fiscales pour le tabac importé]" et, à l'article 86/6, que le Directeur général peut autoriser les personnes inscrites au registre de la TVA qui vendent au détail et ont un grand nombre de clients à ne déposer qu'une facture fiscale abrégée.

[1182] Pièce PHL-94, chapitre IV, division 10, article 86.

[1183] Pièce PHL-94, chapitre IV, division 11, article 87.

[1184] Pièce PHL-94, chapitre IV, division 11, article 87/1.

tout ce qui est nécessaire pour procéder à l'examen des divers documents pertinents" et de "saisir ces documents pour examen".[1185]

7.656 En cas de non-respect des dispositions du chapitre IV du Code des impôts de la Thaïlande, les personnes inscrites au registre de la TVA sont passibles d'amendes, de sanctions pénales, de surtaxes et/ou d'un refus de crédit de TVA.[1186]

7.657 Sauf si elles ont été spécifiquement exemptées en vertu de la loi thaïlandaise pertinente, les entreprises qui vendent une marchandise, *quelle qu'elle soit*, soumise à la TVA sont tenues de respecter les prescriptions administratives liées à la TVA.

7.658 Ni l'une ni l'autre des parties ne conteste que la mesure en cause – le chapitre IV du Code de des impôts de la Thaïlande – est "une loi, un règlement ou une prescription" au sens de l'article III:4.

4. Analyse du produit similaire

a) Principaux arguments des parties

7.659 Les **Philippines** estiment que la distinction établie par la Thaïlande en ce qui concerne les prescriptions administratives liées à la TVA est uniquement fondée sur l'origine des cigarettes.[1187] Les Philippines invoquent le principe établi dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* d'après lequel, dans les cas où la législation nationale établit entre les produits des distinctions qui sont uniquement fondées sur l'origine nationale, il n'appartient pas aux plaignants de comparer les produits spécifiques ou d'examiner les critères pertinents pour déterminer la similarité.[1188] Les Philippines notent que la distinction est manifeste à l'article 2 de l'Ordonnance du Département des impôts où il est fait expressément référence au tabac et aux cigarettes importés[1189] et à l'article 7 de l'Ordonnance qui mentionne les cigarettes "de l'opérateur industriel des tabacs qui est un organisme d'État".[1190]

7.660 La **Thaïlande** n'a avancé aucun contre-argument à cet égard.

[1185] Pièce PHL-94, l'article 88 à 88/6 de la division 12 du chapitre IV énumère les pouvoirs du fonctionnaire des impôts. La liste inclut le pouvoir d'effectuer des vérifications fiscales périodiques s'il existe des doutes quant à l'exactitude des renseignements déclarés dans le formulaire Por.Por.30.

[1186] Pièce PHL-94, chapitre IV, divisions 13 et 14, articles 89 à 90/5.

[1187] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 544.

[1188] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 543 et 550, citant le rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.168.

[1189] Ordonnance du Département des impôts n° Por 85/2542 relative au calcul de la base d'imposition pour l'importation et la vente de tabac en fonction de sa catégorie et de son type tel que prescrit par le Directeur général et approuvé par le Ministère conformément à l'article 79/5 du Code des impôts et relative à la préparation de la facture fiscale en cas de vente de tabac conformément à l'article 86/5/2) du Code des impôts. L'article 2 de l'Ordonnance du Département des impôts dispose ce qui suit:

> "Si l'opérateur inscrit au registre a vendu du tabac importé de l'étranger à un acheteur, qu'il s'agisse ou non de l'opérateur inscrit au registre qui importe le tabac lui-même, de l'opérateur inscrit au registre qui achète ledit tabac à l'importateur ou des vendeurs à chaque niveau, la base d'imposition de la taxe sur la valeur ajoutée sera calculée."

[1190] D'après l'article n° 7 de l'Ordonnance du Département des impôts:

> "L'opérateur inscrit au registre qui achète des cigarettes et reçoit une facture fiscale de l'opérateur industriel des tabacs qui est une un organisme d'État conformément à l'article n° 6 sera, quand il vend les cigarettes, exempté de la taxe sur la valeur ajoutée conformément à l'article 81 1) v) du Code des impôts. De même, il ne sera pas tenu d'établir de facture fiscale et n'aura aucun droit de recouvrer la taxe sur la valeur ajoutée auprès de l'acheteur desdites cigarettes."

b) Analyse du Groupe spécial

7.661 Comme l'indiquent les Philippines, il a été constaté dans le cadre de différends antérieurs que des produits qui ne se distinguaient que par leur origine étaient des produits "similaires" au sens de l'article III:4.[1191] Comme nous l'avons conclu ci-dessus[1192], les mesures thaïlandaises en cause établissent bien une distinction entre les cigarettes en fonction de leur origine. À la lumière de cette considération et en l'absence de tout contre-argument de la Thaïlande, le Groupe spécial conclut que les cigarettes importées et les cigarettes nationales sont des produits similaires.

7.662 En outre, nous rappelons également notre constatation ci-dessus selon laquelle les cigarettes *Marlboro* et *L&M* en cause sont similaires aux cigarettes nationales dans les mêmes segments de prix au titre de la première phrase de l'article III:2 du GATT. L'Organe d'appel a précisé que la portée du terme "similaire" figurant à l'article III:4 était plus vaste que celle du même terme dans la première phrase de l'article III:2.[1193] En conséquence, dans la mesure où il est constaté que les produits importés et les produits nationaux comparés sont "similaires" au sens de la première phrase de l'article III:2, ils peuvent également être considérés comme satisfaisant à la prescription relative à la similarité de l'article III:4. Nous constatons donc que les *Marlboro* et les *L&M* sont des cigarettes "similaires" aux cigarettes nationales au sens de l'article III:4.

5. "Affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation des cigarettes importées"

a) Principaux arguments des parties

7.663 Les **Philippines** font référence à la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – FSC (article 21:5)* selon laquelle le terme "affectant" doit être interprété de manière à avoir un "vaste champ d'application" et à la constatation du Groupe spécial *Inde – Automobiles* selon laquelle le terme "affectant" s'applique à toute loi ou tout règlement "susceptible d'altérer les conditions de la concurrence entre les produits nationaux et les produits importés".[1194] La **Thaïlande** n'a pas réfuté l'argument des Philippines à cet égard.

b) Analyse du Groupe spécial

7.664 Le deuxième élément relevant de l'article III:4 concerne la question de savoir si les prescriptions relatives à la TVA imposées aux cigarettes importées qui sont des lois, des règlements ou des prescriptions aux termes de l'article III:4 "affect[ent] la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation" des cigarettes importées. Nous rappelons que le mot "affectant" est entendu comme signifiant "qui [a] un effet sur, ce qui indique un vaste champ d'application".[1195] L'Organe d'appel a également affirmé que "le mot "affectant" aid[ait] à définir les types de mesures qui d[evai]ent être conformes à l'obligation de ne pas soumettre les produits importés similaires à un "traitement moins favorable", qui [étai]t énoncé dans l'article III:4. Le mot "affectant" ... n'impos[ait] pas, en [lui]-même, une obligation ...".[1196] Le Groupe spécial chargé de

[1191] Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial *Canada –Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 6.164; le rapport du Groupe spécial *Chine – Publications et produits audiovisuels*, paragraphe 7.1446.

[1192] Voir la section VII.D.3 ci-dessus.

[1193] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 99.

[1194] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 551, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5)*, paragraphe 210, et au rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.196; deuxième communication écrite, paragraphes 477 à 479, faisant référence au rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.196.

[1195] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 220.

[1196] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphes 208 à 210.

l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes* a également constaté qu'une vignette fiscale imposée sur la vente des cigarettes importées était une mesure affectant la vente des cigarettes.[1197]

7.665 À la lumière de l'interprétation du mot "affectant" donnée par l'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs et en l'absence de la moindre objection de la Thaïlande, nous constatons que les règlements thaïlandais en cause, qui concernent les prescriptions administratives liées à la TVA, peuvent être considérés comme affectant la vente intérieure de cigarettes importées au sens de l'article III:4.

6. "Traitement moins favorable"

7.666 S'agissant de la prescription concernant le "traitement moins favorable" de l'article III:4, l'Organe d'appel affirme ce qui suit:

> "Une différence formelle de traitement entre les produits importés et les produits nationaux similaires n'est donc ni nécessaire, ni suffisante pour démontrer qu'il y a violation de l'article III:4. La question de savoir si les produits importés sont soumis ou non à un traitement "moins favorable" que les produits nationaux similaires devrait plutôt être appréciée en se demandant si une mesure modifie les *conditions de concurrence* au détriment des produits importés sur le marché en question."[1198]

7.667 Pour étudier la question de savoir si les cigarettes importées sont soumises à un traitement moins favorable que les cigarettes nationales similaires, nous allons donc examiner les trois questions suivantes: i) celle de savoir si les règlements thaïlandais en cause imposent une charge administrative supplémentaire aux revendeurs de cigarettes importées; ii) celle de savoir si cette charge supplémentaire alléguée, à condition que l'existence en soit constatée, a une quelconque incidence négative sur les conditions de concurrence pour les cigarettes importées sur le marché thaïlandais; et iii) celle de savoir si la Thaïlande a démontré que cette modification alléguée des conditions de concurrence pouvait néanmoins se justifier au regard de l'article III:4.

a) Question de savoir si une charge administrative additionnelle est imposée aux revendeurs de cigarettes importées

i) Principaux arguments des parties

7.668 Les parties ne sont pas d'accord quant à l'existence d'une charge administrative additionnelle alléguée imposée aux revendeurs de cigarettes importées. Les **Philippines** font valoir que la Thaïlande viole l'article III:4 au motif que seuls les revendeurs de cigarettes importées sont assujettis aux prescriptions administratives liées à la TVA.[1199] La **Thaïlande** estime que les Philippines ne prennent pas en considération le fait que les grossistes et les détaillants de cigarettes importées et de cigarettes nationales sont tous soumis à un traitement équivalent. De l'avis de la Thaïlande, les différences minimes de traitement qui existent dans la législation thaïlandaise n'équivalent pas à un traitement inégal.[1200] La Thaïlande fait en outre valoir que les Philippines n'ont pas fourni le moindre élément de preuve réel de l'existence des formulaires ou des relevés qu'il est prescrit aux vendeurs de cigarettes importées de tenir à jour, hormis des déclarations de juristes décrivant les prescriptions

---

[1197] Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphes 7.170 et 7.171.

[1198] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 137.

[1199] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 553 et 555; réponse des Philippines à la question n° 59 du Groupe spécial; deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 101.

[1200] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 250 et 251; deuxième communication écrite, paragraphe 169.

administratives de la loi thaïlandaise.[1201] De l'avis de la Thaïlande, en l'absence du moindre élément de preuve direct concernant les charges administratives dont l'existence est alléguée par les Philippines, le Groupe spécial ne peut évaluer si ces charges alléguées constituent un traitement moins favorable au titre de l'article III.4.[1202]

Formulaire de TVA Por.Por.30

7.669 Les **Philippines** font observer que l'article 81/2 du Code des impôts de la Thaïlande dispense les personnes inscrites au registre de la TVA de se conformer à *toutes* les obligations administratives liées à la TVA pour ce qui est des reventes de marchandises et de services exemptés de TVA, et soulignent que seules les ventes de cigarettes importées sont soumises à l'obligation de dépôt du formulaire Por.Por.30.[1203] Les revendeurs sont dispensés de la charge de remplir et de déposer ledit formulaire s'ils ne font le commerce que des cigarettes nationales. Même si un fournisseur fait le commerce à la fois des cigarettes importées et des cigarettes nationales, il ne déclare pas les ventes de cigarettes nationales sur le formulaire Por.Por.30.[1204] Pour étayer leur position, les Philippines ont présenté le témoignage d'un spécialiste de la législation thaïlandaise[1205] et une décision du DG des impôts de 2002 relative à l'obligation de dépôt du formulaire Por.Por.30.[1206] La déclaration Por.Por.30 est d'autant plus contraignante qu'il faut remplir un formulaire pour chaque site d'activité.

7.670 La **Thaïlande** explique que l'obligation légale de dépôt du formulaire Por.Por.30 découle du paragraphe 1 de l'article 83 du Code des impôts de la Thaïlande et de la Notification n°65 concernant la prescription relative au formulaire de TVA, datée du 22 novembre B.E. 2538 (1995) ("Notification n° 65").[1207] Elle fait valoir que, conformément aux instructions accompagnant le formulaire Por.Por.30, toutes les personnes inscrites au registre de la TVA (c'est-à-dire les entités dont les ventes se chiffrent à plus de 1,8 million de baht) sont tenues de déposer le formulaire Por.Por.30.[1208]

7.671 La Thaïlande fait en outre observer que les ventes de cigarettes tant importées que nationales doivent figurer sur le formulaire Por.Por.30 – les ventes de cigarettes nationales (comme toutes les autres marchandises exemptées de TVA) à la fois à la ligne 1 ("montant des ventes du mois") et à la ligne 3 ("ventes exemptées"), et celles de cigarettes importées à la ligne 1 uniquement.[1209] Elle a également présenté un extrait du manuel concernant le Code des impôts de la Thaïlande ainsi qu'une décision de 1995 du DG des impôts pour étayer sa position.[1210] En conséquence, la charge associée au respect de l'obligation de dépôt du formulaire Por.Por.30 est très similaire pour les revendeurs de cigarettes importées et pour les revendeurs de cigarettes nationales.[1211] Á titre d'exemple, la Thaïlande a présenté des spécimens du formulaire Por.Por.30 déposés par le TTM et par un magasin

[1201] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 65.
[1202] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 176.
[1203] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 525; réponse à la question n° 59 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 467 et 468; deuxième déclaration orale, paragraphe 102.
[1204] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 554 et 555; deuxième déclaration orale, paragraphe 102.
[1205] Pièces PHL-207 et PHL-254.
[1206] Pièce PHL-253.
[1207] Réponse de la Thaïlande à la question n° 142 1) du Groupe spécial; pièce PHL-94. Le paragraphe 1 de l'article 83 du Code des impôts de la Thaïlande prévoit qu'"une personne inscrite au registre de la TVA fait sa déclaration d'impôts en utilisant le formulaire prescrit par le Directeur général". La Thaïlande fait observer que, en vertu de ce pouvoir, le Directeur général publie la Notification susmentionnée.
[1208] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 66; réponse aux questions n° 62 et 142 du Groupe spécial.
[1209] Réponse de la Thaïlande à la question n° 51 du Groupe spécial.
[1210] Réponse de la Thaïlande à la question n° 142 1) du Groupe spécial; pièce THA-95, paragraphe 1.
[1211] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 66.

de proximité qui vend à la fois des cigarettes importées et des cigarettes nationales ainsi que d'autres produits.[1212] De l'avis de la Thaïlande, ces formulaires indiquent les montants tant des ventes soumises à la TVA que de celles qui sont exemptées de TVA. À la suite de la présentation par les Philippines de la décision de 2002 du DG des impôts[1213], la Thaïlande explique que, s'agissant de certains services d'assistance, la décision affirmait, à juste titre, que les recettes provenant de ces services étaient exemptées de TVA et n'étaient par conséquent pas prises en compte dans le calcul de la TVA que devait acquitter la société. Toutefois, la décision n'ajoute *pas* que ces ventes exemptées de TVA ne doivent pas être déclarées comme ventes exemptées de TVA à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30. De fait, la partie de la décision intitulée "Décision" ne mentionne aucunement le formulaire Por.Por.30. La Thaïlande ne comprend donc pas comment on peut interpréter cette décision comme étayant l'affirmation selon laquelle les ventes exemptées de TVA ne doivent pas être indiquées à la ligne du formulaire Por.Por.30 prévue pour les "ventes exemptées".[1214]

Factures fiscales et autres prescriptions en matière de tenue de registres

7.672 Les **Philippines** estiment que les personnes inscrites au registre de la TVA qui revendent des cigarettes importées sont tenues d'établir et de conserver une facture fiscale détaillée ainsi qu'une copie de cette dernière pour chaque revente. Conformément à l'article 3 1) de l'Ordonnance du Département des impôts n° Por 85/2542, la facture fiscale qui doit être établie lors de la revente de tabac importé est *encore plus détaillée* que la facture type prévue à la division 10 du chapitre IV du Code des impôts de la Thaïlande.[1215] La plus grande complexité tient à l'utilisation du MRSP comme base d'imposition de la TVA applicable aux cigarettes importées au titre de l'article 79/5 du Code des impôts de la Thaïlande.[1216] En premier lieu, des renseignements supplémentaires sont requis pour calculer le MRSP. Par conséquent, la charge administrative est plus lourde pour le revendeur de cigarettes importées que pour les revendeurs de cigarettes nationales.

7.673 La **Thaïlande** répond que les procédures applicables en matière de déclaration aux revendeurs de cigarettes nationales sont analogues à celles auxquelles doivent se conformer les revendeurs de cigarettes importées. Les revendeurs de cigarettes nationales doivent fournir à l'acheteur un récépissé.[1217] Les revendeurs de cigarettes importées doivent fournir à l'acheteur un récépissé *et* une facture fiscale (toutes les personnes inscrites au registre de la TVA sont tenues de le faire) qui peuvent néanmoins figurer l'un et l'autre sur le même formulaire.[1218] En outre, d'après l'Instruction du Département des impôts n° Paw.86/2542[1219], les récépissés des ventes peuvent servir de factures fiscales, ce qui évite le chevauchement des prescriptions des lois comptables et du Code des impôts. La Thaïlande considère donc que les revendeurs de cigarettes nationales et les revendeurs de cigarettes importées sont soumis a une charge administrative similaire s'agissant des factures fiscales.[1220]

[1212] Pièce THA-89.
[1213] Pièce PHL-253.
[1214] Réponse de la Thaïlande à la question n°142 2) du Groupe spécial.
[1215] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 474; pièce PHL-95.
[1216] Pièce PHL-207, page 4.
[1217] Pièce PHL-94, article 105, 105*bis* et 105*ter*.
[1218] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 251, faisant référence à la pièce PHL-94, articles 86/5 2), 105, 105*bis*, 105*ter*, et à la pièce PHL-95.
[1219] Pièce THA-90. La clause 6 de l'Instruction du Département n° Paw.86/2542 dit ce qui suit: "Au titre de la clause 4, la personne inscrite au registre de la TVA pourra établir des factures fiscales avec d'autres documents commerciaux tels que des récépissés, des factures ou des avis de débit, lesquels comprennent de nombreux documents du même type."
[1220] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 67.

Déclarations de revenu, relevés des entrées/sorties, relevés des marchandises et des matières premières, autres relevés ainsi que livres et registres tenus à des fins comptables

7.674 Les **Philippines** s'en remettent à l'avis d'un expert pour faire valoir que les revendeurs individuels de cigarettes nationales sont exemptés de l'impôt sur le revenu.[1221] Elles sont d'avis que les recettes provenant de ces ventes ne sont pas considérées comme des "revenus imposables" au titre de la Déclaration ministérielle n°126.[1222] En conséquence, les revendeurs de cigarettes nationales ne doivent pas remplir et conserver des relevés des recettes/dépenses ni tenir de livres et de registres à des fins comptables.[1223] Si le Groupe spécial ne constate pas l'existence de l'exemption de l'impôt sur le revenu, l'argument subsidiaire des Philippines est que les documents exigés des revendeurs de cigarettes importées (taxe en amont/aval, matières premières) sont plus "contraignants" que les relevés des recettes/dépenses exigés des revendeurs de cigarettes importées.[1224]

7.675 Les Philippines soulignent que les revendeurs de cigarettes importées qui sont assujettis à la TVA doivent tenir des livres et des registres à des fins de vérification concernant la TVA, ainsi que des relevés de la taxe en amont/en aval.[1225] Comme nous l'avons indiqué plus haut, les revendeurs de cigarettes nationales sont exemptés de cette obligation. Les Philippines en concluent donc qu'une charge administrative plus lourde est imposée aux revendeurs de cigarettes importées.

7.676 La **Thaïlande** estime que nul ne peut être exempté de l'obligation de remplir les déclarations de la taxe en amont/en aval.[1226] Elle insiste sur le fait que les déclarations exigées des revendeurs de cigarettes importées sont "quasiment identiques"[1227] aux relevés des recettes/dépenses que les revendeurs de cigarettes nationales sont tenus de fournir en application de l'article 17 1) du Code des impôts[1228] et de la Notification du DG des impôts n° 161 concernant l'impôt sur le revenu. La seule

---

[1221] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 104; observations sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 2 des Philippines.

[1222] Pièce PHL-254, page 3; pièce PHL-94. Les Philippines affirment que les recettes provenant de la vente des cigarettes nationales ne sont pas "imposables" en vertu de l'article 42 17) du Code des impôts de la Thaïlande, qui est ainsi libellé:

> "Article 42. Les revenus imposables décrits ci-après seront exclus du calcul de l'impôt sur le revenu: 17) les revenus exemptés tels que spécifiés dans des Règlements ministériels (voir les Règlements ministériels n° 126, 230 et 254)."
>
> L'article 2 19) du Règlement ministériel n° 126 dispose ce qui suit:
>
> "Clause 2. Les revenus ci-après seront des revenus relevant de l'alinéa 17) de l'article 42 du Code des impôts tel que modifié par la Loi portant modification du Code des impôts (n° 10) B.E. 2496: 19) les revenus provenant de la vente des produits du tabac sur lesquels le Monopole thaïlandais des tabacs a payé des taxes à tous les stades des ventes au titre de l'article 48*bis* du Code des impôts."

[1223] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 525, faisant référence à la pièce PHL-94, article 87.

[1224] Pièce PHL-182, note de bas de page 2.

[1225] Pièce PHL-182, paragraphe 15.1. De l'avis des Philippines:

> "[p]arce que la revente par les vendeurs ultérieurs de cigarettes achetées au Monopole thaïlandais des tabacs (TTM) est exemptée de TVA (article 81 v) du Code des impôts, conjointement avec l'article 3 1) du Décret royal n° 239), ces vendeurs ne sont pas visés par les dispositions relatives à la TVA. Ces vendeurs sont uniquement tenus de respecter les prescriptions en matière de déclaration et de tenue de livres s'ils vendent des marchandises autres que des cigarettes nationales."

[1226] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 175.

[1227] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 175.

[1228] Pièce PHL-94. L'article 17 1) établit que les différents vendeurs doivent tenir des relevés des recettes/dépenses:

> "Aux fins de l'administration des taxes et des droits: 1) le Directeur général, avec l'approbation du Ministre, aura le pouvoir de publier une ordonnance générale exigeant que

différence tient au fait que les déclarations de la taxe en amont/en aval doivent inclure le montant de la TVA due par la personne inscrite au registre et le numéro de la facture fiscale.[1229]

7.677 S'agissant des livres et des registres qui doivent être tenus à des fins de comptabilité et de vérification, la Thaïlande allègue qu'ils sont identiques, que l'on soit assujetti à la TVA ou à l'impôt sur le revenu. Dans l'un et l'autre cas, ces livres et ces registres sont les journaux des ventes et les livres de comptes, les relevés des achats et d'autres documents comptables habituellement tenus par la plupart des entreprises commerciales dans la plupart des pays qui appliquent les principes comptables généralement reconnus.[1230] De plus, la Thaïlande souligne que de nombreuses entreprises utilisent des logiciels qui établissent automatiquement leurs déclarations de revenus et de TVA et peuvent également produire les relevés et livres s'y rapportant.[1231] En tout état de cause, la Thaïlande considère que les Philippines n'ont pas démontré comment les livres et les registres que doivent respectivement tenir les revendeurs de cigarettes importées et ceux de cigarettes nationales diffèrent. Par conséquent, aucun élément de preuve n'a été présenté pour montrer qu'une charge administrative plus importante est imposée aux revendeurs de cigarettes importées.

Préparation et conservation des documents à des fins de vérification

7.678 Les **Philippines** font valoir que les personnes inscrites au registre de la TVA qui revendent des cigarettes importées sont assujetties à une obligation en matière de vérification à laquelle ne sont pas assujettis les revendeurs de cigarettes nationales.[1232]

7.679 En comparant les prescriptions en matière de déclaration qui s'appliquent aux cigarettes nationales et celles qui s'appliquent aux cigarettes importées, la **Thaïlande** estime que les deux obligations sont les mêmes: "les vendeurs sont soumis à la vérification".[1233]

Conséquences du non-respect des prescriptions administratives

7.680 Les **Philippines** soutiennent que, si les revendeurs de cigarettes importées ne respectent pas les prescriptions administratives susmentionnées[1234], ils sont passibles de pénalités sévères, d'amendes et de surtaxes.[1235] De même, le fait de ne pas demander un crédit de TVA au moment du dépôt du formulaire Por.Por.30 entraîne des obligations additionnelles pour les revendeurs de cigarettes importées, à savoir le dépôt d'un formulaire supplémentaire. Par contre, les revendeurs de cigarettes nationales sont exemptés de telles pénalités, amendes et surtaxes parce qu'ils ne sont pas assujettis à la TVA. Le risque de sanction associé aux prescriptions administratives liées à la TVA est une charge qui n'est imposée qu'aux revendeurs de cigarettes importées.[1236]

7.681 De l'avis de la **Thaïlande**, il n'apparaît pas clairement pourquoi une différence des sanctions dont sont passibles les personnes inscrites au registre de la TVA et celles qui ne le sont pas constituerait une imposition supérieure au sens de l'article III:4 et donnerait donc lieu à une violation de cet article. La Thaïlande fait valoir que les pénalités imposées pour non-respect des prescriptions administratives liées à la TVA ne peuvent être qualifiées de "taxes ou autres impositions intérieures"

---

ces personnes tiennent des livres de comptes spéciaux et y consignent les données requises. Cette ordonnance sera publiée au Journal officiel."

[1229] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 175.

[1230] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 175.

[1231] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 175.

[1232] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 467; observations sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 2 des Philippines; pièce PHL-94.

[1233] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 251.

[1234] Paragraphes 7.669 à 7.679.

[1235] Réponse des Philippines à la question n° 59 du Groupe spécial.

[1236] Réponse des Philippines à la question n° 59 du Groupe spécial.

au sens de l'article III:2, parce qu'il ne s'agit que de sanctions administratives.[1237] En outre, la Thaïlande soutient que ces sanctions sont appliquées à toutes les personnes inscrites au registre de la TVA, et pas uniquement aux revendeurs de cigarettes importées.[1238]

7.682 Dans le même ordre d'idées, la Thaïlande explique que les pénalités sont à la fois graduelles (plus on paie tard, plus le montant en est élevé) et souples (une réduction des amendes ou une dérogation peut être accordée par le Directeur général avec l'approbation du Ministre des finances).[1239]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.683 Dans la présente section, nous devons déterminer si les prescriptions de la Thaïlande liées à la TVA imposent une charge administrative additionnelle aux revendeurs de cigarettes importées par rapport aux revendeurs de cigarettes nationales. Nous allons examiner si chacune des prescriptions administratives que les parties mentionnent comme étant pertinentes pour les ventes de cigarettes impose, séparément et/ou dans leur ensemble, une charge administrative additionnelle aux revendeurs de cigarettes importées.

Formulaire de TVA Por.Por.30

7.684 Le litige principal entre les parties au sujet des prescriptions administratives relatives au dépôt d'un formulaire de déclaration de TVA (formulaire Por.Por.30) a trait à la portée des activités commerciales soumises à l'obligation de présenter le formulaire et à la question de savoir si les ventes de cigarettes nationales doivent être indiquées sur ce formulaire. Étant donné que cette question concerne des obligations découlant de la législation intérieure de la Thaïlande, la Thaïlande devrait normalement être à même d'en expliquer la nature.[1240] Mais, dans la mesure où les parties ne sont pas d'accord sur l'interprétation des dispositions pertinentes, il nous faut examiner la question en cause de manière objective sur la base du texte de la ou des disposition(s) concernée(s) ainsi que des éléments de preuve dont nous sommes saisis.[1241]

7.685 Comme l'a expliqué la Thaïlande, le paragraphe 1 de l'article 83 de son Code des impôts, lu conjointement avec la Notification n° 65, constitue le fondement juridique qui donne lieu à l'obligation de dépôt d'un formulaire Por.Por.30. Le paragraphe 1 de l'article 83 dispose ce qui suit:

[1237] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 174.

[1238] Réponse de la Thaïlande à la question n° 139 du Groupe spécial.

[1239] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 175. Pièce PHL-94, article 89, paragraphe 2.

[1240] Rapport du Groupe spécial *CE – Marques et indications géographiques (Australie)*, paragraphe 7.106; le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Article 301, Loi sur le commerce extérieur*, paragraphes 7.17 à 7.20 dit ce qui suit: "Il s'ensuit que lorsque nous établissons des constatations de fait concernant le sens des articles 301 à 310 [de la Loi sur le commerce extérieur des États-Unis], nous ne sommes pas tenus d'accepter l'interprétation proposée par les États-Unis. Cela étant dit, n'importe quel Membre peut légitimement s'attendre à ce que ses vues sur le sens de sa propre loi soient traitées avec beaucoup d'égards."

[1241] Article 11 du Mémorandum d'accord. Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphes 110 à 115; comme l'a relevé le Groupe spécial chargé de l'affaire *Colombie – Bureaux d'entrée* (au paragraphe 7.93):

> "Pour procéder à une "évaluation objective" de la législation nationale, un groupe spécial devrait commencer son analyse en examinant les termes mêmes de la loi. Cet examen devrait aussi comprendre une lecture des dispositions dans le contexte approprié. Un groupe spécial n'est cependant pas tenu de limiter son examen uniquement au texte ou au libellé de la norme examinée. L'analyse d'un groupe spécial devrait être complétée, chaque fois que cela est nécessaire, par des sources additionnelles, qui peuvent inclure des éléments de preuve de l'application constante de cette législation, les arrêts des tribunaux nationaux concernant le sens de cette législation, les opinions des experts juridiques et les écrits de spécialistes reconnus."

> "*Toute personne inscrite au registre* déposera une déclaration d'impôt sous la forme prescrite par le Directeur général pour chaque mois fiscal et acquittera la taxe, s'il y a lieu, au même moment, qu'elle ait ou non vendu des marchandises ou fourni des services au cours dudit mois fiscal."[1242]

7.686 Le texte du paragraphe 1 de l'article 83 indique clairement que "toute personne inscrite au registre [de la TVA]" a l'obligation de déposer une déclaration fiscale en se servant du formulaire Por.Por.30. Nous ne voyons aucune formulation dans la disposition qui limite l'obligation à certains types de marchandises ou d'activités commerciales. Par conséquent, l'obligation de dépôt d'une déclaration s'applique à toutes les personnes inscrites au registre de la TVA, quel que soit le type de marchandises vendues et/ou de services fournis.

7.687 "Personne inscrite au registre", d'après la définition de l'article 77/1 6), s'entend d'"un fournisseur qui a fait l'objet d'une inscription aux fins de la taxe sur la valeur ajoutée au titre de l'article 85 ou 85/1 ou d'une inscription temporaire aux fins de la taxe sur la valeur ajoutée au titre de l'article 85/3". L'article 85 de la division 9 (Inscription au registre de la taxe sur la valeur ajoutée) dit ce qui suit:

> "Article 85. Un fournisseur qui est sur le point de démarrer une activité de vente de marchandises ou de fourniture de services déposera une demande d'inscription au registre de la taxe sur la valeur ajoutée avant la date de début de l'activité."

7.688 Par conséquent, tout fournisseur qui souhaite démarrer une activité de vente de marchandises est tenu de demander son inscription au registre de la TVA conformément à l'article 85, quel que soit le type de marchandises dont il fait le commerce. À cet égard, l'article 81/2 prévoit toutefois ce qui suit:

> "Article 81/2. Si une activité commerciale est exemptée de la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dispositions de la présente division ou de toute autre loi, le fournisseur exerçant cette activité est dispensé de se conformer aux dispositions du *présent chapitre*, ..." (pas d'italique dans l'original)

7.689 L'article 81/2 prévoit donc pour les activités commerciales exemptées de TVA[1243] au titre de la division 5 une exemption totale des obligations prévues au chapitre IV (Taxe sur la valeur ajoutée) du Code des impôts de la Thaïlande. Compte tenu du libellé "dispensé de se conformer aux dispositions du présent chapitre", nous considérons que la portée de l'exemption prévue dans la section 81/2 s'étend à toutes les obligations énoncées au chapitre IV, y compris celle de demander l'inscription au registre de la TVA avant la date de début de l'activité conformément à l'article 85. Par conséquent, si une activité commerciale est admise à bénéficier de l'exemption de TVA au titre de la division 5, cette entreprise est également exemptée de l'obligation de s'inscrire au registre de la TVA avant de démarrer son activité.

7.690 À cet égard, nous rappelons que certaines activités commerciales, y compris celles des revendeurs de cigarettes nationales, sont exemptées de TVA au titre de la division 5 du Code des impôts de la Thaïlande. Les dispositions susmentionnées du Code des impôts, lues conjointement, indiquent qu'un fournisseur auquel s'applique l'exemption de TVA prévue à l'article 81 sera dispensé de l'obligation de demander l'inscription au registre de la TVA avant de démarrer son activité s'il

---

[1242] Pièce PHL-94, article 83 (pas d'italique dans l'original, note de bas de page de l'original omise).

[1243] Les activités commerciales exemptées de TVA au titre de la division 5 se classent dans deux catégories – i) les transactions spécifiques et l'importation de certaines marchandises ainsi que l'exportation de certaines marchandises et la fourniture de services énumérés à l'article 81; et ii) les petites entreprises (c'est-à-dire les entreprises dont les ventes sont inférieures à 1,8 millions de baht) conformément à l'article 81/1.

décide de ne faire le commerce que des marchandises et/ou des services exemptés de TVA, à l'exclusion de tous autres marchandises et/ou services soumis à la TVA. À notre avis, cependant, dès lors qu'un fournisseur s'inscrit au registre de la TVA conformément à l'article 85 du Code des impôts de la Thaïlande, l'obligation que lui impose l'article 83 de faire une déclaration de TVA en se servant d'un formulaire Por.Por.30 subsiste, quelles que soient les marchandises dont fait le commerce et/ou les services que fournit par la suite le fournisseur, à moins que celui-ci puisse être admis à être rayé du registre de la TVA conformément à l'article 85/10 3).

7.691 En gardant à l'esprit l'interprétation ci-dessus des dispositions pertinentes du Code des impôts de la Thaïlande, nous allons maintenant examiner les arguments spécifiques des parties concernant le formulaire Por.Por.30.

7.692 Les Philippines ont adopté la position selon laquelle les ventes de cigarettes nationales ne doivent pas être indiquées sur le formulaire Por.Por.30 parce qu'elles sont exemptées de TVA.[1244] La Thaïlande insiste sur le fait que, exemptées ou non de TVA, les ventes de cigarettes tant importées que nationales doivent être indiquées sur le formulaire Por.Por.30.

7.693 Notre examen du Code des impôts de la Thaïlande montre qu'au titre du paragraphe 1 de l'article 83 l'obligation de dépôt d'un formulaire Por.Por.30 est subordonnée au statut de fournisseur inscrit au registre de la TVA, et non au type particulier de marchandises. La partie introductive des "instructions fournies pour remplir et déposer un formulaire Por.Por.30" qui sont jointes au formulaire Por.Por.30 confirme également cette interprétation. Il y est dit que "[l]es personnes tenues de déposer un formulaire Por.Por.30 – le Por.Por.30 est une déclaration fiscale permettant de fournir des renseignements sur une base mensuelle, destinée à la *personne inscrite au registre de la TVA* qui est assujettie à l'obligation de calcul de la taxe en compensant la taxe en aval par la taxe en amont pour un mois donné, quel que soit le statut de la personne inscrite au registre, qu'il s'agisse d'une personne physique, d'un groupe de personnes, ...".[1245]

7.694 Il se pourrait donc effectivement que survienne une situation dans laquelle un fournisseur donné décide de ne démarrer une activité commerciale que pour des cigarettes nationales ou pour d'autres marchandises et/ou services exemptés de TVA relevant de l'article 81. Dans un tel cas, nous considérons que l'article 81/2 dispense ce fournisseur de l'obligation de demander son inscription au registre de la TVA et donc de l'obligation de déposer un formulaire Por.Por.30. Nous notons également que les ventes de cigarettes nationales ne sont pas visées non plus par l'article 81/3, une disposition qui donne aux fournisseurs exerçant des activités commerciales exemptées le droit de choisir de s'inscrire au registre et d'acquitter la TVA pour les activités exemptées.[1246] La position

[1244] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 472 et 475; pièce PHL-94. Les Philippines mentionnent tout d'abord l'article 81 1) v) et 81/2 du Code de des impôts de la Thaïlande associé à l'article 3 1) du Décret royal n° 239 pour expliquer que les revendeurs qui font exclusivement le commerce des cigarettes nationales sont exemptés de toutes les prescriptions administratives liées à la TVA. Elles citent en outre la déclaration d'un expert, M. Piphob Veraphong, datée du 17 juillet 2009 (pièce PHL-207, paragraphe 12) pour affirmer que les revendeurs qui font le commerce à la fois des cigarettes nationales et des cigarettes importées ne sont assujettis aux prescriptions administratives liées à la TVA que pour les produits importés. Les produits nationaux sont dispensés de toutes les prescriptions administratives liées à la TVA en vertu de l'article 81/2 du Code des impôts. Plus précisément, cet expert fait valoir que les cigarettes nationales ne relèvent pas de la rubrique "3. Vente exemptées" du formulaire Por.Por.30 parce que cette catégorie relève plutôt des produits exemptés au titre de l'article 79 du Code des impôts, lu conjointement avec la Notification du DG des impôts concernant la TVA (n° 40), qui ne mentionne pas les cigarettes nationales.

[1245] Pièce THA-42 (pas d'italique dans l'original).

[1246] L'article 81/3 dispose qu'"un fournisseur exerçant les activités commerciales exemptées ci-après pourra notifier au Directeur général sous la forme prescrite par ce dernier son intention de s'inscrire au registre de la taxe sur la valeur ajoutée et d'acquitter la taxe conformément au présent chapitre en calculant la taxe conformément à l'article 82/3: 1) vente des marchandises spécifiées à l'article 81 1) a) à f); 2) une petite activité

adoptée par la Thaïlande est que les cigarettes tant importées que nationales doivent être indiquées sur le formulaire Por.Por.30, mais elle n'a jamais parlé d'une situation dans laquelle un fournisseur ne vend que des cigarettes nationales. De même, les spécimens du formulaire Por.Por.30 remplis par les revendeurs qui vendent *à la fois* des cigarettes importées et des cigarettes nationales, et d'autres marchandises, comme indiqué par la Thaïlande dans la pièce THA-89, ne traitent pas de la situation où un revendeur qui ne vend que des cigarettes nationales est exempté même de l'obligation de demander l'inscription au registre de la TVA.[1247] À notre avis, étant donné que seuls les revendeurs de cigarettes nationales bénéficient d'une exemption de l'inscription au registre de la TVA et que, par conséquent, seuls ces revendeurs sont également dispensés de l'obligation relative au dépôt d'un formulaire Por.Por.30, les revendeurs de cigarettes importées sont soumis à une charge administrative additionnelle.

7.695 Nous allons maintenant traiter la question de savoir si un fournisseur doit déclarer les recettes provenant des ventes de cigarettes nationales sur le formulaire Por.Por.30 dans les cas où il fait également le commerce des marchandises soumises à la TVA (par exemple des cigarettes importées). Il n'est pas contesté que le fournisseur qui fait le commerce à la fois des marchandises exemptées de TVA et des marchandises pour lesquelles la TVA doit être acquittée est tenu de s'enregistrer aux fins de la TVA au titre de l'article 85 et donc de s'inscrire au registre de la TVA. Ce faisant, le fournisseur est assujetti à l'obligation de dépôt d'un formulaire Por.Por.30. Les Philippines font valoir qu'un tel fournisseur ne doit déclarer sur le formulaire que la vente des marchandises soumises à la TVA, mais pas les marchandises exemptées de TVA telles que les cigarettes nationales. La Thaïlande ne souscrit pas à la position des Philippines et estime que la vente d'articles exemptés de TVA doit être indiquée à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30.

7.696 Le formulaire Por.Por.30 comprend, entre autres, les lignes suivantes:

1.	Montant des ventes du mois ou, dans le cas d'une déclaration additionnelle, 1.1) montant des ventes sous-déclaré, 1.2) montant des ventes déclaré en trop
2.	Moins les ventes soumises au taux de taxe de 0% (s'il y a lieu)
3.	Moins les ventes exemptées (s'il y a lieu)
4.	Montant des ventes imposables (1-2-3-)
5.	Taxe en aval du mois
6.	Montant des achats pour lesquels la taxe versée en amont peut être déduite de la taxe en aval lors du calcul de la taxe pour le mois ou 6.1) montant des achats sous-déclaré, 6.2) montant des achats déclaré en trop
7.	Taxe en amont du mois (d'après le montant de la facture des achats indiqué à la ligne 6)
8.	Taxe à acquitter pour le mois (si le montant indiqué à la ligne 5 est supérieur à celui indiqué à la ligne 7)
9.	Excédent de taxe à acquitter pour le mois (si le montant indiqué à la ligne 5 est supérieur à celui indiqué à la ligne 7)
10.	Paiement de l'excédent de taxe reporté du mois précédent
11.	Montant net de la taxe à acquitter (si le montant indiqué à la ligne 8 est supérieur à celui indiqué à la ligne 10)
12.	Montant net de l'excédent de taxe à acquitter (si le montant indiqué à la ligne 8 est supérieur à celui indiqué à la ligne 10) ou (si celui de la ligne 9 est supérieur à celui de la ligne 10)

commerciale précisée à l'article 81/1; et 3) d'autres activités commerciales désignées par un Décret royal [n° 241] ...". La vente de cigarettes nationales est exemptée de TVA au titre de l'article 81 1) v) pris conjointement avec le Décret royal n°239 et n'est donc pas visée par l'article 81/3. Voir aussi la pièce PHL-254, paragraphe 10.

[1247] Nous notons que des spécimens du formulaire Por.Por.30 ont été communiqués par la Thaïlande (pièce THA-89) et les Philippines (pièce PHL-181).

7.697 Nous observons pour commencer que la ligne 3 "Moins les ventes exemptées (s'il y a lieu)", lue à la lumière des instructions relatives au formulaire Por.Por.30 ainsi qu'il est aussi noté ci-dessus au paragraphe 7.693, ne nous permet pas de savoir quelles ventes exemptées doivent être indiquées. Autrement dit, même si nous interprétons la ligne 3 "Moins les ventes exemptées (s'il y a lieu)" comme exigeant que les ventes exemptées de TVA soient indiquées sur le formulaire Por.Por.30, nous ne voyons toujours pas *quelles* ventes exemptées doivent être indiquées. Les instructions figurant dans le formulaire Por.Por.30, en particulier la partie où il est dit qu'"un contribuable doit indiquer le montant des ventes exemptées [qui] ont été déclarées dans le compte de produits", ne précisent pas si la vente de cigarettes nationales relève de la catégorie des ventes qui doivent être déclarées à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30. Les spécimens du formulaire Por.Por.30 remplis par le TTM et les revendeurs qui vendent *à la fois* des cigarettes importées et des cigarettes nationales, ainsi que d'autres marchandises, ne permettent pas non plus de répondre à la question dont nous sommes saisis.[1248]

7.698 À cet égard, la Thaïlande s'appuie sur d'autres éléments de preuve pour démontrer que *toutes* les ventes exemptées doivent également être indiquées sur le formulaire Por.Por.30. Elle fournit tout d'abord un extrait d'un *Manuel relatif au Code des impôts* publié en 2006 pour expliquer que les ventes exemptées de TVA devraient généralement être déclarées, alors que les ventes "qui ne sont pas visées par la TVA" (par exemple la vente de marchandises ou la fourniture de services hors de la Thaïlande) ne doivent pas être déclarées sur le formulaire Por.Por.30.[1249] Le deuxième élément de preuve présenté par la Thaïlande est une décision de 1995 du DG des impôts qui dit qu'une entreprise fournissant des services d'agences de transport et de transport est "tenue d'inclure les recettes provenant du transport des marchandises, une activité exemptée de TVA, dans le chiffre d'affaires devant figurer au point 1 du formulaire Por.Por.30" et "d'énumérer ces recettes en tant que ventes exemptées au point 3 du formulaire Por.Por.30".[1250]

7.699 Les Philippines sont au contraire d'avis que les entreprises qui vendent des cigarettes nationales exemptées ne doivent *jamais* déclarer leurs ventes sur le formulaire Por.Por.30.[1251] Elles s'en remettent à l'avis de l'expert d'après lequel la vente de marchandises exemptées de TVA, par exemple de cigarettes importées, ne doit pas être déclarée à la ligne 3 du formulaire Por.Por.30 parce que les recettes provenant de cette vente ne figurent ni à la ligne 1 comme base d'imposition de la TVA dans les ventes du mois ni à la ligne 3 du formulaire qui est réservée au montant déductible de la base d'imposition. Elles ont également présenté une décision du DG des impôts publiée en 2000 qui indique que les revenus provenant de la fourniture de services exemptés de TVA ne doivent pas être compris dans les revenus pris en compte pour le calcul de la TVA.[1252]

7.700 S'agissant des deux décisions différentes rendues par le DG des impôts sur la question de savoir si les ventes exemptées de TVA doivent figurer sur le formulaire Por.Por.30, comme nous l'avons indiqué plus haut, les Philippines expliquent que cette différence existe en raison d'un changement de l'approche suivie par le DG des impôts en ce qui concerne l'obligation de remplir le

[1248] Pièces THA-89 et PHL-181. Nous ne jugeons pas pertinent un exemplaire du formulaire Por.Por.30 rempli par le TTM parce que, entre autres choses, le TTM est un fabricant national de cigarettes, et non un revendeur de cigarettes nationales. En tout état de cause, si le spécimen de formulaire Por.Por.30 rempli par le TTM montre que le TTM déclare certains montants correspondant à des ventes exemptées sur le formulaire, il n'indique pas que ces montants correspondent à la vente au détail de cigarettes nationales. Le spécimen de formulaire Por.Por.30 rempli par un revendeur de cigarettes nationales et d'autres marchandises n'indique pas non plus si les ventes exemptées indiquées sur le formulaire correspondent à la vente de cigarettes nationales ou à d'autres marchandises exemptées de TVA.

[1249] Pièce THA-95.

[1250] Pièce THA-96.

[1251] Pièces PHL-253 et PHL-254, paragraphe 10.

[1252] Pièce PHL-253.

formulaire Por.Por.30.[1253] De l'avis des Philippines, le DG des impôts exigeait au départ que les recettes provenant des ventes exemptées de TVA au titre de l'article 81 figurent sur le formulaire Por.Por.30, ce qui explique qu'une décision du DG des impôts de 1995 ait été présentée par la Thaïlande. Le DG des impôts a néanmoins par la suite modifié la règle de sorte que les personnes inscrites au registre de la TVA ne sont pas tenues d'indiquer les recettes provenant des ventes exemptées de TVA au titre de l'article 81.

7.701 La Thaïlande fait valoir que la décision du DG des impôts de 2000 ne traitait que du point de savoir si les recettes exemptées de TVA en vertu de l'article 81 devraient être inclues dans le calcul de la TVA, et non du point de savoir si ces recettes devraient être déclarées sur le formulaire Por.Por.30. Le texte de cette décision, toutefois, dit que le DG des impôts répondait à la question de savoir si, pour indiquer et acquitter la TVA en remplissant le formulaire Por.Por.30 pour chaque mois d'imposition, la société n'a pas à inclure les recettes provenant de la [vente du service exempté de TVA en question] dans le calcul aux fins d'acquitter la taxe sur la valeur ajoutée.[1254] Ainsi, nous avons cru comprendre que le DG des impôts ne traitait pas seulement de la question de savoir si certains montants devaient en fait être inclus dans le calcul de la TVA totale à acquitter, mais aussi la question de savoir si ces montants devaient être déclarés sur le formulaire Por.Por.30. Étant donné que le formulaire Por.Por.30 est intitulé "Calcul de la TVA", la décision du DG des impôts de 2000 précise bien que les recettes exemptées en vertu de l'article 81 n'ont pas à être déclarées sur le formulaire Por.Por.30 aux fins du calcul de la TVA.

7.702 Les Philippines font observer par ailleurs que les auteurs du manuel mentionné par la Thaïlande ne font pas référence à cette décision plus récente du DG des impôts et n'expliquent pas le changement allégué dans l'approche du DG des impôts.[1255] Spécifiquement, le manuel indique qu'une "personne inscrite au registre de la TVA doit déclarer toutes les ventes effectuées dans le mois d'imposition sur le formulaire Por.Por.30 ... et ensuite soustraire ... les ventes exemptées de TVA. ... Toutefois, les ventes qui ne relèvent pas de la TVA (par exemple, la vente de marchandises ou la fourniture de services hors de Thaïlande) n'ont pas besoin d'être déclarées sur le formulaire Por.Por.30".[1256] Cet extrait ne traite donc pas spécifiquement de la vente de cigarettes nationales ou d'autres produits exemptés de TVA en vertu de l'article 18 et ne définit pas l'expression "qui ne relèvent pas de la TVA". Selon les Philippines, par conséquent, le manuel ne suffit pas pour réfuter leur interprétation de la décision du DG des impôts de 2000, même s'il a été publié après cette décision. Les arguments des Philippines indiquent donc que, s'agissant de la prescription *actuelle* concernant le formulaire Por.Por.30, les recettes provenant des ventes de cigarettes nationales ne doivent pas y figurer.

7.703 Alors que nous ne sommes saisis d'aucun document officiel émanant du gouvernement thaïlandais, après avoir examiné soigneusement tous les éléments de preuve dans leur intégralité, nous sommes tout de même convaincus par l'argument des Philippines selon lequel les revendeurs de cigarettes nationales et d'autres marchandises soumises à la TVA n'ont pas à déclarer leurs ventes de cigarettes nationales exemptées de TVA sur le formulaire Por.Por.30. Cela tend à démontrer également qu'une prescription administrative additionnelle est imposée aux fournisseurs inscrits au registre de la TVA du fait de la vente de cigarettes importées.

7.704 Nous concluons par conséquent que les revendeurs de cigarettes importées sont soumis à une charge administrative plus lourde s'agissant de l'obligation de remplir et de présenter le formulaire Por.Por.30 pour les raisons suivantes: i) un fournisseur qui fait exclusivement le commerce des

[1253] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 142 du Groupe spécial; pièce PHL-289.
[1254] Pièce PHIL-253.
[1255] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 142 du Groupe spécial.
[1256] Pièce THA-95.

cigarettes importées et qui n'est donc pas tenu de s'inscrire aux fins de la TVA est exempté de l'obligation de déposer un formulaire Por.Por.30, alors que la même exemption n'est pas accordée aux fournisseurs de cigarettes importées; et ii) un fournisseur qui est inscrit au registre de la TVA n'a pas besoin d'inclure des renseignements sur ses ventes de cigarettes nationales lorsqu'il remplit le formulaire Por.Por.30.

Factures fiscales et autres prescriptions en matière de tenue de registres

7.705 Les arguments des Philippines concernant l'obligation d'établir et de conserver des factures fiscales sont de deux sortes: premièrement, les revendeurs de cigarettes importées doivent satisfaire à une formalité additionnelle[1257] (la "facture fiscale"); et, deuxièmement, la facture fiscale qui doit être établie par les revendeurs de cigarettes importées est plus contraignante que la facture fiscale type que les autres personnes inscrites au registre de la TVA doivent fournir parce que le MRSP, dont il est allégué qu'il oblige à donner plus de renseignements, est la base d'imposition pour les revendeurs de cigarettes importées.[1258]

7.706 Au sujet du premier point avancé par les Philippines, la Thaïlande fait valoir que les récépissés des ventes, que tous les fournisseurs inscrits ou non au registre de la TVA doivent conserver au titre du Code comptable, pouvaient servir de factures fiscales.[1259] Les Philippines n'ont pas répondu à cet argument. En l'absence de tout contre-argument des Philippines à cet égard, il n'apparaît donc pas que les revendeurs de cigarettes importées sont assujettis à une charge supplémentaire, tout au moins s'agissant de la prescription relative à la tenue des factures fiscales en tant que telle.

7.707 S'agissant du deuxième point, les Philippines n'ont pas entièrement expliqué comment l'utilisation du MRSP comme base d'imposition rendrait plus difficile l'obligation d'établir une facture fiscale pour les revendeurs de cigarettes importées. Même si le fait d'utiliser le MRSP comme base d'imposition rendait effectivement l'établissement d'une facture fiscale plus difficile pour eux que pour d'autres activités commerciales qui n'utilisent pas le MRSP comme base d'imposition, nous avons constaté plus haut que les récépissés des ventes pouvaient également être utilisés pour satisfaire à la prescription relative à la tenue des factures fiscales.

Tenue de divers documents

7.708 La Thaïlande fait valoir que, bien que les revendeurs de cigarettes nationales soient exemptés de TVA, ils restent assujettis à la prescription relative à la tenue de relevés des recettes/dépenses en rapport avec l'impôt sur le revenu qu'ils doivent acquitter. En réponse à cet argument, les Philippines font observer que les revendeurs de cigarettes nationales sont exemptés de l'impôt sur le revenu. Les Philippines font valoir que, de ce fait, ils ne sont pas tenus d'établir et de conserver des relevés des recettes/dépenses. Les revendeurs de cigarettes importées doivent par contre établir des relevés de la taxe en amont/en aval ainsi que des relevés des marchandises et des matières premières en raison de la TVA qu'ils sont tenus d'acquitter.[1260] Pour étayer leur position à cet égard, les Philippines s'en remettent exclusivement à l'avis d'un expert d'après lequel une personne qui revend des cigarettes nationales est exemptée de l'impôt sur le revenu personnel en vertu de l'article 2 19) du Règlement

[1257] Pièce PHL-182, tableau du paragraphe 15.2.

[1258] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 474; pièce PHL-95.

[1259] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 251, faisant référence à la pièce PHL-94, articles 105, 105*bis* et 105*ter*.

[1260] Pièce PHL-94; l'article 87 1) et 87 3) du Code des impôts exige des personnes inscrites au registre de la TVA qu'elles conservent des relevés de la taxe en aval et de la taxe en amont ainsi que des relevés des marchandises et des matières premières.

ministériel n° 126 qui la dispense de l'obligation de remplir des relevés des recettes/dépenses au titre de l'article 17 1) du Code des impôts et de la Notification du Directeur général.[1261]

7.709 La présentation d'autres éléments de preuve, outre l'avis de leur propre expert, aurait certes rendu la position des Philippines plus convaincante, mais la Thaïlande ne nous a pas présenté le moindre élément de preuve et/ou argument permettant de réfuter l'avis de l'expert cité par les Philippines. La Thaïlande soutient, sans le moindre élément de preuve à l'appui de son affirmation, que l'avis de l'expert auquel s'en remettent les Philippines est erroné et qu'une personne qui revend exclusivement des cigarettes nationales n'est exemptée ni de l'impôt sur le revenu ni de l'obligation corollaire de remplir des relevés des recettes/dépenses.[1262] La Thaïlande fait valoir également que toutes les sociétés qui revendent des cigarettes, y compris celles qui revendent exclusivement des cigarettes nationales, doivent tenir des comptes conformément à la Loi sur la comptabilité (B.E. 2543)[1263], ce que les Philippines ne contestent pas.[1264] Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de comparer cette obligation avec les prescriptions en matière de tenue des registres pour la TVA parce qu'aucun élément de preuve ne nous a été présenté en ce qui concerne les comptes à tenir en vertu de la Loi sur la comptabilité. En particulier, rien ne nous permet de déterminer si l'obligation de tenir des comptes constituerait pour les revendeurs de cigarettes nationales une charge similaire aux prescriptions liées à la TVA imposées aux revendeurs de cigarettes importées. Enfin, la Thaïlande a aussi fourni la copie d'un relevé de la taxe en aval rempli par un revendeur vendant *à la fois* des produits exemptés de TVA et des produits soumis à la TVA.[1265] Par conséquent, comme il est expliqué au paragraphe 6.165 de la section consacrée au réexamen intérimaire, cette pièce ne traite pas de la situation spécifique des revendeurs qui revendent *exclusivement* des cigarettes nationales. Nous ne sommes donc pas convaincus que ce rapport prouve que les revendeurs qui vendent exclusivement des cigarettes nationales sont soumis à la même charge administrative que les revendeurs de cigarettes importée.

7.710 Par conséquent, à la lumière de l'avis de l'expert, considéré conjointement avec le texte des dispositions, nous constatons que les revendeurs de cigarettes nationales sont exemptés de l'impôt sur le revenu et, par voie de conséquence, de l'obligation de fournir des relevés des recettes/dépenses. Les revendeurs de cigarettes importées sont donc assujettis à des prescriptions administratives additionnelles (à savoir établir et conserver des relevés de la taxe en amont/en aval ainsi que des livres et des registres à des fins comptables) à la différence des revendeurs de cigarettes nationales.

7.711 Même si les revendeurs de cigarettes nationales n'étaient *pas* exemptés de l'obligation d'acquitter l'impôt sur le revenu, nous constatons que les revendeurs de cigarettes importées sont néanmoins soumis à des prescriptions administratives additionnelles en raison de l'importance des renseignements qu'ils sont tenus de fournir en rapport avec les relevés concernés. Dans les relevés de la taxe en amont/en aval pour les ventes de cigarettes importées, il leur faut fournir des renseignements sur le montant de la TVA qui doit être acquitté et sur le numéro de la facture fiscale, alors que ce type de renseignements n'est pas exigé pour les relevés des recettes/dépenses.[1266]

[1261] Pièce PHL-254, page 3 (l'expert a déclaré: "Je ... peux confirmer qu'une personne qui revend des cigarettes nationales est exemptée de l'impôt sur le revenu en vertu de l'article 2 19) du Règlement ministériel n° 126, [car il] ne s'agit pas d'un revenu imposable") et pièce PHL-182, page 9, combinées; pièce PHL-256.

[1262] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 175.

[1263] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 251.

[1264] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 494, note de bas de page 467; pièce PHL-182, tableau suivant le paragraphe 15.2, page 9.

[1265] Pièce THA-30.

[1266] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 175.

7.712 Plus précisément, au titre de la Notification du Directeur général n° 89, les données exigées aux fins des déclarations de la taxe en amont/en aval qui doivent être faites tous les mois par les revendeurs de cigarettes importées sont les suivantes: i) le mois et l'année fiscaux; ii) le nom, le numéro fiscal de l'opérateur commercial assujetti à la TVA, qui doit cocher la case indiquant s'il s'agit du siège ou d'une succursale (et le numéro de la succursale, s'il y a lieu); iii) la date et le numéro de la facture fiscale; et iv) le nom du client aux fins du relevé de la taxe en aval (sous réserve de certaines exceptions concernant l'obligation indiquée au point iv)) ou le nom du vendeur/fournisseur de services aux fins du relevé de la taxe en amont; v) la valeur des marchandises vendues ou des services fournis (relevé de la taxe en aval) ou des marchandises achetées (relevé de la taxe en amont); et vi) le montant de la TVA.

7.713 La Notification du Directeur général relative à l'impôt sur le revenu n° 161 montre par contre que les données exigées aux fins de l'obligation d'établir un relevé des *recettes/dépenses* pour la vente de cigarettes nationales sont uniquement les suivantes: i) le nom et le numéro fiscal de l'opérateur commercial; et ii) la date, les articles concernés et le montant de chaque récépissé des recettes et des paiements en rapport avec l'activité commerciale.[1267]

7.714 En outre, la Thaïlande ne nie pas que seuls les revendeurs de cigarettes importées sont tenus de produire des relevés des marchandises et des matières premières. Ces relevés doivent contenir les données suivantes: i) le mois et l'année fiscaux; ii) le nom, le numéro fiscal de l'opérateur commercial assujetti à la TVA, qui doit cocher la case indiquant s'il s'agit du siège ou d'une succursale (et le numéro de la succursale, s'il y a lieu); iii) la désignation, le type et la taille des marchandises et des matières premières; iv) le numéro du document qui fait état de l'achat et de la distribution des marchandises et des matières premières (par exemple la facture fiscale ou le récépissé); v) la date de réception et de distribution des marchandises et des matières premières; et vi) la quantité de marchandises et de matières premières reçues et distribuées et leur solde.[1268]

7.715 Globalement, après avoir examiné soigneusement les éléments de preuve qui nous ont été soumis, nous sommes d'avis que les revendeurs de cigarettes importées ont l'obligation de remplir et de produire des rapports que les revendeurs de cigarettes nationaux n'ont pas besoin de produire. Cela tend à montrer qu'une charge administrative additionnelle liée à la TVA est imposée aux revendeurs de cigarettes importées.

Établissement et tenue de documents à des fins de vérification

7.716 Les Philippines estiment que les revendeurs de cigarettes importées sont tenus de conserver des livres et des relevés en rapport avec la TVA, susceptibles d'être utilisés lors de vérifications, durant cinq ans en vertu de l'article 87 3) du Code des impôts de la Thaïlande.[1269] La Thaïlande fait cependant valoir que ces livres sont des journaux des ventes et des livres de comptes, des relevés des achats et d'autres documents comptables normalement tenus par la plupart des entreprises commerciales dans la plupart des pays qui utilisent les principes comptables généralement reconnus. La Thaïlande a également fait observer que de nombreuses entreprises préparaient leur compte en se servant de logiciels comptables aisément disponibles pour produire à la fois leur déclaration de revenus et leur déclaration de TVA.[1270]

[1267] Pièce PHL-182, page 10.
[1268] Pièce PHL-182, page 10.
[1269] Pièce PHL-182, page 9, et pièce PHL-94.
[1270] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 174.

7.717 Nous notons que le type de documents qui doivent être conservés par les revendeurs de cigarettes importées sont des documents comptables ordinaires aisément accessibles pour les entreprises commerciales de la plupart des pays. Nous notons également l'argument de la Thaïlande d'après lequel la plupart de ces renseignements sont traités de manière électronique, à l'aide d'un logiciel de comptabilité. Toutefois, dans la mesure où les revendeurs de cigarettes nationales sont exemptés de l'obligation d'acquitter la TVA, les livres et les registres qu'ils doivent tenir conformément à l'article 87 3) à des fins de comptabilité et de vérification exigeraient moins de renseignements que ceux qui sont exigés des revendeurs de cigarettes importées.

7.718 S'agissant des procédures de vérification elles-mêmes, les Philippines ne contestent cependant pas que les revendeurs de cigarettes tant importées que nationales sont assujettis à des procédures similaires. L'expert cité par les Philippines reconnaît également que les procédures de vérification sont "une disposition d'application générale" en Thaïlande.[1271]

Pénalités et autres sanctions

7.719 Les Philippines signalent diverses pénalités et sanctions dont est passible une personne inscrite au registre de la TVA en vertu de la division 13 du Code des impôts de la Thaïlande quand elle ne respecte pas les prescriptions administratives pertinentes liées à la TVA. La Thaïlande ne conteste pas le fait que, en cas de non-respect des prescriptions administratives pertinentes liées à la TVA, des pénalités et des sanctions peuvent effectivement être imposées aux personnes inscrites au registre de la TVA conformément à la division 13 du Code des impôts de la Thaïlande.[1272] Elle ne conteste que l'importance desdites sanctions.[1273]

Appréciation globale

7.720 Au total, les Philippines indiquent cinq aspects du système de TVA thaïlandais pour étayer leur position selon laquelle les revendeurs de cigarettes importées sont soumis à des prescriptions administratives additionnelles par rapport aux revendeurs de cigarettes nationales. Le tableau ci-après résume ces prescriptions administratives spécifiques.

	Revendeurs de cigarettes nationales	**Revendeurs de cigarettes importées**
Remplir un formulaire Por.Por.30 conformément à l'article 83 du Code des impôts	Pas d'obligation	Obligation de déclaration, sauf pour les petites activités commerciales. Si des cigarettes importées sont également vendues, obligation de les faire figurer à la ligne 3 du formulaire.
Établir et conserver divers relevés conformément à l'article 87 du Code des impôts	Aucun relevé des recettes/dépenses ne doit être établi.	Des relevés de la taxe en amont/en aval doivent être établis (N.B.: plus contraignant que les relevés des recettes/dépenses).
	Aucun relevé des marchandises et des matières premières ne doit être établi.	Des relevés des marchandises et des matières premières doivent être établis.
	Des livres et des relevés doivent être établis et conservés à des fins comptables.	Des livres et des relevés doivent être établis et conservés à des fins comptables, y compris des renseignements concernant la TVA.

[1271] Pièce PHL-182, page 11.
[1272] Pièce PHL-94, page 52.
[1273] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 175.

	Revendeurs de cigarettes nationales	Revendeurs de cigarettes importées
Pénalités, surtaxes et sanctions potentielles conformément aux divisions 13 et 14 du Code des impôts de la Thaïlande	Aucun risque de sanction du fait de l'exemption générale de TVA	Risque de sanctions et de surtaxes pour non-respect des prescriptions administratives liées à la TVA: i) pénalités monétaires en cas de déclaration tardive ou incomplète; ii) présentation d'un formulaire supplémentaire aux fins du remboursement de la TVA en cas de déclaration tardive; iii) présentation de formulaires supplémentaires aux fins de la déclaration de la TVA en cas de déclaration tardive.
Procédures de vérification	Obligations de se soumettre aux procédures de vérification	Obligation de se soumettre aux procédures de vérification
Facture fiscale conformément à l'Ordonnance du Département des impôts n° Por 85/2542	Aucun besoin d'établir des factures fiscales mais des récépissés des ventes doivent être présentés.	Le récépissé des ventes qui doit être présenté peut également servir de facture fiscale.

7.721 S'agissant de l'obligation de se soumettre aux procédures de vérification en vertu de la division 12 du Code des impôts de la Thaïlande et d'établir une facture fiscale en vertu de l'Ordonnance du Département des impôts n° Por 85/2542, nous ne constatons l'existence d'aucune prescription additionnelle imposée uniquement aux revendeurs qui ne font le commerce que des cigarettes importées.

7.722 Nous sommes toutefois d'accord avec les Philippines sur le fait que, en vertu de la législation thaïlandaise, les cigarettes importées sont soumises à des prescriptions administratives additionnelles en ce qui concerne les trois aspects suivants: premièrement, les revendeurs de cigarettes importées sont tenus de déposer un formulaire Por.Por.30 en vertu de l'article 83 du Code des impôts, alors que les revendeurs ne faisant le commerce que des cigarettes nationales sont dispensés de cette obligation. Deuxièmement, l'obligation d'établir et de tenir divers relevés au titre de l'article 87 du Code des impôts, tels que des déclarations de la taxe en amont/en aval, des relevés des marchandises et des matières premières ainsi que des livres et des registres à des fins comptables, est plus compliquée pour les revendeurs de cigarettes importées. Plus précisément, nous constatons que les revendeurs de cigarettes nationales sont dispensés du dépôt des relevés des recettes/dépenses et ne sont pas tenus de conserver de données en rapport avec la TVA à des fins de comptabilité et de vérification. Les revendeurs de cigarettes importées, en revanche, doivent établir à la fois des relevés de la taxe en amont/en aval et des relevés des marchandises et des matières premières et doivent tenir des livres et des registres à des fins de comptabilité et de vérification contenant des renseignements liés à la TVA. Enfin, seuls les revendeurs de cigarettes importées sont passibles de pénalités et de surtaxes en cas de non-respect des prescriptions liées à la TVA en vertu de la division 14 du Code des impôts de la Thaïlande.

7.723 Nous allons maintenant examiner la question de savoir si ces prescriptions administratives additionnelles ont une incidence négative sur les conditions de concurrence pour les cigarettes importées en cause sur le marché thaïlandais.

b) Question de savoir si les cigarettes importées sont soumises à un traitement moins favorable que les cigarettes nationales au sens de l'article III:4

i) Principaux arguments des parties

7.724 Les **Philippines** font valoir que la Thaïlande, en imposant une charge administrative additionnelle aux fournisseurs de cigarettes importées, contrevient à l'article III:4 parce que cette charge additionnelle modifie les conditions de concurrence pour les cigarettes importées sur le marché thaïlandais. Les Philippines s'appuient sur l'affirmation faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, selon laquelle une constatation de traitement moins favorable au titre de l'article III:4 "devrait plutôt être appréciée … en se demandant si une mesure modifie les *conditions de concurrence* au détriment des produits importés sur le marché en question".[1274] Les Philippines considèrent que la réglementation du gouvernement est un facteur qui a généralement une incidence sur la position concurrentielle d'une entreprise[1275] en influant sur les conditions et modalités de l'offre et de la demande.[1276] De l'avis des Philippines, l'article III:4 exige que ces règlements soient neutres, ce qui suppose qu'ils n'influent pas sur les choix des consommateurs et des fournisseurs en faveur des marchandises nationales qui sont en concurrence avec des marchandises importées. Les Philippines font valoir que les règlements de la Thaïlande ne sont pas parfaitement neutres à cet égard[1277] dans la mesure où ils imposent "des obstacles supplémentaires" aux revendeurs de cigarettes importées[1278], ce qui dissuade de fournir et de vendre des cigarettes importées, soit une modification négative des conditions de concurrence.

7.725 En outre, les Philippines soulignent que les revendeurs de *toute* marchandise soumise à la TVA sont tenus de remplir le formulaire Por.Por.30.[1279] De ce fait, les magasins qui ne sont pas encore assujettis aux obligations de déclaration de la TVA évitent de vendre *toutes* cigarettes importées. Ce mécanisme nuit aux conditions de concurrence offertes aux cigarettes importées sur le marché thaïlandais. À titre d'illustration, les Philippines font observer que, sur 310 389 détaillants de cigarettes opérant sur le marché thaïlandais, 68 000 ont choisi de ne pas vendre de cigarettes importées. L'un des facteurs expliquant leur décision est "le fait que les reventes de cigarettes importées donnent lieu à des charges de TVA additionnelles qui n'existent pas quand ils vendent exclusivement des cigarettes nationales".[1280] Les Philippines concluent que "pour ces détaillants au moins ... les conditions de concurrence [sont modifiées] d'une manière très tangible".[1281]

[1274] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 137 (italique dans l'original). Les Philippines citent également la confirmation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Boissons alcooliques II* selon laquelle seules les conditions de concurrence doivent être examinées et non les effets réels sur les marchés (rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 19).

[1275] Réponse des Philippines à la question n° 59 du Groupe spécial. Les Philippines affirment ce qui suit:

> "Le règlement du gouvernement impose des charges sur tous les aspects de l'élaboration, de la production et de la commercialisation ainsi que de la vente de marchandises. L'incidence relative de ces charges sur les marchandises en concurrence influence le comportement des fournisseurs et des consommateurs de ces marchandises sur le marché."

[1276] Deuxième communication écrite des Philippines, note de bas de page 459.

[1277] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 481.

[1278] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 558, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 264.

[1279] À titre d'illustration, un vendeur de cigarettes nationales qui souhaiterait aussi vendre (ne serait-ce qu'en faibles quantités) des cigarettes importées devraient déposer un formulaire Por.Por.30.

[1280] Réponse des Philippines à la question n° 59 du Groupe spécial; pièce PHL-185.

[1281] Réponse des Philippines à la question n° 59 du Groupe spécial.

7.726 Enfin, les Philippines sont d'avis que la charge administrative globale liée à la TVA qui est imposée au TTM est dénuée de pertinence aux fins d'une détermination de la compatibilité des mesures de TVA avec l'article III:4. En tout état de cause, les Philippines nient que le TTM est soumis à une charge globale plus lourde.[1282]

7.727 La **Thaïlande** fait observer que les Philippines n'ont manifestement pas démontré que le petit décalage des prescriptions relatives à la déclaration de la TVA observé entre les revendeurs de cigarettes nationales et les revendeurs de cigarettes étrangères avait une quelconque incidence négative sur les conditions de concurrence de ce dernier produit. En particulier, elles n'ont fourni aucun élément de preuve convaincant à l'appui de l'affirmation selon laquelle 68 000 détaillants de cigarettes thaïlandaises ne vendent pas de cigarettes importées du fait des règlements relatifs à la TVA en cause.[1283] La Thaïlande fait valoir que la différence réglementaire alléguée par les Philippines pourrait peut-être affecter les conditions de concurrence uniquement lorsqu'un grossiste ou un détaillant i) ne stocke que des cigarettes nationales (et d'autres marchandises exemptées de TVA) et ii) a un chiffre d'affaires annuel supérieur à 1,8 millions de bath. Les Philippines n'ont fourni aucun élément de preuve de l'existence de grossistes ou de détaillants relevant de ce segment du marché thaïlandais ni d'élément de preuve montrant que la différence alléguée de traitement réglementaire incite ces agents à se spécialiser exclusivement dans la vente de marchandises exemptées de TVA.[1284]

7.728 En outre, la Thaïlande souligne que, au-delà des prescriptions liées à la TVA, la charge administrative globale en rapport avec la taxe qui est imposée au TTM dépasse de loin celle qui est imposée aux revendeurs de cigarettes importées. La Thaïlande présente un tableau montrant que le TTM est assujetti à des procédures plus contraignantes en ce qui concerne l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, le prélèvement à la source et les obligations en matière d'audit.[1285] Qui plus est, les prescriptions de la Thaïlande en matière de déclaration confèrent des avantages manifestes aux revendeurs de cigarettes importées du fait de l'existence de crédits de taxe en amont pour l'achat de services et de matériel.[1286]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.729 Les Philippines allèguent que les mesures liées à la TVA qui imposent des prescriptions administratives additionnelles aux revendeurs de cigarettes importées sont *en tant que telles* incompatibles avec les obligations au titre de l'article III:4 parce qu'elles ont une incidence générale sur les conditions de concurrence pour les cigarettes importées. Il nous faut donc déterminer si les prescriptions administratives additionnelles s'appliquant aux cigarettes importées, dont l'existence a été constatée plus haut, ont une incidence négative sur les conditions de concurrence pour les cigarettes importées sur le marché thaïlandais.

7.730 Dans l'affaire *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, l'Organe d'appel dit ce qui suit:

> "L'examen du point de savoir si une mesure entraîne un "traitement moins favorable" des produits importés au sens de l'article III:4 du GATT de 1994 doit être fondé sur une étude approfondie de "l'idée maîtresse … de la mesure en tant que telle". Cet examen ne peut pas reposer sur une simple affirmation, mais doit être fondé sur une analyse détaillée de la mesure contestée et de ses conséquences sur le marché. Dans

[1282] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 494, note de bas de page 83.
[1283] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 172.
[1284] Réponse de la Thaïlande à la question n° 62 du Groupe spécial.
[1285] Réponse de la Thaïlande à la question n° 63 du Groupe spécial.
[1286] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 66.

> le même temps, cependant, l'examen n'a pas besoin d'être fondé sur les *effets réels* de la mesure contestée sur le marché."[1287]

Cette déclaration de l'Organe d'appel précise que les conséquences de la mesure contestée sur le marché peuvent être appréciées sur la base de ses effets *potentiels* sur les conditions de concurrence pour le produit importé concerné.[1288] Faisant référence à cette déclaration aux fins de son analyse au titre de l'article 3:1 de l'Accord sur les ADPIC, l'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits* (au titre de l'article 3:1 de l'Accord sur les ADPIC), a précisé ce qui suit:

> "Les États-Unis ont peut-être raison de dire ... que les chances d'avoir à surmonter les [deux] obstacles [administratifs] ... étaient faibles. Mais, en reprenant encore les propos de ce Groupe spécial [*États-Unis – Article 337 de la Loi douanière*], même l'éventualité que des ayants cause non américains soient confrontés aux deux obstacles est *en soi moins favorable* que le fait incontesté que les ayants cause américains sont confrontés à un seul obstacle."[1289]

7.731 Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada – Exportations de blé et importations de grains* a également précisé qu'il n'existait pas d'"exception *de minimis* à … l'article III:4" et que, par conséquent, même les pratiques qui n'étaient pas "pas très … lourde[s] d'un point de vue commercial et/ou pratique" pouvaient être interdites quand il était probable qu'elles mettraient le produit importé dans une situation de désavantage compétitif.[1290]

7.732 Dans des différends antérieurs, il a donc été constaté que des mesures très diverses imposaient un obstacle additionnel aux produits importés de nature à modifier les conditions de concurrence pour ces produits sur le marché, en violation de l'article III:4. Dans l'affaire *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, l'Organe d'appel a affirmé que tout type de "limitation"[1291] ou d'"obstacle"[1292] pouvait être considéré comme modifiant les conditions de concurrence pour les produits importés.[1293] La constatation du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Tabac* est également pertinente s'agissant des questions dont nous sommes saisis en l'espèce: "Il n'est pas *a priori* impossible de déterminer que les dommages-intérêts, amendes ou peines d'emprisonnement, qui sont imposés à des personnes, peuvent soumettre les produits importés [dans le contexte de l'article III:4] à un traitement moins favorable".[1294] Ainsi, il a été constaté i) qu'un simple système d'autorisations

---

[1287] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)*, paragraphe 215, italique dans l'original.

[1288] Le Groupe spécial du GATT chargé de l'affaire *États-Unis – Article 337 de la Loi douanière* a également constaté dans le contexte de l'analyse au titre de l'article III:4 que "donner au requérant le choix de l'instance lorsqu'il s'agit de produits importés et ne pas offrir un choix correspondant lorsqu'il s'agit de produits d'origine nationale est en soi un traitement moins favorable des produits importés" (rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Article 337 de la Loi douanière*, paragraphe 5.18).

[1289] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 265.

[1290] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains,* paragraphe 6.190 et note de bas de page 281.

[1291] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 264.

[1292] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 268.

[1293] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi de 1916 (CE)*, paragraphe 6.76, et rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Article 337 de la Loi douanière*, paragraphe 5.10.

[1294] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi de 1916 (CE)*, paragraphe 6.76, faisant référence au rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Article 337 de la Loi douanière,* paragraphe 5.10. Le Groupe spécial a constaté ce qui suit dans les parties pertinentes: "Il n'est pas *a priori* impossible de déterminer que les

administratives[1295], ii) qu'un système différencié de distribution[1296], ou iii) que la simple possibilité que des ressortissants de pays autres que les États-Unis aient à défendre des demandes de brevet devant deux juridictions et non pas une seule constituait des charges administratives additionnelles qui entraînaient une modification des conditions de concurrence pour les produits importés au sens de l'article III:4.

7.733 Nous considérons que les constatations de l'Organe d'appel et des groupes spéciaux antérieurs susmentionnées étayent la position selon laquelle les prescriptions liées à la TVA de la législation thaïlandaise peuvent modifier les conditions de concurrence pour les cigarettes importées sur le marché thaïlandais.

7.734 Nous rappelons notre constatation ci-dessus selon laquelle, en vertu de la législation thaïlandaise, les revendeurs de cigarettes importées sont assujettis à des prescriptions administratives additionnelles s'agissant de la TVA exigible, tels que le dépôt du formulaire Por.Por.30, diverses autres prescriptions en matière de déclaration ainsi que des pénalités et sanctions en cas de non-respect. Bien qu'il ne puisse être constaté que ces différentes prescriptions, considérées séparément, ont un effet défavorable sur les conditions de concurrence pour les cigarettes importées sur le marché thaïlandais, l'accumulation de toutes ces prescriptions pourrait affecter ces conditions d'une manière négative. Cela, à notre avis, conduirait à accorder un traitement moins favorable aux cigarettes importées au titre de l'article III:4 que le traitement accordé aux cigarettes nationales similaires.

7.735 D'après les communications des parties, 96 pour cent des parts de marché sont réparties entre cinq marques: deux marques étrangères et trois marques nationales.[1297] Le TTM détient 78 pour cent des parts de marché, les cigarettes importées représentant les 22 pour cent restants.[1298] Les éléments de preuve économétriques produits par les Philippines donnent à penser qu'il existe un certain degré

---

dommages-intérêts, amendes ou peines d'emprisonnement, qui sont imposés à des personnes, peuvent soumettre les produits importés [dans le contexte de l'article III:4] à un traitement moins favorable."

[1295] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphes 6.184 à 6.213. L'article 57 c) de la Loi sur les grains du Canada assujettissait les exploitants de silos à un système d'autorisations préalables, alors qu'aucune prescription similaire n'existait pour les grains canadiens. Le Groupe spécial a constaté que ce système modifiait les conditions de concurrence en faveur des grains importés, bien que cette autorisation n'ait jamais été refusée par les autorités canadiennes et qu'il existe des systèmes d'autorisations préalables.

[1296] Rapport du Groupe spécial du GATT *États-Unis – Boissons à base de malt*, paragraphes 5.32 et 5.35. Le Groupe spécial a constaté que "l'obligation de faire distribuer … la bière importée [aux États-Unis] par des grossistes et d'autres intermédiaires locaux, qui ne s'appliquait pas aux produits similaires d'origine nationale, se traduisait ... par un "traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires" fabriqués par les producteurs locaux, ce qui était incompatible avec l'article III:4"; rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphes 143 à 151. La Corée appliquait un double système de vente au détail pour les produits du bœuf, les détaillants devant choisir entre la vente de viande de bœuf importée ou celle de viande de bœuf étrangère. L'Organe d'appel a observé, huit ans après que la mesure avait été prise:

> "le nombre beaucoup moins élevé de magasins spécialisés dans la viande de bœuf importée (environ 5 000 magasins) par rapport au nombre de détaillants qui vendaient de la viande de bœuf coréenne (environ 45 000 magasins) témoignait des possibilités commerciales réduites. Nous sommes conscients que la réduction brutale du nombre de points de vente au détail de viande de bœuf importée résultait des décisions prises par différents détaillants qui avaient la faculté de choisir de vendre le produit national ou le produit importé. La nécessité légale d'opérer ce choix était cependant dictée par la mesure en tant que telle. Il convient de noter la nature limitative de ce choix ..."

[1297] Réponse de la Thaïlande à la question n° 45 du Groupe spécial.

[1298] Première communication des Philippines, paragraphe 480.

d'élasticité des prix et de substituabilité entre les cigarettes importées et les cigarettes nationales.[1299] À notre avis, cela tendrait également à indiquer que des prescriptions administratives additionnelles, même peu nombreuses, imposées uniquement aux cigarettes importées pourraient avoir une incidence négative sur la position concurrentielle de ces cigarettes sur le marché.

7.736 Des prescriptions administratives additionnelles imposées aux revendeurs de cigarettes nationales et aux revendeurs de cigarettes importées pourraient, par exemple, affecter les décisions commerciales des fournisseurs de cigarettes en raison de la charge administrative additionnelle susceptible d'alourdir leurs coûts d'exploitation. Il pourrait en résulter une modification des conditions de concurrence pour les cigarettes qui y sont soumises sur le marché thaïlandais du fait de la limitation des possibilités commerciales offertes aux cigarettes concernées si certains fournisseurs fondaient leur décision de faire le commerce de l'un ou de l'autre de ces produits sur les coûts d'exploitation potentiels associés aux prescriptions administratives additionnelles.[1300]

7.737 Nous notons l'argument de la Thaïlande à cet égard selon lequel, malgré la charge légèrement supérieure que la TVA impose aux revendeurs de cigarettes importées, ceux-ci n'étaient pas traités d'une manière moins favorable parce que la charge *fiscale* totale qui frappait les cigarettes importées n'était pas plus élevée. Nous ne considérons pas que la charge fiscale effective qui frappe les cigarettes importées est pertinente pour la question que nous examinons ici. Comme nous l'avons indiqué plus haut, nous sommes tenus d'étudier de manière approfondie "l'idée maîtresse … de la mesure en tant que telle" qui est, aux fins de l'allégation au titre de l'article III:4, *les prescriptions administratives* associées à la charge fiscale imposée au moyen de la TVA.

7.738 Nous concluons par conséquent que la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article III:4 en soumettant les cigarettes importées à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux cigarettes nationales similaires par le biais des prescriptions administratives liées à la TVA qu'elle n'imposait qu'aux revendeurs de cigarettes importées.[1301]

c) Question de savoir si une charge administrative additionnelle peut néanmoins être justifiée au regard de l'article III:4

i) Principaux arguments des parties

7.739 La **Thaïlande** fait référence au critère établi dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*[1302] d'après lequel l'article III:4 ne protège que des différences de traitement fondées sur l'origine du produit. La Thaïlande allègue que, même si le Groupe spécial concluait qu'il existait une modification des conditions de concurrence en faveur des cigarettes nationales, cette modification ne serait pas liée à l'origine des produits.[1303]

[1299] Voir la section VII.D.3 ci-dessus. La Thaïlande fait toutefois observer que les tendances de la substituabilité sont inégales pour plusieurs paires de marques nationales et étrangères.

[1300] Nous sommes néanmoins d'avis que les Philippines n'ont pas fourni d'éléments de preuve suffisants pour démontrer que ces prescriptions administratives additionnelles étaient le seul facteur expliquant que les 68 000 entreprises ont décidé de ne pas vendre de cigarettes importées dans leurs magasins. Comme le souligne la Thaïlande, il pourrait y avoir d'autres raisons pour lesquelles ces revendeurs sont exemptés de TVA et, par conséquent, des prescriptions administratives liées à la TVA. En particulier, les Philippines n'ont pas été en mesure de réfuter l'argument de la Thaïlande selon lequel nombre de ces entreprises sont exemptées du fait de leur chiffre d'affaires inférieur à 1,8 million de baht.

[1301] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 484, note de bas de page 75.

[1302] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 249, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphes 93 à 96.

[1303] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 256.

7.740 La Thaïlande fait valoir que la différence alléguée de traitement entre les produits importés et les produits nationaux peut s'expliquer par la situation réglementaire singulière du TTM en tant qu'organisme d'État chargé de recouvrer la taxe.[1304] Elle explique que le fait d'assujettir les importateurs de cigarettes étrangères à des obligations en matière de TVA avait pour objet de lutter contre l'évasion fiscale, la fraude et la contrefaçon des cigarettes étrangères.[1305] Le gouvernement thaïlandais souligne au contraire le rôle spécifique que joue le TTM en tant qu'entreprise d'État et organisme chargé de recouvrer la taxe sur le marché des cigarettes. Le gouvernement thaïlandais prélève à la source l'intégralité du produit de la taxe lié aux ventes du TTM, un système qui est efficace pour lutter contre l'évasion fiscale, la fraude et la contrefaçon. À cet égard, imposer au TTM des obligations au titre de la TVA ne sert à rien. Par ailleurs, les autorités thaïlandaises ont choisi d'imposer la TVA aux importateurs de cigarettes étrangères étant donné que l'imposition à la source aurait été trop contraignante.[1306] Les autorités thaïlandaises n'ont pas mentionné ni utilisé l'origine étrangère du produit comme base du traitement différencié. Par conséquent, il n'est pas satisfait au critère susmentionné.[1307]

7.741 La Thaïlande affirme également qu'assujettir les cigarettes importées à la TVA est illégal au motif que ces cigarettes sont soumises "aux charges fiscales normales et aux prescriptions normales en matière de déclaration de la TVA" auxquelles est soumise toute autre marchandise pour laquelle la TVA doit être acquittée.[1308] Dans le même ordre d'idées, la Thaïlande souligne que d'autres pays imposent des obligations similaires aux cigarettes importées.

7.742 Les **Philippines** "ne voient pas quelle est la situation réglementaire singulière du TTM".[1309] Mais s'agissant de l'exemption de la TVA, le TTM et d'autres entités sont de fait soumises à un traitement fiscal similaire par le gouvernement.[1310] Les Philippines font valoir que, comme le montre le critère défini dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes,* le désavantage compétitif imposé aux cigarettes importées est exclusivement fondé sur leur origine étrangère étant donné que, en vertu de la législation thaïlandaise pertinente, seuls les revendeurs de cigarettes nationales bénéficient d'une exemption de la TVA.[1311] Ainsi, les Philippines font valoir que l'origine des cigarettes est le seul critère applicable pour conférer des avantages administratifs aux revendeurs de cigarettes nationales.

7.743 Les Philippines allèguent que, au titre de l'article III:4, le "point de repère normatif est le traitement actuellement accordé aux produits nationaux similaires"[1312] sur le même marché. Ni le traitement des produits similaires dans d'autres pays ni le traitement de produits non similaires dans le même pays ne sont pertinents à cet égard.

ii) Analyse du Groupe spécial

7.744 La Thaïlande affirme que le régime de TVA imposé aux revendeurs de cigarettes importées n'est pas lié à l'origine du produit. Elle fait valoir que l'approche définie dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes* doit être suivie. Dans cette affaire, le Groupe spécial devait évaluer une mesure fiscale (une caution) qui, bien que non discriminatoire en tant que telle, entraînait une imposition des produits étrangers à un taux supérieur. Cette situation découlait du fait que "l'importateur de cigarettes [étrangères] [avait] une part de marché plus faible que deux

[1304] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 256.
[1305] Réponse de la Thaïlande à la question n° 135 du Groupe spécial.
[1306] Réponse de la Thaïlande à la question n° 135 du Groupe spécial.
[1307] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 256.
[1308] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 493.
[1309] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 491.
[1310] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 227.
[1311] Pièce PHL-217.
[1312] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 493.

producteurs nationaux (le coût unitaire de la prescription relative à la caution étant le résultat de la division du coût de la caution par le nombre de cigarettes vendues sur le marché de la République dominicaine)".[1313] L'Organe d'appel a confirmé les constatations du Groupe spécial selon lesquelles la différence d'imposition était "sans rapport" avec l'origine étrangère du produit et n'était donc pas contraire à l'article III:4.[1314]

7.745 En l'espèce, les circonstances factuelles doivent toutefois être distinguées de celles qui existaient dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*. Comme le font observer les Philippines, l'exemption réglementaire des prescriptions liées à la TVA ne s'applique, en vertu de la législation thaïlandaise, qu'aux cigarettes nationales. C'est donc bien l'origine étrangère des cigarettes importées qui les distingue des cigarettes nationales similaires aux fins de l'application des prescriptions liées à la TVA en cause. Pour cette raison, nous ne sommes pas convaincus par l'argument de la Thaïlande.

7.746 En outre, la Thaïlande soutient que le régime de TVA différencié est licite parce que son but légitime est de lutter contre l'évasion fiscale, la fraude et la contrefaçon des cigarettes étrangères. Une entreprise d'État, le TTM, est assujettie à un régime particulier qui est conçu pour promouvoir ces objectifs. La Thaïlande affirme donc que les motifs, les motivations et les objectifs du régime de TVA rendent ce régime compatible avec l'article III:4. Toutefois, la compatibilité de la mesure contestée avec les obligations de la Thaïlande au titre de l'article III:4 ne peut pas être déterminée sur la base du but et de l'intention de la mesure, tels qu'indiqués par la Thaïlande.[1315] Comme nous l'avons expliqué plus haut, les produits importés ne doivent pas être soumis à un traitement moins favorable par le biais d'une mesure qui modifie de manière négative les conditions de concurrence, quelle que soit l'intention qui ait présidé à l'adoption de la mesure. Nous considérons que les buts allégués de mesures telles que la lutte contre l'évasion fiscale, la fraude et la contrefaçon des produits étrangers que mentionne la Thaïlande pourraient être examinés à plus juste titre au regard de l'article XX du GATT de 1994.

7.747 Enfin, la Thaïlande explique que les prescriptions relatives à la TVA applicables aux cigarettes importées ne constituent pas un "traitement moins favorable" parce qu'elles sont analogues aux prescriptions relatives à la TVA "normales" qui sont imposées à d'autres produits nationaux et que des procédures similaires sont appliquées par d'autres pays aux cigarettes importées. Pour examiner la compatibilité avec l'article III:4 des prescriptions relatives à la TVA que la Thaïlande applique aux cigarettes importées, nous limitons notre analyse au traitement accordé aux cigarettes importées et aux cigarettes nationales "similaires", et non à d'autres produits nationaux. De même, les mesures ou pratiques maintenues par d'autres pays sont sans pertinence pour notre analyse du traitement accordé par la Thaïlande aux cigarettes importées. En conséquence, ni le traitement accordé par la Thaïlande à d'autres produits ni le traitement accordé par d'autres États aux cigarettes importées ne sont pertinents aux fins de notre analyse.

[1313] Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 96.

[1314] Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 96.

[1315] Rapport du Groupe spécial *Canada – Périodiques*, paragraphe 5.37, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 20, où il est dit ce qui suit: "L'article III:1 a pour but de faire de ce principe [général] un guide pour comprendre et interpréter les obligations spécifiques énoncées à l'article III:2 et aux autres paragraphes de l'article III tout en respectant, et non en affaiblissant de quelque manière, le sens des mots effectivement utilisés dans le texte de ces autres paragraphes." Nous considérons que l'article III:4 n'est pas un critère relatif à l'intention en soi. L'article III:1 sert plutôt d'élément contextuel de l'article III:4 de sorte que, dans les cas où une mesure discriminatoire est prise à titre de protection, elle est contraire aux obligations découlant de l'article III:4.

7.748 Nous concluons que la Thaïlande n'a pas présenté d'éléments de preuve suffisants justifiant que les cigarettes importées soient traitées d'une manière moins favorable que les cigarettes nationales au sens de l'article III:4 du GATT de 1994.

d) Question de savoir si une charge administrative additionnelle peut être justifiée au regard de l'article XX d) du GATT de 1994

i) Principaux arguments des parties

7.749 La **Thaïlande** fait valoir que, même si le Groupe spécial constatait que les prescriptions administratives relatives à la TVA imposées aux revendeurs de cigarettes étrangères modifiaient les conditions de concurrence en leur défaveur, et constituaient par conséquent un traitement moins favorable au titre de l'article III:4, ces prescriptions seraient néanmoins incompatibles avec l'article XX d) du GATT de 1994.[1316]

7.750 En particulier, la Thaïlande estime que les règles imposant aux revendeurs de cigarettes importées de soumettre aux autorités thaïlandaises des relevés (taxe en aval/en amont et Por.Por.30) sont nécessaires pour assurer le respect des lois relatives à la TVA.[1317] De fait, elle ne voit pas comment elle pourrait administrer son système de TVA *sans* imposer aux personnes assujetties à la TVA de tenir à jour et de soumettre des relevés.[1318]

7.751 Les **Philippines** allèguent que le moyen de défense de la Thaïlande au titre de l'article XX d) doit tomber parce qu'il justifierait uniquement le fait que tous les revendeurs assujettis à la TVA doivent remplir le formulaire approprié, sans traiter la préoccupation des Philippines selon laquelle les revendeurs de cigarettes nationales sont exemptés des prescriptions relatives à la déclaration de la TVA et bénéficient par conséquent de meilleures conditions de concurrence.[1319] Les Philippines soutiennent que la Thaïlande n'a pas démontré que l'exemption *de jure* des prescriptions administratives liées à la TVA était "nécessaire" pour assurer le respect de toute loi nationale compatible avec les règles de l'OMC, comme le prescrit l'article XX d).[1320]

7.752 La **Thaïlande** "note" que l'article XX d) peut justifier que des sanctions soient imposées aux revendeurs de cigarettes importées pour non-respect des prescriptions relatives à la déclaration de la TVA.[1321] Elle n'est pas d'accord avec les Philippines sur le fait que ces sanctions sont une imposition supérieure au sens de la première phrase de l'article III:2.[1322] Toutefois, si le Groupe spécial constatait que ces sanctions relèvent de l'article III:2, la Thaïlande considère qu'elles sont autorisées au regard de l'article XX d), dans la mesure où elles sont nécessaires pour assurer le respect des prescriptions normales en matière de déclaration. La Thaïlande note que les prescriptions en matière de déclaration contribuent à la lutte contre la contrebande des cigarettes et relèvent donc des objectifs visés à l'article XX d).[1323]

7.753 Les **Philippines** allèguent que la Thaïlande ne montre pas comment le fait d'imposer aux revendeurs de cigarettes nationales l'obligation d'acquitter un montant additionnel de taxe (à savoir la

[1316] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 258 à 261; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 176 et 177.
[1317] La Thaïlande utilise la définition figurant dans le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 150: une mesure est nécessaire si elle est "à même d'apporter une contribution importante à la réalisation de son objectif ".
[1318] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 260.
[1319] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 228.
[1320] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 500.
[1321] Réponse de la Thaïlande à la question n°139 du Groupe spécial.
[1322] Réponse de la Thaïlande à la question n°139 du Groupe spécial.
[1323] Réponse de la Thaïlande à la question n°139 du Groupe spécial.

sanction pour non-respect des prescriptions relatives à la déclaration de la TVA) était nécessaire pour lutter contre la fraude fiscale et la contrebande. Elles soulignent en premier lieu que les mesures mises en œuvre par la Thaïlande ne sont pas conçues comme elles devraient l'être pour faire face à un tel risque.[1324] En particulier, ces mesures ne traitent pas le problème de la contrebande des cigarettes *nationales*, qui est également, d'après la presse écrite et des sources publiées par le TTM, qui est source de préoccupation.[1325] Dans le même ordre d'idées, les Philippines soulignent que d'autres moyens moins restrictifs étaient à la disposition des autorités thaïlandaises, notamment des prescriptions en matière de suivi et de traçage.[1326] Globalement, les sanctions additionnelles imposées aux revendeurs de cigarettes importées pour non-respect des prescriptions relatives à la déclaration de la TVA constituent une restriction déguisée au commerce au titre du texte introductif de l'article XX.[1327]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.754 L'article XX d) dispose ce qui suit:

> "Sous réserve que ces mesures ne soient pas appliquées de façon à constituer soit un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent, soit une restriction déguisée au commerce international, rien dans le présent Accord ne sera interprété comme empêchant l'adoption ou l'application par toute partie contractante des mesures:
>
> ...
>
> d) nécessaires pour assurer le respect des lois et règlements qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent Accord, tels que, par exemple, les lois et règlements qui ont trait à l'application des mesures douanières ..."

7.755 Dans l'affaire *États-Unis – Essence*, l'Organe d'appel a énoncé la méthode appropriée pour appliquer l'article XX du GATT de 1994:

> "Pour que la protection conférée par l'article XX puisse s'appliquer à elle afin de la justifier, la mesure en cause ne doit pas seulement relever de l'une ou l'autre des exceptions particulières – paragraphes a) à j) – énumérées à l'article XX; elle doit aussi satisfaire aux prescriptions établies dans les clauses introductives de l'article XX. En d'autres termes, *l'analyse est double: premièrement, justification provisoire de la mesure au motif qu'elle relève de l'article XX g); deuxièmement, nouvelle évaluation de la même mesure au regard des clauses introductives de l'article XX*."[1328] (pas d'italique dans l'original)

[1324] Observations combinées des Philippines sur les réponses de la Thaïlande à la question n° 135 du Groupe spécial et à la question n° 1 des Philippines.

[1325] Comparer la pièce THA-1, qui inclut une analyse des risques posés par la contrebande des cigarettes importées uniquement, à la pièce PHL-284, page 2 (article publié dans *The Economist*) et à la pièce PHL-285, pages 11 et 22 (extraits du rapport annuel du TTM pour 2008) qui illustrent les préoccupations concernant la contrebande des cigarettes nationales.

[1326] Observations combinées des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 135 du Groupe spécial et à la question n° 1 des Philippines.

[1327] Observations combinées des Philippines sur les réponses de la Thaïlande à la question n° 135 du Groupe spécial et à la question n° 1 des Philippines.

[1328] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 24.

7.756 Comme l'a également indiqué l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Essence*, la charge de prouver qu'une mesure donnée relève du champ d'application de l'un des alinéas de l'article XX revient à la partie qui invoque le moyen de défense au titre de l'article XX.[1329] En l'espèce, il incombe donc à la Thaïlande de prouver que tant la prescription additionnelle en matière de déclaration de la TVA applicable aux revendeurs de cigarettes importées que les sanctions imposées aux revendeurs qui ne la respectent pas sont des mesures nécessaires pour assurer le respect des lois compatibles avec les règles de l'OMC au sens de l'article XX d).

7.757 Dans l'affaire *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, l'Organe d'appel a affirmé que deux éléments devaient être indiqués par la partie qui invoquait l'article XX d): "premièrement … la mesure doit avoir pour objet d'"assurer le respect" de lois ou de règlements qui ne sont pas eux-mêmes incompatibles avec l'une ou l'autre des dispositions du GATT de 1994. Deuxièmement, la mesure doit être "nécessaire" pour assurer ce respect."[1330]

7.758 S'agissant tant des prescriptions administratives imposées aux revendeurs de cigarettes importées que des sanctions imposées en cas de non-respect de ces prescriptions administratives, la Thaïlande allègue que ces prescriptions et ces dispositions concernant les sanctions sont nécessaires pour assurer le respect des lois thaïlandaises relatives à la TVA. De l'avis de la Thaïlande, il en est ainsi parce que les obligations en matière de déclaration sont le seul moyen de vérifier que les importateurs respectent les lois relatives à la TVA. Comme nous l'avons vu dans la section VII.F.6 b) ii) ci-dessus, nous avons néanmoins constaté que les lois thaïlandaises relatives à la TVA qui, d'après la Thaïlande, sont censées assurer le respect de la prescription administrative en cause, n'étaient *pas* compatibles avec les règles de l'OMC. Par conséquent, nous constatons que la Thaïlande ne s'est pas acquittée de la charge de prouver que les prescriptions administratives relatives à la déclaration de la TVA et l'imposition de sanctions en cas de non-respect de ces prescriptions sont nécessaires pour assurer le respect des lois thaïlandaises relatives à la TVA au sens de l'article XX d) du GATT de 1994.

G. ALLÉGATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE X DU GATT DE 1994

1. Allégations au titre de l'article X:1 du GATT de 1994

a) Introduction

7.759 Au titre de l'article X:1 du GATT de 1994, les Philippines avancent trois allégations: la Thaïlande agit d'une manière incompatible avec l'article X:1 en ne publiant pas i) la méthode de détermination des MRSP; ii) la méthode de détermination des prix sortie usine pour les cigarettes du TTM; et iii) les lois et règlements régissant la libération des garanties pour le montant potentiellement exigible de la taxe sanitaire, des droits d'accise et de la redevance télévision. La Thaïlande fait valoir que les Philippines ne se sont pas acquittées de la charge qui leur incombait de prouver les éléments exigés pour démontrer l'existence d'une violation de l'article X:1 du GATT de 1994 pour chacune de ces allégations.

[1329] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 25.
[1330] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Diverses mesures affectant la viande de bœuf*, paragraphe 157.

b) Obligations au titre de l'article X:1 du GATT de 1994

7.760 L'article X:1 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

"Article X

Publication et application des règlements relatifs au commerce

> 1. Les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale rendus exécutoires par toute partie contractante qui visent la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions … seront publiés dans les moindres délais, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance. … Les dispositions du présent paragraphe n'obligeront pas une partie contractante à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées."

7.761 Les obligations au titre de l'article X:1 relatives à la publication des règlements commerciaux concernent principalement les éléments suivants: i) l'existence de lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale rendus exécutoires par un Membre de l'OMC qui visent, entre autres, la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières; et ii) l'obligation de publier ces lois et règlements dans les moindres délais, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance.

7.762 Nous notons que, selon les circonstances factuelles particulières de chaque affaire, les obligations au titre de l'article X:1 peuvent être considérées en termes plus détaillés. Toutefois, aux fins du présent différend, les parties se sont intéressées principalement aux deux éléments ci-dessus, c'est-à-dire la question de savoir si les mesures concernées sont des lois ou règlements *d'application générale* au sens de l'article X:1 et celle de savoir si la Thaïlande *a publié* ces lois et règlements dans les moindres délais de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance.

7.763 En outre, l'article X:1 n'oblige pas les Membres de l'OMC à révéler des renseignements confidentiels dont la divulgation ferait obstacle à l'application des lois ou serait d'une autre manière contraire à l'intérêt public, ou porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées. En l'espèce, l'argument de la Thaïlande concernant la divulgation de données commerciales confidentielles a soulevé la question additionnelle de savoir si la publication des mesures concernées entraînerait en fait la divulgation de renseignements confidentiels qui porteraient préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées, au sens de l'article X:1.

c) Méthode de détermination des MRSP

i) Introduction

7.764 En Thaïlande, les MRSP pour les cigarettes importées et les cigarettes nationales sont déterminés par le DG des droits d'accise.[1331] La Thaïlande allègue que les éléments utilisés par le DG des droits d'accise dans son calcul sont publiés dans le préambule de tous les avis relatifs aux MRSP qui ont été rendus après août 2007. Les termes utilisés dans tous ces avis sont identiques:

[1331] Voir la section VII.D.4 a) pour les explications sur l'établissement du MRSP dans le cadre du système de TVA thaïlandais.

> "[L]e Département des droits d'accise fixe par conséquent le [MRSP] … en effectuant un calcul fondé sur le prix c.a.f., le droit de douane, le droit de timbre sur le tabac (c'est-à-dire le droit d'accise), la taxe sur la valeur ajoutée, les contributions au fonds pour la promotion de la santé, les contributions à la Fondation thaïlandaise pour la radiodiffusion publique de sons et d'images, les contributions au développement de l'organisation des administrations provinciales, et le total des marges de commercialisation."[1332]

7.765 La Thaïlande considère aussi que les renseignements publiés permettent aux importateurs de calculer la TVA applicable aux cigarettes importées. Conformément à l'article 79/5 du Code des impôts[1333] et à la Notification n° Por 85/2542 du Département des impôts[1334] (concernant la TVA imposée sur les cigarettes), la TVA peut être simplement calculée comme représentant 7 pour cent de l'ensemble des autres éléments du MRSP (c'est-à-dire du prix hors TVA).[1335]

7.766 Les Philippines allèguent que la Thaïlande n'a pas suffisamment publié la méthode permettant de déterminer la base d'imposition pour les cigarettes nationales et les cigarettes importées (c'est-à-dire le MRSP). En particulier, les Philippines fondent leur allégation sur la vue selon laquelle la Thaïlande n'aurait pas publié les deux éléments suivants: i) sa méthode globale de détermination des MRSP, y compris toute révision de cette méthode; ii) les données utilisées pour calculer les MRSP pour différentes marques de cigarettes et toute révision de ces données, y compris la méthode et les résultats des enquêtes sur les prix effectués dans divers pays qui ont servi à déterminer les MRSP pour *Marlboro* et *L&M* en 2006-2007.[1336] Nous évaluerons les arguments des parties concernant ces deux éléments l'un après l'autre afin de déterminer si la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article X:1 en ne publiant pas les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale utilisés pour déterminer le MRSP.

ii) Méthode de détermination des MRSP

Question de savoir si la méthode de détermination des MRSP relève des "lois, règlements ou décisions administratives d'application générale" au titre de l'article X:1

Principaux arguments des parties

7.767 Les **Philippines** allèguent que la Thaïlande agit d'une manière incompatible avec les obligations en matière de transparence qui lui incombent au titre de l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas les règles générales régissant la détermination et la révision des MRSP.[1337] Les Philippines font valoir que la méthode générale suivie par la Thaïlande pour déterminer et réviser les MRSP relève de l'article X:1 parce qu'elle comprend une règle générale concernant la détermination des diverses bases d'imposition.

7.768 Les Philippines notent que la Thaïlande a divulgué devant le Groupe spécial une méthode qu'elle appliquerait pour déterminer et réviser les MRSP. En particulier, elle a indiqué que l'ensemble de règles suivant constituait sa méthode pour déterminer les MRSP: i) la source première pour la

[1332] Pièces THA-45; PHL-105 (cigarettes importées); et PHL-77 (cigarettes nationales).
[1333] Pièce PHL-94.
[1334] Pièce PHL-95.
[1335] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 271 et 272.
[1336] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 456.
[1337] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 456 et 457; première déclaration orale, paragraphe 163; deuxième communication écrite, paragraphes 317 à 357; deuxième déclaration orale, paragraphe 59.

détermination des MRSP est le prix de détail recommandé par le fabricant[1338]; ii) une autre source pour les MRSP est une garantie fixée par le DG des droits d'accise[1339]; iii) le DG des droits d'accise procède à un examen des MRSP et des critères correspondants[1340]; iv) le DG des droits d'accise révise "normalement" les MRSP lorsque des modifications fiscales ont une incidence sur ces prix[1341]; v) lors de la révision du MRSP, la Thaïlande calcule un nouveau MRSP fondé sur le prix c.a.f., les montants des taxes les plus récents et les coûts de commercialisation[1342]; et vi) le calcul des coûts de commercialisation est basé sur les renseignements fournis par l'importateur, à moins que ces renseignements ne soient douteux, auquel cas ces coûts sont établis par le Département des droits d'accise.[1343]

7.769 Les Philippines soulignent que cet ensemble de règles s'applique de manière générale et prospective à l'établissement et à la révision du MRSP pour toute marque de cigarettes, qu'elle soit vendue ou à vendre en Thaïlande.[1344] Par conséquent, il constitue un règlement d'application générale visant les taxes au sens de l'article X:1 du GATT de 1994.

7.770 Les Philippines affirment que la publication de cette méthode est nécessaire car la Thaïlande s'en est écartée ponctuellement, laissant les importateurs dans le doute quant à la manière dont les règles s'appliquaient. Par exemple, la Thaïlande a fait valoir qu'elle avait fondé ses déterminations des MRSP sur les renseignements fournis par l'importateur. Mais en 2006 et 2007, elle a utilisé régulièrement les garanties comme points de départ pour calculer les MRSP pour *Marlboro* et *L&M*.[1345] Les Philippines font valoir que ces autres points de départ devraient être publiés.[1346] En second lieu, la Thaïlande fait valoir qu'elle fonde ses calculs des coûts de commercialisation sur les renseignements fournis par l'importateur et qu'elle a "recyclé" les renseignements communiqués en 2001 dans toutes ses déterminations ultérieures. Les Philippines affirment que la Thaïlande s'est souvent écartée de ces règles alléguées. En particulier, les calculs des MRSP pour *L&M* en mars 2001, et pour *L&M* et *Marlboro* en décembre 2005, août 2008 et mai 2009, n'ont pas été effectués à partir des renseignements présentés par PM Thailand dans les délais requis avant chaque détermination.[1347] En outre, la Thaïlande admet qu'elle s'est écartée des données concernant 2001 en 2006 et 2007.[1348] Dans le même ordre d'idées, les renseignements fournis par la Thaïlande montrent qu'il existe des divergences entre les coûts de commercialisation des diverses marques.[1349] Les Philippines se plaignent que les coûts de commercialisation des marques internationales sont systématiquement plus élevés que ceux des marques nationales. Elles font valoir que la publication de la méthode suivie pour déterminer ces coûts de commercialisation est donc nécessaire.[1350]

7.771 La **Thaïlande** accepte que la méthode globale utilisée par le Département des droits d'accise pour calculer les MRSP pour les cigarettes importées et les cigarettes nationales puisse être qualifiée de "règlement" d'"application générale" au sens de l'article X:1, parce que le Département des droits

[1338] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 318, tableau 1, faisant référence à la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 83 et 87.
[1339] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 327.
[1340] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 318, tableau 1.
[1341] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 318, tableau 1.
[1342] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 318, tableau 1, faisant référence à la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 86 à 88; réponse de la Thaïlande à la question n° 41 du Groupe spécial.
[1343] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 166 à 173.
[1344] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 317.
[1345] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 327.
[1346] Réponse des Philippines aux questions n° 157 et 158 du Groupe spécial.
[1347] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 333 à 344.
[1348] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 183.
[1349] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 185, faisant référence à la pièce THA-19.
[1350] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 186.

d'accise l'utilise constamment pour déterminer les niveaux de prix maximums contraignants et les bases d'imposition pour tous les fabricants de cigarettes.[1351]

7.772 Toutefois, la Thaïlande soutient que les six éléments mentionnés par les Philippines[1352] ne constituent pas la méthode du DG des droits d'accise, comme elles le font valoir, mais une énumération de ses explications figurant dans ses communications adressées au Groupe spécial sur la manière dont les MRSP sont établis. La Thaïlande estime par conséquent que ces éléments ne constituent pas des règlements ou décisions administratives d'application générale au sens de l'article X:1.[1353] Elle fait valoir que l'article X:1 n'exige pas la publication de chaque déclaration qui a été faite devant un groupe spécial.[1354]

Analyse du Groupe spécial

7.773 Les parties conviennent que la méthode utilisée pour déterminer les MRSP pour les importateurs constitue un "règlement[] … d'application générale" au sens de l'article X:1. Comme l'Organe d'appel l'a souligné dans l'affaire *CE – Volailles*, l'article X s'applique uniquement aux règles d'"application générale".[1355] Dans l'affaire *États-Unis – Vêtements de dessous*, l'Organe d'appel a précisé que les mesures d'application générale sont celles qui "affecte[nt] un nombre indéterminé d'agents économiques".[1356] Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Japon – Pellicules* a constaté que même les "décisions administratives [relevaient de l'article X:1] dans les cas particuliers où celles-ci établiss[aient] de nouveaux critères ou modifi[aient] les critères applicables à l'avenir".[1357] En l'espèce, les parties ne contestent pas que la méthode de détermination des MRSP s'applique de manière prospective et générale à toutes les déterminations et révisions des MRSP, pour toutes les cigarettes vendues en Thaïlande.[1358] Comme la méthode s'applique à toutes les ventes potentielles de cigarettes, nous convenons que la méthode utilisée pour calculer les MRSP relève de l'article X:1.

7.774 Les parties sont néanmoins en désaccord sur la portée de la méthode qui doit relever des lois et règlements d'application générale au titre de l'article X:1.

7.775 Les Philippines font valoir que tous les éléments présentés par la Thaïlande devant le Groupe spécial pour expliquer la manière dont les déterminations des MRSP ont été établies forment une méthode générale au sens de l'article X:1. De l'avis de la Thaïlande, le terme "méthode" exige seulement que les importateurs connaissent les données prises en compte dans la détermination du MRSP.[1359]

[1351] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 266.

[1352] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 318, tableau 1.

[1353] Réponse de la Thaïlande à la question n° 155 du Groupe spécial, faisant référence à la deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 318 (tableau 1).

[1354] Réponse de la Thaïlande à la question n° 155 du Groupe spécial, faisant référence à la deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 318 (tableau 1).

[1355] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 111.

[1356] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Vêtements de dessous*, paragraphe 7.65; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Vêtements de dessous*, page 22. L'Organe d'appel a confirmé le raisonnement du Groupe spécial, qui indiquait dans les passages pertinents:

> "Le simple fait que la limitation en cause était une ordonnance administrative ne [nous] empêche pas de conclure que cette limitation était une mesure d'application générale. … dans la mesure où elle affecte un nombre indéterminé d'agents économiques, comprenant des producteurs nationaux et étrangers, le Groupe spécial constate qu'il s'agit d'une mesure d'application générale."

[1357] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pellicules*, paragraphe 10.388.

[1358] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 317; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 266.

[1359] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 355 et 356.

7.776 Le terme "*methodology*" (méthodologie) est défini comme suit: "*noun. 2. A body of methods used in a particular branch of study or activity*" (nom. 2. Un ensemble de méthodes utilisées dans une certaine branche d'étude ou d'activité).[1360] Le terme "*method*" (méthode), pour sa part, est ainsi défini: "*noun. I. Procedure for attaining an object. 2. A mode of procedure; a (defined or systematic) way of doing a thing, esp. (with specifying word or words) in accordance with a particular theory or as associated with a particular person*" (nom. I. Procédure pour atteindre un objet. 2. Mode de procédure; une façon (définie ou systématique) de faire quelque chose, notamment (avec un ou plusieurs mots pour préciser) selon une certaine théorie ou en association avec une certaine personne).[1361] Sur la base du sens ordinaire, nous croyons comprendre que l'on entend par "méthodologie" un ensemble de procédures prescrivant une manière définie ou systématique de faire des choses.

7.777 Au cours de la présente procédure de groupe spécial, en particulier dans le contexte de l'allégation des Philippines au titre de l'article III:2 concernant la détermination des MRSP, la Thaïlande a décrit au Groupe spécial la méthode qu'elle applique généralement pour la détermination des MRSP.[1362] La Thaïlande a indiqué ce qui suit:

> "Les MRSP sont déterminés selon des critères généralement applicables. Par souci de clarté, la méthode répète utilement les points suivants:
>
> - La source première pour la détermination du MRSP est le prix de détail recommandé par le fabricant/l'importateur. Lorsque le fabricant/l'importateur veut introduire une nouvelle marque ou réviser un MRSP, il informe le Département des droits d'accise du MRSP proposé.
>
> - Le Département des droits d'accise publie un avis qui rend compte du nouveau MRSP.
>
> - Si l'un quelconque des taux de taxes applicables varie, ce qui nécessite une révision du MRSP, le Département des droits d'accise calcule le nouveau MRSP en modifiant le taux de taxe pertinent et en maintenant constants tous les autres éléments du MRSP, y compris ce qu'il est convenu d'appeler les "coûts de commercialisation". Les "coûts de commercialisation" sont déduits en soustrayant tous les autres éléments du MRSP existant.
>
> - Les fabricants/importateurs peuvent demander des modifications du MRSP à tout moment afin de refléter les variations de leurs prix c.a.f./sortie usine, les prix de détail souhaités ou d'autres facteurs. Dans ces cas également, le Département des droits d'accise calcule les nouveaux MRSP en modifiant les prix c.a.f./sortie usine pertinents, en actualisant les montants des taxes basés sur ces chiffres, et en maintenant constants ce qu'il est convenu d'appeler les

[1360] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, vol. I, page 1762 (2002).

[1361] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, vol. I, page 1762 (2002).

[1362] Nous notons que, dans sa deuxième communication écrite (paragraphe 245), la Thaïlande a indiqué que sa méthode comprenait tous les éléments mentionnés par les Philippines dans leur deuxième communication écrite (paragraphe 318, tableau 1), y compris les méthodes et procédures correspondantes, et pas seulement les huit éléments examinés par le Département des droits d'accise aux fins de la détermination du MRSP.

> "coûts de commercialisation". Là encore, les "coûts de commercialisation" sont déduits en soustrayant tous les autres éléments du MRSP existant."[1363]

7.778 La Thaïlande a aussi expliqué que le Département des droits d'accise, lorsqu'il a rejeté des demandes de modification du MRSP, a pu procéder à des ajustements compatibles avec la double fonction du MRSP en tant que prix maximum visant à protéger les consommateurs et en tant que base d'imposition pour la TVA.[1364] À notre avis, la méthode générale décrite de façon détaillée ci-dessus qui est utilisée, selon ce que la Thaïlande allègue, pour déterminer les MRSP, relève des lois et règlements d'application générale au titre de l'article X:1.

7.779 Nous notons l'argument de la Thaïlande à cet égard, selon lequel l'article X:1 ne prescrit pas la publication de chaque déclaration qui a été faite devant le Groupe spécial. En concluant que l'explication donnée par la Thaïlande dans la présente procédure sur la manière dont les MRSP sont déterminés peut être considérée comme une règle d'application générale au titre de l'article X:1, nous ne disons pas que toutes les déclarations faites par une partie dans une procédure de groupe spécial relèvent de l'article X:1. Les circonstances factuelles en l'espèce, notamment l'absence de règles écrites et l'explication détaillée de ces règles donnée pour la première fois par la Thaïlande dans la présente procédure, confirment que ce qui constitue, d'après ce que la Thaïlande allègue elle-même, sa méthode générale de détermination des MRSP doit être considéré comme une règle d'application générale au sens de l'article X:1.

7.780 En outre, nous notons que le DG des droits d'accise s'est appuyé sur les enquêtes sur les prix moyens effectuées dans les pays voisins pour déterminer l'élément "coûts de commercialisation" des MRSP en 2006 et 2007.[1365] Cela montre que la Thaïlande a recouru à d'autres sources de renseignements pour déterminer l'élément "coûts de commercialisation" du MRSP lorsque les renseignements fournis par l'importateur étaient rejetés. À notre avis, le fait que le DG des droits d'accise a le pouvoir discrétionnaire systémique de s'écarter de sa méthode générale pour déterminer les MRSP, comme certains exemples l'ont montré en 2006 et 2007, devrait aussi faire partie de la méthode générale au titre de l'article X:1.[1366]

Question de savoir si la Thaïlande "a publié" la méthode générale de détermination des MRSP de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance

Principaux arguments des parties

7.781 Les **Philippines** allèguent que, afin de satisfaire aux prescriptions en matière de transparence énoncées à l'article X:1, la Thaïlande ne peut pas simplement publier les valeurs des MRSP finals déterminés par le DG des droits d'accise parce que l'article X:1 prescrit, entre autres, que *l'ensemble* des lois et règlements visant les taxes et autres impositions doivent être publiés dans les moindres délais de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance.[1367] La méthode utilisée pour déterminer le MRSP est essentielle pour calculer le MRSP final, et la

[1363] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 245. Ce texte, à l'exception de la phrase introductive, est aussi contenu dans la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 83 à 89 et 135.

[1364] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 89.

[1365] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 96.

[1366] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue à cet égard dans l'analyse du Groupe spécial chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*. Ce groupe spécial a considéré que, lorsqu'une autre méthode de détermination était utilisée par les autorités de la République dominicaine, l'article X:1 prescrivait de publier la décision de ne pas effectuer les enquêtes ainsi que la méthode de rechange utilisée pour déterminer la base d'imposition des cigarettes (rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.414).

[1367] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 447 et 448.

non-publication de la méthode ne permet pas aux gouvernements et aux commerçants de prendre connaissance du processus servant à établir la base d'imposition pour les cigarettes, et elle ne leur permet pas non plus de vérifier que les taxes imposées sur les cigarettes nationales sont appropriées par rapport aux taxes imposées sur les cigarettes importées.[1368]

7.782 Les Philippines ajoutent qu'aucun des éléments suivants, qui font partie de la méthode utilisée par le DG des droits d'accise, n'a fait l'objet d'une publication: i) le prix de détail recommandé par le fabricant, qui est la source première pour déterminer les MRSP; ii) une garantie déterminée par le DG des droits d'accise, qui est une autre source pour les MRSP; iii) l'examen des MRSP, et des critères correspondants, par le DG des droits d'accise; iv) la révision "normale" des MRSP par le DG des droits d'accise après des modifications fiscales ayant une incidence sur ces prix; v) le calcul d'un nouveau MRSP par le DG des droits d'accise, après une révision, incluant le prix c.a.f., les montants des taxes les plus récents et les coûts de commercialisation; et vi) les coûts de commercialisation calculés sur la base des renseignements fournis par l'importateur, ou, lorsque ces renseignements sont jugés douteux, les coûts de commercialisation établis par le Département des droits d'accise.[1369]

7.783 Les Philippines notent aussi que, sur les 38 Avis relatifs aux MRSP pour les cigarettes importées rendus entre 2001 et 2009, cinq seulement contenaient une description rudimentaire du calcul du MRSP. Il était seulement expliqué que le DG des droits d'accise calculait le prix c.a.f., le droit de douane, le droit de timbre sur le tabac, la TVA, les contributions à la taxe sanitaire, à la redevance télévision et aux taxes provinciales, et la marge de commercialisation. Toutefois, la manière dont la TVA ou les coûts de commercialisation sont calculés n'apparaît pas clairement.[1370] Par ailleurs, aucun avis relatif aux MRSP ne présente effectivement la méthode appliquée par la Thaïlande, selon ce qu'elle a indiqué.[1371]

7.784 La **Thaïlande** fait valoir que la méthode globale utilisée par le DG des droits d'accise pour déterminer les MRSP a été publiée conformément à l'article X:1 du GATT de 1994 dans i) le préambule de tous les avis relatifs aux MRSP rendus après août 2007 (ces avis mentionnent l'ensemble des huit éléments utilisés pour calculer les MRSP)[1372], lu conjointement ii) avec l'article 79/5 du Code des impôts et avec la Notification n° Por 85/2542 du Département des impôts (concernant la TVA imposée sur les cigarettes).[1373]

7.785 La Thaïlande affirme que, contrairement aux allégations des Philippines, les règles publiées permettent aux importateurs de calculer correctement la TVA et les coûts de commercialisation.

[1368] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 448.

[1369] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 318, tableau 1, faisant référence à la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 83 et 87, et à sa réponse à la question n° 41 du Groupe spécial.

[1370] Première déclaration orale des Philippines, paragraphes 164 à 181; deuxième communication écrite, paragraphe 320; les Avis relatifs aux MRSP du Département des droits d'accise figurent dans les pièces PHL-61 (18 septembre 2006), PHL-77 (19 août 2008), PHL-99 (7 décembre 2005), PHL-100 (30 mars 2007), PHL-104 (29 août 2007), PHL-106 (17 août 2007), PHL-117 (8 mars 2007), PHL-118 (18 décembre 2007), PHL-134 (13 mai 2005), PHL-168 (14 mai 2009) et PHL-204 (Aperçu des Avis relatifs aux MRSP).

[1371] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 321.

[1372] Pièces THA-45, PHL-105 (Avis relatif aux MRSP du 19 août 2008 pour les cigarettes importées) et PHL-77 (Avis relatif aux MRSP du 29 août 2007 pour les cigarettes nationales). Les termes utilisés dans tous les avis relatifs aux MRSP sont identiques: "[L]e Département des droits d'accise fixe par conséquent le [MRSP] … en effectuant un calcul fondé sur le prix c.a.f., le droit de douane, le droit de timbre sur le tabac (c'est-à-dire le droit d'accise), la taxe sur la valeur ajoutée, les contributions au fonds pour la promotion de la santé, les contributions à la Fondation thaïlandaise pour la radiodiffusion publique de sons et d'images, les contributions au développement de l'organisation des administrations provinciales, et le total des marges de commercialisation."

[1373] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 272; pièces THA-94 et THA-95.

S'agissant du montant de la TVA incluse dans le MRSP, la Thaïlande estime que la TVA peut être simplement calculée comme représentant 7 pour cent de l'ensemble des autres éléments du MRSP (c'est-à-dire le prix hors TVA en l'espèce).[1374] La Thaïlande a publié une disposition (l'article 79/5 du Code des impôts)[1375] et une notification (la Notification n° Por 85/2542 du Département des impôts)[1376] qui indiquent clairement que la TVA sur les cigarettes doit être calculée de cette manière.[1377] En ce qui concerne les coûts de commercialisation, la Thaïlande affirme que le Département des droits d'accise ne fait pas un "choix comptable" dans sa détermination. Les coûts de commercialisation sont calculés en déduisant du MRSP tous les autres éléments connus. Le MRSP est basé sur les renseignements fournis par l'importateur. En conséquence, la Thaïlande fait valoir que le DG des droits d'accise ne fait aucun choix qui pourrait influencer la détermination des coûts de commercialisation. La Thaïlande soutient donc qu'elle n'a pas l'obligation de publier ou de divulguer quoi que ce soit, car ce n'est pas le DG des droits d'accise qui détermine les coûts de commercialisation.[1378]

7.786 De façon plus générale, la Thaïlande estime que PM Thailand et les autres importateurs étaient suffisamment au courant de ladite méthode pour pouvoir demander et obtenir des modifications des MRSP.[1379] En fait, PM Thailand a demandé une modification de son MRSP quelques semaines seulement avant de présenter sa demande d'établissement du présent groupe spécial.[1380] En outre, les Philippines ont démontré qu'elles savaient déterminer leurs RRSP pour les cigarettes importées, ce qui nécessite les mêmes éléments que la détermination des MRSP.[1381]

Analyse du Groupe spécial

7.787 Nous avons conclu plus haut que la méthode utilisée par le Département des droits d'accise pour déterminer les MRSP, telle que la Thaïlande l'a décrite et expliquée en l'espèce, constituait une règle d'application générale au titre de l'article X:1. Ayant déterminé cela, la question suivante que nous devons régler est celle de savoir si cette méthode a été publiée de façon à permettre aux importateurs d'en prendre connaissance comme il est prescrit à l'article X:1.

7.788 Il n'est pas contesté que la Thaïlande ne publie pas la méthode utilisée par le Département des droits d'accise pour déterminer les MRSP, telle qu'elle l'a décrite et expliquée en l'espèce. En fait, la Thaïlande fait valoir qu'elle a satisfait à son obligation de publier les règles d'application générale concernées au titre de l'article X:1 en mentionnant, dans les avis relatifs aux MRSP, les huit éléments d'un MRSP donné. Ces huit éléments sont les suivants: i) le prix c.a.f. ou sortie usine; ii) les droits de douane (pour les importateurs uniquement); iii) le droit d'accise; iv) la taxe sanitaire; v) la redevance télévision; vi) les taxes locales; vii) la TVA; et viii) les coûts de commercialisation.

7.789 Toutefois, nous n'estimons pas que la publication de ces huit éléments est suffisante pour qu'il soit satisfait aux obligations de la Thaïlande au titre de l'article X:1. La liste des éléments du MRSP ne permet pas aux importateurs de prendre connaissance des règles détaillées concernant la méthode générale au sens de l'article X:1. Nous sommes d'avis que, pour que les importateurs prennent connaissance de la méthode de détermination des MRSP, il importe qu'ils se familiarisent, par exemple, avec la manière dont sont traités les renseignements qu'ils fournissent. En outre, les

[1374] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 271.
[1375] Pièce PHL-94.
[1376] Pièce PHL-95.
[1377] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 272.
[1378] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 273.
[1379] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 269.
[1380] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 269; réponse à la question n° 155 du Groupe spécial.
[1381] Observations de la Thaïlande sur la réponse des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphe 134, faisant référence à la réponse des Philippines à la question n° 120 du Groupe spécial.

importateurs doivent être informés de la manière dont le Département des droits d'accise détermine les coûts de commercialisation dans les cas où les renseignements fournis par les importateurs ne sont pas acceptés.

7.790 Nous notons l'argument de la Thaïlande selon lequel des importateurs, dont PM Thailand, ont demandé et réussi à obtenir des révisions des MRSP depuis 2007.[1382] Toutefois, cela ne prouve pas que les importateurs étaient informés des principes et méthodes spécifiques constituant, selon ce que la Thaïlande a expliqué, la méthode générale dans la présente procédure. Au contraire, alors que PM Thailand a demandé régulièrement des modifications des MRSP et fourni des renseignements à cet égard, elle n'avait qu'une compréhension limitée de la méthode effectivement appliquée par le DG des droits d'accise.[1383]

7.791 Nous concluons par conséquent que la Thaïlande n'a pas publié la méthode générale de détermination des MRSP, et qu'elle n'a pas permis aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance au titre de l'article X:1.

iii) Données utilisées pour calculer les MRSP pour différentes marques de cigarettes

Question de savoir si les données utilisées pour déterminer les MRSP pour différentes marques de cigarettes relèvent des "lois, règlements ou décisions administratives d'application générale" au titre de l'article X:1

Principaux arguments des parties

7.792 Les **Philippines** s'appuient sur le raisonnement du Groupe spécial chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes* afin d'étayer leur allégation selon laquelle les données utilisées pour déterminer les MRSP pour les marques importées et pour les marques nationales devraient être publiées, conjointement avec l'ensemble des lois, règlements et décisions administratives d'application générale.

7.793 Les Philippines allèguent que, dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, le Groupe spécial a interprété l'article X:1 comme prescrivant la publication d'une enquête sur les prix moyens des cigarettes importées. Le Groupe spécial a expliqué que cette étude avait été utilisée pour déterminer la base d'imposition pour les cigarettes importées et qu'elle était essentielle à cette fin.[1384] D'après son raisonnement, les décisions concernant la base d'imposition pour les cigarettes importées étaient des décisions administratives d'application générale au sens de l'article X:1, qui en exigeait la publication. Le Groupe spécial a considéré que tous les éléments essentiels pour la détermination concernant ces décisions relatives à la base d'imposition devaient aussi être publiés, de façon à permettre aux commerçants et aux gouvernements de prendre

[1382] Observations de la Thaïlande sur la réponse des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphe 134, faisant référence à la réponse des Philippines à la question n° 120 du Groupe spécial.

[1383] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 449. Les Philippines expliquent que, si l'on tient compte des MRSP de septembre 2006, le DG des droits d'accise a rendu six Avis relatifs aux MRSP pour les marques de PM Thailand depuis août 2006. PM Thailand a effectué de nombreux calculs en utilisant les données dont elle disposait, mais elle ne peut pas reproduire les MRSP calculés par le DG des droits d'accise. Même avec les descriptions mentionnées par ce dernier dans sa décision administrative et dans sa communication présentée à titre de réfutation, PM Thailand ne peut toujours pas recalculer ou vérifier d'une autre manière les MRSP de septembre 2006 parce qu'elle n'a pas les données nécessaires, bien que ces données concernent, selon les allégations, l'une de ses propres marques de cigarettes, *Marlboro*.

[1384] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 451 à 457, faisant référence au rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes,* paragraphes 7.405, 7.407 et 7.414.

connaissance du processus d'établissement de la base d'imposition pour les cigarettes.[1385] Il a ajouté que, lorsqu'une autre méthode de détermination était utilisée par les autorités de la République dominicaine, l'article X:1 prescrivait de publier la décision de ne pas effectuer les enquêtes ainsi que la méthode de rechange utilisée pour déterminer la base d'imposition des cigarettes.[1386]

7.794 Les Philippines allèguent que, comme dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, les données utilisées par le DG des droits d'accise pour calculer les MRSP constituent des "éléments essentiels" de l'avis relatif aux MRSP, qui est une décision administrative au sens de l'article X:1 du GATT de 1994.[1387] À cet égard, les Philippines expliquent que la nature et la teneur des Avis relatifs aux MRSP dépendent fondamentalement d'un certain ensemble de données. Selon les déclarations du Groupe spécial chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, les données elles-mêmes doivent donc être publiées en tant que partie essentielle de la décision administrative, afin de permettre aux importateurs de bien comprendre la règle.[1388]

7.795 S'agissant des cigarettes importées, les Philippines estiment que la Thaïlande aurait dû publier les enquêtes sur les prix de détail moyens utilisées par le DG des droits d'accise pour déterminer les coûts de commercialisation des cigarettes importées lorsqu'il a refusé les renseignements fournis par PM Thailand en 2006 et 2007.[1389]

7.796 S'agissant des cigarettes nationales, les Philippines allèguent que la Thaïlande doit publier les taxes et les coûts de commercialisation applicables à la détermination des MRSP pour les cigarettes nationales. Elles indiquent que les taxes sur les cigarettes nationales devraient être publiées parce qu'elles peuvent être déduites à partir des taux de taxes publiés et des bases d'imposition publiées.[1390] Les Philippines allèguent de façon similaire que les coûts de commercialisation des cigarettes nationales peuvent être déduits à partir des renseignements déjà publiés.[1391]

7.797 La **Thaïlande** conteste que la notion d'éléments essentiels établie par le Groupe spécial chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes* entraîne l'obligation de publier les données nécessaires à la détermination des MRSP.

7.798 La Thaïlande estime tout d'abord que le Groupe spécial chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes* a seulement exigé que les "résultats"[1392] et la méthode utilisée dans l'étude sur les coûts de commercialisation soient publiés, et non les données sous-jacentes. De la même manière, l'article X:1 n'exige pas que la Thaïlande révèle les données utilisées pour calculer les coûts de commercialisation, mais exige seulement qu'elle divulgue les résultats de ce calcul.

[1385] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 453, faisant référence au rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.407.

[1386] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 454, faisant référence au rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.414.

[1387] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 188.

[1388] Réponse des Philippines à la question n° 69 du Groupe spécial.

[1389] Première déclaration orale des Philippines, paragraphes 188 à 198; deuxième communication écrite, paragraphes 358 à 368. Les Philippines admettent néanmoins que i) le prix c.a.f. des cigarettes importées; ii) les droits de douane et les taxes intérieures applicables aux cigarettes importées; et iii) les coûts de commercialisation des cigarettes importées, lorsqu'ils sont basés sur les renseignements fournis par l'importateur, ne peuvent pas être publiés par le Département des droits d'accise pour des raisons de confidentialité (première déclaration orale des Philippines, paragraphe 197; réponse combinée aux questions n° 157 et 158 du Groupe spécial).

[1390] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 194 et note de bas de page 211.

[1391] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 367.

[1392] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 284, faisant référence au rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.404.

7.799 En outre, et plus fondamentalement, la Thaïlande est d'avis que la décision du Groupe spécial chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes* ne trouve aucune justification dans les deux accords visés ou dans la jurisprudence du GATT/de l'OMC.[1393] Elle souligne que le principal objectif de l'article X:1 est que les lois, règlements et décisions administratives d'application générale soient publiés de façon à ce que les importateurs puissent adapter leur comportement commercial.[1394] L'article X:1 ne prescrit pas que d'autres éléments soient rendus publics. Par conséquent, les Membres de l'OMC ne sont pas tenus de publier les données sur lesquelles l'administration s'est appuyée pour sa détermination, même si ces données sont un élément essentiel de la détermination, à moins que les données elles-mêmes puissent être considérées comme une loi, un règlement ou une décision administrative d'application générale.[1395]

7.800 Dans ce contexte, la Thaïlande fait valoir que les données utilisées par le DG des droits d'accise dans le processus de détermination des MRSP sont spécifiques à des sociétés. Comme ces données n'ont pas le niveau de généralité exigé à l'article X:1, elles ne sont pas visées par cet article et la Thaïlande n'a pas l'obligation de les publier.[1396] Selon la Thaïlande, les coûts de commercialisation utilisés par le DG des droits d'accise ont été établis, au moins en partie, à partir de renseignements spécifiques à des sociétés.[1397] La Thaïlande distingue donc l'ensemble des faits actuels et l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, dans laquelle i) les données utilisées pour effectuer les enquêtes sur les prix avaient été communiquées par des sources extérieures publiques, non par les sociétés elles-mêmes[1398]; et ii) les études sur les coûts de commercialisation effectuées par les autorités de la République dominicaine s'appliquaient à un nombre indéterminé de sociétés en général.[1399]

7.801 La Thaïlande affirme en outre que les enquêtes sur les prix utilisées par l'administration thaïlandaise en 2006 et 2007 ne sont pas visées par l'article X:1 du GATT de 1994 et qu'il n'est donc pas nécessaire de les publier.

7.802 Les **Philippines** font valoir qu'il est douteux que des données effectives sur des sociétés ont été utilisées pour calculer les coûts de commercialisation pour les MRSP, parce que les coûts semblent avoir été calculés indirectement, sans données.[1400] Les Philippines estiment également que, pour les MRSP de septembre 2006, mars 2007 et août 2007, les coûts de commercialisation pour *L&M* et *Marlboro* étaient fondés sur des enquêtes internationales sur les prix[1401] concernant les marchés des cigarettes dans les pays voisins. Ces enquêtes ont été effectuées par un organisme de recherche commerciale indépendant et privé (à savoir PricewaterhouseCoopers Worldtrade Management Services), et rien n'indique que cet organisme avait accès aux renseignements fournis par PM Thailand.[1402] Cela donne à penser que, pour 2006-2007, les coûts de commercialisation

[1393] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 277 à 283.
[1394] Réponse de la Thaïlande à la question n° 66 du Groupe spécial.
[1395] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 281. La Thaïlande rappelle les déclarations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Inde – Brevets* (rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets*, paragraphe 45), disant que les groupes spéciaux doivent veiller à ne pas imputer à un traité des "termes qu'il ne contient pas" et des "concepts qui n'y étaient pas prévus".
[1396] Réponse de la Thaïlande à la question n° 67 du Groupe spécial.
[1397] Observations de la Thaïlande sur la réponse des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphe 136.
[1398] Réponse de la Thaïlande à la question n° 66 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 276 à 278.
[1399] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 322, faisant référence au rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphes 7.404 à 7.408.
[1400] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 195, faisant référence à la pièce THA-19.
[1401] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 352.
[1402] Réponse de la Thaïlande à la question n° 50 du Groupe spécial; pièce THA-44.

utilisés pour calculer les MRSP pour *L&M* et *Marlboro* n'ont pas été établis à partir des renseignements fournis par PM Thailand.[1403]

Analyse du Groupe spécial

7.803 Nous examinons maintenant la question de savoir si les données utilisées pour calculer les MRSP constituent des règles d'application générale au sens de l'article X:1.

7.804 Comme il a été rappelé antérieurement, l'Organe d'appel a souligné dans l'affaire *CE – Volailles*[1404] que l'article X s'appliquait uniquement aux règles d'"application générale". Nous avons aussi constaté que la méthode de détermination des MRSP était une règle d'application générale au titre de l'article X:1.

7.805 Les Philippines allèguent que les données utilisées par le DG des droits d'accise pour calculer les MRSP tant pour les cigarettes importées que pour les cigarettes nationales doivent être publiées parce qu'elles sont des *éléments essentiels* pour la détermination des MRSP et constituent donc une décision administrative d'application générale au titre de l'article X:1.

7.806 Toutefois, comme la Thaïlande, nous estimons que les données nécessaires pour déterminer un MRSP, telles que le prix c.a.f., les droits de douane, les taxes intérieures et les coûts de commercialisation, sont essentiellement spécifiques à une société et non généralement applicables à l'ensemble des sociétés. Nous notons aussi que les Philippines reconnaissent que ces quatre éléments spécifiques sont des renseignements confidentiels obtenus auprès de sociétés, qui sont par définition spécifiques à des sociétés. En tant que telles, les données utilisées pour ces éléments du MRSP ne peuvent pas être considérées comme des règles applicables de manière générale et prospective.

7.807 En ce qui concerne l'affirmation des Philippines selon laquelle nous devrions néanmoins suivre le critère de l'élément essentiel adopté par le Groupe spécial chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*[1405] afin de constater que les enquêtes sur les prix moyens effectuées en 2006 et 2007 ont été essentielles pour la détermination des MRSP, nous considérons que les circonstances factuelles de ce différend dans lesquelles un tel critère a été utilisé doivent être distinguées des circonstances factuelles présentées en l'espèce. Dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, les enquêtes sur les prix moyens utilisées par la Banque centrale de la République dominicaine afin de déterminer la base d'imposition pour les cigarettes nationales étaient fondées sur des renseignements à la disposition du public et pouvaient servir à déterminer la base d'imposition pour toutes les cigarettes nationales.[1406] En particulier, l'article 367 b) du Code des impôts de la République dominicaine autorisait la Banque centrale à recourir à des enquêtes sur les prix à cette fin.

7.808 Dans le présent différend, comme la Thaïlande l'indique, les enquêtes sur les prix effectuées en 2006 et 2007 ont été conçues sur la base des données relatives aux cigarettes *Marlboro* dans les

[1403] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 352, faisant référence à la réponse de la Thaïlande à la question n° 41 du Groupe spécial.

[1404] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 111.

[1405] Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphes 7.400 à 7.406. Le Groupe spécial a constaté que "bien que les enquêtes [sur les prix moyens] n'aient peut-être pas été, en elles-mêmes, des [lois, règlements,] décisions [judiciaires ou] administratives d'application générale, elles constitueraient un élément essentiel d'une décision administrative: la détermination de la base d'imposition pour les cigarettes" (rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.405).

[1406] Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.318.

pays voisins.[1407] Par conséquent, les enquêtes ont été menées sur une base spécifique à une société, en n'indiquant les prix de détail moyens que pour les cigarettes *Marlboro* dans les pays voisins. En outre, le Département des droits d'accise a utilisé les résultats des enquêtes sur les prix pour déterminer les coûts de commercialisation appliqués au calcul des MRSP pour *Marlboro* et *L&M*, mais pas les coûts de commercialisation généralement applicables aux MRSP pour toutes les cigarettes.[1408]

7.809 Pour les raisons qui précèdent, nous constatons que les données utilisées pour déterminer les MRSP ne sont pas une décision administrative d'application générale au sens de l'article X:1.

7.810 En ce qui concerne les données nécessaires pour déterminer les MRSP pour les cigarettes nationales, les Philippines font valoir que la Thaïlande doit publier les taxes et les coûts de commercialisation applicables au TTM. Elles allèguent que la publication de ces renseignements ne devrait pas être un problème parce que les données pertinentes ont été publiées ou pourraient être déduites à partir des renseignements à la disposition du public.[1409] Toutefois, les Philippines n'ont pas démontré que les données publiées actuellement n'étaient pas suffisantes pour satisfaire aux obligations découlant de l'article X:1. En l'absence de tels arguments, et comme les données nécessaires pour déterminer les MRSP pour les cigarettes nationales sont déjà disponibles, soit directement par leur publication soit par de simples déductions, nous concluons que les données pour les cigarettes nationales sont suffisamment publiées. Nous ne jugeons donc pas nécessaire d'examiner la question de savoir si ces données constituent des "lois, règlements, décisions judiciaires ou administratives d'application générale" au sens de l'article X:1.

Question de savoir si la publication des donnés utilisées pour calculer les MRSP pour différentes marques de cigarettes reviendrait à divulguer des "renseignements confidentiels" au sens de l'article X:1

Principaux arguments des parties

7.811 La **Thaïlande** allègue que, même si les données utilisées pour déterminer les MRSP relèvent des règles d'application générale énoncées à l'article X:1, aucune des données mentionnées par les Philippines ne devrait être publiée parce que la troisième phrase de l'article X:1 exclut les renseignements confidentiels des prescriptions énoncées dans les première et deuxième phrases.[1410] En réponse à l'argument des Philippines selon lequel l'article X:1 fait obligation à la Thaïlande de publier les données concernant les cigarettes importées et les cigarettes nationales qui forment une partie essentielle de la détermination de certains MRSP[1411], la Thaïlande affirme que la publication de ces données aboutirait à une infraction de la règle de confidentialité, en violation de la troisième phrase de l'article X:1.

[1407] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 437.

[1408] À cet égard, nous rappelons notre conclusion figurant au paragraphe 7.780 ci-dessus selon laquelle l'utilisation d'enquêtes sur les prix, comme celles qui ont été effectuées en 2006 et 2007, et la méthode adoptée pour ces enquêtes peuvent relever des règles d'application générale dans la mesure où elles font partie de la méthode générale de détermination des MRSP.

[1409] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 194; deuxième communication écrite, paragraphe 367. Les Philippines déclarent que les prix sortie usine des cigarettes nationales sont déjà publiés et que les taxes sur les cigarettes nationales pourraient être déduites à partir des taux de taxes publiés et des bases d'imposition publiées. Elles font aussi observer que les coûts de commercialisation des cigarettes nationales peuvent être établis à partir des renseignements déjà publiés.

[1410] Réponse de la Thaïlande à la question n° 66 du Groupe spécial, paragraphes 188 à 190; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 276 à 278.

[1411] Première déclaration orale des Philippines, paragraphes 188 à 198; deuxième communication écrite, paragraphes 358 à 368.

7.812 En particulier, la Thaïlande fait une distinction entre les enquêtes sur les prix en cause en l'espèce et celles qui ont été examinées par le Groupe spécial chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*. Elle souligne tout d'abord que les sources des données utilisées respectivement aux fins des enquêtes sur les prix varient. À la différence des données utilisées dans les enquêtes sur les prix en cause dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, qui provenaient de sources extérieures publiques, les données utilisées dans le présent différend pour établir les MRSP sont fournies par les sociétés elles-mêmes, et l'accès aux renseignements confidentiels d'autres sociétés n'est pas nécessaire pour permettre aux commerçants de prendre connaissance du processus de détermination des MRSP.[1412] La Thaïlande explique que le Département des droits d'accise obtient les coûts de commercialisation en soustrayant le prix c.a.f., ainsi que les droits et taxes versés au gouvernement, du MRSP proposé par le fabricant/l'importateur.[1413]

7.813 La Thaïlande souligne aussi les conséquences de la publication des enquêtes sur les prix utilisées par le DG des droits d'accise, même sous forme indexée comme l'ont exigé les Philippines. Elle mentionne trois risques principaux en matière de confidentialité qui sont liés à cette publication. Premièrement, les chiffres contenus dans les enquêtes pourraient aussi être utilisés pour déduire des renseignements confidentiels tels que les coûts de commercialisation publiés antérieurement, et pour montrer l'évolution et les variations de ces coûts. Deuxièmement, comme les prix sortie usine/c.a.f. et les coûts de commercialisation sont les seules variables inconnues dans le calcul du MRSP, la publication des coûts de commercialisation, même sous forme indexée, pourrait permettre aux sociétés concurrentes de retrouver les valeurs c.a.f. Enfin, le fait que les coûts de commercialisation déterminés de certains importateurs aient été remplacés par une valeur de substitution fixée par le gouvernement montrerait *en soi* un désaccord avec le gouvernement au sujet de la base d'imposition et pourrait causer un préjudice concurrentiel aux importateurs.[1414]

7.814 En ce qui concerne la position de la Thaïlande sur la nature confidentielle des données utilisées pour déterminer les MRSP, les **Philippines** font valoir que, pour les cigarettes importées, la Thaïlande devrait publier, à tout le moins sous forme indexée, le montant de la valeur de substitution qu'elle utilise lorsque le DG des droits d'accise refuse les renseignements sur les coûts de commercialisation fournis par l'importateur.[1415] Toutefois, les Philippines admettent que i) le prix c.a.f. pour les cigarettes importées[1416]; ii) les droits de douane et les taxes intérieures applicables aux cigarettes importées[1417]; et iii) les coûts de commercialisation des cigarettes importées lorsqu'ils sont basés sur les renseignements fournis par l'importateur[1418], ne peuvent pas être publiés par le Département des droits d'accise pour des raisons de confidentialité.

7.815 Les Philippines font aussi valoir qu'une version non confidentielle d'une décision administrative peut tout de même être considérée comme une décision au titre de l'article X:1 du GATT de 1994.[1419] Par conséquent, même si elle se présente sous une forme différente par rapport à la décision initiale, la version non confidentielle de la décision administrative doit être publiée.[1420] Ainsi, les Philippines font valoir que les versions non confidentielles des déterminations des MRSP

[1412] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 283.
[1413] Réponses de la Thaïlande à la question n° 114 du Groupe spécial.
[1414] Observations de la Thaïlande sur la réponse des Philippines aux questions posées par le Groupe spécial après la deuxième réunion de fond, paragraphe 136.
[1415] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 157 et 158 du Groupe spécial.
[1416] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 197.
[1417] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 197.
[1418] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 157 et 158 du Groupe spécial.
[1419] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 157 et 158 du Groupe spécial.
[1420] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 157 et 158 du Groupe spécial.

devraient être publiées, ce qui permettrait d'assurer aussi bien la transparence que la protection des renseignements commerciaux confidentiels.[1421]

7.816 Quant aux cigarettes nationales, les Philippines font valoir que l'article X:1 du GATT prescrit que les taxes et les coûts de commercialisation relatifs aux cigarettes nationales doivent être publiés, car ces renseignements peuvent être obtenus à partir de données déjà rendues publiques.[1422]

Analyse du Groupe spécial

7.817 Comme nous avons constaté ci-dessus que les données utilisées pour déterminer les MRSP ne relevaient pas de décisions administratives d'application générale, il n'est pas nécessaire que nous examinions plus avant la question de savoir si la publication de ces données reviendrait à divulguer des "renseignements confidentiels" au sens de l'article X:1.

7.818 Toutefois, même si nous devions examiner les arguments des parties à cet égard, nous ne constaterions pas, pour les raisons suivantes, que les Philippines ont établi *prima facie* que la Thaïlande, même si elle était exemptée de l'obligation de publier les données pertinentes en raison de leur nature confidentielle, serait néanmoins obligée de les publier au titre de l'article X:1.

7.819 La Thaïlande fait valoir essentiellement que, étant donné que la troisième phrase de l'article X:1 indique que les dispositions dudit article n'obligeront pas un Membre de l'OMC à révéler des renseignements confidentiels, elle n'est pas tenue de publier les données utilisées pour déterminer les MRSP parce que ces données sont des renseignements confidentiels. Les Philippines semblent aussi accepter la position de la Thaïlande, car elles reconnaissent que les données comme le prix c.a.f., les taxes intérieures, les coûts de commercialisation, même sous forme indexée, sont des renseignements confidentiels.[1423] D'après ce que nous croyons comprendre, le seul argument restant des Philippines à cet égard est qu'une version non confidentielle d'une décision administrative doit tout de même être publiée. Toutefois, nous ne trouvons pas une telle obligation dans le texte de l'article X:1.

d) Méthode et données permettant de déterminer les prix sortie usine

i) Introduction

7.820 Les Philippines allèguent que la Thaïlande doit publier la méthode et les données permettant de déterminer les prix sortie usine, qui sont l'une des composantes du MRSP pour les cigarettes importées, parce que la méthode et les données sont des éléments essentiels pour déterminer les prix sortie usine, qui sont eux-mêmes des décisions administratives d'application générale au sens de l'article X:1. Les allégations des Philippines concernant la méthode et les données utilisées pour déterminer les MRSP pour les cigarettes importées sont donc fondées sur leur position selon laquelle les prix sortie usine sont des décisions administratives d'application générale au titre de l'article X:1. La Thaïlande fait valoir que les prix sortie usine ne relèvent pas de l'article X:1.

7.821 Nous examinerons donc d'abord si les prix sortie usine relèvent de l'article X:1. S'il est constaté qu'ils n'entrent pas dans le champ d'application de l'article X:1, l'allégation des Philippines concernant la méthode et les données nécessaires pour l'établissement des prix sortie usine sera aussi jugée sans fondement.

[1421] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 157 et 158 du Groupe spécial.

[1422] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 194; deuxième communication écrite, paragraphe 367. Les Philippines ont souligné que les prix sortie usine des cigarettes importées, ainsi que les taux de taxes et les bases d'imposition pour ces cigarettes, étaient déjà publiés.

[1423] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 157 et 158 du Groupe spécial.

ii) Prix sortie usine – Question de savoir si la détermination des prix sortie usine est une décision administrative d'application générale au sens de l'article X:1

Principaux arguments des parties

7.822 Les **Philippines** estiment que le prix sortie usine relève de l'article X:1 parce que c'est un "règlement" ou une "décision administrative" qui vise des "taxes et autres impositions".[1424] Les Philippines s'appuient sur la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Volailles*, selon laquelle une règle est d'application générale au sens de l'article X:1 si elle établit "des principes ou des critères applicables dans des affaires futures … [qui] affectent … un nombre indéterminé d'agents économiques".[1425]

7.823 Les Philippines font valoir que le prix sortie usine constitue, sur une base générale et prospective, une assiette fiscale pour l'imposition des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision sur les cigarettes nationales.[1426] En outre, le prix sortie usine sert de base pour déterminer les MRSP pour les cigarettes nationales.[1427] En ayant une incidence sur les taux de taxes applicables aux cigarettes nationales, la détermination du prix sortie usine "affecte [de manière prospective] un nombre important et indéterminé d'agents économiques", au sens de la déclaration faite dans l'affaire *CE – Volailles* susmentionnée. Les agents affectés incluent les grossistes, les détaillants et les consommateurs de cigarettes du TTM.[1428]

7.824 La **Thaïlande** n'est pas d'accord pour dire que les prix sortie usine relèvent de l'article X:1. Selon elle, les prix sortie usine ne sont pas des décisions administratives d'application générale. Au contraire, ce sont des déterminations privées en ce qui concerne leur origine et leur application. Premièrement, les prix sortie usine ont seulement une application privée, spécifique à une société. Ils ne s'appliquent qu'à une seule entité, le TTM, et ne servent de base d'imposition pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision que pour cette entité.[1429] L'Organe d'appel a clarifié que les mesures relatives à des sociétés précises ne sont pas des mesures d'application générale au sens de l'article X:1 du GATT de 1994.[1430] La Thaïlande affirme que les prix sortie usine ne relèvent donc pas de l'article X:1. Deuxièmement, en ce qui concerne l'origine, la Thaïlande souligne que c'est le TTM lui-même, et non l'administration thaïlandaise, qui calcule les prix sortie usine.[1431] Le TTM doit seulement tenir sa comptabilité conformément aux principes de comptabilité généralement admis ("GAAP").[1432] Le Département des droits d'accise n'est nullement concerné, et il n'a pas de méthodologie ni des règles prescrivant une méthode ou une norme comptable particulière pour le TTM afin de déterminer les prix sortie usine.[1433] Par conséquent, la détermination des prix sortie usine ne peut pas être considérée comme un acte "administratif", et il ne peut pas y avoir d'obligation de publier ces prix ou la méthode de calcul correspondante.

[1424] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 641; première déclaration orale, paragraphe 254.

[1425] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 126, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 113.

[1426] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 641; première déclaration orale, paragraphe 254.

[1427] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 251.

[1428] Réponse des Philippines à la question n° 162 du Groupe spécial.

[1429] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 287.

[1430] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 317, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 110, *citant* le rapport du Groupe spécial *CE – Volailles*, paragraphe 269.

[1431] Réponse de la Thaïlande à la question n° 160 1) du Groupe spécial; pièce THA-24.

[1432] Réponse de la Thaïlande à la question n° 160 1) du Groupe spécial.

[1433] Réponse de la Thaïlande à la question n° 161 du Groupe spécial.

Analyse du Groupe spécial

7.825 Afin de déterminer si les prix sortie usine sont des décisions administratives d'application générale au sens de l'article X:1, nous commencerons notre analyse par l'examen du sens ordinaire de ces termes. L'expression "sortie usine" est définie comme suit dans le guide des Incoterms de la CCI: ""À l'usine" signifie que le vendeur a dûment livré la marchandise dès lors que celle-ci a été mise à la disposition de l'acheteur dans ses locaux propres ou dans un autre lieu convenu (atelier, usine, entrepôt), et ce sans accomplissement des formalités douanières à l'exportation et sans chargement sur un quelconque véhicule d'enlèvement".[1434] Le prix sortie usine est donc le prix, hors frais de dédouanement et de transport, applicable à la marchandise lorsque son processus de fabrication est achevé et qu'elle est prête à être remise à un acheteur.

7.826 Le prix sortie usine, en tant que concept général, peut donc être considéré comme le prix d'une marchandise qui est décidé par chaque société selon ses propres coûts et ses propres stratégies commerciales.[1435] Autrement dit, c'est le résultat d'un processus de prise de décisions interne, qui se déroule société par société. Par conséquent, à moins qu'il ne puisse être montré, par des éléments de preuve, qu'un gouvernement intervient d'une manière quelconque dans la détermination du prix sortie usine de certaines marchandises, le prix sortie usine ne peut pas être considéré comme une décision administrative d'application générale au titre de l'article X:1, car c'est une décision commerciale prise par une société individuelle.

7.827 En Thaïlande, le TTM est le seul fabricant de cigarettes nationales qui détermine les MRSP sur la base, entre autres choses, du montant des prix sortie usine. Le TTM est une entreprise d'État, mais ce n'est pas en soi une preuve que le gouvernement thaïlandais détermine les prix sortie usine des cigarettes du TTM. Nous ne disposons pas non plus d'éléments de preuve donnant à penser que c'est le cas, ou que le TTM doit suivre des lignes directrices ou des règles imposées par l'administration thaïlandaise pour procéder à la *détermination* de ses prix sortie usine. Au contraire, le rôle de l'administration thaïlandaise semble être de recevoir et de traiter les prix sortie usine déclarés par le TTM.[1436]

7.828 Nous notons l'argument des Philippines selon lequel la détermination du prix sortie usine relève de l'article X:1 parce que ce prix affecte les entités et les consommateurs opérant sur le marché des cigarettes. La détermination concernée sert en fait de base pour le MRSP et les taxes applicables aux cigarettes nationales. Toutefois, nous sommes d'avis que cette interprétation dépasse la portée prévue de la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Vêtements de dessous*, selon laquelle les mesures d'application générale sont celles qui "affecte[nt] un nombre indéterminé d'agents économiques".[1437] L'interprétation donnée par les Philippines élargirait d'une manière inadmissible la portée de cet argument à presque toutes les déterminations administratives relevant de l'article X:1. À cet égard, nous notons que le MRSP, et non le prix sortie usine, sert de base pour les taxes applicables aux cigarettes nationales. Le prix sortie usine n'est qu'un élément du calcul servant à déterminer le MRSP. Les Philippines n'ont pas précisé le lien corollaire entre le prix sortie usine et son incidence sur les opérateurs du marché intérieur thaïlandais des cigarettes.

7.829 Pour les raisons qui précèdent, nous concluons que les prix sortie usine ne sont pas des décisions administratives d'application générale au sens de l'article X:1. Ayant formulé cette

[1434] Pièce THA-23, page 69.

[1435] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 288.

[1436] La clause 1 de la notification du Département des droits d'accise intitulée "Prix déclarés des tabacs coupés ou non à la fabrique de tabac" indique à cet égard: "Le fabricant de tabac déclarera les prix des tabacs coupés ou non à la fabrique de tabac au Directeur général du Département des droits d'accise, sur le formulaire ci-joint" (pièce THA-24).

[1437] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Vêtements de dessous*, paragraphe 7.65; rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Vêtements de dessous*, page 22.

constatation, nous n'avons pas à examiner l'allégation des Philippines au titre de l'article X:1 selon laquelle la méthode et les données utilisées pour déterminer les prix sortie usine, en tant qu'éléments essentiels dans cette détermination, doivent être publiées conformément aux obligations découlant de l'article X:1.

e) Règles relatives à la libération des garanties déposées pour la taxe sanitaire, les droits d'accise et la redevance télévision

i) Introduction

7.830 Comme il est expliqué dans la section VII.I.2 ci-après, dans les cas où il devient nécessaire de différer la détermination finale de la valeur en douane, la Thaïlande permet à l'importateur de retirer ses marchandises des douanes s'il fournit des garanties suffisantes pour le paiement du montant potentiellement exigible des droits de douane et des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision.[1438]

7.831 Le montant de ces garanties est fondé sur une valeur de garantie attribuée par les douanes thaïlandaises à chaque marque de cigarettes importées.[1439] L'importateur acquitte les droits de douane et les taxes intérieures exigibles sur les valeurs en douane déclarées, et il fournit une garantie pour les droits et les taxes intérieures payables sur la différence entre la valeur transactionnelle déclarée et la valeur de garantie.[1440] Les garanties restent en place jusqu'à ce que les douanes thaïlandaises estiment la valeur en douane pour une expédition donnée.[1441] Le montant final à acquitter pour les droits de douane, ainsi que pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision, est ensuite calculé sur la base de la valeur en douane estimée.[1442] Lorsque la valeur en douane estimée est inférieure à la valeur de garantie, le montant final à acquitter par l'importateur pour les droits de douane et les taxes intérieures est inférieur au montant garanti.[1443]

7.832 Les Philippines allèguent que la Thaïlande viole l'article X:1 parce qu'elle ne publie pas ses règles d'application générale concernant la libération des garanties. Afin d'examiner l'allégation des Philippines à cet égard, nous devons considérer les deux questions suivantes. Premièrement, la question de savoir si les Philippines ont prouvé l'existence de lois, règlements, décisions judiciaires ou administratives d'application générale relatives à la libération des garanties rendus exécutoires par la Thaïlande; et, deuxièmement, si de telles règles d'application générale existent, la question de savoir si la Thaïlande les a publiées dans les moindres délais de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance.

ii) Question de savoir si la Thaïlande maintient des règles d'application générale relatives à la libération des garanties

Principaux arguments des parties

7.833 Les **Philippines** font valoir qu'une règle générale concernant la libération des garanties paraît exister en Thaïlande.[1444] Elles estiment que, bien que la Thaïlande reconnaisse le droit à la libération des garanties déposées pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision, elle ne

[1438] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 633; pièce PHL-20.
[1439] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 634.
[1440] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 634; première déclaration orale, paragraphe 264, faisant référence à la pièce PHL-147.
[1441] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 635.
[1442] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 635.
[1443] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 635.
[1444] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 259.

publie pas ses règles d'application générale en la matière.[1445] Les Philippines font observer que la Thaïlande admet que ses douanes traitent les demandes de libération des garanties dans le cadre d'une pratique départementale.[1446] Selon les Philippines, cela donne à penser que les douanes thaïlandaises suivent dans l'ensemble, pour le processus de libération, une règle d'application générale qui, en vertu de l'article X:1 du GATT de 1994, doit être publiée.

7.834 En particulier, les Philippines estiment que les étapes procédurales de base qu'un importateur devrait suivre pour exercer son droit à la libération de ces garanties devraient être publiées.[1447] Elles demandent spécifiquement au Groupe spécial d'opposer l'absence de règles et de procédures publiées relatives à la libération des garanties et les règles publiées très détaillées sur le remboursement des droits de douane, qui contiennent les renseignements suivants: i) le bureau des douanes auquel la demande de remboursement doit être adressée; ii) les documents personnels d'identité que la personne ou l'entité requérante doit présenter; iii) les circonstances dans lesquelles la personne ou l'entité peut établir une procuration pour être représentée par un tiers; iv) les documents et les renseignements additionnels à fournir; v) la forme de la réponse donnée par les autorités douanières; et vi) la manière précise dont le remboursement est transféré à la personne ou à l'entité requérante.[1448]

7.835 Les Philippines font valoir que si la législation thaïlandaise ne prévoit pas une règle générale concernant la libération des garanties, la Thaïlande viole ses obligations dans le cadre de l'OMC en raison d'une application déraisonnable et non uniforme.[1449]

7.836 La **Thaïlande** allègue que la libération des garanties est visée par les dispositions de la Loi douanière régissant l'estimation finale des droits de douane, à savoir l'article 112*bis* et 112*quater*.[1450] De l'avis de la Thaïlande, du fait que la libération des garanties s'effectue lors de l'estimation finale des droits, il n'est pas nécessaire d'avoir une disposition juridique autre que celles qui régissent l'estimation finale des droits pour traiter séparément la libération des garanties.

7.837 La Thaïlande fait valoir que, pour qu'il y ait une obligation de publier une règle d'application générale au titre de l'article X:1, il faut qu'il existe une règle d'application générale. L'article X:1 n'exige pas des Membres de l'OMC qu'ils promulguent des lois particulières; il exige seulement qu'ils publient les lois d'application générale existantes. La Thaïlande estime que les Philippines, en tant que plaignant, doivent satisfaire au critère établi par le Groupe spécial chargé de l'affaire *Japon – Pellicules* pour "démontrer clairement l'existence de décisions administratives non publiées dans des cas particuliers qui établissent de nouveaux principes ou modifiaient les principes applicables à l'avenir".[1451] La Thaïlande considère que les Philippines n'ont pas indiqué une règle d'application générale existante en vertu de la législation thaïlandaise qu'elle n'a pas publiée.[1452]

[1445] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 651.

[1446] Réponse des Philippines à la question n° 166 du Groupe spécial; deuxième déclaration orale, paragraphe 128, faisant référence à la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 296. Les Philippines notent qu'une série de décisions administratives habituelles constitue aussi une "mesure" au sens de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

[1447] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 652; deuxième communication écrite, paragraphe 524.

[1448] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 259; réponse à la question n° 72 du Groupe spécial.

[1449] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 258.

[1450] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 325.

[1451] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pellicules*, paragraphe 10.388.

[1452] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 326; réponse à la question n° 74 du Groupe spécial.

7.838 La Thaïlande fait valoir que, "généralement", les garanties doivent être remboursées lors de l'estimation finale pour les marchandises[1453], mais que la libération des garanties n'est pas régie par des règles d'application générale détaillées. En particulier, la Thaïlande n'a pas promulgué de loi ou règlement d'application générale énonçant les étapes procédurales qu'un importateur doit suivre pour demander une libération des garanties.[1454] Par contre, les douanes thaïlandaises administrent la libération des garanties par le biais d'une pratique départementale et du pouvoir discrétionnaire de l'administration dans le cadre du processus d'estimation finale des droits. Dans la très grande majorité des cas, la libération des garanties a lieu sans incident.[1455] La Thaïlande allègue donc que les Philippines n'ont pas démontré l'existence d'une loi ou d'un règlement d'application générale rendu exécutoire par l'administration thaïlandaise.[1456]

7.839 De l'avis de la Thaïlande, l'allégation des Philippines exige plutôt l'adoption ou la promulgation d'une norme d'application générale concernant la libération des garanties.[1457] La Thaïlande estime que cette allégation ne relève pas de l'article X:1, qui prescrit seulement la publication des normes d'application générale existantes.[1458]

Analyse du Groupe spécial

7.840 Comme il a été observé plus haut, l'article X:1 exige des Membres de l'OMC qu'ils publient dans les moindres délais leurs lois et règlements commerciaux d'application générale, de façon à permettre aux gouvernements et aux commerçants d'en prendre connaissance.

7.841 En ce qui concerne la libération des garanties déposées par les importateurs pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision, les Philippines allèguent que la Thaïlande devrait publier une règle concernant "un droit non ambigu à la libération des garanties" ainsi que les "règles procédurales [spécifiques] contenant des indications suffisantes sur la manière dont les garanties sont libérées".[1459] La Thaïlande fait observer qu'elle ne maintient pas de procédures ou règles spécifiques généralement appliquées pour la libération des garanties. Elle estime que les Philippines, en tant que plaignant avançant une allégation au titre de l'article X:1, doivent d'abord démontrer l'existence sur son territoire de règles d'application générale pertinentes qu'elle n'a pas publiées, d'après ce que les Philippines font valoir.

7.842 Nous rappelons tout d'abord la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Chemises et blouses de laine* concernant le principe de la charge de la preuve dans une procédure de règlement des différends à l'OMC, selon laquelle "il appartient à [une] partie qui affirme un fait, que ce soit le demandeur ou le défendeur, d'en apporter la preuve […] Si [la] partie fournit des éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que ce qui est allégué est vrai, alors la charge de la preuve se déplace et incombe à l'autre partie, qui n'aura pas gain de cause si elle ne fournit pas des preuves suffisantes pour réfuter la présomption".[1460] Dans le cadre de leur allégation au titre de l'article X:3 a) concernant la libération des garanties, les Philippines affirment que la Thaïlande ne maintient pas de règles d'application générale régissant les procédures de libération des garanties. Par conséquent, les Philippines, en tant que partie avançant cette allégation spécifique, doivent démontrer

[1453] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 259, faisant référence à la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 111.
[1454] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 296.
[1455] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 296.
[1456] Réponse de la Thaïlande à la question n° 74 du Groupe spécial.
[1457] Réponse de la Thaïlande à la question n° 74 du Groupe spécial.
[1458] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 326; deuxième communication écrite, paragraphe 296.
[1459] Première déclaration orale des Philippines, paragraphes 415 à 420.
[1460] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, paragraphe 335.

l'existence des règles ou procédures non publiées que la Thaïlande applique généralement pour libérer les garanties.

7.843 Premièrement, nous examinerons la question de savoir si les Philippines ont prouvé que la Thaïlande maintient une règle générale concernant *un droit à la libération des garanties* au sens de l'article X:1. Pour étayer leur position selon laquelle la Thaïlande applique une règle générale à cet égard, les Philippines font référence, entre autres, à la déclaration de la Thaïlande selon laquelle les "garanties doivent être remboursées lors de l'estimation finale pour les marchandises".[1461] La Thaïlande ne conteste pas non plus l'existence de cette règle générale, qui régit le droit à la libération des garanties. Elle estime notamment que l'article 112*bis* et 112*quater* de la Loi douanière constitue une loi d'application générale qui s'applique à la libération des garanties.[1462] Par conséquent, elle affirme plutôt que ses règles relatives à la libération des garanties sont déjà publiées "spécifiquement" dans les dispositions de la Loi douanière régissant l'estimation finale des droits de douane. Il s'agit d'une question que nous examinons plus loin dans la présente section, concernant le point de savoir si les dispositions pertinentes de la Loi douanière thaïlandaise sont suffisantes pour permettre aux commerçants de prendre connaissance des règles relatives à la libération des garanties.

7.844 Nous passons maintenant aux arguments des parties portant sur la question de savoir si la Thaïlande maintient des *règles procédurales* spécifiques généralement appliquées à la libération des garanties. Les Philippines estiment que les étapes procédurales de base qu'un importateur devrait suivre pour exercer son droit à la libération de ces garanties devraient être publiées. La Thaïlande fait valoir qu'elle n'a pas promulgué de loi ou règlement d'application générale indiquant les étapes procédurales qu'un importateur doit suivre pour demander une libération des garanties et que, par conséquent, il n'y a pas aucune étape procédurale généralement applicable à publier.[1463]

7.845 Les Philippines indiquent que PM Thailand a obtenu la libération de garanties bancaires dans le passé pour des droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision, par exemple en juillet 2008.[1464] Toutefois, les Philippines n'expliquent pas les étapes procédurales que PM Thailand a en fait suivies pour obtenir la libération des garanties en pareils cas, alors qu'elles ont indiqué les règles procédurales spécifiques que la Thaïlande, d'après ce qu'elles allèguent, doit publier en ce qui concerne la libération des garanties.[1465] Par conséquent, nous ne sommes pas saisis d'éléments de preuve nous permettant d'identifier les règles procédurales d'application générale actuellement maintenues par la Thaïlande pour la libération des garanties, qui devraient faire l'objet de l'obligation de publication énoncée à l'article X:1.

[1461] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 259, faisant référence à la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 111.

[1462] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 325; réponse à la question n° 74 du Groupe spécial.

[1463] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 296.

[1464] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 651.

[1465] Les Philippines, par exemple, opposent l'absence de règles et procédures relatives à la libération des garanties et les règles procédurales détaillées qui existent pour le remboursement des droits de douane, telles qu'elles sont énoncées dans la "Notification n° 97/2542 du Département des douanes: Procédures de perception des remboursements par chèque des taxes, droits de douane et autres recettes" qui contient des règles publiées régissant le remboursement des droits de douane (réponse des Philippines à la question n° 72 du Groupe spécial; pièce PHL-184). Les Philippines notent que la notification ci-dessus contient des règles régissant uniquement le remboursement des droits de douane.

La seule référence des Philippines à une action effective des douanes thaïlandaises concernant la libération des garanties pour les taxes intérieures est le cas où ces dernières ont remis à PM Thailand le document original contenant certaines garanties bancaires lorsqu'elles ont restitué ces garanties (réponse des Philippines à la question n° 73 du Groupe spécial, note de bas de page 26).

7.846 Dans ce contexte, nous prenons aussi note de certaines déclarations des Philippines, dont la suivante: "[I]l n'y a pas de règles procédurales contenant des indications suffisantes sur la manière dont les garanties sont libérées"; "il [a été] très utile d'opposer l'absence de règles et de procédures relatives à *la libération des garanties* et les règles procédurales très détaillées qui existent pour *le remboursement des droits de douane*".[1466] Les avis des experts produits par les Philippines tendent aussi à confirmer que la législation thaïlandaise ne contient aucune disposition régissant le processus de libération des garanties.[1467] Bien que cela ne soit pas parfaitement clair pour nous, nous supposons que les arguments des Philippines impliquent qu'il n'existe pas de règles *écrites* sur les procédures régissant la libération des garanties. Toutefois, si cette position était celle des Philippines, celles-ci auraient dû au moins attirer notre attention sur la "pratique" adoptée par les douanes thaïlandaises dans les cas antérieurs où les garanties ont été libérées. À notre avis, cela aurait permis d'établir l'existence de règles procédurales d'application générale maintenues par la Thaïlande pour libérer les garanties.[1468]

7.847 Les Philippines soulignent la déclaration de la Thaïlande selon laquelle la manière de libérer les garanties en Thaïlande est fondée sur une pratique départementale qui est habituelle et appliquée sans incident dans la très grande majorité des cas.[1469] Selon les Philippines, cette déclaration met en évidence le fait que la Thaïlande admet que les douanes thaïlandaises suivent une règle d'application générale pour assurer le processus de libération, qui doit être publiée au titre de l'article X:1.[1470] Toutefois, la Thaïlande n'a pas approfondi sa déclaration à cet égard, par exemple en précisant le contenu de sa pratique départementale. Les Philippines n'ont pas non plus donné d'exemples spécifiques de cette pratique. En l'absence d'éléments de preuve montrant l'existence d'une pratique ou d'actions répétées qui peuvent être considérées comme constituant une règle générale, la référence par la Thaïlande à une "pratique départementale" paraît signifier que les décisions concernant la libération des garanties pour les taxes intérieures sont prises, dans la pratique, sur une base discrétionnaire.

7.848 À notre avis, comme les Philippines le reconnaissent elles-mêmes, si leur propre allégation concerne l'*absence* de règles procédurales spécifiques généralement applicables à la libération des

---

[1466] Réponse des Philippines à la question n° 72 du Groupe spécial (italique dans l'original; non souligné dans l'original).

[1467] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 259, faisant référence à la pièce PHL-151; réponse à la question n° 165 du Groupe spécial, faisant référence aux pièces PHL-183 et PHL-265. Voir "Avis révisé d'un expert, M. Piphob Veraphong", PHL-182, paragraphe 11.2 ("Sur la base de mon examen concernant la Loi sur le tabac, la Loi sur la taxe sanitaire et la Loi sur la redevance télévision, j'estime qu'il n'y a aucune disposition régissant le processus juridique qui permet d'assurer la libération des garanties pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision."), et "Avis révisé d'un expert, M. Prasit Aekaputra", PHL-183, paragraphe 5 ("Sur la base de mon examen concernant la Loi sur le tabac, la Loi sur la taxe sanitaire et la Loi sur la redevance télévision, j'estime qu'il n'y a aucune disposition régissant le processus juridique qui permet d'assurer la libération des garanties pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision.").

[1468] Nous trouvons des éléments étayant notre point de vue à cet égard dans la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, selon laquelle "un groupe spécial ne doit pas présumer à la légère l'existence d'une "règle ou norme" constituant une mesure appliquée de manière générale et prospective, surtout lorsqu'elle n'est pas énoncée sous la forme d'un document écrit" (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 196).

[1469] Réponse des Philippines à la question n° 166 du Groupe spécial; observations sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 171 2) du Groupe spécial. Les Philippines soulignent que, dans le contexte de son moyen de défense présenté au titre des articles III:2 et X:3 a), la Thaïlande a aussi considéré les règles régissant la libération des garanties comme la "pratique normale". Réponse de la Thaïlande à la question n° 74 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 296.

[1470] Réponse des Philippines à la question n° 166 du Groupe spécial; deuxième déclaration orale, paragraphe 128, faisant référence à la deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 296. Les Philippines notent qu'une série de décisions administratives habituelles constitue aussi une "mesure" au sens de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

garanties pour les taxes intérieures, cette allégation aurait dû être formulée plus justement au titre de l'article X:3 a). Par exemple, faisant référence aux règles procédurales régissant le remboursement des droits de douane énoncées dans la "Notification n° 97/2542 du Département des douanes: Procédures de perception des remboursements par chèque des taxes, droits de douane et autres recettes", les Philippines estiment que l'existence de telles règles et procédures détaillées et explicites concernant le remboursement des droits de douane met davantage en évidence l'absence de dispositions équivalentes pour les valeurs de garantie. Nous notons aussi le fait que les Philippines soulignent que des règles publiées précises pour la libération des garanties sont nécessaires. Or, l'obligation énoncée à l'article X:1 est de publier dans les moindres délais les règles d'application générale *rendues exécutoires* par un Membre de façon à permettre aux commerçants d'en prendre connaissance. En fait, les Philippines estiment que si le Groupe spécial constate que la législation thaïlandaise ne contient pas une règle générale concernant la libération des garanties, il devrait constater que la Thaïlande viole l'article X:3 a) parce qu'elle n'établit pas de règles permettant aux importateurs d'assurer, sur une base prévisible, la libération des garanties recouvrées lorsque le montant final à acquitter se révèle inférieur à la garantie.[1471] Toutefois, les Philippines n'ont jamais formulé d'allégation au titre de l'article X:3 a) au sujet du fait que la Thaïlande n'a pas établi de règles concernant la libération des garanties.

7.849 En conséquence, s'agissant de l'allégation des Philippines selon laquelle la Thaïlande n'a pas publié de règle concernant "un droit non ambigu à la libération des garanties", ni les "règles procédurales [spécifiques] donnant des indications suffisantes sur la manière dont les garanties sont libérées", nous concluons que les Philippines ne se sont pas acquittées de la charge qui leur incombait de prouver l'existence des règles procédurales spécifiques généralement appliquées à la libération des garanties au sens de l'article X:1. Par conséquent, dans la section suivante, nous examinerons seulement la question de savoir si la Thaïlande a publié sa règle générale concernant le droit à la libération des garanties d'une manière compatible avec l'article X:1 du GATT de 1994.

iii) Question de savoir si les règles concernant la libération des garanties ont été publiées au sens de l'article X:1

Principaux arguments des parties

7.850 Les **Philippines** estiment que l'article 112*bis* et 112*quater* de la Loi douanière ne contient pas de lignes directrices suffisantes concernant la libération des garanties pour les droits de douane et les taxes applicables, parce que ces dispositions, entre autres choses, n'établissent pas un droit non ambigu à la libération des garanties.[1472] Les Philippines font valoir que le dernier paragraphe de l'article 112*quater* en particulier concerne seulement les garanties en espèces, et non les autres formes de garanties recouvrées par la Thaïlande comme les garanties bancaires. De l'avis des Philippines, la thèse de la Thaïlande voulant que l'article 112*bis* et 112*quater* prévoie une règle générale pour la libération des garanties a porté atteinte à sa propre assertion selon laquelle "pour qu'il y ait une obligation de publier une règle d'application générale, il faut qu'il existe une règle d'application générale". Les Philippines font valoir que cela laisse entendre que l'on ne peut pas donner une lecture de l'article 112*bis* et 112*quater* qui inclut une règle générale régissant la libération des garanties.

7.851 Les Philippines soutiennent en outre que la Thaïlande n'a pas publié de règles d'application générale concernant la libération des garanties, comme il est prescrit à l'article X:1. Elles font valoir que la législation thaïlandaise pertinente ne contient pas de dispositions informant dûment les importateurs des règles qui régissent la libération des garanties une fois que la détermination finale de

[1471] Réponse des Philippines à la question n° 166 du Groupe spécial, faisant référence à ce qu'elles ont indiqué à cet effet dans leur première déclaration orale, paragraphe 258.
[1472] Réponse des Philippines à la question n° 71 du Groupe spécial.

la valeur en douane est achevée.[1473] La publication de ces règles aurait une importance pratique car, dans le présent différend, la Thaïlande n'a pas libéré les garanties pour la taxe sanitaire concernant [[xx.xxx.xx]] sur [[xx.xxx.xx]] transactions effectuées entre août 2006 et mars 2007[1474]; pour la même période, la Thaïlande a dédouané au total [[xx.xxx.xx]] importations, mais elle n'a pas libéré les garanties concernant [[xx.xxx.xx]] importations dont la valeur en douane finale était inférieure à la garantie versée; sur ces [[xx.xxx.xx]] cas, la Thaïlande n'a pas non plus libéré les garanties déposées pour la taxe sanitaire dans [[xx.xxx.xx]] cas.[1475]

7.852 La **Thaïlande** indique que l'article 112*bis* et 112*quater* de la Loi douanière est un texte législatif d'application générale régissant la libération des garanties.[1476] Cet article, qui régit l'estimation finale des droits, dispose également que les garanties excédentaires doivent être remboursées lors de l'estimation finale pour les marchandises.[1477] L'article 112*bis* indique que, lors du paiement d'une garantie, "dans le cas où des espèces sont déposées à titre de garantie et où le dépôt en espèces est suffisant pour couvrir le montant du droit fixé, ce montant sera prélevé immédiatement sur le dépôt en espèces". L'article 112*quater* dispose que, dans le cas où le "droit acquitté ou le dépôt en espèces doit être *remboursé du fait qu'il a été perçu à un niveau supérieur au montant ou au montant additionnel à acquitter*", un intérêt est exigible sur le montant à rembourser.[1478] La Thaïlande allègue qu'elle a aussi produit des avis d'estimation qui ont été publiés et qui montrent qu'un remboursement est possible. Par exemple, la colonne 6 de l'avis d'estimation daté du 16 mars 2007 indique les montants qui doivent être remboursés aux importateurs lors de l'estimation finale des droits.[1479] La Thaïlande estime que l'article 112*bis* et 112*quater* de la Loi douanière, ainsi que ces avis d'estimation, assurent suffisamment la transparence des règles *existantes* suivies par le DG des droits d'accise.[1480]

7.853 Les **Philippines** soutiennent que l'article 112*bis* et 112*quater* de la Loi douanière n'établit pas un droit non ambigu à la libération des garanties, en faisant remarquer que le dernier paragraphe de l'article 112*quater* concerne seulement les garanties en espèces, et non les autres formes de garanties comme les garanties bancaires.[1481] Ce point a une utilité pratique parce que, entre le 11 août 2006 et le 28 mars 2008, PM Thailand a versé des garanties bancaires pour le dédouanement d'expéditions de cigarettes importées.[1482]

[1473] Première déclaration orale des Philippines, paragraphes 259 et 260; réponse à la question n° 72 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 525.

[1474] Les Philippines estiment que les douanes thaïlandaises ont libéré les garanties concernant la taxe sanitaire pour ces [[xx.xxx.xx]] importations le 3 août 2009, après que la présente procédure dans le cadre de l'OMC a été engagée.

[1475] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 526 à 528, faisant référence à la pièce PHL-195.

[1476] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 325; réponse à la question n° 74 du Groupe spécial.

[1477] Réponse de la Thaïlande à la question n° 165 du Groupe spécial.

[1478] Réponse de la Thaïlande à la question n° 165 du Groupe spécial, faisant référence à la pièce PHL-20.

[1479] Réponse de la Thaïlande à la question n° 165 du Groupe spécial, faisant référence à la pièce PHL-129.

[1480] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 325; pièce PHL-20.

[1481] Réponse des Philippines à la question n° 72 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 524.

[1482] Réponse des Philippines à la question n° 72 du Groupe spécial, faisant référence à leur première communication écrite, note de bas de page 145, selon laquelle, avant le 28 mars 2007, PM Thailand a versé des garanties bancaires pour les droits de douane et les droits d'accise du fait de la différence entre la valeur transactionnelle déclarée et la valeur de garantie. Pour la taxe sanitaire et la redevance télévision (imposées pour la première fois en janvier 2008) qui étaient dues sur cette différence, PM Thailand a versé des garanties en espèces. À partir du 28 mars 2007, PM Thailand a versé globalement des garanties en espèces, à savoir pour les droits de douane, les droits d'accise, la taxe sanitaire et aussi, après janvier 2008, la redevance télévision.

Analyse du Groupe spécial

7.854 Dans la présente section, nous examinons la question de savoir si la Thaïlande a publié les règles générales concernant le droit à la libération des garanties, telles qu'elles ont été indiquées par les Philippines, d'une manière compatible avec ses obligations au titre de l'article X:1.

7.855 La Thaïlande allègue qu'elle a satisfait à ses obligations au moyen de la Loi douanière et des avis d'estimation publiés. À son avis, ces instruments juridiques contiennent des lignes directrices suffisantes pour permettre aux commerçants et aux gouvernements de prendre connaissance des règles régissant la libération des garanties une fois que l'administration des douanes thaïlandaise a publié la détermination finale de la valeur en douane.

7.856 Les Philippines font valoir que l'article 112*bis* et 112*quater* de la Loi douanière ne contient pas de lignes directrices suffisantes concernant la libération des garanties pour les droits de douane et les taxes applicables, parce que ces dispositions, entre autres choses, n'établissent pas un droit non ambigu à la libération des garanties. L'article 112*bis* de la Loi douanière thaïlandaise dispose ce qui suit:

> "Dans le cas où une garantie du montant du droit est versée au titre de l'article 112 et où le fonctionnaire compétent a fixé le montant du droit exigible et l'a notifié à l'importateur ou à l'exportateur selon le cas, ce dernier devra payer le montant du droit notifié dans un délai de trente jours suivant la date de réception de cet avis.
>
> Dans le cas où des espèces sont déposées à titre de garantie et où le dépôt en espèces est suffisant pour couvrir le montant du droit fixé par le fonctionnaire compétent, ce montant sera prélevé immédiatement sur le dépôt en espèces, et l'importateur ou l'exportateur sera réputé s'être acquitté du montant du droit notifié dans le délai précisé au paragraphe un."[1483]

7.857 L'article 112*quater* de la Loi douanière thaïlandaise dispose ce qui suit:

> "Dans le cas où le droit acquitté ou le dépôt en espèces doit être remboursé du fait qu'il a été perçu à un niveau supérieur au montant ou au montant additionnel exigibles, l'intérêt sera payé conjointement au remboursement, mais non en montant cumulé, au taux de 0,625 pour cent par mois sur le remboursement, à compter de la date de paiement du droit ou du dernier dépôt en espèces, jusqu'à la date d'approbation du remboursement. Dans le cas où des espèces sont déposées en remplacement d'une garantie après la mainlevée ou l'exportation des marchandises, l'intérêt sur le dépôt en espèces à rembourser sera calculé à compter de la date du dernier dépôt en espèces jusqu'à la date d'approbation du remboursement. Pour calculer l'intérêt dans le cadre du présent paragraphe, une fraction d'un mois sera comptée comme un mois, et l'intérêt à payer sera traité comme un droit à rembourser."[1484]

7.858 Le texte de la Loi douanière, cité ci-dessus, indique qu'une garantie peut être demandée pour le paiement du droit de douane (article 112*bis*) et que, dans le cas de la libération de garanties en espèces, l'intérêt sera payé à un taux fixe (article 112*quater*). Par conséquent, ce texte mentionne uniquement les garanties en espèces et ne précise pas si les garanties versées sous d'autres formes font aussi l'objet de ces dispositions dans les situations justifiant leur libération.

[1483] Pièce PHL-20.
[1484] Pièce PHL-20.

7.859 Les avis d'estimation qui, d'après ce que la Thaïlande allègue, précisent que seuls les importateurs peuvent bénéficier d'un remboursement de garantie, contiennent une colonne intitulée "remboursement (+) ou déficit (-)" où figurent les montants relatifs à l'importateur. À notre avis, ces documents n'indiquent pas si les remboursements concernent des garanties versées pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision. Par conséquent, ces avis d'estimation produits par la Thaïlande n'établissent pas un lien suffisant entre le droit des importateurs à un "remboursement" et les garanties payées pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision.

7.860 Par conséquent, bien que la Thaïlande reconnaisse que, "en substance, les garanties doivent être remboursées lors de l'estimation finale pour les marchandises", les documents pertinents auxquels elle fait référence en l'espèce n'indiquent pas clairement l'existence d'un droit formel à la libération des garanties pour les taxes intérieures lors de l'estimation finale pour les marchandises. Dans ces circonstances, les importateurs ne peuvent pas prendre connaissance de la nature exacte de leur droit à la libération des garanties pour les taxes intérieures au sens de l'article X:1.

7.861 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que les règles générales relatives au droit à la libération des garanties, telles qu'elles sont publiées actuellement par la Thaïlande dans la Loi douanière, ne sont pas suffisantes pour satisfaire aux prescriptions énoncées à l'article X:1 concernant les garanties pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision.

H. ARTICLE X:3 A) DU GATT DE 1994

1. Aperçu des allégations des Philippines au titre de l'article X:3 a)

7.862 Les Philippines formulent quatre allégations au titre de l'article X:3 a): i) la Thaïlande agit d'une manière incompatible avec les obligations énoncées à l'article X:3 a) d'appliquer ses règles douanières et ses règles relatives aux taxes intérieures d'une manière "raisonnable" et "impartiale" en nommant certains hauts fonctionnaires du gouvernement thaïlandais au Conseil d'administration du TTM; ii) les retards injustifiés dans le processus de prise de décisions de la BoA constituent une application "déraisonnable" de la législation douanière au titre de l'article X:3 a); iii) la détermination de la base d'imposition de la TVA (MRSP) pour les cigarettes importées est appliquée d'une manière "non uniforme", "déraisonnable" et "partiale"; et iv) l'établissement des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision en rapport avec les cigarettes importées est appliqué d'une manière "non uniforme", "déraisonnable" et "partiale".

7.863 Nous allons examiner tout d'abord la nature générale et la portée de l'article X:3 a) avant de passer à l'examen des allégations des Philippines concernant les actes spécifiques du gouvernement thaïlandais relatifs à l'application de ses lois et règlements tels que décrits plus haut. Nous rappelons notre conclusion selon laquelle la troisième allégation concernant la détermination de la base d'imposition de la TVA ne relève pas de notre mandat, comme nous l'avons expliqué dans la section VII.B.1 a).

2. Nature et portée des obligations au titre de l'article X:3 a)

7.864 L'article X:3 a) dispose ce qui suit:

> Chaque partie contractante appliquera d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable, tous les règlements, lois, décisions judiciaires et administratives visés au paragraphe premier du présent article.

7.865 L'article X:1, quant à lui, est libellé comme suit:

> Les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives d'application générale rendus exécutoires par toute partie contractante qui visent la classification ou l'évaluation de produits à des fins douanières, les taux des droits de douane, taxes et autres impositions, ou les prescriptions, restrictions ou prohibitions relatives à l'importation ou à l'exportation ...

7.866 Pour établir qu'il y a violation de l'article X:3 a), une partie plaignante doit donc démontrer que le Membre défendeur *applique* les instruments juridiques visés à l'article X:1 d'une manière *non uniforme, partiale* et/ou *déraisonnable*.

7.867 Les obligations concernant l'uniformité, l'impartialité et le caractère raisonnable sont juridiquement indépendantes et les Membres de l'OMC sont tenus de se conformer aux trois prescriptions.[1485] Cela signifie, comme l'a relevé le Groupe spécial chargé de l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, qu'une violation de l'une quelconque des trois obligations entraînera une violation des obligations au titre de l'article X:3 a).

7.868 À cet égard, il est important de rappeler l'observation de l'Organe d'appel selon laquelle l'article X:3 du GATT de 1994 établit certains critères minimaux concernant la transparence et l'équité de la procédure dans l'application des règlements commerciaux.[1486] Pour examiner les allégations des Philippines au titre de l'article X:3, nous allons donc garder à l'esprit que ce sont sur les principes de la transparence, de l'équité et de la régularité de la procédure que reposent les obligations énoncées à l'article X:3 a).

7.869 S'agissant de la portée de l'article X:3 a), il est bien établi que les obligations énoncées dans cet article se rapportent à *l'application* des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives qui relèvent de l'article X:1, mais *pas* à ces lois et règlements *eux-mêmes*.[1487] L'Organe d'appel affirme que, dans la mesure où ces lois et règlements sont discriminatoires, on peut en examiner la compatibilité avec les dispositions pertinentes du GATT de 1994.[1488] Explicitant davantage la portée de l'article X:3 a), l'Organe d'appel a précisé qu'un acte gouvernemental d'application relevant des dispositions de l'article X:3 a) englobait non seulement les actes consistant à appliquer les lois et les règlements de la nature de ceux qui sont indiqués à l'article X:1, mais également les instruments juridiques régissant l'application ou la mise en œuvre de ces lois et règlements.[1489] Autrement dit,

---

[1485] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.86.

[1486] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 183. L'Organe d'appel a par ailleurs souligné ce qui suit: "[d]ans la mesure où il existe des prescriptions garantissant une *procédure régulière* applicables d'une façon générale aux mesures qui sont par ailleurs imposées conformément aux obligations résultant de l'Accord sur l'OMC, il est à tout le moins raisonnable d'exiger le respect rigoureux de ces prescriptions fondamentales dans le contexte de l'application et de l'administration d'une mesure ..." (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 182) (pas d'italique dans l'original).

[1487] Rapports de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 200; *CE – Volailles*, paragraphe 115. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* a également indiqué que "l'article X:3 a) mentionn[ait] expressément la *méthode d'application* des mesures identifiées à l'article X:1" (pas d'italique dans l'original) (rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.73). Il a ajouté que "[l]a question pertinente [était] celle de savoir si la substance d'une telle mesure [était] de nature administrative ou si, au contraire, elle impliqu[ait] des questions de fond qu'il [était] plus approprié de traiter au regard d'autres dispositions du GATT de 1994." (paragraphe 11.70; également cité dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 7.143).

[1488] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 200.

[1489] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 200. L'Organe d'appel dit ce qui suit: "[a]ux termes de l'article X:3 a), une distinction doit être établie entre l'instrument juridique qui est appliqué et l'instrument juridique qui régit l'application ou la mise en œuvre de cet instrument. Bien que la teneur substantielle de l'instrument juridique qui est appliqué ne soit pas contestable au titre de l'article X:3 a), nous ne voyons pas pourquoi un instrument juridique qui régit l'application ou la mise en œuvre

pour déterminer la portée appropriée de l'article X:3 a), la question pertinente est, comme l'a relevé à juste titre le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, "de savoir si la substance d'une telle mesure [était] *de nature administrative* ou si, au contraire, elle impliqu[ait] des questions de fond qu'il [était] plus approprié de traiter au regard d'autres dispositions du GATT de 1994".[1490]

7.870 À cet égard, il a également été précisé que le terme "appliquer" figurant à l'article X:3 a) pouvait inclure des "processus administratifs" qui, au sens le plus large, pouvaient s'entendre d'une série d'étapes qui sont suivies, de mesures qui sont prises ou d'événements qui se produisent et qui se rapportent à l'arrêt d'une décision administrative.[1491] Dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, l'Organe d'appel a eu l'occasion d'examiner l'obligation d'appliquer les lois et les règlements d'une manière "uniforme" et a considéré que le terme "appliquer" figurant à l'article X:3 a) pouvait englober les "processus administratifs". L'Organe d'appel a toutefois considéré que, dans la mesure où le terme "*administer*" (appliquer) figurant à l'article X:3 a) recouvrait l'idée "de donner concrètement effet" ou "d'appliquer" un instrument juridique visé à l'article X:1, c'était l'*application* d'un instrument juridique visé à l'article X:1 qui devait être uniforme, et *non les processus* conduisant aux décisions administratives, ou les mécanismes qui pouvaient être utilisés pour procéder à cette application.

7.871 L'Organe d'appel a ensuite ajouté que les caractéristiques d'un processus administratif étaient néanmoins pertinentes quand il s'agissait d'évaluer si un instrument juridique visé à l'article X:1 était appliqué d'une manière uniforme ou s'il lui était donné concrètement effet dans des cas particuliers. Il dit précisément ce qui suit:

> "Les éléments caractéristiques d'un processus administratif qui régit l'application d'un instrument juridique visé à l'article X:1 peuvent constituer des éléments de preuve pertinents pour établir l'application uniforme ou non uniforme de cet instrument juridique. Toutefois, la valeur probante de ces éléments de preuve dépendra des circonstances propres à chaque affaire et variera nécessairement d'une affaire à l'autre. Ainsi, nous pouvons penser à des cas où un groupe spécial pourrait accorder beaucoup d'importance à des différences qui existent au niveau des processus administratifs parce qu'il estime que ces différences sont si importantes qu'elles ont entraîné, ou sont susceptibles d'entraîner, l'application non uniforme de l'instrument juridique en cause. D'un autre côté, un groupe spécial pourrait conclure, après une évaluation globale des éléments de preuve, que la nature constante des résultats de l'application de l'instrument juridique montre que la mesure en cause est appliquée d'une manière uniforme, malgré les différences qui peuvent exister au niveau du processus administratif."[1492]

7.872 Nous notons que l'analyse de l'Organe d'appel reprise ci-dessus a été faite dans le contexte de la prescription de l'article X:3 a) relative à l'uniformité. On ne voit pas bien si l'Organe d'appel entendait englober dans son examen de la portée du terme "appliquer" dans le contexte ci-dessus les obligations concernant le caractère raisonnable et l'impartialité figurant à l'article X:3 a), mais la déclaration ci-après de l'Organe d'appel tend à étayer l'idée que ce terme devrait également être applicable à ces deux autres obligations. Tout en notant que des éléments de preuve se rapportant aux caractéristiques d'un processus administratif pouvaient être présentés à l'appui d'une allégation de violation de l'article X:3 a), l'Organe d'appel a formulé la conclusion suivante:

---

de cet instrument ne pourrait pas être examiné au titre de l'article X:3 a) s'il est allégué qu'il aboutit à l'absence d'application uniforme, impartiale ou raisonnable de cet instrument juridique".

[1490] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.70 (pas d'italique dans l'original).

[1491] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 224.

[1492] Rapports de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphes 224 et 225.

> "[P]our étayer une allégation de violation fondée sur un processus administratif, il ne suffit pas que le plaignant se borne à énumérer les éléments caractéristiques des processus administratifs; il devra également démontrer comment et pourquoi ces éléments caractéristiques aboutissent nécessairement à un défaut d'application *uniforme, impartiale ou raisonnable* d'un instrument juridique visé à l'article X:1".[1493] (pas d'italique dans l'original)

7.873 En résumé, les indications données par l'Organe d'appel laissent entendre que l'article X:3 a) détermine les disciplines qui régissent l'*application* des instruments juridiques visés à l'article X:1. La portée de l'application qui fait l'objet d'une contestation au titre de l'article X:3 a) englobe à la fois la manière dont les instruments juridiques relevant de l'article X:1 sont appliqués ou mis en œuvre dans des cas particuliers et l'instrument juridique qui régit cette application ou mise en œuvre. Par ailleurs, les processus administratifs conduisant aux décisions administratives peuvent également être inclus dans la portée du terme "appliquer" et donc dans l'article X:3 a). Toutefois, dans la mesure où une allégation de violation de l'article X:3 a) est fondée sur un processus administratif, le plaignant doit démontrer comment et pourquoi certaines caractéristiques des processus administratifs aboutissent nécessairement à un manque d'application *uniforme, impartiale ou raisonnable* d'un instrument juridique visé à l'article X:1.

7.874 Pour finir, nous n'oublions pas la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle, dans la mesure où des allégations concernant la conduite partiale ou déraisonnable d'un Membre de l'OMC sont sérieuses en toutes circonstances, de telles allégations ne devraient pas être formulées à la légère ou à titre subsidiaire.[1494] L'Organe d'appel a donc dit qu'il fallait veiller à ce qu'"[u]ne allégation au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 [soit] étayée par des éléments de preuve solides; la nature et la portée de l'allégation, et les éléments de preuve produits à l'appui par le plaignant, devraient correspondre à la gravité des accusations inhérentes aux allégations au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994". Globalement, pour examiner les allégations des Philippines au titre de l'article X:3, il nous faut faire preuve d'un jugement équilibré entre le droit fondamental des commerçants à l'équité de la procédure et le droit souverain des gouvernements Membres de choisir comment ils appliquent leurs propres lois et règlements.

7.875 En gardant à l'esprit ce qui précède, nous allons commencer notre analyse des allégations des Philippines au titre de l'article X:3 a) concernant la double fonction des fonctionnaires du gouvernement thaïlandais en tant qu'administrateurs du TTM.

3. Nomination de certains fonctionnaires des douanes et des impôts du gouvernement thaïlandais en tant qu'administrateurs du TTM

a) Introduction

7.876 Les Philippines allèguent que la Thaïlande viole l'article X:3 a) parce qu'elle applique ses lois et règlements douaniers et fiscaux d'une manière partiale et déraisonnable en nommant des fonctionnaires de l'État chargés d'appliquer les règlements douaniers et fiscaux aux fonctions d'administrateurs du TTM. La Thaïlande fait valoir que les Philippines n'ont pas établi qu'elle n'appliquait effectivement pas sa législation particulière d'une manière raisonnable et impartiale en raison, entre autres choses, de l'existence de sauvegardes contre l'utilisation indue du pouvoir de participer aux décisions douanières et fiscales pertinentes et contre l'utilisation indue de renseignements confidentiels concernant les cigarettes importées.

[1493] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 226.

[1494] Rapport de l'Organe d'appel, *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 217.

7.877 Pour examiner l'allégation des Philippines, nous allons tout d'abord évaluer si l'acte d'application en cause du gouvernement thaïlandais, à savoir la nomination de fonctionnaires ayant une double fonction, relève de "l'application" visée à l'article X:3 a). Si c'est le cas, nous évaluerons ensuite si cet acte entraîne une application déraisonnable et/ou partiale des lois et règlements douaniers et fiscaux thaïlandais.

b) Question de savoir si la nomination de certains fonctionnaires des douanes et des impôts en tant qu'administrateurs du TTM est un acte d'"application" au titre de l'article X:3 a)

i) Principaux arguments des parties

7.878 Les **Philippines** allèguent que le fait d'attribuer à des fonctionnaires de l'État qui sont des administrateurs du TTM des pouvoirs décisionnels en ce qui concerne les cigarettes importées et les cigarettes nationales[1495] et de leur donner accès à des renseignements commerciaux confidentiels[1496] sur les concurrents directs du TTM est une application contraire à l'article X:3 a). Les Philippines font valoir que les fonctionnaires ayant une double fonction "interviennent directement" dans les nombreuses décisions concernant l'application des mesures en cause. Elles citent un certain nombre de décisions des impôts/douanes dans lesquelles des fonctionnaires ayant une double fonction ont joué un rôle majeur.[1497] Elles font valoir que ces fonctionnaires, qui sont également des administrateurs du TTM, s'acquittent de leur mission administrative en favorisant le TTM. Par conséquent, leur nomination en qualité d'administrateurs du TTM a une incidence sur l'application des mesures douanières/fiscales en cause.

7.879 **La Thaïlande** estime que les Philippines n'ont pas produit d'éléments montrant que les administrateurs du TTM interviennent directement dans les processus décisionnels en cause, tels que la détermination de la valeur en douane et la base d'imposition pour la TVA frappant les cigarettes et pour les droits d'accises, la taxe sanitaire et la redevance télévision.[1498] La Thaïlande s'appuie sur l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* pour faire valoir que le simple fait d'accorder des fonctions doubles à des fonctionnaires des douanes n'est pas déterminant dans la mesure où "tout dépend de ce que ces personnes sont autorisées à faire".[1499] Par conséquent, la Thaïlande affirme que la nomination de fonctionnaires des douanes et des impôts en qualité d'administrateurs du TTM ne constitue pas l'"application" des mesures douanières/fiscales en cause au sens de l'article X:3 a).

ii) Analyse du Groupe spécial

7.880 Les Philippines allèguent que certains fonctionnaires du gouvernement thaïlandais assumant aussi les fonctions d'administrateurs du TTM (également dénommés "fonctionnaires ayant une double fonction") jouent un rôle décisionnel dans l'application de la législation douanière et fiscale thaïlandaise. La Thaïlande admet que le Ministre des finances a nommé certains fonctionnaires de l'État en tant que membres du Conseil d'administration du TTM.[1500] Mais elle n'est pas d'accord sur le fait que ces fonctionnaires ayant une double fonction participent d'assez près à l'application des mesures fiscales et douanières pour que leur nomination en qualité d'administrateurs du TTM soit qualifiée d'"application" au titre de l'article X:3 a).

[1495] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 77.
[1496] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 83.
[1497] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 30 à 35.
[1498] Réponse de la Thaïlande à la question n° 75 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 192.
[1499] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.99.
[1500] Comme le suggère la Thaïlande dans sa première communication écrite, paragraphes 18, 115 et 270; pièce PHL-10.

7.881 La première question que nous devons examiner au sujet de l'allégation des Philippines concernant les fonctionnaires ayant une double fonction est donc celle de savoir si la nomination de certains hauts fonctionnaires du gouvernement thaïlandais en tant qu'administrateurs du TTM constitue une "application" au sens de l'article X:3 a).

7.882 Avant de commencer notre analyse, nous allons tout d'abord brièvement examiner si les Philippines, en tant que plaignant alléguant que la Thaïlande applique des instruments juridiques visés à l'article X:1 d'une manière contraire à l'article X:3 a), ont démontré que les instruments juridiques pertinents sont "visés à l'article X:1". Les Philippines estiment que les instruments juridiques visés à l'article X:1 concernant leur allégation au sujet de la double fonction des fonctionnaires du gouvernement thaïlandais sont des mesures thaïlandaises qui visent l'évaluation en douane, la TVA et d'autres mesures fiscales.[1501] Plus précisément, les Philippines contestent la manière dont le gouvernement thaïlandais applique les lois et règlements suivants[1502]:

- la Loi douanière, B.E. 2469 (1926), y compris toutes modifications; la Loi sur le tabac B.E. 2509 (1966), article 5*ter*; la Loi pour la promotion et l'établissement des bases de la santé, B.E. 2544 (2001), en particulier les articles 11, 12 et 13 et toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures connexes; la Loi sur le service de radiodiffusion publique, B.E. 2551 (2008), en particulier les articles 12, 13 et 14 et toutes modifications, mesures d'application ou autres mesures connexes;

- le Règlement ministériel n° 132 B.E. 2543 (1990) pris en vertu de la Loi douanière B.E. 2469 (1926) et le Règlement ministériel n° 145 B.E. 2547 (2004) et le Règlement ministériel n° 146 B.E. 2550 (2007), qui le modifient; le Règlement douanier n° 2/2550 (2007): Modification du Recueil de formalités et directives douanières B.E. 2544 (2001): Formalités douanières visant à empêcher toute évasion fiscale concernant les droits applicables à la valeur en douane, et modification du Règlement n° 14/2549 (2006) du Département des douanes: Directive pour la détermination de la valeur en douane; le Règlement douanier n° 14/2549 (2006): Directive pour la détermination de la valeur en douane, modifiée par le Règlement douanier n° 2/2550 (2007);

- le Décret royal pris en vertu du Code des impôts régissant la réduction des taux de la taxe sur la valeur ajoutée (n° 465), B.E. 2550 (2007); le Décret royal pris en vertu du Code des impôts régissant l'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée (n° 239) B.E. 2534 (1991);

- la Notification n° 23/2549 (2006) des douanes thaïlandaises, contenant des directives relatives à l'évaluation en douane; la Notification douanière n° 29/2549 (2006): Procédure pour solliciter l'évaluation des droits; la Notification du Directeur général du Département des impôts concernant la TVA (n° 10);

- les articles 79/5 et 81 du Code des impôts de la Thaïlande;

- l'Ordonnance du Département des impôts n° Por 85/2542 (1999);

- les Avis relatifs aux MRSP rendus par le Directeur général des droits d'accise. Les MRSP actuellement applicables figurent dans l'Avis B.E. 2550 (2007) du 29 août 2007 (pour les produits nationaux) et dans l'Avis B.E. 2550 (2007) du

[1501] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 63, 65 et 67.
[1502] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 61 à 67.

29 août 2007 ainsi que dans l'Avis B.E. 2550 (2007) du 18 décembre 2007 (pour les produits importés); et

- les Avis du Directeur général des droits d'accise, fixant les prix sortie usine des cigarettes nationales Les prix sortie usine actuellement applicables figurent dans l'Avis B.E. 2550 (2007) du 29 août 2007.

7.883 La Thaïlande ne s'élève pas contre le fait que les lois et règlements thaïlandais susmentionnés soient qualifiés d'instruments juridiques visés à l'article X:3 a). Nous constatons que les mesures en question sont donc bien des lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1.

7.884 Pour en venir maintenant à la principale question dont il s'agit dans la présente section, nous notons que la position des Philippines est que la nomination des fonctionnaires dont il est allégué qu'ils ont le pouvoir de prendre des décisions se rapportant à la législation douanière et fiscale en leur qualité d'administrateurs du TTM, constitue l'application de ces lois au sens de l'article X:3 a). Les Philippines paraissent fonder leur position sur l'idée que la nomination de fonctionnaires en tant qu'administrateurs du TTM affecte l'application des règles douanières et fiscales thaïlandaises, telles que l'évaluation en douane des cigarettes importées et la détermination de la base d'imposition pour la TVA ainsi que pour d'autres taxes, d'une manière incompatible avec les obligations énoncées à l'article X:3 a). La Thaïlande n'est pas d'accord avec les Philippines parce que, d'après elle, des fonctionnaires ayant une double fonction ne participent *pas* suffisamment à l'application des mesures fiscales et douanières pour que leur nomination en tant qu'administrateurs du TTM soit qualifiée d'"application" au titre de l'article X:3 a).

7.885 Nous rappelons que l'article X:3 a) régit l'*application* des lois et règlements, et non la substance des lois et règlements eux-mêmes. Nous avons également noté la précision apportée par l'Organe d'appel selon laquelle l'"application" au sens de l'article X:3 a) pouvait également englober les *processus administratifs*.

7.886 Considérée au regard du critère d'"application" figurant à l'article X:3 a) tel qu'énoncé par l'Organe d'appel, nous pensons que la nomination de fonctionnaires ayant une double fonction en tant qu'administrateurs du TTM peut ne pas être une *application* des lois et règlements douaniers et fiscaux thaïlandais parce qu'il ne s'agit pas d'un acte consistant à appliquer la substance des dispositions douanières et fiscales. Néanmoins, la vaste portée des processus administratifs qui relèvent de l'article X:3 a) donne à penser que la nomination de fonctionnaires aux fonctions d'administrateurs du TTM (la seule société nationale qui fasse concurrence aux cigarettes importées sur le marché thaïlandais) pourrait bien être considérée comme faisant partie du processus administratif qui conduit à l'application et à la mise en œuvre des mesures fiscales et douanières étant donné que ces fonctionnaires participent suffisamment à l'application ou à la mise en œuvre de la législation douanière et fiscale thaïlandaise.[1503]

7.887 Pour prouver la participation substantielle de ces fonctionnaires ayant une double fonction aux procédures pertinentes de prise de décisions, les Philippines soulignent que, dans sept cas sur huit depuis 1995, le Président du TTM a été nommé DG des douanes, DG des droits d'accise ou DG des impôts.[1504] Le DG des droits d'accise, le DG des douanes et le DG des impôts nommés sont chargés

[1503] Rappelons que l'expression "processus administratifs" peut s'entendre d'"une série d'étapes qui sont suivies, de mesures qui sont prises ou d'événements qui se produisent et qui se rapportent à l'arrêt d'une décision administrative" (rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 224).

[1504] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 49. La seule exception concerne la présidente actuelle, Mme Chantima Sirisaengtaskin, qui est consultante en technologies de l'information auprès du Département des impôts du Ministère des finances.

de déterminer et d'administrer les règlements douaniers et fiscaux applicables aux importateurs de cigarettes en vertu de la loi thaïlandaise.[1505]

7.888 Les Philippines ont également présenté des éléments de preuve indiquant que ces fonctionnaires ayant une double fonction jouissent tous d'une certaine influence qui va de la signature à un pouvoir de contribution sur le fond. On trouvera ci-après des exemples de la participation des fonctionnaires ayant une double fonction aux questions concernant les décisions douanières et fiscales pour les cigarettes importées: i) l'augmentation du MRSP de septembre 2006 a été signée par M. Utid Tamwatin, qui était à ce moment-là à la fois Président du Conseil d'administration du TTM et DG des droits d'accise[1506]; ii) quelques jours plus tard, M. Tamwatin a menacé d'imposer une prohibition à l'importation si les importateurs n'élevaient pas leurs prix de vente au détail au niveau des nouveaux MRSP[1507]; iii) les Avis relatifs aux MRSP de mars et d'août 2007 ont été signés par le Président du TTM, M. Wisudh Srisuphan, qui était également DG des droits d'accise; iv) l'Avis relatif aux MRSP d'août 2008 a été publié au moment où le Président du TTM, M. Wisudh Srisuphan, était Vice-Secrétaire permanent aux finances (Ministère des finances); v) les Avis relatifs aux MRSP de mai 2009 ont été publiés alors que Mme Chantima Sirisaengtaksin était à la fois Présidente du TTM et consultante auprès du Département des impôts du Ministère des finances et que M. Arthon Keesiri, administrateur du TTM, était Directeur de la vérification, de la prévention et de la répression de la fraude auprès du Département des droits d'accise (Ministère des finances); vi) les décisions relatives au rejet des valeurs transactionnelles déclarées et à l'imposition de garanties concernant les expéditions dédouanées entre le 11 août et le 30 septembre 2006 ont été prises par les douanes thaïlandaises au moment où l'administrateur du TTM, M. Manus Kampakdee, était Directeur général adjoint des douanes (Ministère des finances); vii) les décisions relatives au rejet de la valeur transactionnelle déclarée, à l'imposition de garanties sur les expéditions dédouanées entre le 1er octobre 2006 et le 13 septembre 2007 ainsi qu'aux estimations définitives de la valeur des expéditions dédouanées entre le 11 août 2006 et le 13 septembre 2007 ont été prises alors que l'administrateur du TTM, M. Manus Kampakdee, était "Conseiller principal, gestion et développement du recouvrement des droits" au Département des douanes (Ministère des finances); et viii) les retards dans les décisions de la BoA, et en particulier l'inaction alléguée de cette dernière depuis juillet 2006, sont survenus alors que l'administrateur du TTM, M. Manus Kampakdee, était Directeur général adjoint des douanes ou qu'il était "Conseiller principal, gestion et développement du recouvrement des droits" au Département des douanes (Ministère des finances).[1508]

7.889 L'ensemble des éléments de preuve énumérés ci-dessus montre à notre avis la participation suffisante des fonctionnaires ayant une double fonction dans le processus d'application et de mise en œuvre des lois et règlements douaniers thaïlandais. De ce fait, nous considérons que la nomination de fonctionnaires de l'État en qualité d'administrateurs du TTM constitue un processus administratif qui conduit à l'application des lois et règlements douaniers et fiscaux thaïlandais et peut donc être qualifié d'"application" au titre de l'article X:3 a).

[1505] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 48; pièce PHL-20. L'article 2*bis* du chapitre 1*bis* dit ce qui suit: "une Commission des décisions concernant les droits de douane devrait être établie, composée du Sous-Secrétaire du Ministère des finances qui en assume la présidence, du Directeur général du Département des douanes, du Directeur général du Département des impôts, du Directeur général du Département des droits d'accise, du Directeur général du Bureau de l'économie fiscale, du Secrétaire général de la Commission des décrets royaux et de trois autres personnes qualifiées nommées par le Ministre en qualité de membres".

[1506] Pièce PHL-86.

[1507] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 393.

[1508] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 48, tableau 1 "Aperçu général des administrateurs du TTM 1995-2009".

c) Question de savoir si la Thaïlande applique les lois, règlements, décisions judiciaires et administratives visés à l'article X:1 d'une manière "partiale et déraisonnable" en nommant des fonctionnaires ayant une double fonction

i) Application "impartiale"

Principaux arguments des parties

7.890 Les **Philippines** allèguent que le double rôle des administrateurs du TTM constitue une application partiale au titre de l'article X:3 a) dans la mesure où ils ont à la fois "le droit de participer à un processus administratif intéressant des concurrents du TTM [et] un *pouvoir décisionnel* dans le cadre de ce processus administratif".[1509] Les administrateurs du TTM sont à même d'influer de nombreuses façons sur les conditions de concurrence des cigarettes de PM Thailand.[1510] En particulier, ils peuvent demander, et demandent effectivement, toute une gamme de renseignements confidentiels à tous les intervenants sur le marché.[1511] En utilisant ces renseignements, ils sont également incités à prendre des décisions partiales étant donné qu'ils peuvent bénéficier de primes financières annuelles quand le bénéfice net du TTM augmente.[1512] Par conséquent, ce sont le *rôle* et les *pouvoirs* qui leur sont octroyés, et pas simplement leur fonction en elle-même, qui relèvent de l'application partiale. Pour étayer leur position, les Philippines invoquent l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, dans laquelle le Groupe spécial a constaté que la présence de représentants de l'industrie nationale de la tannerie dans le processus de dédouanement était partiale parce qu'elle offrait aux administrateurs un accès *potentiel* à des renseignements sensibles sur le plan commercial et qu'elle ne prévoyait pas de *sauvegardes adéquates* contre l'utilisation inappropriée de ces renseignements.[1513]

7.891 En outre, les Philippines soutiennent qu'aucune sauvegarde n'a été mise en place contre l'utilisation indue des renseignements obtenus.[1514] Elles font en particulier valoir que les mesures de sauvegarde invoquées par la Thaïlande, à savoir les sanctions prévues par la Loi sur la fonction publique et le Code pénal thaïlandais, ne s'appliquaient pas au TTM d'après le *Guide éthique et moral du TTM*. Ce guide impose aux administrateurs du TTM de maximiser les bénéfices de celui-ci dans toutes les circonstances.[1515] Autrement dit, les administrateurs du TTM ont pour obligation de favoriser le TTM au détriment de ses concurrents directs. En établissant le cadre réglementaire applicable aux autorités publiques[1516], ce guide éclipse d'autres lois thaïlandaises[1517], mettant ainsi les

[1509] Réponse des Philippines à la question n° 79 du Groupe spécial.

[1510] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 78.

[1511] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 85; deuxième communication écrite, paragraphe 10. Ces renseignements sont notamment: des renseignements sur l'établissement des prix et les dépenses, des détails d'accords conclus par PM Thailand avec des fournisseurs et des acheteurs, des données sur les ventes ainsi que des registres et documents comptables internes.

[1512] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 79; pièce PHL-6, section 1, page 1.

[1513] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 44 à 47, faisant référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.99.

[1514] Dans leur réponse à la question n° 151 du Groupe spécial, les Philippines affirment que "l'interprétation et l'application dans la jurisprudence des termes raisonnable et impartial semblent montrer que l'accès à des renseignements commerciaux confidentiels dont bénéficient les administrateurs du TTM qui sont simultanément des fonctionnaires thaïlandais des douanes et des impôts rend l'application par la Thaïlande déraisonnable et que, du fait de l'absence de sauvegardes pour empêcher la transmission de ces renseignements aux administrateurs du TTM, l'application déraisonnable est également impartiale".

[1515] Réponse des Philippines à la question n° 75 du Groupe spécial. Le Guide dit que les administrateurs du TTM doivent "prendre les décisions les plus avantageuses pour que [le TTM] en tire le plus de profit possible"; pièce PHL-4.

[1516] Réponse des Philippines à la question n° 75 du Groupe spécial; pièce THA-35. La Loi sur la fonction publique oblige expressément les fonctionnaires à "s'acquitter de leurs fonctions officielles conformément aux lois, règles et règlements applicables aux autorités publiques, aux résolutions du Conseil des ministres, aux politiques gouvernementales et à agir conformément au cadre réglementaire applicable aux

administrateurs du TTM à l'abri des sanctions prévues par la Loi sur la fonction publique et le Code pénal. S'agissant des éléments de preuve présentés par la Thaïlande pour montrer que des agents de l'administration étaient parfois sanctionnés en vertu de la Loi sur la fonction publique et du Code pénal thaïlandais, les Philippines font valoir que la Thaïlande n'a pas expliqué comment ces sanctions pouvaient être liées aux actes spécifiques en cause en l'espèce.[1518] En tout état de cause, selon les Philippines, ces sanctions se sont avérées inefficaces pour stopper la transmission de renseignements confidentiels aux administrateurs du TTM et n'ont pas empêché de nombreux actes d'application partiale.[1519]

7.892 Les Philippines soulignent également l'absence générale de transparence du processus de délibération en ce qui concerne des aspects importants de la législation douanière et fiscale thaïlandaise. De ce fait, les agents de l'administration ne sont généralement pas contrôlés.[1520] Les Philippines concluent qu'aucune sauvegarde adéquate n'est mise en œuvre par la Thaïlande en dépit des dispositions qui figurent dans ses propres lois. Par conséquent, le processus administratif que la Thaïlande applique aux importations de cigarettes étrangères est partial au titre de l'article X:3 a).

7.893 Par ailleurs, les Philippines soulignent que, si la Loi thaïlandaise sur la fonction publique[1521] pouvait offrir une sauvegarde adéquate dans la mesure où elle interdit aux fonctionnaires de l'État d'occuper des postes de direction dans des sociétés *publiques ou privées*, la Thaïlande a choisi de ne pas appliquer ces dispositions au TTM, au motif que l'interdiction prévue dans la Loi sur la fonction publique ne s'appliquait qu'aux entreprises *privées*.[1522] Les Philippines ne sont pas d'accord et allèguent que la Loi sur la fonction publique interdit également aux fonctionnaires de l'État de diriger des entreprises *publiques* telles que le TTM.[1523]

7.894 La **Thaïlande** fait valoir que les Philippines n'ont pas prouvé qu'elle appliquait ses règles douanières et fiscales d'une manière partiale contraire aux obligations découlant de l'article X:3 a) en nommant des fonctionnaires de l'État en qualité d'administrateurs du TTM. La Thaïlande rappelle que, d'après le critère relatif à l'impartialité énoncé dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs,* la simple présence de personnes dans des fonctions pouvant entraîner un conflit d'intérêts ne suffit pas à conclure que l'application des lois est impartiale au sens de l'article X:3 a) et, comme l'a fait observer le Groupe spécial dans cette affaire, "tout dépend de ce que les personnes sont autorisées à faire".[1524] La Thaïlande ajoute également que les incitations financières dont bénéficient les administrateurs du TTM sont modestes et dépendent autant de la présence aux réunions que des bénéfices.[1525]

---

autorités publiques". Les Philippines considèrent que le Guide éthique et moral du TTM est l'un de ces règlements.

[1517] Réponse des Philippines à la question n° 75 du Groupe spécial.

[1518] Réponse des Philippines à la question n° 153 du Groupe spécial.

[1519] Réponse des Philippines à la question n° 153 du Groupe spécial; deuxième déclaration orale, paragraphe 12; deuxième communication écrite, paragraphes 31 à 34 et 48.

[1520] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 81et 82.

[1521] Pièce THA-35. L'article 83 6) de la Loi sur la fonction publique thaïlandaise interdit aux fonctionnaires d'exercer les fonctions "de directeur général ou d'administrateur ou d'occuper toute autre position de nature similaire dans une société de personnes ou une entreprise".

[1522] Observations des Philippines au sujet des réponses de la Thaïlande aux questions du Groupe spécial (deuxième réunion), paragraphe 369.

[1523] Observations des Philippines au sujet des réponses de la Thaïlande aux questions du Groupe spécial (deuxième réunion), paragraphe 380.

[1524] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 274, faisant référence au rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.99.

[1525] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 83; deuxième communication écrite de la Thaïlande, note de bas de page 171; pièces THA-3, pages 44 et 45, PHL-6 et PHL-7.

7.895 La Thaïlande fait valoir que les Philippines n'ont pas montré que les administrateurs participaient directement à la prise des décisions relatives aux questions douanières et fiscales. La Thaïlande ne nie pas que les personnes ayant une double fonction peuvent également avoir accès à des renseignements confidentiels sur les concurrents directs du TTM, mais elle affirme néanmoins qu'elle a adopté et mis en œuvre les sauvegardes pertinentes pour empêcher la prise de décisions partiales ainsi que l'utilisation indue des renseignements confidentiels par les administrateurs du TTM. Par ailleurs, la Thaïlande souligne que les Philippines n'ont pas montré que les décisions auxquelles elles se réfèrent et qui, d'après leurs allégations, sont partiales, ont un rapport avec les fonctionnaires en question ayant une double fonction.

7.896 La Thaïlande estime que, en vertu de la Loi thaïlandaise sur la fonction publique, de lourdes sanctions sont imposées aux fonctionnaires qui manquent à leurs devoirs (y compris en matière de confidentialité) et elle fournit des éléments de preuve statistiques concernant la mise en œuvre adéquate de ces dispositions.[1526] Deuxièmement, les fonctionnaires sont soumis à toutes les disciplines et passibles de toutes les sanctions prévues par le Code pénal[1527] pendant qu'ils sont membres du Conseil d'administration du TTM. Ils sont notamment passibles d'une peine d'emprisonnement de dix ans pour des actions motivées par l'intérêt personnel[1528] et pour exercice illicite de leurs fonctions[1529], ainsi que d'une peine d'emprisonnement à vie s'ils font preuve de malhonnêteté dans la perception des droits ou des taxes.[1530] En outre, le Règlement ministériel Edition 145 (B.E. 2547)[1531] prévoit que "les autorités publiques ne divulgueront pas de renseignements confidentiels ou [d'information] transmis à titre confidentiel aux fins de l'évaluation en douane sans l'autorisation spécifique de la personne ou de l'institution gouvernementale qui fournit cette information".[1532] La Thaïlande nie le fait que le Guide éthique et moral du TTM devrait protéger les administrateurs du TTM des régimes de sanctions prévus par la loi: il ne s'agit que d'un code à usage interne de la société qui ne saurait donc annuler et remplacer un instrument législatif ou réglementaire. La Thaïlande affirme que le régime de sanctions applicable aux agents de l'administration prévoit des sauvegardes adéquates *en tant que tel* et qu'il a été mis en œuvre en conséquence. Elle conclut que, dans la mesure où des sauvegardes adéquates sont mises en œuvre pour empêcher une utilisation indue des renseignements confidentiels obtenus par les fonctionnaires ayant une double fonction, l'application qu'elle fait de la législation douanière et fiscale en cause n'est donc pas partiale.

[1526] Réponse des Philippines à la question n° 153 du Groupe spécial.
[1527] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 80; pièce THA-84.
[1528] Article 152 du Code pénal (dans les cas où "un fonctionnaire dont la fonction est d'administrer ou de s'occuper d'une activité, tire avantage pour son propre compte", ce fonctionnaire "sera passible d'une peine d'emprisonnement de un à dix ans et d'une amende de deux mille à vingt mille baht") (pièce THA-84).
[1529] Article 157 du Code pénal (dans les cas où "un fonctionnaire exerce indûment ou n'exerce pas l'une de ses fonctions en portant préjudice à une personne, ou exerce malhonnêtement ou omet d'exercer l'une de ses fonctions", ce fonctionnaire "sera passible d'une peine d'emprisonnement de un à dix ans ou d'une amende de deux mille à vingt mille baht, ou des deux") (pièce THA-84).
[1530] Article 154 du Code pénal (dans les cas où "un fonctionnaire dont la fonction est … de percevoir ou de contrôler les taxes, droits, redevances ou toute autre somme d'argent, perçoit de manière malhonnête … ces taxes, droits, redevances ou sommes d'argent" ce fonctionnaire "sera passible d'une peine d'emprisonnement de cinq à vingt ans ou d'une peine de prison à vie, et d'une amende de deux mille à vingt mille baht") (pièce THA-84).
[1531] Pièce THA-85.
[1532] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphes 84 à 86.

Analyse du Groupe spécial

7.897 Les Philippines allèguent que le double rôle que jouent certains fonctionnaires du gouvernement thaïlandais en leur qualité d'administrateurs du TTM constitue une application partiale au titre de l'article X:3 a) parce que ces fonctionnaires ont le pouvoir d'établir des déterminations douanières et fiscales concernant les importations de cigarettes en cause en l'espèce, qu'ils ont accès à des renseignements confidentiels sur les concurrents du TTM et qu'ils bénéficient d'incitations financières pour encourager le TTM à faire des bénéfices. En outre, les Philippines font valoir qu'il n'existe pas de sauvegardes à même d'empêcher lesdits fonctionnaires d'abuser de la prérogative qui est la leur en tant que fonctionnaires de l'État de prendre de telles décisions concernant les règles douanières et fiscales. La Thaïlande fait valoir que les Philippines n'ont pas prouvé qu'elle appliquait ses règles douanières et fiscales d'une manière partiale contraire aux obligations découlant de l'article X:3 a) en nommant des fonctionnaires de l'État en tant qu'administrateurs du TTM. En particulier, selon la Thaïlande, les Philippines n'ont pas montré que les administrateurs participaient directement à la prise des décisions concernant les questions douanières et fiscales. La Thaïlande a également adopté des sauvegardes suffisantes pour empêcher l'utilisation indue des renseignements confidentiels par des administrateurs du TTM.

7.898 Pour déterminer si l'acte du gouvernement thaïlandais consistant à nommer certains fonctionnaires en qualité d'administrateurs du TTM est une application *impartiale* de la législation douanière et fiscale thaïlandaise, nous rappelons tout d'abord la conclusion à laquelle nous sommes arrivés ci-dessus, à savoir que l'acte du gouvernement thaïlandais en cause peut constituer une partie des *processus administratifs* qui ont abouti à l'application de diverses règles douanières et fiscales, même s'il ne peut pas constituer l'application de ces règles en soi. À la lumière des indications données par l'Organe d'appel au sujet d'une allégation au titre de l'article X:3 a) fondée sur un *processus administratif*, notre tâche consiste à examiner si les Philippines ont démontré comment et pourquoi les caractéristiques du processus administratif en cause, à savoir le double rôle de certains fonctionnaires du gouvernement thaïlandais en leur qualité d'administrateurs du TTM, conduisait nécessairement à un manque d'impartialité dans l'application. Nous gardons également à l'esprit l'affirmation de l'Organe d'appel selon laquelle, compte tenu de la gravité des accusations inhérentes aux allégations au titre de l'article X:3 a), une partie plaignante devait étayer son allégation avec des éléments de preuve solides.

7.899 Le terme "impartial" peut être défini de la manière suivante "*adjective 1. not favouring one party or side more than other; unprejudiced, unbiased; fair*" (*adjectif* 1. qui ne favorise pas plus une partie ou un côté que l'autre; sans préjugé, sans parti pris; équitable).[1533] Le mot "partial" signifie "*A. adjective. I 1 a Inclined beforehand to favour one party in a cause, or one side of a question, more than the other, prejudiced, biased. Opp. Impartial*" (A. *adjectif*. I 1 a. enclin d'emblée à favoriser une partie dans un procès ou un côté d'une question plus que l'autre, ayant un préjugé, un parti pris. Contr. Impartial).[1534] Compte tenu du sens ordinaire du terme, il apparaîtrait donc qu'application *impartiale* s'entend de l'application ou de la mise en œuvre des lois et règlements pertinents d'une manière équitable, sans préjugé et sans parti pris.

7.900 L'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* est le seul différend porté à ce jour devant l'OMC dans le cadre duquel l'obligation d'impartialité au titre de l'article X:3 a) a été examinée. Dans cette affaire, la caractéristique du processus administratif en cause était la présence d'une partie privée ayant des intérêts commerciaux contraires s'agissant du processus douanier. Le Groupe spécial a considéré que la compatibilité du processus douanier avec l'obligation d'impartialité de l'article X:3 a) dépendrait de

[1533] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, Vol. I, page 1325 (2002).
[1534] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, Vol. I, page 2107 (2002).

ce que cette partie serait autorisée à faire.[1535] Ce groupe spécial a constaté que la réponse à cette question était directement liée à la question de l'accès à l'information dans le cadre du processus de classification des produits. Il était d'avis que, dès lors qu'une partie ayant un intérêt commercial opposé, mais pas un intérêt juridique pertinent, était autorisée à participer au processus douanier, il existait un danger intrinsèque que les lois, règles et règlements douaniers soient appliqués d'une manière partiale de façon à permettre à des personnes ayant des intérêts commerciaux opposés d'obtenir des renseignements confidentiels auxquels elles n'avaient aucun droit.[1536] Le Groupe spécial a néanmoins considéré que l'on pouvait remédier à cette situation en recourant des sauvegardes adéquates pour empêcher la transmission inappropriée de renseignements confidentiels d'une personne physique à l'autre du fait de l'application de la législation douanière en cause.

7.901 Nous allons maintenant examiner les circonstances factuelles spécifiques présentées en l'espèce. Comme on l'a indiqué plus haut, les Philippines décrivent les quatre éléments suivants comme étant les caractéristiques pertinentes du double rôle dont le gouvernement thaïlandais a investi certains fonctionnaires en les nommant simultanément administrateurs du TTM: i) les fonctionnaires ayant une double fonction ont le pouvoir de prendre des décisions en rapport avec la législation douanière et fiscale thaïlandaise en ce qui concerne les cigarettes importées et les cigarettes nationales ii) ils ont accès à des renseignements confidentiels sur les sociétés faisant le commerce des cigarettes importées qui sont les concurrents directs du TTM sur le marché thaïlandais; ii) le rôle qu'ils jouent en tant qu'administrateurs du TTM les incite financièrement à maximiser les bénéfices du TTM; et iv) il n'existe pas de sauvegardes adaptées pour empêcher toute utilisation indue de la prérogative qui est la leur en tant que fonctionnaires de l'État d'établir des déterminations douanières et fiscales concernant les cigarettes.

7.902 Suivant l'approche adoptée par le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs,* nous considérons que la question pertinente est celle de savoir ce que ces fonctionnaires ayant une double fonction dont il est allégué qu'ils ont intérêt à promouvoir le niveau des bénéfices du TTM sont autorisés à faire. Comme l'estiment les Philippines et comme l'indiquent les éléments de preuve dont nous sommes saisis, la prérogative qui est la leur en tant que hauts fonctionnaires du gouvernement dotés de fonctions de haut niveau dans trois divisions du Ministère des finances (à savoir DG des droits d'accise, DG des douanes et DG des impôts) les autorise juridiquement à participer au processus de prise de décisions relatives aux questions douanières et fiscales et d'accéder aux renseignements confidentiels des sociétés qui font le commerce des cigarettes importées.

7.903 Pour étayer leur position, les Philippines donnent des exemples dans lesquels, à leur avis, des décisions administratives partiales ont été prises sous l'autorité de ces fonctionnaires ayant une double fonction, ou avec leur contribution active.[1537] Dans ces exemples, les Philippines ont cité un certain nombre de décisions ne reflétant pas nécessairement les intérêts commerciaux de PM Thailand prises alors que des fonctionnaires ayant une double fonction étaient administrateurs du TTM.[1538] Les Philippines signalent par ailleurs que des renseignements confidentiels ont été publiés par la presse thaïlandaise entre 2006 et 2009.[1539]

[1535] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs,* paragraphe 11.99.

[1536] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs,* paragraphe 11.100 (pas d'italique dans l'original).

[1537] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 30 à 35; réponse à la question n° 79 du Groupe spécial.

[1538] Réponse des Philippines à la question n° 79 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 34.

[1539] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 386; pièces PHL-1, 48, 54, 64, 85, 86 et 159. Les renseignements relatifs au prix c.a.f. et à la quantité importée pour les cigarettes de PM Thailand ont été divulgués dans la presse par certains fonctionnaires thaïlandais tant en août et septembre 2007 qu'en juin 2009. Voir le paragraphe 7.926.

7.904 Nous convenons que, sur un plan théorique, un élément de preuve de ce type, s'il est dûment étayé, contribuerait à démontrer que le processus administratif en cause conduit nécessairement à un manque d'impartialité dans l'application. Et ce d'autant plus que l'allégation au titre de l'article X:3 a) concernant l'application partiale par un gouvernement Membre oblige à présenter des éléments de preuve solides. Par exemple, un mode de prise de décisions tendrait donc à démontrer l'existence d'un manque d'impartialité dans l'application.[1540] Cependant, nous ne sommes pas convaincus que les déterminations auxquelles les Philippines font référence peuvent nécessairement être liées à ce que font les fonctionnaires ayant une double fonction et/ou à ce qu'ils sont autorisés à faire quand ils appliquent les règles douanières et fiscales thaïlandaises. Autrement dit, à moins qu'il ne soit possible de démontrer que ces déterminations sont établies en raison même de la présence des fonctionnaires qui exercent aussi les fonctions d'administrateurs du TTM, nous ne sommes pas en mesure de constater que la nomination de fonctionnaires ayant une double fonction a conduit à une application partiale des règles douanières et fiscales. Par ailleurs, la question de savoir si ces déterminations peuvent être jugées assez constantes pour qu'il s'en dégage un mode de prise de décisions équivalant à une application partiale des lois et règlements douaniers est également contestable.

7.905 S'agissant des incitations financières, nous croyons comprendre que la position des Philippines est que, dans le processus de prise de décisions douanières et/ou fiscales, des fonctionnaires ayant une double fonction agiraient d'une manière qui maximiserait les bénéfices du TTM, par exemple en influant de manière négative sur les décisions concernant les cigarettes importées, une situation qui accroîtrait à son tour le montant des primes qui leur sont accordées en tant qu'administrateurs du TTM.[1541] Cette situation prévaut toujours même si, comme le soutient la Thaïlande, 50 pour cent seulement de la prime dépend du résultat net du TTM, les autres 50 pour cent étant accordés en fonction de la présence aux réunions du Conseil d'administration.[1542] Ainsi, les incitations financières pourraient indiquer que les fonctionnaires ayant une double fonction peuvent avoir pour motivation de maximiser le niveau des bénéfices du TTM. Nous n'avons toutefois pas été saisis d'éléments de preuve solides suggérant que l'existence même de cette motivation entraînerait nécessairement une application des règles douanières et fiscales qui favorise les cigarettes du TTM.[1543]

7.906 Les Philippines estiment en outre que la Thaïlande ne prévoit pas de sauvegardes adéquates contre l'application partiale alléguée. Elles fondent leur position sur l'argument selon lequel le *Guide*

[1540] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.268.

[1541] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 79; pièce PHL-6, section 1, page 1.

[1542] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, note de bas de page 171; voir aussi les pièces THA-3, pages 44 et 45, PHL-6 et PHL-7.

[1543] En outre, nous notons que l'Organe d'appel a reconnu que le principe de la bonne foi avait une incidence sur l'interprétation que donnaient les groupes spéciaux des obligations des Membres (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 297). Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Canada – Maintien de la suspension* a également constaté qu'un aspect du principe de la bonne foi applicable dans le cadre des différends portés devant l'OMC était d'accorder aux Membres une présomption de compatibilité avec les règles de l'OMC s'agissant de l'application de leur législation nationale:

> "Il découle implicitement du devoir d'exécuter de bonne foi les obligations conventionnelles qu'une partie à un accord international devrait être réputée avoir agi de bonne foi dans l'exécution de ses obligations conventionnelles. Plus généralement, bien que l'article 26 énonce une obligation et non une présomption, *pacta sunt servanda* n'est que l'une des expressions du principe de la bonne foi. La bonne foi est un principe général de droit international qui régit toutes les actions réciproques des États. Nous sommes donc portés à penser, comme les Communautés européennes, que toute partie à un accord international doit être présumée exécuter de bonne foi ses obligations dans le cadre de cet accord." (rapport du Groupe spécial *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphe 7.317).

En l'absence de solides éléments à preuve du contraire, il n'existe aucune raison de supposer que les administrateurs du TTM, qui sont des fonctionnaires du gouvernement thaïlandais, agiraient de manière contraire aux obligations souscrites dans le cadre de l'OMC.

éthique et moral du TTM met les fonctionnaires ayant une double fonction à l'abri des sanctions prévues par la loi qui peuvent leur être imposées quand ils agissent de manière contraire aux disciplines énoncées dans la Loi sur la fonction publique et dans le Code pénal thaïlandais.[1544] La Thaïlande répond que le *Guide éthique et moral du TTM* ne remplace *pas* de loi dans la mesure où il occupe un échelon inférieur à l'ensemble des lois et des codes dans la hiérarchie des normes. Il s'agit d'un document interne du TTM et, en tant que tel, il n'a aucun pouvoir réglementaire.

7.907 Nous notons que les Philippines ne contestent pas que des sauvegardes existent bien sous la forme de la Loi sur la fonction publique et du Code pénal thaïlandais. Ce qu'elles affirment, c'est qu'aucune sanction ne peut être mise en œuvre de manière adéquate en vertu de la Loi sur la fonction publique et du Code pénal thaïlandais à l'encontre de fonctionnaires ayant une double fonction parce que le *Guide éthique* du TTM remplace ces instruments juridiques. Pour prouver que des sauvegardes existent et sont effectivement mises en œuvre, la Thaïlande a présenté un tableau montrant les cas dans lesquels des sanctions ont été imposées à des fonctionnaires aux termes de la Loi sur la fonction publique et du Code pénal.[1545] À notre avis, ces exemples montrent que les instruments juridiques en question sont effectivement exécutoires, mais ils ne donnent pas de précisions sur la question soulevée par les Philippines, à savoir l'applicabilité des dispositions de ces instruments juridiques aux fonctionnaires ayant une double fonction qui sont simultanément régis par le *Guide éthique* du TTM.[1546] Nous acceptons toutefois l'explication de la Thaïlande selon laquelle le *Guide éthique* est un document interne du TTM et, qu'en tant que tel, il n'a pas de pouvoir réglementaire de remplacer des instruments juridiques tels que la Loi sur la fonction publique et le Code pénal thaïlandais. Compte tenu de la hiérarchie des normes généralement établie par les États, et en l'absence de tout argument ou élément de preuve convaincant présenté par les Philippines à preuve du contraire, nous constatons que la Loi sur la fonction publique et le Code pénal thaïlandais sont les instruments juridiques qui établissent les disciplines éthiques que sont tenus de respecter les fonctionnaires, y compris ceux qui ont une double fonction en leur qualité d'administrateurs du TTM.

7.908 Enfin, les Philippines font valoir que la Thaïlande n'applique pas au TTM la Loi sur la fonction publique thaïlandaise[1547], alors que cette loi interdit aux fonctionnaires d'assumer des fonctions d'administrateur dans des sociétés telles que le TTM.[1548] Le texte de la Loi sur la fonction publique ne précise pas si l'interdiction en question s'applique à la fois aux entreprises publiques et aux entreprises privées. Nous considérons toutefois que les arguments des parties sur ce point sont sans pertinence pour notre examen de l'obligation d'impartialité. La raison en est que, même si la Loi sur la fonction publique s'appliquait au TTM et interdisait de nommer des fonctionnaires au TTM, la question de savoir si la Thaïlande s'est conformée à sa propre législation nationale n'est pas pertinente aux fins du présent différent.

[1544] Réponse des Philippines à la question n° 75 du Groupe spécial, paragraphe 439. Le Guide exige des administrateurs du TTM qu'ils "prennent les décisions les plus avantageuses pour [le TTM]". Par exemple, les Philippines soutiennent qu'ils seraient dispensés des dispositions de la Loi sur la fonction publique et du Code pénal thaïlandais en ce qui concerne l'utilisation indue des renseignements confidentiels et l'application impartiale.

[1545] Réponse de la Thaïlande à la question n° 153 du Groupe spécial.

[1546] Réponse de la Thaïlande à la question n° 153 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 193 à 198; deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphes 77 à 82. Les fonctionnaires sont assujettis aux obligations énoncées dans la Loi sur la fonction publique i) "s'acquitter des fonctions officielles de manière scrupuleuse, honnête et équitable"; ii) ne pas utiliser la fonction à des fins de profit personnel; et iii) ne pas commettre d'actes préjudiciables ou inéquitables ou d'actes qui déshonorent la fonction officielle (articles 82 et 83 de la Loi sur la fonction publique).

[1547] Pièce THA-35. L'article 83 6) de la Loi sur la fonction publique thaïlandaise interdit aux fonctionnaires d'exercer les fonctions "de directeur général ou d'administrateur ou d'occuper toute autre position de nature similaire dans une société de personnes ou une entreprise".

[1548] Réponse de la Thaïlande aux questions n° 4 a et b des Philippines.

7.909 Compte tenu de ce qui précède, nous sommes d'avis que les Philippines n'ont *pas* prouvé que les caractéristiques se rapportant à la nomination de certains fonctionnaires de l'État en tant qu'administrateurs du TTM conduit nécessairement à un manque d'*impartialité* dans l'application des règles douanières et fiscales thaïlandaises. Pour parvenir à cette conclusion, nous n'oublions pas la gravité de l'allégation concernant l'application par un gouvernement souverain de ses lois et règlements. Nous admettons qu'il peut exister des situations dans lesquelles une mesure ou un acte d'un gouvernement est si manifestement vicié que l'injustice intrinsèque d'une telle mesure ou d'un tel acte suffira à démontrer l'existence d'une application impartiale sans avoir besoin de l'illustrer au moyen d'un ou de plusieurs exemples concrets de décisions ayant résulté de l'application en question. Mais dans les circonstances qui sont celles du présent différend, nous n'estimons pas que la nomination de fonctionnaires en tant qu'administrateurs du TTM, considérée à la lumière des sauvegardes existantes, équivalait à une telle situation.

7.910 Dans le même temps, toutefois, nous souhaitons souligner que les Membres doivent faire tout leur possible pour respecter le principe de la transparence et de l'équité de la procédure qui sont inhérents aux obligations découlant de l'article X:3 a) et, par conséquent, au système commercial en général. En particulier, nous sommes attentifs à ce que craignent les Philippines, à savoir que, du fait de l'absence générale de transparence du processus de délibération en ce qui concerne des aspects importants de la législation douanière et fiscale, les agents de l'administration ne sont généralement pas contrôlés.[1549] Compte tenu des circonstances factuelles inhabituelles en Thaïlande qui font que certains fonctionnaires chargés d'établir les déterminations douanières et fiscales siègent également au Conseil d'administration du TTM, le seul concurrent national face aux cigarettes importées, il serait pour le moins prudent que la Thaïlande veille à ce que l'application de sa législation douanière et fiscale se déroule d'une manière transparente et impartiale.

ii) Application "raisonnable"

Principaux arguments des parties

7.911 Les **Philippines** allèguent que le double rôle des administrateurs du TTM constitue une application déraisonnable parce que ceux-ci occupent une fonction dans laquelle ils peuvent recueillir et divulguer des renseignements confidentiels sur leur concurrent direct.[1550] À cet égard, les Philippines invoquent l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs*, dans laquelle le Groupe spécial a constaté que la présence de représentants de l'industrie nationale de la tannerie dans le processus de

[1549] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 81 et 82.

[1550] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 85. Les Philippines avancent que les fonctionnaires jouant un double rôle ont accès aux renseignements confidentiels suivants: des renseignements sur l'établissement des prix et les dépenses (pièce PHL-16); des détails des accords conclus par PM Thailand avec les fournisseurs et les acheteurs (pièce PHL-16); des données sur les ventes (pièces PHL-17 et PHL-18); ainsi que des registres et documents comptables internes (pièce PHL-19). La Notification du Département des douanes n° 23/2549 du 7 avril 2006 (pièce PHL-21) énumère également les renseignements qui doivent être fournis au moment de la déclaration de l'importation, y compris deux exemplaires de la facture, une liste de colisage (s'il y a lieu), une prime d'assurance ou d'autres documents faisant état de la prime d'assurance, un ordre de mainlevée (formulaire des douanes 100/1 ou formulaire 469), un connaissement ou une lettre de transport aérien à titre de première pièce jointe, un formulaire de déclaration de la valeur en douane (formulaire des douanes n° 170), une licence d'importation si les marchandises importées sont soumises à restriction, un certificat d'analyse, les spécifications des marchandises, une fiche technique donnant des détails suffisants à des fins douanières, y compris les procédés de production (s'il y a lieu) et des instructions au sujet de l'utilisation des marchandises dans les cas où cela est nécessaire, un certificat d'origine et d'autres documents exigés par les douanes, par exemple des documents donnant des détails sur les mélanges de produits, les caractéristiques, les instructions d'utilisation des marchandises, un catalogue, etc.

dédouanement était déraisonnable parce qu'il "comport[ait] *intrinsèquement* la possibilité que des renseignements commerciaux confidentiels soient divulgués".[1551]

7.912 En outre, les Philippines citent des exemples précis dans lesquels plusieurs fonctionnaires des douanes ont divulgué la valeur transactionnelle déclarée de PM Thailand à la presse thaïlandaise en 2006.[1552] Le 29 août 2006, M. Varathep Ratanakorn, alors Vice-Ministre des finances, a été cité dans le journal *Matichon* disant que "le prix estimé des cigarettes *Marlboro* a[vait] été ajusté et [était] passé de [[xx.xxx.xx]] baht à [[xx.xxx.xx]] baht le paquet".[1553] Deux jours plus tard, le Ministre des finances lui-même, M. Thanong Bidaya, a donné des renseignements sur la base desquels le journal *Khao Hun* a pu écrire: "*L&M* a déclaré que le prix à l'importation (c.a.f.) était seulement de [[xx.xxx.xx]] baht le paquet, alors que les *Marlboro* ne sont déclarées qu'à [[xx.xxx.xx]] baht".[1554] Le 27 septembre 2006, M. Utid Tamwatin, alors DG des droits d'accise, envisageait une interdiction éventuelle des importations expliquant comment cette menace influait sur le prix à l'importation des cigarettes *Marlboro* qui "se situait à [[xx.xxx.xx]] baht le paquet [et] était passé à [[xx.xxx.xx]] baht le paquet depuis deux ou trois mois".[1555]

7.913 En août 2006, trois autres cas de violation de la confidentialité ont été relevés quand i) le *Daily News* et le *Bangkok Post* ont l'un et l'autre publié des déclarations de V. Ratanakorn (Vice-Ministre des finances) révélant que le prix des cigarettes importées serait augmenté[1556] et examinant l'impact de cette mesure sur les recettes de la Direction générale des douanes[1557]; ii) le *Post Today* a publié des renseignements fournis par une "source du Département des douanes" qui n'était pas nommée révélant les prix à l'importation et les quantités importées de PM Thailand pour les marques tant *L&M* que *Marlboro* en 2005; et iii) l'édition du 29 août 2006 du *Matichon* publiait un article contenant le tableau ci-après qui révèle le prix "c.a.f." de trois marques de cigarettes: *Marlboro*, *L&M* et *Mild Seven*.[1558]

7.914 La **Thaïlande** explique qu'elle pouvait juridiquement accorder de doubles fonctions aux fonctionnaires de l'État pour deux raisons. Premièrement, elle n'était pas tenue par la prohibition prévue à l'article 83 6) du Code civil thaïlandais qui interdisait seulement aux fonctionnaires d'administrer aussi des entreprises *privées*. Les fonctionnaires peuvent en revanche être nommés à des fonctions d'administration dans des entreprises publiques comme cela se fait communément.[1559]

7.915 De plus, la Thaïlande indique que le fait de donner à certains agents de l'administration des doubles fonctions est pertinent parce qu'il sert des objectifs administratifs légitimes. Elle établit une distinction entre les faits dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* et les circonstances de la présente affaire. Dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs,* le Groupe spécial a constaté que la nomination de spécialistes privés en tant que fonctionnaires des douanes était une application déraisonnable au titre de l'article X:3 a) parce que les spécialistes privés étaient des concurrents directs de l'importateur et "n'avaient aucun lien juridique" avec les opérations douanières.[1560] Par ailleurs, la Thaïlande souligne que ce groupe spécial a reconnu que "le gouvernement [avait] un intérêt juridique pertinent dans la

[1551] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs,* paragraphe 11.94 (pas d'italique dans l'original).
[1552] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 387 à 399; réponse à la question n° 152 du Groupe spécial.
[1553] Pièce PHL-85.
[1554] Pièce PHL-1.
[1555] Pièce PHL-86.
[1556] Pièce PHL-64.
[1557] Pièce PHL-54.
[1558] *Mild Seven* est une marque commercialisée par Japan Tobacco International (JTI).
[1559] Réponse de la Thaïlande à la question n° 154 du Groupe spécial; pièce THA-98.
[1560] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs,* paragraphe 11.98.

transaction, fondé sur son droit souverain de réglementer et de taxer les [importations]".[1561] Elle fait valoir qu'un gouvernement peut donc nommer *tout agent de la fonction publique* au processus administratif ayant trait aux importations de cigarettes.[1562] Nommer les *mêmes* agents en tant qu'administrateurs du TTM est par ailleurs logique pour trois raisons: i) ils "ont des compétences pertinentes pour l'administration d'une entreprise d'État" qui importe du tabac et perçoit les taxes s'y rapportant; ii) ils peuvent "jouer un rôle pour assurer que le *TTM lui-même* se conforme efficacement à la législation"[1563]; et iii) ils veillent à ce que les activités du TTM soient compatibles avec la politique de santé publique thaïlandaise (l'un des membres du Conseil d'administration du TTM vient du Ministère de la santé).[1564]

7.916 La Thaïlande fait également observer que les Philippines n'ont fourni aucun élément de preuve permettant d'assimiler la violation de confidentialité en 2006 à un "problème" institutionnel du régime administratif thaïlandais dans son ensemble. Elle conclut que les Philippines ne se sont pas acquittées de la charge de la preuve leur incombant au titre de l'article X:3 a).

7.917 La Thaïlande appelle également l'attention du Groupe spécial sur le fait qu'il existe "plusieurs raisons de politique générale" expliquant pourquoi le Groupe spécial ne devrait pas se prononcer en faveur des Philippines.[1565] De l'avis de la Thaïlande, si "le simple fait que des agents de la fonction publique ont un double rôle ou un pouvoir de contrôle sur des intérêts concurrents était suffisant pour établir l'existence d'une violation de l'article X:3 a), la capacité de réglementation des gouvernements serait [alors] fortement réduite".[1566] La Thaïlande soutient en particulier qu'une constatation de violation de l'article X:3 a) sur la base de tels faits ferait qu'il serait impossible pour les Membres de poursuivre leur pratique relativement commune consistant à charger les mêmes départements et les mêmes fonctionnaires de procéder aux révisions internes des décisions administratives prises par ces mêmes départements et fonctionnaires.[1567]

Analyse du Groupe spécial

7.918 Les Philippines allèguent que la nomination de fonctionnaires ayant une double fonction en tant qu'administrateurs du TTM constitue une application *déraisonnable* au titre de l'article X:3 a) du GATT parce qu'il s'agit d'une fonction dans laquelle ces fonctionnaires peuvent recueillir et divulguer des renseignements confidentiels sur leurs concurrents directs. La Thaïlande fait valoir que le fait d'accorder de doubles fonctions aux fonctionnaires de l'État est compatible avec l'obligation d'application raisonnable énoncée à l'article X:3 a) parce qu'il est autorisé dans la législation intérieure thaïlandaise[1568] et qu'il favorise la réalisation des objectifs administratifs légitimes de la Thaïlande.

7.919 Le terme "raisonnable" est défini comme étant "conforme à la raison", "pas irrationnel ou absurde", "proportionné", "sensé" et "dans les limites de la raison, pas beaucoup moins ou beaucoup

[1561] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs*, paragraphe 11.98 (en remplaçant "exportations" par "importations").
[1562] Réponse de la Thaïlande à la question n° 151 du Groupe spécial.
[1563] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 200.
[1564] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 200, note de bas de page 175; réponse à la question n° 75 du Groupe spécial.
[1565] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 183.
[1566] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 183.
[1567] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 183.
[1568] Pièce THA-35. La Thaïlande explique que l'article 83 6) du Code civil thaïlandais interdit seulement aux agents de la fonction publique d'assumer des fonctions d'administration dans des entreprises privées. Ils peuvent néanmoins en assumer dans des entreprises publiques. La Thaïlande fait aussi référence à la pièce THA-98 qui répertorie 63 agents de l'administration ayant une fonction d'administration dans des entreprises publiques. La liste n'est pas exhaustive.

plus que ce qui pourrait être jugé probable ou approprié".[1569] Dans l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs,* le Groupe spécial a considéré, à la lumière des circonstances factuelles de ce différend, que "la prescription relative au caractère raisonnable concern[ait] … les flux d'information et le point de savoir s'il [était] raisonnable de permettre à des personnes d'avoir accès à certains renseignements qui n['étaient] pas pertinents pour l'objectif déclaré de la législation en question".[1570] Il a jouté qu'une caractéristique de l'application était déraisonnable quand elle "comport[ait] *intrinsèquement* la possibilité que des renseignements commerciaux confidentiels soient divulgués".[1571]

7.920 Nous rappelons ce que l'Organe d'appel a estimé dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, à savoir que la disposition de l'article X:3 du GATT de 1994 a une incidence sur le texte introductif de l'article XX, qui prévoit que l'application d'une mesure justifiable au regard de l'une des dispositions de l'article XX ne doit *pas* être arbitraire ou injustifiable. Cela pourrait être lié au fait que, comme l'affirme l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Pneumatiques rechapés*, le texte introductif de l'article XX porte également sur la *façon dont est appliquée* la mesure en cause.[1572] Par conséquent, nous ne voyons pas pourquoi les principes qui sous-tendent les prescriptions du texte introductif de l'article XX ne seraient pas également pertinents pour l'article X:3 a), disposition qui régit également *la façon* dont les Membres de l'OMC *appliquent* les instruments juridiques visés à l'article X:1.

7.921 Dans la mesure où les obligations énoncées dans le texte introductif de l'article XX et à l'article X:3 a) peuvent être considérées comme s'éclairant mutuellement, la précision apportée par l'Organe d'appel concernant les principes qui sous-tendent le texte introductif de l'article XX donne des indications quant à l'analyse de la prescription relative au caractère raisonnable au titre de l'article X:3 a). Par exemple, examinant si une interdiction d'importer provisoirement justifiée au regard de l'article XX b) pour protéger la santé et la vie des personnes avait été appliquée d'une manière injustifiable ou arbitraire, l'Organe d'appel, dans l'affaire *Brésil – Pneumatiques rechapés*, a raisonné de la manière suivante: "l'analyse du point de savoir si l'application d'une mesure entraîne une discrimination arbitraire ou injustifiable devrait être axée sur la *cause* de la discrimination, ou la *raison d'être* avancée pour expliquer son existence".[1573] Nous considérons que la raison d'être qui peut expliquer l'octroi de doubles fonctions à certains fonctionnaires des douanes et des impôts est également pertinente pour évaluer la question de savoir s'il s'agit d'un processus administratif qui conduit à une application déraisonnable des lois et règlements fiscaux thaïlandais.

7.922 Compte tenu des circonstances factuelles en l'espèce, nous considérons que les trois caractéristiques, et pas simplement les flux d'information, de la double fonction des fonctionnaires, telles qu'elles sont décrites dans le contexte de l'obligation d'impartialité, sont pertinentes pour la question dont nous sommes saisis.[1574] Nous avons constaté que les fonctionnaires du gouvernement thaïlandais ayant une double fonction en tant qu'administrateurs du TTM ont le pouvoir de prendre

---

[1569] Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.385, faisant référence à *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, Vol. II, page 2482 (2002).

[1570] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs,* paragraphe 11.86.

[1571] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs,* paragraphe 11.94 (pas d'italique dans l'original).

[1572] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 230.

[1573] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 226 (pas d'italique dans l'original). L'Organe d'appel explique que "[l]'évaluation du point de savoir si la discrimination est arbitraire ou injustifiable devrait être faite à la lumière de l'objectif de la mesure. Nous notons, par exemple, que l'une des bases sur lesquelles l'Organe d'appel s'est appuyé dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* pour conclure que le fonctionnement de la mesure en cause entraînait une discrimination injustifiable était qu'un aspect particulier de l'application de la mesure ... était "difficile à concilier avec l'objectif déclaré de protection et de conservation des tortues marines" (paragraphe 227, faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 7.287).

[1574] Voir le paragraphe 7.901.

des décisions se rapportant à la législation douanière et fiscale en ce qui concerne les cigarettes importées et les cigarettes nationales, pour ne pas mentionner leur accès à des renseignements confidentiels concernant les cigarettes importées, qui sont des renseignements sur les concurrents directs du TTM sur le marché thaïlandais. Nous avons également observé que le rôle qu'ils jouaient en tant qu'administrateurs du TTM offrait aux fonctionnaires ayant une double fonction des incitations financières à maximiser les bénéfices du TTM. Ces caractéristiques donnent à notre avis un environnement dans lequel ces fonctionnaires ayant une double fonction pourraient, quand ils agissent en tant que fonctionnaires des douanes et des impôts, influer sur la façon dont ils appliquent les règles compte tenu de la fonction qu'ils assument simultanément au TTM, entité ayant des intérêts commerciaux en concurrence avec ceux des marques de cigarettes importées. Par conséquent, il apparaîtrait que le fait d'accorder aux fonctionnaires ayant une double fonction le pouvoir de prendre des décisions douanières et fiscales concernant les cigarettes, tant importées que nationales, ainsi que d'accéder à des renseignements confidentiels concernant les cigarettes importées constituerait un acte d'application *inappropriée* et/ou *non* sensée, à moins qu'il n'existe une raison d'être particulière susceptible d'expliquer l'acte en question.

7.923 La Thaïlande souligne néanmoins que le fait d'accorder des doubles fonctions à certains fonctionnaires de l'État favorise la réalisation des objectifs administratifs légitimes: i) ils "ont des compétences pertinentes pour l'administration d'une entreprise d'État" qui importe du tabac et perçoit les taxes s'y rapportant; ii) ils peuvent "jouer un rôle pour assurer que le *TTM lui-même* se conforme efficacement à la législation"[1575]; et iii) ils veillent à ce que les activités du TTM soient compatibles avec la politique de santé publique thaïlandaise (l'un des membres du Conseil d'administration du TTM vient du Ministère de la santé).[1576]

7.924 Un État souverain a la liberté d'appréciation et le pouvoir pour structurer son gouvernement et administrer et appliquer ses propres lois et règlements comme il l'entend. En conséquence, nous pouvons envisager une situation dans laquelle un gouvernement souhaite utiliser ses ressources dans toute la mesure du possible, par exemple en accordant des doubles fonctions à des fonctionnaires. Nous ne sommes à cet égard pas en mesure de deviner les besoins particuliers du gouvernement thaïlandais quand il octroie à certains fonctionnaires des douanes et des impôts un rôle double d'administrateur d'une entreprise d'État, le TTM. Nous reconnaissons donc que les fonctionnaires du gouvernement thaïlandais occupant les fonctions de DG des droits d'accise, DG des impôts, DG du commerce peuvent effectivement être tout à fait qualifiés pour appliquer à l'administration du TTM leur connaissance des lois et des règlements relatifs aux douanes et aux taxes intérieures.

7.925 Les Philippines font valoir que, même si ces objectifs étaient légitimes, il existait d'autres solutions pour arriver à des résultats identiques. Nous convenons qu'il pourrait y avoir d'autres moyens que le processus administratif actuel en cause pour atteindre les objectifs administratifs déclarés de la Thaïlande. Mais, comme nous l'avons indiqué plus haut, nous sommes d'avis que la Thaïlande, en tant qu'État souverain, peut appliquer ses lois et règlements de la manière qu'elle juge la plus appropriée compte tenu des circonstances particulières qui l'entourent. Il convient toutefois de noter que le pouvoir discrétionnaire qu'a un Membre de l'OMC pour appliquer ses propres lois doit être exercé d'une manière compatible avec les obligations qui lui incombent au titre de l'Accord sur l'OMC. Notre tâche n'est donc pas de trouver le meilleur moyen administratif permettant à un Membre d'atteindre son but.

7.926 Les Philippines appellent également l'attention du Groupe spécial sur des exemples dans lesquels des renseignements confidentiels de PM Thailand ont été divulgués par des fonctionnaires du gouvernement thaïlandais. Les Philippines donnent notamment des exemples relevés en 2006 dans

[1575] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 200.
[1576] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 200, note de bas de page 175; réponse à la question n° 75 du Groupe spécial.

lesquels plusieurs fonctionnaires des douanes ont divulgué la valeur transactionnelle déclarée de PM Thailand dans les médias thaïlandais.[1577] Le 29 août 2006, M. Varathep Ratanakorn, alors Vice-Ministre des finances, a été cité dans le journal *Matichon* disant que "le prix estimé des cigarettes *Marlboro* a[vait] été ajusté et [étai]t passé de [[xx.xxx.xx]] baht à [[xx.xxx.xx]] baht le paquet".[1578] Deux jours plus tard, le Ministre des finances, M. Thanong Bidaya, a donné des renseignements sur la base desquels le journal *Khao Hun* a pu écrire: "*L&M* a déclaré que le prix à l'importation (c.a.f.) était seulement de [[xx.xxx.xx]] baht le paquet, alors que les *Marlboro* ne sont déclarées qu'à [[xx.xxx.xx]] baht".[1579] Le 27 septembre 2006, M. Utid Tamwatin, alors DG des droits d'accise, envisageait une interdiction éventuelle des importations expliquant comment cette menace influait sur le prix à l'importation des cigarettes *Marlboro* qui "se situait à [[xx.xxx.xx]] baht le paquet [et] était passé à [[xx.xxx.xx]] baht le paquet depuis deux ou trois mois".[1580] La Thaïlande ne conteste pas ces exemples.

7.927 Nous constatons toutefois que les Philippines n'ont pas établi de lien entre les exemples en question de publication non autorisée de renseignements confidentiels et la double fonction des fonctionnaires de l'État. Autrement dit, il ne nous a pas été présenté d'éléments de preuve indiquant que cette publication non autorisée de renseignements confidentiels de PM Thailand peut nécessairement être liée au double rôle que jouent les fonctionnaires de l'État en question en tant qu'administrateurs du TTM.

7.928 De surcroît, nous rappelons ce que nous avons dit plus haut sur le fait que ces fonctionnaires ayant une double fonction sont assujettis aux obligations énoncées dans la Loi sur la fonction publique thaïlandaise et dans le Code pénal. Les Philippines font valoir que ces instruments sont inefficaces pour empêcher les actes d'application déraisonnable pour les mêmes raisons que les sauvegardes ne pouvaient pas empêcher l'application impartiale.[1581] Cela étant, les exemples de violation alléguée de la confidentialité n'infirmeraient pas nécessairement le fait que ces instruments juridiques peuvent fonctionner, et fonctionnent effectivement, en tant que sauvegardes pour empêcher l'utilisation inappropriée de leur fonction, de l'accès aux renseignements confidentiels et des incitations financières à maximiser les bénéfices du TTM.

7.929 En conclusion, compte tenu de leur raison d'être, et considérées conjointement avec les sauvegardes existant dans le système, nous constatons que les Philippines n'ont pas établi que les caractéristiques de l'octroi par la Thaïlande à certains fonctionnaires des douanes et des impôts d'une fonction double en tant qu'administrateurs du TTM conduit nécessairement à une application déraisonnable des lois et règlements douaniers et fiscaux thaïlandais au sens de l'article X:3 a).

4. Retards dans la prise des décisions de la BoA concernant les appels interjetés par PM Thailand contre les déterminations des douanes thaïlandaises

a) Introduction

7.930 En Thaïlande, c'est le DG des douanes qui prend les décisions en matière d'évaluation en douane. Ces décisions peuvent faire l'objet d'un appel, qui suppose un processus en deux temps: les appels sont d'abord examinés par le Sous-Comité de l'évaluation en douane qui transmet ensuite le

[1577] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 387 à 399; réponse à la question n° 152 du Groupe spécial.
[1578] Pièce PHL-85.
[1579] Pièce PHL-1.
[1580] Pièce PHL-86.
[1581] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 42 à 48.

dossier à la Commission des recours ("BoA") pour décision.[1582] Les déterminations de la BoA peuvent ensuite faire l'objet d'un appel auprès du tribunal fiscal.[1583]

7.931 Les Philippines font valoir que des retards injustifiés sont observés dans le traitement d'un certain nombre d'appels interjetés par PM Thailand contre des déterminations des douanes thaïlandaises. Elles allèguent que ce retard dans l'instruction des dossiers par la BoA équivaut à une application déraisonnable au sens de l'article X.3 a). La Thaïlande allègue que l'article X:3 a) n'a pas pour objet d'imposer des délais absolus aux Membres pour mener de telles procédures administratives à leur terme et que le Groupe spécial ne devrait donc pas interpréter le terme "déraisonnable" comme imposant des délais spécifiques pour les procédures administratives des Membres. En outre, la Thaïlande affirme que la question de savoir ce qui est une application "raisonnable" de la loi dans un cas particulier dépend nécessairement des circonstances de l'affaire.

b) Question de savoir si la révision des déterminations de la valeur en douane par la BoA constitue une "application" au sens de l'article X:3 a)

7.932 Comme l'a indiqué le Groupe spécial au paragraphe 7.869 ci-dessus, le terme "application" figurant à l'article X:3 a) englobe à la fois la façon dont les instruments juridiques visés à l'article X:1 sont *appliqués* ou *mis en œuvre* dans des cas particuliers et l'instrument juridique qui régit cette application ou cette mise en œuvre.

7.933 L'allégation des Philippines concerne les retards causés dans la révision par la BoA de certaines décisions concernant la valeur en douane pour les cigarettes de PM Thailand. Comme nous l'avons noté plus haut, les appels concernant les décisions en matière d'évaluation en douane sont d'abord formés auprès de la BoA et examinés par cette dernière, qui est un organe de révision administrative relevant du Ministère des finances.[1584] En vertu de la législation thaïlandaise, les décisions de la BoA peuvent ensuite faire l'objet d'un recours judiciaire. Nous considérons que la révision des décisions en matière d'évaluation en douane au niveau de la BoA est un acte consistant à "donner concrètement effet ou [à] appliquer" la législation douanière thaïlandaise pertinente et qu'elle relève donc du sens donné au terme "appliquer" à l'article X:3 a). En outre, les parties ne contestent pas que le processus d'appel des décisions en matière d'évaluation en douane constitue une "application" de la législation douanière.

7.934 Nous allons par conséquent examiner la question de savoir si l'aspect précis de l'application par le gouvernement thaïlandais en cause en l'espèce, à savoir les *retards* dans le processus de révision par la BoA de certaines décisions en matière d'évaluation en douane en cause ont conduit à une application *déraisonnable* de la législation douanière thaïlandaise.

c) Question de savoir si la Thaïlande a appliqué sa législation douanière d'une manière "déraisonnable" compte tenu des délais causés dans le processus de révision de la BoA

i) Principaux arguments des parties

7.935 Les **Philippines** allèguent que la Thaïlande viole l'article X:3 a) en appliquant d'une manière déraisonnable sa législation douanière régissant les importations de cigarettes étrangères en retardant l'instruction de [[xx.xxx.xx]] appels concernant la valeur en douane interjetés auprès de la BoA durant une période de six à sept ans. Ces retards constituent une application déraisonnable au titre de

[1582] Réponse de la Thaïlande à la question n° 145 du Groupe spécial citant la pièce THA-88.
[1583] Pièce PHL-20, article 112*octuordecies*.
[1584] Comme nous le voyons ci-après dans le contexte de notre examen de l'allégation des Philippines au titre de l'article X:3 b), nous constatons que la BoA n'est pas indépendante de l'organisme chargé d'appliquer les décisions administratives, à savoir le Ministère des finances, au sens de l'article X:3 b).

l'article X:3 a)[1585] parce qu'ils ne sont "ni appropriés ni adaptés aux circonstances"[1586] et qu'ils laissent les importateurs dépourvus de recours rapide concernant les décisions des autorités douanières.[1587]

7.936 Les Philippines considèrent qu'une constatation du caractère déraisonnable au titre de l'article X:3 a) oblige à examiner la totalité des circonstances.[1588] Pourtant, la durée d'une procédure administrative peut à elle seule constituer une application déraisonnable si des explications adéquates de ces retards ne sont pas données en contrepartie.[1589] À cet égard, les Philippines décrivent d'abord les modalités des retards concernant [[xx.xxx.xx]] recours et expliquent ensuite qu'ils sont exclusivement dus à une mauvaise application par la BoA.

7.937 Les Philippines rappellent que [[xx.xxx.xx]] recours ont été initialement formés en ce qui concerne les déterminations de la valeur en douane des cigarettes qui sont entrées en Thaïlande entre 2000 et 2002. [[xx.xxx.xx]] de ces appels concernaient des importations de cigarettes *Marlboro* effectuées en 2002. Ces [[xx.xxx.xx]] appels n'avaient toujours pas fait l'objet d'une détermination au moment où les Philippines ont déposé leur deuxième communication écrite dans le cadre de la présente procédure.

7.938 Les Philippines présentent un tableau statistique pour décrire de quelle manière les [[xx.xxx.xx]] recours ont été instruits par la BoA: l'instruction des [[xx.xxx.xx]] recours en cause s'est prolongée de manière injustifiée (le premier et le dernier de ces [[xx.xxx.xx]] appels ont été en instance pendant presque 7,5 et 6,5 ans, respectivement); et l'instruction est extrêmement longue par rapport à la durée moyenne de l'instruction de recours similaires (à compter du jour du dépôt, l'examen des appels concernant les cas en question avait déjà pris 4,55 ans de plus que la durée moyenne nécessaire pour statuer sur des appels similaires).[1590]

7.939 Les Philippines s'appuient sur l'affirmation faite par le Groupe spécial dans l'affaire *Colombie – Bureaux d'entrée* selon laquelle il apparaît que le réexamen des valeurs en douane par la Colombie après l'importation "est lui-même assez long, puisqu'il faut deux ans ou plus pour qu'un importateur obtienne un remboursement".[1591] Les Philippines soulignent qu'en moyenne la durée de la révision par la Thaïlande des décisions en matière d'évaluation en douane a été trois fois plus longue que celle dont il était question dans cette affaire.[1592] Les Philippines concluent que ce retard constitue une application déraisonnable au sens de l'article X:3 a).

7.940 De plus, les Philippines affirment qu'aucune explication donnée en contrepartie ne justifie les retards de la BoA dans l'instruction des [[xx.xxx.xx]] appels en cause. Premièrement, les Philippines contestent que les [[xx.xxx.xx]] appels présentaient une difficulté particulière par rapport à d'autres cas. Dans le cadre des [[xx.xxx.xx]] appels sur lesquels elle a statué, la BoA a toujours décidé

[1585] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 560.

[1586] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 95, faisant référence au rapport du Groupe spécial *République Dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.385.

[1587] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 95 et 96.

[1588] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 545; réponse des Philippines à la question n° 80 du Groupe spécial. "Dans ce cas, les facteurs devant être pris en compte sont les suivants: 1) la durée de la procédure jusque-là; 2) la nature des appels; 3) la manière dont la BoA a instruit des appels similaires; 3) la nature et l'intensité des efforts déployés par la BoA pour se prononcer sur les appels; et 5) toute explication donnée par la Thaïlande au sujet de la procédure."

[1589] Réponse des Philippines à la question n° 80 du Groupe spécial.

[1590] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande aux questions n° 143 et 144 du Groupe spécial.

[1591] Rapport du Groupe spécial *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphe 7.128.

[1592] Réponse des Philippines à la question n° 80 du Groupe spécial.

d'appliquer *le même* ratio B-FG *pour l'ensemble de la société*[1593] à *toutes* les cigarettes (qu'il s'agisse de *L&M* ou de *Marlboro*) importées par PM Thailand et dédouanées sur le marché thaïlandais au cours de la période 2000-2003.[1594] Les [[xx.xxx.xx]] lots en cause concernaient également des cigarettes de PM Thailand (*Marlboro*) importées et dédouanées sur le marché thaïlandais entre 2002 et 2003. Par conséquent, aucune détermination additionnelle n'aurait dû être nécessaire pour estimer le ratio B-FG applicable.[1595] Le même ratio B-FG qui a été appliqué à *toutes* les autres cigarettes de PM Thailand importées et dédouanées aux mêmes dates aurait dû être appliqué sans autre discussion.[1596]

7.941 Deuxièmement, les Philippines ne partagent pas l'avis selon lequel PM Thailand a contribué aux retards injustifiés dans l'instruction des [[xx.xxx.xx]] recours en cause. En particulier, le fait que PM Thailand a demandé en 2005 l'application d'un ratio B-FG ajusté différent ne saurait justifier les retards extraordinaires observés.[1597] Les Philippines rappellent qu'elles ont suggéré cet autre ratio en réponse à une intention indiquée par la BoA[1598] de ne pas appliquer le ratio B-FG ajusté pour l'ensemble de la société aux importations de *Marlboro* de 2002[1599], [[xx.xxx.xx[1600]]]. La BoA pouvait raisonnablement demander des renseignements supplémentaires mais a usé de moyens dilatoires extrêmes comme le montre le tableau chronologique fourni.[1601]

7.942 Troisièmement, les Philippines contestent qu'une modification des résultats financiers globaux nets de PM Thailand au cours de l'année 2002 puisse expliquer les retards additionnels dans les déterminations de la BoA concernant les [[xx.xxx.xx]] recours en cause. La Thaïlande n'explique pas comment les résultats financiers de PM Thailand peuvent influer sur les décisions de la BoA et provoquer des retards. En outre, si une mesure des résultats financiers devait être utilisée aux fins de l'évaluation en douane, la BoA aurait dû privilégier la marge brute de PM Thailand (après déduction des dépenses) comme le prévoit l'article 5.1 a) de l'Accord sur l'évaluation en douane. La marge brute de PM Thailand est restée positive entre 2000 et 2002: la BoA n'était donc pas confrontée à une situation nouvelle par rapport aux appels sur lesquels elle s'était déjà prononcée. Enfin, même en prenant pour hypothèse que les résultats financiers globaux de PM Thailand étaient pertinents, la BoA aurait dû agir plus rapidement et avec plus de diligence tout au long des six années qui se sont écoulées depuis la publication des résultats financiers de PM Thailand de 2002.[1602]

[1593] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande aux questions n° 143 et 144 du Groupe spécial. B-FG signifie "bénéfices et frais généraux", c'est-à-dire la marge brute.

[1594] Pièce PHL-273a, décision n° 4 de la BoA, 19 juin 2006. Voir aussi la réponse des Philippines aux questions n° 143 et 144 du Groupe spécial. Elle mentionnait même six lots dédouanés le même jour que deux des lots visés par les [[xx.xxx.xx]] appels en cours.

[1595] Réponse des Philippines à la question n° 143 du Groupe spécial.

[1596] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande aux questions n° 143 et 144 du Groupe spécial.

[1597] Pièce PHL-154. Dans une lettre datée du 15 décembre 2005, PM Thailand a demandé qu'un ratio différent de celui qui était appliqué à l'ensemble de la société soit appliqué aux importations effectives entre janvier 2002 et décembre 2002.

[1598] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 145, faisant référence à une réunion tenue par la BoA et PM Thailand le 28 septembre 2005, au cours de laquelle la BoA aurait fait part de son intention de ne pas appliquer le ratio pour l'ensemble de la société de [[xx.xxx.xx]] pour cent pour les [[xx.xxx.xx]] recours en cause.

[1599] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphes 145 à 149.

[1600] [[xx.xxx.xx]].

[1601] Réponse des Philippines aux questions n° 143 et 144 du Groupe spécial. Tableau présenté dans la deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 579. *Voir aussi* les observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande aux questions n° 143 et 144 du Groupe spécial, expliquant que les demandes fréquentes de renseignements de PM Thailand tout au long de la période n'ont pas reçu de réponse rapide de la BoA.

[1602] Réponse des Philippines aux questions n° 143 et 144 du Groupe spécial.

7.943 Enfin, les Philippines contestent également que la demande adressée en 2007 par PM Thailand visant à ce que [[xx.xxx.xx]] appels soient instruits rapidement[1603] justifiait que ces recours soient instruits en priorité par rapport aux [[xx.xxx.xx]] appels en cause, entraînant ainsi de nouveaux retards.[1604]

7.944 Les Philippines ne comprennent pas l'argument de la Thaïlande selon lequel un processus de révision d'une telle longueur était dans l'intérêt financier de PM Thailand. Elles insistent sur le fait que, même si cela était exact, la Thaïlande ne serait nullement dispensée de ses obligations au titre de l'article X:3 a).[1605] Les Philippines concluent qu'aucune explication donnée en contrepartie n'avait été étayée par la Thaïlande de manière convaincante. Ainsi, le temps extrêmement long mis par la BoA pour instruire les appels concernant les [xx.xxx.xx]] recours en cause relatifs à l'évaluation en douane constitue une application déraisonnable de la législation douanière pertinente.

7.945 La **Thaïlande** estime qu'elle applique sa législation douanière conformément aux prescriptions de l'article X:3 a). Elle souligne tout d'abord que l'allégation des Philippines ne porte que sur 23 pour cent de l'ensemble des appels de PM Thailand examinés depuis 2000[1606], 77 pour cent des réexamens ayant été menés à bien dans le délai prévu.[1607] Ainsi, les délais d'examen des appels ont été raisonnables. La Thaïlande allègue également qu'un examen de la totalité des circonstances entourant les appels en cause ne justifie pas la conclusion qu'ils ont été appliqués d'une manière déraisonnable au sens de l'article X:3 a).[1608]

7.946 En premier lieu, la Thaïlande estime que PM Thailand a fait obstacle à la procédure de réexamen[1609] en imposant à la BoA d'appliquer une nouvelle méthode de calcul du ratio B-FG[1610] pour les [[xx.xxx.xx]] recours en cause. Elle déclare que le calcul du nouveau ratio s'est avéré être une tâche difficile étant donné que les données fournies par PM Thailand différaient substantiellement des renseignements fournis dans le contexte d'autres appels similaires. En conséquence, la Thaïlande conteste que la BoA a été inactive s'agissant d'examiner les [[xx.xxx.xx]] appels en cause.[1611] De plus, elle ne comprend pas l'argument des Philippines selon lequel un ratio ajusté pour l'ensemble de la société aurait dû être appliqué aux importations en cause. PM Thailand a effectivement demandé qu'un ratio *distinct* soit appliqué.[1612] Ainsi, il était raisonnable pour la BoA: i) de ne pas appliquer le ratio de [[xx.xxx.xx]] pour cent applicable à l'ensemble de la société et ii) de prendre le temps

---

[1603] Pièce THA-58, demandant une instruction rapide des [[xx.xxx.xx]] dossiers déposés en 2006 et 2007.

[1604] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 145 du Groupe spécial.

[1605] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande aux questions n° 143 et 144 du Groupe spécial.

[1606] Réponse de la Thaïlande à la question n° 82, citant la communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 61.

[1607] Pièce THA-97 [[Le temps nécessaire en moyenne pour achever les [[xx.xxx.xx]] réexamens a été de 2 ans, 6 mois et 28 jours.]].

[1608] Réponse de la Thaïlande à la question n° 80 du Groupe spécial, citant la communication des CE en tant que tierce partie, paragraphe 62.

[1609] Réponse de la Thaïlande à la question n° 80 du Groupe spécial; deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 211.

[1610] Pièce PHL-154.

[1611] Réponse de la Thaïlande à la question n° 82 du Groupe spécial, qui donne une chronologie des événements.

[1612] Observations de la Thaïlande sur la réponse des Philippines aux questions du Groupe spécial (deuxième réunion), paragraphe 107, faisant référence aux réponses des Philippines à la question n° 143 du Groupe spécial.

nécessaire pour effectuer un examen adéquat des propositions successives de PM Thailand concernant d'autres ratios.[1613]

7.947 En outre, la Thaïlande souligne que, pour examiner les propositions concernant les nouveaux ratios, il lui fallait résoudre des problèmes de calcul difficiles. En particulier, les états financiers de PM Thailand relatifs à la période critique affichaient des bénéfices (et non des pertes). Cela signifiait que la Thaïlande devait ajuster sa méthode de calcul de la valeur en douane, ce qui a pris beaucoup de temps.

7.948 Troisièmement, la Thaïlande allègue que c'était dans le meilleur intérêt financier de PM Thailand qu'un ratio différent soit calculé et appliqué. À l'appui de sa position, elle souligne que PM Thailand a pu alors suggérer [[xx.xxx.xx]] pour cent, un ratio B-FG supérieur à celui de [[xx.xxx.xx]] pour cent, qui réduirait en conséquence la valeur en douane finale.[1614]

7.949 Enfin, la BoA ne pouvait pas s'en tenir à ses délais habituels parce que PM Thailand lui avait demandé de faire passer en priorité [[xx.xxx.xx]] autre recours par rapport aux [[xx.xxx.xx]] recours en cause. Des entretiens informels[1615] ainsi qu'une lettre de PM Thailand de juin 2007 montrent que, en demandant que [[xx.xxx.xx]] autre cas soient instruits rapidement, PM Thailand comprenait que d'autres recours seraient temporairement mis de côté.[1616]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.950 Dans la présente section, nous examinerons la question de savoir si les retards allégués dans le processus d'examen par la BoA des [[xx.xxx.xx]] appels interjetés contre des déterminations de la valeur en douane pour les cigarettes de PM Thailand a conduit à une application *déraisonnable* de la législation douanière thaïlandaise au titre de l'article X:3 a).

7.951 Nous rappelons ce que nous avons dit plus haut sur la prescription de l'article X:3 a) relative au caractère raisonnable. Le terme "raisonnable" est défini comme "conforme à la raison", "pas irrationnel ou absurde", "proportionné", "sensé" et "dans les limites de la raison, pas beaucoup moins ou beaucoup plus que ce qui pourrait être jugé probable ou approprié".[1617] Nous avons également trouvé des indications dans la jurisprudence de l'OMC selon lesquelles la prescription relative au caractère raisonnable devrait être examinée compte tenu des caractéristiques de l'acte administratif en cause à la lumière de son objectif, de sa cause ou de sa raison d'être.[1618]

7.952 Avant de commencer notre analyse, nous résumons ci-après la séquence des événements pertinents pour les appels en question interjetés auprès de la BoA.

[1613] Pièces PHL-154 et THA-86. Deux autres rations B-FG ont été proposés par les Philippines, respectivement le 15 décembre 2005 ([[xx.xxx.xx]] pour cent au lieu du ratio de [[xx.xxx.xx]] pour cent pour l'ensemble de la société et [[xx.xxx.xx]] pour cent le 12 mars 2007).

[1614] Réponse de la Thaïlande à la question n° 143 du Groupe spécial.

[1615] Pièce THA-58.

[1616] Réponse de la Thaïlande à la question n° 82 du Groupe spécial.

[1617] Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.385, faisant référence à *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, Vol. II, page 2482 (2002).

[1618] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs,* paragraphe 11.86; rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Pneumatiques rechapés*, paragraphe 227 (pas d'italique dans l'original).

Tableau 1. Faits visés par l'allégation au titre de l'article X:3 a) concernant le retard des procédures de recours auprès de la BoA

Dates et laps de temps	Actions de PM Thailand	Actes de la BoA
Mars 2002 (1er appel)[1619] à mars 2003 (dernier appel)[1620] 2 ans à compter du 1er appel	[[xx.xxx.xx]] appels interjetés concernant les importations de *Marlboro*	
17 mars 2004 1 mois		La BoA demande des éléments de preuve supplémentaires pour calculer la valeur déductive pour les appels de 2002 et 2003.
21 avril 2004 1,5 mois	PM Thailand fournit des éléments de preuve supplémentaires à la suite de la demande du 17 mars.[1621]	
4 juin 2004 1,3 an	PM Thailand fournit des renseignements additionnels au sujet de la demande du 17 mars (renseignements toujours incomplets).[1622]	
	Juillet 2004: PM Thailand écrit une lettre demandant [[xx.xxx.xx]]% pour [[xx.xxx.xx]] recours.[1623]	Juillet 2005: la BoA accorde [[xx.xxx.xx]]% pour les importations de *L&M* de 2002.[1624]
28 septembre2005 2,5 mois		Réunion pour examiner le ratio B-FG. La BoA dit qu'elle appliquerait le ratio non ajusté de ([[xx.xxx.xx]]% pour l'ensemble de la société) aux [[xx.xxx.xx]] recours.
15 décembre 2005 0,9 an	Lettre de la BoA demandant que de nouveaux ratios soient utilisés ([[xx.xxx.xx]]% au lieu de [[xx.xxx.xx]]%).[1625]	Juin 2006: la BoA accorde [[xx.xxx.xx]]% pour [[xx.xxx.xx]] importations de *Marlboro* de 2002.[1626] La BoA demande plus de renseignements.
10 novembre 2006 4 mois	Trois réponses successives à la demande de renseignements adressée par la BoA	
24 novembre et 12 décembre 2006; 12 mars 2007 4 mois	En mars 2007, un nouveau ratio B-FG est proposé ([[xx.xxx.xx]]%).[1627]	
19 juillet, 2007 1 an et 8 mois	Lettre demandant l'instruction rapide de [[xx.xxx.xx]] autres recours (des discussions informelles ont eu lieu au préalable).[1628]	Des discussions informelles ont lieu entre novembre 2006 et mars 2007. Pièce THA-56, datée du 12 décembre 2006.
13 mars 2009 2 mois		Des réunions concernant [[xx.xxx.xx]] autres recours sont tenues les 13 septembre et 28 novembre 2007. La BoA demande ensuite des renseignements le 13 mars 2009.
Mai 2009	PM Thailand répond à la demande de la BoA du 13 mars.	

[1619] Pièce PHL-22.
[1620] Pièces PHL-23 et PHL-24.
[1621] Pièce THA-52.
[1622] Pièce THA-53.
[1623] Pièce PHL-197.
[1624] Pièce PHL-35.
[1625] Pièce PHL-154.
[1626] Pièce PHL-36.
[1627] Pièce THA-86.
[1628] Réponse de la Thaïlande à la question n° 82 du Groupe spécial; pièce THA-58.

7.953 Nous allons tout d'abord brièvement résumer les événements factuels entourant les appels en question interjetés auprès de la BoA. Les parties ne contestent pas que [[xx.xxx.xx]] des [[xx.xxx.xx]] appels interjetés par PM Thailand entre 2000 et 2002 concernant des importations effectuées entre 2000 et 2002 ont fait l'objet d'une décision.[1629] Cela donne à penser qu'il a fallu en moyenne deux ans et six mois pour que la BoA instruise ces [[xx.xxx.xx]] appels. La durée la plus courte a été de [[xx.xxx.xx]] et la plus longue de [[xx.xxx.xx]].[1630] Par ailleurs, toutefois, les [[xx.xxx.xx]] appels restants en cause, qui concernent tous des expéditions de *Marlboro* importées en 2002, sont maintenant en instance depuis sept ans en moyenne.[1631]

7.954 Nous ne considérons pas que l'obligation pour un Membre de l'OMC d'appliquer ses lois et règlements d'une manière raisonnable au titre de l'article X:3 a) fixe un délai spécifique pour les processus de révision administrative tel que celui de la BoA en l'espèce, mais il apparaîtrait qu'une procédure de révision de plus de sept ans, compte tenu en particulier de la durée moyenne des procédures concernant d'autres recours similaires (à savoir 2,5 ans), est, pour le moins dans un sens abstrait, plutôt inhabituelle.

7.955 Les Philippines font valoir que la BoA a toujours usé de moyens dilatoires dans toutes ses communications officielles, prenant au moins un an (onze mois pour la procédure la plus courte) pour chacune de ses initiatives concernant les [[xx.xxx.xx]] recours en cause.[1632] Globalement, le temps total mis par la BoA pour demander des renseignements à compter de la date du dépôt du recours est de [[xx.xxx.xx]] pour le premier appel et [[xx.xxx.xx]] pour le dernier appel.[1633] Il n'apparaît pas que la Thaïlande fasse valoir que la durée de [[xx.xxx.xx]] qu'il a fallu à la BoA pour examiner les [[xx.xxx.xx]] appels en cause n'est *pas* longue. Cependant, la position de la Thaïlande est que le temps mis pour examiner ces décisions particulières se justifie compte tenu des circonstances particulières de ces appels. Plus précisément, la Thaïlande souligne ce qui suit: i) PM Thailand a contribué aux retards parce qu'elle a fait obstruction à l'examen des recours par la BoA en demandant constamment que de nouvelles données soient utilisées (à savoir le ratio B-FG), ce qui a nécessité des calculs compliqués; ii) de nouveaux calculs ont été faits dans l'intérêt de PM Thailand quoi qu'il en soit; et iii) PM Thailand a demandé à la BoA de donner la priorité à d'autres appels. Nous allons examiner chacun de ces éléments à tour de rôle.

7.956 Premièrement, s'agissant de la question de savoir si les demandes successives de PM Thailand en vue de nouveaux calculs du ratio B-FG ont prolongé cet examen, les faits pertinents concernant le ratio B-FG sont les suivants: en juillet 2004, les Philippines ont demandé qu'un ratio de [[xx.xxx.xx]] pour cent soit appliqué aux recours en cause.[1634] En juillet 2005, la BoA a appliqué le ratio de [[xx.xxx.xx]] pour cent aux importations de *L&M* de 2002.[1635] Le 18 septembre 2005, les parties ont tenu une réunion, dont le résultat a été "d'ajouter le trop-perçu de droits acquitté [pour les importations de 2002] au bénéfice brut initialement communiqué". La nouvelle marge brute, telle que calculée par PM Thailand, était de [[xx.xxx.xx]] pour cent.[1636] Un an plus tard, la BoA a posé des questions à PM Thailand sur les données utilisées pour établir le nouveau ratio. Dans une lettre envoyée le 12 mars 2007, PM Thailand a proposé un troisième ratio ajusté de [[xx.xxx.xx]] pour

[1629] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 208.
[1630] Pièce THA-97.
[1631] Pièce PHL-23.
[1632] Ces initiatives incluent la demande de renseignements utiles pour calculer les ratios et la convocation de réunions avec des représentants de PM Thailand. Voir le tableau 1, page 413.
[1633] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 581.
[1634] Pièce PHL-197.
[1635] Pièces PHL-35 et PHL-251.
[1636] Pièce PHL-154.

cent.[1637] Depuis cette date, aucune autre communication concernant les appels en cause n'a été enregistrée.

7.957 La Thaïlande interprète la situation à cet égard de la manière suivante. Bien qu'elle ait choisi d'appliquer un ratio B-FG construit de [[xx.xxx.xx]] pour cent pour les importations de 2002 compte tenu de l'accroissement des bénéfices de PM Thailand depuis 2000, elle a considéré qu'il était dans l'intérêt des importateurs d'avoir la possibilité de demander à la BoA d'utiliser un ratio B-FG plus élevé pour statuer sur les recours en instance. Par conséquent, selon la Thaïlande, pour évaluer le ratio B-FG de [[xx.xxx.xx]] pour cent proposé par PM Thailand dans une lettre du 15 décembre 2005, la BoA a été obligé d'obtenir des renseignements fondamentaux auprès de PM Thailand pour ce nouveau ratio proposé.[1638] Ce processus consistant à obtenir de nouveaux renseignements s'est poursuivi jusqu'en mars 2007, date à laquelle il a été interrompu par PM Thailand avec une nouvelle proposition de ratio B-FG ajusté de [[xx.xxx.xx]] pour cent[1639], pour laquelle il a fallu examiner de nouveaux documents.

7.958 En ce qui concerne en particulier le ratio B-FG de [[xx.xxx.xx]] pour cent, la Thaïlande fait valoir que la lettre de PM Thailand du 15 septembre 2005[1640], dans laquelle est suggéré ce ratio de [[xx.xxx.xx]] pour cent, n'a *pas* été présentée en réponse à une demande de la BoA. Elle fait valoir que c'est cette demande de PM Thailand qui a précipité le retard additionnel dans l'instruction des appels concernant les [[xx.xxx.xx]] importations. Ainsi, la demande d'utilisation de ce nouveau ratio B-FG a demandé plus de temps à la BoA pour examiner les déterminations de la valeur en douane des importations visées. Il en est résulté des périodes d'examen plus longues – ce qui se justifie – que dans les circonstances habituelles.

7.959 Les Philippines font valoir que le nouveau ratio B-FG indiqué dans la lettre de PM Thailand du 15 décembre 2005 a été envoyé à la suite de la réunion avec la BoA du 28 septembre 2005. Les Philippines mettent l'accent sur leur allégation selon laquelle la BoA a énormément tardé à demander des renseignements à PM Thailand sur le ratio B-FG de [[xx.xxx.xx]] pour cent qu'avait communiqué PM Thailand en décembre 2005 après que la BoA le lui ait demandé à la réunion de septembre 2005. Il a ensuite fallu presque un an à la BoA pour demander des renseignements spécifiques sur cette nouvelle proposition. PM Thailand a ensuite fourni de plus amples renseignements et de nouveaux calculs aboutissant au ratio de [[xx.xxx.xx]] pour cent.[1641] Les Philippines n'ont formulé aucune observation particulière au sujet du nouveau ratio de [[xx.xxx.xx]] proposé.

7.960 Le désaccord des parties quant aux circonstances entourant la présentation par PM Thailand du nouveau ratio B-FG de [[xx.xxx.xx]] pour cent le 15 décembre 2005 a trait à la réunion tenue le 28 septembre 2005 entre la BoA et PM Thailand. Les parties ne contestent pas que la réunion ait eu lieu et que des questions en rapport avec les ratios B-FG de PM Thailand y aient été discutées. Elles ont toutefois des avis divergents quant au résultat de la réunion. En substance, les Philippines disent avoir compris qu'à cette réunion la BoA se demandait si elle continuerait d'utiliser un ratio B-FG ajusté à la place du ratio B-FG du moment pour l'ensemble de la société. Cette interprétation a par la suite incité PM Thailand à s'opposer à l'utilisation du ratio B-FG non ajusté et à demander, dans sa lettre du 15 décembre 2005, un ratio B-FG ajusté pour l'ensemble de la société.

[1637] Pièce THA-86.

[1638] Cette demande a été faite dans une lettre datée du 10 novembre 2006 (pièce PHL-54) et les réponses ont été envoyées au compte-gouttes par PM Thailand dans des courriers datés du 24 novembre 2006 (pièce THA-55), 12 décembre 2006 (pièce THA-56) et 12 mars 2007 (pièce THA-86).

[1639] Pièce THA-86.

[1640] Pièce PHL-154.

[1641] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 574.

7.961 Il ne nous a pas été fourni d'éléments de preuve spécifiques qui préciseraient la teneur exacte de la discussion qui s'est déroulée. Toutefois, comme le fait valoir la Thaïlande, la lettre de PM Thailand du 15 décembre 2005 indique qu'il y avait une certaine communauté de vues entre la BoA et PM Thailand en ce qui concerne la nécessité d'*ajuster* les bénéfices et les frais généraux compte tenu du trop-perçu de droits.[1642] Dans le paragraphe introductif de la lettre en question, PM Thailand dit ce qui suit:

> "S'agissant de la réunion tenue le 28 septembre 2005 entre Philip Morris (Thaïlande) Co. Ltd. (la "société") ... au sujet des bénéfices et des frais généraux (marge brute) et du calcul de la valeur déductive pour les *Marlboro* importées en 2002. La réunion a conclu qu'il convenait d'ajouter le trop-perçu de droits (sur la base de la valeur indicative donnée par les fonctionnaires lors des formalités d'importations) au bénéfice de la société afin de calculer la marge brute telle qu'elle devrait être.
>
> La société a maintenant achevé les calculs de la marge brute et de la valeur déductive conformément à la conclusion ci-dessus. Elle aimerait donc présenter les raisons et le résultat du calcul qui sont les suivants:"[1643]

7.962 Par conséquent, comme le soutient la Thaïlande, la lettre de PM Thailand du 15 décembre 2005 tend à montrer que la conclusion de la réunion n'était pas la question de savoir si le ratio B-FG devait être ajusté, mais dans quelle proportion il devait l'être.

7.963 À notre avis toutefois, ce point n'étaye pas la position de la Thaïlande selon laquelle PM Thailand a contribué aux retards dans le processus d'examen par la BoA en proposant un nouveau chiffre de sa propre initiative. Qui plus est, nous considérons que ce qui est important à cet égard c'est de savoir si le ratio B-FG nouvellement proposé par PM Thailand justifie d'une quelconque manière la longueur des retards dans le processus d'examen par la BoA des [[xx.xxx.xx]] importations en cause. En particulier, nous notons que ce n'est qu'environ *un an* à compter de la date de réception de la lettre de PM Thailand, le 15 décembre 2005, dans laquelle figurait le nouveau ratio B-FG proposé, que la BoA a demandé des renseignements additionnels à PM Thailand à ce sujet.

7.964 La Thaïlande soutient en outre que les retards s'expliquent par la complexité des nouveaux calculs requis pour ajuster les ratios B-FG. Elle souligne que la situation financière globale de PM Thailand avait changé, passant de résultats négatifs dans les années 2000 et 2001 à un résultat positif en 2002. La Thaïlande n'a toutefois pas suffisamment expliqué de quelle façon cette nouvelle situation financière compliquait les calculs nécessaires de sorte qu'il ait fallu presque un an à la BoA pour demander des renseignements supplémentaires à PM Thailand à ce sujet.

7.965 La Thaïlande affirme en outre que les retards entraînés par le nouveau calcul étaient dans l'intérêt financier de PM Thailand. Nous croyons comprendre que cette position repose sur l'idée qu'un ratio B-FG plus élevé aurait réduit la valeur en douane des importations en cause. Il pourrait effectivement avoir été dans l'intérêt de PM Thailand que les nouveaux calculs qu'elle demandait soient effectués en utilisant le nouveau ratio B-FG proposé[1644]; mais la question de savoir si un ratio plus élevé tel que celui suggéré par PM Thailand aboutissait à une valeur en douane inférieure pour les importations en cause n'est pas pertinente pour évaluer la question de savoir si les *retards* dans le processus d'examen dans son ensemble peuvent être justifiés au regard de l'article X:3 a). La *façon*

[1642] Observations de la Thaïlande sur les réponses des Philippines aux questions du Groupe spécial (deuxième réunion), paragraphe 36.

[1643] Pièce PHL-154, page 1.

[1644] Pièce PHL-154. À cet égard, PM a proposé un ratio plus élevé que le ratio pour l'ensemble de la société quand on lui a donné l'occasion de présenter d'autres arguments.

dont les gouvernements Membres appliquent les lois et règlements pertinents est un aspect essentiel de la prescription de l'article X:3 a) concernant le caractère raisonnable.

7.966 Enfin, la Thaïlande fait valoir que, en dehors des questions se rapportant aux nouveaux calculs, PM Thailand elle-même a demandé que la BoA accorde la priorité à d'autres recours que les [[xx.xxx.xx]] recours en instance. Selon la Thaïlande, PM Thailand a demandé en 2007 à la BoA de se prononcer rapidement sur les [[xx.xxx.xx]] autre recours[1645], ce qui, d'après elle, à la lumière de certaines communications orales entre la BoA et PM Thailand[1646], équivalait à demander de leur *donner la priorité* par rapport aux [[xx.xxx.xx]] recours en cause.[1647] Les Philippines contestent qu'une demande d'instruction rapide des [[xx.xxx.xx]] autres recours équivalait à une demande d'accorder la priorité à ces recours par rapport aux [[xx.xxx.xx]] recours en instance.[1648]

7.967 Le texte de la lettre qu'invoque la Thaïlande pour étayer sa position affirme, dans la partie pertinente, que "PMTL saurait gré à la Sous-Commission des recours douaniers de bien vouloir traiter *rapidement* les appels et les contestations de l'estimation finale (Gor.Sor.Gor 171) concernant les [[xx.xxx.xx]] autre recours"[1649] (pas d'italique dans l'original). Dans la lettre, PM Thailand fait également part de ses préoccupations au sujet de l'accroissement "des charges financière et procédurale résultant des ... estimations finales de la valeur ... Pour résoudre ce problème, PMTL demand[ait] une instruction rapide des [[xx.xxx.xx]] autres recours". À la simple lecture de cette lettre, nous ne pouvons déduire qu'il s'agit d'une demande spécifique de PM Thailand que les [[xx.xxx.xx]] soient examinées avant les [[xx.xxx.xx]] importations en cause.

7.968 Par ailleurs, nous notons l'affirmation de la Thaïlande selon laquelle la BoA a rencontré des difficultés inhabituelles pour instruire le volume important d'appels interjetés en 2000, la première année pour laquelle la Thaïlande a commencé à mettre en œuvre les disciplines de l'Accord sur l'évaluation en douane.[1650] La Thaïlande fait valoir que, dans ces circonstances, le fait que la BoA a

---

[1645] Pièce THA-58.

[1646] Pièce THA-87. Déclaration de Mme Santiyanont, qui a dirigé la Direction de l'évaluation en douane et des procédures standard de novembre 2005 à 2007 et a été Vice-Secrétaire de la Commission de recours. Mme Santiyanont déclare que "les représentants de la société PM Thailand sont également venus voir nos fonctionnaires et leur ont dit, oralement, qu'ils préféreraient que les douanes thaïlandaises donnent la priorité aux appels concernant [[xx.xxx.xx]] lots importés en 2006 et 2007 par rapport aux appels concernant [[xx.xxx.xx]] lots importés en 2002". L'Organe d'appel, dans l'affaire *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro* (paragraphe 331), a considéré que:

> "l'article 11 exige[ait] qu'un groupe spécial examine les éléments de preuve dont il dispose dans leur totalité, ce qui inclu[ai]t l'examen des éléments de preuve présentés en relation avec d'autres éléments de preuve".

Il a également considéré que "la nature et la portée des éléments de preuve que l'organe juridictionnel pourrait raisonnablement attendre pour établir un fait ou une allégation dans une affaire particulière dépendr[aie]nt d'une série de facteurs, y compris le type d'éléments de preuve qui [étai]t mis à disposition par l'autorité réglementaire d'un Membre" (paragraphe 357).

Nous tentons de déterminer ici quelle était l'intention de PM Thailand quand elle a adressé une lettre demandant l'instruction rapide de [[xx.xxx.xx]] recours à la BoA. Nous devons choisir entre un élément de preuve écrit adressé par PM Thailand aux douanes thaïlandaises et les déclarations d'un fonctionnaire contredisant à la fois cette lettre et les déclarations faites par les Philippines devant le Groupe spécial. Dans notre évaluation du poids des éléments de preuve respectifs, nous constatons que la lettre qu'a écrite PM Thailand est plus convaincante pour révéler son intention.

[1647] Réponse de la Thaïlande à la question n° 145 du Groupe spécial.

[1648] Pièce PHL-279. M. [[xx.xxx.xx]], Directeur de la succursale de PM Thailand depuis août 2006, dit qu'il "n'a pas donné pour instruction aux employés ou au représentant de PM de présenter une telle demande [relative à la priorité] oralement aux douanes thaïlandaises ou à la BoA et que, d'après ce qu'il savait, aucune demande orale de ce type n'avait été présentée".

[1649] Pièce THA-58.

[1650] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 89.

achevé en décembre 2005 l'examen de 77 pour cent des [[xx.xxx.xx]] appels interjetés par PM Thailand concernant des importations "débarquées" entre 2000 et 2002 démontre que la BoA faisait des efforts raisonnables pour achever ces révisions dans des délais appropriés. Toutefois, étant donné qu'il avait fallu une période relativement plus courte pour achever l'examen des recours concernant [[xx.xxx.xx]] autres importations interjetés à peu près au même moment que les recours concernant les [[xx.xxx.xx]] importations en cause et apparemment similaires à ces dernières, il est difficile de comprendre pourquoi une période si inhabituellement plus longue a été nécessaire pour examiner les [[xx.xxx.xx]] recours en l'absence d'explication convaincante pour une certaine caractéristique unique qui ne serait attribuable qu'aux importations en instance, laquelle n'existe pas.

7.969 Globalement, bien que nous ayons conscience de certaines difficultés auxquelles la BoA pourrait avoir dû faire face compte tenu des circonstances, nous ne sommes pas convaincus que les aspects particuliers se rapportant à l'examen des [[xx.xxx.xx]] importations en cause, pris ensemble, puissent justifier les retards actuels dans l'examen de ces recours par la BoA. En particulier, nous observons que les recours concernant ces [[xx.xxx.xx]] importations en cause sont en instance devant la BoA depuis près de sept ans. La durée globale du processus administratif, associée aux mesures peu rapides (s'agissant par exemple de demander des renseignements à PM Thailand) prises par la BoA, tend également à montrer le préjudice causé à d'autres gouvernements Membres et à d'autres commerçants au titre de l'article X:3 a). Les retards globaux relevés tout au long du processus d'examen ne sont donc "*pas* appropriés ou proportionnés" compte tenu de la nature des circonstances en l'espèce. Nous constatons par conséquent que les retards en question dans le processus d'examen par la BoA ont entraîné l'application de la législation douanière thaïlandaise d'une manière *déraisonnable* et qu'ils sont contraires à l'article X:3 a) du GATT de 1994.

5. Détermination des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision

a) Introduction

7.970 En Thaïlande, les importateurs doivent acquitter les droits de douane et les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision sur les marchandises importées. Les droits d'accise sont fondés sur le prix c.a.f. déclaré (valeur transactionnelle déclarée) et la taxe sanitaire et la redevance télévision sont calculées en pourcentage du montant absolu des droits d'accise[1651], comme le prévoient respectivement la Loi sur le tabac[1652], la Loi pour la promotion et l'établissement des bases de la santé[1653] et la Loi sur la télévision et la radiodiffusion publique.[1654]

7.971 Dans les cas où les douanes thaïlandaises contestent l'acceptabilité du prix c.a.f. déclaré par l'importateur, elles peuvent examiner ce prix avant de déterminer la valeur en douane finale par la publication de l'Avis d'estimation finale. Au cours du processus d'examen, l'importateur a le droit de retirer les marchandises contre paiement d'une garantie. Cette garantie équivaut à la différence entre le prix c.a.f. déclaré et la somme d'un prix c.a.f. élevé (fixé provisoirement par les autorités douanières) et des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision calculés sur la base de ce prix c.a.f. élevé. Lorsque l'Avis d'estimation est publié, l'importateur peut soit en accepter la teneur, soit la contester auprès de la BoA. L'importateur peut alors interjeter appel de la détermination de la BoA auprès du tribunal fiscal thaïlandais.

7.972 Lorsque la détermination finale du prix c.a.f. est inférieure à la valeur de garantie provisoire imposée par les autorités thaïlandaises, l'importateur peut bénéficier d'un remboursement correspondant à la différence. À cet égard, les parties n'étaient initialement pas d'accord sur le point

[1651] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 617, 629 et 631.
[1652] Pièce PHL-119.
[1653] Pièce PHL-121.
[1654] Pièce PHL-122.

de savoir si l'importateur pouvait également obtenir un remboursement des montants additionnels acquittés au titre des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision. À un stade ultérieur de la procédure, toutefois, il apparaît que les Philippines reconnaissent au moins qu'un mécanisme de remboursement existe bien.

b) Principaux arguments des parties

7.973 Les **Philippines** font valoir que l'imposition des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision sur la base de la valeur de garantie constitue une application non uniforme, déraisonnable et partiale au titre de l'article X:3 a) pour les raisons ci-après: i) deux bases d'imposition différentes (le prix c.a.f. déclaré ou la valeur de garantie) s'appliquent aux mêmes marchandises; ii) la base d'imposition n'a pas de fondement dans la législation thaïlandaise; iii) une valeur en douane incorrecte est uniquement utilisée pour les cigarettes importées; et iv) aucun remboursement automatique du trop-perçu n'est possible quand la valeur en douane finale déterminée par les tribunaux administratifs ou judiciaires thaïlandais est inférieure à la valeur de garantie.[1655] Les Philippines estiment que le fait d'utiliser une valeur de garantie qui est supérieure à la valeur transactionnelle déclarée comme base pour la détermination des droits d'accise a une incidence financière significative parce que le taux effectif des droits d'accise est de 400 pour cent alors que leur taux normal se situe actuellement à 80 pour cent.[1656] En outre, dans la mesure où la taxe sanitaire et la redevance télévision sont calculées en pourcentages des droits d'accise, qui sont fondés sur une valeur de garantie dans les cas où la valeur transactionnelle déclarée n'est pas acceptée, les Philippines affirment qu'un excédent est également recouvré au titre de la taxe sanitaire et de la redevance télévision si la valeur en douane estimée finale est inférieure à la valeur de garantie.[1657]

7.974 Les allégations des Philippines reposent sur l'idée qu'aucun mécanisme de remboursement automatique n'est à la disposition des importateurs pour l'excédent acquitté au titre des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision. Les Philippines signalent par contre l'existence d'un processus permettant un remboursement de la différence entre les droits de douane acquittés sur la valeur en douane incorrectement estimée et les droits de douane à acquitter sur la valeur en douane correcte.[1658] À cet égard, elles ont initialement fait valoir qu'aucun mécanisme de remboursement n'existait.[1659] À un stade ultérieur de la procédure, elles ont développé leur argument et estimé que,

---

[1655] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 654 à 684; deuxième communication écrite, paragraphe 532; deuxième déclaration orale, paragraphe 135. Si la BoA infirme l'estimation initiale des valeurs en douane pour les [[xx.xxx.xx]] importations en cause et en revient aux valeurs transactionnelles déclarées, l'excédent des droits d'accise perçu sur ces importations en utilisant une valeur en douane estimée incorrecte comme base d'imposition se chiffrerait à [[xx.xxx.xx]] de baht ([[xx.xxx.xx]] de dollars EU) (première communication écrite des Philippines, paragraphe 625). En 2007, le montant total des garanties perçues en rapport avec les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision se chiffrait à [[xx.xxx.xx]] de dollars EU.

[1656] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 617 à 622 et note de bas de page 470.

[1657] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 629 et 623. Les Philippines expliquent que la redevance télévision est imposée depuis le 1er janvier 2008. Les pourcentages des droits d'accise permettant de calculer la taxe sanitaire et la redevance télévision sont, respectivement, de 2 et de 1,5 pour cent.

[1658] Réponse des Philippines à la question n° 86 du Groupe spécial, citant la Notification des douanes n° 97/2542, publiée au titre de la Loi douanière (pièces PHL-20 et PHL-184).

[1659] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 623; première déclaration orale, paragraphe 271; réponse à la question n° 86 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphes 271 et 272. *Voir aussi* la pièce PHL-182, avis de l'expert M. Piphob Veraphong, et la pièce PHL-183, avis de l'expert M. Prasit Aekaputra, qui expliquent l'un et l'autre que la clause 7 3) de la Règle du Ministère des finances relative à la déduction des dépenses fiscales et à leur remboursement (la "Règle"), adoptée en application de l'article 4 de la Loi sur le trésor public, ne prévoyait pas de mécanisme de remboursement du montant des droits d'accise additionnels acquitté. De même, l'article 14 de la Loi sur la promotion de la santé et l'article 15 de la Loi thaïlandaise sur la radiodiffusion publique prévoient l'un et l'autre

pour que l'application par la Thaïlande des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision soit raisonnable, un système de remboursement *automatique* devait être mis à la disposition de l'importateur.[1660] Tout en reconnaissant que les éléments de preuve fournis par la Thaïlande montrent que d'autres sociétés ont reçu un remboursement, les Philippines font valoir que les remboursements n'étaient disponibles que dans les cas où il y avait eu une décision de la BoA réduisant la valeur en douane estimée.[1661] Les Philippines font également valoir que PM Thailand ne pouvait pas récupérer les droits d'accise additionnels acquittés en rapport avec des transactions ayant eu lieu entre 2000 et 2003.[1662]

7.975 Selon les Philippines, il y a *application non uniforme* parce que les taxes sont appliquées en utilisant deux bases d'imposition différentes pour les mêmes marchandises, les cigarettes *Marlboro* et les cigarettes *L&M*, qui ont été importées dans les mêmes circonstances. Les droits d'accise sont appliqués parfois en utilisant le prix c.a.f. droits de douane acquittés *correct* et parfois en se référant à un montant fondé sur une évaluation en douane *incorrecte* des douanes thaïlandaises.[1663] Les Philippines font référence à l'affaire *CE – Certaines questions douanières* pour dire que l'application de ces droits n'est pas "de forme, de caractère ou de nature invariable" et n'est pas "conforme à une norme, une règle ou un modèle".[1664] En outre, les Philippines signalent plusieurs cas dans lesquels, par le passé, la Thaïlande a appliqué les droits d'accise (et par conséquent la taxe sanitaire et la redevance télévision) sur la base d'évaluations incorrectes. Dans certains de ces cas, la BoA a constaté que les douanes thaïlandaises avaient imposé les importations en dépassement de la valeur correcte mais les Philippines avaient déjà acquitté les droits d'accise sur la base d'une décision en matière d'évaluation correcte et n'avaient pas reçu de remboursement pour les montants additionnels acquittés.[1665]

7.976 Les Philippines estiment également qu'il y a *application déraisonnable* parce que la Thaïlande perçoit les droits en utilisant une base d'imposition qui n'a pas de fondement dans la législation thaïlandaise ou dans les faits. D'après les Philippines, la législation thaïlandaise n'autorise pas le recouvrement des droits d'accise sur une base autre que la valeur en douane estimée correctement à laquelle sont ajoutés les droits de douane. La décision de la Thaïlande de ne pas tenir compte de la base d'imposition prescrite dans une loi fiscale n'est pas une "application raisonnable", "appropriée" ou "rationnelle".[1666] Les Philippines citent l'affaire *République Dominicaine – Importation et vente de cigarettes* à l'appui de leur conclusion.[1667]

7.977 Les Philippines allèguent en outre que l'application par la Thaïlande des droits d'accise aux cigarettes importées est *partiale* parce qu'elle manque d'équité et qu'elle est préjudiciable par rapport à l'application des droits aux cigarettes nationales.[1668] Cette application partiale découle du fait que,

---

que le remboursement de la taxe sanitaire et de la redevance télévision est subordonné au remboursement des droits d'accise. Dans leur deuxième communication écrite, au paragraphe 539, les Philippines notent que ces dispositions contrastent de façon indiquée avec les autres dispositions de la législation thaïlandaise qui prévoient le droit exprès au remboursement.

[1660] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 135.

[1661] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 3 des Philippines (deuxième réunion).

[1662] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 624.

[1663] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 663 à 667; première déclaration orale, paragraphe 265; deuxième communication écrite, paragraphe 532.

[1664] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 665, faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphes 7.123 et 7.124.

[1665] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 667.

[1666] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 677.

[1667] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 672 à 679; première déclaration orale, paragraphe 266; deuxième communication écrite, paragraphe 532.

[1668] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 681.

alors que la base d'imposition pour les cigarettes importées est le prix c.a.f., qui peut être révisé dans le cadre du processus douanier, la base d'imposition pour les cigarettes nationales est toujours le prix sortie usine et que, par conséquent, les taxes frappant les cigarettes importées et les cigarettes nationales ne sont pas révisées d'une manière similaire.[1669]

7.978 La position de la **Thaïlande** est qu'aucune des allégations des Philippines au titre de l'article X:3 a) concernant l'application du système de TVA thaïlandais ne relève du mandat du Groupe spécial.[1670] Toutefois, si le Groupe spécial décidait que les allégations relèvent de son mandat, la Thaïlande conteste l'allégation des Philippines pour des motifs factuels et juridiques.

7.979 S'agissant de l'allégation des Philippines selon laquelle aucun mécanisme de remboursement des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision n'existe, la Thaïlande fait valoir que des mécanismes de remboursement sont à la disposition des importateurs et qu'il apparaît que PM Thailand n'a jamais demandé de remboursement.[1671] La Thaïlande fournit comme éléments de preuve des courriers confirmant que trois autres importateurs ont obtenu des remboursements entre 2006 et 2008.[1672] La Thaïlande ne souscrit pas à l'interprétation que les Philippines donnent des avis des experts, M. Veraphong et M. Aekaputra. Ces experts n'ont pas contesté qu'un mécanisme de remboursement existait, mais ont souligné que les lois pertinentes ne comportaient pas de dispositions spécifiques sur "la façon de présenter une demande de remboursement".[1673] D'une manière plus générale, et au sujet de l'argument des Philippines selon lequel les remboursements ne sont pas automatiques, la Thaïlande considère qu'il n'y a rien d'irrationnel ou d'inapproprié dans le fait que des Membres appliquent leurs lois en conférant un pouvoir discrétionnaire à des organismes administratifs.[1674] En outre, la Thaïlande affirme qu'il est inévitable dans une juridiction que la valeur en douane soit révisée à la hausse ou à la baisse après l'importation et que l'article X:3 a) ne devrait pas être interprété comme interdisant de telles révisions.[1675] Lorsque la valeur en douane estimée est révisée à la baisse, les importateurs ont l'"option" de demander des remboursements de l'excédent acquitté.[1676]

7.980 En réponse à l'allégation concernant son application déraisonnable, non uniforme et partiale des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision, la Thaïlande soutient que l'utilisation de sources de données différentes pour calculer l'élément "prix c.a.f." des MRSP n'équivaut pas à une application non uniforme parce que la différence peut s'expliquer par des circonstances différentes d'un cas à l'autre.[1677] Deuxièmement, la Thaïlande soutient que l'utilisation de valeurs de garantie en septembre 2006 était raisonnable étant donné les doutes légitimes exprimés par les douanes thaïlandaises au sujet de la fiabilité des valeurs déclarées de PM Thailand.[1678]

[1669] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 680 à 683; première déclaration orale, paragraphe 267; deuxième communication écrite, paragraphe 532.

[1670] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 305 à 307 et note de bas de page 339; deuxième communication écrite, paragraphes 241 et 309 à 314. Voir la section VII.B.1 pour l'examen des allégations de la Thaïlande concernant le mandat du présent Groupe spécial.

[1671] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 331; première déclaration orale, paragraphe 21; deuxième communication écrite, paragraphe 262; réponse à la question n° 3 des Philippines (deuxième réunion).

[1672] Réponse de la Thaïlande à la question n° 3 des Philippines (deuxième réunion); pièce THA-99.

[1673] Observation de la Thaïlande sur les réponses des Philippines aux questions du Groupe spécial, paragraphe 131; pièce PHL-183, paragraphes 6.2 et 6.3.

[1674] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 246.

[1675] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 330; deuxième communication écrite, paragraphe 261.

[1676] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 331.

[1677] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 250, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 261.

[1678] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 250.

Troisièmement, l'utilisation par la Thaïlande d'estimations pour calculer le prix c.a.f. pour les cigarettes importées n'est pas une indication de partialité parce que les Philippines n'ont pas établi que le Département des droits d'accise thaïlandais n'utiliserait pas d'estimations pour calculer le prix sortie usine intérieur s'il avait des doutes quant à la fiabilité des chiffres fournis par le TTM.[1679]

7.981 Enfin, la Thaïlande affirme que les Philippines ont allégué dans leur première communication écrite qu'elle utilisait une base d'imposition "illicite" pour calculer les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision, mais n'ont pas allégué que les lois et règlements thaïlandais relatifs à ces droits et taxes étaient incompatibles avec l'article X:3 a) parce que les importateurs ne pouvaient pas demander de remboursement. La Thaïlande estime donc que le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner la question de savoir si des remboursements peuvent être accordés en vertu de la législation thaïlandaise et la question de savoir si l'article X:3 a) exige des Membres de l'OMC qu'ils confèrent des droits au remboursement du trop-perçu d'impôts indirects, et qu'il ne devrait donc pas examiner ces questions.[1680]

c) Analyse du Groupe spécial

7.982 Nous avons conclu dans la section VII.B.1 b) que l'allégation des Philippines au titre de l'article X:3 a) du GATT de 1994 concernant l'application par la Thaïlande des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision relevait de notre mandat. Nous allons donc examiner l'allégation des Philippines.[1681]

7.983 Dans la section VII.H.2 ci-dessus, nous avons expliqué que les obligations découlant de l'article X:3 a) avaient trait à l'*application* des lois, règlements, décisions administratives et judiciaires visés à l'article X:1, mais *pas* à ces lois et règlements *eux-mêmes*.[1682] L'Organe d'appel a précisé que, dans la mesure où ces lois et règlements étaient discriminatoires, on pouvait en examiner la compatibilité au regard des dispositions pertinentes du GATT de 1994.[1683] La question pertinente, s'agissant de déterminer la portée appropriée de l'article X:3 a), est donc "celle de savoir si la substance d'une telle mesure [ou acte] [étai]t *de nature administrative* ou si, au contraire, elle impliqu[ait] des questions de fond qu'il est plus approprié de traiter au regard d'autres dispositions du GATT de 1994".[1684] Nous rappelons par ailleurs que le terme "appliquer" signifie "donner concrètement effet" ou "appliquer" un instrument juridique visé à l'article X:1.

[1679] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 250. Le Groupe spécial note que la Thaïlande utilise les mêmes arguments pour expliquer la compatibilité de sa méthode de calcul des MRSP au titre de l'article X:3 a).

[1680] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 262, faisant référence à la première communication écrite des Philippines, paragraphes 672 à 678.

[1681] Les lois et règlements thaïlandais en cause, tels qu'indiqués dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Philippines sont les suivants: la Loi sur le tabac B.E. 2509 (1966), article 5, 5*ter* et 5*quinquies*; les Avis du Directeur général des droits d'accise qui fixent les prix sortie usine; la Loi pour la promotion et l'établissement des bases de la santé B.E. 2544 (2001); et la Loi sur le service de radiodiffusion publique 2551 (2008).

[1682] Rapports de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 200; *CE – Volailles*, paragraphe 115. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Argentine – Peaux et cuirs* a également affirmé ce qui suit: "l'article X:3 a) mentionne expressément la méthode d'application des mesures identifiées à l'article X:1" (pas d'italique dans l'original) (rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs,* paragraphe 11.73). Le même Groupe spécial a encore précisé que "[l]a question pertinente [était] celle de savoir si la substance d'une telle mesure [était] de nature administrative ou si, au contraire, elle impliqu[ait] des questions de fond qu'il [était] plus approprié de traiter au regard d'autres dispositions du GATT de 1994" (paragraphe 11.70; également mentionné dans le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Amendement Byrd*, paragraphe 7.143).

[1683] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 200.

[1684] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Peaux et cuirs,* paragraphe 11.70 (pas d'italique dans l'original).

7.984 S'agissant des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision, les Philippines allèguent que la détermination de ces taxes sur la base d'une valeur de garantie, et non d'une valeur transactionnelle déclarée, entraîne une application non uniforme, déraisonnable et partiale au sens de l'article X:3 a). En outre, les Philippines font valoir que l'absence de mécanisme de remboursement automatique de l'excédent acquitté au titre de ces taxes (sous la forme d'une garantie) conduit également à une application déraisonnable des lois et règlements thaïlandais relatifs aux droits d'accise, à la taxe sanitaire et à la redevance télévision.

7.985 Les Philippines disent que leur allégation concernant l'utilisation de la valeur de garantie comme base d'imposition pour les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision a trait à la "pratique même" consistant à utiliser des points de départ différents pour le calcul des MRSP (c'est-à-dire soit la valeur déclarée, soit la valeur de garantie). Elles estiment que cette pratique n'est pas conforme à la législation thaïlandaise étant donné que celle-ci, à savoir la Loi thaïlandaise sur le tabac, dispose, d'après leur allégation, que la seule base d'imposition des droits d'accise pour les cigarettes importées est le prix c.a.f. droits acquittés.[1685] Par conséquent, à notre avis, les Philippines font valoir que la Thaïlande applique certaines dispositions de la Loi thaïlandaise sur le tabac d'une façon non uniforme, déraisonnable et partiale au titre de l'article X:3 a).

7.986 Nous ne voyons pourtant pas dans les dispositions de la Loi thaïlandaise sur le tabac la prescription voulant que la *seule* base d'imposition des droits d'accise pour les cigarettes importées soit le prix c.a.f. droits acquittés. En particulier, l'article 5*ter* 2 prévoit, dans sa partie pertinente, que le prix c.a.f. est effectivement la base pour les droits d'accise. Le point B) de la même disposition dispose toutefois que, en cas de réestimation du prix (du tabac) par les douanes thaïlandaises en vertu de la Loi douanière, les prix réestimés seront utilisés comme base pour le prix c.a.f.[1686] D'après la lecture que nous faisons de cette disposition, cette partie de l'article 5*ter* 2 signifie que, dans le cas où elles réestiment le prix des marchandises (tabac, cigarettes), les douanes thaïlandaises détermineront un nouveau prix c.a.f., sur lesquels seront fondés les droits d'accise, qui à leur tour serviront de base pour la taxe sanitaire et la redevance télévision. Sur la base des termes mêmes de la disposition, nous considérons donc qu'une valeur de garantie fixée sous forme d'un prix c.a.f. en attendant la détermination finale de la valeur en douane pourrait également relever du type de prix réestimé envisagé dans la disposition.[1687] En tout état de cause, notre examen des arguments des Philippines nous amène à conclure que ces arguments relèvent de la *teneur* de certaines dispositions de la Loi thaïlandaise sur le tabac dont la nature porte sur le fond et n'est pas administrative au sens de l'article X:3 a).

7.987 L'allégation des Philippines concernant l'absence de mécanisme de remboursement automatique dans les situations où la valeur en douane finale est ultérieurement déterminée comme étant inférieure à la valeur de garantie initialement imposée sur les cigarettes importées repose sur deux postulats: i) s'il n'existe pas de mécanisme de remboursement automatique, les importateurs finissent par supporter la charge administrative additionnelle consistant à demander le remboursement; ou, ii) s'ils ne demandent pas le remboursement (pour quelque raison que ce soit), les importateurs finissent par supporter le coût supplémentaire des taxes additionnelles acquittées sur la différence entre la valeur en douane finale et la valeur de garantie du fait de l'absence de mécanisme de remboursement automatique. À notre avis, cependant, l'objet de cette allégation, à savoir l'absence de mécanisme de remboursement automatique, n'est pas *de nature administrative*. En fait, il touche à

[1685] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 617 à 622, faisant référence à l'article 5 *ter* 2) de la Loi thaïlandaise sur le tabac (pièce PHL-119).

[1686] Pièce PHL-119.

[1687] L'article 112 de la Loi douanière thaïlandaise autorise les douanes thaïlandaises à demander une garantie pour les marchandises importées en cours d'examen par les douanes (pièce PHL-20). Le Groupe spécial note qu'une telle disposition est expressément autorisée par l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

des questions de fond ayant trait à des lois et règlements thaïlandais qu'il est plus approprié de traiter au regard d'autres dispositions des Accords de l'OMC visés.

7.988 Nous concluons par conséquent que l'application alléguée des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision, à savoir l'utilisation de la valeur de garantie comme base d'imposition et l'absence de mécanisme de remboursement automatique, touche aux aspects fondamentaux de ces lois et règlements et non à la manière dont il leur est donné concrètement effet. En conséquence, nous constatons que l'allégation des Philippines au titre de l'article X.3 a) concernant l'application des droits d'accise, de la taxe sanitaire et de la redevance télévision de la Thaïlande a été indûment formulée au titre de l'article X:3 a). Nous n'avons donc pas besoin d'examiner la compatibilité de la loi en question avec l'obligation d'appliquer d'une manière "raisonnable, impartiale et uniforme".

I. ARTICLE X:3 B) DU GATT DE 1994

1. Appels concernant les déterminations de la valeur en douane

a) Introduction

7.989 Les Philippines allèguent que la Thaïlande viole l'article X:3 b) en ne maintenant pas de tribunaux ou de procédures afin de réviser dans les moindres délais les appels concernant les décisions en matière d'évaluation en douane. L'allégation des Philippines est fondée sur la position selon laquelle les retards dans la révision par la BoA de certaines déterminations de la valeur en douane démontrent que la Thaïlande n'a pas fait en sorte que des procédures soient maintenues afin de réviser "dans les moindres délais" les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. La Thaïlande met l'accent sur l'argument selon lequel la BoA n'étant pas un tribunal indépendant au sens de l'article X:3 b) les aspects de procédure pertinents de la BoA ne sont pas visés par les disciplines découlant de l'article X:3 b).

7.990 L'article X:3 b) du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Chaque partie contractante maintiendra, ou instituera aussitôt que possible, des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs afin, notamment, de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Ces tribunaux ou procédures seront indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives, et leurs décisions seront exécutées par ces organismes et en régiront la pratique administrative, à moins qu'il ne soit interjeté appel auprès d'une juridiction supérieure dans les délais prescrits pour les appels interjetés par les importateurs."

7.991 Pour établir l'existence d'une violation de l'article X:3 b), une partie plaignante doit par conséquent montrer que la partie défenderesse n'a pas maintenu ni institué de tribunaux ou de procédures indépendants afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières.

7.992 Les parties ne contestent pas que les déterminations de la valeur en douane relèvent des "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" au sens de l'article X:3 b). Les arguments des parties sont centrés sur les deux points suivants: premièrement, la question de savoir si la BoA est un tribunal indépendant au sens de l'article X:3 b); et, deuxièmement, si ce n'est pas le cas, la question de savoir s'il faudrait néanmoins tenir compte, pour examiner les prescriptions au titre de l'article X:3 b), du temps pris pour le processus de révision par la BoA, processus qui conditionne l'accès à la révision par un tribunal indépendant (le tribunal fiscal), et en particulier des retards causés dans les [[xx.xxx.xx]] appels en cause en l'espèce.

7.993 Sur la base des arguments des parties, nous notons toutefois que la question de savoir si l'article X:3 b) comporte non seulement une obligation selon laquelle un Membre doit maintenir ou instituer un *système* afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières, mais aussi une obligation imposée aux tribunaux compétents de prévoir *dans les faits* une révision *dans les moindres délais* dans des cas spécifiques. Attendu que les arguments des parties soulèvent une question touchant la nature des obligations imposées par l'article X:3 b), nous examinerons tout d'abord la nature des obligations découlant de cet article.

b) Nature des obligations découlant de l'article X:3 b)

7.994 L'article X:3 b) dispose que les Membres de l'OMC doivent *maintenir* ou *instituer* des tribunaux ou des procédures indépendants afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Le terme "*maintain*" (maintenir) peut être défini comme suit: "*3. verb trans. cause to continue (a state of affairs, a condition, an activity, etc.); keep vigorous, effective, or unimpaired; guard from loss or deterioration*" (3. *verbe trans.* Faire durer (un état de chose, une condition, une activité, etc.); garder ferme, effectif ou intact; préserver de la disparition ou de la détérioration).[1688] Sur la base du sens ordinaire du terme "maintenir", par conséquent, nous croyons comprendre que l'article X:3 b) impose aux Membres de l'OMC de faire en sorte que les tribunaux et les procédures indépendants, s'ils sont déjà en place dans leur système national, s'inscrivent dans la durée et restent efficaces, aux fins mentionnées.

7.995 Le terme "*institute*" (instituer) peut à son tour être défini comme suit: "*verb trans. 2. set up, establish, found; bring into use or practice*" (*verbe trans.* 2. Créer, établir, fonder; mettre en usage ou en pratique). L'article X:3 b) impose donc aux Membres qui n'avaient pas de tribunaux ou de procédures de révision indépendants en place au moment de l'entrée en vigueur du GATT de 1994 de créer de tels mécanismes de révision afin de réviser aussitôt que possible et dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières.

7.996 Le texte de l'article X:3 b), en particulier le membre de phrase "maintiendra, ou instituera aussitôt que possible, des tribunaux ou des procédures … afin, notamment, de réviser et de rectifier dans les moindres délais …", soulève la question de savoir si le champ d'application de l'article X:3 b) peut être entendu comme incluant l'allégation d'un Membre selon laquelle une révision menée effectivement par un tribunal indépendant ou dans le cadre d'une instance spécifique n'a pas lieu dans les moindres délais. En particulier, l'expression "*afin* de réviser dans les moindres délais" donne à penser que les obligations visées à l'article X:3 b), à savoir l'obligation de maintenir ou d'instituer un système conçu aux fins de la révision des mesures administratives dans les moindres délais, sont de nature normative. Le texte de l'article X:3 b), considéré à la lumière du sens ordinaire des termes "maintenir" et "instituer", donne donc à penser que cet article prescrit aux Membres de conserver dans leur système national les tribunaux ou les procédures indépendants existants conçus aux fins de la révision des mesures administratives dans les moindres délais, ou de les créer s'ils ne sont pas déjà en place.

[1688] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, vol. I, page 1647 (2002). Les Philippines font observer que le terme "*maintain*" (maintenir) signifie "*practise habitually*" (pratiquer habituellement) (Oxford English Dictionary en ligne, pièce PHL-209), d'où par conséquent une obligation dynamique non seulement d'inscrire les procédures et les tribunaux pertinents dans la loi, mais aussi de s'assurer que ces lois sont appliquées de manière appropriée (deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 559). Nous notons toutefois que ce sens particulier du terme "*maintain*" est précédé d'une indication selon laquelle ce sens particulier est obsolète. Nous observons en outre que le sens sur lequel s'appuient les Philippines n'est pas mentionné dans les autres dictionnaires faisant autorité. Par exemple, le *Black's Law Dictionary* définit "*maintain*" (maintenir) comme suit: "*1. to continue (something). 2. to continue in possession of (property, etc)*" (1. continuer (quelque chose). 2. continuer de posséder (une propriété, etc.)) *Black's Law Dictionary*, 7ème édition, B.A. Garner (éd.) (West Group, 1999), page 965.

7.997 Par conséquent, nous sommes d'avis qu'une allégation concernant le point de savoir si un tribunal maintenu par un Membre conformément à l'article X:3 b) révise *effectivement* dans les moindres délais une mesure administrative est une question qui relève plus justement de l'article X:3 a). Comme on l'a vu ci-dessus, l'article X:3 a) impose aux Membres d'*appliquer* d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable les instruments juridiques visés à l'article X:1. Nous avons également précisé que le terme "appliquer" au sens de l'article X:3 a) visait l'application ou la mise en œuvre des instruments juridiques pertinents, y compris les décisions judiciaires. Cette interprétation, à notre avis, garantit que les disciplines distinctes énoncées à l'article X:3 a) et X:3 b) ne sont pas rendues floues. Nous considérons en outre que montrer des cas spécifiques dans lesquels la révision n'a pas été assurée dans les moindres délais pourrait néanmoins aider à prouver l'existence d'une violation de l'article X:3 b) dans la mesure où le fait que le processus de révision concerné n'a pas été mené à bien dans les moindres délais peut être lié à un défaut systémique dans le tribunal ou la procédure qu'un Membre maintient.

c) Question de savoir si la BoA est un tribunal indépendant au sens de l'article X:3 b)

i) Principaux arguments des parties

7.998 Les **Philippines** font valoir que la BoA est indépendante de l'administration des douanes.[1689] Elles font observer que la BoA a été créée en tant qu'entité distincte au regard de la loi thaïlandaise puisque des dispositions spécifiques de la Loi douanière en régissent la composition et les activités.[1690] Tout en reconnaissant que la BoA est composée d'agents dont le rôle est aussi celui de fonctionnaires des douanes, les Philippines n'en considèrent pas moins que l'indépendance aux fins de l'article X:3 b) doit être évaluée en fonction du rôle et de la composition du tribunal considéré, compte tenu de *tous* les facteurs pertinents.[1691] En particulier, elles font référence aux facteurs suivants pour étayer leur position: i) des règles détaillées, dans le cadre de la loi thaïlandaise, sur la constitution de la BoA, y compris les attributions de ses membres; ii) les motifs de révocation des membres; iii) le nombre de membres requis aux réunions formelles; et iv) la désignation d'un secrétariat affecté spécialement.[1692]

7.999 Les Philippines font observer en outre que la Thaïlande a admis que le simple fait qu'un fonctionnaire assume une double fonction n'empêchait pas en soi ce fonctionnaire d'avoir un comportement indépendant.[1693] De même, le fait que des agents des douanes ayant joué un rôle dans la détermination de la valeur en douane siègent aussi en tant que fonctionnaires de la BoA n'est pas suffisant, de l'avis des Philippines, pour nier l'indépendance de la Commission. Les Philippines font valoir que la Thaïlande n'a présenté aucun autre argument pour montrer que la BoA est une instance dépendante. Par conséquent, elles considèrent que la BoA est la première instance indépendante pour réviser les appels concernant les décisions douanières prises par l'administration des douanes.

7.1000 La **Thaïlande** fait valoir que la BoA n'est *pas* une instance indépendante au sens de l'article X:3 b). Elle se réfère à la déclaration du Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Certaines questions douanières* selon laquelle "indépendant" dans le contexte de l'article X:3 b) signifie "libre de tout contrôle ou de toute influence exercé par les organismes administratifs dont les décisions font

[1689] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 23.

[1690] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 23; deuxième communication écrite, paragraphe 550, faisant référence à l'article 112*sexies* à *undevicies* de la Loi douanière (pièce PHL-20).

[1691] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 23; réponse à la question n° 146 du Groupe spécial.

[1692] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 23, faisant référence à l'article 112*septies* à *decies* de la Loi douanière (pièce PHL-20).

[1693] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 551 et 552. Les Philippines font référence à l'argument de la Thaïlande selon lequel les administrateurs du TTM dont la fonction est double pourraient exercer leurs deux fonctions indépendamment.

l'objet d'une révision, [de façon à agir] en étant à l'abri d'un point de vue institutionnel et pratique d'une ingérence des organismes dont les décisions sont révisées".[1694] La Thaïlande évoque en outre l'article X:3 c) en tant que contexte de l'article X:3 b) afin d'affirmer que les tribunaux ou les procédures visés à l'article X:3 b) doivent être "*entièrement et formellement* indépendants".[1695] Elle fait valoir que la BoA n'est *pas* "entièrement ou formellement" indépendante des douanes thaïlandaises, que ce soit sur le "plan institutionnel [ou] pratique".[1696] Elle fait observer que la BoA est composée presque entièrement d'agents des douanes[1697] et n'est donc pas indépendante de l'organisme "chargé de l'application des mesures administratives" au sens de l'article X:3 b). La Thaïlande considère, ainsi que le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Certaines questions douanières* l'a constaté, qu'une "révision [par une entité ainsi dépendante] ne relèverait pas de l'article X:3 b)". Elle cite ce groupe spécial:

> "Le Groupe spécial croit comprendre que, dans certains Membres de l'OMC, les mesures administratives se rapportant aux questions douanières peuvent être révisées par l'autorité administrative qui les a prises initialement. Par exemple, deux des tierces parties au présent différend – à savoir le Japon et le Taipei chinois – ont indiqué que les mesures administratives pouvaient d'abord être révisées par l'autorité administrative qui les avait prises initialement. … *Une telle révision ne relèverait pas de l'article X:3 b) du GATT de 1994 parce que, dans de tels cas, l'organe de révision n'est pas indépendant de l'autorité administrative dont la décision fait l'objet de la révision.*"[1698] (pas d'italique dans l'original)

7.1001 La Thaïlande fait valoir que la BoA correspond à la description ci-dessus et, partant, n'effectue pas une révision indépendante des appels concernant les déterminations de la valeur en douane. En conséquence, les retards de la BoA ne peuvent pas être évalués dans le contexte de l'article X:3 b).

ii) Analyse du Groupe spécial

7.1002 Les parties s'opposent sur le point de savoir si la BoA est un tribunal indépendant au sens de l'article X:3 b). Nous rappelons tout d'abord la déclaration du Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Certaines questions douanières* selon laquelle "indépendant" dans le contexte de l'article X:3 b) signifie "libre de tout contrôle ou de toute influence exercé par les organismes administratifs dont les décisions font l'objet d'une révision, [de façon à agir] en étant à l'abri d'un point de vue institutionnel et pratique d'une ingérence des organismes dont les décisions sont révisées".[1699]

7.1003 Le pouvoir légal conféré à la BoA est décrit à l'article 112 de la Loi douanière thaïlandaise. L'article 112*sexies* dispose que l'importateur ou l'exportateur a le droit de faire appel de la fixation des droits par le fonctionnaire compétent auprès de la BoA. Celle-ci, présidée par le DG des douanes, comprend un représentant du Ministère des finances, un représentant du Bureau du Conseil juridique et cinq à sept membres nommés par le DG des douanes. Il est également prévu que la BoA nomme un fonctionnaire attaché au Département des douanes aux postes de secrétaire et de vice-secrétaire et que

---

[1694] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.520.

[1695] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 93 (pas d'italique dans l'original). La Thaïlande explique que l'article X:3 c) prévoit une exception limitée concernant l'obligation de maintenir des tribunaux indépendants, en se référant aux procédures qui ne sont pas "entièrement ou formellement indépendantes des organismes chargés de l'application des mesures administratives".

[1696] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 95; note de bas de page 123, faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.520.

[1697] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 289.

[1698] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 288, citant le rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, note de bas de page 894.

[1699] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.520.

le secrétaire soit aussi membre du Comité.[1700] Le DG des douanes, en tant que Président de la BoA, peut voter et sa voix est prépondérante en cas de partage égal des voix dans un appel donné.[1701]

7.1004 Par conséquent, une partie au moins des membres de la BoA sont des agents du Département des douanes, dont certains ont pu jouer un rôle dans l'établissement des déterminations en douane qui font l'objet de la révision par la BoA. Cela signifie que la plupart des agents chargés de réviser les décisions douanières sont ceux qui ont participé à la prise des décisions douanières mêmes qui font l'objet de la révision effectuée par la BoA. Les aspects spécifiques de la BoA décrits ci-dessus montrent par conséquent un lien étroit entre les fonctionnaires des douanes qui prennent des décisions sur les questions douanières et la BoA – entité qui révise ces décisions. Comme nous l'avons rappelé ci-dessus, pour qu'ils soient indépendants des organismes chargés de l'application des mesures administratives, les tribunaux ou procédures devraient être "libres de tout contrôle ou de toute influence exercé par les organismes administratifs dont les décisions font l'objet d'une révision". Les caractéristiques de la BoA, en particulier sa composition, sont à notre avis insuffisantes pour qu'elle soit considérée comme étant libre de tout contrôle ou de toute influence du Département des douanes thaïlandais – organisme thaïlandais chargé des déterminations en douane – au sens de l'article X:3 b).

7.1005 À ce sujet, comme le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Certaines questions douanières* l'a noté, certains Membres exigent qu'un premier appel d'une mesure administrative se rapportant aux questions douanières soit interjetée auprès d'une instance de l'organisme chargé de l'application avant tout recours auprès d'un organe indépendant et/ou d'une instance judiciaire.[1702] Dans le contexte de la présente allégation des Philippines au titre de l'article X:3 b), notre analyse se limite à la question de savoir si la BoA est indépendante au sens de l'article X:3 b). Cette question ne se rapporte donc pas à celle de savoir si une instance non indépendante de l'organisme chargé de l'application peut assurer une révision objective au sens de l'article X:3 b). Nous prenons note de l'argument de la Thaïlande selon lequel la BoA, selon le critère ci-dessus, n'est *pas* un tribunal indépendant, mais constitue plutôt un tribunal administratif aux fins de la révision initiale des mesures administratives, comme l'a envisagé le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Certaines questions douanières*.[1703]

7.1006 Pour les raisons qui précèdent, nous concluons que la BoA ne peut pas être considérée comme un tribunal indépendant des organismes chargés de l'application des mesures administratives au sens de l'article X:3 b).

[1700] Article 12*septies* de la Loi douanière (pièce PHL-20).

[1701] Article 12*decies* de la Loi douanière (pièce PHL-20).

[1702] En fait, l'article 11:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane dispose qu'un premier droit d'appel n'entraînant aucune pénalité peut être ouvert devant une instance de l'administration des douanes ou un organe indépendant bien que la législation de chaque Membre doive prévoir un droit d'appel n'entraînant aucune pénalité devant une instance judiciaire. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Certaines questions douanières* a noté à cet égard ce qui suit:

> "Le Groupe spécial croit comprendre que, dans certains Membres de l'OMC, les mesures administratives se rapportant aux questions douanières peuvent être révisées par l'autorité administrative qui les a prises initialement. … Une telle révision ne relèverait pas de l'article X:3 b) du GATT de 1994 parce que, dans de tels cas, l'organe de révision n'est pas indépendant de l'autorité administrative dont la décision fait l'objet de la révision." (note de bas de page 894)

[1703] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 224, faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.520.

d) Question de savoir si un tribunal ou une procédure indépendant maintenu par la Thaïlande au sens de l'article X:3 b) assure la révision *dans les moindres délais* des déterminations de la valeur en douane

i) Principaux arguments des parties

7.1007 Les **Philippines** estiment que, même si la BoA n'est pas considérée comme une entité indépendante, les procédures thaïlandaises de révision des décisions douanières ne sont toujours pas appliquées "dans les moindres délais" conformément à l'article X:3 b).[1704] Elles font valoir que l'article X:3 b) impose au Groupe spécial d'évaluer quel est le temps nécessaire, après qu'a été prise la décision administrative faisant l'objet de l'appel, pour qu'une instance *indépendante* soit saisie d'un appel concernant cette décision.[1705] Si des étapes administratives intermédiaires devaient être nécessaires pour que la décision soit révisée par une instance indépendante, il faudrait alors tenir compte de la durée de ces étapes intermédiaires.[1706] Selon la loi thaïlandaise, le tribunal fiscal ne peut exercer sa compétence qu'une fois épuisées toutes les procédures de recours applicables.[1707] Étant donné que l'article 112*sexies* de la Loi douanière prévoit un tel appel des évaluations de la valeur en douane auprès de la BoA, l'examen des appels par la BoA est une étape intermédiaire nécessaire entre la décision administrative et la première révision par un tribunal indépendant, à savoir le tribunal fiscal. Les Philippines font valoir que, en conséquence, les retards entraînés par l'examen par la BoA doivent être entièrement pris en compte pour déterminer si la Thaïlande maintient un mécanisme afin de réviser dans les moindres délais les décisions douanières au sens de l'article X:3 b).[1708]

7.1008 Les Philippines font valoir que la BoA examine depuis plus de sept ans [[xx.xxx.xx]] appels concernant des décisions relatives à la valeur en douane des cigarettes de PM Thailand.[1709] Elles soulignent que, dans l'affaire *Colombie – Bureaux d'entrée*, le Groupe spécial était d'avis qu'un processus de révision de deux ans représentait "un long délai".[1710] À cet égard, un délai de sept ans n'est pas un moindre délai (*prompt*) au sens de l'article X:3 b) puisqu'il ne correspond pas à une action "prompte, rapide, … réalisée sans tarder [ou] immédiate".[1711]

7.1009 La **Thaïlande** estime que, dans la mesure où le premier tribunal indépendant au sens de l'article X:3 b) est le tribunal fiscal[1712], il n'est *pas* nécessaire, pour satisfaire aux prescriptions énoncées dans cet article, de prendre en compte les étapes administratives intermédiaires entre la décision administrative initiale (ici la décision en matière d'évaluation en douane) et la première révision par un tribunal indépendant (ici le tribunal fiscal). La raison en est que les étapes intermédiaires non indépendantes relèvent de l'application des lois douanières et sont régies par conséquent par l'article X:3 a). D'autre part, l'article X:3 b) ne s'applique qu'aux procédures de révision indépendantes.[1713] Les seuls délais qui peuvent être évalués au titre de l'article X:3 b) sont donc ceux qui séparent la dernière décision administrative non indépendante (ici l'ordonnance de la BoA) de la première procédure de révision indépendante (ici la décision du tribunal fiscal).

[1704] Réponse des Philippines à la question n° 84 du Groupe spécial.

[1705] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande aux questions n° 149 et 169 du Groupe spécial.

[1706] Réponse des Philippines à la question n° 149 du Groupe spécial.

[1707] Réponse des Philippines à la question n° 149 du Groupe spécial; pièce PHL-281.

[1708] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande aux questions n° 149 et 169 du Groupe spécial.

[1709] Deuxième déclaration orale des Philippines, paragraphe 141.

[1710] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 26, faisant référence au rapport du Groupe spécial *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphe 7.128.

[1711] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 553, faisant référence au *Oxford English Dictionary*, J.A. Simpson et E.S.C. Weiner (édit.) (Clarendon Press, 1989, 2ème édition).

[1712] Réponse de la Thaïlande à la question n° 148 du Groupe spécial.

[1713] Réponse de la Thaïlande aux questions n° 84 et 149 du Groupe spécial.

ii) Analyse du Groupe spécial

7.1010 Nous avons conclu dans la section précédente que la BoA n'était pas un tribunal *indépendant* au sens de l'article X:3 b). Les parties conviennent que si la BoA n'est pas considérée comme un tribunal indépendant, c'est le tribunal fiscal thaïlandais qui est la première autorité indépendante habilitée à réviser les décisions douanières dans le cadre du système thaïlandais.[1714] Dans la présente section, nous examinerons si le tribunal fiscal thaïlandais, en tant que tribunal ou procédure indépendant au sens de l'article X:3 b), assure la révision *dans les moindres délais* des déterminations de la valeur en douane conformément aux obligations énoncées à l'article X:3 b).

7.1011 Le terme "*prompt*" (dans les moindres délais) peut être défini comme suit: "*adjective. 2 Of action, speech, etc.: ready, quick; done, performed, etc., without delay*" (*adjectif.* 2. D'une action, une élocution, etc.: immédiate, rapide; effectuée, réalisée, etc. sans tarder).[1715] L'article X:3 b) dispose que les Membres doivent maintenir ou instituer des tribunaux ou des procédures indépendants afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Nous croyons comprendre qu'il vise à garantir que les Membres maintiennent un système de révision qui permette de corriger *dans les moindres délais* les effets défavorables des mesures administratives sur les commerçants. Par conséquent, la révision des mesures administratives se rapportant aux questions douanières par un tribunal ou un processus indépendant doit être envisagée en fonction d'un système de révision donné pris dans son ensemble depuis le moment où commence le processus requis pour accéder à ce tribunal ou à cette procédure jusqu'à l'achèvement de la révision par le tribunal ou le processus indépendant. Cela signifie que toute étape administrative intermédiaire entre la décision administrative initiale et la première révision par un tribunal indépendant doit aussi être prise en compte dans l'évaluation du respect de la prescription en matière de délai énoncée à l'article X:3 b). Par conséquent, l'existence d'une violation de l'article X:3 b) sera constatée si le processus qu'un Membre maintient pour réviser les mesures administratives se rapportant aux questions douanières, considéré dans son ensemble, présente un défaut qui empêche systématiquement que ces mesures soient révisées sans tarder par un tribunal indépendant. À cet égard, comme cela est noté au paragraphe 7.1014 ci-dessous, nous ne voulons *pas* dire, en déclarant que nous devons examiner le système de révision d'un Membre dans son ensemble, y compris toute étape administrative intermédiaire, que l'existence d'étapes intermédiaires préalables à une révision indépendante constitue en soi un défaut systémique qui empêche le Membre concerné de maintenir des procédures pour réviser *dans les moindres délais* les mesures administratives conformément à l'article X:3 b). Gardant cela à l'esprit, nous examinerons le système de révision maintenu par la Thaïlande aux fins de l'article X:3 b).

7.1012 Selon la loi thaïlandaise, en particulier conformément aux articles 7 1) et 8 de la Loi sur le tribunal fiscal, celui-ci ne peut examiner un appel concernant une décision administrative qu'une fois épuisées toutes les procédures internes de recours applicables.[1716] En ce qui concerne les décisions relatives à l'évaluation en douane, l'article 112*sexies* de la Loi douanière prévoit le droit de faire appel des décisions des fonctionnaires des douanes auprès de la BoA. Cela signifie que le tribunal fiscal ne peut pas examiner un appel concernant des décisions douanières à moins que l'importateur n'ait d'abord porté la décision douanière devant la BoA.

[1714] Réponses des parties à la question n° 148 du Groupe spécial.

[1715] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, vol. II, page 2366 (2002).

[1716] Pièce PHL-281; réponse des Philippines à la question n° 149 du Groupe spécial. L'article 7 1) de la Loi sur le tribunal fiscal dispose ce qui suit:

> "Les tribunaux fiscaux connaissent des causes civiles suivantes: 1) Affaires liées à des recours concernant toute décision du fonctionnaire compétent ou du comité relative à toute loi fiscale; …"

L'article 8 de la Loi sur le tribunal fiscal dispose par ailleurs ce qui suit:

7.1013 Les Philippines font valoir que, étant donné que les importateurs ne peuvent pas saisir le tribunal fiscal avant que le processus de révision par la BoA, dont les Philippines allèguent qu'il est indûment lent, arrive à son terme, la Thaïlande ne maintient pas de procédures afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures prises par les douanes thaïlandaises.[1717] La Thaïlande estime que, parce que l'article X:3 b) ne s'applique qu'à la révision indépendante, les étapes intermédiaires préalables à cette révision ne peuvent être prises en compte pour déterminer si un Membre de l'OMC s'acquitte de l'obligation qui lui incombe au titre de l'article X:3 b) de maintenir des tribunaux ou des procédures indépendants afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières.[1718] Selon elle, les étapes intermédiaires menant à la révision indépendante font l'objet des disciplines de l'article X:3 a).

7.1014 Comme nous l'avons noté ci-dessus au paragraphe 7.1005, les Membres peuvent avoir un système dans le cadre duquel un premier appel concernant une mesure administrative doit être interjeté auprès d'une instance de l'organisme chargé de l'application avant tout recours devant un organe indépendant. Nous ne considérons donc pas que l'existence d'étapes intermédiaires préalables à une révision indépendante est en soi un défaut systémique qui empêche la Thaïlande de maintenir des procédures afin de réviser *dans les moindres délais* les mesures administratives conformément à l'article X:3 b).

7.1015 Cependant, dans les circonstances factuelles du présent différend, les retards occasionnés dans la procédure d'appel auprès de la BoA en ce qui concerne les [[xx.xxx.xx]] appels interjetés par PM Thailand illustrent clairement le fait que le processus intermédiaire menant à la révision par le tribunal fiscal thaïlandais a la capacité systémique de faire obstacle à une révision *dans les moindres délais* des mesures administratives par un tribunal indépendant. Comme nous l'avons constaté ci-dessus, pour savoir si le processus de révision maintenu par un Membre au titre de l'article X:3 b) est mené à bien *dans les moindres délais* ou non, il est indispensable d'examiner l'ensemble de ce processus depuis le moment où une mesure administrative est prise jusqu'à l'achèvement de la révision par un tribunal indépendant. Nous ne considérons pas que le système maintenu par la Thaïlande, considéré dans son ensemble compte tenu des circonstances factuelles qui nous ont été présentées, permette de procéder à une révision dans les moindres délais au sens de l'article X:3 b). À notre avis, les retards excessifs qui ont été occasionnés dans les [[xx.xxx.xx]] appels interjetés auprès de la BoA (étape préalable nécessaire ne serait-ce que pour accéder au tribunal fiscal thaïlandais) sont si importants sur le plan de la durée et de la fréquence que ces cas spécifiques peuvent être considérés comme une indication de la capacité dilatoire du système. Par conséquent, nous concluons que la Thaïlande, d'une manière incompatible avec l'article X:3 b), n'a pas maintenu un tribunal indépendant afin de réviser dans les moindres délais les déterminations de la valeur en douane.

"Dans le cas spécifié à l'article 7 1), lorsque la Loi fiscale a prévu qu'une objection ou un recours concernant un agent ou un comité compétent fasse l'objet d'un examen initial conformément aux règles, aux méthodes et à la période prescrites, l'affaire peut être soumise au tribunal fiscal à moins que cet examen n'ait été réalisé et qu'une décision ait déjà été rendue au sujet de cette objection ou de ce recours."

[1717] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 28; réponse à la question n° 149 du Groupe spécial.

[1718] Réponse de la Thaïlande à la question n° 149 du Groupe spécial.

2. Appels concernant les décisions relatives aux garanties

a) Introduction

7.1016 Les Philippines allèguent que la Thaïlande viole l'article X:3 b) du GATT de 1994 en ne maintenant ni n'instituant de tribunaux ou de procédures afin de réviser dans les moindres délais les *garanties* imposées par les douanes thaïlandaises sur les cigarettes importées.[1719] La Thaïlande fait valoir qu'une décision d'imposer une garantie ne constitue pas une "mesure administrative se rapportant aux questions douanières" au sens de l'article X:3 b) et que, en supposant que les garanties relèvent de cet article, elle s'acquitte des obligations énoncées dans ledit article parce qu'un appel concernant ces garanties peut être interjeté dans les moindres délais auprès du tribunal fiscal thaïlandais.

7.1017 L'article 112 de la Loi douanière thaïlandaise autorise les fonctionnaires des douanes à procéder à un examen supplémentaire quand ils ont des doutes au sujet du montant du droit applicable à une marchandise spécifique.[1720] Dans ces cas, les fonctionnaires des douanes peuvent accorder la mainlevée des marchandises en attendant la détermination, sous réserve que l'importateur paie "le montant du droit déclaré à l'importation par l'importateur ou l'exportateur [et], selon le cas, … une somme d'argent additionnelle couvrant le droit maximal exigible sur les marchandises".[1721] Dans les situations où un importateur est tenu de fournir une garantie, les taxes intérieures telles que la TVA, le droit d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision seront aussi calculées sur la base d'une telle garantie.[1722]

7.1018 Comme cela est expliqué dans la section précédente, pour établir l'existence d'une violation de l'article X:3 b), un plaignant doit montrer que le Membre défendeur n'a pas maintenu ni institué de tribunaux ou de procédures indépendants de l'organisme chargé de l'application des mesures administratives se rapportant aux questions douanières, afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais ces mesures administratives. En l'espèce, les arguments des parties concernant l'allégation des Philippines en ce qui concerne l'imposition d'une garantie soulèvent les deux questions suivantes: premièrement, la question de savoir si l'imposition d'une garantie relève des "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" visées à l'article X:3 b); deuxièmement, si c'est le cas, la question de savoir si la Thaïlande maintient ou a institué des tribunaux ou des procédures afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais le montant d'une garantie imposée par les douanes thaïlandaises. Nous examinerons ces deux questions l'une après l'autre.

[1719] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 101.

[1720] Pièce PHL-20.

[1721] Pièce PHL-20.

[1722] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 102; première communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 39 à 43. Le droit d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision sont définis dans la Loi sur le tabac (pièce PHL-119), la Loi pour la promotion et l'établissement des bases de la santé (pièces PHL-121 et THA-33) et la Loi sur la télévision et la radiodiffusion publique (pièce PHL-122). L'article 5*ter* de la Loi sur le tabac dispose que "dans le cas du tabac coupé ou du tabac importé dans le Royaume, les prix c.a.f. du tabac coupé ou du tabac plus les droits d'importation, le droit différencié imposé en vertu de la Loi régissant la promotion des investissements et les autres taxes et redevances sont spécifiés par décret royal, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée spécifiée au chapitre 4, titre 2, du Code des impôts". L'article 11 de la Loi pour la promotion de la santé dispose que la taxe sanitaire s'élève à 2 pour cent du droit d'accise. L'article 12 de la Loi sur le service thaïlandais de radiodiffusion fixe la redevance TV à 1,5 pour cent du droit d'accise.

b) Question de savoir si l'imposition d'une garantie relève des "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" visées à l'article X:3 b)

i) Principaux arguments des parties

7.1019 Les **Philippines** font valoir que l'imposition d'une garantie est, en soi, une "mesure administrative" au sens de l'article X:3 b) et que la Thaïlande l'admet.[1723] Les Philippines considèrent que les décisions relatives aux garanties sont des actes préjudiciables distincts, et pas simplement des étapes intermédiaires vers les déterminations douanières finales. À cet égard, elles s'appuient sur la déclaration du Groupe spécial chargé de l'affaire *Colombie – Bureaux d'entrée* selon laquelle ""paiement" [de droits de douane] et "garantie" sont deux concepts juridiques différents qui ne peuvent être assimilés l'un à l'autre à la légère. Cela est vrai indépendamment de la forme que peut prendre la garantie".[1724]

7.1020 Les Philippines considèrent qu'une ordonnance imposant une garantie constitue un acte achevé et final ayant des effets défavorables sur les commerçants et qu'il ne s'agit pas simplement d'une étape intermédiaire vers la détermination douanière finale.[1725] Elles soulignent que les décisions relatives aux garanties ont des conséquences financières *immédiates* et *indépendantes*.[1726] Elles mettent l'accent sur le fait que le montant des garanties requises par les douanes thaïlandaises pour l'importation de cigarettes est important et souvent excessif par rapport à la valeur des marchandises importées. Ainsi, le taux de droit d'accise effectif est de 400 pour cent, ce qui signifie que pour chaque baht de valeur de garantie majorée, l'importateur doit déposer une garantie de 4 baht.[1727] De cette manière, le montant de garantie exigé initialement de PM Thailand a été estimé à [[xx.xxx.xx]] millions de dollars EU en 2006. Par conséquent, les décisions relatives aux garanties ont potentiellement deux conséquences préjudiciables: i) elles immobilisent des capitaux ou des liquidités qui autrement auraient pu être employées d'une manière productive[1728]; ou ii) dans les cas les plus graves, elles dissuadent purement et simplement d'importer, comme en août 2006 quand PM Thailand a refusé de dédouaner des marchandises jusqu'à ce que les garanties soient révisées à la baisse.[1729] Cela montre que les décisions relatives aux garanties imposent par elles-mêmes à l'importateur une charge qui est indépendante de la détermination douanière finale. Elles constituent

[1723] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 167 du Groupe spécial, faisant référence à la première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 296, mentionnant que "l'article 42 de la Loi thaïlandaise sur l'établissement d'un tribunal administratif et des procédures applicables devant les tribunaux administratifs, B.E. 2542 (1999) prévoit un droit de contester toutes les mesures administratives des pouvoirs publics thaïlandais qui relèvent de l'article 9, y compris les ordonnances imposant des garanties". La partie pertinente de l'article 9 dispose ce qui suit: Les tribunaux administratifs ont compétence pour juger et statuer ou rendre des ordonnances sur les questions suivantes: … 2) les affaires ayant trait à un différend avec un organisme administratif ou un fonctionnaire qui néglige de remplir les devoirs officiels que prescrit la loi ou a rempli ces devoirs avec un retard déraisonnable; 3) les affaires ayant trait à un acte illicite ou autre fait responsable commis par un organisme administratif ou un fonctionnaire de l'État par suite de l'exercice de prérogatives légales, de l'application d'une loi ou d'une ordonnance administrative ou autre, ou de la négligence des devoirs officiels que prescrit la loi ou de l'accomplissement de ces devoirs avec un retard déraisonnable. Pièce THA-34.

[1724] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 293, faisant référence au rapport du Groupe spécial *Colombie – Bureaux d'entrée*, paragraphe 7.88.

[1725] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 87 et 89 du Groupe spécial. Les Philippines emploient en outre les termes "manifestation ultime de l'application de la loi dans un cas donné", à l'instar du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.105.

[1726] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 87 et 89 du Groupe spécial.

[1727] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 104.

[1728] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 103.

[1729] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 87 et 89 du Groupe spécial.

par conséquent des mesures administratives finales au sens de l'article X:3 b), qui dispose qu'un appel distinct concernant ces mesures doit pouvoir être interjeté par l'importateur.[1730]

7.1021 En outre, en tout état de cause, le champ d'application de l'article X:3 b) ne se limite pas, de l'avis des Philippines, aux actes administratifs finals. Il s'étend plutôt à toutes les mesures administratives se rapportant aux questions douanières, ce qui, "à première vue, pourrait désigner tout type de mesure administrative", et pas seulement les mesures finales.[1731]

7.1022 La **Thaïlande** estime que les décisions administratives aux fins d'exiger une garantie ne constituent pas des "mesures administratives" au sens de l'article X:3 b) parce que ces décisions ne sont que des étapes administratives de nature *provisoire* vers la détermination finale de la valeur en douane.[1732] Selon elle, l'article X:3 b) dispose seulement que les déterminations *finales* doivent pouvoir faire l'objet d'un appel.

7.1023 La Thaïlande fait valoir qu'il ressort clairement de l'article 11:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane, qui sert de *lex specialis* par rapport à l'article X:3 b) pour ce qui est des questions douanières, que les Membres ne doivent prévoir des procédures d'appel qu'en ce qui concerne les déterminations douanières finales. L'article 11:1 n'exige pas que les décisions intermédiaires rendues dans le cadre de la détermination de la valeur en douane finale doivent pouvoir faire l'objet d'un appel.[1733] Par conséquent, cet article restreint implicitement le champ d'application de l'article X:3 b). À ce sujet, la Thaïlande note que l'article 13 de l'Accord antidumping, qui transpose l'article X:3 b) dans le contexte antidumping, établit que la possibilité de faire appel dans les moindres délais ne concerne que les déterminations *finales* des droits.[1734] *A contrario*, l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane, qui traite spécifiquement des garanties dans le contexte douanier, ne mentionne pas de droit d'appel.[1735] Enfin, la Thaïlande se réfère à la constatation formulée par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (Thaïlande)/États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane*, selon laquelle "[g]énéralement parlant, une garantie est accessoire ou subsidiaire par rapport à l'obligation principale qu'elle garantit [et] est intrinsèquement liée à cette obligation".[1736] Étant donné leur nature provisoire et subsidiaire, les décisions d'imposer des garanties sur les importations de cigarettes ne constituent pas des "mesures administratives" au sens de l'article X:3 b) et il n'y a pas d'obligation de prévoir leur révision dans les moindres délais.

7.1024 Les **Philippines** soutiennent que l'article 11:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane ne peut pas servir de *lex specialis* par rapport à l'article X:3 b) du GATT de 1994 car les deux dispositions peuvent s'appliquer ensemble d'une manière harmonieuse. Il n'y a pas de conflit entre le droit de faire appel d'une détermination de la valeur en douane au titre de l'article 11:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane et le droit à une révision dans les moindres délais des mesures administratives se rapportant aux questions douanières au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994 et les Membres doivent par conséquent garantir l'un et l'autre droit.[1737] Par ailleurs, les Philippines considèrent que la référence de la Thaïlande à l'article 13 de l'Accord antidumping n'est pas convaincante car cet article restreint expressément son champ d'application aux déterminations *finales*, alors que l'article X:3 b) adopte la notion plus large de "mesures administratives se rapportant aux questions douanières".

[1730] Réponse des Philippines aux questions n° 87 et 89 du Groupe spécial, faisant référence au rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.536.

[1731] Réponse des Philippines aux questions n° 87 et 89 du Groupe spécial.

[1732] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 298; réponse à la question n° 89 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 239.

[1733] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 299.

[1734] Réponse de la Thaïlande à la question n° 89 du Groupe spécial.

[1735] Première communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 299.

[1736] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (Thaïlande)/États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane*, paragraphe 231.

[1737] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 305 à 309.

ii) Analyse du Groupe spécial

7.1025 L'allégation formulée par les Philippines au titre de l'article X:3 b) en ce qui concerne l'absence alléguée d'un droit d'appel concernant le montant d'une garantie en Thaïlande nous amène d'abord à nous poser la question de savoir si les décisions relatives aux garanties relèvent des "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" au sens de l'article X:3 b). Nous commencerons notre analyse par un examen de l'expression "mesures administratives se rapportant aux questions douanières".

7.1026 Le mot "*action*" (mesures) peut être défini comme suit: "*the process or condition of acting or doing ... a thing done, a deed, an act*" (le processus qui consiste à agir ou faire ou le fait d'agir ou de faire … une chose faite, un geste, un acte).[1738] Le sens ordinaire du terme "mesure" indique que ce terme recouvre non seulement un acte ou une chose faite, mais aussi le processus qui consiste à agir ou faire ou le fait d'agir ou de faire. Le terme "*administrative*" (administratif) signifie "*pertaining to the management of affairs; executive*" (relatif à la gestion des affaires; exécutif).[1739] En outre, nous avons noté précédemment dans le contexte de l'article X:3 a) que le terme "*administer*" (appliquer) figurant à cet article signifiait "*putting into practical effect*" (donner concrètement effet) ou "*applying*" (appliquer) un instrument juridique.[1740] Il apparaît par conséquent que l'expression "*administrative action*" (mesures administratives) recouvre toute une série d'actes ainsi que le processus d'application d'instruments juridiques.

7.1027 Complétée à l'article X:3 b) par l'expression "*customs matters*" (questions douanières), l'expression "*administrative action relating to customs matters*" (mesures administratives se rapportant aux questions douanières) désignerait des actes ou le processus d'application d'instruments juridiques ayant trait aux questions douanières. Bien que l'Accord sur l'évaluation en douane ne définisse pas le terme "*customs matters*" (questions douanières), le *Black's Law Dictionary* définit "*customs*" comme suit: "*duties imposed on imports or exports. The agency or procedure for collecting such duties*" (droits frappant les importations ou les exportations. Organisme chargé de recouvrer ces droits ou procédure prévue à cette fin).[1741] La Convention révisée de Kyoto pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers définit l'expression "questions douanières" comme recouvrant toutes les mesures "relatives à l'importation, à l'exportation, à l'acheminement ou au stockage des marchandises" prises par les autorités douanières.[1742] Par ailleurs, l'article X:1 du GATT de 1994, bien qu'il ne mentionne pas directement les questions douanières, traite de divers règlements relatifs au commerce qui peuvent relever de l'article X, par exemple en faisant référence à la classification ou à l'*évaluation* de produits à des fins douanières, ainsi qu'aux taux des droits de douane.

7.1028 Nous rappelons en outre que, dans le contexte d'une analyse de l'article XX du GATT de 1994, l'Organe d'appel a précisé que le terme "lié à" signifiait qu'un lien rationnel devait exister entre la mesure et l'objectif poursuivi. Dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel a dit qu'une mesure était liée à la conservation des ressources naturelles quand "la portée et l'étendue" de cette mesure n'étaient "pas excessives au regard de [son] objectif … La relation moyens/fin [entre la mesure et l'objectif était], comme on [pouvait] l'observer, une relation étroite et réelle".[1743] Cela donne à penser que toutes les mesures administratives qui ont un lien rationnel avec les questions

[1738] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, vol. I, page 22 (2002).
[1739] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, vol. I, page 28 (2002).
[1740] Voir le paragraphe 7.870.
[1741] *Black's Law Dictionary*, 7ème édition, B.A. Garner (éd.) (West Group, 1999), page 390.
[1742] Convention de Kyoto pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, chapitres 2 et 10 de l'Annexe générale.
[1743] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 141.

douanières peuvent être considérées comme des "mesures administratives se rapportant aux questions douanières".

7.1029 Les considérations qui précèdent semblent indiquer dans leur ensemble que les "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" visées à l'article X:3 b) du GATT de 1994 recouvrent toute une série d'actes consistant à appliquer des instruments juridiques ayant un lien rationnel avec les questions douanières, ce qui inclut clairement l'*évaluation* des marchandises importées.

7.1030 Nous notons par ailleurs que l'objectif fondamental de l'article X:3 b) est la préservation des droits des parties lésées à une procédure régulière.[1744] Le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Certaines questions douanières* a dit ce qui suit:

> "[U]ne notion de régularité de la procédure sous-tend l'article X du GATT de 1994. De l'avis du Groupe spécial, cette notion semble indiquer qu'un but de la révision prévue à l'article X:3 b) du GATT de 1994 est de faire en sorte qu'un négociant *lésé* par une décision d'un organisme administratif puisse faire réviser la décision *défavorable*".[1745]

7.1031 Dans le cadre du même différend, l'Organe d'appel a dit en outre ce qui suit:

> "Nous pensons que cet objectif de régularité de la procédure n'est pas compromis même si les décisions découlant de révisions en première instance ne régissent pas la pratique de tous les organismes chargés de l'application des mesures douanières sur l'ensemble du territoire d'un Membre de l'OMC tant qu'il est possible de réviser et de rectifier de façon indépendante les mesures administratives de chaque organisme".[1746]

7.1032 Ces constatations du Groupe spécial et de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Certaines questions douanières* contribuent à étayer le point de vue selon lequel l'objet et le but de l'article X:3 b) sont larges et couvrent toute une série d'actions des organismes administratifs nationaux concernant les questions douanières.

7.1033 À cet égard, nous notons le désaccord des parties sur la question de savoir si l'expression "mesures administratives" qui figure à l'article X:3 b) recouvre uniquement les mesures administratives *finales*, par opposition aux étapes intermédiaires menant à une mesure administrative finale. Comme nous l'avons vu ci-dessus, il n'apparaît toutefois pas que la large portée de l'expression "mesures administratives" figurant à l'article X:3 b) limite les mesures en question aux mesures administratives *finales*. Tenant compte en particulier du principe de régularité de la procédure souligné par le Groupe spécial chargé de l'affaire *CE – Certaines questions douanières*, nous sommes d'avis que si certaines mesures administratives peuvent avoir une incidence directe et immédiate sur un commerçant donné, celui-ci devrait être en mesure de faire réviser les mesures concernées et, le cas échéant, de les faire rectifier par un organisme indépendant comme le prévoit l'article X:3 b). Si seules les mesures administratives *finales* devaient être visées par l'expression "mesures administratives" figurant à l'article X:3 b), comme l'a soutenu la Thaïlande, cet article ne pourrait pas atteindre pleinement le but qu'il est censé atteindre, à savoir instaurer un mécanisme au moyen duquel les commerçants peuvent demander que soient révisées et, le cas échéant, rectifiées de manière

[1744] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.536.

[1745] Rapport du Groupe spécial *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 7.536. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 183: "Il est également clair que l'article X:3 du GATT de 1994 établit certains critères minimaux concernant la transparence et l'équité au plan de la procédure dans l'administration des règlements commerciaux."

[1746] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 302.

appropriée les mesures administratives qui, sans être nécessairement finales, ont néanmoins sur eux une incidence défavorable immédiate.

7.1034 Par ailleurs, l'absence du mot "finales" après "mesures administratives" à l'article X:3 b) tendrait aussi à révéler l'intention des rédacteurs de faire s'appliquer les obligations au titre de l'article X:3 b) à toute une série de "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" et à montrer que ces mesures administratives ne sont pas nécessairement limitées aux mesures administratives finales. Par exemple, l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane dispose que "[s]i, au cours de la détermination de la valeur en douane de marchandises importées, il devient nécessaire de différer la détermination *définitive* de cette valeur, l'importateur des marchandises pourra néanmoins les retirer de la douane, à condition de fournir, si demande lui en est faite, une garantie suffisante". Cela montre que quand les rédacteurs ont voulu distinguer les mesures ou déterminations finales des mesures ou déterminations provisoires, ils ont spécifiquement ajouté le terme "définitive".

7.1035 Cela étant, nous pouvons cependant imaginer une situation dans laquelle la caractéristique provisoire d'une mesure ou détermination administrative exclurait cette mesure ou détermination du champ d'application de l'article X:3 b). Tel serait le cas par exemple si le fait de soumettre la mesure ou détermination concernée à un examen indépendant entraînerait une interférence indue avec un processus de prise de décisions par un organisme national, du fait principalement de la nature provisoire de la mesure. À cet égard, nous devons donc souligner que le mandat qui nous a été confié aux fins de résoudre tout particulièrement le présent différend ne consiste pas à définir les types précis de mesure relevant de l'article X:3 b).[1747] Il nous suffit de préciser que l'expression "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" qui figure à l'article X:3 b) n'est pas nécessairement limitée aux déterminations administratives *finales* dans les cas où les mesures qu'il est convenu d'appeler intermédiaires prises avant les déterminations finales ont un effet défavorable immédiat sur les commerçants.[1748]

7.1036 Il apparaît que certaines tierces parties partagent le même point de vue. Par exemple l'Union européenne considère que tous les actes de l'administration des douanes qui ont un effet direct et concret sur l'importateur, comme, par exemple, le recouvrement effectif d'une garantie, devraient être susceptibles d'appel.[1749] Les États-Unis considèrent que, étant donné que l'article X:3 b) impose aux Membres de prévoir uniquement la révision, premièrement, des "mesures administratives" et, deuxièmement, "se rapportant aux questions douanières", la mesure dans laquelle une étape intermédiaire du processus d'évaluation ouvre droit à un appel dépend de la question de savoir s'il

---

[1747] Nous souscrivons au point de vue des États-Unis à ce sujet, selon lequel le Groupe spécial n'a pas besoin de recenser chaque étape intermédiaire du processus d'évaluation en douane pour laquelle un droit d'appel indépendant devrait exister (réponse des États-Unis à la question n° 16 du Groupe spécial).

[1748] Nous rappelons que, dans l'affaire *États-Unis – Crevettes (Thaïlande)/États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane*, l'Organe d'appel a estimé que, dans certaines circonstances, une garantie prise pour garantir le paiement d'un droit à acquitter légalement établi pouvait constituer une "mesure particulière contre le dumping". La partie pertinente de la déclaration de l'Organe d'appel se lit comme suit:

> "Cependant, nous ne considérons pas qu'une garantie prise pour garantir le paiement d'un droit à acquitter légalement établi constituerait nécessairement une "mesure particulière contre le dumping"; bien plutôt, la question de savoir si une garantie particulière constitue une "mesure particulière contre le dumping" devrait être évaluée au vu de la nature et des caractéristiques de la garantie et des circonstances particulières dans lesquelles elle est appliquée. Nous tenons à souligner qu'en tout état de cause, une mesure particulière contre le dumping inadmissible ne peut être prise sous le couvert d'une garantie." (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (Thaïlande)/États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane*, paragraphe 230).

[1749] Réponse de l'Union européenne à la question n° 16 du Groupe spécial.

s'agit d'une telle action.[1750] Ils font observer en outre que le sens de l'expression "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" devrait être assimilé à celui de l'expression "détermination de la valeur en douane" qui figure à l'article 11 de l'Accord sur l'évaluation en douane, lequel énonce une obligation de prévoir un appel de la détermination de la valeur en douane.[1751]

7.1037 Nous allons examiner maintenant la question de savoir si l'imposition d'une garantie est une "mesure administrative se rapportant aux questions douanières" au sens de l'article X:3 b). La notion de "garantie" dans le cadre de l'évaluation en douane est évoquée à l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane:

> "Si, au cours de la détermination de la valeur en douane de marchandises importées, il devient nécessaire de différer la détermination définitive de cette valeur, l'importateur des marchandises pourra néanmoins les retirer de la douane, à condition de fournir, si demande lui en est faite, une *garantie* suffisante sous la forme d'une caution, d'un dépôt ou d'un autre instrument approprié, couvrant l'acquittement des droits de douane dont les marchandises pourront en définitive être passibles. La législation de chaque Membre prévoira des dispositions applicables dans ces circonstances."[1752] (pas d'italique dans l'original)

7.1038 Les Philippines estiment que l'imposition d'une garantie est, en soi, une "mesure administrative" au sens de l'article X:3 b). Elles considèrent que l'imposition d'une garantie est un acte préjudiciable distinct, et pas simplement une étape intermédiaire vers la détermination douanière finale, puisqu'elle est l'aboutissement d'un processus administratif, la manifestation finale de l'application d'une loi dans un cas particulier. Les Philippines sont d'avis que, bien qu'une ordonnance imposant une garantie ne soit pas la détermination finale d'une valeur en douane, elle est la détermination finale d'une garantie. La Thaïlande considère quant à elle que la décision d'imposer une garantie sur les cigarettes importées ne constitue pas une "mesure administrative" au sens de l'article X:3 b) parce que cette décision n'est qu'une étape administrative de nature *provisoire* vers la détermination finale d'une valeur en douane.

7.1039 Nous examinerons tout d'abord la nature d'une garantie imposée dans le contexte de l'évaluation en douane. La décision d'imposer une garantie au titre de l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane n'est pas une étape procédurale obligatoire qui doit être franchie pour arriver à une valeur en douane finale. En revanche, comme le précise le texte de l'article 13, une garantie est un outil qui se présente sous la forme d'une caution ou d'un dépôt et qui permet aux importateurs de retirer leurs marchandises de la douane quand il devient nécessaire pour un service des douanes de différer la détermination finale de la valeur en douane des marchandises importées. Une garantie devrait en outre être suffisante pour couvrir les droits de douane dont les marchandises pourront en définitive être passibles. Dans ce contexte, nous considérons que l'imposition d'une garantie est une décision distincte censée jouer un rôle spécifique, à savoir garantir le paiement du droit de douane définitif. Nous pensons que la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane/États-Unis – Crevettes (Thaïlande)* est utile pour comprendre le but spécifique d'une garantie:

> "Comme il arrive souvent dans la pratique douanière, un Membre pourra exiger une garantie raisonnable (cautionnement ou dépôt d'espèces) pour le paiement de droits

---

[1750] Réponse des États-Unis à la question n° 16 du Groupe spécial.

[1751] Déclaration orale des États-Unis en tant que tierce partie, paragraphe 20.

[1752] Le *Black's Law Dictionary* définit le terme "*guarantee*" (garantie) comme désignant "*something given or existing as security, such as to fulfil a future engagement or a condition subsequent*" (quelque chose qui est donné ou qui existe en tant que caution, par exemple, pour la réalisation d'un engagement futur ou d'une condition ultérieure). *Black's Law Dictionary*, 7ème édition, B.A. Garner (éd.) (West Group, 1999), page 711.

> antidumping ou de droits compensateurs en attendant la constatation définitive des faits dans tous les cas où l'on soupçonnera qu'il y a dumping ou subvention." À cet égard, l'Organe d'appel explique comme suit la nature d'une garantie: "La note additionnelle semble indiquer en outre que la garantie raisonnable qui est envisagée remplit la même fonction que les garanties "souvent" acceptées "dans la pratique douanière". *... dans la pratique douanière, une garantie est exigée la plupart du temps à l'entrée des marchandises lorsqu'il existe une incertitude au sujet du montant réel des droits qui peuvent être légalement dus par l'importateur*. Une telle garantie est censée fournir une protection contre le risque de non-paiement qui pourrait naître des différences entre le montant recouvré au moment de l'importation et le montant des droits à acquitter qui pourra être finalement déterminé."[1753] (pas d'italique dans l'original)

7.1040 D'une manière générale, nous considérons que l'imposition d'une garantie dans le contexte du processus d'évaluation en douane est une décision qui est censée avoir pour objet distinct de *garantir* le paiement du montant réel ultime du droit de douane en attendant la détermination finale des douanes.

7.1041 Nous rappelons la précision que nous avons apportée ci-dessus, selon laquelle l'expression "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" qui figure à l'article X:3 b) recouvre toute une série de mesures administratives ayant un lien rationnel avec les questions douanières, y compris l'*évaluation* des marchandises importées. À notre avis, par conséquent, dans les circonstances précisées à l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane, une décision de l'administration des douanes relative à une garantie relève des "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" puisqu'une garantie a de fait un lien rationnel avec l'évaluation des marchandises importées.[1754] Le fait que l'imposition d'une garantie n'est pas la détermination *finale* de la valeur en douane d'une marchandise n'altère pas cette interprétation parce que, comme cela est expliqué ci-dessus, une garantie est une décision distincte des douanes qui est censée garantir le paiement du droit de douane définitif dont l'importateur sera finalement redevable.

7.1042 En outre, nous avons fait observer ci-dessus que le but et l'objectif de l'article X:3 b) font ressortir le point de vue selon lequel l'expression "mesures administratives" qui figure dans cet article devrait recouvrir les actes des organismes nationaux ayant une incidence défavorable immédiate sur les importateurs et les exportateurs. Pour établir l'existence d'un effet défavorable direct résultant de l'imposition d'une valeur de garantie excessive, les Philippines présentent des situations dans lesquelles le montant d'une garantie a imposé une charge financière immédiate à l'importateur parce que le dépôt de cette garantie a entraîné des frais bancaires et le recours à des instruments de garantie.

[1753] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes (Thaïlande)/États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane*, paragraphe 221.

[1754] En ce qui concerne la relation entre la détermination d'une valeur en douane finale et la détermination d'une garantie, nous notons la déclaration suivante faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane/États-Unis – Crevettes (Thaïlande)*:

> "Généralement parlant, une garantie est accessoire ou subsidiaire par rapport à l'obligation principale qu'elle garantit. Une garantie acceptée pour garantir l'obligation d'acquitter des droits antidumping ou compensateurs est intrinsèquement liée à cette obligation. Ainsi, l'acceptation d'une garantie pour le paiement intégral et final de droits devrait être considérée comme un élément constitutif de l'imposition et du recouvrement de droits antidumping ou de droits compensateurs. En conséquence, une garantie raisonnable prise conformément à la note additionnelle pour un montant potentiel de droits antidumping additionnels à acquitter ne constitue pas nécessairement, en elle-même et à elle seule, une quatrième catégorie autonome de réponse au dumping."
>
> (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Directive sur les cautionnements en douane/États-Unis – Crevettes (Thaïlande)*, paragraphe 231)

Les garanties en espèces représentent des capitaux que l'importateur aurait pu utiliser autrement. En 2006, 2007 et 2008, par exemple, PM Thailand a déposé, respectivement, [[xx.xxx.xx]] millions, [[xx.xxx.xx]] millions et [[xx.xxx.xx]] millions de dollars EU à titre de garantie.[1755] Les Philippines font aussi référence au cas survenu en 2006, quand PM Thailand n'a pas été en mesure de se plier à la décision des douanes thaïlandaises d'imposer une garantie de [[xx.xxx.xx]] millions de dollars EU.[1756] PM Thailand avait dû attendre que ces garanties soient révisées à la baisse pour dédouaner ses marchandises.[1757]

7.1043 Selon les Philippines, par conséquent, dans la pire des situations, l'imposition d'une garantie excessive peut purement et simplement dissuader l'importateur d'importer, ce qui constituerait une perte commerciale considérable.[1758] Les Philippines font valoir que, en l'absence d'appel concernant les décisions relatives aux garanties, cette perte ne peut pas être compensée. Nous croyons comprendre en outre qu'il n'y a pas de mécanisme de remboursement de la TVA si celle-ci est calculée sur la base d'une garantie dont il est déterminé ultérieurement qu'elle est supérieure au droit de douane final. Les éléments de preuve qui nous ont été présentés montrent donc dans leur ensemble qu'une garantie peut avoir une incidence commercialement défavorable immédiate sur les importateurs en imposant à ceux-ci une lourde obligation financière si le niveau de cette garantie est excessif par rapport à la valeur de la marchandise importée concernée.

7.1044 La Thaïlande soutient néanmoins que de très solides raisons d'ordre politique expliquent pourquoi des déterminations intermédiaires telles que les décisions relatives aux garanties ne devraient pas être susceptibles d'appel. Selon elle, cela annulerait le droit de l'importateur de retirer ses marchandises en attendant la détermination de la valeur en douane finale et modifierait le régime administratif thaïlandais en donnant aux tribunaux plutôt qu'à l'administration des douanes le pouvoir de déterminer cette valeur en douane. Les Philippines font valoir que les raisons d'ordre politique avancées par la Thaïlande sont insuffisantes parce qu'accorder un droit d'appel pour les décisions relatives aux garanties ne ferait que garantir que les droits de l'importateur sont protégés dans le cadre des procédures douanières.[1759]

7.1045 À notre avis, accorder aux importateurs un droit d'appel pour les décisions relatives aux garanties ne compromettrait pas leur droit de retirer les marchandises en attendant la détermination finale des valeurs en douane. Comme les Philippines l'ont fait observer ci-dessus, au contraire, le droit d'appel prévu à l'article X:3 b) garantira que, dans une situation où un importateur ne peut pas retirer les marchandises parce qu'un montant de garantie excessif a été imposé, cet importateur puisse faire réviser la garantie en cause et, le cas échéant, la faire revoir à la baisse de façon à pouvoir retirer les marchandises en fournissant la garantie requise. En tout état de cause, nous ne voyons pas comment un droit d'appel pour les décisions relatives aux garanties "annulerait" le droit des importateurs de retirer les marchandises, à moins que ce droit, d'une façon ou d'une autre, prive l'importateur du pouvoir discrétionnaire soit de choisir de payer la garantie et de retirer les marchandises, soit de faire appel de la garantie, même si cela devait se traduire par un retard dans le retrait des marchandises en attendant la procédure d'appel.

7.1046 La Thaïlande estime en outre que, même si les décisions relatives aux garanties constituent une mesure administrative se rapportant aux questions douanières au sens de l'article X:3 b), il n'y a pas d'obligation de donner à l'importateur la possibilité de faire appel parce que l'article 11:1 de

---

[1755] Première communication écrite des Philippines, paragraphes 103 et 104.

[1756] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 87 et 89 du Groupe spécial; deuxième communication écrite, paragraphe 295. Cela correspond à des garanties fixées à un niveau qui dépassait, respectivement, de 344 et de 265 pour cent la valeur transactionnelle déclarée pour *Marlboro* et *L&M*.

[1757] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 87 et 89 du Groupe spécial.

[1758] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 294 et 295.

[1759] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 294 et 295.

l'Accord sur l'évaluation en douane, qui énonce l'obligation de prévoir un droit d'appel pour "toute détermination de la valeur en douane", devrait être considéré comme une *lex specialis* par rapport à l'article X:3 b) en ce qui concerne la valeur en douane. En conséquence, l'article 11:1 précise les prescriptions énoncées à l'article X:3 b), de telle sorte que seules les déterminations *finales* de la valeur en douane, et non pas les étapes intermédiaires vers ces décisions, seraient susceptibles d'appel. De même, l'article X:3 b) devrait être interprété à la lumière de l'article 13 de l'Accord antidumping, qui limite aux déterminations *finales* des droits l'obligation d'assurer dans les moindres délais la révision des mesures administratives.

7.1047 Le principe de la *lex specialis* a été défini par la Commission du droit international ("CDI") comme étant "une méthode généralement admise d'interprétation et de résolution des conflits en droit international. Elle signifie que, chaque fois que deux normes ou plus traitent de la même matière, priorité devrait être donnée à la norme la plus spécifique".[1760] Nous croyons comprendre que l'argument de la Thaïlande relatif à la *lex specialis* et concernant la relation entre l'article X:3 b) et l'article 11:1 repose par conséquent sur l'hypothèse voulant que les obligations au titre de ces deux dispositions concernent le même sujet. Bien que les deux dispositions aient trait à une obligation de prévoir le droit d'appel concernant des questions douanières, à savoir les "mesures administratives se rapportant aux questions douanières" selon les termes de l'article X:3 b) et "toute détermination de la valeur en douane" selon les termes de l'article 11:1, nous n'estimons pas que ces deux questions puissent nécessairement être considérées comme un *même* sujet et justifier ainsi l'application du principe de la *lex specialis*. Comme les parties semblent en convenir, la portée du sujet dont traite l'article X:3 b) ("mesures administratives se rapportant aux *questions douanières*"), pour sa part, est plus large que celle du sujet dont traite l'article 11:1 ("toute détermination de la valeur en douane"). Nous rappelons le point de vue que nous avons exprimé plus haut à cet égard, à savoir que l'imposition d'une garantie est une mesure administrative qui est distincte de la détermination finale

---

[1760] Rapport de la Commission du droit international, cinquante-huitième session (1er mai-9 juin et 3 juillet-11 août 2006), Assemblée générale, documents officiels, soixante et unième session, supplément n° 10 (A/61/10), page 428 (pas d'italique dans l'original). À titre d'exemple, la CDI fait référence à deux décisions. Premièrement, dans l'affaire *Bankovic et autres* c. *Belgique et 16 autres États contractants*, à la décision rendue par la Cour européenne des droits de l'homme, qui était d'avis que "la Convention [ici la loi spécifique] devrait être interprétée dans toute la mesure possible en harmonie avec les autres principes du droit international [ici le droit général], droit dont elle fait partie". (C.E.D.H., *Bankovic et autres* c. *Belgique et 16 autres États contractants*, décision du 12 décembre 2001 (recevabilité), C.E.D.H., 2001-XII, page 351, paragraphe 57). La CDI a mentionné en outre la déclaration du Groupe spécial chargé de l'affaire *Corée – Mesures affectant les marchés publics*, selon laquelle "dans la mesure où il n'y a pas de conflit ni d'incompatibilité, ni d'expression dans un accord visé de l'OMC donnant à entendre qu'il en va autrement, nous estimons que les règles coutumières du droit international s'appliquent au traité de l'OMC et au processus d'élaboration des traités à l'OMC". (rapport du Groupe spécial *Corée – Mesures affectant les marchés publics*, paragraphe 7.96). Nous notons que l'Organe d'appel s'est beaucoup appuyé sur les principes généraux du droit international pour interpréter les obligations des Membres. Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 120, appliquant le principe général de proportionnalité tel que l'énonce l'article 51 des projets d'articles de la Commission du droit international sur la responsabilité de l'État.

Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a qualifié la "règle d'interprétation *in dubio mitius*" de moyen supplémentaire d'interprétation "largement considéré en droit international" (rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, note de bas de page 154); dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, l'Organe d'appel a formulé l'avis suivant:

> "Le texte introductif de l'article XX n'est en fait qu'une façon d'exprimer le principe de la bonne foi. Celui-ci, qui est en même temps un principe juridique général et un principe général du droit international, régit l'exercice des droits que possèdent les États. L'une de ses applications, communément dénommée la *doctrine de l'abus de droit*, interdit l'exercice abusif de ces droits et prescrit que, dès lors que la revendication d'un droit "empiète sur le domaine couvert par une obligation conventionnelle, le droit soit exercé de bonne foi, c'est-à-dire de façon raisonnable"." (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 158).

d'une valeur en douane et est considérée comme relevant des "mesures administratives se rapportant aux questions douanières".

7.1048 Par ailleurs, l'article 11:2 dispose qu'"[u]n premier droit d'appel n'entraînant aucune pénalité pourra être ouvert devant une instance de l'administration des douanes ou un organe indépendant, mais la législation de chaque Membre prévoira un droit d'appel n'entraînant aucune pénalité devant une instance judiciaire". L'obligation découlant de l'article 11:1 de prévoir le droit de faire appel d'une détermination de la valeur en douane, considérée à la lumière et dans le contexte de l'article 11:2, est donc centrée sur le droit d'appel devant une instance *judiciaire*. Cela est à mettre en contraste avec l'article X:3 b), qui énonce l'obligation de maintenir ou d'instituer des tribunaux ou des procédures judiciaires, arbitraux ou administratifs *indépendants* des organismes chargés de l'application des mesures administratives, afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières. Par conséquent, pour autant qu'une détermination de la valeur en douane est concernée, les Membres sont tenus, en vertu de l'article 11 de l'Accord sur l'évaluation en douane, de prévoir le droit d'appel devant une instance judiciaire bien qu'il puisse y avoir un droit d'appel initial devant une instance de l'administration des douanes ou devant un organisme indépendant. Nous notons que dans la mesure où "toute détermination de la valeur en douane" peut aussi relever des "mesures administratives se rapportant aux questions douanières", les Membres doivent maintenir ou instituer des tribunaux ou des procédures indépendants afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais la détermination concernée, exigence à laquelle il pourrait être répondu simultanément si le droit d'appel devant une instance judiciaire est déjà accordé au titre de l'article 11:1. Cela n'influe toutefois pas sur l'obligation des Membres au titre de l'article X:3 b) en ce qui concerne les "mesures administratives se rapportant aux questions douanières".

7.1049 Comme nous l'avons vu ci-dessus, l'article X:3 b) confère aux importateurs le droit de faire réviser et rectifier toute une série de mesures administratives se rapportant aux questions douanières qui ont sur eux une incidence défavorable immédiate. En conséquence, le droit, accordé en vertu de l'article 11:1, de faire appel de la détermination d'une valeur en douane devant une instance judiciaire n'influerait pas sur les obligations énoncées à l'article X:3 b), à savoir maintenir une procédure ou un tribunal indépendant afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les mesures administratives qui ont une incidence défavorable sur les importateurs en matière douanière. Si la position de la Thaïlande devait être acceptée, les droits et obligations des Membres de l'OMC au titre de l'article X:3 b) du GATT de 1994, considérés dans leur ensemble, perdraient leur raison d'être.[1761]

7.1050 Nous trouvons en outre des éléments étayant notre point de vue dans les discussions qui, dans le cadre de précédents différends, ont porté sur le même sujet. Dans l'affaire *Canada – Périodiques*, par exemple, s'agissant de l'argument des défendeurs selon lequel, dès lors qu'un ensemble de règles sur les services existait dans l'AGCS, les dispositions de l'article III:4 du GATT de 1994 sur la distribution et le transport étaient obsolètes, l'Organe d'appel a constaté que le champ d'application de

[1761] Dans l'affaire *États-Unis – Essence*, l'Organe d'appel dit ce qui suit: "L'un des corollaires de la règle générale d'interprétation de la Convention de Vienne est que l'interprétation doit donner sens et effet à tous les termes d'un traité. Un interprète n'est pas libre d'adopter une interprétation qui aurait pour résultat de rendre redondants ou inutiles des clauses ou des paragraphes entiers d'un traité." (rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 24). La doctrine de l'effet utile dans l'interprétation a été évoquée par l'Organe d'appel dans de précédents différends, comme *Japon – Boissons alcooliques II*, page 14; *États-Unis – Vêtements de dessous*, page 16; *CE – Amiante*, paragraphe 115. Le Groupe spécial chargé de l'affaire *Turquie – Textiles* a en outre déclaré ce qui suit: "Enfin, nous voudrions aussi rappeler le principe de l'effet utile selon lequel il faut, dans la mesure du possible, donner pleinement leur sens à toutes les dispositions d'un traité afin que les parties au traité puissent effectivement exercer leurs droits et faire respecter leurs obligations. … Nous comprenons que ce principe d'interprétation nous empêche de formuler une conclusion concernant les allégations de l'Inde ou le moyen de défense de la Turquie, ou les dispositions connexes invoquées par les parties, qui aurait pour résultat de nier les droits ou obligations de l'une ou l'autre des deux parties." (rapport du Groupe spécial *Turquie – Textiles*, paragraphe 9.96).

l'article III:4 n'était pas réduit par l'entrée en vigueur de l'AGCS.[1762] De même, dans l'affaire *Indonésie – Automobiles*, en ce qui concerne l'argument selon lequel une subvention ne pouvait pas être jugée incompatible avec les obligations découlant de l'article III du GATT de 1994 attendu que l'Accord SMC servait de *lex specialis* par rapport à cet article et devenait par conséquent, aux yeux des groupes spéciaux de l'OMC, la norme exclusive applicable aux subventions, le Groupe spécial a considéré que l'article III du GATT de 1994 et l'Accord SMC avaient des champs d'application différents et n'imposaient pas le même type d'obligations. Il a estimé que l'existence de l'Accord SMC ne signifiait pas que l'article III ne serait jamais applicable aux subventions.[1763] En conséquence, le Groupe spécial a constaté qu'une subvention pouvait, selon son champ d'application, relever soit de l'article III du GATT de 1994, soit de l'Accord SMC.[1764]

7.1051 Enfin, nous rappelons que la note interprétative générale relative à l'Annexe 1.A de l'Accord sur l'OMC dispose qu'"[e]n cas de conflit entre une disposition de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et une disposition d'un autre accord figurant [dans l'Accord sur l'OMC], la disposition de l'autre accord prévaudra dans la limite du conflit". D'après ce que nous croyons comprendre, cependant, la Thaïlande ne fait *pas* valoir qu'il y a conflit entre l'article X:3 b) du GATT de 1994 et l'article 11:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane. En tout état de cause, la lecture que nous faisons ci-dessus des deux dispositions dans leur contexte spécifique n'indique pas non plus de conflit entre ces deux dispositions. En conséquence, nous ne considérons pas que les principes énoncés dans la note interprétative générale relative à l'Annexe 1.A sont applicables à la relation entre l'article X:3 b) du GATT de 1994 et l'article 11:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

7.1052 Par conséquent, nous ne sommes pas convaincus par l'argument de la Thaïlande selon lequel, attendu que l'article 11:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane, en tant que *lex specialis* par rapport à l'article X:3 b), précise les prescriptions énoncées à cet article, il n'existe aucune obligation pour les Membres, au titre dudit article, d'offrir à l'importateur une possibilité de faire appel des décisions relatives aux garanties.[1765]

7.1053 Pour les raisons qui précèdent, nous concluons que l'imposition d'une garantie est une "mesure administrative se rapportant aux questions douanières" au sens de l'article X:3 b) du GATT de 1994.

[1762] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Périodiques*, page 20. La CDI a souligné en outre que "[l]e champ d'application du droit spécial [était] par définition plus étroit que celui du droit général. Il arrivera donc souvent qu'une question non régie par un droit spécial se pose au sein des institutions chargées de l'administrer. Dans de tels cas, le droit général pertinent sera applicable." (rapport de la Convention du droit international, cinquante-huitième session (1er mai-9 juin et 3 juillet-11 août 2006), Assemblée générale, documents officiels, soixante et unième session, supplément n° 10 (A/61/10), page 431).

[1763] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphes 14.29 à 14.36.

[1764] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphes 14.35 et 14.36.

[1765] Nous notons que cette conclusion est conforme aux instruments internationaux pertinents. Par exemple, la norme 10.2 de la Convention de Kyoto pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers dispose que "toute personne directement concernée par une décision ou une omission de la douane dispose d'un droit de recours". Par ailleurs, le Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil, du 12 octobre 1992, établissant le code des douanes communautaire, dispose, tel qu'il a été modifié, qu'il peut être donné mainlevée des marchandises quand le montant de la dette douanière a été garanti (article 74). L'acte par lequel une garantie est imposée est une décision des autorités douanières au sens de l'article 4 5). Cette décision peut donc faire l'objet d'un recours en vertu de l'article 243. Un recours peut être formé en premier lieu devant l'autorité douanière. La possibilité de former un recours devant une autorité judiciaire indépendante doit être offerte (article 243.2).

c) Question de savoir si la Thaïlande maintient des tribunaux ou des procédures afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les décisions concernant les garanties

i) Principaux arguments des parties

7.1054 Les **Philippines** allèguent que la Thaïlande ne maintient pas des tribunaux ou procédures indépendants afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les décisions concernant les garanties.[1766] Pour étayer leur allégation, elles se fondent sur les décisions du tribunal administratif thaïlandais et du Tribunal administratif suprême ainsi que de la Cour suprême thaïlandaise, qui montreraient l'absence du droit pour les importateurs de faire appel des décisions concernant les garanties directement devant les tribunaux thaïlandais.[1767]

7.1055 En particulier, les Philippines font référence à la décision rendue par le Tribunal administratif suprême en 2007, dans laquelle ce dernier confirmait la décision du tribunal administratif de première instance selon laquelle il n'avait pas compétence pour statuer sur l'appel interjeté par PM Thailand contre les décisions concernant les garanties. Elles soutiennent en outre qu'aucun droit d'appel contre les décisions concernant les garanties n'existe indépendamment de l'avis d'estimation. Les Philippines font référence à diverses décisions des tribunaux thaïlandais, dans lesquelles un jugement à cet effet aurait été rendu, à savoir les décisions rendues en 1989 et 1991 par la Cour suprême thaïlandaise et la décision rendue en 2007 par le tribunal administratif thaïlandais.

7.1056 En 1989, la Cour suprême thaïlandaise a établi ce qui suit:

> "[D]ans le cas où le fonctionnaire compétent exige une garantie au titre de l'article 112, si la Cour autorise le plaignant à engager une action [concernant la garantie] comme dans la présente affaire, ... avant que le fonctionnaire compétent du défendeur n'ait fixé le droit et informé le plaignant, cela limiterait le pouvoir du fonctionnaire compétent de fixer le droit au titre de l'article 112*bis*, premier paragraphe, et réduirait à néant le droit du plaignant de faire appel de la fixation du droit en question. ... [E]n l'espèce, comme le fonctionnaire compétent du défendeur n'avait pas encore fixé le droit et informé le plaignant qu'il devait acquitter le droit au titre de l'article 112*bis*, premier paragraphe, le défendeur n'a pas, selon l'article 55 du Code de procédure civile, porté atteinte au droit ou devoir du plaignant et, par conséquent, le plaignant n'est pas habilité à engager une action en l'espèce."[1768]

7.1057 En 1991, la Cour suprême a confirmé ce qui suit:

> "[P]our attendre que les résultats de l'affaire pénale soient définitifs, le défendeur n'a pas établi l'avis d'estimation afin d'informer le plaignant. Pour cette raison, le plaignant n'avait pas le droit de demander au défendeur de lui restituer les garanties en espèces ou les garanties bancaires."[1769]

7.1058 En 2007, le Tribunal administratif suprême a également estimé ce qui suit:

> "Bien que le plaignant soit d'avis que la détermination de ces prix [garanties] a causé un préjudice au plaignant et que celui-ci n'a pas eu la possibilité de fournir une

[1766] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 101.

[1767] Pièce PHL-132 (Central Administrative Court order No.1740/2549 of 19 October 2006), confirmée par la pièce PHL-133 (Supreme Administrative Court order No 417/2550 of 27 June 2007). Les deux ordonnances sont conformes aux décisions n° 509/2532 (1989) de la Cour suprême, ***S.K.W. steels*** v. *Customs* (pièce PHL-136) et *Saereewattana Industry* v. *Customs* (pièce PHL-288).

[1768] Pièce PHL-136.

[1769] Pièce PHL-288.

> explication, il s'agit du processus ou de la procédure d'estimation des prix des produits pour le recouvrement du droit et des droits d'accise. Au moment du paiement du droit d'importation fixé par le premier défendeur, si le plaignant estime que le droit fixé n'est pas exact, il aura le droit de faire appel devant la BoA conformément à l'article 112 f) de la Loi douanière."[1770]

7.1059 Les Philippines font également référence à l'observation de M. Asawaroj concernant la décision n° 509/2532 (1989) rendue par la Cour suprême dans l'affaire *S.K.W. steels* v. *Customs*, dans laquelle il met l'accent sur le fait que, au moment de la rédaction (2006), "une action ne pouvait pas être engagée sauf si l'importateur ou l'exportateur avait d'abord fait appel de l'estimation faite par le fonctionnaire compétent devant la Commission des recours en vertu de l'article 112*sexies*".[1771] Les Philippines affirment que ces décisions judiciaires reconnaissent qu'il n'existe pas de droit d'appel direct contre les décisions concernant les garanties puisque seuls les avis d'estimation, qui sont des actes distincts, peuvent être contestés.[1772]

7.1060 Les Philippines soulignent en outre que, selon la législation thaïlandaise, un acte administratif doit préciser la nature de tout droit d'appel contre l'acte.[1773] Partant, si les douanes thaïlandaises étaient d'avis qu'il y avait un droit d'appel contre les garanties, par exemple devant le tribunal fiscal, la lettre des douanes thaïlandaises du 11 août 2006 qui imposait l'ordonnance prévoyant la garantie aurait dû informer PM Thailand de ce droit. Les Philippines expliquent que, de fait, la lettre informe PM Thailand que, "une fois que le Département des douanes a adressé la lettre d'estimation, la société peut faire appel de cette estimation conformément à la loi".[1774] PM Thailand n'a pas été informé qu'elle avait le droit de faire appel contre la garantie elle-même sans attendre l'estimation finale.[1775]

7.1061 La **Thaïlande** fait valoir qu'elle ne viole pas l'article X:3 b) parce qu'il peut être fait appel des décisions concernant les garanties devant le tribunal fiscal indépendamment de l'avis d'estimation.[1776] Pour étayer son point de vue, la Thaïlande cite une lettre de son Procureur général indiquant que des appels *directs* interjetés auprès du tribunal fiscal contre les décisions concernant les garanties sont également possibles puisque "l'on considère qu'il s'agit d'un différend concernant les droits ou devoirs découlant d'une obligation prévue aux fins du recouvrement des taxes au titre de l'article 7 4) de la Loi sur l'établissement du tribunal fiscal et les procédures y relatives, B.E. 2528 [ci-après dénommée "Loi

---

[1770] Pièce PHL-133, page 6.

L'article 112 f) de la Loi douanière dispose ce qui suit: "l'importateur ou exportateur aura le droit de faire appel de l'*estimation des droits* effectuée par le fonctionnaire compétent" (pas d'italique dans l'original) (pièce PHL-20).

[1771] Pièce PHL-135.

[1772] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 101.

[1773] Réponse des Philippines à la question n° 168 du Groupe spécial, faisant référence à l'article 40 de la Loi sur les procédures administratives (pièce PHL-130). L'article 40 dispose ce qui suit:

> "[l']ordonnance administrative pouvant faire l'objet d'un appel ou d'une objection, les circonstances dans lesquelles l'appel peut être interjeté et dans lesquelles l'objection peut être élevée, l'introduction de l'appel ou de l'objection et le délai d'introduction doivent être précisés.
>
> En cas de violation des dispositions du premier paragraphe, le délai requis pour l'introduction de l'appel ou de l'objection courra de nouveau à la date de réception de la notification des critères conformément au premier paragraphe. Cependant, si aucune nouvelle notification n'est faite et si ce délai est inférieur à un an, il peut être porté à un an à partir de la date de réception de l'ordonnance administrative."

[1774] Réponse des Philippines à la question n° 168 du Groupe spécial.

[1775] Réponse des Philippines à la question n° 168 du Groupe spécial. Professor C. Asawaroj, Collection of Customs and Law relating to Customs Tariff (Duentula Publishing House, Bangkok, 2006). Pièce PHL-135, indiquant qu'un acte administratif doit préciser la nature de tout droit d'appel relevant de la législation thaïlandaise.

[1776] Réponse de Thaïlande à la question n° 167 du Groupe spécial.

sur le tribunal fiscal"]".[1777] En outre, la Thaïlande fait référence à une décision de la Cour suprême thaïlandaise, dans laquelle celle-ci a décidé que l'administration thaïlandaise pouvait engager une action judiciaire contre une société qui avait indûment obtenu un remboursement de l'impôt sur les sociétés auprès du tribunal fiscal. La Cour suprême a alors estimé qu'une telle plainte visait une "affaire concernant les droits et devoirs découlant d'une obligation prévue aux fins du recouvrement des taxes" et relevait donc de la compétence du tribunal fiscal en vertu de l'article 7 4) de la Loi sur le tribunal fiscal. La Thaïlande cite la déclaration de la Cour selon laquelle "le remboursement d'une taxe avant vérification ne constitue pas un remboursement absolu mais un remboursement *conditionnel* ... [L]e plaignant a le droit d'engager une action concernant une taxe".[1778]

7.1062 S'agissant du droit d'interjeter appel contre les décisions concernant les garanties auprès du tribunal administratif thaïlandais, la Thaïlande a initialement fait valoir que les tribunaux administratifs thaïlandais étaient compétents pour connaître des appels interjetés contre les garanties. Toutefois, elle a reconnu à un stade ultérieur de la procédure, spécifiquement après la référence faite par les Philippines à la décision du Tribunal administratif suprême, que son point de vue n'avait pas été entériné par les tribunaux.[1779]

7.1063 Les **Philippines** font valoir que les éléments de preuve présentés par la Thaïlande, qui montreraient que le tribunal fiscal n'est pas compétent pour réviser les décisions concernant les garanties indépendamment des décisions relatives à la valeur en douane finale, sont dénués de pertinence. La lettre du Procureur général expliquant que l'article 7 4) de la Loi sur le tribunal fiscal prévoit un appel contre les décisions concernant les garanties contredit les décisions du Tribunal administratif suprême thaïlandais et de la Cour suprême thaïlandaise.[1780] De même, la décision de la Cour suprême thaïlandaise présentée par la Thaïlande à cet effet n'a pas de lien avec les garanties dans le contexte des douanes et porte plutôt sur le remboursement des impôts sur les sociétés.[1781]

7.1064 La **Thaïlande** estime que, même s'il n'existe pas d'appel direct devant le tribunal fiscal thaïlandais, les importateurs ont, au minimum, le droit de contester l'imposition de garanties devant ce tribunal à l'épuisement des autres voies de recours. Elle souligne que même les propres experts des Philippines admettent que les importateurs ont le droit de faire appel des décisions imposant les garanties devant le tribunal fiscal thaïlandais une fois l'avis d'estimation établi. En particulier, la Thaïlande fait référence à la déclaration de M. Veraphong selon laquelle "l'importateur ne peut pas faire appel d'une garantie directement, mais doit attendre que l'avis d'estimation soit établi au titre de l'article 112*bis* de la Loi douanière et la Commission des recours rend sa décision au titre de l'article 112*octodecim*".[1782] Par ailleurs, la Thaïlande fait également référence à la déclaration de

---

[1777] Pièce PHL-281, l'article 7 de la Loi sur l'établissement du tribunal fiscal et des procédures y relatives, B.E. (2528), dispose ce qui suit:

> Les tribunaux fiscaux connaissent des causes civiles suivantes:
> 1) Affaires liées à des recours concernant toute décision du fonctionnaire compétent ou du comité relative à toute loi fiscale;
> 2) Affaires liées à des différends portant sur le droit de réclamation concernant des dettes fiscales;
> 3) Affaires liées au remboursement des taxes;
> 4) Affaires liées aux dettes contractées en rapport avec [une] obligation prévue pour le recouvrement des taxes;
> 5) Affaires dont il est prescrit qu'elles doivent relever de la compétence des tribunaux fiscaux.

[1778] Pièce THA-101 (pas d'italique dans l'original).

[1779] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 231, note de bas de page 206.

[1780] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 167 du Groupe spécial.

[1781] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 167 du Groupe spécial; pièce THA-101.

[1782] Pièce PHL-182, paragraphe 10.3; pièce PHL-20, l'article 112*octuordecies* de la Loi douanière dispose que "l'appelant a le droit de faire appel [devant le tribunal fiscal] d'une décision de la Commission des recours, [à savoir la BoA]".

M. Aekaputra selon laquelle "la Loi douanière ne prévoit pas directement un processus de contestation des garanties, mais indique que, en vertu de l'article 112*sexies*, les appels contre l'avis d'estimation final devront être formés dans un délai de 30 jours après la réception de l'avis".[1783] Par conséquent, selon la Thaïlande, les appels contre des décisions concernant les garanties peuvent être formés devant le tribunal fiscal thaïlandais car l'établissement de l'avis d'estimation n'est qu'une condition *procédurale* préalable à l'introduction d'un appel devant le tribunal fiscal. En tant que telle, sauf si l'obligation au titre de l'article X:3 b) de maintenir des tribunaux indépendants afin de réviser dans les moindres délais établit que les Membres de l'OMC doivent accorder aux importateurs un droit d'appel "indépendant et immédiat", l'allégation des Philippines doit être considérée comme étant dénuée de fondement.[1784]

7.1065 La Thaïlande fait valoir que l'article X:3 b) ne prévoit *pas* que les Membres de l'OMC doivent accorder un droit d'appel "immédiat et indépendant" aux importateurs affectés.[1785] En revanche, il est permis aux Membres de l'OMC d'avoir des prescriptions imposant d'attendre l'achèvement des procédures internes et l'épuisement des autres voies de recours avant de pouvoir exercer le droit d'appel. La Thaïlande réplique qu'il n'est pas nécessaire qu'un appel au titre de l'article X:3 b) soit "immédiat" comme le font valoir les Philippines, mais uniquement qu'il soit interjeté "dans les moindres délais".[1786] Les Membres de l'OMC exigent souvent que les procédures administratives internes soient épuisées pour qu'un appel puisse être interjeté contre des décisions administratives. À ce propos, la Thaïlande peut licitement exiger qu'un avis d'estimation soit établi et fasse l'objet d'un appel pour que les décisions concernant les garanties puissent être révisées par le tribunal fiscal.[1787]

7.1066 De plus, la Thaïlande estime qu'il existe de solides raisons politiques pour lesquelles l'article X:3 b) ne devrait pas être considéré comme exigeant que les Membres accordent un droit d'appel immédiat contre l'imposition de garanties. À cet égard, elle fait fond sur le présent différend pour mettre en avant deux éléments: premièrement, il serait porté atteinte au droit de l'importateur de retirer les marchandises en attendant les déterminations de la valeur en douane, ce qui serait contraire à l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane; et, deuxièmement, les pouvoirs des autorités judiciaires l'emporteraient effectivement sur ceux de l'administration des douanes dans le domaine de l'évaluation en douane puisque les autorités judiciaires seraient tenues d'examiner la valeur en douane appropriée des marchandises pendant que l'administration des douanes traite ou règle la question ou même avant qu'elle ne l'ait fait.[1788]

7.1067 Les **Philippines** font valoir que, dans de nombreux cas, une garantie sera abrogée lorsque la valeur des marchandises est finalement estimée et que les tribunaux nationaux peuvent ne pas souhaiter se prononcer sur cette mesure à ce stade du processus.[1789] Elles font valoir que, de toute façon, la Thaïlande n'offre pas la possibilité de former dans les moindres délais des appels contre des décisions concernant les garanties car aucun délai n'est applicable à l'établissement des avis d'estimation, qui a récemment pris jusqu'à dix mois.[1790] Du fait que, comme le décrit la Thaïlande, l'établissement d'un avis d'estimation est une condition procédurale préalable à l'examen des décisions

[1783] Pièce PHL-183, réponse des Philippines à la question n° 4.1 du Groupe spécial.
[1784] Deuxième déclaration orale de la Thaïlande, paragraphe 100.
[1785] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphes 233 à 236; deuxième déclaration orale, paragraphe 101.
[1786] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 233.
[1787] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 234.
[1788] Réponse de la Thaïlande à la question n° 89 du Groupe spécial.
[1789] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 304.
[1790] Première communication écrite des Philippines, paragraphe 107; pièce PHL-27, rangées 128 à 132, pour les envois importés les 3, 10 et 17 septembre 2007.

concernant les garanties par le tribunal fiscal, aucun droit d'appel dans les moindres délais n'est accordé à l'importateur.[1791]

7.1068 En outre, selon les Philippines, les raisons politiques avancées par la Thaïlande ne sont pas convaincantes: ni le droit de l'administration thaïlandaise d'imposer des garanties au titre de l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane ni la responsabilité des douanes thaïlandaises dans la détermination des valeurs en douane ne seraient réduits à néant. Soumettre les garanties à une révision garantirait uniquement l'exercice des prérogatives et droits en question conformément au droit de l'OMC.[1792]

ii) Analyse du Groupe spécial

7.1069 Les Philippines allèguent que la Thaïlande ne maintient pas de tribunaux ou de procédures afin de réviser dans les moindres délais les décisions concernant les garanties, ce qui est incompatible avec l'article X:3 b) du GATT de 1994. La Thaïlande fait valoir que l'allégation des Philippines doit être considérée comme étant dénuée de fondement puisque, dans le cadre du système thaïlandais, les décisions concernant les garanties peuvent être contestées auprès du tribunal fiscal thaïlandais.

7.1070 Pour commencer, nous notons que les parties ne contestent pas que le tribunal administratif thaïlandais n'est pas compétent pour les décisions concernant les garanties rendues par les douanes thaïlandaises. Certes, la Thaïlande a fait initialement valoir qu'un appel pouvait être interjeté auprès du tribunal administratif au sujet des décisions concernant les garanties. Cependant, elle a ultérieurement reconnu dans le cadre de la procédure, après la référence faite par les Philippines à la décision rendue à cet effet par le Tribunal administratif suprême thaïlandais, que son point de vue initial n'avait *pas* été entériné par le tribunal administratif thaïlandais. La partie pertinente de la décision dispose ce qui suit:

> "Lorsque le plaignant a jugé la notification ou l'ordonnance illicite, on considérera qu'il y a un appel contre la décision du fonctionnaire au titre de la législation relative à l'imposition, *qui relève de la compétence du tribunal fiscal en vertu de l'article 7 1) de la Loi sur le tribunal fiscal et non de la compétence du tribunal administratif* au titre du troisième paragraphe de l'article 9 3) de la Loi sur le tribunal administratif."[1793]

7.1071 En tant que tel, le point de savoir si le recours à des tribunaux ou procédures indépendants est possible en Thaïlande afin de réviser et de rectifier dans les moindres délais les décisions concernant les garanties est lié à deux questions: premièrement, question de savoir si la Thaïlande *maintient* un tribunal ou une procédure indépendant afin de réviser dans les moindres délais les décisions concernant les garanties. Le principal sujet de désaccord entre les parties à ce propos est le point de savoir si les importateurs peuvent faire appel des décisions concernant les garanties soit directement soit indirectement auprès du tribunal fiscal thaïlandais; et, deuxièmement, dans l'affirmative, la question de savoir si le droit d'appel existant contre les décisions concernant les garanties permet de réviser et de rectifier *dans les moindres délais* les décisions en question.

7.1072 Lorsque nous examinons la première question, nous croyons comprendre que l'allégation des Philippines est qu'aucun droit d'appel contre une décision concernant les garanties n'existe indépendamment d'un avis d'estimation. Autrement dit, les Philippines ne font pas valoir que les

---

[1791] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphe 304; réponses combinées aux questions n° 87 et 89 du Groupe spécial.

[1792] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 313 et 314.

[1793] Pièce PHL-133. Supreme Administrative Court Case No 417/2550 (2007), *PM Thailand Ltd-Customs and Excise Departments*.

décisions concernant les garanties ne peuvent jamais être contestées devant un tribunal indépendant. En particulier, compte tenu des déclarations faites par les Philippines au cours de la procédure[1794], considérées conjointement avec les décisions judiciaires et avis d'experts pertinents, il n'apparaît pas que les Philippines contestent que, en vertu de l'article 112 de la Loi douanière, les décisions concernant les garanties peuvent faire l'objet d'un appel devant le tribunal fiscal, une fois établi un avis d'estimation concernant une valeur en douane finale.[1795] Cela étant, la Thaïlande soutient que, à part cet appel au titre de l'article 112 de la Loi douanière, les importateurs peuvent également former un appel direct auprès du tribunal fiscal thaïlandais contre les décisions concernant les garanties conformément à l'article 7 4) de la Loi sur le tribunal fiscal.[1796]

7.1073 D'après les éléments de preuve dont nous disposons, nous constatons que les décisions concernant les garanties peuvent faire l'objet d'un appel devant le tribunal fiscal thaïlandais lorsque l'importateur a reçu un avis d'estimation visant la valeur en douane finale de la marchandise concernée. S'agissant des appels formés contre les avis d'estimation, nous rappelons toutefois que, selon la législation thaïlandaise, un importateur doit déposer sa plainte contre un avis d'estimation d'abord devant la BoA pour pouvoir interjeter appel devant le tribunal fiscal. Par conséquent, dans la mesure où un appel d'une décision concernant une garantie est également subordonné à l'établissement d'un avis d'estimation, le même processus est également applicable au processus d'appel relatif à une décision concernant une garantie.[1797]

7.1074 La Thaïlande estime cependant que les appels directs formés contre les décisions concernant les garanties indépendamment des décisions relatives à la valeur en douane finale sont également possibles devant le tribunal fiscal au titre de l'article 7 4) de la Loi sur le tribunal fiscal.[1798] À ce sujet, la Thaïlande se fonde sur deux éléments de preuve pour démontrer que les décisions concernant les garanties peuvent faire l'objet d'un appel devant le tribunal fiscal indépendamment d'un avis d'estimation. Premièrement, la Thaïlande a présenté une lettre du Procureur général datée d'août 2009 indiquant que les décisions concernant les garanties peuvent faire directement l'objet d'un appel devant le tribunal fiscal puisqu'elles relèvent de l'article 7 4) de la Loi sur le tribunal fiscal.[1799] La

[1794] Deuxième communication écrite des Philippines, paragraphes 302 et 303. Les Philippines estiment que le fait de prévoir un appel contre une décision concernant une garantie conjointement avec la détermination finale des douanes est insuffisant parce que: i) si la garantie est fixée à un niveau suffisamment élevé, il se peut qu'il n'y ait jamais une valeur en douane estimée du fait que les marchandises peuvent ne pas être dédouanées. Dans cette situation, aucune voie de recours contre les garanties ne serait possible, ce qui empêcherait entièrement l'accès au marché; ii) même lorsque certaines importations ont lieu, une garantie peut compromettre les possibilités de concurrence, puisque [l]e délai avant qu'une estimation de la valeur en douane soit établie peut s'étendre sur de nombreux mois – comme le montre le présent différend, l'accès au marché étant compromis pendant tout ce temps; [et] iii), dans de nombreux cas, la garantie sera abrogée lorsque que la valeur des marchandises sera finalement estimée, et les tribunaux nationaux peuvent ne pas souhaiter se prononcer sur cette mesure.

[1795] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 231. À partir des avis d'experts présentés par les Philippines, la Thaïlande note également qu'"il n'apparaît pas qu'il soit contesté que les importateurs *peuvent* contester les garanties *après* l'établissement des avis d'estimation" (réponse de la Thaïlande à la question n° 88 du Groupe spécial). La déclaration sous serment de M. P. Veraphong précise aussi ce point: "Autrement dit, l'importateur assujetti à une valeur de garantie doit 1) attendre l'avis d'estimation définitif et 2) obtenir une décision de la Commission des recours *pour pouvoir former un appel devant le tribunal fiscal*." (pièce PHL-150, paragraphe 10.3, pas d'italique dans l'original).

[1796] Réponse de la Thaïlande à la question n° 167 du Groupe spécial.

[1797] Deuxième communication écrite de la Thaïlande, paragraphe 231, faisant référence à la déclaration sous serment de M. Aekaputra, réponse à la question n° 4.1, pièce PHL-183, et déclaration sous serment de M. Veraphong, réponse à la question n° 10, paragraphe 10.3, pièce PHL-182.

[1798] Réponse de la Thaïlande à la question n° 167 du Groupe spécial.

[1799] La partie pertinente de l'article 7 de la Loi sur le tribunal fiscal dispose ce qui suit:

"Article 7. Les tribunaux fiscaux connaissent des causes civiles suivantes:

Thaïlande s'appuie aussi sur la décision n° 819/2540 de la Cour suprême, qui fait également référence à l'article 7 4) de la Loi sur le tribunal fiscal[1800], pour étayer son point de vue selon lequel les décisions concernant les garanties peuvent faire l'objet d'un appel devant le tribunal fiscal indépendamment des déterminations de la valeur en douane finale.

7.1075 Les Philippines font valoir que les éléments de preuve présentés par la Thaïlande ne montrent pas que le tribunal fiscal est compétent pour réviser les décisions concernant les garanties indépendamment des décisions relatives à la valeur en douane finale. Elles estiment que la lettre du Procureur général expliquant que l'article 7 4) de la Loi sur le tribunal fiscal prévoit un appel direct contre les décisions concernant les garanties contredit les décisions du Tribunal administratif suprême thaïlandais et de la Cour suprême thaïlandaise.[1801] De même, de l'avis des Philippines, la décision de la Cour suprême thaïlandaise présentée par la Thaïlande à cet effet n'a pas de lien avec les garanties dans le contexte des douanes et porte plutôt sur le remboursement des impôts sur les sociétés.[1802]

7.1076 Nous examinerons l'un après l'autre les éléments de preuve fournis par la Thaïlande pour déterminer si les appels directs formés contre les décisions concernant les garanties indépendamment des décisions relatives à la valeur en douane finale sont également possibles devant le tribunal fiscal au titre de l'article 7 4) de la Loi sur le tribunal fiscal. Premièrement, la Thaïlande se réfère à une lettre du Procureur général datée d'août 2009. La lettre montre que l'avis du Bureau du Procureur général a été fourni à la demande du Département des douanes au sujet du droit des importateurs de faire appel d'une décision concernant les garanties. La partie pertinente de la lettre dit ce qui suit:

> "Le Bureau du Procureur général est d'avis qu'un importateur a deux options pour former un appel contre une ordonnance imposant une garantie établie par le fonctionnaire des douanes dans le cadre de la législation. La première consiste à faire appel de cette ordonnance auprès des fonctionnaires des douanes, comme pour un appel contre une ordonnance administrative au titre de l'article 44 de La loi sur les procédures administratives, B.E. 2539; s'il n'est pas satisfait, un importateur a le droit de porter l'affaire devant le tribunal fiscal, puisqu'une telle plainte est considérée comme étant une affaire concernant un appel contre une décision des fonctionnaires compétents en matière de taxation qui relève de l'article 7 1) de la Loi sur l'établissement du tribunal fiscal et les procédures y relatives, B.E. 2528. La deuxième option est que l'importateur peut porter l'affaire devant le tribunal fiscal directement, puisque l'affaire est considérée comme étant un différend concernant les droits ou les devoirs découlant d'une obligation prévue aux fins du recouvrement des taxes au titre de l'article 7 4) de la Loi sur l'établissement du tribunal fiscal et les procédures y relatives, B.E. 2528. Par conséquent, on peut conclure que la législation thaïlandaise a déjà prévu des moyens équitables pour permettre à un importateur de faire appel d'une ordonnance imposant une garantie."[1803]

> 1) Affaires liées à des recours concernant toute décision du fonctionnaire compétent ou du comité relative à toute loi fiscale;
>
> ...
>
> 4) Affaires liées aux dettes contractées en rapport avec une obligation prévue pour le recouvrement des taxes ..."

[1800] Pièce PHL-281. L'article 7 4) de la Loi sur le tribunal fiscal dispose que les tribunaux fiscaux sont compétents pour connaître des affaires liées aux dettes contractées en rapport avec l'obligation [les obligations] prévue[s] pour le recouvrement des taxes.

[1801] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 167 du Groupe spécial.

[1802] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 167 du Groupe spécial; pièce THA-101.

[1803] Pièce THA-91.

7.1077 Par conséquent, selon la lettre, le Bureau du Procureur général est d'avis que les décisions concernant les garanties *peuvent* faire directement l'objet d'un appel auprès du tribunal fiscal puisque ces décisions relèvent de l'article 7 4) de la Loi sur le tribunal fiscal.

7.1078 Les Philippines appellent cependant l'attention sur la décision de la Cour suprême thaïlandaise, qui, selon eux, contredit l'avis du Procureur général indiqué dans la lettre.[1804] En 1989, la Cour suprême thaïlandaise a établi ce qui suit:

> "[D]ans le cas où le fonctionnaire compétent exige une garantie au titre de l'article 112, si la Cour autorise le plaignant à engager une action [concernant la garantie] comme dans la présente affaire, ... avant que le fonctionnaire compétent du défendeur n'ait fixé le droit et informé le plaignant, cela limiterait le pouvoir du fonctionnaire compétent de fixer le droit au titre de l'article 112*bis*, premier paragraphe, et réduirait à néant le droit du plaignant de faire appel de la fixation du droit en question. ... [E]n l'espèce, comme le fonctionnaire compétent du défendeur n'avait pas encore fixé le droit et informé le plaignant qu'il devait acquitter le droit au titre de l'article 112*bis*, premier paragraphe, le défendeur n'a pas, selon l'article 55 du Code de procédure civile, porté atteinte au droit ou devoir du plaignant et, par conséquent, le plaignant n'est pas habilité à engager une action en l'espèce."[1805]

7.1079 À cet égard, nous prenons également note des avis d'experts présentés par les Philippines. Dans ses observations sur la décision en question de la Cour suprême thaïlandaise, M. Asawaroj souligne qu'au moment de la rédaction (2006), "une action ne pouvait pas être engagée sauf si l'importateur ou l'exportateur avait d'abord fait appel de l'estimation faite par le fonctionnaire compétent devant la Commission des recours en vertu de l'article 112*sexies*".[1806] En outre, M. Piphob Veraphong estime que la Loi douanière ne prévoit pas directement un processus permettant de contester les garanties.[1807]

7.1080 De plus, les Philippines font référence à la décision rendue par la Cour suprême thaïlandaise en 1991 dans laquelle celle-ci avait examiné une affaire pénale visant une fausse déclaration de valeur en douane au titre de la Loi douanière. La société concernée avait initialement porté l'affaire devant le tribunal fiscal pour recouvrer la garantie en attendant la fin des poursuites pénales.[1808] Dans la partie pertinente de la décision, la Cour suprême dit ce qui suit:

> "[P]our attendre que les résultats de l'affaire pénale soient définitifs, le défendeur [le DG des douanes] n'a pas établi l'avis d'estimation afin d'informer le plaignant. Pour cette raison, le plaignant n'avait pas le droit de demander au défendeur de lui restituer les garanties en espèces ou les garanties bancaires."[1809]

[1804] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 167 du Groupe spécial. Ainsi qu'il est décrit aux paragraphes 7.1054 à 7.1060, les Philippines se sont également référées aux décisions du tribunal administratif thaïlandais et du Tribunal administratif suprême thaïlandais, dans lesquelles il était précisé que le tribunal administratif thaïlandais n'était pas compétent pour les décisions concernant les garanties. Nous notons toutefois que le Tribunal administratif suprême thaïlandais a estimé que les décisions concernant les garanties constituaient un sujet relevant de la compétence du tribunal fiscal thaïlandais.

[1805] Première déclaration orale des Philippines, paragraphe 152, faisant référence à l'affaire n° 509/2532 (1989) de la Cour suprême, *S.K.W. Steels Product Co., Ltd. - Customs Department*, page 2 (pièce PHL-136).

[1806] Professor Chuchart Asawaroj, *Collection of Customs Law and Law relating to Customs Tariff*, page 4 (Duentula Publishing House, Bangkok, 2006) (pièce PHL-135).

[1807] Pièce PHL-182, paragraphe 10.3.

[1808] Observations des Philippines sur la réponse de la Thaïlande à la question n° 167 du Groupe spécial.

[1809] Supreme Court Decision 119/2534 (1991) *Saereewattana Industry Co., Ltd* v. *Customs Department* (Pièce PHL-288).

7.1081 Nous considérons que les décisions de la Cour suprême thaïlandaise citées ci-dessus clarifient le point de vue de la Cour selon lequel les importateurs n'ont pas le droit de faire appel des décisions concernant les garanties auprès du tribunal fiscal thaïlandais indépendamment de l'établissement d'un avis d'estimation. Les deux décisions de la Cour suprême indiquent que l'établissement d'un avis d'estimation est une condition préalable à l'acquisition du droit de faire appel d'une décision de l'administration. Bien que la Thaïlande ait présenté l'avis émis par le Bureau du Procureur général à cet égard, lequel diffère des jugements rendus dans les décisions de la Cour suprême, nous ne pouvons pas accepter aveuglément un tel avis en l'absence d'une explication spécifique et convaincante de la Thaïlande concernant la façon dont un tel avis pourrait remplacer les décisions de la Cour suprême ou être concilié avec ces décisions.

7.1082 La Thaïlande se réfère également à la décision de la Cour suprême thaïlandaise dans laquelle cette dernière estime que les douanes thaïlandaises *pourraient* intenter une action contre une société devant le tribunal fiscal afin d'obtenir le remboursement des impôts sur les sociétés. Selon la Thaïlande, du fait que tant la garantie douanière que le remboursement des impôts sur les sociétés sont des obligations "conditionnelles"[1810], la décision de la Cour suprême concernant la compétence du tribunal fiscal pour connaître d'une affaire de remboursement des impôts est également applicable aux appels formés contre les décisions concernant les garanties. Cependant, il n'apparaît pas que la décision de la Cour suprême sur laquelle la Thaïlande s'appuie présente l'ensemble de circonstances qui prouveraient que le jugement est également applicable aux décisions concernant les garanties rendues par les douanes thaïlandaises. Comme le soulignent les Philippines, nous ne voyons pas de quelle façon la décision de la Cour suprême thaïlandaise concernant un différend visant le remboursement d'un impôt cité par la Thaïlande peut effectivement être liée au droit des importateurs de faire appel contre les garanties dans le contexte douanier malgré la décision à l'effet contraire précédemment rendue par la Cour suprême au sujet de cette dernière question.

7.1083 Par conséquent, nous ne disposons pas d'éléments de preuve suffisants pour conclure qu'une décision concernant les garanties peut faire l'objet d'un appel devant le tribunal fiscal thaïlandais indépendamment de l'avis d'estimation. Cela soulève la question de savoir si la possibilité de faire appel d'une garantie devant le tribunal fiscal thaïlandais après une révision initiale par la BoA lors de l'établissement de l'avis d'estimation satisfait à l'obligation de prévoir une révision *dans les moindres délai*s par un organe indépendant au sens de l'article X:3 b).

7.1084 Les Philippines allèguent que la Thaïlande n'offre pas la possibilité de former dans les moindres délais des appels contre des décisions concernant les garanties car aucun délai n'est applicable à l'établissement des avis d'estimation, qui a récemment pris jusqu'à dix mois. La Thaïlande fait valoir que l'article X:3 b) ne dispose pas que les Membres de l'OMC doivent accorder un droit d'appel "immédiat et indépendant" aux importateurs affectés.

7.1085 Nous avons noté ci-dessus que le terme "*prompt*" (dans les moindres délais) peut être défini comme suit: "*adjective. 2. Of action, speech, etc.: ready, quick; done, performed, etc., without delay*" (*adjectif*. 2. Se dit d'une action, d'une élocution, etc.: immédiate, rapide; effectuée, réalisée, etc., sans tarder).[1811] Dans le contexte de l'article X:3 b), les Membres sont tenus de maintenir le système de révision interne "afin de *réviser* et de *corriger* dans les moindres délais les mesures administratives se rapportant aux questions douanières". Considérée dans son contexte, l'expression "dans les moindres délais" concerne la *révision* ainsi que la *correction* des mesures administratives.

[1810] Réponse de la Thaïlande à la question n° 167 du Groupe spécial.
[1811] *The New Shorter Oxford English Dictionary* (5ème édition), Oxford University Press, Vol. I, page 2366 (2002).

7.1086 Nous avons constaté qu'une garantie pouvait, selon la situation, entraîner une lourde charge financière pour les importateurs. Cela a été démontré dans la situation où PM Thailand, par exemple, n'a pas été en mesure de verser les montants des garanties nécessaires pour retirer les cigarettes importées, en attendant la détermination finale d'une valeur en douane à cause du niveau inhabituellement élevé du montant de la garantie fixée par les douanes thaïlandaises.[1812] Comme il est possible qu'une garantie influe immédiatement et d'une manière défavorable sur la capacité des importateurs à retirer les marchandises importées, l'obligation imposée aux Membres au titre de l'article X:3 b) doit être interprétée de telle sorte qu'un mécanisme d'appel maintenu par un membre permette de réviser et de rectifier *dans les moindres délais* la mesure administrative concernée. La question de savoir si le système d'appel d'un Membre maintenu en vertu de l'article X:3 b) prévoit une révision et une correction dans les moindres délais d'une mesure administrative comme l'exige l'article X:3 b) devrait par conséquent, à notre avis, être examinée, entre autres choses, à la lumière de la nature de la mesure administrative spécifique concernée.[1813]

7.1087 Lorsqu'il conteste une décision concernant les garanties, un importateur cherche à obtenir la révision du montant de la garantie et, si les circonstances le justifient, une révision à la baisse, par exemple à un niveau correspondant à la valeur des importations et des importations similaires, de manière à lui permettre de retirer les marchandises du service des douanes. Compte tenu de ce qui précède, si un système ne permet pas la révision d'une décision concernant les garanties avant que la détermination finale d'une valeur en douane ne soit établie, un importateur peut se trouver dans une situation où il ne pourra pas retirer les marchandises importées à cause d'une valeur de garantie fixée à un niveau excessivement élevé. À notre avis, cela n'est pas compatible avec l'obligation énoncée à l'article X:3 b) de maintenir des tribunaux indépendants afin de réviser *dans les moindres délais* la mesure administrative concernée.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

8.1 Nous résumons tout d'abord nos conclusions en ce qui concerne les allégations des parties au sujet de la portée de notre mandat dans le présent différend. Pour les raisons exposées dans la section VII.B.1, nous concluons ce qui suit:

a) l'allégation formulée par les Philippines au titre de l'article X:3 a) en ce qui concerne le système de TVA thaïlandais ne relève pas du mandat du Groupe spécial parce que les Philippines n'ont pas explicitement établi un lien entre la mesure contestée et l'article X:3 a) dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial;

b) l'allégation formulée par les Philippines au titre de l'article X:3 a) en ce qui concerne les droits d'accise, la taxe sanitaire et la redevance télévision relève du mandat du Groupe spécial;

[1812] Réponse combinée des Philippines aux questions n° 87 et 89 du Groupe spécial.

[1813] À ce propos, nous prenons note de la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle un sens doit être attribué, au cas par cas, au terme "immédiatement" figurant à l'article 12:1 de l'Accord sur les sauvegardes. (Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Gluten de froment*, paragraphe 105, "S'agissant du sens du terme "immédiatement" figurant dans le texte introductif de l'article 12:1, nous partageons l'avis du Groupe spécial selon lequel le sens ordinaire du terme "[dénote] une certaine urgence"". Le degré de l'urgence ou du caractère immédiat requis dépend d'une évaluation au cas par cas, compte tenu des difficultés administratives existant dans l'élaboration de la notification et également du caractère des renseignements fournis. Comme les groupes spéciaux antérieurs l'ont reconnu, les facteurs pertinents à cet égard peuvent inclure la complexité de la notification et la nécessité de la traduire dans l'une des langues officielles de l'OMC. Il est évident, toutefois, que le temps pris pour élaborer la notification doit, dans tous les cas, être maintenu au minimum, puisque l'obligation correspondante est de notifier "immédiatement".)

c) les déterminations de la valeur effectuées par les douanes thaïlandaises pour les cigarettes importées en cause qui ont été dédouanées entre le 11 août 1006 et le 13 septembre 2007 relèvent du mandat du Groupe spécial et ont été soumises à bon droit à l'examen du Groupe spécial; et

d) l'Avis relatif aux MRSP de décembre 2005, l'Avis relatif aux MRSP de septembre 2006, l'Avis relatif aux MRSP de mars 2007 et l'Avis relatif aux MRSP d'août 2007 relèvent du mandat du Groupe spécial.

8.2 En ce qui concerne les allégations des Philippines au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane, nous concluons ce qui suit:

a) la Thaïlande ne maintient ni n'applique une règle générale prévoyant le rejet de la valeur transactionnelle et l'utilisation de la méthode d'évaluation déductive;

b) le rejet par la Thaïlande des valeurs transactionnelles déclarées de PM Thailand pour les [[xx.xxx.xx]] importations en cause est incompatible avec l'article 1:1 et 1:2;

c) la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article 1:2 a) en ne communiquant pas, au sens de l'article 1:2 a), aux douanes thaïlandaises les "motifs" qu'elle avait de considérer que les liens entre PM Thailand et PM Philippines avaient influencé le prix;

d) la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article 16 en ne fournissant pas une explication appropriée de la manière dont les douanes thaïlandaises avaient déterminé les valeurs en douane pour les cigarettes importées;

e) la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article 7:1 en évaluant indûment la valeur déductive des cigarettes importées concernées;

f) la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article 7:3 en n'informant pas dûment PM Thailand par écrit de la valeur en douane déterminée par application de l'article 7 et de la méthode utilisée pour déterminer cette valeur; et

g) la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article 10 en divulguant dans les médias thaïlandais des renseignements confidentiels en matière d'évaluation en douane fournis par PM Thailand aux douanes thaïlandaises.

8.3 En ce qui concerne les allégations des Philippines au titre du GATT de 1994, nous concluons ce qui suit:

a) s'agissant de la détermination des MRSP pour la TVA applicable aux cigarettes importées, la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec la première phrase de l'article III:2 en frappant les cigarettes importées d'une TVA supérieure à celle qui frappait les cigarettes nationales similaires en ce qui concerne les MRSP pour l'Avis relatif aux MRSP de décembre 2005, l'Avis relatif aux MRSP de septembre 2006, l'Avis relatif aux MRSP de mars 2007 et l'Avis relatif aux MRSP d'août 2007;

b) s'agissant de l'exemption de la TVA pour les revendeurs de cigarettes nationales, la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec la première phrase de l'article III:2 en frappant les cigarettes importées d'une TVA supérieure à celle qui frappait les cigarettes nationales similaires du fait qu'elle a accordé l'exemption de l'obligation d'acquitter la TVA seulement aux revendeurs de cigarettes nationales; et

c) s'agissant de l'exemption de la TVA pour les revendeurs de cigarettes nationales, la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article III:4 en soumettant les cigarettes importées à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux cigarettes nationales similaires du fait qu'elle a imposé des prescriptions administratives additionnelles liées à la TVA exigible aux revendeurs de cigarettes importées.

8.4 En ce qui concerne les allégations des Philippines au titre de l'article X du GATT de 1994, nous concluons ce qui suit:

a) la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas la méthode utilisée pour déterminer la base d'imposition de la TVA;

b) la Thaïlande n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article X:1 en ne publiant pas la méthode et les données nécessaires pour déterminer les prix sortie usine des cigarettes nationales;

c) la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article X:1 du GATT de 1994 en ne publiant pas dûment la règle générale concernant la libération des garanties;

d) la Thaïlande n'a pas agi d'une manière incompatible avec l'article X:3 a) en nommant certains fonctionnaires de l'État au Conseil d'administration du TTM;

e) la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article X:3 a) en raison des retards causés dans le processus décisionnel de la BoA;

f) la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article X:3 b) en ne maintenant pas ou en n'instituant pas des tribunaux ou des processus indépendants afin de réviser dans les moindres délais les déterminations de la valeur en douane; et

g) la Thaïlande a agi d'une manière incompatible avec l'article X:3 b) en ne maintenant pas ou en n'instituant pas des tribunaux ou des processus indépendants afin de réviser dans les moindres délais les décisions concernant les garanties.

8.5 S'agissant de l'allégation des Philippines au titre de l'article 4 de l'Accord sur l'évaluation en douane, nous concluons que l'allégation des Philippines ne peut pas faire partie de la demande de constatations et de recommandations formulée par les Philippines parce que cette demande n'a pas été présentée en temps utile.

8.6 Nous concluons que l'allégation des Philippines concernant l'ordre d'application au titre de l'article 7:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane ne peut pas faire partie de la demande de constatations et de recommandations formulée par les Philippines parce qu'elle n'a pas été présentée en temps utile. Nous considérons aussi que l'article 7:1 de l'Accord sur l'évaluation en douane ne constitue pas la base d'une allégation indépendante concernant l'ordre d'application formulée au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane.

8.7 Conformément à l'article 3:8 du Mémorandum d'accord, dans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage. Le Groupe spécial conclut que, dans la mesure où les mesures énumérées ci-dessus sont incompatibles avec l'Accord sur l'évaluation en douane et le GATT de 1994, elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour les Philippines de ces accords.

8.8 En conséquence, le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande à la Thaïlande de rendre les mesures incompatibles énumérées ci-dessus conformes à ses obligations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC. S'agissant de nos constatations figurant aux paragraphes 7.509 à 7.566 ci-dessus en ce qui concerne l'Avis relatif aux MRSP de septembre 2006, l'Avis relatif aux MRSP de mars 2007 et l'Avis relatif aux MRSP d'août 2007, comme cela est expliqué au paragraphe 6.24 de la section consacrée au réexamen intérimaire, nous ne voyons pas vraiment si et, dans l'affirmative, dans quelle mesure, ces avis relatifs aux MRSP auront des effets sur les avis relatifs aux MRSP ultérieurs. Nos recommandations en ce qui concerne ces avis relatifs aux MRSP, par conséquent, ne s'appliquent que dans la mesure où ils continueront d'avoir des effets. Nous ne formulons pas de recommandation pour l'Avis relatif aux MRSP de décembre 2005, étant donné qu'il n'est pas contesté que celui-ci est venu à expiration et ne continue *pas* d'exister aux fins de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

ANNEXE A-1

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

1. Le Groupe spécial communiquera aux parties au différend (ci-après dénommées les "parties") et aux tierces parties (ci-après dénommées les "tierces parties") un calendrier pour ses travaux et suivra les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (Mémorandum d'accord). En outre, les procédures de travail ci-après seront d'application.

2. Le Groupe spécial se réunira en séance privée. Les parties, et les tierces parties, n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera.

3. Les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été soumis resteront confidentiels. Aucune disposition de ces procédures n'empêchera une partie ou une tierce partie de communiquer au public ses propres positions, à condition que cette partie ou tierce partie ne divulgue pas ainsi des renseignements confidentiels de l'autre partie ou des autres tierces parties. Les parties traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués par l'autre partie ou une tierce partie au Groupe spécial et qui auront été désignés comme tels. Comme le dispose l'article 18:2 du Mémorandum d'accord, dans les cas où une partie à un différend communiquera au Groupe spécial une version confidentielle de ses communications écrites, elle fournira aussi, si un Membre le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications qui peuvent être communiqués au public. Les résumés non confidentiels seront normalement communiqués au plus tard une semaine après la présentation de la demande écrite au Groupe spécial, à moins qu'un délai différent ne soit accordé par le Groupe spécial sur exposé de raisons valables.

4. Le Groupe spécial a adopté des procédures additionnelles pour la protection de certains RCC, qui figurent en annexe des présentes procédures de travail, en tenant compte des procédures proposées par les parties et des observations faites par chacune sur les propositions de l'autre.

5. Avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties et les tierces parties, les parties feront remettre au Groupe spécial des communications écrites dans lesquelles elles présenteront les faits de la cause et leurs arguments. Les tierces parties pourront faire remettre au Groupe spécial des communications écrites, mais seulement une fois que les premières communications écrites des parties auront été présentées.

6. À sa première réunion de fond avec les parties, le Groupe spécial demandera aux Philippines puis à la Thaïlande de présenter leurs dossiers.

7. Toutes les tierces parties seront invitées à présenter leurs vues au cours d'une séance de la première réunion de fond du Groupe spécial réservée à cette fin. Toutes ces tierces parties pourront être présentes pendant toute cette séance. Chaque partie et tierce partie signifiera à l'autre partie et aux autres tierces parties ses communications écrites faites avant la première réunion de fond du Groupe spécial.

8. Les réfutations formelles seront présentées lors d'une deuxième réunion de fond du Groupe spécial. La Thaïlande aura le droit de prendre la parole avant les Philippines. Les parties présenteront des réfutations écrites au Groupe spécial avant cette réunion.

9. Le Groupe spécial pourra à tout moment poser des questions aux parties et aux tierces parties et leur demander de donner des explications, soit lors d'une réunion avec elles, soit par écrit. Les réponses écrites aux questions seront communiquées conformément au calendrier établi par le Groupe

spécial. Les tierces parties ne pourront pas poser de questions aux parties ou aux autres tierces parties.

10. Les parties, ainsi que toute tierce partie invitée à exposer oralement ses vues, mettront à la disposition du Groupe spécial et de l'autre partie, et dans les cas où cela sera approprié des tierces parties, une version écrite de leurs déclarations orales avant 17 heures 30 le premier jour ouvrable suivant le dernier jour des réunions de fond au cours desquelles la déclaration aura été faite. Les parties et les tierces parties sont invitées à communiquer une version écrite provisoire de leurs déclarations orales au moment où la déclaration sera faite.

11. Les parties et les tierces parties présenteront toutes les communications dans une langue officielle de l'OMC. Dans les cas où la langue originale des pièces ou des documents cités dans les communications ou les réponses aux questions n'est pas une langue officielle de l'OMC, la partie ou la tierce partie présentant la communication en produira en même temps le texte dans la langue originale. En ce qui concerne les pièces, les parties pourront les présenter dans la langue originale à condition d'en communiquer en même temps une version traduite dans une langue officielle de l'OMC. Le Groupe spécial pourra accorder des prorogations du délai pour la traduction de ces pièces dans une langue officielle de l'OMC sur exposé de raisons valables.

12. Toute objection concernant l'exactitude d'une traduction devrait être présentée par écrit dès que possible, de préférence au plus tard à la date du dépôt ou de la réunion ordinaires (la première de ces dates étant retenue) suivant la présentation de la communication qui contient la traduction en question. Toute objection sera accompagnée d'une explication détaillée des motifs qui la justifient et d'une autre traduction.

13. Les parties seront présentes lors des exposés, réfutations et déclarations dont il est fait mention aux paragraphes 5, 6, 7 et 8. De plus, les communications écrites de chaque partie, les réponses écrites aux questions et les observations y relatives, les observations sur la partie descriptive du rapport, ainsi que les demandes écrites de réexamen portant sur des aspects précis du rapport intérimaire du Groupe spécial et les observations sur les demandes présentées par une partie seront mises à la disposition de l'autre partie, et, dans les cas où cela sera approprié, des tierces parties.

14. Toute demande de décision préliminaire du Groupe spécial (y compris les décisions sur les questions de compétence) sera présentée dès que possible, et en tout cas au plus tard dans la première communication écrite d'une partie. Si une partie demande une telle décision préliminaire, l'autre partie présentera sa réponse à la demande dans un délai déterminé par le Groupe spécial. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables.

15. Les parties présenteront tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve factuels nécessaires aux fins des réfutations, les réponses aux questions ou les observations sur les réponses communiquées par chacune d'entre elles. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables. En pareil cas, l'autre partie se verra accorder un délai pour faire des observations, selon qu'il sera approprié.

16. Pour faciliter la tenue du dossier du différend et le renvoi aux pièces présentées par les parties, il est demandé à ces dernières de numéroter leurs pièces par ordre chronologique tout au long des étapes du différend. Par exemple, les pièces présentées par les Philippines pourraient être numérotées PHI-1, PHI-2, etc., et les pièces de la Thaïlande pourraient être numérotées THA-1, THA-2, etc. Si, par exemple, la dernière pièce se rapportant à la première communication était numérotée PHI-5, la première pièce relative à la communication suivante serait numérotée PHI-6.

17. Les parties et les tierces parties présenteront des résumés analytiques de leurs communications écrites (à l'exception des demandes distinctes de décision préliminaire et des

réponses à ces demandes) et de leurs déclarations orales dans les vingt jours suivant la communication ou la déclaration initiale concernée. Chaque résumé analytique des communications écrites à fournir par chaque partie devra faire dix pages au maximum, et chaque résumé analytique des déclarations orales cinq pages au maximum. Chaque tierce partie présentera un résumé qui ne devra pas avoir plus de cinq pages. Le Groupe spécial pourra revoir les limites fixées au nombre de pages sur demande d'une partie. Le paragraphe 22 s'appliquera à la signification des résumés analytiques.

18. Les résumés analytiques ne serviront en aucune façon à remplacer les communications des parties et des tierces parties dans l'examen de l'affaire par le Groupe spécial. Toutefois, le Groupe spécial entend les utiliser uniquement afin d'élaborer la partie descriptive de son rapport, sous réserve de toutes modifications qu'il jugera appropriées. Les réponses des parties et des tierces parties aux questions et les observations des parties sur les réponses de chacune d'entre elles aux questions ne seront pas jointes en annexe au rapport du Groupe spécial. Elles seront mentionnées s'il y a lieu dans la section du rapport du Groupe spécial contenant les constatations. Toutefois, les parties pourront demander, dans leurs observations sur la partie descriptive du rapport, que leurs réponses aux questions et/ou les observations que chacune aura faites sur les réponses de l'autre aux questions soient incluses dans cette partie. En présentant cette(ces) demande(s), les parties désigneront les parties précises de leurs réponses et/ou des observations que chacune aura faites sur les réponses de l'autre qu'elles souhaitent voir figurer dans les sections spécifiques de la partie descriptive.

19. Les parties et les tierces parties à la présente procédure ont le droit de déterminer la composition de leur propre délégation. Les parties et les tierces parties seront responsables de tous les membres de leur délégation et elles veilleront à ce que tous les membres de leur délégation agissent en conformité avec les règles du Mémorandum d'accord et les procédures de travail du Groupe spécial. Les parties et les tierces parties communiqueront une liste des membres de leur délégation, au moins un jour avant chaque réunion, à la secrétaire du Groupe spécial, Mme Tessa Bridgman (adresse électronique: tessa.bridgman@wto.org).

20. Après la remise du rapport intérimaire du Groupe spécial, les parties auront trois semaines pour demander par écrit le réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire et pour demander la tenue d'une nouvelle réunion avec le Groupe spécial. Le droit de demander la tenue d'une telle réunion doit être exercé au plus tard au moment où la demande écrite de réexamen est présentée. Après réception de toute demande écrite de réexamen, si aucune nouvelle réunion avec le Groupe spécial n'est demandée, les parties auront la possibilité, dans un délai d'une semaine et demie, de présenter des observations écrites sur la demande écrite de réexamen de l'autre partie. Ces observations seront strictement limitées à la formulation d'une réponse à la demande écrite de réexamen de l'autre partie. Il est aussi rappelé aux parties que le rapport intérimaire du Groupe spécial devra être gardé strictement confidentiel et ne devra pas être divulgué.

21. Le Groupe spécial mettra tout en œuvre pour fournir aux parties des versions électroniques de la partie descriptive de son rapport, de son rapport intérimaire et de son rapport final. En tout état de cause, des copies sur support papier seront fournies aux parties. En cas d'incohérence entre la version électronique et la version sur support papier des documents, cette dernière prévaudra.

22. Les procédures suivantes s'appliquent pour la signification des documents:

a) Chaque partie et tierce partie signifiera ses communications écrites (y compris toutes demandes distinctes de décision préliminaire et les réponses y relatives), ses résumés analytiques et ses versions écrites des déclarations orales directement à l'autre partie, y compris, dans les cas où cela sera approprié, aux tierces parties, et confirmera l'avoir fait au moment de la présentation de ses communications au Groupe spécial.

b) Les parties et les tierces parties devraient présenter au Groupe spécial et à l'autre partie leurs communications, leurs réponses écrites aux questions et leurs observations

demandées par le Groupe spécial avant 17 heures 30 à la date limite établie par le Groupe spécial, à moins que celui-ci ne fixe une heure différente.

c) Les parties et les tierces parties remettront au Groupe spécial dix copies sur papier de toutes leurs communications. Toutes ces copies seront déposées auprès du Greffier pour le règlement des différends, ***** ***** (bureau 2052).

d) Au moment où elles remettront une copie sur papier de leurs communications, les parties et les tierces parties fourniront également au Groupe spécial des copies électroniques de toutes leurs communications sur une disquette ou en tant que pièce jointe d'un courriel, dans un format compatible avec les logiciels du Secrétariat. Les pièces jointes aux courriels seront envoyées au Greffier pour le règlement des différends (DSRegistry@wto.org), avec copie à ***** ***** (adresse électronique: ***** *****) et à ***** ***** (adresse électronique: ***** *****). Si la version électronique est fournie sur une disquette ou un CD, quatre copies devraient être remises à ***** ***** (bureau 2052).

23. Le Groupe spécial se réserve le droit de modifier les présentes procédures à tout moment après consultation des parties.

Annexe

PROCÉDURES DE TRAVAIL ADDITIONNELLES DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LES RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS

Les procédures ci-après s'appliquent à tous les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) communiqués au cours de la procédure du Groupe spécial. Ces procédures visent à compléter, mais non à remplacer, les dispositions de l'article 18:2 du Mémorandum d'accord.

1. Les RCC s'entendent des renseignements sensibles du point de vue financier ou commercial présentés au Groupe spécial au cours de la présente procédure, qui i) ne sont pas autrement disponibles dans le domaine public et ii) sont clairement désignés en tant que RCC par les Philippines ou la Thaïlande dans leurs communications au Groupe spécial.

2. L'accès aux RCC sera limité aux personnes habilitées. Au plus tard le lundi 16 mars 2009 (à la fermeture des bureaux, heure de Genève), chaque partie devra présenter à l'autre partie et au Groupe spécial une liste des personnes habilitées, indiquant également les fonctions des personnes énumérées. Cette liste inclura aussi les conseillers juridiques extérieurs des délégations des parties, ainsi que les employés ou les membres du personnel de soutien qui ont besoin d'avoir accès aux RCC communiqués par l'autre partie et/ou les tierces parties. En aucune circonstance, les personnes qui travaillent à temps complet, partiel ou occasionnellement en tant qu'employé, cadre ou agent d'une entreprise, y compris une entreprise d'État, participant à la production, la distribution, l'exportation, l'importation ou la vente des produits visés dans le présent différend ne feront partie des personnes habilitées. Chaque partie limitera autant que possible le nombre des personnes habilitées.

3. À moins qu'une partie ne s'oppose à la désignation d'une personne en tant que personne habilitée avant le mercredi 18 mars 2009 (à la fermeture des bureaux, heure de Genève), le Groupe spécial désignera cette personne comme étant une personne habilitée. Si une partie s'y oppose, le Groupe spécial se prononcera rapidement sur cette objection.

4. Une objection peut seulement être fondée sur le fait qu'un employé, un cadre ou un agent d'une entreprise, y compris une entreprise d'État, participant à la production, la distribution, l'exportation, l'importation ou la vente des produits visés dans le présent différend n'a pas été exclu de la liste des personnes habilitées, ou sur un conflit d'intérêts.

5. Les parties peuvent apporter des modifications à leurs listes à tout moment.

6. Aucune disposition des présentes procédures ne sera interprétée comme limitant le droit des fonctionnaires de l'une ou l'autre partie d'avoir accès aux renseignements qui ont été communiqués à un gouvernement avant l'établissement du Groupe spécial et ont été examinés par ces fonctionnaires dans l'exercice normal de leurs fonctions.

7. Aucune disposition des présentes procédures ne sera interprétée comme limitant l'accès des membres du Groupe spécial ou des employés du Secrétariat aux RCC communiqués durant la présente procédure.

8. Seuls les représentants désignés des tierces parties pourront avoir accès aux RCC. Cet accès sera limité aux communications présentées par les parties pour la première réunion du Groupe spécial, et servira uniquement à l'élaboration des communications et des déclarations orales des tierces parties au différend. Les tierces parties communiqueront aux parties et au Groupe spécial, au plus tard le lundi 16 mars 2009 (à la fermeture des bureaux, heure de Genève), le nom et le titre du (des) représentant(s) désigné(s). Les procédures énoncées aux paragraphes 2, 3 et 4 ci-dessus s'appliqueront, *mutatis mutandis*, en ce qui concerne les tierces parties.

9. Une partie ou une tierce partie présentant des RCC dans une communication écrite (y compris dans une pièce jointe) fera figurer sur la page de couverture et/ou la première page du document contenant des renseignements de cette nature la mention "contient des renseignements commerciaux confidentiels". Les renseignements spécifiques en question figureront entre doubles crochets, de la manière indiquée ci-après: [[xx.xxx.xx]] et la mention "contient des renseignements commerciaux confidentiels" sera apposée en haut de chacune des pages contenant des RCC. Une version non confidentielle, clairement identifiée comme telle, d'une communication écrite (y compris d'une pièce jointe) contenant les RCC sera transmise au Groupe spécial dans les trois jours ouvrables suivant la communication de la version confidentielle contenant les RCC. Lorsqu'une déclaration orale contient des RCC, la partie ou la tierce partie présentant une telle déclaration informera au préalable le Groupe spécial que cette déclaration contient des RCC, et le Groupe spécial veillera à ce que seules les personnes autorisées à avoir accès aux RCC conformément aux présentes procédures soient présentes dans la salle pour entendre cette déclaration. Une version écrite non confidentielle d'une déclaration orale contenant des RCC sera présentée au plus tard deux jours ouvrables après la date à laquelle la déclaration aura été faite. Les versions non confidentielles des déclarations orales et des communications écrites, y compris les pièces jointes, seront rédigées de manière à faire raisonnablement comprendre la substance des RCC dont elles auront été expurgées.

10. Sur tous les RCC communiqués sous forme de code binaire apparaîtra clairement la mention "renseignements commerciaux confidentiels", sur une étiquette figurant sur le support de mise en mémoire, et la mention "renseignements commerciaux confidentiels" apparaîtra clairement sur les fichiers en code binaire.

11. Comme l'exige l'article 18:2 du Mémorandum d'accord, une partie ou une tierce partie ayant accès aux RCC communiqués dans le cadre de la procédure du présent Groupe spécial les traitera comme étant confidentiels et ne les divulguera qu'aux personnes autorisées à les recevoir conformément aux présentes procédures. Tout renseignement communiqué en tant que RCC au titre des présentes procédures ne pourra être utilisé qu'aux fins du présent différend et à aucune autre fin. Les parties et les tierces parties sont tenues de veiller à ce que leurs employés et/ou conseillers extérieurs se conforment aux présentes procédures pour protéger les RCC.

12. Le Groupe spécial accepte de ne pas divulguer dans son rapport des renseignements qui auront été désignés comme étant des RCC au titre des présentes procédures. Il pourra toutefois en tirer des conclusions.

13. Après la conclusion des travaux du Groupe spécial, et dans un délai fixé par ce dernier, chaque partie restituera tous les documents en sa possession communiqués en tant que RCC au cours de la procédure du Groupe spécial à la partie qui les aura communiqués à l'origine. Sinon, une partie pourra déclarer par écrit à l'autre partie que tous les documents ont été détruits. Le Secrétariat pourra conserver un exemplaire des documents contenant les RCC pour les archives de l'OMC.

14. Les communications contenant des renseignements qui auront été désignés comme étant des RCC au titre des présentes procédures feront partie du dossier qui sera transmis à l'Organe d'appel dans l'éventualité où il serait fait appel du rapport du Groupe spécial.

15. À la demande d'une partie, le Groupe spécial pourra appliquer les présentes procédures ou une forme modifiée de ces procédures afin de protéger des renseignements qui ne font pas partie des renseignements visés au paragraphe 1. Le Groupe spécial pourra, avec le consentement des parties, déroger à toute partie des présentes procédures.